











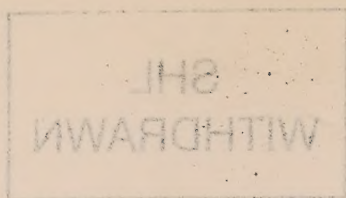


P.R. [Cd - Société de l'Histoire de  
France]



SHL  
WITHDRAWN





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



**BULLETIN**  
DE LA SOCIÉTÉ  
DE  
**L'HISTOIRE DE FRANCE.**

PREMIÈRE PARTIE.

---

TOME II.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.



# BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE

## L'HISTOIRE DE FRANCE.

---

PREMIÈRE PARTIE.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ, ET REVUE DE L'HISTOIRE  
ET DES ANTIQUITÉS NATIONALES.

---

TOME SECOND. — 1835.



A PARIS,

CHEZ JULES RENOUARD,

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

RUE DE TOURNON, N° 6.

—

1836.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

CHRISTOLOGIQUE DE FRANCE

PROGÈS DE LA SCIENCE

ET DE LA VIE CIVILE, EN RAPPORT AVEC L'ÉVANGILE

TOME SEPTIÈME - 1854



1854



## ORGANISATION

### DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

POUR L'ANNÉE 1835.

#### *Conseil de la Société.*

MM. Baron de BARANTE, membre de l'Institut, Pair de France.

ARMAND BERTIN.

Vicomte ARTH. BEUGNOT, de l'Institut.

CASTEL, Notaire.

CHAMPOLLION-FIGEAC, Conservateur au département des Manuscrits de la Bibliothèque Royale.

CRAPELET, membre de la Société des Antiquaires de France.

JULES DESNOYERS, Bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle.

DUCHESNE aîné, Conservateur-Adjoint au département des Estampes de la Bibliothèque Royale.

DUREAU DE LA MALLE, de l'Institut.

FAURIEL, Professeur à la Faculté des Lettres, Conservateur-Adjoint au département des Manuscrits de la Bibliothèque Royale.

Marquis DE FORTIA D'URBAN, de l'Institut.

FREMYN, Notaire.

GUIZOT, de l'Institut, Ministre de l'Instruction publique.

HASE, de l'Institut, Conservateur au département des Manuscrits de la Bibliothèque Royale.

GUÉRARD, de l'Institut, Conservateur-Adjoint au département des Manuscrits de la Bibliothèque Royale.

LENORMANT, Conservateur-Adjoint au département des Médailles de la Bibliothèque Royale.

LETRONNE, de l'Institut, Directeur de la Bibliothèque Royale.

Marquis LE VER, de la Société des Antiquaires de Normandie.

MAGNIN, Conservateur au département des Imprimés de la Bibliothèque Royale.

MIGNET, de l'Institut, Conseiller d'État, Chef des Archives au Ministère des Affaires étrangères.

Comte MOLÉ, Pair de France.

MONMERQUÉ, de l'Institut, Conseiller à la Cour Royale de Paris.

Baron PASQUIER, Président de la Chambre des Pairs.

PAULIN PARIS, premier employé au département des Manuscrits de la Bibliothèque Royale.

REINAUD, de l'Institut, Conservateur-Adjoint au département des Manuscrits de la Bibliothèque Royale.

HIPP. ROYER-COLLARD, chef de la division des Lettres et Sciences au Ministère de l'Instruction publique.

TAILLANDIER, Conseiller à la Cour Royale.

THIERS, de l'Institut, Ministre du Commerce et des Travaux publics.

TEULET, employé aux Archives du royaume.

VITET, secrétaire général du ministère des travaux publics et du commerce.

## COMPOSITION DU BUREAU POUR 1835.

*Président honoraire,*  
*Président,*  
*Vice-Présidents,*  
*Secrétaire,*  
*Secrétaire-Adjoint, Archiviste,*  
*Trésorier,*

MM. DE FORTIA D'URBAN.  
 DE BARANTE.  
 } MONMERQUÉ,  
 } FAURIEL.  
 JULES DESNOYERS.  
 TEULET.  
 CASTEL.

*Comité de Publication.*

MM. CHAMPOLLION ;  
 GUÉRARD ;  
 GUIZOT ;  
 HASE ;  
 LENORMANT ;  
 MIGNET ;  
 REINAUD ;  
 VITET.

*Comité du Bulletin.*

MM. ARTH. BEUGNOT ;  
 DUREAU DE LA MALLE ;  
 MAGNIN ;  
 PAULIN PARIS ;  
 TAILLANDIER.

*Comité des fonds.*

MM. ARMAND BERTIN ; FREMYN ; DUCHESNE aîné.

*Censeurs.*

MM. CLAIRET ; DUSSOMMERARD.

## LISTE DES MEMBRES

## DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

EN MAI 1835.

*N. B. ART. 4 du Règlement.* — Le nombre des membres de la Société est illimité. On en fait partie après avoir été présenté par un Membre, et avoir été admis par le Conseil.

Le CONSEIL tient ses séances le premier lundi de chaque mois, à trois heures, dans la salle du Conservatoire de la Bibliothèque du Roi, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 10. — Tous les membres de la Société ont le droit d'assister aux séances.

MM.

ALLARD, ancien maire de Saint-Mandé, à Tours.

ALLOU, ingénieur en chef des mines, rue de Clichy, n. 50, à Paris.

AMBERT, officier d'instruction à l'Ecole militaire de Saumur.

AMPÈRE fils, professeur de littérature française au Collège de France, rue du Bac, n° 100 (*bis*).

ARCHIAC (comte d'), place Vendôme, n° 4, à Paris.

ARTAUD, membre de l'Institut, rue de Lille, n° 17.

BARANTE (baron de), pair de France, ambassadeur à Turin (à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré).



- BARRIÈRE, chef de division à la préfecture de la Seine, rue de Condé, n° 20.  
 BARROIS, rue de Richelieu, hôtel d'Espagne, à Paris.  
 BEAULIEU, de la Société des Antiquaires de France, rue du Cherche-Midi, n° 13.  
 BERBRUGGER (Adrien), à Paris, rue des Enfants-Rouges, n° 10.  
 BERGER DE XIVREY, rue du Cherche-Midi, n° 14.  
 BERNIER (Adhelm), avocat à Senlis (Oise).  
 BERTIN (Arm.), rue de Seine, n° 10.  
 BERTIN DE VAUX, pair de France, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 11.  
 BEUGNOT (vicomte Arthur), membre de l'Institut, rue de la Ville-l'Evêque, n° 3.  
 BEUGNOT (comte), rue de la Ville-l'Evêque, n° 3.  
 BEUGNOT (baron), *idem*.  
 BEYLE, consul de France, à Civita-Vecchia.  
 BIGANT, conseiller à la cour royale de Douai.  
 BOISMILON, secrétaire des commandements de M<sup>gr</sup> le duc d'Orléans, au palais des Tuileries, à Paris.  
 BOISSIÈRE (Frédéric), rue Neuve-Coquenard, n° 11.  
 BOULLET (J.-B.), membre de plusieurs Sociétés savantes, à Clermont-Ferrand.  
 BOULEZ, receveur de l'enregistrement, à Nogent-le-Rotrou.  
 BOURGEOIS, maire de Suippes (Marne).  
 BROÉ (DE), conseiller à la Cour de Cassation, rue de Vendôme, n° 2, au Marais.  
 BURE (DE) aîné, libraire, à Paris, rue Serpente, n°  
 CADET DE GASSICOURT, procureur du Roi, à Troyes.  
 CAMBIS (marquis DE), député, rue Saint-Honoré, n° 348.  
 CANUEL (P.), propriétaire, rue de l'Echiquier, n° 38.  
 CAPEFIGUE, à Paris, rue des Petites-Ecuries, n° 29.  
 CASSAN (Armand), sous-préfet, à Mantes.  
 CASTEL, notaire, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 61.  
 CAUMONT (DE), correspondant de l'Institut, secrétaire de la Société des antiquaires de Normandie, à Caen.  
 CAYROL (DE), ancien sous-préfet, à Compiègne.  
 CHAMBURE (DE), à Saulieu (Côte-d'Or).  
 CHAMPOLLION-FIGEAC, l'un des conservateurs au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 12.  
 CHAMPOLLION (Aimé), employé au même département, *idem*.  
 CHAZELLES (Léon DE), substitut du procureur du Roi, à Clermont-Ferrand.  
 CLAIRET, notaire, boulevard des Italiens, n° 18.  
 COLLOT, directeur de la Monnaie, à l'Hôtel de la Monnaie.  
 COMMINGES (comte DE), à Paris, rue Richer, n° 6.  
 COOPER, Esq., avocat; secrétaire de la Commission des Archives d'Angleterre, à Londres.  
 CRAON (princesse DE) (à Saint-Onen), rue Neuve-Sainte-Croix, n° 22.  
 CROPELET, imprimeur, rue de Vaugirard, n° 9.  
 CRILLON (duc DE), place Louis XV, n° 10.  
 CUNIN (Charles), manufacturier à Sedan.  
 CURIAL (comte), pair de France, rue de la Michodière, n° 8.  
 DALMATIE (marquis DE), au ministère de la guerre.  
 DESMICHELIS, recteur de l'Académie d'Aix.  
 DESNOVERS (Jules), bibliothécaire du Muséum d'Histoire naturelle, au Jardin du Roi.  
 DESPERRIERS, notaire, rue Vivienne, n° 15.  
 DEVAINES, pair de France, au ministère de l'instruction publique.  
 DEVILLE (Achille), membre de la Société des Antiquaires de Normandie, etc., à Rouen.  
 DIDOT (Ambroise-Firmin), imprimeur, rue Jacob, n° 24.  
 DUCHESNE aîné, conservateur-adjoint à la Bibliothèque Royale, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 12.

DUCLOS, vice-président de la Société des Sciences naturelles, rue de la Lune, n° 20.

DUMONT, professeur d'histoire à l'Université de Paris, rue Cassette, n° 18.

DUREAU DE LAMALLE, membre de l'Institut, rue de La Rochefoucauld.

DUSEVEL (H.), avocat, membre de la Société des Antiquaires de France, etc., à Amiens.

DUSSOMMERARD, conseiller-maitre à la Cour des Comptes, hôtel de Cluny, rue des Mathurins-Saint-Jacques.

DUTEMS (Albert), sous-préfet à Abbeville, membre de la Société royale d'Abbeville, etc.

ESTERNO (comte d'), à Paris, rue Mont-Thabor, n° 4.

FALLOT, sous-bibliothécaire à l'Institut, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 44.

FAUREL, professeur à la Faculté des Lettres, conservateur-adjoint au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale, rue des Saints-Pères, n° 46.

FOISY, employé aux manuscrits de la Bibliothèque Royale.

FORTIA D'URBAN (marquis DE), membre de l'Institut, rue de La Rochefoucauld.

FREMYN, notaire, rue de Seine Saint-Germain, n° 53.

FRÈRE (Ed.), libraire, à Rouen.

FROIDEFOND DE FARGES (DE), conseiller à la Cour royale, rue de Castiglione, n° 8.

GAILLARD (Em.), secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Sciences, Lettres et Arts de Rouen, représentant cette Académie.

GALERON (Fr.), procureur du Roi, à Falaise.

GAUCHERAUD, rue de Varennes, n° 44, chez M. le marquis de La Guiche.

GERVILLE (DE), correspondant de la Société des Antiquaires de France, etc., à Valognes (Manche).

GIVENGHY (DE), secrétaire de la Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

GOLBERY (DE), corresp. de l'Institut, membre de la Chambre des Députés.

GOUPIL (Ed.), auditeur au conseil d'Etat, rue Bleue, n° 11.

GRANIER DE CASSAGNAC, rue de Buffaut, n° 4 (bis).

GUÉRARD, membre de l'Institut, conservateur-adjoint au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale, rue de La Rochefoucauld, n° 8.

GUÉRARD, conseiller-auditeur à la Cour royale d'Amiens.

GUILLAUME, juge au tribunal de Besançon.

GUIZOT, membre de l'Institut, ministre de l'Instruction publique, à l'hôtel du ministère.

HASE, membre de l'Institut, conservateur au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale, rue Colbert.

HAXO, lieutenant-général, pair de France, rue Saint-Honoré, n° 40.

HÉLIAND (DE), à Paris, rue d'Aguesseau, n° 18.

HELLO, procureur général à la cour royale de Rennes.

HÉRISSON, juge, à Chartres.

HOUËL, président du tribunal civil de Louviers.

JANET (L.), libraire, rue Saint-Jacques, n° 59.

JARRY DE MANCY, professeur d'histoire à l'Université de Paris, rue du Pot-de-Fer, n° 15.

JARRY, juge au tribunal de première instance, rue Gaillon, n° 8.

JOLLOIS, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 35.

LACABANE (Léon), employé au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale, rue du Bac, n° 77.

LACROIX (Paul), rue Saint-Lazare, n° 158.

LACROIX, pharmacien, à Mâcon (Haute-Saône).

LACHAUVINIÈRE (DE), secrétaire-adjoint de la Chambre des Pairs, au Palais du Luxembourg.

LAHURE, notaire honoraire, place de l'École.

LAFONTENELLE DE VAUDORÉ (DE), conseiller à la cour royale de Poitiers, secrétaire perpétuel de l'Académie de cette ville.

LAMBERT (DE), sous-directeur au ministère des affaires étrangères.

LAMÉ-FLEURY, homme de lettres, à Rambouillet (Seine-et-Oise).

LAPRÈGNE (DE), auditeur au conseil d'Etat, rue Saint-Honoré, n° 370.

LARENAUDIERE (DE), vice-président de la Société de géographie, rue du Mouton, n° 5.

LA SAUSSAYE (DE), bibliothécaire de la ville de Blois.

LASCoux, substitut du procureur du Roi au tribunal de première instance de Paris, rue du Bac, n° 36.

LA SISTERNA (prince DE), rue de l'Université.

LATOUR (DE), précepteur de M<sup>sr</sup> le duc de Montpensier, aux Taileries.

LATOUR-MAUBOURG (comte Septime DE), ministre de France à la cour de Belgique, à Bruxelles.

LAVERGNE (Léonce DE), à Toulouse.

LEBAS, professeur d'histoire à l'Université de Paris, rue de Vaugirard, n° 20.

LE BER, chef de division au ministère de l'intérieur, rue de l'Université, n° 13.

LEBRETON (Emile), avocat, rue de Rivoli, n° 18.

LEBRUN, juge de paix, à Avezé, près Epernay.

LECLERC (Achille), architecte, rue Hauteville, n° 2.

LECOINTE, libraire, quai des Augustins, n° 49.

LEDUC-HOUSSET, faubourg Poissonnière, n° 98.

LEGLAY, président de la Société d'Emulation et bibliothécaire de Cambrai.

LEMAIRE, professeur de rhétorique au Collège Bourbon, rue du Foin, n° 16, au Marais.

LENORMANT, conservateur-adjoint au département des médailles de la Bibliothèque Royale, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 12.

LEPRÉVOST (Auguste), membre de la Chambre des Députés, à Paris, rue Jacob, et à Bernay.

LEROUX DE LINCY, archiviste-paléographe, rue de Vernueil, n° 51.

LESCALOPIER (marquis Charles DE), Place Royale, n° 25.

LETRONNE, membre l'Institut, directeur de la Bibliothèque du Roi, rue de Rivoli, n° 32.

LE VER (marquis), à Roquefort, près Yvetot.

LORAIN, professeur de rhétorique au Collège Louis-le-Grand, rue de l'Arbaleète, n° 23.

MAGNIN, l'un des conservateurs au département des imprimés de la Bibliothèque Royale, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 12.

MASAZ, bibliothécaire à l'Arsenal, rue Madame, n° 1.

MASSÉ (Tom.), chez M. Bertin de Vaux, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 11.

MÉRAULT père, rue de l'Eperon, n° 9.

MÉRAULT fils, rue des Trois Frères, n° 8.

MÉRIMÉE (Prosper), inspecteur des monuments historiques, à Paris, rue des Petits-Augustins, au Palais des Beaux-Arts.

MERLIN fils, libraire, quai des Augustins.

MERCKLEIM (J. Albert) (librairie départementale), rue des Beaux-Arts, n° 11.

MICHELLET, chef de la section historique des Archives du royaume, professeur suppléant à la Faculté des Lettres, rue des Fossés-Saint-Victor, n° 33.

MIGNET, membre de l'Institut, archiviste du ministère des affaires étrangères, rue Neuve-des-Capucines, n° 10.

MIREPOIX (marquis DE), rue de la Planchette, n° 13.

MOLÉ (comte), pair de France, à Paris, rue Ville-l'Evêque.

MONGLAVE (Engène DE), membre de plusieurs Sociétés savantes, rue des Saints-Pères, n° 14.



MONMERQUÉ (DE), membre de l'Institut, conseiller à la cour royale, rue Saint-Louis, au Marais, n° 39.  
 MONTALEMBERT (comte Charles DE), pair de France, rue Cassette, n° 20.  
 MORNAY (DE), place Ville-l'Évêque, n° 27.

NIGON DE BERTY, procureur du Roi à Mantes (Seine-et-Oise).

OLIVIER, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, à Dieppe.  
 OLLIVIER, juge au tribunal de Valence (Drôme).

PANCKOUCKE père, rue des Poitevins, n° 14.

PAQUIS, rédacteur du Journal du Cher, à Bourges.

PARIS (Paulin), premier employé au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 10.

PASQUIER (baron), président de la Chambre des Pairs, rue d'Anjou Saint-Honoré, n° 30.

PATTU DE SAINT-VINCENT (comte Jules), à Mortagne (Orne).

PELET, lieutenant-général, directeur du Dépôt de la guerre, rue des Saint-Pères.

PETITOT (Alex.), chef de division au ministère de l'instruction publique, rue Chantieraine, n° 11.

PIERS, bibliothécaire de la ville de Saint-Omer.

PORY D'AVANT, receveur de l'enregistrement, à Cluny.

POISSON, sous-préfet, à Reims.

PONCELET, professeur à l'Ecole de Droit, à Paris.

PORTALIS (vicomte Frédéric), membre de la Chambre des Députés, Place-Royale, n° 4.

PROMPSAULT (abbé), aux Quinze-Vingts.

PRONNIER, secrétaire de la Société royale du département du Nord, représentant cette Société, à Douai.

QUENESCOURT, ancien notaire, à Nesle (Somme).

QUÉNOT, ingénieur civil, rue du Battoir, n° 26.

QUENSON, conseiller à la cour royale de Douai.

RAIGESCOURT (comte DE), rue de Lille, n° 82.

RAVENEL, sous-bibliothécaire de la Ville, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 44.

RAYNAL (L.), substitut du procureur général, à Bourges.

RAYNOUARD, membre de l'Institut, à Passy, rue Basse, n° 16.

REIFFENBERG (DE), recteur de l'Académie de Louvain.

REINAUD, de l'Institut, conservateur-adjoint à la Bibliothèque Royale, à Paris.

RENOUARD (Jules), libraire, rue de Tournon, n° 6.

REQUIEN, naturaliste, à Avignon (Vaucluse).

REY, membre de la Société royale des Antiquaires de France, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 26.

RICHARD, membre de la Société royale des Antiquaires de France, bibliothécaire de la ville de Remiremont (Vosges).

RIDAN, ancien notaire, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 78.

RIPERT-MONTCLAR (Amédée DE), ancien magistrat, rue de La Rochefoucauld, n° 12.

ROISSY (Alfred DE), à Paris, rue Richer, n° 17.

ROLLE (Hipp.), bibliothécaire de la ville de Paris.

ROYER-COLLARD (H.), chef de la division des sciences et lettres au ministère de l'Instruction publique, rue de Provence, n° 30.

SAINT-AIGNAN (comte DE), pair de France, rue de Grenelle Saint-Germain, n° 107.

SAINT-AIGNAN (baron DE), député, rue de Grenelle Saint-Germain, n° 107.

SAINT-MAURIS (vicomte DE), rue Neuve-des-Mathurins, n° 21.

- SAINT-SURIN (madame DE), à Angoulême.  
 SAHUNE (Ernest DE), rue de l'Oratoire.  
 SERRURIER, docteur-médecin, à Paris.  
 SOULIÉ, bibliothécaire à l'Arsenal, à Paris.  
 SYLVESTRE DE CHANTELOUP fils, conseiller à la cour royale, rue du Dragon,  
 n° 21.  
 TAILLANDIER, conseiller à la cour royale, rue Jacob, n° 14.  
 TAILLANDIER, ancien avoué, rue Saint-Benoit, n° 18.  
 TAILLIAR, conseiller à la cour royale de Douai, membre des Sociétés académiques de Douai et de Valenciennes.  
 TARDIEU (Ambroise), rue du Battoir, n° 7.  
 TASCHEREAU (Jules), rédacteur en chef de la *Revue Rétrospective*, rue Saint-Benoit, n° 11.  
 TASTU, rue de Vaugirard, n° 38.  
 TÉRASSE, conservateur des archives judiciaires du Palais, cour de la Sainte-Chapelle.  
 TERREBASSE (comte DE), rue Ventadour, n° 4.  
 TEULET (Alexandre), élève pensionnaire de l'Ecole de Chartes, employé aux Archives du royaume, quai de la Cité, n° 23.  
 THIERS, membre de l'Institut, ministre de l'Intérieur, à l'hôtel du ministère.  
 THIERY (Alexandre), rue du Petit-Musc, n° 9.  
 THOMASSY, élève de l'Ecole de Chartes, place du Palais-de-Justice, n° 4.  
 TIBY (Paul), rue Charonne, n° 165.  
 TRÉMISOT, rue Saint-Louis, au Marais, n° 31.  
 VATISMÉNIL (DE), avocat, rue Richer, n° 3 (*bis*).  
 VIELLOT, président du tribunal de première instance de Meaux.  
 VIEIL-CASTEL (comte Horace DE), à Paris, rue de l'Université, n° 28.  
 VIGUIER, conseiller référendaire à la cour des comptes, rue des Mauvaises-Paroles, n° 18.  
 VINCENT, négociant, rue Serpente, n° 16.  
 VIOLETT-LEDUC, conservateur des résidences royales, aux Tuileries.  
 VIRLET, ingénieur civil des mines, rue des Pyramides, n° 10, à Paris.  
 VITET (L.), secrétaire général du ministère du commerce, ci-devant inspecteur des monuments historiques, rue Trudon, n° 6.  
 WALCKENAER (baron), membre de l'Institut, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 87.

S'adresser pour la Correspondance à M. Jules Desnoyers, secrétaire de la Société, bibliothécaire du Muséum d'Histoire naturelle; au Jardin du Roi.

Pour le versement des souscriptions, à M. Castel, trésorier, notaire, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 61.

Pour l'abonnement distinct et pour les réclamations relatives au Bulletin, à M. J. Renouard, libraire de la Société, rue de Tournon, n° 6.





# BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

TOME II.

---

## PREMIÈRE PARTIE.

TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ. — EXTRAITS. — NOTICES. — OBSERVATIONS HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES. — BIBLIOGRAPHIE DE L'HISTOIRE DE FRANCE, ETC.

### SECTION III.

NOTICES HISTORIQUES.

---

#### *Notice sur Lefebvre de Saint-Remy, chroniqueur du xv<sup>e</sup> siècle.*

LA connoissance des principaux événements de la vie des historiens, ou tout au moins des époques fondamentales de leur existence, est nécessaire pour apprécier le degré de confiance qu'ils méritent, pour concilier leurs récits et pour peser avec justesse la valeur de leurs témoignages, autant lorsqu'ils s'accordent entre eux que lorsqu'ils sont différents; mais cette connoissance indispensable n'est pas toujours facile à acquérir, nous l'avons éprouvé en nous livrant à l'étude spéciale des monuments historiques du xv<sup>e</sup> siècle. Le peu de renseignements que nous ont fournis les biographes sur la vie de plusieurs historiens de cette époque nous a fait penser que des recherches sur quelques uns de ces historiens ne seroient pas sans utilité; c'est ce qui nous engage à publier ce que nous avons pu rassembler de

documents sur l'un d'entre eux, *Jean Le Febvre de Saint-Remy*.

Nous avons été d'autant plus déterminée à nous occuper de ces recherches, que les Mémoires de ce chroniqueur, souvent cités par les historiens modernes, se retrouvent en grande partie, et presque toujours mot à mot, dans Monstrelet. Le récit de ces deux historiens, pour les onze années du règne de Charles VI comprises entre 1411 et 1422, est entièrement semblable, souvent répété dans les mêmes termes, ou bien ne différant guère que par l'intervertissement de quelques phrases.

Le désir de reconnoître lequel des deux chroniqueurs étoit le plagiaire, nous a donc fait entreprendre ce travail sur la vie d'un historien dont presque aucun auteur ne s'étoit occupé jusqu'à présent.

Le Laboureur, qui le premier publia une partie des *Mémoires* de Jean Le Febvre, en dit fort peu de chose dans son *Avertissement*, et M. Buchon, en reproduisant en entier tout ce qu'on a pu retrouver de ces *Mémoires*, s'est contenté de mettre dans une note quelques renseignements sur Saint-Remy, pris dans Salazar.<sup>1</sup>

Ces deux auteurs, Le Laboureur, et Salazar qu'a copiés M. Buchon, sont les seuls qui, à notre connoissance, aient consacré quelques lignes à Le Febvre de Saint-Remy, et les renseignements qu'ils nous donnent ne sont pas même suffisants pour nous mettre en état de résoudre la question de plagiat entre Saint-Remy et Monstrelet. Pour remplir cette lacune, nous avons recherché dans les *Mémoires* mêmes de notre auteur et dans les ouvrages de ses contemporains tout ce qui concerne les circonstances de sa vie et ses ouvrages. La notice qu'on va lire ne se composera que du recueil de ces divers témoignages, avec les discussions qui nous ont paru nécessaires pour leur éclaircissement.

## § I.

Jean Le Febvre<sup>2</sup>, seigneur de Saint-Remy, de la Vacquerie, d'Avesnes et de Morienne, dit *Toison-d'Or*, conseil-

<sup>1</sup> Julian Pinedo y Salazar, *Histoire de l'ordre de la Toison-d'Or* (en espagnol), Madrid, 1788, 3 volumes in-folio. Nous n'avons pu nous procurer cet ouvrage, et nous ne le connoissons que par les citations qu'en ont fait d'autres auteurs.

<sup>2</sup> Ce nom de famille, Lefebvre, lui est donné dans un ancien inven-

ler<sup>1</sup>, roi d'armes et chancelier<sup>2</sup> de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, naquit à Abbeville, dans le Ponthieu<sup>3</sup>, vers la fin du xiv<sup>e</sup> siècle. Cette date du moins nous semble résulter de deux passages de Saint-Remy, où il dit qu'après avoir beaucoup voyagé, il a atteint l'âge de *soixante-sept ans ou environ*, et que pour éviter l'oisiveté il s'est *disposé à faire et compiler ce petit volume*<sup>4</sup>; et ailleurs, en parlant de la bataille d'Azincourt, à laquelle n'avoit pu assister le comte de Charolois (Philippe-le-Bon), qu'il a « ouy dire au conte, depuis qu'il avoit atteint l'âge de soixante-sept ans, qu'il estoit desplaisant de ce que il n'avoit eu la fortune d'avoir esté à la dite bataille, fust pour la mort ou pour la vie »<sup>5</sup>. Or, le duc Philippe-le-Bon étant né le 30 juin 1396, avoit *soixante-sept ans* en 1463; et Saint-Remy, insérant dans ses *Mémoires* ce fait relatif au duc de Bourgogne, ne peut donc pas avoir écrit cette partie de son récit antérieurement à 1463. Saint-Remy dit encore dans un autre endroit, en parlant de superbes pavillons qu'avoit fait élever le duc de Bourgogne: « Et qu'il soit vray, je appelle à tesmoignage ceulx quy les veyrent au chastel de Lille en Flandres, où ilz estoient encores l'an 1460 »<sup>6</sup>. Nous croyons qu'on peut inférer de ces deux passages que l'ouvrage de Saint-

taire manuscrit, cité par M. de Reiffenberg, *Histoire de l'ordre de la Toison-d'Or*, page 193, note 1. Voici le titre de cet inventaire: *Mémoires des conditions auxquelles Jean Lefebvre, premier roi d'armes de l'Ordre, proposa de renoncer à son office, en faveur de Gilles Gobet, surnommé Fusil, en 1468*. Ce manuscrit est déposé aux archives de l'ordre de la Toison-d'Or, à Vienne. Dans les manuscrits de ses *Mémoires*, il est seulement appelé Jean, seigneur de Saint-Remy, etc.

<sup>1</sup> Dans un *Etat des officiers et domestiques de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne*, il est dit que le roi d'armes de la Toison-d'Or entraît au conseil de guerre. Cet *Etat* a été publié par M. de la Barre, dans ses *Mémoires pour servir à l'Histoire de France et de Bourgogne*; Paris, 1729, in-4°, tome 2, page 238.

<sup>2</sup> *Mémoires de Saint-Remy, Prologue*: à la suite des *Chroniques* de Monstrelet, tome 7, page 257. (Edition de M. Buchon).

<sup>3</sup> *Mémoires d'Olivier de la Marche*, tome 1, page 428; éd. Petitot. Il dit, en parlant des quatre officiers qui furent nommés lors de l'institution de l'ordre de la Toison-d'Or: « Le tiers fut le roy d'armes de la Toison, un moult notable, sachant, et discret homme, natif de la vile d'Abbeville en Ponthieu, et se nommoit, en propre nom, Jehan, seigneur de Saint-Remy. »

<sup>4</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 7, p. 258.

<sup>5</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 7, p. 506.

<sup>6</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 8, p. 263.



Remy a été écrit, au moins en très grande partie, quelques années après 1460. Ainsi, soit qu'il ait commencé d'écrire en 1463, soit qu'il ne l'ait fait qu'une ou deux années plus tard, étant alors âgé de *soixante-sept ans ou environ*, il a dû naître vers la fin du xiv<sup>e</sup> siècle. En le suivant pas à pas dans les faits qu'il raconte et qui le concernent, nous parviendrons peut-être à indiquer avec plus de précision l'époque présumable de sa naissance.

Saint-Remy, appartenant à une famille noble, suivit la carrière où l'appeloit sa naissance; il embrassa la profession de l'office d'armes, pour y avoir la condition, alors fort honorée, d'officier ou de juge d'armes. On le voit figurer, en 1415, à la bataille d'Azincourt. Voici ce qu'il en dit lui-même, en parlant des Anglois qui firent leurs prières avant le combat: « Et qu'il soit vray j'estoys avec eux, et veys ce que dessus dit »<sup>1</sup>. Puis, en un autre endroit: « Je scay pour vérité par messire Jean, le bâtard de Waurin, seigneur du Forestel<sup>2</sup>; car en celle assemblée estoit du costez des Francois, et j'estoye de l'autre costez des Anglois »<sup>3</sup>. Après la bataille, il s'exprime ainsi: « C'estoit une pitié à veoir et à ouir raconter aux officiers d'armes quy furent à la dite journée, tant de la partie des François que des Anglois; car durant la bataille tous officiers d'armes, tant d'ung party que d'autre, se tindrent ensemble; et après la bataille ceulx de France s'en allèrent où bon leur sembla, et ceulx d'Angleterre demourerent avec leurs maistres quy avoyent gaingnyet la bataille, *mais quant à moy je demouray avec les Anglois.* »<sup>4</sup>

Nous voyons par ces passages que Le Febvre de Saint-Remy avoit assisté à la bataille d'Azincourt en qualité d'officier d'armes: or, des inductions solides, sur lesquelles

<sup>1</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 7, page 508.

<sup>2</sup> Ce Jean, bâtard de Waurin, seigneur du Forestel, a compilé les *Anciennes chroniques anglaises* (manuscrit 6756 de la Bibliothèque Royale, ancien fonds, 289), dont une partie est copiée textuellement dans Monstrelet et Saint-Remy. Au cinquième volume de ses chroniques, il parle de Saint-Remy, qui lui donna sans doute quelques renseignements: « Ainsi, dit-il, que me raconta un gentilhomme quy depuis fut roy d'armes de l'Ordre de la Toison-d'Or en la maison du duc Philippe de Bourgogne, lequel, comme il disoit, avoit esté tout au long de ceste chevaulcie. » Folio 11, recto.

<sup>3</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 8, p. 2.

<sup>4</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 8, p. 24.

nous reviendrons tout à l'heure, nous font croire qu'il étoit dès lors au service du duc de Bourgogne; et ce que nous avons déjà établi touchant l'époque de sa naissance montre assez qu'en 1415 il étoit trop jeune pour avoir aucun autre office d'armes que celui de *poursuivant*. Ainsi, Saint-Remy se trouvoit à la bataille d'Azincourt en qualité de *poursuivant d'armes*, au service du duc de Bourgogne; ce fut donc à ce double titre de Bourguignon et de *poursuivant* qu'il resta du côté des Anglois, maîtres du champ de bataille. Envoyé à cette affaire, selon l'usage alors existant de rendre les jeunes officiers d'armes témoins des événements militaires, afin de hâter leur expérience; envoyé, disons-nous, par le duc de Bourgogne, afin de contribuer à recueillir les faits mémorables, il devoit trouver bien plus de renseignements chez les Anglois victorieux que dans les tristes débris de l'armée françoise, dispersés et fugitifs. Il faut observer encore que le duc de Bourgogne n'avoit pas assisté à la bataille, par ordre exprès du roi Charles VI<sup>1</sup>, à cause de ses démêlés avec le duc d'Orléans. Ce fait explique suffisamment pourquoi les officiers d'armes de la maison du duc de Bourgogne, qui assistèrent à la bataille, se trouvoient du côté des Anglois, et confirme ce que nous venons d'avancer, que ce fut en qualité d'officier d'armes *bourguignon* que Saint-Remy resta du côté des Anglois.

Un ancien manuscrit du Roi<sup>2</sup>, qui traite de matières de chevalerie, nous apprend que les *poursuivants d'armes* devoient être au moins de « l'âge de vingt ans, bien doctrinés et de bonnes conditions; savoir à faire livres de droit, d'armes, des blasons, des batailles et besongnes où il auront esté ». Ils étoient employés par les princes à voyager « pour veoir, aprendre et congnoistre les grans fais d'armes, batailles, honneurs, estas, noblesses et majestés des roys et grans signeurs de part tout le monde, affin que quant les heraulx morront que iceulx porront parvenir à leurs offices. »

Un autre traité contenu au même manuscrit et cité par Du Cange<sup>3</sup>, qui l'attribue à Le Febvre de Saint-Remy, dit

<sup>1</sup> *Histoire de Charles VI*, par Juvénal des Ursins. Paris, 1653, in-fol., p. 299.

<sup>2</sup> Manuscrit 79052, folio 64, recto, Bibliothèque du Roi, fonds de Baluze.

<sup>3</sup> Traité manuscrit : *Comment le roy d'armes des Francois fut premier créé et puis nommé Montjoie*, dans le manuscrit du Roi,

encore que les poursuivants d'armes ne pouvoient passer au rang de héraut d'armes qu'après avoir servi pendant sept ans dans le premier grade.

Nous pouvons, d'après ces données, résumer ainsi en peu de mots cette discussion sur l'âge de Le Febvre de Saint-Remy :

1°. Il étoit officier d'armes à la bataille d'Azincourt, c'est-à-dire âgé au moins de vingt ans en 1415;

2°. Après 1463, il étoit âgé de soixante-sept ans *ou environ*; donc à la bataille d'Azincourt, en 1415, il ne pouvoit guère avoir qu'une vingtaine d'années; donc il ne pouvoit qu'y être en qualité de *poursuivant*, et même des plus jeunes de ce grade.

Nous ajoutons qu'en 1429, Saint-Remy fut nommé roi d'armes de l'ordre de la Toison-d'Or; cette distinction, des plus honorables, autorise à penser que depuis quelques années au moins il possédoit le titre de *hérault Charolois*, qu'on lui voit porter avant celui de *Toison-d'Or*. Ainsi, poursuivant d'armes pendant sept ans, depuis 1415, il fut fait héraut vers 1422, et il étoit *hérault Charolois* depuis environ sept ans lorsqu'il fut promu au titre envié de *Toison-d'Or*.

Toutes les données chronologiques, combinées entre elles, aboutissent donc à nous faire conclure que Le Febvre de Saint-Remy étoit âgé d'environ vingt ans en 1415, c'est-à-dire qu'il étoit né, à très peu près, vers l'année 1395.

Nous avons dit que, dès le temps de la bataille d'Azincourt, à laquelle il assista, Saint-Remy étoit au service de la maison de Bourgogne, et nous revenons sur ce point, parce que Le Laboureur, dans l'*Avertissement* déjà cité, induit en erreur par le passage de Saint-Remy où il dit qu'après la bataille il *resta du côté des Anglois*, en a conclu mal à propos que Saint-Remy avoit été au service du roi d'Angleterre avant de passer à celui du duc de Bourgogne. Voici comment il s'exprime: « La profession des armes qu'il fesoit l'ayant rendu témoin des principaux exploits de son temps, tant *dans le service du party anglois* qu'à la suite du duc de Bourgogne, *auquel il se donna depuis*, il est à croire qu'il en a bien écrit; et en effet, il paroist qu'il n'a point renoncé au devoir de sa naissance, et qu'il a seulement cédé

n° 7905 <sup>2</sup>, ancien fonds Baluze. Il est cité par Du Cange, *Gloss. lat.*, au mot *Heraldus*. Nous reviendrons sur ce traité et sur le manuscrit qui le renferme.



à la nécessité du temps qui rendit ceux de la comté de Ponthieu, d'où il estoit originaire, sujets du roy d'Angleterre, et que, depuis, sa réduction et sa réunion à la couronne de France, les obligea d'assurer leurs biens sous la protection des ducs de Bourgogne. »<sup>1</sup>

Nonobstant cette assertion de Le Laboureur, nous ne croyons pas qu'il soit permis d'inférer du passage de Saint-Remy sur la bataille d'Azincourt, que ce chroniqueur ait jamais servi parmi les Anglois. Nous avons déjà expliqué comment, tout en servant le duc de Bourgogne, il a pu se trouver à cette bataille pour y recueillir des renseignements et y prendre de l'expérience, quoique son maître ne s'y trouvât pas; et nous avons dit comment, assistant à la bataille d'Azincourt, il n'a pu que se trouver du côté des Anglois, le duc de Bourgogne étant alors brouillé avec le roi de France, et n'ayant pu assister à cette bataille par l'ordre exprès du Roi.

Nous ferons remarquer, de plus, que dans la dernière des phrases de Saint-Remy que nous avons rapportées, il se distingue également et des officiers d'armes de France et de ceux d'Angleterre, qui restèrent *avec leurs maistres*. Après avoir mentionné les uns et les autres, il parle de lui-même séparément, comme s'il vouloit dire, ce nous semble : quant à moi, qui n'étois ni François ni Anglois, mais Bourguignon.....

Il y a encore d'autres preuves qui, pour être moins directes, n'en paroissent pas moins concluantes : c'est que son titre de hérault Charolois<sup>2</sup> depuis plusieurs années en 1429, et sa promotion au rang de roi d'armes de la Toison-d'Or en cette année-là même, montrent que long-temps avant 1429 il était au service du duc de Bourgogne, et bien probablement depuis les premiers temps de sa carrière militaire; c'est, ensuite, que la réunion du Ponthieu à la France s'étant faite en 1369, si les habitants de ce comté mirent à cette époque ou depuis leurs biens sous la protection du duc de Bourgogne, il est à croire que leurs enfants, qui, comme Saint-Remy, naquirent quelque vingt ans après, furent plutôt employés au service du duc de Bourgogne qu'à celui d'un prince anglois.

<sup>1</sup> *Histoire de Charles VI*, tome 2, Appendice, p. 3-4.

<sup>2</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 8, p. 365.

Ces deux points établis, touchant la naissance de Saint-Remy et le maître auquel nous croyons qu'il fut attaché toute sa vie, il ne nous reste qu'à rassembler les témoignages que nous avons pu glaner dans les auteurs ses contemporains sur les circonstances de sa vie. Nous avons pris le parti de ranger ces témoignages à la suite les uns des autres, dans un ordre chronologique, parce que tous n'ont rapport qu'à des faits isolés et sans liaison entre eux.

[1415.] A la bataille d'Azincourt, Saint-Remy, âgé d'environ vingt ans, étoit officier d'armes au service du duc de Bourgogne. Nous avons rapporté ce qu'il en dit lui-même.

[1429.] Saint-Remy avoit, nous ne savons pas au juste depuis quel temps, le titre de *hérault Charolois*, lorsque le duc de Bourgogne, établissant l'ordre de la Toison-d'Or, le choisit pour premier roi d'armes de cet ordre. Saint-Remy nous raconte lui-même cet événement. Après avoir désigné par leurs noms le chancelier, le greffier et le secrétaire de l'ordre, il ajoute qu'on prit « ung nottable homme et souffisant hérault appelé Charrollois, lequel estoit aussy au duc, icelluy feirent leur roy d'armes et le nommèrent *Thoisson-d'Or* <sup>1</sup>, pour eux servir en leurs besongnes et affaires; et est auteur de cestuy livre, comme devant est dict ens un prologue. » <sup>2</sup>

[1430.] Envoyé par le duc de Bourgogne pour demander secours aux Anglois, il dit <sup>3</sup> : « *Et y fus moy-mesmes envoyet (devant Clermont), mais je ne les trouvay pas, ains estoient retrais à Rouen, où le roy Henry d'Angleterre, bien josne enffant estoit; et là trouvay le duc de Bethfort, lors régent de France, auquel je dis comment j'avoy laissié le duc au dit lieu de Lihons, et comment ses gens avoient esté rués jus et destrousséz, sy me respondit le duc de Bethfort, qu'il envoyroit ses gens à son beau-frère le duc.* »

[1433.] Il fut chargé de porter le collier de l'ordre de la Toison-d'Or au seigneur d'Anthoing. <sup>4</sup>

[1435.] Il est juge, au nom de toute l'office d'armes, d'un débat entre messire Collard, dit Florimont de Brimeu, et

<sup>1</sup> Le roi d'armes de l'ordre de la Toison-d'Or s'appeloit simplement *Toison-d'Or*. Voyez SAINT-REMY, tome 8, p. 382.

<sup>2</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 8, p. 365. Voyez aussi le *Prologue*, tome 7, p. 259.

<sup>3</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 8, p. 355.

<sup>4</sup> *Mémoires de Saint-Remy*, tome 8, p. 428.

messire David de Brimeu, son oncle, pour savoir auquel des deux doivent appartenir les armes de la bannière et seigneurie de Brimeu. <sup>1</sup>

Après le traité d'Arras, le duc de Bourgogne voulant aussi que la paix fût générale entre la France et l'Angleterre, joignit à l'ambassade du roi de France au roi d'Angleterre, *Toison-d'Or* : « et le duc y envoya par moi Thoisson-d'Or, les offres grandes et honnourables que le Roy faisoit au roy d'Angleterre. <sup>2</sup> » Monstrelet parle aussi de l'envoi de Thoisson-d'Or en cette ambassade <sup>3</sup>, ainsi que Jean Chartier. <sup>4</sup>

[1440.] On voit figurer Saint-Remy comme héraut de la *Toison-d'Or* dans la fête de cet ordre, où le duc d'Orléans fut fait chevalier. Les ducs d'Orléans et de Bourgogne « se concordèrent d'envoyer et présenter au duc de Bretagne et d'Alençon, à chacun d'eux, un des colliers dessus dit, pour lequel message faire y fut commis le dit roi de la Toison, et porta lettres des dits ducs d'Orléans et de Bourgogne, et des chevaliers de l'ordre. » <sup>5</sup>

[1445.] Le seigneur de Ternant, avec le consentement du duc de Bourgogne, « envoya le roy d'armes de la *Toison-d'Or* devers Galiot de Baltasin, pour luy signifier et dire de par luy, qu'il avoit chargé et élevé une emprise en intention de faire armes. » <sup>6</sup>

[1446.] Olivier de la Marche, qui assista à la fête de l'ordre de la *Toison-d'Or*, dit « qu'il y vit le roy d'armes de la Toison, un moult notable, sachant et discret homme, natif de la vile d'Abbeville en Pontieu; et se nommoit, en propre nom, Jehan, seigneur de Saint-Remy. » <sup>7</sup>

[1449.] Georges Chastellain dit, en parlant d'un *pas d'armes* tenu par Jacques de Lalain, « que son souverain seigneur le duc Philippe de Bourgogne lui bailla, pour être son juge et tenant son lieu, le noble roi d'armes de la Toison, que chacun nommoit *Toison-d'Or*, lequel fut tenu tout son vivant le plus sachant et vertueux, et voir disant que

<sup>1</sup> *Mémoires* de Saint-Remy, tome 8, p. 491.

<sup>2</sup> *Mémoires* de Saint-Remy, tome 8, p. 526.

<sup>3</sup> *Chronique* de Monstrelet, tome 6, p. 231.

<sup>4</sup> *Histoire de Charles VII*, p. 82, édit. de Denys Godefroy.

<sup>5</sup> *Monstrelet*, tome 7, p. 116.

<sup>6</sup> *Mémoires* d'Olivier de la Marche, tome 1, p. 410.

<sup>7</sup> *Mémoires* d'Olivier de la Marche, tome 1, p. 428.



pour son temps étoit, pour un roi d'armes le non pareil, qui pour lors fût en vie, et pour la prud'homme de lui et pour son bon sens, étoit conseiller du duc. » <sup>1</sup>

Olivier de la Marche fait aussi mention de ce *pas d'armes*, et de l'office de juge qu'y remplit Saint-Remy en l'absence du duc de Bourgogne. <sup>2</sup>

On trouve dans le Ms. du Roi 8417, ancien fonds, contenant les *Chapitres des Faits d'armes de Jacques de Lalain*, écrits par Saint-Remy, une relation de ce *pas d'armes*; elle a été copiée, ainsi que tous les autres chapitres, par Georges Chastellain, qui ajoute : « Et afin que sachez et croyez celui traité être vrai, *Toison-d'Or* par l'ordonnance du duc de Bourgogne, son prince et son souverain seigneur, le fit et écrivit au mieux qu'il put, non pas si authentiquement, comme il eût bien voulu, et que la matière le requéroit; car véritablement ce fut une noble et haute emprise, honorablement conduite du premier jusques en fin, et bien digne de mémoire. Si ne se devoit pas celer ni taire une si notable emprise. » <sup>3</sup>

[1450.] Pendant que Saint-Remy présidoit le pas d'armes de Jacques de Lalain, le duc de Bourgogne l'envoya en ambassade auprès du roi de France : il alla et revint en quelques mois, et son retour avoit eu lieu avant que le *pas d'armes* fût terminé. <sup>4</sup>

Olivier de la Marche, qui parle de ce voyage, indique que Saint-Remy étoit déjà parti le 20 mai, et de retour au commencement de septembre. <sup>5</sup>

[1451.] Dans le manuscrit ci-dessus mentionné, folio 79, verso, Saint-Remy dit : « Mon dit seigneur de Bourgogne envoya devers notre Saint-Père de Rome son ambassade grande et honorable. C'est assavoir messire Jehan de Croy, le dit messire Jacques de Lalain, un notable abbé et docteur en théologie, et moy roy d'armes *Toison-d'Or* et autres pour haultes et grandes matières; et de Rome devers le roi d'Arragon, et puis à leurs retours devers le roy de France. »

<sup>1</sup> *Chronique du bon Chevalier*, p. 229, édit. de M. Buchon.

<sup>2</sup> *Mémoires d'Olivier de la Marche*, tome 2, p. 4.

<sup>3</sup> *Chronique du bon Chevalier*, p. 278.

<sup>4</sup> Saint-Remy, dans les *chapitres* cités folio 69 recto; Chastellain, *Chronique du bon Chevalier*, p. 245.

<sup>5</sup> *Mémoires d'Olivier de la Marche*, tome 2, p. 19-30.

Ce passage est encore répété par Georges Chastellain.<sup>1</sup>

[1452.] Dans la guerre contre les Gantois, au moment d'un combat, on fit plusieurs chevaliers selon la coutume d'alors. « Là vey-je, dit Olivier de la Marche, messire Louis de la Vieville, signeur de Sains, relever bannière et le présenta le roy d'armes de la Toison-d'Or. » Voyez de plus, dans Olivier de la Marche, le discours que Saint-Remy tint en cette occasion.<sup>2</sup>

[1453.] Dans une autre course contre les mêmes Gantois, il dit encore : « Alors *Toison-d'Or*, roi d'armes de la Toison-d'Or, lequel étoit à cette heure devant avec messire Jacques de Lalain, voyant venir les Gantois ainsi marchants en ordonnance, et trompettes sonnans, montrants manière de combattre, vint à ceux qui avoient la conduite de l'avant-garde, de la bataille et de l'arrière-garde, en disant de tous côtés : « S'il est nul écuyer ou autre qui veuille être « chevalier, je les menerai bien en belle place et droit de-  
« vant les ennemis, etc. »<sup>3</sup>

[1453.] Chastellain dit que dans une sortie que le duc de Bourgogne fit contre les Gantois, « il ordonna à *Toison-d'Or* qu'il menât avec lui à cette course tous les rois d'armes, hérauts et poursuivans de sa cour, pour lui faire sçavoir des nouvelles de l'état d'iceux Gantois, laquelle chose fut ainsi faite. »<sup>4</sup>

[1453.] Après la bataille de *Gavre* ou *Gaure*, gagnée par le duc de Bourgogne sur les Gantois, Olivier de la Marche dit que ces derniers vinrent trouver le duc pour lui demander grâce. « Si furent les bannières des métiers de *Gand* apportées toutes, et baillées au roy d'armes de la Toison-d'Or, qui, en présence du duc, les fit mettre en un sac, et les fit porter au logis. »<sup>5</sup>

[1453]. Olivier parle encore de Saint-Remy<sup>6</sup> à l'occasion d'un banquet que le duc de Bourgogne donna à Lille, et dans lequel figure *Toison-d'Or* en sa qualité de héraut d'armes. Les détails de ce banquet sont rapportés dans Ma-

<sup>1</sup> *Chronique du bon Chevalier*, p. 283.

<sup>2</sup> *Mémoires d'Olivier de la Marche*, tome 2, p. 104.

<sup>3</sup> *Chronique du bon Chevalier*, p. 325.

<sup>4</sup> *Chronique du bon Chevalier*, p. 371.

<sup>5</sup> *Mémoires d'Olivier de la Marche*, tome 2, p. 154.

<sup>6</sup> *Mémoires d'Olivier de la Marche*, tome 2, p. 185.

thieu d'Escouchy, et tout-à-fait dans les mêmes termes <sup>1</sup>. Jacques du Clercq parle aussi de ce banquet et de *Toison-d'Or*. <sup>2</sup>

[1456.] Dans une querelle qui s'éleva entre le duc de Bourgogne et son fils Charles-le-Téméraire, celui-ci s'étant retiré à Termonde, Olivier de la Marche dit qu'on lui envoya le roy d'armes de la *Toison-d'Or* et le seigneur de Ravastain, afin d'amener le comte de Charollois à se réconcilier avec son père. <sup>3</sup>

[1458.] Charles VII ayant envoyé des ambassadeurs au duc de Bourgogne, afin qu'il se trouvât le 15 juin à Montargis pour le jugement du duc d'Alençon, Jacques du Clercq dit <sup>4</sup> que le duc, qui avoit répondu qu'il s'y rendroit, « envoya *Toison-d'Or*, son premier héraut, devers le Roy. » Le 1<sup>er</sup> de juin Saint-Remy revint de son ambassade <sup>5</sup>, et le 21 août il retourna vers le Roi en la ville de Vendôme, où Charles VII tenoit un lit de justice. Le duc de Bourgogne n'ayant pas voulu s'y trouver, ses ambassadeurs avoient ordre de l'excuser auprès du Roi, et de faire ses propositions relativement au duc d'Alençon. <sup>6</sup>

[1459.] Mathieu d'Escouchy parle d'une ambassade que le duc de Bourgogne envoya à Charles VII, qui étoit alors à Montbazou. « Si y furent envoyez pour chefs, messire Jean de Croy, seigneur de Chimay, le seigneur de Lannoy, gouverneur de Hollande, et *Toison-d'Or*, hérault du dit duc. » <sup>7</sup>

<sup>1</sup> *Histoire d'une partie du règne de Charles VII*, par Mathieu d'Escouchy ou de Coucy, p. 677; dans le volume de l'*Histoire de Charles VII*, donné par Denys Godefroy en 1661, in-folio.

Les plagats étoient si communs entre les chroniqueurs des bas siècles, et nous en pourrions citer tant d'exemples pour l'époque seule dont nous nous occupons, que nous croyons inutile d'insister davantage ici sur ce sujet. Nous nous bornerons à remarquer que celui que nous venons de signaler en passant, est des mieux caractérisés, puisque les réflexions suggérées au véritable auteur du récit, par les profusions que le duc de Bourgogne étala dans ce banquet, sont reproduites mot à mot par son plagiaire.

<sup>2</sup> *Mémoires de Jacques du Clercq*, liv. 3, p. 168, 13<sup>e</sup> volume de MONSTRELET. Edition de M. Buchon.

<sup>3</sup> *Mémoires d'Olivier de la Marche*, tome 2, p. 225.

<sup>4</sup> *Mémoires de Jacques du Clercq*, livr. 3, p. 248.

<sup>5</sup> *Mémoires de Jacques du Clercq*, liv. 3, p. 250.

<sup>6</sup> *Mémoires de Jacques du Clercq*, liv. 3, p. 264.

<sup>7</sup> Mathieu d'Escouchy, *Hist. de Ch. VII*, p. 723-729.

[1460.] Plusieurs malheureux Vaudois ayant été mis en prison et devant être interrogés par des *vicaires*, Jacques du Clercq dit : « Le duc de Bourgogne envoya avec eux, pour estre présent à interroger les dits prisonniers, *Toison-d'Or*, son premier héraut, auquel il avoit très parfaite fianche et credence; lequel *Toison-d'Or* il envoya pour estre mieux adverti de la vérité, pour tant qu'on lui avoit rapporté qu'aucuns de la ville de Paris et d'ailleurs en Franche, disoient qu'il faisoit prendre en ses pays les riches hommes et autres, afin d'avoir leurs biens et leurs terres, dont très troublé il estoit; mais pour ce ne vouloit-il pas laisser à soustenir la foi, si le cas le requeroit, comme il disoit. Et ainsi s'en retournèrent les dits vicaires et leur compagnie, et le dit *Toison-d'Or* avecq eux, et revindrent en la ville d'Arras le quatorzième jour du mois d'août l'an 1460. » <sup>1</sup>

[1460.] Le 23 d'octobre, le comte de Charolois étant venu à Arras pour demander des aides au nom de son père, allégua, dit Jacques du Clercq, « les frais de plusieurs ambassades qu'il avoit envoyées en plusieurs pays; c'est à sçavoir devers le roy de Franche, où il avoit envoyé l'évesque de Tournay, nouvel, qui devant estoit évesque de Toul, messire Jehan de Croy, messire Simon de Lallaing, *Toison-d'Or* et autres. » <sup>2</sup>

[1467.] Saint-Remy suivoit le convoi de Philippe-le-Bon, lorsque le corps de ce prince entra dans Dijon. <sup>3</sup>

[1468.] Saint-Remy se trouvoit à la fête de la *Toison-d'Or*, ayant été envoyé avec le seigneur de Montagu vers Philippe de Savoie, frère de la reine de France, pour lui porter le collier de l'ordre. <sup>4</sup>

Enfin Georges Chastellain dit que Saint-Remy, après avoir servi « ledict ordre en l'estat et office du roy de l'ordre, par l'espasse de trente-six ans, et estoit jà devenu viel et de grand eage, et par diverses grans labeurs et voyages qu'il avoit eus fort débilité et affoibli, avecques ce encores qu'audict présent lieu de Bruges il estoit encheu en maladie dont il morut enfin dedens six septmaisnes

<sup>1</sup> *Mémoires* de Jacques du Clercq, liv. 4, p. 46, tome 14 de MONSIEUR TRELLET.

<sup>2</sup> *Mémoires* de Jacques du Clercq, liv. 4, p. 68.

<sup>3</sup> *Mémoires* d'Olivier de la Marche, tome 2, p. 269.

<sup>4</sup> *Chronique* de Georges Chastellain, tome 2, p. 92.



après, cestuy *Toison-d'Or*, ung petit resours de sadicte maladie, et espérant encore pooir vivre aucun temps, mais non pas vouloir porter cure ne soing en son estat accoustumé, pourpensa et délibéra de soi honnorablement déporter de son estat avant sa mort, et de y constituer ung aultre du gré du duc (Charles-le-Téméraire), en sa pleine vie, et de fait y constitua et se arresta sur ung sien serviteur, lequel il avoit faict nommer *Fusil*, et comme il avoit oy dire que le duc tenroit une cour ouverte le jour de la Penthecouste (1568), pensa là en pleine salle et en pleine congrégacion, prier au duc pour estre déporté de son estat, considéré ses vieux jours et son impotence, et par son gré et accord de le mettre en nouvelles mains, lequel il avoit choisi digne à ci; et ce faict, vouldroit et prieroit le duc, pour toutes récompenses et rétributions de ses labeurs, qu'il lui pleust le faire chevalier, considéré encores qu'il avoit terres et seigneuries nobles et de noble tennement, lesquelles il avoit acquises.

« Or doncques, comme le duc ne tint point de feste, comme j'ay dict, et les causes pourquoy <sup>1</sup>, cestui bon vielart cuidoit estre frustré en son honnorable propos, mès l'évesque de Tournay, chancelier de l'ordre, et plusieurs autres bons seigneurs, ses amis, en avertirent le duc, lequel volontiers pour l'amour de son vieil serviteur, et pour l'honorer et pour le déporter désormais de peine et de travail, se présenta en salle à l'yssue de sa messe », et reçut à la place de Jean Le Febvre, son substitut, Gilles Gobet, dit *Fusil* <sup>2</sup>, qui fut baptisé *Toyson-d'Or*; puis, pour récompenser Saint-Remy de « ses labeurs passés et pour fin de toutes rétribucions, » le duc le fit chevalier. <sup>3</sup>

Le jour de la Pentecôte (1468) étant un dimanche (5 juin, d'après l'*Art de vérifier les Dates*), il paroîtroit que Salazar s'est trompé lorsqu'il dit que ce fut le 7 mai que Saint-Remy demanda à se démettre de son emploi en favenr de Gilles Gobet. Il est évident que si la mort de Jacques de Bourbon, arrivée le 22 mai, fut le motif qui empêcha le duc de Bourgogne de fêter la Pentecôte, Saint-Remy ne put céder son titre de roi d'armes le 7 mai, puisque ce ne fut qu'après la

<sup>1</sup> Messire Jacques de Bourbon étoit mort le 22 mai, et la cour du duc étoit en deuil de cette mort.

<sup>2</sup> Voyez ci-dessus, page 2, note 2.

<sup>3</sup> *Chronique* de Georges Chastellain, tome 2, p. 97.

mort du duc de Bourbon et le jour de la Pentecôte qu'il parut devant le duc pour lui faire sa demande.

D'un autre côté, Chastellain semble s'être trompé aussi en disant que Saint-Remy fut fait chevalier à l'issue de cette cérémonie. Le traité manuscrit dont on a déjà parlé, attribué à Saint-Remy, et qui concerne la manière de faire les hérauts et rois d'armes, porte que « se l'esleu n'est chevalier, il viendra ung chevalier tout seul, qui portera une espée de chevalier en son fourreau, la croix contre mont, de laquelle il sera fait chevalier s'il ne l'est; et s'il l'est, il n'en faut point »<sup>1</sup>. Cet article paroît être assez concluant pour faire supposer que Chastellain s'est trompé; à moins que les « terres et seigneuries nobles et de noble tenement, qu'il avoit acquises », dont il semble se faire des titres pour appuyer sa demande de chevalier, ne donnassent un degré d'honneur de plus dans la chevalerie.

Saint-Remy mourut à Bruges le jour du Saint-Sacrement 1468 : ce fut un jeudi, 16 juin, d'après l'*Art de vérifier les Dates*. Cette date, donnée par Salazar<sup>2</sup>, s'accorde assez avec celle indiquée par Chastellain, qui fait partir le duc de Bourgogne de Lille pour se rendre à Bruges à *Pasques-Flories* (10 avril), et qui dit que Saint-Remy tomba malade dans cette dernière ville, et mourut six semaines après.

## §. II.

Saint-Remy, devenu vieux, commença des *Mémoires* sur les principaux événements de son temps. Dans l'introduction de cet ouvrage, il dit qu'il parlera « en brief de moult merveilleuses et piteuses aventures advenues depuis le commencement de cestuy petit livre, jusques à l'an 1460; et pour che j'ay dict que je commenceray en l'an 1407. » Salazar indique *deux volumes* de ces *Mémoires* depuis 1407 jusqu'en 1460. Ceux que M. Buchon a publiés ne vont que jusqu'en 1436 (n. style), et ne sont pas divisés en *deux volumes*. Le manuscrit qui lui a servi de texte est à la Bibliothèque du Roi, sous le n° 9869<sup>3</sup>, ancien fonds Colbert, n° 603; c'est un in-4°. de 526 pages, qui ne va que jusqu'à la paix d'Arras (21 septembre 1435). A la fin de ce manuscrit, il y a les deux passages suivants : « Messire Jehan de

<sup>1</sup> Voyez page 5, ci-dessus, note 3.

<sup>2</sup> Cité par M. Buchon.

Luxembourg, comte de Ligny, qui ne vult point jurer (la paix d'Arras) pour aulcunes causes *qui cy après seront dictes.....* Laquelle paix est escripte *bien au long en ce présent livre.* »

Ces deux renvois indiquent une continuation que le manuscrit de la Bibliothèque royale ne contient pas, et dont nous serions privés jusqu'à présent s'il ne s'en étoit retrouvé une partie, où la paix d'Arras est en effet *écrite au long*, dans un manuscrit des *Mémoires* de Saint-Remy que possède M. le marquis Le Ver, et dont M. Buchon a eu communication.

Ce manuscrit, contenant cinquante pages de plus que celui de la Bibliothèque du Roi, va jusqu'en mars 1435 (v. style); mais il n'y a rien qui ait rapport au premier des renvois dont nous venons de parler. Ces deux manuscrits paroissent être les seuls qui nous aient conservé cet ouvrage; ce sont les seuls au moins dont les divers catalogues de manuscrits que nous avons pu consulter nous aient donné connoissance.

Le manuscrit dont s'est servi Le Laboureur lui avoit été communiqué, comme il le dit lui-même, par M. de Hennedouche, seigneur de Rebecque, gouverneur de la Gorgue et du pays de l'Alleeu pour le roi catholique; mais il ne dit pas à quelle année se terminoit ce manuscrit.

C'est dans ces *Mémoires* que Saint-Remy a copié Monstrelet; car nous ne faisons aucun doute qu'il ne soit le plagiaire, Monstrelet étant mort en 1433, et Saint-Remy n'ayant pu écrire antérieurement à 1460, ainsi que nous l'avons établi plus haut. Depuis 1407, où commencent ses *Mémoires*, jusqu'en 1411, le plagiat est assez déguisé, quoique ce soient les mêmes faits rapportés quelquefois avec les mêmes phrases; mais depuis 1411 jusqu'en 1422, des chapitres entiers sont copiés ou textuellement ou avec peu de changement. Dans ce récit, qui comprend onze années du règne de Charles VI, Saint-Remy retranche souvent des faits et en ajoute d'autres omis par Monstrelet. Il mêle parfois ses propres réflexions à la narration textuelle de celui qu'il copie; certifie ou nie les événements décrits par Monstrelet. Il cherche si peu à déguiser son larcin, qu'il emploie les mêmes termes, comme *je fus informé, j'ai ouï dire*. Il abrège surtout Monstrelet, lorsqu'il s'agit de rapporter les traités, remontrances, mandemens, etc.,

dont il ne donne presque toujours que la substance ou quelques articles principaux.

Depuis 1422 jusqu'en 1428, Saint-Remy copie toujours, mais il n'y a plus de mot pour mot. Il diffère même souvent dans la manière de raconter un événement, soit qu'il l'abrège, soit qu'il le raconte avec plus de détail que n'a fait Monstrelet. Du reste, il ajoute toujours quelques nouveaux faits dont ne parle point Monstrelet, et en retranche d'autres que celui-ci a mentionnés. Depuis 1428 jusqu'en 1436, il cesse entièrement de le copier. Il raconte alors à sa manière quelques faits semblables, qu'il abrège ou étend plus ou moins; ajoute beaucoup et retranche peut-être davantage. On voit, par les cérémonies ou les événements dont il rend compte, qu'il a été témoin de quelques uns, et même qu'il y a pris quelquefois une part active. Pour ces huit dernières années, son récit est un court abrégé des principaux événements qui se sont passés en France à cette époque.

Saint-Remy a dû copier nécessairement sur des manuscrits de Monstrelet meilleurs que ceux qui sont parvenus jusqu'à nous; cependant on y trouve peu de différence, si ce n'est parfois un sens plus clair que donne un mot, omis sans doute par les copistes. En général, les noms propres des villes et des personnes y sont moins altérés, et quelques dates plus justes.

Quoique ces *Mémoires* soient pour ainsi dire un abrégé des *Chroniques* de Monstrelet, ils renferment cependant plusieurs faits particuliers et généraux omis par ce dernier. Saint-Remy est exempt du reproche que l'on adresse à Monstrelet d'être un peu diffus; car, outre qu'il abrège, il écrit après les événements passés, et doit nécessairement mieux enchaîner les faits, leur donner plus de suite que Monstrelet, qui raconte au fur et à mesure qu'ils se déroulent sous ses yeux, ou qu'on les lui transmet.

Quant à l'impartialité de l'auteur de ces *Mémoires*, il est bien plus Bourguignon encore que Monstrelet, auquel on a fait cependant de justes reproches à cet égard. On le voit, copiant mot à mot des passages dans Monstrelet, supprimer les endroits peu favorables à Jean, duc de Bourgogne. Lorsqu'il parle de la mort de ce prince, assassiné sur le pont de Montereau, il fait précéder la narration de ce meurtre, qu'il copie textuellement d'après Monstrelet, d'un



petit préambule dans lequel il accuse directement le dauphin d'avoir prémédité cet assassinat; enfin, il ne cherche nullement à déguiser l'attachement qu'il porte aux ducs de Bourgogne, pas plus qu'il ne dissimule l'intérêt que lui inspirent le roi d'Angleterre et les princes anglois. Entre les François, les Bourguignons et les Anglois, les premiers sont certainement ceux pour lesquels il a le moins de penchant. Ainsi le dauphin, auquel Monstrelet donne le titre de roi dès la mort de Charles VI, n'est appelé que dauphin par Saint-Remy, jusqu'au moment où il fut sacré. S'agit-il du duc de Betfort, régent de France, Monstrelet dit toujours le *soi-disant régent*, ou le désigne seulement par son titre de duc de Betfort, tandis que Saint-Remy lui donne constamment celui de *régent*.

La partialité de Saint-Remy en faveur des ducs de Bourgogne est du reste le reproche qu'on peut adresser à cette série remarquable d'historiens flamands et picards qui écrivent alors des mémoires ou des chroniques. Nés dans les états du duc de Bourgogne, ou bien attirés à sa cour par la renommée de Philippe-le-Bon, protecteur des arts et des sciences, la plupart d'entre eux furent attachés à la personne de ce prince ou à celle de son fils. Ainsi, Monstrelet étoit historiographe, selon M. Dacier<sup>1</sup>; Saint-Remy, roi d'armes de la Toison-d'Or; Jacques du Clercq, conseiller; Mathieu d'Escouchy, de Quesnoy-le-Comte en Hainaut, habitait la cour du duc de Bourgogne, mais nous ne l'y voyons revêtu d'aucune charge; Olivier de la Marche y étoit pannetier; Chastellain, historiographe.

Quoique ces historiens se soient attachés surtout à raconter les actions des ducs de Bourgogne, ils diffèrent néanmoins entre eux d'une manière assez notable dans le choix des renseignements qu'ils s'appliquent à nous transmettre. Monstrelet est le seul qui ait entrepris son travail sur un plan vaste et général. L'histoire des rois de France et des ducs de Bourgogne, qu'il commence en 1400 et conduit jusqu'en 1444, y est également racontée en détail. Les pièces justificatives, qu'il donne souvent à l'appui des événements qu'il décrit, allongent sa narration, et la rendent diffuse; mais l'exactitude des faits, qu'il prouve par ces pièces mêmes, lui fait pardonner ce défaut. Du Clercq, véri-

<sup>1</sup> *Mémoires de l'Acad. des Inscript.*, tome 45, p. 538.

table chroniqueur, commence en 1448, et continue jusqu'à la mort de Philippe-le-Bon (1467), une narration presque jour par jour des événements de tout genre qui se sont passés en Flandre, soit à la ville, soit à la cour. Ses *Chroniques* sont de toutes les histoires de cette époque celles où le peuple est le plus fréquemment mis en scène; et par une foule de détails et d'anecdotes de vie privée, ce sont celles qui nous font le mieux connoître les mœurs du temps. Olivier de la Marche ne nous décrit guère que les fêtes et cérémonies militaires, joûtes, tournois, combats qui se donnèrent à la cour de Bourgogne depuis 1435 jusqu'en 1492. Ses *Mémoires*, utiles surtout pour la connoissance des usages militaires, ne sont pas dénués d'intérêt; mais ses récits semblent un peu longs. Chastellain, dont les *Chroniques* comprennent l'espace de quatre ans seulement, depuis 1464 jusqu'en 1468 (la première partie de son ouvrage n'ayant pas encore été retrouvée), rend compte des démêlés de Louis XI avec la cour de Bourgogne, et des principaux événements qui s'y rattachent. Plus orateur qu'historien, Chastellain s'empare des moindres discours, souvent même des conversations, dont il délaie longuement la substance en un style déclamatoire. Ses réflexions sont toujours faites en forme d'apostrophes, adressées soit aux princes, soit à la France, soit à lui-même. Le style élevé et fleuri auquel vise cet historien, et qui n'est le plus souvent qu'un style boursoufflé, rend sa narration fatigante. Du reste, il dépeint bien le caractère faux et astucieux de Louis XI, ainsi que l'emportement et la violence de Charles-le-Téméraire.

Mathieu d'Escouchy commence son *Histoire de Charles VII* à 1444, et la conduit jusqu'en 1461, époque de la mort de ce prince; c'est un récit fastidieux de la reprise sur les Anglois de toutes les villes, châteaux et forteresses de France. Il donne des descriptions fort détaillées du mariage du roi d'Écosse avec la fille du duc de Gueldres, nièce du duc de Bourgogne; de l'entrée de Charles VII dans Rouen; du voyage de Philippe-le-Bon en Allemagne, et des fêtes brillantes données à Mantoue aux ambassadeurs du duc de Bourgogne. Ses récits comprennent les mêmes événements que ceux de Jean Chartier; ils sont seulement plus détaillés en ce qui concerne le duc de Bourgogne.

Quant à Le Febvre de Saint-Remy, le seul de ces écri-

vains dont nous ayons à nous occuper ici d'une manière spéciale, on pourroit lui reprocher peut-être de s'être plus occupé des affaires de France, qu'il ne pouvoit connoître que de seconde main, et pour lesquelles il s'approprioit sans façon les récits d'autres auteurs mieux informés, que de celles de la cour de Bourgogne, dans laquelle il passoit sa vie. Cependant il faut observer que ce défaut diminueoit peut-être dans la partie subséquente de son ouvrage, que nous ne possédons pas. Il entremêle d'ailleurs à ses récits sur l'histoire de France des détails de cérémonies et fêtes militaires données à la cour de Philippe-le-Bon. Il s'étend suffisamment aussi sur les guerres de ce prince avec les Flamands.

Quoi qu'il en soit, il semble assez naturel que tous ces historiens, vivant à la même époque et à la même cour, et ayant eu de fréquents rapports les uns avec les autres, ainsi que le témoignent divers endroits de leurs ouvrages<sup>1</sup>; se soient communiqué plus d'une fois des documents historiques, et de là ont pu venir les plagats dont nous avons parlé, et bien d'autres qu'on pourroit signaler encore.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, les *Mémoires* de Le Febvre de Saint-Remy n'étoient connus du public que par un fragment donné par Le Laboureur dans son recueil intitulé : *Histoire de Charles VI*<sup>2</sup>, lorsque M. Buchon a publié, d'après les manuscrits dont nous avons parlé, tout ce que les bibliothèques de Paris nous en ont conservé, dans sa collection des *Chroniques nationales en langage vulgaire depuis le XIII<sup>e</sup> siècle*, à la suite du MONSTRELET, dont ils forment les tomes VII et VIII. Cette édition, que nous avons attentivement comparée au manuscrit de la Bibliothèque du Roi, peut suffire pour l'usage commun; mais elle laisse désirer plus de soin, plus d'exactitude, et une reproduction plus fidèle du manuscrit.<sup>3</sup>

Nous ferons observer, pour terminer ce que nous avons

<sup>1</sup> Voyez MONSTRELET, tome 5, p. 294, édition de M. Buchon; OLIVIER DE LA MARCHÉ, *Mémoires, introduction*, tome 1, p. 139, édit. Petitot; IDEM, tome 1, p. 421; IDEM, tome 2, p. 138; SAINT-REMY, *Prologue*, p. 256, où il dit qu'il a fourni des notes à Georges Chastellain, et bien d'autres passages que nous pourrions citer, où ces auteurs parlent de renseignements qu'ils ont eus les uns des autres.

<sup>2</sup> Paris, 1665, in-fol., tome 11, en appendice à la fin du volume.

<sup>3</sup> Nous avons, pour les citations des *Mémoires* de Saint-Remy, suivi de préférence l'orthographe du manuscrit.

à dire des *Mémoires* de Le Febvre de Saint-Remy, que personne n'ayant encore indiqué le plagiat dont ce chroniqueur s'est rendu coupable envers Monstrelet, il est arrivé à plusieurs de nos historiens, même les plus instruits, de s'appuyer du témoignage de ces deux écrivains, comme de deux autorités distinctes, pour des faits dont le récit a été copié, très évidemment, par Saint-Remy dans Monstrelet. Nous en pourrions citer bien des exemples, pris de l'*Art de vérifier les Dates*<sup>1</sup>, de Félibien<sup>2</sup>, de Villaret, continuateur de Velly<sup>3</sup>, de M. de Barante<sup>4</sup> et de M. de Sismondi<sup>5</sup>. Ce dernier historien, un peu plus attentif que les autres, s'est aperçu d'un plagiat au récit de la bataille d'Azincourt, qui est mot pour mot le même dans les deux chroniqueurs; mais, sans plus d'examen, et sur la grande réputation de plagiaire qu'on a faite à Monstrelet, il dit en note que ce dernier a copié Saint-Remy.

Enfin, les éclaircissements que nous avons donnés sur le plagiat de Saint-Remy peuvent servir peut-être à fortifier l'opinion de M. Dacier, qui pense que Monstrelet étoit Picard. En effet, Saint-Remy prévenant le lecteur, dans son *Prologue*, qu'il écrira « en son gros et rude langage picard », et ce langage ne différant nullement du style et de l'expression de Monstrelet, lorsqu'il cesse de le copier, il semble naturel d'en induire qu'ils étoient tous deux de la même province.

Outre les *Mémoires* dont nous venons de parler, Saint-Remy est encore auteur de quelques ouvrages de peu d'importance, dont la plupart ne paroissent point avoir été imprimés, et sur lesquels nous n'avons pu rassembler que bien peu de renseignements, aucun des biographes et des bibliographes spéciaux qui nous ont donné des catalogues des écrivains de Flandre et des Pays-Bas et de leurs ouvrages, n'ayant fait mention de lui.

Ses ouvrages n'étoient sans doute pas considérables, et il y a tout lieu de croire qu'à l'exception de ses *Mémoires*, il n'a guère fait autre chose que les travaux auxquels les devoirs de son office l'avoient obligé : c'est-à-dire des pro-

<sup>1</sup> Tome 2, page 517, article des ducs de Bourgogne.

<sup>2</sup> *Histoire de la Ville de Paris*. Paris, 1725, in-fol., t. 2, p. 777.

<sup>3</sup> *Histoire de France*. Paris, 1770, tome 7, p. 142.

<sup>4</sup> *Histoire des ducs de Bourgogne*, tome 4, p. 129.

<sup>5</sup> *Histoire des Français*, tome 12, p. 488-503.



cès-verbaux, des rédactions de défis, des relations d'affaires, de joutes, de combats en champ-clos, des réglemens, des instructions à l'usage des jeunes gens, des écuers et des poursuivants d'armes.

Il nous reste de Le Febvre de Saint-Remy des procès-verbaux des principaux chapitres de l'ordre de la Toison-d'Or, tenus de son temps. Il se nomme formellement comme auteur de ce recueil dans la souscription qui le termine; et, ne s'y nommât-il point, son nom, qui s'y trouve souvent répété, ne laisseroit nul doute à lui attribuer ces procès-verbaux. Il en parle d'ailleurs encore dans le *Prologue* de ses *Mémoires*, où il dit les avoir communiqués à Georges Chastellain pour la rédaction de ses *Chroniques*.<sup>1</sup>

On voit effectivement que Chastellain s'est servi de ces notes dans sa *Chronique du bon Chevalier, messire Jacques de Lalain*, puisque tout ce qui concerne les faits d'armes de ce chevalier en est tiré presque mot à mot.

Le manuscrit de la Bibliothèque du Roi, n° 8417, qui contient ces procès-verbaux, en renferme aussi d'autres de hérauts et de rois d'armes, qui, selon l'usage de ces temps, tenoient registre de tous les combats dont ils étoient témoins ou qui venoient à leur connoissance. Nous n'avons point acquis de preuves qu'aucun de ces procès-verbaux, dont la plupart sont du temps de Saint-Remy, lui puisse être attribué.

Ducange (*Gloss. lat.*, au mot *Heraldus*) cite un long fragment d'un traité des *Hérauts d'armes*, écrit en françois, qu'il attribue au *premier des rois d'armes* de l'ordre de la Toison-d'Or; Ducange ne nous a pas dit d'après quelle autorité il attribue ce traité à Lefebvre de Saint-Remy; l'auteur ne s'y nomme point, et les copies manuscrites que nous en avons vues sont anonymes. Cependant l'opinion de Ducange nous semble fort admissible, parce que le traité des hérauts d'armes est en effet du temps de Le Febvre de Saint-Remy, qu'il fait voir une profonde connoissance des matières qui y sont traitées, et qu'il n'est peut-être pas impossible d'y reconnoître quelque chose de la manière de notre auteur.

Il est bon d'avertir le lecteur de ne pas confondre ce

<sup>1</sup> Dans l'édition de M. Buchon, tome 7 de MONSTRELET, p. 256.

traité des hérauts d'armes, attribué à Le Febvre de Saint-Remy, avec un *Traité des Rois d'armes*, où l'on trouve la manière de créer le roy d'armes de la Toison, par Antoine de Lasalle : ce dernier ouvrage est cité par Olivier de la Marche, qui y renvoie (*Estat de la maison de Charles-le-Hardy*, à la suite de ses *Mémoires*, tome II, p. 536, édit. Petitot), et se trouve dans le manuscrit de la Bibliothèque Royale, n° 7451, fol. 102, verso, et suivants. Les bibliographes ne disent point qu'il ait été imprimé. Au surplus, il n'y est fait nulle mention de Le Febvre de Saint-Remy.

Le *Traité des Hérauts d'armes* de ce dernier existe complet dans le manuscrit du Roi, du fonds de Baluze, n° 7905<sup>2</sup>. Nous l'avons soigneusement collationné sur le long extrait imprimé par Ducange, et les différences assez peu considérables que nous avons notées le sont assez cependant pour nous faire croire que Ducange a pu avoir sous les yeux une autre copie de ce *Traité*.

Le manuscrit n° 7905<sup>2</sup>, sur papier, d'une bonne écriture de la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle, est une compilation de pièces où le *Traité des Hérauts d'armes* se trouve entre beaucoup d'autres. Le seul point de rapport que ces pièces aient entre elles, c'est que toutes traitent de matières de chevalerie, et que, par leur ensemble, elles pouvoient former un corps d'instructions élémentaires et de conseils à l'usage des poursuivants et des hérauts d'armes. Parmi ces morceaux, il en est au moins un second qui paroît être de Saint-Remy; c'est ce qui nous engage à présenter une rapide analyse du manuscrit tout entier.

Les deux premières pièces : *Traictié de Noblesse*, traduit du latin de Surse de Pistoie (Bonus Accursius de Pise), et *Débat entre trois prinches chevalereux* (à savoir, Alexandre, roy de Macédoine, Hannibal, duc de Carthage, et Scipion, consul romain), sont de Jean Mielot, chanoine de Saint-Pierre de Lille et secrétaire de Philippe-le-Bon. Elles ont été imprimées dès le xv<sup>e</sup> siècle (voyez Van Praet, *Notice sur Colard Mansion*, p. 52 et suiv.; p. 116 et suiv.). La seconde de ces pièces se trouve au manuscrit du Roi, 8417, fol. 80, recto, mais copiée peu fidèlement. Nous ferons remarquer en passant que le traducteur, dans son prologue, dit au prince auquel il s'adresse (Philippe-le-Bon, mort en 1467) que sa gloire remplit les quatre parties du monde; ce n'est pas donc pas seulement, comme beau-

coup d'auteurs le disent, depuis la découverte de l'Amérique qu'on a compté ainsi.

La pièce qui suit est ce *Traité des Hérauts d'armes* dont nous avons parlé.

A la suite se trouvent huit ou dix morceaux (depuis le fol. 54, verso, jusqu'au 119<sup>e</sup>, recto), dont nous nous contenterons de dire que diverses indications chronologiques prouvent que la plupart de ces morceaux ne peuvent être de Saint-Remy; quant aux autres, nos recherches ne nous ont point fourni de preuves formelles qu'il en fût l'auteur.

Plusieurs de ces pièces sont fort utiles pour l'histoire de la chevalerie et des usages militaires du xv<sup>e</sup> siècle. Il est fort à regretter que le jésuite Daniel ne les ait pas mises à profit pour son *Histoire de la Milice françoise*, et qu'il n'en ait connu et répété que quelques courts passages qu'avoit cités Ducange; il y eût trouvé tout à la fois à rectifier plus d'une erreur et à réparer des omissions.

Suivent, dans notre manuscrit (fol. 119, recto, à 159, verso), diverses pièces dont aucune n'est digne d'une mention expresse. Elles traitent, ou de banalités morales fort insignifiantes, ou de matières de chevalerie; mais, sur ce dernier sujet, elles n'offrent que bien peu de faits qui ne fussent déjà dans les précédentes. Nous ne nous y arrêterons pas davantage.

Enfin, le volume est terminé par une *Déclaration* (fol. 159, verso, à 164, recto) sans titre, qui porte la date du 4 janvier 1463, et dont l'auteur se nomme dès les premières lignes. « Pour ce que plusieurs chevaliers, escuiers et gens de l'office d'armes et aultres, sont sourvenu en question touchant le fait d'armorie, moy, *Thoisson-d'Or*, conseiller de monseigneur le duc de Bourgogne et roy d'armes de son ordre, me suis mis à escrire selonc mon petit advis aucunes choses servant à ce propos.... » Ce peu de mots sert à faire voir de quoi il est traité dans cette *Déclaration*: l'auteur y expose sommairement les principales règles qui étoient suivies dans l'usage des armoiries, et y touche les principales questions auxquelles le sort des armoiries pouvoit donner lieu; quelles armoiries avoient droit de prendre les cadets d'une grande maison; quelles armoiries pouvoit porter la descendance légitime d'un bâtard, etc. Quoique les solutions que l'auteur essaie de donner aux questions qu'il propose soient bien loin de paroître suffisamment

nettes et précises, ce traité peut néanmoins offrir de l'intérêt aux personnes qui s'occupent de recherches sur ces matières.

Salazar dit que Saint-Remy écrivit en 1463 un traité qui contient les ordonnances des anciens ducs de Bourgogne sur le *Blason*. Nous pensons que le traité dont parle Salazar avec si peu de précision ne peut être autre chose que cette *Déclaration* même dont nous venons d'entretenir le lecteur. La matière et la date sont évidemment identiques, et si Saint-Remy, dans sa *Déclaration*, ne cite point expressément les *déclarations* des ducs de Bourgogne, il n'en est pas moins certain que les décisions qu'il y donne n'ont guère pu être prises que d'après ces déclarations mêmes.

Les continuateurs du père Lelong (*Bibliot. histor. de la France*, n° 25464) ont dit que le manuscrit du Roi, n° 8348 et 8349 (2 vol. in-fol., écrits sur parchemin vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle) contient une partie des chroniques de Le Febvre de Saint-Remy : c'est une erreur grave. Le contenu de ces deux volumes n'appartient point à la chronique de Le Febvre de Saint-Remy, mais bien à celle de Georges Chastellain, dont nous avons parlé ; c'est tout ce qui s'en est conservé jusqu'à nous, dans les bibliothèques de Paris, et M. Buchon a publié pour la première fois ces manuscrits dans la collection des *Chroniques nationales françoises*, sous leur titre véritable de *Chronique* de Georges Chastellain. Ces deux volumes ne contiennent donc rien de plus qu'un lambeau assez long de l'ouvrage de Chastellain ; rien n'y a rapport à Le Febvre de Saint-Remy. L'erreur des continuateurs du père Lelong a sa cause dans une note écrite sur la dernière page du second de ces deux volumes, par leur propriétaire, en 1630.

L'auteur inconnu de cette note a mis à la fin de ce volume : « L'an 1630, le 30 janvier, j'ay achepté le présent « volume 243 livres. L'auteur a esté aux service et gages « de Charles, dernier duc de Bourgogne. » Puis, à la suite de ces renseignements, il a inscrit le titre des *Mémoires* de Saint-Remy, dont il avoit vu le manuscrit quelque part, comme d'un livre qui avoit rapport au même sujet que celui qu'il avoit sous les yeux et qui devoit s'y réunir. Le lecteur inattentif a cru voir dans ce titre, ainsi placé, celui du manuscrit même qui le contient, et a fort légèrement,



sur cette autorité, attribué à Le Febvre de Saint-Remy l'ouvrage de Chastellain.

Nous craignons bien que la longueur de cette notice et que l'aridité des faits qu'elle renferme, n'étant pas déguisées par une main habile, n'aient fatigué le lecteur. Nous sentons qu'il est temps de finir ; mais il ne nous est guère possible de terminer cette suite mal cousue de renseignements sur un auteur dont les moindres affaires de noblesse, de blason et de science héraldique ont tant occupé la vie, sans dire un mot de ce qui le concerne en ce genre.

Les nobiliaires imprimés ne nous ont rien appris sur Le Febvre de Saint-Remy, puisque la famille du même nom qu'ils nous font connoître en Picardie est certainement distincte de la sienne.

Le cabinet généalogique du département des manuscrits de la Bibliothèque Royale ne nous a pas fourni plus de renseignements ; tout ce que nous y avons découvert de pièces concernant notre auteur se réduit à la note suivante, que nous transcrivons fidèlement :

« Messire Jean Le Febvre, chevalier, S. de St.-Remy, de La Vacquerie, d'Avesnes et de Morienne, natif d'Abbeville de Ponthieu, 1<sup>er</sup> roy d'armes de la Toison-d'Or. »

Puis l'écusson du roi d'armes.



De gueules au sautoir d'argent, cantonné de quatre aiglettes de même.

L. M. E. DUPONT.

*Histoire de Lyon. — Recherches sur la date précise de la réunion du Comté de Lyon à la couronne de France.*

*En quelle année a été conclu le traité par lequel le Comté de Lyon fut uni à la couronne de France ?*

Consultons d'abord l'*Art de vérifier les Dates*; je lis, tome II, page 469 :

« .... Pierre de Savoie étant monté sur le siège de Lyon à la fin de 1308, débuta par réclamer contre deux édits (qui portoient atteinte à sa juridiction, et que Philippe-le-Bel avoit rendus l'année précédente)....; il refusa obstinément de prêter au roi le serment de fidélité. Louis Hutin, fils aîné du Roi, fut envoyé, l'an 1310, pour réduire ce prélat, qui s'étoit fortifié dans sa ville. Pierre osa soutenir un siège; mais le 21 juillet de la même année, par le conseil du comte de Savoie (Amédée V), son parent, qui étoit dans l'armée des assiégeants, il se rendit à lui comme prisonnier de guerre, et fut conduit à Paris, où il demanda pardon au Roi, qui lui fit grâce, à la prière de deux cardinaux envoyés par le pape<sup>1</sup>. Le différend néanmoins ne fut entièrement terminé qu'en 1313. Cette année, le lundi après *Misericordia Domini* (30 avril), le prélat fit avec le Roi un traité d'échange par lequel il abandonna la juridiction temporelle sur Lyon, excepté le château de Pierre-En-cise, et reçut certaines terres en compensation. C'est ainsi, ajoutent les Bénédictins, que la ville de Lyon, après avoir éprouvé diverses révolutions depuis qu'elle eut été détachée de la couronne de France (vers l'an 955) par le mariage de Mathilde, fille du roi Louis d'Outre-Mer, avec Conrad-le-Pacifique, roi de Bourgogne, fut enfin réunie au corps de cette monarchie pour n'en être plus séparée; car un des articles de ce traité portoit que jamais le Roi n'aliéneroit cette ville, ni ne la donneroit en apanage.... »

<sup>1</sup> Clément V, qui avoit été sacré à Lyon le 14 novembre 1305. Son successeur, Jean XXII, fut élu à Lyon le 7 août 1316; nous ignorons si c'est dans notre ville qu'eut lieu l'anecdote qui a fourni le sujet d'un joli conte, la *linotte de Jean XXII*, inséré dans le tome IX de la *Petite encyclopédie poétique*.

Ce seroit donc, suivant les bénédictins, le 30 avril 1313 qu'auroit été signé le traité par lequel le Comté de Lyon fut uni à la couronne. Mais le plus grand nombre de nos historiens placent cet événement à l'année 1312, sans en préciser le jour. Ce sont, entre autres, Paradin, Rubys, Ménestrier, Poullin de Lumina, feu M. Cochard, et le docteur Clerjon.

J'ai tant de confiance dans les savants bénédictins qui nous ont légué l'immortel ouvrage de l'*Art de vérifier les Dates*, qu'il m'en coûteroit de les trouver en défaut; toutefois ils peuvent s'être trompés, et c'est ce que je vais examiner.

Le jour de Pâques, en 1312, se trouvoit le 26 mars, et le lundi après *Misericordia Domini*, premiers mots de l'introït de la messe du 2<sup>e</sup> dimanche après Pâques, le 10 du mois d'avril. Pâques, l'année suivante, se trouvoit le 15 avril, et le lundi après *Misericordia* le 30 du même mois.

Le traité entre Philippe-le-Bel et Pierre de Savoie se termine ainsi :

*Datum apud Viennam die Lunæ post misericordiam Domini, mense aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo duo decimo.*

Le lundi après *Misericordia* se trouvant au mois d'avril, en 1312 et en 1313, on ne peut, ce me semble, tirer aucune conséquence de cette énonciation. Mais n'oublions pas que l'année 1312 a commencé le 26 mars, et que cette même année le lundi après *Misericordia* étoit le 10 avril.

Le nouveau traité conclu entre le roi et l'archevêque ne satisfait pas entièrement les Lyonnais<sup>2</sup>. Un traité fait à Pontoise, en 1307, entre Philippe-le-Bel et Louis I de Villars, prédécesseur de Pierre de Savoie, sembloit subsister encore, ou du moins n'avoir été abrogé qu'en partie; il con-

<sup>1</sup> Brunet, *Abrégé chronologique des grands fiefs de la couronne*, et Buret de Longchamps, *Fastes universels*, fixent à 1310 la réunion du comté de Lyon à la couronne; d'autres plus récemment l'ont placée à 1314, trompés sans doute par une faute d'impression qui s'est glissée dans l'*Histoire des Français* de M. Sismondi; car on voit la double date de 1314 (1314-1314) au lieu de 1310-1314 à la page 266 du tome IX où M. Sismondi parle de ce fait d'une manière un peu trop laconique.

<sup>2</sup> *Histoire consulaire de Lyon* de Ménestrier, page 431.

tenoit certains articles qui ne plaisoient ni aux ecclésiastiques, ni aux barons, ni aux nobles, ni aux bourgeois (*burgensibus*); le roi, sur leurs doléances, rendit le 22 avril 1312 une pragmatique sanction datée de Saint-Just près Lyon, par laquelle il annula le traité de 1307. Toutefois ce n'est point encore de la date de cette pragmatique, dont le P. Ménéstrier nous a conservé le texte dans les *Preuves* de son *Hist. consulaire*, que je me propose d'exciper, parce qu'elle ne paroîtroit peut-être pas assez concluante; mais notre savant historien nous a aussi conservé dans ses *Preuves* cinq autres actes relatifs à l'exécution de la cession du Comté de Lyon. Ce sont ces actes qui vont nous servir à trancher la question qui nous occupe.

Le premier est un édit du roi, daté de Vienne le 11 avril 1312. Philippe nomme les experts qui doivent procéder à l'estimation des terres données en échange du Comté de Lyon.

Le second est un autre édit, daté de Fontainebleau le mercredi après Noël (27 décembre) 1412. Le Roi déclare se réserver la plus-value des terres cédées à l'Archevêque.

Le troisième, daté de Paris le même jour 27 décembre, est souscrit par l'Archevêque de Lyon, qui accepte les terres données en échange de sa juridiction.

Le quatrième, qui porte la même date que le précédent acte, contient l'estimation faite par Pierre de Savoie du prix de sa juridiction.

Le cinquième et dernier est daté de Paris le 2 janvier 1312 (1313 N. S.).

Le Roi enjoint aux baillis de Mâcon de faire la remise des terres qui y sont énoncées à l'Archevêque de Lyon.

On a sans doute remarqué que le premier des cinq actes que je viens de mentionner est du 11 avril, et qu'il porte, ainsi que les quatre autres, le millésime de 1312. J'ajouterai une circonstance qui rend encore plus certaine la date de ce premier acte, c'est qu'il fut fait une addition le lendemain 12 avril, et qu'une copie en fut scellée à Lyon le 25 de ce mois.

Si, comme le témoignent toutes les tables chronologiques, même celle des bénédictins, le jour de Pâques se trouvoit en 1313, au 15 avril, il est bien évident que le traité entre Philippe et Pierre de Savoie ne peut pas être de



cette année 1313, parce que nous ne pouvons nous dispenser de convenir qu'il est antérieur au 11 avril, date du premier acte relatif à son exécution. Il est bien certainement de l'année précédente, c'est-à-dire, de l'année 1312 où Pâques se trouvoit le 26 mars et le lundi après *Misericordia* le 10 avril. Tous les autres actes que j'ai cités, et notamment le cinquième, portant la date du 2 janvier, avec le millésime de 1312 (1313 N. S.), viennent à l'appui de cette assertion.

En définitive, je me vois conduit à placer, du moins quant à présent, au 10 avril 1312, le traité auquel les bénédictins donnent la date du 30 avril 1313.

PÉRICAUD, *Bibliothécaire de la ville de Lyon.*

---

## SECTION IV.

## MÉLANGES.

*Rapport de M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (M. SILVESTRE DE SACY), sur les travaux des diverses commissions de cette Académie, pendant le deuxième semestre de 1834.*<sup>1</sup>

*Commission des Antiquités de la France. — Inscriptions et Médailles. — Histoire littéraire de la France. — Ordonnances des Rois de la troisième Race. — Recueil des Historiens de France. — Notices et Extraits des manuscrits. — Tables des Chartes et Diplômes. — Historiens des Croisades.*

« MESSIEURS, je viens aujourd'hui, suivant l'usage, rendre compte à l'Académie des travaux de ses commissions pendant le dernier semestre de l'année qui vient de finir. — Je commence par la commission des *Antiquités de la France*.

Depuis le rapport détaillé que cette commission a présenté à l'Académie dans le mois de juillet<sup>2</sup>, et qui a été imprimé, et envoyé dans tous les chefs-lieux de département par les soins de M. le Ministre de l'instruction publique, la commission n'a eu à présenter à la compagnie qu'une opinion motivée, relativement aux inscriptions de Nérac, dont l'authenticité était contestée, et par des motifs très légitimes, ainsi que l'a jugé l'Académie. Pendant les cinq derniers mois de 1834, l'Académie n'a fait que très peu de renvois à la commission, qui, d'ici au mois de juillet prochain, s'occupera de l'examen des travaux qui lui ont été renvoyés, et de ceux que l'Académie pourra encore lui renvoyer.

La commission des *Inscriptions et Médailles* n'ayant eu à répondre à aucune demande adressée par le gouvernement

<sup>1</sup> M. le secrétaire perpétuel, avec le consentement de l'Académie, nous a autorisé à insérer dans le Bulletin ce rapport lu à la séance du 2 janvier et qui se trouve aussi dans le Journal des Savants (n° de janvier). (J. D.)

<sup>2</sup> Voir le tome I de ce Bulletin, p. 157.

à l'Académie, a seulement été en communication avec le comité des souscripteurs du monument érigé à Figeac à la mémoire de M. Champollion le jeune. Aux inscriptions qu'elle avait fournies précédemment, elle a ajouté divers projets de bas-reliefs; le comité des souscripteurs est en demeure de lui faire connaître auquel de ces projets il a cru devoir donner la préférence.

La commission à laquelle est confiée la continuation de l'*Histoire littéraire de la France* croit toujours pouvoir annoncer que l'impression du tome XVIII sera terminée vers le milieu de la présente année (1835), et déjà ceux des auteurs qui n'ont plus rien à fournir pour ce tome XVIII se sont occupés de la rédaction de plusieurs articles qui devront entrer dans le XIX<sup>e</sup> volume; la commission a même entendu la lecture de quelques uns de ces articles. Le volume qui est sous presse contiendra environ 800 pages; près des trois quarts du volume sont imprimés. Les articles relatifs aux troubadours morts depuis 1225 jusqu'à 1255, puis ceux sur les trouvères, articles qui réunis occuperont environ 250 pages, sont en très grande partie rédigés et adoptés par la commission; quelques uns sont imprimés; pour un plus grand nombre, la copie est livrée à l'imprimerie. Le tome XVIII continuera l'histoire littéraire du XIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à 1255 ou 1256; le tome suivant la conduira au moins jusqu'à 1280: la commission s'est déjà occupée de la rédaction des tables et de l'avertissement qui doivent faire partie du tome XVIII.

L'Académie voit, par ces détails, que la commission<sup>1</sup> ne laisse point languir l'important travail qui lui est confié.

Si je n'ai point à offrir des résultats aussi satisfaisants relativement aux divers recueils auxquels travaillent les membres de l'Académie, et qui s'impriment sous la direction de la commission des *Travaux littéraires*, je dois dire tout d'abord que cela tient à une cause tout-à-fait étrangère aux auteurs et à la commission. Les recueils dont il s'agit sont les *Ordonnances des rois de la troisième race*, les *Historiens de France* et les *Notices et Extraits des manuscrits*.

Pendant qu'on achevait l'impression des tables du XIX<sup>e</sup> volume des *Ordonnances*, M. le marquis de Pastoret

<sup>1</sup> Composée de MM. Daunou, Amaury-Duval, Petit-Radel, Émeric David.

a fourni la copie pour le volume suivant, et déjà plusieurs cahiers étaient imprimés; mais l'administration de l'imprimerie royale ayant pris le parti de substituer aux caractères dont elle fait usage un nouveau caractère, a dû supprimer tout ce qui était déjà imprimé du tome XX, et comme la fonte des nouveaux caractères n'est point encore assez nombreuse pour suffire à tous les labeurs, il a fallu suspendre la composition de ce volume : cette suspension durera encore, à ce qu'il paraît, deux ou trois mois.

Le même motif a empêché qu'on ne commençât l'impression du tome XX des *Historiens de France*, quoique de la copie ait été fournie, il y a au moins deux mois, à l'imprimerie. L'Académie sera bien aise, sans doute, de connaître de quels écrivains se composera ce volume; en conséquence, je demanderai la permission de lui communiquer, à la suite du présent rapport, l'aperçu que les éditeurs ont bien voulu me donner.

Le tome XIII des *Notices et Extraits des manuscrits* a fait peu de progrès. Il n'a pas été possible d'admettre jusqu'ici aucune nouvelle notice dans la première partie de ce volume, dont sept feuilles seulement sont tirées, parce que M. Klaproth, qui s'est chargé des fonctions d'éditeur pour un travail de feu M. Rémusat, placé en tête de cette première partie, a été contraint de faire un voyage en Allemagne. La deuxième partie s'est enrichie de deux notices fournies par M. Guérard, et de celle d'un poème provençal; celle-ci est due à M. Raynouard. Les notices imprimées, pour cette seconde partie, forment douze feuilles.

La réimpression du tome IV de la *Table des Chartes et Diplômes*, qui s'exécute sous la direction de M. Pardessus, a marché avec célérité : 280 pages sont imprimées, et la copie livrée à l'imprimerie portera le volume jusqu'à 464 pages : il en aura en tout 660, y compris la préface et les tables. Ce volume, qui commence avec l'année 1180, comprendra l'indication des chartes et diplômes jusqu'en 1213 inclusivement, c'est-à-dire jusqu'au 29 mars 1214, selon le comput actuel. Le manuscrit est terminé, sauf janvier, février et mars 1214. Les travaux extraordinaires de l'imprimerie royale ont suspendu depuis quatre mois l'impression de ce volume. Si cet obstacle ne se prolonge pas et ne se renouvelle point, le volume pourra être terminé avec l'année 1835.

Je pourrais me dispenser d'entretenir l'Académie du



*Recueil des Historiens des Croisades*, la commission des travaux littéraires n'ayant encore reçu aucune demande de MM. les éditeurs, pour en faire commencer l'impression ; mais je craindrais que mon silence ne donnât lieu de penser que les commissaires de l'Académie ne se sont point occupés de préparer les matériaux qui doivent entrer dans les diverses parties de cet important recueil. Voici donc les renseignements que je dois à l'obligeance de MM. les éditeurs.

MM. Guérard et Beugnot, chargés de la publication des écrivains occidentaux, latins et français, préparent la publication du premier volume de cette partie, lequel contiendra le texte latin de Guillaume-de-Tyr, et l'ancienne traduction française inédite de cet auteur. Le travail critique, c'est-à-dire la collation des manuscrits et la préparation de la copie définitive sur laquelle devra être imprimée cette traduction, occupe M. Beugnot, tandis que son collaborateur, M. Guérard, collationne le texte latin, imprimé dans la collection de Bongars, avec plusieurs manuscrits. Ces travaux préliminaires paraissent devoir être terminés vers le milieu de l'année que nous commençons.

M. Hase, auquel est dévolue la partie du travail qui a pour objet les auteurs byzantins, a porté d'abord ses soins sur la révision de la version latine de l'*Alexiade* d'Anne Comnène; il a aussi entrepris le même travail, et l'a presque terminé, sur la version de l'ouvrage de Nicéas Choniaste. Il a en outre collationné le texte grec de ce même écrivain, sur un manuscrit de la Bibliothèque Royale, lequel ne paraît pas avoir été consulté par les précédents éditeurs.

Quant à la partie du recueil qui doit offrir la réunion des écrivains orientaux, les deux membres de l'Académie qui en sont chargés sont convenus de donner, dans cette collection, la première place à Ebn-Elathir. Une partie du texte arabe de cet auteur a déjà été préparée par M. Reinaud; mais, attendu que ce qui appartient aux premières années des Croisades manque dans le manuscrit de la Bibliothèque Royale, on a dû faire demander à Constantinople les fragments qui doivent remplir cette lacune. Il est indispensable d'attendre l'envoi de ces copies : aussitôt qu'elles seront parvenues entre les mains de la commission, on pourra commencer l'impression de cet écrivain. M. Quatremère (Et.) a réuni, il y a long-temps, tous les matériaux d'après

lesquels il doit rédiger l'*Introduction historique* qui ouvrira cette section du recueil.

Tels sont, Messieurs, les renseignements que je devais présenter à l'Académie; je pense qu'elle jugera convenable de les consigner dans le procès-verbal de la présente séance.

*Le secrétaire perpétuel de l'Académie  
des Inscriptions et Belles-Lettres,*

SILVESTRE DE SACY.

(Paris, le 2 janvier 1835.)

*Appendice au rapport précédent. — Tome XX des  
HISTORIENS DE FRANCE.*

La copie des vingt-quatre premières pages (in-folio) est depuis deux mois livrée à l'imprimerie royale, qui n'a encore envoyé aucune épreuve.

Ce volume doit contenir les plus anciens historiens de Saint-Louis, savoir :

1°. Geoffroy de Beaulieu (mort vers 1275). C'est la copie de son livre qui a été fournie à l'imprimerie.

2°. Guillaume de Chartres (mort vers 1280). Son livre a pour appendice l'opuscule intitulé *Miracula facta in domo Fratrum prædicatorum Ebroicensium*.

3°. Un anonyme, moine de Saint-Denis. — Ce troisième article et le second seront envoyés à l'imprimerie royale aussitôt qu'on saura qu'elle a commencé l'impression du premier.

4°. Le confesseur de la reine Marguerite (mort vers 1300). La copie de son ouvrage, y compris le récit de 65 miracles, est toute prête. On a rectifié en plusieurs endroits l'édition de Capperonnier, d'après les deux anciens manuscrits de la Bibliothèque du Roi, dont on a recueilli plus complètement les variantes; on a aussi ajouté quelques notes historiques et grammaticales.

5°. Joinville (mort vers 1307). On a également achevé de préparer la copie de son livre, en collationnant les manuscrits du Roi (suppl. fr. 2016 et 206), les éditions de Pierre de Rieux, de Claude Menard, de Ducange, de Capperonnier, etc., en recueillant les leçons diverses et en essayant d'éclaircir par des notes succinctes les difficultés gramma-

tiques ou historiques. On a choisi, parmi les extraits d'auteurs orientaux, publiés par Cardonne ou par M. Reinaud, les articles qui peuvent servir à compléter ou à rectifier les récits de Joinville.

6°. Guillaume de Nangis (mort en 1302). On le place après Joinville, qui lui a survécu 15 ans, mais dont les récits finissent à la mort de Saint Louis, tandis que ceux de Guillaume de Nangis se continuent jusqu'aux règnes de Philippe-le-Hardi et de Philippe-le-Bel. On se propose de réunir pour la première fois tous les ouvrages de cet historien, qui sont : une vie de Saint-Louis en latin, et traduite en français par l'auteur même ; une vie de Philippe-le-Hardi, en latin, et traduite aussi en français par l'auteur, à ce qu'on présume ; une chronique générale, et une chronique particulière jusqu'en 1300. Il a écrit une partie au moins de ces chroniques dans les deux langues.

La copie de la vie de Saint-Louis, *en français*, est entièrement préparée ; elle a été revue sur les manuscrits de Colbert 331 ou 10311, et Gagnières 282, de la Bibliothèque du Roi. Elle présente un assez grand nombre de variantes et de notes qui ne sont pas dans l'édition de Capperonnier. On ne s'est point encore occupé des autres écrits de Guillaume de Nangis ; on attendra, pour en entreprendre la révision, que l'imprimerie royale ait imprimé Geoffroy de Beaulieu.

Ce tome XX est, dans la série qu'il commence, celui qui exigera le moins de recherches et de travail, parce qu'il se composera d'ouvrages d'une assez grande étendue, dont la plupart ont été déjà imprimés et revus avec plus ou moins d'exactitude. Les nouveaux éditeurs (MM. Naudet et Daunou) pourraient, en ce qui les concerne, publier ce volume à la fin de 1835 ; mais ils prévoient qu'il ne sortira point des presses de l'imprimerie royale avant le commencement ou le milieu de 1837<sup>1</sup>.

DAUNOU ET NAUDET.

<sup>1</sup> L'impression de ce volume vient d'être commencée.

## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 2 FÉVRIER 1835.

PRÉSIDENTENCE DE M. DE BARANTE.

M. le président proclame membres de la Société :

MM. DE CAYROL, ancien député, à Compiègne.

SERRURIER, docteur en médecine, à Paris.

Aug. LE PRÉVOST (de l'Eure), membre de la Chambre des  
Députés.

#### *Ouvrages offerts à la Société.*

1<sup>o</sup>. M. de Barante présente de la part de l'auteur, M. le comte César Balbo (de Turin), une dissertation intitulée : *Dei titoli e della Potenza dei Conti, Duchi e Marchese dell' Italia settentrionale e in particolare dei Conti di Torino*. (Turin, in-4<sup>o</sup>, 51 p., 1834.)

2<sup>o</sup>. La Société reçoit aussi de la part de l'auteur, M. Ant. de Latour, ancien élève de l'école normale : *Essai sur l'étude de l'histoire en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, in-8<sup>o</sup>. Paris, 1835.

3<sup>o</sup>. De la part de l'auteur, M. P.-G. Aigueperse : *Biographie, ou Dictionnaire historique des personages d'Auvergne illustres ou fameux par leurs écrits, leurs exploits, leurs vertus, leurs erreurs, leurs crimes ou leur rang*, tome 1<sup>er</sup>. In-8<sup>o</sup>. Clermont-Ferrand, 1834.

4<sup>o</sup>. Du même, une notice intitulée : *Les divers genres de célébrités de l'Auvergne*, in-8<sup>o</sup>. Clermont, 1831.



5°. De la part de M. Fr. Galeron, procureur du roi à Falaise : *Description du tumulus de Condé-sur-Laison*. (Extrait des Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, in-8°, 16 pag., 1835.)

6°. De la part de M. de la Saussaye, bibliothécaire de Blois : *Notice sur le château de Chambord*, 2<sup>e</sup> édition, in-8°, 67 pag. Chambord, 1835.

7°. Du même : *Essai sur les origines de la ville de Blois, antérieurement au xi<sup>e</sup> siècle*. In-8°.

8°. Du même : *Proposition d'un plan de travail pour la Société des sciences et des lettres de la ville de Blois*.

Ces deux derniers Mémoires, extraits du 1<sup>er</sup> volume des Mémoires de cette Société. Blois, 1833.

### *Correspondance.*

— M. J. Ambert, officier d'instruction à l'école royale de Saumur, en remerciant le Conseil de l'avoir admis parmi les membres de la Société, annonce devoir lui offrir sous peu de mois un ouvrage actuellement sous presse, et ayant pour titre : *Esquisses historiques des différents Corps qui composent l'armée française*.

— M. de la Fontenelle (de Poitiers) demande à être autorisé à reproduire dans la *Revue anglo-française* qu'il publie à Poitiers, un document historique inséré dans le 5<sup>e</sup> numéro du Bulletin, intitulé : *Relation d'un combat de sept gentilshommes françois contre sept Anglois, en 1402*.

Le Conseil accède volontiers à cette demande.

— M. de la Saussaye (de Blois), en offrant les trois ouvrages ci-dessus désignés, annonce qu'il adressera prochainement plusieurs chartes latines concernant l'histoire du Blesois. Entre les plus curieuses, il indique 1° *Un affranchissement donné par Hugues de Lavardin sur la tombe de son père*, document aussi remarquable par l'idée qui a présidé à sa rédaction que par la forme dans laquelle il est conçu ; 2°. une autre charte

datée de 1190, par laquelle est justifiée une tradition locale attribuée au château de Fougères, et qui passoit pour fabuleuse.

M. de la Saussaye annonce en outre qu'aussitôt qu'il aura terminé un travail archéologique dont il s'occupe sur les anciens établissements romains de la Sologne, et particulièrement sur les ruines du *Noviodunum Biturigum*, dont il pense avoir retrouvé le site, il adressera à la Société un catalogue des documents historiques qui se trouvent à Blois dans les archives et dans les collections particulières.

— MM. Boismilon, secrétaire des commandements du duc d'Orléans, Ant. de la Tour, précepteur du duc de Montpensier; Duchesne aîné, conservateur-adjoint au département des gravures de la Bibliothèque Royale, et Alfred de Roissy, adressent des remerciements pour leur admission récente parmi les membres de la Société.

#### *Communications verbales.*

— M. le marquis de Fortia lit un rapport de M. de Reiffenberg inséré dans le Bulletin de l'Académie de Bruxelles (1835, n° 1), sur une notice de M. Carmoly relative à une médaille hébraïque découverte aux environs de Lyon, il y a environ deux siècles, et déjà mentionnée par le P. Ménestrier et de Boissi. Cette médaille en cuivre, de six pouces de diamètre, représente d'un côté la tête d'un empereur couronné de lauriers, autour de laquelle est une longue légende hébraïque. M. Carmoly présume qu'elle dut être frappée au ix<sup>e</sup> siècle par les juifs de la synagogue de Lyon en reconnaissance de l'appui qu'ils trouvèrent en l'empereur Louis-le-Débonnaire contre les persécutions de l'évêque Agobard, et qu'elle fut d'abord suspendue dans la synagogue située à mi-côte de la montagne de Fourvière, puis ensevelie sous les ruines de cet édifice, là où elle fut découverte dans le xvii<sup>e</sup> siècle.

— M. Houel, président du tribunal civil de Louviers,

présente, pour le Bulletin, la copie MS. d'un document inédit intitulé : *Vente faite le 13 mars 1408 par plusieurs habitants de Rouen à Henry (H. VIII), roi de France et d'Angleterre, d'un emplacement situé paroisse Saint-Eloi, sur lequel a été édifié le château du Vieux-Palais.*

— M. de Monmerqué exprime son regret de se voir obligé de différer encore de trois mois environ la mise sous presse du *Journal d'un Bourgeois de Paris* en 1593, journal dont il a bien voulu se charger d'être éditeur. L'ouvrage doit être composé de deux parties : 1<sup>o</sup> du journal ; 2<sup>o</sup> de lettres adressées par le duc de Mayenne et divers autres personnages au parlement de Paris. Un examen approfondi a fait voir à M. de Monmerqué qu'il étoit indispensable de réunir au journal une grande partie de ces dernières pièces ; mais la lecture de ces pièces, écrites en cursive, est difficile : la convenance de leur adjonction au journal ne permet pas d'imprimer dès ce moment la première partie, quoiqu'elle soit depuis longtemps préparée.

— Le secrétaire demande que le Conseil veuille bien l'autoriser à écrire, au nom de la Société, à M. le baron Pelet, directeur général du Dépôt de la guerre, chargé de la direction de la nouvelle carte de France : cette lettre auroit pour objet d'appeler son attention sur les ressources scientifiques que la confection de la nouvelle carte peut fournir à l'étude de la géographie historique de la Gaule romaine et de la France du moyen âge ; de l'inviter particulièrement à faire relever sur les minutes de la carte tous les renseignements archéologiques, tels que voies, ruines, et autres indices d'antiquités qui ne pourroient pas être reportés sur les cartes réduites ; et aussi de signaler l'utilité d'un dictionnaire topographique-historique, comme appendice et éclaircissement de la carte gravée.

Le Conseil, entrant dans les vues exprimées par le secrétaire, lui accorde cette autorisation.

— Le Conseil décide que l'année de souscription pour

les membres de la Société courra de janvier à janvier, et que la première année du Bulletin sera terminée avec le numéro de décembre 1834. Le secrétaire, rappelant que le nombre de feuilles promis aux souscripteurs pour l'année a été approximativement annoncé devoir être de 40 à 48, propose de s'approcher le plus possible de ce dernier nombre, dans le numéro de décembre actuellement sous presse.

Il est aussi décidé que les membres admis dans le sein de la Société depuis le commencement de 1835, auront droit, s'ils le désirent, aux deux volumes du Bulletin de 1834, en les payant 15 fr., moitié du prix de la souscription annuelle des autres membres plus anciens.

— Le jour de la séance générale étant toujours fixé pour la fin de février, MM. le trésorier, les censeurs et le secrétaire sont invités à préparer leurs rapports pour cette séance.

Il est ensuite procédé, par le tirage au sort, à la désignation du tiers des membres du Conseil qui doit être renouvelé pour l'année 1835, conformément à l'art. 8 du règlement.

Les noms sortants sont ceux de MM. Vitet, Lenormant, Castel, Leber, Teulet, Guizot, Lever, Pasquier, Hase et Raynouard.

Tous les membres de la Société auront connoissance de cette liste, afin de procéder, dans la séance générale, au remplacement ou à la réélection des membres sortants.

---



## SÉANCE ANNUELLE GÉNÉRALE

DU 28 FÉVRIER 1835.<sup>1</sup>

PRÉSIDENCE DE M. DE BARANTE.

M. le président ouvre la séance par un discours dans lequel il expose le but des travaux de la Société et les intentions dans lesquelles elle a été fondée. (*Voir ci-après, p. 43.*)

M. J. Desnoyers, secrétaire de la Société, lit ensuite un rapport sur les travaux du Conseil pendant l'année 1834. (*Voir ci-après, p. 46.*)

M. Dussomerard, l'un des deux censeurs, au nom de la commission des censeurs et du comité des fonds, présente un rapport succinct sur les recettes et les dépenses de la Société pendant l'année dernière, et sur l'état de la caisse au mois de février 1835 (*voir ci-après, p. 72*). Ce rapport et le compte de M. le trésorier sont approuvés par la Société.

M. le président présente à la Société le volume entièrement imprimé de *la Chronique de li Normans de Sicile* éditée par M. Champollion, et auquel il ne manque pour être mis en circulation que les prolégomènes de l'éditeur.

Il présente en même temps les deux premiers volumes du Bulletin publiés pendant l'année 1834, ainsi que les premières feuilles de *l'Histoire de Grégoire de Tours* (texte et traduction), éditée par MM. Teulet et Guadet, sous la surveillance de M. Guérard, et dont l'impression se poursuit rapidement.

Il est ensuite procédé, par voie de scrutin, au renouvellement du tiers des membres du Conseil.

MM. Hase, Guizot, Lenormant, Teulet, Vitet, Castel, Pasquier et Lever sont successivement réélus.

<sup>1</sup> Tous les membres de la Société domiciliés à Paris, ayant été convoqués pour cette réunion, la séance a eu lieu le 28 février à deux heures, dans la salle des séances de la Société asiatique.

M. Duchesne obtient également la majorité absolue.

Les autres voix sont réparties entre MM. Taillandier, Michelet, Rey, Petitot, Berger de Xivrey, etc. Un second tour de scrutin est nécessaire pour la nomination du dixième membre; M. Taillandier obtient la majorité, et complète le Conseil pour 1835.

On procède ensuite à la nomination des deux censeurs. MM. Dussomerard et Clairét sont réélus.

— Un membre propose que les ouvrages publiés par la Société soient livrés aux membres au plus bas prix possible, et même gratuitement. Cette proposition, appuyée par plusieurs autres membres, ne semble pouvoir pas être immédiatement mise à exécution; il paroît plus convenable d'attendre que les frais du premier ouvrage imprimé soient couverts, et de continuer encore pendant une partie de cette seconde année d'après la base adoptée par les réglemens, c'est-à-dire en faisant payer aux membres les ouvrages au prix de fabrication.

Toutefois la proposition est renvoyée au Conseil comme une mesure utile à adopter aussitôt que la situation de la Société le permettra.

---

DISCOURS DE M. LE BARON DE BARANTE, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ.

« Messieurs, appelé à l'honneur de présider *la Société de l'Histoire de France* la première fois qu'elle se réunit, il convient peut-être de dire en peu de mots avec quelles intentions et dans quel esprit elle s'est formée.

« Lorsqu'après tant et de si grands événements, tant et de si profondes mutations, la France crut avoir trouvé le repos et la liberté, encore émus des scènes dont nous avons été témoins, dont le souvenir étoit tout vivant, les esprits se prirent d'un goût passionné pour les études historiques. On chercha dans les âges écoulés un intérêt pareil à l'intérêt dont notre âge nous avoit donné l'habi-

tude. Nous avons vu l'histoire s'exécuter sous nos yeux ; par là nous avons appris à la mieux interpréter dans les siècles passés, à y prendre plus grand plaisir. D'importants travaux furent entrepris ; des collections utiles furent publiées ; de beaux ouvrages parurent : le zèle étoit général et encouragé par le succès.

« Une révolution nouvelle est venue interrompre ce mouvement studieux ; encore une fois, nous sommes rentrés dans la réalité. L'imagination et les souvenirs sont retombés dans le silence et l'inertie devant les préoccupations politiques du moment. Aujourd'hui le calme semble renaître : avant peu, nous devons l'espérer, la nation jouira sans trouble et sans inquiétude du sort que lui auront fait son courage et sa raison ; l'étude de l'histoire revient donc occuper nos loisirs. Maintenant ce ne sont plus seulement des individus isolés qui se livrent à leurs penchants littéraires : un gouvernement, né de l'amour de la patrie et de la liberté, encourage nos efforts et nous aide de sa puissance. Le Roi forme un grand Musée historique ; il consacre aux souvenirs de tous les âges de la France, il dédie à la gloire nationale, le palais que Louis XIV n'avoit élevé que pour sa propre gloire. Cet édifice, trop vaste pour une royauté populaire et tempérée, ne le sera pas trop pour les trophées de notre histoire.

« Un ministre éclairé, qui a porté dans son administration les convictions, les pensées, les vœux de sa vie entière, a voulu dédommager les lettres, qui se le voyoient avec regret enlever par les affaires : il a imprimé un mouvement nouveau aux recherches historiques ; il leur a porté l'aide et le concours de l'autorité publique. Les Chambres lui ont accordé avec munificence les moyens d'entreprendre et de suivre de si utiles travaux. Lui-même les dirige ; déjà de savants collaborateurs se sont mis à l'œuvre.

« Mais en cela comme en tout, à quoi réussiroit le pouvoir officiel s'il n'étoit pas en harmonie avec le sentiment public ? Si le zèle pour l'histoire, si l'ardeur d'une jeunesse studieuse, si la patience de nos érudits, venoient

à se dégoûter et à se lasser, les efforts du gouvernement languiroient bientôt impuissants. Nos associations ne sont donc pas inutiles; nos libres travaux ne seront pas sans résultats; nos modestes efforts ne resteront pas inefficaces, pourvu que nous y apportions volonté et constance. Par nos publications, par nos correspondances, nous répandrons dans les provinces le goût des recherches historiques. Des documents seront exhumés de la poussière; des monuments seront conservés; la patrie françoise et la patrie locale deviendront de plus en plus un objet d'étude, d'affection, d'orgueil. Ainsi les lettres, organe et instrument de la civilisation, contribueront à rendre la cité plus chère aux citoyens.

« Car l'histoire ne sera pas seulement pour nous la représentation de drames variés et intéressants, ou le récit épique de merveilleuses aventures; elle ne sera pas seulement une étude d'artistes et de poètes, la satisfaction d'une frivole curiosité. Nous tâcherons d'y lire les desseins de la Providence, la marche de l'esprit humain, les lois de changement, la part de la fatalité, la part plus grande du libre arbitre des hommes et des peuples. Nous y rechercherons nos origines nationales, nous rattacherons avec contentement ce qui est à ce qui fut. Nous voudrions donner la sanction du temps à toute chose juste et raisonnable, et nous ne daterons pas de nous-mêmes; nous montrerons nos droits nationaux souvent contestés, jamais oubliés; la liberté parfois effacée de nos lois, jamais de nos mœurs. Enfin nous nous plairons à peindre la France toujours une, compacte, continue, active, puissante sur le monde, encore qu'elle ne semble pas toujours l'être sur elle-même.

« Long-temps le passé nous est apparu sous un aspect qui excitoit la malveillance: on l'alléguoit contre nous; on y cherchoit des titres pour nous dépouiller de nos droits, pour insulter à notre état social; on rappeloit des souvenirs de conquête, de servitude, d'inégalité. De là des réactions vives, une constante animosité; les symboles des vaincus foulés aux pieds, les images brisées, les



signes arrachés ; de là ce caractère sauvage de nos convulsions politiques ; et même, dans les temps paisibles, le dédain de nos aïeux, l'oubli de leurs monuments, la négligence à conserver leurs traces.

« Cet esprit changera sans doute. Nous ne serons plus en hostilité avec notre vieille France ; nous aurons pour elle un amour filial qui embrassera toute son histoire, qui se plaira à tous ses souvenirs ; conformes au temps actuel, ils l'ennobliront ; opposés, ils nous le rendront plus précieux. Le respect pour le passé est une garantie de sécurité pour l'avenir. »

---

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE  
L'HISTOIRE DE FRANCE PENDANT L'ANNÉE 1834, FAIT  
DANS LA SÉANCE GÉNÉRALE DU 28 FÉVRIER 1835,  
PAR LE SECRÉTAIRE DE LA SOCIÉTÉ (M. J. DESNOYERS).

Messieurs, le Conseil de la Société m'ayant confié le soin de vous présenter un rapport sur les travaux dont il a eu à s'occuper pendant le cours de l'année 1834, je vais m'acquitter sommairement de cette honorable tâche, vous rappelant d'abord que les détails en figurent déjà pour la plupart dans les procès-verbaux des séances insérés au Bulletin, et ne devant appeler votre attention que sur les résultats des principales délibérations du Conseil, sur le progrès des publications que vous l'avez chargé de diriger, et sur ses efforts constants pour tendre au but utile que vous vous êtes proposé. Ce but lui-même vient de vous être éloquemment représenté par notre digne président.

Si les fruits de cette première année d'existence de la Société, fondée pour l'avancement de l'étude de notre histoire nationale, n'ont pas entièrement répondu aux espérances qu'on avoit pu concevoir, il ne faut en accuser que les obstacles de plus d'un genre auxquels sont inévitablement soumis les premiers pas de toute association naissante.

Des difficultés insurmontables, des retards imprévus,

entravent trop souvent le zèle le plus dévoué et le désir le plus sincère de servir les intérêts de la science. Les membres du Conseil, déjà antérieurement livrés, pour la plupart, aux plus importants travaux scientifiques, ou enchaînés par les devoirs d'une haute position sociale, n'ont été animés par nul autre mobile que l'avancement des études, objets de nos goûts et de nos travaux communs; s'ils ne peuvent vous présenter aujourd'hui plusieurs ouvrages terminés, soit par leur participation directe, soit par leur surveillance, vous préférerez, Messieurs, comme eux, accoutumés à des recherches longues et consciencieuses, vous préférerez à un trop grand empressement, une lenteur réfléchie qui doit laisser espérer la meilleure exécution possible.

Constitué dans votre assemblée générale du 23 janvier 1834, le Conseil s'est depuis lors réuni régulièrement une fois chaque mois, indépendamment des réunions intermédiaires des comités de publication soit des ouvrages, soit du Bulletin. Son attention s'est aussitôt portée sur le moyen d'établir entre tous les membres, des relations régulières par la voie d'un recueil périodique, et sur le choix des historiens susceptibles de commencer la série de vos publications. Je vous entretiendrai d'abord de ce second objet, but principal de l'institution de la Société.

Dans l'impossibilité de se tracer d'avance, comme dom Bouquet et les autres éditeurs de la grande collection des *Historiens de France*, un cadre embrassant toutes les subdivisions chronologiques, qui ne seroient abordées ensuite que successivement depuis les plus anciennes, le Conseil a pensé qu'en commençant par choisir, et, autant que possible, en publiant à la fois quelques uns des principaux monuments de notre histoire, se rapportant à ses principales périodes, il répondroit aux besoins les plus urgents, et que plus tard il seroit toujours facile de subordonner ces publications de nature et d'époques différentes, à un plan général et uniforme. En conséquence, il a porté tout d'abord ses vues sur les ouvrages suivants :

1°. Le 3° livre de la *Géographie de Strabon*, relatif à la Gaule; texte et traduction : M. Letronne, éditeur; M. Hase, commissaire responsable, 1 vol. in-8°.

2°. L'*Histoire de France*, par Grégoire de Tours; texte et traduction : M. Teulet, éditeur du texte; M. Guadet, traducteur; M. Guérard, commissaire, 3 vol.

3°. *Constitutions des Rois francs de la première race*; texte et traduction, ouvrage proposé par M. Peyré; 1 vol.

4°. La *Chronique de l'établissement des Normands en Sicile*, par Aimé, moine du Mont-Cassin, suivie de l'*Histoire de Robert Guiscard*, et de plusieurs chartes et généalogies des ducs et rois normands de Sicile : M. Champollion-Figeac, éditeur; M. Hase, commissaire, 1 vol.

5°. Les *Mémoires de Villehardouin* : M. Paulin Paris, éditeur; M. de Monmerqué, commissaire, 1 vol.

6°. Les *Chroniques de Froissart* : M. Paul Lacabanne, éditeur; M. de Monmerqué, commissaire; ouvrage de longue haleine dont on ne mettroit d'abord au jour qu'un premier volume, et même en subordonnant cette publication aux ressources pécuniaires de la Société.

7°. *Journal d'un Bourgeois de Paris pendant les derniers temps de la Ligue (1593)*, et, dans le même volume, *la Correspondance du duc de Mayenne et de quelques autres personnages avec le Parlement*; édit., M. de Monmerqué; 1 vol.

8°. *Relation inédite de la Journée des Barricades*; par un témoin oculaire;  $\frac{1}{2}$  vol.

9°. *Relations des Ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France pendant le XVI<sup>e</sup> siècle*, et *Récit d'un Voyage fait en France, par un Vénitien, en 1577*; 2 vol.

10°. *Correspondance de Philippe II avec ses Ambassadeurs en France*; 2 vol.

11°. *Relation des troubles du Protestantisme dans Castres, au XVI<sup>e</sup> siècle*; 1 vol.

Ces quatre derniers ouvrages, proposés par M. Mignet. Je ne parle point ici de trois travaux proposés aussi

par le comité de publication au Conseil; savoir : *Une Description des Monnoies mérovingiennes*, par M. Lenormant; des *Recherches sur les Sceaux du moyen âge en France*, par M. Vitet; et un *Répertoire des Sources originales de l'Histoire de France*, par M. Desnoyers; ces publications semblent s'écarter de la sphère que la Société s'est tracée, quoique tendant au même but; d'autres travaux ont encore été proposés postérieurement au Conseil, je vous les rappellerai plus loin.

Des onze publications présentées par le comité, cinq fixèrent d'abord l'attention du Conseil, et furent désignées comme devant être entreprises les premières; savoir : *La Chronique des Normands de Sicile*, et le *Journal de la Ligue*, comme étant inédits l'un et l'autre, comme offrant, chacun en un seul volume, deux genres d'intérêt différents; la *Chronique*, plus spécialement destinée aux personnes qui font une étude particulière de l'histoire et de la littérature du moyen âge; le *Journal*, pouvant être goûté par une classe de lecteurs plus nombreuse et moins directement adonnée aux sciences historiques. Ensuite le *Grégoire de Tours*, puis le *Villehardouin*; enfin le 1<sup>er</sup> volume de *Froissart*. Le Conseil différa de prendre une décision sur les autres.

*La Chronique des Normands de Sicile*, dont la copie manuscrite étoit entièrement prête lorsque le Conseil en décida l'impression, dans sa séance du 2 juin, sembloit ne devoir éprouver aucunes lenteurs, et pouvoir, sous trois mois, être livrée aux sociétaires. Il en a été autrement. Le soin extrême apporté par l'éditeur à reproduire rigoureusement, jusque dans ses plus minutieux détails de style et d'orthographe, le manuscrit original de la Bibliothèque royale, jusqu'à en donner en quelque sorte un *fac-simile*, telle paroît avoir été la principale et unique cause du retard de cette publication. Enfin, l'ouvrage est terminé et déposé sur le bureau : il n'y manque que l'introduction, et tout fait espérer que, sous très peu de temps, il pourra être distribué aux membres.

Vous jugerez bientôt, Messieurs, de son double inté-



rêt comme document historique et comme monument littéraire. La *Chronique des Normands* et la *Vie de Robert Guiscard* ne sont, il est vrai, l'un et l'autre, que des traductions en langue romane de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle; mais le texte latin original, retrouvé seulement en partie pour la *Vie de Robert Guiscard*, et à peu près identique avec le récit bien connu sous le nom de l'*Anonyme du Vatican*, paroît avoir été le plus ancien récit des conquêtes normandes en Sicile, antérieur par conséquent aux deux célèbres chroniques de Guillaume d'Apouille et de Geoffroy Malaterra, l'une et l'autre cependant de la fin du XI<sup>e</sup> siècle ou des premières années du XII<sup>e</sup>.

Quoique cet ouvrage ne se rattache qu'indirectement à notre histoire, la gloire des conquêtes normandes, de celle-là même dont il s'agit, qui sembleroit n'intéresser qu'une famille, nous est trop nationale, pour que cette première publication de la Société de l'Histoire de France puisse paroître étrangère au but spécial de son institution.

Le second ouvrage dont le Conseil avoit aussi voté l'impression presque immédiate, en la subordonnant, toutefois, aux travaux préparatoires de copie et de collation, étoit le *Journal d'un Bourgeois de Paris des derniers temps de la Ligue*. Cet écrit roule sur les événements qui se sont passés dans la capitale depuis le 17 mai 1593 jusqu'au 6 novembre de la même année. C'est, comme on sait, l'époque où le choix d'un roi agitoit et divisoit le plus violemment les partis qui se partageoient alors l'opinion publique et celle des États assemblés à Paris. Ce journal n'est point l'œuvre d'un ligueur, mais d'une personne appartenant au parti modéré qu'on appeloit alors les *Politiques*, qui gémissoit des excès, et appeloit de tous ses vœux Henri IV, converti au catholicisme. Il développe beaucoup de faits qui ne sont que brièvement indiqués dans le *Journal de P. de l'Estoile*.

Si M. de Monmerqué n'eût eu à éditer que cette pre-

mière partie, qui formeroit moins d'un demi-volume, elle seroit publiée depuis plusieurs mois. Mais une seconde partie, qui doit se composer des lettres de divers personnages, et en particulier du duc de Mayenne, au Parlement, ainsi que d'un assez grand nombre d'autres pièces mêlées à ces correspondances, n'a pu être totalement séparée de la première comme l'avoit d'abord présumé l'éditeur. Un examen plus approfondi lui a fait voir qu'il étoit indispensable de réunir et d'intercaler en notes une grande partie de ces pièces au *Journal*, qui y renvoie, et se complète par elles; il lui a donc fallu s'occuper en même temps de la lecture et de la collation souvent difficile de ces documents écrits en cursive. Aussi le Conseil a-t-il reconnu, sur cet exposé, qu'on ne pouvoit commencer l'impression qu'au moment où tout le manuscrit auroit été entièrement disposé : l'éditeur croit pouvoir assurer qu'avant quatre mois son travail sera terminé. Nommer M. de Monmerqué, c'est donner d'avance toutes les garanties possibles de bonne et consciencieuse exécution.

En vue de suppléer au retard apporté dans l'impression du *Journal de la Ligue*, le Conseil a porté ses vues sur la nouvelle édition de *Grégoire de Tours*, que tout fait espérer devoir être rapidement et convenablement achevée. Plusieurs feuilles du texte et de la traduction sont déjà imprimées; le 1<sup>er</sup> volume, qui comprendra les trois premiers livres, est presque terminé; l'éditeur et le traducteur espèrent qu'il pourra être livré au public avant quatre à cinq mois.

L'éditeur du texte, M. Teulet, d'accord avec M. Guérard, commissaire, a pris pour base le texte de D. Ruinart, plus conforme à l'esprit des plus anciens manuscrits, en conservant son orthographe, qui diffère un peu de celle admise postérieurement par D. Bouquet, et en la modifiant au moyen des variantes que peuvent fournir les manuscrits de Paris et de Cambrai. Reprenant le travail à ses sources, M. Teulet collationne donc avec l'édi-

tion de D. Ruinart, les trois plus anciens manuscrits conservés à la Bibliothèque royale, et il reçoit de notre confrère M. Le Glay, de Cambrai, la collation très soigneusement faite, par les soins de celui-ci, du précieux manuscrit que possède la bibliothèque de cette ville, et qui remonte au VII<sup>e</sup> ou au VIII<sup>e</sup> siècle. Les notes philologiques des Bénédictins sont conservées en latin au bas du texte, avec des augmentations et modifications; les notes historiques sont reportées en françois, au bas de la traduction.

Cette traduction a été confiée par le Conseil à M. Guadet, que des travaux antérieurs avoient initié, de longue main, avec l'histoire des Francs de la première race. En effet, après avoir présenté à l'Académie des Inscriptions plusieurs Mémoires sur différentes questions historiques, concernant les origines de la monarchie françoise, M. Guadet a obtenu, en 1834, l'une des trois médailles du concours des Antiquités nationales, pour un ouvrage très étendu intitulé : *Recherches sur la Monarchie des Francs, sur les Éléments, la Formation et la Constitution générale de cette Monarchie*. Dans ce travail consciencieux, suivant le rapport des commissaires de l'Académie, l'auteur a abordé plusieurs des questions les plus délicates et les plus difficiles de l'histoire de France, telles que celle de la population de la Gaule vers la fin du IV<sup>e</sup> siècle et le commencement du V<sup>e</sup>, ses institutions municipales à cette même époque, la persistance de la civilisation romaine, l'organisation sociale des Germains et son influence sur l'origine de la féodalité, etc.

La surveillance que M. Guérard, si particulièrement versé dans la connoissance de cette période historique, veut bien donner, à titre de commissaire, à la publication de *Grégoire de Tours*, ajoute aux garanties précédentes, pour faire espérer qu'enfin nous posséderons du plus ancien et du plus précieux monument de notre histoire nationale, une édition qui satisfera aux besoins des érudits, en même temps qu'aux plaisirs et à l'instruction d'une plus grande masse de lecteurs.

M. le marquis de Fortia a bien voulu se charger d'ajouter à cette édition une *Vie de Grégoire de Tours*, dont il s'occupoit depuis plusieurs années.

En vue de donner plus de prix encore à cette publication, il nous a semblé qu'on pourroit y joindre deux cartes géographico-historiques de l'état de la Gaule au moment de l'invasion des Francs, et après leur établissement stable sur la terre conquise, ce qui comprendroit tout l'intervalle de temps embrassé par l'historien. M. Guadet, auquel nous avons communiqué cette idée, la réaliseroit d'autant plus volontiers, si le Conseil l'y autorise, qu'il a déjà recueilli de nombreux matériaux pour ce travail, et nous savons qu'il a été aussi l'objet des études spéciales de M. Guérard, dont la surveillance seroit, pour cette partie accessoire, une nouvelle garantie de bonne exécution.

D'un autre côté, l'un de nos confrères, M. Lenormant, ayant proposé, dans l'une des premières séances du Conseil, de se charger de publier une *Description des Monnoies des Rois francs de la première race*, accompagnée de figures de 5 à 600 de ces monnoies, la plupart des tiers de sol d'or, conservées à la Bibliothèque royale, où il les a soigneusement étudiées et classées, ne pourroit-on pas rattacher ce travail au *Grégoire de Tours*? Une telle publication éclairciroit une foule de passages obscurs qui se rencontrent dans cet historien, surtout pour des noms de villes inconnus, ou jusqu'ici mal interprétés, soit même certaines difficultés chronologiques.

Le Conseil aura à apprécier la convenance de cette double adjonction.

La nouvelle édition des *Mémoires de Villehardouin*, confiée aux soins de M. P. Paris, et que le Conseil avoit d'abord jugé pouvoir suivre immédiatement celle de la *Chronique* et du *Journal de la Ligue*, s'est aussi trouvée retardée par des causes à peu près analogues, c'est-à-dire par les nombreuses occupations de l'éditeur, et par le



désir de reproduire, avec toute sa physionomie originale et primitive, le récit du père de notre Histoire nationale en langue vulgaire.

Le nouveau *Villehardouin* se recommandera par un texte plus élégant, plus naturel, et cependant plus ancien que celui des éditions précédentes. Ce texte sera établi sur la comparaison de trois manuscrits de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et du commencement du XIV<sup>e</sup>, tous les trois conservés dans la Bibliothèque du Roi, mais qui, par l'incorrection de leurs titres, ou la difficulté de les reconnoître au milieu des autres narrations qui les entouroient, avoient auparavant échappé en partie <sup>1</sup> à l'attention de Duncange, de D. Brial et des autres éditeurs. Outre l'avantage incontestable d'offrir une leçon plus pure, et de mieux fixer, par conséquent, l'état de la langue françoise au XIII<sup>e</sup> siècle, cette édition permettra d'éclaircir un assez grand nombre de difficultés géographiques, nées de la corruption ou de l'incertitude des manuscrits précédemment employés.

M. Paris s'est engagé à livrer tout son manuscrit à l'impression, dans les premiers jours du mois d'août prochain; la copie du texte, les commentaires et l'ensemble du travail ne lui paroissant pas pouvoir demander moins de six mois, en vue de rendre aussi parfait que possible ce monument à la fois littéraire et historique.

La publication d'une nouvelle édition des *Chroniques de Froissart*, tout utile et importante qu'elle ait paru au Conseil, même après celle de M. Buchon, qui a eu le grand mérite de populariser un historien aussi important, n'a pas laissé cependant que d'offrir des difficultés; et en l'admettant en principe, pour l'époque où le permettroit l'état de la caisse, en admettant même, pour le courant de 1835, l'impression du premier volume, aux conditions très modérées acceptées par l'éditeur, M. de

<sup>1</sup> D. Brial paroît avoir connu et utilisé, dans le XVIII<sup>e</sup> volume des *Historiens de France*, les manuscrits 2896 et 9644 de la Bibliothèque Royale.

Lacabanne, le Conseil a senti que dans l'intérêt commun de la Société et de l'éditeur, et pour assurer la meilleure et plus prompte exécution possible de l'ouvrage, il seroit fort utile que le gouvernement pût contribuer en partie aux frais de cette publication de longue haleine et d'un intérêt si éminemment national.

Pour vous faire mieux apprécier l'espoir que les amis de l'Histoire de France peuvent fonder sur ce travail, il suffit de vous rappeler, Messieurs, que prenant pour base l'édition préparée par M. Dacier, et dont le premier volume, le seul imprimé, n'existe même pas dans le commerce, l'éditeur a profité de sa position au département des manuscrits de la Bibliothèque Royale, pour employer déjà plusieurs années à collationner les différents manuscrits de Froissart que cet établissement possède, et pour rassembler un grand nombre de documents nouveaux, qui peuvent jeter du jour sur la chronique elle-même.

Ces différents ouvrages ne sont pas les seuls dont la publication ait été proposée au Conseil. Il en est plusieurs autres sur lesquels des motifs empruntés, soit à la position financière de la Société, soit à d'autres convenances, n'ont pas permis jusqu'à ce jour de prendre une décision.

Je me bornerai à les énumérer ici, suivant l'ordre de leur plus ou moins d'ancienneté historique :

1°. Les *Annales d'Eginhard* (texte et traduction), proposées par M. Teulet.

2°. Une *Collection de chartes des communes de l'Agenois*, soit en latin, soit en françois, soit en patois agenois, indiquée au Conseil par M. Taschereau, comme ayant été formée par M. Morellet, professeur de rhétorique au collège d'Agen, qui les auroit publiées volontiers sous les auspices de la Société. Ces chartes seront probablement publiées dans l'une des sections de la grande collection commencée sous les auspices de M. le Ministre de l'instruction publique.

3°. La *Chronique de Beudoin d'Avesnes*, proposée par M. le marquis de Fortia.

4°. Les *Mémoires de Pierre de Fenin*, pannetier de Charles VII, dont une copie manuscrite a été récemment indiquée par notre président, M. de Barante.

5°. Une Correspondance inédite fort importante émanée de plusieurs rois de France, entre autres de Louis XI, Charles VIII, Louis XII et François I<sup>er</sup>, et sur laquelle M. de Monmerqué vous a communiqué des renseignements qui prouvent tout l'intérêt de ces lettres, et qui ne peuvent que faire désirer vivement leur publication.

6°. Un *Journal du règne de François I<sup>er</sup>*, embrassant les années 1515 à 1536, sur lequel M. Adhelm Bernier vous a présenté un rapport en même temps qu'à M. le Ministre de l'instruction publique.

7°. Les *Mémoires du cardinal de Retz*, d'après les manuscrits nouveaux rendus depuis un an à la Bibliothèque Royale, et contenant un assez grand nombre de passages inédits qui éclaircissent plusieurs faits historiques du XVII<sup>e</sup> siècle, et sont relatifs surtout à la chronique scandaleuse de la cour d'Anne d'Autriche. Cette publication avoit été agréée par le Conseil; mais il s'est élevé sur l'exécution quelques difficultés, qui ont forcé de remettre toute décision à l'égard d'un ouvrage qui ne manquera sans doute pas d'éditeurs et de libraires.

8°. Un *Récit inédit des guerres de 1757 et 1758*, les deux premières années de la guerre de sept ans.

Ce MS., envoyé par M. Vieillot, président du tribunal civil de Meaux, paroît jeter un nouveau jour sur les causes de nos désastres, et sur les intrigues de la cour de Louis XV.

Plusieurs autres communications de documents originaux ont été faites au Conseil par des membres de la Société, entre autres par MM. Dusevel, d'Amiens; le Glay, de Cambrai; de la Saussaye, de Blois; Tailliar, de Douai; Vieillot, de Meaux; Guillaume, de Besançon; Galeron, de Falaise; Richard, de Remiremont; Hoüel, de Louviers. La

plupart de ces documents ont figuré ou figureront dans la deuxième partie du Bulletin ; aussi je me borne à vous indiquer ici ces communications en preuve de l'empressement que nos confrères, même ceux étrangers à Paris, mettent à faire part à la Société de leurs travaux et de leurs découvertes.

Enfin l'attention du Conseil a été appelée par le secrétaire sur deux autres publications qui manquent aux études historiques, dont l'utilité seroit générale, et qui ne peuvent être entreprises que par une association comme la nôtre, ou bien mieux encore par l'Académie des Inscriptions, si déjà elle n'étoit accablée par un grand nombre de publications non moins vastes et non moins importantes. L'un de ces deux ouvrages, sous le titre de *Répertoire des sources de l'Histoire de France*, présenteroit pour chaque règne une table succincte des documents originaux qui s'y rapportent, en les isolant soigneusement des ouvrages de seconde main, distinction essentielle qui n'a point été faite dans la *Bibliothèque historique de France*, même dans l'édition de Fontette et Barbeau la Bruyère. Ce travail seroit à peu près sur le même plan, mais plus développé que celui publié en 1830, à Goettingue, par M. le professeur Dahlmann sur les sources de l'histoire d'Allemagne<sup>1</sup> : il devroit être beaucoup plus complet que celui de M. Lorenz, quelque utile que puisse être ce dernier ouvrage trop peu connu en France.<sup>2</sup>

L'autre recueil proposé seroit une *continuation* de la *Bibliothèque historique de France* elle-même depuis 1778, époque à laquelle s'est arrêté le dernier continuateur (Barbeau la Bruyère), jusqu'à nos jours. Cet ouvrage comprendroit, d'une part, les omissions reconnues dans la *Bibliothèque historique* ; de l'autre, les ouvrages publiés depuis 1778 sur des époques antérieures à cette date ; enfin les documents et ouvrages, soit originaux,

<sup>1</sup> In-8°, 69 pages, 1830.

<sup>2</sup> *Summa Historiæ Gallo-Francicæ civilis et sacræ*. 4 vol. in-8°. Strasbourg. 1790-1793. Cet ouvrage contient un abrégé chronologique de l'histoire de France, avec l'indication des sources pour chacun des faits les plus importants.



soit de seconde main, relatifs à la Révolution et à l'Empire.

Le Conseil, en approuvant en principe ces deux publications, et particulièrement la première, comme plus promptement et plus aisément réalisable, n'en a pas moins jugé avec beaucoup de raison qu'elles s'écartoient trop l'une et l'autre du plan de travail que la Société s'est tracé dans ses statuts, savoir, la publication des monuments de notre histoire, pour qu'on pût leur assigner immédiatement des fonds sur le budget de la Société. D'ailleurs, de semblables travaux ne peuvent être exécutés que lentement, avec le concours de plusieurs personnes dévouées à ces sortes de recherches, et en position de puiser directement aux sources. En outre, le premier de ces deux ouvrages resteroit trop incomplet, s'il n'y étoit pas fait mention d'un nombre considérable de matériaux encore inconnus, que les recherches et dépouillements ordonnés et dirigés par M. le Ministre de l'instruction publique mettront successivement au jour.

Quant à la continuation de la *Bibliothèque historique*, M. le Ministre de l'instruction publique, auquel le Conseil s'est adressé pour savoir s'il pourroit faire les frais de cette publication sur les fonds de son ministère, en a reconnu l'importance et l'utilité. Il a engagé la Société à l'entreprendre activement, tout en exprimant ses regrets de ne pouvoir l'encourager que par des souscriptions aussi nombreuses qu'il lui sera possible, à l'époque de la publication.

Il paroît donc nécessaire de remettre l'exécution de ces projets utiles sans doute, mais d'une réalisation difficile, à un temps où des recherches préliminaires qui doivent être encore de longue haleine pourroient montrer l'ensemble et les principaux résultats du travail, et où les frais pourroient en être assurés, sans nuire aux publications qui rentrent plus essentiellement dans l'esprit de la Société.

Après vous avoir entretenus, Messieurs, des publica-

tions originales dirigées par le Conseil, je dois vous dire aussi quelques mots du Bulletin.

Dans la séance du 3 mars, le Conseil décida, sur la proposition d'un comité spécial, que le Bulletin dont la publication mensuelle avoit été votée dans l'assemblée générale, seroit composé de deux parties distinctes : l'une destinée à contenir des *documents historiques originaux* et tendant ainsi directement au but que s'est proposé la Société; l'autre, consacrée 1°. à rendre compte des travaux du Conseil; 2°. à faire connoître, et autant que possible avec détails, les publications et découvertes historiques et archéologiques récentes, relatives à la France; 3°. à offrir des notices sur des historiens peu connus; 4°. à éclaircir certaines questions historiques controversées; 5°. à utiliser, dans leurs rapports les plus directs avec l'histoire proprement dite, une foule d'éléments accessoires propres à l'éclairer sous plusieurs faces, tels que la connoissance des anciennes mœurs publiques et privées, des institutions politiques, civiles, religieuses, administratives et judiciaires; l'histoire des sciences, des lettres, des arts, de l'industrie et du commerce, produits divers de l'intelligence humaine et constituant le tableau réel de toute histoire nationale; 6° enfin à réunir des tables et catalogues des manuscrits historiques relatifs à la France, conservés dans les bibliothèques et archives de Paris, des départements et même des pays étrangers.

En détournant ainsi de leur destination primitive, pour l'appliquer à ce recueil périodique, une partie des fonds de la Société, le Conseil a été surtout guidé par cette pensée que les publications d'ouvrages choisis pour être imprimés sous ses auspices devant être nécessairement lentes et séparées par de longs intervalles, il en résulteroit que les membres seroient trop long-temps sans rapports et sans un lien commun entre eux.

Il lui avoit aussi semblé que ce recueil pourroit offrir à tous les amis de notre histoire et de nos antiquités nationales un organe spécial et un centre de publicité régulière dont l'absence se faisoit généralement sentir,

surtout pour les hommes laborieux éloignés de la capitale, qui ne peuvent que très difficilement connoître les ressources offertes aux travaux dont ils s'occupent, et réciproquement pour les hommes studieux de Paris, à l'égard des travaux entrepris dans les provinces où ils dorment trop long-temps sans publicité.

Ce fut conformément à cette opinion du Conseil et en vue d'obvier aux inconvénients signalés que, dans l'introduction de ce recueil, le Secrétaire énonçoit en ces termes le but et l'esprit du Bulletin :

« Populariser l'étude et le goût de notre histoire nationale dans une voie de saine critique, et surtout par la recherche et l'emploi de documents originaux ;

« Constater et mettre au grand jour nos richesses historiques de différentes sortes ; donner une prompte publicité aux travaux concernant notre histoire ; mettre en évidence les travaux partiels et locaux, les efforts modestes et désintéressés de tant d'hommes instruits, soit isolés, soit réunis en sociétés académiques, dont les ouvrages passent trop souvent inaperçus, même de ceux qui auroient le plus à en profiter ;

« Établir un lien entre tous les amis des mêmes études, sans nulle autre idée de centralisation qu'un échange mutuel des connoissances isolément acquises, mises ensuite en commun et aussitôt reversées dans la circulation, pour la plus grande facilité de l'étude ;

« Rapprocher de l'histoire proprement dite les différentes branches des études historiques telles que l'archéologie, la philologie, la connoissance des anciennes mœurs, de l'ancienne littérature, la géographie et la statistique, afin de faire jaillir de leur contact une plus vive lumière. »

Tels sont les principaux besoins littéraires auxquels la Société de l'Histoire de France a désiré répondre, lors même qu'elle ne pourroit y satisfaire complètement et immédiatement, en publiant sous ses auspices et comme complément de ses autres travaux, un journal

uniquement consacré aux études historiques appliquées à la France.

Assurément le but qu'on s'étoit proposé est bien loin d'avoir été atteint, quoique la partie des *documents originaux* en ait présenté une centaine qui ne sont pas dénués d'intérêt pour la plupart, et quoique l'autre partie renferme plusieurs rapports très importants, faits dans le sein de l'Académie des Inscriptions; les rapports et instructions de M. le Ministre de l'instruction publique sur le grand ensemble de recherches historiques qu'il dirige avec tant d'ardeur et de succès; les procès-verbaux de la Société des Antiquaires, pendant l'année 1835; quelques articles fort instructifs de plusieurs de nos confrères, françois ou étrangers, et une Revue bibliographique historique assez étendue, embrassant les deux précédentes années.

Chargé, par la confiance du Conseil et du comité, de la direction de ce recueil, j'ai pu en apprécier les difficultés. Tant qu'on ne pourra réclamer d'articles que de la complaisance plus ou moins empressée de nos confrères, il est à craindre que des occupations plus indispensables n'entravent les effets des meilleures volontés.

Toutefois, j'ose persister à croire qu'une Revue historique de la France, telle qu'elle avoit été conçue, seroit d'une grande utilité, surtout si le plus grand nombre des hommes instruits qui figurent dans le sein de la Société consentoient, en vue de cette utilité même qu'ils ont si bien reconnue, à négliger quelques instants de plus impérieux devoirs pour faire profiter aussi par cette voie leurs vastes connoissances aux amis de notre histoire nationale, et imprimer par des articles d'érudition et de critique une sage et judicieuse direction aux études historiques, au milieu des écoles diverses qui depuis quinze ans les divisent.

En attendant, nous devons insister, autant que possible, sur les documents originaux dont nous avons en ce moment plusieurs mines très riches à exploiter. Le choix que le Conseil, dans sa dernière séance, a fait de M. Ravenel pour collationner les pièces manuscrites et



surveiller spécialement cette partie, est du plus favorable augure pour l'avenir.

Espérons, Messieurs, que les efforts désintéressés de tous les membres de cette association approcheront de plus en plus du but utile qu'ils se sont proposé. Déjà des relations sont établies entre la Société et la plupart des personnes qui dans les provinces se livrent avec le plus de zèle aux recherches historiques et archéologiques. Les Secrétaires de la Commission royale d'histoire de Belgique, de la Commission des Archives d'Angleterre, et de plusieurs autres compagnies littéraires, se sont empressés de se faire admettre dans notre Société; et déjà nous ressentons les effets de cet honorable concours.

Le mode de publication que vous avez adopté, sous la direction du Conseil, et sous la surveillance spéciale de membres versés dans les mêmes études, que l'éditeur de l'ouvrage, offre les chances les plus favorables de succès.

Toutefois nous ne pouvons nous dissimuler que la Société ne s'est pas accrue dans le cours de l'année écoulée proportionnellement à ce qu'on avoit droit d'attendre, puisque le nombre des membres ne s'est élevé que de 100 à 200, et que ce dernier chiffre est bien faible comparativement au nombre des personnes qui s'occupent d'études historiques, non seulement par devoir et par position, mais surtout par goût ou par sympathie.

Je ne signalerai point les causes de la lenteur de ces progrès : peut-être le défaut de publicité en est-il une des plus fortes; ou peut-être faut-il l'attribuer à l'extension et à la variété trop grande des études historiques qui ne font point de notre association une sorte de confrérie tout intime, telle que la Société asiatique, celle des Bibliophiles, et d'autres associations scientifiques ou littéraires toutes spéciales; peut-être aussi l'existence d'autres Sociétés du même genre que la nôtre, tendant ou paroissant tendre au même but, a-t-elle pu lui être passagèrement défavorable; peut-être même enfin les relations nouvellement établies entre la plupart des personnes les plus dévouées en France à ces sortes de recherches et le

comité organisé par le Ministre de l'instruction publique pour la publication de documents historiques inédits, enlèvent-t-elles à la Société une partie du concours qu'elle pouvoit attendre de ces mêmes personnes.

Toutefois les encouragements que M. le Ministre de l'instruction publique, lui-même l'un des fondateurs de notre Société, s'est empressé de donner à nos travaux; l'empressement avec lequel il a bien voulu appeler en majorité auprès de lui, des membres du Conseil de la Société pour composer le comité historique qu'il a chargé de la direction des recherches et de la surveillance des publications; l'espérance positivement répétée par lui, plusieurs fois, de faire participer la Société aux travaux qu'il a ordonnés et qu'il poursuit avec tant d'intérêt; tout nous doit faire préjuger que de ce côté, loin d'avoir à craindre une fausse apparence de rivalité occulte, il n'y a, pour la Société, à espérer qu'appui et encouragement, soit scientifique, soit pécuniaire. Sous cette influence, plus puissante que ne pourroit être celle de nos efforts de travail et de nos bonnes intentions, les trésors des chartes et des documents originaux de toute nature s'ouvrent de toutes parts; bientôt les résultats de ces recherches, de ces dépouillements, prendront place dans plusieurs séries d'utiles et vastes publications<sup>1</sup>. Peu importe de quelle source elles proviennent et de quelle manière elles soient mises au jour, ce qui importe, c'est que tous ces monuments de notre histoire ne restent pas plus long-temps enfouis et inutiles.

Honneur à tous ceux qui font profiter à la science, objet de nos études, soit les ressources de leur haute position sociale, soit les fruits de leur instruction et de leurs veilles! Honneur à l'administration éclairée qui sait répondre noblement à l'un des besoins, à l'une des sympathies les plus sensibles de notre époque! Elle trouvera, hors de ses propres ressources, toutes puissantes qu'elles soient, un appui non moins solide dans la modeste et laborieuse participation des hommes studieux, et dans

<sup>1</sup> Cinq ouvrages, dont l'impression marche de front et est fort avancée, paroîtront presque à la fois avant peu de mois.

l'activité presque rivale des sociétés littéraires, jalouses d'illustrer, comme à l'envi l'une de l'autre, par un enthousiasme honorable, l'histoire et les antiquités locales.

Honneur à l'Académie des Inscriptions, qui a su revendiquer la plus belle part de l'héritage des corporations religieuses et des hommes les plus savants du XVIII<sup>e</sup> siècle, en continuant tant d'importants travaux historiques relatifs à la France, fruits d'une consciencieuse et infatigable érudition ! Honneur à ce foyer des lumières historiques dont l'activité ne s'est jamais éteinte, et qui a toujours dispersé autour d'elle, dans cette voie de l'étude de nos annales et de nos antiquités nationales, plus encore qu'en aucune autre, les meilleures traditions et les meilleurs modèles !

Honneur à la Société des Antiquaires de France, qui, dans une sphère plus restreinte, a su aussi se rendre utile par quinze années de travaux constants et réguliers, qui a puissamment contribué à répandre le goût de nos antiquités nationales, et a servi de modèle aux nombreuses sociétés exploitant aujourd'hui sur tous les points de la France les mines inépuisables des monuments du passé !<sup>1</sup>

Honneur à ces institutions locales qui, en s'isolant de Paris et en se passionnant pour l'illustration de la terre natale, ont appris à tirer de leur propre fonds des sources d'étude et de découvertes bien préférables aux pâles et froides copies dont ils reproduisoient jadis les reflets, et qui déjà ont mis au jour des Mémoires d'une grande importance !<sup>2</sup>

Honneur aux personnes assez dévouées à l'amour des études historiques pour n'avoir pas craint d'entreprendre

<sup>1</sup> La Société des Antiquaires de France a déjà publié 10 volumes de Mémoires, le onzième doit paraître très prochainement ; cinq autres volumes avoient été publiés par l'Académie Celtique, à laquelle elle a succédé.

<sup>2</sup> La Société des Antiquaires de Normandie (à Caen), la Société archéologique du midi de la France (à Toulouse), la Société des Antiquaires de la Morinie (à Saint-Omer), la Société des Antiquaires de l'Ouest (à Poitiers), la Société française fondée à Caen par M. de Caumont pour la conservation des monuments, les Sociétés archéologiques de Montpellier, de Narbonne, de Toul, de Metz, et plusieurs autres Académies plus accessoirement livrées aux recherches historiques et archéologiques.

isolément de vastes séries de documents originaux , dont plusieurs sont déjà terminées et d'autres se continuent avec succès !<sup>1</sup>

Honneur à tous ceux qui s'efforcent d'éclairer et d'illustrer notre passé pour l'instruction du présent et de l'avenir, soit par le secours des monuments écrits , récits de chroniqueurs, ou actes officiels émanés des souverains, des magistrats civils et judiciaires, des chefs féodaux et monastiques ; soit par les monuments littéraires de notre langue ; soit par les monuments de l'art et de l'industrie, par la description des somptueux monuments de l'architecture religieuse, avec leurs innombrables décorations en peintures et en sculpture ; soit par la formation de musées d'antiquités nationales, de collections d'objets ayant servi à la vie privée des Français, collections formées par un goût éclairé, et d'infatigables sacrifices pécuniaires !

Toutefois, malgré tant d'efforts réunis, de longues années s'écouleront encore avant que toutes les sources soient non seulement épuisées, mais même explorées ; il restera des éléments de recherches et de publication pour tous les dévouements et pour toutes les ambitions littéraires de notre époque et de nos successeurs.

Un jour seront terminées les grandes entreprises historiques, poursuivies avec tant de persévérance et de maturité par l'Académie des Inscriptions, telles que la *Collection des Historiens de France*, le *Recueil des Ordonnances de la III<sup>e</sup> Race*, la *Table des Diplômes imprimés*, la *Collection générale des Chartes et Diplômes*, le *Nouveau Recueil des Historiens des Croisades*, l'*His-*

<sup>1</sup> Pour ne parler que des travaux publiés de nos jours, et pendant les temps de calme qui suivirent la révolution politique de 1815, comme il s'en manifeste après celle de 1830, les trois grandes collections de M. Guizot, *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France, depuis la fondation de la monarchie jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle* (trad. franç.) ; 29 vol. in-8° ; de M. Buchon, *Collection des Chroniques nationales françaises, écrites en langue vulgaire, depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au XVI<sup>e</sup>* ; 47 vol. ; de MM. Petitot et de Monmerqué, *Collection des Mémoires, etc., depuis le règne de Philippe-Auguste jusqu'à la paix conclue en 1768* ; 150 vol. — Les *Archives curieuses de l'Histoire de France*, par MM. Cimber et Danjou ; les *Chroniques françaises*, par M. Paul Lacroix (le bibl. Jacob), commencées l'une et l'autre en 1834 ; la *Revue rétrospective*, par M. J. Taschereau, etc.



toire littéraire de France, les *Notices des Manuscrits*, et quelques autres publications dont l'achèvement semble lui devoir échoir un jour par le même droit d'héritage naturel, telles que la fin du *Gallia Christiana*<sup>1</sup>, la dernière édition commencée des *Conciles de la Gaule*, les monuments originaux des *Histoires de plusieurs Anciennes grandes Provinces françaises*, etc.

Un jour, les efforts simultanés du gouvernement, favorisés de grandes ressources pécuniaires, et de la sympathie, de la coopération de tous les hommes éclairés, auront répondu à l'attente du monde savant et à la confiance des Chambres législatives, par la publication d'importantes et nombreuses séries de documents originaux, et surtout de documents officiels et authentiques choisis dans les *Registres du Parlement de Paris*, de la *Chambre des Comptes*, de la *Cour des Aides*, de l'*Hôtel-de-Ville de Paris*, dans le *Trésor des Chartes*, les *Actes des grands Parlements et des États-Généraux assemblés dans les provinces*; grâce à ces puissantes ressources, on aura exploré les archives des différents ministères, celles du royaume; celles des anciens parlements, toutes les Archives provinciales, municipales, judiciaires, féodales et monastiques; le fonds presque inépuisable de la Bibliothèque du Roi.

On pourra posséder, enfin, des collections de documents originaux et authentiques servant à éclairer l'histoire de l'établissement du régime municipal et des communes, et celle des corporations de métiers; l'histoire de la magistrature et des pouvoirs judiciaires en France; l'histoire du droit public; l'histoire des relations politiques et diplomatiques de la France avec les autres nations; l'histoire de la vie domestique des Français aux différentes périodes du moyen âge, sorte de statistique agricole, industrielle, commerciale, morale et matérielle, qui répandroit un si grand jour sur les rapports réels des

<sup>1</sup> On annonce comme devant être commencée prochainement une édition in-8°, avec traduction, du *Gallia Christiana*, sous la direction de M<sup>sr</sup> l'archevêque de Paris. On ne sauroit trop louer une entreprise qui tend à répandre parmi le clergé des provinces la connoissance de l'histoire ecclésiastique fondée sur les sources les plus authentiques.

différentes classes, et sur l'état général de la civilisation.

Ne se bornant point aux documents écrits, et plus directement historiques, le Gouvernement aura pu exploiter d'autres mines non moins riches et plus neuves encore; il aura pu éclairer les origines et les vicissitudes des sciences, de la philosophie et des lettres; il aura livré à la publicité par des descriptions et par la gravure les monuments figurés de l'architecture religieuse, civile et militaire; les inscriptions lapidaires, les sceaux, les monnaies, les peintures des manuscrits et des vitraux, les sculpture des églises et des tombeaux, et tous ces innombrables objets servant aux besoins ou à l'ornement de la vie de nos ancêtres, et dont l'ensemble fourniroit la plus curieuse, la plus riche et la plus neuve iconographie historique. Il aura ainsi contribué à remplir le vaste cadre d'une *Archéologie française*.<sup>1</sup>

Et quand tous les monuments, quand toutes les sources historiques, auront été mis au grand jour, soit par des publications intégrales, soit seulement par des catalogues et répertoires détaillés, ne faudra-t-il pas penser aux applications? ne faut-il pas y penser en même-temps? n'est-ce pas là le but unique de tant d'efforts, et, pour ainsi dire, le résultat d'une si vive fermentation? Ne faudra-t-il pas enfin travailler à cette histoire dont on recueille si péniblement et si religieusement les moindres parcelles échappées à tant de causes et à tant d'époques de destruction? Il faudra montrer la nation française sous toutes ses faces et à toutes ses périodes, la montrer telle qu'elle fut réellement depuis son origine; montrer la transformation d'un état social en un autre, et les mélanges des races; présenter les différentes classes dans leur individualité et dans leurs relations mutuelles; et tous ces éléments sociaux avec leur filiation, avec leur enchaînement. *Le sol de la France et ses diverses divisions géographiques; la langue et ses vicissitudes, les hommes publics*

<sup>1</sup> C'est dans le but de recueillir des matériaux pour l'Histoire des Monuments figurés que M. le Ministre de l'instruction publique a institué un second Comité, dont le premier objet sera de dresser un inventaire général de ces monuments figurés de toute espèce existant encore en France.

*et leur biographie* ; ne sont-ce pas là encore , après l'histoire proprement dite , trois grands sujets d'étude , auxquels les recherches entreprises pourront fournir de nombreux matériaux ?

Mais lorsqu'on envisage froidement le nombre et l'importance de tant et de si grands travaux , on seroit bientôt entièrement découragé de ne pouvoir y contribuer que pour une part si imperceptible , si l'on n'étoit soutenu par cette consolante idée , que des efforts individuels successifs , poursuivis pendant de longues années , finissent par produire les plus étonnants résultats.

Au milieu de cette tendance générale , la Société de l'Histoire de France , vouée pour sa foible part dans ces études graves , à des travaux consciencieux et désintéressés , doit tout attendre du temps , qui permet d'apprécier les institutions par leurs résultats ; son utilité et son influence dues surtout au concours des hommes les plus éclairés , les plus versés dans les hautes études historiques , unis par les liens d'une estime et d'une sympathie communes , s'accroîtront et se fortifieront à mesure que l'importance et la direction de ses travaux seront mieux connues.

Déjà on peut lui attribuer une certaine action littéraire , en reconnoissant qu'elle a donné l'impulsion à des travaux particuliers à peu près conçus dans le même esprit , et qu'elle a stimulé le zèle des hommes studieux des départements , qui ressentent l'honorable ambition de faire connoître les richesses historiques de leur territoire. Ses efforts pour emprunter aux sources la vérité historique parviendront aussi à discréditer de plus en plus les prétendus mémoires authentiques et les romans dits historiques , qui faussent si habituellement la physionomie d'époques qu'ils prétendent reproduire plus pittoresquement et même plus fidèlement que l'histoire elle-même.

En même temps , le nombre , l'importance et la variété des publications historiques pendant les années 1833 et 1834 , indiquent un réveil nouveau , un retour à cette ferveur studieuse qui , pendant le calme de 1820 à 1830 , avoit commencé à produire tant de fruits.

Nous devons avoir d'autant plus de confiance dans

l'avenir de notre association et dans la sympathie qu'elle doit généralement inspirer, que la même impulsion plus vivement donnée en France aux sciences historiques se manifeste presque en même temps chez plusieurs grandes nations voisines.

La Belgique a vu récemment s'organiser, sous la protection de son gouvernement, pour l'illustration du pays, un comité de travaux historiques analogue au comité institué en France par le Ministre de l'instruction publique. Ses travaux marchent activement, et la publication de plusieurs ouvrages importants est confiée aux savants belges les plus versés dans les études historiques.<sup>1</sup>

L'Angleterre vient de donner une nouvelle activité aux recherches de sa commission des *Records*, ou archives publiques; et celle-ci, sous l'impulsion de son savant et actif secrétaire, M. Cooper, tout en poursuivant l'impression des recueils commencés d'actes officiels les plus authentiques de la monarchie angloise, va entreprendre de nouvelles collections qui tendront de même à illustrer l'histoire de ses institutions législatives, politiques et administratives. Elle établit aussi des relations nouvelles plus intimes avec la France; et vient nous redemander pacifiquement les documents historiques qui constatent des hostilités et des malheurs passés, causes d'une division trop long-temps prolongée entre deux peuples faits pour s'estimer et s'aider mutuellement.<sup>2</sup>

L'Allemagne poursuit lentement, mais consciencieusement, à l'aide de matériaux recueillis depuis quinze ans dans la plupart des grandes bibliothèques de l'Europe, la nouvelle collection des *Monumenta historica Germaniæ*, dont M. Pertz ne tardera pas à publier un 3<sup>e</sup> volume,

<sup>1</sup> MM. de Reiffenberg, de Gerlache, Gachard, Varnkoenig, Voisin de Ram, Willems, etc. Antérieurement M. Gachard a commencé, sous le titre d'*Analectes belgiques* d'abord, puis de *Collection de documents inédits* concernant l'histoire de Belgique, un Recueil du plus grand intérêt. Les *Nouvelles archives historiques des Pays-Bas*, de M. de Reiffenberg, renferment aussi beaucoup de documents précieux.

<sup>2</sup> Voir dans ce même numéro du Bulletin, p. 76, la notice sur les ouvrages publiés jusqu'à ce jour par la commission des archives d'Angleterre, et la circulaire adressée aux savants français par M. Cooper.



pendant que M. Boehemer travaille à un nouveau volume des *Regesta chronologico-diplomatica*.<sup>1</sup>

On doit espérer que l'Italie verra naître quelque jour la belle entreprise littéraire dont un savant italien, récemment acquis à la France, M. Libri, avoit conçu le vaste plan en entreprenant de donner à la *Collection des Scriptores rerum italicarum de Muratori*, des Suppléments peut-être aussi étendus que la collection même.<sup>2</sup>

Profitons, Messieurs, de cette tendance générale, et ne restons point en arrière d'un mouvement auquel ne sont peut-être point étrangers les travaux de plusieurs des membres les plus respectables de cette Société, également membres de l'Académie des Inscriptions, qui, aux yeux de l'Europe entière, a rendu tant de services aux études historiques.

RAPPORT SOMMAIRE DE M. DUSSOMMERARD AU NOM DE  
LA COMMISSION DES FONDS ET DES CENSEURS SUR LES  
RECETTES ET DÉPENSES DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'AN-  
NÉE 1834 ET LES DEUX PREMIERS MOIS DE 1835.

« Messieurs, les comptes qui nous ont été remis par M. Castel, trésorier de la Société de l'Histoire de France, des recettes effectuées et des dépenses acquittées pendant l'année 1834 et les deux premiers mois de 1835, sont en bon ordre, et appuyés de pièces justificatives régulières.

Nous nous bornerons à présenter ici l'analyse sommaire, sauf à vous donner de vive voix tous les développements désirables.

<sup>1</sup> Une Société fut fondée en 1818 par M. le baron de Stein, ancien ministre de Prusse, pour la recherche et la publication des documents de l'histoire germanique pendant le moyen âge. Les savants les plus distingués de l'Allemagne s'empressèrent de s'associer à cette œuvre patriotique.

Beaucoup d'autres publications de documents historiques se poursuivent sur différents points des États allemands : on en cite une quarantaine dans un article des *Annales littéraires de Halle*, févr. 1834, rapporté par extraits dans le *Messenger des Sciences de Belgique*, 1834, 1<sup>re</sup> livraison.

<sup>2</sup> En attendant, une *Commission historique* a été fondée en 1833 à Turin par le roi de Sardaigne, pour la publication d'une *Collection des Historiens nationaux* et d'un *Codex diplomaticus*. M. le comte Balbo est président de cette Commission, et M. L. Cibrario secrétaire.

Nous avons cru devoir résumer les détails de ces comptes établis par *gestion*, pour que leur résultat final, qui intéresse spécialement l'assemblée, fût plus sensible.

*Recette.*

Pendant l'année 1834 (première de la fondation de la Société), la recette réalisée s'est élevée à . 4400 f. »

Pendant les deux premiers mois de 1835, il a été reçu . . . . . 450 »

Total de la recette. . . . 4850 f. »

*Nota.* Souscriptions à recevoir sur seize personnes, portées en l'état de 1834, et qui n'ont pas versé les 30 fr. ; sept ou huit ont déclaré ne pas avoir souscrit, les autres sont absents ; vingt-trois souscripteurs de 1835 sont en retard. Le produit de leurs souscriptions accroîtra les ressources des dix derniers mois de cette deuxième année.

*Report de la recette.* 4850 f. »

*Dépense.*

Il a été payé (presque entièrement pour frais d'impression) pendant l'année 1834 . . . . . 2605 f.

Et pendant les deux premiers mois de 1835. . . . 194 75

Total. . . . 2799 f. 75 c. 2799 f. 75 c.

Partant, balance faite de la recette réalisée et des paiements effectués pendant ces deux périodes, il reste en caisse aujourd'hui, 28 février 1835, une somme de . . 2050 f. 25 c.

Somme dont nous vous proposons de déclarer M. le trésorier reliquataire au 28 février 1835, à la charge par lui d'en faire état comme premier article de recette du compte qu'il rendra pour les dix derniers mois de l'année 1835.

Au moyen de cette disposition et sous cette obligation, M. le trésorier devra dès à présent être déclaré, Messieurs, définitivement quitte et déchargé de sa gestion pendant l'année 1834 et les deux premiers mois 1835.

*Situation financière de la Société quant à ses produits annuels et ordinaires, à part les recettes et dépenses concernant ses publications autres que le Bulletin.*

L'encaisse au 28 février ci-dessus constatés est de . . . . . 2050 f. 25 c.

Il résulte des pièces reportées que la Société doit, savoir :

1°. A M. Crapelet, imprimeur, sur le montant de ses mémoires d'impression, et d'après sa dernière facture du 26 février 1835 . . . . . 3747 60

Mais pour ne présenter ici que le bilan des opérations ordinaires, en dégagant les recettes et dépenses relatives aux publications autres que le Bulletin, il convient de déduire sur cette somme le prix, porté en ladite facture, d'impression, tirage, satinage, etc., de 500 exemplaires de la Chronique des Normands, publication qui couvrira sans doute et au-delà le montant desdits frais, qui est de . . . . . 2016 30

Non compris ce qui reste dû à M. Champollion pour frais de copie de cette histoire, sur lesquels il a reçu. . . . . 90 »

Ce qui réduiroit la somme due à M. Crapelet, pour impression des 2 premiers vol. du Bulletin et autres frais divers, à. . . 1731 30

2°. Pour frais de copies d'articles et documents insérés dans les deux premiers volumes du Bulletin, et fournis par diffé-

---

1731 30

|                                                                                                                                                            |         |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------|
| <i>Report.</i> . . .                                                                                                                                       | 1731    | 30    |
| rents membres de la Société <sup>1</sup> , ainsi que pour frais de diverses impressions lithographiques . . . . .                                          | 289     | 25    |
| 3°. Pour divers déboursés, tels que frais de copies de procès-verbaux sur le registre, frais de ports, et autres avances faites par le secrétaire. . . . . | 53      |       |
| 4°. Frais du sceau de la Société . . . .                                                                                                                   | 15      |       |
| <hr/>                                                                                                                                                      |         |       |
| Total de la dépense . . . .                                                                                                                                | 2088 f. | 55 c. |
| <i>Report de l'encaisse.</i> . . .                                                                                                                         | 2050 f. | 25 c. |
| <hr/>                                                                                                                                                      |         |       |

La balance du résultat des opérations ordinaires de la Société pendant la première année de son organisation (1834) et les deux premiers mois de 1835, ne présenteroit donc qu'un déficit de . . . . . 38 f. 30 c.

Déficit qu'on peut considérer comme nul, et même comme se transformant en un boni, si on tient compte des premières dépenses d'établissement, d'impression de prospectus, circulaires, etc., de registres et autres frais qui ne sont pas de nature à se renouveler chaque année dans les mêmes proportions.

Quant au déficit excédant, de 2016 f. 30 c., il est à croire qu'il sera couvert, et sans doute au-delà, par le produit des 500 exemplaires de l'ouvrage *Chronique des Normands*. »

Rapport sommaire fait à l'assemblée générale des membres de la Société de l'Histoire de France, réunie le 28 février 1835.

Les censeurs CLAIRET et DUSSOMMERARD (rapporteur).

<sup>1</sup> MM. les membres qui ont adressé des articles insérés dans le Bulletin, sont priés de retenir, sur le montant de leur cotisation, les frais de copie à raison de 8 fr. la feuille de 16 pages, prix fixé par le Conseil.



## SECTION IV.

## MÉLANGES.

RECHERCHES ET PUBLICATIONS DES DOCUMENTS HISTORIQUES DE LA GRANDE-BRETAGNE. — TRAVAUX DE LA COMMISSION ANGLOISE DES ARCHIVES PUBLIQUES (*Record-Commission*). — QUESTIONS ADRESSÉES PAR LE SECRÉTAIRE DE CETTE COMMISSION, M. COOPER, AUX SAVANTS FRANÇOIS. <sup>1</sup>

DEPUIS long-temps, et surtout depuis le commencement du siècle présent, l'Angleterre a compris tout le parti qu'elle pouvoit tirer de ses riches archives. En 1800, un Comité spécial fut chargé, par la Chambre des Communes,

<sup>1</sup> On trouve de plus amples renseignements sur ces publications de la Commission angloise dans les deux rapports publiés par les Commissaires en 1819 (le premier sur les travaux entrepris de 1800 à 1812, et le second sur les travaux de 1813 à 1819); 2 vol. in-fol., dont le deuxième contient 86 pl. in-fol. de *fac-simile* des principaux documents imprimés dans la collection : chaque *fac-simile* est accompagné d'une copie imprimée avec la plus minutieuse fidélité et toutes les abréviations. Le dernier ouvrage de M. Cooper : *An account of the most important public records of Great Britain, and the public of the Record's Commissioners, etc.*; by C. P. Cooper; Londres, 1832, 1 vol. in-8°, 954 pag., fournit de plus amples renseignements encore, et une savante et précieuse introduction à cette série de publications historiques. — Le *Messenger des Sc. de Belg.*, deuxième livraison de 1834, contient aussi sur ce sujet un article très intéressant de M. le Dr Lappenberg, traduit des *Ann. litt. de Berlin*. — Les *Ann. marit.*, janvier 1835, contiennent une liste très détaillée de ces ouvrages et de beaucoup d'autres, formant le riche cadeau envoyé en 1833 à la Chambre des Pairs par la Chambre des Lords. C'est à ces sources, et à l'examen que j'ai pu faire de la plupart des ouvrages publiés, que j'ai emprunté les éléments de la notice suivante. — La Bibliothèque des Archives du royaume et la Bibliothèque Royale possèdent aussi cette intéressante collection, qui leur a été récemment envoyée en cadeau par le gouvernement anglois. Depuis long-temps, la Bibliothèque de l'Institut en possède les parties les plus importantes. — La circulaire adressée aux savants françois par M. Cooper a été publiée (traduite) en 1834 par M. P. Royer-Collard, professeur de la Faculté de Droit de Paris, et principal correspondant en France de la Commission des Records; elle est accompagnée d'autres séries de questions plus détaillées encore, relatives à l'Angleterre, à l'Irlande, aux petites îles angloises et anglo-normandes.

(J. DESNOYERS.)

de faire une enquête sur l'état des archives publiques du royaume. Sur le rapport de ce Comité, une adresse fut présentée au roi Georges III, pour lui représenter tous les inconvénients qui pouvoient résulter pour les archives, de leur régime, de leurs emplacements, et du désordre qui y régnoit trop souvent. Immédiatement, en date du 19 juillet 1800, le Roi nomma une Commission chargée d'aviser aux moyens de remédier aux maux signalés par la Chambre des Communes. Depuis lors, la Commission a été plusieurs fois renouvelée, par suite de décès, démissions, ou autres causes. La dernière Commission, aujourd'hui en fonctions, a été nommée le 12 mars 1831; elle a reçu des pouvoirs plus étendus que toutes celles qui l'avoient précédée, et elle poursuit l'accomplissement de sa mission avec le plus grand zèle.

Les documents historiques publiés par ces diverses Commissions depuis 1800 jusqu'en 1834 forment 30 ouvrages distincts, qui composent un ensemble de 80 volumes in-fol. et de 10 à 12 in-8°, accompagnés de nombreux *fac-simile*. On a calculé que la publication des 72 premiers volumes avoit coûté au gouvernement anglois, soit en traitements, soit en frais d'impression, la somme de 6,500,000 liv.

On verra par la liste détaillée ci-après, que jusqu'ici le choix des commissaires s'est toujours dirigé sur des documents officiels et authentiques émanés des autorités royale, administrative, législative ou judiciaire. Tout en appréciant ce choix utile et bien entendu, on doit remarquer qu'il tient à la direction, pour ainsi dire pratique, imprimée d'abord à ces recherches comme à toutes les grandes entreprises formées en Angleterre. En effet, la plupart des documents historiques, publiés par la commission des *Records*, n'étoient pas seulement destinés à satisfaire la curiosité des érudits ou à éclairer la philosophie de l'histoire, elle avoit surtout pour but de rendre officiels des textes de lois anciennes, de fournir aux tribunaux des titres authentiques souvent invoqués encore aujourd'hui dans la jurisprudence traditionnelle de l'Angleterre, d'établir sur les bases les plus solides les anciennes prérogatives du parlement, de confirmer ou d'affaiblir la jouissance de droits et de propriétés d'origine féodale, soit pour la couronne, soit pour la noblesse, soit pour le haut clergé. Toutefois cette tendance utilitaire, souvent même influencée par l'esprit de parti, a donné naissance à

l'une des plus précieuses collections de documents authentiques qu'aucune nation possède sur l'histoire de sa législation politique, civile et administrative. Sans abandonner tout-à-fait cette direction, la commission nouvelle agit sur une base beaucoup plus large, et le *Corpus historicum*, distribué chronologiquement, qu'elle commence à publier, à l'instar de notre grande Collection des *Historiens de France*, répondra aux besoins de l'érudition et doit remplir le vide que présente sous ce point de vue l'histoire angloise appuyée sur le récit des contemporains.

*Collections de Documents historiques originaux  
publiées par la Commission des Archives d'Angle-  
terre, depuis 1800 jusqu'en 1833.*

1. FOEDERA, conventiones, litteræ, et cujuscunque generis acta publica, inter reges Angliæ, et alios quosvis imperatores, reges, pontifices, principes vel communitates, ab ingressu Guilielmi I in Angliam, a. 1066, ad nostra usque tempora habita aut tractata, primum cura et studio Th. Rymer et Rob. Sanderson, denuò aucta et multis locis emendata, jussu ser. regis Georgii III, accurantibus <sup>ad.</sup> Clarke et Fred. Holbrook, 6 vol., 1816-1830. —<sup>o</sup>vol. I, pars 1 (1066-1272), pars 2 (1272-1307), 1816; II, pars 1 (1307-1327), 1818; pars 2 (1327-1344), 1821; III, pars 1 (1344-1361), 1825; pars 2 (1361-1377), 1830.

L'édition première de cet important ouvrage, non moins utile à l'histoire des autres nations qu'à celle de l'Angleterre, fut entreprise par ordre de la reine Anne, et publiée de 1704 à 1727 en 20 vol. in-fol. Elle ne remontoit qu'au commencement du xi<sup>e</sup> siècle, et s'arrêtoit en 1654. Il en fut donné en 1727, par Georges Holmes, une deuxième édition composée aussi de 20 vol. in-fol. De 1759 à 1745, une troisième fut publiée en 10 vol. in-fol. par Jean Neaulme, libraire de La Haye. Quoique l'édition de la commission des *Records*, qui commence à l'année 1066, soit loin d'être terminée, puisque la deuxième partie du troisième volume s'arrête en 1377, à la fin du règne d'Edward III, cependant une cinquième édition, ou tout au moins des suppléments nombreux deviendront nécessaires par suite des découvertes dues aux recherches nouvelles de la commission. Sous le règne du roi Jean seulement, M. Cooper a signalé neuf fois plus de documents que n'en contient l'édition commencée en 1816; et pour l'année 1204, cinquante-neuf pièces au lieu de neuf. La Bibliothèque Cottonienne du Musée royal à Londres possède un recueil manuscrit en 59 vol. in-fol.

de supplément aux *Actes de Rymer*, qui a dû fournir la plupart des nouveaux documents. — La France ne possède point encore une collection semblable de traités faits entre ses rois et les autres souverains de l'Europe, et les recueils de Léonard (1693), de Moëtjam (1700), de Dumont (1726-1731), ne peuvent lui en tenir lieu.

2. *THE STATUTES OF THE REALM, from Magna Charta to the end of reign of queen Anne (1215-1713); from original records and authentic manuscripts*, 11 vol. in-fol., vol. I, 1810; II, 1816; III, 1817; IV, pars 1 et 2; V et VI, 1819; VII, 1820; VIII, 1821; IX, 1822; X (alphabetical index), 1824; XI (chronological index), 1828.

Cette collection de lois et ordonnances, qui est terminée depuis 1828, remonte jusqu'à l'année 1101, plus loin que son titre ne l'indique, et contient aussi des chartes d'Henri I<sup>er</sup>, d'Etienne et d'Henri II, antérieures à 1215. Elle correspond à peu près à notre grand *Recueil des Ordonnances des rois de France* de la troisième race.

3. *The PARLIAMENTARY WRITS and writs of military summons, together with the records and muniments relating to the suit and service due and performed to the king's high court of parliament and the councils of the realm; or affording evidence of attendance given at parliaments and councils*: collected and edited by Fr. Palgrave, vol. I, 1827; II, pars 1 (chronological abstract and calendar 1307-1326), pars 2 (parliamentary and military writs, etc. and appendix), 1830. Vol. III, 1834.

Cet ouvrage est un recueil de documents relatifs à l'histoire de la constitution angloise, particulièrement depuis le règne d'Edouard I<sup>er</sup>, époque à laquelle le Parlement proprement dit a commencé à prendre le caractère d'une assemblée législative représentant les intérêts du peuple, et où se voient deux chambres convoquées sous le nom de Parlement. Non seulement son origine, ses droits, ses privilèges, son développement depuis les temps les plus reculés, doivent y être démontrés par les titres; mais cette collection contient aussi l'histoire des magistratures législatives dont les attributions se sont plus tard confondues avec celles du parlement, telles que la *Cour du roi*, dans laquelle le roi, entouré des prélats et des barons, exerçoit les fonctions législatives, comme le roi de France avant l'existence des parlements et états-généraux.

M. Cooper annonce qu'un nouveau recueil, qui paroît devoir comprendre une partie des documents destinés à celui des *parliamentary writs*, est projeté sous le titre de nouvelle édition des *Rolls of parliament*, et qu'il contiendra tous les documents relatifs à l'histoire de la constitution depuis Guillaume-le-Conquérant jusqu'à Henri VIII. Ce grand travail sera confié à M. Palgrave, éditeur des trois volumes déjà publiés des *Parliam. writs*. — On connoît la grande *Histoire du parlement d'Angleterre*, d'Hansard et de ses continuateurs (1806-1834), où sont enregistrés les débats du parlement pour les temps plus modernes.



4. *THE ACTS OF THE PARLIAMENTS OF SCOTLAND.... to the union of that kingdom with England in the year 1707.* — Vol. II (1424-1567), 1814; III (1567-1592), 1814; IV, 1593-1625), 1816; V (1625-1641), 1817; VI (1643-1651), 1819; VII (1661-1669), 1820; VIII (1670-1686), 1820; IX (1689-1695), 1822; X (1696-1701), 1823; X (1702-1707), 1824.

Le premier volume de cette collection n'est point encore publié ; il remontera jusqu'à l'origine du parlement d'Ecosse, c'est-à-dire jusqu'en 1320, sous Robert Bruce, alors que ces assemblées paroissent s'être régularisées, ou peut-être même jusqu'en 1210.

Il a été aussi publié un vol. in-fol. sous le titre de *Records of the parliament of Scotland*, depuis 1240 jusqu'à 1571.

5. *DOOMSDAY ou DOMESDAY-BOOK, seu liber censualis Wilhelmi primi, regis Angliæ, inter archivos regni in domo capitulari westmonasterii asservatus.* — Cum additamentis ex codic. antiquiss. (Exon' Domesday; inquisitio Eliensis; liber Winton; Bolson-Book) vol. I, II, III et IV, 1816.

Les deux derniers volumes contiennent, outre les index, des extraits du rapport qui auroit servi à dresser ce relevé cadastral, et plusieurs autres documents du XII<sup>e</sup> siècle.

Le *Domsday-book* est le monument le plus remarquable, le plus ancien et le plus authentique de l'histoire de la propriété territoriale et des redevances féodales en Angleterre; c'est le livre terrier, ou cadastre général du royaume au XI<sup>e</sup> siècle.

Sa rédaction, commencée par ordre de Guillaume I<sup>er</sup>, la quatorzième année de son règne, dura six ans, et fut terminée en 1086. Il contient le dénombrement, la description, l'étendue, la population, les servitudes féodales, la valeur, du temps du roi Edward et depuis la conquête, des terres du royaume conquis, et les noms de leurs possesseurs à l'époque de sa rédaction, d'après le partage qu'en avoit fait Guillaume entre ses compagnons d'armes. On y distingue 700 fiefs de grands barons, et 60,715 arrière-fiefs relevant du roi. Suivant Houard (*Coutumes anglo-normandes*, t. 1) et d'autres publicistes, le *Domesday* ne mentionneroit toutefois que les fonds relevant alors du roi et des églises, et non la surface entière du territoire anglois.

Il comprend d'abord une énumération des droits et des domaines appartenant au roi; puis il est divisé en autant d'articles qu'il y a de seigneuries relevant directement de la couronne. Ces fiefs y sont distribués suivant l'ordre des dignités que le conquérant y avoit attachées, et sous le titre de chaque comté, de chaque fief, de chaque centurie, on a distingué la nature des terres qui en ressortissent, le nombre des *hydes* (ou charruées de 120 acres) qui les composoient. Outre son nom le plus généralement adopté de *Domesday-book*, ou *Doom's-day book*, livre du jour du jugement, parce qu'il a fixé et jugé définitivement la possession territoriale et le service de la féodalité anglo-normande, cet

inappréciable monument a aussi reçu les noms de Rôle (*Rotulus Wintoniæ*), de Livre censier (*Liber censualis*), de Livre du roi, Livre du trésor royal (*Liber regis*, *Liber thesauri regis*), de Livre des *hydes* (ou charruées).

6. *A general introduction to Domesday-Book*, illustrated by S. Henry Ellis, 1833, 2 vol. in-8°.

7. *TESTA DE NEVILL, sive liber feodorum in curiâ scaccariî, temporibus Henry III and Edward I*, 1 vol. in-fol., 1807.

Ce document contient l'énumération des différentes sortes de fiefs et d'arrière-fiefs qui relevoient immédiatement du roi; le détail des rentes, aides et autres services féodaux dus à la couronne en vertu de ces fiefs; enfin la liste des domaines civils ou ecclésiastiques qui, provenant des dons du roi, lui appartenoient par droit de deshérence ou d'aubaine (*escheats*) après la mort des tenants.

8. *ROTULI HUNDREDORUM, temporibus Henry III et Edward I, in turri Londinensi et in curiâ receptæ scaccariî, Westm. adservati*. — 2 vol. in-fol. — vol. I, 1812. — vol. II, 1818.

A son retour de la croisade, la deuxième année de son règne, le roi Edward I<sup>er</sup> reconnut de grands et nombreux empiétements faits pendant son absence, et surtout, pendant le règne d'Henri III, par le clergé et la noblesse sur les droits et revenus de la couronne. En vue de réformer ces usurpations, il envoya dans chaque comté des commissaires chargés de constater les abus et de rétablir les privilèges royaux.

Les résultats de ces enquêtes sont consignés dans les *Hundred rolls* (Cent rôles, ou des cent commissaires).

Ce recueil et le suivant font encore autorité dans la législation anglaise pour les filiations de la propriété territoriale.

9. *PLACITA DE QUO WARRANTO et de Ragemân, coram Hugone de Creseingham et sociis suis justic' Dni regis, itinerantibus apud Apelby in com' Westmorland, temporibus Edward I, II et III*. — 1 vol. in-fol., 1818.

Cet ouvrage fait en quelque sorte suite aux *ROTULI HUNDREDORUM*, puisqu'il contient l'instruction des procès intentés sous les règnes d'Edward I<sup>er</sup>, II et III (1272-1377), au nom de la couronne, par les commissaires royaux chargés de faire valoir les droits du roi, d'apprécier les réclamations des personnes accusées de tenir indûment des biens ou des privilèges, et de leur demander sur quel droit (*de quo warranto*) elles appuyoient leurs prétentions.

10. *ROTULORUM ORIGINALIUM IN CURIA SCACCARIÏ ABBREVIATIO, temporibus Henry III, Edward I, II et III*. 2 vol. in-fol. : I, 1805; II, 1810.

Ce sont des copies et extraits émanés de la cour de la chancellerie d'Angleterre de titres constatant les droits et privilèges de la couronne, tels que revenus et rétributions pécuniaires ou toute autre sorte de service. Ce recueil s'étend depuis la vingtième année du règne d'Henri III jusqu'à la fin du règne d'Edward III (1236-1577).

11. *TAXATIO ECCLESIASTICA ANGLIÆ ET WALLIÆ, auctoritate papæ Nicolai IV, circà a. 1291. 1 vol. in-fol., 1802.*

Ce document est relatif à l'abandon que le pape Nicolas IV fit en 1288 au roi Edward I<sup>er</sup>, et pour six ans, de toutes les dîmes des bénéfices ecclésiastiques de l'Angleterre. Il présente en abrégé le travail de recensement que le Roi ordonna alors en vue de recouvrer le montant de ces taxes qui lui étoient accordées par le pape, en dédommagement des dépenses considérables qu'il avoit faites à l'occasion de la dernière croisade.

12. *VALOR ECCLESIASTICUS, temporibus Henry VIII, auctoritate regiâ institutus, or Valuation of dignities and benefices, 6 vol. in-fol., 1810-1834. — vol. I, 1810; II, 1814; III, 1817; IV, 1821; V, 1825; VI, 1834.*

En 1534, la vingt-sixième année de son règne, Henri VIII fit faire un dénombrement général des biens appartenant au clergé et des revenus de l'église d'Angleterre; c'est ce dénombrement et l'estimation des recettes annuelles du clergé que contient l'ouvrage publié sous le titre de *Valor ecclesiasticus*.

13. *NONARRUM INQUISITIONES in curiâ scaccarii, temporibus Edward III. — 1 vol. in-fol., 1807.*

Ce registre contient les résultats des inquisitions faites dans vingt-sept comtés par des assesseurs ou commissaires du trésor royal pour le recouvrement d'une taxe extraordinaire du neuvième, que le parlement avoit accordée en 1341 au roi Edward III, à la suite des guerres qu'il avoit soutenues contre la France et l'Ecosse. Les habitants des campagnes devoient donner le neuvième de leurs bestiaux et de leurs produits agricoles (le neuvième agneau, la neuvième toison, la neuvième gerbe); les habitants des villes et des bourgs le neuvième de leurs biens (ou plutôt de leurs revenus); les marchands étrangers et la dernière classe de la population, dispersée dans les forêts et les hameaux, ne devoient abandonner que le quinzième.

14. *PLACITORUM IN DOMO CAPITULARI WESTMONASTERIENSI ASSERVATORUM ABBREVIATIO, temporibus regum Richard I, Johann., Henry III, Edward I, Edw. II; in-fol., 1811.*

Ce sont des requêtes ou placets adressés au Roi et au Conseil royal depuis 1194 jusqu'en 1326.

15. *CALENDARIVM ROTULORUM PATENTIVM IN TURRI LONDINENSI; 1 vol. in-fol., 1802.*

Ce recueil s'étend depuis le règne du roi Jean jusqu'à la fin du règne d'Edward IV (1201-1483); il contient, en abrégé, des concessions de privilèges, de dignités et de terres, la restitution de temporels à des évêques, abbés et autres ecclésiastiques; la confirmation de dons et privilèges à des corporations, des provisions d'offices de toute nature, des titres pour la création de pairs, en un mot toutes sortes de lettres-patentes émanées du Roi et scellées du grand sceau.

16. ROTULI LITTERARUM CLAUSARUM IN TURRI LONDINENSI ASSERVATI. 1<sup>er</sup> vol. 1833.

Ne sont-ce pas en partie les actes originaux mentionnés dans le recueil précédent? Ce premier volume s'étend de 1204 à 1224.

— *Description of the close rolls in the Tower of London*; par Th. D. Harry. 1833.

17. CALENDARUM ROTULORUM, CHARTARUM ET INQUISITIONUM AD QUOD DAMNUM. In-folio, 1803.

La première partie de ce volume (*Calendar of the charter rolls*) présente un tableau abrégé de chartes conservées à la Tour de Londres, et comprenant depuis le commencement du règne du roi Jean jusqu'à la mort d'Edward IV (1199-1485). Elle contient des titres authentiques de privilèges accordés par le Roi à des villes et à des corporations, l'établissement de marchés et de foires, la création de lettres de noblesse, la concession de droits à des maisons religieuses, etc.

La deuxième partie (*Inquisitiones ad quod damnum*) contient en abrégé les enquêtes faites, depuis 1307 jusqu'en 1461, par l'*Escheator*<sup>1</sup> de chaque comté, dans l'intérêt du Roi ou même de particuliers, afin de constater en quoi leurs droits existants pouvoient être lésés (*ad quod damnum*) par l'établissement d'autres droits, par la création de foires, de marchés, par l'aliénation de terres ou tous autres nouveaux privilèges demandés.

18. ROTULUS CANCELLARII, *vel antigraphum magni rotuli Pipæ de tertio anno regis Johannis*. Lond., 1833, in-8.

19. MAGNUS ROTULUS SCACCARII, *vel magnus rotulus Pipæ de anno 1301 regni Henrici I (ut videtur), quem plurimi hactenus laudabant pro rotulo quinti anni Stephani regis*: primum edidit Jos. Hunter. Lond., 1833, in-8°.

20. CALENDARIUM INQUISITIONUM POST MORTEM, SIVE ESCAETARUM. 4 vol. in-fol., 1806-1828. Vol. I (Temporibus Henr. III, Edw. I et Edw. II), 1806; II (Edw. III), 1808; III (Ric. II et Henr. IV), 1821; IV (Henr. V, Henr. VI, Edw. IV et Ric. III), cum appendice de quamplurimis inquisitionibus a regno Henr. III usque ad Jac. I, nuper repertis. 1828.

Quand une personne mourait, un jury spécial étoit chargé de reconnoître les biens qu'elle laissoit au moment de son décès, les rentes et les servitudes auxquelles elle étoit assujettie, quel étoit son légitime héritier; et dans le cas de déshérence, d'exercer le droit d'aubaine en faveur du Roi. Ces quatre volumes indiquent les noms et les biens de ceux qui ont été l'objet de ces sortes d'enquêtes.

<sup>1</sup> L'*Escheator* étoit l'officier public spécialement chargé de faire rentrer au Trésor les biens qui pouvoient échoir au Roi par droit d'aubaine, de confiscation ou autrement.



21. DUCATUS LANCASTRE. 2 vol. in-fol., 1823-1827. — T. I (1823). — Pars prima, *Calendarium Inquisitionum post mortem*, etc., temporibus regum Edw. I, Edw. III, Ric. II, Henr. V, Henr. VI, Edw. IV, Henr. VII, Henr. VIII, Edw. VI, Reg. Mar., Phil. et Mar, Eliz., Jac. I, Car. I. — Pars secunda : a *Calendar to the pleadings*, etc., in the reigns of Henr. VII, Henr. VIII, Edw. VI, queen Mary, and Phil. et Mary. — T. II (1827). Pars tertia, *Calendar to the pleadings, depositions*, etc., in the reigns of Henry VII, Henry VIII, Edw. VI, queen Mary, and Philip and Mary, and to the pleadings to the first thirteen years of the reign of queen Elisabeth.

Recueil de documents précieux concernant le duché de Lancastre. La première partie contient des enquêtes faites après décès, comme les Recueils nos 20 et 25. La seconde est un tableau abrégé (*calendar*) des causes portées devant la cour du Duché, depuis 1485 jusqu'en 1558. La troisième embrasse la première année du règne d'Elisabeth. Ce recueil sera sans doute continué.

22. PROCEEDINGS AND ORDINANCES OF THE PRIVY COUNCIL OF ENGLAND; edited by sir Harris Nicolas, Lond., 1834, in-8° : vol. 1<sup>er</sup>, Richard II, 1386, to Henry IV, 1410; vol. II, Henry IV, 1410, to Henry V, 1422.

23. *Calendars of the PROCEEDINGS IN CHANCERY, in the reign of queen Elisabeth*; to which are prefixed examples of earlier proceedings in that court, namely, Richard the Second to that of queen Elisabeth inclusive; from the originals in the Tower. Vol. I, 1827; II, 1830; III, 1832.

Cet ouvrage présente l'histoire de la cour de la chancellerie, son origine, sa juridiction, et les procès qui lui furent déferés pendant les xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles.

- *Observat. on the calendar of the proceedings in Chancery*, ed. by J. Baylay. Lond., 1832, in-8°.

Je ne sais s'il faut rapporter à ce même recueil, ou le regarder comme une publication distincte, l'ouvrage intitulé PLACITORUM ABBREVIATIO, qui contient un extrait des plus anciens rôles de procès portés devant les cours supérieures du Roi, et qui comprend les règnes de Richard I<sup>er</sup>, Jean, Henry III, Edward I<sup>er</sup> et Edward II (1189-1527). Ce titre, qui figure dans le rapport des commissaires des archives, ne paroît correspondre à aucun des ouvrages de la collection envoyée à Paris.

24. ROTULI SCOTIE in Turri Londinensi et in domo capitulari Westmonasteriensi asservati. 2 vol. in-fol., 1814-1819.

Vol. I (temporibus regum Edw. I, Edw. II et Edw. III), 1814; vol. II (temporibus Ric. II, Henr. IV, Henr. V, Henr. VI, Edw. IV, Ric. III, Henr. VII, Henr. VIII), 1819.

Ces registres contiennent un grand nombre de documents historiques des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles (1291-1516); ils sont surtout intéressants pour l'histoire des transactions politiques entre l'Angleterre et l'Écosse, depuis Edward I<sup>er</sup> jusqu'à Henri VIII.

25. *REGISTRUM MAGNI SIGILLI REGUM SCOTORUM, in archivis publicis asservatum*, 1 vol. in-fol., 1814.

Ce registre, désigné sous le nom de *Registre du grand Sceau d'Écosse*, contient un choix de lettres-patentes données par les rois d'Écosse, depuis 1306 jusqu'en 1424.

26. *INQUISITIONUM AD CAPELLAM domini regis retornatarum, quæ in publicis archivis Scotiæ adhuc servantur abbreviatio*, in-fol., vol. I et II, 1811; III, 1816.

Ces enquêtes sont à peu près semblables aux enquêtes après décès (n<sup>o</sup> 20) : elles se faisoient et se font encore en vertu de citations au nom du Roi, et ont pour objet de mettre les biens féodaux délaissés après décès en la possession du légitime héritier. Elles concernent l'Écosse, et s'étendent depuis 1502 ou 1546 jusqu'en 1700.

---

Indépendamment de ces recueils de documents, la Commission des *Records* a aussi publié un Catalogue de trois des principaux fonds de manuscrits historiques conservés aux *British Muséum*, savoir : ceux de la *Bibliothèque cottonienne* (1 vol. in-fol., 1802); de la *Bibliothèque harléienne*, la plus précieuse (4 vol. in-fol., 1808-1812); de la *Bibliothèque de lord Lansdowne* (1 vol. in-fol., 1819). Elle a encore publié, si je ne me trompe, sous le titre de *Trésor des chartes*, le catalogue des Chartes relatives à l'Angleterre, conservées aux Archives générales à Paris.

L'histoire d'Irlande a été aussi l'objet des travaux de la Commission, et quoiqu'elle ne paroisse pas avoir encore publié de documents concernant ce pays, elle a cependant mis au jour un Rapport très étendu, in-fol., sur ses archives publiques (*Reports respecting the public Records of Ireland*, 3 vol. in-fol., avec 21 pl., 1810-1815).

Depuis sa réorganisation, en 1831, la nouvelle Commission des *Records* s'est occupée non seulement de terminer, ou de compléter par des suppléments les recueils commencés, tels que les *Rymer's fœdera*, les *Actes du parlement*, le

*Valor ecclesiasticus*, etc., mais elle a projeté et commencé plusieurs nouvelles publications, non moins importantes que celles précédemment énumérées : c'est ainsi que sous le titre de nouvelle édition du *Rolls of parliament*, M. Palgrave, édit. des *Writs of parliament*, entreprend un ouvrage étendu et du plus grand intérêt, qui contiendra tous les documents relatifs à l'histoire et au développement de la constitution anglaise, depuis Guillaume-le-Conquérant jusqu'à Henry VIII, aux différentes magistratures antérieures à celle du parlement proprement dit, et qui plus tard ont été réunies à ses attributions législatives et judiciaires.

La publication d'un *Corpus historicum* de la Grande-Bretagne, à l'instar de notre recueil des Historiens de la France, se poursuit avec activité. Elle est principalement confiée aux soins du savant archiviste de la Tour de Londres, et il paroît que tout récemment le 1<sup>er</sup> vol. a vu le jour, pour la plus grande partie. Les documents sont distribués par ordre chronologique, et chaque volume comprendra une période distincte. Les extraits d'auteurs latins et grecs, les inscriptions et les monnoies formeront un volume séparé. La période anglo-saxonne donnera lieu à plusieurs publications très précieuses, de lettres, de chartes, de lois, d'anciennes poésies, etc. C'est en vue de donner à cette collection toute la valeur dont elle est susceptible que des instructions et des questions ont été adressées dans toute l'Europe, et des recherches entreprises dans la plupart des bibliothèques publiques de la Grande-Bretagne et du continent.

La Commission a encore projeté et confié aux soins de M. Cooper un *Corpus juris anglicani* qui renfermera les principaux documents et livres de jurisprudence depuis Guillaume 1<sup>er</sup> jusqu'à Henry VIII; les rapports annuels (*year books* ou *Report*); le *Tractatus de leg. et consuet. Angl. temp. Henry II*, par Glanville; le Recueil de la *Fleta* (12<sup>e</sup> s.), celui de l'évêque Britton (13<sup>e</sup> s.), *L'old Book tenures*, le *Littleton's tenures*, publiés déjà les uns et les autres dans les traités de Houard sur les coutumes anglo-normandes, et de plus l'ouvrage moins connu de Bracton, précieux par les vestiges nombreux qu'il présente du droit romain au moyen âge.

On peut voir que rien n'est négligé pour donner à cette magnifique entreprise tous les développements, tout l'intérêt et toute l'utilité dont elle est susceptible. C'est dans

ce but que la circulaire suivante a été envoyée en France par M. Cooper, et que des séries de questions plus détaillées encore ont été rédigées pour les Iles britanniques.

---

*Questions adressées par la Commission des Archives d'Angleterre (Record Commission), aux savants et antiquaires françois.*

LA commission des archives, nommée par le gouvernement britannique, est chargée de recueillir tous les matériaux propres à jeter un jour quelconque sur l'histoire des Iles britanniques, la naissance et la marche de la constitution d'Angleterre, le développement de la législation anglaise, les relations anciennement existantes entre les îles britanniques et les puissances étrangères. Pénétrée de l'importance et de l'étendue de sa mission, elle ose solliciter la coopération de la nation françoise dans les travaux qu'elle a entrepris par ordre de son gouvernement.

Les savans françois ont rendu plus de services à la littérature historique que ceux de tout le reste de l'Europe; c'est de leurs mains que sont sortis ces incomparables ouvrages qui servent de manuels à tous ceux qui se livrent à l'étude de la paléographie, de la diplomatie, de la jurisprudence, de l'archéologie, et de l'histoire du moyen âge. La France a produit les deux Pithou et les Baluze; les Duchesne et les Ducange; les Mabillon et les Montfaucon. En faisant un appel aux compatriotes de ces hommes à jamais mémorables par la persévérance la plus éclairée, le zèle le plus ardent, le jugement le plus sûr, la Commission des Archives d'Angleterre pourroit se borner à indiquer la nature de ses travaux, d'autant plus que leur objet présente, pour la plupart du temps, un égal intérêt aux deux nations. Les documents relatifs aux rapports mutuels de la France et des Iles britanniques peuvent être considérés comme une propriété commune. L'histoire des assemblées politiques des *Pays d'États* ne peut que donner et emprunter beaucoup de lumières à l'histoire des parlements anglais. Enfin, en général, l'histoire d'Angleterre est tellement liée à celle de la France, soit dans la paix, soit dans la guerre, que le savant



françois, en l'étudiant, travaille nécessairement aux Annales de sa propre patrie.

Cependant, pour répondre aux désirs de ceux qui pourront nous seconder de leur collaboration, et pour leur éviter des recherches pénibles, et peut-être inutiles, dans les archives et dans les bibliothèques de la France, nous croyons bien faire en leur soumettant les questions et les observations suivantes, qui leur feront connoître les points les plus importants, ceux sur lesquels nous appelons plus particulièrement leur attention.

I. L'un des ouvrages soumis à la direction de la Commission des Archives, est un *Corpus historicum*, conçu à peu près sur le plan du *Recueil des historiens des Gaules*. En conséquence, la Commission désire connoître tous les matériaux et documents qui se trouvent dans les bibliothèques françoises, et qui peuvent présenter quelque rapport direct ou indirect avec l'histoire des Iles britanniques, depuis la chute de l'empire romain jusqu'à nos jours. Elle demande spécialement des détails sur toutes les chartes angloises ou anglo-saxonnes; sur les manuscrits des historiens ou des chroniqueurs anglois ou anglo-saxons; sur les histoires générales ou particulières de l'Angleterre, de l'Écosse, de l'Irlande ou du pays de Galles; sur les lois ou statuts de l'Angleterre; sur les vies de saints anglois ou d'autres personnages marquans; sur des lettres relatives à l'histoire d'Angleterre, etc.; en un mot, sur tout ce qui peut rentrer dans le but de la collection dont il vient d'être parlé.

II. Relativement aux manuscrits des histoires ou des chroniques, etc., déjà imprimées, soit qu'elles aient été imprimées séparément, comme Bede, soit qu'elles l'aient été dans les collections générales de Saville, de Camden, de Twysden, de Gale et Fell, de Wharton ou de Sparkes<sup>1</sup>, on dé-

<sup>1</sup> *Rerum Anglicarum scriptores post Bedam* (Saville). Lond. 1596. — *Flores Historiarum*, etc. Francofurt. 1601. — *Anglica Hibernica*, etc., ex Bibliothecâ Camdeni. Francofurt. 1602, 2 vol. in-fol. — *Historiæ Anglicanæ scriptores decem* (Twysden). Lond. 1652. — *Rerum Anglicarum scriptores*. (J. Fell.) Oxon. 1684. — *Historiæ Anglicanæ scriptores quinque*. Oxon. 1687. — *Historiæ Britannicæ, Saxonicæ, Anglo-Danicæ scriptores quindecim* (Gale et Fell). Oxon. 1691, 2 vol. in-fol. — *Anglia sacra, sive Collectio Historiarum*, etc. (Wharton). Lond. 1691. — *Historiæ Anglicanæ scriptores varii* (Sparkes). Lond. 1727.

Voici maintenant la liste des anciens historiens, chroniqueurs, etc.,

sire que ces manuscrits soient examinés et collationnés, de manière à ce que l'on vérifie s'il ne peut en résulter quelque supplément à ce qui a déjà été imprimé. Ce supplément pourroit consister, soit en additions dans le cours de l'ouvrage, soit en continuations ou appendices faisant suite à la partie déjà imprimée. Ces sortes de continuations demandent beaucoup de soin et d'attention. Comme exemples de

dont les ouvrages sont imprimés dans les collections ci-dessus mentionnées, dans les *Acta sanctorum*, dans Duchesne ou séparément.

Gildas, de excidio Britanniae. — Nennii eulogium Britanniae. — Bedæ Historia ecclesiastica gentis Anglorum. — Asserii Annales. — Chronicon Ethelwerdi. — Aluredi Beverlacensis Annales. — Orderici Vitalis Historia ecclesiastica. — Chronicon Florentii Wigornensis. — Chronicon Saxonicum. — Henrici Huntendunensis Historia. — Ailredus Rievallensis, de Genealogiâ Regum Anglorum. — Radulfi de Diceto imagines Historiarum. — Robert of Gloucester's Chronicle. — Mathæi Westmonasteriensis Flores Historiarum. — T. Sprotti Chronicon. — Wyntown's original Cronicle of Scotland. — Chronicon T. Otterbourne. — Annales de Dunstable. — Johannis de Fordun Scoti Chronicon. — Harding's Chronicle. — Caxton's Polychronicon. — Caxton's Chronicle of England. — Joannis Rossi Historia Regum Angliæ. — Fabian's Chronicle. — Guillelmi Malmesburiensis Antiquitates Glastoniæ. — Historiola Landavensis ecclesiæ. — Acta sanctorum Albani et Amphibali. — Ailredi Rievallensis vita Niniani, Pictorum Australium Apostoli. — Constantius, de vita S. Germani, Antissiodorensis Episcopi. — Joscelinus Furnesiensis, de vita S. Kentigerni. — Benedictus Claudiocestrensis, de vita S. Dubricii. — Herricus, de Miraculis S. Germani. — Alcuinus, de Pontificibus ecclesiæ Eboracensis. — Chronica Joannis Wallingford. — Willielmus Malmesburiensis, de gestis Regum Anglorum. — Vita S. Davidis Archiepiscopi Menevensis. — Galfridus Landavensis, de vita S. Teliavi. — Sancti Gildæ vita. — Adomnanus, de vita S. Columbæ. — Chronicon Willielmi Thorne. — Chronicon Joannis Brompton. — Gotcelinus, de vita et translatione S. Augustini. — Willielmus Malmesburiensis, de gestis Pontificum Anglorum. — Gervasius Dorobernensis, de Actibus pontificum Cantuariensis ecclesiæ. — T. Stubbs, Chronica Pontificum ecclesiæ Eboracensis. — Ingulfi Croylandensis Historia. — Annales Eliæ de Trekingham. — Simeon Dunelmensis, de Archiepiscopis Eboraci. — Bedæ vitæ Abbatum in Girwi. — Heddus, de vita S. Wilfredi. — Vita S. Cuthberti, Lindisfarneensis Episcopi. — Simeon Dunelmensis, de Dunelmensi ecclesia. — Hugonis Candidi coenobii Burgensis Historia. — Chronicon anglie per Johannem, abbatem Burgi S. Petri. — Bedæ vita. — Gocelinus, de vitâ S. Werburghæ. — Vita et Miracula S. Joh. Beverlacensis. — Ricardus Hagustaldensis, de Statu Hagustaldensis ecclesiæ. — Fœlix Girwensis, de vita S. Guthlaci. — Vita S. Aldhulmi, Shireburnensis Episcopi. — Peter Langtoft's Chronicle. — Vita S. Botolfi Ikanhoensis. — Edmer, de vita Bregwini, Cantuariensis Archiepiscopi. — Ethelwolphus, de Abbatibus Coenobii S. Petri. — De sanctis Ecclesiæ Hagustaldensis. — Symeonis Dunelmensis Historia de Gestis Regum Anglorum. — Rogeri de Hoveden Annales. — Chronicon de Mailros. — Bedæ Epistola

leur importance, on peut citer celles de Sigebert de Gemblours. Il est très-possible que les Bibliothèques françoises contiennent des manuscrits de chroniques angloises déjà imprimées, et que l'on trouve dans ces manuscrits des additions ou des continuations de ce genre, qui seroient de la plus grande utilité pour les recherches historiques.

III. Si l'on découvroit quelques chroniques, annales,

ad Egbertum, Eboracensem Archiepiscopum. — Vitæ duorum Offarum, Merciorum Regum. — Matth. Paris vitæ Abbatum S. Albani. — Vita S. Neoti Abbatis. — Vita S. Kenelmi, Regis et Martyris. — Asserii Menevensis Annales Rerum gestarum Alfredi Regis. — Willielmi Gemeticensis Historia Normannorum. — Ypodigma Neustriæ per Th. Walsingham. — Chronicon Roberti de Monte. — De Translationibus et Miraculis S. Cuthberti. — Edmer de vita Odonis Cantuariensis. — Wolstanus, de vita S. Ethelwoldi Wintoniensis. — Historia Ramesiensis. — Vita et Miracula S. Dunstani, Cantuariensis Archiepiscopi. — Vita S. Oswaldi, Archiepiscopi Eboracensis. — Osbernus, de vita et translatione S. Elphegi. — Eadmeri Historia Novorum. — Henricus Knighton, de Eventibus Angliæ. — Vita sanctæ Eadgithæ Virginis. — Vita S. Edwardi, Regis Angliæ et Martyris. — Annales Monasterii de Burton. — Willielmus Malmesburiensis de vita S. Wolstani. — Emma Anglorum reginæ encomium. — Ailredus Rievallensis, de vita et miraculis S. Edwardi Regis et Confessoris. — Milo Crispinus, de vita Lanfranci, Cantuariensis Archiepiscopi. — Relatio brevis de Will., Comite normannorum. — Vita Gundulfi, Episcopi Roffensis. — Eadmer, de vita Anselmi, Cantuariensis Archiepiscopi. — Will. Pictaviensis, de Gestis Willielmi, Ducis Normannorum et Regis Anglorum. — Vita Margaretæ, Scotorum reginæ, auctore Theodorico. — Gulielmi Neubrigensis Historia. — Giraldi Cambrensis Legenda S. Remigii. — Radulfi de Coggeshale, Chronicum Anglicanum. — Annales de Margan. — Math. Paris Historia major, cum continuatione Willielmi Rishanger. — Chronicon Thomæ Wikes. — Chronica Walteri de Hemingeforde. — Will. de Wycombe, de vita Roberti Betun, Episcopi Herefordensis. — Vita S. Bartholomæi Anachoretæ. — Vita S. Gilberti Simpringhamensis. — Petri Blesensis continuatio ad Historiam Ingulphi. — De Ranulfo Episcopo et aliis Episcopis Dunelmensibus. — Henrici Huntendunensis Epistola, de viris illustribus sui temporis. — Joscelinus, de vita S. Waltheri abbatis. — Gervasii Dorobernensis Chronica. — Vita, Epistolæ, et miracula S. Thomæ Cantuariensis. — Continuatio Historiæ Simeonis Dunelmensis, per Johannem Hagustaldensem. — Adami de Domerham de rebus gestis Glastoniensibus. — Historia Ricardi Hagustaldensis de gestis regis Stephani. — Gesta Stephani, regis Anglorum et Ducis Normannorum. — Nicholai Treveti Annales. — Ailredus Rievallensis, de bello Standardi. — Historiæ Croylandensis continuatio. — Giraldus Cambrensis, de vitâ Galfridi Eboracensis Archiepiscopi. — Giraldi Cambrensis expugnatio Hyberniæ. — Benedictus Petroburgensis, de gestis Regum Hen. 2 et Ric. 1. — Roberti Swapam Cœnobii Burgensis Historia. — Gervasius Dorobernensis, de discordia inter Monachos Doroberniæ et Baldwinum Archiepiscopum. — Itinerarium regis Ricardi ad terram sanctam,

histoires, etc., inédites, la Commission désire qu'on lui fasse connoître toutes les particularités qui se rattachent au manuscrit, telles que son âge ou sa date, l'énoncé de la période historique embrassée par l'ouvrage, un aperçu de ce qu'il contient, ses rapports avec les histoires imprimées : elle demande qu'on lui adresse des extraits de tous les passages remarquables, et en tout cas, la copie du commencement et de la fin, soit de l'ouvrage entier, soit, suivant les circonstances, des différents livres dont il se compose. Si le manuscrit est d'une grande ancienneté, on désireroit un *fac-simile*.

IV. D'après le grand soin qu'ont apporté à leurs travaux les PP. Labbe et Cossart, et ceux qui ont réimprimé leurs collections en Italie, il n'est guère probable que l'on trouve sur le continent beaucoup de manuscrits des actes des conciles tenus dans les Iles britanniques. Il faut cependant remarquer que l'on ne connoît en Angleterre aucun manuscrit du concile très-important de Celchyth en Northumberland (*Concilium Calchutense, A. D. 787*), et que l'on ne connoît même pas la source à laquelle ce document a été emprunté par les Centuriateurs de Magdebourg, qui l'ont publié les premiers. Peut-être trouveroit-on quelques pièces de même nature dans les bibliothèques du continent.

V. Les auteurs de la collection historique seroient encore bien utilement secondés dans leurs travaux, par les renseignements relatifs à l'histoire d'Angleterre, que l'on trouveroit dans les histoires ou annales manuscrites de la France ou des provinces françoises, surtout des provinces

auctore Galfrido Vinisalvo. — Vita S. Ricardi, Episcopi Cicesterensis. — Itinerarium Cambriæ, Auctore Silvestro Giraldo Cambrense. — Matthæi Paris Additamenta. — Vita S. Thomæ Cantilupe, Episcopi Herefordensis. — Walteri de Whytleseye, Cœnobii Burgensis Historia. — Thomæ Walsingham, Historia Angliæ. — Adami Murimuthensis Chronicon. — Nicholai Trivetii, Annalium continuatio. — Johannis de Trokelowe, Annales Ed. 2. — Roberti de Avesbury, Historia de mirabilibus gestis Ed. 3. — Thoma de la More, de vita et morte regis Edwardi 2. — Monachi Malmesburiensis vita Ed. 2. — Historiæ Cœnobii Burgensis continuatio. — Chronicon fratris Henrici de Blancforde. — Adami Murimuthensis Historiæ continuatio. — Monachus Eveshamensis, de vita regis Ricardi 2. — T. Elmham, de vita et gestis Henrici quinti. — Titi-Livii Forojuliensis, vita regis Hen. 5. — Fragment of an old English History of the affairs of King Edw. 4. — Chronicon Johannis Whethamsted. — Historiæ Croylandensis continuationes.



anciennement gouvernées par des souverains anglois, ou de celles qui ont eu des relations plus intimes avec l'Angleterre. Sans parler de Froissart et de Monstrelet, des ouvrages comme le *Gesta consulum Andegav.* (Rec. des Hist. de Fr., t. XII), font bien voir quelle place importante les chroniques françoises occupent dans la bibliographie historique de l'Angleterre. Il faudroit que tous les manuscrits de ce genre fussent explorés, et que l'on fît sur eux, en ce qui concerne l'Angleterre, le souverain anglois, les sujets anglois, les affaires de l'Angleterre, précisément le même travail que celui qui a été fait sur les chroniques étrangères par les compilateurs du Recueil des historiens de France; seulement, il importe que les extraits n'en soient pas faits avec la même parcimonie que ceux de Dom Bouquet et des autres savants éditeurs du Recueil. Ces extraits sont généralement d'une excessive maigreur; il semble qu'on ait oublié qu'il s'agissoit de recueillir des matériaux pour les recherches des autres. Il ne faut laisser de côté ni les légendes, ni les miracles, ni les contes populaires, quelque palpable et notoire que soit leur fausseté. Sans doute, ce sont des matériaux étrangers à la chronologie sèche de l'histoire, mais ils jettent souvent une vive lumière sur son esprit et son caractère. Nous ne pouvons que nous en rapporter au zèle et au discernement des savants françois pour la recherche de semblables manuscrits, d'autant plus que nous ne connaissons en Angleterre des manuscrits de Paris, que ceux qui sont indiqués par le catalogue de Montfaucon et par celui de la Bibliothèque du Roi; quant aux bibliothèques et aux archives des départemens, nous n'avons aucuns renseignements à leur égard.

VI. La Commission désire également tous les détails possibles sur les manuscrits anglois, gallois ou irlandois, historiques ou non, qui pourront se trouver dans les bibliothèques françoises. On a, dit-on, découvert en France quelques manuscrits gallois; il en existe plus probablement encore d'irlandois. Le savant sous la main duquel un manuscrit irlandois viendrait à tomber, y verra comment ce manuscrit doit être désigné. Ceux qui ne connoissent pas les langues angloise, galloise ou irlandaise, pourront néanmoins rendre un grand service, en envoyant un *fac-simile* du commencement et de la fin.

VII. Il est inutile d'observer que, dans les recherches dont

il vient d'être question, on ne peut jamais faire aucun fonds sur le titre d'un manuscrit, ni sur la table de ses matières. Il ne faut s'en rapporter qu'à ses propres yeux; le manuscrit doit être examiné pièce par pièce, feuille par feuille, page par page. Il est à remarquer en outre que les feuilles volantes, les feuilles blanches qui se trouvent au commencement ou à la fin du livre, souvent même la reliure, méritent un examen spécial. Quelquefois les marges d'un manuscrit ont servi à la copie de choses tout-à-fait étrangères au corps de l'ouvrage; par exemple, on a trouvé des chroniques jetées assez confusément sur les larges marges d'un manuscrit de liturgie.

VIII. Un autre ouvrage confié à la direction de la Commission, est la réimpression du célèbre ouvrage de Rymer, *Fœdera*, etc. Six parties de cette réimpression ont déjà paru, jusqu'à l'an 1377 et la fin du règne d'Édouard III; mais on se propose de publier un supplément à ces volumes, et de continuer l'ouvrage sur un meilleur plan et dans une meilleure forme. La collection de Rymer est imparfaite et défectueuse; il y manque évidemment une quantité innombrable de pièces relatives aux affaires étrangères de l'Angleterre. La Commission a le projet d'insérer dans la nouvelle édition le texte entier de celles de ces pièces qui sont les plus importantes, et un simple précis de celles qui le sont moins, de manière à faire de la réunion du texte des unes et du précis des autres un *Corpus diplomaticum* complet; en outre, de joindre constamment des notes sur les historiens et les chroniques; enfin d'y ajouter les documents propres à jeter de la lumière sur l'histoire des affaires étrangères de l'Angleterre.

Ainsi, depuis la conquête jusqu'au règne de Jacques I<sup>er</sup>, la Commission voudroit se procurer des listes complètes de tous les documents inédits concernant l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, le pays de Galles et les autres domaines et dépendances de l'Angleterre, qui pourroient se trouver dans les dépôts publics de France, et qui seroient de nature à être classés sous les désignations suivantes: traités de paix, trêves, ratifications, négociations ou notes diplomatiques, dépêches, protocoles, procurations, pleins-pouvoirs, correspondances ministérielles, hommages, pièces relatives à l'histoire des alliances, des disputes, des pacifications, des guerres entre les Iles Britanniques et la France, les opérations des espions, éclaireurs et agents secrets, et des ambassadeurs.

reconnus; en un mot, tout ce qui peut avoir trait aux relations extérieures de l'Angleterre.

Ces listes devroient contenir les dates, quelques extraits, et un court précis ou aperçu de ce que contient chaque pièce. Déjà la Commission a trouvé des renseignements du plus grand prix dans un inventaire de pièces qui lui a été fourni par la direction des archives de France : toutefois, on y trouve peu d'indications des documents qui sont les plus utiles aux historiens, tels que les dépêches, notes, propositions, instructions secrètes, etc. On n'y voit pas non plus de lettres adressées par les rois de France aux rois d'Angleterre, ou réciproquement, sur les affaires publiques ou privées, comme il en existe un grand nombre dans la Tour de Londres.

Indépendamment des registres du Trésor des Chartes, des registres et mémoriaux de la Chambre des Comptes, des cartulaires des Provinces, des registres du Parlement, du Châtelet et de la Chancellerie, les Bibliothèques publiques, les Archives municipales et départementales, particulièrement celles de la Normandie, de la Bretagne, du Poitou, et de toute l'Aquitaine, fourniroient une ample moisson de matériaux non compris dans l'inventaire des Archives générales de France.

IX. Jusqu'à quel point a-t-on mis à exécution le décret de la Convention nationale, ordonnant la destruction de tous les documents propres à rappeler la domination des Anglois en France? Plusieurs pièces relatives à l'administration de la Normandie sous Henri VI, ont été apportées en Angleterre.

X. On a supposé, et non sans une grande apparence de probabilité, qu'à l'époque de la réforme, les cartulaires, registres et archives des différents établissements religieux, monastiques ou autres, avaient été emportés en pays étrangers par les prêtres et les moines, et déposés par eux dans des couvents, des églises ou autres maisons religieuses catholiques. Pourrait-on trouver quelques traces de ces documents, soit dans les Archives ou Bibliothèques publiques de France, soit entre les mains des particuliers? S'il se decouvrait en France quelque registre, ou cartulaire, appartenant à quelque ancien établissement ecclésiastique de l'Angleterre, de l'Écosse ou de l'Irlande, tel qu'un évêché, un couvent, une abbaye, un hôpital, etc., la Commission désireroit en obtenir une copie entière, complète et authentique.

XI. Il résulte des Archives angloises que les évêques de Coutances, en Normandie, étoient dans l'usage de correspondre avec les rois d'Angleterre au sujet de leur autorité épiscopale sur les îles normandes. Les archives de l'Evêché contiennent-elles quelques pièces relatives, soit à cette correspondance, soit à l'exercice de cette juridiction épiscopale, et se rattachant d'une manière quelconque au gouvernement anglois ?

XII. On sait que beaucoup de monastères et autres établissements religieux fixés en France étoient les métropoles de prieurés, couvents ou autres maisons religieuses en Angleterre, ou y possédoient des terres<sup>1</sup>. La chose la plus importante de toutes, seroit de se procurer une liste complète, ou au

<sup>1</sup> Voici les principaux monastères ou établissements religieux de France et de Flandre qui possédoient des prieurés, des terres ou des dépendances en Angleterre :

Saint-Pierre (Gand). — Mont-Saint-Michel (Normandie). — Saint-Ouen (Rouen). — Saint-Florent (Saumur, Anjou). — Saint-Calais (Maine). — Conches (Normandie). — Saint-Nicolas (Angers). — Saint-Martin (Séez, Normandie). Sainte-Marie-de-Montebourg (Normandie). — Saint-Etienne (Caen). — Saint-Serge et Saint-Prisque (Angers). — Abbaye-du-Bec (Normandie). — La Sainte-Trinité (Fécamp, Normandie). — Fontevrault (Anjou). — Beaulieu (Normandie). — Abbaye de Solley (Normandie). — Saint-Vigor (Cerisy, Normandie). — Notre-Dame-de-Sauve-Majeure (Bordeaux). — Abbaye de Lyre (Normandie). — Saint-Lucien (Beauvais). — Saint-Martin-d'Aulchy (Aumale, Normandie). — Saint-Benoît-sur-Loire (Orléans). — Abbaye de Savigny (Normandie). — Grand-Mont (Normandie). — Saint-Pierre et Saint-Paul (Préaux, Normandie). — Marmoutiers (Tours). — Sainte-Marie-du-Vœu (Cherbourg, Normandie). — Saint-Martin (Troarn, Normandie). — Grand-Mont (Limousin). — Almenesches (Normandie). — Sainte-Foi (Longueville, Normandie). — Saint-Pierre-sur-Dive (Normandie). — Saint-Remi (Reims). — Vallemont (Normandie). — Saint-Jacut (Dol, Bretagne). — Abbaye du Val (Normandie). — Abbaye de Cluny (Bourgogne). — Saint-Pierre (Fougères, Bretagne). — Saint-Sauveur-le-Vicomte (Coutances, Normandie). — Abbaye de Pontigny (Auxerrois). — Saint-Taurin (Evreux). — Saint-Valery (Picardie). — Saint-Martin et Sainte-Barbe (Normandie). — Saint-Etienne (Fontenai, Normandie). — Corneilles (Normandie). — Saint-Pierre-de-Jumièges (Normandie). — Saint-Evroul (Normandie). — Saint-Bertin (Saint-Omer, Artois). — Blanchelande (Normandie). — Saint-Sever (Coutances, Normandie). — Aunay (Normandie). — Beauport (Bretagne). — Saint-Jean (Séez, Normandie). — Montreuil (Picardie). — Bernay (Normandie). — Notre-Dame (Ivry, Normandie). — Saint-Georges-de-Bocherville (Normandie). — Saint-Sever (Rouen, Normandie). — Saint-Denis en France. — Sainte-Trinité (Rouen, Normandie). — Grestein (Normandie). — L'Isle-Dieu (Normandie). — Saint-Victor-en-Caux (Normandie). — Saint-Wandrille (Normandie). — Begard (Bretagne). — Saint-Martin-des-Champs



moins une description exacte des cartulaires et archives de ces établissements, si toutefois ces archives existent encore en masse. Il est probable qu'un examen attentif des archives départementales en feroit découvrir un grand nombre. Par exemple, les papiers de l'abbaye du Mont-Saint-Michel en Normandie, métropole du Mont-Saint-Michel en Cornouailles, se trouvoient, en 1819, à Avranches, quoique non catalogués et dans le plus grand désordre. Une fois le catalogue de ces pièces dressé, resteroit à examiner spécialement celles qui se trouveroient en rapport direct avec l'Angleterre : par exemple, les chartes émanées des rois d'Angleterre ; les concessions de terres et de privilèges en Angleterre ; les procès relatifs aux terres ; les mandements épiscopaux ou autres, etc. ; on demanderoit des copies entières et authentiques de tous ces documents et autres pièces semblables, et l'on prie instamment les savants qui se livreront à leur recherche de compulser les registres avec la plus grande minutie, et page par page, afin de ne laisser échapper rien de ce qui peut intéresser l'Angleterre.

XIII. Les Archives des bonnes villes de la Guyenne, du Ponthieu, de la Normandie, et des autres grands fiefs ou dépendances de la couronne d'Angleterre, existent-elles encore ? S'il en est ainsi, on voudroit avoir les listes et les descriptions de toutes les chartes, concessions, ou autres pièces émanées des rois d'Angleterre ou des gouverneurs et lieutenants envoyés par eux, et de celles qui auroient trait à quelque personnage de distinction, soit anglois de naissance, soit engagé dans des relations directes avec l'Angleterre. S'il s'agit de documents simplement relatifs à des droits territoriaux exercés en France, comme seroient des donations de terres en France ou en Normandie à un couvent françois ou normand, des concessions de privilèges ou

(Paris) — Saint-Fromont (Normandie). — Sainte-Trinité (Caen). — Haut-Pas. — Abbaye de Beaubec (Pays de Caux). — Abbaye de Les-say (Normandie). — Foucarmont (Normandie). — Gaillefontaine (Rouen). — Lonlay (Normandie). — Saint-Jean (Poitiers). — Lanoue (près Evreux, Normandie). — Notre-Dame-du-Pré (Normandie). — Saint-Amand (Rouen). — Saint-Nicolas (Angers). — Abbaye de Saintes (Aquitaine). — Bonport (Normandie). — Bellescambre (Pays de Caux). — Saint-Wlaur (Boulogne). — Notre-Dame (Boulogne). — Maladrerie de Quevilly (Rouen). — Maladrerie de Vernon (Normandie). — Filles-Saint-Dominique (Rouen, de la fondation de Saint-Louis). — Cathédrale de Rouen.

*fors* à une ville gasconne, il suffira d'en donner une courte analyse, parce que, quel que soit leur intérêt et leur prix aux yeux des antiquaires, ils ne présentent qu'une utilité secondaire pour l'histoire d'Angleterre. Mais tout ce qui peut servir à faire connoître la forme et l'esprit du gouvernement, la nature des recours adressés à la justice ou à la faveur du souverain, les sentiments et les dispositions des habitants à l'égard du roi ou de son gouvernement, devra être donné avec le plus grand détail comme propre à jeter quelque lumière sur la politique anglaise, et sur les relations qui ont existé entre la couronne d'Angleterre et ces provinces.

Il ne faudroit pas considérer comme donnant lieu à une simple analyse les chartes normandes accordées par le roi Jean ou ses prédécesseurs à des villes, à des communautés, ou à des individus, car le Royaume d'Angleterre et le Duché de Normandie étoient si étroitement unis à cette époque, que les actes du souverain dans l'un des deux pays ont nécessairement trait à ses actes dans l'autre. Ces sortes de documents devront donc être donnés avec détail.

XIV. Il existe deux textes imprimés de la coutume de Normandie, l'un en latin (dans Ludewig, *reliquiae manuscriptorum diplomatum*), l'autre en françois (dans le *Grand Coutumier*). Le texte françois a été imprimé avec une orthographe un peu plus moderne que celle des originaux, ainsi qu'on peut en juger d'après un manuscrit qui paroît être du xiv<sup>e</sup> siècle. Quoi qu'il en soit, le fond de l'ouvrage remontant à une époque antérieure à la séparation de l'Angleterre et de la Normandie, il seroit important d'avoir des détails précis sur tous les manuscrits en langue latine ou en langue romane, plus anciens que les textes imprimés, et qui se trouveroient dans quelque bibliothèque françoise.

XV. La très-ancienne coutume de Bretagne (*Grand Coutumier*, tome IV) présente beaucoup d'analogie avec l'ancien droit commun d'Angleterre, mais le texte en a été évidemment rajeuni. La Commission désireroit savoir s'il en existe encore d'anciens manuscrits.

XVI. Il y a tant de ressemblance entre les anciens *writs* usités en Angleterre dans les actions réelles, et les *brefs* ou *briefs* usités en Normandie dans des circonstances analogues, qu'évidemment de deux choses l'une, ou les formes légales d'un pays ont passé dans l'autre, ou elles ont été

établies en même temps dans les deux par le souverain commun. Il paroît probable que c'est Henri II qui a donné aux deux contrées une procédure commune. Mais, pour décider plus sûrement la question, il seroit à désirer qu'on eût des copies des plus anciens *briefs* qu'on pourroit trouver, et qui auroient été délivrés conformément à la coutume de Normandie. Il seroit aussi très-important d'avoir des procès-verbaux ou des récits d'assises, ou des procès anciens débattus par suite de ces *briefs*.

XVII. Existe-t-il encore d'anciens registres de l'Échiquier de Normandie, considéré comme cour financière? On conserve à Somerset-House les anciens rôles de l'Échiquier d'Angleterre, appelés *Great Rolls*, ou *Pipe Rolls*, où se trouvent les comptes des *Sheriffs* (office répondant à celui des *Baillis* en Normandie). Depuis le règne d'Henri I<sup>er</sup>, on possède aussi à la Tour de Londres un fragment unique d'un rôle normand de la même écriture que celle des rôles anglois, et cette écriture est spéciale pour ces registres.

XVIII. Existe-t-il des registres de l'Échiquier en Normandie, considéré comme cour de justice civile ou criminelle? Existe-t-il quelques pièces de *plaids d'épée*, antérieurs à la réformation de la coutume, devant les baillis ou tous autres? S'il en est ainsi, on désire les connoître par aperçu, pour savoir s'il y a lieu de leur consacrer un examen plus particulier.

XIX. Il résulte des exemples donnés par Ducange (v<sup>o</sup> *submonere*), d'après les registres de Philippe-le-Bel, que les lettres par lesquelles les vassaux et sujets de la couronne de France étoient requis de fournir le service militaire, présentent les plus grands caractères de ressemblance avec les formes usitées en Angleterre. Les exemples cités par Ducange sont-ils les plus anciens que l'on connoisse, ou bien s'en trouve-t-il d'une date plus reculée dans les archives publiques ou privées, et particulièrement dans les archives des anciens grands fiefs?

XX. L'étude de la constitution politique des anciens pays d'États peut jeter un grand jour sur l'histoire de la constitution d'Angleterre. Par exemple, les extraits que donne D. Morice, dans son histoire de Bretagne, des anciens *Parlements généraux*, appelés depuis *Etats*, de ce duché, nous fournissent des données très-précieuses relativement aux droits du baronnage; il doit en être de même des autres

pays d'États. S'il existe des registres de ces assemblées, on désire avoir la date des plus anciens, et en outre des détails propres à faire connoître, par un examen plus particulier, le mode de convocation, les droits et privilèges des membres, le mode d'élection des députés du tiers-état, etc. Il faut remarquer, au surplus, que, selon toute vraisemblance, les actes des États de sénéchaussées ou de bailliages fourniront souvent des documens plus anciens que les actes des États de provinces, car dans beaucoup d'endroits, en Languedoc, par exemple, les États-généraux se sont évidemment formés par la réunion en un seul corps des États des diverses sénéchaussées de la province.

TELLES sont les différentes questions que la Commission des Archives croit devoir plus particulièrement soumettre à l'examen consciencieux des antiquaires françois. Au surplus, en les indiquant ici, elle n'entend nullement limiter à leur contenu ce qu'elle espère obtenir de la collaboration des savants auxquels elle s'adresse. Son intention a été surtout de faire connoître la nature et l'esprit de ses travaux et de ses recherches, persuadée qu'elle seroit généreusement secondée par tous ceux qui comprennent l'importance des études historiques. La science, en général, l'histoire, en particulier, appartiennent également à tous les peuples; l'Angleterre, spécialement, ne peut manquer d'être écoutée avec faveur dans l'appel qu'elle fait à la France.

Ce sera avec la plus vive reconnaissance que la Commission recevra tous les renseignements relatifs à son histoire, qui lui seront transmis, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses correspondants. Elle ne peut que s'en rapporter, pour le choix et l'appréciation des matériaux, au jugement éclairé des savants qui voudront bien les lui adresser.

*Londres, Lincoln's Inn, décembre 1833.*

C. P. COOPER,

*Secrétaire de la commission des archives d'Angleterre.*

---



*Membres de la Commission des archives publiques  
du royaume de la Grande-Bretagne, nommés par  
le Roi, le 12 mars 1831.*

- M. l'archevêque de Cantorbery.  
 Milord BROUGHAM AND VAUX, lord grand-chancelier.  
 M. le vicomte MELBOURNE, secrétaire d'État de l'intérieur.  
 M. CHARLES MANNERS SUTTON, orateur de la Chambre des  
 Communes.  
 M. le vicomte ALTHORPE, chancelier de l'Échiquier.  
 Sir JOHN LEACH, maître des Rôles.  
 M. WILLIAM DUNDAS, lord register d'Écosse.  
 M. le comte SPENCER.  
 M. le comte d'ABERDEEN.  
 M. l'évêque de Llandaff.  
 M. THOMAS GRENVILLE.  
 M. CHARLES WATKIN WILLIAMS WYNN, membre du parlement.  
 Sir JAMES MACKINTOSH (décédé).  
 M. HENRY HOBHOUSE, garde des papiers d'État de S. M.  
 Milord DOVER (décédé).  
 Sir JAMES PARKE, un des juges de la Cour du Banc du  
 Roi.  
 Sir JOHN BERNARD BOSANQUET, un des juges de la Cour  
 des Plaids communs.  
 Sir ROBERT HARRY INGLIS, membre du parlement.  
 M. LOUIS HAYES PETIT.  
 M. HENRY BELLENDEN KER.  
 M. HENRY HALLAM.  
 M. JOHN ALLEN.  
 M. EDWARD PROTHEROE.  
 M. EDWARD VERNON UTTERSON.  
 M. WILLIAM BROUGHAM, membre du Parlement.  
 M. CHARLES PURTON COOPER, secrétaire de la Commission.

( A Londres, New-Bosvell court, Lincoln's Inn. )

---

*Correspondants français du Comité, auxquels on peut demander des renseignements et adresser des communications.*

A PARIS, M. Paul Royer-Collard, professeur à la Faculté de Droit.

A BORDEAUX, M. Jouannet.

A CAEN, M. Lechaudé d'Ansy.

A FIGEAC, M. le baron Chaudruc de Crazannes.

A GAND, M. Warnkænicg.

A LIMOGES, M. Ardan.

A NANTES, M. Chappelain, conservateur des archives du département de la Loire-Inférieure.

A PÉRIGUEUX, M. de Mourcin.

A POITIERS, M. de la Fontenelle de Vaudoré.

A ROUEN, M. Ach. Deville.

A SAINTES, M. Moreau, bibliothécaire de la ville.

A TOULOUSE, M. Dumège.

---



## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 9 MARS 1835.

PRÉSIDENTENCE DE M. DE BARANTE.

Le procès-verbal de la séance du 2 février est lu et adopté.

Le secrétaire donne aussi lecture du procès-verbal de la séance générale du 28 février, qui est également adopté. Le conseil décide que le discours de M. de Barante, président, le rapport du secrétaire sur les travaux pendant l'année 1834, et le compte-rendu de MM. les censeurs sur l'emploi des fonds pendant la même année, seront joints à ce procès-verbal et imprimés dans le Bulletin.

M. le président proclame Membres de la Société.

MM. DE BURE aîné, libraire.

le vicomte FRÉDÉRIC PORTALIS, membre de la Chambre des Députés.

CAPEFIGUE.

BARROIS, auteur de la *Librairie protypographique des ducs de Bourgogne*.

Ch. PULTON COOPER, Esq., avocat à la cour de la chancellerie anglaise, secrétaire de la Commission des Archives (*Public records*) d'Angleterre.

*Ouvrages offerts à la Société.*

— De la part de M. le lieutenant-général baron Pelet, directeur général du dépôt de la guerre : Les 24 feuilles



déjà publiées de la *Nouvelle Carte de France*, entreprise par le ministère de la guerre et dirigée par M. Pelet (24 feuilles grand in-fol., 1832-1834).

Du même membre : *Ses Mémoires historiques sur la Campagne de 1809*; 4 vol. in-8°.

— De la part de M. le baron de Reiffenberg : *Son Essai sur la Statistique ancienne de la Belgique*; in-4°. (Deuxième partie, extr. des Mémoires de l'Académie de Bruxelles, t. XI, 1834.)

Du même, la 3<sup>e</sup> livraison, pour 1834, du *Messenger des Sciences et Arts de la Belgique*.

— De M. Voisin : *Notice sur la Bataille de Courtray, ou des Éperons d'Or* (1302); broch. in-8°, extr. de la 3<sup>e</sup> livr. du *Messenger de Belgique*.

— De la part de M. Cooper, secrétaire de la commission des archives d'Angleterre (*Records commission*), par l'intermédiaire de Berbrugger, les brochures suivantes :

1° *Revue des Principaux Dépôts d'Archives publiques en Angleterre* (*Survey of the principal Repositories of public Records, etc.*), par M. Cooper, in-fol., avec plusieurs plans d'édifices.

2°. Plan pour la construction d'un ensemble d'édifices destinés au *Record's office*, au Palais, aux Chambres législatives d'Angleterre, etc.; *par le même*; in-8°, 1832.

3°. *Analyse du Plaidoyer prononcé par M. Cooper, au sujet de la Fondation faite par lady Hewley*; in-8°; 1834.

4°. *Rapport pour l'année 1834, de la Société des Antiquaires du Nord, siégeant à Copenhague*; in-8°.

— De la part de M. de Cayrol, à Compiègne.

1°. *Dissertation sur l'emplacement du Champ de Bataille où César défait l'armée des Nerviens et de leurs alliés*; par M. de C. (de Cayrol); in-8°, 63 p. Amiens, 1832.

2°. *Dissertation sur l'Emplacement de Samarobriva*; par le même; in-8°. Amiens.

— De la part de M. Péricaud, bibliothécaire de la ville de Lyon, les opuscules suivants, dont il est l'auteur :

1° *Notice topographique sur la ville de Lyon.*

2° *Tablettes historiques pour servir à l'Histoire de Lyon, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle.*

3° *Notices sur M. de Mandelon, sur le duc de Nemours, sur le cardinal de Lyon et sur Camille de Neuville.*

4° *Notice sur la bibliothèque de la ville de Lyon.*

### *Correspondance.*

— M. le lieutenant-général Pelet, en réponse à la lettre que lui avoit écrite le secrétaire de la Société, pour l'engager, au nom du Conseil, à vouloir bien faire profiter aux études historiques et archéologiques les travaux de la nouvelle carte de France qu'il dirige, adresse un exposé très détaillé de l'état actuel de ces travaux. Il insiste surtout sur les recherches et les travaux qu'il a déjà entrepris ou ordonnés en partie, dans les mêmes vues historiques qui lui ont été présentées de la part de la Société. M. le lieutenant-général Pelet offre, avec le plus vif empressement, de se mettre en rapport avec le Conseil de la Société, pour utiliser, autant qu'il dépendra de lui, au profit de l'histoire et de l'archéologie de la France, les travaux topographiques de la nouvelle carte.

Le Conseil vote des remerciements à M. le lieutenant-général Pelet pour ses dispositions éclairées et bienveillantes, et décide l'insertion de sa lettre dans le Bulletin. MM. Hase, Dureau de La Malle et Guérard sont désignés par M. le président, pour former la Commission chargée d'entrer en relation avec M. le Directeur du dépôt de la guerre, de lui fournir les indications qu'il demande sur les recherches à faire dans la partie de la France où doit opérer MM. les ingénieurs-géographes pendant la campagne de 1835.

— M. Péricaud, bibliothécaire de la ville de Lyon, écrit pour annoncer l'envoi de plusieurs dissertations

historiques, présentées de sa part au Conseil dans cette même séance; il y joint une notice manuscrite destinée au Bulletin, sur la question de savoir : *En quelle année a été conclu le Traité par lequel le comté de Lyon fut uni à la couronne de France.*

— Le secrétaire présente aussi, de la part de M. Prosper Mérimée, inspecteur-général des Monuments historiques, une lettre, que celui-ci a reçue de M. Castellane, président de la Société des Antiquaires de Toulouse, et tendant à soutenir l'authenticité des *Inscriptions de Nérac*. Une copie de cette lettre ayant été tout récemment publiée dans un autre recueil périodique, à l'insu de M. P. Mérimée, le Conseil pense qu'en ce moment, elle ne doit pas être insérée dans le Bulletin. Elle pourroit prendre place par extrait dans un exposé de la question controversée de l'authenticité de ces monuments.

Plusieurs Membres, et surtout M. Dureau de La Malle, reproduisent une partie des principales objections dont ils ont été l'objet dans le sein de l'Académie.

— M. Auguste Le Prevost, député, et M. de Cayrol, écrivent pour remercier le Conseil de leur admission au nombre des Membres de la Société.

### *Communications verbales.*

M. Dureau de La Malle appelle l'attention du Conseil sur la possibilité et la convenance d'insérer dans la première partie du Bulletin, soit par extraits, soit intégralement, un choix des *Mémoires relatifs aux Antiquités nationales*, adressés depuis quinze ans aux concours de l'Académie des Inscriptions, non encore publiés, et qui sont déposés au secrétariat de cette Académie; il pense qu'on en obtiendrait aisément l'autorisation de l'Académie, qui paroît avoir renoncé à les publier elle-même. Cette proposition est appuyée par plusieurs autres Membres.

M. Champollion-Figeac la combat, en se fondant sur l'extrême difficulté de faire les analyses et le choix conve-

nables ; sur l'inconvénient de publier les Mémoires sans les dessins qui en accompagnent et en éclaircissent le plus grand nombre, et dont la Société ne pourroit faire les frais ; sur ce que ces Mémoires étant la propriété des auteurs, ne pourroient être publiés sans leur autorisation ; enfin, sur ce que l'Académie avoit elle-même décidé, il y a plusieurs années, d'imprimer, à ses frais, un extrait de ces Mémoires.

Un autre Membre ajoute, dans le même sens, que cette publication dans le Bulletin enlèveroit trop de place aux *Documents originaux*, qui rentrent plus directement dans l'esprit de la Société de l'Histoire de France.

M. Dureau de la Malle, et un autre Membre de l'Académie des Inscriptions, répondent que le premier projet de cette publication, admis en effet par l'Académie, a été depuis abandonné, eu égard au grand nombre d'autres travaux littéraires dont l'impression est dirigée par ce corps savant.

La décision de cette question est ajournée à une prochaine séance.

M. Dureau de La Malle est prié de vouloir bien prendre des renseignements à ce sujet, et de s'entendre avec M. le secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions.

— Le Secrétaire présente, de la part de l'auteur, une *Notice manuscrite sur Le Fevre de Saint-Remy*, historien françois du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Cette notice est destinée au Bulletin.

#### *Objets d'administration.*

— Un Membre, M. Guérard, rappelle au Conseil la proposition faite par M. C. P. Tiby, séance générale, et tendante à réduire, autant que possible, pour les membres, le prix des publications de la Société (soit en ouvrages, soit en bulletins). Cette proposition est renvoyée au comité des fonds.

— Le Conseil décide que le tirage du *Grégoire de Tours*, dont l'impression est commencée, aura lieu dans les proportions suivantes :



|                                |                  |
|--------------------------------|------------------|
| Texte et traduction en regard. | 400 Exemplaires. |
| Texte seul.....                | 300              |
| Traduction seule.....          | 300              |

---

Total..... 1000 Exemplaires.

Plusieurs membres demandent qu'il n'y ait point de tirage distinct de la traduction françoise, mais la majorité du Conseil adopte ce tirage.

*Renouvellement du Bureau pour l'année 1835.*

Le Conseil procède par la voie du scrutin au renouvellement du Bureau pour l'année 1835.

M. DE BARANTE est réélu *Président*.

MM. FAURIEL et DE MONMERQUÉ, *Vice-Présidents*.

M. TEULET, *Archiviste*.

M. CASTEL, *Trésorier*.

*Comité de Publication.*

*Comité du Bulletin.*

Sont réélus ou nommés :

MM. CHAM POLLION,  
GUÉRARD,  
GUIZOT,  
HASE,  
MIGNET,  
LENORMANT,  
REINAUD,  
VITET.

MM. ARTH. BEUGNOT,  
DUREAU DE LA MALLE,  
MAGNIN,  
P. PARIS,  
TAILLANDIER.

*Comité des Fonds.*

MM. Armand BERTIN, FREMYN, DUCHESNE aîné.

Le *Secrétaire* actuel, M. J. DESNOYERS, continuera pendant deux ans encore ses fonctions, conformément à l'art. 8 du Règlement.

*Lettre du Secrétaire de la Société de l'Histoire de France à M. le lieutenant-général Pelet, directeur du Dépôt de la Guerre.<sup>1</sup>*

MONSIEUR LE GÉNÉRAL, la Société de l'Histoire de France, heureuse de vous compter au nombre de ses membres, a voulu, dans l'intérêt des études historiques, profiter sans retard de cette circonstance favorable, et j'ai été autorisé par le Conseil, dans sa réunion du 2 de ce mois, à appeler toute votre attention sur les ressources scientifiques que la confection de la carte de France, si habilement dirigée par vos soins, peut fournir à la géographie historique de l'ancienne Gaule et de la France du moyen-âge.

Déjà l'Académie des Inscriptions a exprimé le vif intérêt que lui inspire sous ce point de vue le vaste et utile monument de topographie que le génie militaire élève à l'illustration de notre pays. Déjà un des membres de cette Académie, membre aussi de la Société de l'Histoire de France, a énoncé dans le Bulletin de cette Société (1<sup>re</sup> livr.) combien il seroit utile pour l'histoire locale de dresser des listes alphabétiques de tous les noms de lieux indiqués sur les cartes. Ces tables pourroient être envoyées aux Sociétés savantes et aux hommes instruits des départements qu'elles concerneroient, avec invitation de les compléter et d'y joindre les noms vulgaires et les noms anciens mentionnés dans les chroniques, les chartes et autres documents historiques locaux. Ces mêmes tables, renvoyées au dépôt de la guerre, pourroient y être collationnées, révisées, et, s'il en étoit temps encore, utilisées, par un choix éclairé, dans la gravure des feuilles non encore publiées : tout au moins elles formeroient les éléments d'une sorte de Dictionnaire topographique historique de l'ancienne France, dont la rédaction semble avoir été adoptée en principe dès 1817, dans le projet même d'exécution de la Carte de France.

Mais ce n'est pas, Monsieur le Général, l'unique secours que la confection de la Carte de France peut offrir aux sciences historiques et archéologiques ; il en est un autre

<sup>1</sup> Voir la séance du 2 février, Bulletin, tome II, page 40.

dont les résultats plus prochains tendroient toujours au même but. Il consisteroit à étudier les minutes de la Carte de France, sous le rapport des documents qu'elles peuvent fournir à la géographie et à l'histoire ancienne. Ces études auroient surtout pour objet la direction des anciennes voies, la recherche des positions militaires, et d'autres ruines de différents âges auxquelles elles aboutissoient, les dénominations de lieux d'ordre inférieur qu'on auroit été forcé de sacrifier dans la Carte gravée, qui souvent offrent en foule les indices les plus précieux.

Ces recherches scientifiques habilement dirigées sous votre influence supérieure, Monsieur le Général, par les officiers distingués de votre administration, conduiroient à la rédaction d'une ou de plusieurs Cartes de l'ancienne France. Elles tendroient, par une voie différente, au même but que s'est proposé M. le Ministre de l'Instruction publique, entre autres fruits de recherches historiques dirigées par lui sur un plan si vaste dans toute la France, savoir, de faire connoître la puissance respective, l'étendue, la population de diverses régions de la France aux principales époques de son histoire. En un mot, ces recherches, dont vous sentez si bien toute l'importance, favoriseroient les études historiques en même temps qu'elles contribueroient à l'illustration de notre pays, et qu'elles honoreront l'administration chargée de diriger d'aussi importants travaux.

Veillez agréer, etc.

J. DESNOYERS, *Secrétaire de la Société  
de l'Histoire de France.*

Paris, le 6 février 1835.

---

*Réponse de M. le lieutenant-général Pelet à la  
lettre précédente.*

MONSIEUR ET CHER COLLÈGUE , je suis extrêmement flatté de la lettre que vous avez bien voulu m'écrire au nom de la Société de l'Histoire de France , à laquelle je m'honore d'appartenir.

Les vues que vous manifestez avoient frappé depuis longtemps mon attention. Les études historiques ont été pendant une grande partie de ma vie , l'objet de mes occupations et même de mes délassements les plus agréables. Aussi, dès que la direction du dépôt de la guerre et de la Carte de France m'a été confiée , j'ai mis tous mes soins à imprimer la plus grande activité aux travaux relatifs à l'histoire et à l'archéologie.

La nouvelle Carte de France étant exécutée par le corps d'état-major, son principal but est de réunir les éléments de l'organisation militaire du royaume, tout ce qui intéresse la sûreté et la défense de l'État; enfin les relations de nos guerres anciennes et modernes. J'ai néanmoins considéré cette immense opération, comme devant présenter la description la plus complète de la France, sous les rapports de la géodésie, de la topographie, de l'histoire ancienne et moderne, de la statistique et de la constitution physique du territoire. Ainsi, la nouvelle Carte, monument de l'état florissant des sciences et des arts, est destinée à satisfaire en même temps à tous les besoins de l'administration et de la société.

La description géométrique du territoire a été terminée la première, parce que les travaux relatifs à cette partie de la science ont dû servir de base à toutes nos opérations. Cette description a été publiée l'an dernier par son savant auteur, le colonel Puissant, membre de l'Académie des Sciences. Quelques fragments de la description physique relatifs à la chaîne des Vosges, ont été publiés par le capitaine Rozet, auteur de plusieurs ouvrages sur la régence d'Alger. Il a exploré avec beaucoup de succès la chaîne du Jura, pendant la dernière campagne. Je compte le charger cette année de porter ses recherches sur la chaîne non moins intéressante qui sépare le bassin de la Loire, de celui



de la Saône et du Rhône. Enfin, la description topographique de la France est successivement connue par l'émission des feuilles de la nouvelle Carte, dont vingt-quatre ont déjà été publiées; un pareil nombre de feuilles, livré aux graveurs, est déjà fort avancé, et ne tardera point à paraître.

Les travaux relatifs à la description de la France sous les rapports historiques, statistiques et physiques, sont particulièrement confiés aux officiers chargés des opérations de la topographie. Cependant, des considérations générales sur le pays sont également demandées aux officiers chargés des opérations géodésiques, qui, parcourant une plus grande étendue de terrain, peuvent en saisir l'ensemble et en étudier les principaux rapports avec plus de facilité. Les recherches et les observations de ces officiers sont consignées dans des mémoires descriptifs, accompagnés de tableaux, et divisés en chapitres, suivant la classification que je viens d'énoncer.

Des instructions générales ont été remises à tous les officiers pour diriger cette partie du travail, et lui donner l'uniformité qui permet d'atteindre des résultats généraux et qui me fait espérer d'obtenir une description générale du royaume. Des instructions particulières sont adressées à ceux qui peuvent être chargés d'investigations spéciales, afin de faciliter celles-ci et de ménager un temps précieux que réclament impérieusement d'autres occupations. J'ai voulu explorer et étendre par ces recherches les matériaux et les richesses de nos chroniques militaires des divers âges; j'ai voulu aussi faire rechercher et discuter sur les lieux, les principaux faits de l'histoire générale et particulière, les pièces authentiques, les simples traditions, les monuments remarquables, ceux qui signalent ou caractérisent une époque, enfin toutes les traces que le peuple-roi a laissées au milieu de nos Gaules. Car j'ai souvent éprouvé par moi-même, combien il est avantageux d'interroger les localités, de les comparer avec les textes, et combien de lumières on peut retirer des moindres vestiges. Il est recommandé aux officiers de lever à une échelle convenable les lieux qui mériteroient cette exception, et de dessiner les monuments ou de copier les inscriptions qui viendroient à leur connoissance.

Pour diriger les instructions relatives à l'archéologie, j'ai

fait tracer sur les feuilles de la *Carte de Capitaine* les voies romaines, les ruines et les vestiges de l'antiquité, qui sont décrits ou mentionnés par les divers auteurs. Je fais recueillir de toutes parts les souvenirs et les lumières qui peuvent éclairer nos recherches. On ajoute successivement sur cette Carte archéologique, les renseignements que nous procurent les mémoires descriptifs des officiers.

Pendant long-temps, j'ai dirigé moi-même avec une satisfaction particulière, cette branche de nos travaux. Mais j'ai reconnu que je ne pouvois embrasser avec assez de détails et de suite, les instructions particulières, les recherches et la correspondance journalière, afin de fournir aux officiers des renseignements dont ils manquent souvent dans des pays éloignés des centres de lumière. Je viens de demander et d'obtenir la création d'un *bureau des mémoires descriptifs* de la Carte de France, qui, sous ma direction immédiate, sera spécialement chargé de tout ce qui est relatif à ces travaux. J'ai placé à la tête de ce bureau M. Châtelain, chef d'escadron d'état-major, ancien professeur d'art et d'histoire militaire à l'École d'état-major.

Jusqu'à ce moment, nous n'avons pas obtenu de grands résultats relativement à l'histoire ancienne, parce que nos opérations se sont portées dans le Nord, sur des contrées riches et fertiles, où les travaux de l'agriculture et de l'industrie, où les progrès de la civilisation et du luxe, ont effacé une partie des vestiges de l'ancien temps. Dans ces pays, les richesses et les merveilles de l'histoire moderne, l'intérêt particulier des faits militaires, ont attiré davantage l'attention de nos jeunes officiers. Cependant, ils ont déjà recueilli dans leurs levés, dans leurs mémoires et dans quelques dessins ou transcriptions, des renseignements assez précieux que je mettrai à la disposition de la Société. J'établirai volontiers des relations avec vous, Monsieur, pour tout ce que le Conseil désireroit et pour les recherches qu'il voudroit faire ou indiquer dans nos minutes de levés et dans les archives assez riches du dépôt de la guerre. Je vous mettrai également, si cela vous est agréable, en relation avec M. Châtelain ou avec les différents chefs de nos archives.

Je recevrois avec reconnaissance les renseignements que le Conseil voudroit bien me donner sur les recherches que je compte indiquer aux officiers qui vont partir au mois d'avril. Ce seroit, je crois, le moyen de donner la meilleure

direction à leurs investigations et d'éviter celles qu'ils feroient inutilement. Il seroit également avantageux de mettre ces officiers en communication avec vos correspondants et avec les sociétés qui s'occupent des mêmes travaux. J'ai cherché déjà à établir de semblables relations dans les départements. Si cette proposition est agréée par le Conseil, j'aurai l'honneur de vous faire connoître, Monsieur, les pays sur lesquels doivent être portées cette année les opérations topographiques et trigonométriques. Les instructions devroient me parvenir assez tôt pour diriger, sur les points les plus essentiels, les officiers qui sont les plus propres à ce genre de travaux.

Je dois répondre maintenant à quelques observations qui ont été faites relativement à la Carte de France. L'exécution d'une entreprise aussi immense et surchargée d'autant de détails, présente des difficultés incontestables. Avant d'être publiée, chaque feuille de levé au  $\frac{1}{1,000,000}$ <sup>e</sup> sortant des mains de l'officier, doit passer par celles des dessinateurs pour la réduction au  $\frac{1}{800,000}$ <sup>e</sup>; elle est ensuite remise aux graveurs pour le trait, la lettre, le figuré, les montagnes, les eaux, etc. Quelle que soit l'attention que tout le monde porte dans l'accomplissement et dans la surveillance de ces divers travaux, il est impossible que quelques erreurs ne nous échappent. Aussi, appelé-je de tous mes vœux les rectifications qui peuvent m'être indiquées par les sociétés savantes ou par l'administration. J'accueillerai avec une reconnaissance particulière celles que je devrai à vous, Monsieur, et à mes autres collègues de la Société de l'Histoire de France.

J'ai reconnu la justesse de quelques observations consignées dans la première livraison de notre Bulletin; et je me suis empressé de faire opérer les corrections qui m'ont paru nécessaires ou qui étoient encore possibles. Cependant je dois adresser au Conseil de la Société, relativement à quelques noms de lieux, les observations suivantes: La plupart des feuilles de la Carte de France sont surchargées de détails. Il est déjà fort difficile d'y inscrire les noms de villages et des autres localités; il seroit impossible d'ajouter à certains lieux deux ou trois noms suivant les diverses orthographes<sup>1</sup>. Cette

<sup>1</sup> L'auteur de l'article (M. Guérard) avoit demandé, comme une chose utile, que les noms des lieux fussent mis en français, en patois,

Carte servant à tous les besoins, doit avant tout porter la nomenclature et l'orthographe officielles et usuelles. Il pourroit même y avoir quelques inconvénients à s'écarter de cette règle; car je connois peu de noms qui n'aient donné lieu aux discussions des commentateurs; souvent même aucun motif suffisant ne peut déterminer en faveur d'une opinion plutôt que d'une autre. Je reconnois pourtant des cas extraordinaires et graves où il faut abandonner cette règle.

Depuis long-temps, j'ai recommandé aux officiers d'état-major de rechercher avec soin les véritables orthographes des noms, les variantes qu'ils ont éprouvées ainsi que leur étymologie reconnue. Ils doivent apporter les noms écrits officiellement par l'administration. Mais les discussions et les observations que les variantes peuvent occasionner, ne peuvent trouver place que dans les mémoires.

J'applaudis à l'idée de préparer un dictionnaire topographique et historique de la France. Lorsque j'étois ingénieur-géographe, j'ai rédigé depuis 1801 jusqu'en 1805, une partie de celui du royaume d'Italie. J'ai fait commencer, il y a trois ans, le dictionnaire d'une partie du bassin de la Seine et de la Marne, depuis Bar-le-Duc et Chaumont jusqu'à Mantes, afin de déterminer l'échiquier militaire de Paris contre les ennemis venant du Nord-Est. Les renseignements sur l'histoire militaire ainsi que les moyens de résistance qu'offre le territoire, devoient occuper la majeure partie des articles de ce dictionnaire. On pourroit y faire entrer les renseignements relatifs à l'histoire générale. J'avois confié ce travail à M. Mac-Carthy, auteur de divers ouvrages estimés; il a été suspendu depuis que cet officier n'est plus au dépôt de la guerre; mais il sera continué par M. Châtelain.

Ces soins se sont étendus à toutes les contrées dans lesquelles ont été portées les opérations des officiers d'état-major. Leurs recherches, qui ont enrichi le bel ouvrage sur la Morée, continuent actuellement dans l'Eubée, l'Attique, la Phocide et l'Étolie. Un des capitaines de ce corps, M. Cailhier, vient de parcourir pendant quatre ans le théâtre de l'histoire biblique et des guerres des Croisés; il en a rapporté des documents extrêmement intéressants. Les côtes

et, autant que possible, en latin, non pas sur la carte, mais dans les tableaux à joindre à la carte, et qui doivent servir à l'éclaircir et à la compléter. Voir le Bulletin, tome I, page 59.



d'Afrique ont été levées et explorées avec soin sous les rapports historiques et archéologiques par une section de l'état-major, dont les investigations ont pénétré dans cette région si peu connue.

Permettez-moi, Monsieur et cher collègue, d'ajouter à cette lettre, déjà bien longue, quelques mots sur les travaux historiques qui s'exécutent dans ce moment au dépôt de la guerre. D'après un rapport approuvé l'an passé par le maréchal duc de Dalmatie, ces travaux ont été répartis par moi de la manière suivante : Le colonel Bory-Saint-Vincent, membre de l'Académie des Sciences et chef de la section historique, rédige les campagnes d'Espagne sous l'empire, qu'il a faites auprès de divers maréchaux, et celles du commencement de la guerre de la Révolution sur les Pyrénées. Le colonel Koch, déjà connu de l'Europe militaire par d'importantes publications, est chargé de rédiger l'histoire des campagnes de l'Armée du Nord et du Rhin, depuis 1792 jusqu'en 1796. Le colonel Prétot qui a concouru à toutes nos expéditions sur les bords de la Méditerranée, travaille depuis long-temps aux campagnes d'Égypte et de Syrie ; il s'occupe aussi de celle de Morée et d'Alger. Quelques officiers sont attachés aux colonels chargés de la direction de ces travaux qui sont exécutés sur les pièces originales, comparées et discutées.

Je me suis réservé les guerres d'Italie et d'Allemagne en 1796, 1797 et 1800, dont la liaison et les combinaisons sont tellement intimes qu'on peut les regarder comme identiques ; je me suis réservé également les grandes guerres de l'empire. Deux de ces dernières et plusieurs fragments ont été déjà publiés ; la rédaction des autres est fort avancée. Je compte la terminer successivement, avec la coopération du colonel Reveu, chef de la troisième subdivision historique.

Dans ce moment, le dépôt de la guerre va publier quatre mémoires manuscrits sur les guerres de 1805, 1806 et 1807, 1809 et 1812, provenant du cabinet de Napoléon. Ces mémoires seront accompagnés des pièces les plus importantes de la correspondance officielle et de beaux plans de champs de bataille. Ils seront précédés d'une introduction présentant le tableau de la politique européenne, à ces diverses époques.

Le dépôt de la guerre doit concourir, ainsi que vous

l'avez vu dans le rapport du Ministre de l'Instruction publique, à la publication des documents inédits de l'Histoire de France. J'ai déjà remis au Ministre les pièces relatives à la première année de la guerre de la Succession d'Espagne, et une rédaction préparée sur cette même époque, par l'un de mes prédécesseurs, qui a rédigé toutes les campagnes depuis 1673 jusqu'en 1763. Je compte joindre à cette publication un certain nombre de cartes et de plans qui augmenteront beaucoup l'intérêt qu'elle doit inspirer.

Je vous prie, Monsieur et cher collègue, d'excuser la longueur de ma réponse. Mais j'ai dû vous entretenir de la situation de nos travaux et de la direction qui leur est donnée, afin de pouvoir obtenir de la Société de l'Histoire de France un concours qui peut leur être fort utile. J'ai voulu ensuite prouver à la Société le vif désir que je ressens de contribuer autant qu'il dépend de moi, à ses importants travaux, en établissant des relations entre son Conseil et le Dépôt de la guerre.

Veillez me permettre, Monsieur et cher collègue, de vous adresser la collection des feuilles de la Carte de France qui ont déjà paru, et mes Mémoires sur la Campagne de 1809, que je vous prie de faire déposer dans les archives de la Société.

Veillez agréer, etc.

*Le lieutenant-général directeur  
du dépôt de la guerre,  
PELET.*

Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1835.

---

## SECTION II.

## EXTRAITS ET ANALYSES.

*Notice sur les Mémoires inédits d'Eustache Piemond, historien dauphinois.*

L'historien Chorier s'est servi, pour rédiger les annales de la province de Dauphiné, d'un grand nombre de Mémoires manuscrits, dont la plupart ne se retrouvent plus aujourd'hui <sup>1</sup>. Il a fait usage surtout, pour la période des guerres civiles advenues dans sa patrie, dans le cours du xvi<sup>e</sup> siècle, des Mémoires d'Eustache Piemond, notaire royal, Dalphinal, à la résidence de la petite ville de Saint-Antoine en Viennois.

Ces Mémoires n'ont pas été inconnus aux rédacteurs de la Bibliothèque historique de la France (édition de 1771), qui les citent sous le n<sup>o</sup> 37,959, tom. III, pag. 541. Ils nous apprennent qu'en 1742, le père Nicolas-Louis Husse-not, chanoine régulier et archiviste de l'abbaye de Saint-Antoine, en fit faire une copie, sur l'original qui lui fut communiqué, par le petit-fils de l'auteur, M. Melchior Piemond, avocat au parlement de Grenoble, et que cette copie étoit déposée aux archives de l'abbaye de Saint-Antoine. Le bibliothécaire de Dauphiné reproduit le même document sans autre détail <sup>2</sup>. La copie déposée aux archives de l'abbaye de Saint-Antoine a disparu, sans doute, à l'époque de la suppression de l'ordre, vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. De nombreuses dilapidations anéantirent alors les richesses littéraires recueillies à grands frais par les religieux. Quant à l'original, on ignore en quelles mains il a passé, lors de la mort de M. Melchior Piemond, arrivée à Grenoble en 1745. Heureusement un collecteur s'est rencontré, qui a pris le soin, vers le milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, de s'en procurer une

<sup>1</sup> *Histoire générale de Dauphiné*, par Nicolas Chorier; tome I, Grenoble, Charvys, 1661, in-fol. — Tome II, Lyon, Thyoli, 1672, in-fol.

<sup>2</sup> *La Bibliothèque de Dauphiné*, par Guy-Allard (édition de Chalvet), 1798, in-8<sup>o</sup>.

copie, que possède la Bibliothèque du Roi; 2 vol. in-fol., fonds de Fontanieu. P. N° 114.

M. de Fontanieu, intendant de la province de Dauphiné, pendant les années 1724 à 1740, avoit entrepris de vastes études historiques sur la province confiée à son administration. Outre les histoires générales, les recueils de pièces, les cartulaires qu'il fit rédiger, ou qu'il rédigea lui-même, il se procura des copies exactes des monuments historiques, dont il ne put acquérir les originaux. Parmi les copies dont il enrichit sa bibliothèque, se trouvent les Mémoires de Piemond, possédés actuellement par la Bibliothèque du Roi, et sur lesquels les inventaires des livres de M. de Fontanieu ne donnent aucun détail <sup>1</sup>.

Les Mémoires d'Eustache Piemond sont intitulés : « *Mémorial* perpétuel de plusieurs choses advenues à cause des guerres civiles de ce royaume de France, et de ce que particulièrement est advenu en Dauphiné, et notamment en notre pauvre ville de Saint-Antoine en Viennois (recueillies par moi Eustache Piemond, notaire royal, Dalphinal, de la ville de Saint-Antoine), recueilli depuis l'année 1562, que je suis de retour de Poitou, où j'avois demeuré onze ans, lorsqu'un oncle, nommé Jean Piemond, m'y avoit attiré, y estant marié dès l'an 1560. »

J'ai copié les premières lignes des Mémoires de Piemond, à défaut de titre spécifié isolément. Le Mémorial commence donc en 1562 : il s'arrête en 1608, et le mode de narration semble faire présumer que l'auteur n'avoit point fixé les bornes de son œuvre à cette année, mais que la mort est venue imposer un terme à ses récits. Il embrasse toute la période des guerres civiles du xvi<sup>e</sup> siècle, dans les provinces méridionales de la France, la Provence, le Languedoc et surtout le Dauphiné. Si quelquefois il entre dans le domaine de l'histoire générale, ce n'est que pour lui faire des emprunts qui se rattachent d'une manière directe aux annales provinciales.

Le Mémorial n'est divisé, ni en périodes, ni en livres, ni en chapitres. Le récit est continu : les faits seulement forment autant d'alinéas, précédés d'un titre explicatif et de la date de l'année, du mois, quelquefois du jour. Cette exactitude

<sup>1</sup> *Catalogue de la Bibliothèque de Fontanieu*, manuscrit de la Bibliothèque du Roi; fonds de Fontanieu, in-fol., coté n° 24. Tome V, page 31. — Autre Catalogue, in-4°, page 32.



chronologique est d'autant plus digne de confiance, qu'elle émane d'un auteur contemporain, et de prime-abord il est facile d'apprécier son importance, pour rectifier les incertitudes et les erreurs de date qui pèsent sur un grand nombre d'événements du xvi<sup>e</sup> siècle. Les sièges, les attaques, prises et reprises des innombrables places de guerre qui bordoient les deux rives du Rhône, les assauts éphémères qu'essuyèrent les bourgades, les combats de quelques instants, les révolutions intérieures des cités, dont l'obscurité a presque toujours échappé aux recherches des historiens, sont énumérés par Piemond, souvent témoin oculaire des faits, qu'il raconte avec une fidélité qui ne peut qu'enrichir le domaine des connoissances historiques.

L'ouvrage de Piemond est non seulement précieux comme monument historique, il offre encore des détails intéressants sur les usages, les mœurs et les croyances de la société. Le notaire de Saint-Antoine ne s'élève pas à des considérations littéraires d'une haute portée, mais s'il écrit sous l'influence de ses appréciations bourgeoises, c'est toujours avec bon sens et franchise. Les phénomènes célestes, les révolutions atmosphériques, sont à ses yeux des enseignements précurseurs des événements politiques, et jamais il n'omet de les rapporter avec une simplicité religieuse qui ne manque pas de bonhomie.

La publication du Mémorial de Piemond seroit, ce semble, d'une utilité réelle pour l'histoire; mais pour que cet avantage ne reste pas imparfait, il est indispensable d'y joindre des notes historiques et géographiques. Il importeroit aussi de compléter certaines périodes et divers récits par des pièces inédites, qui appartiennent aux bibliothèques de Lyon, de Grenoble, de Carpentras. Le Mémorial, bien qu'en deux volumes in-fol., ne formeroit qu'un volume in-4<sup>o</sup>, avec les notes et les pièces justificatives.

OLLIVIER JULES, *Juge au tribunal de  
Valence, Membre de la Société de  
l'Histoire de France.*

---

## SECTION III.

## NOTICES HISTORIQUES.

*Notice sur Jacques de Hemricourt, historien belge  
du XIV<sup>e</sup> siècle.*

Jacques de Hemricourt fut lié avec Jean le Bel dont la biographie a été insérée dans le Bulletin de décembre <sup>1</sup>. Son véritable nom de famille était *Tomboir* <sup>2</sup>. Adam Tomboir devoit le jour à un paysan du village de Hemricourt. Thomas, seigneur du lieu, lui confia l'administration de son château, et sa fille cadette, Marie, lui accorda plus encore; elle lui donna sa tendresse, elle lui livra sa personne. Les deux amans, pour se dérober au ressentiment du sire de Hemricourt, se réfugièrent dans la ville de Saint-Trond, où ils reçurent la bénédiction nuptiale. Au bout de deux ans ils parvinrent, par l'entremise de quelques amis, à apaiser leur père qui, désarmant son orgueil féodal, les admit dans son noble manoir, et rendit à Tomboir l'emploi qu'il y exerçoit auparavant, mais s'opiniâtra à déshériter sa fille. Adam alors quitta le nom de Tomboir pour prendre celui de Hemricourt qu'il transmit à ses descendants. Son fils, Thomas, fit de très grands progrès dans la jurisprudence et exerça avec succès, pendant sa vie, la profession d'avocat, à Liège. Celui-ci eut sept fils, entre autres Thomas, marchand de vin et bourgmestre de Liège, et Gilles, secrétaire des échevins de la même ville, où sans doute naquit, en 1333, Jacques notre historien, dont la mère était Ide d'Abée, issue de l'ancienne maison de Dammartin.

<sup>1</sup> Les procès-verbaux des séances de la *Société de l'Histoire de France*, p. 284, contiennent, à ce sujet, une petite inexactitude. On y dit que j'ai distingué *trois* historiens appelés Jean-le-Bel; à la vérité j'ai signalé *trois* individus de ce nom; mais *deux* seulement peuvent être considérés comme historiens. La notice elle-même présente quelques erreurs typographiques, entre autres, pag. 299, lig. 19, au lieu de *frère de Hemricourt*, il faut lire *sire de Hemricourt*. (*Note de M. de Reiffenberg.*)

<sup>2</sup> La *Biographie universelle*, xx, 42, imprime *Tomboit*.

Jacques de Hemricourt obtint aussi la charge de secrétaire des échevins de 1360 à 1376; celle de mayeur en féauté pour Rasse de Waroux en 1372, et devint bourgmestre en 1390. Il se maria deux fois et non trois, comme le dit Loyens<sup>1</sup>; la première avec Françoise, fille de Pierre Mission, honnête drapier liégeois, dont il eut un fils nommé Gilles et qui mourut en 1382; la seconde avec Agnès, fille de Véri de Coir, seigneur de Ramioul, chevalier, dont il n'eut point d'enfant et qui décéda en 1397. Veuf de cette dernière, il demanda à être reçu parmi les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem. Son désir exaucé, il se contenta de pratiquer la règle, sans participer aux revenus de l'ordre.

Il mourut dans un âge fort avancé, le 18 décembre 1403, et fut enterré à Liège, dans une chapelle de la cathédrale, dite *la chapelle des Clercs*, où on lui dressa un tombeau avec son effigie qui a été gravée, et l'épitaphe suivante : *Chi gist messires Jakes de Henricourt, chevalier de l'ordene Sains Johan de Jhlem, ki en ses veufvies et anciens jours entra en la dure religion sur son propre patrimoine sans prendre les binfai de celi et trepassat Lan de grce MCCCC et trois le XVIII jour el mois de Decem.* Ses armes sont d'argent au sautoir de gueules, brisées en cœur d'un écu d'argent à la croix d'azur.

Nous avons de lui :

I. *Miroir des nobles de Hasbaye* (Bruxelles, E.-H. Fricx, 1673, in-fol., fig.; des exemplaires portent la date de 1715, mais le titre seul en a été changé. Le texte est accompagné d'une version française qui, dans plus d'un endroit, le défigure au lieu de l'éclaircir. Cette édition a été publiée par un sieur de Salbray, précepteur du fils du comte de Marchin, chevalier de la Jarretièrre et maître de camp général des armées des Pays-Bas, auquel il l'a dédiée. Salbray avoue n'être venu à bout de ce travail qu'avec le secours d'un abbé Massart, Liégeois, qui avoit quelque teinture de l'ancien langage. Les *Recherches historiques sur l'histoire de la principauté de Liège*, par le baron de Villenfagne, contiennent une lettre où ce savant prouve que le *Miroir des nobles de Hasbaye* est tronqué et n'est point parvenu jusqu'à nous tel qu'il est sorti des mains de son auteur. Il eût sans doute été plus complet dans l'édition qu'en préparoit l'habile hé-

<sup>1</sup> *Recueil héraldique des bourgmestres de Liège*, pag. 104.

raldiste Christophe Butkens, qui se proposoit de le mettre en lumière avec une préface, des notes, un supplément, et dont M. J.-F. Verdussen, échevin d'Anvers, possédoit le manuscrit qui est passé dans la Bibliothèque de Bourgogne, à Bruxelles, où il se trouve maintenant. En 1791 l'abbé Jalheau fit paroître à Liège en un vol. in-fol., avec fig., une nouvelle édition du *Miroir*. Mais, dédaignant le texte d'Hemricourt, il s'est contenté de la traduction de Salbray en la rajeunissant et en y ajoutant quelques notes pour flatter les prétentions de certaines familles. Au surplus il y a dans le commerce fort peu d'exemplaires du livre de l'abbé Jalheau ; presque tous furent déposés chez le comte d'Oultremont de Végemont, qui avoit fait les frais de cette publication.

Hemricourt commença son recueil en 1353 ; il nous apprend qu'il avoit alors 20 ans, ce qui détermine l'époque de sa naissance telle que nous l'avons marquée. Il y mit la dernière main en 1398. On y trouve les généalogies des familles nombreuses qui descendoient de Rasse de Dammartin, chevalier français, établi dans la Hasbaye, et qui y épousa une *damoiselle* de Warfusée. Ce travail embrasse donc les années écoulées de 1102 à 1398. L'auteur l'avoit entrepris pour tâcher de rendre à la noblesse son lustre obscurci ; car le petit-fils du paysan de Hemricourt voyoit avec peine que *li forche des frankes vilhes estoit ensachie et augmentée* aux dépens de l'honneur de la chevalerie. Il déclare que ce livre lui avoit coûté beaucoup de peine, et qu'afin de le rendre conforme à la vérité il s'étoit adressé aux anciens qui pouvoient en avoir connoissance, et avoit consulté la chronique de la Grande Église de Liège (chronique aujourd'hui perdue, selon toute apparence), outre les recueils particuliers, vieux rôles et autres papiers provenant de sa famille.

Le *Miroir des Nobles* n'est pas seulement un traité généalogique ; on y trouve encore d'assez nombreux renseignements sur les mœurs de l'époque, dont La Curne de Sainte-Palaye n'a pas profité, et que M. de Villenfagne se proposoit de réunir, ainsi que M. de Gerlache, qui a donné lecture de quelques uns de ses extraits, il y a plusieurs années, dans une des séances de la *Société d'émulation de Liège*. Déjà nous avons considéré Hemricourt sous ce point de vue dans nos *Archives*, et depuis nous lui avons emprunté la nouvelle intitulée : *Rasse à la barbe*, laquelle fait



partie de notre nouveau recueil de *Légendes*, imprimé en 1835 sous le titre du *Lundi*.

Quoi de plus intéressant, par exemple, que ce que raconte Jacques d'un ancien seigneur d'Hemricourt qui portoit le nom de Thomas comme le père de sa propre ayeule? Si ce seigneur ne songeoit point à s'enrichir, madame sa femme, grande ménagère, s'appliquoit, par l'entretien des troupeaux, à suppléer à ce que son mari dépensoit dans ses expéditions. Quand le chevalier alloit à quelque tournoi dans les pays étrangers, il ne trouvoit pas d'autre moyen pour subvenir aux frais du voyage, que d'engager ses terres, sa vaisselle et ses bijoux, et madame sa femme ne s'y opposoit point, afin que la considération de cette grande dépense superflue le pût retenir une autre fois et l'empêcher de retourner à l'emprunt, lui cachant les moyens qu'elle employoit pour rétablir et même augmenter ses affaires. Un jour qu'il revenoit d'un grand tournoi qui avoit eu lieu entre Juiliers et Aldenhove, il quitta, près de Maëstricht, ses compagnons de route, et cotôya la Geez pour regagner Hemricourt. Dans les pâturages d'Orey il aperçut d'innombrables moutons, et demanda à qui ils appartenoient. Le berger répondit que c'étoit à madame de Hemricourt. Avançant vers Moumale, pareille rencontre, nouvelle surprise du chevalier. « Madame, dit-il à sa femme au retour, je crois avoir dépensé tout ce que je puis avoir; mais vous, votre épargne est fort considérable: vous avez la réputation d'être riche, et moi je passe pour un gueux. J'ai trouvé en mon chemin, près d'ici, deux beaux troupeaux de moutons; les bergers m'ont dit qu'ils étoient à vous; trouvez bon que j'en réclame ma part. — Vraiment, monsieur, répondit la sage dame, vous n'avez pas encore vu tout ce que nous possédons. Ne soyez point en peine de la dépense que vous avez faite; vous ne fûtes jamais si riche que vous êtes à présent; j'ai dégagé vos héritages, j'ai retiré vos pierres et votre vaisselle d'argent, et ai racheté tout cela avec des vaches et des moutons; ce m'est grande plaisance que vous acquerrez l'honneur du monde que je partage avec vous, jaçoit que vous en ayez les plaies et le travail, et c'est bien raison que vous ayez part aussi au profit de mon ménage. » Le naïf chroniqueur ajoute que messire Thomas grandement festoya sa femme et devint meilleur mari que devant. Ce trait a frappé M. le Mayeur, auteur du poëme

de la *Gloire belge* ; mais malheureusement il lui manquoit de l'imagination et le sentiment poétique.

Thomas de Hemricourt n'étoit pas habile financier ; en revanche *tant fort il chevauchoit qu'il n'estoit mie à remuer et estoit si bien étoffé et façonné de tous ses membres et de si grande force et hardement , que c'estoit merveille ; onc en nul fait d'armes on ne pouvoit lui faire perdre l'estrier, si la courroie ne rompoit par hasard ; il mit toute son entente et courage à chercher les faits d'armes par tous pays et y dépensoit grand trésor.*

Charles , roi de Sicile , et le roi d'Aragon étoient convenus de vider leurs querelles par un combat singulier de cinquante hommes d'armes ou chevaliers contre pareil nombre. Charles choisit parmi ses champions trois Hasbinois et un Brabançon : Thomas de Hemricourt , le sire de Haneffe , le bon bâtard de Wesemael , tous trois bannereux , et le bon sieur Wathi de Moumale , qui ne l'étoit pas. Le roi de Sicile envoya à chacun d'eux un cheval de bataille. Messire Thomas , ayant voulu éprouver le sien , saisit une branche d'arbre , et piqua des deux sans que l'animal pût faire un pas. Il en demanda donc un autre qui fût à son gré. L'Aragonois n'ayant point comparu au jour fixé , le roi de Sicile envoya reprendre les chevaux de ses défenseurs. « Comment garçon , répondit messire Thomas au messager , m'a le roi donné une carogne pour soutenir son honneur , et pour lui ai mis mon corps en aventure de mort , moi qui ne suis point de son pays ni de sa seigneurie , et il m'en rend tel guerdon , qu'il veut ravoir son cheval et son don rappeler. Par les yeux de Dieu je le lui renverrai , mais ce sera en tel état que jamais preud'homme ne le montera avec honneur. » Cela dit , il fit amener le destrier devant lui , ordonna qu'on lui coupât la queue et la crinière , et le rendit au messager.

Ce même seigneur de Hemricourt , durant une guerre de famille , étoit tombé dans une embuscade que lui avoit dressée un écuyer , nommé le Vilain de Sardignies. Celui-ci lui ayant ôté son épée et son heaume , lui dit : « Sire de Hemricourt , sire de Hemricourt , après avoir cherché los et renommée par tous pays deçà et de là la mer , vous voilà tombé aux lacs d'un si pauvre écuyer que je suis. Je vous conjure par la foi que vous devez à Dieu et à monseigneur Saint Georges , que vous me disiez ce que vous feriez de moi si vous

me teniez en tel point que je vous tiens à présent. » Le chevalier répliqua sans s'émouvoir : « Par le serment dont tu m'as conjuré et par les yeux de Dieu, tu mourrois de cette main qui en a bien fait mourir d'autres. — Sire de Hemricourt, sire de Hemricourt, répliqua le Vilain, de ma mort ne seroit-ce grand dommage, mais de la vôtre ne seroit onc le dommage réparé. J'à ne plaise à Dieu que de si petit homme que jesuis soit mort si vaillant que vous êtes; mais je vous requiers sur loyauté de chevalerie que me réconciliez avec vos cousins de Blehen, car tout ce que leur ai forfait, j'el'amendrai à votre ordonnance, et me suffira votre simple parole, puisque ne suis digne de recevoir la créance de si vaillant homme que vous êtes; et de ce que ai mépris envers vous, je vous en prie merci. » Lors il aida à relever le chevalier, et lui-même se mettant à genoux devant lui, il obtint le pardon qu'il sollicitoit.

Ceux qui ont lu l'*Egmont* de Goëthe ont admiré le personnage de Claire, quoiqu'il répugne à l'histoire. Ne diroit-on pas que l'illustre poète avoit lu dans Hemricourt qu'il y avoit à Liège une pauvre petite fille innocente, nommée Paquette, demeurant à Saint-Laurent, et qui tant avoit en amitié monsieur Jehan du Lardier, qu'elle ne pouvoit laisser passer un jour sans se trouver le matin à la porte de son logis, dans la rue de Souverain-Pont, pour l'en voir issir ? Dès qu'elle pouvoit l'apercevoir, elle se prosternoit comme pour l'adorer, et lui baisoit la main ou les draps (*vêtements*). Cette pauvre fille, qui étoit assez belle, parloit souvent de lui en bien, au temps des guerres, et pour cette cause tant seulement, elle fut noyée en la Meuse et accusée d'espionnage.

II. A la fin du *Miroir*, pag. 327-375, on a inséré un autre écrit de Jacques de Hemricourt, l'*Abrégé des guerres d'Awans et de Waroux*, qui ont occupé M. de Villenfagne.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> *Le Miroir des nobles de Hasbaye*, Brux., 1675, préliminaires et les pages 38, 176, 177, etc.; — Foppens, *Bibl. Belgica*, 516; — Paquot, *Mémoires litt.* in-fol., I, 570-571; — de Villenfagne, *Esprit des journaux*, 1786; — le même, *Mélanges de litt. et d'hist.*, 231-267; — *Mélanges pour servir à l'hist.... de Liège* (ou *Mél. hist. et litt.*), I-46, et les autres passages de cet auteur déjà cités. — *Biographie univ.*, XX, 42; — *Archiv. philolog.*, par de Reiffenberg, II, 94-100, 157; — Dewez, *Histoire du pays de Liège*, II, 355; — *Bibl. histor. de la France*, 2<sup>e</sup> édit., III, n° 40682; — Verdussen, *Catalogus*, etc., I, 227, n° 81. (Le MS. désigné en cet endroit a été vendu 48 florins de change.)

III. Cet auteur a encore laissé le *Traité de la temporalité*, et, selon Loyens, *d'autres curieux Recueils*. M. de Villefagne avoit vu une copie du *Patron de la temporalité de l'Évêché de Liège*, dans la bibliothèque du baron de Cler. En 1788 il annonçoit qu'il avoit le dessein de le publier sous peu ; mais il s'est contenté d'en donner plus tard une analyse dans les *Essais critiques*, I, 208 et suiv., et d'y revenir dans ses *Mélanges historiques et littéraires*, 151-161, ainsi que dans ses *Recherches*, I, 334, 385 et suiv. Ce traité étoit autrefois si estimé qu'on l'avoit placé à côté des monuments les plus vénérés des libertés liégeoises. On le trouve dans les recueils que les Liégeois appellent *Pawillart*, et qui contiennent les anciens statuts du pays.

Le baron DE REIFFENBERG ,  
Correspondant de l'Institut ( *Académie  
des inscriptions et belles lettres* ).

---



## SECTION V.

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DE LA FRANCE.

---

*Mémoires de la Société archéologique de Montpellier.* N° 1, Montpellier, 1835, in-4°. (Brochure de 75 pages, avec 2 planches de lithographie.)

La Société archéologique de Montpellier vient de publier un choix de ses premiers travaux. Ce sont trois Mémoires qui ne peuvent que la faire avantageusement connoître.

Le premier a pour objet l'ancienne ville de *Substantion*. L'auteur, M. de Saint-Paul, se livre d'abord à l'examen des différentes manières dont le nom de cette ville a été écrit. D'après une inscription placée aujourd'hui dans le Musée de Nîmes, son nom primitif étoit *Sextant* : d'où l'itinéraire d'Antonin a fait *Sextantio*, qui, successivement transformé, est devenu *Substantion*, et, dans la Table de Peutinger, *Serratio*, sous lequel l'auteur croit reconnoître le nom latinisé d'une ville ligure.

Vient ensuite l'histoire de la ville et de ses ruines jusqu'à nos jours, autant qu'elle peut résulter du petit nombre de documents qui nous en restent.

Dans le second Mémoire, relatif aux *vieilles maisons de Montpellier*, M. J. Renouvier distingue d'abord les constructions romaines ayant des arcs à plein cintre, coupés par de larges linteaux monolithes; ensuite les premières constructions ogivales qui présentent encore ces larges linteaux de la période romaine, en usage dans le midi long-temps après avoir été abandonnés dans le nord; puis les édifices du style ogival pur; enfin ceux de la renaissance. Ce travail de M. Renouvier est fait avec soin, et doit servir à l'étude des différents genres d'architecture employés pendant le moyen-âge.

Dans le troisième Mémoire, l'auteur, M. Thomas, s'est proposé de prouver que l'ancienne *Mesua* n'est pas, comme l'avoient cru tous les géographes, la ville qui porte aujourd'hui

d'hui le nom de *Mèze*. La description que fait Pomponius Mela de l'île et de la colline de *Mezua*, unies au continent par une langue de terre, ne peut convenir à la ville de Mèze (Hérault), située dans une plaine et au bord de l'étang de Thau, qui l'éloigne de la mer; tandis que la même description paroît s'appliquer très bien à l'ancienne ville de Maguelonne. Mais nous observons qu'elle peut, sous plusieurs rapports, s'appliquer aussi à la position occupée par la ville de Cette, et que la ville de Maguelonne étant appelée *Magalona* dès le vi<sup>e</sup> siècle, où elle étoit déjà le siège d'un évêché, l'abolition ou le changement du nom de *Mezua*, qu'elle auroit porté primitivement, n'est pas expliqué dans le Mémoire d'une manière satisfaisante. Au reste, quelque bien entièrement fondée que puisse être l'opinion de M. Thomas, on ne se dissimule pas qu'elle a besoin, de même que toutes les nouvelles découvertes de ce genre, de la sanction du temps et de l'épreuve de la critique, pour être admise universellement.

R. THOMASSY,

*Archiviste-paléographe.*

*Mémoires de la Société archéologique du midi de la France.*

T. 2, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> livraisons. Toulouse, 1835. Martegoute et Comp<sup>e</sup>. Paris, Lance et Merklein.

La première et la deuxième livraison du 2<sup>e</sup> volume sont publiées; elles contiennent des Mémoires non moins importants que ceux du 1<sup>er</sup> volume. (Voir. *Bibl. hist. et arch. de la France*, n<sup>os</sup> 235-256.) Bull. de la Soc. de l'hist. de Fr., I, p. 120.

- *Notice et extrait d'un manuscrit roman de la vision de Tindal*; par M. de Castellane.
- *Aigues-Mortes*; par M. Alex. du Mège.
- *La ville de Lectoure a-t-elle été Colonie romaine?* par M. le baron Chaudruc de Crazannes; 2<sup>e</sup> livraison.
- *Recherches sur les Amphithéâtres du Midi*; par M. C. Dubarry.
- *Notes sur les rois Goths qui ont régné dans le midi de la France et sur leurs monuments*; par M. de Castellane.
- *Bas-relief représentant le triomphe des deux Tétricus*; par M. Alex. du Mège.

Ce monument controuvé a été aussi récemment décrit et figuré par M. Jouannet. (*Acad. des Sc. de Bordeaux*: séance publ. du 28 avril 1834; p. 177-212).

*Archives curieuses de l'Histoire de France*, depuis Louis XI jusqu'à Louis XVIII; par MM. L. Cimber et F. Danjou, 1<sup>re</sup> série, t. 2, pag. 477, février, 1835. Paris, chez Beauvais, édit., rue Saint-Thomas-du-Louvre, n°. 26.

Le deuxième volume de cette intéressante et utile publication vient de paroître. Il contient les morceaux suivants :

— *Procès-verbal de l'hommage fait à Louis XII par Philippe, archiduc d'Autriche et comte de Flandres, en 1499.* (P. 1-12.)

Ce procès-verbal fut dressé par Jean Amys, secrétaire du roi et présent à la cérémonie, qui eut lieu à Arras. Publié pour la première fois en 1594, il a été reproduit par Th. Godefroy, dans le Recueil sur Louis XII. 1615, in-4°.

— *La Conquête de Gennes, en avril 1507.* (Pag. 13-24.)

Cette courte relation a été imprimée d'après une feuille volante, sorte de Bulletin destiné à annoncer au peuple les nouvelles politiques, et portant la date de Gènes, 19 avril 1507.

— *L'Entrevue de Louis XII, roi de France et de Ferdinand-le-Catholique, roi d'Aragon, à Savonne, en 1507.* (Pag. 25-57.)

Ce récit écrit par Jean d'Auton, témoin oculaire, a été publié par Ch. Godefroy. Paris, 1612, in-4°.

— *Obsèques de Louis XII, en 1514.* (Pag. 59-70.)

— *Compte des dépenses faites aux obsèques de Louis XII.* (Pag. 71-81.)

Ces deux pièces sont extraites du Recueil manuscrit de Fontanieu, l. 158. Bibl. roy.

— *Les gestes, ensemble la vie du preux chevalier Bayard, avec sa généalogie; par Symphorien Champier.* (Pag. 83-202.)

Cet ouvrage, imprimé en 1525, in-4° goth. et d'une extrême rareté, est l'un des morceaux les plus importants du volume que nous annonçons.

— *Procès du connétable de Bourbon et de ses complices, en 1523.* (Pag. 203-225.)

Cette pièce a été insérée à la suite des divers traités concernant l'Histoire de France, par Dupuy; in-4°, Paris, 1654; et in-12, Bruxelles, 1702.

— *Histoire de la prinse et délivrance de François I<sup>er</sup>, venue de la royne, et recouvrement des enfans de France; par Sébastien Moreau, de Villefranche (1524-1530).* (P. 251-452.)

Relation inédite, extraite du manuscrit n°. 9902, de la Bibl. roy., et pièce capitale du volume.

— *De la rebaine ou rebellion de la cyté de Lyon, en 1529; par Symphorien Champier.* (Pag. 453-477.)

Récit reproduit d'après l'édition unique du xvi<sup>e</sup> siècle, in-8°, gothique.

*Manuscripts de la Bibliothèque Royale de La Haye,  
qui pourroient servir aux travaux de la Société de  
l'Histoire de France.*

(Ces manuscrits ont appartenu à feu Georges-Joseph Gérard, des Académies de Bruxelles, de Zélande et de Besançon, et de l'Institut de Hollande.)

I. TOPOGRAPHIE.

1. Carte de la forêt de Soigne, copiée sur une ancienne carte qui étoit dans la Chambre des Comptes, à Bruxelles.
2. Plan des branches du west-quartier de Warneton, domination françoise et (autrefois) autrichienne; enluminé.  
Ce plan provient primitivement du chef-président du conseil privé de Neny, qui avoit été chargé de traiter avec un commissaire françois, au sujet des limites des Pays-Bas.
3. Carte d'une partie de la Flandre françoise, faite et signée par le comte de Calemberg, adjudant du prince Eugène de Savoie.

II. CAMPEMENTS ET SIÈGES.

4. Vingt-cinq plans enluminés des campements des armées aux Pays-Bas; petit vol. in-4°.
5. Recueil des plans des campements des alliés dans les Pays-Bas, pendant les années 1746, 1747 et 1748, en 24 grandes cartes enluminées.
6. Ancien plan du siège d'Anvers, fait en 1585, par Alexandre Farnèse, duc de Parme, avec les environs de la ville, très-bien enluminé.
7. Ancien plan du siège de la ville de Saint-Omer, dessiné et enluminé en 1667, avec des figures.
8. Ancien plan du siège et de la bataille de Thionville, dessiné et enluminé en 1639, avec quantité de figures.
9. Plan de la ville de Barcelonne et de ses environs, avec les plans des campements de 1759; enluminé.

III. INSCRIPTIONS ET ANTIQUITÉS.

10. Inscriptiones antiquæ repertæ in Belgio Austriaco et fœderato et in vicinis regionibus. Manuscrit moderne de 263 pages in-fol.

Il ne contient pas seulement les anciennes inscriptions qui se trouvent dans les ouvrages imprimés, mais d'autres encore extraites de recueils manuscrits, ou qui ont été découvertes pendant le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.



11. Inscriptions anciennes et modernes qui se voient dans différentes villes des Pays-Bas, avant la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Manuscrit moderne de 104 pages in-4<sup>o</sup>.

Une grande partie de ces inscriptions ont été détruites en 1794 et 1795.

12. *Antiquitates Luxemburgenses*, ou Antiquités romaines, statues, autels et autres monuments découverts dans la province de Luxembourg, à Trèves, à Metz et dans les environs, consistant dans plus de 290 figures, auxquelles sont jointes la colonne d'Igel, les antiquités romaines trouvées à Anvers, en 1610, et la statue de la déesse Nehalennia, découverte en Zélande après le milieu du xviii<sup>e</sup> siècle; in-fol.

Les trois dernières pièces sont gravées. Les autres, dessinées au crayon, sont tirées des manuscrits du jésuite Alexandre Wiltheim.

13. *Descriptio celeberrimi monumenti quod visitur in vico Egeio in confinio ducatus Luxemburgensis*, auctore Wilhelmo Wiltheim.

14. *Mansfeldii apud Luxemburgenses Palatii descriptio*, auctore Wilhelmo Wiltheim.

Ce numéro et le précédent forment un manuscrit de 119 pages in-fol. Ces pièces ont été copiées sur le manuscrit original de Guillaume Wiltheim, qui étoit dans la bibliothèque des jésuites de Luxembourg.

15. Quinze dessins coloriés représentant des costumes de chevaliers, de dames et de gens de la campagne aux xii<sup>e</sup> et xiii<sup>e</sup> siècles.

Ces figures se trouvoient au commencement d'un Psautier latin, donné en 1369 par Gérard de Danville, évêque de Téroouanne, à une religieuse de ses parentes, ainsi qu'on le voit par l'acte de donation daté de la même année, et signé par un notaire. Cet acte se lisoit à la fin du psautier.

16. Notice des antiquités, inscriptions et médailles découvertes dans les Pays-Bas, pendant une partie du xvii<sup>e</sup> et pendant le xviii<sup>e</sup> siècle; in-fol.

#### IV. HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE.

17. Histoire abrégée de tous les couvents établis dans les Pays-Bas, contenant leur origine, les endroits où ils étoient situés, etc. Manuscrit in-fol. de 432 pag.

Ce recueil est original, et contient non seulement les couvents supprimés pendant le xviii<sup>e</sup> siècle, mais aussi ceux qui ont été supprimés à des époques antérieures. Il n'en existe aucune copie.

18. Recherches historiques sur l'origine et fondation de quelques chapitres, abbayes et couvents situés dans les Pays-Bas, in-fol. moderne de 282 pag.

C'est le manuscrit original, et il n'en existe aucune copie. Les re-

cherches qu'il contient sont extraites des archives des couvents mêmes, et de celles de la chambre des comptes à Lille. Elles concernent principalement les maisons religieuses fondées dans le courant des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles.

19. Liste des abbayes et couvents qui ont existé dans les Pays-Bas, avec la date de leur fondation; in-fol. moderne de 131 pag.
20. Statuts et ordonnances de l'état, conduite et cérémonies des demoiselles chanoinesses, séculières du blanc soupplis (*surplis*), lesquelles lesdites demoiselles sont tenues d'observer; in-4°.

Ces statuts n'ont jamais été imprimés. Les dames chanoinesses du chapitre de Nivelles ne vouloient les communiquer à qui que ce fût, à cause, disoit-on, des passages relatifs aux peines qu'elles encourroient si elles avoient *forfait contre leur honneur*. On lit à la fin : *Ceste copie a été escripte par moy, J. Willame, le 27 juillet 1611; copié fidèlement sans l'avoir montré à personne, ni âme vivante, qu'entre Dieu et moi. Signé J. Willame.*

## V. HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA BELGIQUE.

21. Chronique en flamand concernant tous le pays en général et Anvers en particulier, de 1067 à 1565; in-fol. de 207 pag.

Cette chronique, inconnue à tous les bibliographes, et rédigée par un homme instruit, le conseiller pensionnaire d'Anvers N. de Werit, contient quantité d'anecdotes curieuses. Elle a été copiée sur la minute originale, écrite de la main même de l'auteur, et qui se trouvoit dans la bibliothèque de M. Van Aerdenbodeghem, échevin d'Anvers.

22. Mémoires historiques pour servir à l'histoire des Pays-Bas, depuis l'année 1555 jusqu'à 1645, contenant des réflexions politiques sur le gouvernement et le commerce dudit pays; in-fol. de 336 pag.

On ignore quel a été l'auteur de ces Mémoires, mais ce doit avoir été une personne fort instruite employée au gouvernement, et qui a eu accès aux Archives. Cette copie a été faite sur un manuscrit du xvii<sup>e</sup> siècle, qui appartenoit à M. de Stassart, conseiller du conseil privé à Bruxelles, et ensuite président du conseil de Namur.

23. Recueil de pièces pour servir à l'histoire des Pays-Bas, de 1436 à 1671; in-fol.

## VI. MAISON DE BOURGOGNE.

24. Recueil de pièces concernant l'accusation portée en 1436, à charge de Jehan, seigneur de Commines, par le duc de Bourbon et le comte de Vendosme, du chef de l'assassinat de Jacques de Bourbon, sieur de Préaux; in-fol.

très mince, copié sur des actes reposant à la Chambre des comptes, à Lille.

25. Mémoires de Jean, sire de Hennin et de Louvignies, contenant ce qu'il a su et vu de son temps (de 1465 à 1476), copiés sur l'original; 2 vol. in-fol. de 1043 pag.

Ouvrage d'un auteur contemporain, allié aux plus illustres familles des Pays-Bas, qui fréquenta la cour de Philippe-le-Bon, et accompagna le comte de Charolois dans ses expéditions militaires en France et au pays de Liège. Il raconte avec la plus grande naïveté ce qu'il a vu ou ce qui lui a été rapporté par des témoins oculaires, dont il cite le plus souvent les noms : il donne entre autres sur la bataille de Montlhéry, sur la prise de Dinant et la guerre contre les Liégeois des détails qu'on ne trouve dans aucun historien, et il semble fournir la preuve que Commines n'a pas toujours écrit avec impartialité. — Le manuscrit original appartenait à M. Gabriel del Marmol, gentilhomme, demeurant à Bruxelles. L'écriture et l'orthographe en étoient si mauvaises, qu'il fut impossible de trouver un copiste pour le transcrire. M. Guérard fut donc obligé de se charger lui-même de cette besogne. — Cet ouvrage étoit destiné à faire partie de la collection des historiens belges, que l'Académie de Bruxelles se proposoit de publier. La commission d'histoire de 1827 avoit adopté ce projet, auquel reviendra peut-être celle de 1854.

26. Ordonnances et restrictions faites par Philippe, duc de Bourgogne, en 1432, sur son hôtel.

— Ordonnances de l'hôtel du même duc en 1436.

- Ordonnances de l'hôtel de Marguerite d'Autriche, duchesse douairière de Savoie, gouvernante des Pays-Bas; 230 pag.

Ces trois pièces, qui n'ont jamais été imprimées, ont été copiées, les deux premières sur les minutes qui étoient à la Chambre des Comptes de Bruxelles, et la troisième sur un manuscrit du temps.

27. Recueil de différentes pièces pour servir à l'histoire des ducs de Bourgogne, souverains des Pays-Bas; in-fol.

(Cette liste sera continuée et suivie, si la Société l'agrée, de semblables inventaires relatifs aux principales bibliothèques de la Belgique.)

Le BARON DE REIFFENBERG,

Correspondant de l'Institut.

## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 6 AVRIL 1835.

PRÉSIDENTENCE DE M. DE BARANTE.

Après l'adoption du procès-verbal de la dernière séance,  
M. le président proclame membres de la Société :

MM. JOLLOIS, membre de la Société des Antiquaires de France,  
ingénieur en chef des ponts et chaussées.

ALLOU, membre de la Société des Antiquaires de France,  
ingénieur en chef des mines du département de la Seine.

le comte HORACE DE VIELCASTEL, homme de lettres.

BERTIN DE VAUX, pair de France.

le comte D'ARCHIAC.

le comte D'ESTERNOD.

Tom. MASSÉ.

D'HÉLIAND.

le comte SEPTIME DE LATOUR MAUBOURG, ministre de France  
à Bruxelles.

HÉRISSON, juge, et l'un des conservateurs de la Bibliothèque  
de Chartres.

LÉON DE CHASELLES, substitut du procureur du Roi, à Cler-  
mont-Ferrand.

PASQUIER, rédacteur du *Journal du Cher*, à Bourges.

LACROIX, pharmacien, à Mâcon.

THOMASSY, élève de l'École des Chartes.

VIRLET, ingénieur civil des mines, à Paris.



*Ouvrages offerts à la Société.*

1°. *Histoire d'Abbeville*, par M. Louandre ; 2° livr., in-8°. Abbeville, 1835 ; de la part de l'auteur.

2°. *Revue anglo-française*. 8° livr. Poitiers, janvier 1835 ; de la part de M. de la Fontenelle, rédacteur principal.

3°. *Archives historiques et littéraires du nord de la France*. Tome IV<sup>e</sup>, 2° livr., février 1835 ; de la part de M. Arth. Dinaux, rédacteur principal.

4°. *Notice sur le Musée de Narbonne*, par M. Tournal fils. Extrait de la *Revue du Midi*, tome VIII, livr. 2°.

5°. *Histoire du drapeau, des couleurs et des insignes de la monarchie française*, par M. Rey, membre de la Société des antiquaires de France, et table des deux premiers volumes d'un ouvrage dont l'impression va commencer, et pour lequel l'auteur recevra avec reconnaissance les renseignements nouveaux qu'on voudra bien lui communiquer.

6°. *Précis des Révolutions de l'Europe, ou ses quatre Ages depuis le VIII<sup>e</sup> siècle*, par M. Dailly, ancien magistrat ; table analytique des matériaux composant les cinq premiers volumes de cet ouvrage. 1 vol. in-8°, Paris, 1834.

M. le président, en offrant cet ouvrage de la part de l'auteur, annonce le désir que celui-ci lui a témoigné que la Société encourageât cette publication. Le Conseil regrette que ses réglemens ne lui permettent pas d'autres encouragements à l'égard de cette utile publication déjà mentionnée dans la *Bibliographie historique du Bulletin*, n° 295, que de la recommander à l'étude et à la bienveillance des amis de l'histoire.

*Correspondance et communications verbales.*

M. Walckenaer répond à la demande de M. Le Glay, qui lui avoit été renvoyée par le Conseil, au sujet d'une série d'inscriptions historiques latines, traduites en vers français par La Fontaine, et portant le titre de Galerie

des Conquêtes de Louis XIV; inscriptions dont M. Le Glay possède les textes latins.

M. Walckenaer a tout lieu de présumer que ces inscriptions latines ont été composées pour des tableaux qui ornoient la belle galerie que Fouquet avoit fait construire à Saint-Mandé. Gervaise, médecin de Fouquet, étoit l'auteur de ces inscriptions, qu'en effet La Fontaine avoit traduites en vers français. M. Walckenaer ne connoît l'existence de ces inscriptions que par la mention qu'en fait l'abbé de Marolles dans ses mémoires, et leur découverte seroit une nouveauté littéraire.

M. le lieutenant-général *Pelet*, directeur du dépôt de la guerre et de la *nouvelle carte de France*, fait savoir au Conseil qu'il lui sera très agréable d'entrer en relation avec la commission désignée dans la précédente séance <sup>1</sup>, pour donner la direction la plus convenable aux recherches historiques qui peuvent se rattacher à l'exécution de la nouvelle carte.

M. le lieutenant-général *Pelet* adresse en même temps pour la commission plusieurs feuilles de la carte de France de Capitaine, sur lesquelles il a fait tracer l'indication des travaux topographiques de la campagne.

M. *Dureau de La Malle*, annonce que la commission, sachant que les opérations de cette année doivent avoir lieu dans l'est et le sud-est de la France, s'est occupée de choisir dans les mémoires envoyés depuis plusieurs années à l'Académie des Inscriptions pour le concours des antiquités nationales, les noms des personnes qui s'occupent d'histoire ou d'archéologie. Ces précieuses indications, auxquelles la commission joindra des renseignements sur les antiquités locales de cette partie de la France, sont destinées à MM. les officiers du génie chargés des travaux géodésiques.

M. de *Reiffenberg* adresse de Louvain, deux nouvelles notices manuscrites destinées au Bulletin : l'une intitulée *Notice sur Jacques de Hemricourt, historien*

<sup>1</sup> Composée de MM. Hase, Dureau de La Malle et Guérard.

belge du *XIV<sup>e</sup> siècle*; et l'autre *Note analytique sur les manuscrits de la Bibliothèque royale de La Haye* qui pourroient servir aux travaux de la Société de l'Histoire de France. Ces manuscrits ont appartenu à feu Georges-Joseph Gérard, des Académies de Bruxelles, Zélande, Besançon et de l'Institut.

M. Dusevel (d'Amiens) annonce que depuis l'envoi fait au ministre de l'instruction publique, en son nom et au nom de M. Rigollot, d'un rapport sur les manuscrits historiques du département de la Somme, il a découvert :

1°. Un manuscrit intitulé : *Historique sur l'Artois*, par Antoine Taverne, grand prieur de Saint-Wast d'Arras, et Gérard Robert, chapelain de la même abbaye, en 1461 ; in-folio de 294 pages. Il est parlé dans cet ouvrage des événements politiques survenus à l'époque où vivoient les auteurs, des guerres qui désolèrent l'Artois sous le duc de Bourgogne, etc.

2°. Une *Chronique* manuscrite des choses les plus remarquables arrivées à Arras et aux environs depuis l'an 900 jusqu'en l'an 1557, sans nom d'auteur et placée à la suite de l'historique sur l'Artois.

3°. Plusieurs ordres et lettres autographes du fameux Lamoral d'Egmont, de l'archiduc Albert et d'Isabel, gouvernants des Pays-Bas, adressés à des nobles de l'Artois pour conduire des troupes à Arras ou pour s'y rendre à l'assemblée des états de la province.

4°. Enfin une relation manuscrite du procès, de la condamnation et de la mort du brave maréchal-de-camp Saint-Preuil dont il est question dans l'histoire de Louis XIII, par Levassor.

M. Dusevel verroit avec plaisir inséré dans le Bulletin, avec l'agrément du ministre, le rapport qu'il lui a adressé conjointement avec M. Rigollot.

M. L. Raynal, substitut du procureur général à la cour royale de Bourges, fait connoître la fondation récente, à laquelle il a pris une grande part, d'accord avec M. le préfet du département du Cher, d'une *Société d'Antiquités, d'Histoire et de Statistique*, exclusivement

consacrée aux recherches qui intéressent la province du Berry. Un musée départemental, formé en même temps, s'est déjà enrichi d'une belle collection de médailles donnée par M. Mater, premier président de la cour, et d'un assez bon nombre d'objets précieux disséminés dans le département. La section de statistique a déjà beaucoup avancé ses travaux, grâce au soin de M. Fabre, qui en recueillait les éléments depuis plusieurs années. La Société est en instance auprès de M. le ministre de l'instruction publique, pour obtenir qu'un élève de l'école de Chartes soit envoyé à Bourges, à l'effet de classer et d'analyser les archives du département. M. Raynal se livre particulièrement aux travaux historiques; il pense que la Société de l'Histoire de France rendrait un grand service aux Sociétés de province qui s'occupent de travaux historiques, si elle pouvoit engager quelques uns de ses membres, placés dans la bibliothèque de Paris et aux Archives du royaume, à se mettre en correspondance avec elles et à résoudre les difficultés qui entravent souvent les meilleures intentions.

M. Péricaud, bibliothécaire de la ville de Lyon, annonce avoir adressé, le 12 décembre dernier, à M. le président de la commission de l'histoire de France, par l'intermédiaire de M. Alfred de Terrebasse, député de l'Isère, deux notices de M. Monin, professeur d'histoire au collège de Lyon, l'une sur un manuscrit inédit de la bibliothèque de cette ville, contenant une *chronique générale de l'histoire de France* (n. 785 olim); l'autre sur quelques *manuscripts de la grande bibliothèque de Toulouse*. (Cet envoi n'est point parvenu à la Société; il étoit destiné à M. le ministre de l'instruction publique, président du Comité historique.)

M. Péricaud demande quelques renseignements authentiques sur le célèbre Jacques-Martin de Laubardemont, dont la vie a été omise dans la Biographie universelle; les recherches de M. Péricaud ne lui ont fourni que des renseignements un peu vagues : il désireroit savoir le lieu de sa naissance, l'époque de sa mort, les différentes



fonctions qu'il a remplies, et sur quelle base repose le mot fameux souvent répété : « Donnez-moi deux lignes « d'un homme, et je me charge de le faire pendre. »

M. de Monmerqué, d'après le désir de M. Péricaud, est prié de communiquer les indications qu'il pourroit avoir à cet égard.

*Rapport de la Commission des fonds.*

M. Duchesne, au nom de cette commission, fait un rapport sur le prix de vente à établir pour la *Chronique des Normands de Sicile*. La commission propose de le fixer à 2 francs pour les membres de la Société, et 9 francs pour le public. Quoique ce dernier prix semble d'abord un peu élevé, le Conseil adopte cependant les conclusions du rapport, afin d'accorder le plus d'avantages possibles aux membres. Il est aussi décidé que le nombre d'exemplaires mis en vente ne sera que de 250, le surplus étant réservé pour la Société; et que les sociétaires seront invités à faire retirer dans le délai de six mois leur exemplaire à prix réduit, autant toutefois qu'ils auront acquitté la cotisation courante. Le comité des fonds avisera au moyen le plus convenable d'exécution.

---

*Nouvelle Circulaire adressée par M. le Ministre de l'Instruction publique aux correspondants du Comité historique, et relative aux recherches concernant l'Histoire des Sciences, de la Philosophie et de la Littérature en France pendant le moyen âge.*

« Monsieur, en vous associant à la recherche et à la publication des monuments inédits relatifs à l'histoire de France, j'ai appelé d'abord votre attention sur ce qui concerne l'histoire politique et civile; mais les monuments qui se rapportent aux divers développements de l'intelligence humaine dans notre patrie sont nombreux aussi et dignes de notre intérêt; c'est vers les monuments de ce genre, vers les travaux et les manuscrits relatifs aux sciences, à la phi-

losophie, à la littérature et aux arts, que je viens aujourd'hui diriger particulièrement votre zèle. De telles recherches sont le complément naturel des premières; elles importent essentiellement à la connoissance de notre histoire nationale.

« J'ai institué, auprès de mon ministère, un second comité chargé spécialement de surveiller, sous ma présidence, cette seconde partie de la grande entreprise historique pour laquelle je réclame, Monsieur, votre laborieux concours.

« Les instructions que j'aurai l'honneur de vous adresser à ce sujet s'appliqueront, les unes aux travaux à faire pour la découverte et la publication des manuscrits enfouis dans les bibliothèques, archives et collections; les autres à un grand ensemble de recherches et d'études d'une nature différente sur les monuments d'art en France, monuments bâtis ou monuments meubles, monuments religieux, militaires, civils, etc. C'est uniquement des instructions de la première classe que j'ai le dessein de vous entretenir aujourd'hui, et je les diviserai selon les objets auxquels elles s'appliquent.

#### SCIENCES EXACTES ET NATURELLES.

« Les sciences dites exactes sont à peu près nulles en France au moyen-âge, c'est-à-dire jusqu'au onzième siècle. Il restoit à peine quelque chose d'Euclide, que Boèce avoit conservé. Il n'y avoit un peu de science mathématique que dans les traités destinés à déterminer le jour de Pâques, et à donner une forme plus constante au calendrier. Ce seroit dans ces traités (*de computo*, *de cyclo paschali*) et dans ce qu'on pourroit retrouver d'inédit de Bède, d'Alcuin, d'Abbon, abbé de Fleury, de Gerbert, qu'il y auroit à rechercher quelques vestiges des connoissances mathématiques en cette première période.

« Avec l'influence des Arabes, et à la suite des voyages de Gerbert, de Pierre-le-Vénérable, etc., la science s'introduit; les mathématiques, la physique, sous le nom de *météorologie*, la médecine, sous le nom de *physique*, se propagent dans l'Occident; il seroit précieux de découvrir quelques-unes des anciennes traductions faites par des chrétiens ou des juifs qui alloient en Espagne; on pourroit,

parmi ces traductions de l'arabe, retrouver quelques ouvrages inédits que les Arabes eux-mêmes auroient traduits des Grecs.

« Parmi les anciens poètes provençaux, plusieurs s'occupèrent de mathématiques ; mais leurs ouvrages ont été perdus. Ce furent les premiers essais de la science françoise. En tête des anciens romans bretons, dans les généalogies qui figurent au commencement de ces poèmes, on saisit la trace des systèmes astronomiques, de ceux qui sont venus du Nord en particulier.

« On noteroit dans les plus anciens manuscrits l'emploi des chiffres dits arabes, et l'on indiqueroit leur forme.

« Rencontreroit-on, avant Gui d'Arezzo et Jean de Murris, des traités ou des indications sur le système de musique moderne ?

« Au XIII<sup>e</sup> siècle, au siècle d'Albert-le-Grand, arrivent les grandes encyclopédies, où s'amassent et s'organisent tous les éléments de la science d'alors. Les mathématiques y tiennent moins de place que la physique, et surtout que la dialectique et la théologie. Ces encyclopédies sont presque toutes inédites. Il y en a beaucoup en françois, et des étrangers même employoient à dessein cette langue. Brunetto Latini, maître du Dante, écrivoit en françois son *Trésor*, que Napoléon avoit songé à faire imprimer avec des commentaires, et aux frais de l'État. <sup>1</sup>

« Des passages intéressants sur l'état des sciences mathématiques, physiques, cosmographiques et naturelles, se rencontrent dans des ouvrages en vers, qui étoient des espèces de répertoires et de compilations universelles. Ainsi, les *bestiaires* appartiennent à la fois à la science naturelle et à la poésie de ces temps ; ainsi, dans la *Bible* de Guyot de Provins, est le passage célèbre sur la boussole : on cite, d'un autre ouvrage en vers, un passage sur les antipodes. D'autres textes semblables peuvent, en se rencontrant, éclaircir l'origine de certaines inventions ou la date de certaines connoissances (verres à lunettes, poudre à canon, feu grégeois, etc.)

« La date et l'origine de l'astrologie et de la magie, l'introduction et les progrès en France de l'alchimie et des sciences occultes qui se développèrent principalement au

<sup>1</sup> Une commission avoit été désignée par lui à cet effet.

xiv<sup>e</sup> siècle, sont des points intéressants encore à déterminer, indépendamment même de ce qu'il y a de vain dans ces sortes de sciences.

« Tous traités spéciaux qui concerneroient l'art de la peinture sur verre, la fabrication ou l'emploi des couleurs, les teintures sur laine et sur soie, seroient encore d'une valeur inestimable pour la science et l'art modernes.

« La médecine de ces siècles, même avant que l'anatomie et la physiologie l'ait éclairée, peut fournir quelques renseignements à la nôtre, tant sur les maladies particulières régnantes alors, et depuis disparues ou modifiées, que sur les divers remèdes empiriques en usage. On ne devrait pas négliger des manuels, des formulaires et *compendium*, servant aux élèves de ces anciennes écoles, s'il s'en rencontroit. On seroit attentif aux premières marques de saine observation dans les sciences naturelles : ces siècles possédoient une zoologie, une botanique, qui se reproduisent en partie jusque dans leur architecture.

« Les longues et continuelles querelles entre le collège des chirurgiens fondé au xiii<sup>e</sup> siècle et la Faculté de médecine, ont enfanté un grand nombre d'écrits qui peuvent faire connoître l'état et les prétentions de l'art chirurgical, depuis Lanfranc jusqu'à Ambroise Paré.

« Existe-t-il en françois ou en latin quelque ouvrage sur l'algèbre, antérieur au xvi<sup>e</sup> siècle ? Léonard Fibonaci, Italien, qui avoit étudié sous les Arabes à Bougie, paroît être le premier introducteur de l'algèbre parmi les chrétiens. Ses ouvrages existoient encore manuscrits dans le siècle dernier ; ils ont disparu depuis quatre-vingts ans environ ; ne peut-on espérer de les retrouver ?

« Les questions se multiplient en avançant vers le xvi<sup>e</sup> siècle, et je n'énumère pas tout ce qu'on pourroit demander d'utile et de nouveau à cette époque véritablement savante, où la connoissance directe de l'antiquité et l'essor du génie moderne redoublent d'émulation. Mais on devra arriver, dans la voie des recherches que je sollicite, à fixer avec plus de précision les circonstances et l'origine des inventions mémorables en astronomie, en agriculture, en art militaire, qui ont changé la face de la science et de la société. — L'emploi de la vapeur dans les machines se voit au xvii<sup>e</sup> siècle : en seroit-il fait mention quelque part auparavant ?



« Y a-t-il d'anciens voyages inédits appartenant au xvi<sup>e</sup> siècle, et surtout aux siècles précédents ? »

« Dans les traductions sans nombre qui se firent alors des auteurs grecs en latin et en françois, certaines traductions inédites pourroient être utiles, sinon à mettre au jour, du moins à examiner.

« L'imprimerie n'a pas mis au jour, autant qu'il seroit naturel de le croire, tous les écrits importants des savants du xvi<sup>e</sup> siècle et du xvii<sup>e</sup>. Des correspondances, des manuscrits scientifiques inédits, existent encore ou peuvent se retrouver, bien qu'on les ait supposés perdus. On avoit déclaré perdue la correspondance de Peiresc, qui intéresse autant l'histoire de la littérature que celle des sciences; elle a été recouvrée depuis. Les manuscrits de Fermat, qu'on a dit brûlés par son fils après sa mort, ne l'ont pas été en effet, selon toute vraisemblance. On a publié, il y a quelques années, un ouvrage mathématique de Descartes, qu'on ne s'attendoit pas à rencontrer : il peut en être ainsi, à plus forte raison, de ses savants prédécesseurs du xvi<sup>e</sup> siècle, de Viète, par exemple. On n'a pas tous les écrits mathématiques de Pascal, qui, soumis à l'examen de Leibnitz, ont été mentionnés dans la lettre de ce dernier. Il ne faudroit pas être détourné dans ces sortes de recherches par le caractère anonyme des manuscrits; car des indications intrinsèques ou indirectes peuvent conduire à déterminer sûrement l'auteur. Pascal, Fermat, Roberval, Stevin, etc.; de tels noms sont bien propres à rehausser la découverte, possible encore, qu'on feroit de quelqu'un de leurs écrits.

#### PHILOSOPHIE.

« En ce qui concerne la recherche des manuscrits traitant de matières philosophiques, on n'aura pas à s'occuper beaucoup de ce qui peut s'être fait avant le xii<sup>e</sup> siècle : 1°. parce que les œuvres philosophiques antérieures à ce siècle, comme celles de saint Anselme, de Scott-Erigène, etc., existent imprimées; 2°. parce que la scolastique, qui est la grande philosophie du moyen-âge, n'étoit pas véritablement fondée; 3°. parce que les auteurs de ces œuvres, antérieures au xii<sup>e</sup> siècle, appartiennent rarement à la France.

« Ce n'est pas à dire pourtant qu'aucun manuscrit de ce

genre, si l'on venoit à en rencontrer, dût être négligé. Il ne seroit pas impossible de retrouver de nouvelles lettres d'Alcuin.

« Mais on s'attachera principalement au XII<sup>e</sup> siècle : 1<sup>o</sup>. parce que c'est l'ère véritable de la scolastique ; 2<sup>o</sup>. parce que c'en est surtout le commencement en France ; 3<sup>o</sup>. parce qu'il y a très peu d'écrits philosophiques de ce temps qui aient été publiés.

« On recherchera donc s'il n'existe pas des manuscrits contenant quelque traité d'Abailard. Déjà on vient de retrouver son *Sic et Non* et plusieurs traités de dialectique. Il est certain ( et il le dit lui-même ) qu'il avoit fait des leçons sur toutes les parties de la philosophie : ce seroient ces leçons qu'il y auroit un grand intérêt à retrouver, ne fussent-elles rédigées que par quelqu'un de ses élèves. Il en est de même de Guillaume de Champeaux, ce maître si célèbre en son temps, et dont il n'a été imprimé qu'un très petit écrit, *De origine Animæ*. Il doit se retrouver aussi quelque chose de Gilbert de la Porée, un des élèves les plus distingués d'Abailard. Guillaume de Conches étoit aussi à cette époque un maître célèbre, dont il n'a été publié que peu d'ouvrages.

« Enfin, en lisant la description fidèle que Jean de Salisbury nous donne de l'état de l'enseignement, à Paris, au milieu du XI<sup>e</sup> siècle, de la multitude des maîtres et de la diversité des opinions, il est impossible de ne pas espérer qu'avec des recherches patientes et bien dirigées, on arriveroit à retrouver beaucoup de choses précieuses et nouvelles.

« Dans les siècles suivants, les ordres religieux qui se sont successivement établis, ont cultivé la renommée de chacun de leurs membres ; de là les éditions, au moins passables, des maîtres célèbres des XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. On a donc moins à espérer de retrouver beaucoup d'ouvrages inédits des maîtres de ces époques ; cependant, il y a lieu de rechercher si l'on ne découvroit pas quelques fragments de professeurs célèbres, tels, par exemple, qu'Occam, qui a enseigné à Paris, et qui, ayant été mal avec l'autorité ecclésiastique, n'a pas eu le bonheur de la plupart des autres maîtres, dont leurs ordres ont recueilli avec soin les ouvrages.

« Nous signalons Occam, bien qu'il n'appartienne pas à la France, mais comme ayant professé à Paris. Il faut dire

la même chose de Roger Bacon, qui a étudié et professé long-temps à Paris. On sait qu'il y a deux grands ouvrages de Roger Bacon qui, réunis à l'*Opus majus*, composoient son œuvre générale. L'*Opus majus* a été publié; les deux autres écrits, l'*Opus minus* et l'*Opus tertium* ne l'ont pas été. Il seroit possible qu'on retrouvât dans une bibliothèque de France quelque copie qui se compareroit utilement avec les manuscrits conservés en Angleterre.

« On demandera particulièrement au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles tout ce qui se rapporte à la grande querelle des nominalistes et des réalistes, par laquelle a commencé et par laquelle a fini la scolastique. Pour bien s'assurer de ce qui est réellement inédit, on devra consulter l'*Histoire littéraire de France*, où l'article concernant chaque auteur se termine par une énumération des ouvrages inédits et même des ouvrages réputés perdus. On tirera de là des indications et des directions précieuses. Pour les siècles où l'histoire littéraire des Bénédictins manque, il faudra consulter les divers catalogues, et les indications données par les historiens de la philosophie, par Brucker principalement.

« Quand on croira avoir découvert quelque chose d'inédit, on tâchera de vérifier si le morceau ne se trouve pas imprimé déjà dans quelqu'une de ces vastes collections où tant de pièces diverses sont rassemblées, dans le *Spicilegium* de d'Acheri, dans le *Thesaurus anecdotorum* de Bernard Pez, dans les collections de Durand, de Martenne, et les *Analecta* de Mabillon. Au cas où l'on n'auroit pas sous la main les moyens de vérification, du moment qu'on croira avoir trouvé quelque chose d'inédit qui ait de l'importance, il suffira de m'en écrire, et je transmettrai, avec l'aide du comité, les éclaircissements nécessaires.

« Même avant Descartes, il a pu y avoir des essais de philosophie en langue françoise, dans le genre des traductions et commentaires que Louis Le Roi a donnés de plusieurs ouvrages de Platon et d'Aristote. On se garderoit de les négliger, non plus que les écrits appartenant à cette philosophie morale, moins systématique et plus libre, qui s'honore des noms de Montaigne et de Charron.

« Le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle lui-même nous offre, dans la Bibliothèque du Roi, beaucoup de morceaux inédits du P. Lami, de l'Oratoire, élève de Malebranche. Des correspondances de philosophes célèbres, discutant entre eux des points inté-

ressants, peuvent se retrouver encore, et ajouter à cet héritage de la philosophie en France.

## LITTÉRATURE.

« En ce qui concerne la littérature, monsieur, j'appellerai d'abord particulièrement votre attention sur ce qui pourroit éclaircir les origines de notre langue, et la culture qui s'est développée dans les divers genres de composition, à partir du xi<sup>e</sup> siècle jusqu'au xvi<sup>e</sup>, durant cette période, qui comprend la naissance, le premier emploi et le premier éclat de notre langue vulgaire, jusqu'à l'époque tout-à-fait moderne. Il importe, pour combler une grande lacune dans notre histoire littéraire, de connoître et de recueillir de plus en plus complètement les monuments de cette période, que les Bénédictins et leurs savants continuateurs n'ont fait qu'entamer.

« Vous voudrez donc bien rechercher ce que vos collections manuscrites pourroient contenir en fait de longues compositions épiques et chevaleresques, chansons dites de geste, romans en vers ou en prose se rapportant aux cycles de Charlemagne, d'Arthur, d'Alexandre ou de la guerre de Troie, ou à toute autre variété de sujets. Vous en donneriez des indications et extraits qui permissent d'en déterminer l'âge. Il seroit précieux de retrouver des romans en prose antérieurs aux quatorzième et quinzième siècles. Vous noteriez, dans les romans en vers, si les vers sont rimés par tirades monorimes, s'ils sont de douze, de dix ou de huit syllabes. Vous verriez, surtout au commencement ou à la fin de ces romans, quelquefois aussi au milieu et dans l'intervalle d'un livre à l'autre, s'il est fait mention de l'auteur et de la date, et vous transcrieriez fidèlement ces endroits.

« Les chroniques en vers, qu'il faut distinguer des romans, et dans le genre du *Rou* ou du *Brut*, vous offriroient une valeur historique étroitement unie à la curiosité littéraire.

« Vous ne rechercherez pas avec moins d'intérêt ce qui se pourroit découvrir en fait de *miracles*, *mystères*, *moralités*, *farces*, *sotties*, *dialogues* et *débats*, *plets*, etc., en un mot tout ce qui se rapporte aux compositions et représentations dramatiques de ces temps.

« Vous mettrez une égale importance à tous manuscrits



étendus en vers, quel qu'en soit le titre ; aux voyages , aux écrits satiriques désignés sous le nom de *Bibles* ; à ceux qui s'intitulent *Bestiaires* , *Volucraires* , *Lapidaires* , ou qui s'offriroient sous des titres latins ; aux espèces de compilations scientifiques, comme l'*Image du Monde* ; aux grands ouvrages allégoriques du genre du *Roman de la Rose* ; aux grands apologues, aux branches nouvelles qu'on pourroit retrouver du célèbre *Roman du Renart*, par exemple. Vous remarqueriez les traductions des *Écritures*, les *Psautiers*, et en général toute traduction des auteurs anciens ; vous attacheriez un prix tout particulier aux *grammaires*, *glossaires* et *traités sur la langue*, composés dans ces siècles, si vous en découvriez.

« Dans les genres de moindre étendue, et dont les pièces ne se trouvent souvent point dans des manuscrits à part, mais aux dernières pages seulement ou au milieu de manuscrits qui traitent de matières toutes différentes, vous remarqueriez les chansons, lais, complaints, rotruenges ; les fabliaux, les fables attribués aux divers Ysopets ; les estampies, rondeaux, sirventois ; les jeux-partis, les proverbes, dicts et sentences, dicts et contredits ; les proses farcies, les carols, noëls, sermons en vers, etc. Pour ces objets de peu d'étendue et qui vous paroïtroient de quelque prix, des copies entières remplaceroient convenablement les indications et descriptions, que vous réserveriez aux plus longs ouvrages.

« Des écrits, en apparence très étrangers à l'histoire littéraire, peuvent s'y rattacher par quelque point. Des traités en langue vulgaire sur les divers arts et métiers, sur diverses parties des sciences d'alors, des livres de compte même, peuvent devenir précieux, pour l'histoire des origines et des progrès de la langue, par leur date, par leur terminologie. La littérature de ces époques revendique très directement, et à titre presque de poèmes didactiques, les traités en vers sur la chasse, sur l'équitation, sur les échecs, etc.

« Des chroniques romanesques, sermons ou autres écrits en prose latine, ne sont pas du tout étrangers à l'histoire de notre littérature françoise, et peuvent servir à l'éclaircissement de questions intéressantes relatives au fond ou à la forme de certaines compositions, à la langue dans laquelle elles parurent d'abord, etc. Les anciens livres d'offices en latin peuvent offrir la première forme, encore liturgique,

des *miracles* et des *mystères*. On trouve des mots françois intercalés dans des sermons latins dès le douzième siècle, et sans doute auparavant. Presque toutes les liturgies relatives aux événements de la famille, au baptême, au mariage, etc., contiennent des mots ou même des portions de dialogue en langue vulgaire dont il faudroit faire le relevé.

« On ne devra pas non plus omettre les poèmes latins de ces âges. En général, la recherche des écrits latins du moyen âge se lie de près non seulement à la connoissance du fonds littéraire commun de ces temps, mais aussi à l'étude philologique de notre langue, beaucoup de mots françois, d'expressions françoises, plus ou moins altérés de l'ancien latin, ayant contracté cette altération dans leur forme de basse latinité.

« Les manuscrits de poèmes ou chroniques en langue romane provençale ne sont nullement exclus de votre recherche. Tout ce qu'on en pourra découvrir et recueillir sera porté à l'information des personnes savantes qui se sont occupées plus particulièrement de cette branche de notre littérature, et qui sont désormais maîtres reconnus en pareille matière.

« Les ouvrages en langue *trouverre*, qui ont été composés dans un dialecte provincial particulier, méritent attention ; on pourroit en éclairer l'étude par la connoissance du patois moderne correspondant.

« Il s'est conservé, en quelques localités de la France, des fêtes, des représentations dramatiques populaires dont l'origine semble remonter à une haute antiquité. Il s'est conservé en certaines contrées à part, surtout en Bretagne et vers les Pyrénées, d'anciennes traditions poétiques, des récits superstitieux, des chants même en langue du pays, altérés sans doute, mais évidemment transmis. Il ne sera pas indifférent d'examiner et de noter ces restes du passé avant que la civilisation moderne et l'usage de la langue générale les aient fait disparaître.

« Mais votre recherche, Monsieur, n'est pas du tout limitée à cette époque du moyen âge et aux siècles antérieurs au seizième, sur lesquels j'ai cru devoir fixer d'abord votre attention. D'intéressants résultats sont à espérer encore pour les époques suivantes dans lesquelles l'imprimerie semble avoir tout épuisé. Des copies peut-être plus complètes de certains ouvrages célèbres, des correspondances jusqu'ici

négligées, des ouvrages même que les circonstances ont empêché d'imprimer en leur temps, peuvent venir ajouter encore quelque chose à tout ce que la France possède déjà de richesses littéraires accumulées durant ces trois derniers siècles.

« Telles sont, Monsieur, les instructions que j'ai jugées nécessaires et suffisantes pour vous diriger dans la recherche des manuscrits traitant des matières scientifiques, philosophiques et littéraires. Les instructions relatives à l'art s'appliquent à une tout autre classe de monuments, et méritent d'être développées d'une manière tout-à-fait distincte des précédentes. Je vous les adresserai successivement, et je compterai toujours sur votre empressement à me seconder dans des travaux d'un si haut intérêt, non seulement pour chaque localité, mais pour notre patrie tout entière.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« *Le Ministre de l'Instruction publique,*

« GUIZOT. »

---

## SECTION III.

## NOTICES HISTORIQUES.

*Notice sur diverses Antiquités romaines et sur d'anciennes Voies du département des Ardennes, par M. Traullé (d'Abbeville), membre de la Société géologique de France.*

(Extrait d'une lettre adressée au secrétaire.)

En vous remettant les croquis des fragments antiques découverts auprès du village de Floing<sup>1</sup>, distant de Sedan d'une demi-lieue, et qui touche à une chaussée romaine, je vous ai promis, monsieur, quelques détails sur les lambeaux de ces chaussées que j'ai reconnus dans les Ardennes. Je viens remplir cette promesse.

Celle dont il est ici question n'est qu'un embranchement de la voie principale (*Via Cæsaris*, *Via Militaris*) qui, de Reims, alloit à Trèves, et que la carte de Peutinger indique ainsi :

*Vunqum*,  
*Seposium*,  
*Oronalum*,  
*Audetanate Vicum*.  
*Treveros Civitas*.

Nous allons suivre cette dernière pour revenir après à cet embranchement, dont la conservation et les dimensions annoncent encore aujourd'hui l'importance que ses fondateurs y avoient mise.

Arrivée à Attigny, la voie de Reims à Trèves prenoit à droite, passoit à Voncq, bien sûrement le *Vuncum* de la carte, quoi qu'en avoit dit Clavier, qui veut que *Vunqum* ou *Yunqum* soit Ligny-sur-Aisne, et Bergier, que ce soit Attigny. L'inspection des lieux, un beau fragment de cette voie

<sup>1</sup> Ces débris consistent en fût de colonne, chapiteau, frise et bas-relief qui, par leur dimension et leur caractère, doivent avoir appartenu à un vaste et important édifice romain ou gallo-romain.



qu'on suit le long du bois de Yoncq, auroient suffi à ces savants pour lever tous leurs doutes. Nous retrouverons bientôt sur cette voie un village portant le nom d'Yoncq (*Vunqum*), mais trop éloigné du point en litige chez ses messieurs pour faire confusion.

Du bourg de Yoncq, la chaussée alloit au Chêne-le-Populeux, passoit par le Pont-à-Bare, en laissant cette rivière à sa gauche, suivoit, en laissant aussi à gauche le village de *Tannay*, la direction de la route actuelle de *Henay* pour arriver au beau promontoire de Honé, d'où elle descendoit dans la plaine. J'en ai retrouvé un lambeau entre le bois d'Arancourt et le village de La Besace; elle n'est là reconnoissable que par la nature des pierres, éparses çà et là, qui est la même pour cette voie que pour celle dont nous avons indiqué ci-dessus l'embranchement; c'est, je crois, le schiste des bords de la Meuse, après Mézières, ou ceux de la Semoy et des sources de la Gironne; mais elle est bien certainement étrangère au terrain qu'elle traverse ici comme ailleurs.

C'est dans les bois d'Yoncq, au lieu dit la Gambolette (là elle n'est plus pavée), qu'on en retrouve un fragment d'une conservation qui étonneroit, s'il n'étoit, depuis des siècles, protégé par des arbres qui s'y sont succédé. Ceux que j'y ai laissés avoient sûrement plusieurs siècles d'existence, et bientôt leur ombre protectrice alloit être enlevée à ces grands monuments des hommes.

Des bois d'Yoncq à Mouzon, elle a laissé peu de traces; mais après Mouzon, où elle passoit la Meuse) elle en franchissoit les hauteurs qui partagent les deux versants de la vallée de Meuse et du Chiere), je l'ai retrouvée entre *Mouzon* et *Carignan* (*Eposium*), dans les terres de la ferme de *Bay-Bel*, non loin du bois de la Taillerie. Ce lambeau, assez reconnoissable par le relief qu'il a conservé, se trouve dans la direction de Carignan. C'est là que la voie passoit le *Chiere*; touchoit le Mont-Jeul, que je suis bien tenté de traduire par *Mons-Julii*, et que, vu des hauteurs opposées, on seroit aussi bien tenté de prendre pour une station; alloit depuis cette ville, sans la moindre interruption, jusqu'au village de Wieillers, s'enfonçant dans les bois, et arrivoit à *Arlon*. Mais entrons un moment dans ce village de Wieillers, reste d'une ville antique ou ancienne pour tous ses habitants. Ce village, dans lequel on entre par une espèce de porte, qui

n'est qu'une brèche d'un mur épais et ruiné, se trouve placé ou plutôt gîté sur la plate-forme d'un énorme promontoire, qu'une petite rivière et sa prairie encerclent, excepté à l'issue que le mur formoit du côté vulnérable. Ses maisons sont rangées symétriquement autour de la plate-forme. L'église, presque au centre, est ombragée de très vieux arbres, que la hache a toujours respectés jusqu'ici. Cet ensemble, ces maisons blanchies, auxquelles la forêt sert de repoussoir, ont un aspect vraiment remarquable; mais tout ce pourtour est plein d'antiques; j'y ai moi-même recueilli des vases en terre cuite, en verre, en plomb; des ustensiles divers; des médailles (d'un bas temps, à la vérité) que les habitants appellent des sarrasins. J'ai su qu'un amateur d'Arlon venoit souvent y recueillir les objets trouvés. Ce Wieillers est un point fort intéressant à exploiter; il devoit l'être aussi, par sa forte position, pour les Romains qui sans doute y avoient un poste; et si je ne m'étois pas promis d'être sobre en étymologies, je hasarderois celle de *Vicus Sielii*, dont je crois me rappeler qu'on cherche l'emplacement dans les Gaules.

Mais revenons à l'embranchement dont j'ai parlé ci-dessus; c'est lui qui doit nous conduire au village de *Floing*, dont nous nous sommes un peu éloignés.

Cette branche, qui, je le répète, s'est mieux conservée que celle de Trèves, suivoit toujours la rive droite de la *Bare*, traversoit la forêt du Mont-Dieu, qui a plus d'une lieue de largeur (son parc vient d'être détruit pour faire place à la route de Nevers à Liège), passoit au village de Chémery, atteignoit le *Rocan* (*Castra rupes*), et de suite le petit village de Chéery. Le nom et la position du château de *Rocan*, dont je joins ici un mauvais croquis, ne laissent pas de doute sur l'emplacement d'une station; la chaussée, comme vous le voyez, en formoit le *vallum*, et vous savez que beaucoup des camps romains touchoient aux chaussées. Je crois que c'est le cas pour celui-ci. Dans le village de Chéery, que la chaussée traversoit près de là, on a fait des découvertes intéressantes: la première a été celle d'un cimetière antique, ou plutôt d'un nombre considérable de squelettes de toute grandeur, entassés sans ordre, de vases en terre rouge, grise (j'en ai possédé un de cette dernière couleur d'une heureuse conservation); des parures, dont une en or, qui font partie du cabinet de la préfecture, à Mézières; la seconde découverte, toujours sur le bord de la chaussée,

a été celle d'un sarcophage , en forme d'auge , avec une réserve en saillie dans le fond , pour la tête. Il étoit vide quand je suis arrivé sur les lieux ; on y trouva deux médailles en or qui sont aussi au cabinet de Mézières, d'ailleurs point d'inscription. Le village de Chéery est très remarquable, et je ne doute pas que d'autres fouilles ne donnent de bons résultats. De là à la montée de la côte de la Marfée (où a été tué le comte de Soissons), il existoit un autre tombeau, qui a aussi disparu pour faire place à la nouvelle route. Parvenue à ce point culminant qui partage les deux versants de la Bare et de la Meuse, cette voie suivait les oscillations du terrain, passait derrière le village de Frénoy, et arrivoit au lieu dit *les Petits Arbres*. A la vue de Sedan, dans ce trajet, qui a près d'une lieue, elle s'est aussi bien conservée que dans sa traversée du Mont-Dieu : toujours la même espèce de pavé, étrangère aux localités; mais, parvenue à ce point, ce pavé et le chemin disparaissent brusquement. Elle changeoit donc de direction, je le pense, et descendoit obliquement vers le village de Wadelincourt (*Vadura*), le seul gué du voisinage, et de là traversoit la prairie de la Meuse, en suivant le chemin qui porte encore aujourd'hui le nom du Chemin de la Voie. Ce dernier chemin n'existe plus que dans les titres; les alluvions successives de la Meuse ont dû l'effacer. C'est près de là, et sur les hauteurs qui forment le second étage, que j'ai recueilli un autel gallo-romain à quatre faces, semblable à celui que Montfaucon a décrit, et que les anciens, dit-il, plaçoient sur les montagnes. Cette antique, qui est encore aujourd'hui dans un jardin dont j'étois propriétaire, n'est pas perdue, car celui qui m'a succédé en connoît tout le prix.

De Sedan, ou plutôt de ce point (car la ville n'existoit pas alors), le chemin, qui y avoit laissé une trace qu'on a retrouvée au pied du château, à plus de six pieds au-dessous du sol actuel, prenoit une direction nouvelle et arrivoit en suivant la rive droite de la Meuse au village de Floing, but de la course que nous venons de faire. C'est en arrière de ce village, sur le penchant d'un coteau d'où surgit une fontaine abondante qu'ombragent trois tilleuls antiques, que la terre est couverte de débris de toute espèce, des fragments de ces auges en terre cuite à gros rebords qu'on croit avoir été des tombeaux, des portions de vases de toute sorte de dimension, des ossements calcinés, des ustensiles, enfin tout

ce qui annonce un établissement important; et la nature des restes dont j'ai eu l'honneur de vous communiquer les croquis ne permet pas d'en douter. Le propriétaire de ce terrain antique, sur lequel il a construit son habitation, a dû faire de nouvelles fouilles. J'ai su que tout le produit sera religieusement mis de côté pour moi.

Du village de Floing le chemin encore pavé suit immédiatement le bord de la Meuse, passe à l'extrémité du bois de *Lugnon*, et prend de là la direction de la station d'Aiglemont. Cette position formidable assuroit la communication de la Meuse à l'endroit même où cette rivière abandonne ses magnifiques prairies pour couler entre ses murailles de schistes. Je recommande aux explorateurs les terres brûlées du village du petit Moazy, situées dans une petite presqu'île au pied du mont Olympe. Ils ne devront pas négliger non plus les hauteurs du Bas-en-Vaux, à très peu de distance de la station, où il existe des restes de constructions antiques, auxquels Mézières doit être son nom.

D'Aiglemont (*Aquilæ-Mons*), quelle direction prenoit notre chemin? je l'ignore. C'est au passage de la Semoy qu'il faudroit le saisir. Je n'ai pas étendu plus loin mes recherches, et je m'abstiens; d'ailleurs, il est bien temps de vous laisser reposer de la course dans laquelle je vous ai forcé de m'accompagner. Puissiez-vous y avoir trouvé quelque intérêt. Je suis entré avec vous, Monsieur, à l'occasion des voies romaines, dans des détails qui, à tout autre, paroîtroient peu intéressants, et je l'ai fait dans l'idée de relever, si cela se peut, les jalons antiques que les routes modernes font disparoître chaque jour, et surtout dans la partie que nous venons de parcourir, afin de laisser des traces capables de diriger les amis de l'antiquité dans leurs recherches futures.

Agréé, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

A. TRAULLÉ.

---



## SECTION V.

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DE LA FRANCE.

---

*Société pour la recherche et la publication des Documents de l'Histoire germanique pendant le moyen âge. Publications de cette Société.* MONUMENTA GERMANIÆ HISTORICA, ab anno Christi 500 usque ad ann. 1500. Edit. Henr. Pertz. — SCRIPTORUM, t. I, Hanovre, 1826, in-fol. xxvi et 660 p. — Tom. II, Han., 1829, xiv et 840 p. in-fol. \*

Les éditeurs de cette grande collection ont senti toutes les difficultés qu'ils auroient à surmonter, et ils ont pris pour devise : *Sanctus amor patriæ dat animum*, l'amour sacré de la patrie donne le courage. Le moment de la régénération de la Germanie ressaisissant son indépendance étoit, sans aucun doute, le plus opportun pour une si vaste entreprise, qui devoit comprendre tous les monuments historiques relatifs à l'Allemagne, pendant le moyen âge. M. de Stein, alors ministre du roi de Prusse, se plaça à la tête d'une réunion d'amis et de savants, et voua ses loisirs et sa fortune aux préparatifs nécessaires. C'est cette réunion qui forma le premier projet en 1818; des invitations furent envoyées à tous les hommes distingués par leur rang ou par leur savoir, et qui s'intéressoient à l'histoire de leur patrie, pour les engager à secourir par leur influence ou par leurs connoissances l'exécution de cette œuvre patriotique. Les

\* Nous avons déjà parlé brièvement (N° de février) de cette vaste et importante collection entreprise sur le même plan que le *Recueil des Historiens de France*. Les rapports intimes qui existent entre les sources historiques des deux nations, surtout dans la période historique qu'embrassent les deux volumes déjà publiés, nous ont engagé à en donner une plus ample description. Une partie de cet article est extraite de la *Revue germanique* pour 1827. (J. D.)

premiers qui accédèrent à cette invitation sont MM. le comte de Spiegel, actuellement archevêque de Cologne, de Landsberg-Valen, de Mirbach, de Romberg, madame la princesse de Fürstenberg, décédée depuis, le prince de Thurn et Taxis, les comtes de Solms-Laubach et de Lippe, de Heinberg, les savants Niebuhr et Bøelling. Tous offrirent de contribuer, tant par leur fortune que par leurs relations et leur travail. M. Dümge, archiviste du grand-duc de Bade, fut chargé de rédiger un projet plus détaillé, qui fut ensuite confié à une commission centrale présidée par M. de Stein, et composée de MM. d'Arelin (remplacé après sa mort par M. de Carlowitz, ambassadeur du roi de Saxe auprès de la diète de Francfort), de Burckheim, de Plessen, Smidt, de Wangenheim et Schlosser à Francfort, Dümge et Büchler. A ces deux derniers, que de nouvelles fonctions éloignèrent de Francfort, succédèrent MM. de Fichard et de Bøehmer. M. Mühlens fut nommé caissier, et M. Büchler fut chargé de la correspondance. La Société doit surtout à ce dernier une grande partie de ses succès; car c'est son activité qui y fit entrer une grande partie des savants de l'Allemagne et de l'étranger, dont il a dirigé les travaux, en leur indiquant le but et les moyens qu'ils pouvoient trouver à leur portée.

Dès le 20 janvier 1819, la Société se constitua sous le nom de *Société pour la recherche et la publication des documents de l'histoire germanique pendant le moyen âge*, et sa première réunion eut lieu dans la ville de Francfort. Plusieurs princes régnants, comme le roi de Prusse, l'électeur de Hesse, le roi de Bavière et la diète de Francfort, par leurs déclarations réitérées de 1819, 1820 et 1821, s'associèrent aux travaux de la Société, et la déclarèrent, par leur adhésion, entreprise nationale.

Pour former un centre commun, un organe qui mît en rapport les différents collaborateurs, on convint de publier un journal, *Archives de la Société pour la publication des monuments de l'histoire germanique*, qui fut commencé en 1819. Des questions y furent proposées, des renseignements donnés et des rapports publiés sur l'existence et sur l'importance des manuscrits qui pouvoient servir de guides dans les recherches. Pendant que les savants Docen, Matthiæ, Wyttenbach, Schlosser, de Koch-Sternfeld, Ittner, Ebert,

Grimm, Beyschlag, travailloient dans les bibliothèques de l'Allemagne, d'autres entreprirent des voyages pour faire des recherches dans les bibliothèques de la France, de l'Italie et de l'Angleterre. Dans tous ces pays, les renseignements demandés furent donnés avec la plus grande bienveillance, et les collaborateurs furent entourés de tous les secours nécessaires.

C'est ainsi que l'entreprise marcha rapidement vers son but; en 1824 on se vit en état de fixer le plan de la publication. Le premier projet n'avoit embrassé que les chroniques et les monuments purement historiques; mais les richesses nouvelles qu'on avoit découvertes permirent d'étendre ce plan, qui comprend maintenant, outre l'histoire proprement dite, tous les documents et renseignements qui s'y rapportent. Voici les quatre articles qui serviront de base à la publication :

1°. Tous les monuments historiques relatifs à l'Allemagne, depuis 500 jusqu'à 1500, seront divisés en cinq grandes sections : auteurs historiques, lois, diplômes, lettres et autres monuments moins importants, compris sous la dénomination d'antiquités.

2°. On ne publiera que les originaux et les ouvrages authentiques, les passages douteux ou interpolés seront exclus ou imprimés en plus petits caractères.

3°. On rendra les expressions authentiques des auteurs.

4°. Les passages difficiles seront expliqués dans des notes ajoutées au texte; on exposera la vie des auteurs, on fera connoître les manuscrits de leurs ouvrages, on appréciera l'autorité qu'on doit leur attribuer, leurs rapports avec le temps dont ils racontent l'histoire, et l'on indiquera les éditions déjà publiées.

Voici enfin le premier volume des auteurs historiques, ou de la première section. Il comprend les annales du huitième et du neuvième siècle. La plus grande partie étoit déjà publiée; mais les éditeurs précédents s'étoient souvent servis de manuscrits incorrects, et se voyoient rarement en état d'en comparer plusieurs. La Société a donc ajouté à ces ouvrages une collection de variantes qui n'ont peut-être pas la même importance que celle des auteurs classiques, mais qui expliquent cependant plusieurs passages obscurs et mal interprétés jusqu'à présent.

Les huit premières pages sont consacrées à la liste des souscripteurs, parmi lesquels nous trouvons une foule de princes régnants en Allemagne et dans l'étranger, et beaucoup de bibliothèques publiques; grand nombre d'entre elles est encore en retard.

Dans les *Archives de la Société*, M. Pertz avoit déjà publié une notice dans laquelle il a développé son opinion sur l'origine des tableaux chronologiques ou des annales en Allemagne. Il en résume les résultats dans son introduction générale. Tout en admettant que les *runes* servoient de caractères pour l'écriture avant l'établissement de la religion chrétienne dans le Nord, il croit qu'elles étoient uniquement consacrées aux usages domestiques (*communi utilitati*), et qu'on ne s'en servoit pas pour des ouvrages historiques. D'ailleurs la religion payenne, qui se régloit, dans la fixation des jours de fête, d'après une astronomie grossière, et qui se propageoit elle-même par la tradition orale, ne réclamoit pas l'usage de l'écriture. L'église chrétienne, au contraire, conduite par le désir de fixer d'une manière uniforme ses fêtes, et fatiguée des discussions que ces époques faisoient naître, sentit la nécessité de se servir de tables qui réglassent le temps. Celles de Denys-le-Petit et de Bède-le-Vénérable se répandirent par conséquent dans toute l'Europe chrétienne. Elles remplissoient ordinairement une ou deux pages, en laissant toutefois une marge assez grande pour qu'on pût y ajouter les événements les plus remarquables arrivés dans le cycle de dix-neuf années qu'elles comprenoient. La première origine de ces additions historiques ne peut être expliquée d'une manière certaine. On les trouve chez les Francs vers la fin du septième, ou plutôt au commencement du huitième siècle, mais il paroît que les premières ont été faites dans quelque couvent des Pays-Bas. En copiant ces cycles, on a copié en même temps les indications historiques, et c'est par ce moyen que les uns et les autres ont été répandus dans des contrées assez éloignées. Les notices historiques ont trouvé des continuateurs qui, par la préférence qu'ils ont accordée aux événements arrivés dans leur patrie, ont fourni les moyens de déterminer la contrée et même le couvent où elles ont été ajoutées.

Le premier volume de la collection comprend d'abord les



*Annales S. Amandi, Tiliani, Laubacenses et Petaviani*, avec les continuations (p. 5-18). On les a imprimées en regard pour faciliter la comparaison et la rectification des unes par les autres. Elles sont déjà connues par les collections de Duchesne, de Bouquet et de Baluze. Les quatre annales suivantes, appelées *Laurishamenses* (Lorsheim, couvent dans la Bavière), *Alamannici*, *Guelferbytani* (Wolfenbüttel) et *Naziani* sont rédigées et continuées sur des annales écrites dans le couvent de Murbach situé en Alsace. Elles contiennent des particularités relatives à ce couvent, que les continuateurs ont copiées. L'original paroît perdu, mais ces copies justifient suffisamment de leur origine.

Les mêmes rapports existent entre les *Annales sangallenses, augienses et weingartenses* (p. 60-71). Les annales qui suivent sont rédigées avec plus d'indépendance les unes des autres, et paroissent avoir puisé une partie de leurs notices historiques dans les *Gesta Francorum*. Les *Annales sangallenses* sont l'ouvrage de plusieurs moines, qui y travaillèrent successivement. Elles deviennent plus étendues dans le dixième et le onzième siècle, et finissent en 1056. Les éditeurs donnent trois rédactions différentes des *Annales de Salzbourg (Juvavienses)*, suivies de celles du couvent de Saint-Emmeran à Ratisbonne, de Fulde, de Cologne, de Brunvillare, couvent près de Cologne, etc.

Les annales écrites sous le règne de Charlemagne se rapprochent déjà de la narration historique, tout en conservant la forme des chroniques. Telles sont les annales d'Eginhard mises en parallèle avec celles du couvent de Lorsheim (*Laurishamenses*, appelées aussi *Plebeji* ou *Loiseliani*) parce qu'elles comprennent le même nombre d'années (741-829) et s'accordent tellement dans la manière de représenter les faits, que les unes semblent être la copie des autres, si elles n'ont pas puisé à une source commune. Les éditeurs ont ajouté beaucoup de notes géographiques qui se rapportent à l'état de l'Allemagne pendant le moyen âge, et qui éclaircissent un grand nombre de points défigurés ou mal interprétés dans les éditions précédentes. Les annales du poète saxon sont connues; mais, dans la collection dont nous parlons, on a pu corriger plusieurs fautes échappées à Leibnitz. La chronique suivante, appelée *Chronicon Moissiacense, ou de Beda*, a été écrite par un auteur inconnu sur les ta-

bles chronologiques du vénérable savant. Les annales de Metz, de Fulda et du moine Enhard, sont des continuations de celles d'Eginhard et de Lorsheim, et forment, avec la *Chronique de Regino*, les principales sources historiques du neuvième siècle. L'*Histoire abrégée des Francs*, par Pierre-le-Bibliothécaire, se trouve déjà dans *Duchesne*, t. III. Les *Annales Bertiniani*, qui sont une continuation de celles d'Eginhard, sont divisées en deux parties. L'auteur de la première (830-835) est inconnu, celui de la seconde (835-861) est l'évêque Prudence. Le célèbre Hincmar, archevêque de Reims, y a ajouté l'histoire de 861-882. Les annales *Vedastini* (877-900), la chronique des guerres des Normands en France (837-911), celle de Regino, qui commence avec la naissance de Jésus-Christ et se termine en 906, et une continuation jusqu'en 967, remplissent, avec une table des matières très exacte, les dernières feuilles de ce beau volume, orné de huit planches, qui représentent des *fac-simile* des différents manuscrits. J.

---

— *Tome II.* Le second volume des *Monumenta Germaniæ*, publié en 1829, trois ans après le premier, dut ce retard à l'étendue des matières qu'il renferme et aux voyages et recherches que firent les éditeurs dans les principales bibliothèques de l'Europe en vue de compléter et de perfectionner leur travail. Ils ont pu en effet profiter de plusieurs manuscrits ou de versions inconnus avant eux.

Ce volume est divisé en deux parties : la première se compose des historiens de Saint-Gall, la deuxième comprend les autres documents des huitième et neuvième siècles.

Sous le titre de *Scriptores rerum Sangallensium*, edente D. Ildephonso ab Ars, bibliothecario sangallensi, se trouve une collection formant un tout, et qui s'étend depuis le sixième siècle jusqu'à la moitié du treizième. Elle expose la fondation et les vicissitudes de la célèbre abbaye de Saint-Gall, qui a rendu tant de services à la religion et aux études littéraires et historiques. M. Pertz s'est borné à ajouter des notes explicatives aux textes rassemblés par M. d'Ars.

Les ouvrages qui font partie de cette collection sont les suivants :

1. *Vita S. Galli*, inedita (VIII<sup>e</sup> siècle). — 2. *Gorberti diaconi continuatio*, ou de *Miraculis S. Galli per Walafridum Strabonem emendata*. — 3. *Appendix ad vitam S. Galli*: Prologus vitæ metricæ sancti Galli, par Rihpert; Ermenrici, cœnobiæ augiensis, Tentamen vitæ sancti Galli, etc. (IX<sup>e</sup> siècle); Præfatio in cantilenam de sancto Gallo, et primæ ejusdem cantilenæ; par Eckchard III, en vers latins rimés; Genealogia sancti Galli. — 4. *Abbatum sancti Galli Catalogus*. — 5. *Abbatessæ monasterii augiensis*. — 6. *Episcopi constantiensis Ecclesiæ*. — 7-9. *Vitæ et miracula sancti Otmari* (deuxième abbé de Saint-Gall). — 10-13. *Casus sancti Galli* (4 relations du IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle). — La deuxième partie de ce volume est une continuation des *Annales* contenues dans le premier.

## ANNALES BELGES.

14. *Annales sancti Amandi breves* (de 742 à 855), inédites. — 15. *Annales sancti Bavonis gandensis*, et continuation, depuis la fondation de Saint-Bavon de Gand jusqu'en 1350 (inédites). — 16. *Annalium lobiensium fragmentum*.

## ANNALES DE LA FRANCONIE RHÉNANE.

17. *Annales sancti Maximi treverensis* (de 708 à 987). — 18. *Chronicon sancti Martini coloniensis* (de 756 à 1021), inédite. — 19. *Annales brunswilarenses* (de 1000 à 1149). Appendice aux *Annales* de même nom publiées dans le t. I<sup>er</sup>. — 20-21. *Annales xantenses*, suppl. et appendice (de 640 à 871), avec les *Annales* de Fulde et de Saint-Bertin; celles-ci sont la source historique la plus importante pour les huitième et neuvième siècles.

## ANNALES DE FRANCONIE.

22. *Annales breves fuldenses* (de 651 à 838), inéd. — 23. *Annales wirziburgenses* (de 684 à 1102), avec add. inéd.

## ANNALES DE LA FRANCE.

24. *Annales remenses*. — 25. *Annales lemovicenses* (de 867 à 1060). — 26. *Chronicon aquitanicum* (de 830 à 930),

avec addit. portées à 1025. — 27. *Annales floriacenses*, inédites, des ann. 626 et 849 à 1060. — 28. *Chronicon de sex ætatibus mundi*. — 29. *Frag. ex Chronico moissiacensi* (de 787 à 789, et de 804 à 813). Restitution du texte se rapportant à ces treize années.

## CHRONIQUES.

30. *Pauli Warnefridi liber de Episcopis mettensibus*. — 31. *Gesta abbatum fontanellensium*. — 32. *Fragmentum chronici fontanellensis*. — 33. *Regum Francorum genealogiæ*. — 34. *Fragm. ex chronica Adonis archiepiscopi Viennensis*. — 35. *Erchamberti Breviarium regum Francorum*.

Le troisième volume de cet ouvrage est en grande partie imprimé. A la fin de 1834, cinquante-six feuilles étoient imprimées : c'est toujours M. Pertz qui continue d'en être le laborieux et consciencieux éditeur. Ce troisième volume contiendra les *lois* se rapportant aux mêmes périodes, dont les deux premiers volumes comprennent les annales.

L'édition de Chartes et Diplômes est dirigée par M. Bœhmer ; elle semble former un ouvrage distinct dont plusieurs parties sont déjà publiées.

*Mémoires et Dissertations sur les Antiquités Nationales et étrangères*, publiés par la Société royale des Antiquaires de France ; nouvelle série, tome I (ou tome XI de la première série) ; Paris, au secrétariat de la Société, rue Taranne, n° 12, 1834 (1835), 1 vol. in-8°, xvij et 440 pages.

*Rapport sur les travaux de la Société des Antiquaires de France pendant l'année 1833*, par M. de Montrol, secrétaire annuel.

*Notices biographiques sur les membres de la Société, décédés en 1833* (savoir MM. Cousinery, de Pougens), par M. de Ladoucette.

— *Mémoire sur quelques monuments celtiques existants dans le département des Pyrénées Orientales*, par M. Jaubert de Reart ; page 1.



- *Notice sur les fouilles faites au devant du temple de la fontaine de Nîmes en février 1833*, par M. Auguste Pelet; p. 15.
- *Dissertation sur la pile Cinq-Mars*, par M. de la Saussaye; p. 40.
- *Notice sur le temple d'Apollon d'Auxerre*, par M. le Blanc; p. 67.
- *Mémoire sur l'origine d'Aginum, cité des Nitiobriges dans l'Aquitaine*, par M. Chaudruc de Crazannes; p. 76.
- *Du titre de Comtor, usité dans une partie de la France durant le moyen âge*, par M. le baron de Gaujal; p. 99.
- *Cologne, ses antiquités et monuments*, par M. le baron de Ladoucette; p. 127.
- *Notice sur l'ancienne ville de Substantion et sur ses ruines actuelles*, par M. Delmas; p. 145.
- *Etudes sur les Casques du moyen âge*; extrait d'un ouvrage inédit sur les armes et armures du moyen âge, par M. C. N. Allou (Suite: quatrième époque; la chevalerie); p. 157.
- *Dissertation sur Bérénice*, par M. Rey; p. 235.
- *Notice sur la découverte d'un emplacement de forges, de bains, et d'autres ruines d'établissements romains dans le département du Loiret*, par M. le baron Roger; p. 252.
- *Notice sur l'ancienne église collégiale de Champeaux (Seine-et-Marne)*, par M. A. Taillandier; p. 268.
- *Notice sur une lettre concernant le mariage du dauphin, fils de Louis XI, avec Marguerite d'Autriche*, par M. Dusevel; p. 276.
- *Note au sujet d'une peinture sur verre, de Limoges*, par M. Allou; p. 282.
- *Lettre sur les antiquités des Nitiobriges*, par M. Chaudruc de Crazannes; p. 285.
- *De la priorité de la langue d'oïl sur la langue d'oc, ou de leur contemporanéité*, par M. de Martonne; p. 293.
- *Examen de quelques opinions émises au sujet de la chronique dite de Turpin*, par M. de Martonne; p. 301.
- *Du dict de Robert le Diable*, par M. de Martonne, p. 318.
- *Traduction de la parabole de l'enfant prodigue en patois picard*, par M. Delahaye, bibliothécaire à Amiens; p. 327.

- *Coup d'œil sur les violences exercées jadis contre les huis-siers ou sergents*, par M. Berriat-Saint-Prix; p. 330.
  - *Notice sur une arme de bronze du cabinet de M. Balbâtre aîné à Nancy*, par M. Raoul-Rochette; p. 345.
  - *Relation du passage de Charles VII à Limoges en 1438*, communiquée par M. Allou; p. 387. (Récit latin extrait d'un vieux registre de la Chamberrie de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges.)
  - *Notice sur les registres manuscrits du parlement de Paris*, par M. A. Taillandier; p. 374.
  - *Notice sur les Utricularii*, par M. Henry; p. 405.
  - *Rapport sur Partonopeus de Blois*, par M. de Martonne; p. 410.
  - *Notice sur une figurine en bronze trouvée auprès de Vienne, département de l'Isère*, par M. Mermet aîné; p. 423.
-



## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 4 MAI 1835.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le président proclame membre de la Société,

M. DE GOLBERY, correspondant de l'Académie des Inscriptions,  
et membre de la Chambre des Députés.

Les ouvrages suivants sont offerts à la Société de la part de leurs auteurs :

1°. *Essais historiques sur la ville de Valence*, par M. Ollivier. 1 vol. in-8°, Valence, 1831.

2°. *Notice sur les monuments du xvi<sup>e</sup> siècle* (tombeau dit le Pendentif de Valence), par le même. (Broch. in-8°.)

3°. *Brunechild et les Austrasiens, première étude sur l'histoire d'Austrasie*, par M. Huguenin jeune. In-8°. Metz, 1834. (Extr. des Mémoires de la Soc. de Metz.) Offert par l'intermédiaire de M. Crapelet.

4°. *Notice sur l'hôtel de Cluny au moyen âge*, par madame de Saint-Surin, suivie des *Contenances de table* et autres poésies inédites des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. 1 vol. in-12; chez Techener, Paris, 1835. Par l'intermédiaire de M. de Monmerqué.

5°. La seconde livraison (tome IV, 1835) des *Archives du nord de la France*, rédig. par M. Arth. Dinaux.

6°. Enfin, de la part de l'éditeur, M. Frère, libraire à



Rouen, membre de la Société, *l'Histoire de Normandie, depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête de l'Angleterre en 1066*; par feu M. Licquet; précédée d'une introduction sur la littérature, la mythologie, les mœurs des hommes du Nord, par M. Depping, 2 vol. in-8°, Rouen, 1835.

*Correspondance et communications verbales.*

Le secrétaire donne lecture d'une lettre de M. le ministre de l'instruction publique au président de la Société, M. de Barante, par laquelle M. Guizot annonce qu'une somme de 1,000 fr., sur les fonds de son ministère, est mise à la disposition de la Société pour encouragement aux travaux de 1835. Des remerciements seront adressés à M. le ministre, et sa lettre est renvoyée au comité des fonds pour en suivre l'exécution.

— MM. Allou, Jollois, Hérisson et Barrois, récemment admis au nombre des membres de la Société, écrivent pour en exprimer leur satisfaction.

— M. Jules Ollivier (de Valence) adresse une notice sur les Mémoires inédits d'Eustache Piémond, intitulés : *Mémorial perpétuel de plusieurs choses advenues à cause des guerres civiles de ce Royaume de France, et de ce que particulièrement est advenu en Dauphiné, et notamment en notre pauvre ville de Saint-Antoine en Viennois* (de 1562 à 1608); *recueillies par moi Eustache Piémond, notaire royal dalphinal de la ville de Saint-Antoine.*

Cet ouvrage existe à la Bibl. Roy., fonds de Fontanieu : M. Ollivier se chargeroit volontiers d'en être l'éditeur, de l'annoter et de le compléter par des pièces justificatives que possèdent les bibliothèques du midi de la France. Déjà il avoit prié M. Champollion de proposer à la Société cette publication, qui jetteroit une vive lumière sur l'histoire des guerres civiles en Dauphiné pendant le xvi<sup>e</sup> siècle. Le manuscrit, composé de 2 vol. in-fol., pourroit aisément ne former qu'un seul in-4° ou 2 in-8°.

M. Ollivier annonce en outre que, s'occupant, depuis

plusieurs années, de recueillir les matériaux d'une bibliographie historique de cette province, il a rencontré un grand nombre de pièces jusqu'ici inconnues dont il offre l'indication pour le Bulletin.

M. Champollion explique que ce n'est point à la Société de l'Histoire de France, mais au Comité établi près du ministère de l'instruction publique, que M. Ollivier, confondant en une seule les deux institutions, l'avoit chargé de présenter sa demande d'éditer le *Mémorial d'Eustache Piémond*. Cette proposition a été en effet soumise par lui au comité près le ministère : M. Mignet, chargé d'examiner le manuscrit, a fait un rapport à peu près négatif, du moins pour une publication immédiate. Toutefois, la question étant encore jusqu'ici restée indécise, le Conseil pense ne devoir pas s'occuper de cet ouvrage avant que le ministre en ait admis ou rejeté l'impression.

M. Capefigue, à l'occasion de ce Mémorial, annonce avoir vu dans la Bibliothèque publique de Lyon un manuscrit (avec vignettes) sur les guerres civiles du Dauphiné, qui lui a paru fort remarquable.

— M. Descombettes de la Bourelie, demeurant à Gaillac, département du Tarn, fait offrir à la Société de mettre à sa disposition pour les publier deux mémoires manuscrits qu'il possède : 1°. Ceux de *Gaches*, sur la guerre civile et religieuse du Haut-Languedoc, depuis 1559 jusqu'à 1610; 2°. ceux du *chanoine Blouin*, sur les troubles et massacres survenus dans la ville de Gaillac en 1562 : ces derniers sont écrits en vers burlesques. M. Descombettes a traduits ceux-ci, et a joint des notes aux uns et aux autres. Il désireroit, pour ses frais d'éditeur, une collection des ouvrages que pourra publier la Société.

M. Champollion, qui communique cette lettre, ajoute que la Bibliothèque Royale possède (*fonds Cangé*, n° 42) une histoire de Castres par Gaches. La Bibliothèque historique de France (édit. de Fontette) indique, n° 37793, comme existant alors manuscrite dans la bibliothèque du marquis d'Aubais, sous ce titre : *Mémoires de Jacques*

*Gaches, avocat en la chambre de l'édit de Castres, où sont rapportées les choses les plus mémorables qui se sont passées en Languedoc, et particulièrement à Castres et aux environs, depuis l'an 1560 jusqu'en 1610, in-4°.* C'est sans nul doute le même ouvrage, peut-être le même exemplaire, qui est passé entre les mains de M. Descombettes. Lafaille (préf. du tome II de l'*Histoire de Toulouse*) dit qu'il s'est servi de ces Mémoires écrits avec exactitude, quoique par un zélé huguenot. Dom Vaissette (*Histoire du Languedoc*, préf. du tome V) les a pareillement connus et utilisés, comme renfermant des faits qu'on ne trouve point ailleurs. L'offre de M. Descombettes est renvoyée au Comité de publication.

M. Champollion communique encore, de la part de M. de Golbery, une lettre de M. Graf, pasteur à Mulhausen, qui annonce qu'on a retrouvé récemment et réintégré dans les archives de cette ville la *Chronique de Petri*. « Autant, dit-il, la chronique de Furstenberger<sup>1</sup> est répandue, autant celle de Petri est rare. Ce manuscrit est même unique, puisqu'il est écrit de la main même de cet ancien syndic de notre ville. L'histoire de Mulhausen y est décrite jusqu'à l'époque de Petri, 1618. Il y mêle beaucoup de l'histoire générale; c'est précisément ce qui rend cet ouvrage plus intéressant. Les événements de son temps, et ceux qui l'ont immédiatement précédé, y sont souvent représentés d'une tout autre manière, et mêlés d'observations bien différentes de celles que nous trouvons dans nos livres d'histoire moderne. Il en parle comme contemporain et d'après les traditions; le style de cet ouvrage, écrit en langue allemande, se lit avec plaisir : c'est un vol. in-4° de près de 1200 pages. »

<sup>1</sup> On trouve dans la *Bibl. hist.* de France, n° 58756, cette indication manuscrite : *Histoire de la ville de Mulhausen*; onze livres in-fol., en allemand. Cette histoire est de deux auteurs : le premier est Jacques-Henri Petri, qui étoit bourguemestre de Mulhausen dans le dernier siècle; son ouvrage, qui compose un gros volume, finit à l'année 1617. Un de ses successeurs dans la charge de bourguemestre, Josuas Furstenberger, rédigea en abrégé cette histoire, et la continua jusqu'en 1725. Les manuscrits existent dans la bibliothèque de Mulhausen et dans celle de M. Schoepflin. (J. D.)

M. le pasteur Graf engage M. de Golbery à faciliter la publication de cet ouvrage par la Société de l'Histoire de France. Le Conseil ne pense pas que d'ici à fort long-temps, une histoire locale de cette nature et de cette étendue, quelque intéressante qu'elle puisse être pour la province d'Alsace, doive prendre place dans les cadres des publications de la Société.

— M. Depping, en faisant hommage à la Société, de la part de M. Frère, de l'*Histoire de Normandie* de feu M. Licquet, annonce qu'il s'est chargé de faire une suite à cet ouvrage en publiant l'*Histoire de Normandie sous la dynastie de Guillaume*, et qu'il s'empressera de l'adresser pareillement à la Société, aux travaux de laquelle il prend, dit-il, ainsi que tous les amis de l'histoire, le plus vif intérêt.

— M. Guérard fait un rapport, au nom de la commission précédemment désignée<sup>1</sup>, pour fournir à M. le directeur-général du Dépôt de la guerre, des renseignements archéologiques propres à faire constater sur la nouvelle carte de France, par MM. les ingénieurs géographes, la direction des voies romaines, et le site des anciennes villes et stations de notre territoire.

M. Guérard a réuni les noms de trente à quarante personnes, s'occupant plus ou moins d'archéologie, dans les départements de l'est et du sud-est, où opèrent en ce moment MM. les ingénieurs; et de plus l'indication d'un assez grand nombre d'ouvrages ou mémoires contenant des renseignements archéologiques sur ces mêmes contrées, et pouvant particulièrement signaler des indices d'anciennes voies. Il présente un spécimen des recherches qui peuvent être faites à ce sujet, relatif à la direction de deux *stratum*, ou *agger publicus* de l'Alsace. Il insiste sur les indications utiles que les gardes champêtres et forestiers peuvent fournir à MM. les ingénieurs.

M. Jollois fait observer que M. le directeur-général des ponts-et-chaussées, qui prend beaucoup d'intérêt aux travaux de cette nature, serait à même de contribuer très utilement, par le moyen de MM. les ingénieurs de ce

<sup>1</sup> MM. Hase, Dureau de la Malle et Guérard.



corps disséminés sur toute la France, au relevé de topographie archéologique dont il s'agit. Pendant l'exercice des fonctions d'ingénieur en chef dans le département du Loiret, M. Jollois a pu rédiger un travail complet de ce genre sur les anciennes voies qui traversent le département.

Les renseignements de la commission et l'indication de M. Jollois seront transmis à M. le général Pelet.

— M. Crapelet offre de mettre à la disposition de la Société, pour la seconde partie du Bulletin, un Recueil de Lettres de Louis XIII.

— Sur la demande d'un membre relative à l'impression du Grégoire de Tours, M. Guérard, commissaire, annonce que s'il n'a encore été tiré que cinq à six feuilles, c'est parce qu'après avoir pris pour base du texte de la nouvelle édition celui de D. Bouquet (*Hist. de France*, tome II), il a reconnu, de concert avec M. Teulet, que le texte antérieur de D. Ruinart, un peu différent, quoique reproduit presque intégralement dans le *Recueil des Historiens de France*, étoit plus conforme à l'esprit des manuscrits les plus anciens et les plus authentiques. Ce changement a donné lieu à des remaniements qui ne devront pas se renouveler.

— M. Ravenel fait connoître au Conseil qu'ayant pu examiner un grand nombre de pièces inédites concernant Mazarin, dont une partie seulement a déjà été insérée dans le Bulletin des mois précédents, il pense qu'il seroit plus convenable de faire une publication distincte (en un vol. in-8°) de la correspondance entre le Cardinal et la Princesse palatine. Cette proposition est renvoyée aux comités de publication et des fonds.

— M. Guérard offre au Conseil de se charger de publier, plus ou moins prochainement, pour la Société, les deux *Cartulaires* manuscrits de *Folcuin* et d'*Aganon*, fort importants l'un et l'autre et presque entièrement inédits. Celui de *Folcuin*, écrit vers 960 par un moine de Saint-Bertin, offre un recueil de chartes et le récit d'événements.

ments principalement relatifs à cette célèbre abbaye. Il en existe à la Bibliothèque Royale une copie, que M. Guérard a collationnée avec les exemplaires des bibliothèques de Boulogne et de Saint-Omer. Ce cartulaire, des plus anciens et des plus authentiques, est très connu, mais n'ayant encore été publié que par lambeaux, il pourroit être réimprimé, et formeroit les deux tiers d'un volume in-8°.

Le *Cartulaire d'Aganon*, écrit, vers l'an 1150, par un abbé de Saint-Père-de-Chartres, est également inédit pour les trois quarts; il contient, au milieu d'un récit d'intérêt local, un grand nombre de chartes précieuses pour la topographie du moyen âge. L'original est conservé à la Bibliothèque publique de Chartres; il en existe une copie à la Bibliothèque Royale. Il pourroit former un vol. in-8°.

M. Guérard ajoute que, si, dans l'intérêt des publications de la Société, le Conseil trouvoit celle-là trop sérieuse, et ne pouvant convenir qu'à un trop petit nombre de lecteurs, elle pourra être faite par une autre voie; mais il a voulu offrir son travail d'abord à la Société.

M. Auguste Le Prevost appuie fortement la proposition de M. Guérard; il a eu occasion d'étudier un grand nombre de Cartulaires d'abbayes pour un travail de topographie historique dont il s'occupe depuis long-temps; et il n'en connoît pas de plus complets, de mieux ordonnés, de plus riches en renseignements précieux que les deux Cartulaires de Folcuin et d'Aganon. Il pense d'ailleurs que ce seroit un exemple et une direction utiles à donner par la Société de l'Histoire de France aux recherches historiques. C'est en effet dans les Cartulaires, comme dans les Vies des Saints, qu'est la plus grande partie des éléments d'une géographie historique de la France au moyen âge.

Un membre (M. Duchesne) trouve que cette publication pourroit être trop lourde pour la Société, surtout en ce moment où l'impression de plusieurs autres ouvrages ayant été décidée, il est convenable et conforme aux réglemens de réserver les fonds qui leur sont assignés.

Suivant un autre membre, les Cartulaires sont de nature à être publiés par extraits; ceux dont il s'agit ne peuvent-ils l'être de cette façon? — MM. Guérard et Prevost les trouvent trop importants pour être tronqués.

Les lenteurs des publications commencées autorisent, selon plusieurs membres, le choix de nouveaux ouvrages.

M. Tiby demande qu'à l'avenir aucun ouvrage ne soit livré à l'impression, ni même adopté par le Conseil, avant que la copie n'en soit complètement terminée, et que le travail entier de l'éditeur n'ait été remis au comité de publication. — Plusieurs membres pensent qu'aucun éditeur ne voudroit et ne pourroit s'astreindre pour la Société à des travaux longs, difficiles et à peu près gratuits, avant d'avoir la certitude qu'ils seront adoptés. On pourroit tout au plus décider (et ce paroît être l'opinion de la majorité du Conseil) que l'impression ne devra pas commencer avant que la moitié au moins du manuscrit de l'ouvrage ne soit préparée.

Cette discussion et la proposition qui l'a fait naître sont renvoyées au comité de publication.

---

#### SÉANCE DU CONSEIL DU 1<sup>er</sup> JUIN 1835.

M. le secrétaire ayant été forcé de s'absenter pour remplir un devoir d'intérêt public, est remplacé par le secrétaire-adjoint. La lecture du dernier procès-verbal et de la correspondance est remise à la séance prochaine.

Sont proclamés membres de la Société :

- MM. DESMICHEL, recteur de l'Académie d'Aix;  
DE GIVENCHY, secrétaire perpétuel de la Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer;  
PIERS, bibliothécaire de la ville de Saint-Omer;  
JUGE fils, docteur en médecine à Paris;  
BOUILLET (J.) membre de plusieurs Sociétés savantes, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).  
DUCASSE, agent de change à Lille.  
FÉLIX COUTURIER DE VIENNE, capitaine au corps royal d'état-major, à Paris;  
ÉDOUARD FRÈRE, libraire à Rouen.

*Communications verbales.*

M. Champollion annonce que la *Chronique des Normands* est définitivement terminée, et qu'il a donné le bon à tirer des dernières épreuves. M. Crapelet s'étant engagé à faire brocher l'ouvrage immédiatement, le Conseil décide qu'il sera mis en distribution le 10 juin.

Sur l'observation de plusieurs membres, et afin que, conformément aux statuts, l'ouvrage ne soit délivré au prix de 2 francs qu'aux membres actuels de la Société, le Conseil décide qu'une circulaire leur sera adressée par le comité des fonds pour leur annoncer la mise en vente, et les avertir en même temps qu'ils devront représenter cette circulaire pour retirer le volume.

M. P. Paris demande qu'il lui soit alloué une somme de 100 francs pour frais de copie des manuscrits de Villehardouin. Cette somme est accordée, et le trésorier autorisé à délivrer les fonds.

M. Ravenel rappelle la proposition qu'il a déjà faite de publier un recueil de Lettres de Mazarin. Ce recueil, qui est tout prêt, et qui présente des pièces d'un grand intérêt, formeroit un volume in 8°. La proposition est agréée, et renvoyée pour l'exécution au comité de publication.

M. Allou annonce l'existence, à l'Hôtel-de-Ville de Limoges, de Registres consulaires remontant, sans interruption, jusqu'en 1540, et dans la bibliothèque de cette ville, de soixante manuscrits importants et peu connus. Il propose, pour être insérée dans le Bulletin, une notice sur ces manuscrits. Cette proposition est agréée, et renvoyée au comité du Bulletin.

M. Guérard, au nom de M. le marquis Lever, fait hommage à la Société de la seconde édition de l'*Examen d'un diplôme de l'an 877*. Paris, 1832, in-8°. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> M. le marquis Lever, quoique combattant l'authenticité parfaite de ce diplôme, ainsi qu'il a été dit dans la Bibliographie historique de la France n° 69 bis (1<sup>er</sup> Cahier du Bulletin), est plutôt porté à le considérer comme une copie faite de mémoire plusieurs siècles après la date de l'original, que comme ayant été entièrement imaginé par un faussaire, sans nul intérêt apparent. (J. D.)



M. Guérard annonce ensuite l'existence à Clermont d'un manuscrit de Grégoire de Tours qui paroît être du x<sup>e</sup> siècle, et surtout remarquable en ce qu'il est complet. Il propose au Conseil d'adresser à M. le ministre de l'instruction publique une lettre pour demander la translation à Paris de ce manuscrit, qui donneroit un nouvel intérêt à l'édition que publie la Société. Cette proposition est agréée par le Conseil, qui charge son secrétaire de l'exécution.

---

## SECTION II.

## EXTRAITS ET ANALYSES.

*Notice sur les Registres manuscrits du Parlement de Paris*, par M. H. Taillandier, conseiller à la cour royale de Paris, membre de la Société des Antiquaires de France et de la Société de l'Histoire de France.<sup>1</sup>

Tout ce qui se rattache à l'histoire du Parlement est du plus haut intérêt pour les annales de la France, et faire connoître au public les documents où il pourra étudier le plus à fond cette histoire c'est, nous le pensons du moins, le mettre à portée de puiser à une source dont on a tiré trop peu de parti jusqu'ici.

On sait que le Parlement de Paris, le plus ancien de tous ceux qui existoient en France, fut rendu sédentaire par une ordonnance de Philippe-le-Bel du 23 mars 1302.

Avant cette ordonnance, la justice étoit ambulatoire :

<sup>1</sup> Cette intéressante notice est extraite, avec l'agrément de son auteur, du tome XI des *Mémoires de la Société des Antiquaires de France* (1835). L'objet de ces recherches rentre si directement dans l'esprit des travaux de la Société de l'Histoire de France, que nous nous étions proposé, avant de connoître le travail de M. Taillandier, de consacrer un article dans le Bulletin, à la collection des Registres du Parlement de Paris. En effet, l'histoire des Parlements est intimement liée aux principaux événements de l'histoire générale par les Lits de justice, les enregistrements des ordonnances, les remontrances, les procès politiques et criminels, en même temps que les registres de ces corps judiciaires sont une des sources les plus riches et les plus authentiques de notre droit civil. Nous devons nous féliciter que le sujet ait été traité, pour le premier et le plus ancien de ces corps, aussi consciencieusement. Nous n'avons reproduit que la première partie du Mémoire de M. Taillandier, et nous avons analysé la seconde relative aux lacunes qui existent dans la série des registres. Il seroit à désirer que les collections de plusieurs autres Parlements de France, qui ont aussi joué un grand rôle dans notre histoire politique et législative, fussent illustrées par des travaux analogues. — Nous espérons pouvoir insérer, dans les prochains numéros, quelques notices sur différents dépôts d'archives non moins importants que les archives judiciaires de Paris. (J. D.)

elle suivoit le roi partout où il se rendoit; et il est facile de concevoir les graves inconvénients qui résultoient pour les justiciables d'un semblable état de choses.

On pourroit croire que ce n'est qu'à partir de cette époque de 1302 que des registres contenant les délibérations du Parlement ont été tenus, mais ce seroit là une erreur. Il est bien avéré en effet que Jean de Montluc, qui remplissoit les fonctions de greffier du Parlement sous le règne de Saint-Louis, fut le premier qui tint note en des registres connus sous le nom d'*Olim*, des actes de la haute cour à laquelle il appartenoit.

Il nous paroît probable que l'usage où l'on étoit d'enregistrer les édits et les ordonnances qui étoient envoyés aux baillis et aux sénéchaux afin qu'ils les fissent publier à leurs audiences et dans leurs juridictions, aura conduit à celui de rédiger par écrit et de consigner dans des registres les sentences et les autres actes émanés de ces juridictions. C'est sous le règne de Saint-Louis que l'on voit apparôître pour la première fois la formalité de l'enregistrement. Avant lui on écrivoit les actes sur des peaux entières, et souvent même sur plusieurs de ces peaux cousues les unes avec les autres. On les rouloit ensuite comme on avoit fait pour les livres autrefois, et comme l'on fait encore aujourd'hui pour les cartes de géographie. C'est de là que vient à l'égard des livres le nom de volume; *volumen*, à *volvendo*. Quant aux actes, l'on nommoit par une semblable raison les peaux qui les contenoient *rotuli*, rouleaux. Ainsi, au lieu de dire les registres du Parlement, l'on disoit *rotuli Parlamenti*, et l'on se servoit de ce même terme dans les autres juridictions. Aussi, dans ce temps, lorsque, pour rendre un acte authentique, on étoit obligé de l'apporter et de le faire insinuer dans le dépôt public de la juridiction, l'on ne se servoit point du mot d'*enregistrement*, qui n'étoit pas encore en usage, on disoit simplement qu'il avoit été mis au nombre des actes publics, *depositus apud acta*.<sup>1</sup>

Etienne Boilesve ou Boyleaux, appelé dans un compte des baillis de France de 1266 *Stephanus bibens aquam*, pourvu de l'office de prévôt de Paris par Saint-Louis, fut le premier qui fit écrire en cahiers les actes de sa juridiction. Il commença par une compilation de tous les anciens

<sup>1</sup> Lamare, *Traité de la Police*, t. I, p. 280.

régléments de police, qu'il recueillit avec beaucoup de soin et d'exactitude. C'est un volume in-folio manuscrit dont il existe plusieurs copies (l'original ayant été brûlé lors de l'incendie de la Chambre des Comptes, en 1737), et qui est divisé en trois parties. La première contient toutes les ordonnances pour la police de Paris et les anciens statuts de tous les corps et métiers distribués par ordre alphabétique. La seconde est composée de tous les régléments et des tarifs de tous les droits qui se levoient en ce temps-là pour le roi à Paris, sur toutes les denrées et marchandises. La troisième est un recueil des titres concernant les justices subalternes qui s'exerçoient alors à Paris<sup>1</sup>. On doit vivement regretter que ce recueil d'Étienne Boylesve n'ait pas encore été publié; il est connu sous le nom de *livre blanc*, ou *livre des métiers*. Il en existe aux Archives du royaume une excellente copie, collationnée sur trois manuscrits; par ordre du chancelier Lamoignon, avec d'importantes notes philologiques. Les éditeurs du *Recueil des anciennes lois françaises* n'ont publié que le préambule et la nomenclature des titres du recueil de Boylesve, dont ils fixent la rédaction vers l'année 1260<sup>2</sup>; Boylesve avoit été nommé prévôt de Paris par Saint-Louis, vers la fin de 1254<sup>3</sup>. Joinville nous a laissé un portrait, qu'on doit croire fidèle, de ce digne magistrat qui, suivant un autre historien, « exerça une justice si sévère qu'il fist pendre un sien filleul, pource que la mère lui dit qu'il ne se pouvoit tenir de rober. Item un sien compère qui avoit nié une somme d'argent que son hoste lui avoit baillée à garder. »

Ainsi que nous l'avons dit, Jean de Montluc fut le premier qui recueillit les principaux arrêts du Parlement; il prit d'abord ceux qui étoient contenus dans les rouleaux, *in rotulis*, qu'il avoit écrits lui-même, et en composa aussi des recueils en cahiers reliés ensemble, sur lesquels il continua d'écrire les arrêts rendus de son temps. Lamare et M. Dupin<sup>4</sup> supposent que ce fut seulement lorsque le Par-

<sup>1</sup> Lamare, t. I, p. 280-281.

<sup>2</sup> *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. I, p. 290.

<sup>3</sup> Le grand coutumier de France fixe la date de 1252; d'autres la retardent jusqu'en 1258 (*Biogr. univ.*, t. V, p. 435); mais, d'après une observation de M. Daunou (*Journ. des Savants*, avril 1835, p. 252), M. Taillandier adopte la date de 1254.

<sup>4</sup> *Traité de la Police*, t. I, p. 281. — *Lettres sur la profession d'avocat*, 5<sup>e</sup> éd., t. II, p. 708.



lement devint sédentaire à Paris que Montluc se livra à cette occupation. Nous répétons que c'est là une erreur grave ; car on a déjà vu que Philippe-le-Bel rendit le Parlement sédentaire par son ordonnance du 23 mars 1302, et les registres *Olim* commencent en 1254. Il est vrai que la série régulière ne se laisse apercevoir que depuis 1257, époque de l'exercice de Montluc ; mais toujours est-il que cette époque est antérieure à l'établissement fixe du Parlement dans la capitale du royaume. Les *Olim* finissent en 1318 sans qu'il s'y trouve de lacune depuis 1257, ce qui remplit un espace de soixante et un ans.

Tous les actes contenus aux registres *Olim* n'ont point été rassemblés par Jean de Montluc. *Gaudefridus*, son successeur, continua cet usage, qu'il trouva établi. Il fit même une nouvelle recherche dans les anciens rouleaux, et en tira encore plusieurs des plus notables arrêts, qu'il ajouta à la compilation commencée par son prédécesseur. C'est ce qu'il explique lui-même en ces termes, à l'endroit des registres où il reprit le travail de Montluc : *Inferius continentur et scribuntur quedam judicia et arresta, inventa in quibusdam rotulis, scripta de manu magistri Joannis de Montelucio, antequam inciperet arresta ponere in quaternis originalibus, inter rotulos parlamentorum, de tempore ipsius magistris Joannis, reservatis* <sup>1</sup>. Comme ces recueils, soit du Châtelet, soit du Parlement, ne furent d'abord que des compilations de pièces copiées et tirées d'ailleurs, ils donnèrent commencement au nom de registre, du latin *registum*, quasi iterum *gestum*. On les nomma *Olim* pour faire entendre que c'étoient des recueils de ce qui s'étoit passé autrefois <sup>2</sup>. Quelques personnes avoient cru que ce nom leur venoit de ce qu'ils commençoient par le mot *Olim*, mais il suffit de les examiner pour voir que c'est le second volume des registres qui commence par les mots *OLIM homines de Bajona regni, etc.*

La plus ancienne copie des *Olim* existe aux Archives judiciaires placées dans la Sainte-Chapelle et qui dépendent maintenant du ministère de la justice <sup>3</sup>. Cette copie con-

<sup>1</sup> *Olim. reg. I, fol. 90, verso.*

<sup>2</sup> Lamare, t. I, p. 281.

<sup>3</sup> Les *Archives judiciaires* ont été formées à l'époque de la révolution par les soins éclairés de M. Terrasse père, qui les composa principalement des registres des anciennes juridictions de Paris et d'autres pièces manuscrites prises dans des établissements publics supprimés,

siste en quatre volumes petit in-folio reliés en peau et écrits sur parchemin. Le premier volume a 198 feuillets, les premières pages en sont très fatiguées et toutes noircies, ce qui en rend la lecture presque impossible. Ce premier volume comprend les années 1254 à 1273, le deuxième s'étend depuis 1274 jusqu'en 1298 inclusivement; le troisième et le quatrième, de 1299 à 1318.

Le texte des arrêts ne s'y trouve pas, ils en contiennent seulement la substance et ils ne portent aucune signature; mais leur authenticité n'a jamais été contestée, et c'est à leur égard que s'applique surtout la maxime *in antiquis enuntiativa probant*. L'ordre de dates n'a pas non plus été observé dans le premier volume; l'année 1257 s'y trouve avant l'année 1254.<sup>1</sup>

Les OLIM ouvrent la série des registres du Parlement existant aux Archives judiciaires et se composant de dix mille volumes.<sup>2</sup>

ou chez des émigrés, et placés provisoirement dans l'ancien couvent des *Cordeliers*. Indépendamment des registres du Parlement dont je donne la description, les Archives judiciaires possèdent aussi les registres du Châtelet, qui sont également fort anciens. Les six premiers de ces registres n'ont d'autre désignation que celle de la couleur de leur couverture. On y voit le livre rouge, le livre vert, le livre bleu, le petit livre jaune, le grand livre jaune et le livre noir. Le livre rouge, qui est le plus ancien, commence en 1550. A la suite de ces registres, sont ceux intitulés : *Registres bannières du Châtelet*.

Les Archives judiciaires sont placées dans la Sainte-Chapelle, remarquable par la hardiesse de son architecture et par ses beaux vitraux peints; elles occupent aussi le faite de la salle des Pas Perdus et d'autres pièces du Palais; elles sont dirigées par M. Terrasse fils, qui a succédé à son père.

<sup>1</sup> Le P. Lelong (tom. III, p. 255, nos 33236 et 33237) indique quelques copies des *Olim* qui appartenoient autrefois aux bibliothèques du chancelier Séguier, du chancelier d'Aguesseau, de M. le président de Lamoignon, et de M. Leblanc. Cette dernière copie appartient aujourd'hui à l'auteur de cette Notice.

<sup>2</sup> Ces dix mille volumes sont les suivants :

|                                                                                                                                      | Volumes. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>Olim</i> , commençant en 1254 . . . . .                                                                                           | 4        |
| <i>Jugés</i> , suite, commençant en 1519. . . . .                                                                                    | 1476     |
| <i>Rapport, Conseil</i> , commençant en 1364, et contenant les procès-verbaux des séances du Conseil et des Lits de justice. . . . . | 3522     |
| <i>Plaidoiries</i> , commençant en 1395 . . . . .                                                                                    | 3515     |
| <i>Conseil secret</i> , commençant en 1436. . . . .                                                                                  | 215      |
| <i>Criminel</i> , commençant en 1512 . . . . .                                                                                       | 900      |
| <i>Ordonnances des rois de France</i> , commençant en 1537. . . . .                                                                  | 242      |
| TOTAL. . . . .                                                                                                                       | 9672     |

Les *registres civils* sont ceux qui continuent le plus immédiatement les *Olim*. Ils contiennent d'abord les années 1320, 1321, 1322 et 1329, après quoi il y a des lacunes jusqu'en 1338. La série exacte se reprend jusqu'en 1354, où les lacunes recommencent jusqu'en 1364. A partir de cette dernière époque, il n'existe plus, jusqu'en 1780, que quelques lacunes dont nous signalerons les plus importantes. Ces registres sont en parchemin, et chaque année en remplit ordinairement trente-cinq à quarante.

Après les *registres civils*, viennent les *registres criminels*, dont le plus ancien remonte à 1312. Les autres se suivent sans interruption jusqu'en 1571; vient ensuite une lacune de 1571 jusqu'en 1599; après quoi la série se reprend jusqu'en 1789, moins les trois mois de 1610, qui suivent la mort de Henri IV, dans lesquels se trouvoit le procès de Ravallac. Il a été impossible jusqu'ici de savoir si ce procès a été enlevé par ordre supérieur ou s'il a été détruit lors de l'incendie de 1618.

Cette vaste collection des registres civils et criminels du Parlement de Paris, forme le fond des archives judiciaires, qui comprennent en outre les ordonnances des rois de France depuis 1337 jusques et y compris 1759; des lettres adressées par les rois au parlement, et revêtues de leurs signatures autographes, les coutumes originales de France, les minutes du conseil secret du parlement, un recueil des procès faits aux grands du royaume, les registres du parlement de Poitiers à commencer de 1427, sous Charles VII, les registres du parlement transféré à Tours en 1589, sous Henri III et Henri IV, les minutes des *accords*, *concordats* ou *transactions* passés en parlement entre diverses parties. La plus ancienne de ces minutes, en rouleaux sur parchemin, est de 1300.

Les registres du parlement n'existent plus en minutes aux Archives judiciaires; ces minutes, qui étoient revêtues des

On arrive facilement au nombre de dix mille volumes avec les registres des saisies réelles, etc. Il faut y joindre des tables manuscrites de la collection, dont il existe plusieurs copies; la plus complète est celle qui fut faite par Lenain, et qui embrasse de 80 à 100 vol. in-fol., suivant la grosseur de l'écriture.

Il a été proposé dans le comité historique auprès de M. le ministre de l'instruction publique, qui l'a agréé, de faire faire un dépouillement de ces registres, surtout pour ceux du *Conseil secret* et du *Criminel*, dont la partie politique est fort intéressante. (J. D.)

signatures qui en constatoient l'authenticité, ont péri lors de l'incendie du palais, dans la nuit du 5 au 6 mars 1618; mais le parlement, dans la crainte d'un événement qui pût amener la destruction de ses registres, avoit pris l'utile précaution d'en faire faire des copies; ce sont ces copies qui aujourd'hui tiennent lieu des originaux.

Les copies dont nous parlons ont été faites avec le plus grand soin, sous les yeux des greffiers de la cour : « Estant ce une des principales charges du greffier de la cour, dit Laroche-Flavin, d'avoir soing des registres, d'iceux bien faire transcrire en volumnes de parchemin, pour estre de plus longue durée, bien reliés et enchesués aux bancs qui sont aux archives, pour en éviter l'esgarement. »<sup>1</sup>

Il existe en quelques bibliothèques publiques et particulières des collections connues généralement sous le nom de *Registres du parlement de Paris*, nous allons dire en quoi elles consistent pour la plupart.

L'importante place qu'occupoit le parlement dans les anciennes institutions de la France, rendoit ses délibérations du plus haut intérêt. Toutes les affaires d'état lui étoient soumises et les délibérations qui s'y rapportoient étoient prises en conseil secret, dont mention cependant étoit faite sur les registres de la cour.

Ces registres ne recevoient aucune publicité, et la plupart du temps les délibérations les plus essentielles se trouvoient confondues avec les décisions prises dans les procès ordinaires, car ce fut seulement en 1636 que l'on tint à part des registres du conseil secret.<sup>2</sup>

Des magistrats instruits et curieux entreprirent de faire des collections particulières dans lesquelles ils firent entrer les extraits des volumineux registres originaux qui leur parurent d'un véritable intérêt pour eux et pour la compagnie à laquelle ils se faisoient gloire d'appartenir<sup>3</sup>. Pour les for-

<sup>1</sup> Laroche-Flavin, liv. II, p. 114.

<sup>2</sup> Le premier registre du Conseil secret, coté A, commence au 12 novembre 1636.

<sup>3</sup> La plus importante des collections ainsi formées par d'anciens magistrats est sans doute celle qui appartient à la famille Joly de Fleury, et qui est due principalement au zèle et aux lumières de Guillaume-François Joly de Fleury, procureur général au Parlement, mort en 1756. Cette collection se compose principalement : 1° d'un recueil commencé en 1713 et continué jusqu'en 1787, consistant en 400 cartons renfermant les réquisitoires de Joly de Fleury, des traités sur divers



mer, ils puisèrent principalement dans les registres du conseil et dans ceux des plaidoiries.

Ce sont ces collections, faites sur un plan plus ou moins étendu, qui sont connues sous le nom de *Registres manuscrits du parlement*. Elles commencent ordinairement à la Saint-Martin 1364, et se continuent jusqu'à des époques qui se rapprochent de la suppression du parlement en 1790.

Les deux plus vastes collections de ce genre que nous connoissons, sont celles qui ont appartenu à M. Boissy d'Anglas et au président de Cotte, et qui font partie aujourd'hui des bibliothèques de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés.

Pour ne parler que de cette dernière collection, nous dirons qu'elle se compose de 823 volumes presque tous in-folio manuscrits. Les parties principales de cette collection sont les *jugés, lettres et arrêts du parlement* (11 vol.), les *registres du conseil* de 1400 à 1741 (114 tomes en 145), les *plaidoiries* de 1395 à 1597 (37 tomes en 39), les *registres des après-dîners* de 1405 à 1541 (37 tomes en 39), la *table des matières des registres du parlement* (83 tomes en 80), la *table alphabétique* (15 vol.), la *table chronologique* (98 vol.), les *principaux procès faits aux grands, les procédures et jugements contre les évêques pour crime de lèse-majesté, les registres de la chambre ardente tenue de 1679 à 1682* (Ce manuscrit, qui est unique, contient la note des procédures et interrogatoires qu'ont subis à cette époque tous ceux qui furent accusés du crime d'empoisonnement), etc.

Nous devons ajouter que cette collection est grossie par une foule de documents qui n'appartiennent que de fort loin à l'histoire officielle du parlement, ou même qui y sont

points de droit public, de droit civil et administratif, et accompagnés presque toujours des anciennes ordonnances relatives aux mêmes objets ou de copies tirées soit des registres du Parlement, soit du Trésor des Chartres; 2°. de dix cartons renfermant des mémoires rédigés par Jean-François Joly de Fleury, intendant de Bourgogne, conseiller d'état et directeur général des finances, sur des questions importantes et des pièces d'un haut intérêt sur les finances de l'Angleterre et de la France; 3°. de 46 cartons renfermant les ouvrages de toute espèce composés par Omer Joly de Fleury; 4°. de 400 vol. in-4° d'ordonnances; 5°. enfin d'un grand nombre de volumes in-fol. et in-4° manuscrits, contenant les registres *Olim*, les registres du Parlement jusqu'en 1732, l'inventaire du Trésor des Chartres, etc., etc.

Il seroit vivement à désirer qu'un si vaste et si important recueil fût acquis par le Gouvernement pour être placé dans un dépôt public.

tout-à-fait étrangers. C'est ainsi qu'on y voit figurer les mémoires d'Omer Talon (qui ont été plusieurs fois imprimés), des recueils de traités avec la cour de Rome et avec d'autres puissances, les registres du trésor des Chartes de 1234 à 1568 (64 tomes en 65), les registres de la chambre des comptes, les journaux des assemblées du clergé, etc.

On conçoit que si l'on veut faire rentrer dans une collection relative au parlement tous les recueils et ouvrages qui, de près ou de loin, touchent au droit public du royaume, on en composeroit une immense bibliothèque. Les dépôts publics seuls pourroient posséder de semblables richesses.

Mais, ainsi que je l'ai dit plus haut, on entend ordinairement par registres du parlement les extraits manuscrits faits depuis 1364 jusqu'à des époques plus ou moins rapprochées de la suppression de ce grand corps politique et judiciaire, en 1790, et contenant les délibérations les plus importantes, les lits de justice, les remontrances, tout ce qui touche, en un mot, à l'histoire politique, civile, administrative et religieuse de la France. »<sup>1</sup>

M. Taillandier signale ensuite dans cette immense collection plusieurs lacunes réelles ou présumées.

Ces lacunes s'étendent,

1°. De 1395 à 1400.

2°. De 1428 à 1435.

3°. De 1589 à 1594.

4°. De 1647 à 1652.

La première lacune est indiquée dans la plupart des copies

<sup>1</sup> On peut voir, sur les différentes collections des registres du Parlement, la *Bibliothèque historique* du P. Lelong, t. III, p. 255-259. La plupart de ces collections ont été détruites au commencement de la révolution, ou sont passées dans les bibliothèques publiques et dans celles qui existent auprès de quelques grands corps de l'État; nous avons déjà cité les bibliothèques de la Chambre des Pairs et de celle des Députés; nous devons ajouter celle du Roi, la Bibliothèque de la Cour de cassation, la Bibliothèque particulière du Roi au Louvre et celle du Palais-Royal. La Bibliothèque de l'Arsenal possède un vaste recueil manuscrit fait par l'académicien Conrart, qui en contient des extraits. Nous pensons que peu de bibliothèques particulières possèdent aujourd'hui la collection des registres du Parlement; nous savons cependant que M. Benjamin Delessert en a une fort belle. La nôtre provient originairement du chancelier Letellier; elle fut achetée par M. Dulaure, et lui a servi pour son *Histoire de Paris*; il a bien voulu nous la céder, il y a peu de temps. Elle s'étend de 1364 à 1664, est d'une

même dans la grande collection des Archives judiciaires, où les années manquant devoient former le tome XI, qui n'y existe pas.

très belle écriture, et marquée sur la reliure aux armes du chancelier Letellier.

Voici la note de tous les registres du Parlement existant à la Bibliothèque du Roi ; la communication en est due à l'obligeance de M. Paulin Paris.

1. Livre rouge du Parlement, contenant le recueil des édits, des déclarations, réglemens, etc, pour son érection, installation, le gage des officiers, etc. *Manuscrits de Saint-Germain*, n° 595.

2. Les *Olim*. Copie. Fonds Saint-Victor, 1063. Serilly, 369.

3. Registres du Parlement. Depuis les *Olim* jusqu'à 1664. Manquent 42 volumes sur 184. Saint-Germain-Harlay, n° 1.

4. Autres registres anciens, de 1319 à 1351. Saint-Germain, 494.

5. Autres, de 1364 à 1646; il y a une lacune de 54 ans. Saint-Victor, 1070.

6. Autres, de 1428 à 1435. Saint-Germain, 499.

7. Extraits des anciens registres du Parlement. — MS. du Roi, 9837<sup>a</sup>.

8. Registres du Parlement. Saint-Germain, 547. — Missions étrangères, 109.

9. Extraits des R. du P., de 1256 à 1627, par Pithou. Saint-Germain, 495.

10. *Id.*, de 1364 à 1381. Saint-Germain, 497.

11. Plaidoiries du conseil, de 1364 à 1472. Saint-Germain, 498.

12. Registres du conseil du Parlement, de 1364 à 1528. MS. du Roi, 9825.

13. Extraits des reg. du P., de 1400 à 1435. Saint-Germain, 501.

14. *Id.*, de 1418 à 1570. Saint-Germain, 504.

15. *Id.*, de 1428 à 1472. Saint-Germain, 502.

16. *Id.*, de 1472 à 1627. Saint-Germain, 505.

17. Registres du conseil. MS. du Roi, 9416.

18. Registres du Parlement, de 1550 à 1554. MS. du Roi, 9391.

19. *Id.*, de 1555 à 1652. — MS. du Roi 9392-9393-9394-9395. Saint-Germain-Harlay, 30. — 9396-9397-9398-9399. — Saint-Victor, 1082. — Saint-Germain, 507. — Saint-Germain, 506. — Saint-Germain, 535. — Saint-Germain-Harlay, 28. — Saint-Germain, 508.

20. Autres extraits généraux. — Missions étrangères, 282. — Saint-Germain-Gèvres, 96.

21. Affaires du Parlement, en 1731 et 1732. — Suppl. françois, 1065.

22. Reg. du P., de 1750 à 1754. — Saint-Germain, 556.

23. Table des registres du Parlement. Saint-Germain, 18-526. — Serilly, 372 et 373.

24. Répertoire sommaire des anciens registres du Parlement. Saint-Germain, 14-542.

25. Extraits des reg. du P. Saint-Germain-Harlay, 482. — Sorbonne, 1050 à 1056; — 1056 A, à 1073; — 1375 à 1076; — 1078 à 1079; — 1083 à 1085-1088-1101-1116, 1117. Saint-Germain, 510. Blancs-Manteaux, 4.

26. Arrêts donnés au Parlement de Paris séant à Tours, de 1589 à 1593. Brienne, 201. — Saint-Germain, 16, 509. — Serilly, 370.

L'indication qui constate cette absence dans la collection Conrart (Bibl. de l'Arsenal) étant ainsi conçue : *Défaillent les registres des années 1396, 1397, 1398, 1399; sont à Londres*, M. Taillandier s'est informé, auprès de MM. Francisque Michel et Berbrugger, deux élèves de l'école des Chartes qui ont travaillé dans les archives de Londres, si les registres manquants n'existoient pas en effet en Angleterre. Ils n'ont pu les découvrir, et l'archiviste de la Tour de Londres, M. Hardy, a répondu positivement que cette tradition étoit une erreur. On expliqueroit difficilement en effet comment les registres du Parlement, de 1395 à 1400, se trouveroient à Londres, puisque les Anglois n'ont occupé Paris que de 1421 à 1436. Ils auroient plus probablement disparu pendant les scènes désastreuses qui ensanglantèrent Paris sous le règne de Charles VI.

La seconde lacune, qui se rencontre dans la plupart des copies des registres du Parlement, s'étend du 15 novembre 1428 au 18 avril 1435. Cette fois, l'opinion commune est que les registres originaux correspondants à ces années ont été emportés par les Anglois, lorsqu'à l'entrée des troupes de Charles VII à Paris ils quittèrent cette ville, après l'avoir occupée depuis le mois d'octobre 1421 jusqu'au mois d'avril 1436. Il est fait mention de cet enlèvement dans plusieurs collections, notamment dans celle de la Chambre des Pairs, dans laquelle on lit, sur le volume correspondant à l'intervalle de 1428 à 1436, *qu'il fut copié à Londres par Pierre de Malet (de 1602 à 1605), et que ce registre ne se trouve pas parmi les autres du Parlement, ayant été emporté en Angleterre*. Les recherches de M. Taillandier sur l'existence de l'original de ce registre dans les archives de Londres, ont eu le même résultat négatif que pour la période de 1395 à 1400. Et en effet, malgré l'opinion généralement accréditée<sup>1</sup>, M. Taillandier a vérifié que si l'original ou une copie de ces registres fut alors réellement emporté en An-

<sup>1</sup> On voit indiqué dans la *Bibl. hist.*, t. III, n° 53245 : *Registre du Parlement du temps des Anglois, depuis novembre 1428 jusqu'en avril 1436, ou Registre du conseil du Parlement qui ne se trouve point parmi les autres, ayant été emporté en Angleterre lorsque les Anglois furent chassés de Paris par les gens de Charles VII*, juxta la copie qui se trouve à Londres. In-fol., Bibl. de Saint-Germain-des-Prés, parmi les MSS. de M. le chancelier Séguier, n° 297, dans celle de M. le chancelier d'Aguesseau et à Saint-Victor. (J. D.)



gleterre, il en resta en France une copie écrite dans le même temps, et qui se retrouve encore aujourd'hui dans la collection des archives judiciaires.

C'est ce MS. qui contient les renseignements suivants sur le procès de Jeanne d'Arc.

« Le trentième jour de mai mccccxxxi, par procès de l'église, Jehanne qui se faisoit appeler la pucelle, qui avoit été prise à une saillie de la ville de Compiengne par les gens de messire Jehan de Luxembourg étant avec d'autres au siège de ladite ville, *ut in registro 25, die mensis maii mccccxxx*,

« A été arse et brûlée en la cité de Rouen, et étoient écrits en la mitre qu'elle avoit sur sa tête les mots qui s'en suivent :

« Hérétique, relapse, apostate, idolâtre; et en un tableau devant l'eschafauld où ladite Jehanne étoit, étoient écrits ces mots :

« Jehanne qui s'est fait nommer la pucelle, mentresse, pernitieuse, abuseresse de peuple, devineresse, superstitieuse, blasphemerresse de Dieu, présumptueuse, mal créant de la foy de Jhésus-Christ, vanteresse, idolâtre, cruelle, dissolue, invocatresse de diables, apostate, schismatique et hérétique; et prononcia la sentence messire Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, ou diocèse duquel ladite Jehanne avoit été prise, comme dit est, et appela à faire ledit procès plusieurs notables gens d'église de la duchié de Normandie, gradués en sciences, et plusieurs théologiens et juristes de l'Université de Paris, ainsi qu'on dit être plus à plain contenu oudit procès *de gestis hujus Johanne; vide suprà in registro 10, diei maii mccccxxix, 18 junii et 8 septembris mccccxxix, et suprà dicta diei 25 maii mccccxxx, et fertur quod in extremis postquam fuit relapsa ad ignem applicata pœnituit lacrimabiliter, et in eâ apparuerunt signa penitentiae. Deus sucæ animæ sit propitius et misericors!* »

Pendant cette période de l'occupation anglaise, la série des registres du Parlement devient double, parce qu'alors en effet, de 1418 à 1436, il exista deux Parlements représentant le seul Parlement de Paris, savoir : celui qui continua d'exercer ses fonctions dans cette ville après avoir été reconstitué dans l'intérêt du duc de Bourgogne, et qui se montra rebelle au Roi et dévoué aux Anglois; et celui que le dauphin (depuis Charles VII) exilé, avoit institué à Poi-

tiers le 21 septembre 1418 pour remplacer celui de Paris. On retrouve en effet ces deux séries distinctes : les Registres de Paris, y compris le volume ci-dessus mentionné, n'offrent en général que des extraits peu étendus. M. Tailandier n'indique pour le Parlement de Poitiers qu'une copie commençant à la Saint-Martin 1421 jusqu'en septembre 1424, puis reprenant à la Saint-Martin 1435 jusqu'en octobre 1436, mais on lit dans la *Bibl. hist. de France*, n° 33244 : « MS. *Registre du Parlement tenant à Poitiers depuis le 20 décembre 1418 jusqu'en 1436*, in-fol. ; *Bibl. du chanc. Séguier*, n° 270, et *Bibl. du chanc. d'Aguesseau*. » (Le premier de ces deux MSS. pourroit bien être à la Bibl. Roy.)

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1436, époque à laquelle le Parlement, reconstitué à Paris par Charles VII, avoit repris ses fonctions, les registres reprennent leur série régulière jusqu'aux événements de la *Ligue*, qui occasionnèrent une nouvelle lacune. En janvier 1589 les ligueurs renversèrent le parlement de Paris et en reconstituèrent un autre, tandis que, de son côté, le Roi le révoquoit dès le mois suivant, ordonnant de le transférer à Tours. Dès que Henri IV fut rentré dans Paris le 22 mars 1594, il y rétablit le Parlement, ou plutôt des deux corps il n'en fit plus qu'un seul ; et pour anéantir le souvenir des événements passés, il chargea Pierre Pithou et Ant. Loisel d'enlever des registres du Parlement ayant siégé à Paris tout ce qu'ils renfermoient d'injurieux pour les rois Henri III et Henri IV, pour leurs amis, pour le Parlement de Tours, etc. Ces deux magistrats s'acquittèrent de leur mission, en sorte que la partie des registres comprenant le temps de la ligue offre une lacune considérable qui s'étend sur tous les arrêts rendus au nom du duc de Mayenne et du cardinal de Bourbon (Charles X). Heureusement, les feuillets retranchés des registres ont été retrouvés et déposés aux Archives judiciaires ; ils provenoient de la Bibl. de Loisel, et avoient passé pendant la révolution dans le dépôt des Cordeliers. <sup>1</sup>

« Depuis la rentrée de Henri IV à Paris jusqu'à l'avènement de Louis XIV, les registres du Parlement existent sans lacune ; mais les troubles de la *Fronde* ont encore fourni l'occasion d'interrompre le cours régulier de cette longue série, du moins en ce qui concerne la partie officielle.

<sup>1</sup> M. de Monmerqué doit les publier en grande partie à la suite du *Journal d'un Bourgeois de Paris pendant la Ligue*, dont il prépare l'édition pour la Société de l'Histoire de France. (J. D.)

On sait quel rôle important le Parlement avoit joué dans ces troubles ; on connoît les fameuses délibérations arrêtées et commencées le 30 juin 1648, en l'assemblée des cours souveraines, dans la chambre Saint-Louis, les nombreux arrêts rendus contre Mazarin, etc. Un semblable esprit d'opposition ne pouvoit convenir à Louis XIV devenu majeur, et il dut chercher à en anéantir jusqu'aux derniers vestiges. Ce ne fut pas assez pour lui d'humilier l'orgueil des cours souveraines, il voulut encore, à l'exemple de Henri IV, faire biffer des registres du Parlement tous les actes qui en étoient émanés de 1647 à 1652, et qu'il considéroit comme des abus d'autorité<sup>1</sup>. Mais ce fut seulement en 1668 qu'il s'avisa d'un expédient peu digne de sa grandeur et des hautes lumières de son époque. Les registres cotés C. D. E. furent en effet remis à Louis XIV le 28 janvier 1668, et les minutes au chancelier Séguier ; mais une mesure aussi tardive fut sans aucun résultat essentiel, et les nombreuses copies des registres du Parlement ont conservé toutes les délibérations du temps de la Fronde. D'ailleurs tous ces actes avoient été multipliés par la voie de l'impression.<sup>2</sup>

Sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI les délibérations du Parlement continuèrent à se mêler aux affaires qui intéressoient le plus vivement le public ; aussi ces délibérations furent-elles souvent imprimées, et firent que l'on mit moins de soin à continuer la plupart des collections manuscrites qui existoient dans les dépôts publics ou dans le cabinet de quelques magistrats. C'est ce qui fait sans doute que presque toutes s'arrêtent aux derniers temps de Louis XIV.

Dès l'avènement de Louis XIII au trône, on avoit commencé à imprimer les arrêts qui déféroient la régence à la

<sup>1</sup> Abrégé ch. du président Hénault, année 1668.

<sup>2</sup> Particulièrement dans les ouvrages suivants : *Journal contenant ce qui s'est passé au Parlement de Paris, sur les affaires du temps, depuis le 13 mai 1648 jusqu'au 12 avril 1649*. Paris, Alliot, 1648-1649, in-4°.

*Suite du vrai journal des assemblées du Parlement, contenant ce qui s'est passé depuis la Saint-Martin 1649 jusqu'à Pâques (le 3 avril) 1651*. Paris, Alliot, 1651, in-4°.

*Le Journal, ou l'Histoire du temps présent, contenant toutes les déclarations du Roi, vérifiées en Parlement, pour les affaires publiques, depuis le mois d'avril 1651 jusqu'au mois de juin 1652*. Paris, Alliot, 1652, in-4°.

reine et les lits de justice<sup>1</sup> ; cet usage fut continué et prit même de l'accroissement par la suite.

Dans les dernières années de l'existence des parlements et de l'ancienne monarchie, les délibérations des cours souveraines alimentèrent la lutte contre les institutions établies, lutte qui finit par les renverser. Aussi ces délibérations étoient-elles recherchées avec une grande avidité par le public et donnèrent lieu à plusieurs collections imprimées, parmi lesquelles nous nous contenterons de citer le *Journal pour servir à l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle*, imprimé à Paris en 1788, et qui contient 4 vol. in-8° renfermant les événements relatifs aux impôts de la subvention territoriale et du timbre, aux cinq emprunts graduels et successifs, à l'arrestation de d'Eprenesnil et de Goeslard de Montsabert, etc.

Tels sont les documents qu'il faut rechercher si l'on veut étudier à fond l'histoire du Parlement de Paris, et l'influence qu'il exerça sur les destinées de la France depuis Saint-Louis jusqu'au moment de sa destruction en 1790.<sup>2</sup>

*Histoire de la ville d'Auxerre*, par M. Chardon, président du tribunal civil d'Auxerre. 1 vol. in-8°, Auxerre, 1834. (Il doit paroître un 2<sup>e</sup> volume.)

Auxerre est une très ancienne ville de France; l'époque de sa fondation ne peut être précisée; mais il est généralement reconnu que cette ville, située dans la Gaule Celtique, existoit long-temps avant l'invasion des Romains. Au moment de la conquête des Gaules, quel étoit son nom? s'appeloit-elle *Vellaunodunum*, ou bien *Autissiodorum*? César, en se servant dans ses commentaires du mot *Vellaunodunum*, a-t-il entendu parler d'Auxerre? telles sont les questions délicates que M. Chardon a traitées avec beaucoup de clarté et de méthode dans l'introduction de son ouvrage; déjà il avoit soumis ce fragment historique à l'Académie des inscriptions et belles-lettres. La commission des antiquités

<sup>1</sup> *Arrêt de la Cour pour la régence de la royne pendant le bas âge du roy* (14 may 1610). A Paris, chez P. Mettayer et P. l'Huillier, imprimeurs et libraires ordinaires du roy; 1610, in-12. — *Lit de justice du 15 mai 1610*. Chez les mêmes libraires.

<sup>2</sup> Page 180, ligne 22, au lieu de 1759, lisez 1789. — Les notes non signées sont de M. Taillandier.



de la France, dans son rapport du 15 juillet 1831, proposa de décerner au savant magistrat une mention honorable, mais elle ne s'est point expliquée sur ces questions; son silence semble annoncer qu'elles ne sont point encore résolues.

Il étoit dans la destinée d'Auxerre de voir son nom fréquemment contesté. Adrien de Valois <sup>1</sup> a consacré deux pages in-folio à énumérer les variations que ce nom a subies soit en latin, soit en françois. *Nullum nomen urbis*, dit-il, *pejus acceptum aut sæpius mutatum ab autoribus nostris reperias.*

Auxerre fut sous les Romains une place beaucoup plus forte qu'elle ne l'est de nos jours; l'amphithéâtre, les voies romaines, l'atelier monétaire, les temples, les remparts, le fort militaire établi pour la garde du pays, et dont l'enceinte est encore aujourd'hui désignée par le nom de *Cité*, tout attestoit alors son importance. Il fut long-temps considéré comme la clef de la Bourgogne. C'est aussi à sa position géographique qu'il faut attribuer les guerres désastreuses qui ruinèrent si souvent ses habitants. Auxerre a été pris par Attila en 452, pillé en 732 par les Sarrasins, emporté d'assaut par le roi Robert, vers l'année 1005, dévasté par les Anglais en 1358, et mis à feu et à sang en 1567 par les huguenots. Si on joint à ces malheurs politiques la famine en 1030, 1176, 1496, la peste en 1466, 1498, 1515, 1531, 1544, 1569, 1586, les incendies qui détruisirent en 1064, 1075, 1216, des faubourgs entiers, la tyrannie de quelques comtes, l'accablante servitude du régime féodal pendant plusieurs siècles, on sera convaincu que l'obscurité actuelle du chef-lieu du département de l'Yonne est plus favorable au bien-être de ses citoyens que son antique célébrité.

Dans les douze premiers siècles de la monarchie, Auxerre pouvoit en effet être comparé à juste titre aux principales villes de France sous plusieurs rapports. Valois les a indiqués en ces termes : *Soli fertilitate, bonitate et copia vini, ac Icanna flumine suo navigabili, nobilitate comitum, multitudinem sanctorum, multis claris et magnis Galliæ urbibus jure conferenda.*

C'est surtout à la sainteté et aux talents supérieurs de ses évêques que cette cité dut son illustration primitive. Vers

<sup>1</sup> Voyez *Notitia Galliarum*, verbo AUTISSIODORUM.

l'an 259 de l'ère chrétienne, le pape Sixte II fonda un évêché à Auxerre; saint Pélerin, le premier titulaire, y scella de son sang l'établissement du christianisme; vingt-sept de ses successeurs ont été canonisés, et quatre béatifiés. Après Rome, Auxerre est le siège épiscopal qui a produit le plus grand nombre de saints; aussi mérita-t-il du pape Pascal II cette glorieuse épithète: *Sanctam autissiodorensem ecclesiam*. Un concile a même été tenu à Auxerre, en 578, sous le pontificat de Pélagie II; le chapitre du diocèse se fit aussi remarquer par sa science, et se montra digne d'avoir plus tard à sa tête Amyot, le docte et inimitable traducteur de Plutarque. On compte en outre parmi ses évêques, sept cardinaux, des chanceliers de France, des ambassadeurs, des confesseurs du roi.

Plusieurs de ces prélats jouirent à la cour d'un immense crédit; ils en profitèrent pour exalter le mérite des vins du pays; le patriotisme et l'intérêt personnel les y engageaient à la fois; car les clos de Migraine et de la Chainette, dont les vins ont conservé leur réputation, appartenoient aux évêques et aux abbés de Saint-Germain. Bientôt les rois donnèrent la préférence aux vins d'Auxerre; Henri IV en buvoit à son ordinaire; une vieille chanson populaire, qu'on répétoit encore du temps de l'abbé Lebeuf, avoit pour refrain : *Auxerre est la boisson des rois*. Du reste, les vignes de la Gaule Sénonaise furent toujours fort renommées; on croyoit, dit Valois, qu'elles avoient été plantées par Bacchus lui-même, en reconnaissance de l'hospitalité qu'il avoit reçue dans cette contrée lorsqu'il alla combattre Géryon.

Dès les temps les plus reculés, la rivière de l'Yonne a grandement contribué à la prospérité d'Auxerre, le voisinage de la Saône permit d'établir, par le moyen de ces deux rivières, une heureuse communication entre le midi et le nord de la France. Dans l'enthousiasme de leur gratitude, les Auxerrois, alors encore païens, rendirent un culte à l'Yonne, et l'adorèrent comme une divinité sous le nom de *Dea Icanni*; son autel a été retrouvé en 1721.

Jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire d'Auxerre n'est en réalité que l'histoire des comtes et des évêques; quant aux autres habitants, ils semblent rejetés dans l'ombre et absorbés par l'éclat dont ces deux chefs de la ville étoient entourés; on ne pourroit d'ailleurs en parler que pour plaindre leur sort. Sous le despotisme, le peuple ressemble aux soldats d'une

armée en temps de guerre; ce sont les soldats qui supportent les privations, les fatigues, les blessures, et qui, par leur nombre et leur courage, assurent la victoire; cependant l'histoire oublie jusqu'à leurs noms, et la gloire reste la propriété exclusive du général.

Le 5 janvier 1370, par acte passé devant Montigny et Ferrebouc, notaires à Paris, Jean IV, comte d'Auxerre, vendit son Comté à Charles V moyennant 31,000 livres d'or; toutefois il rentra dans la possession des ducs de Bourgogne. C'est seulement sous Louis XI, en 1476, qu'il a été définitivement attaché à la couronne de France. Les égards et la constante bienveillance de cet habile monarque pour les Auxerrois, sont la preuve la plus authentique de l'importance que ce Comté avoit encore à cette époque.

Malgré le long séjour des Romains à Auxerre, il n'y reste que peu de traces de leur passage; on y reconnoît encore des chemins (*vias*), des fondations d'édifices, soit publics, soit particuliers, quelques débris de la porte des Bains (*porta fiscalis*), dans la rue Royale.

En 1811, sur la recommandation d'un antiquaire des plus distingués, M. Chapet, oratorien, on a encasté une certaine partie d'une frise romaine dans le côté occidental de la majestueuse pyramide qui s'élève, depuis 1352, près de l'église de Saint-Germain.

Mais du moins Auxerre renferme quelques mémorables monuments de la piété et du goût éclairés de ses anciens habitants: on peut citer, d'abord, la cathédrale de Saint-Étienne, l'une des plus belles et des plus vastes basiliques de France, commencée vers l'an 1035, et dont le portail a été terminé en 1426; elle devoit avoir deux tours, la première a été entièrement construite en 1543, la seconde n'est pas achevée, parce qu'il est rare que les monuments françois soient complets; puis l'église Saint-Pierre, qui fut primitivement, dit-on, un temple païen, et dont on admire l'élégant portail; ensuite l'église de Saint-Germain, construite près des bâtiments de la célèbre abbaye de Saint-Germain, où l'Hôtel-Dieu de la ville a été transféré en 1826, les curieuses catacombes (ou les cryptes) de cette église qui contiennent les restes d'un grand nombre d'évêques, et le tombeau, jadis si vénéré, du plus illustre d'entre eux, de saint Germain-l'Auxerrois.

On examine avec intérêt, dans la bibliothèque d'Auxerre,

composée d'environ 24,000 volumes, 180 manuscrits fort précieux, dont quelques uns datent du ix<sup>e</sup> siècle; de plus, une collection, tout-à-fait locale et peu commune, de livres où M. le président Chardon a pu facilement puiser les éléments de son histoire d'Auxerre, tels que les actes de saint Prix et de saint Pélerin, les vies particulières de plusieurs évêques, leur histoire générale intitulée : *Gesta episcoporum Autissiodorensium*<sup>1</sup>, diverses chroniques, les écrits de Viole, de Cotron, de Bargedé, et ceux si connus de l'abbé Lebeuf.<sup>2</sup>

L'ouvrage de M. Chardon se divise en deux volumes; le premier, qui seul a paru, s'arrête à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. L'auteur y résume avec netteté et précision les faits qui avaient été racontés par ses devanciers avec une prolixité fatigante; il se montre toujours sage dans ses réflexions, judicieux dans le choix de ses preuves, consciencieux dans toutes les parties de son travail. Quelquefois il n'adopte pas l'avis des écrivains qui l'ont précédé; mais alors il motive fortement ses opinions; peut-être auroit-il pu donner à sa diction plus de rapidité et de couleur. Les charmes du style sont le plus puissant moyen de populariser en France l'histoire d'une ville de second ordre.

En 1830, M. Leblanc, ingénieur des ponts et chaussées, a publié sur Auxerre des recherches historiques et statistiques qui lui ont mérité les suffrages de l'Académie des Inscriptions; cet ouvrage, plein d'érudition, contient quelques erreurs mêlées à des détails intéressants et nouveaux sur cette ville et ses environs; malheureusement l'auteur n'a pas mis dans l'ensemble de cette composition assez de liaison et d'harmonie. On diroit que ce laborieux ingénieur a seulement voulu placer çà et là quelques pierres, quelques matériaux, pour inviter un habile architecte à les rassembler, à en former un vaste et durable édifice.

Cet architecte s'est présenté: c'est M. le président Chardon. On pourra mieux encore apprécier son mérite d'historien dans le second volume qu'il a rédigé sans l'utile assistance de l'abbé Lebeuf.

<sup>1</sup> Publiée dans la *Nov. bibl. manuscr.* de Labbe, t. I, p. 411.

<sup>2</sup> Nous annonçons avec plaisir que M. Techener, libraire à Paris, connu par ses publications de documents littéraires relatifs au moyen âge, prépare une réimpression de toutes les dissertations historiques et archéologiques de l'abbé Lebeuf, dont la plupart, fort curieuses, sont dispersées dans les recueils périodiques du xviii<sup>e</sup> siècle. (J. D.)



Auxerre a été la patrie de plusieurs hommes distingués; il est digne de remarque que presque tous furent des savants. La postérité rendra justice aux nombreux travaux de l'infatigable magistrat qui a déjà enrichi la jurisprudence d'un excellent ouvrage sur le dol et la fraude, et d'un traité totalement neuf sur le droit d'alluvion; elle placera le président Chardon au premier rang des notabilités auxerroises, entre l'abbé Lebeuf et le baron Fourrier.

NIGON DE BERTY, *procureur du roi à Mantes,*  
*membre de la Société de l'Histoire de France.*<sup>1</sup>

---

*Essai historique sur Miribel, petite ville de l'ancienne province de Bresse, précédé d'une dissertation sur la double voie souterraine présumée romaine, qui passe sous cette ville; par Théodore Laurent. Lyon, Laurent, libraire, 1835.*

Miribel est un village du canton de Montluel, arrondissement de Trévoux, département de l'Ain, sur la droite du Rhône, et à deux lieues N. E. de Lyon. Ce lieu portoit autrefois le nom de ville, et avoit été érigé en marquisat, par le duc de Savoie, le 21 octobre 1579. On y trouve des antiquités, parmi lesquelles le chemin souterrain, qui commence au N. E. de Lyon, et qui se prolonge jusqu'à Montluel et au-delà, est l'une des plus remarquables. Il est élevé de deux mètres au-dessus du sol, et d'environ dix mètres au-dessus du Rhône; il est à double voie. Les deux voies, qui sont séparées par un mur de soixante-dix centimètres d'épaisseur, sont larges de deux mètres chacune; elles sont voûtées en plein cintre, et la voûte a deux mètres soixante-seize centimètres d'élévation. Elles sont connues aujourd'hui sous le nom de *Voies sarrasinières*, et leur nom primitif auroit été *Voies césarinières*, suivant M. Laurent, qui prétend que c'est un ouvrage de Jules César, ainsi que

<sup>1</sup> M. de Berty, substitut du procureur du roi à Auxerre, avant de remplir les mêmes fonctions à Mantes, a pu s'occuper lui-même de recherches historiques sur l'Auxerrois; il est auteur d'un ouvrage fort remarquable sur la *Liberté individuelle chez les principaux peuples anciens et modernes*. 2 vol. in-8°, Paris, 1834. (J. D.)

l'ancien château de Miribel, dont on voit encore les ruines. Mais cette opinion n'est basée que sur des conjectures, et l'auteur a même oublié de nous faire connoître l'époque à laquelle Miribel paroît pour la première fois dans l'histoire ou dans les titres, et le nom qu'il porte dans les plus anciens monuments écrits.

Après être passé sous la domination des sires de Beaujeu, Miribel obtint, en juin 1253, de l'un de ces seigneurs, une charte de liberté et franchise, en trente-neuf articles, dont quelques uns, tels que le trentième et le trente-deuxième, nous ont paru curieux. Puis, les comtes de Savoie, ayant succédé aux sires de Beaujeu dans le fief de Miribel, accordèrent à ses autres fils, en 1392 et en 1408, de nouveaux privilèges. L'auteur donne une esquisse des principaux faits qui se rapportent à cette localité, et paroît s'attacher de préférence à ceux qui peuvent servir à éclaircir des questions de territoire et de propriété qui intéressent la commune dont il s'est fait l'historiographe. Il s'arrête à la révolution de 1789, mais il promet une suite à son ouvrage, et continue de travailler d'après des matériaux authentiques qui sont à sa disposition, et dont il a fait, pour la partie qu'il a publiée, un très bon usage. G.

---

*Histoire du Château de Tancarville.* 1 vol. in-8°. Rouen, 1834. — *Histoire de l'Église et de l'Abbaye de Saint-George de Bocherville.* 1 vol. gr. in-4°. Rouen, 18.. — *Histoire du Château-Gaillard.* 1 vol. grand in-4°. Rouen, 1829. Par M. A. Deville, membre de la Société de l'Histoire de France, de la Société des Antiquaires de Normandie, conservateur du Musée d'Antiquités de Rouen, etc.

L'AUTEUR de ces trois ouvrages en a très bien formulé la pensée dans l'avis préliminaire qui commence l'histoire du *château de Tancarville* : « Le prêtre, le roi, le noble, que l'archéologue traduit par le monastère, la forteresse royale et le manoir féodal, voilà le moyen âge. » Adoptant son système, nous allons réunir dans une seule analyse l'examen

des faits curieux recueillis et groupés avec beaucoup de talent par l'auteur de cette trilogie historique, connu du monde savant par plusieurs autres écrits également rédigés avec une consciencieuse érudition.

Le manoir des Tancarville, que l'auteur a choisi comme le théâtre où la puissance féodale devoit agir en tout son lustre, étoit digne d'un tel choix. « Séjour de cette noble famille normande dont le chef avoit eu pour élève l'homme le plus extraordinaire des temps féodaux, Guillaume-le-Conquérant, et dont les descendants se mesurèrent plus d'une fois corps à corps avec les rois, cette antique demeure devoit passer successivement par alliance dans des mains non moins illustres. Les Melun, les Harcourt, les Longueville, les Montmorency, en occupèrent les tours, y appendirent leur lance et leur écu. Charles VI, Talbot, Dunois, Charles VII, Agnès, Castelneau, l'auteur des Mémoires et le confident de Marie Stuart, les duchesses de Longueville et de Nemours, le financier Law, et, plus près de nous, un des lieutenants de Napoléon, le duc d'Albufera, l'ont habitée ou visitée tour à tour. Au souvenir de ces personnages célèbres se joignent ceux d'événements militaires ou politiques dont elle fut le théâtre, et qui, des temps anciens nous ramenant jusqu'à nos jours, forment un tableau où semble se dérouler toute notre histoire. »

Nous avons cité en entier ce passage de l'introduction du livre de M. Deville, parce qu'en même temps qu'il nous apprend les noms des hommes célèbres qui jouent un rôle dans l'histoire de Tancarville, il nous fait apprécier tout l'intérêt qui s'attache à ses antiques murailles.

L'auteur a divisé son ouvrage en deux parties : la première, intitulée *Description*, est entièrement consacrée à un minutieux examen du château et de ses fortifications. Chaque changement dans leurs nombreuses parties est marqué avec exactitude; M. Deville a même rapporté dans le texte les comptes originaux de dépenses relatifs à ces changements; il l'a fait surtout quand ces pièces contenoient de curieux détails sur l'art de bâtir aux différentes époques. Quand on a lu cette partie du livre, on connoît Tancarville, on s'est promené dans chacune des salles de cette antique et noble demeure, l'on connoît la demeure des grands barons du moyen âge. Il n'est pas jusqu'à la *Pierre Gante*, ou *Pierre du Géant*, qui s'élève en face de Tancarville, dont

nous ne mesurons la hauteur. Sur cette pierre qui, suivant les antiquaires, est un autel druidique, interrogez le paysan, il vous dira qu'un géant avoit coutume de s'y asseoir pour laver ses pieds dans la Seine; et l'origine de cette tradition populaire paroît à M. Deville devoir être rapportée aux hommes du Nord, qui, non contents de donner leur nom à la Neustrie, devoient encore imposer leurs demi-dieux aux rochers de son fleuve.

Dans la seconde partie, le *Récit historique*, l'auteur nous fait connoître ces Tancarville, amis et compagnons des rois d'Angleterre et de France, puis grands chambellans de Normandie, attachés avant tout à leur terre natale et à leur suzerain. Dans le *xii<sup>e</sup>* siècle, les Tancarville étoient riches et puissants : de leur richesse, nous avons la preuve dans le monastère célèbre que l'un d'eux fit élever, et dont nous parlerons plus loin; quant à leur puissance, nous voyons ces chambellans accompagnant toujours les rois d'Angleterre, et, dans le *Roman de Rou*, on voit l'un d'eux consoler Henri I<sup>er</sup> qui venoit d'apprendre la mort de ses deux fils. Jusqu'au roi Jean-sans-Terre, les Tancarville furent fidèles à leur suzerain; l'un d'eux même, ami du roi Richard, étoit appelé son compagnon par la femme et la sœur de ce héros. Mais quand Philippe-Auguste eut rendu à la France la terre neustrienne, que les conquérants de l'Angleterre avoient si long-temps possédée, il sut par une alliance heureuse s'attacher les sires de Tancarville, et nous voyons ce riche baron combattant pour Philippe à Bouvines.

Nous ne suivrons pas l'historique toujours intéressant que M. Deville nous a tracé des héritiers ou successeurs des sires de Tancarville dans le noble manoir qu'ils habitoient; nous terminerons ce qui regarde ce premier ouvrage en disant que le dernier fils de cette maison, âgé de sept ans, épousa la fille aussi très jeune d'Enguerrand de Marigni, ministre chambellan de Philippe-le-Bel; ce mariage anticipé ne porta pas de fruits.

Guillaume de Tancarville avoit perdu son père, étant au berceau; à peine adolescent il vit son beau-père descendre des marches du trône pour monter au gibet. Soit chagrin, soit foiblesse de constitution, lui-même ne tarda pas à les suivre. « Le jeune chambellan sortit des mains du Roi sous la garde duquel il étoit, pour la cause de son sous-aage, dit une charte du temps, pour entrer dans la tombe. »



De la demeure du haut et puissant baron, nous allons entrer dans la maison consacrée à Dieu, dans *l'église et l'abbaye de Saint-George de Bocherville*. Là nous voyons l'époque féodale dans sa plus belle partie, et aussi dans ce qu'elle a de plus élevé. La Normandie, on l'a déjà remarqué, fut au moyen âge la terre classique des églises et des châteaux. Chacun à l'envi sur cette terre construisoit des monastères et des temples à Dieu; au temps du roi Guillaume et de son mariage avec Mathilde, dit Guillaume de Jumièges, historien contemporain, les habitants de Normandie jouissoient d'une paix profonde, et tous avoient en grand respect les serviteurs de Dieu. Tous les grands travailloient à l'envi à élever des églises dans leurs domaines, et à enrichir de leurs biens les moines qui devoient prier Dieu. — On ne doit pas être surpris, d'après cette idée dominante du siècle, si le seigneur de Tancarville, sénéchal de Normandie, l'ami, le compagnon de Guillaume, disposa d'une partie de ses richesses pour élever à Dieu un monument digne en tout de sa gloire et du nom de la famille qui le fondeoit.

Malheureusement pour l'art, Saint-George de Bocherville ne nous est pas parvenu dans son entier; l'église et la salle capitulaire du cloître sont seules restées debout; avec ses autres débris et de nombreuses recherches, M. Deville est parvenu à nous rendre ce bel édifice, à nous le montrer dans son ensemble, et tel qu'il fut au temps de sa splendeur, c'est-à-dire l'un des plus importants et des plus curieux monuments de l'architecture romane. L'espace nous manque malheureusement, et il nous est impossible de dire ici toutes les richesses qu'on y avoit réunies.

Au milieu des sculptures, précieuses pour l'histoire de l'art, dont M. Deville nous a donné la description et le dessin fidèle, il en est une surtout que nous avons remarquée, c'est un chapiteau sur lequel est une suite de personnages, la plupart dans le costume royal, la barbe et les cheveux longs, jouant de divers instruments aux sons desquels une femme *jongleur* danse sur la tête. « Il seroit facile, ajoute M. Deville, de former, à l'aide des poètes du temps, une liste étendue des instruments de musique en usage aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles; mais l'on n'en trouveroit peut-être pas une réunion aussi variée et aussi remarquable, soit dans les sculptures des édifices, soit dans les miniatures des manu-

scrits. » L'auteur termine en donnant sur ces instruments des détails que nous regrettons de ne pouvoir reproduire ici.

Le monument choisi par M. Deville pour nous offrir un modèle de ces forteresses féodales dont la France et l'Europe entière étoient hérissées pendant le moyen âge, est le *Château-Gaillard*, dont la réputation comme lieu imprenable étoit proverbiale en Normandie et dans les autres contrées voisines. Des trois ouvrages, sans contredit, ce dernier est le plus important; les faits qu'on y trouve se rattachent à cette partie de l'histoire où tout est drame et action, savoir, les Croisades, et les règnes de Richard-Cœur-de-Lion et de Philippe-Auguste.

Ce fut après avoir été prisonnier et vendu à l'Empereur par le duc d'Autriche, à son retour de la Terre-Sainte, après avoir payé pour sa rançon cent cinquante mille marcs d'argent, poids de Cologne, que Richard, rentré dans ses États, et portant la guerre en Normandie contre le roi de France, eut la pensée de construire *Château-Gaillard*. Pendant une trêve colorée du nom de paix entre lui et son rival, Richard exécuta son dessein.

La Seine, à partir de sa jonction avec la rivière d'Epte, après avoir parcouru une ligne presque directe, tourne tout à coup vers le nord-est, et avant de se plier sur elle-même pour former une vaste presqu'île, baigne les murs du *Petit-Andeli*. Cette ville est dominée au sud-est par une roche escarpée d'une hauteur extraordinaire, taillée à pic du côté du fleuve, qui en lave pour ainsi dire le pied. De profondes vallées s'ouvrent sur ses flancs et en défendent l'accès; une simple langue de terre l'unit au reste de la montagne.

C'est là que Richard, qui plusieurs fois avoit admiré une aussi heureuse position, résolut d'établir sa nouvelle forteresse. D'après le nouveau traité, il manquoit à ses engagements, car il étoit dit expressément : *Andeliacum non poterit infortiari*.

Mais un adversaire puissant, un prince de l'Eglise, alloit s'opposer à Richard; Gautier de Coutances, archevêque de Rouen, dont il remuoit la terre, écrivit plusieurs fois en réclamant ses droits et ceux de l'église qu'il représentoit. Ses réclamations furent inutiles, Richard continuoit son œuvre; le prélat se plaignit de nouveau, il en vint aux me-

naces; mais le cœur de lion fut sourd à toutes prières comme à toutes observations. L'archevêque n'hésita plus; usant d'un pouvoir que l'Eglise et les mœurs de cette époque rendoient insurmontable, il déclara la Normandie en interdit. Aussitôt les saints offices furent suspendus, les images des saints couvertes d'un voile, les statues de la Vierge couchées à terre, couvertes d'épines, les sacrements refusés aux fidèles, les morts privés de sépulture; alors, saisis d'épouvante, les ouvriers ne voulurent plus travailler. Richard lui-même fut glacé au cœur, et trembla devant ce pouvoir qui n'étoit pas de la terre et surpassoit le sien. Il se hâta d'envoyer à Rome, et le pape Célestin III concilia les deux parties, et s'empessa de lever l'interdit. Richard put continuer ses travaux.

Il faut voir dans l'ouvrage de M. Deville, avec quel plaisir le roi d'Angleterre faisoit dresser ces nouveaux remparts; toujours présent, il encourageoit chacun du regard et du geste; lui-même il dut quelquefois mettre la main à l'œuvre. M. Deville nous fait assister à l'érection de chaque tour, de chaque muraille, et en lisant ses pages nous construisons le Château-Gaillard avec le roi Richard lui-même; il faut le voir, ce héros du temps féodal, monté sur la plus haute tour de sa nouvelle forteresse, promener un regard autour de son œuvre, et s'écrier plein de joie : *Qu'elle est belle, ma fille d'un an!* Et ces paroles, conservées par l'histoire, nous apprennent que douze mois avoient suffi pour dresser toutes ces murailles, qui, pendant plusieurs siècles, devoient résister à tant d'attaques, et étonner par leur hardiesse et leur solidité.

Nous ne suivrons pas M. Deville dans l'histoire de cette antique forteresse. Le siège qu'elle soutint contre Philippe-Auguste est raconté avec détail, et nous offre une fidèle image de ces luttes sanglantes et indéfinies, qui, au moyen âge, s'engageoient entre les assiégeants et les assiégés, et qui d'une attaque de place faisoient une guerre longue et acharnée.

Dans un dernier chapitre (chap. VI), l'auteur nous raconte les destinées différentes du *Château-Gaillard*. Visité par Saint-Louis, il servit de prison aux deux brus de Philippe-le-Bel, accusées d'adultère; une de ces princesses y fut même, dit-on, étranglée avec ses propres cheveux. Quelques années après, en 1334, il devint l'asile de David

Bruce, roi d'Écosse. — En 1356, on y enferma Charles-le-Mauvais. — Les Anglois s'en étant emparés en 1419, le brave Lahire les en chassa en 1430; et en 1449, ce fut Charles VII lui-même qui reconquit le château, retombé une seconde fois entre les mains ennemies. — En 1562, le père de Henri IV, blessé au siège de Rouen d'un coup d'arquebuse, mourut au pied du Château-Gaillard; et ce roi de France, craignant qu'une aussi forte citadelle ne tombât entre les mains des partis ennemis, en ordonna la démolition. Elle eut lieu en 1603. <sup>1</sup>

LEROUX DE LINCY,  
*Ancien élève de l'École des Chartes.*

---

*Notice sur l'Hôtel de Cluny et le Palais des Thermes.*  
Paris, chez Ducollet, quai des Augustins, décembre 1834, in-8°.

*L'Hôtel de Cluny au moyen âge, par madame de Saint-Surin; suivi des Contenances de Table et d'autres Poésies inédites des <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles.*  
Paris, chez J. Techener, place du Louvre, 1835, in-12.

Nous réunissons dans un seul article l'annonce et l'analyse de ces deux ouvrages, qui, tendant au même but, ne doivent pas être séparés.

Les *Notices* sont de M. Du Sommerard, cet amateur éclairé de l'histoire et des arts auquel Paris, la France et

<sup>1</sup> Ajoutons à cette analyse succincte de trois des ouvrages les plus remarquables publiés dans ces dernières années en Normandie, que l'une des qualités les plus saillantes de leur auteur, est l'alliance toujours heureuse, toujours judicieuse des documents archéologiques empruntés aux monuments figurés, et de ceux fournis par les sources écrites. De ce contact des deux principales sources de la vérité historique, résulte pour les travaux de M. Deville une physionomie peu commune, et une authenticité appuyée sur ce double genre de preuves. Nous devons reconnoître aussi que l'exécution typographique et iconographique de ces ouvrages fait le plus grand honneur à l'éditeur. (J. D.)



l'Europe, rendent fréquemment visite. Présentez-vous à l'hôtel de Cluny un des jours où l'antiquaire veut bien admettre le public dans ses galeries, et vous le trouverez entouré de toutes les élégances, de toutes les célébrités; vous admirerez la patience avec laquelle il explique les usages du bon vieux temps, les procédés des anciens artistes : il semble avoir vécu parmi eux, tant il les connoît bien. Il ne s'attache pas seulement à ces noms célèbres qu'il n'est pas permis d'ignorer, aux Van-Eick, aux Lucas de Leyde, aux Albert Durer, aux Primatice, aux Benvenuto Cellini, aux Jean Goujon, aux Germain Pilon, et à tant d'autres qu'il seroit trop long de nommer, il nous révèle encore des mérites plus modestes, des réputations injustement oubliées. Cependant M. Du Sommerard ne peut pas dérouler dans un entretien rapide tous les trésors d'érudition que lui ont acquis ses recherches; il lui seroit pénible de revenir sans cesse sur les mêmes sujets. C'est ce qui l'a déterminé à publier ses *Notices*, où il rassemble dans un court espace ce dont un autre auroit rempli des volumes. La vieille Lutèce de César et de Julien, le Paris de Clovis et de Charlemagne, les beaux temps de la chevalerie et ceux de la renaissance, François I<sup>er</sup> et Léonard de Vinci, Henri II et Diane de Poitiers, les meubles d'Anet et des Florentins, les vitraux du xiii<sup>e</sup> siècle, si éclatants de couleurs, si naïfs de dessin, et ceux des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, plus beaux de composition et cependant moins admirés; les émaux de Limoges, les mosaïques de l'Italie, les incrustations de France, enfin tout ce qui est rare et curieux est réuni là; et, sous le titre le plus modeste, vous avez un livre que désormais il faudra consulter sur une multitude d'objets d'art, un véritable *vade mecum* de l'amateur de curiosités.

La *curiosité*! mot presque magique! expression vaste dont le sens exact seroit difficile à déterminer. Il nous semble que ce sont toutes les choses destinées à l'usage, aux besoins ou aux plaisirs de l'homme, à embellir ses habitations et à les rendre *confortables*, et qui depuis long-temps ont cessé d'être reproduites : c'est l'amulette et le talisman de l'Arabe, la figurine de l'Égyptien, la patère des anciens sacrifices, l'humble instrument de ménage arraché aux entrailles d'Herculanum, le vieux *bahu* de Charlemagne ou de Louis IX, le *cabinet* de Louis XII ou de la belle Féronnière, l'arme dont se revêtoient nos preux chevaliers, l'épée qu'a brandie

François I<sup>er</sup>, le rouet à filer et la quenouille de la châtelaine, la falence que Raphaël et Jules Romain embellirent de leurs compositions, les belles terres en relief de Bernard Palissy, les porcelaines bizarres de la Chine et du Japon. La *curiosité*, c'est tout ce qui chaque jour devient plus rare, ce qui n'entre plus dans le commerce ordinaire de la vie. En voulez-vous une preuve ? Les mignardises du règne de Louis XV, ces afféteries qui plaisoient à madame de Pompadour ou au maréchal de Richelieu, toutes ces niaiseries brillantées du vernis de Martin, qu'autrefois l'on méprisoit comme entachées de faux goût et de ridicule, recherchées maintenant, trouvent leur place dans les cabinets de curiosités. Au reste, comment définir ce qui est indéfinissable ? Voulez-vous savoir ce que c'est, lisez les *Notices* de M. Du Sommerard ; voulez-vous le savoir encore mieux, allez visiter le vieil hôtel de Cluny, si bien approprié à la riche et singulière collection qu'il renferme : vous y serez bien accueilli, vous y trouverez ce à quoi vous ne pensez peut-être pas, vous y sentirez comme un arrière-goût du passé dont notre *actualité* a grand besoin, ne fût-ce que pour ne pas mésestimer ce qui n'est pas elle. La jeunesse de notre temps, qui n'aspire qu'au progrès, porte rarement ses regards en arrière ; elle repousse ce qu'elle oublie, ce que peut-être elle n'a pas appris à connoître.

Le mérite et l'intérêt le plus réel de l'ouvrage de M. Du Sommerard, c'est d'offrir une foule d'idées neuves et de faits inconnus sur l'histoire des arts pendant le moyen âge, c'est d'indiquer de plus en plus les rapports intimes de l'archéologie et de l'histoire et les vives lumières qu'elles se prêtent mutuellement. C'est, enfin, de faire connoître avec les plus grands détails, l'histoire de l'Hôtel de Cluny et du Palais des Thermes.

Il eût été facile à l'auteur de tracer un tableau chronologique des révolutions des arts en France pendant les derniers siècles du moyen âge et pendant le siècle de la renaissance. Les éléments en existent dans ses galeries ; il les a recueillis pièce à pièce. Il lui suffisoit de les indiquer et de les décrire, soit dans l'ordre des temps, soit d'après la nature des productions ; mais M. Du Sommerard a mieux aimé écrire pour le plus grand nombre des visiteurs de son riche musée, les conduire par la main dans chacune des pièces dont il est composé, les faire vivre quelques heures

de la vie de nos pères, semer sur leurs pas en grand nombre des anecdotes amusantes et la plupart instructives auprès de l'indication généralement un peu trop succincte des précieux objets dont il fait si généreusement les honneurs, et rejeter dans les notes, aussi étendues que la partie descriptive elle-même, tout ce qui pourroit sembler savant ou didactique.

En visitant successivement, avec M. Du Sommerard, la *chapelle*, la *chambre de François I<sup>er</sup>*, le *salon*, les deux *galeries*, la *pièce des Thermes*, la *salle à manger* et la *pièce de Henri IV*, on commence, il est vrai, par les objets généralement les plus anciens du musée, et l'on finit par les plus modernes, sans cependant que cet ordre soit continué dans l'intervalle; mais aussi on peut voir rapprochés les objets ayant servi aux mêmes besoins, aux mêmes usages à différentes époques. C'est ainsi que la *chapelle* et la *salle à manger* offrent chacune, en leur genre, deux des réunions les plus curieuses et les plus précieuses pour l'histoire du culte et de la table, en France, depuis le *xiv<sup>e</sup>* siècle jusqu'au *xvii<sup>e</sup>*.

Une très petite partie des richesses de M. Du Sommerard, et seulement les objets capitaux et uniques, figurent dans sa Notice, qui ne donne de ce musée qu'une idée fort incomplète; et cependant nous ne pouvons même indiquer tous ces objets précieux et rares, tant ils sont encore en grand nombre. Nous nous bornerons à en signaler quelques uns comme les plus dignes d'être figurés dans un recueil iconographique dont le but seroit de faire connoître la vie religieuse, la vie domestique et la vie militaire de nos ancêtres, recueil dont on ne sauroit trop désirer l'exécution.

*Chapelle.* — Dans la chapelle, ornée elle-même sur place de sculptures si élégantes de la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, on peut remarquer deux grands et beaux rétables d'autels sculptés en pierre, provenant l'un de l'abbaye de Paderborn près de Liège, l'autre de la célèbre abbaye de Saint-Riquier près d'Abbeville. Ce dernier, le plus incomplet, mais éblouissant par sa dorure rafraîchie, est posé en fragments sur la corniche; il est de la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle. Celui de Paderborn, quoique plus élégant, date du milieu du *xv<sup>e</sup>*. L'un et l'autre représentent en bas-reliefs une foule de scènes du Nouveau Testament, telles qu'elles étoient mises en action dans les jeux des mystères, et même une scène historique dans laquelle M. Du Sommerard reconnoît Philippe-le-Bon, duc de Bour-

gogne, rendant hommage à son allié l'évêque de Liège. Un bon nombre de grands meubles d'église en bois, richement sculptés, tels que stalles, balustrades, chaires à dossiers, crédences, lutrins, prie-Dieu, datant aussi des *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles, et provenant pour la plupart de l'ancien duché de Bretagne, forment la partie la plus saillante de l'ornement de la chapelle.

Parmi les objets de petite dimension, et la plupart très précieux, soit par leur finesse, soit par leur antiquité, soit par leur origine historique, on peut citer un grand nombre de reliquaires, de croix, de crosses, de custodes, de calices et autres objets d'église en émail incrusté sur cuivre, ouvrages bysantins du *vii<sup>e</sup>* au *xiii<sup>e</sup>* siècle, d'une conservation parfaite, et remarquables par le contraste des plus vives couleurs, et par la roideur de forme des personnages à types pour ainsi dire hiératiques; d'autres croix, des crosses, des coffrets, des diptiques et des triptiques en ivoire, en os et même en bois, offrent des sculptures d'une finesse et d'une perfection qui tiennent du prodige. Plusieurs de ces ouvrages, faits en Palestine, reproduisent le goût et le costume oriental dans des scènes des croisades ou de la chevalerie. Le plus petit des triptiques, monté en or, avec les hermines de Bretagne, contient en deux médaillons ovales d'environ 15 lignes de diamètre plus de 80 figures, sujets de la Passion.

Dans la chapelle se trouvent encore de nombreux ornements d'église de diverses étoffes; une série d'émaux de Limoges, datés de 1557 et peints par Léonard; plusieurs beaux vitraux peints; des tableaux à volets de divers maîtres des *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles, parmi lesquels se voient des productions de Lucas Cranach, d'Hemmeling, d'Holbein; enfin, plusieurs manuscrits religieux et livres d'Heures imprimés sur vélin, ornés de riches et nombreuses vignettes, et montrant le passage insensible des dessins manuscrits aux mêmes dessins gravés sur vélin, avec une rare perfection, dès les premiers temps de cet art. L'un des livres d'Heures manuscrits paroît avoir appartenu à la duchesse Anne de Bretagne; il contient 273 vignettes, outre les ornements qui encadrent les pages; un autre a appartenu à Henri III, et sa reliure rappelle le deuil public que ce prince porta à la mort de Marie de Clèves, épouse du prince de Condé.

*Chambre de François I<sup>er</sup>.* — La plupart des nombreux objets réunis dans cette partie du musée sont relatifs à la



vie privée et domestique : ce sont des meubles utiles ou d'ornement, des pièces de toilette et de jeux, des armures. Hormis un très petit nombre, ils appartiennent à l'époque de François I<sup>er</sup> et de ses cinq successeurs, ainsi que la plus grande partie de la collection.

Les objets les plus remarquables, antérieurs à cette époque, sont un jeu d'échecs en cristal de roche coloré, ouvrage oriental du xiii<sup>e</sup> siècle, qui, selon une tradition très vraisemblable, auroit été donné en présent à Saint-Louis par le Vieux de la montagne, prince des Bédouins. Il seroit curieux de comparer cet échiquier à des pièces en ivoire ayant servi au même jeu, et qui, envoyées à Charlemagne par le khalife Haroun-al-Raschid, sont aujourd'hui conservées à la Bibliothèque Royale.

Un autre objet d'origine pareillement asiatique est un coffret octogone du xiii<sup>e</sup> siècle, composé de compartiments sculptés en ivoire et représentant des scènes de guerre et de chevalerie.

Parmi les meubles du xvi<sup>e</sup> siècle, dont M. Du Sommerard possède une si belle suite, l'un des plus remarquables est le grand lit à cariatides et à balustres richement sculptés, qui passe pour avoir appartenu à François I<sup>er</sup>; les draperies d'étoffes brodées dont ce lit est orné sont plus récentes, et portent les insignes de l'évêque de Paris, Pierre de Gondi I<sup>er</sup>.

Les autres objets les plus dignes d'attention dans cette chambre de François I<sup>er</sup>, et la plupart de son siècle, sont plusieurs grands meubles en bois sculpté, dont deux, de l'école italienne, reproduisent, d'après Michel-Ange et le Primatice, des scènes mythologiques de Jupiter et de Leda, de Mars et de Vénus; des tableaux de ce dernier peintre et d'Albert Durer; une petite sculpture en marbre, attribuée à J. Goujon, représentant une femme endormie; des bas-reliefs d'ivoire représentant, l'un le Christ endormi sur les genoux de la Vierge, travail florentin du xv<sup>e</sup> siècle, l'autre une famille de satyres; deux reliquaires, l'un en corail ciselé, de goût espagnol, l'autre en cristal de roche mêlé de chlorite, dont les accidents et la taille figurent un calvaire, une cascade et un paysage, du plus piquant effet; plusieurs plaques, vases et portraits en email, parmi lesquels on distingue un très beau vase florentin, monté sur socle d'ivoire; un médaillon de François I<sup>er</sup>, entouré de pierres précieuses, et un portrait

de son fidèle allié, le pape Clément VII; une quenouille en buis, dont les sujets, sculptés avec la plus étonnante délicatesse et dans le goût du petit triptique en bois de la chapelle, représentent les principaux traits de la vie de Dalila, de Jahel, de Judith, de Rebecca et de sainte Geneviève, véritable trophée d'armes du beau sexe; un petit livret en cuivre doré, sorte de manuel d'astrologie ou d'astrolabe, ayant servi à tirer l'horoscope de Henri II et de Diane de Poitiers, dont il reproduit les attributs, objet unique, fort curieux à étudier pour l'histoire des rêveries astrologiques du xvi<sup>e</sup> siècle; plusieurs glaces taillées à biseau, d'origine vénitienne; des miroirs métalliques du xiv<sup>e</sup> siècle, dont la forme et l'usage semblent s'être transmis dès l'antiquité la plus reculée; un miroir de toilette de la plus élégante coquetterie, encadré de bois doré, avec médaillons d'ivoire, représentant d'un côté Vénus et les Amours, et au revers des scènes religieuses.

Entre un fort grand nombre de pièces d'armures d'espèces et de destination différentes, des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, on distingue, soit par des souvenirs historiques, soit par le goût et le fini du travail, soit à cause de l'intérêt qu'offre cette époque de transition entre les armes propres au moyen âge et celles des temps modernes, on distingue, disons-nous, l'armure complète de Claude de Lorraine, chef de la maison de Guise; les étriers et l'un des éperons que portoit François I<sup>er</sup> à la bataille de Pavie; un bouclier, un casque, plusieurs épées à pommeau, dont les ciselures offrent des scènes aussi riches de dessin que difficiles d'exécution, pouvant donner idée de la perfection qu'avoit alors atteint le travail du fer et de l'acier, et même faire concevoir comment, vers le milieu du xv<sup>e</sup> siècle, le chanfrein d'acier d'un cheval de bataille pouvoit être estimé 30,000 écus.

Enfin il n'est pas jusqu'aux portes de cette pièce du musée qui n'offrent de l'intérêt, soit par leur origine, soit par leur belle exécution. L'une d'elles, tirée du château d'Anet, est couverte des emblèmes de Henri II et de Diane de Poitiers; l'autre, formée de panneaux sculptés provenant de l'abbaye de Saint-Riquier, représente douze actes de foi du *Credo* mis en scène.

*Salon.* — Cette pièce, qui fait à la fois partie de l'habitation et du musée de M. Du Sommerard, offre un mélange des

objets les plus modernes et de quelques uns des plus anciens de la collection. Ceux-ci, d'origine romaine ou byzantine, sont : deux pommeaux de chaise curule en cristal de roche, figurant des têtes de lion, et une sculpture d'ivoire dont le sujet principal est une bacchante couronnée. Ils mériteroient l'un et l'autre, par leur rareté, d'orner un musée spécialement consacré aux monuments de ces époques reculées.

On y remarque aussi un choix de petites sculptures, de figurines en ivoire, en bois et en bronze, des <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, la plupart attribuées à des artistes célèbres des écoles italienne, flamande et française. La plupart des grands meubles sont d'ébène sculpté, des derniers temps de la renaissance, comme ceux d'une petite pièce voisine. Mais l'attention est surtout fixée par deux meubles de la plus grande richesse : l'un est un secrétaire ou cabinet (probablement de la fin du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle), orné à profusion, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, de mosaïques en pierres précieuses, de marqueterie d'écaille, d'ivoire, d'émail, d'or, d'argent, distribuées de manière à produire un effet éblouissant, sinon du meilleur goût. L'autre meuble capital de cette pièce est un grand clavecin en ébène sculpté, que M. Du Sommerard lui-même a fait établir de toutes pièces avec des ornements anciens, et, autant que possible, dans la forme des premiers instruments de musique de ce genre.

*Galerie. — Arrière-Galerie. — Pièce des Thermes.* — C'est à la renaissance qu'appartient en très grande partie le mobilier de cette partie du musée, remarquable surtout par la sculpture en bois, soit des grands meubles d'apparat, buffets, bahus, crédences, coffres, sièges, etc., soit des bas-reliefs isolés. Plusieurs de ces derniers, tels que le Christ à la colonne, de Sébastien del Piombo; le Portement de croix; la Décollation de saint Jean-Baptiste, dans le style d'Albert Durer, sont autant de petits chefs-d'œuvre d'un genre de sculpture qui disparut en même temps que le goût des grands ameublements en bois indigène, sortis souvent eux-mêmes de la main d'artistes célèbres, quand, pour ceux-ci, attachant plus de prix à la valeur de la matière qu'au mérite de l'exécution, on remplaça le noyer, le poirier et le chêne, par les bois exotiques, surtout par l'ébène, puis par la marqueterie de boule et la dorure. La collection de M. Du Sommerard offre des exemples re-

marquables de ces vicissitudes depuis le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'au <sup>xvii</sup><sup>e</sup>.

Parmi une foule d'autres objets méritant l'attention, on peut encore distinguer de belles aiguères en étain, signées de François Briot, artiste françois contemporain de Henri II, digne continuateur des travaux de Cellini, et cependant oublié et inconnu comme tant d'autres. Ces épreuves, destinées à l'ornement des dressoirs de la bourgeoisie, étoient sans doute tirées sur les belles pièces d'orfèvrerie dont la fabrication avoit atteint, au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, un si haut degré de perfection. Citons encore un bas-relief en faïence émaillée, la Vierge et l'enfant Jésus, ouvrage de Luca della Robia, artiste florentin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, inventeur du procédé d'application de l'émail à la terre cuite; plusieurs beaux émaux plus modernes, de Léonard de Limoges; une vignette peinte sur soie, à l'eau d'œuf, dont le style rappelle Raphaël, quoique antérieure de près d'un siècle à ce grand maître; deux tableaux des premiers temps de la peinture à l'huile, l'un de Van-Eick (saint Pierre-ès-liens), l'autre de Lucas de Leyde, remarquables l'un et l'autre par la vérité des détails et du costume.

La *Salle à manger* présente, sur de riches dressoirs et buffets flamands, une telle variété de vases destinés à l'usage de la table, et provenant des fabriques de Faënza, de Montpellier, de Limoges, de Flandre, et particulièrement de ces beaux vases à figures en relief, ouvrages de notre Bernard Palissy, que leur réunion suffiroit presque, en y ajoutant quelques émaux et vases disséminés dans les autres pièces du musée, pour faire l'histoire de la poterie au moyen âge, surtout pendant les <sup>xiv</sup><sup>e</sup>, <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles.

C'est par la pièce dite de *Henri IV*, entièrement composée d'objets mobiliers du temps de ce bon prince, que M. Du Sommerard termine, et que nous finirons aussi la description de son riche musée. Pour en donner à peine un aperçu très succinct, nous avons dû nous borner à une sorte d'inventaire dépouillé de toutes les anecdotes, de tous les traits d'esprit dont l'auteur de la Notice s'est plu à orner sa description. Mais il nous semble que la plupart de ces objets offrent en eux-mêmes un intérêt trop réel, et pour l'histoire des arts, et pour l'histoire des mœurs, pour que nous ayons



à nous excuser auprès des lecteurs du Bulletin. Nous désirerions, au contraire, que les propriétaires de plusieurs autres collections également très riches en objets du moyen âge et de la renaissance. MM. le baron d'Ivry, Sauvageot, Brunet-Denon, Pourtalès, etc., nous missent à même de faire connoître aussi leurs trésors. De son côté, le gouvernement ne rendroit-il pas un service signalé aux arts et aux artistes s'il faisoit connoître, par le dessin, les objets les plus remarquables de ces collections? Après un règne éphémère, la manie du moyen âge est déjà passée; mais à un engouement irréfléchi, on doit faire succéder l'étude consciencieuse et sérieuse d'une époque trop long-temps méconnue, dédaignée ou travestie, et qui n'offre pas moins de documents précieux pour l'histoire des arts que pour celle des mœurs et des lettres, en un mot pour l'histoire de la civilisation de l'Europe.

Parmi les notices les plus intéressantes jointes en appendice à la description de l'hôtel Cluny ou plutôt du musée Du Sommerard, nous signalerons les suivantes : sur le goût des *vieux mobiliers*; — sur les *fragments du château de Gail- lon*, existant encore dans la cour de l'école des Beaux-Arts; — sur *Peter Vischer*, habile sculpteur et fondeur de Nuremberg au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle; — sur les *artistes inconnus auteurs des monuments gothiques*, notice fort remarquable que nous reproduisons ci-dessous en partie; — sur les *monuments du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle en France*, véritable dissertation archéologique dans laquelle l'auteur développe et soutient par de nombreux exemples son opinion de la supériorité de la dernière période de l'architecture et de la sculpture gothiques, sorte de renaissance anticipée, capricieuse, indépendante, transition nouvelle d'un âge de goût à un autre sur la renaissance pure, plus nettement caractérisée par l'influence italienne et par le retour au style grec. Nous citerons encore les notices sur les *représentations de mystères*; — sur les *vitraux peints*; — sur *Benvenuto Cellini*, célèbre artiste florentin du xvi<sup>e</sup> siècle; — sur notre *Bernard Palissy*, son contemporain, presque aussi célèbre en son genre; — enfin sur le *palais des Thermes*.

Nous reproduisons ici en partie l'une de ces notices, celle sur les *artistes inconnus du moyen âge*. Ce travail, étendu et développé comme pourroit le faire M. Du Sommerard lui-

même, à l'aide des nombreux éléments qu'il en possède ou qu'on s'empresseroit de mettre à sa disposition, à l'aide des notions éparses dans les cartulaires d'églises, de monastères, de châteaux et de villes, nous semble être l'un des sujets les plus intéressants de l'histoire des arts en France; cette histoire, trop long-temps négligée, à peine effleurée par Ducerceau, Félibien et Millin; cette histoire dont les matériaux disparaissent chaque jour, doit être cependant la dette la plus sacrée d'un pays envers ceux qui l'ont honoré et illustré par leurs œuvres plutôt que par leurs noms; il appartient à ceux qui ont su rassembler à tant de frais des chefs-d'œuvre des arts du moyen âge de réhabiliter dignement la mémoire oubliée de leurs auteurs. Ne seroit-il pas digne aussi de notre Académie des Beaux-Arts de participer à cette illustration du génie françois, soit en proposant des sujets de prix sur l'histoire de la sculpture, de la peinture, de l'architecture françaises, dans leurs différentes branches, aux différentes périodes du moyen âge, soit en instituant dans son sein des commissions chargées de faire pour la représentation et la restitution de nos monuments figurés ce que l'Académie des Inscriptions fait pour nos monuments historiques écrits, et ce que l'Académie françoise se déterminera sans doute aussi à faire un jour pour les monuments si riches, si variés et si nombreux de notre langue et de notre littérature ancienne?

*Artistes inconnus; Monuments gothiques (p. 138-149).*

« Ce n'étoit pas que la *gloire*, ce véhicule des grandes conceptions, ce point de mire involontaire même du génie, fût sans attrait pour les artistes du moyen âge; mais ils ne confioient qu'à leurs œuvres et à leur pays le soin de leur renommée. Le pays, notre pays seul a trompé leur attente; aussi l'accusons-nous hautement d'indifférence et d'ingratitude envers ceux qui lui firent sa plus solide part d'illustration.

« Qu'on nous cite un historien, un chroniqueur, un de ces aimables deviseurs françois de ce siècle, si célèbre par les arts *renaissant* en Italie, et *naissant*, dit-on, en France, qui se soit occupé de nos annales sous ce rapport. Où voit-on qu'à propos même des circonstances historiques relatives à tel édifice, on ait inscrit dans nos fastes quelques détails en l'honneur de ceux à qui l'on doit ou qui puissent faire

concevoir ce qu'il fallut de résolution et de génie pour l'entreprendre, de talent, de sacrifices et d'efforts pour l'exécuter ?

« Le hasard, le déchiffrement de vieilles chartes ou comptes d'ostels, quelquefois la sage prévision de l'artiste ou son épitaphe, ont seuls révélé, pour la plupart de nos grands travaux, quelques noms qui reposoient dans l'oubli, depuis des siècles, près d'autres plus nombreux et non moins recommandables que nous ne connoîtons jamais.

« En Allemagne, en Hollande, en Flandre, le culte des artistes fut toujours inséparable de celui des arts. L'Angleterre, long-temps réduite à vivre d'emprunts à cet égard, s'est toujours montrée plus jalouse de ses productions exotiques que de nos chefs-d'œuvre indigènes<sup>1</sup>. L'Espagne consacra, dit-on, avec soin les titres de gloire de ses peintres, sculpteurs, architectes, etc., et l'Italie nous a légué, dans de nombreux recueils, comme celui de Vasari, jusqu'aux moindres particularités de la vie privée de son immense population artiste.

« En France, au contraire, et bien que depuis trente ans on se livre sur ce sujet à de grandes recherches, notre histoire de l'art pour ces époques, si elle existe, ne repose souvent que sur des suppositions, sur des traditions apocryphes, et plus souvent encore sur des divagations. Nos dictionnaires historiques, nos innombrables biographies, sont gonflés de détails sur la vie et les ouvrages d'obscurs sophistes, théologiens et scholiastes, dont les insipides controverses et les inutiles travaux en tous genres ne purent jamais promettre ni porter aucun fruit, et c'est moins à leurs travaux qu'à la publicité de certains débats académiques, politiques, ou touchant à des intrigues de cour ou aux disputes religieuses, que beaucoup d'artistes doivent d'y figurer<sup>2</sup>. Mais demandez à ces légendes analytiques de nos

<sup>1</sup> M. du S. nous paroît être ici trop sévère envers une nation qui, par son religieux respect pour les magnifiques monuments d'architecture de son propre sol, et par les admirables dessins qu'elle en a publiés, nous a donné d'utiles leçons. (J. D.)

<sup>2</sup> M. du S. exprime ici, en note, le regret que les sociétés d'antiquités et d'histoire ne s'occupent pas de décrire et de figurer les miniatures des manuscrits, source si abondante de documents artistiques et historiques. Espérons que ce désir de tous les amis du moyen âge ne tardera pas à avoir un commencement de réalisation : déjà M. de Bastard rassemble à grands frais les *fac-simile* des plus belles miniatures

gloires diverses où et quand naquirent notre *Phidias* (Jean Goujon), son rival Pierre Bontems, l'auteur de l'admirable mausolée de François I<sup>er</sup>, et cent autres artistes seulement de la même époque, qui n'admet plus l'excuse banale des *ténèbres du moyen âge*. Cherchez-y en quelle année mourut l'un de nos premiers et de nos plus illustres artistes, Jean Cousin; le débat est entre 1550 et 1589, intervalle assez long pour une vie si bien remplie, qui devoit se manifester au moins chaque année par de nouveaux ouvrages. Que si, découvrant dans une des vingt magnifiques *verrières* de la cathédrale d'Auch, le nom d'*Arnault de Môle* avec la date de V cens XIII (1514), ce qui reporte le commencement de leur exécution au moins en 1500, vous espériez pouvoir suivre une trace bien précieuse qui eût placé l'école françoise du commencement du xvi<sup>e</sup> siècle presque au niveau de ce qu'étoit alors l'école italienne, déjà célèbre par les Léonard de Vinci, Perugino, Ghirlandaio, André Verrochio, etc. : vain espoir, ce nom françois, si françois d'Arnault de Môle, ne se trouve nulle part, et il eût suffi de la pierre lancée par un enfant pour plonger dans une nuit éternelle la mémoire de celui qui consacra toute une vie d'artiste à ces grands et beaux travaux. Même silence, dans nos annales, sur le compte de notre Claude de Marseille et de notre frère Guillaume, que Jules II, qui se connoissoit en artistes, nous emprunta pour peindre les vitraux du Vatican et des églises de l'*Anima* et de la *Madonna del Popolo*, où travailloient alors Michel-Ange et Raphaël<sup>1</sup>. Heureusement Va-

de nos plus riches manuscrits, et la publication de luxe qu'il a entreprise ne tardera pas à commencer de paroître. D'un autre côté, M. le ministre de l'instruction publique, qui accorde à ce travail de grands encouragements, a dirigé aussi vers le même objet l'attention et les recherches de l'un des comités formés près de son ministère. (J. D.)

<sup>1</sup> Le Bramante, chargé par le pape Jules II d'orner de vitraux peints au feu quelques fenêtres du Vatican, s'étant souvenu d'avoir vu chez l'ambassadeur de France une peinture *merveilleuse* de ce genre (c'est l'expression de Vasari), en appela l'auteur à Rome : c'étoit Claude, qui amena avec lui frère Guillaume... Claude mourut au bout de quelques années, mais après avoir laissé de beaux témoignages d'un talent peu cultivé alors en Italie. Guillaume redoubla d'efforts pour justifier les encouragements qu'il reçut du cardinal de Cortone et de la république d'Arezzo, dont il reçut un domaine en reconnaissance de ses beaux travaux à la cathédrale et à l'église Saint-François de cette ville. Florence et Cortone participèrent à ces travaux de divers genres, car Guillaume étoit en même temps architecte et peintre à l'huile et à



sari, plus consulté de nos jours, et qui, élève de Guillaume, a prodigué ses éloges à son maître et à Claude, est venu révéler leur existence à nos derniers biographes. Vasari reconnoît qu'ils avoient apporté de France leurs talents, admirés encore aujourd'hui à Rome dans ceux de leurs inaltérables ouvrages que les hommes ont respectés; les vitraux qu'ils peignirent au Vatican furent brisés, lors du siège de Rome par les impériaux en 1527, peut-être par les détonations de l'artillerie braquée par Benvenuto Cellini, dont il fait un si grand fracas dans ses Mémoires. Vasari nous apprend aussi qu'avec ou sans dessein on étouffa la nationalité de Guillaume sous une aumusse de chanoine, même sous la robe de prieur et sous le sobriquet d'*Arezzo*, ville où il mourut, en 1537, à soixante-deux ans : ainsi fit-on pour notre Jean de *Douai*, rebaptisé de *Bologne*.

« Quel beau sujet de dissertation pour la réhabilitation de nos arts, que les preuves irrécusables tirées de ces circonstances et de beaucoup d'autres analogues, qu'ils furent dès le principe dignes de concourir avec les travaux des grands maîtres, et que ce ne fut qu'à titre *d'échange* que l'Italie nous envoya plus tard ses artistes!

« M. Alexandre Delaborde, dans son grand et bel ouvrage des *Monuments de la France*, a exprimé une partie de ces regrets et de nos doléances, inutiles sans doute, mais que nous étendrons néanmoins aux grands travaux d'architecture et de sculpture des époques *ténébreuses*, dans l'espoir de contribuer à mettre en honneur, en les groupant et les plaçant en présence de leurs œuvres, quelques noms d'artistes épars jusqu'ici dans des documents qu'on ne consulte guère ensemble.

« Il nous faut, dans ce but, remonter aux monuments presque tous religieux antérieurs au *xv<sup>e</sup>* siècle. Les premiers architectes de la France chrétienne furent des prélats qui, dès l'époque de l'extirpation de l'idolâtrie, ne dédaignèrent pas, dans l'intérêt de leurs pompes religieuses, la gloire terrestre d'élever eux-mêmes des temples au vrai Dieu. Leur zèle, leur instruction, alors fort rare ailleurs que dans le sacerdoce, et le concours des moines et surtout des novices, ont produit les basiliques du style bysantin primitif, dont

fresque. Il fonda une école à laquelle Vasari reconnoît que la Toscane doit avoir porté l'art de peindre sur verre au plus haut degré de délicatesse et de perfection.

plusieurs, telles que celles de Clermont, du Puy, d'Issoire, d'Arles (Saint-Trophime), d'Evreux (Saint-Thaurin)<sup>1</sup>, pour quelques parties seulement, ont entièrement résisté aux assauts de douze siècles.

« Charlemagne, dans sa puissance, enchérit plus tard, ainsi que ses successeurs, sur ces types déjà remarquables, en faisant élever les édifices gigantesques d'Aix-la-Chapelle, d'Ingelheim, les cathédrales de Trèves, de Mayence, de Worms, etc. Les monuments du même style colossal encore existants à Toulouse, Poitiers, Caen, Jumièges (en partie détruits), etc., prouvent qu'il s'établit à cet égard une belle rivalité en France<sup>2</sup>. Rollon et Guillaume-le-Conquérant se signalèrent dans cette émulation qui devint générale en France dès le commencement du XI<sup>e</sup> siècle, toutes les églises dont la magnificence ne répondoit point à leur destination ayant dû alors être démolies et reconstruites. De là datent ces nombreux édifices secondaires qu'on retrouve encore sur toutes les parties de la France, et qui appartiennent presque tous au style bysantin épuré (dit de transition), tels que ceux de Dreux, de Corbeil, Saint-Spire (détruits), de Nevers, de la Charité, d'Amboise, Saint-Denis, etc. On chercheroit vainement les noms des artistes créateurs de tous ces monuments dont la direction dut encore être confiée par les évêques aux moines, alors plus instruits encore que les laïques, et l'exécution à des maçons, déjà réunis, à ces époques, en espèces de confréries. Il y a trace d'une association de *maçons* qui quittèrent la Gaule au VIII<sup>e</sup> siècle pour la Grande-Bretagne, d'édifices élevés en Angleterre au X<sup>e</sup> siècle sous la *grande-maîtrise* du prince Edwin, et en Ecosse, en 1150, par des associations de *maçons libres*. Le roi Hiram de nos F.<sup>1</sup>. M.<sup>1</sup>. étoit un constructeur du 9<sup>e</sup> siècle.

« Lorsque les croisades et l'émancipation temporaire des communes vinrent secouer l'apathie des populations et commencer leur affranchissement, en transformant les serfs des seigneurs en soldats du Christ et du roi, la vue et l'étude, même rapide, des beaux monuments de la Grèce, de Bysance et de la Syrie, agrandit la sphère d'idées de ceux des croisés que les moines avoient déjà initiés aux grands travaux de construction et aux études propres à régler leurs inspira-

<sup>1</sup> Ces deux dernières églises conservent-elles en effet des vestiges antérieurs au XI<sup>e</sup> siècle? (J. D.)

<sup>2</sup> La plupart de ces édifices ne paroissent pas être antérieurs au XI<sup>e</sup> siècle. (J. D.)

tions. Ces missionnaires de l'art, maîtres de leurs souvenirs, en firent hommage, à leur retour, à leur communauté, dont les liens durent se resserrer par l'importance des premiers travaux, les papes, puissants dominateurs alors de toute la chrétienté, en ayant encouragé l'exécution par tous les moyens. Ce n'étoit en effet que par d'immenses et admirables conceptions qu'on pouvoit, en présence des grands monuments de la période antérieure, assurer le prestige et le succès des nouvelles combinaisons.

« Les formules mystérieuses de l'association et le lien si puissant de l'intérêt commun, tout en restreignant l'initiation successive des nouveaux adeptes aux besoins de l'exploitation, permirent de l'étendre presque simultanément à un grand nombre d'entreprises; aussi vit-on l'association de ces véritables *francs-maçons*, fractionnée d'abord selon les localités, et détruite plus tard par l'isolement et l'intérêt privé, couvrir presque en même temps l'Allemagne et la France de ces immenses vaisseaux dentelés, de ces colossales pyramides à jour, de ces étourdissantes projections aériennes qui consacrèrent et généralisèrent en Europe pendant plusieurs siècles le règne de l'*ogive* ou de la voûte à tiers point. L'esprit d'association qui avoit présidé, sous un autre rapport, à la création des basiliques élevées par le clergé, pouvoit seul également déterminer et conduire à bonne fin ces dernières entreprises. L'intérêt commun d'argent comme de gloire exclut les rivalités mesquines et les changements de système du continuateur au créateur....

« Les ressources ne manquèrent pas : le clergé, les seigneurs, le peuple même, dont tous les sentiments étoient dirigés vers les idées de religion et de rémunération au centuple. dans une autre vie, des sacrifices faits pour l'Eglise, offroient à l'envi de larges tributs. C'étoit, entre les villes principales, à qui l'emporteroit pour la dimension de sa cathédrale nouvelle ou entée sur l'ancienne. »

M. du S. énumère ensuite une douzaine de nos principales cathédrales, dont il donne les dimensions, les dates, et pour quelques unes seulement le nom de leurs constructeurs. Nous n'indiquerons que ces dernières, en regrettant toutefois que l'auteur n'ait pas porté plus loin ses recherches sur cette partie de son sujet, secondaire pour lui, il est vrai :

*Notre-Dame-de Paris*. — Chœur. 1187; petit portail, 1257.

Jean de Chelles pour le petit portail; Jean Ravy et son neveu, Jean Bouteiller, pour les groupes sculptés autour du chœur, et terminés en 1351.

*Chartres.* — De 1180 à 1250 (?). — Texier, seulement pour le clocher neuf terminé en 1514, et pour une partie des groupes de statues en pierre qui enceignent le chœur.

*Amiens.* — De 1220 à 1288, par Robert de Luzarches; Thomas et Renault de Cormont son fils.

*Rouen.* — Cathédrale, commencement du XIII<sup>e</sup> siècle, par Enguerrand, architecte.

*Strasbourg.* — 1277-1439. Commencée par Ervin de Steinbach, terminée par Hultz de Cologne.

*Reims.* — Cathédrale, 1240-1270. Commencée par Hugues Libergier, terminée par Robert de Coucy.

*La Sainte-Chapelle de Paris.* — 1242-1248. Par Pierre de Montereau ou Eudes de Montreuil.

Nous reproduisons les dates indiquées par M. du S., tout en pensant que plusieurs sont encore fort douteuses et peut-être même erronées, et ne s'appliquent qu'à certaines parties des édifices cités. Telle est celle assignée à la cathédrale de Chartres, dont une grande partie étoit certainement terminée avant 1180, et peut-être même avant 1100. Sans nul doute aussi la cathédrale de Reims n'a pas été achevée en trente ans. Nous aurons occasion de revenir sur les vicissitudes de l'architecture du moyen âge en France en analysant, dans un des prochains numéros, le *Cours d'antiquités* de M. de Caumont, qui a popularisé beaucoup d'idées saines et positives sur cette branche de l'archéologie.

---

*L'Hôtel de Cluny au moyen âge* trouve naturellement sa place à la suite des notices de M. Du Sommerard; c'est l'ouvrage d'une dame qui cultive l'histoire, et qui déjà s'est fait connoître dans la littérature par des ouvrages agréables, et particulièrement par une jolie nouvelle d'Isabelle de Taillefer, comtesse d'Angoulême, et par les observations pleines de grâce et de finesse qu'elle a semées dans son *Miroir des Salons*.



Madame de Saint-Surin a visité l'hôtel de Cluny et la belle collection de M. Du Sommerard. Elle met ses lecteurs dans la confiance des impressions qu'elle y a éprouvées. Son imagination vive reproduit à ses yeux les scènes quelquefois gracieuses, mais le plus souvent terribles dont le palais des Thermes a été le théâtre ; elle y assiste avec épouvante au meurtre des enfans de Clodomir ; elle voit se succéder dans ces murs Charles-Martel, les rois fainéans, Pepin, Charlemagne ; elle s'attendrit sur le sort de la reine Berthe *aux grands pieds*, et désarme ainsi la critique qui rejette ainsi qu'elle ce qu'il a plu au roi Adenès d'en raconter.

Dans ce petit ouvrage, madame de Saint-Surin jette un coup d'œil rapide et poétique sur les restes du vieux palais de Julien, sur les galeries de l'abbé de Cluny, qui l'ont en partie remplacé, sur la jolie chapelle gothique aux arceaux élancés ; elle passe en revue les meubles et les singularités dont se compose le *Musée Du Sommerard*. Ce n'est pas une description, ce n'est pas une notice, c'est une conversation dans laquelle, à sa voix harmonieuse, on croit voir les siècles passés se relever debout et toutes ces poussières se ranimer. Madame de Saint-Surin ne s'est pas proposé de décrire ce qui étoit déjà si bien, mais son âme a été émue, et elle nous fait partager ses émotions ; ce joli ouvrage est d'ailleurs devenu pour elle un cadre où elle a placé des rimmes singulières, que l'on peut regarder comme presque toutes inconnues, et qu'un de nos plus savants collègues, M. de Monmerqué, qui n'est étranger à aucune des périodes, à aucun des sujets d'étude du moyen âge, a pris soin de collationner.

La salle à manger du *xv<sup>e</sup>* siècle, entourée de ses dressoirs gothiques, que surchargent de magnifiques faïences, où la table préparée semble attendre le maître du manoir, a rappelé à l'aimable érudite de naïves poésies du *xv<sup>e</sup>* siècle, oubliées dans de vieux manuscrits. Ce sont des quatrains qui contiennent des règles de civilité et de courtoisie telles qu'on les enseignoit alors aux jeunes poursuivants d'armes.

Ces pièces sont tout à la fois un monument de notre vieille littérature et de nos anciennes mœurs ; madame de Saint-Surin rend un véritable service aux lettres en les arrachant à un oubli qu'elles ne méritoient pas ; nous allons en citer quelques passages.

|                                                                                                                                               |                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Enfant d'honneur, lave tes mains<br>A ton lever, à ton disner,<br>Et puis au soupper sans finer ;<br>Ce sont trois foyz à tout le moins.      | Ta viande pour mieux valoir,<br>Ou dedans ung autre vaissel.                                                                                    |
| Enfant, dy <i>Benedicite</i> ,<br>Et faiz le signe de la croix,<br>Ains que tu prens rien, se m'en<br>crois,<br>Qui te soit de nécessité.     | Enfant, garde qu'en la salière<br>Tu ne mettes point tes morseaulx<br>Pour les saler, ou tu deffaulx ;<br>Car c'est deshonneste manière.        |
| Enfant, quant tu seras aux places<br>Où aucun prélat d'église est,<br>Laisse-luy dire, s'il luy plaist,<br>Tant <i>Benedicite</i> que Graces. | Enfant, garde que sur ton boire<br>Ne habonde trop en parolles,<br>Car la manie en est moult folle ;<br>Enfant de bien ne le doit faire.        |
| Enfant, se prélat ou seigneur<br>Te dit de son auctorité<br>Que dies <i>Benedicite</i> ,<br>Fais-le hardiment, c'est honneur.                 | Enfant, à table je t'ordonne<br>Sur tout que point tu ne som-<br>meilles,<br>Et aussi que tu ne conseilles<br>En l'oreille d'autre personne.    |
| Enfant, si tu es bien sçavant<br>Ne mès pas ta main le premier<br>Au plat, mais laisse-y toucher<br>Le maistre de l'hostel avant.             | Enfant, si tu es saige, escoute<br>De la table les assistants,<br>Sans parler fors qu'à heure et<br>temps,<br>Et ne te tiens pas sur le coubte. |
| Enfant, du doibs prendre du sel<br>Dessus ton taillour <sup>1</sup> , et saloir                                                               | Enfant, si ton nez est morveux<br>Ne le torche de la main nue<br>De quoy ta viande est tenue :<br>Le fait est vilain et honteux.                |

Nous croyons que la pièce d'où ces quatrains sont tirés a été imprimée à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, et c'est pour cela que nous avons dit que ces poésies étoient restées *presque toutes* inconnues jusqu'à présent. Il nous seroit difficile de le prouver, mais l'abbé Goujet, au tome X de sa *Bibliothèque française*, page 447, indique une pièce qui semble devoir être la même :

« *La Contenance de table*. In-4°. de six feuillets; impression gothique sans date et sans indication de lieu. Ce sont des avis de politesse et de civilité adressés à un jeune homme ; ils sont en vers de quatre pieds et en stances de quatre vers. »

Nous ne faisons cette remarque que pour montrer davantage le soin que nous avons apporté à l'examen du joli vo-

<sup>1</sup> *Taillour*, couteau.

lume de madame de Saint-Surin. Il n'y a peut-être pas dans nos bibliothèques de Paris un seul exemplaire de l'opuscule indiqué par l'abbé Goujet, et ces sortes de raretés sont si difficiles à rencontrer que c'est presque comme si elles n'avoient jamais existé. Le volume en renferme d'ailleurs huit autres tout-à-fait inédites, et qui sont sur des sujets analogues. Nous citerons encore quelques passages tirés du *Régime pour tous serviteurs*, parce que les mœurs du temps y sont bien peintes.

Si tu veulx bon serviteur estre  
 Craindre dois et aymer ton maistre;  
 Soyez humble, net et traictable,  
 Mengier dois sans séoir à table.  
 Fuy vin et toute gloutonnie  
 Suys toujours bonne compaignye...  
 Se ton maistre tu sers à table  
 Ce te sera chose honorable  
 De servir gracieusement.  
 Tu dois mettre premièrement  
 En tous lieux et en tout hostel  
 La nappe, et après le sel,  
 Cousteaux, pain, vin et puis viande;  
 Puis apporter ce qu'on demande.  
 Riens n'osteras sans commander.  
 Aussi je te veul aviser,  
 Se tu sers maistre qui ait femme,  
 Bourgeoise, damoiselle, ou dame,  
 Son honneur dois partout garder...  
 Et se tu sers ou clerc ou presbtre,  
 Gardes ne soyes vallet maistre.  
 S'il est que soyes secrétaire,  
 Tu dois toujours les secrez taire,  
 Ne jamais ne dois reveler  
 Les choses qui sont à celer...  
 Et s'il t'advient par adventure

A servir duc, ou prince, ou conte,  
 Marquis, ou baron, ou visconte,  
 Ou autre terrien seigneur,  
 Ne soyes de taille inventeur,  
 D'impost, de subsides, et les biens  
 Du peuple ne leur oste en riens  
 Sans cause juste et nécessaire;  
 Ne jà pour flatter, ne pour plaire,  
 Ne donne à ton maistre couraige  
 De faire honte, ne dommaige  
 A nul par fait ne par parole,  
 Mais se tu l'en véois en colle<sup>1</sup>,  
 A ton povoir l'en dois garder  
 Et de mal faire retarder.  
 Se tu sers gentil-homme en guerre,  
 Soit tant par mer comme par terre,  
 Ne va desrobant nulle gent,  
 Ne leur oste or ny argent;  
 Ne vas pas de ceulx les biens pren-  
 dre  
 Que tu dois garder et deffendre,  
 Ne à nulles gens séculiers  
 Ne faiz ennuy, ne destourbiers:  
 Crains tousjours de Dieu la ven-  
 geance  
 Et mès en lui ta confidence.

De semblables pièces sont de vraies découvertes dont nous remercions madame de Saint-Surin. C'est une chose digne d'être remarquée de voir aujourd'hui des dames spirituelles, très susceptibles de produire par elles-mêmes d'agréables ouvrages, et qui ne craignent pas de se livrer à des recherches qui ne sont pas exemptes d'aridité. Que cha-

<sup>1</sup> Colle, désir, disposition

cun mette la main à l'œuvre, et il ne restera bientôt plus dans nos manuscrits rien d'enfoui et d'inexploré!

Madame de Saint-Surin a placé à la fin du volume des rondeaux adressés à Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, mère de François I<sup>er</sup>. C'est un service qu'elle a voulu rendre à une illustre compatriote; nous ne savons pas de qui sont ces rondeaux; ils peuvent appartenir à André de La Vigne; mais fussent-ils de lui ils n'en seroient pas meilleurs, aussi l'éditeur ne les a-t-elle donnés que comme une singularité, et pour faire connoître une des curiosités littéraires que M. Du Sommerard a réunies à tant d'autres. Nous ne citerons qu'un seul de ces rondeaux; il donnera une idée de la singularité de toute la pièce.

#### LIBÉRALITÉ CONTRE AVARICE.

Les biens mondains et grandz dons de fortune  
On ne t'a veu estimer une prune.  
Incessamment as acquis du sçavoir,  
Sans amasser or, argent, ni avoir,  
En desprisant tous trésors de pécune.

T'autrui bien n'as de rapine nesune,  
Et qui plus est par convoytise aulcune,  
Sus toy n'a lieu ce fol désir d'avoir  
Les biens mondains.

Avarice as en grand hayne et rancune,  
Peu que ton cueur à tout vice repune.  
O libérale aulmonsnière, pour voir,  
Cournellement de donner faiz debvoir  
En ce bas monde à chascun et chascune  
Les biens mondains!

Ce rondeau peut être également lu en commençant par le dernier vers.

Ce petit recueil est bien imprimé, sur papier fort; il joint à un mérite réel celui de n'avoir été tiré qu'à petit nombre et de faire suite aux ouvrages de notre vieille langue que M. P. Paris a publiés chez le libraire Techener. Tout le monde savant connoît le roman de *Berte*, celui de *Garin le Loherain*, le *Romancero*. *Les Contenances de table* ne dépareront pas cette intéressante collection. J. D.



## SECTION III.

## NOTICES HISTORIQUES.

*Notice sur Jacques Meyer, historien belge  
du xvi<sup>e</sup> siècle.*

Jacques Meyer, ou plutôt de Meyer ou Meyere, est le meilleur des historiens belges proprement dits. Il naquit, le 17 janvier 1491, à Vleteren, village de l'ancienne chàtellenie de Cassel, en Flandre, à deux lieues de Bailleul; ce qui l'a engagé à se nommer quelquefois *Baliolanus*. Ferry de Locre dit que son père s'appeloit Brandier (*Brandarius*), et sa mère, Martine. Ayant fait ses humanités dans son pays, il alla étudier en philosophie et en théologie à Paris. De retour en Flandre, il y prit les ordres sacrés, et se fixa d'abord à Ypres, ensuite à Bruges, où il ouvrit une école qui acquit de la célébrité. Ses longs services comme instituteur ne lui valurent qu'un bénéfice simple dans l'église collégiale de Saint-Donat. Son âge avancé ne lui permettant plus de continuer ses pénibles fonctions, il accepta la cure de Blanckenberg, gros village sur la mer, peu éloigné d'Ostende, et il conserva ce poste modeste jusqu'à la fin de sa vie. Il avoit soixante-un ans lorsqu'une fièvre maligne l'enleva à Bruges, le 5 février 1552. Son corps fut enterré à Saint-Donat. Paquot transcrit trois épitaphes composées en son honneur, une en flamand et deux en latin. Les poésies latines d'Arnold Laurent de Berghem (Anvers, 1560) présentent (pages 40-41) une pièce intitulée : *Flandria Jacobi Meyeri chronographi sui mortem dolens*.

Jacques de Meyer se consacra uniquement aux lettres, dont il hâta la renaissance dans sa patrie; il s'appliqua surtout à l'histoire de la Flandre. Ses connoissances, son zèle, son noble caractère, lui méritèrent l'estime de Despautère et d'Erasmus, ainsi que d'autres gens de lettres distingués. Avec des moyens bornés, il fit des choses surprenantes. Sa bibliothèque devint considérable; mais, ne se contentant pas de consulter les livres imprimés, il fouilla les dépôts

d'archives où il étoit alors très difficile de pénétrer, et se procura quantité de manuscrits. Il voyagea aussi pour s'assurer de la vérité des faits. En mourant, il institua héritier de tout ce qu'il possédoit son neveu, Antoine de Meyer, qui n'a pas cultivé les lettres sans succès. Voici la liste des ouvrages de Jacques de Meyer.

I. *Flandicarum rerum tomi X : Brugis, Hubertus Crocus, 1531, in-4° ; item Antv., Guil. Vorstermannus, 1531, in-12.* On lit, à la fin de cet ouvrage, *finis primæ decados* ; ce qui montre que l'auteur avoit le dessein de le continuer. Il contient le fond de ses recherches, et, quoiqu'il n'annonce pas une critique bien sûre, quand il s'agit des premiers temps, il offre des détails curieux sur les mœurs et la géographie. On y voit que l'auteur n'épargnoit rien pour s'instruire. Ainsi, par exemple, il s'autorise de ce que Louis Vivès avoit ouï conter aux anciens Brugeois de l'origine du *Franc*. Ailleurs il cite une lettre que lui avoit écrite Judocus Badius ; il s'appuie du témoignage de Jacques de Guyse, de celui des chroniques de Saint-Bertin, de Saint-Bavon, etc., et allègue les antiquités de Flandre de Wielant, que lui avoient communiquées Pierre Zuutpen de Cassel et Jacques Van Pours.

II. *Bellum quod Philippus, Francorum rex, cum Othone Augusto, Anglis Flandrisque gessit, annis ab hinc CCC. Antv., Martin. César, 1534, in-12.* C'est un fragment de la *Philippide* de Guill. Le Breton, fragment que Meyer avoit trouvé à Bruges, et auquel il fit des corrections pour le rendre plus latin. Il y joignit quelques poésies latines, fort médiocres, de sa façon.

III. *Hymni aliquot ecclesiastici, meliores redditi, item carmina pia, etc. Lovan., Rutgerus Rescius, 1537, in-12.* Les *Hymnes* ont été insérées dans les *Preces ecclesiasticæ* de Georges Cassandre. Paquot trouve la correction qu'en a faite Meyer fort inférieure à celle des bréviaires de Rome et de Paris. Guy Le Fèvre de la Boderie, dans ses *Hymnes ecclésiastiques selon le cours de l'année*, publiées en 1578, puis en 1581, Paris, in-16, a inséré la traduction de trois hymnes de Jacques de Meyer, la première, pour la fête de la Transfiguration, la seconde pour la Visitation de la Vierge, et la dernière pour la fête de saint Nicolas.

IV. *Chronicorum Flandriæ..... opus. Norimbergæ, Joan. Petreius, 1538, in-4°.* Cette édition, qui ne va que depuis 445 jusqu'en 1278, est accompagnée d'un privilège de Char-

les-Quint, fort remarquable en ce qu'il oblige l'auteur à supprimer une des parties les plus précieuses de son ouvrage, savoir les chartes et diplômes dont il l'avoit enrichi, de peur, sans doute, que la connoissance de certains droits, en se répandant, ne fit germer des idées d'indépendance ou de mécontentement.

V. Meyer augmenta ensuite son histoire, la corrigea, et la continua jusqu'en 1477, c'est-à-dire jusqu'au temps de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne. Elle a paru ainsi, par les soins d'Antoine de Meyer, son neveu, sous ce nouveau titre : *Commentarii seu Annales rerum Flandricarum, libri septendecim. Antv., Joan. Graphæus, 1561, in-fol., réimprimée, à Francfort, dans la collection d'historiens belges, dédiée, par Sigismond Feyerabend, en 1581, à Frédéric de Reiffenberg, lieutenant-général de l'électorat de Trèves.*

M. Weiss, dont nous avons chaque jour l'occasion d'admirer l'érudition choisie et variée, a écrit, dans la *Biographie universelle*, que la chronique de Flandre a été continuée par Antoine Meyer. Mais, quoique Antoine ait donné l'édition de 1561, loin de rien ajouter au manuscrit original, il en a retranché, déclare-t-il lui-même, sur l'avis de Jean Hantsamus et de Pierre Libbus, quelques digressions que la liberté d'opinion, familière à l'auteur, rendoit probablement dangereuses à l'éditeur. Peut-être les a-t-il remplacées par des réflexions qui ont concouru à attirer à Jacques de Meyer l'accusation de partialité. Le censeur J. Hentenius fit de nouvelles coupures, et c'est à lui, sans doute, que l'on doit la suppression de l'éloge d'Erasme, amené d'une manière si naturelle dans la première édition; car Hentenius n'aimoit pas Erasme. L'on conserve même de lui, à la bibliothèque de Bourgogne, une censure détaillée des œuvres du philosophe de Rotterdam, reproduite presque en entier dans le rare Index du duc d'Albe, et dont nous avons publié un extrait dans les *Notices et Extraits des Manuscrits*, etc. Le même Hentenius a apposé, à la fin des annales de Meyer, ce *certificat*, qui prouve qu'il s'étoit permis des altérations sensibles. *Digni sunt hi libri XVII Annalium Flandricarum Jacobi Meyeri, SIC A ME CORRECTI, qui prælo tradantur. Ita assero ego F. Joannes Hentenius.* — Des gentilshommes flamands, craignant peut-être que leurs noms ne fussent compromis, se montrèrent encore plus difficiles

qu'Hentenius, et traversèrent de tout leur pouvoir la publication des Annales de Meyer.

Le père Lelong, Duclos, et la plupart des écrivains français traitèrent Meyer avec dureté; ce qui provient de ce qu'il aimoit peu la France, toujours empressée à fomentér des troubles en Flandre. Cependant il a trouvé des défenseurs même en France, tels que l'abbé de La Motte. Au reste, il se proposoit de retoucher son ouvrage, quand la mort le surprit, et, sur son manuscrit, il avoit mis ce vers de sa propre main :

*Optime, postremam, lector, desidero limam.*

Meyer avoit laissé dix volumes de notes et de recherches qui ne furent malheureusement pas retrouvés. Son petit-neveu, Philippe de Meyer, fils d'Antoine, avoit continué les Annales de Flandre depuis 1477 jusqu'en 1617. Ce supplément, divisé en dix livres, se conservoit à l'abbaye de Saint-Vast d'Arras. Ferré de Locre et Jean Buzelin en ont fait usage.

Parmi les sources auxquelles a puisé Jacques de Meyer, il en est une remarquable par sa rareté, et qu'un savant allemand nous a fait connoître : c'est l'historien que Meyer appelle *Minorita Gandensis*. Or, sa chronique a paru, en 1823, à Hambourg, dans un programme académique de M. le professeur Ch.-Fréd.-Aug. Hartmann, qui l'avoit trouvée à la bibliothèque de cette ville, laquelle est confiée à ses soins. Ce morceau, fort curieux, composé par un contemporain, forme quarante-huit pages in-4°, avec un *fac simile d'écriture*. Il sera réimprimé dans la collection de la commission royale d'histoire de Belgique.

Sur Meyer, consulter les *Préliminaires de ses Annales*, 2<sup>e</sup> édition. — LOCRII, *Chron. belg.*, 557 et 687. — SANDERI *Flandria illustr., ult. ed.* 11, p. 412, 111; p. 289. — SWEERTIUS, 367, 368. — VALER. ANDR., 421, 422. — PAQUOT, in-fol., 11, 34-36, 38. — *Biblioth. Hist. de la Fr.*, 111, 636. — M. Ch. DU ROZOIR, dans les *Mém. de la Société d'émulation de Cambray* pour 1827, page 85; et M. EM. DUBOS, dans les mêmes mémoires pour 1818, n° 81. — Notre *Essai sur la Statistique ancienne de la Belg.*, 1<sup>re</sup> partie, page 10, 2<sup>e</sup> partie, page 82. — *Bulletin du bibliophile*, Paris, Techener, 1835, n° 15, pages 15-16. — WARNKOENIG, *Fland S.-Un-*



*drechtsgeschichte*, I, 34-60. — *Histoire des Ducs de Bourg.*, par M. Barante, avec des remarques, par De R.-g., I, 83-87.

LE BARON DE REIFFENBERG,  
correspondant de l'Institut.

---

*Notice sur Jean Levasseur et Enguerran de Monstrelet.*

Le document curieux sur *Enguerran de Monstrelet*, communiqué à la Société de l'Histoire de France par M. A. Brugger, délégué de la commission royale des Archives d'Angleterre, parle d'un nommé *Jehan Levaasseur*<sup>1</sup>, que le célèbre chroniqueur auroit « *destroussé de IIII à V<sup>e</sup>. escuz d'or près du Pont-à-Wendin* », à l'instigation de Colinet de *Grant-Champ*, dit *Leschopier*<sup>2</sup>, beau-frère de Levasseur. Nous avons cherché à nous procurer quelques renseignements sur ce dernier personnage, et nous avons découvert 1°. que Jehan Levasseur étoit un gentilhomme d'Abbeville, qui avoit épousé la petite-fille de Jean Lessopier de *Grand-Camp*, le même qui reçut Philippe de Valois dans son château de Labroie, après la perte de la sanglante bataille de Crécy, en 1346<sup>3</sup>; 2°. et que le tombeau de Jean Levasseur et de son épouse existoit encore dans l'église collégiale de Saint-Vulfran, à Abbeville.

Ce tombeau est décoré d'une épitaphe gravée sur une table de marbre, portant la date de 1437, et contenant la fondation d'une messe perpétuelle à célébrer pour le repos de l'âme de Jean Levasseur « *par les doyen, canoine et curé de l'église de céans.* » Au bas de cette pierre, sur laquelle sont repré-

<sup>1</sup> Levasseur. Voy. le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, t. II, 2<sup>e</sup> partie, pag. 132 et suiv.

<sup>2</sup> Lessopier de Grand-Camp, et non pas *Grant-Champ*, dit L'Eschopier.

<sup>3</sup> « *Homme d'armes, qui êtes-vous?* demanda Lessopier à Philippe, quand il frappa à la porte de son château. *Si vous ne servez monseigneur de Valois, vous n'entrerez oncques.* — *Ouvrez, ouvrez, châtelain,* répondit Philippe attendri, *c'est l'infortuné roi de France.* » Voy. *Froissart*, édit. Buchon.

sentés à genoux Levasseur et sa femme, on lit cette maxime : *Dieu soit loé de tout..... y faut foar le mieulx qu'on puet.*<sup>1</sup>

Il semblera peut-être étrange que Colinet Lessopier, ce descendant du fidèle châtelain de Labroie, qui ne voulut ouvrir la porte de son antique manoir qu'à l'infortuné roi de France, ait fait ainsi dévaliser son beau-frère, Jean Levasseur, en 1424, par un partisan des Bourguignons et des Anglois. Si l'on ne consulte que les termes des *Lettres de rémission* accordées à Monstrelet, il paroîtroit que ce fut parce que Jean Levasseur tenoit pour les *Armagnacs*; mais nous avons acquis la preuve que ce guet-apens doit plutôt être attribué à quelque inimitié personnelle qui divisait alors les deux beaux-frères.

Au reste, la publication des lettres dont il s'agit dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*<sup>2</sup>, offre sans doute un grand intérêt pour la biographie; ces lettres fournissent en effet des détails précieux sur la *vie privée* de Monstrelet, qu'on ne connoissoit guère<sup>3</sup>. Elles viennent aussi à l'appui de l'opinion de quelques savans<sup>4</sup>, celle que cet écrivain seroit né dans le *Ponthieu*, où existe la terre de ce nom. On partage surtout ce sentiment, lorsqu'on voit que les *lettres de rémission* obtenues par Monstrelet, sont adressées aux *bailli d'Amiens et sénéchal de Ponthieu*, ce qui n'eût pas eu lieu s'il n'eût résidé dans le ressort de ces magistrats<sup>5</sup>. A cette circonstance on peut joindre encore celle non moins importante que, dans sa Chronique, Monstrelet écrit parfaitement tous les noms des *châteaux*, bourgs et villages voisins d'Abbeville et d'Amiens, tandis qu'il orthographe mal ceux des lieux éloignés. Nous ajouterons en finissant, que, dans un ancien *Cartulaire de l'Hôtel-Dieu de Corbie*<sup>6</sup>,

<sup>1</sup> Nous avons fait dessiner ce tombeau, pour être joint à notre collection de *monuments anciens du département de la Somme*.

<sup>2</sup> Tome second, *Documents historiques originaux*, pag. 132 et suiv.

<sup>3</sup> Voy. la *Biographie universelle*, article MONSTRELET, et surtout la notice de M. Dacier dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XLIII, 1786.

<sup>4</sup> MM. Dacier, etc.

<sup>5</sup> Le comté de *Saint-Pol*, où se trouvoit le château de *Ferneuch* ou *Frevench*, selon d'autres, dépendoit, à l'époque où ces lettres de rémission furent accordées, du *bailliage d'Amiens*. Voy. la préface de la *coutume d'Artois*, par Maillard, in-fol., et la carte du *comté d'Artois* de 1741, par Jaillot.

<sup>6</sup> *Manuscrit in-4° sur velin*, appartenant à M. Grenier, maire de Corbie, qui s'est empressé de nous en donner communication.

nous avons remarqué qu'en 1399 un gentilhomme, appelé *Colart de MONSTRELET*, habitoit cette petite ville, et ce gentilhomme étoit probablement parent du célèbre chroniqueur de ce nom.

H. DUSEVEL, *membre du comité historique près le Ministère de l'Instruction publique, de la Société de l'Histoire de France, etc., à Amiens.*

---

*Notice sur une découverte de Monnoies romaines, faite en novembre 1834, sur la commune de Saint-Piat, canton de Maintenon, département d'Eure-et-Loir.*

Il n'étoit déjà plus douteux depuis long-temps que le pays Chartrain, jadis couvert de forêts séculaires consacrées au culte druidique, et aujourd'hui livré à la plus riche culture, n'eût été le théâtre d'une occupation permanente, pendant la période qui comprend depuis la conquête des Gaules par Jules César jusqu'à la fin de la domination romaine sur cette partie de notre France. Une découverte récente vient encore de jeter un nouveau jour sur cette époque obscure de nos antiquités nationales, et peut devenir un indice sur la direction à donner aux recherches de ce genre, vers lesquelles, dans chaque localité, se portent spontanément tous les hommes studieux, avec une ardeur qui s'étendra bientôt, nous l'espérons, d'une extrémité à l'autre de la France.

Le 17 novembre 1834, des ouvriers occupés à arracher des peupliers sur le bord de la rivière d'Eure, auprès du hameau de *Grogneules*, commune de *Saint-Piat*, ont trouvé dans les racines de l'un de ces arbres, un vase renfermant cinq cent quatre-vingt-trois médailles romaines en argent, parfaitement conservées et appartenant aux II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècles de notre ère.

Par un hasard singulier, lors de la plantation de cet arbre, qui peut remonter à environ soixante ans, un plançon étoit entré précisément dans l'ouverture du vase qui les contenoit, et c'est à cette circonstance fortuite qu'on peut en attribuer la découverte. On doit regretter que ce vase,

qui, d'après la description qu'en ont faite les ouvriers qui l'ont rencontré, étoit renflé vers le milieu et rétréci vers le col, d'une terre grossière et sans dessins ni reliefs, n'ait pas été conservé par eux ; mais ayant été endommagé dans l'extraction, et ne leur paroissant propre à aucun usage, il fut entièrement brisé, et ses débris furent jetés dans la rivière.

Quant aux médailles qu'il renfermoit, elles ont été partagées par tiers entre les deux ouvriers qui les avoient trouvées et le propriétaire du terrain, chez lequel on a pu en examiner encore deux cent cinquante environ, huit jours après leur découverte. Les autres ont été distribuées dans le pays ou vendues fort au-dessous de leur valeur réelle à quelques curieux, qui pour la plupart n'y attachoient aucune idée d'étude historique.

Les médailles que nous avons eues sous les yeux comprenoient une période d'environ cinquante-un ans, c'est-à-dire depuis Septime-Sevère (l'an 193 de l'ère chrétienne) jusqu'à Gordien III, inclusivement (238-244). Les Septime-Sevère, Julia Domna, Caracalla, Elagabale, Alexandre-Sévère et Maximin, étoient nombreux et offroient une grande variété de revers plus ou moins rares et curieux. Parmi celles restées entre les mains du propriétaire du terrain, nous avons remarqué quelques Geta, quelques Plautille, un seul Macrin, deux Julia-Mœsa, aïeule d'Elagabale, une Barbia-Arbiana, femme d'Alexandre-Sévère, quelques Julia Mammea, mère du même empereur, un Balbin et un petit nombre seulement de Gordien Pie ; la dispersion des autres médailles provenant de la même source, doit faire craindre qu'il ne se soit trouvé parmi elles quelques types moins connus ou appartenant à une autre époque.

Cette découverte est peu importante sans doute pour la science numismatique ; mais elle offre un extrême intérêt pour la localité où elle a été faite ; à peu de distance du hameau de *Grogneules*, sont les restes d'un ancien camp romain, auxquels la tradition a conservé dans le pays le nom de camp de César ; placé sur une hauteur qui domine la vallée de l'Eure, il est entièrement livré aujourd'hui à la culture de la vigne, et l'on y rencontre encore de temps à autre, des fers de lance, des fragmens d'épée, des boucles de ceintures militaires, qui rejetés avec dédain par l'ignorance des vigneron, sont le plus souvent brisés ou



égérés de nouveau. Un propriétaire voisin de ce lieu possède un assez grand nombre de médailles de Néron, Domitien, Antonin, Marc-Aurèle, Lucius Vérus, et Aurélien, qui y ont été trouvées à diverses époques, et prouvent incontestablement que cette contrée a été constamment occupée militairement par les légions romaines depuis le premier siècle de l'ère vulgaire. Il seroit à désirer que des fouilles habilement dirigées fussent entreprises sous la direction éclairée de quelques archéologues, par l'influence de l'administration départementale; ce sol, qui rejette en quelque sorte de lui-même les débris qu'il renferme, offrirait sans doute un ample dédommagement des travaux qu'occasionneraient ces recherches.

En rapprochant la découverte des médailles de *Saint-Piat*, de celle, bien autrement précieuse, faite à *Ambenay* peu de mois auparavant, et analysée dans le premier volume du Bulletin de la Société, ne seroit-on pas porté à croire que les bords de l'Eure ont dû former, pendant la période impériale, la ligne d'opérations des diverses armées romaines, pour contenir les populations gauloises voisines de ce foyer de la religion des druides. Cette conjecture, conforme aux principes de la tactique romaine, et aux données de l'histoire, ne nous paroît pas indigne d'examen, et nous nous estimerions heureux d'avoir indiqué aux antiquaires des départements que traverse cette rivière, une carrière nouvelle d'explorations et d'études.

Du reste, les traces du séjour des Romains sur les limites actuelles des départements d'Eure-et-Loire et de Seine-et-Oise, ne sont pas les seuls monuments qu'offre la commune de Saint-Piat. A cinq cents pas environ de *Grogneules*, et sur le chemin qui conduit à Maintenon, est le hameau de *Changé*, remarquable par ses pierres druidiques, les plus belles et les mieux conservées de ces environs, où l'on rencontre assez fréquemment encore des restes de ces monuments informes du culte barbare de nos ancêtres. <sup>1</sup>

LAMÉ FLEURY, *membre de la Société de l'Histoire de France, à Rambouillet.*

<sup>1</sup> La plupart des renseignements topographiques contenus dans cette notice sont dus à l'obligeance de M. *Auguste Moutié*, de Rambouillet, jeune archéologue qui se livre, avec un zèle infatigable et digne d'éloges, à tous les travaux, quelquefois même pénibles, que nécessite ce genre de recherches.

## SECTION IV.

## MÉLANGES.

*Congrès scientifiques de France. (3<sup>e</sup> session. 1835.)*

La troisième session du congrès scientifique général de France doit se tenir à Douai (département du Nord), et ouvrir le 6 septembre prochain ; les deux sessions précédentes ont eu lieu à Caen et à Poitiers, et, dès 1834, une réunion analogue, qui a déjà eu deux assemblées à Toulouse, s'est formée sur les mêmes bases dans le midi de la France sous le nom de *Congrès méridional*. Le secrétaire général de cette troisième réunion, M. de Givenchy, secrétaire perpétuel de la Société des Antiquaires de La Morinie (à Saint-Omer), n'a rien négligé pour qu'elle fût nombreuse, utile et profitable aux progrès, à la diffusion des connoissances positives dans le nord de la France. Comme ses devanciers MM. de Caumont (à Caen), et de La Fontenelle (à Poitiers), le nouveau secrétaire a adressé une circulaire, à la date du 25 mars dernier, aux sociétés savantes et aux personnes présumées devoir, par leurs études ou leur position, s'intéresser à l'objet de ces assemblées en partie scientifiques, en partie utilitaires, et dont le résultat sera, nous devons l'espérer, de rapprocher de plus en plus les amis des mêmes études, et de propager des connoissances et des goûts qui sont bien loin encore d'avoir en France la popularité qu'ils sont susceptibles d'atteindre. M. de G. a présenté dans cette circulaire, sous six sections (1°. *sciences physiques et naturelles*; — 2°. *agriculture, industrie et commerce*; — 3°. *sciences médicales*; — 4°. *histoire et archéologie*; — 5°. *littérature, beaux-arts et philologie*; — 6°. *sciences morales, économiques et législatives*), soixante questions environ qui lui ont été transmises par différentes sociétés savantes et destinées à être discutées au congrès. La plupart de ces questions sont de nature à fournir matière à des mémoires fort étendus, tels que ceux des

concours académiques, aussi doutons-nous qu'elles puissent être non seulement résolues, mais même toutes abordées dans ces réunions de quelques jours. Toutefois elles ont le mérite de diriger l'attention vers une foule de points que beaucoup de personnes pourroient croire fixés et bien éclaircis; et lors même qu'une seule question principale par section seroit traitée à fond, ce seroit encore un véritable service rendu par les congrès. Nous reproduisons ici, comme pour les sessions antérieures, les questions concernant l'histoire, l'archéologie et la littérature. (J. D.)

*Questions proposées par la section d'Histoire et d'Archéologie.*

1°. La religion des Gaulois avoit-elle puisé à la religion égyptienne, avant la conquête des Romains?

2°. Quels étoient les avantages et les inconvénients du système féodal, et son influence sur la civilisation et sur le bonheur des peuples?

3°. En vertu de quelle loi, la société paroît-elle, suivant les divers degrés de la civilisation, tendre d'abord à la formation de grands empires, puis au morcellement en petits états, puis de nouveau à la fusion des petites souverainetés en grands royaumes?

4°. Pourroit-on démêler dans la civilisation européenne ce qu'elle doit à l'Orient et ce qu'elle tient de l'Occident? Seroit-il possible de distinguer, dans notre civilisation françoise, dans nos lois, nos mœurs, nos institutions, étudiées en général et par provinces, ce qui est d'origine gauloise, romaine ou franque?

5°. Rechercher l'état des lettres dans le Nord de la France, depuis la conquête de l'Angleterre, en 1066, jusqu'à la fin du XII<sup>e</sup> siècle?

6°. Quelle étoit la destination successive des cryptes, des nombreux souterrains, que l'on trouve particulièrement dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme? quelle date assigner à leur construction?

7°. Rechercher pourquoi, comment, où, et à quelle époque, ont été fixées les règles de la science héraldique?

8°. Rechercher à quelle époque on a cessé, dans les

Gaules, d'employer avec profusion le marbre, dans les constructions publiques et particulières?

9°. L'ogive et les colonettes groupées sont-elles contemporaines d'origine? ces dernières n'ont-elles pas précédé l'ogive?

10°. Émettre le vœu que dans chaque province, et même dans chaque ville, il soit publié une histoire monétaire.

11°. Rechercher les raisons qui firent substituer, sous la seconde race de nos Rois, la fabrication presque exclusive des monnoies d'argent, à celle des monnoies d'or, presque exclusivement employées sous la première race?

12°. Existe-t-il des monnoies romaines frappées aux pays des Nerviens, des Atrébates, Morins ou Ménapiens, avec une indication certaine de ce fait?

13°. A-t-il réellement existé des monnoies de cuir?

14°. Quelle destination précise peut-on assigner aux méreaux; à quelle époque en remonte l'usage?

15°. A quelle époque les comtes de Flandre ont-ils commencé à faire battre monnaie? On croit savoir que leur première monnaie d'or date de Louis de Crécy.

*Section de Littérature, Beaux-Arts, Philologie.*

1°. Quelle est l'influence respective du caractère des peuples sur les langues, et des langues sur le caractère des peuples? et par suite, en quoi la connoissance des langues peut-elle nous révéler le degré de civilisation et d'intelligence des peuples qui les parlent?

2°. Pourquoi, dans le développement de la civilisation française, le progrès de la littérature a-t-il précédé la réforme politique?

3°. Quelle est, en général, l'influence des révolutions politiques sur la littérature?

4°. Inviter les sociétés savantes et les littérateurs, à donner une histoire des Trouvères du nord de la France, faisant suite à celle qu'a publiée M. L'abbé de la Rue sur les Trouvères normands.

5°. Quel est l'état de la langue flamande dans la Flandre



françoise et l'Artois, à quel point y a-t-elle fleuri autrefois ? comment s'y est-elle insensiblement perdue, quelle influence a-t-elle exercée sur le développement intellectuel des provinces où on la parloit ?

6°. A quels signes peut-on reconnoître qu'une langue est en progrès ou en décadence ?

7°. Quelles sont les causes qui, depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, ont arrêté le développement du génie de l'architecture, malgré les progrès immenses des autres arts et de l'industrie ? Quels seroient les moyens à employer pour lui rendre tout l'essor désirable ?

---

## SECTION V.

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DE LA FRANCE.

*Manuscrits de la bibliothèque royale de La Haye  
qui pourroient servir aux travaux de la Société de  
l'Histoire de France. (Fonds de Guérard.)*

SUITE. <sup>1</sup>

## VI. MAISON DE BOURGOGNE.

28. *Histoire de Charles dit le Téméraire, duc de Bourgogne, avec une notice des principaux traités, diplômes et actes publics dépêchés sous son règne; manuscrit d'une écriture moderne, de 130 pages in-fol.*

29. *Mémoire sur la vie et les ouvrages d'Olivier de la Marche, avec des extraits de quelques uns de ses écrits qui n'ont pas été publiés; manuscrit de 112 pages in-fol.*

Ce mémoire, de M. Guérard, devoit paroître dans le VI<sup>e</sup> vol. de la première série des Mémoires de l'Académie de Bruxelles. C'est une dissertation dans le genre de celle de M<sup>lle</sup> Dupont sur Lefebvre de Saint-Remy, mais moins élégante. (V. *Bulletin de janvier 1835*, p. 1-26.) A propos de celle-ci, nous y relèverons une légère inexactitude : l'auteur, trompé par le texte fautif de M. Buchon, fait de Saint Remy un chancelier du duc Philippe de Bourgogne : il n'en étoit que le conseiller. Ce prince n'a pas eu d'autres chanceliers que Jean de Thoisy, Nicolas Ravlin et Pierre de Goux.

30. *Description de l'entrée de Charles, duc de Bourgogne, etc., dans la ville de Dijon, en 1473, lorsqu'il prit possession du duché; in-fol.*

31. *Ordonnance gardée au service pour l'âme de Jean, duc de Bourgogne, en 1419; translation du corps de Jean, duc de Bourgogne, de Montreuil à Dijon, en 1420; cérémonies à l'occasion du transport de Philippe, duc de Bourgogne, et d'Isabelle de Portugal, des Pays-Bas à Dijon, en 1473.*

32. *Relation historique de l'entrée de Charles, duc de Bourgogne, à Mons, et de son inauguration, comme comte de Hainaut, dans ladite ville, en 1467; in-4°.*

<sup>1</sup> Voyez le Bulletin du mois de mars 1835, pages 129-132.

33. *Litteræ Richardi, regis Angliæ et Hiberniæ, quibus transfert, remittit et donat Philippo, archiduci Austriæ, regna Angliæ et Hiberniæ; 24 januarii 1494.*

N. B. Parmi les manuscrits concernant la maison de Bourgogne, on a placé, par anachronisme de classement, celui-ci.

34. *Histoire de l'assassinat de Charles, comte de Flandre, et de la punition de ses assassins; in-4° de 111 pages.*

Tirée d'un manuscrit du XII<sup>e</sup> siècle de la Bibliothèque de Bourgogne.

## VII. MAISON D'AUTRICHE.

35. *Mémoire historique sur la manière dont les Pays-Bas passèrent sous la domination de la maison d'Autriche, avec l'acte d'union de ces provinces, fait en 1549 par l'empereur Charles-Quint; manuscrit in-fol., écriture moderne.*

36. *Histoire des Pays-Bas, depuis 1477 jusqu'en 1492; manuscrit de 190 pages in-fol.*

Ce manuscrit a été copié sur un autre qui se trouvoit dans la Chambre des comptes à Bruxelles, dont l'écriture étoit de la fin du xv<sup>e</sup> siècle, et qui, d'après les ratures et les corrections qui s'y remarquoient, pouvoit passer pour original. L'auteur, qui étoit contemporain, paroît avoir été bien informé, et son ouvrage contient des détails neufs, surtout relativement à l'incarcération de Maximilien, roi des Romains, par les Brugeois. Cette histoire étoit destinée à faire partie de la collection que méditoit l'Académie de Bruxelles, avant la réunion de la Belgique à la France.

37. *Parlement tenu à la Bassée, en 1478, entre les ambassadeurs du roi de France et des duc et duchesse d'Autriche; in-fol. de 73 pages, écriture du xviii<sup>e</sup> siècle.*

38. *Recueil de pièces pour servir à l'histoire de l'empereur Charles-Quint, en partie d'une écriture du xvi<sup>e</sup> siècle, en partie d'une écriture moderne; manuscrit de 155 pages in-fol.*

On y trouve entre autres les actes relatifs à l'abdication de Charles-Quint en 1555, la sentence contre les Gantois déjà imprimée, et quelques pièces inédites concernant la captivité du roi François I<sup>er</sup>.

39. *Recueil de pièces relatives aux cartels que François I<sup>er</sup> et Charles-Quint s'envoyèrent respectivement en 1528; in-4° de 123 pages. Copié sur des copies du temps, qui se trouvoient dans la chambre des comptes à Bruxelles.*

On ne croit point que ces pièces aient été imprimées en entier; mais on en trouve des extraits dans l'*Histoire de France*, par Gaillard.

40. *Rapport fait, en 1529, à François I<sup>er</sup>, roi de France, par l'un de ses huissiers qu'il avoit envoyé en Espagne vers ses fils, qui y étoient en otage; par lequel il rendit compte de*

*l'état pitoyable où il avoit trouvé ces princes. On y a joint une lettre de François I<sup>er</sup> à Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, avec une autre de celle-ci à l'empereur; in-4° de 33 pages.*

Ce rapport a été copié sur la copie reposant à la Chambre des comptes à Bruxelles, laquelle avoit été remise par l'envoyé de France à la duchesse Marguerite. Il est inédit.

41. *Dialogue, en vers, de la réquisition d'aide pour le roi François I<sup>er</sup> au prince d'Enfer, pour s'opposer à l'empereur Charles V, et quelques autres morceaux, d'une écriture du temps; in-fol.*

42. *Précis des lettres originales de l'empereur Charles-Quint, et de celles de Marie, gouvernante des Pays-Bas, écrites en 1552, et relatives à la délivrance du landgrave de Hesse, détenu à Malines; in-4° de 96 pages.*

C'est la copie du précis fait par le comte de Wynants, garde-chartres du Brabant.

43. *Historica narratio de vita et morte Margaretæ, Maxæmiliani Cæsaris et Mariæ Burgundæ filiæ, defunctæ Mechliniæ, anno 1530; in-fol. de 115 pages.*

Copie sur un manuscrit du xvii<sup>e</sup> siècle.

44. *Etat fait en 1525 par très redoutée dame Madame l'archiduchesse d'Autriche, et comtesse de Bourgogne, régente et gouvernante des Pays-Bas, pour la conduite et entretien de son hôtel; in-fol., écriture du temps.*

Ce manuscrit peut être envisagé comme original, puisqu'il a été donné à Viron, l'un des maîtres-d'hôtel de la maison de l'archiduchesse; et c'est de M. Viron d'Oostkerque, descendant de ce personnage, que le tenoit M. Gérard. Il est curieux pour l'histoire des mœurs.

45. *Copie de plusieurs traités et lettres missives, et autres avertissemens de plusieurs affaires advenues en plusieurs et divers temps; in-fol. de 182 pages, écriture du xvi<sup>e</sup> siècle.*

Ily a, entre autres, dans ce recueil, des lettres de Charles-Quint, de François I<sup>er</sup>, de madame de Savoie, gouvernante des Pays-Bas, et des princes d'Allemagne; en outre plusieurs pièces au sujet des différends de François I<sup>er</sup>, de Charles-Quint, de l'électeur de Saxe et du landgrave de Hesse; plus une récapitulation de toutes les querelles de la maison de Bourgogne avec celle de France; enfin une requête de Brusquet, fou du roi, aux ambassadeurs chargés de traiter de la paix. ( Nous n'en avons rien dit dans notre *Histoire des fous en titre d'office*, LE LUNDI, pp. 253-300. )

46. Un volume contenant : 1°. *Conférences tenues à Calais, en 1531, entre les ambassadeurs du pape, de l'empereur et du roi de France, en présence du cardinal d'Angleterre;* 2°. *Oraisons des ambassadeurs de France à l'Empereur,*



tendant à la délivrance du Roi; 3°. Quelques lettres de l'empereur Charles-Quint, de François I<sup>er</sup>, de Madame, mère du Roi, et plusieurs autres documents; manuscrit de 230 pages, écriture du temps, in-fol.

47. Un volume contenant le traité de paix fait à Cambrai en 1529; des pièces concernant le traité entre Charles-Quint et le duc de Wirtemberg; diverses lettres de Charles-Quint, de François I<sup>er</sup>, de la Reine-mère; le Traité de Madrid, et différents autres traités entre Charles-Quint et François I<sup>er</sup>; des pièces relatives au mariage de François I<sup>er</sup> avec Éléonore; les noms des prisonniers faits à la bataille de Pavie; plusieurs autres documents historiques; quelques morceaux en vers, et l'histoire détaillée des deux amants condamnés à mort, en 1542, par le parlement de Dôle; in-fol. de 862 pages, xvi<sup>e</sup> siècle.

Le baron DE REIFFENBERG,

Correspondant de l'Institut.

(Ce Catalogue sera continué.)

*Archives curieuses de l'Histoire de France, depuis Louis XI jusqu'à Louis XVIII*, par MM. Cimber et F. Danjou. Première série, tomes III et IV. — Avril et juin 1835.

### TOME III.

- *Du glorieux Retour de l'empereur Charles V de Provence (1536)*, par ung double de lectres escriptes de Bouloigne à Romme, à l'abbé de Caprare. Translaté d'italien en françois. Page 1.

Pièce satirique sur l'expédition malencontreuse de Charles-Quint en Provence.

- *Dicton prononcé à la condempnation du conte Sebastiano de Montecucullo, empoisonneur de feu Monsieur le Daulphin de France (fils de François I<sup>er</sup>)*. *Extrait des registres du grand conseil du Roy*. Page 15.

Montecucullo, échanson du Dauphin, accusé de ce crime, fut exécuté à Lyon en 1536.

- *L'embouchement de nostre saint père le Pape, l'Empereur et le Roy, faict à Nice, avec les articles de la trefve et lettres du Roy à M. le gouverneur de Lyon (1538).* Page 21.

Le premier volume du *Bulletin* (deuxième partie, art. 71, 72, 73) contient trois chansons populaires faites à l'occasion de cette entrevue du pape Paul III, de François I<sup>er</sup> et de Charles-Quint, dont le résultat fut une trêve de dix années. La pièce nouvelle, due à un témoin oculaire, en donne les détails les plus circonstanciés.

- *Extrait des Mémoires manuscrits d'Archambaud de la Rivoire, sieur de Legues, habitant d'Aigues-Mortes, au sujet de l'entrevue du roy François I<sup>er</sup> et de l'empereur Charles V, audit lieu (1538).* Page 29.

Ce fragment est tiré de la grande *Histoire du Languedoc*; par D. Vaissette. T. V.

- *Voyage du roy François I<sup>er</sup> en sa ville de La Rochelle, en l'an 1542, avec l'arrest et le jugement par luy donné pour la désobéissance et rébellion que luy feirent les habitants d'icelle (1542).* Page 35.

Ces documents concernent une sédition occasionnée dans le Poitou, la Saintonge, et jusque dans La Rochelle, par l'extension de la gabelle sur ces provinces, qui en étoient antérieurement exemptes.

- *Discours de la bataille de Cerizolles (en Piémont, 1544).* Page 65.

On trouve dans la Bibliothèque historique, n<sup>o</sup> 17599, deux autres relations contemporaines de ce même événement, et dans le *Recueil de Pièces fugitives* du marquis d'Aubais, 1759, t. II, in-4<sup>o</sup>, ce même discours de la bataille de Cerizolles, accompagné de plusieurs autres documents et lettres dont les éditeurs ne font pas mention. Nous remarquerons à ce sujet que les éditeurs des Archives curieuses ajouteroient à l'utilité de leur recueil en indiquant pour chacune des pièces les plus importantes qu'ils publient les autres documents relatifs aux mêmes événements mentionnés ou omis dans la Bibliothèque historique, et la source des documents inédits.

- *Extraits des comptes de dépenses de François I<sup>er</sup> (de 1528 à 1539).* Page 77.

Ces extraits inédits, qui offrent de nombreux et curieux détails pour les mœurs du xvi<sup>e</sup> siècle, sont tirés des archives du royaume.

- *Procez d'Oudart du Biez, mareschal de France, et de Jacques de Coucy, seigneur de Vervins (1549).* Page 101.

Extrait du recueil de Dupuy : *Traité concernant l'Histoire de France.*

- *Brief discours du siège de Metz en Lorraine, rédigé par escript de jour en jour, par un soldat, à la requeste d'un sien amy (1552).* Page 117.

Cette relation, dont l'auteur est Hubert-Philippe, dit de Villiers,

parut à Lyon en 1553, d'abord en italien, puis en françois. On voit, dans la Bibliothèque historique, n<sup>os</sup> 17661-17667, plusieurs autres relations de ce siège célèbre.

- *Histoire de la bataille navalle, faicte par les Dieppois et les Flamens* (et de la victoire remportée sur ces derniers vis-à-vis Douvres, au mois d'août 1555). Page 139.

Bibliothèque historique, n<sup>o</sup> 17670.

- *Discours sur la rouverte de la trefve en l'an 1556*. Page 169.

Cette pièce est de Charles de Marillac, archevêque de Vienne, ami du chancelier de L'Hôpital, et l'un des plus habiles diplomates du xvi<sup>e</sup> siècle; elle tend à justifier le roi Henri II, en exposant les nouveaux torts du roi d'Espagne envers la France. Bibliothèque historique, n<sup>o</sup> 17680.

- *Les Propoz qui ont esté tenuz entre l'arcevesque de Vienne et de Selve, ambassadeurs du Roy à Romme* (mai 1557). Page 202.

Pièce inédite extraite des manuscrits de la Bibliothèque Royale, fonds de Béthune, n<sup>o</sup> 8644.

- *Discours de ce qu'a fait en France le héraut d'Angleterre, et de la rponse que luy a fait le Roy* (à l'occasion de la rupture de la trêve conclue entre la France et l'Espagne, et des secours que l'Angleterre fournit à Philippe II contre la France). [1557.] Page 213.

- *Discours de la téméraire entreprise faicte contre la noble couronne de France, par Emanuel-Philibert de Savoye* (qui pénétra dans la Bresse et le Bugei, tandis que Henri II défendoit la Picardie contre les Espagnols). [1558.] Page 219.

- *Le Discours de la prinse de Calais, faicte par monseigneur le duc de Guise, lieutenant général du Roy* (sur les Anglois, après la défaite des troupes françoises à Saint-Quentin). [1558]. Page 237.

- *Discours du grand et magnifique triumphe faict au mariage de très noble et magnifique prince François de Vallois, roy-dauphin, fils aîné du très chrestien roy de France Henry II du nom, et de très haulte et vertueuse princesse Madame Marie d'Estreuart* (Stuart), roine d'Escosse (24 avril 1558). Page 249.

- *Le siège et prinse de Thionville par M. le duc de Guise*. Page 261.

- *Histoire particulière de la cour de Henry II* (par Claude de l'Aubespine). Page 273.
- *Le Trespas et obsèques de Henry II, par le seigneur de la Borde, François de Signac, Roy d'armes du Dauphiné*. Page 307.
- *Coppie de Lettres envoyées à la Royne mère, après la mort du feu roy Henry II, par un sien serviteur* (de Villamadon, officier de la maison de Marguerite de Navarre). (Extrait du *Recueil des Mémoires de Condé*.) Page 349.

 MÉLANGES POUR L'HISTOIRE DE FRANÇOIS 1<sup>er</sup> ET DE HENRI II.

- *Extraits des Histoires admirables et mémorables de nostre temps*, par Simon Goulart (né à Senlis en 1543, mort à Genève en 1628, ministre protestant). Page 363.  
 Il passe pour être l'auteur des *Mémoires de la Ligue*, l'un des recueils les plus précieux de documents originaux relatifs à cette époque. Il a laissé plusieurs autres ouvrages d'histoire ou d'érudition. Les *Histoires admirables* ne sont qu'une compilation d'autres auteurs, la plupart ses contemporains.
- *Extraits du choix d'histoires mémorables*, par Adrien de Boufflers (gentilhomme de la chambre de Henri III, mort en 1622, âgé de quatre-vingt-dix ans; son ouvrage fut publié en 1608, in-8°, 1069 pages). Page 383.
- *Extraits du Recueil de cas merveilleux advenus de noz ans, etc.*, par Jean de Marcouville (gentilhomme catholique, né dans le Perche vers 1520, et vivant encore en 1574; son livre fut publié en 1564, in-8°). Page 405.
- *Dépense du festin donné par la ville de Paris à la roynne Catherine de Médicis, le 19 juin 1549*. (Extrait d'un compte original qui existe aux Archives du royaume, curieux pour la désignation et le prix des comestibles à cette époque). Page 417.
- *Quittance d'Isidore Bontemps, sculpteur du roy Henry II* (relative à une table de marbre blanc portant la devise des quatre temps de l'année, qui fut posée en 1556 à une cheminée du château de Fontainebleau. — Extrait des Archives du royaume, K, n° 90). Page 423.
- *Lettre du pape Paul IV à Henry II* (22 avril 1556), en luy envoyant une épée bénite et un chapeau en reconnoissance des services des rois de France. (Archives du royaume, K, n° 91.) Page 425.



- *Extraits des registres et chroniques du bureau de l'Hôtel-de-Ville de Paris, 1540 à 1558.* (Archives du royaume.) Page 427.

## TOME IV.

Ce volume commence la série des documents relatifs aux guerres de religion ; la plupart sont extraits des grands recueils bien connus sous les noms de *Mémoires de Condé*, *Mémoires de la Ligue*, etc. Mais les éditeurs les ont le plus souvent collationnés avec d'autres copies des mêmes pièces, soit publiées à l'époque des événements, soit manuscrites. Ces recueils ayant été faits par des protestants, et dans l'esprit du protestantisme, on a eu soin dans les Archives de présenter plus d'une fois le récit des mêmes faits émanés de la plume de catholiques.

- *La Réception faite par les députés du roy d'Espagne de la Royne leur souveraine dame, à la délivrance qui leur en a esté faite en la ville de Roncevaux (1559).* Page 1.
- *Histoire du tumulte d'Amboise.* (Mémoires de Condé.) Page 17.
- *Lettre du Roy au connestable de Montmorency, par laquelle il lui mande de lui envoyer le sieur de Soucelles, le vicomte de Saint-Aignan et Robert Stuart, soubçonnez d'estre complices de la conspiration d'Amboise.* (Idem.) Page 32.
- *Interrogatoire d'un des agents du prince de Condé.* (Bibliothèque Royale, manuscrits de Béthune, v. 8675, f° 65.) Page 35.
- *Instruction au sieur de Pigan, député par Honorat de Savoye, comte de Villars, pour rendre compte au Roi de l'état des affaires au pays de Languedoc.* (Bibliothèque Royale, fonds Colbert, vol. 27, in-folio, et rec. de Fontanieu, vol. 293.) Page 43.
- *Histoire véritable de la mutinerie, tumulte et sédition faite par les prestres de Saint-Médard, le samedy 27 décembre 1561.* (Mémoires de Condé.) Page 49.
- *Discours et procédures faites dans le Parlement de Paris, au sujet des tumultes arrivez à Saint-Médard, et dans quelques autres endroits de cette ville.* (Registres du conseil du Parlement de Paris, vol. VI<sup>XXIII</sup>, f° 314) Page 63.
- *Lettres du Roy et de la Reine-Mère au sujet du tumulte arrivé à la porte Saint-Antoine.* (Idem.) Page 67.

- *Placards affichez par les carrefours de la ville de Paris, par ceux de la religion réformée, le 18 avril 1562.* (Réimprimé sur l'édition originale.) Page 77.
- *Remonstrances faictes au Roy par les catholiques manans et habitants en la ville de Paris, sur les placards attachés le 18 d'avril.* (Idem.) Page 79.
- *Responce aux remonstrances faictes contre les placards attachez le 18 d'avril.* (Idem.) Page 85.
- *Arrest du Parlement de Paris portant qu'il sera fait une procession générale pour l'expiation des sacrilèges commis par les huguenots dans l'église Saint-Médard.* (Registres du conseil du Parlement de Paris, vol. VI<sup>re</sup>XV, f<sup>o</sup> 394, et Mémoires de Condé.) Page 99.
- *Description du saccagement exercé cruellement par le duc de Guise et sa cohorte en la ville de Vassy, le 1<sup>er</sup> mars 1562.* (Mémoires de Condé, et collationné sur les éditions originales.) Page 103.
- *Discours au vray et en abrégé de ce qui est dernièrement advenu à Vassy, y passant monseigneur le duc de Guise.* (Réimprimé sur l'édition originale.) Page 111.
- *Discours entier de la persécution et cruauté exercée en la ville de Vassy, par le duc de Guise.* (Mémoires de Condé.) Page 123.
- *Discours fait dans le Parlement de Paris par le duc de Guise et le connestable de Montmorency, sur le tumulte de Vassy, et sur ce qui est arrivé depuis.* [1562]. (Registres du conseil du Parlement de Paris, vol. VI<sup>re</sup>XV, f<sup>o</sup> 61.) Page 157.
- *Lettre de Catherine de Médicis au cardinal de Chastillon.* (Bibliothèque Royale, fonds Béthune, vol. 8702, f<sup>o</sup> 7.) Page 167.
- *La prinse de Lyon par les fidèles au nom du Roy, le dernier d'avril 1562.* (Mémoires de Condé.) Page 175.
- *Discours de ce qui a esté fait ès villes de Valence et Lyon.* (Idem.) Page 185.
- *Lettre du baron des Adretz à la Royne-Mère touchant la mort de la Motte-Gondrin.* (Idem.) Page 191.
- *La juste et sainte défense de la ville de Lyon.* (Réimprimé sur l'édition originale.) Page 195.

- *Discours des premiers troubles advenus à Lyon, avec l'apologie pour la ville de Lyon contre le libelle fausement intitulé la Juste et Sainte défense de la ville de Lyon, par Gabriel de Saconay, præcateur et conte de l'église de Lyon.* (Réimprimé sur l'édition originale de 1569.) Page 215.
- *Relation de l'émeute arrivée à Toulouse en mai 1562.* (Mémoires de Condé.) Page 340.
- *Discours sur le saccagement des Eglises catholiques par les hérétiques anciens et nouveaux calvinistes en 1562, par Claude de Saintes* (évêque d'Évreux, célèbre dans les controverses religieuses du xvi<sup>e</sup> siècle, et ardent ligueur). Réimprimé sur l'édition originale de 1563. Page 357.
- *Discours des guerres de Provence en 1562, par Longs de Perussiis.* Page 401.

L'ouvrage n'a point été imprimé ; ce n'est en effet qu'une partie de l'ouvrage très important de Perussiis, qui, dans son ensemble, embrasse dix-neuf années, et dont le marquis d'Aubais a donné un extrait dans son *Recueil de pièces fugitives*. L'auteur, vignier d'Avignon, en 1561, prit une part active aux affaires de Provence pendant les guerres civiles ; il mourut vers 1584.

(J. D.)

---

## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 4 JUILLET 1835.

Le procès-verbal de la séance du 4 mai dernier, dont la lecture avoit été retardée par l'absence du secrétaire, est lu et adopté.

M. le secrétaire-adjoint donne lecture du procès-verbal de la séance suivante du 1<sup>er</sup> juin, qui est pareillement adopté.

Au sujet d'un article de ce dernier procès-verbal relatif à la distribution de la *Chronique des Normands*, une réclamation est faite par M. Champollion. Celui-ci demande que ce ne soit pas seulement aux membres *actuels*, ainsi que l'exprime le procès-verbal, que cet ouvrage soit accordé au prix de 2 francs, mais encore aux membres, s'il y en a, qui se seroient retirés après avoir fait partie de la Société pendant la première année de son existence, en un mot d'attribuer la *Chronique* à l'exercice de 1834.

Plusieurs membres rappellent que la décision du Conseil prise dans la dernière séance a été positive, en attribuant, au contraire, à l'exercice de 1835 la publication de la *Chronique* et sa distribution aux membres actuels. Cette question est de nouveau discutée, mise aux voix et décidée dans le même sens.

M. le président adresse, au nom de la Société, à M. Champollion, des remerciements et des félicitations



pour les soins consciencieux et désintéressés qu'il a bien voulu mettre à l'édition de la *Chronique des Normands de Sicile*.

M. le président proclame membres de la Société,

MM. CÉSAR BERNIER, juge de paix à Senlis.

VOILLEMIER, docteur-médecin à Senlis.

DE BLOSSEVILLE, à Paris.

*Ouvrages offerts à la Société.*

1°. *Revue anglo-françoise*, 9<sup>e</sup> livraison, mai 1835. In-8°. De la part de M. de la Fontenelle, rédacteur principal.

2°. *Mémoires de la Société des Antiquaires de la Morinie*, vol. 1<sup>er</sup>, 1833. In-8°, Saint-Omer, 1834, de la part du secrétaire perpétuel de cette Société, M. de Givenchy.

3°. *Biographie de la ville de Saint-Omer*, par M. PIERS, bibliothécaire de la ville de Saint-Omer. In-8°, Saint-Omer, 1835, de la part de l'auteur.

4°. *Bataille d'Azincourt*. Notice extraite d'une chronique de l'abbaye de Ruisseauville, et publiée par M. TAILLIAR, conseiller à la cour royale de Douai, dans les Archives historiques et littéraires du nord de la France et du midi de la Belgique. In-8°, Valenciennes, 1835.

5°. *La Croix pèlerine*, notice sur un monument des environs de Saint-Omer, par M. QUENSON, conseiller à la cour royale de Douai. In-8°, Douai, 1835.

6°. *Notice sur les Institutions gallo-frankes*, 420-752, par M. Tailliar, conseiller à la cour royale de Douai; extraite des *Mémoires de la Société royale et centrale d'agriculture, sciences et arts du département du Nord*. In-8°, Douai, 1835.

7°. *L'Eglise de Rieux-Merenville*, par M. Tournai fils. In-8°, 1833, extrait de la *Revue du Midi*, vol. 9°.

8°. *Des vieilles Maisons de Montpellier*, par M. RENOUVIER. In-8°, Montpellier, 1835.

9°. *Notice sur deux manuscrits des archives de la*

*commune de Montpellier (le grand et le petit Thalamus),*  
par M. RENOUVIER. In-8°, Montpellier, 1835.

10°. *La Complainte et le Jeu de Pierre de la Broce, chambellan de Philippe-le-Hardi, qui fut pendu le 30 juin 1278;* publié pour la première fois par M. Achille JUBINAL, d'après le manuscrit unique de la Bibliothèque du Roi. In-8°, Paris, 1835.

11°. *Procès-verbaux des séances de la commission historique de Belgique,* par M. REIFFENBERG, secrétaire. 3° cahier, Bruxelles, 1835.

12°. Plusieurs articles sur le Bulletin et les travaux de la Société de l'Histoire de France, insérés dans la feuille littéraire de Vienne (*Blätter für Literatur*, etc., in-4°, nos 13, 14 et 15, février 1835); par M. Ferdinand WOLF, secrétaire de la Bibliothèque impériale de la cour de Vienne, membre de plusieurs sociétés savantes.

13°. *Discours sur les publications littéraires du moyen âge,* suivi d'un Errata contenant près de deux mille corrections ou rectifications à faire dans la collection des Monumens de l'histoire et de la littérature française, publiés par M. Crapelet; par l'abbé PROMPSAULT. In-8°, Paris, 1835.

### *Correspondance.*

— M. de Givenchy, secrétaire perpétuel de la Société des Antiquaires de la Morinie, adresse à M. le président le programme des questions qui seront soumises à l'examen de la troisième session du congrès scientifique de France devant se réunir à Douai le 6 septembre prochain, et dont il est secrétaire général. M. le président donne lecture de celles de ces questions qui sont relatives à l'histoire et à l'archéologie; et, conformément au désir exprimé par M. le secrétaire général du congrès, il invite MM. les membres de la Société de l'Histoire de France à se rendre à cette réunion.

— M. le lieutenant-général Pelet, directeur du dépôt

de la guerre, remercie le Conseil des indications archéologiques relatives à la carte de France qui lui ont été adressées par le secrétaire, de la part de la commission désignée à cet effet. Il annonce s'être empressé de les transmettre à MM. les ingénieurs en exercice dans les départements que ces notes concernent, et il promet d'en communiquer les résultats au Conseil. M. le lieutenant-général Pelet se proposant de faire, vers la fin de l'été, une inspection des travaux de la carte de France, offre, avec la plus grande obligeance, de porter accessoirement son attention sur les questions archéologiques qui pourroient lui être indiquées par le Conseil.

— M. de Reiffenberg adresse pour le Bulletin une *Notice sur Jacques Meyer*, historien belge du xvi<sup>e</sup> siècle, et la suite des extraits de la Bibliothèque royale de La Haye (fonds Gérard), pour les manuscrits relatifs à l'Histoire de France.

M. de Reiffenberg annonce que les publications entreprises par la commission historique de Belgique avancent rapidement, et qu'il s'empressera d'offrir à la Société de l'Histoire de France la *Chronique métrique* de Philippe Mouskes, dont il dirige l'édition, aussitôt qu'elle aura paru. Il offre de communiquer à l'éditeur des Chroniques de Froissart, dont la Société de l'Histoire de France a annoncé une édition sous ses auspices, des notes et rectifications nombreuses qu'il a rassemblées sur des indications géographiques données par cet historien. Il renouvelle ses offres de service pour toutes les recherches littéraires et historiques qui pourroient être utiles aux travaux de la Société. Les offres de M. de Reiffenberg sont acceptées avec reconnaissance.

— M. H. Dusevel (d'Amiens) envoie pour le Bulletin une notice biographique et la copie de deux documents originaux, savoir :

1°. *Notice sur Jean le Vavasseur et Enguerran de Monstrelet*;

2°. *Surprise d'Arras par les Bourguignons, en 1492*; extrait d'un manuscrit de la Bibliothèque d'Amiens;

3°. *Reddition de la ville d'Amiens à Henri IV, en 1594*; extrait du Journal manuscrit de Jehan Patte, ouvrage dont a été extraite la Relation de l'assassinat des Guise aux États de Blois, insérée dans le t. 1<sup>er</sup> du Bulletin.

— M. Lamé Fleury adresse de Rambouillet une notice sur une découverte de monnoies romaines, faite, en novembre dernier, dans les environs de cette ville.

— Le Conseil reçoit aussi de M. Tailliar, conseiller à la cour royale de Douai, une lettre accompagnant l'envoi de plusieurs brochures, qu'il adresse en son nom, et au nom de son collègue M. Quenson. M. Tailliar exprime le désir que les publications de la Société marchent plus activement.

— Le secrétaire communique encore une lettre de M. Traullé d'Abbeville, qui annonce que M. Poupert de Neuflize possède plusieurs chartes anciennes et importantes de l'abbaye de Meulan (arrondissement de Sedan), parmi lesquelles se trouve la charte de fondation par Adalberon, évêque de Reims dans le x<sup>e</sup> siècle. M. de Neuflize, propriétaire actuel de cette abbaye, ne seroit pas éloigné de déposer ces documents précieux soit à la Bibliothèque Royale, soit au dépôt des chartes du royaume. M. Traullé annonce aussi l'existence aux environs du village de Neuflize, près Rethel, de plusieurs antiquités romaines et gallo-romaines, entre autres de cercueils de pierre en forme d'auge; d'un camp très bien conservé désigné sous le nom du *Catelet*, et situé une lieue plus bas que ce village sur la rive droite de la Retourne; et enfin d'un *tumulus*, que M. Poupert se propose de faire fouiller.

— M. Piers, bibliothécaire de Saint-Omer, remercie le Conseil de son admission au sein de la Société.

Il annonce l'envoi de plusieurs dissertations historiques qui ne sont point encore parvenues.

— Le Conseil reçoit de la part de M. Nigon de Berty une analyse de l'*Histoire de la ville d'Auxerre*, par M. Chardin, président du tribunal de cette ville.

M. Jules Ollivier, juge à Valence, adresse une notice



manuscrite sur les *Cartulaires de Saint-Hugues, évêque de Grenoble*.

— M. Loder, secrétaire du *Mémorial encyclopédique et progressif des connoissances humaines*, demande l'échange de ce recueil périodique contre le Bulletin. Cet échange est accepté. Un échange semblable est autorisé avec M. de la Fontenelle, qui en avoit fait la demande, pour la *Revue anglo-françoise*.

### *Communications verbales.*

M. Guérard annonce, au nom du comité de publication, que la proposition faite par M. Ravenel de publier isolément un *Recueil de lettres inédites de Mazarin* relatives à la Fronde, et écrites pendant la retraite du cardinal aux environs de Sedan, a paru devoir être adoptée. Le Conseil en autorise en principe la publication immédiate, et charge le comité des fonds d'en examiner les frais, et de fixer à quel nombre d'exemplaires sera tiré cet ouvrage.

— M. Tiby demande que l'état des impressions soit constaté mensuellement. Le Conseil pense qu'un rapport trimestriel suffit; mais, au nom du Conseil, M. le président invite MM. les éditeurs chargés des publications annoncées à mettre le plus d'activité possible à leur travail.

— M. de Monmerqué offre, pour la partie des documents historiques du Bulletin, une correspondance originale de M. de Vergennes avec l'ambassadeur de France en Russie, correspondance dont l'objet étoit d'obtenir que Catherine devînt, en 1781, intermédiaire entre la France et l'Angleterre. Cette offre est agréée.

---

## SECTION II.

## EXTRAITS ET ANALYSES.

---

*Histoire du siège d'Orléans, contenant une dissertation où l'on s'attache à faire connoître la ville et les environs tels qu'ils existoient en 1428 et 1429, ainsi que l'emplacement des boulevards et bastilles des Anglais, les armes en usage à cette époque pour l'attaque et la défense, et les forces relatives des assiégeants et des assiégés; par M. JOLLOIS, ingénieur en chef des ponts et chaussées, membre de plusieurs sociétés savantes. Paris, 1833, grand in-4° de 108 pages, accompagné de 7 planches représentant les plans d'Orléans en 1428 et en 1828, le plan et le profil d'un boulevard tel que les Anglais ont pu l'établir, le plan de l'ancien pont d'Orléans, le plan du fort des Tourelles et de l'église des Augustins, les dessins des armes dont on a pu faire usage pour la défense de la place, et une carte des environs d'Orléans, où l'on a tracé la marche des Français envoyés au secours de la ville. — Se trouve à Paris, chez l'auteur, rue Louis-le-Grand, n° 35, et chez Anselin, libraire, rue Dauphine, n° 36.*

*Lettre à Messieurs les membres de la Société royale des Antiquaires de France sur l'emplacement du fort des Tourelles de l'ancien pont d'Orléans, par M. JOLLOIS. Paris, 1834, grand in-4° de 22 pages, avec 6 planches renfermant les ruines de l'ancien pont, un plan de ce même pont conservé dans les archives des ponts et chaussées du Loiret, des plans du fort des Tourelles de 1500 à 1543 et de 1676, et deux anciennes vues de la ville d'Orléans et du pont, la première, d'un auteur inconnu, et la deuxième, d'Israël Sylvestre. — Se trouve à Paris, aux mêmes adresses.*

LES deux ouvrages que nous venons d'indiquer sont intimement liés l'un à l'autre : le second n'a été rédigé que pour compléter en quelque sorte le premier : cet article les comprendra tous deux.

Connu par plusieurs savants Mémoires insérés dans la grande description de l'Egypte, et par plusieurs travaux archéologiques sur la France, couronnés ou mentionnés honorablement par l'Académie des Inscriptions, l'auteur de l'Histoire du siège d'Orléans a habité cette ville pendant plus de huit années; il a préludé aux recherches dont il fait part aujourd'hui au public par une Histoire abrégée de la vie et des exploits de Jeanne d'Arc, mise au jour à l'occasion d'un monument qu'il a été chargé d'ériger à la mémoire de l'héroïne à Domremy, lieu de sa naissance. Ainsi préparé sur le sujet de Jeanne d'Arc, M. Jollois, placé à Orléans en sa qualité d'ingénieur en chef, ne pouvoit manquer de continuer ses recherches sur ce personnage extraordinaire aux lieux mêmes de ses plus brillants exploits.

Dans une préface succincte, l'auteur de l'Histoire du siège d'Orléans indique les sources où il a puisé les éléments de son ouvrage; il signale plus particulièrement la Chronique précieuse à laquelle on est convenu de donner le nom de *Journal du siège d'Orléans*, et une autre chronique non moins curieuse insérée dans le Recueil des historiens de Charles VII sous le titre d'*Histoire de Charles VII, ou de la pucelle d'Orléans*. Mais la mine la plus féconde que M. Jollois ait exploitée pour établir les bases de son travail est, sans contredit, la collection des documents renfermés dans les archives de la ville, qui comprennent les comptes de dépenses faites à l'époque du siège. En effet, dans ces temps déjà reculés, un grand ordre existoit dans les finances de la ville; ses revenus étoient affectés pour un quart à des dépenses de commune, et pour les trois autres quarts à des dépenses de fortifications. C'est dans ces comptes que se trouvent consignés des faits qui n'avoient alors d'autre but que d'établir l'ordre dans la comptabilité, mais qui, en vieillissant, sont devenus des documents précieux pour l'histoire. A l'étude consciencieuse des sources de documents écrits, M. Jollois a joint une étude non moins approfondie des localités, et cet examen est un des mérites plus particuliers de l'ouvrage dont l'examen nous occupe. C'est au moyen de ces recherches locales qu'il explique les faits relatifs au siège d'Orléans, qui ne fut, à vrai dire, qu'un blocus. En faisant bien connoître la topographie d'Orléans, l'auteur fait voir comment les Anglois ont été amenés à choisir les emplacements où ils ont établi leurs forts et bas-

tilles pour être plus assurés de l'efficacité de leurs attaques sur la ville, et l'on peut juger comment, avec le temps, sans l'arrivée presque miraculeuse de Jeanne d'Arc, ils auroient fini par enceindre toute la ville de leurs fortifications et la réduire à cet état de ne pouvoir plus recevoir aucun secours, ni en vivres, ni en combattants.

L'Histoire du siège d'Orléans est méthodiquement divisée en deux chapitres : l'un concernant la topographie de la ville et des environs à l'époque de 1428 et 1429, l'emplacement des boulevarts et bastilles des Anglais, et les forces employées de part et d'autre pour l'attaque et la défense de la place; l'autre chapitre est relatif aux événements qui ont précédé le siège et à ceux du siège même.

M. Jollois s'occupe d'abord de faire connoître l'enceinte d'Orléans et ses fortifications en 1428. Cette enceinte se compose de celle établie à l'époque gallo-romaine sous Aurélien, qui paroît évidemment avoir donné son nom à la ville. Elle est de forme carrée comme celle de toutes les villes gallo-romaines de cette époque, et flanquée de tours dont on reconnoît encore aujourd'hui la construction toute romaine; les côtés nord, sud et est de cette enceinte existoient encore à l'époque du siège, et c'est sur ses fondations que s'élevoient les hautes tours et les grandes murailles qui, au temps du siège, formoient la défense de la ville; mais à cette époque elles se trouvoient réunies par des fortifications analogues à un ancien bourg situé tout près de la ville et connu sous le nom d'*Avenum*; de manière que le quatrième côté de l'enceinte romaine, celui qui faisoit face à l'ouest, avoit disparu sous les constructions nouvelles, et que l'enceinte de la ville, à l'époque du siège, offroit une forme moins régulière et plus allongée vers l'ouest. M. Jollois fait connoître en détail le nombre et le nom des tours qui flanquoient cette enceinte, et les six portes fortifiées qui donnoient entrée dans la ville. — Les tours ne pouvoient être attaquées que par la sape ou par l'escalade; elles n'avoient pas d'escalier intérieur; on n'y montoit qu'au moyen d'escaliers en bois qui y étoient appliqués à l'extérieur; mais lorsque les tours étoient assaillies par l'ennemi et que l'escalade avoit réussi, on mettoit le feu à ces escaliers et aux planchers de la tour, en sorte que les assiégeants se trouvoient isolés sur les remparts et sans aucune issue encore



vers la ville. Si , à force de persévérance et de travaux , l'ennemi pénétrait dans l'enceinte, tout n'étoit pas encore fini pour lui , il avoit d'autres difficultés à vaincre pour en devenir paisible possesseur. En effet, les rues étoient barrées par des chaînes ; on lui disputoit le terrain pied à pied ; et ce n'étoit que par des travaux infinis et avec une persévérance infatigable , qu'il pouvoit enfin être maître de la ville. Si l'ennemi s'attaquoit aux portes de la cité, il trouvoit multipliés tous les obstacles que l'art avoit inventés à cette époque pour l'empêcher de pénétrer dans la place : des barrières ou postes avancés étoient placés en avant de ces portes ; sur les fossés de la ville étoient jetés des ponts-levis qui en défendoient l'approche, et dans ces mêmes fossés on pratiquoit des ouvrages qui donnoient la facilité de faire des sorties contre l'ennemi, sans qu'il en fût averti par l'abaissement du pont-levis, et de défendre le passage du fossé. Mais l'ennemi s'étoit-il emparé du fossé et du pont-levis, tout n'étoit pas encore fini, les assiégés laissoient alors tomber les herses en fer, tenues suspendues jusqu'à ce moment, et qui, une fois tombées dans leurs rainures, ne pouvoient plus en être relevées. Ces fermetures étoient à claires voies, au travers desquelles on pouvoit encore tirer sur l'ennemi. Il falloit qu'elles fussent brisées par les assaillants avant qu'ils pussent pénétrer dans la ville.

A l'époque du siège d'Orléans on se servoit d'arcs, d'arbaleètes et de frondes à bâton pour combattre de loin ; de près on faisoit usage de la lance et de l'épée , ainsi que de la guisarme ou bésaigue attachée à un long manche, et formée d'une hache assez large et d'un fer très pointu. Les guerriers étoient aussi armés de maillets de plomb. Pour monter à l'assaut, on se servoit d'échelles simples et d'échelles doubles ; et pour se garantir des traits de l'ennemi, d'une espèce de bouclier nommé *pavas* dans les comptes de forteresse : c'étoit un assemblage, à tenons et mortaises, de douves de tonneaux formant un châssis que l'on recouvroit de cuir ; on y clouoit deux brassières en cuir, de manière que l'on revêtoit pour ainsi dire ce bouclier, comme aujourd'hui nos manœuvres portent leurs hottes. Les assaillants avoient ainsi les mains parfaitement libres ; ils pouvoient monter aux échelles, et se trouvoient, sous leurs pavas, à l'abri des coups de l'ennemi. Quand on se dispoit à aller attaquer, on emportoit

des chausses-trappes que l'on jetoit derrière soi si l'on étoit obligé d'abandonner l'attaque, afin d'arrêter la poursuite de l'ennemi.

A l'époque du siège d'Orléans, les tours et les bastilles étoient déjà défendues par des canons et des bombardes, dont l'usage paroît remonter jusqu'à l'année 1412; la ville d'Orléans avoit alors soixante et onze bouches à feu, tant canons que bombardes, tous en cuivre; dans ce nombre est compris un canon qui avoit été prêté à la ville d'Orléans par la ville de Montargis, un gros canon qu'on avoit nommé *le Rifflard*, et une bombarde faite par un très subtil ouvrier, qui lançoit des boulets de pierre de cent vingt livres, et qui étoit si énorme qu'il fallut vingt-deux chevaux pour la conduire avec son affût du port à l'hôtel-de-ville. Parmi ces bouches à feu on doit compter un très long canon fondu pendant le siège même, pour lancer des pierres du pont jusqu'à l'île Charlemagne, située à une distance de plus de sept cents toises. Il faut voir, dans l'ouvrage de M. Jollois, sur quelle espèce d'affût grossier tous ces canons étoient montés et comment on les dirigeoit. On y remarquera un art encore dans l'enfance, mais qui a été toutefois le prélude de ces pièces d'artillerie si perfectionnées dont on fait usage aujourd'hui.

Le pont d'Orléans, tel qu'il existoit en 1428, entroit nécessairement dans le système de défense de la place; aussi les Orléanois avoient-ils mis un soin particulier à le fortifier. Ce pont, qui faisoit communiquer le midi de la France avec la ville, étoit composé de dix-neuf arches, ainsi qu'il résulte de procès-verbaux authentiques trouvés dans les archives de la ville, et d'un plan<sup>1</sup> précieux conservé dans les archives des ponts et chaussées du Loiret et maintenant déposé à la bibliothèque de la ville. La tête du pont sur la rive gauche de la Loire étoit défendue par une fortification imposante, qui portoit le nom de fort des Tourelles. Ce fort occupoit toute la seconde arche du pont du côté du portereau; les deux principales tours du côté du midi s'élevoient sur la culée même du pont; c'est sur la dix-neuvième arche, sous laquelle la Loire couloit en tous temps, qu'étoit établi le pont-levis qui donnoit entrée dans le fort.

<sup>1</sup> Voir ce plan joint à la lettre à MM. les membres de la Société royale des Antiquaires de France.

Telle étoit la tête du pont d'Orléans à l'époque du siège. Dans les siècles postérieurs, des fortifications avancées se sont élevées en avant du fort des Tourelles; on en a retrouvé dans ces derniers temps des vestiges; mais c'est sans aucune espèce de fondement qu'on a voulu y voir les restes du fort des Tourelles. Ces restes sont enfouis sous la levée des Augustins, en un lieu beaucoup plus rapproché de la Loire: c'est ce qui est établi d'une manière nette et précise dans la dissertation de M. Jollois sur l'emplacement du fort des Tourelles. Une île séparoit le pont en deux parties inégales: la portion en amont portoit le nom de Motte-Saint-Antoine, et celle en aval avoit celui de Motte-des-Poissonniers; cinq arches du pont étoient comprises entre la ville et les mottes; les quatorze autres arches se trouvoient entre ces mêmes mottes et le portereau; du côté de la ville, l'entrée du pont étoit fermée d'une porte flanquée de deux tours; au-dessus de la levée qui, sur le sol même de l'île, joignoit les deux parties du pont, s'élevoit une porte fortifiée ou bastille qui prenoit le nom de bastille de Saint-Antoine, de la chapelle érigée à ce saint sur l'île elle-même. En avant de cette bastille on avoit construit, pendant le siège, un boulevard auquel les Orléanois avoient donné le nom de boulevard de la Belle-Croix, à cause d'une croix qui étoit érigée sur la partie est de la pile, commune à la onzième et à la douzième arche, et qui s'appeloit la Belle-Croix: ce monument étoit en bronze; son piédestal, très élevé, présentait en bas-relief les effigies de la Sainte Vierge, de saint Pierre, de saint Paul, de saint Jacques, de saint Etienne, et des évêques saint Aignan et saint Euverte.

Afin de compléter en quelque sorte les notions qu'il a données sur la ville d'Orléans à l'époque du siège, M. Jollois recherche ce que pouvoient être les faubourgs de cette ville, qui étoient alors réputés les plus grands et les plus beaux de tous ceux qui existoient en France, et dont le patriotisme des Orléanois a su faire le sacrifice pour la défense de la cité. Ces faubourgs étoient, en effet, ornés de nombreuses églises, et d'un assez grand nombre de couvents décorés de chapelles. Tout fut détruit pour empêcher que l'ennemi ne pût s'y loger et y élever des fortifications contre la place. Nous n'entrerons pas, à cet égard, dans des détails qu'on lira avec intérêt dans l'ouvrage même, et les plans joints au travail de M. Jollois donnent à cet

égard les documents les plus circonstanciés et les plus précis, et jettent une vive lumière sur le récit historique.

Après avoir décrit les fortifications de la ville et sa topographie extérieure, l'auteur de l'*Histoire du siège d'Orléans* entretient ses lecteurs des bastilles et des boulevarts des Anglois. Cet article, très important pour bien comprendre le siège, est traité dans le plus grand détail et présente des renseignements précieux sur chacune de ces fortifications, dont l'emplacement avoit été choisi d'après des considérations relatives à la topographie locale et à l'avantage des positions considérées militairement. Le plan restauré de la ville d'Orléans, telle qu'elle devoit exister en 1428, dressé par M. Jollois, complète de la manière la plus satisfaisante tous les documents curieux qu'on trouve dans le texte de son ouvrage. Il offre, en quelque sorte, le résumé de toutes les recherches consciencieuses qu'a faites l'auteur pour éclairer des lumières les plus vives l'*Histoire du siège d'Orléans*. C'est une pièce indispensable pour comprendre aisément toutes les attaques des assiégeants ainsi que la défense opiniâtre des assiégés.

L'auteur termine le premier chapitre de son ouvrage par des notions exactes sur les forces relatives des assiégés et des assiégeants. Il résulte de recherches nombreuses et de rapprochements curieux qu'il a faits, que les forces des assiégés n'ont pu s'élever à plus de dix mille cinq cents à onze mille hommes; mais le zèle, l'ardeur et le dévouement des habitants, l'enthousiasme inspiré par Jeanne d'Arc aux Orléanois, et porté jusqu'à l'exaltation, doubloient ou triploient ces forces matérielles. Les Anglais, dans le temps où ils comptoient les Bourguignons parmi eux, et à l'époque où ils avoient reçu le plus de renforts, ont pu compter dans leurs rangs jusqu'à onze mille hommes, et c'est là effectivement le nombre qu'assigne à leur armée la Chronique de l'histoire de Charles VII, dite de la Pucelle d'Orléans; chronique précieuse rédigée sur les lieux mêmes par un auteur contemporain dont le nom est resté inconnu. Ainsi l'on doit considérer comme tout-à-fait erronée l'opinion des historiens modernes, qui ont porté jusqu'à vingt-trois mille hommes la force des Anglais devant le siège d'Orléans.

Cette première partie n'est pas seulement une histoire locale, mais elle peut fournir les indications les plus pré-



cises sur le mode de fortification, d'attaque et de défense des villes au xv<sup>e</sup> siècle. L'usage que l'auteur a fait des comptes de dépenses rédigés à l'époque des événements est, nous le répétons, une source précieuse, généralement oubliée dans les dépôts d'archives, qui en sont, la plupart, abondamment remplis, et dont on ne sauroit trop recommander l'examen, tant ils offrent de détails authentiques qu'on chercheroit vainement ailleurs.

M. Jollois, après avoir posé, dans le premier chapitre de son ouvrage, les bases de son travail, entreprend, dans le second chapitre, l'histoire proprement dite du siège d'Orléans. Dans une introduction rapide il expose les faits généraux de l'histoire qui ont préparé et amené le siège d'Orléans par les Anglais. Nous n'entrerons pas à ce sujet dans de grands développements qu'il faut lire dans l'ouvrage même; il nous suffira de dire ici que les temps de désordre qui ont amené les Anglais à occuper une partie de la France et à tenter le siège de son dernier boulevard, sont peints à grands traits, et que l'on voit clairement comment la France auroit été infailliblement conduite à sa perte sans l'assistance presque miraculeuse de l'héroïne de Domremy.

Les Anglois signalent leur entrée dans l'Orléanois par la prise de Jargeau; bientôt après, vers le 12 octobre 1428, ils viennent mettre le siège devant Orléans. Ils bornent leurs premiers efforts à tenter d'enlever de vive force le fort des Tourelles: ce fort, vivement attaqué et vaillamment défendu, est enfin abandonné par les François, qui, après avoir rompu une arche du pont, se retirent dans les forts et bastilles qu'ils avoient élevés sur le pont même. Les Anglois arrêterent là leurs premiers exploits; ils s'appliquèrent à réparer et à consolider le fort des Tourelles, qui tomboit en ruines. Salisbury, qui commandoit l'armée angloise, étant monté dans ce fort pour juger de la situation de la ville dont il vouloit former le blocus, fut atteint par un éclat de pierre détaché de l'une des fenêtres de la tour où il se trouvoit par le choc d'un boulet lancé de la ville. Il fut blessé mortellement, et mourut peu de jours après au milieu de la consternation de tous les siens. Les Anglois ne se sentant pas assez forts pour entreprendre le siège, se retirèrent en laissant dans le fort des Tourelles une garnison de cinq cents hommes, et ils se rendirent à Meung et à Beaugency, où ils attendirent des renforts pour recommen-

cer les opérations du siège. Ils se représentèrent en force devant Orléans le 30 décembre 1428.

Nous n'entrerons pas ici dans tous les détails des actions du siège qui eurent lieu avant l'arrivée de Jeanne d'Arc, il faut les lire dans l'ouvrage même. Nous nous bornerons à dire que si l'attaque des Anglois fut vive, la défense ne fut pas moins courageuse, et que les succès étoient balancés. Mais on concevra facilement que l'ennemi recevant continuellement des renforts du dehors, les assiégés devoient nécessairement finir par succomber. Ce n'est pas que les Orléanois ne pussent être efficacement aidés du dehors; on arrivoit effectivement à leur secours; et sans la perte de la bataille de Rouvray Saint-Denis, conduite de la part des François avec une extrême imprudence et au milieu du désaccord des chefs de l'armée, le siège d'Orléans auroit pu être levé; mais la Providence en avoit autrement ordonné. L'armée française fut mise en déroute, et il n'entra dans Orléans qu'un très petit nombre de ceux qui venoient au secours de la ville. Les Anglois, au contraire, reçurent les renforts qu'on leur avoit envoyés de Paris, avec des munitions de toute espèce et des vivres en abondance. Cette bataille de Rouvray Saint-Denis fut appelée la journée des Harengs, parce que le convoi des Anglois étoit composé d'un grand nombre de barils de poisson salé pour nourrir leur armée pendant le carême. Cette funeste journée porta le découragement parmi les habitants d'Orléans, qui, se voyant ainsi abandonnés et délaissés, prirent la résolution d'envoyer une ambassade au duc de Bourgogne pour le déterminer à recevoir la ville en dépôt pendant l'absence du duc d'Orléans, prisonnier des Anglois. L'ambassade n'eut aucun succès sous ce rapport; mais la division s'étant mise entre le duc de Bourgogne et les Anglois, celui-là fit retirer de l'armée anglaise présente au siège tous les gens qui étoient sous sa domination. Telle étoit la situation des choses lorsqu'apparut la vierge de Domremy. Il faut lire dans l'ouvrage même le résumé de tout ce que l'histoire rapporte de cette fille extraordinaire. Nous nous bornerons à rappeler ici qu'après bien des obstacles et des difficultés sans nombre, Jeanne d'Arc parvint à être présentée à Charles VII à Chinon. Elle annonça au roi la mission qu'elle avoit reçue de Dieu même pour faire lever le siège d'Orléans. Ce ne fut pas de prime-abord que les conseillers du roi et le roi lui-même prirent la

résolution de l'employer à l'armée pour remplir sa mission ; mais enfin ses services furent agréés : elle fut dirigée sur Blois, où elle fut mise à la tête d'un puissant secours qu'on se dispoit à envoyer à Orléans. Une carte, jointe à l'ouvrage de M. Jollois, fait exactement connoître l'itinéraire suivi dans cette circonstance. Cet itinéraire rectifie les opinions erronées qui avoient été émises sur les circonstances de l'entrée de la Pucelle dans Orléans, et du convoi de vivres et de munitions introduit dans la place. La Pucelle fut reçue au milieu de l'enthousiasme des Orléanois ; chacun vouloit toucher ses vêtements, ou son étendard, ou son cheval ; on la regardoit comme un ange tutélaire descendu du ciel. Quant à elle, elle exhortoit le peuple à espérer en Dieu, l'assurant que s'il avoit foi et confiance, il échapperoit aux fureurs de ses ennemis.

Jeanne d'Arc vouloit que, sans attendre davantage, on profitât de l'ardeur et de la bonne volonté des Orléanois pour donner l'assaut aux bastilles anglaises. La Hire et Florent d'Illiers partageoient cet avis ; mais le bâtard d'Orléans, Dunois et les autres capitaines ne pensoient pas que ce fût chose à entreprendre. Cependant la Pucelle fit à cheval la reconnoissance de toutes les bastilles anglaises. Le bâtard d'Orléans étoit allé à Blois solliciter le retour de l'armée qui avoit accompagné le convoi si heureusement introduit dans Orléans, et qu'on n'avoit pas voulu d'abord y retenir dans la crainte sans doute d'affamer la place. Après beaucoup d'hésitation, on se détermina à en laisser revenir le tiers à peu près, qui prit son chemin à travers la Beauce. Jeanne d'Arc sortit de la ville pour aller à la rencontre de ce secours ; mais déjà les Anglois avoient la contenance plus timide, et ils n'osèrent faire aucun mouvement pour empêcher l'entrée dans la ville du secours si impatiemment attendu par les Orléanois. On brûloit d'en venir aux mains. Quelques chefs, accompagnés d'un petit nombre de gens d'armes, étoient sortis de la ville sans consulter le bâtard d'Orléans et la Pucelle. Ils avoient poussé jusqu'à la bastille de Saint-Loup, la plus forte qu'eussent les Anglois du côté du levant. On étoit parvenu à s'emparer du boulevard, lorsque la fortune changea tout à coup. En vain les François s'obstinèrent à prendre la bastille, ils sont repoussés avec perte. Cependant on ne tarde pas à être informé dans la ville de ce qui se passoit. La Pucelle et le bâtard d'Orléans accourent à la porte

Bourgogne. Là se trouvent réunis environ quinze cents combattants, et l'on prend la résolution d'aller recommencer l'attaque du fort de Saint-Loup, l'une des positions les plus fortes. Toutes les précautions furent prises pour le succès de l'entreprise. La bastille et le boulevard de Saint-Loup furent emportés d'assaut, malgré les prodiges de valeur de ses défenseurs. Pendant l'attaque, Talbot et les Anglois qui occupoient la bastille de Saint-Portair ou de Paris voulurent faire une sortie pour venir au secours de la bastille de Saint-Loup; mais ils furent repoussés, et forcés de rentrer dans leur fort sans avoir pu atteindre le but qu'ils s'étoient proposé d'obliger les François d'abandonner l'attaque du fort de Saint-Loup. Ce fort fut rasé, et l'on réduisit en cendres ce qui pouvoit être consumé par les flammes. On alla ensuite rendre grâces à Dieu dans toutes les églises du succès qui venoit d'être remporté.

Mais Jeanne d'Arc étoit impatiente de faire lever sans retard le siège aux Anglois. Elle vouloit qu'on allât attaquer de suite leur camp retranché de Saint-Laurent; car elle penchoit toujours pour aller à l'ennemi là où il étoit le plus fort, ne pensant pas que rien pût résister à son courage indomptable. Cependant des conseils plus prudents prévalurent, et l'on se résolut à passer la Loire pour aller attaquer le fort des Tourelles. L'armée se réunit à cet effet au nombre de quatre mille hommes environ, dans une petite île peu éloignée de la rive gauche du fleuve. Dès que les Anglois virent les dispositions des François, ils firent rentrer aux Augustins et dans le fort des Tourelles leur garnison de la bastille de Saint-Jean-le-Blanc, à laquelle ils mirent le feu en l'abandonnant. C'étoit déjà un succès. Jeanne d'Arc ne vouloit pas toutefois s'en tenir là. Avant que toute l'armée fût rassemblée dans l'île, elle en sort avec une partie de la troupe, et marche droit au Portereau, en face des Augustins, où elle plante son étendard. Mais sur le bruit qui se répand que les Anglois du boulevard de Saint-Pryvé arrivent au secours de la bastille des Augustins, une terreur panique s'empare des François: tous prennent la fuite; et la Pucelle, ne pouvant les retenir, est forcée de les suivre.

Comme il s'agit ici de l'opération la plus décisive et la plus importante de toutes celles qu'entreprirent les François pour faire lever le siège d'Orléans, nous allons laisser parler l'auteur, et citer textuellement son ouvrage. On



pourra mieux juger de l'importance des faits nouveaux, pour la plupart, qu'il rapporte d'après des sources authentiques, ainsi que de la clarté et du soin avec lesquels il les expose, et de la forme souvent dramatique qu'il a su leur donner, après avoir, pour ainsi dire, mathématiquement fixé les bases du récit.

« Les Anglois (dit-il, pag. 82-89), encouragés par cette retraite, sortent en poussant de grands cris, et en injuriant la Pucelle, déjà rentrée dans l'île<sup>1</sup>. Ne pouvant eux-mêmes y pénétrer, ils accablent les François de traits; déjà les chefs de guerre prenoient la résolution de se retirer dans la ville, lorsque la Pucelle, indignée de l'audace de l'ennemi, crie à son monde de la suivre. Accompagnée de La Hire et de ceux à qui elle a inspiré sa confiance, elle s'élance sur le rivage; et bientôt l'ardeur dont elle est animée se communique à tous les François, qui veulent réparer par une action d'éclat la honte de leur retraite. Les Anglois, attaqués avec fureur, ne peuvent soutenir le choc; ils fuient avec précipitation, et rentrent honteusement dans leur bastille et boulevard des Augustins<sup>2</sup>. La Pucelle plante son étendard sur le bord du fossé; elle est bientôt suivie du sire de Rayz et de beaucoup d'autres vaillants capitaines.

« Daulon et un Espagnol nommé le sire de Pertada avoient été commis à la garde du pont de bateaux qui établissoit la communication entre l'île et le continent. Un homme d'armes vint à passer; ils voulurent qu'il restât avec eux pour défendre ce passage si important en cas de retraite. L'autre répondit avec dédain qu'il n'en feroit rien. « D'aussi vaillants que vous y demeurent bien, reprit l'Espagnol. — Mais non pas moi », répliqua le chevalier. La querelle s'engagea si bien qu'ils se défièrent à qui seroit le plus vaillant à l'attaque de la bastille; se prenant par la main, ils coururent de toutes leurs forces jusqu'à l'assaut. Daulon les suivit, et le pont ne fut plus gardé par personne<sup>3</sup>. Un grand et fort Anglois défendoit les palissades avec tant d'ardeur qu'ils ne pouvoient pas pénétrer. Daulon fit appeler le fameux canonnier, maître Jean, qui avoit déjà fait tant de mal aux Anglois durant le siège. Celui-ci ajusta l'Anglois, et du premier coup le jeta mort par terre. Le sire de Pertada

<sup>1</sup> *Histoire de la Pucelle*, pag. 512. — *Journal du siège*, pag. 84.

<sup>2</sup> Voir le plan du siège, planche 1<sup>re</sup>.

<sup>3</sup> Déposition de Daulon (Lenglet du Fresnoi, pag. 74, 75, 2<sup>e</sup> part.).

et son compagnon forcèrent alors la palissade. Tout le monde les suivit, et le boulevard et bientôt après le fort des Augustins furent emportés de vive force. On y trouva beaucoup de prisonniers françois. Ils renfermoient en outre une grande quantité de vivres et des richesses considérables ; mais, de peur que le pillage ne détournât ses gens, la Pucelle fit mettre le feu<sup>1</sup> à la bastille, et tout fut consumé en peu d'instants. L'héroïne, qui s'étoit montrée partout dans cette brillante affaire, y fut blessée au pied par une des chausse-trappes que l'ennemi avoit jetées aux abords du boulevard.<sup>2</sup>

« Dès le soir de cette heureuse journée, les François mirent le siège devant le boulevard et le fort des Tourelles. On passa la nuit sur la rive gauche ; la Pucelle ne vouloit pas rentrer dans la ville. « Laisserons-nous là nos gens en péril ? » disoit-elle à ceux qui l'engageoient à le faire. Elle céda cependant enfin à la sollicitation de tous les chefs de guerre.

« Rien ne se faisoit et ne s'exécutoit selon qu'il avoit été arrêté dans le conseil des chefs de guerre. Toute l'attaque se portoit sur la rive gauche, et l'on ne tentoit rien contre la puissance des Anglois, qui étoit toute sur la rive droite, où l'ennemi paroissoit vouloir concentrer ses forces. En effet, les chefs de guerre anglois avoient fait évacuer le boulevard de Saint-Pryvé, après y avoir mis le feu. Sa garnison avoit traversé la Loire, et s'étoit retirée dans les boulevard et bastille de Saint-Laurent. Alors, dans un esprit de prudence, les chefs de guerre françois résolurent d'attendre de nouveaux renforts, qui pourroient désormais arriver sans obstacle, et de ne plus laisser toute la ville exposée tandis qu'on livreroit l'assaut aux Tourelles. On vint faire part à la Pucelle de cette résolution au moment où elle venoit d'achever un modeste repas. Elle répondit : « Vous « avez été en votre conseil, et j'ai été au mien ; mais croyez « que le conseil de Messire tiendra et s'accomplira, et que

<sup>1</sup> L'abbé Dubois fait l'observation dans ses manuscrits que le feu a dû nécessairement consumer tout ce qui existoit aux Augustins, attendu qu'il n'a trouvé dans les comptes de ville rien qui annonçât qu'on eût vendu la moindre chose provenant de ce fort. Il n'en a pas été ainsi du fort de Saint-Loup et du fort des Tourelles.

<sup>2</sup> *Histoire de la Pucelle*, pag. 512.

« celui des hommes périra » <sup>1</sup>. L'héroïne avoit en effet d'autres desseins ; elle ordonna à son chapelain de se lever de grand matin, et de ne la pas quitter ; « car, dit-elle, j'aurai « demain beaucoup à faire ; il sortira du sang de mon corps, « je serai blessée devant la bastille du bout du pont. » <sup>2</sup>

« Elle convoque aussitôt les citoyens d'Orléans <sup>3</sup>. Elle leur propose de marcher à leur tête pour aller à l'attaque du fort des Tourelles. Sa proposition est accueillie avec enthousiasme ; on met à sa disposition des canons, des coulevrines et tout ce qui étoit nécessaire <sup>4</sup> pour attaquer les forteresses ennemies. Il falloit escalader un boulevard entouré d'un fossé et défendu de toutes parts par de longs pieux pointus. La Pucelle ordonna en conséquence de transporter au-delà de la Loire des pics et des hottes pour combler le fossé ; elle fait aiguïser des haches <sup>5</sup> pour couper les pieux, et l'on conduit auprès du boulevard cent cinquante fagots <sup>6</sup> imbibés de matières combustibles, afin d'incendier les pieux. On prépare par ses ordres des fusées <sup>7</sup>,

<sup>1</sup> Déposition de Jean Pasquerel (de l'Averdi, pag. 359).

<sup>2</sup> Déposition de Jean Pasquerel (de l'Averdi, pag. 360).

<sup>3</sup> *Histoire de la Pucelle*, pag. 512.

<sup>4</sup> On trouve dans les comptes de 1429 :

« Payé 6 s. 8 d. à cinq hommes qui ont aidé à décharger les canons, « pavas et autres choses qu'on amena de la rivière après la prise des « Tourelles.

« Payé 12 s. pour faire repasser les échelles et pavas qui étoient au « Portereau.

« Payé 34 l. 14 s. à Jacquet, charpentier, pour planches, échelles « et autres baillées pour la ville, quand le siège étoit devant les Tourelles. »

Le compte de forteresse de 1429 fait encore mention des objets ci-après :

« Payé 32 s. pour une trousse de traits baillées à l'assaut des Tourelles.

« Item, 48 s. pour une trousse de flèches pour porter devant les « Tourelles. »

<sup>5</sup> Le compte de forteresse de 1429, art. 50, fait mention qu'on porta deux crocs à l'assaut des Tourelles ; on s'en servoit pour arracher les pieux, et donner la facilité d'escalader le boulevard.

On y porta aussi deux pinces, chacune du poids de 54 livres, dont on se servoit sans doute pour ébranler et arracher les mêmes pieux.

<sup>6</sup> Le compte de 1429, art. 32, fait mention de 48 s. pour le prix de 150 fagots qui furent portés aux Tourelles, tout engraisés.

<sup>7</sup> L'art. 28 du même compte porte : « Payé 8 s. à Jehan Morigny « pour 23 fers de fusées portées aux Tourelles. »

L'art. 15 est ainsi conçu : « Payé 6 s. à Jehan Martin pour 3 chevro-

qui se lancent comme des traits, et qui, s'attachant aux pieux, y mettent le feu.<sup>1</sup>

« En même temps que l'héroïne attaquera le boulevard et le fort des Tourelles sur la rive gauche, elle veut être secondée par une attaque du côté du pont, de la part des bourgeois et des guerriers qui resteront dans la ville. On fait chercher à cet effet de longues planches<sup>2</sup>, des échelles, des gouttières ou poutres légères pour jeter sur les arches rompues qui séparent les bastilles françoises de celles des Anglois. On transporte, en outre, au Portereau des échelles pour monter à l'assaut des Tourelles, et les pavas<sup>3</sup> de la

« tins blancs achetés pour faire fusée le jour que les Tourelles furent gagnées. »

« Payé 24 l. 18 s. pour 42 flèches et 3 trousses de flèches baillées à l'assaut des Tourelles. »

On se servoit de lances pour combattre corps à corps, ce qui résulte des extraits suivants du compte de forteresse.

« Payé 32 s. à un homme d'armes, tant pour don à lui fait que pour deux lances ferrées qu'il bailla dernièrement quand les Tourelles furent prises, pour y porter (art. 15).

« Payé 19 l. 4 s. à Guillemain le charron pour 24 lances par lui baillées le jour de l'assaut des Tourelles (art. 48). »

L'art. 25 du compte de 1429 fait mention d'une somme de 9 l. 12 s. payée à Regnault-Brune pour artillerie par lui baillée quand le siège étoit aux Tourelles.

<sup>1</sup> On employoit encore d'autres moyens pour incendier les pieux des boulevards, ainsi qu'il résulte des extraits suivants des comptes de forteresse de 1429.

« Payé 52 s. 6 d. à Jehan Mahy, pour 15 livres de résine et oing pour oindre les fagots, et pour engraisser drapeaux pour mettre le feu au boulevard des Tourelles.

« Payé 16 s. pour avoir fait émoudre les coignées portées devant les Tourelles. »

<sup>2</sup> « Payé 40 s. pour une grosse pièce de bois prinse chez Jean Bazin quand on gagna les Tourelles contre les Anglois, pour mettre au travers d'une des arches du pont qui fut rompue (art. 57).

« Baillé à Champeaux et autres charpentiers 16 s. pour aller boire le jour que les Tourelles furent gagnées.

« Payé 6 s. 4 d. à ceux qui portèrent les deux grandes planches et chargèrent les poudres. »

<sup>3</sup> Le compte de forteresse de 1429 fait mention d'une dépense de 12 s. pour faire repasser les échelles et pavas qui étoient au Portereau.

« Payé 6 s. 8 d. à cinq hommes qui ont aidé à décharger les canons, pavas et autres choses qu'on amena de la rivière après la prise des Tourelles. »

Un article des comptes de forteresse porte ce titre :

« Bois que Chaumont a pris de Marc-Gros-Villain pour la ville.

« Item, une pièce de bois de 6 toises de long et d'un pied caffre, de fourniture prise par Carpaut et Saint-Avit, qui fut jetée au travers



ville, à l'abri desquels les assaillants doivent combattre. La Pucelle prévoit que le boulevard des Tourelles une fois emporté, les ennemis se retireront dans le fort ; elle veut leur ôter cette ressource. Déjà, dès la veille, on a fait acheter et réparer un bateau<sup>1</sup>, qu'elle fait remplir de matières combustibles, se proposant de l'employer à incendier le pont-levis qui établit la communication entre le boulevard et le fort des Tourelles.

« Toutes ces dispositions faites, la Pucelle va prendre un peu de repos, dont elle avoit grand besoin.

« Cependant le sire de Gaucourt, gouverneur de la ville, et les chefs de guerre qui y étoient restés, résolurent de ne point céder à la volonté de Jeanne d'Arc, et de ne pas laisser emmener, comme elle en avoit le projet, de l'autre côté de la rivière tous les gens de la garnison et l'artillerie.

« Le samedi 7 mai, de grand matin, la jeune guerrière se revêtit de ses armes, et, malgré la résolution prise par les chefs de guerre, mais de l'accord et du consentement des bourgeois et du peuple, elle court se mettre à la tête des intrépides citoyens qui consentent à la seconder. A l'instant où elle sortoit de son hôtel, un homme y apporta une alose qu'il venoit de pêcher dans la Loire. Son hôte lui dit : « Jeanne, mangeons cette alose avant que partiez. — En « mon Dieu, dit-elle, on en mangera jusques au souper, « que nous repasserons par-dessus le pont, et ramènerons « un Godon, qui en mangera sa part. »<sup>2</sup>

« L'héroïne, suivie d'une partie de la garnison et des citoyens d'Orléans, se présente à la porte Bourgogne ; mais le sire de Gaucourt l'avoit fait fermer pour s'opposer à sa sor-

« de l'arche de devant les Tourelles pour y bouter le feu : à 4 s. la toise « valent 24 s. »

<sup>1</sup> Feu l'abbé Dubois a trouvé dans le compte de 1429 qu'on paya 8 s. à Jehan Poitevin, pêcheur, pour avoir mis à terre sèche ung challan qui fut mis sous le pont des Tourelles pour les ardre quand elles furent prinses (art. 19).

Cette opération étoit nécessaire pour le radoubier : « car on paya « 9 s. à Boudon pour 2 essés pesant 4 livres et demie, mises au challan qui fut ars sous le pont des Tourelles (art. 9).

« Quand il fut radoubé, on le mit à flot, on y jeta des fagots tout « engraisés de résine et d'huile, et on y mit 10 livres de poudre ; car « on trouve dans le même compte qu'on a payé à André Chameaux « 10 livres de poudre à canon, qui furent jetées au taudis de fagots qui « étoit devant les Tourelles. »

<sup>2</sup> *Histoire de la Pucelle*, pag. 512.

tie. Il lui déclare qu'elle ne sortira pas. Ce refus irrite la Pucelle. « Vous êtes un méchant homme, crie-t-elle au « gouverneur; mais, que vous le vouliez ou non, les gens « d'armes viendront, et gagneront aujourd'hui comme ils « ont déjà gagné! » On se disposoit à attaquer la troupe de Gaucourt, lorsque, intimidé lui-même, il cesse d'opposer aucune résistance. La Pucelle traverse donc la Loire avec tout son monde, et arrive auprès du boulevard des Tourelles; elle y retrouve ceux qu'elle y avoit laissés la veille, et qui l'attendoient avec la plus vive impatience. On tint conseil avec les chefs de guerre restés sur la rive gauche, et il fut décidé que l'on réuniroit toutes les forces pour emporter d'assaut le boulevard des Tourelles.

« On rangea donc les troupes en bataille, et l'on sonna la charge. Il étoit alors dix heures du matin. Tous les chevaliers de France étoient là, le bâtard d'Orléans, les sires de Rayz, de Gaucourt, de Graille, de Guित्रy, de Villars, de Chailly, de Coaraze, d'Illiers, de Thermes, de Gontaut, l'amiral de Culan, La Hire et Saintrailles. L'engagement devint bientôt général; l'artillerie étoit servie de part et d'autre avec une égale ardeur. Des chevaliers s'élançoient dans les fossés en s'efforçant de gravir les retranchements, et combattant corps à corps avec les guerriers ennemis. La victoire restoit toujours incertaine; enfin, vers une heure après midi, la Pucelle, qui s'étoit montrée partout avec la plus brillante valeur, n'avoit pas cessé d'encourager son monde, et de crier que l'heure approchoit où les Anglois alloient être déconfits. Cependant, voyant que les François commençoient à être las et abattus, elle n'écoute plus que son courage; elle se précipite dans le fossé, saisit une échelle et l'applique contre le boulevard, où elle arrive la première: mais à ce moment même un trait lancé par l'ennemi l'atteint entre le cou et l'épaule; elle tombe aussitôt dans le fossé, renversée, et presque sans connoissance<sup>1</sup>. Les Anglois alloient descendre et l'entourer lorsque le sire de Gamache arrive à son secours et la défend avec sa hache. « Prenez mon cheval, sans rancune, j'avois à tort mal présumé de vous. — Ah! dit-elle, sans rancune; car jamais « je ne vis un chevalier mieux appris »<sup>3</sup>. On emporta la

<sup>1</sup> Déposition de Simon-Charles (de l'Averdi, pag. 358).

<sup>2</sup> Quatrième interrogatoire de la Pucelle.

<sup>3</sup> *Vie de Guillaume de Gamache.*

Pucelle, on la désarma : sa blessure étoit grave, le trait dont elle avoit été atteinte ressortoit par-derrrière le cou ; le sang couloit en abondance : la douleur et l'effroi s'emparèrent d'elle. Elle se mit à pleurer ; mais, après avoir prié un moment, elle eut la vision de ses deux saintes, et elle se sentit consolée. Elle-même arracha la flèche<sup>1</sup>. Des gens d'armes s'approchèrent d'elle, et lui offrirent de charmer sa blessure par des paroles merveilleuses, ainsi que cela se pratiquoit souvent alors parmi les gens de guerre. « J'aime-  
« rois mieux mourir, dit-elle, que de pécher ainsi contre la  
« volonté de Dieu. Je sais bien, ajouta-t-elle, que je dois  
« mourir un jour, mais je ne sais ni où, ni quand, ni com-  
« ment. Donc, si l'on peut, sans pécher, guérir ma blessure,  
« je le veux bien »<sup>2</sup>. On mit sur sa plaie un appareil d'huile et de vieux lard, et elle continua à prier avec ferveur.

« Cependant la blessure de la Pucelle et tant d'heures passées à un assaut inutile, avoient jeté les François dans le découragement et la fatigue. Les chefs de guerre firent sonner la retraite, et ordonnèrent d'emmenner les canons. Jeanne, vivement affligée, alla prier le bâtard d'Orléans d'attendre encore un peu. « En mon Dieu, dit-elle aux chefs  
« de guerre, vous entrerez bien brief dedans, n'ayez doute ;  
« quand vous verrez flotter mon étendard vers la bastille,  
« reprenez vos armes, elle sera vôtre »<sup>3</sup>. C'est pourquoi faites  
« un peu reposer vos gens ; buvez et mangez. » Elle reprit ses armes et remonta à cheval ; mais avant de retourner à l'attaque, elle se retira à l'écart dans une vigne, où elle resta un quart d'heure en prières.

« Son étendard étoit resté aux mains de celui qui le portoit au bord du fossé devant le boulevard. Le sire Daulon, que cette retraite affligeoit beaucoup, imagina que si cet étendard tant affectionné par les gens de guerre étoit porté en avant, on le suivroit. Il le remit à un brave serviteur du sire de Villars, et tous deux seuls, ils descendirent dans le fossé<sup>4</sup>. La Pucelle, qui vit de loin remuer son étendard, arriva sur-le-champ, le saisit et voulut le ravoir. Ces mouvements qui agitoient l'étendard parurent aux François un signal de la Pucelle ; et bientôt, enflammés d'un nouveau

<sup>1</sup> Quatrième interrogatoire de la Pucelle.

<sup>2</sup> Déposition de Jean Pasquerel (de l'Averdi, pag. 360).

<sup>3</sup> Déposition de Dunois (de l'Averdi, pag. 360).

<sup>4</sup> Déposition de Daulon (Lenglet du Fresnoi, pag. 77).

courage, ils reviennent à l'assaut; tandis que les Anglois, effrayés de revoir la Pucelle sur le bord du fossé, quand ils la croyoient à demi morte de sa blessure, se troublèrent et se remplirent d'épouvante.<sup>1</sup>

« Pendant que ces choses se passaient, les guerriers à qui la garde d'Orléans avoit été confiée ne restoient point oisifs; et, suivant les instructions qu'ils avoient reçues de la Pucelle, ils accoururent par le pont<sup>2</sup> pour prendre l'ennemi entre deux feux. Les canons et les coulevrines tiroient ainsi de part et d'autre sur le fort des Tourelles. Bientôt les gens d'Orléans, à l'aide d'un brave charpentier, parvinrent à jeter des poutres sur les arches rompues qui les séparoient des Tourelles. Le commandeur de Giresmes y passa le premier. Les Anglois se trouvoient ainsi entre deux assauts; leur frayeur s'en alloit croissant. Il y en avoit qui voyoient en l'air l'archange saint Michel et saint Aignan, le patron d'Orléans, montés sur des chevaux blancs, et combattant pour les François.

« Glacidas, lui-même épouvanté, et ne voyant plus de possibilité de résister à la nouvelle attaque des François, prend la résolution d'abandonner le boulevard qu'il a si vaillamment défendu, et veut se retirer dans le fort des Tourelles. La guerrière lui crie de se rendre<sup>3</sup>; il ne veut pas l'entendre, et se dispose à fuir dans le fort. Mais déjà le bateau chargé de matières combustibles, que la Pucelle avoit fait préparer, étoit dirigé tout en feu sous le pont-levis<sup>4</sup> qui communique du boulevard au fort; et au moment où Glacidas et tout son monde veulent traverser, le pont incendié s'écroule, et ils tombent tous dans la Loire, où ils se noient. Ainsi périrent Glacidas, le sire de Pomus, le seigneur de Moulins, le bailli de Mantes, et plusieurs autres chevaliers bannerets et nobles d'Angleterre.

« Le passage du boulevard dans le fort est bientôt rétabli à la hâte avec des poutres, et les François poursuivent l'attaque des Tourelles, qui se trouvoient ainsi serrées de très près de deux côtés. Ce qui restoit de garnison dans le fort, sans officiers, sans munitions de guerre (on les avoit entièrement épuisées), sans espérance de secours, se rendit prompte-

<sup>1</sup> Déposition de Dunois (de l'Averdi, pag. 361).

<sup>2</sup> Voir le plan de l'ancien pont d'Orléans et de ses abords, pl. 4.

<sup>3</sup> Déposition de Jean Pasquerel (de l'Averdi, pag. 362).

<sup>4</sup> Voir le plan ci-dessus cité.



ment dans la crainte d'être ensevelis sous les ruines d'une bastille inutilement défendue. De cinq cents chevaliers et écuyers réputés les plus preux et les plus hardis de tout le royaume d'Angleterre qui étoient là, deux cents eurent la vie sauve, et trois cents autres furent tués ou noyés.<sup>1</sup>

« Un fait bien digne de remarque, c'est que, pendant ces combats sanglants, les Anglois de la rive droite n'ont pas fait le moindre mouvement pour secourir le fort et le boulevard des Tourelles, et qu'ils n'ont rien entrepris contre la ville, dégarnie alors de presque tous ses défenseurs.

« Jeanne d'Arc entra dans Orléans par le pont, ainsi qu'elle l'avoit annoncé le matin en partant pour le combat. Elle fut accueillie avec le plus grand enthousiasme. Les cloches sonnèrent toute la nuit; le peuple se précipita en foule dans les églises pour rendre à Dieu d'humbles actions de grâces. Le *Te Deum* fut chanté; chacun répétoit à l'envi les merveilles circonstances de la journée: c'étoit à qui en feroit les plus incroyables récits. L'héroïne se retira dans sa demeure, et l'on mit un nouvel appareil sur sa blessure.<sup>2</sup>

« Pendant la nuit, et au bruit des réjouissances d'Orléans, le comte de Suffolck, lord Talbot, et les autres chefs anglois, s'assemblent en conseil, et prennent la résolution de lever le siège, de crainte qu'il ne leur en arrivât autant qu'à Glacidas. Cependant ils ne veulent pas se retirer avec honte et en fuyant. Dès le matin du 8 mai, c'étoit le dimanche, après avoir mis le feu à leur logis et à leurs bastilles, ils rangent tous leurs gens en bataille jusque sur les fossés de la ville, et semblent offrir le combat aux François<sup>3</sup>. Jeanne, informée de ce qui se passe, sort précipitamment de son lit, où sa blessure la retenoit encore; elle se revêt d'une armure légère, et vient rejoindre les chefs de guerre, qui étoient déjà sortis de la ville pour accepter l'espèce de défi que sembloit leur faire l'armée angloise. Elle rangea elle-même l'armée en bataille; mais elle défendit d'attaquer. « Pour l'amour et l'honneur du saint dimanche, dit-elle à « ses gens, ne les attaquez pas les premiers, et ne leur de-  
« mandez rien; car c'est le bon plaisir et la volonté de Dieu  
« qu'on leur permette de s'en aller s'ils veulent partir. S'ils

<sup>1</sup> *Histoire de la Pucelle*, pag. 513. — *Journal du siège*, pag. 88.

<sup>2</sup> Déposition de Dunois (de l'Averdi, pag. 362). — *Journal du siège*, pag. 89. — Déposition de Dunois (de l'Averdi, pag. 362).

<sup>3</sup> *Idem.*

« vous assaillent, défendez-vous hardiment; vous serez les « maîtres. » Elle fait alors apporter une table, la fait décorer des ornements religieux, et se prosterne humblement avec toute l'armée françoise et les citoyens d'Orléans devant cet autel élevé à la face du ciel, au milieu des champs, entre la ville et les ennemis. On célébra deux messes, et, à la fin de la seconde, Jeanne demanda qu'on regardât si les Anglois tournoient le visage ou le dos aux François. On lui répondit qu'ils effectuoient leur retraite en bel ordre et se dirigeoient sur Mehung. « En mon Dieu, dit-elle, laissez-les partir : « Messire ne veut pas qu'on combatte aujourd'hui; vous « les aurez une autre fois. » Mais elle eut beau dire *ne les tuez pas*, il suffit de leur départ. On poursuivit l'ennemi, et on lui prit plusieurs bombardes, de gros canons, des arcs, des arbalètes et autres armes.<sup>1</sup>

« Les Anglois partis, le peuple d'Orléans sortit en foule de la ville, et se répandit dans les bastilles, où il trouva de grands approvisionnements de vivres, des bombardes et des canons.

« Toutes les bastilles furent rasées d'après les ordres des chefs de guerre. Alors la Pucelle et tous les guerriers rentrèrent dans la ville, et rendirent d'humbles actions de grâces au Seigneur, au milieu de l'enthousiasme de tout le clergé et du peuple. Une procession<sup>2</sup> solennelle de tous les prêtres d'Orléans parcourut les rues et les remparts de la ville, en faisant retentir les airs d'hymnes et de cantiques religieux.

« Ainsi huit jours s'étoient écoulés depuis l'arrivée de Jeanne d'Arc dans Orléans; trois seulement avoient été employés à combattre, et déjà dans les deux partis tout avoit changé de face. »

J. D.

<sup>1</sup> *Journal du siège*, pag. 91. — Dépositions de Guillaume Posteau, bourgeois d'Orléans, et de plusieurs autres témoins (de l'Averdi, pag. 363).

<sup>2</sup> C'est cette procession que l'usage a consacrée, et que l'on renouvelle encore le 8 mai de chaque année; elle n'a été interrompue que pendant les années orageuses de la révolution. Rétablie en 1803, elle a lieu aujourd'hui d'après la tradition des anciens usages. La Pucelle y est représentée par un jeune garçon vêtu d'un habit tailladé aux couleurs de la ville, portant un drapeau, et précédé d'une bannière. Tous les magistrats et fonctionnaires publics assistent à cette cérémonie.

---

## SECTION III.

## NOTICES HISTORIQUES.

*Des Causes principales de la Popularité du Clergé  
en France, sous les deux premières races.<sup>1</sup>*

## INTRODUCTION.

J'ENTREPRENDS ici de rechercher quelles furent les principales causes de la popularité du Clergé en France, sous les deux premières races. Cette période de nos annales à laquelle je m'attache, est devenue depuis longtemps le sujet d'un grand nombre d'écrits, et de nos jours elle en a fait naître de fort remarquables. Cependant on doit convenir que les opinions qui tendent à prévaloir relativement aux hommes et aux choses de ces temps reculés, sont quelquefois hasardées, et qu'elles s'écartent en beaucoup de points des opinions précédemment reçues; cela provient peut-être moins d'un progrès de lumières, que d'un changement dans la méthode de critique. Chez les Bénédictins et chez les autres savants leurs émules, dont les veilles ont été consacrées à l'étude de nos antiquités nationales, on s'attachoit principalement aux faits; on les recueilloit avec un soin minutieux, puis on les exposoit avec fidélité et simplicité. Il y avoit peu de raisonnements et de jugements généraux; les vérités historiques étoient rarement érigées en dogmes

<sup>1</sup> Le mémoire auquel appartient la présente introduction a été lu en entier à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Une partie de l'introduction seulement a été lue dans la séance publique des cinq académies, le samedi 2 mai 1855, et livrée ensuite à l'impression.

absolus, mais elles étoient disposées avec ordre et venoient se fondre une à une dans les récits. Plein de respect pour les anciens, on suivoit religieusement leurs témoignages, et l'on se conformoit volontiers à leurs opinions; la discussion des textes se faisoit par les textes, et généralement on aimoit mieux en tout se soumettre à l'autorité, que de tout soumettre à sa raison. Cette méthode, à laquelle on n'accorde pas le nom de philosophique, a produit des historiens et des antiquaires très savants; leur école sera toujours unanimement estimée à cause de leur érudition, de leur conscience et de leur modestie, sans parler d'autres qualités précieuses qui ne sont pas senties de tout le monde, et qu'on regarde un peu trop, je crois, comme l'apanage exclusif des temps actuels.

Une seconde méthode a été mise en usage. Les critiques qui l'ont adoptée ont employé beaucoup moins l'érudition que le raisonnement. Choisir un certain nombre de faits, les commenter, les placer dans la dépendance les uns des autres, leur assigner des causes ou des relations communes, et les lier en système; se tenir dans les idées générales, poser des principes de morale et de politique, et s'affranchir de toute autorité : tels sont, je pense, les caractères qui distinguent l'école de l'abbé de Mably. Mais s'il n'est pas philosophique d'adopter une opinion sur la seule autorité d'un Valois, d'un Mabillon ou d'un Dubos, il est moins philosophique encore de s'en former une sans s'inquiéter de celle que de pareils hommes ont consignée dans leurs écrits.

Cette méthode, qui n'est pas d'ailleurs la plus difficile, fatigue ordinairement les lecteurs par l'attention qu'elle exige d'eux, et par les faits qu'elle leur dérobe; elle les rebute aussi quelquefois à cause de la pédanterie et de la sécheresse qui l'accompagnent.

Sans y renoncer pour le fond, on l'a modifiée plus tard dans la forme. A la prétention d'instruire, on a joint celle de plaire; à côté des systèmes on a placé des descriptions et des tableaux, et peu s'en est fallu qu'une œuvre de critique ne devînt une œuvre purement litté-



raire. D'une part l'imagination et le talent des écrivains ont suppléé quelquefois au silence des textes, et sont allés plus loin que les documents; d'autre part, l'omission de certaines circonstances historiques a laissé prendre aux faits un caractère et une couleur qui ne leur conviennent pas. Les personnages n'ont pas toujours été fidèlement représentés : pour les produire avec plus d'avantage sur la scène, on a dû les dégager de leur enveloppe un peu trop matérielle; leurs qualités bonnes ou mauvaises, et leurs passions ont été exagérées ou dénaturées, et rendues ainsi plus éclatantes; trop souvent on a visé à l'effet et demandé le drame à nos vieux auteurs. Il est arrivé qu'en cherchant l'histoire dans leurs écrits, on a cru y trouver aussi la littérature; on a cru même y voir un nouvel art avec de nouveaux modèles d'écrire, et, depuis, les compositions du moyen âge ont été mises en grand honneur.

Dans le même temps, la politique, qui se mêloit à tout, est venue envahir le domaine de l'érudition. On a fouillé dans nos annales les anciens droits du peuple, on les a revendiqués Grégoire de Tours à la main; quant aux autres droits coexistants qui servoient de contrepoids aux premiers, et qui sans doute en diminuoient beaucoup le prix, on s'est ordinairement dispensé d'en tenir compte. Dans une même institution on a pris le bon et laissé le mauvais, tandis que tous deux s'y trouvoient simultanément. Or, si vous invoquez le passé seulement pour ce qui vous convient, d'autres l'invoqueront aussi, avec la même autorité, pour ce qui vous déplaît. Si les titres que vous faites valoir vous rendent votre propriété, ils vous la rendent avec toutes ses servitudes, il ne vous est pas libre de séparer le bien du mal; il faut tout prendre ou tout laisser. Que si vous prenez le tout sans division, est-il bien sûr alors que telle liberté réclamée par vous en faveur de la nation ou de la commune, soit pour elles acceptable, et que l'état que vous leur souhaitez vaille mieux que celui qu'elles possèdent? A mon avis, l'histoire de notre pays, tout en nous présentant des leçons fort

utiles, est peu propre à nous conférer des droits politiques; ceux qu'on réclame ont besoin d'être étayés d'une autre autorité.

Ce n'est pas seulement l'esprit de parti, c'est aussi le spectacle des grands événements passés sous nos yeux, qui nous a prévenus, qui nous a trompés dans la critique des temps anciens de la monarchie française. Témoins de la puissance actuelle du peuple, nous nous sommes imaginé qu'elle avoit été la même à toutes les époques, et nous avons cherché à toutes les révolutions une cause populaire. Cette manière, qui présente de la grandeur et quelque chose d'imposant, a pris faveur aussitôt; toute autre façon de voir, réputée mesquine, a été décréditée, et le peuple, considéré comme l'âme de l'histoire, est devenu la raison de tout.

Une telle diversité de méthodes a successivement engendré beaucoup d'opinions et de doctrines différentes, au milieu desquelles on a peine à se reconnoître; et comme l'idée qu'on se forme d'un ordre de choses influe sur la manière de concevoir chacune de ces choses séparément, celui qui veut traiter de nos antiquités nationales se trouve en quelque sorte obligé, sous peine de ne pas se faire comprendre, de dire d'avance son école, et d'exposer son point de vue général avant d'aborder le sujet particulier qu'il a choisi. Je demande donc la permission de décrire ici les principaux traits sous lesquels je me représente les premières époques de la monarchie française; ce tableau servira comme d'introduction au présent mémoire et aux autres que je prépare sur les mêmes époques. Dans les questions de goût, il me suffira de produire mon sentiment; dans les questions de faits, j'aurai soin de fournir mes preuves. Mais je dois exprimer dès maintenant mes regrets d'être obligé, dans ce qui va suivre, de me mettre quelquefois en opposition avec des écrivains de réputation et de mérite, dont les ouvrages ont été fort utiles à l'histoire de notre pays, non seulement en la rendant populaire et en la plaçant au premier rang dans les études actuelles, mais encore en y

portant le jour sur des points obscurs ou mal observés. Mes regrets sont d'autant plus vifs, que deux de ces écrivains appartiennent à cette académie, et que leur absence fait tomber mes observations sur les opinions de confrères qui ne peuvent m'entendre.

Le moyen âge, que les Bénédictins commencent avec la monarchie françoise, et terminent au règne de Philippe-Auguste, embrasse les temps les plus barbares et les moins attachants de notre histoire. Beaucoup de lecteurs les abordent avec répugnance et les quittent avec dégoût; quelque effort qu'ils fassent, ils y découvrent peu d'héroïsme et peu de poésie. A leurs yeux les annales des Francs, si l'on en retranche le règne de Charlemagne, ne se remplissent trop souvent que d'excès honteux et de passions vulgaires; l'avidité et la bassesse en marquent à peu près toutes les pages. Ces peuples se montrent sans générosité, sans pitié dans la bonne fortune; sans dignité, sans résignation dans la mauvaise; perfides et cruels dans tous les temps. Quant à la littérature du même âge, les mêmes personnes n'en conçoivent pas une idée plus avantageuse; nos romanciers leur paroissent pour l'ordinaire traînants, pauvres d'images et de pensées, et de plus dépourvus de ces grands exemples de vertu et d'amour de la patrie qui ajoutent tant d'intérêt et de charme aux écrivains de l'antiquité grecque et romaine. Enfin, la fiction chez nos auteurs ne vaudroit pas mieux que la vérité, le roman seroit digne en tous points de l'histoire, et le moyen âge nous offriroit en général le type du laid dans tous les genres.

Ce premier jugement sur l'ensemble de cette époque pourra paroître sévère, mais souvent, il faut en convenir, il se trouvera mérité. Pénétrons dans l'intérieur de l'ancienne monarchie françoise, et voyons de près quelle y étoit alors la condition des gouvernants et celle des peuples.

Sous le rapport de l'ordre civil, la société est abandonnée au pouvoir du plus fort, et demeure continuellement exposée à l'arbitraire et à la violence; si le peuple

conserve encore quelques restes de vie et d'action dans la municipalité, il est sans influence et sans défense dans l'état politique. Les guerres et les divisions intestines mettent à chaque heure en péril tout ce qu'il a de plus cher; il n'y a réellement pour lui ni repos, ni liberté, ni propriété. La loi ne sert qu'à la force, et plus on a besoin de protection, moins on est protégé. « Que l'homme foible, *debilior persona*, dit cette loi, soit abandonné au dernier juge; mais que l'homme puissant, *francus* <sup>1</sup>, ne soit envoyé au supplice qu'après le jugement du roi » <sup>2</sup>. Le tarif des compositions, inséré dans les codes des Francs et des autres barbares, dépose assez que chez eux l'égalité existoit encore moins que la liberté.

La première race fut un pillage et un combat continuel. Chacun s'efforçoit de prendre et de garder : les rois, des provinces; les leudes, des bénéfices; les hommes libres, des aleux; et tous les moyens furent pour cela trouvés bons et légitimes. Alors rien n'étant assis ni fixé, il ne pouvoit s'établir de gouvernement; il ne s'agissoit encore que de propriété et de domination : la conquête duroit toujours. La question décidée entre les Francs et les Gaulois, entre les conquérants et les peuples conquis, n'étoit pas vidée entre les conquérants eux-mêmes. Ceux-ci n'avoient d'organisation que pour la guerre; soldats et non citoyens, il leur restoit tout l'ordre civil à créer. Campés sur les deux rives du Rhin, et vivant dans un état pour ainsi dire normal d'hostilités continuelles, ils n'eurent pas le temps de s'organiser pour l'état de paix. A la vérité, ils étoient établis solidement sur la frontière nord-est de la Gaule, et même cet établissement resta le principal fondement de leur puissance, puisqu'on les vit plus tard forcés, pour consolider leur domination, de se rapprocher de leurs anciennes demeures et de choisir pour capitales de leurs nouveaux

<sup>1</sup> C'est le sens que Montesquieu donne ici au mot *francus*. V. *Esprit des Loix*, XXX, 25.

<sup>2</sup> Décret de Childeberr, § 8, dans Baluze, *Capitularia*, tom. I, col. 19.



États les villes de Metz, Orléans, Paris et Soissons<sup>1</sup>; on connoît aussi la prépondérance que l'Austrasie donna aux princes qui la possédèrent : mais les Francs n'avoient rapporté de leurs établissements primitifs aucune constitution civile. Leur code est un code pénal plutôt qu'un corps de lois politiques, et ne convient évidemment qu'à des peuples dans la barbarie ou dans l'enfance de la civilisation. Ils ne paroissent pas même avoir senti, pendant plusieurs siècles, le besoin de circonscriptions territoriales régulières et fixes. On voit des comtes dans Grégoire de Tours, mais on y voit à peine des comtés; le mot *comté* n'étoit pas encore un nom géographique. Les villes, comme les provinces, étoient possédées en commun par des souverains différents; c'étoit un partage de propriétaires plutôt qu'un partage de rois; c'étoient des lots, *sortes*, des domaines plutôt que des États, et les parts étoient égales s'il y avoit égalité dans les revenus. D'ailleurs, les Francs avoient conquis la Gaule pour s'emparer de ses produits encore plus que pour la gouverner.

L'idée de lui donner un gouvernement régulier et général semble ne leur être venue qu'assez tard. L'autorité fut centrale et militaire, parce que telle étoit sa nature avant la conquête; mais l'état dans lequel les conquérants alloient se trouver offroit peu d'analogie avec celui d'où ils étoient sortis. Maintenant devoient surgir pour eux beaucoup de difficultés nouvelles, qui ne pouvoient se résoudre que par la force : d'abord lutte de souverain à souverain ou de chef à chef, pour fixer l'étendue de la domination; ensuite lutte des leudes et lutte des propriétaires entre eux ou contre le roi, pour décider la question de propriété. Les droits de la royauté, de la seigneurie et de la propriété n'étoient pas encore définis, et ne pouvoient se fonder ni sur des traités violés ou changés sans cesse, ni sur une possession dépourvue de la sanction du temps. Guerre et anarchie continuelle, telle fut la condition de la première race, et cette condition étoit inévitable : dans l'absence de la loi et du

<sup>1</sup> Fredeg. *Hist. epit.*, XX.

droit, il n'y avoit de règne que pour la violence et le désordre. Les institutions ou coutumes sauvages, apportées par les rois mérovingiens de leur ancienne patrie, n'avoient pas d'avenir dans la Gaule, au milieu de la civilisation romaine et en présence de l'organisation régulière et forte d'un clergé puissant ; le gouvernement germanique chancela bientôt, et lorsqu'il fut renversé, la maison de Clovis fut entraînée dans sa chute.

Cependant les Francs, dès le berceau de leur monarchie, ne formoient plus qu'un peuple dégénéré : moitié dans la Germanie et moitié dans la Gaule, moitié Germains et moitié Romains, ils étoient demi-barbares et demi-civilisés. Ces germes qu'ils avoient reçus de la civilisation romaine, les premiers princes de la seconde race les cultivèrent avec soin lorsqu'ils eurent restauré l'autorité royale et fondé le pouvoir sur une base fixe, et non plus uniquement sur le nombre des vassaux. Alors on vit naître un système arrêté de gouvernement, ainsi qu'une véritable constitution politique et civile. Toutefois, rien de neuf ne fut imaginé, de même que rien d'instantané ne fut accompli ; et voilà ce qui explique le silence d'Éginhard et des autres écrivains au sujet des institutions nouvellement introduites. Il est vraisemblable qu'elles datent en grande partie de Charlemagne ; mais, comme on vient de le dire, ce prince n'imagina presque rien ; il se contenta de perfectionner ce qui étoit avant lui dans l'État ou d'imiter ce qu'il voyoit autour de lui dans l'Église, et ne fit ordinairement que transporter dans l'ordre civil ce qu'il trouvoit établi dans l'ordre ecclésiastique. Ainsi, les divisions diocésaines lui servirent de modèles pour l'administration de son royaume, et donnèrent naissance aux divisions des cités ; l'autorité devint territoriale de personnelle qu'elle étoit auparavant, et s'appuya sur des comtés au lieu de reposer sur des *comitats*. Les *legati* de la première race<sup>1</sup>, qui n'étoient

<sup>1</sup> Ils sont nommés *personæ de latere regis* et *missi regales* dans Grégoire de Tours, V, 29 ; *missi* dans la Chronique de Frédégaire, LVI ; *legatarii* et *missi de palatio* dans Marculf, I, 11 et 20 ; *legatarii regis*

que des commissaires envoyés en certaines occasions et pour des cas particuliers, furent de plus érigés, sous le titre de *missi dominici*, en magistrats publics ordinaires, ayant des départements distincts, *missatica*, des fonctions périodiques et des pouvoirs supérieurs. Les assemblées générales, qui n'étoient que des revues ou des conseils de guerre, prirent le caractère d'assemblées législatives, de conseils suprêmes et de cours souveraines de justice. Enfin le gouvernement, au lieu d'être arbitraire, mobile et personnel comme dans une armée, fut régulier, fixe et réel, mais toujours absolu.

Ces institutions de Charlemagne et les constants efforts de ce prince pour améliorer le sort de ses peuples ont été, depuis quelques années, singulièrement travestis; ce que naguère on admiroit d'un accord unanime est aujourd'hui déprécié d'une étrange manière. On accuse le restaurateur de l'empire d'Occident d'avoir agi tout au rebours de l'esprit et des besoins de son époque; on le blâme surtout d'avoir voulu plier ses sujets à l'unité, à la centralisation impériale, et de s'être proposé d'en faire une seule et grande nation. C'étoit une idée absurde, dit-on, que celle de conduire les Germains d'après les principes de l'Empire, et de les fondre, s'il est permis de se servir de cette expression, dans le moule de l'administration romaine. Mais, peut-on répondre, eût-il été plus raisonnable de façonner aux mœurs germaniques les Gaulois, les Romains, beaucoup plus nombreux que leurs vainqueurs? Vous ne voulez pas du gouvernement romain pour les Barbares, et vous voulez du gouvernement barbare pour les Romains. La question, en la supposant telle que vous la présentez, seroit encore susceptible de controverse. Mais qui peut reconnoître dans la constitution de l'empire de Charlemagne celle de l'empire de Constantinople? Où voit-on, dans l'empire de Constantin ou de Théodose, les champs de mai, les *missi dominici*,

dans la loi des Ripuaires, LXV, 3; et la loi Salique parle de ceux qui sont *in ambascia dominica*. Voy. *Lex sal. antiqu.*, tit. I, c. 3, et tit. XIX, c. 6; dans Bouq., t. IV, p. 126 a et 135 c.

les seigneuries et la vassalité, et cette foule de lois particulières à chaque peuple que Charlemagne, bien loin de les détruire pour en composer un code unique, universel, mit tous ses soins à recueillir, à perfectionner, à perpétuer ? Il suffit de jeter les yeux sur les deux constitutions pour découvrir aussitôt combien elles étoient étrangères l'une à l'autre ; elles n'avoient véritablement de commun que le titre d'impérial et le pouvoir absolu. Non, Charlemagne ne s'est pas consumé à donner au monde, comme on l'a dit<sup>1</sup>, une vaine représentation de l'empire romain ; il a voulu ce que doivent vouloir tous les chefs des nations désordonnées et incapables de liberté, les soumettre au frein et les gouverner en maître ; et lors même qu'il eût fait de larges emprunts à la civilisation romaine, on n'en seroit pas mieux fondé à le blâmer. Il y avoit dans cette civilisation des principes d'ordre et de justice, applicables à tous les pays et à tous les âges, qui ne pouvoient que favoriser la consolidation de son empire. Ce n'est pas l'élément romain, pour me servir du langage actuel, c'est l'élément germanique, la barbarie, qui l'a démembré. Enfin, si l'Empire a péri, ce n'est point par les vices que Charlemagne y auroit introduits, mais par ceux qu'il n'a pu en retrancher. Tous ces peuples, que la violence avoit d'abord réunis sous le même sceptre, ayant conservé chacun la jouissance de leur loi civile et des coutumes de leur patrie, s'unirent sans se confondre, et s'habituerent volontiers ensemble. Du moment qu'ils eurent embrassé la même loi religieuse et qu'ils furent incorporés à l'Empire, il naquit pour eux une communauté d'intérêts qui leur rendit cher leur nouvel état ; et lorsque l'heure de la séparation fut venue, ils tournèrent en pleurant leurs regards vers ce trône impérial, leur gloire et leur sécurité : ils sembloient pressentir l'anarchie, les guerres intestines, les invasions étrangères et les fléaux de toute espèce qui devoient les morceler et les détruire. Cependant, s'il en falloit croire

<sup>1</sup> Voy. *Hist. de France*, par M. Michelet, t. I, p. 329-348.



des écrivains d'ailleurs fort habiles, la ruine de l'empire de Charlemagne auroit été dans les vœux de ses peuples, et se seroit opérée au milieu des cris de la joie populaire; tandis que les seuls cris de ces temps malheureux qui soient parvenus jusqu'à nous sont, au contraire, ceux de la douleur et du désespoir. Comment donc a-t-on pu se laisser entraîner à des opinions si peu d'accord avec les témoignages contemporains ? Je crains qu'ici, et dans beaucoup d'autres cas encore, on n'ait trop jugé du passé par le présent. Comme, d'une part, ces cris de douleur dont je parle, les seuls qui retentissent dans notre histoire, ont été proférés par des ecclésiastiques, les uniques écrivains de cet âge, et comme, d'autre part, le clergé de notre époque n'a pas joui de la faveur populaire, on se sera laissé prévenir par l'esprit des temps actuels; on aura fait du clergé du ix<sup>e</sup> siècle un clergé anti-national; et par la raison que ce clergé étoit évidemment pour l'unité de l'Empire, on aura conclu que le peuple étoit contre.

Ce raisonnement, qui n'est pas juste, on l'appuie sur une fausse interprétation d'un passage de Florus, diacre de l'église de Lyon. Cet auteur, après avoir célébré la gloire de l'empire carlovingien, qui n'avoit qu'un prince et qu'un peuple, c'est ainsi qu'il s'exprime, déplore le démembrement qui s'en est fait sous ses yeux. Jusqu'ici, tout le monde est d'accord sur le sens. L'auteur poursuit : « Quelle sera la fin de ces maux ? dit-il; où s'arrêtera la colère de Dieu ? » Puis il ajoute : « Mais c'est à peine si quelqu'un s'en inquiète, c'est à peine s'il y pense, c'est à peine si, en s'en affligeant, il laisse éclater au dehors sa douleur. ON SE LIVRE AUX PLAISIRS AU MILIEU DES PLAIES CRUELLES D'UN ROYAUME QUI SUCCOMBE, et l'on donne le nom de paix à ce qui ne présente aucun des biens de la paix. » Voici les vers de Florus : <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Flori, diac. Lugdun., *Querela de divisione imperii*, vers 108-112, dans Bouquet, t. VII, p. 303 a, b. M. Augustin Thierry, *Lettres sur l'Histoire de France*, lettre XI, p. 214 (2<sup>e</sup> édit.), traduit le passage de cette manière : « Tous anciennement unis par les liens de la concorde, « maintenant que l'alliance est rompue, seront tourmentés par de

*Quis finis, quæve ira Dei mala tanta sequatur?  
Quæ jam vix aliquis pavitanti corde volutat,  
Vix recolit, vix inde dolens suspiria fundit.*

GAUDETUR FESSI SÆVA INTER VULNERA REGNI :

*Et pacem vocitant, nulla est ubi gratia pacis.*<sup>1</sup>

Le sujet de la contestation tombe presque uniquement sur le cinquième vers, que l'on a traduit ainsi : *On se réjouit plutôt du déchirement de l'empire*, comme s'il y avoit *gaudetur vulneribus regni*, tandis qu'il y a *gaudetur inter vulnera regni*, expression bien différente. Ce n'est point à cause des plaies du royaume, c'est malgré ces plaies qu'on se réjouit : telle est la pensée du poète. L'ordre des idées suffiroit, d'ailleurs, si le sens étoit douteux, pour dissiper toute incertitude. En effet, l'auteur reproche à ses contemporains de ne pas s'affliger assez des malheurs du pays (l'idée de déchirement n'est pas exprimée dans le passage latin); or, s'ils ne s'en affligeoient pas assez, donc ils s'en affligeoient au moins un peu.<sup>2</sup>

Après s'être trompé dans l'appréciation des faits, on s'est livré à la recherche des causes, et l'on est tombé de nouveau dans l'erreur. Toujours préoccupé du rôle que joue le peuple dans les temps modernes, on a supposé qu'au IX<sup>e</sup> siècle un événement aussi grave que la dissolution d'un grand empire n'avoit pu arriver que par le vouloir du peuple, et l'on a considéré cet événement comme une révolution populaire; mais il est impossible

« tristes dissensions. De quelle fin la colère de Dieu fera-t-elle suivre « tous ces maux? A peine est-il quelqu'un qui y songe avec effroi, qui « médite sur ce qui se passe et s'en afflige : ON SE RÉJOUIT PLUTÔT DU DÉCHIREMENT DE L'EMPIRE, et l'on appelle paix un ordre de choses qui « n'offre aucun des biens de la paix. » La traduction de M. Guizot est tout-à-fait conforme à celle de M. Thierry. Voy. *Cours d'histoire moderne*, leçon XXIV, tome II, p. 439 et 440.

<sup>1</sup> Le dernier vers rappelle ce passage de Tacite, dans *Agricola* (ch. 30) : *Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant*. Le même vers pourroit se rapporter au traité de Strasbourg, de 842, entre Charles-le-Chauve et Louis de Germanie, ou mieux au traité de Verdun, de 843, entre les trois frères; alors on le traduiroit ainsi : *et l'on donne le nom de paix à ce qui ne contient aucun gage de paix*.

<sup>2</sup> C'est comme, en écartant, du reste, tout autre point de comparaison, si des harangues de Démosthènes, dans lesquelles il reproche aux Athéniens leur apathie, on concluoit que ce peuple couroit au-devant de la domination de Philippe.

d'attribuer au peuple les grandes choses de cette époque, le bien ni le mal qui s'y commettent. Alors le peuple étoit entièrement passif ou nul dans l'État, et il y auroit moins d'exagération à le représenter comme un troupeau dont les bergers se font le partage, que comme une puissance qui donne la loi aux princes et au pays<sup>1</sup>; et c'est là ce qui absout nos vieux auteurs de l'accusation qu'on leur adresse encore journellement, d'avoir fait l'histoire des couvents ou de la cour et non celle du peuple. L'historien n'écrit que ce qu'il voit; il ne parle que de ce qui agit, de ce qui existe: comment feroit-il l'histoire du peuple lorsqu'il n'y a pas de peuple? Mais que le peuple monte à son tour sur la scène politique, il se présentera bientôt un Froissard pour écrire son rôle.

Suivant M. Thierry et ses imitateurs, la dissolution de l'empire de Charlemagne auroit été opérée par les races, par l'impérieux besoin que les populations ressentoient de se diviser d'abord, pour se reformer ensuite d'après les langues, les mœurs et les coutumes propres à chacune d'elles<sup>2</sup>. Cet autre système, exposé de même avec beaucoup de talent et de bonne foi, a été pareillement adopté tout à coup, sans examen, et d'enthousiasme, par tous ceux qui recherchent la nouveauté plutôt que la vérité dans l'histoire. Voyons sur quels fondements il repose. Il exige deux conditions: la première, c'est que dans ce pêle-mêle général des peuples qui se sont jetés sur la Gaule, les races auront toujours conservé leur homogénéité, leur existence à part et leur esprit national; autrement, elles n'auroient pu agir comme races, et la cause assignée à leur action seroit purement imaginaire. La seconde condition, c'est que le partage de l'empire se sera effectué d'après les races, c'est-à-dire qu'au milieu du démembrement les races se seront épurées pour former des États

<sup>1</sup> *Continuis prædis plebs miseranda laborat;  
Nobilitas discors in mutua funera sævit.*

Florus, v. 21 et 22, dans Bouq., t. VII, p. 301 d.

<sup>2</sup> M. Guizot, n'adoptant pas complètement sur ce point l'opinion de M. Thierry, assigne au démembrement de l'empire carlovingien d'autres causes que nous examinerons tout à l'heure.

particuliers et différents; sinon la conséquence ne répondroit pas au principe, et la supposition du principe lui-même ne sauroit se justifier. Or je dis, premièrement, que les races ne constituoient pas des populations séparées et distinctes dans la monarchie des Francs; à savoir, que les individus ou les familles d'une même race n'habitoient pas le même territoire et n'étoient pas administrés séparément. Pour le prouver, j'observe que le symbole le plus sûr auquel nous puissions aujourd'hui reconnoître, entre les divers peuples de la Gaule, ceux qui avoient une origine commune, consiste dans la loi qu'ils suivoient <sup>1</sup>. Nous savons, en effet, que les lois étoient personnelles et non territoriales dans l'empire des Francs <sup>2</sup>, et que c'étoit la filiation et non le lieu de la naissance qui don-

<sup>1</sup> H. de Valois (*Hist. rer. Franc.*, t. I, p. 391 et 424), Lecoinge (*Annal. eccles.*, t. I, p. 127), Fleury (*Hist. du Droit franç.*, p. 16), et, d'après eux, l'abbé Dubos (*Hist. crit. de la monarchie franç.*, VI, 5, t. II, p. 444-448, in-4°), jugent quelquefois de l'origine des personnes par celles des noms qu'elles portent. M. Thierry va beaucoup plus loin, et paroît poser en principe que le nom est indicatif de la race. Conformément à ce principe, lorsque des noms de personnes appartiennent à des langues différentes, il en conclut pour ces personnes mêmes une diversité d'origine; et cette diversité une fois supposée, il explique les faits par la prétendue inimitié des races. Ainsi, par exemple, dans le procès de Prétextat, M. Thierry trouvant parmi les juges de cet évêque des prélats qui portent les uns des noms latins, et les autres des noms tudesques, conclut de cette seule circonstance, que les premiers étoient des personnages gallo-romains, et les seconds des personnages germains ou francs; puis il voit dans le conflit des opinions du tribunal un conflit de races, c'est-à-dire une question d'intérêt national qui s'agite entre deux peuples. Mais le principe d'où il part est bien loin d'être constant, et rien n'est plus facile, sans sortir de la période mérovingienne, que de citer bon nombre d'exemples qui le repoussent obstinément. Ainsi *Richomeris* et *Chramnelenus*\*, dont les noms semblent indiquer des Germains, étoient néanmoins d'origine romaine, d'après le témoignage formel de Frédégaire (*Chron.* 29 et 78): ainsi *Bursolenus* et *Dodo* sont fils de Severus (Grég. de Tours, *Hist.* V, 26); *Leudastes* est fils de Léocadius (*ibid.*, 48 et 49); *Mummolenus* est père de *Bobo* et de *Bodegisilus* (*ibid.*, VI, 45, et X, 2); le duc d'Austrasie Martin étoit certainement Germain d'origine. Les cas d'anomalie deviennent encore plus nombreux lorsqu'on descend dans la seconde race; et en effet, plus les peuples se sont mêlés, plus l'échange des noms nationaux est devenu fréquent.

<sup>2</sup> Dubos, VI, 1, t. II, p. 377. — Montesquieu, *Esprit des Loix*, XXVIII, 2.

\* Nous avons mis les noms latins en romain et les noms tudesques en italique.



noit à chacun sa loi. Par exemple, le fils d'un Bourguignon étoit Bourguignon, et suivoit la loi gombette, dans quelque pays qu'il fût né : donc la loi représente la race; donc, si nous découvrons dans un même pays la diversité des lois, nous en concluons que la diversité des races s'y trouvoit nécessairement. Cela posé, écoutons ce que dit l'archevêque de Lyon Agobard, dans le Mémoire qu'il adresse à Louis-le-Débonnaire, pour l'abrogation de la loi des Bourguignons <sup>1</sup> : « Je désire savoir de votre piété, « écrit-il à l'empereur, si ce n'est pas un obstacle à cette « grande unité de l'opération divine (la réunion des « peuples en J.-C.) que cette prodigieuse diversité de lois « qui règne non seulement dans chaque contrée ou dans « chaque ville, mais encore dans beaucoup de maisons; « car souvent il arrive que, de cinq hommes qui vont ou « qui siègent ensemble, on n'en trouve pas deux qui « suivent extérieurement la même loi pour les choses du « monde, quoiqu'ils soient tous soumis intérieurement à « celle de J.-C. lorsqu'il s'agit de l'éternité. Représentez- « vous de vrais chrétiens, pleins d'amour pour la vraie « foi, ayant confiance entre eux comme de bons frères, et « témoignant tous de l'estime pour les paroles de chacun « lorsqu'ils cherchent à s'édifier ensemble par des entre- « tiens honnêtes; s'il survient tout à coup à l'un d'eux « une contestation devant les tribunaux, il ne pourra « néanmoins prendre pour témoin aucun de ses meilleurs « amis, au milieu desquels il se promenoit; et la raison,

<sup>1</sup> « Cupio per pietatem vestram nosse, si non huic tantæ divinæ ope-  
« rationis unitati aliquid obsistat tanta diversitas legum, quanta non  
« solum in singulis regionibus aut civitatibus, sed etiam in multis  
« domibus habetur. Nam plerumque contingit ut simul cant aut sedeant  
« quinque homines, et nullus eorum communem legem cum altero  
« habeat exterius in rebus transitoriis, cum interius in rebus peren-  
« nibus una Christi lege teneantur. Et cum forte contingit ut omnes  
« sint veraciter Christiani, fidei veritatem amantes, et invicem sibi,  
« ut carissimi fratres, credant, et nemo alterius testimonium spernat,  
« cum se bonis locutionibus ædificant; si subito contigerit alicui ex  
« ipsis disceptatio in judiciis, nullum poterit habere testem de suis  
« carissimis sociis, cum quibus simul gradiebatur, eo quod non reci-  
« piatur testimonium alicujus super Gundobadum, et cetera similia.»  
*S. Abogardi liber adversus legem Gundobadi*, c. 4, dans les OEuvres  
d'Agobard, t. I, p. 111, édition de Baluze de 1666.

« c'est que (ceux-ci n'étant pas de la loi gombette) il leur  
« est interdit de porter témoignage pour ou contre un  
« Bourguignon. Et le reste de même. » (C'est-à-dire : « Il  
« en seroit de même s'il s'agissoit d'une personne d'une  
« autre loi ) » <sup>1</sup>

Ce passage est décisif, et prouve évidemment que déjà, sous Louis-le-Débonnaire, les races étoient tellement dispersées, tellement croisées les unes avec les autres, qu'il leur auroit été impossible de se reconnoître et d'agir en corps, quand bien même (et rien n'indique une pareille disposition de leur part) elles en auroient eu la volonté. Le rôle que l'on prête aux races en cette occasion nous paroît donc de pure invention, et non seulement dénué du témoignage des historiens, mais encore directement contraire à l'état positif du pays.

Cependant admettons pour un moment comme vrai un principe qui répugne à l'histoire ainsi qu'à la raison, et suivons-le dans les conséquences qu'il semble promettre. Si le démembrement de l'empire des Francs s'est effectué par les races et pour les races, nous devons trouver, après le partage de ce vaste empire, les populations classées d'après leur origine, distribuées par nations dans des États particuliers, et soumises chacune à leur ancienne loi nationale : ainsi, par exemple, nous devons voir renaître une nation des Romains, une nation des Francs, une nation des Bourguignons, une autre des Visigoths, une autre des Saxons, une autre des Allemands, une autre des Frisons, une autre des Lombards, et plusieurs encore, toutes comprises dans la monarchie de Charlemagne. Mais tant s'en faut que nous assistions à une pareille renaissance. A la mort de Louis-le-Débonnaire, il se forme quatre États distincts. Est-ce en vertu du nombre des races ? Évidemment non ; nous venons d'en compter bien davantage. C'est parce que la succession de l'empereur étoit à partager entre ses quatre fils : savoir, entre Lothaire, Pépin<sup>2</sup>, Louis

<sup>1</sup> Les lois des Bourguignons impliquent qu'on devoit prendre ses témoins parmi les personnes de sa loi. Voy. *Leg. Burgund.*, VIII, 1, et LX, 3.

<sup>2</sup> Pépin étoit mort avant son père, et avoit laissé deux fils : Pépin,

et Charles; et dans ce partage, comme dans celui de la Lorraine de 870 (entre Louis de Germanie et Charles-le-Chauve), comme dans les partages ou démembrements des années 879<sup>1</sup>, 887, 888 et suivantes, les races, loin de se resserrer, de s'épurer et de se fortifier, se mélangent et s'affoiblissent tous les jours davantage, de telle sorte que leurs lois particulières s'effacent de plus en plus, et cèdent bientôt la place aux coutumes féodales, qui finissent par envahir et confondre tout. Ainsi l'on peut tenir pour certain que la dissolution de l'Empire et la formation des nouveaux États ne se sont effectuées ni par les races ni d'après les races.<sup>2</sup>

qui lui succéda, et Charles, qui fut relégué en 849 dans l'abbaye de Corbie.

<sup>1</sup> Bozon fonda le royaume indépendant de Provence en 879; Eudes fut élu roi des Francs en 887; en 888, Raoul ou Rodolphe se fit roi de la Bourgogne transjurane.

<sup>2</sup> Dans la discussion qui s'est élevée, au sein de l'Académie, au sujet de ce qui précède, j'ai répondu aux observations qui m'ont été faites par l'explication suivante :

Au lieu de s'imaginer que le démembrement ait été commandé par l'esprit de race, on doit reconnoître que l'esprit de race, si tant est qu'il subsistât encore à cette époque, a été vaincu par le démembrement. Qui dit esprit de race dit esprit de secte, esprit exclusif. Si le Bourguignon s'est soulevé parce qu'il ne vouloit plus vivre en communauté de gouvernement avec le Visigoth ou avec le Franc, il a dû s'allier exclusivement avec le Bourguignon et proscrire le Visigoth ou le Franc, ou au moins répudier leur alliance. Or c'est précisément le contraire que nous voyons arriver. D'abord les Bourguignons, au lieu de proscrire tout ce qui n'étoit pas de la loi gombette, restèrent unis avec les différents peuples mêlés avec eux; ensuite, au lieu de former, comme auparavant, une seule province dans l'Etat, ils divisèrent la Bourgogne en trois et formèrent trois états distincts, savoir : le duché de Bourgogne, qui ne fut pas séparé du royaume de France; la Bourgogne transjurane, qui fut érigée en royaume (par Rodolphe en 888); et le royaume de Provence, dans lequel entra une partie de la Bourgogne, c'est-à-dire la Savoie, le Dauphiné, la Bresse, le Mâconnois et le Châlonnois. Loin donc que l'esprit de race ait présidé à la dissolution, cette dissolution s'est faite dans un sens contraire à l'esprit de race, et les races se sont trouvées beaucoup plus divisées qu'auparavant. De manière que si l'on jugeoit des causes par les résultats seulement, on pourroit avancer que les races tendoient alors non pas à se réformer, mais à se dissoudre. Toutefois il est plus vrai de dire que l'esprit de race n'eut que la moindre part possible à la ruine de l'empire de Charlemagne, et que, dans cette dissolution de l'Occident, *les lois se réunirent dans les localités et non pas les localités dans les lois*. C'est ainsi que s'évanouissent tous ces beaux sentiments d'indé-

Un de nos professeurs et de nos écrivains les plus distingués et les plus judicieux, ne pouvant découvrir a cause de ces événements dans l'action des races, cherche ailleurs cette cause, et l'emprunte à l'ordre moral. « Les hommes, dit M. Guizot<sup>1</sup>, ayant alors peu d'idées, et des idées fort courtes; de plus, les relations sociales étant rares et étroites, il n'y avoit de possible que de petites sociétés, des gouvernements locaux, des sociétés et des gouvernements taillés, en quelque sorte, à la mesure des idées et des relations humaines. » Cette explication ne me semble pas entièrement satisfaisante; et je pense que, dans le domaine de l'histoire, on ne doit recourir aux causes métaphysiques qu'avec une grande répugnance et à toute extrémité, surtout lorsqu'il s'agit de les appliquer à des nations barbares. Cherchons donc des raisons plus palpables aux révolutions des empires. Ce qui me paroît avoir démembré celui de Charlemagne, c'est la concentration dans les mêmes mains de tous les pouvoirs. Du moment que le comte eut à la fois, dans la province ou dans la cité, le pouvoir administratif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir militaire et le gouvernement des finances, il lui fut aisé, en l'absence de tout magistrat placé à côté de lui pour le contenir et pour balancer son autorité, de relâcher et de rompre, au milieu des troubles et des guerres civiles, les liens qui l'attachoient à l'autorité centrale, puis de se créer peu à peu un État indépendant, qu'il finit par transmettre à ses héritiers comme un patrimoine. Un peuple soumis à un gouvernement aussi imparfaitement constitué que l'étoit celui des Francs, ne peut durer long-temps sans devenir la proie de ses gouverneurs, sans être morcelé par eux malgré lui, surtout lorsque la souveraineté sera tombée

pendance, de liberté, de nationalité qu'on prête bien gratuitement aux peuples de cette époque malheureuse. Alors le démembrement expliqué par des causes tout-à-fait vulgaires, c'est-à-dire par l'ignorance, par la barbarie et par les mauvaises passions de l'humanité, fera moins la condamnation du système de Charlemagne, que celle des hommes et des temps qui l'ont renversé sans profit pour l'ordre social.

<sup>1</sup> *Cours d'histoire moderne, Histoire de la civilisation en France*, leçon 24, t. II, p. 451 et 452.



dans des mains inhabiles, et qu'elle se sera avilie elle-même par ses actes ou par sa foiblesse. C'est donc principalement à la réunion des pouvoirs, autrefois divisés avec beaucoup de sagesse par Constantin, et à la mauvaise conduite de Louis-le-Débonnaire, que nous devons attribuer la chute précipitée de l'empire fondé par ce prince. Aussi le diacre Florus, au lieu d'en accuser les peuples, s'en prend-il aux grands. « Les populations malheureuses, dit-il, ont à « souffrir des déprédations continuelles, et les grands en « discorde s'exterminent entre eux par leurs propres fu- « reurs.... C'est l'atroce orgueil de quelques uns qui nous « plonge dans les maux que nous voyons »<sup>1</sup>. Quant à Louis-le-Débonnaire, tout le monde connoît sa foiblesse et les fautes énormes de son gouvernement. Après s'être pressé de partager ses États entre les fils qu'il avoit eus de l'impératrice Hermengarde, il annula le partage pour former la portion du fils que Judith, sa seconde femme, venoit de lui donner<sup>2</sup>; puis il changea ses nou-

<sup>1</sup> *Continuis prædis plebs miseranda laborat ;  
Nobilitas discors in mutua funera sævit.*

Vers 21 et 22, dans Bouq., t. VII, p. 301, d.

*Nunc ad tale malum quosdam atra superbia ducit.*

Vers 36, p. 301, e.

Voy. aussi *Agobardi liber apologeticus*, cap. 4; dans les œuvres d'Agobard, t. II, p. 64.

<sup>2</sup> Les Francs avoient juré d'observer fidèlement le premier partage. Voyez *Agobardi flebilis epistola ad Ludov. imper. de Divisione Imperii*; *ibid.*, t. II, p. 42. Voy. *Gregorii papæ IV epistola ad episcopos Francorum*, *ibidem*, p. 57 et 58. Voyez aussi la chronique de Moissac, sous l'année 817 (dans Bouquet, t. VI, p. 171 d, e, et 172 a). On y trouve la preuve que les Francs vouloient conserver l'unité de l'Empire, et qu'ils approuvèrent avec transport l'acte par lequel Louis-le-Débonnaire conféra le titre d'empereur à Lothaire, son fils aîné. Voici le passage de cette chronique, écrite par un auteur contemporain : « Anno DCCCXVII Ludovicus imperator apud Aquis palatium « celebravit Pascha. Et in ipsa æstate jussit esse ibi conventum populi « de omni regno, vel imperio suo, apud Aquis sedem regiam : id est, « episcopos, abbates, sive comites, et majores natu Francorum. Et ma- « nifestavit eis mysterium consilii sui, quod cogitaverat, ut constitue- « ret unum de filiis suis imperatorem. Habebat enim tres filios ex « uxore Ermengarda regina. Nomen uni [*sic*] Clotarius, nomen se- « cundi Pippinus, et nomen tertii Ludovicus. TUNC OMNI POPULO PLA- « CUIT, UT IPSE, SE VIVENTE, CONSTITUERET UNUM EX FILIIS SUIS IMPERARE, « sicut Karolus pater ejus fecerat ipsum. Tunc tribus diebus jejuna- « tum est ab omni populo, ac letaniæ factæ. Post hoc jam dictus im-

velles dispositions, les refit et les défit jusqu'à sa mort. Par cette conduite, il sema le mécontentement, la jalousie, la défiance et des inimitiés sans fin dans sa famille; des guerres plus que civiles et l'anarchie désolèrent son règne, et l'Etat fut tellement bouleversé, que l'ordre ecclésiastique lui-même se trouva dans la plus grande confusion. Le clergé dépouillé demeura impuissant, et d'ailleurs peu disposé à soutenir un pouvoir qui ne le protégeoit plus. Ce fut alors que les comtes s'emparèrent des bénéfices ecclésiastiques, et que plusieurs d'entre eux devinrent, sous le titre de *rectores*, abbés des plus riches monastères. L'unité de l'Empire fut rompue, l'autorité centrale alla tous les jours en déclinant, et la monarchie se divisa, sans égard aux races, suivant les moyens de résistance ou d'indépendance offerts par les localités; suivant l'ambition, le courage, le génie et les richesses des grands officiers ou des grands feudataires. Enfin, une preuve que la révolution ne fut pas opérée par le peuple, c'est qu'elle engendra, non pas le régime populaire, mais le régime de la féodalité.

Toutefois l'œuvre de Charlemagne, loin de périr en entier avec lui, a laissé des résultats immenses, et d'une influence décisive sur les siècles à venir. Je ne dirai pas que ce prince a élevé des barrières insurmontables contre les invasions des peuples étrangers; car nous verrons, après lui, les Danois, les Sarrasins et les Hongrois, pénétrer dans le cœur de ses anciens États, les ravager dans tous les sens, et même y fonder des établissements solides et durables. Je ne dirai pas non plus qu'il a marqué la limite de la dissolution de l'ancien monde, et arraché la société européenne des voies de la destruction, pour la fixer définitivement dans celles de la création<sup>1</sup>; car je crois que la décadence, seulement suspendue pendant son règne, reprit ensuite, pour ne s'arrêter que plusieurs

« perator Clotarium, qui erat major natu, imperatorem elegit, ac per  
« coronam auream tradidit imperium, POPULIS ACCLAMANTIBUS, et dicen-  
« tibus « Vivat imperator Clotarius. » FACTA EST AUTEM LÆTITIA MAGNA  
« in populo die illo. »

<sup>1</sup> Voy. M. Guizot, *ibid.*, leçon 20, t. II, p. 277, 278, 304 et suiv.

siècles après, sous les princes d'une autre dynastie. Mais ce que Charlemagne a fondé ou consolidé d'une main puissante, ce qui lui a survécu pour ne plus périr, c'est le christianisme, qu'il a propagé jusqu'au-delà de l'Elbe, et qu'il a rendu maître à jamais de l'Occident; c'est la littérature de l'antiquité grecque et romaine, à laquelle il a converti tous ses peuples en même temps qu'à l'Evangile. En multipliant à l'infini les transcriptions des auteurs classiques, il les a sauvés de la destruction<sup>1</sup>; et sans le zèle infatigable qu'il témoigna pour la culture des lettres, qui sait jusqu'où s'étendroient les pertes que nous déplorons aujourd'hui? qui sait quels seroient nos modèles, et si nous n'en serions pas encore aux romans du moyen âge? Il me semble que c'est à lui que nous sommes redevables, au moins en très grande partie, de la littérature latine : la semence qu'il en avoit répandue avec profusion est restée pendant long-temps étouffée par la féodalité, mais elle a levé à la fin, et l'on seroit tenté d'avancer, au sujet de Charlemagne, qu'il a préparé la Renaissance, qu'il a, pour ainsi dire, fondé le quinzième siècle. Quant à ses conquêtes et à ses institutions politiques, sommes-nous bien en droit de conclure de leur courte durée qu'elles n'avoient en elles ni fondement ni avenir? Souvent à la destinée des princes est attachée celle des empires; et quel État, si bien constitué qu'il fût, ne succomberoit sous des princes aussi incapables et aussi indignes de régner que le furent les descendants de Charlemagne? Ce n'est pas à lui, c'est à ses successeurs que nos reproches doivent s'adresser. Ne disons pas qu'il n'a su rien fonder; disons plutôt qu'ils ont su tout détruire.

BENJAMIN GUÉRARD,

*Membre de l'Académie des Inscriptions.*

<sup>1</sup> La Bibliothèque du Roi, très riche d'ailleurs en manuscrits des auteurs classiques latins, n'en possède qu'un ou deux qui aient été copiés avant le règne de Charlemagne, tandis qu'elle en possède un assez grand nombre dont la copie remonte au ix<sup>e</sup> et au x<sup>e</sup> siècle.

---

*Communication de M. Augustin Thierry relative au Mémoire précédent.*

Conformément au désir de l'auteur, nous avions adressé une épreuve de ce mémoire à M. Augustin Thierry, qui, depuis trop long-temps souffrant et absent de Paris, n'en avoit pu entendre la lecture à l'Académie des Inscriptions. M. Thierry, sensible au procédé de M. Guérard, nous a répondu qu'il regrettoit que celui-ci n'eût pas jeté les yeux sur la quatrième édition de ses *Lettres sur l'Histoire de France*, publiée au commencement de 1834. « Il y auroit, nous dit-il, trouvé un « paragraphe qui manque aux précédentes, et qui, en complétant mon « idée du démembrement de l'empire de Charlemagne, prévient la plu- « part de ses objections et fait tomber d'avance le raisonnement qu'il « établit sur les conséquences logiques de mon principe. J'ai ajouté ce « passage dans la crainte qu'on ne se méprît, comme il s'est mépris « lui-même, sur le sens et la portée de mes paroles. Voici ce para- « graphe : (11<sup>e</sup> lettre, p. 206)

« Si le principe le plus actif de cette révolution fut la répugnance « mutuelle des races d'hommes associées, mais non fondues ensemble « par la conquête, son résultat ne pouvoit être une division absolue « d'après la descendance ou l'idiome, une sorte de triage à part de tou- « tes les familles humaines que le flot des invasions avoit jetées çà et là « au milieu des familles étrangères; tout devoit se dénouer et se dé- « noua en effet d'une manière plus large et moins complexe. La race « dominante, quant au nombre dans chaque grande portion de terri- « toire, forma comme un centre de gravitation dont les différentes « minorités n'eurent pas le pouvoir de se détacher. Ainsi le système « des lois personnelles, loin d'être rétabli dans son ancienne force, « reçut au contraire le premier coup par la fondation de nouveaux « états, où la nationalité ressortoit, non d'une complète unité d'origine « mais de l'unité territoriale et des convenances géographiques. »

M. Thierry se défend, en outre, d'avoir vu dans le procès de saint Pretextat l'espèce de lutte nationale, dont parle M. Guérard, entre les évêques de race franke et ceux de race gauloise; il n'a rien dit qui eût trait à cela, il a simplement cité en forme de catalogue quelques noms d'évêques franks et quelques noms d'évêques gaulois présents au quatrième concile de Paris. Il est possible d'être induit en erreur par la physionomie des noms; mais l'exception ne détruit point la règle, et les noms indiquent généralement l'origine.

Lorsque la réponse de M. Thierry nous est parvenue, M. Guérard étant à son tour absent de Paris pour plusieurs semaines, nous nous sommes empressé de la lui adresser, et il nous a répondu qu'il reconnoissoit en effet toute l'importance de ce passage, qui modifie ou explique d'une manière toute particulière l'opinion de M. Thierry sur la question des races, et qu'il regrettoit de n'en avoir point eu plus tôt connoissance. Toutefois il est loin de penser que par là ses objections soient détruites ou tombent à faux, particulièrement celles qu'il appuie sur les textes si formels de Florus et d'Agobard; mais n'ayant point en ce moment sous les yeux la dernière édition des *Lettres sur l'Histoire de France*, il ne peut encore apprécier toute la portée du passage cité, qui lui semble même devoir donner lieu à de nouvelles objections.

Discutée par des savants aussi consciencieux et d'une érudition



aussi solide et aussi judicieuse, la question importante de la lutte et de l'influence des races ne peut qu'être mieux éclaircie, quels que soient les résultats de convictions différentes. Tous les amis de notre histoire doivent désirer que la santé de M. Augustin Thierry lui permette de rentrer dans une voie de la critique historique, sur laquelle ses travaux et ses opinions ont répandu un jour si nouveau, en attachant un si grand éclat à son nom et à sa manière d'envisager les temps les plus obscurs de notre histoire. En même temps les études toutes spéciales de M. Guérard sur l'histoire des deux premières races garantissent une base solide à ses opinions et à ses objections. (J. D.)

---

*Notice sur les Cartulaires de saint Hugues, évêque de Grenoble, aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles.*

Parmi les plus anciens et les plus curieux monuments sur lesquels s'appuient les annales de la province de Dauphiné, il faut citer en première ligne les Cartulaires que saint Hugues, évêque de Grenoble, fit dresser vers la fin du XI<sup>e</sup> siècle ou au commencement du XII<sup>e</sup>. Ces Cartulaires occupent un rang si élevé dans le domaine historique du Dauphiné par la lumière qu'ils répandent sur les périodes les plus obscures de la chronologie du pays, les annalistes dauphinois ont puisé dans leurs chartes de si abondantes ressources, leur destinée bibliographique a été si aventureuse, si l'on peut dire ainsi, qu'outre ce sentiment de curiosité instinctive, qui nous fait accueillir avec avidité les monuments légués par les âges reculés, il y aura utilité encore à constater l'importance et l'authenticité de leur existence.

Le premier Cartulaire de saint Hugues est celui que ce prélat fit rédiger à l'occasion d'un différend qui s'étoit élevé entre lui et Guy, archevêque de Vienne, touchant la propriété du comté de Salmorenc (*Pagus Salmoracensis*). Salmorenc étoit un bourg situé auprès de la petite ville de Voiron, lieu presque inconnu aujourd'hui, mais dont l'importance étoit grande dans le XI<sup>e</sup> siècle, puisque sa circonscription territoriale embrassoit vingt-deux châteaux. saint Hugues, pour établir ses droits de propriété sur ce comté, recueillit tous les actes anciens qui pouvoient être favorables à sa cause, en fit dresser un Cartulaire; tandis que son antagoniste repoussoit ses prétentions par l'exception de possession, et surtout par un moyen, sinon plus légal, du moins plus décisif, la voie des armes. Ce démêlé, qui avoit fait éclore des divisions et la guerre civile dans la

contrée, fut déferé en 1094 au concile d'Autun par le pape Urbain II. Le souverain pontife chargea aussi son légat Hugues, qui, de l'évêché de Die, avoit été promu au siège de Lyon, de le représenter auprès du concile, et de terminer cette querelle par des moyens de douceur et de conciliation. Mais l'évêque de Grenoble, prévoyant que l'opinion des pères ne lui seroit pas favorable, se pourvut en appel auprès du saint-siège. L'année suivante, Urbain II étant venu en France présider le concile de Clermont, adressa aux fidèles du diocèse de Grenoble et au comte de Graisivaudan, Guigues, fils de Guigues, dit le Gras<sup>1</sup>, une bulle dans laquelle, en attendant le jugement définitif à intervenir, il prononçoit une sentence provisoire, dont l'effet étoit de soustraire temporairement les fidèles des lieux en litige à l'obédience de l'archevêque de Vienne<sup>2</sup>; mais Urbain étant mort, ce fut son successeur, Pascal II, qui régla définitivement cette affaire en 1107, pendant son séjour à Lyon. Il décida que le comté de Salmorenc seroit partagé en deux portions égales attribuées aux deux diocèses, avec obligation de la part des parties de respecter cette décision, sous peine d'encourir la perte de la portion qui leur seroit dévolue. Cette sentence est datée du 4 des kalendes de février 1107 (29 janvier), et la bulle est du 4 des nones d'août 1107 (2 août).<sup>3</sup>

Le second Cartulaire de saint Hugues renferme des actes de rachats, d'acquisitions et de donations faits par l'évêque

<sup>1</sup> Ce Guigues, que les anciens actes et les Cartulaires de saint Hugues désignent sous la dénomination de *Guigo comes, filius Guigonis Crassi*, est Guigues VII, d'après le système historique de Chorier, et Guigues III, d'après le système beaucoup plus judicieux du président de Valbonnais.

<sup>2</sup> La bulle d'Urbain II est relatée dans le Cartulaire de saint Hugues, et il semble que Chorier se soit prévalu de cette pièce pour avancer que le comte Guigues fut chargé par le pape de s'interposer entre l'archevêque de Vienne et l'évêque de Grenoble comme médiateur, et qu'il parvint à concilier ces deux antagonistes. Mais aucun des termes de cette bulle n'autorise cette conjecture, qui, d'ailleurs, ne s'appuie sur aucun autre document. (Chorier, *Histoire du Dauphiné*, Lyon, Jean Thioly, in-fol., tom. II, pag. 18.)

<sup>3</sup> *Histoire du Dauphiné*, par Chorier. Grenoble, Charvys; in-fol., tom. I, pag. 774, et tom. II, Lyon, Thioly, pag. 18. — *Histoire du Dauphiné*, par Valbonnais. Genève, Fabri et Barillot, 1722, in-fol., tom. I, pag. 2. — *Etat politique du Dauphiné*, par Chorier. Grenoble, Philippes, 1671, in-12, tom. II, pag. 109. — *Histoire de la sainte Eglise de Vienne*, par Charvet. Lyon, Cizeron, 1761, in-4°, pag. 310 et 317.

de Grenoble : il contient aussi des transcriptions de chartes insérées dans le premier Cartulaire, entre autres, quelques titres relatifs au partage du comté de Salmorenc, ainsi que les bulles d'Urbain II et de Pascal II, circonstance, sans doute, qui a fait souvent confondre les deux Cartulaires également désignés par le titre de Cartulaire de Hugues; mais il suffit, pour éviter cette confusion, de remarquer que, dans le premier Cartulaire, on trouve la nomenclature chronologique des évêques de Grenoble jusques à saint Hugues, document que ne renferme pas le second; tandis que dans celui-ci est inséré un dénombrement des églises et des fiefs ecclésiastiques relevant de l'évêché de Grenoble.

A ce premier élément de confusion vient se joindre l'inexactitude qui règne dans les citations des annalistes du Dauphiné, lorsqu'ils s'appuient de l'autorité de ces deux Cartulaires, qu'ils en rapportent des chartes, ou y puisent des dates, des faits et autres documents historiques. Chorier, Valbonnais et Guy-Allard, qui ont travaillé d'après ces Cartulaires, ne font jamais la distinction du premier et du second. Chorier, qui s'étoit emparé du second, comme on le verra dans le cours de cette notice, paroît n'avoir connu que celui-là seul; mais il est étonnant que le président de Valbonnais, dont les travaux se recommandent par une si religieuse fidélité, et qui, surtout, a invoqué à l'appui de son système chronologique et généalogique de la première race des princes Dauphins, l'autorité des Cartulaires de saint Hugues, n'ait pas apporté plus de précision, soit à les décrire, soit à les citer avec une spécification distincte; toutefois, avec le secours des documents bibliographiques insérés dans quelques copies de ces mêmes Cartulaires, l'obscurité disaroît et la coexistence bien distincte de ces deux documents historiques reste établie d'une manière péremptoire.

D'après une note placée au premier folio d'une copie du second Cartulaire<sup>1</sup> : « Il existe deux Cartulaires de saint « Hugues : le premier est celui qu'il fit faire pour servir à « prouver que le *Pagus Salmoracensis* étoit de son diocèse ; « le second Cartulaire de saint Hugues est celui qui contient tous les actes d'acquisitions, rachaps et donations « que ce saint évêque fit. Ce Cartulaire ayant été enlevé par « le sieur Chorier, et se trouvant dispersé dans Paris, fut

<sup>1</sup> Cette copie, que je possède, est du XVIII<sup>e</sup> siècle.

« recouvré par M. le cardinal Le Camus, qui le retira des  
 « mains de ceux qui l'avoient en leur pouvoir; il le mit  
 « aux archives de l'évêché, où il est à présent : c'est de celui-  
 « cy que les actes du registre de M. de Valbonnais ont été  
 « tirés. Ce Cartulaire paroît être à peu près le même que  
 « celui qui étoit tombé entre les mains de M. le premier  
 « président de Harlay. M. de Montmartin ayant été nommé  
 « à l'évêché de Grenoble en 1708, fit agir auprès de ce ma-  
 « gistrat M. Le Camus, maistre des requestes, neveu du  
 « cardinal, pour l'engager à restituer à l'église de Grenoble  
 « un monument aussi précieux, et qui pouvoit être d'un  
 « grand usage pour rétablir plusieurs droits de cet évêché,  
 « perdus ou anéantis par la succession des temps. M. de  
 « Harlay voulut bien acquiescer à cette demande, et se  
 « contenta d'une copie de tous les actes y contenus que  
 « M. l'évêque promit de luy donner : c'est ainsi qu'il est  
 « rentré au pouvoir de ceux à qui il appartenoit. »

Deux propositions résultent des termes de cette notice : d'abord qu'il existe deux Cartulaires de saint Hugues; ensuite que ces deux Cartulaires, dont le premier avoit passé dans les mains du président de Harlay, fut recouvré en 1708 par M. de Montmartin, évêque de Grenoble; et que le second, dont Chorier s'étoit emparé, fut racheté par le cardinal Le Camus.

La preuve de ces faits résulte de l'exécution de la promesse faite par M. de Montmartin au président de Harlay, c'est-à-dire par l'échange d'une copie exacte du premier Cartulaire de saint Hugues contre l'original : or, cette copie, la Bibliothèque du Roi la possède sous ce titre : *Cartulaire de Grenoble, appelé le Cartulaire de saint Hugues*; MS. in-fol. de 96 pages et 20 folios en feuilles, coté anciennement *Gaignieres* 124, et actuellement 5215. Cette copie provient du fonds de Harlay que possède la Bibliothèque du Roi; elle est inscrite dans le catalogue de Harlay sous le n° 1653, et dans le même catalogue l'original est rapporté sous le n° 1358; mais cet original, en vertu des conventions d'échange dont il a été parlé, ne se trouve plus à la Bibliothèque royale, et laisse sans emploi le numéro qui constate, par erreur, que de la bibliothèque de Harlay il est parvenu à celle du Roi.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Le n° 1558 du catalogue de Harlay est celui que portoit le Cartulaire original quand il étoit dans cette bibliothèque. On donna le n° 1653 à la copie qui vint remplacer l'original.



Cette copie a été exécutée avec la plus scrupuleuse fidélité : les ratures, les surcharges, les avaries, sont indiquées avec un soin minutieux. Au neuvième folio une note de copiste confirme que l'original avoit été communiqué au mois de juin 1708 par l'évêque de Grenoble ; enfin au neuvième folio et aux suivans est insérée une notice bibliographique , qu'une apostille marginale nous apprend être de l'abbé de Camps : cette notice offre trop d'intérêt pour ne pas être rapportée.

« Le Cartulaire de saint Hugues, évêque de Grenoble, « élu évêque en 1080 et décédé en 1132, paroist d'une « écriture plus ancienne que celle du temps de ce saint « évêque, et semble estre une preuve qu'on ne peut donner « des principes fort sûrs touchant l'âge du caractère de « quelques écritures. Ce Cartulaire a été fort maltraité : on « y trouve des actes effacés avec la plume, d'autres avec le « canif; il seroit curieux d'en savoir la cause. Il y a de ces « ratures qui sont très longues, et c'est dommage.

« Les douze premiers feuillets ont été coupés ou se sont « pourris; et il semble que la fin n'y soit pas, puisqu'il n'y « a point d'actes passés après l'an 1111, et que Hugues fut « encore évêque long-temps après.

« La plupart des chartes qu'il renferme ne sont que des « cessions d'églises et de dixmes : les unes pures et simples ; « les autres moitié cession, moitié vente, et toutes sont une « preuve que les fidèles de ce siècle-là déféroient beaucoup « aux canons qui défendoient aux laïques de posséder ou « églises ou dixmes. Ces canons venoient d'estre renouvelés, « et suivant l'usage d'alors, on avoit fulminé anathème con- « tre ceux qui refuseroient d'y obéir.

« Ce n'est pas qu'on n'y trouve deux actes plus anciens « que le temps de l'épiscopat de saint Hugues, savoir : la « charte par laquelle la reine Hermengarde, veuve de Raoul, « dernier roi de Bourgogne, donne à Artaud, évêque de « Grenoble, et à son église, un mas de terre situé à Cham- « béry et à l'église d'Aix. Cette charte, qui est le vingtième « acte du Cartulaire, feuillet 33, est datée en ces termes : « *Actum anno Incarnationis Domini MLVII, eodem anno quo* « *mortuus est Henricus II imperator, rege Burgundie defi-* « *ciente, mense augusto.....* Cette date prouve deux choses : « la première que Henri-l'Oiseleur, roi de Germanie, n'est « pas compris au nombre des empereurs de ce nom; car « l'empereur qui mourut en 1057 estoit Henri II du nom,

« empereur, et III du nom, roi de Germanie. On a bien  
« d'autres preuves de ces temps-là pour ce fait.

« L'autre chose que l'on apprend de cette charte est que  
« le royaume de Bourgogne, possédé par Henri III, lequel  
« y avoit succédé à Conrad, son père, n'étoit point censé  
« uni au royaume de Germanie ni à l'empire, et n'étoit  
« point regardé comme une portion des états de Henri III ;  
« car si cela eût été, ce royaume n'eût point manqué de roi,  
« Henri III ayant laissé Henri IV, qui étoit, lors de la date  
« de cette charte, en pleine possession du royaume de Ger-  
« manie, possédé par son père, de même que celui de  
« Bourgogne.

« On trouve dans le cartulaire de l'abbaye de Savigny,  
« diocèse de Lyon, une charte de cette reine, dont la date  
« est semblable à celle-ci.

« L'autre charte du Cartulaire de saint Hugues qui pré-  
« cède le pontificat de ce prélat, est celle de Humbert, évê-  
« que de Grenoble, par laquelle il donne à précaire à Ma-  
« nassès, comte de Genève, des biens appartenant à son  
« église situés dans le Genevois, à condition que ce comte  
« et Hermengarde, sa femme, n'en auront que l'usufruit, et  
« qu'après leur décès ces biens seront réunis à l'évêché de  
« Grenoble : cette charte est la 126<sup>e</sup> du Cartulaire, folio 96,  
« et n'est point datée.

« Le seizième acte de ce Cartulaire est le partage fait en-  
« tre l'évêque Hugues et le dauphin de quelques biens con-  
« testés entre eux. Le préambule souffre des difficultés inex-  
« tricables, le repeuplement de Grenoble par l'évêque  
« Isarn, et la possession de cet évêché en aleu par cet évê-  
« que, et par Humbert son successeur, étant des plus pro-  
« blématiques.

« Il ne faut pas oublier la liste des évêques de Grenoble,  
« qui se trouve au folio 39, verso, de ce Cartulaire ; elle est  
« de deux mains différentes, et la plus ancienne l'est beau-  
« coup moins que celle du Cartulaire.

« De ces deux mains la plus ancienne finit à l'évêque  
« Falco, qui gouverna encore l'évêché de Grenoble après  
« l'an 1236 ; et la dernière finit à Sirenus, qu'il nomme  
« après Aymon II, successeur d'un autre Aymon.

« Je ne trouve point ces deux évêques dans la *Gaule*  
« *chrétienne de Sainte-Marthe*, qui, après Aymon de Chisse,  
« place Sibond Aleman, sans faire aucune mention de cet

« Aymon second, ni de ce Sirenius ; je ne sais si j'ai bien lu  
« ce dernier nom, mais il n'y a point Sibondus.

« Il est vrai que cette liste des évêques de Grenoble, telle  
« qu'elle est dans ce Cartulaire, n'est point conforme à celle  
« de Sainte-Marthe. Ces deux listes diffèrent, non seule-  
« ment par les diverses leçons, mais aussi par ce que le Car-  
« tulaire fournit trois évêques et un évêque élu de plus, sa-  
« voir, Pierre I et Pierre II. Je croirois que ces deux évê-  
« ques n'auroient été élus, si je ne trouvois que le premier  
« est désigné évêque simplement, qualité qui n'étoit don-  
« née, pour l'ordinaire, qu'aux évêques élus, confirmés et  
« sacrés. Aymon II et Sirenius sont aussi omis dans le  
« Sainte-Marthe, et le premier est qualifié évêque.

« Les chartes du Cartulaire de saint Hugues nous appren-  
« nent les noms de divers seigneurs du Dauphiné, et l'on y  
« en trouveroit davantage sans les ratures. »

Quant à l'original de ce Cartulaire, il fut, comme nous l'a-  
vons vu, restitué à l'église de Grenoble, en vertu des conven-  
tions intervenues entre M. de Harlay et M. de Montmartin ; et  
en effet, il est actuellement déposé aux archives de l'évêché  
de Grenoble sous le N<sup>o</sup> 133<sup>1</sup>. Au premier folio est relatée  
la date de sa restitution en ces termes : *Hoc monumentum ex  
munificentia D. D. Achillis de Harlay, senatus Parisiensis,  
principis restitutum, anno R. S. M. DCCCVIII*. Vient ensuite  
la copie de la notice bibliographique, déjà relatée, de l'abbé  
de Camps. Ainsi, nul doute que la Bibliothèque du Roi ne  
possède plus ce manuscrit, ou plutôt qu'elle ne l'a jamais  
possédé, puisque le président de Harlay s'en étoit dessaisi  
de son vivant.

Le second Cartulaire de saint Hugues est également dé-  
posé aux archives de l'évêché de Grenoble sous cette cote :  
11<sup>e</sup> siècle, *Cartulaire de saint Hugues, évêque de Grenoble*,  
n<sup>o</sup> 132, in-4<sup>o</sup>. Outre que les preuves paléographiques et la  
condition de ce manuscrit ne permettent pas de douter  
que ce ne soit l'original de saint Hugues, les indices sui-  
vants viennent encore confirmer son authenticité, et dé-  
montrer qu'il est identiquement le même que celui dont  
Chorier s'étoit emparé. Ainsi, au premier folio, on lit la

<sup>1</sup> Les deux Cartulaires de saint Hugues furent, pendant la révolu-  
tion, transférés successivement aux archives de la préfecture et de la  
cour royale de Grenoble. Ils ont été rendus, depuis peu d'années, à  
l'évêché de Grenoble.

suscription : *Ex libris Nic. Choreri. J. C. Viennensis*, 1661 ; et les marges sont surchargées de notes de sa main , dans lesquelles il donne un sommaire des actes , indique des citations , et surtout renvoie à divers passages de ses ouvrages , entre autres à l'*Estat politique du Dauphiné* , qui renferme un assez grand nombre de pièces tirées du second Cartulaire de saint Hugues. Enfin une note de l'archiviste , placée sur un faux-titre , porte : « Cartulaire de saint Hugues , que  
« monseigneur Estienne (Le Camus) , évêque de Grenoble ,  
« a racheté de M. Chorier , avocat , pour six louis d'or , le  
« 12 décembre 1676. » Circonstance confirmée par une note marginale déjà citée du second Cartulaire , en ces termes : « Monseigneur le cardinal Le Camus le retira pour  
« six pistoles des personnes à qui Chorier l'avoit vendu à  
« Paris , et le remit aux archives de l'évêché , où il est à présent. »<sup>1</sup>

L'authenticité de ce Cartulaire est donc incontestable. Toutefois les mutilations qui lui ont été faites , les injures du temps dont il porte les empreintes irréparables , et l'addition de quelques anciennes chartes , qui ont été intercalées confusément , sans ordre et sans indication , parmi ses folios , sans diminuer son importance historique , en rendent l'application assez difficile , lorsque l'on ne veut s'étayer que de documents sincères et à l'abri de toute controverse.

Ce Cartulaire forme un grand in-4° de 74 folios en parchemin en assez mauvais état , surtout les premiers et les derniers folios , qui ont été maculés et corrodés d'une manière déplorable.

Le premier acte est de 892 ; c'est une requête que *Barnuinus* , évêque de Vienne , *Isaac* , évêque de Grenoble , et *Isaac* , évêque de Valence , adressent à Rodolphe , roi de la Bourgogne transjurane , et dans laquelle ils se plaignent de Bernard , évêque de Genève.

Le second acte est une pièce infiniment curieuse , car elle renferme le récit des cérémonies qui accompagnoient l'élection des évêques par le peuple et le clergé. Il s'agit de l'élection de *Raganfridus* (Rainfroy) au siège de l'église de Vienne , et de son investiture par le roi Louis , fils de Boson , en l'an 899. Cette chartre peut être invoquée à l'appui des

<sup>1</sup> Cette note se trouve dans la copie que je possède.



savantes recherches auxquelles M. Raynouard s'est livré, dans son *Histoire du droit Municipal*, sur le concours du peuple aux élections épiscopales<sup>1</sup>. Chorier, qui a inséré cette chartre dans l'*Etat politique du Dauphiné*<sup>2</sup>, d'après le texte original, l'a, par erreur, sans doute, inscrite sous l'année 898; car la date est ainsi formulée : *Anno dnice incarnationis DCCCXCVIII*. Il convient aussi de corriger la leçon de l'annaliste de l'église de Vienne, qui, s'appuyant sans doute sur ce document, fixe à l'année 898 l'élection et la confirmation de l'évêque Rainfroy.<sup>3</sup>

La troisième pièce est un des documents les plus curieux de l'histoire des évêques de Valence, car elle consacre la première donation territoriale faite à ce siège par l'autorité royale. La concession est souscrite par l'empereur Louis IV, fils de Boson, *LHudovicus imperator Augustus*, au profit de l'évêque *Remegarius*. Cet acte, que Chorier a publié<sup>4</sup>, est fort important, parce qu'il sert à déterminer la date du diplôme de l'empereur Louis, qui renferme la même concession. Ce diplôme, que possédoit autrefois l'église de Valence, est sans date, et il est étonnant que Columbi et Catellan, qui l'ont publié, n'aient pas recouru au Cartulaire de saint Hugues, ou du moins à l'*Estat politique du Dauphiné*, pour lui assigner sa véritable date<sup>5</sup>. Or la narration de saint Hugues dit expressément que ce diplôme fut donné à Vienne en 912 : *Anno incarnationis dñice DCCCCXII indictione XV, anno XI, regnante domno ñro Ludovico, impre : actum Vienne feliciter, in Dei nomine*. Ce texte vient corroborer aussi les preuves que les savants auteurs de l'*Histoire du Languedoc* donnent dans leur dissertation sur l'empereur Louis IV, à l'appui de la chronologie de Sigonius, qui fait remonter le couronnement de ce prince au mois de février 901.<sup>6</sup>

<sup>1</sup> *Histoire du droit Municipal en France*, par M. Raynouard. Paris, Mesnier, 1829, tom. II.

<sup>2</sup> *L'Estat politique du Dauphiné*, par Chorier. Grenoble, Philippes, 1671, tom. II, pag. 227.

<sup>3</sup> *Histoire de la sainte Eglise de Vienne*, par Charvet. Lyon, Cize-ron, 1761, in-4°, pag. 237.

<sup>4</sup> *L'Estat politique*, loco citato, tom. II, pag. 142.

<sup>5</sup> *De Rebus gestis episcoporum Valentiniensium*, autore Columbi, apud ejus opuscula. Lyon, Deville, in-fol., 1668, pag. 251. — *Les Antiquités de l'église de Valence*, par Catellan. Valence, Gilibert, 1724, in-4°, pag. 207.

<sup>6</sup> *Histoire générale du Languedoc*, par dom de Vic et dom Vaissette; tom. II, pag. 528 et suiv.

Le Cartulaire de saint Hugues renferme encore un grand nombre d'actes également curieux et importants, mais que les bornes étroites de cette notice ne permettent pas d'analyser. Ces actes sont d'un grand secours pour l'intelligence de l'histoire du midi de la France aux x<sup>e</sup> et xi<sup>e</sup> siècles, et déterminent bien souvent la chronologie si confuse de la période dans laquelle apparaissent simultanément Rodolphe, roi de la Bourgogne transjurane, l'empereur Louis IV, dit l'Aveugle, et les seigneurs qui, des démembrements des royaumes de Bourgogne et d'Arles et de l'Empire, avoient formé des principautés indépendantes. Sous ce rapport la publication des deux Cartulaires de saint Hugues seroit un véritable service à rendre aux sciences historiques; mais pour que cette publication fût empreinte du caractère d'une éminente utilité, il importeroit d'y joindre des pièces justificatives et des actes complémentaires puisés dans les anciennes archives du Dauphiné, et d'éclaircir par des notes historiques les passages susceptibles de controverse.

JULES OLLIVIER, *juge au tribunal de Valence,*  
*et membre de la Société de l'Histoire de*  
*France.*

---

## SECTION IV.

## MÉLANGES.

REVUE DE LA NUMISMATIQUE FRANÇOISE,<sup>1</sup>

Publiée à Blois, sous la direction de MM. E. CARTIER, ancien caissier de la Monnoie de Paris, correspondant de la Société royale des Antiquaires de France, des Antiquaires de Normandie et de l'Ouest, des Sociétés de Tours et de Blois; et L. DE LA SAUSSAYE, ancien employé des finances, secrétaire de la Société des Sciences et des Lettres de Blois, conservateur honoraire de la bibliothèque de la même ville, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux relatifs à l'Histoire de France, membre de la Société de l'Histoire de France et de plusieurs autres Sociétés archéologiques françoises et étrangères.

Ostendite mihi numisma census....

.... Cujus est imago hæc, et superscriptio?

MATTH., XXII. — 19, 20.

L'IMPULSION générale donnée aux esprits, depuis quelques années, vers les études historiques, a naturellement porté l'attention des explorateurs du moyen âge sur nos anciennes monnoies. Les recherches actives que l'on fait de tous côtés pour dissiper l'obscurité des premiers temps de notre histoire ont dû faire naître le désir de rassembler les monuments numismatiques contemporains de nos vieux chroniqueurs. N'est-ce pas aussi une chronique qu'une collection des monnoies de tous nos rois? Le tiers de sou d'or de Dagobert III ou de Clovis II monnoyé par saint Éloi, le denier in-

<sup>1</sup> La publication annoncée par MM. Cartier et de la Saussaye nous a semblé si utile, si intimement liée aux travaux de la Société de l'Histoire de France, et si digne d'encouragement, que nous n'avons cru pouvoir mieux faire pour la recommander aux amis de notre histoire que d'en reproduire textuellement le programme dans le Bulletin. Nous l'avons fait suivre de l'extrait d'une notice de M. Cartier concernant aussi la numismatique françoise, et qui donnera l'idée la plus favorable des connoissances spéciales de l'auteur dans cette étude. Son collaborateur vient d'obtenir à l'Académie des Inscriptions la première médaille d'or du concours des antiquités nationales pour 1835, par un grand et beau travail sur les antiquités romaines de la Sologne. (J. D.)

périal à l'effigie de Louis-le-Débonnaire, les monnoies des derniers Carlovingiens et celles des premiers Capétiens, le gros tournois de saint Louis, le pavillon de Philippe de Valois, le salut de Charles VI, le teston de Louis XII, le franc de Henri IV et l'écu de Louis XIV, font d'un médailler un recueil de pièces justificatives de notre histoire nationale.

Il faut en convenir : cette étude, si aride aux yeux de celui pour lequel une vieille monnoie ne réveille d'autre idée que celle de sa valeur intrinsèque, est pleine de charmes lorsqu'on la rattache aux faits historiques de l'époque où circuloient les pièces que l'on possède. Ainsi, en comparant les monnoies de Charlemagne, frappées avant et après son élévation à l'empire, on voit que le goût des beaux-arts est devenu l'un des fruits de la campagne d'Italie ; mais les longues convulsions qui précédèrent l'avènement de Hugues-Capet ayant ramené la barbarie, les premières pièces de la troisième race sont presque indéchiffrables ; saint Louis, religieux en tout, ne nous a laissé que de bonnes monnoies, auxquelles les peuples voulurent long-temps revenir ; celles du roi Jean, au contraire, comme celles de Charles VII, suivent dans leur loi la bonne et la mauvaise fortune de la couronne ; la ligue nous a transmis ses pièces frappées au nom d'un cardinal, fantôme de roi, que le fanatisme sembloit encore opposer, six ans après sa mort, au bon Henri, le véritable roi de France.

Les monnoies des barons ne sont pas moins intéressantes. Elles nous rappellent ceux qui mirent la famille de Robert-le-Fort sur le trône, en se faisant payer leur appui par l'abandon de plusieurs droits jadis exclusivement attachés à la dignité royale. Lorsque, par la pensée, on a suivi nos barons à la Croisade, on aime à retrouver leurs souvenirs dans les monnoies qu'ils frappèrent pour subvenir aux frais de la guerre sainte, et dans celles qu'ils émirent à leur retour, lorsque, rapportant plus de gloire que de richesses, ils obtinrent de leur suzerain, pour réparer leurs châteaux démantelés, le droit de monnoyage, et celui de mettre sur leurs pièces les insignes qui distinguoient en Palestine leur pennon de ceux de leurs frères d'armes. Nous voyons les comtes de Provence, après être montés sur le trône de Naples, s'honorer toujours de consigner sur leurs monnoies leur titre de seigneurs françois. L'histoire monétaire de l'Aquitaine nous transmet tous les souvenirs de la première cause et de presque toutes les phases de la sanglante rivalité de la



France avec l'Angleterre. La riche numismatique de la Bourgogne et de la Flandre réunies sous l'autorité des descendants du roi Jean, rivalise avec celle de la France et l'éclipse même sous les règnes désastreux de Charles VI et de Charles VII. Toutes nos provinces ont leurs monnoies particulières à l'appui de leurs annales ; plusieurs de nos villes peuvent offrir une sorte de chronologie monétaire avec leurs pièces gauloises, leurs monétaires de la première race, leurs deniers de la seconde, et leurs monnoies seigneuriales continuées jusqu'aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles.

Il n'est donc pas surprenant que cette mine féconde en souvenirs historiques soit enfin exploitée avec un zèle, qu'on doit même trouver bien tardif. Aujourd'hui Paris et les provinces renferment un grand nombre de savants et d'amateurs qui font des collections dans toutes les branches de la numismatique françoise ; il n'y a pas de ville qui n'ait au moins un antiquaire qui fait collection de tous les documents relatifs à l'histoire locale, et auquel on communique tout ce qui se découvre dans le pays. Les recueils des sociétés savantes attestent, par une foule de dissertations et de notices, ce penchant pour les recherches historiques et monétaires particulièrement dirigées vers l'étude du moyen-âge dans chaque canton.

Cependant, il faut l'avouer, la science n'a pas suivi l'élan qui s'est manifesté dans les individus, et de tous ces travaux isolés il n'est sorti aucun ouvrage remarquable sur nos monnoies royales, ni, à quelques exceptions près, sur les monnoies particulières. Cela provient en partie de la disette des matériaux ; les documents écrits sont rares, et les collections de monnoies ne sont pas assez connues. L'ouvrage de Leblanc est suranné, incomplet et souvent inexact ; celui de Duby sur les monnoies des barons est bon ; mais, outre qu'il renferme quelques erreurs, un grand nombre de monnoies manquent, et plusieurs sont traitées trop succinctement. Depuis sa publication (1789), les démolitions des châteaux et des églises ont fait apparaître beaucoup de pièces inconnues alors ; on peut dire que ce livre est à refaire. La tâche seroit difficile et au-dessus des forces d'un seul.

Nous reproduirons ici les réflexions publiées par M. de Saulcy, notre collaborateur, dans ses recherches sur les monnoies des évêques de Metz ; elles sembloient indiquer la nécessité de notre *Revue* et avoient répondu d'avance à

l'article du programme du congrès scientifique de Douai concernant l'histoire monétaire des villes et provinces.

« ... L'étude de la numismatique françoise, autrefois si négligée, semble enfin devoir se développer d'une manière remarquable. Les curieux commencent à se fatiguer de la stérilité actuelle de la numismatique romaine, dès long-temps si approfondie, qu'il est bien rare de voir annoncer la découverte d'un type un peu différent de tous ceux que l'on a mainte et mainte fois décrits depuis Vailant jusqu'à Mionnet... Cent fois on l'a dit avant moi : les médailles sont les monuments parlants de l'histoire ; aussi l'on a entassé volumes sur volumes pour décrire les monnoies des rois de l'ancienne Grèce et des princes romains. Ce qui est vrai pour les monarques qui nous touchent si peu, l'étoit, à plus forte raison, pour nos rois et pour nos princes, à nous François ; et pourtant, jusqu'à notre siècle, trois hommes en tout ont senti cette vérité. Bouteroue, Leblanc et Duby se sont livrés avec ardeur à l'étude de la numismatique françoise, et nous ont légué d'excellents ouvrages. Mais trois hommes ne pouvoient, à eux seuls, épuiser une semblable matière ; cela est si vrai, qu'autant ils ont fait, autant il reste encore à faire.

« Quel est maintenant le meilleur moyen de parvenir à compléter les recherches de ces doyens de la numismatique françoise ? Il n'en est qu'un seul, à mon avis. Dans ce genre d'étude, comme dans les études naturelles, je suis convaincu que les monographies sont les meilleurs moyens de description, et que publier consciencieusement de semblables travaux, c'est rendre service à la science. Cette opinion, ce n'est pas la mienne, c'est l'opinion des véritables amis des progrès scientifiques, et de quiconque veut bien comprendre que l'auteur d'un ouvrage général ne peut pas espérer acquérir les documents que réunira l'auteur d'un travail spécial.

« Il est superflu, je pense, de discuter l'utilité d'une bonne histoire numismatique de notre France ; et cette utilité une fois admise, je maintiens qu'il est impossible qu'un seul homme parvienne à la produire. Bouteroue, Leblanc et Duby en donnent la preuve, car il n'y a pas de collection, si minime qu'elle soit, qui ne contienne des pièces dignes d'intérêt et dont ils n'ont pas même soupçonné

« l'existence. Nous devons donc ardemment désirer de voir  
« des enfants de chaque province, de chaque ville, aborder  
« ces recherches monographiques, et nos anciennes mon-  
« noies seront bientôt connues. »

Nous venons travailler à l'accomplissement de ce vœu vraiment patriotique, si bien exprimé par M. de Saulcy. Ce vœu est partagé par un grand nombre de savants et de collecteurs de monnoies qui désirent vivement, nous le savons, la publication d'un recueil destiné à recevoir, non seulement ces monographies monétaires lorsqu'elles ne seroient pas susceptibles de former à elles seules une publication, mais encore toutes les notices, annonces et nouvelles relatives à la numismatique française....

Nous proposons donc à tous les amis de la numismatique française de former entre eux une association de recherches monéto-historiques, pour lesquelles nous offrons le lien nécessaire à toute entreprise de ce genre. Il s'agit : 1°. de réunir un assez grand nombre de souscripteurs ; 2°. de trouver, parmi eux, des collaborateurs zélés qui veuillent bien nous communiquer leurs travaux pour les insérer dans notre recueil. Sous ce double rapport devons-nous douter du succès?

Il y a certainement en France assez de savants, antiquaires, collecteurs de médailles et de monnoies, de personnes curieuses de connoître tous les souvenirs du moyen âge, et en particulier notre histoire monétaire, pour former une réunion suffisante de souscripteurs. Tous sentiront l'avantage de se mettre en rapport les uns avec les autres, d'un bout à l'autre de la France, et d'être tenus au courant de tout ce qui intéresse leurs études favorites. D'un autre côté, beaucoup profiteront de ce moyen facile de faire connoître leurs travaux partiels sur les monnoies de leurs provinces, de provoquer la publication, par la même voie, de celles qui leur manqueroient, et de mettre au jour les pièces inédites de leur cabinet, soit en les expliquant eux-mêmes, soit en proposant à leurs co-souscripteurs de dissiper leurs incertitudes.

Les publications des sociétés savantes des provinces renferment souvent des notices ou dissertations de ce genre, mais la plupart sortent peu du pays qui les a vu naître, et le hasard seul les fait tomber entre les mains des amateurs compétents. Notre *Revue*, au contraire, ne s'adressera qu'à

ceux qui s'occupent de ce qui en formera exclusivement la matière ; elle tiendra lieu, pour notre numismatique nationale, des bulletins ou annales publiés dans un grand nombre de localités, qui d'ailleurs ont l'inconvénient pour des érudits spéciaux de contenir des choses tout-à-fait étrangères les unes aux autres. Une notice sur les médailles est perdue entre deux dissertations sur les engrais et les assolements, et il faut chercher dans une année entière pour découvrir quelques notions sur l'histoire du pays.

Ainsi que nous l'avons dit, le but principal de notre *Revue* sera de faciliter les progrès de l'étude de cette partie de notre histoire nationale qui traite spécialement des monnoies royales et seigneuriales. Nous rechercherons surtout ce qui seroit propre à perfectionner les ouvrages de Leblanc et de Duby. Les monnoies de chaque règne, de chaque province et de chaque ville seront successivement examinées et décrites ; on y réunira les pièces inédites ou mal dessinées jusqu'ici et tout ce qu'on pourra découvrir dans des ouvrages peu connus. Nous accueillerons toutes les chartes, les actes publics et privés, tous les documents historiques susceptibles d'éclaircir les difficultés qui se rencontrent à chaque pas dans l'histoire monétaire de la France. Nous admettrons la controverse sur les points litigieux et nous insérerons les pièces de ces petits procès numismatiques, sous la réserve cependant que rien dans ces discussions ne sera capable de blesser la partie adverse. C'est une condition de laquelle nous ne nous écarterons jamais, et nous devons éviter de même tout ce qui appartiendrait aux débats politiques. Nous nous adressons à ceux que l'amour de l'étude a dégoûtés de la polémique des journaux, ou qui veulent s'en éloigner quelquefois pour se distraire ou se reposer. Exploitant particulièrement le moyen âge, nous y voyagerons avec nos souscripteurs, et nous craindrions avec raison de les faire fuir, si nous semblions hostiles à un seul d'entre eux. Chacun de nos collaborateurs gardera sa conviction politique, pourra même la laisser entrevoir, car il est difficile d'écrire sur les matières historiques sans jeter un peu de ses croyances dans les réflexions que le sujet inspire ; mais pour ne pas exciter une opposition fâcheuse, évitons de la provoquer par des excursions hors du domaine du temps passé d'où nous ne voulons pas sortir.



Nous publierons, aussi souvent que cela sera utile, les empreintes des monnoies dont il sera question dans chaque livraison, soit sur les dessins qu'on auroit joints aux articles insérés, soit en faisant nous-mêmes dessiner les pièces qu'on aura bien voulu nous confier. Nous invitons les possesseurs de pièces inédites ou mal éditées, de nous en faire passer un dessin exact avec une notice que nous insérerons textuellement. Si on n'avoit pu former sur ces pièces aucune conjecture plausible, nous n'en donnerions pas moins l'empreinte afin de la soumettre à l'examen de nos souscripteurs, et de solliciter leur avis motivé. Ces sortes de consultations seroient insérées dans la *Revue*, et s'il y avoit plusieurs notices sur le même sujet, on en feroit des extraits ou un ensemble propre à atteindre le but proposé.

Les travaux sur la numismatique grecque ou romaine sont du ressort des grands dépôts scientifiques, tels que les Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Notre *Revue* n'est pas destinée à ce genre d'érudition; néanmoins nous donnerons des notices sur toutes les pièces antiques trouvées en France, parce qu'il est utile pour notre histoire de constater les lieux où elles ont été découvertes, et surtout quelles sont les pièces appartenant plus particulièrement au territoire qui se seroient trouvées mêlées à des médailles romaines ou autres, dans un enfouissement numismatique dont il est toujours intéressant de recueillir toutes les particularités.

Nous parlerons des monnoies gauloises toutes les fois que l'occasion s'en présentera. Ces pièces, difficiles à classer et jusqu'ici peu étudiées, méritent toute l'attention des numismates françois. Nous appellerons principalement l'investigation de nos souscripteurs sur la recherche des monnoies propres à chaque canton dans les Gaules, sur celles dont on peut déterminer l'attribution soit par les légendes ou par des lettres isolées, soit par la quantité qu'on en trouve habituellement dans le pays; et sur la liaison qui peut exister, en suivant la succession des temps, entre les pièces gauloises, mérovingiennes, carlovingiennes et du moyen âge dans chaque localité.

Les monnoies étrangères très anciennes ne seront pas non plus négligées sous le rapport historique et comme objet de comparaison des différents monnoyages à une même époque, ou comme exemples des imitations de types monétaires,

ce qui est souvent d'un grand intérêt dans l'histoire de la numismatique. Quant à celles des peuples modernes, nous nous en occuperons rarement, si ce n'est pour leur appréciation en valeur réelle, et si cela semble utile à nos souscripteurs.

Notre système monétaire est si bien réglé et connu qu'il semble y avoir peu de choses à dire sur nos monnoies courantes. Cependant, il se présente de temps en temps plusieurs faits qu'il est bon de conserver pour l'histoire; comme les refontes, les changements de types, les concours, les variations dans les formes de l'administration monétaire, les nuances d'activité ou la stagnation dans le monnayage et les variations dans le prix des matières, leurs causes et leurs effets, les modifications dans les tarifs de change, les nouveaux procédés mécaniques dans la fabrication des monnoies.

C'est ainsi que nous intéresserons au succès de notre recueil tous ceux qui font le change ou le commerce des matières d'or et d'argent, et même les fonctionnaires et employés des monnoies. Nous saisissons cette occasion d'inviter particulièrement les changeurs et les orfèvres à qui l'on porte souvent d'anciennes monnoies françoises, de ne jamais les mettre à la fonte, leur intérêt se trouvant en cela d'accord avec celui de la science. S'ils vouloient se servir de notre entremise, il ne s'agiroit que de nous faire passer un dessin et une note détaillée des pièces dont ils seroient devenus propriétaires; un de nos collaborateurs leur donneroit son avis sur la valeur de ces pièces et sur la manière de les placer avantageusement; et, suivant leur importance, nous les annoncerions dans la *Revue* afin de les indiquer à tous les collecteurs. Il résulteroit de cette marche un bien général et un profit particulier; car, trop souvent des pièces vraiment précieuses, jetées au creuset, produisent une valeur bien minime comparée à celle qu'un amateur en auroit donnée; et des monnoies désirées peut-être dans les médaillers les plus riches, sont perdues. C'est un vandalisme involontaire, inutile à tous, préjudiciable au commerce et désolant pour la science.

Nous ne devons pas oublier une branche intéressante de la numismatique moderne, et en cela seulement nous sortirons le plus souvent que nous pourrons du territoire fran-

çois. Les monnoies historiques, obsidionales ou de nécessité, sont une annexe ordinaire de toutes les collections numismatiques; et comme la plupart touchent plus ou moins à l'histoire de France, nous croyons ne pas nous écarter de notre but en accueillant toutes les notices qu'on nous adresseroit sur ces monnoies, françoises ou étrangères. L'ouvrage de Duby sur cette matière est très intéressant; mais il offre des lacunes, et ne va que jusqu'à 1787. Il a négligé plusieurs séries de pièces vraiment historiques, et souvent ses notices sont trop peu détaillées.

Les guerres de la révolution ont produit plusieurs pièces de ce genre très bien décrites dans l'ouvrage de M. Hénin (*Histoire numismatique de la révolution françoise*). Ses notices sont des modèles de cette impartialité purement historique que nous voulons conserver dans la *Revue*. Cet ouvrage est encore précieux pour tous les essais de monnoie qui ont paru à l'époque du changement de notre système monétaire. Nous aurons, sans doute, occasion de parler de ces monuments numismatiques, dont plusieurs ont des types révolutionnaires très remarquables. La transition du système *tournois* au système *décimal* ne doit pas être oubliée dans un recueil destiné à recueillir tous les éléments de notre histoire monétaire. Toutes ces pièces d'ailleurs, monnoies de circonstance, d'essai, de confiance, frappées par des négociants, ou appartenant à des gouvernements éphémères, sont vraiment des monnoies historiques.

Depuis le point où M. Hénin s'est arrêté (le Consulat), il a paru un assez grand nombre de pièces de siège ou de nécessité, surtout dans les dernières guerres de l'empire et dans les troubles de la Péninsule espagnole. Peut-être en verrons-nous encore paroître de nos jours; et c'est dans notre recueil qu'elles doivent être décrites, avec un simple récit des événements qui les ont produites, en conservant toujours cette mesure nécessaire pour n'exciter les récriminations d'aucun de ceux qui s'intéressent, d'une manière quelconque, aux parties belligérantes.

Nous rendrons compte des ouvrages nouveaux françois et étrangers qui auront quelque analogie avec le but que nous nous proposons; ainsi que des dissertations ou notices numismatiques insérées dans les recueils périodiques et dans les Mémoires des sociétés savantes. Nous reproduirons

même, avec l'assentiment des auteurs, celles de ces notices qui nous paroîtroient utiles pour l'histoire monétaire de la France.

Nous tâcherons de faire connoître les collections de monnoies qui existent, soit à Paris, soit en province, afin que nos souscripteurs puissent les visiter et négocier des échanges avantageux aux deux parties. Nous désignerons particulièrement les cabinets où l'on réunit les monnoies d'une province ou d'une ville pour que, de tous côtés, on y dirige les pièces, les empreintes ou les renseignements utiles à cette spécialité, et qu'on favorise ainsi ces monographies monétaires si justement désirées. Nous annoncerons les collections qui seroient à vendre, en donnant sur leur importance tous les renseignements que nous aurons pu nous procurer.

Il est encore un point sur lequel il nous reste à nous expliquer : c'est celui de nos médailles modernes. Le nombre en est si grand et leurs types sont si variés, qu'il nous seroit difficile de les faire connoître toutes, soit par leurs dessins, soit par des notices détaillées. Toutes ces pièces, d'ailleurs, se vendent au lieu où elles sont fabriquées, et acquièrent rarement un grand intérêt de curiosité ; nous nous contenterons donc de les annoncer lorsqu'elles paroîtront. Mais nous accueillerons avec plaisir des notes sur celles qui le mériteroient par leur ancienneté, leur rareté ou quelque circonstance historique qui leur donneroit du prix aux yeux des amateurs. Il en est surtout quelques unes des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles dont les coins ne sont plus au cabinet de la commission des monnoies et médailles, qui réclament une attention particulière. Nous ne dédaignerons même pas les jetons anciens ou rares qui auroient quelque mérite historique.

En un mot, nous travaillerons avec zèle à répandre le goût de la numismatique françoise, à en faciliter l'étude et à mettre ceux qui s'y livrent en communication les uns avec les autres, en les faisant jouir tous des travaux et des richesses de chacun. Nous espérons être encouragés par les suffrages des antiquaires et de toutes les sociétés savantes qui prennent intérêt à notre histoire nationale. Nous demandons des souscripteurs pour faire les frais de cette publication, et des matériaux pour lui donner toute l'utilité dont elle est susceptible. Nous sommes déjà en mesure de



former plusieurs livraisons par des travaux inédits sur les monnoies royales et sur celles des barons et prélats : nous comptons sur la coopération de plusieurs antiquaires distingués avec lesquels nous sommes en rapport.

Nous ne mettons à cette œuvre d'autre intérêt que celui de la science ; si elle eût été faite ailleurs , nous eussions été les premiers souscripteurs et nous eussions essayé de contribuer à sa rédaction. Nous l'entreprenons aujourd'hui pour notre instruction et pour celle de nos confrères , antiquaires ou collecteurs de nos anciennes monnoies. Si nos efforts sont encouragés , nous augmenterons le nombre et l'importance de nos publications suivant le produit de la souscription et l'abondance des matières qu'on nous fournira. Notre liste de souscripteurs sera celle d'une grande association toute française , offrant dans chaque province les noms de ceux qui , au milieu des agitations politiques , n'ont pas perdu le goût des études solides , et pour lesquels l'histoire de France ne commence pas à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

E. CARTIER et L. DE LA SAUSSAYE.

#### SOUSCRIPTION.

La *Revue de la Numismatique française* paroîtra à époques indéterminées , par livraisons de 5 à 6 feuilles in-8<sup>o</sup> ; six livraisons feront une année. Chaque livraison sera terminée par la liste des souscripteurs et une table raisonnée des matières.

Le prix de la souscription , payable d'avance , est de 15 fr. par année , franc de port ; pour toute la France ; 20 fr. pour l'étranger.

La première livraison paroîtra en janvier 1836.

S'adresser , pour tout ce qui concerne la rédaction , à M. E. CARTIER , à Amboise , ou à M. DE LA SAUSSAYE , à Blois , directeurs de la *Revue* , chez lesquels on peut souscrire , ainsi que chez M. Rollin , rue Vivienne , n<sup>o</sup> 12 , à Paris ; Techener , libraire , place du Louvre , n<sup>o</sup> 12 , à Paris ; et E. Dézairs , imprimeur , rue Poids-le-Roy , n<sup>o</sup> 27 , à Blois.

---

*Considérations sur l'Histoire monétaire de la France,*  
par M. E. Cartier.

Ce fragment est extrait d'une notice adressée par M. Cartier au congrès scientifique de Douai (in-8°, 29 p., Tours, 1835); le programme de cette réunion, rédigé par M. de Givenchy, présentait plusieurs questions relatives à la numismatique française (4<sup>e</sup> sect., art. 10 à 15. Voir le numéro de juin du Bulletin, p. 233); le dixième article en étoit ainsi conçu : « *Émettre le vœu que dans chaque province et même dans chaque ville il soit publié une histoire monétaire.* » C'est pour répondre à ce vœu, et pour tendre vers le but indiqué, que M. Cartier a développé, avec une connoissance toute particulière du sujet, les considérations suivantes sur l'état actuel de l'étude de la numismatique française, et qu'il a proposé en même temps :

1°. D'accréditer dans chaque province un ou deux antiquaires numismates chargés de conserver tout ce qui est relatif à son histoire monétaire et qui puissent recevoir des autres amateurs d'archéologie et de l'administration toutes les facilités possibles pour en recueillir les éléments, soit en monnoies, soit en documents historiques;

2°. D'adresser aux collections publiques de Paris et des départements, soit en nature, soit en empreintes, les pièces de monnoies appartenant à l'histoire de chaque pays;

3°. De surveiller et de décrire exactement les découvertes d'anciennes monnoies jusque dans les plus petits détails;

4°. De fonder et d'encourager un recueil périodique spécialement consacré à la numismatique française (MM. Cartier et de la Saussaye ont déjà répondu à ce besoin par le programme que nous avons reproduit ci-dessus);

5°. De créer un dépôt central des archives monétaires confié à un fonctionnaire adjoint à l'administration générale des monnoies ou à celle des Archives générales du royaume; de réunir dans ce dépôt les documents épars dans tous les hôtels des monnoies de France qu'il est question de supprimer et où ils sont sans emploi et sans valeur; d'y réunir aussi des copies de documents analogues, lettres-patentes, ordonnances, enquêtes, etc., conservés dans les archives de la Chambre des Comptes, dans celles des villes et des préfectures.

Ces vœux s'adressent à la fois et au gouvernement et aux antiquaires français, ils méritent un sérieux examen et d'honorables encouragements. (J.-D.)

Tous les antiquaires et les collecteurs de monnoies du moyen âge doivent désirer que chaque province ait son histoire monétaire. On l'a déjà dit, les monnoies comme les

médailles sont les bases les plus solides de l'histoire. Les édifices tombent, les inscriptions s'effacent et les chartes se perdent ou s'altèrent: les monuments numismatiques, au contraire, enfouis dans la terre par les bouleversements physiques ou politiques, en sortent tôt ou tard pour appuyer de leur autorité les annales des peuples. D'un autre côté, nos anciennes monnoies, sans types historiques, ni éléments d'une attribution facile, demandent à être étudiées à l'aide des traditions historiques, des chroniques et des chartes de l'époque de leur émission. C'est ainsi qu'une collection de monnoies devient un recueil de pièces justificatives pour l'histoire d'une province, tandis que cette histoire sert elle-même à reconnoître les monnoies et à les classer dans un ordre chronologique. Une bonne histoire monétaire réunit donc un double avantage et convient également aux études historiques et numismatiques.

Il suffit d'avoir un peu étudié les deux seuls ouvrages importants que nous ayons sur les monnoies françoises, ceux de Leblanc et de Duby, pour être convaincu de la nécessité de les refaire, et, en même temps, de l'impossibilité d'y réussir avant qu'on ait publié de bonnes monographies monétaires de chaque province. <sup>1</sup>

Le *Traité historique des Monnoies de France*, par Leblanc, est très précieux, mais à ne le considérer, en ce moment, que sous le rapport des monnoies royales portant des noms de villes, on y découvre chaque jour de nouvelles lacunes. Les pièces mérovingiennes inédites sont très nombreuses, et il y a beaucoup à ajouter aux monnoies de la deuxième race; le règne seul de Eudes compte six ou sept villes de plus que dans Leblanc. Je pense que l'histoire monétaire

<sup>1</sup> Si je ne parle que des ouvrages de Leblanc et de Duby, c'est qu'ils sont les plus récents et les plus complets. Celui de Haultin, si rare et si cher, ne contient que des empreintes, aucune de la première race et un très petit nombre de la deuxième; celles de la troisième qui peuvent être regardées comme authentiques ont été copiées par Leblanc. Bouteroue, encore assez rare, ne contient que les monnoies de la première race qu'on trouve aussi dans Leblanc. Le livre d'Abot de Bazinghen n'est qu'une compilation qui peut être utile quelquefois, mais qui n'apprend rien sous le rapport historique. Je remarquerai, en passant, que jusqu'à nos jours, aucune histoire monétaire n'a pu être achevée en France. Le texte de Haultin a été perdu, Bouteroue s'est arrêté à la première race, Leblanc avoit promis les monnoies des barons, Duby avoit traité les monnoies royales, et nous n'avons rien de tout cela, pas même les manuscrits. (C.)

d'une ville ou d'une province doit commencer par ses monnoies gauloises, mérovingiennes et carlovingiennes. C'est ainsi que je conçois le travail sur les monnoies frappées en Touraine, ou portant le nom de *tournois*, que j'espère publier un jour, et pour lequel je rassemble des matériaux. Après les monnoies des *Turonos* et les celtiques ou gauloises, qui, sans avoir de lettres indicatives du pays, s'y trouvent en assez grand nombre pour être regardées comme lui étant propres, je donnerai les tiers de sou d'or connus des lieux appartenant à la province, ainsi que plusieurs inédits. Viendront ensuite les deniers et oboles de la deuxième race, dont plusieurs manquent dans Leblanc, entre autres deux pièces très curieuses de cette époque, que je possède, avec le nom de *Chinon*, CAINONI CASTRO. Je chercherai à démontrer que les monnoies frappées par la célèbre église de Saint-Martin, depuis Clovis jusqu'à Saint-Louis, ont été, pour le type, le nom et la valeur, l'origine des premiers tournois, qui devinrent la base de notre système monétaire jusqu'en 1791. Je donnerai plusieurs imitations curieuses, étrangères à nos monnoies royales, de ces premiers tournois. Enfin, je ne négligerai rien pour que l'exécution de ce travail réponde à son importance. Je saisis cette occasion pour réclamer l'assistance de ceux qui liront ces notes, en les priant de me communiquer les monnoies et les documents qu'ils jugeroient utiles au succès de mon entreprise.

L'ouvrage de Leblanc laisse beaucoup à désirer sur le commencement de la troisième race, sur les attributions de plusieurs pièces, sur l'histoire de nos ateliers monétaires, le placement des points secrets, l'évaluation des monnoies, l'exactitude des empreintes, etc. On ne doit pas moins regretter la perte de son *Traité des monnoies des seigneurs particuliers* qu'il annonçoit.

Le *Traité des monnoies des barons*, de Duby, qui a sauvé de l'oubli tant de ces anciens monuments de notre histoire, est un excellent ouvrage. Il renferme une masse précieuse de documents qu'il faudroit chercher dans une foule de livres qui se rencontrent rarement dans une seule bibliothèque, mais il n'est exempt, ni d'erreurs, ni d'omissions, et cela ne pouvoit pas être autrement : toute la vie et toute la science d'un homme ne sauroient suffire à une telle entreprise. Je vais essayer sommairement d'indiquer les prin-



cipales améliorations dont, à ma connoissance, ce livre seroit susceptible.

Archevêques de Cambrai. — M. Tribou a donné beaucoup plus de monnoies et de renseignements; M. Ducas, de Lille, nous promet un travail complet.

Archevêques de Reims. — Voici deux pièces bien antérieures à celles de Duby. 1°. NVMMUVS REMENSIS autour de la croix cantonnée de deux points, dont un tient à une double feuille. — 2°. ARCHIPRAESVLIS autour d'un monogramme difficile à expliquer parce qu'il est fruste. 2°. Dans le champ WIDO sur deux lignes et autour REMORVM PRESVL. — 3°. VITAXPISTIANA autour de la croix. Vidon fut archevêque de Reims vers 1032 jusqu'en 1055.

Archevêques de Vienne. — L'obole, donnée incomplètement par Duby, n° 7, a pour légende NOBILIS. Je la possède.

Evêques et comtes du Mans. — Ces deux articles sont pleins d'erreurs. J'ai cherché à le prouver dans une notice sur les monnoies du Mans, adressée à M. Cauvin, de la Société des Antiquaires de Normandie, auteur d'excellentes statistiques sur le Maine.

Evêques de Châlons-sur-Marne et Laon. — Contre l'opinion de Leblanc et de Duby, je pense que la pièce de l'évêque Roger, au revers du roi Philippe, doit être attribuée à Roger, évêque de Laon sous Louis VII et Philippe-Auguste. Sa fabrique est entièrement semblable à celle de plusieurs autres monnoies épiscopales de Laon, et particulièrement de la pièce de Gaultier, prédécesseur immédiat de Roger; elle diffère beaucoup des monnoies du temps de Philippe I<sup>er</sup>. Cette comparaison et quelques autres raisons qu'il seroit trop long d'exposer ici, ne me laissent aucun doute sur l'attribution à Laon plutôt qu'à Châlons.

Evêques de Metz. — Les importantes recherches de M. de Saulcy sur cette monnoie démontrent la nullité de l'article de Duby, qui indique un très petit nombre de pièces, tandis que nous en avons 300 de publiées. Il en est de même pour les évêques de Verdun, de Strasbourg, etc.

Abbés de Corbie. — M. Rigollot, d'Amiens, et M. Desains, de Saint-Quentin, possèdent plusieurs de ces pièces inédites.

Abbés de Jumièges. — J'ai envoyé en 1833 à la Société des Antiquaires de Normandie une notice sur une monnoie d'ar-

gent très curieuse frappée sous la première race. GEMEDICO CALETORUM ou *Caletense* autour d'une rosace à six feuilles.

✠. SCO FILBERTO autour d'un petit cercle dont le centre est apparent. Cette pièce, très bien conservée, détermine à Jumièges l'attribution du tiers de sou d'or, donné par Bouteville (page 349, n° 12), et par Leblanc (Monétaires inconnus, n° 18); on hésitoit entre cette abbaye et celle de Gemblours dans le Brabant

Ducs d'Aquitaine. — Le bel ouvrage anglois de M. Ainsworth (*Illustrations of the anglo-french coinage*) donne une grande quantité de pièces aquitaines, de l'époque anglo-françoise, que Duby n'avoit pas connues. Je possède une pièce antérieure à Eléonore d'Aquitaine, ayant autour de la croix cantonnée de quatre besants GUILIELMUS. — ✠. AQUITANIE, dans le champ DVX. J'ai aussi l'obole du denier de Louis VII, donné par Duby (n° 6): la forme des lettres est différente; et un *noble* avec cette légende: *Henric'. di. gra. rex. angl. et franc'. dns. hib. et aq.* Cette monnaie d'or a également échappé à M. Ainsworth et à ceux qui, avant lui, avoient parlé des monnoies d'Aquitaine.

Ducs de Bretagne. — C'est une des parties les mieux traitées; mais il manque plusieurs pièces importantes. J'ai un beau denier d'argent, frappé à Rennes sous la première race: REDONIS, avec l'effigie royale. — ✠. Croix sur des degrés, avec cette légende: RATIO FISCIS, *droit du fisc*. — Une pièce inédite de Geoffroi II, duc de Bretagne: GAVFRIDVS autour de la croix. ✠. BRITANNIE autour d'une espèce de monogramme qu'on trouve sur la pièce de Conan, si mal gravée dans Duby (n° 1), et que M. André Jeuffrain, de Tours, a donnée dans ses *Observations numismatiques* (1832). Ce savant numismate a proposé sur ces caractères S  l'ingénieuse explication de IV<sup>s</sup> *quartus*, concordante avec le n° d'ordre de Conan IV, auquel cette pièce doit être en effet attribuée. Mais Geoffroi II, qui a mis sur sa monnaie S , ne permet pas d'admettre cette désignation numérique, d'ailleurs très peu vraisemblable au XII<sup>e</sup> siècle. Usant à mon tour du privilège d'interprétation dévolu aux antiquaires, je serois tenté d'y voir un jeu de mots en latin, IVS et VIS, *le droit et la force*. L'usurpation de Conan IV, et même de Geoffroi II, sur Eudon,

rendroit plus piquante et peut-être plus vraisemblable cette déclaration publique des deux grandes bases de tout pouvoir. Ils prétendoient avoir le droit, mais ils disoient en même temps qu'ils avoient la *force*, et cette raison, comme chacun sait, *fut toujours la meilleure*.

Eudon, prédécesseur et beau-père de Conan IV, ne paroît pas avoir employé le même type. Il existe de lui une pièce inédite : EVDO DVX autour de la croix simple. *sz*. Une croix à branches ancrées, en forme de roue, qu'on voit sur les monnoies anonymes de Nantes ou de Rennes (Duby, pl. LXVII, nos 8 et 9), et pour légende : BRITANIE.

Enfin Duby ne parle pas des monnoies d'Étienne, comte de Guingamp, qui sont très communes, ni d'une beaucoup plus rare, qui, au revers de GVINAMP et de cette tête grossièrement figurée des monnoies d'Étienne, a autour d'une croix cantonnée de deux étoiles QVEMPERLI. Cette pièce a été frappée à *Quemperlé*, château du comte de Cornouailles; elle est vraisemblablement, comme les précédentes monnoies de Guingamp, d'Étienne I<sup>er</sup>, comte de Penthievre de son chef, et de Guingamp par sa femme Havoise; il avoit hérité, après la mort de ses frères, du comté de Cornouailles.

Ducs de Lorraine. — Les monnoies de cette province sont à peine indiquées; c'est à M. de Saulcy qu'il est réservé de nous les faire connoître.

Comtes d'Angoulême. — Cet article renferme une erreur notable en attribuant à Louis d'Orléans, qui eut ce comté en 1392, les pièces qui portent le nom de LODOICVS. Je cherche à établir, dans un mémoire adressé à la Société des Antiquaires de l'Ouest, que ces pièces, frappées à différentes époques, étoient antérieures à la réunion des comtés de la Marche et d'Angoulême à la couronne sous Philippe-le-Bel, et que le nom de *Louis* n'étoit pas celui d'un comte, mais du roi, qui, dans l'origine, avoit accordé le droit de battre monnaie à la ville d'Angoulême, à ses évêques ou à ses comtes.

Les premiers comtes d'Anjou ont frappé des monnoies inconnues à Duby. J'en possède une que le savant Lelewel publiera, avec plusieurs autres anciennes monnoies de mon cabinet, dans son ouvrage si impatiemment attendu sur la numismatique du moyen âge. Elle a autour du monogramme de FVLCO, très bien tracé, cette légende remar-

quable : GRACIA DI COMES. R. Autour de la croix : ANDECAVIS CIA. Cette pièce a tous les caractères de celles de la seconde race, et doit appartenir à Foulques I<sup>er</sup>, qui devint comte de toute la province angevine, un peu *par la grâce de Dieu*, pendant la minorité de Charles-le-Simple; ou peut-être à Foulques II, qui osoit dire au roi Louis-d'Outremer : « *Sachez, sire, qu'un roi non lettré est un âne couronné.* »

Les monnoies des comtes de Chartres, de Blois, de Vendôme, du Perche, des vicomtes de Châteaudun, et quelques autres, doivent être réunies sous le titre de *monnoies chartraines*, ainsi que je l'ai fait voir dans mon *Essai* publié en 1833. Je fis alors connoître des monnoies inédites de Romorentin, Saint-Aignan et Selles-sur-Cher. J'ai trouvé depuis plusieurs autres pièces chartraines, et des documents historiques sur l'histoire monétaire de ce vaste territoire. Je prépare un travail plus complet sur cette matière, et je recevrais avec reconnaissance tout ce qui m'aideroit à le perfectionner.

La pièce donnée par Duby (pl. LXXVIII) sous le nom de Clermont en Beauvoisis, appartient à l'article des princes de Dombes, puisque, selon Duby lui-même, les monnoies de Clermont et de Bourbonnois avoient été vendues à Philippe-le-Long en 1320, et que cette pièce date de 1488 à 1503. Elle doit être placée à la planche LXIII, à côté des n<sup>os</sup> 9 et 10, qui sont du même Pierre, comte de Clermont, seigneur de Trévoux, de Bourbon, etc.

Une pièce de Nevers, donnée par Duby dans son supplément (pl. iv, n<sup>o</sup> 8), est attribuée par lui, à tort, à Louis, comte de Nevers. Elle est antérieure aux monnoies de Gui, de Hervé et de Robert, prédécesseurs de Louis I<sup>er</sup>, et ne doit porter le nom de Louis que par une clause de concession du droit de monnoyage, comme plusieurs autres pièces datant à peu près du règne de Louis-le-Gros et des premières croisades. Toutes les monnoies des comtes de Nevers, du nom de Louis, doivent avoir pour type le lion de Flandre.

Les monnoies du Poitou sont l'objet d'un travail très intéressant de M. Lecointre Dupont, d'Alençon. Il a déjà publié, dans la *Revue anglo-françoise*, plusieurs pièces inconnues à Duby, et notamment des monnoies des seigneurs de Mauléon MALVSLEO, et de Gui de Dampierre,



seigneur de Montluçon. Il a fixé d'une manière irrécusable l'attribution à Melle, en Poitou, des pièces qui portent les mots *Metullum*, *Metallum*, *Metullo*, *Metalo*.

Plusieurs villes du Berry sont indiquées par Duby comme ayant frappé monnaie, sans qu'il en donne aucune. Outre la curieuse pièce de Richard-Cœur-de-Lion, frappée à Issoudun, trouvée en 1834 dans le dépôt de Châtillon-sur-Cher, et qui avoit échappé aux recherches de M. Ainsworth comme monnaie anglo-françoise, j'en possède plusieurs inédites de cette province, telles qu'un Ebbes de Déols, un Eudes et un Raoul d'Issoudun, un Geoffroi de Brabant, seigneur de Vierzon, etc. Le *mouton* d'or, que Duby et quelques autres donnent à Jean, duc de Berry, appartient à Jean-Sans-Peur, duc de Bourgogne, ou à Jean III, duc de Brabant (voyez Ghesquière, pag. 123). Lorsque le roi Jean donna le Berry en apanage à son troisième fils, il réserva spécialement à la couronne la garde des églises, les régales, *le droit de battre monnaie*, etc.

M. Lelewel publie en ce moment, sur les monnoies des Pays-Bas, un travail fort curieux, qui dévoile un grand nombre d'omissions de Duby sur les monnoies de Flandre, de Hainaut et de plusieurs de nos provinces du nord.

J'ai quelques autres monnoies seigneuriales inédites, et j'en connois un grand nombre dans des collections particulières. Je ne parle pas ici de toutes les monnoies de nos provinces méridionales, que j'ai eu moins d'occasions d'étudier; Duby a mieux traité celles de Bourgogne et de Provence, grâce à des ouvrages antérieurement publiés; mais je suis persuadé qu'elles laissent encore beaucoup à désirer.

C'est donc moins du vœu à émettre, relativement à l'histoire monétaire de nos provinces, qu'il faut s'occuper, que des moyens d'obtenir de bonnes monographies des monnoies de chaque localité.....

CARTIER.

---





## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 10 AOUT 1835.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal du 4 juillet, M. le président proclame membres de la société :

MM. le duc DE SERRA DI FALCO, membre de plusieurs Académies, à Palerme.

ACHILLE JUBINAL, ancien élève de l'École des Chartes, à Paris.

J. RENOUVIER, à Montpellier.

SCHNAKENBURG, à Berlin.

PAUL DE LA ROCHE, peintre, à Paris.

PAUL DAVID, peintre, à Paris.

BONNIN, secrétaire de la commission des archives du département de l'Eure, à Évreux.

BRUNEAU, avocat à la cour royale de Douai.

### *Ouvrages offerts à la Société.*

1°. *Histoire des Croisades*, par Charles MILLS; trad. franç. par M. Paul TIBY. 3 vol. in-8°. Paris, 1835. Chez Depelafol, rue Gît-le-Cœur, n° 4. Offert par le traducteur.

2°. *Reims pittoresque ancien et moderne*, par M. Louis PARIS. 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> livr.; in-8°, 32 p., 4 pl. Reims, 1835.

3°. *Album du pays de Reims*, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> dessins in-4° de chacun une pl. lith. avec texte, par M. Ad. DUBASTY. Reims, 1835. Offert par M. P. Paris, ainsi que l'ouvrage précédent.



4°. *Relation du siège de Metz, en 1404, par Charles VII et René d'Anjou*, publiée, sur les documents originaux, par MM. de SAULCY et HUGUENIN aîné. In-8°, 345 p., 9 gravures. Chez Troubat, édit. à Metz. Metz, 1835. De la part des auteurs.

5°. *Villonie littéraire de l'abbé Prompsault, éditeur des OEuvres de Villon*, démontrée par l'écrit qu'il a fait suivre d'un soi-disant *Errata* comprenant près de deux mille corrections ou rectifications à faire dans la collection des Monuments de l'histoire et de la littérature françoise publiés par Crapelet. In-8°, 24 p. Paris, 1835.

6°. *Précis analytique des Travaux de l'Académie royale de Rouen pendant l'année 1834*. In-8°. Rouen, Nicétas Périaux, 1834. De la part du secrétaire perpétuel.

7°. *Note sur le Cabinet d'Antiquités de Falaise*, par M. Fr. GALERON. In-8° d'une demi-feuille, Falaise, 1835.

8°. *Description de l'Église de Clairmarais*, par M. PIERS, bibliothécaire de la ville de Saint-Omer (extr. d'une notice inédite sur Clairmarais).  $\frac{1}{2}$  feuille, Saint-Omer, 1835.

9°. *Revue de la Numismatique française*, programme, par MM. CARTIER et DE LA SAUSSAYE. In-8°, Blois, 1835.

10°. *Considérations sur l'Histoire monétaire*, par M. CARTIER. In-8°, 29 p. Tours, 1835.

### *Correspondance.*

Le secrétaire donne lecture d'une lettre de M. de Barante, président, qui exprime ses regrets d'avoir été empêché par les séances de la Chambre des Pairs d'assister à la dernière séance du Conseil et à celle de ce jour.

— M. Bonnin, secrétaire de la commission des archives historiques du département de l'Eure, écrit pour témoigner le désir d'être inscrit au nombre des membres de la société.

— M. Tailliar, conseiller à la cour royale de Douai, adresse la même demande au nom de M. Bruneau, avocat à la même cour.

— Le secrétaire communique une lettre de M. Hiver, ancien maire de Péronne, qui donne quelques détails sur une histoire de cette ville, dont il s'occupe depuis un grand nombre d'années, et dont les éléments ont été puisés aux sources les plus authentiques. (Voir ci-après, *Notices*, p. 376.)

— M. J. Ollivier, juge à Valence, adresse une notice manuscrite sur les Cartulaires de saint Hugues, évêque de Grenoble.

— M. Piers, bibliothécaire de Saint-Omer, envoie une notice manuscrite sur le catalogue des manuscrits de cette bibliothèque. (Voir ci-après, p. 379.)

M. Piers annonce que M. Mone, ci-devant professeur à l'université de Louvain, et actuellement professeur d'histoire à Carlsruhe, a consulté soigneusement, dans le courant de juin dernier, les manuscrits de la bibliothèque publique et les riches archives communales de la ville de Saint-Omer, en vue d'y recueillir des documents destinés à la commission des archives d'Angleterre (*Record's commission*).

#### *Communications verbales.*

M. Charles Lenormant rappelle au conseil qu'il avait pris en 1834, avec la Société, l'engagement de publier sous ses auspices une description des tiers de sol d'or des rois mérovingiens. Arrêté dans cette publication par l'annonce d'un ouvrage à peu près analogue de M. le professeur Lelewel, il auroit presque renoncé à son projet, s'il n'avoit pu se convaincre depuis que l'ouvrage de M. Lelewel seroit plutôt un choix de monnoies inédites qu'un travail d'ensemble sur cette partie de la numismatique française. D'un autre côté, les éditeurs du *Trésor de Numismatique et de Glyptique* ayant annoncé une collection générale des monnoies françaises, M. Lenormant s'étoit aussi engagé avec eux à en rédiger le texte, parce que, dans le principe, ils avoient renoncé à publier les monnoies de la première race, que le procédé de gravure adopté pour cette grande entreprise iconographique ne permettoit pas

de reproduire assez nettement. Mais les éditeurs s'étant depuis décidés à faire graver au trait cette partie de leur ouvrage, M. Lenormant se trouve placé en face de deux engagements; et en vue de les concilier, il propose au Conseil de la Société de l'Histoire de France de publier le Recueil de Numismatique françoise sous ses auspices, mais aux frais des éditeurs du *Trésor de Glyptique*, et à la seule condition que la Société souscriroit à un certain nombre d'exemplaires, avec une forte réduction de prix. L'ouvrage auroit dix livraisons in-folio.

Cette proposition est renvoyée aux comités d'impression et des fonds.

— M. Duchesne annonce, au nom du comité des fonds, qu'il a paru convenable de fixer à six cents exemplaires le tirage des Lettres inédites de Mazarin, et d'en commencer l'impression en octobre prochain, suivant le désir de M. Ravenel, éditeur, qui pense pouvoir terminer l'édition pour janvier. Le conseil adopte cet avis, et désigne M. de Monmerqué pour commissaire responsable.

---

## SECTION III.

## NOTICES HISTORIQUES.

*Notice sur les Archives de la Chambre des Comptes de Bruxelles.<sup>1</sup>*

Les chambres des comptes établies autrefois dans la Belgique, dont l'origine date de la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et du commencement du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, et qui, en 1735, furent réunies en une seule, n'étoient pas seulement des corps institués pour

<sup>1</sup> Extrait d'un rapport fait au ministre de l'intérieur du gouvernement belge, en janvier 1835, par M. Gachard, archiviste général, sur la publication des inventaires des Archives de Belgique. Un arrêté du 17 juillet 1834 ayant prescrit l'impression de ces inventaires, M. Gachard annonce devoir commencer par le Catalogue de la Chambre des Comptes de Bruxelles. Dès 1831, lorsqu'il fut appelé à la direction en chef des Archives, il avoit porté tous ses soins vers le dépouillement et le classement de ces titres, travail immense poursuivi avec une si étonnante activité que déjà tous les registres, au nombre de 32,000, sont inventoriés. En 1832, M. Gachard avoit reçu de son gouvernement la mission de visiter tous les dépôts d'archives du royaume, afin d'en constater l'état et les richesses; ces voyages, continués en 1833 et 1834, lui ont fourni d'abondants matériaux et lui permettent d'annoncer comme introduction aux inventaires précités, un tableau des différents dépôts de titres qui existent dans la Belgique divisé en quatre sections, savoir : 1°. *Archives du royaume*; 2°. *Des provinces*; 3°. *Des villes*; 4°. *Des églises*. Cette première notice de M. Gachard, auteur de plusieurs autres travaux historiques empreints du même caractère de précision et d'érudition positive, doit faire vivement désirer de plus vastes publications, non moins intéressantes pour la France que pour la Belgique. De long-temps encore, sans doute, la France ne peut espérer arriver à un pareil dénombrement de ses richesses historiques; mais les recherches ordonnées et dirigées sur tous les points du royaume par M. le ministre de l'instruction publique tendront insensiblement vers cet important résultat, et mettront un terme à des dilapidations qui se commettent encore chaque jour. Déjà, depuis sa rentrée aux Archives du royaume, en 1830, M. Daunou a su réparer l'espèce de désordre et d'abandon qui en avoient quelque temps compromis l'existence; par ses soins infatigables un ordre parfait y a été rétabli. Nous espérons qu'une notice constatant cette immense amélioration, pourra la faire connoître aux lecteurs du Bulletin, et leur faciliter l'étude d'un trésor que le savoir et l'obligeance de M. le directeur général tiennent ouvert à tous les amis de notre histoire. Nous pensons que c'est répondre à l'un des buts principaux du recueil périodique de la Société de l'Histoire de France que d'y insérer, autant que possible, ces sortes de notices et d'inventaires. (J.-D.)



la vérification et l'apurement des comptes des officiers du souverain; elles avoient la direction économique des domaines; souvent elles étoient consultées par les conseils collatéraux (c'étoit le nom qu'on donnoit aux conseils d'état, privé et des finances) sur des affaires épineuses et contentieuses. Tous les octrois accordés aux provinces, aux châtellenies, aux villes, aux communes, pour perception d'impôts, construction de canaux et de chaussées, création de rentes; tous les privilèges, les patentes d'anoblissement, etc., devoient être entérinés par elles, et ils étoient par conséquent transcrits dans ses registres: il fut même stipulé, ainsi que le remarque le comte de Nény, dans tous les traités de paix conclus pendant plus de deux siècles entre la maison d'Autriche et la France, jusques et compris celui de Ryswick en 1697, que ces traités seroient vérifiés et enregistrés à la chambre des comptes des Pays-Bas. Enfin, c'étoit dans la *trésorerie* de la chambre que l'on conservoit les conventions, les concordats et autres actes concernant les prérogatives, les possessions et les droits utiles du souverain.

Cette simple indication des attributions des chambres des comptes suffit pour montrer de quel prix sont leurs archives, et pour expliquer la masse énorme de documents qu'elles contiennent. On pourroit les considérer, en quelque sorte, comme un dépôt central des actes de l'ancien gouvernement de la Belgique; car il est bien peu d'affaires de quelque importance, parmi celles que ce gouvernement eut à traiter, sur lesquelles elles n'offrent des renseignements. Pour les temps antérieurs à l'année 1731, elles ont souvent servi à suppléer celles du conseil des finances, qui périrent presque tout entières dans l'incendie du palais royal arrivé cette année.

J'ai dit ci-dessus que les registres de la chambre des comptes s'élevoient à environ trente-deux mille<sup>1</sup>: nous avons,

<sup>1</sup> Dans ce nombre, les registres de comptes proprement dits figurent pour plus de 50,000, et M. Gachard fait voir à bien juste titre que ce sont peut-être les monuments les plus authentiques et quelquefois les plus curieux non seulement de l'histoire politique et sociale, mais de l'histoire des arts, de l'industrie et du commerce. C'est à cette source que M. Monteil a puisé la plus grande partie des faits qu'il a si habilement groupés dans son *Histoire des Français des divers États*. Sans nul doute, M. le ministre de l'instruction publique comprendra dans ses publications de monuments inédits un choix des registres de comptes de différentes natures, si nombreux dans la plupart de nos dépôts d'archives. (J.-D.)

en outre, plusieurs milliers de cartons et de liasses et quantité de comptes en rouleaux qui proviennent du même corps. Je ne parlerai en ce moment que des registres dont le catalogue est achevé. En voici les séries principales :

1°. *Cartulaires et Recueils historiques.*

Cette série offre de riches matériaux pour l'histoire nationale; je citerai, entre autres, plusieurs recueils de chartes des ducs de Brabant et des ducs de Luxembourg, dont les originaux sont pour la plupart perdus aujourd'hui; des copies, faites en 1770 (en suite du traité des limites conclu le 16 mai 1769 entre l'Autriche et la France), des cartulaires de Flandre, de Hainaut et de Namur, conservés à la chambre des comptes de Lille; des recueils des édits et ordonnances des souverains, depuis environ 1550; le testament et les obsèques du comte Louis de Male en 1383; des recueils de pièces diplomatiques concernant les territoires contestés avec les pays voisins; les négociations qui eurent lieu à Calais, en 1521, entre les ambassadeurs de Charles V et de François I<sup>er</sup>; celles de la paix de Vervins en 1598; un registre des sentences rendues à cause des troubles de 1568 à 1572; un autre qui contient la déclaration des noms des bannis à la même époque, etc., etc.

2°. *Registres généraux.*

Sous ce titre ont été rassemblés tous les registres qui concernent l'organisation et l'administration de la chambre. Ainsi, l'on y trouve : les actes relatifs à l'établissement et aux instructions des trois chambres de Flandre, de Brabant et de Gueldre; les commissions des officiers de leur ressort respectif; leurs résolutions et appointements sur les requêtes qui leur étoient présentées; leurs interpellations aux comptables; les dépêches à eux adressées par le gouverneur général et les conseils collatéraux; les actes d'engagère et d'aliénation des domaines; les sentences et appointements des conseils de justice en matière de domaines; les lettres d'amortissement des biens du clergé et d'autres corporations; les lettres de légitimation et d'octroi pour tester, expédiées en faveur d'enfants naturels; les actes relatifs aux affaires des monnoies. Deux collections, d'une

valeur inestimable, sont comprises dans cette série: ce sont celles des registres *aux chartes*, dont l'une, qui appartenait à la chambre de Brabant, commence avec le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, et l'autre, qui provient de la chambre de Flandre, commence à 1667. (Les registres antérieurs sont gardés à Lille.) C'est dans les registres *aux chartes* que sont transcrits les octrois, les privilèges, les patentes d'anoblissement; il s'y trouve aussi des actes publics. Nous n'avons heureusement pas à déplorer, pour ces deux collections, le sort que le vandalisme révolutionnaire fit éprouver, en l'an 11 de la république, à celle de la chambre des comptes de Flandre conservée à Lille: des commissaires se transportèrent, à cette époque, aux archives, et lacérèrent, dans les registres *aux chartes*, tous les feuillets qui contenoient des titres de noblesse ou des privilèges, sans prendre garde s'ils ne tronquoient pas en même temps d'autres pièces..... Nos collections, à nous, sont restées intactes.

3°. *Comptes de la maison des souverains et des princes de leur famille.*

Nous ne possédons pas de collections suivies de ces comptes. Ceux qui concernoient les princes de la maison de Bourgogne et leurs successeurs, jusqu'au règne de Charles-Quint inclusivement, étoient gardés à Lille. Ils y furent retenus lors de la séparation des titres et papiers qui eut lieu en vertu du traité du 16 mai 1769. Quant aux souverains particuliers qu'eurent les duchés de Brabant, de Limbourg et de Luxembourg, avant leur réunion avec les autres provinces des Pays-Bas sous Philippe-le-Bon, il ne paroît pas qu'il fût tenu des comptes réguliers des dépenses de leur hôtel.

Parmi les articles que présente le catalogue de cette série, les suivants ne peuvent manquer d'exciter un vif intérêt:

Compte des revenus du duc de Luxembourg en France, des années 1373-1380;

Compte des frais de séjour du comte de Flandre à Gand, en 1379;

Compte des dépenses de l'hôtel du comte d'Ostrevant, 1397-1398;

Compte des gîtes du duc et de la duchesse de Brabant et de Luxembourg, à Bruxelles, pendant l'année 1382;

Compte des frais des tournées faites par la duchesse Jeanne de Brabant, en 1386;

Compte des voyages du duc Antoine de Bourgogne dans le Luxembourg, en 1411 et 1413;

Compte de la dépense du comte de St.-Pol, en 1420 et 1421;

Compte des dépenses de la maison du duc de Brabant, en 1428;

Comptes des dépenses de l'archiduchesse Marguerite, douairière de Savoie, gouvernante des Pays-Bas, de 1521 à 1530.

#### 4°. *Comptes de la recette générale de Brabant.*

Les revenus et les dépenses annuels des ducs de Brabant sont renseignés dans ces comptes, qui commencent à l'année 1363, et se continuent jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, époque où la recette générale de Brabant fut réunie à la recette générale des finances.

#### 5°. *Comptes de la recette générale des finances.*

L'établissement de receveurs généraux des finances du souverain dans les Pays-Bas date du temps des ducs de Bourgogne : il subsista jusqu'en 1794.

Les comptes de la recette générale des finances se rendoient à la chambre des comptes de Flandre. La prise de Lille par Louis XIV, en 1667, les fit tomber au pouvoir de la France, avec toutes les archives de cette chambre.

Notre collection ne commence donc qu'à l'année 1668. Pour les temps antérieurs, en remontant jusqu'à 1404, nous avons des extraits des comptes gardés à Lille; mais le peu de discernement qui présida à ce travail, fait en 1770 et 1771, est cause qu'on ne sauroit en retirer presque aucune utilité.

#### 6°. *Comptes des domaines.*

Cette série de registres est fort volumineuse. Il y avoit des receveurs généraux des domaines dans la plupart des provinces; il y avoit en outre des receveurs particuliers, par quartier ou par ville. Les comptes des domaines remontent, pour le Hainaut, à 1352; pour le Namurois, à



1372; pour le Luxembourg, à 1380; pour la seigneurie de Malines, à 1387; pour le Limbourg, à 1390; pour le Brabant, à 1403; pour la Flandre orientale, à 1413; pour le Tournaisis, à 1521 (antérieurement ce pays appartenait à la France); pour la Gueldre, à 1623. Il y a des lacunes dans les comptes de certains quartiers de la Flandre et du Hainaut, parce qu'on a retenu à Lille tous les documents qui étoient communs aux parties de ces deux provinces passées sous la domination de la France et à celles demeurées aux Pays-Bas.

Les domaines embrassoient autrefois une multitude d'objets qui se rattachent à des usages dont il n'existe plus d'autres traces. Sous ce rapport déjà, les registres de leur gestion ne seroient pas indifférents pour l'histoire; mais ils offrent encore un autre genre d'intérêt: ils ne sont pas seulement des comptes de recettes, mais ils sont aussi des comptes de dépenses; on peut donc y puiser bien des renseignements sur l'administration du pays et sur les faits advenus. Les comptes des receveurs généraux de province ont naturellement une importance supérieure à ceux des receveurs de quartier ou de ville: les dépenses principales étoient assignées sur les caisses de ces officiers. J'ajouterai que l'on y trouve, outre les produits des domaines, ceux des autres revenus du souverain dans la province.

Les comptes des véneries, des watergravies de Flandre, des droits de mortemain, ont été réunis aux comptes des domaines.

7°. *Comptes des aides et subsides accordés par les Etats au souverain.*

Rien n'a moins fixé l'attention de nos historiens, que les secours fournis par le pays à ses souverains, à titre d'*aides et subsides*, depuis l'époque où le service personnel fut remplacé par des subventions pécuniaires. Si, çà et là, ils fournissent quelques détails sur ce sujet, rarement ces détails sont exacts. Il est inutile de faire ressortir l'importance de cette lacune. Les comptes des aides et subsides peuvent servir à la combler. Ils commencent en 1383, pour le Brabant; en 1399, pour le Limbourg; en 1378, pour le Luxembourg; en 1644, pour la Gueldre; en 1394, pour la Flandre; en 1435, pour le Hainaut; en 1472, pour le Namurois; en

1524, pour Tournai et le Tournaisis; en 1533, pour la seigneurie de Malines. La collection est loin d'en être complète pour le Hainaut et la Flandre, par la raison que j'ai dite à l'article précédent. Ces comptes ne renseignent pas seulement les sommes consenties par les États des provinces au profit du souverain, mais l'emploi qui en a été fait.

8°. *Comptes des officiers de justice.*

Les prévôts, drossarts, ammans, écoutètes, mayeurs, baillis, châtelains, institués au nom du souverain, lui rendoient compte de toutes les recettes et les dépenses qu'ils faisoient à titre de leurs offices. Nous sommes très riches en documents de cette espèce, qui comprennent plus de cent collections différentes. La plupart de ces collections commencent avec le xv<sup>e</sup> siècle; mais il y en a qui remontent au xiv<sup>e</sup> : tels sont les comptes de l'écoutète d'Anvers, de l'écoutète de Malines, du mayeur de Marche-en-Famène, du grand bailli de Gand, du grand bailli de la ville et du Franc de Bruges, du bailli de la ville et châteltenie de Furnes, des baillis de Nieuport, de Damme, de Haerlebeek, des baillis des ville et châteltenie d'Audenarde, du souverain bailli des deux villes et pays d'Alost, du bailli de la ville et pays de Termonde, des prévôts de Mons et de Binche, des châtelains d'Ath et de Braine-le-Comte, des baillis de Hal, de Flobecq et de Lessines, etc.

Les comptes des officiers de justice sont des monuments de la plus haute valeur, surtout pour l'histoire des mœurs et de la jurisprudence criminelle. On sait que, au moyen âge et dans les temps même plus rapprochés de nous, la justice composoit souvent avec les coupables, pour les peines qui leur avoient été infligées. Dans ces comptes, on trouve, au chapitre des recettes, les noms des condamnés, les délits commis par eux, les sommes au moyen desquelles la peine qu'ils avoient encourue leur étoit remise. Lorsqu'il ne se faisoit pas de composition, une amende au profit du souverain accompagnoit d'ordinaire le châtiment infligé; elle se trouve également renseignée par l'officier de justice, avec les mêmes circonstances que je viens de dire. Enfin, le chapitre des dépenses offre la liste des individus exécutés, à l'occasion des frais qu'entraînoit cette exécution, et que les officiers de justice payoient des revenus de leur caisse.

Assurément, il est impossible d'avoir des matériaux plus complets, plus authentiques, pour une statistique morale de la société aux différentes époques qu'ils rappellent. Celui qui voudroit écrire une histoire de la réforme en Belgique au xvi<sup>e</sup> siècle, ouvrage qui nous manque encore, feroit bien de les consulter aussi, non seulement pour le règne de Philippe II, mais pour celui de Charles-Quint. On met généralement sur le compte de Philippe II toutes les rigueurs qui furent exercées au xvi<sup>e</sup> siècle, dans nos provinces, contre les partisans de la réforme; on se convaincroit, par le travail que j'indique, que le gouvernement de Charles-Quint lui en avoit fourni de nombreux exemples.

### 9°. *Comptes des fiefs.*

Dans quelques localités, les officiers de justice ordinaires recevoient les reliefs et autres œuvres de loi auxquelles les possesseurs des fiefs tenus du souverain étoient obligés, soit à titre de vente, de transmission héréditaire, d'éclissement, ou autre, etc. : pour celles-là, les redevances qui en résultoient figurent dans les comptes dont j'ai parlé à l'article précédent. Mais il existoit, plus généralement, des cours spéciales investies de cette attribution.

Les comptes des fiefs présentent les produits des redevances perçues, au profit du souverain, par les officiers qui agissoient en son nom auprès de ces cours spéciales, ainsi que les dépenses qui étoient assignées sur leurs caisses.

Plusieurs des collections que nous en avons remontent à une époque assez reculée.

Les comptes des fiefs de Brabant, par exemple, commencent à l'année 1368; ceux de la ville et châtellenie d'Audenarde, à 1383; ceux de Bruges, à 1436, etc.

Quant à l'intérêt qu'ils peuvent offrir pour l'histoire, je me bornerai à observer, avec un écrivain contemporain, que, dans la vente d'un fief de haubert, d'un cheval de bataille, etc...., il y a souvent bien des traits de mœurs. »<sup>1</sup>

### 10°. *Comptes du scel et des exploits des conseils de justice, et du scel de l'audience.*

Les comptes du scel et des exploits des conseils de justice

<sup>1</sup> M. Capefigue, *Lettre à M. de Barante sur l'Histoire de France.*

offrent les produits des taxes qui se prélevoient lors de l'expédition de toutes sortes de dépêches scellées par ces conseils, ainsi que des amendes qui étoient adjugées par eux au profit du souverain.

Les comptes de l'audience sont intéressants, en ce qu'ils contiennent un détail de toutes les lettres-patentes expédiées par l'office de l'audiencier, qui étoit le premier secrétaire d'état depuis Philippe-le-Bon. Ils remontent à 1453 : mais nous n'en avons qu'un petit nombre jusqu'à 1666 ; la plupart ont été conservés à Lille.

Les comptes du scel de Brabant remontent à 1442 ; ceux du grand-conseil, à 1463. Les autres ont une date moins ancienne.

### 11°. *Comptes des confiscations.*

Les confiscations pour cause de révolte et de guerre étrangère, les confiscations pour crime de félonie, de lèse-majesté, d'hérésie ; les confiscations à l'occasion des troubles du xvi<sup>e</sup> siècle ; les confiscations résultant d'arrêts des cours de justice : tels sont les objets des comptes dont est formée cette série. Plusieurs appartiennent au xv<sup>e</sup> siècle : il y en a un du xiv<sup>e</sup> ; on y trouve l'indication des biens confisqués dans la ville et châtellenie d'Audenarde, en l'année 1382, contre ceux qui tenoient le parti d'Artevelde et des Gantois.

### 12°. *Comptes des monnoies.*

Les frais et le produit de la fabrication des monnoies sont contenus dans ces comptes, qui offrent des renseignements suivis pour les différentes villes où des hôtels de monnoies avoient été établis. On n'a que des notions assez imparfaites sur l'histoire monétaire de la Belgique, malgré le Mémoire de l'abbé Ghesquière publié en 1786<sup>1</sup>. Les registres que nous possédons sont, sous ce rapport, infiniment précieux ; voici, par ordre alphabétique, les villes auxquelles ils s'appliquent : Anvers, Arnhem, Bois-le-Duc, Bruges, Bruxelles, Louvain, Luxembourg, Maestricht, Malines, Mons, Namur, Nimègue, Tournai, Vilvorde et

<sup>1</sup> Mémoires sur trois points intéressants de l'histoire des Pays-Bas, par l'abbé Ghesquière. Bruxelles, Lemaire, 1786. In-8° de 214 pages.



Zantboemel en Gueldre. Ghesquière, dans la liste qu'il donne (pp. 99-121), des endroits où il a été fabriqué des monnoies depuis 983 jusqu'en 1450, cite six de ces villes seulement, savoir : Anvers, Arnhem, Bruxelles, Louvain, Luxembourg, Tournai. Les comptes qui existent aux archives constatent la fabrication de monnoies à Vilvorde en 1417, à Maestricht en 1418, à Namur en 1421, etc.

13°. *Comptes des tonlieux, des licentes et des droits d'entrée et de sortie.*

Les tonlieux existoient déjà, à une époque reculée, dans la plupart des provinces des Pays-Bas. Ils furent établis dans les temps où les souverains de ces provinces n'avoient de revenus fixes que leurs domaines et certains droits régaliens. On les considéra dès lors comme ayant un caractère domanial; aussi furent-ils maintenus, même après l'établissement des droits d'entrée et de sortie, quoiqu'ils frappassent sur la plupart des mêmes articles qu'atteignoient ces droits.

Avant le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, les tonlieux étoient la seule imposition à laquelle fût soumis le commerce extérieur en temps de paix : en temps de guerre, il étoit d'usage que toutes relations avec l'ennemi fussent interdites. Une prohibition aussi générale devoit avoir de notables inconvénients pour le pays : on le reconnut, et alors le gouvernement jugea à propos d'accorder des passeports pour l'importation et l'exportation de certaines marchandises, de certaines denrées; ces passeports se payèrent d'abord d'après une fixation arbitraire; plus tard, d'après des listes et des tarifs rendus publics. De là l'origine des *licentes*. La longue guerre qu'entraîna la séparation des provinces du nord d'avec celles du midi fit durer la levée des *licentes* pendant plus de soixante ans.

Après la paix de Munster, qui consacra l'indépendance de la Hollande, les états des Pays-Bas espagnols firent de vives instances pour que le commerce fût rendu à une entière liberté de part et d'autre. Le gouverneur général, l'archiduc Léopold, accéda à leur vœu, et supprima la levée des *licentes*; il espéroit que les Hollandois en feroient autant de leur côté. Ceux-ci s'y étant refusés, il jugea prudent et conforme à l'intérêt du pays de revenir sur la mesure qu'il

avait prise : par une ordonnance du 12 octobre 1654, il rétablit les *licentes* sous la dénomination de droits d'entrée et de sortie. Depuis , ces droits n'ont pas cessé d'être perçus.

Les comptes des tonlieux , des *licentes*, des droits d'entrée et de sortie , ont une utilité spéciale pour l'histoire : ce sont les seuls documents qui puissent fournir les indications les plus exactes sur le mouvement du commerce extérieur , et même intérieur , aux différentes époques.

Les plus anciens sont ceux du tonlieu de Pillich (Luxembourg), de 1368 à 1377; du tonlieu de Termonde, qui commencent à 1384; du tonlieu sur les bières étrangères , dit *gruteghelt*, qui se levoit à Bruges et au pays du Franc : ceux-ci remontent à l'année 1386; des droits sur le canal entre Bruges, Ypres et Ostende, de 1395 à 1404. Les plus importants sont, selon toute probabilité, les comptes du tonlieu de Diervlet, que nous possédons depuis 1410; ceux du grand tonlieu de Brabant à Anvers, que nous avons à partir de 1413; ceux des tonlieux levés, dans le xv<sup>e</sup> siècle, à Damme, à l'Ecluse, à Nieupoort, à Rupelmonde. Je citerai encore les comptes du tonlieu sur les laines d'Angleterre transportées de Lombardzyde vers le Brabant, 1432-1507; les comptes du demi-centième levé sur toutes marchandises sorties du pays et y entrées en 1551; du centième sur toutes les marchandises sorties par eau d'Anvers en 1563, etc.

14°. *Comptes des contributions , des droits de sauvegarde et des passeports de guerre.*

Les trois sources de revenus dont ces comptes présentent les produits devoient leur existence aux temps de guerre; elles tarissoient lorsque la paix étoit rétablie. Des contributions étoient frappées sur les pays que l'on conquéroit; des taxes étoient prélevées sur les communautés qui réclamoient une sauvegarde; on faisoit acheter aux étrangers qui demandoient des passeports pour voyager librement dans le pays, l'avantage d'en obtenir.

Les plus anciens de ces comptes se rapportent au temps des guerres de Philippe II contre les provinces septentrionales des Pays-Bas: il y en a beaucoup de relatifs aux guerres avec la France dans le xvii<sup>e</sup> siècle.

15°. *Comptes des lombards ou tables de prêts.*

Les comptes de cette catégorie qui existent aux archives se rapportent aux villes suivantes, toutes du duché de Brabant :

|              |        |            |
|--------------|--------|------------|
| Anvers,      | années | 1416-1508. |
| Bois-le-Duc, | »      | 1417- 87.  |
| Bruxelles,   | »      | 1415-1510. |
| Hérenthals,  | »      | 1444- 73.  |
| Léau,        | »      | 1464- 73.  |
| Lierre,      | »      | 1432- 73.  |
| Louvain,     | »      | 1413- 87.  |
| Maestricht,  | »      | 1408- 73.  |
| Nivelles,    | »      | 1411- 73.  |
| Tirlemont,   | »      | 1416- 73.  |
| Vilvorde,    | »      | 1432-1510. |

Il y a quelques lacunes dans la suite des années indiquées ci-dessus.

16°. *Comptes des ouvrages et des bâtiments civils.*

Les dépenses faites pour la construction, pour la réparation et l'entretien de différents ouvrages et bâtiments publics qui étoient à la charge du souverain, et pour d'autres encore, exécutés aux frais des provinces et des villes, forment l'objet de ces comptes. On se tromperoit, si on les croyoit insignifiants. Ne sont-ce pas des renseignements curieux, sous plusieurs rapports, que ceux qu'ils fournissent, par exemple, sur les ouvrages exécutés aux hôtels du comte de Flandre à Male, à Bruges, à Ypres, dans le xiv<sup>e</sup> siècle; sur les dispositions que fit faire Charles-le-Téméraire à son hôtel de Bruges, en 1468, lorsqu'il y alla célébrer ses noces avec Marguerite d'York et tenir un chapitre de la Toison d'Or; sur l'édification de la maison du roi dite *Broothuys*, à Bruxelles; sur la construction des écluses de Slykens, en 1671; du nouveau bassin d'Ostende, en 1774; sur les travaux qu'ordonna Charles-Quint pour augmenter d'une nouvelle galerie et d'une chapelle le palais royal de Bruxelles, etc.

17°. *Comptes des fortifications et bâtiments militaires.*

Les comptes mentionnés en l'article précédent sont relatifs aux ouvrages civils; ceux-ci s'appliquent aux ouvrages militaires, c'est-à-dire aux fortifications et aux bâtiments qui en dépendoient. Les villes qu'ils concernent sont les suivantes : Anvers, Audenarde, Arlon, Ath, Beaumont, Boisle-Duc, Breda, Bruges, Bruxelles, Charlemont, Charleroi, Courtrai, Gand, Gueldre, Grave, Juliers, Léau, Louvain, Luxembourg, Malines, Mons, Namur, Navagne, Nieuport, Ostende, Ruremonde, St.-Ghislain, Stevensweert, Termonde, Thionville, Tournai, Virton, Ypres. Il y a des comptes distincts pour chaque endroit. Les seuls antérieurs au xvi<sup>e</sup> siècle sont ceux d'Anvers, qui remontent à 1393, et ceux du château de Beaumont, qui comprennent les années 1435 à 1463. Il y en a un aussi pour la réparation de la forteresse de Rode, dans le Luxembourg, des années 1390-93. Plusieurs comptes relatifs à l'édification du château que Charles-Quint fit construire à Gand, en 1540, sont compris dans cette série.

18°. *Comptes de l'artillerie et des munitions de guerre.*

Un seul de ces comptes appartient au xv<sup>e</sup> siècle : les autres sont du xvi<sup>e</sup>, du xvii<sup>e</sup> et du xviii<sup>e</sup>.

Ils fournissent des renseignements sur les divers objets de matériel de guerre, tels que pièces d'artillerie, armes, poudres, salpêtres, qui existoient dans les places fortes du pays ou dans les camps, aux époques auxquelles ils appartiennent.

19°. *Comptes des vivres et munitions de bouche pour le service militaire.*

La plus grande partie de ces comptes sont du xvi<sup>e</sup> siècle : je citerai, pour donner un échantillon de leur contenu, un « Inventaire des vivres appartenant à l'empereur qui existait aux Pays-Bas, 1547; — un Compte des vivres et munitions pour l'approvisionnement des onze forteresses principales du pays de par-deçà, savoir : Luxembourg, Thionville, Charlemont, Philippeville, Avesnes, Landre-



« cies, citadelle de Cambrai, Quesnoy, Bapaume, Renty et Hesdin, 1556-1557, etc. »

Il y a un seul compte du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle: il est relatif à la garnison de la forteresse de Vilvorde, pendant les années 1406-1411.

20°. *Comptes de l'armée navale.*

On possède bien peu de lumières sur tout ce qui se rattache à l'organisation des forces navales de la Belgique et à l'importance des expéditions sorties de ses ports, dans le temps où la Hollande n'existoit pas encore comme puissance indépendante, où la France et l'Angleterre n'avoient pas encore acquis sur les mers cette prépondérance qui excita tant de rivalités entre elles.

Les comptes que j'indique ici sont, pour ce motif, d'un grand intérêt. Presque tous appartiennent, par leurs dates, aux règnes de Charles-Quint et de Philippe II, époques si fécondes en événements politiques et militaires. J'en citerai trois, pour montrer les ressources qu'ils peuvent offrir aux historiens :

« Comptes des deniers ordonnés pour l'équipement de 45 navires de guerre, afin de donner secours et assistance à ceux de la ville de Copenhague, au royaume de Danemarck, assiégée par le duc de Holstein, de l'année 1536. »

« Compte des deniers employés à l'équipement et approvisionnement de 14 navires de guerre servant d'auxiliaires au roi d'Angleterre, contre les François, de l'année 1544. »

« Compte du paiement de l'équipage des navires de guerre pour le transport et convoi de la reine catholique de ce pays vers l'Espagne, en 1570. »

21°. *Comptes des provinces, des villes et des communes.*

Les registres de cette catégorie qui existent aux archives du royaume offrent, pour la Flandre, des collections précieuses.

Les comtes de Flandre, à remonter à une époque assez reculée, exerçoient le droit de nommer, par des commissaires, les magistrats des villes et des châellenies : plus tard, ils s'attribuèrent aussi celui de faire ouïr et approuver, par les mêmes commissaires, les comptes de ces administrations.

Dans une ordonnance que Louis de Nevers rendit, le 18 octobre 1330, pour les villes de Damme, Houcke et Munique-reede, ordonnance dont les principales dispositions furent appliquées à d'autres villes et nommément à Ostende (c'étoit après les révoltes de cette partie de la Flandre contre l'autorité du comte), il est dit, en termes formels, que les échevins et autres administrateurs des biens de la commune rendront compte, tous les ans, par-devant les députés du prince<sup>1</sup>. Des lettres du même souverain, données à Male le 18 juin 1333, constatent que le bourguemestre de Furnes, au nom des échevins et bourgeois, avoit présenté à ses commis le compte de la ville de l'année précédente<sup>2</sup>. Par d'autres lettres, données à Bruges le 25 avril 1338, il déclare qu'il rend à ceux de la châtellenie de Furnes leurs anciens privilèges, à condition, entre autres, qu'il pourra députer ses gens pour ouïr, chaque année, leurs comptes.<sup>3</sup>

Après que Philippe-le-Hardi, sur la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, eut institué à Lille une chambre des comptes, les commissaires que le prince nommoit pour le renouvellement des magistrats de la Flandre, furent chargés de se faire remettre par ceux-ci un double de leurs comptes, pour être déposé à la chambre de Lille. Ce dernier usage subsista sous les divers régimes auxquels la Belgique fut soumise jusqu'en 1794 : de là l'existence dans nos archives de collections, qui ne sont pourtant en général pas complètes, des comptes de villes et des châtellenies de la Flandre. Ceux qui étoient gardés à Lille furent restitués au gouvernement des Pays-Bas autrichiens en 1770, conformément au traité du 16 mai de l'année précédente.

Voici l'indication des comptes des villes et des châtellenies de la Flandre qui se conservent aux archives du royaume, dans l'ordre des dates auxquelles en remontent les différentes collections :

Termonde (ville de), 1380;  
Oudenbourg, 1382;  
Audenarde (châtellenie de), 1386;  
Courtrai (châtellenie de), 1387;  
Nieuport, 1391;

<sup>1</sup> Cartulaire de la ville d'Ostende.

<sup>2</sup> Archives de la ville de Furnes.

<sup>3</sup> Archives de la châtellenie de Furnes.

Damme, Houcke et Munickereed, 1392;  
 Courtrai (ville de), 1393;  
 Grammont, 1393;  
 Furnes (châtellenie de), 1393;  
 Ypres (châtellenie de), 1393;  
 Ghisteltes, 1394;  
 Alost, 1395;  
 Furnes (ville de), 1395;  
 Thielt, 1395;  
 Bruges (Franc de), 1396;  
 Ninove, 1398;  
 Bouchaute (métier de), 1399;  
 Blanckenberg, 1401;  
 Deynze, 1401;  
 Mude (la), 1401;  
 Assenède (métier d'), 1403;  
 Eecloo, 1403;  
 Loo, 1403;  
 Dixmude, 1404;  
 Biervliet, 1405;  
 Ypres, 1406;  
 Bruges, 1407;  
 Lombardzyde, 1407;  
 Ostende, 1412;  
 Haerlebeck, 1413;  
 Audenarde (ville d'), 1458;  
 Termonde (pays de), 1504;  
 Gand, 1540;  
 Menin, 1561;  
 Pays de Waes, 1660;  
 Roulers, 1689;  
 Poperinghe, 1693;  
 Warneton (châtellenie de), 1736;  
 Wervicq, 1739.

Ce qui ajoute au prix de plusieurs de ces collections, c'est que les comptes dont elles offrent des doubles n'existent plus dans les endroits qu'ils concernent : les guerres, des incendies, ou l'incurie des administrations, en ont occasionné la perte. Je citerai, pour exemple, la ville d'Ostende : lors du fameux siège de cette ville par l'archiduc Albert, toutes ses archives furent détruites, à l'exception d'un registre,

dans lequel ses anciennes chartes avoient été copiées. Elle ne possède donc la suite des actes de son administration que depuis 1604 : eh bien ! à l'aide des comptes qui sont déposés aux archives du royaume, elle peut en faire remonter la série jusqu'au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, puisqu'il est vrai de dire que le gouvernement d'une ville, aussi bien que celui d'un état, se résume dans le compte rendu de ses dépenses. La plupart des petites villes de la Flandre, comprises dans la nomenclature ci-dessus, n'ont plus leurs anciens comptes : elles apprendront avec intérêt que leurs titres, qu'elles croyoient perdus, ont été retrouvés aux archives du royaume.

L'obligation, pour les magistrats, de rendre leurs comptes et d'en remettre un double aux commissaires préposés au renouvellement de la loi qui, en Flandre, étoit en quelque sorte regardée comme un principe constitutionnel, n'avoit pas reçu la même sanction dans les autres provinces. A différentes époques cependant, et particulièrement dans le xviii<sup>e</sup> siècle, la formalité de la remise d'un double des comptes fut recommandée aux commissaires chargés de les examiner; ces doubles étoient toujours déposés, soit à la chambre de Flandre, soit à la chambre de Brabant, suivant le ressort des lieux, et voilà comment il est arrivé qu'il se trouve dans nos archives des comptes de toutes les provinces.

Pour le Brabant, nous en avons qui sont assez anciens : je mentionnerai ceux d'Anvers de 1399, 1401, 1404, 1486-97 (dans les archives de cette ville<sup>1</sup>, il ne s'en conserve aucun antérieur à 1577); ceux de Tirlemont, de 1460-1471; ceux de Bruxelles, de 1497-1507; ceux de Nivelles, de 1525-1555.

Le Limbourg, le Luxembourg et la Gueldre n'en offrent aucun qui remonte au-delà du xvii<sup>e</sup> siècle.

Il en existe un seul de cet âge pour le Namurois : il est de l'année 1464, et appartient à la ville de Namur.

Pour le Hainaut, nous sommes plus riches. Nous avons ceux de Binche, des années 1363 à 1413 (sauf quelques lacunes); ceux de Hal, de 1386 à 1413; ceux de Chièvres, de 1388 à 1414; ceux de Soignies, de 1388 à 1394; ceux de

<sup>1</sup> Voyez ma *Notice* sur ces archives, insérée dans le deuxième volume de la *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, p. 7.



Braine-le-Comte, de 1390 à 1413; ceux de Rœulx, de 1393 à 1413; ceux de Beaumont, de 1402 à 1472; ceux d'Ath, de 1408 à 1414; ceux de Lessines, de 1464 à 1467.

Les comptes de Tournai se suivent régulièrement depuis l'année 1521, époque de la réunion de cette ville aux Pays-Pas.

Nous n'en avons que quelques uns pour la ville de Malines; les plus anciens appartiennent aux années 1586-1597.

Les comptes des provinces et des communes sont peu nombreux, et ne présentent aucune suite.

Une foule de comptes divers n'ont pu entrer dans la nomenclature qui précède; il en est plusieurs cependant qui méritent d'être mentionnés. Tels sont :

« Le compte du châtelain de Rupelmonde, de ce qu'il a reçu et payé depuis les premières guerres de Flandre, pour pourvoir à la défense et au gouvernement du château de Rupelmonde, des années 1379-86;

« Le compte des recettes et des dépenses faites par le bailli d'Alost, dans une expédition armée contre le château de Bornhem appartenant à la duchesse de Bar, 1395; »

Les comptes des corvées imposées, pour le service du duc de Brabant, aux abbayes, cloîtres et hôpitaux de cette province, de 1404 à 1469;

Le compte de la vente du comté de Namur faite par Jean III à Philippe-le-Bon;

Le compte de la taxe de 12 sols parisis sur chaque bonnier de pré ou pâture, gisant le long de l'Escaut, entre Gand et Tournai, pour le curement de cette rivière, 1457-58;

Le compte de la démolition de Dinant, ordonnée par Philippe-le-Bon, en 1466;

Le compte des meubles, vaisselles et autres objets trouvés dans cette ville;

Quelques comptes du trésorier général des guerres sous le duc Charles-le-Hardi;

Le compte des deniers accordés par le clergé des Pays-Bas pour l'entretien des députés au concile de Trente, 1551, etc.

GACHARD.

*Archiviste général du royaume de Belgique.*

---

*Notice sur les Archives de la Chambre des Comptes de Lille.*<sup>1</sup>

On appeloit *Chambre des Comptes* un tribunal ou plutôt une cour souveraine qui étoit chargée d'entendre et examiner les comptes de recettes et dépenses des agents du trésor public.

Il existoit dans le moyen âge une *Chambre des comptes* à Paris pour toute la France. La Bourgogne en possédoit une dont le siège étoit à Dijon. On fait remonter à 1385 l'établissement de la *Chambre des comptes de Lille*, fondée par Philippe-le-Hardi, comte de Flandre et duc de Bourgogne, mais il existe des chartes de ladite année 1385 qui supposent déjà l'existence de la *Chambre*. On trouve dans les *Placarts de Flandre*, in-fol., Gand, 1639, tom. 1<sup>er</sup>, p. 234 et suiv., une instruction en forme d'ordonnance, donnée par le même prince, le 15 février 1385 (1386), sur la manière de procéder dans la *Chambre des comptes*. Il résulte de cette instruction que la *Chambre* avoit d'abord aussi l'administration de la justice, et qu'elle exerçoit un contrôle sur les baillis, escoutètes, sergents et autres officiers du pays, « que les baillis et les *lois* des villes devoient « y recourir *en cas douteux*; que deux conseillers de la « *Chambre* avoient charge de recevoir plaintes de tous « ceux qui *se voudroient douloir des dicts baillis et officiers*; « que s'il y a nobles hommes ou personnes puyssants qui « oppriment églises, femmes vesves, pupilles, pœvres laboureurs ou aultres personnes misérables, les dicts conseillers feront appeler par-devant eulx telz puyssants personnes, et pourvoront aux opprimez de tel remède qu'il « appartiendra »<sup>2</sup>. Bientôt on reconnut des inconvénients à ce que le même corps fût chargé tout à la fois de rendre la justice et d'entendre les comptes. Une ordonnance de Jean-sans-Peur, donnée à Douai le 17 août 1409, insérée aussi dans les *Placarts de Flandre*, tom. 1<sup>er</sup>, p. 238, crée un con-

<sup>1</sup> Extrait des Mémoires de la Société royale des Sciences, de l'Agriculture et des Arts de Lille, (juillet 1835).

<sup>2</sup> Louis de Male, prédécesseur de Philippe-le-Hardi, avoit institué déjà l'*Audience de Flandre*, pour informer des malversations commises par les officiers des juridictions inférieures

seil spécial pour l'administration de la justice, et lui assigne pour résidence la ville de Gand.

La Chambre des comptes de Lille n'étendoit d'abord sa juridiction que sur les comtés de Flandre et d'Artois, et sur la seigneurie de Malines. En 1421, Philippe-le-Bon comprit aussi dans son ressort le comté de Namur, dont il venoit de faire l'acquisition; et en 1436, il y joignit le comté de Hainaut, qui lui étoit échu par la mort de Jacqueline de Bavière. Le receveur général des finances de tous les Pays-Bas étoit aussi justiciable de la même Chambre, aussi bien que les receveurs ou collecteurs particuliers des villes de Péronne, Montdidier, Roye et autres, qui avoient été cédées au duc de Bourgogne, en 1435, par le traité d'Arras, et que Louis XI racheta en 1476.

La Chambre des comptes formoit huit divisions, savoir :

La Chambre des finances;

La Chambre d'Artois;

La Chambre de Namur;

La petite Chambre de Flandre;

La longue Chambre de Flandre;

La Chambre de Hainaut;

La Chambre des villes de Flandre;

La Tour des chartes.

J'omets ici l'énumération de la multitude de pièces comptables qui étoient déposées dans les dix-sept premières salles de la Chambre des comptes, pièces qui sont conservées encore avec un grand soin, en raison des documents précieux qu'elles peuvent offrir sur l'économie publique et privée du moyen âge dans nos contrées.

Suivant Denis Godefroy, tous les registres contenus dans les diverses chambres pouvoient être évalués à dix mille environ, sans y comprendre les liasses d'ordonnances, mandemens, lettres et acquits, qui sont en quelque sorte innombrables.

### *Chambre des dépêches.*

A la suite de la Chambre dite des villes de Flandre, il existoit une pièce appelée *Chambre des dépêches*, où étoient conservées les lettres missives, tant originales que minutes, reçues et envoyées par les officiers de la Chambre des comptes.

*Archives particulières des comtes de Flandre.*

Outre les titres dont nous venons de donner ici une idée sommaire, et qui appartenoient à la Chambre des comptes proprement dite, on avoit réuni dans le même dépôt les archives particulières des souverains du pays, comtes de Flandre et ducs de Bourgogne. Ces archives, qui d'abord avoient été placées dans les châteaux de Lille et de Rupelmonde, furent, par ordre de Philippe II, réunies vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle dans le dépôt de la *Tour des chartes*, à Lille.

Cette importante classe de nos archives consiste en plus de douze mille titres originaux, vidimus ou copies anciennes et authentiques, renfermés dans quatre-vingt-douze boîtes ou layettes; ce sont des traités de paix et d'alliance, de mariage et de commerce; les testaments des comtes et comtesses de Flandre; les lois et privilèges accordés par les souverains aux provinces et aux villes; les donations faites aux abbayes, chapitres, églises et hôpitaux. Ce sont, en un mot, les originaux de presque tous les actes émanés des souverains du pays et de divers princes avec lesquels ils étoient en relations. Il est permis de dire que cette collection de chartes est la plus riche qui existe en France comme dépôt particulier.

*Cartulaires.*

La plus grande partie de ces actes se trouve transcrite, au nombre environ de 3,500, dans 12 Cartulaires qui portent les titres suivants :

|                                                |   |
|------------------------------------------------|---|
| Cartulaires de Flandre, au nombre de . . . . . | 4 |
| Cartulaires de Hainaut. . . . .                | 4 |
| Cartulaires d'Artois . . . . .                 | 2 |
| Cartulaire de Namur. . . . .                   | 1 |
| Cartulaire rouge . . . . .                     | 1 |

Ces Cartulaires embrassent l'espace compris entre les années 819 et 1395.

*Inventaires.*

Enfin les chartes originales et les cartulaires se trouvent savamment résumés et analysés dans un bel inventaire chronologique, dressé par M. Denis-Joseph Godefroy, der-



nier garde des archives de la Chambre des comptes; cet excellent travail, commencé au mois de janvier 1782, a été poursuivi, avec autant de succès que de persévérance, jusqu'en 1790, et durant cet intervalle de huit années le laborieux archiviste est parvenu à explorer tous les titres confiés à sa garde, depuis un acte de Childebert III, donné en l'an 706<sup>1</sup> jusqu'à l'année 1314.

L'inventaire dont nous parlons se compose de cinq volumes, dont trois sont enrichis de tables alphabétiques fort bien faites<sup>2</sup>. L'une des personnes qui furent préposées à la garde des archives, après le dernier des Godefroy, voulut continuer cet utile travail; mais il faut convenir qu'elle est restée bien loin de son modèle: cette suite de l'inventaire, qui consiste en quatre volumes et s'étend jusqu'à l'année 1600, n'est qu'une maigre imitation de l'autre. Une seule table générale a été faite pour les quatre volumes. Au lieu d'être conçue sur le plan de celles qui sont dues à M. Godefroy, elle offre un arrangement qui n'est ni commode ni bien raisonné. Toutefois, malgré de telles imperfections, il faut savoir gré à l'auteur de ce travail du zèle avec lequel il s'y est adonné. Son inventaire, tel qu'il est, sera d'une utilité réelle pour les recherches; et d'ailleurs il y aura toujours moyen de le rendre plus clair et plus explicite.

*Vicissitudes de la Chambre des comptes, et suite chronologique des Archivistes.*

La Chambre des comptes de Lille, fondée, comme nous l'avons dit plus haut, vers 1385, avoit, dès son origine, un dépôt considérable de titres et documents, puisqu'en 1387, Pierre Blanchet, maître des requêtes de l'hôtel, et Thierry Gherbode, secrétaire du duc de Bourgogne, dressèrent l'inventaire de toutes les chartes qui se trouvoient à Rupel-

<sup>1</sup> Ce titre et tous ceux que M. Godefroy a analysés antérieurement à l'année 1068 ne s'étoient pas retrouvés jusqu'ici. Je viens enfin de les exhumer d'un monceau de papiers où ils gisoient confondus. (Le G.)

<sup>2</sup> Le troisième volume ne s'étant pas retrouvé, on y a suppléé en rassemblant les feuilles du brouillon manuscrit de M. Godefroy, et en les renfermant dans un porte-feuille. Les tables manquent. C'est un travail auquel nous nous livrerons très-incessamment. Le cinquième et dernier volume est également dépourvu de tables, que nous avons dû rédiger aussi avant d'entreprendre la continuation des inventaires. (Le G.)

monde. En 1399, le même Thierry Gherbode fut nommé garde des archives de Flandre, Artois, Rethel, Limbourg, pays d'Outre-Meuse, etc. Dans l'acte de nomination, Philippe-le-Hardi fixe la résidence de Thierry Gherbode à Lille, lui assigne un traitement, et le nomme à l'avance garde des chartes du Brabant, pour l'époque où cette province lui sera échue.

Après Thierry Gherbode, nous trouvons que Jean de la Reytule, George d'Ostende et Gérard Numan, furent créés successivement gardes des chartes de Flandre.

En 1506, cette charge étoit confiée à Philippe Haneton.

Maximilien d'Autriche, devenu comte de Flandre par son mariage avec Marie de Bourgogne, donna, le 22 septembre 1509, des ordres aux officiers de la Chambre des comptes pour la conservation des titres et chartes qu'on avoit sauvés de l'incendie, jusqu'à ce que l'inventaire fût achevé : il le fut en 1512.

Le 10 août 1515, l'archiduc Charles, depuis Charles-Quint, nomma messire Willaume de Walle garde des chartes de Flandre à la place de Philippe Haneton. Guillaume Le Blanc fut revêtu plus tard des mêmes fonctions.

En 1580, les officiers de la Chambre des comptes firent reconstruire la *Tour des chartes*, par ordre de Philippe II, roi d'Espagne, et ce fut là qu'on déposa dès lors tous les titres des anciens comtes de Flandre, et même des ducs de Bourgogne, pendant le temps qu'ils possédèrent les Pays-Bas.

Jusqu'ici nous n'avons pas trouvé les noms des gardes des archives depuis Hermès de Vinghène jusqu'à l'époque de la conquête de Lille par Louis XIV. C'est une lacune que probablement nous parviendrons à remplir plus tard.

L'année 1667 fut signalée par la réunion de Tournai, Lille, Douai et autres places à la domination française. Les officiers de la Chambre des comptes suivirent le parti du roi d'Espagne, leur souverain, et se retirèrent à Bruges; mais ils ne purent emporter tous les titres dont ils avoient la garde.<sup>1</sup>

Denis Godefroy, conseiller et historiographe ordinaire

<sup>1</sup> Des lettres-patentes du 6 octobre 1667 établirent une Chambre des comptes à Bruges, mais, par autres lettres du 26 septembre 1681, cette chambre fut transférée à Bruxelles. Voyez une excellente *Notice sur le dépôt des archives de Belgique*, par M. Gachard. (Le G.)

Cette notice, que nous n'avons pu consulter, doit être différente de celle dont nous avons reproduit ci-dessus un long extrait. (J. D.)

du roi, fut nommé garde des archives de la Chambre des comptes, par commission du 11 décembre 1668. Un tel choix assura pour le reste du xvii<sup>e</sup> siècle, et pour tout le siècle suivant, la bonne conservation et la prospérité de l'un des dépôts diplomatiques les plus importants de l'Europe. Denis Godefroy fut la souche de tous les savants du même nom qui ont été préposés à la garde des archives de Flandre. Il mourut en juin 1681, après avoir donné au public divers ouvrages estimés.

L'une des opérations essentielles de la gestion de Denis Godefroy fut le triage et l'inventaire des titres qui, sur la demande du gouvernement, furent envoyés à Paris et déposés à la Bibliothèque du Roi. Ces titres étoient divisés en six classes, de la manière suivante :

1°. Les titres qui sont relatifs à la France et à la souveraineté de nos pays sur la Flandre et l'Artois ;

2°. Ceux qui regardent les rois de France, leurs mères, enfants, frères, oncles et neveux ;

3°. Les bulles et brefs des papes ;

4°. Les titres qui intéressent les empereurs chrétiens de Constantinople et d'Allemagne, les rois de Hongrie, de Bohême et de Suède, les électeurs et princes de l'empire, quelques rois de Sicile, Naples, Castille, Navarre, Aragon et Portugal, et les ducs de Venise ;

5°. Ceux qui concernent les rois d'Angleterre, Écosse et Danemarck, la Castille et l'Aragon ; quelques princes de la maison d'Autriche ; les villes de Besançon, Tournai, Cambrai et la province de Flandre ;

6°. Et enfin ceux qui regardent les évêques, chapitre et ville de Liège.

L'ordre chronologique a été observé dans toutes les parties différentes de ces inventaires.

Le 15 juillet 1681, Jean Godefroy, fils de Denis, écuyer, seigneur de Maillart, conseiller du roi, fut nommé directeur et garde des archives de la Chambre des comptes, en remplacement de son père ; il fut employé aussi aux conférences pour le réglemeut des limites après le traité de Nimègue, de Riswick, d'Utrecht et de Baden.

On lui doit deux nouvelles éditions des *Mémoires de Comines*, que Denis son père avoit déjà publiés en 1649 avec des pièces justificatives.

Il a aussi fait imprimer les Lettres de Louis XII, des notes sur la satire Menippée et un volume intitulé *Confé-*

*rences et Traité conclu à Lille le 3 décembre 1669.* Il mourut à Lille le 23 février 1732. Tandis que Jean Godefroy remplissoit les fonctions d'archiviste de la Chambre des comptes, Louis XIV voulut reconstituer à Lille cette Chambre, qui de fait se trouvoit supprimée par l'émigration de ses officiers à Bruges, après la conquête de Lille en 1667, bien qu'un article de la capitulation leur eût garanti expressément la conservation de leurs charges et de leurs privilèges. La Chambre des comptes de Paris fit des démarches pour empêcher que cette institution fût confirmée, et le roi, cédant aux représentations qui lui étoient faites, ne donna pas suite à l'édit qu'il avoit porté en 1690. L'année suivante il institua à Lille un bureau des finances, auquel il donna la plupart des fonctions de l'ancienne Chambre.

A Jean Godefroy succéda son fils, Jean-Baptiste-Achille, qui occupa ce poste jusqu'à sa mort, arrivée en décembre 1759. Louis XV s'étant rendu maître de Bruxelles le 2 février 1747, J.-B.-A. Godefroy y fut envoyé pour examiner les titres, registres et papiers qui pouvoient concerner les possessions françoises; il en fit remplir huit caisses qui furent envoyées à Lille et y restèrent; d'autres furent transportées à Paris.

Denis-Joseph Godefroy, fils du précédent, né le 5 juillet 1740, fut nommé pour succéder à son père le 11 janvier 1760. Il n'avoit donc pas vingt ans lorsqu'on lui confia la garde de ce riche et précieux dépôt; mais élevé au milieu des travaux diplomatiques et initié de bonne heure aux bonnes et salutaires traditions qu'avoient laissées ses ancêtres, il se montra bientôt leur digne successeur....

Quelques années plus tard, Louis XVI ordonna à son garde des sceaux de faire continuer les grands travaux littéraires commencés par les bénédictins et d'autres savants, pour parvenir à la connoissance parfaite de l'histoire et du droit public de la France. Le ministre, M. de Miroménil, nomma pour diriger ces travaux un comité des chartes, dont les séances se tenoient tous les quinze jours au ministère.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> L'un des prochains numéros du Bulletin contiendra un recueil de pièces relatives à ces travaux historiques, les derniers du xviii<sup>e</sup> siècle. C'est à M. Bertin qu'est dû l'honneur d'avoir donné la première et la plus puissante impulsion à ces recherches, dont les résultats précieux existent encore tous dans le cabinet des chartes de la Bibliothèque Royale. Voir la notice de M. Champollion. (J.-D.)



Denis-Joseph Godefroy fut dès-lors chargé particulièrement de faire un inventaire détaillé des titres anciens dont la garde lui étoit confiée. Trois commis nouveaux lui furent donnés aux frais de l'État pour l'aider dans ce travail extraordinaire. Il se mit à l'œuvre au mois de janvier 1782.

Cet inventaire peut et doit être considéré comme un modèle du genre. Voici comment procède toujours le judicieux et infatigable rédacteur : sur la marge gauche, indication en chiffres de la date du diplôme; sur la marge droite, désignation de l'établissement ou du particulier en faveur de qui l'acte est délivré, avec indication du lieu principal nommé dans le corps du titre. L'analyse succincte de la charte et la désignation des personnes rappelées comme témoins sont précédées de l'indication du lieu, du jour et de l'année où le titre a été délivré, sans omettre les noms et qualités du prince ou autre personnage de qui émane ce titre. L'auteur indique en outre si la charte est originale ou si ce n'est qu'une copie, si elle est sur parchemin ou sur papier; si elle est ou non scellée, et enfin si elle est inédite ou si elle a été publiée. Dans ce dernier cas il cite scrupuleusement l'ouvrage, le tome et la page où elle se trouve. Ceux qui ont quelque idée des recherches de ce genre pourront se figurer combien un pareil travail a dû coûter de soins, d'attention et d'étude; or, Godefroy, dans l'espace de moins de huit ans, est parvenu à analyser ainsi tous les diplômes de la Chambre des comptes, depuis l'année 706 jusqu'en 1307 inclusivement; cet inventaire se compose, comme il a déjà été dit, de cinq volumes énormes, dont les doubles ont été transportés à Paris et déposés à la Bibliothèque du Roi <sup>1</sup>. Le talent et le zèle que montra Godefroy dans cette circonstance furent appréciés par le gouvernement, et il fut fait de lui un éloge tout particulier dans un mémoire imprimé en 1787 par ordre du roi (*Rapport sur les Travaux littéraires, etc.*). Les États d'Artois

<sup>1</sup> Le comte de St.-Genois, à qui M. Godefroy avoit obligeamment communiqué son inventaire, l'a publié sous le titre : *Monuments anciens essentiellement utiles à la France, etc.*, in-folio, sans date, première partie, imprimerie de Saillant, à Paris; deuxième partie, imprimerie de E. Danel, à Lille. St.-Genois a cru pouvoir écourter un peu ce beau travail; mais ce qu'il faut surtout lui reprocher, c'est d'avoir supprimé les belles tables des matières qui enrichissent les tomes 1, 2 et 4 de l'inventaire. (Le G.)

prièrent le garde des sceaux de charger Denis Godefroy de faire aussi l'inventaire des chartes de cette province, qui gisoient dans un grenier, en proie au plus grand désordre. Des lettres-patentes furent délivrées à cet effet le 2 février 1786; et à l'époque de la révolution, Godefroy avoit achevé le premier volume des chartes d'Artois, commençant en 1102 et finissant en 1287.

En 1790 le garde des sceaux et le contrôleur général des finances firent suspendre ces travaux. En 1791 le laborieux archiviste fut obligé de quitter un établissement auquel sa famille s'étoit consacrée depuis plus d'un siècle; il émigra en septembre 1792 avec toute sa famille.

*Conservation des archives à l'époque de la révolution.*

Dès lors les archives cessèrent d'avoir la même importance aux yeux du gouvernement. L'un des commis que Godefroy avoit appelés à le seconder, le sieur Ropra, fut chargé de veiller à la conservation de ce dépôt, en attendant qu'on sût au juste ce qu'il falloit en faire. Le nom de cet honnête employé ne doit pas rester dans l'oubli. Sans lui, sans les soins désintéressés qu'il donna à l'établissement, sans les énergiques réclamations qu'il osa faire entendre, il est à croire que nos archives, les plus importantes de la France après celles de Paris, n'existeroient plus aujourd'hui.

Peu de jours après l'émigration de M. Godefroy, la ville de Lille fut assiégée par les troupes impériales; les bombes éclatèrent plusieurs fois sur les bâtiments de la Chambre des comptes et y causèrent des dommages qui ne se réparèrent jamais. Pour prévenir ou arrêter les progrès de ces incendies partiels, on jeta une multitude de papiers dans la cour et le jardin, et ceux qui survécurent à cette terrible épreuve furent, après le bombardement, rejetés et entassés pêle-mêle dans diverses salles.

Une loi du 24 juin 1792 ordonnoit de brûler tous les papiers qui faisoient mention de titres de noblesse. C'étoit proscrire en masse tous les documents de notre histoire nationale. Des ordres pour l'exécution de cette loi frénétique furent signifiés au gardien des archives, Ropra. Deux commissaires, nommés Top et Salmon, se mirent à l'œuvre, et arrachèrent, dans les 79 volumes des chartes, tous les ac-

tes qui conféroient quelque titre de noblesse. Ropra se permit d'adresser quelques représentations au ministre Garat, qui tenoit alors par intérim le portefeuille de l'intérieur. La correspondance qui s'établit à cette occasion entre le Ministre et le dépositaire de nos archives est curieuse; elle appartient à l'histoire; il est de mon devoir de la consigner ici. Toutefois, je crois inutile d'insérer la première lettre de Ropra, dont le sujet est suffisamment expliqué dans la réponse que voici :

*Le ministre de l'intérieur par intérim au citoyen Ropra.*

« Paris, le 27 février 1793, an 11 de la république.

« Vous m'observez par votre lettre du 14 de ce mois que les lois des 19 août et 3 octobre 1792 paroissent concerner les chambres des comptes supprimées par l'Assemblée constituante, et vous ne croyez pas qu'elles puissent être applicables à la Chambre des comptes de Lille, qui a cessé, dites-vous, ses fonctions depuis près de 150 ans; que les archives de cet ancien tribunal renfermant nombre de pièces qui peuvent intéresser différents établissemens, il seroit nécessaire d'en faire faire l'examen par des personnes qui aient l'habitude de lire les anciennes écritures, et qui connoissent l'ancien droit public, la constitution, les droits et la situation des différentes provinces des Pays-Bas, pour pouvoir décider s'il peut résulter quelque avantage de leur conservation.

« Je ne vois dans les papiers de l'ancienne Chambre des comptes de Lille *rien à conserver* que ce qui peut établir des créances de la nation envers des comptables; et cette vérification ne me paroît pas devoir exiger des recherches ni longues, ni pénibles. *Tous les papiers anciens et d'écriture gothique* ne doivent, là comme ailleurs, être que des titres de féodalité, d'assujettissement du foible au fort, et des réglemens politiques heurtant presque toujours la raison, l'humanité et la justice; je pense qu'il vaut mieux *substituer à ces vieilles et ridicules paperasses la Déclaration des droits de l'homme*. C'est le meilleur titre qu'on puisse avoir. Je vous engage donc à vous conformer à ces observations; agir dans d'autres principes ne seroit pas de votre part se montrer digne de la confiance qui a déterminé le choix que l'administration a fait de vous. « Signé, GARAT. »

A cette missive étonnante, Ropra répondit :

« Lille, le 2 mars 1793, an II.

« Lorsque j'ai sollicité de votre prédécesseur la place de garde des archives de la Chambre des comptes de Lille, c'étoit dans la supposition que ces archives étoient utiles à la République. Ma commission me charge de veiller à la conservation du dépôt qui m'étoit confié : c'est pourquoi j'ai cru devoir vous prévenir des dégâts que le commissaire de la comptabilité, celui du département et leurs manœuvres y avoient commis. Je vous ai *observé* en même temps qu'on ne devoit pas prendre des aveugles pour juger les couleurs ; vous me paraissez être d'une autre opinion, puisque, sur le témoignage d'un administrateur de la comptabilité qui ne connoît pas plus le prix des antiquités diplomatiques que le coq de la fable ne connoissoit celui du diamant qu'il avoit trouvé, vous décidez qu'il *n'y a dans les papiers de l'ancienne Chambre de Lille rien à conserver*, et vous ordonnez la destruction de ces archives nationales, peut-être les plus intéressantes que la République possède. Je n'ai aucun moyen pour empêcher l'exécution de cette résolution meurtrière ; ainsi je remettrai les clefs de ce dépôt aux personnes qui seront chargées de le supprimer. En recommandant à ces *charticides* de n'épargner aucun *papier ancien et d'écriture gothique*, vous pouvez être assuré que vos intentions seront remplies de la manière la plus complète, et qu'ils n'y laisseront rien, si ce n'est peut-être des inventaires auxquels il faudra bien faire subir le même sort, puisqu'ils ne pourroient servir qu'à faire connoître et regretter des pertes irréparables. J'espère, citoyen ministre, que vous voudrez bien me permettre de ne prendre aucune part à cette opération, qui n'est comparable qu'à l'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie, et qui ne me paroît nécessitée par aucun motif raisonnable. Car, quand il seroit vrai que *ces papiers anciens et gothiques ne seroient que des titres de féodalité, d'assujettissement du foible au fort, et des réglemens politiques heurtant presque toujours la raison, l'humanité et la justice*, je pense qu'on devroit encore les conserver comme des monuments propres à faire aimer la révolution. Mais lorsque l'on considère que ces titres contiennent la preuve de l'amour que les Belges ont toujours eu pour la liberté et l'égalité ; qu'ils attestent l'exis-



tence dans ces pays, il y a plusieurs siècles, d'une constitution très rapprochée de la nôtre; alors ils deviennent infiniment chers à tous les êtres pensants et sentants.

« Ce dépôt étoit encore intéressant du côté de l'avantage matériel qu'il pouvoit procurer à la nation. J'avois commencé un travail sur les domaines engagés; mais je ne le pousserai pas plus loin, et je l'adresserai au directoire du département tel qu'il est. Je me proposois d'en faire un autre sur les titres primitifs qui peuvent assurer à la nation la perception ou le rachat des droits féodaux. Ces recherches étoient commandées par différentes lois et désirées par l'administration des domaines; mais comme elles doivent porter sur des pièces qui, ayant le malheur d'être *anciennes et d'écriture gothique*, sont annihilées par votre lettre du 27 février, elles deviennent désormais inutiles et impossibles.

« Vous conviendrez, je crois, citoyen ministre, que votre ordre destructeur va priver la république de ressources pécuniaires bien nécessaires dans les circonstances actuelles. Il est vrai que la suppression des archives et même des bibliothèques nationales peut l'en dédommager par la vente des papiers, parchemins et livres, et par celle des bâtimens qu'occupaient ces établissemens gothiques. Elle profitera encore des traitemens de garde, et il ne lui en coûtera pour remplacer tout cela que quelques exemplaires de *la Déclaration des droits de l'homme*. Assurément c'est une belle invention que la substitution de *la Déclaration des droits* aux chartes, aux titres et aux livres. Vous faites de cette déclaration la science universelle, et je ne sais, citoyen ministre, comment les pauvres hommes pourront reconnoître une découverte aussi importante.

« Signé, ROPRA. »

Garat eut alors le mérite de ne point s'offenser de la hardiesse du commis des archives. Il renvoya son énergique réponse aux administrateurs du département du Nord, qui consultèrent les administrateurs du directoire ou district de Lille. Ceux-ci plaidèrent chaudement en faveur des archives de leur ville....<sup>1</sup>

Il paroît que le ministre ne répondit plus, et que les archives furent épargnées. On prit un terme moyen entre

<sup>1</sup> M. Le Glay rapporte ici plusieurs de ces lettres, que nous croyons inutile de reproduire. (J. D.)

leur destruction totale et leur entière conservation. D'après un ordre supérieur, il se fit un triage de titres et de papiers qu'on jugea inutiles ; on vendit à l'encan une masse de parchemins, qui produisit une somme de 80,000 francs (en assignats peut-être), et l'on envoya à l'arsenal, pour le service militaire, 300 voitures de papiers.

Au mois de pluviôse an II, Ropra fut placé dans un bureau, à Paris, et l'administration du district de Lille confia le dépôt des archives à M. Philibert-Joseph Poret, ancien bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, successivement archiviste de Saint-Valery-sur-Somme et de Samer-en-Boulonnois.

Ce nouvel archiviste étoit à peine en fonctions, que des commissaires se présentèrent dans les salles de l'établissement pour biffer tous les écussons, chiffres ou devises qui pouvoient s'y trouver. Afin d'opérer plus à l'aise, ils bouleversèrent tout. Un quidam, qui se disoit commandant de la citadelle, intervint au milieu de ce désordre, s'empara des armoires et boiseries qui garnissoient les greniers, et jeta au vent tous les papiers qui lui tombèrent sous la main. Poret s'efforçoit de réparer tous ces désordres, quand le comité révolutionnaire de Lille jugea à propos de venir prendre possession du local de la Chambre des Comptes ; alors il fallut faire place à ce redoutable tribunal : de là nouvelle confusion, nouveaux dégâts.

Au mois de nivôse an III, ce fut une commission militaire ou conseil de guerre qui s'installa à son tour au milieu de ces tristes archives, qui ne furent pas plus ménagées que précédemment.

M. Poret, quand des temps meilleurs lui permirent de travailler paisiblement, s'attacha à continuer le travail de Denis-Joseph Godefroy, qui étoit, comme nous l'avons dit, resté à l'année 1307, fin du cinquième volume, pour lequel il n'a point été fait de table. L'inventaire de dom Poret, qui devoit commencer à l'an 1308, ne date que de 1314, desorte qu'il présente dès le début une lacune de six années. Nous avons dit plus haut, au paragraphe des inventaires, combien le travail de M. Poret est inférieur à celui de M. Godefroy.

#### *Translation des archives.*

L'hôtel de la Chambre des Comptes ayant été aliéné pendant la révolution, les papiers qui s'y trouvoient furent

transportés dans les greniers de la mairie, où ils furent amoncelés plutôt que déposés. En l'an xii, le département obtint que les bâtiments de l'ancien Lombard fussent mis à sa disposition, et ce fut alors que l'on plaça dans ce nouveau local tout ce qui, de nos archives, est échappé au vandalisme et au malheur des temps; là, on a commencé à rétablir un certain ordre à la faveur des salles nombreuses qui composent cet ancien Mont-de-Piété. D'ailleurs, ce local, tout vaste qu'il est, est devenu trop exigü, depuis qu'en 1827 on a transféré dans notre dépôt douze voitures d'archives provenant des bureaux de la préfecture. Cette nouvelle accumulation de papiers, d'autant plus importants et plus souvent consultés qu'ils appartiennent à l'administration contemporaine, est venue ajouter encore à l'espèce de confusion qui résultoit de l'encombrement d'archives si diverses dans le même emplacement.

Quoi qu'il en soit, si le conseil général, d'accord avec l'autorité administrative, est pénétré comme elle de l'urgente nécessité de classer, inventorier et explorer utilement le dépôt inappréciable que possède le département, l'archiviste de son côté ne reculera pas devant les difficultés et les labeurs dont se trouve hérissée la carrière où il vient d'entrer. Encouragé par d'honorables suffrages, stimulé par l'exemple que lui ont laissé les Godefroy, ces hommes dont on ne sauroit assez louer la patience, l'activité, le zèle consciencieux et la haute érudition, il consacrera tout ce qu'il a de moyens et de santé à l'accomplissement des devoirs qu'il s'est imposés.

La Chambre des Comptes, objet de la présente notice, ne forme aujourd'hui qu'environ la dixième partie de nos archives : c'est dire combien elles sont immenses; il sera rédigé des notices semblables pour les autres sections du dépôt.<sup>1</sup>

Le docteur LE GLAY, archiviste du département  
du Nord, inspecteur des archives communales,  
membre de plusieurs académies.

<sup>1</sup> A la suite de son intéressante notice, M. Le Glay publie la plus ancienne charte de ce riche dépôt, texte latin et traduction romane; savoir : une donation, faite en 706 par Childebert III, de la villa de Solesmes à l'abbaye de Saint-Denis. Le texte présente quelques variantes avec les diverses leçons qui ont été imprimées dans la *Diplomatique* de Mabillon, dans dom Bouquet et ailleurs; la traduction paroît être de la fin du xiii<sup>e</sup> siècle ou du commencement du xiv<sup>e</sup>. (J. D.)

---

*Notice sur deux Manuscrits des Archives de la commune de Montpellier, le MÉMORIAL DES NOBLES et le PETIT THALAMUS.*<sup>1</sup>

... Entre les villes du Languedoc, florissantes au moyen âge, Montpellier a sa place distincte et bien marquée. Née des dernières à la civilisation catholique et féodale, au xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles seulement, on voit cette commune grandir rapidement, enrichie des débris des églises et des cités voisines qui s'éteignent ou déclinent, parce qu'elles ne satisfont plus, par leur position, aux besoins de commerce et d'industrie croissants, ou aux conditions de bien-être physique dont les populations commencent à s'enquérir, ou enfin parce qu'elles subissent la peine des hérésies qui les ont envahies. C'est ainsi que le rocher de Substantion, l'île de Maguelone, l'hérétique Béziers, perdent successivement ce que gagne la ville nouvelle.

Au xii<sup>e</sup> siècle, Montpellier est une cité riche et commerçante, dont la population bourgeoise et ouvrière est régie par ses vieilles coutumes sous l'inféodation de la famille seigneuriale des Guillaume et le patronage de l'antique évêque de Maguelone. Le joug féodal ne pesa pas tellement sur ces bourgeois qu'ils n'aient pu le secouer à plusieurs reprises. En 1141, ils avoient été assez puissants pour chasser Guillaume, fils d'Ermessende, de la ville, et le tenir confiné pendant deux ans dans son château de Lates; il ne reprit Montpellier qu'après un long siège, avec le secours des seigneurs ses voisins, des excommunications du pape et d'un miracle qui nous a été rapporté fidèlement par Gariel.

Au xiii<sup>e</sup> siècle, l'état politique de Montpellier fut modifié. En 1204, les bourgeois profitèrent d'une révolution qui fit passer la seigneurie dans les mains de Pierre, roi d'Aragon, et qui mettoit ce seigneur dans la nécessité de beaucoup accorder à ces nouveaux vassaux, pour obtenir

<sup>1</sup> Cette notice instructive vient d'être publiée tout récemment par M. J. Renouvier à Montpellier, mais comme elle a été fort peu répandue il nous a paru utile de la reproduire presque entièrement dans le Bulletin, en même temps que la notice suivante, inédite, de M. Thomassy. (J. D.)



de lui la sanction de leurs franchises et coutumes. De cette époque date principalement la commune de Montpellier. Les coutumes dont elle n'avoit sans doute cessé jamais de jouir, mais qui avoient reçu plus d'une atteinte de la part du pouvoir féodal, furent alors rédigées et sanctionnées d'une manière plus expresse.

Les archives de Montpellier conservent pour ces deux époques importantes, si peu étudiées dans le Midi, la féodalité et les communes, deux manuscrits précieux que j'essaierai de faire connoître en attendant leur publication, préparée en ce moment par la *société Archéologique* de Montpellier.

## I. MÉMORIAL DES NOBLES.

Le volume appelé *Mémorial des Nobles* est un recueil de chartes et diplômes, qui porte pour véritable titre : *Liber instrumentorum memorialium*. Il a cent quatre-vingt-onze feuillets de vélin in-folio, et comprend cinq cent soixante-sept pièces; il est écrit sur deux colonnes, d'une main presque toujours uniforme, sans luxe d'initiales et de miniatures, mais avec beaucoup de netteté. Il n'est pas daté; mais ses caractères, la contexture et la date des chartes qu'il renferme lui assignent pour date probable les premières années du XIII<sup>e</sup> siècle. La fin du volume est occupée par vingt-cinq feuillets supplémentaires; mais les chartes qui y sont transcrites sont postérieures à celles du volume même, et d'une écriture plus négligée et plus récente : il n'en sera pas question ici.

Le *Livre des Chartes mémorables* commence par une préface, dans laquelle le compilateur du manuscrit, après avoir disserté dans ce style lourd et embarrassé des scribes du moyen âge sur les grands avantages de la transcription des textes pour l'éclaircissement des procès, nous apprend qu'il s'est proposé de résumer en un volume les privilèges et tous les autres actes qui établissent les possessions du seigneur de Montpellier depuis les temps les plus reculés jusqu'à lui. Il classe ensuite et énumère, sous divers titres, les chartes comprises dans sa collection. Nous ferons connoître en peu de mots quelques unes de ces pièces.

1<sup>er</sup> titre. Privilèges, admonitions et lettres des souverains

pontifes aux seigneurs de Montpellier. La pièce la plus ancienne est de Victor III (1086); les autres, du XII<sup>e</sup> siècle.

2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. Accords et autres actes entre les seigneurs de Montpellier et l'évêque de Maguelone, le comte de Melgueil, le roi d'Aragon Ildefonse, etc. Serments de fidélité de Guillaume à l'évêque, du comte de Toulouse à Guillaume. La plus ancienne de ces pièces est de 1090; les dernières sont de 1190.

4<sup>e</sup>. Testaments des seigneurs de Montpellier et de leurs enfants. Le premier est de 1121; le dernier, de 1202: celui-ci ne fut pas exécuté. Guillaume, fils de Mathilde, y léguoit sa seigneurie au fils aîné qu'il avoit eu d'un second mariage qui n'avoit jamais été confirmé par le pape. Cet héritier des Guillaume fut dépossédé en faveur de Marie, fille du premier lit du même Guillaume, et du roi Pierre d'Aragon, qu'elle épousa en 1204.

5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>. Actes relatifs à la viguerie de Montpellier et autres fiefs et honneurs appartenant aux Guillaume. Coutume des seigneurs de Montpellier, de 1113, en roman. Serment des hommes de Montpellier à leur seigneur, en roman. Actes relatifs aux mariages de Marie, fille de Guillaume, antérieurs à celui qu'elle contracta avec Pierre d'Aragon. Traité entre Guillaume et les habitants de Pise et de Gênes, 1177.

9<sup>e</sup>. Coutume des seigneurs de Montpellier, sans date. Serment des bayles de Montpellier au seigneur, 1190. Confirmation par Guillaume, *habito consilio et assensu proborum hominum*, de tous les actes autrefois écrits en faveur des bourgeois et de l'université de Montpellier, 1201. Charte de Guillaume en faveur de l'école de médecine (*Physicæ*), 1180. États de tous les fiefs, albergues et mas qui doivent albergue à la seigneurie de Montpellier, censives dues par les habitants des divers quartiers de Montpellier.

10<sup>e</sup>, etc. Actes relatifs aux possessions et privilèges du seigneur de Montpellier sur divers châteaux et villes de la province: Castelnau, Mirevals, Castries, Frontignan, Gignac, Agde, Loupian, Saint-Pons, Omelas, etc.

C'est sans doute à cause des matières contenues dans ces deux paragraphes qu'on a donné à notre manuscrit le nom de Mémorial des Nobles. Il contient, en effet, l'état et les plus anciens titres de toutes les grandes familles dépendantes de la seigneurie de Montpellier.

La plupart de ces pièces, comme on le voit, appartient au XII<sup>e</sup> siècle. Quelques unes sont sans date, et il y a lieu de croire que ce sont les plus anciennes, et celles qui n'étoient pas datées dans les titres originaux d'où on les a tirées. Les plus anciennes avec date sont de la fin du XI<sup>e</sup> siècle; les plus récentes, de 1202, antérieures par conséquent à la domination des rois d'Aragon sur Montpellier, et à la promulgation de ses coutumes. Elles forment donc le livre officiel de la période féodale de son histoire. Ce recueil est fait dans un esprit tout personnel au seigneur; il n'a pour but que de constater ses droits, de décrire ses fiefs. Les droits des bourgeois, les actes qui regardent la population, y sont complètement négligés; ce n'est qu'en passant qu'il est question de leurs églises, de leurs marchés, de leurs fours. Les coutumes y sont aussi traitées fort succinctement, et seulement pour ce qui se rapporte directement à la seigneurie; mais tel qu'il est, ce livre n'en contient pas moins les renseignements les plus nombreux et les plus authentiques sur l'état de Montpellier au XII<sup>e</sup> siècle, et sur les caractères particuliers de l'organisation féodale dans le Midi. Nos derniers historiens avancent avec raison que la féodalité ne s'organisa jamais d'une manière aussi forte dans le Midi que dans le Nord; mais ils se sont peu occupés d'exposer les preuves et les documents qui constatent cette différence.

De tous les actes que contient notre manuscrit, les historiens du Languedoc n'en ont publié que cinq; ce ne sont pas les plus curieux, et ils ne sont pas rapportés avec une grande exactitude, parce que leur transcription a été faite d'après les manuscrits du marquis d'Aubays, qui n'étoient sans doute que des copies, ou d'après les versions si négligées de Gariel. D'Aigrefeuille avoit probablement ces textes sous les yeux quand il a écrit son histoire; mais il les a lus avec tant d'insouciance pour les véritables questions qu'il y avoit à leur adresser, que le meilleur service à rendre est encore de les publier dans leur intégrité.

Nous donnerons ici, comme *specimen*, deux pièces contenues dans le *Livre des Actes mémorables* : la Coutume des seigneurs de Montpellier, en latin, et le Serment des hommes de Montpellier, en roman. La coutume n'est pas datée, et c'est, nous le croyons, une preuve de son ancienneté. C'est la seule version antérieure à 1204 des coutumes de Montpellier, ou plutôt de cette partie des coutumes qui recon-

noissoit les droits des Guillaume, la seule que l'on jugea utile de transcrire sur le livre d'où nous la tirons. Nous parlerons plus longuement de ces coutumes quand il sera question du manuscrit, où nous les trouverons consignées avec plus d'étendue.

*Coutume des seigneurs de Montpellier.*

CARTA DE CONSUETUDINE DOMINORUM MONTISPESSULANI, ET QUALITER DEBENT REGERE HONOREM ET POPULUM.

*In nomine Domini nostri Jesu Christi et gloriose virginis Marie. Sit manifestum omnibus hominibus hec audientibus quod Montempessulanum in potestate patrum antecessorum Guillelmi domini Montispessulani et in potestate hujus dicti Guillelmi domini Montispessulani. Idcirco quem justiciam anaverit et misericordiam crevit Deus et multiplicavit. Et in hunc modum regitur et gubernatur Monspezzulanus adjuturio Dei. Consuetudo dominorum Montispessulani est talis. Unus est solus dominus Montispessulani, qui sic suum Deo favente regit honorem et populum. Summo studio dat operam ut de sapientioribus et diceribus burgensibus suis faciat bajulum Montispessulani. Et cum bajulo curia sua statuit curiales probos viros et sapientes. Et bajulo et curialibus donat tantum de suo quod postpositis universis aliis negociis suis adherent curie. Et sunt cotidie in curia et justicia. Et promissionem faciunt domino, coram populo, per sacramentum sanctorum Dei Evangeliorum, quod dona vel munera non accipiant ipsi nec homo neque femina per eos. Nec in antea spondeatur ipsis vel spondeant ipsi se accepturos ab aliqua persona que placitum in curia habeat. Aliquo tempore quamdiu in curia steterint, et legaliter et fideliter per bonam fidem, secundum usum curie, tractent et judicent et examinent et deffiniant lites et placitu. Et unicuique velint jus suum, tam pauperi quam diviti. Hoc totum vero quod bajulus facit, dominus pro firmo habet in perpetuum. Cum conveniunt ad placita, factis sacramentis de calumpnia, curia interrogat utramque partem per sacramentum, si bajulo vel curiali vel judici propter illud placitum suam dedit vel promisit pecuniam. In consiliis et judiciis et in curia sua dominus habet viros laude et honestate claros, qui justiciam amant et misericordiam, qui prece et precio donis vel muneribus amicitia vel inimiticia non deviant a semita justicie et misericordie. Et curas et negocia Montispessulani dominus facit precipue cum suis probis hominibus Montispessu-*



*lani. Dominus Montispessulani et antecessores sui amaverunt homines suos et custodierunt et salvaverunt in quantum potuerunt. Et non quesierunt occasiones, neque aliquo modo fecerunt, ut suas perderent possessiones averum vel honorem, nisi propria culpa hominis. Et si creverunt vel multiplicaverunt homines Montispessulani in avero vel honore, in rebus mobilibus vel immobilibus, letatus est dominus, et adjuvit eos crescere et multiplicare. Et ideo cum gaudio homines suas pandunt divicias, et palam ostendunt et sine timore. Ita divicie et possessiones hominum Montispessulani revertuntur illis quibus derelinquuntur in suis testamentis vel donantur, vel per successionem parentibus eveniunt sine omni offensione et impedimento domini. Quod dominus aliquid inde non accipit neque aufert neque contradicit.*

### *Serment des hommes de Montpellier.*

JUSJURANDUM GUILLELMO DOMINO MONTISPESSULANI  
PRESTITUM FILIO ERMESENDIS AB HOMINIBUS SUIS.<sup>1</sup>

*Aus tu, hom Guillelm de Monpestler fils Dermessens. Eu, da questa ora adenant, a te, ni a ton fil Guillem Maior fil de Sybilia postamort, ni si el era morts ab antsque tu, ad aquel ton efant a cui tu Montpesleir laissarias, no us tolrai vostra vida ni vostra membra que a vostre cors iuncta son; ni vos prendrai per preison, ni hom ni femena ab mon art, ni ab mon gen, ni ab mon consel; ni no us tolrai la vila de Monpestler, ni la honor qua Monpestler pertien, ni l'altra vostra honor on que laiats. No la us tolrai, ni us en tolrai ni hom ni femena ab mon art, ni ab mon gen, ni ab mon consel; et si om era ni femena que la us tolges, ni us en tolgues, dretz aitoris vos en serai per fe e sans engan contra tots homes. Et naisi con en esta carta escrits es, e clergues legir lo pot, sas nostr engan aisi vos o tenrai, et vos o atendrai a la toa conoisensa de te Guillelm de Monpestler fil d'Ermessens, tot sans engan meun escient, per Dominum et per hec sancta quatuor evangelia.*

## II. PETIT THALAMUS.

Il existe deux opinions sur l'origine du mot *Thalamus*. La plus vulgaire à Montpellier y voit le mot latin *Thalamus*, lit

<sup>1</sup> Guillaume, fils d'Ermessende, succéda à la seigneurie de Montpellier, étant encore mineur, en 1121. En 1145, il se retira dans le monastère de Grand-Selve, diocèse de Toulouse.

où l'on se couche, et par métaphore où l'on couche les actes intéressants de la commune. Nous nous rangerions plus volontiers à l'opinion que nous savons être partagée par M. Fauriel, qui fait dériver ce mot par corruption du *Talmud*, livre des lois, coutumes et traditions des Juifs, célèbre au moyen âge. Ce livre étoit si répandu dans nos contrées aux <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècles, que les papes Clément IV, Honoré IV et Jean XXII, ordonnèrent sa destruction dans plusieurs bulles; et que l'inquisiteur de Toulouse en fit brûler, en 1319, deux charretées d'exemplaires sur la place publique de cette ville. <sup>1</sup>

Le volume auquel on a donné le nom de Petit Thalamus est un recueil de plusieurs cahiers écrits en beaux caractères minuscules, avec quelques initiales élégantes et une seule miniature dans le texte. Ces cahiers ont été écrits dès les premières années du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, et continués pendant les trois siècles suivants par des écritures successives. Dans leur état actuel, ils sont assemblés sans méthode; on y remarque pourtant cinq parties distinctes :

1°. Les franchises et coutumes de la commune, en langue romane;

2°. Les établissements, en roman;

3°. Les serments, en roman;

4°. La chronique romane;

5°. La chronique françoise.

Les *Franchises et Coutumes* datent de 1204 et 1205. Elles étoient sans doute plus anciennes; rien n'indique qu'elles fussent nouvelles à l'époque de cette promulgation; mais c'est alors qu'elles reçurent une sanction que le pouvoir féodal avoit jusque là évitée. Quoique rédigées à la hâte, en désordre, et qu'elles se ressentent d'un temps où la rédaction des textes étoit regardée comme une chose peu importante, elles renferment trois parties distinctes : elles sont politiques, administratives, civiles.

Ce qui distingue la partie politique, c'est l'indépendance

<sup>1</sup> En adoptant cette dernière étymologie, il seroit plus régulier d'écrire *Talamus*. Nous avons préféré conserver l'*h*, parce que ce mot a été écrit ainsi deux fois au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle sur notre texte. Puisqu'on admet la corruption *Talamus*, on peut bien admettre celle *Thalamus*. Sur les nombreux *Thalamus* de Narbonne, ce nom est écrit tantôt avec un *h*, tantôt sans *h*; mais jamais avant le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle; les titres des exemplaires antérieurs portent : *Hoc est registrum communitatis*.

de la commune à l'égard du seigneur; en se soumettant au roi d'Aragon, elle ne se soumet pas au royaume d'Aragon. Elle garde son individualité, et ne permet pas qu'on puisse en rien démembrer. La justice est du seigneur, mais elle demeure locale et ne se subordonne à aucune autre. La ville reste armée, et désarme même le seigneur en stipulant qu'il n'y aura plus de château seigneurial et que la ville sera munie. Elle ne fait la guerre que pour elle. Il n'y a qu'un seul officier du roi dans la ville, et il ne peut rien faire sans les consuls, qui sont électifs; il n'agit que par le bayle, qui est annuel et ne peut être réélu.

Le bayle agit toujours avec les curials ou avec les consuls; ces derniers ont la toute-puissance; ils peuvent même modifier les coutumes; c'est-à-dire la législation de la commune. Ils administrent sans contrôle les finances de la ville et toutes ses affaires. Mais dans cette constitution bourgeoise on devine une aristocratie non pas orgueilleuse, mais puissante, une aristocratie de marchands. L'élection des magistrats y est environnée de difficultés et de degrés d'élection qui rendent à peu près inébranlable l'influence des riches.

Dans la partie civile, ce qui frappe, c'est la trace profonde du droit romain. Les juges sont des curials, les administrateurs des consuls. Ce qui constitue le droit civil ne consiste guère que dans des exceptions formelles au droit romain ou des confirmations spéciales de ses dispositions. La loi, *la ley*, dans les coutumes de Montpellier, c'est le droit romain. La constitution de l'empereur Adrien, sur les obligations des héritiers de la caution, est appelée dans la coutume romane : *la pistola de Dividrian* (epistola divi Hadriani).

Il n'y a au milieu de cette bourgeoisie aucune place pour les privilèges de la noblesse; le noble, le *cavalier* qui vient plaider à Montpellier, est seul soumis à donner caution. La petite république est étroite et jalouse; l'étranger y trouve justice, mais il répond à la commune et à chacun de ses habitants de tout ce qu'ils ont pu souffrir dans son pays de tous autres que lui.

Les *établissements* sont des ordonnances, des réglemens rendus ou par les rois d'Aragon, seigneurs de la ville, ou par les consuls sur des choses d'ordre intérieur. On y remarque : de nouvelles dispositions de droit civil; — des réglemens somptuaires très étendus; — des lois électo-

rales; — des réglemens de finances; — des tarifs de droits de péage et de douane, qui, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, étoient si anciens qu'on en avoit oublié l'origine; — des tarifs officiels de prix de vente des marchandises dans la ville, espèce de *maximum* qui remonte à 1196.

A la suite des établissemens, on trouve la série des *sermens* exigés des consuls, officiers et ouvriers, tous très détaillés et très différens les uns des autres; ils présentent l'ensemble le plus complet sur l'état de l'industrie et des différens métiers, et sur les relations des citoyens de tout ordre. C'est là qu'on trouve les renseignemens les plus curieux sur l'intention morale de la loi qui réglemente tous les actes de la vie privée, scrute les faits de conscience pour les faire tourner au profit de la chose publique, et fait jurer sur les saints évangiles, dans un temps où la religion du serment étoit dans toute sa force, l'accomplissement de leurs devoirs les plus minutieux, non seulement à ceux qu'on appelle aujourd'hui fonctionnaires politiques, mais à quiconque exerce une fonction qui intéresse la commune.

La *Chronique romane*, qui commence par être un simple registre des noms des consuls, devient, à partir des premières années du XIV<sup>e</sup> siècle, une relation chronologique tracée par des mains contemporaines, d'abord très sommaire, puis très détaillée, d'événemens locaux et généraux. On y trouve rapportés tous les faits intérieurs qui affligeoient ou réjouissoient la commune: les consécrationes d'églises, les processions, les famines, mortalités et accidens météoriques, les destructions des sectes, exécutions d'hérétiques, les passages des papes et des rois, etc. On y trouve aussi mentionnés les événemens extérieurs et d'une importance plus générale, qui avoient dans la ville un retentissement. Ces récits s'étendent jusqu'à l'année 1446. Quand cette chronique fut commencée, on voulut la rattacher aux temps qui avoient précédé, et une main assez négligente y annexa, sous forme de notes, le récit de quelques événemens antérieurs, recueillis dans quelques anciens manuscrits ou dans des traditions incertaines.

Toute cette partie du Thalamus, et c'est là son principal intérêt, offre le tableau le plus fidèle et le plus naïf de nos mœurs aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Ce n'est pas une histoire officielle ou classique, écrite par l'historiographie d'une cour ou un maître de beau langage, c'est une suite de récits que



nos consuls les plus lettrés, ou plus souvent leurs scribes, ordinairement plus lettrés qu'eux-mêmes, ont écrits dans leur langue maternelle, avec toute la bonhomie et tout l'amour local désirables. Si nous ne craignons d'employer une expression qui sera peu comprise hors des murs de notre ville, nous dirions que c'est l'histoire faite par de véritables *Enfants de Montpellier*. Nous essaierions inutilement de faire comprendre au dehors la réunion de qualités véritables et de légers défauts que ce titre suppose dans la pensée de nos excellents concitoyens.

Nous ne dirons qu'un mot de l'intérêt philologique qui s'attache à toute la partie romane du manuscrit que nous examinons. Tous ceux qui apprécient l'importance des études à faire sur les idiomes du moyen âge, dont les savantes recherches de M. Raynouard et de M. P. Paris ont déjà fait sentir la portée historique et littéraire, jugeront de la valeur de ce specimen précieux de la langue romane du Midi. Le Thalamus offre, dans les coutumes, un des plus vieux documents de cette langue, et reproduit, dans les établissements et la chronique, ses variations successives jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle. Quant à ceux qui ne connoissent cet idiome que par le patois exténué et abâtardi qui en est le reste, ils ne sauroient avoir une idée de toutes les expressions indigènes, de tous les idiotismes piquants, qui l'enrichissent. La recherche de leurs origines peut donner lieu aux résultats les plus intéressants et les plus inattendus.

La partie françoise du Thalamus contient la chronique de Montpellier de 1495 à 1574, et quelques réglemens et statuts antérieurs et postérieurs. Elle continue, à peu près comme la chronique romane, à raconter les événemens locaux et généraux qui intéressent la ville; mais comme elle se rapporte à une époque de l'histoire beaucoup mieux connue, et dans laquelle Montpellier a vu s'effacer d'une manière à peu près complète les caractères particuliers qui distinguoient ses mœurs et sa vie du reste de la France, l'intérêt qu'elle fait naître est bien diminué. Un moment pourtant cet intérêt s'accroît, au temps des guerres de religion. La ville, qui pendant toute sa vie du moyen âge s'étoit montrée bonne catholique, quoique indépendante, et avoit vu avec assez d'indifférence s'agiter autour d'elle les hérésies albigénoises, ne resta pas étrangère aux hérésies nouvelles du xvi<sup>e</sup> siècle.

En 1561, les huguenots étoient maîtres de Montpellier. A partir de cette époque, la chronique rapporte les luttes des sectes qui s'y disputent le pouvoir et les actes principaux de l'administration des consuls, tour à tour catholiques ou protestants. Le chroniqueur reste constamment catholique, mais il n'en reproduit pas moins dans ces récits les faits principaux et intimes de cette époque importante de l'histoire de Montpellier. C'est là qu'un œil attentif peut entrevoir le germe et la cause des mœurs et des opinions actuelles de notre cité, résultat de toutes les influences qui lui donnèrent, il y a deux siècles, une position à part parmi les villes de France, et firent de sa population essentiellement catholique, une place de sûreté pour les calvinistes. <sup>1</sup>

Ce ne sont pas là toutes les richesses des archives de Montpellier; elles contiennent encore *le grand Thalamus*, manuscrit fort considérable, mais moins important que le petit: il renferme la copie des coutumes de 1204, leurs confirmations à différentes époques, tous les actes relatifs à la nouvelle seigneurie des rois d'Aragon, et un grand nombre d'autres pièces dont les plus intéressantes sont celles qui constatent les relations fréquentes des consuls de Montpellier avec plusieurs villes commerçantes dans le royaume et au dehors, Marseille, Gênes, Pise et quelques îles de la Méditerranée. On y trouve de plus le *Livre noir*, où sont recueillies chronologiquement des pièces officielles reproduites dans le *grand Thalamus*, où sont transcrits aussi plusieurs statuts consulaires du XIII<sup>e</sup> siècle qui ne se rencontrent que là. On peut y consulter enfin une collection considérable de chartes, bulles et lettres séparées, la plupart munies de leurs sceaux, classées avec le plus grand ordre, et appartenant principalement au XIII<sup>e</sup> siècle et aux siècles suivants.

Quoique les historiens du Languedoc et de Montpellier en particulier aient puisé dans ces archives, dont la connaissance est rendue facile par les inventaires, sommaires et rubriques des archivistes du XVII<sup>e</sup> siècle, Louvet, Joffre et Darles, on peut pourtant assurer qu'elles contiennent encore un grand nombre de documents inédits, précieux pour l'histoire du midi de la France. Le *Mémorial des*

<sup>1</sup> Voyez, pour plus de détails, le *Prospectus* publié par la Société Archéologique de Montpellier. N'ayant point lu cette pièce, nous ne pouvons que l'indiquer sans en rien extraire. (J. D.)

*Nobles*, le plus ancien et le plus curieux de ces manuscrits, est presque entièrement inconnu. Les *Coutumes du petit Thalamus* ont été publiées, en latin seulement, par d'Aigrefeuille, et sa version, incomplète et peu fidèle, ne s'est nullement aidée des ressources qu'auroit pu lui fournir le texte roman, qui donne ces coutumes sous leur forme la plus ancienne et la plus populaire; les *Établissements* et les *Serments* du même recueil sont encore inédits et tout-à-fait inconnus; les *Chroniques* romane et française, inédites aussi, ne sont connues dans quelques bibliothèques que par les extraits insuffisants et fautifs, dont les copies sont d'ailleurs très rares, qu'en a fait faire, vers 1785, un dernier débris des bénédictins, D. Pacote, chargé par les États de continuer la collection des preuves pour l'histoire du Languedoc. Le *grand Thalamus*, le *Livre noir*, les *Chartes*, consultés quelquefois, mais toujours avec parcimonie, offrent encore un vaste champ aux nouvelles recherches. Les Chartres, en particulier, contiennent un grand nombre de sceaux des XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, qui n'ont point été dessinés par les bénédictins, et dont la publication ne seroit pas aujourd'hui moins intéressante pour l'histoire que pour l'art.

J. RENOUVIER.

### *Notice sur un Manuscrit des Statuts de la ville de Montpellier.* \*

Le manuscrit des *Statuts* de la ville de Montpellier, qui se trouve à la Bibliothèque royale, provient de la bibliothèque de M. de Joubert, président à la cour des comptes de Montpellier. Il est parfaitement conservé dans son parchemin et dans son écriture, sauf quelques pages çà et là dégradées, dont on pourra restituer le texte avec les deux manuscrits de Montpellier, celui de la mairie et celui de la Bibliothèque de la Faculté de médecine. Il est écrit sur deux colonnes, en écriture minuscule de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. Il a quatre-vingt-neuf feuillets, ou environ trois cent cinquante colonnes de petite écriture. Son texte est roman,

\* Ce manuscrit est inscrit dans le catalogue de la Bibliothèque Royale, sous le n<sup>o</sup> 742, supplément des manuscrits français. Ce recueil paroît être un exemplaire du *petit Thalamus* décrit dans la notice précédente.

et la règle grammaticale de la langue des troubadours, pour la distinction des sujets et des régimes, y est assez généralement observée.

Il commence avec les Coutumes de la ville : « Uns sols es sehers de Monspeslier. » Une partie de ces coutumes a été publiée dans l'histoire civile de Montpellier, de d'Aigrefeuille, mais en latin. La traduction latine ne rend pas toujours le texte roman. Au lieu des cent trente-cinq ou cent quarante articles qui se trouvent dans ce dernier texte, d'Aigrefeuille n'en a publié que cent vingt-deux, et il a omis, en outre, ou n'a pas connu les *exposés des motifs* qui présidèrent à la promulgation de cette partie des coutumes; de sorte que le travail de cet historien seroit à peu près inutile s'il n'eût pas été le seul à s'occuper de cette partie du droit municipal.

Les exposés des motifs de ces coutumes, suivis de formules exécutoires et de confirmations successives, sont très nombreux dans le manuscrit de la Bibliothèque royale; et avec eux nous avons, pour la localité en question, tous les éléments historiques de son droit municipal qui en éclairent et complètent la science. Dans le premier, Marie, fille du dernier duc de Montpellier et l'épouse du roi d'Aragon, rappelle le serment qu'elle fit d'observer les coutumes de Montpellier à l'époque où elle hérita de la succession de son père, en 1202. C'est elle qui octroie, et Pierre d'Aragon ne fait que les confirmer, ne jouant qu'un rôle tout secondaire dans leur promulgation.

Tout ceci ne regarde que les coutumes de 1204, qui n'occupent qu'une petite portion du manuscrit, et les seules que d'Aigrefeuille ait paru vouloir publier.

2°. Viennent ensuite d'autres coutumes octroyées par Marie, ou probablement concédées moyennant redevance (lauzadas).

3°. Autres coutumes octroyées en 1212, suivies de quelques dispositions réglementaires émanées des consuls, et terminées par le serment du bailli, ... etc. (J'omets ce qui me paroît de peu d'importance relativement à ce que j'indique, quoique tout me paroisse utile à l'historien.)

4°. Confirmation, par Marie et le roi d'Aragon, des formalités à suivre pour l'élection des consuls, des prud'hommes, etc..... avec beaucoup de détails; formalités rédigées par les consuls, en 1245.



5°. Réglemens du roi d'Aragon pour la nomination du bailli, les sermens des consuls au lieutenant du roi, etc.... suivis de réglemens sur les lauzimes.... de réflexions sur un jugement des consuls condamnant un sieur Boisson à l'exil perpétuel et à l'amende de mille marcs d'argent, etc.... suivis d'un ordre de ne déroger en rien au droit du seigneur sur les juifs, l'opprobre des chrétiens, etc.... exigeant enfin un nouveau serment des habitants de Montpellier, fait en 1258. — Formule exécutoire : « Sapion li presen et li asdevenidor que.... » Comme on voit, les règles grammaticales de la langue des troubadours y sont observées.

Autre ordonnance de Jacques, roi d'Aragon, pour recevoir le serment du peuple, et en prescrivant les formes, etc.... même année 1258.

6°. Établissements de Montpellier confirmés par le roi Jacques, suivis d'une ordonnance fixant le tarif de tous les actes notariés, et d'un règlement pour les notaires et autres, etc.

7°. Charte de Guillaume, dernier duc de Montpellier, datée de 1196. Après des réflexions préliminaires pleines de prévoyance pour l'avenir, elle fixe, pour le bien commun et l'utilité publique, le prix des céréales et de tout ce qui regarde la boulangerie, entrant dans les plus petits détails, indiquant le poids des mesures de blé, de froment, de seigle, etc., et par conséquent faisant connoître leur capacité : matériaux très précieux pour l'histoire de l'économie politique. Ce tarif de Guillaume est une espèce de *maximum*.

8°. Autres établissemens. (L'écriture présente ici une légère modification.) Établissements sur les filles mineures de vingt-cinq ans, etc. ; sur les conditions pour être reçu notaire, ce dernier sous la date de 1231, etc. (Je n'indique que les principaux) ; établissemens des consuls de mer.... établissemens sur ceux qui doivent garder les portes de Montpellier : très détaillés. — Traité du roi d'Aragon et de l'évêque de Maguelone (important pour l'histoire locale).

Ici s'arrêtent les statuts principaux de Montpellier.

9°. Vient ensuite un petit traité chronologique, depuis le commencement de l'ère chrétienne jusqu'en 1264, mois d'octobre, constatant quelques faits curieux.

Abrégé des annales consulaires, de 1204 jusqu'en 1273

(ces deux abrégés chronologiques sont séparés par quelques pages de blanc.)

1°. Serment que devoient prononcer les marchands et fabricants de draps, etc. Il est souvent question du commerce des draps.

Usages de la poissonnerie. Autres usages. Charte de la leude de Montpellier, c'est-à-dire tarif des patentes de tous les métiers, fixant en outre les impositions indirectes. Après le porc et la truie, qui paient douze deniers, viennent le sarrazin et la sarrazine, payant chacun trois sols; le tout entremêlé de dispositions prohibitives et réglementaires. — Cette charte et celle de Guillaume, de 1196, seront l'une et l'autre d'un grand prix pour l'histoire de Montpellier.

11°. Quelques évangiles selon saint Jean, saint Luc, etc. — Serment des consuls des métiers aux douze consuls majeurs, etc..... serment des notaires entrant en charge, etc..... *id.* des marchands, des consuls de mer, des fourniers, etc..... des consuls de Latte à ceux de Montpellier. Vient ensuite une série de serments prononcés par les marchands de toute espèce. Chaque profession a sa formule particulière, et chaque serment spécial nous révèle quelque trait caractéristique pour l'histoire des mœurs. — Le tout entremêlé de plusieurs dispositions réglementaires, et çà et là quelques dates qui ne sortent point de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle.

12°. Inventaire des caisses où sont renfermées les chartes des coutumes, etc. Cet inventaire est précieux; en nous faisant connoître ce que les archives de Montpellier ont perdu de leurs anciennes richesses, il nous indique ce que nous devons chercher pour compléter leur réorganisation. D'un autre côté, les titres sommaires qu'il donne des anciennes chartes révèlent une foule de faits importants dont plusieurs ont été omis par les historiens.

13°. Enfin une trentaine ou quarantaine de criées publiques faites à son de trompe. Ce sont autant d'ordonnances administratives, mais la plupart de police, défendant, par exemple, le jeu de dés, soit de jour, soit de nuit, etc.

*IV. B.* A ces criées, il conviendrait d'en ajouter huit autres de même nature, que j'ai copiées dans les archives de Montpellier, sur un débris égaré d'un ancien manuscrit. Il est inutile d'observer combien la plupart des divisions que

j'indique sont arbitraires, pour classer les matières du manuscrit en question que possède la Bibliothèque royale. Le plus grand désordre y règne, soit dans la chronologie des actes, soit dans l'ordre des matières. Ce n'est qu'une compilation d'anciens titres. — Je n'ajouterai plus qu'une réflexion, relative au mot *talamus*. Tous les historiens l'ont écrit jusqu'ici avec un *h*, le faisant dériver du latin *thalamus*, lit, couche, parce que les événements et les coutumes y sont couchés, rapportés. N'est-ce pas une erreur d'étymologie? Le mot *talamus*, nom des anciens registres d'hôtel-de-ville dans les pays où régnoit l'influence judaïque, n'est-il pas plutôt la corruption du mot *talmud*, nom du livre qui renfermoit les lois, coutumes et traditions des Juifs? Il semble que les présomptions de l'histoire parlent pour cette dernière explication; car les Juifs, dont on ne peut nier l'influence, surtout dans le midi de la Gaule, étoient, au moyen âge, de vrais courtiers de marchandises, d'idées et de mots nouveaux.

R. THOMASSY, élève de l'École des Chartes.

*Ordonnances en langue romane de la police de Montpellier, sous le règne des rois de Majorque. (1276-1349.)*<sup>1</sup>

Baros, manda la cort de nostre senhor lo rey de Malhorquas, senhor de Montpeslier, que neguna persona estranha ni privada, de qualque condition que sia, que s'entrameta de far ni de vendre candelas de cera o siris o torquas de cera, que las fassa o las fassa far, o las venda o las fassa vendre, que sian de bona cera, et de hal et de vuenta, e que non sia d'una de foras et d'autra de dins, et que sian de toto non sal, e retengut que qui mandan a far siris pascals o autres siris am palet d'estopaquels presta far, ni ad altra personna non los auze vendre ni puesta, mays ad aquels que los aura fatz far. E qui encontra aysso faria, la cor y faria so que far y devria, ses tota merce.

Encaras mays manda la d'avan dicha cort a tota persona estranha o privada de qualque conditio que sia, que s'en-

<sup>1</sup> Faisant suite aux ordonnances de même nature, qui terminent le manuscrit de la Bibliothèque Royale, n° 742 supp., où se trouvent les Coutumes et Statuts de la ville de Montpellier. L'ordonnance citée ici est principalement relative aux fabricants de cire.

trameta de far ciris o torcas o outra obra de cera, que no fassa ni auze far ni far far obre tuberca. Si doncs non era que hom li mandes treysser ciris o torquas, e la cera d'aquel ciri o la torqua sia semblans al mays que poyra ad aquela de que la creysera. E que encontra aysso faria, la cort y faria so que far y devria, ses tota merce.

Encaras mays manda la d'avan dicha cort a tota persona estranha o privada de qualque conditio que sia, que s'entrameta de far ciris, que en los siris o en las entorcas que fara ni far fara de mieia-livra en sus, non meta ni fassa metre de toto mas un quart de busa per livra, et en las candelas de nayrals non meta ni auze metre ni far metre mays vi fils de coto, ni en poiezals, ni en mealhals mays iiii fils de coto. E qui encontra aysso faria, la cort y faria so que far y devria.

Encaras mays manda la d'avan dicha cort a tota persona estranha o privada de qualque condition que sia, que s'entrameta de far ciris o torquas o candelas o outra obra de cera, que gete o l'an fassa gitar l'aygua am que pastara la cera als miels que el poyra, par tal que la cera non peze mays ni cres cresta mays. Et qui encontra aysso faria, la cort y faria so que far y devria.

Encaras mays manda la d'avan dicha cor a tota persona estranha o privada de qualque condition que sia, que s'entrameta de far obras de cera o de far far sian candela o torquas o siris, que non meta ni fassa metre mays la quarta part de la pastada, e que las tres partz sian de cera crusa e que yssugue o fassa yssugar al miels que el poyra ni sabra la pastada de guisa et de manera que non cresto las candelas o las torquas als siris que fara o far fara, et que neguna autre causa non fassa ni far fassa en frau de las causas de sus dichas. E que encontra aysso faria, la cort y faria so que far y devra.

Encaras mays manda la d'avan dicha cort a totz los candeliers e candelieyras de cera et tota autre persona que s'entrameta de gomar cera, que non la auze gomar, sinon am trabentina comsolamens, et que ni meta la quantitat que devra e non plus. E qui encontra aysso fara, la cort y fara so que far y devra.

Baros, manda la cort de part de nostre senhor lo rey de Malhorgas, senhor de Montpeslier, que neguna persona estranha ni privada de qualque condition que sia, non sia



tant auzada que aige encamarar ni far encamarar neguna mraidana ni neguna manieyra d'avens, e que neguna persona non l'auze metre ni ajarcar ni far metre ni ajarcar, n<sup>s</sup> vendre ni far vendre en la villa de Montpeslier ni els bairi<sup>s</sup> ni els siens pertenenens.

Encaras mays manda la d'avan dicha cort que negun car-  
ratier non auze carraregar aver en camairit, e si conaysia  
que fas en camairit ho fas far que ho mains-ste a las gardas  
dels avers o la cort ho de cassals.

*Notice sur une Histoire inédite de la ville de Péronne  
et de son arrondissement*, par M. Hiver, ancien  
maire de cette ville. <sup>1</sup>

« Depuis long-temps Péronne n'est connue que par la force  
de sa situation et le courage de ses habitants; mais si on  
remonte à des temps anciens, Péronne occupe une place  
importante dans l'histoire.

Les rois de la première race y avoient fait construire un  
palais qui étoit un des plus considérables qu'ils possédassent  
alors; on voit, par le compte des revenus et dépenses de  
Philippe-Auguste, que ce palais étoit encore entretenu  
en 1202.

Les chroniques de Sigebert, de 1005, les annales de  
Flandre de 1155 et 1190, parlent de Péronne comme d'une  
ville libre, des plus importantes, des plus commerçantes de  
la Belgique.

Péronne est du nombre des cités gauloises qui ont con-  
servé leurs institutions, après la conquête par les Romains.

Cette ville ne tenoit ses droits de cité d'aucun de nos rois :  
ses chartes de 1190, 1209 et 1368 ne font que confirmer  
des droits dont les habitants jouissoient sous les ducs de  
Bourgogne (à qui Péronne avoit été donné en apanage) *et*  
*même auparavant*; ce sont les termes de ces actes.

<sup>1</sup> Extrait d'une lettre lue à la séance du 10 août du Conseil de la  
Société de l'Histoire de France. — Cette histoire, pour laquelle  
M. Hiver a consulté pendant nombre d'années les archives de la ville  
de Péronne et d'autres dépôts de la Picardie, paroît devoir mériter  
tous les encouragements de l'administration et des amis de notre  
histoire. (J. D.)

Comparant les dispositions de ces chartes avec les institutions qui régissoient les Gaules, avant la conquête, on y trouve une parfaite identité.

C'est dans l'arrondissement de Péronne qu'a été donnée la bataille de Testry, qui a terminé l'existence de la première dynastie et assuré le sort de la seconde.

La longue détention de Charles-le-Simple et sa mort, dans le château de Péronne, offrent des pages intéressantes pour l'histoire.

Après la bataille de Bouvines, dans laquelle les habitants de Péronne se sont fait distinguer par leur courage, le comte de Boulogne vint expier, dans les cachots de Péronne, son impudente jactance.

La détention de Louis XI, dans ce même château, n'est pas d'un moindre intérêt.

Le siège que cette ville a soutenu en 1536, l'un des plus mémorables dont parle l'histoire, appelle également l'attention.

Dans cette histoire on voit la ligue se former à Péronne, concerter ses moyens et étendre tout à coup ses funestes réseaux sur toute la France : la religion en est le prétexte, l'ambition des grands, la véritable cause.

Pendant ces troubles, le cardinal de Bourbon, proclamé roi sous le nom de Charles X, vint résider à Péronne. C'est de Péronne que partent les proclamations qui annoncent ses prétentions.

Si Péronne a été la première ville qui ait adhéré à la ligue, elle ne fut pas la dernière à reconnoître Henri IV.

Les habitants de Péronne et les seigneurs voisins, qui étoient entrés dans la ligue, convaincus que la religion n'étoit qu'un prétexte, résolurent de rompre cette union qui avoit été si fatale au royaume; ils envoyèrent une députation à Henri IV, alors occupé au siège de Laon, avec des propositions d'arrangement. Ces propositions, rédigées par écrit, étoient intitulées : *Remontrances adressées au roi et articles à lui remis, au nom des habitants de Péronne.*

Des conférences s'ouvrirent directement avec le roi; la plus grande partie des demandes fut accordée, d'autres modifiées, quelques unes rejetées. Cette grande affaire fut traitée en la forme usitée pour les capitulations des places,

les réponses sont émargées en face même des propositions. Henri IV apposa sa signature au bas de cet écrit, et le remit aux députés ; il est daté du 3 juin 1594. Les habitants de Péronne, ayant pris connoissance des réponses du roi, renvoyèrent leurs députés auprès de lui, porteurs de *respectueuses observations*. Le roi consentit à se départir de plusieurs des modifications qu'il avoit faites aux premières propositions. Ce traité additionnel est encore signé par le roi, en son camp devant Laon, le 22 juin 1594. Ces deux pièces sont en original dans les archives de la ville ; elles feront partie des pièces justificatives de cette chronique. Sur les propositions adoptées ont été rédigées des lettres-patentes qui contiennent les conditions sous lesquelles les habitants de Péronne sont rentrés sous l'obéissance du roi (juin 1594).

Des chartes parfaitement conservées servent de base à mon ouvrage ; j'ai trouvé un secours non moins précieux dans les archives de la ville : ce sont les registres aux résolutions de l'échevinage, depuis 1349 jusqu'à ce jour, sans interruption.

Dans ces registres, nos institutions sont vivantes ; on voit agir chacun dans ses attributions : des jurés, renouvelés chaque année, sont convoqués par le mayer, qui les préside, et prononcent, en matière civile et criminelle, sur les intérêts des citoyens.

Souvent on est arrêté, dans ses lectures, par la difficulté d'apprécier la valeur des salaires et des denrées dont il est parlé, j'ai pensé qu'un tableau à l'aide duquel les prix anciens pourroient être traduits facilement en valeurs du jour seroit utile.

J'ai pris pour régulateur le prix du blé ; j'ai dressé un tableau de sa valeur, depuis 1202 jusqu'en 1750 ; recherchant ensuite ce que chaque somme payée représentoit de blé à chaque époque, il a été facile d'établir les rapports entre les prix anciens et les prix actuels.

Pour faciliter l'application de ce système, j'ai dressé plusieurs tableaux de réduction, dont j'ai pris les éléments dans des comptes plus ou moins anciens. Ces tableaux offrent l'avantage de révéler au lecteur des détails de mœurs, d'habitudes de nos pays.

Ces registres m'ont fourni une foule de faits d'un grand intérêt, et que l'on ne trouve pas ailleurs. Par exemple :

Une lettre du 8 avril 1483, par laquelle Louis XI prie ses bons habitants de Péronne de lui prêter, pour ses besoins personnels, 300 écus d'or.

La réception des ambassadeurs envoyés à Louis XIV par le roi de Siam; leurs discours, etc. Ils sont entrés en France par Péronne.

L'arrivée à Péronne du cardinal Mazarin, lorsqu'il a été forcé de quitter la France et de se réfugier en Allemagne. »

---

*Note sur le Catalogue des Manuscrits de la Bibliothèque de Saint-Omer.*

Nous avons applaudi vivement au zèle du docteur Haënel, et nous avons vu avec satisfaction que dans sa publication générale des manuscrits de l'Europe, il n'avoit pas oublié la bibliothèque de Saint-Omer. C'étoit, il est vrai, de sa part, un souvenir reconnoissant. Ce savant Allemand vint, en 1827, faire connoissance avec notre établissement littéraire; il avoit une mission très honorable à remplir : il étoit alors chargé par l'université de Leipsick de transcrire les variantes qui pouvoient se trouver sur tous les ouvrages inédits de l'antique jurisprudence romaine. L'intention de cette célèbre université étoit de donner prochainement une édition complète des œuvres de Justinien <sup>1</sup>, avec tous les passages non imprimés jusqu'à ce jour. Nous n'avons pu lui offrir que neuf manuscrits relatifs à ce sujet important, et nous avons vu avec plaisir qu'il n'avoit pas dédaigné d'en tirer plusieurs extraits. Il termina son séjour par copier entièrement notre petit catalogue de manuscrits, qu'il reproduit assez exactement dans sa vaste collection.

<sup>1</sup> Si nous ne nous trompons, la mission de M. Haënel avoit plutôt pour objet la recherche et l'étude des manuscrits concernant le droit antérieur à Justinien. (J. D.)



Quelque temps après le départ de ce membre de l'université de Leipsick, nous fûmes honorés de la présence de sir Thomas Philipps, baronet à Middlehill, dans le Worcestershire; c'est un des Anglois les plus passionnés qu'il soit possible de rencontrer pour la découverte des manuscrits; il en possédoit, à la fin de 1833, huit mille qui lui ont coûté au moins cent mille francs; son catalogue imprimé en mentionne six mille. Il a fait imprimer à ses frais les catalogues des manuscrits des bibliothèques de Saint-Omer, d'Arras et de Lille. Ces abrégés, malgré plusieurs erreurs presque inévitables dans ce genre de travaux, offrirent réellement ce qui étoit nécessaire pour faire connoître aux savants l'existence des richesses manuscrites de ces établissemens. Le catalogue des manuscrits de la bibliothèque de Saint-Omer fut imprimé le premier, en 1827. Les perquisitions de sir Philipps dans la Normandie ont produit un utile résultat pour ceux qui consacrent leurs veilles aux travaux de l'histoire. Les journaux de ce département ont déjà rendu un éclatant hommage aux vues philanthropiques de ce généreux Anglois, et ont énuméré même avec complaisance les suffrages qu'il a si dignement obtenus. Nous ajouterons seulement que pendant le cours de sa résidence en cette ville, ayant fait l'acquisition du manuscrit n° 820, d'Ives de Chartres, et s'étant convaincu, sur notre remarque, que ce volume provenoit de l'ancienne bibliothèque de Saint-Bertin (n° 737), il s'empressa immédiatement d'en faire don à la bibliothèque publique, voulant, autant qu'il le pouvoit, disoit-il, recueillir tous les ouvrages qui en faisoient jadis partie; noble vœu, inspiré par le plus noble désintéressement, et dont l'expression seule mérite la plus profonde estime!

Sir Philipps, en publiant notre notice sommaire des manuscrits, pensoit judicieusement que lorsqu'un catalogue est imprimé, chacun peut y trouver plus aisément le genre de ressources littéraires que lui offre une collection, et qu'il devient plus facile de l'enrichir systématiquement de tout ce qui lui manque. C'est pourquoi son intention étoit de livrer également à l'impression le catalogue de nos ouvrages imprimés, mais il ne pouvoit seul supporter cette charge.

Nous avons déclaré dans notre biographie de Saint-Omer (p. 175) que l'impression des catalogues des biblio-

thèques communales étoit réclamée généralement comme l'un des besoins de l'époque actuelle.

H. PIERS,

*Bibliothécaire de la ville de Saint-Omer.*<sup>1</sup>

<sup>1</sup> M. Piers, animé du zèle le plus louable et le plus désintéressé pour l'histoire de la Morinie, est auteur d'un grand nombre de notices et dissertations sur cette contrée; il en a été déjà plusieurs fois question dans le Bulletin, et nous aurons plus d'une occasion d'en parler. Nous insérerons dans le prochain numéro un extrait du catalogue précité, pour la partie historique.

---

## SECTION IV.

## MÉLANGES.

---

*Rapport du Secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres sur les travaux des diverses Commissions pendant le 1<sup>er</sup> semestre de 1835, fait à la séance du 3 juillet de cette année.*<sup>1</sup>

Les recueils dont l'exécution et la continuation sont confiées à la commission des travaux littéraires, formeront le premier objet du compte semestriel qu'il est de mon devoir de rendre à l'Académie dans la présente séance.

L'Académie peut se rappeler que, dans mon dernier rapport, je lui ai fait connoître les motifs pour lesquels l'imprimerie royale s'étoit vue dans le cas de suspendre tout-à-fait l'impression du tome XIX du *Recueil des Historiens de France*, et du tome XX de celui des *Ordonnances de la troisième Race*; ces obstacles ont été levés, et l'impression de ces deux volumes a été reprise il y a deux ou trois mois.

Des articles qui doivent entrer dans le tome XIX des *Historiens*, les quatre premiers, savoir : 1°. *Vita S.-Ludovici*, auctore Gaufrido de Bello-Locho; 2°. *de Vitâ et Miraculis S.-Ludovici*, auctore Guillelmo Carnotensi, avec l'appendice intitulé *Miracula facta in domo fratrum Prædicatorum Ebroïcensium*; 3°. *Gesta S.-Ludovici*, auctore monacho S. Dionysii anonymo; 4°. *Vie de Saint-Louis*, par le confesseur de la reine Marguerite, ont été livrés à l'impression. Les trois premiers et une partie du quatrième sont imprimés ou en état d'être mis sous presse, et forment plus de 100 pages du volume. Les textes sont accompagnés de notes grammaticales placées sur les marges; les variantes et les notes historiques et critiques sont rejetées au bas des pages.

Après les articles précédemment indiqués viendront, en premier lieu, la *Vie de Saint-Louis*, par Joinville, dont la

<sup>1</sup> Voir pour les travaux du second semestre de 1834, le Rapport de M. de Sacy, Bulletin, numéro de janvier, p. 30.

copie est préparée pour l'impression ; puis les ouvrages de *Guillaume de Nangis*, savoir : *la Vie de Saint-Louis*, en latin et en françois ; celle de *Philippe-le-Hardi*, etc. Les éditeurs s'occupent de la préparation de ces divers articles. Ils ne peuvent point encore juger si les ouvrages indiqués, en y joignant la préface, les tables et une dissertation préliminaire, s'il y a lieu, compléteront le volume, ou si l'on devra y faire entrer quelque autre pièce ; quoi qu'il en soit, on ne doit point espérer que ce tome XIX puisse être livré au public avant la fin de l'année 1836. Le nombre des feuilles tirées ou en épreuves est en ce moment de quarante-deux.<sup>1</sup>

J'avois fait connoître à l'Académie que la publication du tome XIX des *Ordonnances* n'étoit retardée que par les tables, dont l'impression n'étoit pas terminée, et que plusieurs feuilles du tome XX, déjà imprimées, mais devenues inutiles à cause du changement de caractère adopté par l'administration de l'imprimerie royale, devoient être recommencées ; aujourd'hui le tome XIX est entièrement terminé, et il sera dans peu de jours distribué à l'Académie et mis dans le commerce. L'impression du tome XX a été reprise, et déjà vingt feuilles ou dix cahiers sont tirés ou en état d'être mis sous presse. La copie ne se fait point attendre.<sup>2</sup>

Vous savez, Messieurs, que chaque volume des *Notices et Extraits des Manuscrits* se compose de deux parties, dont la première est exclusivement consacrée à la littérature orientale. Le tome XIII de ce recueil a fait très peu de progrès dans le semestre qui vient de finir. La première partie est restée au point où elle étoit au 1<sup>er</sup> janvier, par suite d'une maladie extrêmement grave survenue à M. Klaproth<sup>3</sup>, qui s'étoit chargé de compléter la notice d'un ouvrage mantchou et mongol, notice dont M. Rémusat avoit fait commencer l'impression, mais dont, en mourant, il avoit laissé la copie imparfaite. Dans la seconde partie, la notice d'un roman provençal, rédigée par M. Raynouard, a été achevée, et l'on s'occupe concurremment à l'imprimerie de la composition de deux notices, dont l'une, rédigée par M. Boissonade, a pour objet un lexique grec, et

<sup>1</sup> Les éditeurs sont MM. Daunou et Naudet.

<sup>2</sup> L'éditeur est M. le marquis de Pastoret.

<sup>3</sup> La littérature orientale vient de faire une nouvelle perte, qui ne lui sera pas moins funeste que la perte de MM. Rémusat, de Chézy et de Saint-Martin : M. Klaproth n'existe plus.



l'autre, qui a pour auteur M. Berger de Xivrey, est relative à la vie romanesque d'Alexandre, du pseudo-Callisthène. En tout, il y a aujourd'hui trente-quatre feuilles tirées ou en épreuves.

Je passe au quatrième volume de la *Table des Chartes*, dont M. Pardessus dirige l'impression. Lors de mon dernier rapport, 280 pages de ce travail étoient imprimées; il y en a aujourd'hui 424. La copie pour compléter le volume est entièrement achevée, et la table alphabétique des noms propres, etc., se fait à mesure du tirage des feuilles, en sorte qu'elle pourra être livrée à l'impression quand le volume sera achevé, sans causer aucun retard. Je me réfère, au surplus, à mon dernier rapport. J'ajouterai seulement que les trois élèves paléographes qui ont été employés au travail du tome IV préparent actuellement le manuscrit du tome V.

Quant au *Recueil même des Chartes et Diplômes*, vous avez encore présent à l'esprit, Messieurs, le rapport si lumineux qui vous a été fait, il y a peu, par M. Pardessus, et d'après lequel vous avez arrêté le plan de ce recueil; les moyens d'exécution doivent être concertés avec le gouvernement.<sup>1</sup>

MM. les commissaires chargés du *Recueil des Historiens des Croisades* n'ont point perdu de vue la mission que vous leur avez confiée. Je ne pourrois guère faire autre chose, en ce moment, que répéter ce que j'ai dit dans mon précédent rapport en ce qui concerne la partie orientale et la partie grecque de ce recueil. Déjà l'on a reçu de Constantinople une première portion des extraits demandés de l'histoire d'*Ebn-Elathir*, et l'on en attend la suite. La copie paraît à M. Reinaud avoir été faite avec soin. M. Quatremère a fait copier à Venise une centaine de pages de quelques manuscrits arméniens, destinés à cette partie de la collection. Quant aux écrivains occidentaux, on pourroit

<sup>1</sup> Nous espérons pouvoir insérer dans l'un des prochains numéros du Bulletin, un article sur la continuation de ce vaste et précieux recueil interrompu depuis la révolution, pour lequel tant de matériaux avoient été rassemblés par les soins de l'historiographe Moreau au cabinet des chartes, et dont il n'a encore été publié que le premier volume des *Diplômes* par de Bréquigny, et deux volumes des *Lettres* (*Lettres d'Innocent III*), par Laporte du Theil. Il appartenait à l'Académie des Inscriptions de revendiquer encore cette belle partie de l'héritage de l'érudition historique du XVIII<sup>e</sup> siècle. (J. D.)

dès à présent en commencer l'impression si les fonds nécessaires à l'exécution de cette entreprise si importante étoient assurés. Cette partie de la collection doit s'ouvrir par l'histoire de *Guillaume de Tyr*, c'est-à-dire, tant par le texte latin de cet écrivain que par l'ancienne traduction françoise. M. Guérard s'est chargé de la révision du texte latin, de la collation de l'édition de Bongars avec trois manuscrits de la Bibliothèque royale, et de la rédaction des notes. Le travail est achevé pour les dix premiers livres, et il a été déposé par M. Guérard entre mes mains. M. Beugnot, de son côté, a préparé la copie de la traduction françoise pour ces mêmes livres, et la portion du premier volume de la collection, qu'on pourroit livrer dès à présent à l'impression, fourniroit environ 500 pages.

L'Académie voudra bien se rappeler que le tome XVIII de l'*Histoire littéraire de France* doit continuer cette histoire jusqu'à l'année 1256. Cette limite est pourtant dépassée par rapport à Vincent de Beauvais, qui a vécu jusqu'en 1264; mais l'époque à laquelle son grand ouvrage étoit publié rentre dans les limites chronologiques adoptées pour ce volume. Nous avons annoncé que ce volume seroit de 800 pages environ; il en aura, en y comprenant les préliminaires et les tables, près de 900. Il ne reste à imprimer que sept feuilles et la table, dont la copie va être remise, si même elle ne l'est déjà, entre les mains du compositeur. Les notices sur les troubadours et les trouvères, placées à la fin du volume, occupent environ 280 pages. Ce volume paroîtra indubitablement dans le cours du semestre où nous entrons. Déjà une trentaine d'articles destinés au tome XIX sont rédigés; entre ces articles se trouvent ceux de Hugues de Saint-Cler, Étienne Boylesve, Robert Sorbon, Urbain IV, Pierre d'Espagne (Jean XXI), etc.

La *commission d'Alger* a soumis à l'Académie la première partie de son travail, rédigée par M. Dureau de la Malle; le ministre de la guerre l'a fait imprimer; je ne doute point qu'elle ne soit rendue publique. Je dois ajouter que, sur ma demande, le ministre a ordonné que toutes les feuilles me fussent soumises, et fussent approuvées par moi avant le tirage. Ce travail appartenant à l'Académie, j'ai cru de mon devoir de lui imprimer, par cette mesure, le caractère des travaux auxquels elle attache son nom.

Comme l'Académie doit entendre dans peu le rapport

annuel de la *commission des antiquités de la France*, j'aurais cru abuser de son temps si je lui eusse offert en peu de lignes un compte qui va lui être rendu avec les détails convenables, et d'une manière qui ne lui laissera rien à désirer. Elle sait d'ailleurs qu'il n'y a presque point de séance où des travaux d'une importance plus ou moins grande ne soient par elle renvoyés à cette commission.

Il me resteroit à parler de la *commission des inscriptions et médailles*; mais je n'ai rien à en dire, le gouvernement n'ayant réclamé de l'Académie, durant ce semestre, la composition d'aucune inscription ni d'aucune médaille.

Je ne terminerai point ce rapport sans dire un mot de l'impression des *Mémoires*, qui m'est spécialement confiée. Le tome XI devant être consacré, conformément à l'usage de l'ancienne Académie des Inscriptions, à la table des matières des dix premiers volumes, la livraison à laquelle je travaille comprendra les tomes XII et XIII. En exécution du dernier arrêté pris par l'Académie, cette livraison devra être publiée par demi-volume, et par conséquent divisée en quatre parties. De ces quatre parties, la première, qui comprendra l'*Histoire* et les *Eloges*, ne paroîtra qu'après les trois autres. La partie qui est actuellement sous presse aura environ 400 pages; il y a en ce moment quarante-et-une feuilles ou 328 pages imprimées. Tous les mémoires dont elle se compose sont antérieurs à 1830; ils appartiennent donc aux années qui avoient dû fournir la matière des tomes IX et X; mais M. Dacier avoit négligé de les réclamer de leurs auteurs, ou leurs auteurs avoient oublié de les lui remettre. Je pense que l'Académie approuvera le soin que j'ai cru devoir prendre de restituer à son recueil ces mémoires, dont plusieurs sont dus à feu M. Saint-Martin. J'espère que cette partie sera publiée d'ici au 1<sup>er</sup> octobre prochain. J'ajoute qu'on travaille en ce moment, et depuis plusieurs mois, à la table des matières des dix premiers volumes. Ce travail est confié à une personne qui s'en acquittera, j'ai tout lieu de l'espérer, à la satisfaction de l'Académie.

SILVESTRE DE SACY.

---

## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 7 SEPTEMBRE 1835.

#### *Ouvrages offerts à la Société.*

De la part de M. GACHARD, archiviste général du royaume de Belgique, les Notices et ouvrages suivants, dont il est l'auteur :

1°. *Rapport à M. le Ministre de l'intérieur sur la publication des inventaires des Archives du royaume.* In-8°, 31 p. Bruxelles, 1835.

2°. *Mémoire sur les Bollandistes et leurs travaux*, par le même. In-8°, 50 p. Gand, 1835.

3°. *Analectes belgiques*, ou Recueil de pièces inédites, mémoires, notices, faits et anecdotes concernant l'histoire des Pays-Bas; recueillis par M. Gachard. 1<sup>er</sup> vol. in-8°, 492 pag., et plusieurs *fac-simile*. Bruxelles, 1830. (Tous les documents originaux inédits du premier volume de cet important recueil sont en françois; le plus grand nombre se rapporte au xvi<sup>e</sup> siècle.)

4°. *Lettre sur la Collection des Manuscrits du cardinal de Granvelle*, conservée à la bibliothèque de Besançon, par le même. In-8°, 13 p. Bruxelles.

De la part de M. le docteur Le Glay, archiviste du département du Nord :

5°. *Notice sur les Archives de la Chambre des Comptes de Lille.* In-8°, 30 p. Lille; 1835.



De la part de M. Spencer Smith, vice-président de la Société des Antiquaires de Normandie, etc. :

6°. *Souvenirs de l'assemblée générale tenue par la Société Linnéenne de Normandie à Bayeux, le 4 juin 1835.* In-8°, 36 p. Caen, 1835.

7°. *Éloge de Samuel Bochart*, par M. Ed. Herbert Smith. In-8°, 63 p. Caen, 1833.

De la part de l'auteur :

8°. *Recueil de Pièces académiques*, extraites du précis analytique des travaux de l'Académie de Rouen, pendant l'année 1834, par M. Em. Gaillard, secrétaire perpétuel de cette Académie. In-8°, 34 p. Rouen, 1835.

De la part de l'auteur :

9°. *Mémoire sur le Balnéaire de Lillebonne*, par M. Gaillard de Folleville. Extrait des Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie. In-8°, 51 p., 5 pl. in-4°. Caen, 1835.

10°. De la part de M. de La Fontenelle, la 10<sup>e</sup> livr., août 1835, de la *Revue anglo-française*. (In-8°, Poitiers, 1835.)

Ce numéro, d'un recueil instructif et consciencieusement rédigé, contient les articles historiques suivants : sur la Bataille d'Azincourt (1415), par M. Labitte ; — Fouilles du champ de bataille d'Azincourt, par M. Pigault de Beaupré ; — Tentative infructueuse du roi d'Angleterre pour recouvrer La Rochelle, en 1226, par M. Massiou ; — Construction des levées de la Loire, par Henri II, roi d'Angleterre (article de M. J.-F. Bodin, de Saumur) ; et Notice sur le tombeau de Jean Chandos, près Lussac (Vienne), par M. Allou.

#### *Communications verbales.*

M. Duchesne, au nom des Comités réunis d'impression et des fonds, fait un rapport sur la proposition de M. Lenormant, relative à la publication d'un *Traité de Numismatique française*, sous les auspices de la So-

ciété, et aux frais des éditeurs du *Trésor de Glyptique*. M. Lenormant, dans la séance précédente, avoit demandé que la Société souscrivît à un certain nombre d'exemplaires de ce *Traité*. Les Comités, agréant sa demande, ont proposé des conditions qui n'ont pu être acceptées par les éditeurs du *Trésor de Glyptique*, auxquels M. Lenormant en a fait part. En conséquence la proposition de M. Lenormant n'aura pas de suites; et celui-ci demeure libre de l'engagement qu'il avoit pris antérieurement avec la Société de publier, sous ses auspices, la portion de ce traité de Numismatique concernant les rois de la première race.

— Sur la proposition qui en est faite par le secrétaire, et qui est appuyée par plusieurs membres, le Conseil décide qu'à l'avenir une partie des séances du Conseil pourra être consacrée à la lecture de Mémoires littéraires relatifs à l'objet des travaux de la Société.

Les lectures auront lieu à tour d'inscription; des séances supplémentaires pourront être indiquées, s'il en est besoin.

— Il est donné lecture d'une notice de M. Thomassy, élève de l'École des chartes, sur un manuscrit des statuts et réglemens de la ville de Montpellier (le petit *Thalamus*).

Cette notice sera insérée dans le Bulletin, conjointement à un travail récent de M. J. Renouvier sur d'autres manuscrits du même ouvrage qui existent à Montpellier.

— Il est décidé, qu'à raison des vacances, il n'y aura pas de réunion du Conseil en octobre.

---

## SECTION III.

## NOTICES HISTORIQUES.

*Notice sur PIERRE VAN DIEVE, historien belge du  
xvi<sup>e</sup> siècle.*

PIERRE VAN DIEVE, ou Divæus, vit le jour à Louvain, en 1536. Son père descendoit des anciens seigneurs du village dont il portoit le nom, et qui dépendoit de la baronnie de Rotselaer. Sa mère, Marie Heyme, appartenoit, comme lui, à une de ces sept familles ou *lignages* de Louvain, qui jouissoient des honneurs du patriciat, transmissibles par alliance à tous les degrés, et dans lesquelles il falloit de toute nécessité être inscrit pour arriver aux magistratures municipales. Il est assez remarquable que Bruxelles ait eu aussi sept familles patriciennes, et que Anvers ait affiché la même prétention, quoique dans cette ville ces familles ne pussent réclamer aucun privilège. Les sept principales maisons du Gévaudan prétendoient à une origine fabuleuse. Ausbourg étoit fière également de ses sept familles, et l'on pourroit citer d'autres exemples de cette coutume, sur laquelle on trouve des éclaircissements dans l'*Histoire romaine* de Niebuhr, et dans celle des villes de Hulmann.

Les Van Dieve portoient d'argent à deux fleurs de lis au pied posé de sable, une sur le deuxième quartier en chef, et l'autre en pointe au franc quartier de gueules.

Divæus étudioit avec ardeur les humanités à l'Université de Louvain, lorsqu'il en fut arraché, au commencement de sa carrière littéraire, et à peine sorti de l'adolescence, pour se livrer à des occupations presque mécaniques. Il ne fut cependant pas perdu pour les lettres, car en effet, ayant eu le malheur de perdre son père en 1560, il fut choisi pour greffier<sup>1</sup> l'année suivante par le magistrat, qui lui assigna un traitement de 60 florins. Cette somme, aujourd'hui si modique, fut successivement augmentée jusqu'à 150

<sup>1</sup> En flamand *clerck van den register*.

florins, après qu'en 1565 il eut été chargé de rechercher et de mettre en ordre les privilèges de la ville.

Ce travail le mit à même d'acquérir des connoissances historiques précieuses. Il avoit d'ailleurs, par une application constante, suppléé à ce qui avoit manqué à son éducation, et son activité personnelle s'étoit trouvée puissamment stimulée par le mouvement général des esprits à une époque où la Belgique déployoit les plus grandes ressources politiques et intellectuelles, sans prévoir que, sous un gouvernement qui s'efforceroit systématiquement d'affadir et d'énervier le caractère national, elle achèteroit bientôt sa tranquillité au prix de sa grandeur et de sa force.

Cependant la pacification de Gand, conclue en 1576, l'engagea à se démettre de ses fonctions, dans lesquelles il fut remplacé par Michel Van der Heyden. Les troubles civils ayant fait des progrès, il embrassa le parti des États, il mena quelque temps une vie errante. En 1580, il étoit conseiller de guerre au gouvernement des États assemblés à Anvers, et c'est en cette qualité qu'en cette année il eut commission de s'entendre avec des députés de Malines, sur la demande des aides et subsides. Ce fut encore cette même année que Malines ayant été prise par les Anglais et les confédérés, Divæus en fut créé *pensionnaire* ou syndic. Mais il n'occupa que peu de temps ce poste honorable; frappé en 1581 d'une maladie mortelle, il eut à peine le temps, le 1<sup>er</sup> novembre, de dicter un testament approuvé par sa femme Marie Van den Eynde, et il expira immédiatement après, sans avoir achevé sa 46<sup>e</sup> année. Il fut enterré dans l'église de Saint-Rombaud.

De la femme que nous venons de nommer il avoit eu sept enfans, cinq filles décédées avant leur père et deux fils qui lui survécurent : Corneille Van Dieve, écuyer, seigneur de Tendale, mort en 1632, fut enterré en l'église de Saint-Jacques, à Louvain, dans la chapelle de Saint-Hubert, où se voit le beau tableau de Crayer, représentant ce saint<sup>1</sup>; François Van Dieve, né à Louvain en septembre 1568, entra à l'âge de treize ans parmi les chanoines réguliers de Saint-

<sup>1</sup> Corneille Van Dieve épousa Catherine Van den Zande; il en eut Gérard-Aloys, seigneur de Tendale. Celui-ci épousa Anne Appelmanns, et fut père de Guillaume-Antoine, dont il sera question tout à l'heure. Guillaume-Antoine mourut le 22 juillet 1754, et son frère aîné, Grégoire-Laurent, le 20 novembre 1729.



Martin, ermite sous-prieur de cette maison; directeur du couvent de Béthanie à Malines, il mourut en 1612, ayant dirigé ces religieuses pendant deux années.

Divæus, qui fait partout preuve d'un esprit éclairé, obtint l'estime de plusieurs hommes distingués de son temps, entre autres de Juste-Lipse, qui avoue lui avoir plus d'une obligation. Dans une lettre à Pierre Pithou, il rapporte des corrections de ce littérateur aux panégyriques anciens publiés par Beatus Rhenanus. Dans une autre lettre à Philippe de Launoy, il cite une de ses conjectures sur un texte de Tite-Live. C'est à Divæus qu'il adresse plusieurs de ses *questions épistolaires* qui ont rapport à la littérature ancienne; enfin, dans son ouvrage sur Louvain, il déclare avoir profité de ses écrits. Haræus invoque pareillement son autorité. Tous ces écrits, d'un style clair et sans prétention, et rédigés avec beaucoup d'exactitude et de critique, n'ont paru, excepté un seul, qu'après sa mort.

I. *Rerum Brabanticarum libri*, publiés en 1610, avec quelques changements par Aubert Le Mire (Anvers, Henri Verdussen, in-4°), mais prêts à être imprimés dès 1562, ainsi que Divæus l'atteste lui-même, ajoutant qu'il avoit consacré beaucoup d'années à ce travail, sans épargner ni peine ni dépense pour tirer des archives des villes et des monastères les matériaux qui lui étoient nécessaires. M. de Nelis, en son *Prodromus rerum Belgicarum*, lui a rendu pleine justice. « Pendant (dit-il en latin) que Meyer écrivoit l'histoire de la Flandre, celle du Brabant commençoit également à sortir du désordre où elle étoit, par les soins et les recherches de P. Van Dieve, homme doué d'un savoir profond et de toutes les qualités d'un esprit cultivé. Mais ni Van Dieve lui-même, ni le siècle où il a vécu, n'ont pu jouir de la gloire de ses travaux, puisqu'une petite partie n'en fut livrée à l'impression que plus de quarante ans après. Une autre ne l'a été que de nos jours. Le reste est probablement perdu à jamais. »

La première partie du catalogue de J.-B. Verdussen (1776), pag. 222, n° 14, porte cet article : *Petri Divæi antiquitates Brabantiae accedit ejusdem historia Brabantiae MSS.* « Opus hoc anno 1503 (c'est une faute d'impression, lisez 1562) a Petro Divæo compositum, multum differt ab editione Miræi : additæ sunt et huic codici MSS. variæ Cas-

« paris Gevartii notæ. » Un rapport du savant Desroches à l'académie de Bruxelles, sur la bibliothèque de Verdussen, confirme le contenu de cette note.

II. *De Galliæ Belgicæ antiquitatibus liber I, statum ejus, quem sub Romanorum imperio habuit, complectens.* Cet ouvrage, dédié à Charles-Philippe de Croy d'Havré, est le seul qui ait vu le jour du vivant de l'auteur. Il parut chez Plantin en 1565, *ib.* 1584, in-8°. Il a été inséré dans le *Germania antiqua illustrata*, I, 668; dans le *Schardius redivivus* (Giessæ, 1678) I, 354, ainsi qu'au tome I<sup>er</sup> du *Schardius* de Francfort, 1556, in-fol., et avec la description de la Germanie inférieure de B. Pirkheimer, Anv., 1585, in-8°, etc. Ce premier livre étoit suivi d'un second qui n'a point été imprimé, et qui présentoit l'état de la Belgique sous les Francs. Miræus (*Dipl. belg.*, lib. 1, cap. xix, note 5), F. Sweertius (Athènes Belgique), Pierre Scriverius (epist. ad Isacium, 12 nov. 1609, in A. Matthæi Analect. II, 387) en ont eu connoissance. Paquot avoit fait tous ses efforts pour le retrouver, mais il ne put en venir à bout. Sanderus, d'après Miræus, le cite comme étant dans la bibliothèque publique d'Anvers en 1609, et c'est sur son témoignage qu'en parle la Bibliothèque historique de la France, n° 39282.

III. Peu après, Divæus composa *Rerum Lovaniensium lib. IV*, publiés pour la première fois par Paquot dans un recueil in-fol. intitulé : *Petri Divæi opera varia*, Lov., 1757, fig., et où le traité précédent se trouve réimprimé. Paquot se servit de deux manuscrits dont l'un provenoit de Divæus lui-même, et que Paquot compléta autant qu'il put, principalement en mettant à contribution un manuscrit de Guillaume Boone, qui fut aussi greffier de Louvain. Il se plaint de n'avoir pu faire davantage, faute de loisir, et parce que les archives de la ville n'étoient pas d'un assez facile accès pour lui, quoiqu'il fût professeur de l'Université. Les *Res Lovanienses* sont en manuscrit à la bibliothèque de Bourgogne à Bruxelles, nos 4483, 7395.

Le catalogue de cette bibliothèque marque de plus sous le n° 4501 : *Divæi catalogus Scabinorum Lovaniensium ab anno 1187*. Paquot n'a pas négligé ces renseignements domestiques.

IV. *Annalium Lovaniensium lib. VIII*, publiés par Pa-

quot dans le recueil mentionné plus haut. d'après deux manuscrits : l'un copié par Guillaume-Antoine Van Dieve, petit-fils de l'auteur et secrétaire de la ville de Louvain, sur l'exemplaire de l'abbaye d'Everbode; l'autre, communiqué par Verdussen. Paquot y a ajouté un supplément contenant des *Fasti consulares* jusqu'à l'année 1756 inclusivement.

Il y avoit en outre dans la bibliothèque de Verdussen une traduction flamande de ces Annales, avec des corrections par Guillaume-Antoine Divæus. Ce MS. autographe a passé dans la bibliothèque de l'Université de Louvain, qui vient d'être supprimée par le gouvernement, pour faire place à un établissement particulier dirigé par le clergé.

Ces annales vont de 240 à 1507. Au commencement, l'auteur exprime une opinion qui ne peut manquer d'être adoptée avec empressement par ceux de nos antiquaires qui aiment à découvrir dans nos romans du moyen âge et dans nos fabuleuses chroniques un écho affaibli ou altéré des chants des bardes, un rellet plus ou moins fidèle des monuments primitifs de notre histoire. « Porro, dit-il, quam ea quæ *Guisianus*, *Mariusque* de origine omnium « Belgarum, et *Castregatensis* de initiis Brabantinorum « scripsere, ejusdem modi sint, ut non omni ex parte fidem « mereantur, quod à Romanorum historiis nimium dissen- « tiant : tamen non nihil antiquitati et rei a majoribus con- « stanter traditæ tribuendum est. Exstant enim passim chro- « nica manuscripta, nosque unum alterumve vidimus ante « trecentes, ut apparebat, annos conscriptum (ex quibus « suprâ nominatos scriptores sua desumpsisse verosimile est) « quæ Tungrorum ac Belgarum antiquitates rhythmis verna- « culis complectebantur..... Romanorum sane non omnes « exstant scriptores qui de nobis scripsere : qui exstant, multa « odio externarum gentium suppressere? Germanis gallisque « in usu non fuit sua scripto mandare, aut si fuit, Hunnorum « aut Normannorum depopulationes omnia monumenta per- « diderunt. Quid mirum pauca atque ea incerta, ad nos per- « venisse? »

C'est pour fixer les doutes à cet égard qu'au sein de l'académie de Bruxelles, nous avons mis au concours un mémoire sur les ressources dont peuvent être les écrivains du moyen âge pour l'histoire de la Belgique, avant et sous les Romains. Il nous semble que M. Schayes a résolu cette question d'une manière satisfaisante.

Les ouvrages suivants de Divæus sont perdus ou ignorés du public :

V. *De Henrici Lucemburgi imperatoris rebus gestis*. Divæus parle de cet ouvrage à la fin du livre VII de ses Annales du Brabant.

VI *De ducibus Brabantiae*. Mention dans le même ouvrage, lib. I, c. 3.

VII. *De Godefrido-Barbato ejusque posteris*. Mention au même chapitre.

VIII. *Rerum Germanicarum commentarii*. Ibid. lib. II, à la fin.

IX. *Liber de legibus Brabantiae*. Ibid. lib. X, à la fin.

Gérard-Dominique de Azevedo-Coutinho-y-Bernal, chanoine de l'église collégiale de Notre-Dame Outre-Dyle, à Malines ( nous en parlerons plus tard dans le Bulletin), est auteur d'un ouvrage inédit que Paquot a consulté, et qui a pour titre : *Elogium sive synopsis vitæ Petri Divæi, historici in Belgio celeberrimi : accedit narratio brevis de ejusdem posteris*. Ce manuscrit se trouve actuellement dans le cabinet du respectable archiviste de Malines, M. Gyseleers-Thys.

( Voy. les préliminaires de *P. Divæi opera varia*; — Pont. Heuterus *De veterum ac sui sæculi Belgio*, lib. 1, c. 9; — Abr. Ortelius, ad finem sui *Itinerarii*; — Justi Lipsii *Opera*, 1, 154, 176, 207, 217, III, 753, 755, 772; — Franc. Swertii *Athenæ Belg.*; — Valerius Andreas et Foppens, *Bibl. Belg.*; — Aubert Le Mire dans l'épître dédicatoire à l'archiduc Albert, au-devant des Annales du Brabant de Divæus; — Sanderus, *Bibl. Belg. MS*, 1, 251; — *Septem tribus patriciæ Lov.* 1754, in-12, pp. 23, 40, 67, 68, 131, 155; — *Bibl. hist. de la France*, 39221, 39281, 39282; suppl. 15396, 39491; — *Biogr. univ.*, XI, 426.)

Le baron DE REIFFENBERG,  
Correspondant de l'Institut ( Académie  
des Inscriptions et Belles-Lettres ).

---



## SECTION IV.

## MÉLANGES.

*Séance publique de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, du vendredi 14 août 1835, présidée par M. Daunou, président.*

LE programme de cette séance annonçoit, après le jugement des concours et l'annonce des sujets de prix proposés pour 1836 et 1837, que nous indiquons ci-après, la lecture des rapports et mémoires suivants :

Rapport fait à l'Académie, dans sa séance du 24 juillet dernier, sur les Mémoires relatifs aux antiquités nationales, dont les auteurs ont obtenu les médailles d'or ou des mentions honorables; par M. le comte AL. DE LABORDE;

Notice historique sur la vie et les ouvrages de M. DE CHÉZY, par M. DE SACY, secrétaire perpétuel;

Recherches sur les invasions des Sarrasins en France, pendant les VIII<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles de notre ère, par M. REINAUD;

Mémoire sur les annales des pontifes, par M. VICTOR LECLERC;

Mémoire sur les principales causes de la popularité du clergé en France, sous la première et la seconde race, par M. GUÉRARD;

Mémoire sur Libanius, considéré comme défenseur du paganisme, par M. le comte ARTHUR BEUGNOT.

Le temps n'a pas permis d'entendre la lecture de ces deux derniers Mémoires. Nous reproduisons ci-après le rapport sur les antiquités nationales; les trois Mémoires qui ont été lus devant être imprimés, le Bulletin en présentera une analyse détaillée.

*Jugement des concours.*

L'Académie avoit proposé pour sujet d'un prix qu'elle devoit adjuger dans sa séance publique de 1835, de *recher-*

cher, au moyen des faits tirés de l'examen de l'architecture, des monuments sculptés ou peints, des inscriptions et des vases, particulièrement des vases noirs avec bas-reliefs, quels sont les éléments dont s'est formée la nation étrusque; ce qui est indigène dans l'art étrusque, et ce qu'il a pu emprunter à l'Egypte, à la Lydie et à la Grèce.

Un seul Mémoire a été adressé à l'Académie; et malgré le mérite très distingué qu'elle se plaît à reconnoître dans ce travail, il ne lui a point encore paru entièrement satisfaisant. En conséquence, elle a cru devoir laisser ce concours ouvert et le proroger jusqu'en 1836.

L'Académie devoit pareillement adjuger dans cette séance un autre prix sur la question suivante : *Quel fut, depuis le deuxième siècle avant notre ère jusqu'à l'établissement de l'Empire de Constantinople, l'état politique des cités grecques établies sur les bords du Pont-Euxin et de la Propontide?*

Elle a reçu quatre Mémoires qui tous laissent plus ou moins à désirer, mais parmi lesquels elle a distingué, 1°. le Mémoire mis sous le n° 1, ayant pour devise : *Mæotidos lateri lævo Chersonesus est propinqua*, etc.; 2°. le Mémoire n° 3, ayant pour devise : *Ἐπολιτεύετο ἕκαστος κατὰ τὰς ἐπιθυμίας*; 3°. celui qui porte le n° 4, et dont la devise est : *Ἀγαθὴ δ' ἔρις ἢ δὲ βροτοῖσιν*. Elle a pensé qu'un nouveau délai donneroit aux auteurs qui ont traité ce sujet, le moyen d'améliorer et de compléter leur travail, et, par ce motif, elle a prorogé le concours jusqu'en 1836.

#### *Sujet de prix proposé pour 1837.*

L'Académie propose pour sujet d'un prix qu'elle décernera dans sa séance publique de 1837, la question suivante : *Déterminer quels ont été, à partir du règne de l'empereur Constantin jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, les caractères et les vicissitudes du droit de propriété foncière dans toutes les régions qui ont fait partie de l'empire romain en Europe.*<sup>1</sup>

L'Académie ne désire point un ouvrage de simple jurisprudence, dans lequel on se borneroit à réunir, à expliquer ou à concilier des textes de lois et des opinions de jurisconsultes. Elle demande des recherches historiques, et d'érudition positive.

<sup>1</sup> La classe d'histoire de l'Académie royale de Berlin a proposé, pour 1835, un sujet de prix à peu près analogue. (J. D.)

On indiquera avec précision le caractère que les lois romaines avoient attribué aux diverses espèces de propriété foncière, et l'influence que la différence entre ces propriétés pouvoit avoir sur la manière d'acquérir, de conserver et de transmettre; puis les modifications que cet état de choses subit successivement, jusqu'au moment où les conquêtes des peuples barbares devinrent la cause ou l'occasion de l'établissement de la féodalité.

On devra déterminer l'influence que ce nouveau système a eue sur l'ancien état de la propriété, et faire connoître comment, réciproquement, les souvenirs et les traces de la législation antérieure ont modifié les principes fondamentaux du régime féodal; on exposera les causes diverses qui ont assujéti les propriétés foncières à ce régime; celles qui se sont opposées à ce qu'il ait eu partout la même extension et les mêmes effets: les règles introduites par ce régime, sur la capacité pour vendre, acquérir et conserver des biens-fonds; les conditions de ces acquisitions et jouissances.

Enfin, on recherchera et on essaiera de signaler les causes qui, en minant peu à peu le régime féodal, ont préparé l'établissement du système moderne de propriété civile.

*Sujets de prix antérieurement proposés pour 1836.*

L'Académie rappelle qu'elle a précédemment proposé pour sujets de trois prix, qu'elle adjugera dans sa séance publique de 1836, les questions suivantes: 1°. *Tracer l'histoire de l'établissement des Vandales en Afrique et de leur administration, depuis Genséric jusqu'à la destruction de leur empire par Bélisaire; s'efforcer de montrer quel fut l'état de l'Afrique romaine sous leur domination, et jusqu'où s'étendoit leur pouvoir ou leur influence dans l'intérieur de ce continent; rechercher quel fut l'idiome dont ils faisoient habituellement usage, et quels rapports s'établirent entre le peuple conquérant et les indigènes; enfin, essayer de déterminer quels vestiges de leur langue et de leurs coutumes les Vandales ont laissés en Afrique jusqu'à l'invasion des Arabes.*

2°. *Rechercher quelles furent les impositions publiques dans la Gaule, depuis l'origine de la monarchie des Francs jus-*

*qu'à la mort de Louis-le-Débonnaire; comment elles furent établies et perçues, et quelles personnes y étoient soumises.*

*3°. Tracer l'histoire des différentes incursions faites par les Arabes d'Asie et d'Afrique, tant sur le continent de l'Italie que dans les îles qui en dépendent, et celle des établissements qu'ils y ont formés, et rechercher quelle a été l'influence de ces événements sur l'état de ces contrées et de leurs habitants.*

#### *Conditions des concours.*

Pour chacun des sujets mis aux concours pour 1836 et 1837, le prix sera une médaille d'or de 1,500 francs.

Les ouvrages envoyés aux concours devront être écrits en françois ou en latin, et ne seront reçus que jusqu'au 1<sup>er</sup> avril de l'année où le prix devra être décerné : ce terme est de rigueur.

Les Mémoires envoyés aux concours devront être adressés, francs de port, au secrétariat de l'Académie, avant le terme prescrit, et chaque Mémoire devra porter ostensiblement une épigraphe ou devise, qui sera répétée dans un billet cacheté joint au Mémoire, et contenant le nom de l'auteur.

Les concurrents sont prévenus que l'Académie ne rendra aucun des ouvrages qui auront été envoyés aux divers concours; mais les auteurs auront la liberté d'en faire prendre des copies, au secrétariat de l'Institut, s'ils en ont besoin.

#### *Prix de numismatique, fondé par M. ALLIER DE HAUTEROCHE.*

Feu M. Allier de Hauteroche a légué une rente de 400 fr. sur l'État, pour la fondation d'un prix annuel en faveur de celui qui, au jugement de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, aura publié, dans le cours de l'année, le meilleur ouvrage de *Numismatique*; l'acceptation de ce legs a été autorisée par une ordonnance royale de mars 1828.

Ce prix n'ayant point été décerné pendant plusieurs années, l'Académie a annoncé que le prix de Numismatique qu'elle adjugeroit en 1835 seroit de 1,000 francs, et pourroit être, s'il y avoit lieu, partagé entre plusieurs ouvrages. Un seul ouvrage a été adressé à l'Académie pour ce concours. C'est celui qui a pour auteur M. le marquis de La-



goy, et pour titre : *Description de quelques médailles inédites de Massilia, de Glanum, des Cœnicenses et des Auscii*. L'Académie lui a décerné le prix de 1,000 francs.

Elle annonce que, dans la séance publique de 1836, un prix de 400 francs sera décerné à l'auteur du meilleur ouvrage de Numismatique qui aura été publié dans le cours de l'année 1835. Les ouvrages publiés par les membres de l'Académie sont seuls exclus de ce concours. Les auteurs des ouvrages qui seroient de nature à être admis à ce concours, sont invités à les faire parvenir au secrétariat de l'Institut, avant le 1<sup>er</sup> avril 1836 : ce terme est de rigueur.

*Délivrance des brevets d'ARCHIVISTES-PALÉOGRAPHES, aux élèves de l'Ecole des Chartes.*

En exécution de l'ordonnance royale du 11 novembre 1829, les élèves-pensionnaires du cours de diplomatique et de Paléographie, qui avoient complété les deux années d'études à la fin de 1834, ont subi les examens prescrits, devant la Commission composée, aux termes de la même ordonnance, de trois membres de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de trois conservateurs de la Bibliothèque du Roi, et du directeur des Archives du royaume.

Six de ces élèves-pensionnaires ont été jugés dignes d'obtenir le brevet d'*Archiviste-Paléographe*, et de jouir des avantages attachés à ce titre, conformément à l'ordonnance sus-datée. Les brevets leur ont été délivrés par M. le Ministre de l'instruction publique, lequel, dans le but d'encourager de plus en plus l'étude des anciens monuments de notre histoire et de notre littérature, a décidé que les noms des élèves qui auront obtenu ces brevets, seront proclamés dans la séance publique annuelle de l'Académie.

En conséquence, l'Académie fait connoître publiquement aujourd'hui les noms des six élèves de l'École des Chartes, qui ont obtenu le titre d'Archiviste-Paléographe depuis 1833.

*Nominations de 1834.*

MM. FALLOT (Joseph-Frédéric-Gustave).

RÉDET (Xavier-Louis).

DOUET D'ARCQ (Louis-Claude).

DAVID (Louis-Charles).

*Nominations de 1835.*

MM. THOMASSY (Marie-Joseph-Raymond).

HUGOT (Louis-Philippe-Henri).

## ANTIQUITÉS DE LA FRANCE.

*Rapport fait à l'Académie des Inscriptions par sa Commission des Antiquités de la France sur les Mémoires envoyés au Concours pour les trois médailles d'or accordées en prix par M. le Ministre de l'Instruction publique, aux trois auteurs qui, au jugement de l'Académie, auroient composé les meilleurs Mémoires sur nos Antiquités, depuis le 25 juillet 1834, jusqu'au 25 juillet 1835.*<sup>1</sup>

MESSIEURS, s'il est des hommes doués d'une imagination vive, d'une ame ardente, qui les portent à saisir à l'instant l'ensemble d'un sujet, à le parer de toutes les couleurs qui peuvent l'animer, il en est d'autres dont les travaux plus modestes, mais non moins utiles, plus restreints, mais plus approfondis, se bornent à préparer à l'histoire les éléments, les matériaux dont elle se compose. Grace aux recherches de ces hommes laborieux, les monuments se découvrent et se conservent, les chartes s'expliquent et se classent, la géographie sort vivante du tombeau de tous les âges, et les faits historiques, dégagés des erreurs par la méditation, des doutes par la critique, se présentent avec ordre et clarté, pour épargner un jour à l'homme de génie qui voudra les mettre en œuvre, des recherches qui auroient absorbé son temps, épuisé ses forces, éteint peut-être son imagination.

C'est le résumé de ces utiles travaux, Messieurs, que nous avons chaque année la satisfaction de placer sous vos yeux, et les Mémoires qui nous sont parvenus pendant l'année

<sup>1</sup> L'Académie a décidé que, à l'avenir, la Commission des Antiquités nationales ne comprendra dans son rapport annuel que les ouvrages ou mémoires qui seront parvenus à l'Académie avant le 1<sup>er</sup> juin.

qui vient de s'écouler, ne sont point inférieurs à ceux qui les avoient précédés. Nous placerons au premier rang une histoire fort étendue de la Sologne Blaisoise, c'est-à-dire de tout le pays compris du nord au sud entre le Cher et la Loire, par M. de la Saussaye.

Son travail, qui contient 256 pages de texte, accompagné de 26 grands dessins, commence par un tableau des voies romaines qui traversent la Sologne, dans la direction d'Orléans à Chartres et de Chartres à Bourges.

Vient après, l'examen des lieux où se trouvent le plus d'objets d'antiquité, tels que les communes de Soing, sur la voie romaine de Chartres à Bourges, et celle de Bièvres, sur la route de Tours à Bourges. La commune de Soing étoit depuis long-temps connue par de nombreux fragments d'antiquité; la description nouvelle de M. de la Saussaye forme une véritable monographie complète de ce lieu. Il en est de même de Bièvres, où la découverte d'un cimetière antique, en 1825, avoit éveillé l'attention des antiquaires, et fourni déjà à M. Jollois la matière d'un mémoire intéressant. Le travail de M. de la Saussaye est beaucoup plus considérable; non seulement il présente les plans du lieu, et la description de tous les objets qu'on y a trouvés, mais l'auteur a de plus entrepris à ses frais des fouilles, et fait l'acquisition de terrains considérables, où il espère étendre avec succès ses recherches. L'Académie a jugé devoir accorder à M. de la Saussaye la première des médailles d'or qu'elle décerne annuellement.

La seconde lui paroît avoir été méritée par des travaux d'un autre genre, moins brillants peut-être, mais d'un intérêt plus général. Il s'agit de l'ouvrage de M. Léchaudé d'Anisy, intitulé : *Extraits des chartes et autres actes normands, ou anglo-normands, qui se trouvent dans les archives du Calvados*. M. Léchaudé d'Anisy a dépouillé plus de 10,000 pièces concernant seulement les établissements religieux; il en a dressé l'inventaire, les a rangées sous trente titres différents, correspondant aux églises, abbayes et prieurés auxquels les chartes appartiennent. Cet inventaire forme deux volumes in-8°, que la Société des antiquaires de Normandie, si distinguée par ses lumières et son zèle, a fait imprimer à ses frais, et insérer dans ses Mémoires. A cet inventaire se trouvent joints un traité de la diplomatique normande, d'après les chartes mêmes, et

un atlas de 500 emblèmes de sceaux; recueil aussi important pour les familles de cette province, que pour l'histoire en général.

La troisième médaille nous a paru devoir être décernée à un Mémoire manuscrit considérable de M. Dusevel, sur le département de la Somme. Cet ouvrage n'est pas seulement une dissertation sur des antiquités découvertes ou conservées dans quelques localités, mais une revue très détaillée, et cependant renfermée dans de justes bornes, de toutes les antiquités romaines et du moyen âge de ce département, jointe à un examen critique de chartes, diplômes, coutumes, qui s'y rattachent. Dans ces recherches anecdotiques et cet amas de servitudes de tous genres des temps féodaux, on est surpris de rencontrer une fondation conçue dans un esprit entièrement opposé au caractère des autres. Elle est due à une femme respectable, Isabeau d'Ailly, qui possédait sous le règne de Louis XI, le fief de Mailly dans l'arrondissement de Doullens : elle stipule que le fermier le plus ancien de ses terres paiera sa redevance entre ses mains chaque année, *sans se découvrir*, et qu'il subira une amende assez forte s'il en agit autrement; hommage perpétuel qu'elle veut ainsi rendre au travail et à la vieillesse. Le souvenir de cette femme respectable, ainsi que sa statue, ont été conservés à travers les siècles et au milieu des troubles; elle est représentée à gauche de la principale porte de l'église.

Après la distribution de ces trois médailles, nous avons eu à nous occuper des mentions honorables méritées par les autres productions; et ici, il nous auroit été difficile d'établir une distinction, une hiérarchie, entre plusieurs travaux qui nous ont paru également importants, nous nous bornerons donc à les énoncer successivement, sans prétendre établir précisément de rang parmi eux.

Des fouilles avaient été exécutées l'année dernière sur le sol de l'ancienne commune de Drévent, par M. Hasé, conservateur des monuments du Cher. Elles ont été continuées avec succès. L'intérêt que l'Académie avoit manifesté pour ces travaux, a fixé l'attention du ministre, et en conséquence un ingénieur fut préposé à ce travail, qui amena la découverte, 1<sup>o</sup> de la grande enceinte fortifiée dont M. le comte de Caylus n'avoit eu qu'une connoissance imparfaite, et qui renferme un édifice carré, que l'auteur pense être



un temple, mais que nous supposons plutôt être le prétoire d'un camp romain; 2° un vaste édifice précédé d'un atrium ou vestibule, rempli de fragments de colonnes, de statues, et dont les murs revêtus de stuc indiquent une sorte de magnificence; 3° de thermes dont le plan est entièrement découvert; 4° enfin, d'un théâtre à moitié déblayé. C'est l'exposé de ces travaux déjà faits, et de ceux qui restent à faire, qui fait l'objet du Mémoire fort intéressant de M. Hasé.

M. de Sauley, à Metz, s'est livré à un travail difficile et neuf sur les monnoies des évêques de Metz : il l'a consigné dans deux brochures accompagnées de neuf planches lithographiées, présentant la copie de trois cents monnoies, et des notices biographiques sur les évêques de Metz. Bien que l'auteur, ainsi qu'il nous l'apprend, se soit servi des manuscrits de M. Dupré de Genest, qui appartiennent à la ville de Metz, on doit avouer qu'il a produit un ouvrage important pour la numismatique et l'érudition du moyen âge.

L'infatigable M. Chaudruc de Crazannes continue ses recherches sur le département du Lot; il y a joint, cette année, l'envoi de trois Mémoires : l'un sur Aiguillon, et le siège que cette ville a soutenu en 1345; le second sur une mosaïque nouvellement découverte à Cahors; le troisième sur un édifice du moyen âge, dans la ville de Martel.

A ces trois mentions honorables nous joindrons l'exposé de plusieurs publications intéressantes qui nous ont été également adressées : telles que celle de M. Fracy, sur le département de Vaucluse; celle de M. Vergniaud-Romagnési, concernant une mosaïque trouvée près de Châteaudun, et des fragments de sculpture antique à Orléans; celle de M. Mangon de la Lande, sur le tombeau romain connu à Poitiers sous le nom de Baptistère de Saint-Jean. Ce curieux monument, qui ne dut long-temps sa conservation qu'à la destination chrétienne qu'on lui supposoit, faillit, dans nos temps de troubles, être détruit par cette même raison.

Les fouilles commencées en 1832 dans la garenne de la ville de Nérac, et encouragées par le gouvernement, se continuent avec succès; elles sont dirigées par M. Maillabau, ingénieur des ponts et chaussées, qui s'y consacre avec zèle et habileté; elles ont fait retrouver les restes d'un pa-

lais considérable et d'un établissement thermal, ou d'un Nymphée orné de mosaïques, dont quelques unes ont plus de 30 mètres de longueur. Plusieurs médailles, des fragments de chapiteaux corinthiens, des statues mutilées, ont été retirés de ces débris, et déposés à mesure dans une des salles de l'hôtel-de-ville de Nérac. Le conseil municipal montre un intérêt particulier à leur conservation. Votre commission, Messieurs, n'a pas dû confondre ces découvertes authentiques et importantes avec plusieurs inscriptions offertes plus tard, les unes à la ville de Nérac, les autres au musée de Toulouse, l'une surtout relative à l'entrée triomphale de Tétricus à Bordeaux, et aux divers événements de son règne, qui ne peut être que l'ouvrage très récent d'un imposteur, connoissant aussi peu le genre et la syntaxe de la langue des Romains que les idées qui dominoient au troisième siècle de notre ère. Votre commission n'a pas eu besoin de se livrer à un long examen pour reconnoître la fausseté de ces monuments, qui depuis ont donné lieu à des récriminations de localité, et même à une procédure judiciaire.<sup>1</sup>

L'objet que s'est proposé M. Bégin, dans les deux ouvrages fort importants qu'il a envoyés au concours, n'étant pas destiné à nous faire connoître de nouveaux monuments de nos antiquités, ni de nouvelles sources pour notre histoire, l'Académie, tout en accordant son suffrage à des travaux qui supposent de longues recherches, et qui contiennent des faits curieux et importants, s'est vue avec regret obligée de se renfermer, pour la distribution des médailles qu'elle accorde, dans le texte de son programme, et de se borner à ce témoignage bien vif d'estime qu'elle se plaît à rendre aux deux publications de M. Bégin. Ces travaux consistent dans une biographie des hommes distingués du département de la Moselle, et dans une histoire du duché de Lorraine et de Bar; ouvrage d'érudition, écrit avec goût, et extrait de plus de 1,200 volumes publiés sur la Lorraine.

L'énoncé de ces Mémoires si variés et envoyés au concours de tous les points de la France, peut faire juger du

<sup>1</sup> Dans le cours de cette procédure, la personne (M. Chrétin) qui avoit vendu le bas-relief du triomphe des Tréticus au musée de Toulouse, s'en est reconnue l'auteur, ainsi que de plusieurs autres sculptures et inscriptions, auxquelles elle attribuoit également une origine antique. (J. D.)

zèle qui se propage pour ces sortes de travaux. S'ils se continuent, et tout porte à croire qu'il en sera ainsi, ils formeront avec le temps un révision complète, un apurement nouveau des faits, et ce travail sera d'autant plus utile que le goût du temps se porte vers les études historiques.

Il est peu d'ouvrages aujourd'hui, et souvent les plus frivoles, où les auteurs ne croient devoir emprunter les noms, les événements et jusqu'au vieux langage des chroniques; sorte d'afféterie qui contraste avec celle qui dominoit dans les siècles antérieurs. Dans ceux-ci, les héros de l'antiquité étoient peints comme les courtisans du jour : on se croyoit obligé, pour faire admettre l'instruction, de la présenter sous des formes légères, agréables; ce qu'on appeloit instruire en amusant.

Aujourd'hui, au contraire, ce sont les romans qui cherchent à s'élever au langage et à la hauteur de l'histoire, en s'abstenant toutefois de son exactitude. A ce nouveau travers, comme à l'ancien, la véritable barrière à opposer, est une critique sage, habile, qui consacre éternellement les faits, soit par les monuments qu'elle découvre, soit par les erreurs qu'elle combat. L'histoire, grandie ainsi de la majesté des preuves, de la fidélité des récits, n'a rien à craindre d'ingénieuses imitations, ou d'innocents plagats; elle pourroit même abandonner sans danger ces vains ornements à la fiction, en acquérant pour elle-même et par elle-même une autorité bien plus puissante, bien plus durable, la vérité.

*Les membres de la Commission des Antiquités de la France,*

*Signés : NAUDET, HASE, JOMARD, RAOUL-ROCHETTE,  
FÉMERIC-DAVID, GUÉRARD, DUREAU DE LA MALLE,  
le comte ALEXANDRE DE LABORDE, Rapporteur.*

L'Académie, après avoir entendu la lecture de ce rapport, en a adopté les conclusions.

Certifié conforme :

*Le pair de France, secrétaire perpétuel de l'Académie,*

Le baron SILVESTRE DE SACY.

*Rapport fait à M. le Ministre de l'Instruction publique par M. Francisque Michel, sur ses recherches littéraires et historiques dans les bibliothèques de l'Angleterre. (Septembre 1835.)*

MONSIEUR LE MINISTRE, en août 1833, vous me fîtes l'honneur de m'envoyer en Angleterre à l'effet : 1°. de transcrire en entier la Chronique de Benoît de Sainte-More, et l'Histoire des rois anglo-saxons et anglois de Geoffroi Gaimar; 2°. de fouiller les manuscrits du Musée britannique, des bibliothèques des universités d'Oxford et de Cambridge, et les divers dépôts littéraires dans lesquels je pourrois pénétrer, afin de prendre note ou copie immédiate de tout ce qui me sembleroit important pour l'histoire et l'ancienne littérature de la France. Après un séjour de deux ans à l'étranger, je suis revenu dans ma patrie, où mon premier soin sera de vous rendre un compte détaillé de la manière dont j'ai rempli la mission que vous m'avez confiée.

A ma première visite au Musée britannique, je m'empressai de demander communication du manuscrit harléien 1717, qui contient *l'Estoire e la Généalogie des Ducs qui ont esté par ordre en Normandie*, par Benoît de Sainte-More, trouvère anglo-normand du douzième siècle. Il fut mis sur-le-champ entre mes mains, aussi bien que le manuscrit royal 16. E. VIII, qui renferme un ancien poème sur l'expédition supposée de Charlemagne à Jérusalem et à Constantinople, ouvrage de 870 vers, rimant par assonnances, que M. l'abbé de la Rue prétend être le plus ancien poème françois connu, tandis que M. Raynouard, d'accord en cela avec d'autres savants, persiste à le regarder comme appartenant au douzième siècle. J'en fis une copie que je m'empressai de vous adresser; et vous-même, Monsieur le ministre, vous la fîtes remettre à M. Raynouard, qui en fit le sujet d'un rapport succinct à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Plus tard, je vous demandai l'autorisation de publier le poème, et vous eûtes la bonté de me l'accorder en m'indiquant les points que je devois tâcher d'éclaircir dans mon introduction. Ce volume, qui est encore sous presse à Londres chez William Pickering, contiendra, 1°. une Dissertation sur la tradition qui sert de



de Beaulieu, etc. ; 8°. la description du manuscrit royal 15. E. vi, que nous avons insérée dans la préface de notre édition du Voyage de Charlemagne à Constantinople et à Jérusalem ; 9°. un catalogue des actes du traité de Bretigny, conservés dans le manuscrit cottonien, Nero, D. vi ; 10°. la description du manuscrit harléien 1321 (petit in-fol., vél., fin du xiii<sup>e</sup> siècle), qui renferme le *Roman de Girard de Vienne et l'Estoire dou vaillant conte Aimery* ; 11°. un *memorandum* du manuscrit royal 19. D. ii, qui fut pris ou le roy de Ffraunce, à la bataille de Peyters ; 12°. la description du manuscrit cottonien Vespas. A. vii, dans lequel se trouve entre autres le *Roman d'Ypomedon*, par Hues de Rotelande ; 13°. enfin, une notice du manuscrit additionnel 7103, qui contient une chronique françoise inédite du treizième siècle, laquelle se retrouve aussi à Paris dans le manuscrit du fonds de Sorbonne 454, et fondue dans les *Chroniques de Normandie*, manuscrit royal, Musée britannique, 15. E. VI.

J'ai aussi signalé à votre attention, monsieur le Ministre, le manuscrit cottonien C. IV, qui a été exécuté, sans aucun doute, en Angleterre, dans le XII<sup>e</sup> siècle, et qui contient un psautier latin avec une version françoise de la même époque, sinon plus ancienne. Je vous ai pareillement donné avis des recherches infructueuses que j'ai faites pour retrouver soit la *Descriptio utriusque Britanniae* de Conrad, Conradinus ou Conradianus de Salisbury<sup>1</sup>, qui vivoit au douzième siècle, soit la relation du pèlerinage de Richard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, qu'auroit composée Gantier de Coutances, archevêque de Rouen, si l'on en croit les savants rédacteurs de la *Gallia christiana*<sup>2</sup> ; soit enfin quelque ancien manuscrit des lois françoises de Guillaume-le-

<sup>1</sup> Moreau de Mautour, dans une dissertation sur le *Volianus* de l'inscription de Nantes (Mémoires de Trévoux, janvier 1707), donne un passage tiré du livre IV de ce Conrad ; D. Martin reproduit ce passage dans sa *Religion des Gaules*, livre IV, chap. IV ; D. Morice le répète dans son *Histoire de Bretagne*, tome I, p. 860, note 4 ; enfin Ogée, Richard jeune, Huet et Fournier raisonnent d'après Conrad, Conradianus, Conradianus. Moreau affirme que l'ouvrage a été imprimé à Londres, mais sans dire à quelle époque.

<sup>2</sup> *Gallia christ.*, tom. XI, col. 58. *Walterius de Constantiâ, archiepiscopus rothomagensis*, 1184—1207, scripsit de *Peregrinatione regis Richardi librum unum*.

Conquérant, qui ont été publiées déjà huit fois, mais très incorrectement.<sup>1</sup>

Je profitois des jours où le Musée étoit fermé pour me livrer à des recherches sur Tristan, dont l'histoire romanesque, comme vous le savez, a été répandue dans toute l'Europe, dont elle fit les délices du douzième au seizième siècle. J'avois surtout à cœur de retrouver le poème de Chrestien de Troyes, qu'il m'en coûte beaucoup de croire

<sup>1</sup> Elles se trouvent dans les ouvrages suivants :

*Eadmeri monachi cantuariensis historiæ Novorum sive sui sæculi libri VI.... in lucem ex Bibliotheca cottoniana emisit Ioannes Seldenus. Londini, typis et impensis Guilielmi Stanesbey, ex officinis Richardi Meighen et Thomæ Dew. M. DC. XXIII, in-fol., p. 175-189, en lat. et norm.*

*Rerum Anglicarum scriptorum tomus I* (ed. Th. Gale). Oxoniæ, è Theatro Sheldeniano, M. DC. LXXXIV, in-fol., p. 88. Les lois de Guillaume-le-Conquérant y sont insérées dans l'*Historia Ingulphi abbatis monasterii Croyland*, précédemment donnée, mais incomplète, par H. Savile et sans les lois.

*Leges Anglo-saxonice ecclesiasticæ et civiles. Accedunt leges Edvardi latinæ, Guilielmi Conquestoris gallo-normannicæ et Henrici I. latinæ.....* ed. David Wilkins. Londini: typis Guil. Bowyer, M. DCC. XXI, in-fol., p. 29. En lat. et anglo-norm.

*Sancti Anselmi ex Becensi abbate Cantuariensis archiepiscopi Opera: nec non Eadmeri monachi cantuariensis historia Novorum et alia opuscula: labore ac studio D. Gabrielis Gerberon. Lutetiæ Parisiorum, sumptibus Montalant, M. DCC. XXI, in-fol., 2<sup>e</sup> part., p. 116.* Les lois de Guillaume-le-Conquérant s'y trouvent dans *Johannis Seldeni in Eadmerum notæ*. Elles sont en normand, avec une traduction latine de Selden et une autre version de Du Cange, que M. de Roquefort (*Biographie universelle*) ne cite pas parmi ses ouvrages.

Les lois de Guillaume-le-Conquérant, en latin et en normand, se trouvent aussi col. 1640, 1641-1654 et 1655 de *Joannis Seldeni jurisconsulti Opera omnia tam edita quam inedita*, vol. II, tom. II, édition de Wilkins, Londres, MDCCXXVI, quatre parties in-fol.

*Anciennes lois des François, ou Additions aux Remarques sur les coutumes angloises, recueillies par Littleton; par M. David Hoüard. A Rouen, de l'imprimerie de Richard Lallemant, M. DCC. LXVI, 2 vol. in-4°, t. II, p. 76.*

*The Laws of William the Conqueror, with notes and references, etc.; translated into english, with occasional notes. By Robert Kelham, of Lincolns-Inn. London, printed for Edward Brook. MDCCCLXXIX, in-8°.*

*Die Gesetze der Angelsachsen... Herausgegeben von Dr. Reinhold Schmid. Erster Theil. Leipzig: F. A. Brockhaus, 1832. In-8°, p. 174-188.* Le normand sur une colonne, et une traduction allemande sur l'autre.

Il est assez étonnant que dans la *Biographie universelle*, article GUILLAUME-LE-CONQUÉRANT, par M. Nicolle, il ne soit pas question de ses lois.

irrévocablement perdu. Mes peines à cet égard n'ont pas été couronnées de succès. Quoi qu'il en soit, je suis parvenu à rassembler trois poèmes complets, deux fragments de deux autres, un long morceau relatif à Tristan, extrait d'un grand ouvrage, deux ballades espagnoles, un fragment grec de 306 vers politiques, et une ballade islandoise; et de tout cela j'ai fait un recueil, précédé d'une introduction et suivi de notes ainsi que d'un glossaire des mots les plus difficiles. Cette collection, dont vous avez bien voulu accepter la dédicace, vient de paroître à Londres, en deux volumes in-8°.

J'étois aussi inquiet de savoir quels romans des cycles anglo et dano-saxons avoient échappé à la faux du temps. Outre le *lai d'Havelok*, que j'ai publié de nouveau à Paris le roman du roi *Atla*, qui existe en vers françois (au nombre d'environ 22,000) dans la bibliothèque de feu Richard Heber, et dont il y a une version latine à Dublin, et dans la collection de manuscrits léguée par l'archevêque Parker au *Corpus Christi College* à Cambridge, je savois qu'il y avoit un *Roman de Horn et de Rimel*, dans deux manuscrits du treizième siècle, l'un harléien<sup>1</sup>; l'autre appartenant à mon savant ami, maintenant défunt, M. Francis Douce. Je parvins à obtenir le prêt de celui-ci, et j'en fis une copie complète, à laquelle j'ajoutai les variantes du manuscrit harléien, qui est défectueux au commencement et à la fin, mais qui néanmoins contient dans le milieu de l'ouvrage une partie que n'a pas le manuscrit de M. Douce. Plus tard, je trouvai à Cambridge un troisième manuscrit du même ouvrage, également sans commencement ni fin : mais, outre d'excellentes leçons, il me fournit de quoi diminuer, sinon combler la lacune du manuscrit de M. Douce. Ce travail, auquel j'ai ajouté des ballades écossaises sur le même héros, tirées des recueils de Cromek et de Motherwell, est prêt à être mis sous presse avec les versions angloises des manuscrits des bibliothèques Harléienne et Bodléienne, de la bibliothèque publique de l'université de Cambridge, et de celle des Avocats, à Edimbourg.<sup>2</sup>

Je venois de publier le *Roman de la Violette*, mon travail sur Hugues de Lincoln, et le *Roman d'Eustache-le-Moine*,

<sup>1</sup> N° 527, vélin, deux colonnes, petit in-folio.

<sup>2</sup> M. Thomas Wright m'a obligeamment promis de se charger de ce dernier travail, et Sir Frederick Madden a mis à ma disposition sa copie du manuscrit bodléien.

que j'avois enrichi d'un grand nombre de documents historiques et de chartes, tirés du Musée britannique, de la Tour de Londres et des archives de la maison capitulaire de Westminster<sup>1</sup>, lorsque je reçus de vous, monsieur le Ministre, l'ordre de rechercher les manuscrits du voyage en Orient du moine Guillaume de Rubruquis, que notre roi Louis IX avoit, en 1253, envoyé en ambassade au khan des Tartares. Je pris copie du manuscrit royal, 14. C. XIII, qui n'en contient que la moitié; puis, je me rendis à Cambridge, où, aidé d'un jeune et savant Anglois, membre de cette Université<sup>2</sup>, je transcrivis le manuscrit du *Corpus Christi College*, coté LXVI, qui renferme la totalité de la relation. J'y ajoutai, toujours avec l'aide du même collaborateur, les variantes des manuscrits du même dépôt, cotés CCCCVII et CLXXXI, dont l'un est incomplet comme le manuscrit de Londres et celui de lord Lumley qu'a publié Hakluyt. Notre travail fut plus tard, avec votre autorisation, monsieur le Ministre, offert par l'intermédiaire du savant M. de Lare-

<sup>1</sup> Voici un nouveau passage et des chartes que nous n'avons connus que trop tard. Nous devons ces dernières à M. Wright :

« En meisme cel seison un grant seignour q'avoit à noun Eustace le Moigne od austres grant seignours de France voloint estre venus en cel terre od grant poair pur cyder Lowys. Mais Hubert de Burgh et lez .v. portz od .viij. nefes soulement les encountèrent en la mère, et lez assaillèrent egrement, si lez conquistrent, et coupèrent lez testez Eustas le Moygne, et pristrent dez grantz seignours de Fraunce et lez mistrent en prisoun. » (*Scala Chronica*, manusc. du *Corpus Christi College*, Cambridge, fol. 186, verso.)

« Dies dominica proxima ante festum sancti Barnabæ apostoli, apud Roffam.... Eustachio Monaco de dono xl. marcas per regem. » (*Rotulus misæ*, in Turri Londinensi asservatus, 11<sup>o</sup> Johannis, A. D. 1209.)

« Die Veneris proxima apud Hortum'..... Jacobo fratri Eustachii Monachi cuncti in Flandriam in nuntium domini regis, ij marcas. Per episcopum Wintoniensem. » (*Ibidem*.)

« Die Jovis ibidem (*id est* in festum Sancte-Marie-Magdalene) Jake fratri Eustachii Monaci de dono xx. solidos. Per regem. » (*Ibidem*.)

« Die Lune proxima post assumptionem Beatæ Marie.... apud Pontefractum.... Eustachio Monacho de dono decem marcas, lib' señ. » (*Ibidem*.)

Le nom de *Buske*, qui ne présente presque aucune différence avec le véritable nom d'Eustache, se retrouve dans un article du même rôle :

« Eadem die, ibidem (*id est* die dominica proxima ante festum sancti Johannis Baptiste, apud Westmonasterium), Buske et Nicles hominibus Absalonis Daci, qui ferebant austurcos, de dono ij. marcas. Per regem. »

<sup>2</sup> M. Thomas Wright, du collège de la Trinité.



naudière, à la Société de Géographie de Paris, qui s'est empressée d'en ordonner l'impression dans l'un des volumes de ses Mémoires; de plus, elle a mis à notre disposition le manuscrit de Vossius, conservé à Leyde, dont nous donnerons les variantes <sup>1</sup>. Nous placerons à la suite de notre édition de la Relation de G. de Rubruquis celle de Jean du Plan-Carpin et du moine Sævulf <sup>2</sup>, et la totalité du Voyage aux Saints-Lieux de Bernard-le-Sage, que Mabillon a déjà publiée d'après un manuscrit de Reims qui n'en contenoit que la moitié.

J'eus l'occasion d'examiner à Cambridge, dans la bibliothèque du Trinity College, un superbe manuscrit du douzième siècle, marqué R. 17. 1, qui renferme une triple version latine, anglo-saxonne et françoise, du Psautier. Je reconnus que cette dernière n'étoit autre chose que celle qui est contenue dans le célèbre manuscrit connu sous le nom de manuscrit de Corbie. Je découvris aussi dans la même bibliothèque un manuscrit du *roman de Roncevaux*, marqué R. 3. 32 (papier, seizième siècle); mais, vu son exécution assez récente, je négligeai d'en prendre copie. Je me bornai aussi à prendre note du manuscrit O. 2. 14, qui contient une traduction métrique en françois des sermons de Maurice de Sully, évêque de Paris, traduction inconnue aux savants rédacteurs de l'*Histoire littéraire de la France* <sup>3</sup>, et j'en usai de même à l'égard des poésies françoise de William de la Pole, du duc de Suffolk, de la *Riote du Monde*, du *Roman de tute Chevalerie*, par Thomas de Kent <sup>4</sup> de la Grammaire françoise et angloise de Walter de Bibles-

<sup>1</sup> M. T. Wright me fait espérer les variantes d'un autre Ms. appartenant à Sir Thomas Phillipps, baronnet de Middle-Hill (Worcestershire).

<sup>2</sup> D'après le Ms. CXI du *Corpus Christi College*, vél., douzième siècle, p. 37. Les autres Mss. de ce collège qui ont excité mon intérêt sont : le Ms. coté L. qui est sur vélin et du treizième siècle. Il contient le *Roman de Brut*, par Wace, le *Romanz de un Chevalier e de sa Dame et de un Clerk*; l'*Estonie de Syres Amis e Amilum*; l'*Estonie des iiii Sœurs*; le *Roman de Gui de Warwyk*. Le Ms. XCI, quinzième siècle, vélin, contient l'*Hystoires des seigneurs de Gaures*, dont une courte analyse se trouve dans le catalogue de James Nasmyth, p. 61. L'auteur dit qu'elle a d'abord été écrite en grec, puis traduite en latin, puis en françois, le dernier jour de mars 1336. J'ai aussi pris copie d'une collection par ordre alphabétique des *Proverbes de France*, Ms. CCCCL, p. 252.

<sup>3</sup> Voyez vol. XV, p. 149-158.

<sup>4</sup> *Trinity college*, O. 9. 34.

worth <sup>1</sup>, et d'un recueil de contes dévots en vers françois du treizième siècle.

Dans mes recherches à la bibliothèque publique de l'Université, je trouvai le fragment du *Roman de Horn* <sup>2</sup>, dont j'ai déjà eu, monsieur le Ministre, l'honneur de vous entretenir; le *Romanz du reis Yder* <sup>3</sup>, qui appartient au cycle de la Table ronde; et la *Estoire de seint Ædvard le rei translatee du latin* <sup>4</sup>, en rimes françoises dans le douzième ou le treizième siècle. J'en ai extrait toute la partie relative à la bataille d'Hastings et à la conquête de l'Angleterre, et je l'ai imprimée dans un recueil dont j'aurai l'honneur de vous parler plus loin.

Revenu à Londres, je m'occupai de rechercher le manuscrit d'une histoire de Lisieux, composée par un moine nommé Picard, volume que M. l'abbé de la Rue assuroit avoir vu au Musée britannique; mais je ne pus réussir à le retrouver <sup>5</sup>. J'eus aussi la douleur d'acquérir la conviction que le manuscrit cottonien qui contenoit la chronique de Frodoard, avoit été brûlé avec tant d'autres dans l'incendie qui éclata, le 3 novembre 1731, dans la bibliothèque cottonienne, pendant qu'elle étoit déposée à Westminster dans la petite cour du doyen. Comme tous les exemplaires de cette chronique que nous possédons en France ne commencent qu'à l'année 919, tandis qu'originellement elle contenoit quarante-deux années de plus, puisque Frodoard avoit fait partir son récit de l'année 877, il eût été d'un grand intérêt de savoir à quelle année ce manuscrit commençoit.

En même temps que je continuois la transcription de la chronique de Benoît de Sainte-More, je prenois copie du *treytiz que moun sire Gauter de Bibelesworthe fist à ma dame Dyonisie de Mouchensy pur aprise de langwage* <sup>6</sup>, du ma-

<sup>1</sup> Trinity college, O. 2. 21.

<sup>2</sup> Ms. 1 f, vi. 17.

<sup>3</sup> Ms. Ee. iv. 26.

<sup>4</sup> Ms. Ee. 3. 59.

<sup>5</sup> Depuis, des indications plus précises m'ayant été données par M. de Formeville, conseiller à la cour royale de Caen, ce manuscrit a été retrouvé dans la bibliothèque harléienne. Il est du xvi<sup>e</sup> siècle.

<sup>6</sup> Ms. Arundel, Musée britannique, n° 220. Ce même ouvrage se trouve aussi dans les manuscrits harléiens, 490 et 740, et dans le manuscrit sloane 809, et un fragment à moitié effacé est contenu dans le manuscrit cottonien, Vespasien A. VI, fol. 60, recto. Il n'est pas mentionné dans le catalogue. Voyez p. 434, col. 2.

nuscrit harléien 4334 (vél. fin du douzième siècle) qui contient un long fragment du *Roman de Gérard de Roussillon* en langue d'oïl; et de la partie du manuscrit burnéen 553, qui renferme *patriarchæ hierosolymitani epistola ad Innocentium papam III, de statu Terræ Sanctæ*. J'examinois aussi le manuscrit cottonien, Claudius, B. IX (2 colonnes, vélin, quinzième siècle) qui renferme *prima pars chronicorum Helinandi monachi ordinis cisterciensis* que n'ont pas les manuscrits de ces chroniques conservés en France, et je collationnois, avec M. Thomas Wright, les manuscrits de la vie de Merlin, composée en vers latins dans le douzième siècle, par le fameux Geoffroi de Monmouth<sup>1</sup>. En outre, je rassemblois les matériaux de la collection historique sur *Guillaume-le-Conquérant et ses fils*, dont je vais avoir l'honneur de vous entretenir.

Ce recueil, que vous m'avez permis de publier à Rouen, sous vos auspices, monsieur le Ministre, se composera de deux volumes in-8°, dont le premier, qui est prêt à paraître, contiendra : 1°. la moitié de la chronique en vers anglo-normands, de Geoffroi Gaimar<sup>2</sup>, poète du douzième siècle; 2°. une partie de la vie de saint Edward, déjà cité; 3°. la continuation du *Brut* de Wace, par un poète anonyme du treizième siècle; 4°. une partie des chroniques de Pierre de Langtoft, chanoine de Bridlington (Yorkshire), et rimeur du quatorzième siècle; 5°. un morceau considérable de la chronique de Benoît de Sainte-More; 6°. *le Dit de Guillaume d'Angleterre*, par Chrestien de Troyes. Le second volume renfermera : 1°. la vie latine d'Hereward, publiée d'après un manuscrit de Cambridge, par M. Thomas Wright; 2°. la vie latine du comte Waltheof et de Judith son épouse, d'après un manuscrit de la bibliothèque publique de Douai; 3°. un poème latin d'un certain Guido sur la bataille d'Hastings, publié d'après un manuscrit unique de la bibliothèque publique de Bruxelles; 4°. la vie latine d'Harold, dernier

<sup>1</sup> Il fait partie d'une monographie sur Merlin, qui est sous presse à Paris, aux frais du savant et généreux M. de la Renaudière, vice-président de la Société de géographie, et qui paraîtra chez le libraire Silvestre.

<sup>2</sup> La première partie, qui traite des rois anglo-saxons, paraîtra publiée par M. Petrie, garde du *records office* à la Tour-de-Londres, dans le premier volume de la grande collection des historiens de l'Angleterre, d'après les Mss. du Musée britannique, du Collège d'Armes, et des bibliothèques des cathédrales de Durham et de Lincoln.

roi anglo-saxon, que j'ai transcrite sur un manuscrit de l'abbaye de Waltham, dans le comté d'Essex, où Harold, son fondateur et son bienfaiteur, fut enterré, lequel manuscrit appartient maintenant à la bibliothèque harléienne; 5°. des notes, un double glossaire et un index.

Comme à certaines époques, monsieur le Ministre, le Musée britannique se ferme pour une semaine ou deux, je mettois ce temps à profit pour faire des recherches dans des bibliothèques d'établissements publics ou de particuliers. C'est dans une de ces fouilles que je trouvai dans la bibliothèque du palais de Lambeth, qui appartient à Sa Grâce l'archevêque de Canterbury, un vieux poëme anglo-normand incomplet sur la conquête de l'Irlande par Henri II<sup>1</sup>. Je m'empressai, avec la permission du savant prélat auquel il appartient, d'en prendre une copie, et je l'ai mise sous presse à Londres chez W. Pickering.

Je passe sous silence des recherches entreprises pour éclaircir quelques points sur lesquels les savants n'étoient pas d'accord, faute de documents, et j'en viens au voyage que je fis à Oxford pour travailler dans les bibliothèques de cette université, et surtout dans la Bodléienne.

C'étoit, monsieur le Ministre, dans les premiers jours de juillet 1835. Je commençai mes travaux par transcrire la *Chanson de Roland*, ou *Roman de Roncevaux*, que renferme le manuscrit du douzième siècle coté Digby, 23. Je reconnus que cette version étoit celle dont nous avons des remaniements postérieurs dans le manuscrit de la Bibliothèque Royale de Paris, n° 7227<sup>5</sup>, auquel manquent environ quinze cents vers du commencement; dans celui de M. Bourdillon, appartenant autrefois à M. le comte Garnier, pair de France<sup>2</sup>; dans un manuscrit de la bibliothèque publique de Lyon<sup>3</sup>, et dans celui de la bibliothèque du Trinity College, dont j'ai déjà eu l'honneur de vous parler. Je remarquai aussi avec étonnement que presque tous les couplets de ce poëme, dont les vers riment par assonnances souvent éloignées, se terminoient par le mot *aoi*. Ne seroit-ce pas, me disois-je et me

<sup>1</sup> Ms. 596. Voyez sur l'ouvrage qu'il contient *Notes to the second and third books of the History of King Henry the Second*, etc. by George lord Littleton. The 2nd edit. Lond. 1767, in-4°, p. 270.

<sup>2</sup> Il en existe une copie moderne dans le Ms. de la Bibliothèque royale, supplément françois, n° 254-21, in-4°, papier.

<sup>3</sup> N° 984, olim 649.



dis-je encore maintenant , un cri de bataille, une façon de *hourra*? C'est une question assez piquante que j'aurai peut-être le bonheur de résoudre dans mon introduction à ce poëme, que je viens, avec votre autorisation, monsieur le Ministre, de mettre sous presse, à Paris, chez le libraire Silvestre.

Je transcrivis ensuite une ballade islandoise sur Tristan qui paroîtra dans mon recueil, une partie du *Roman de Gérard de Roussillon* <sup>1</sup> et quelques autres pièces qu'il seroit trop long de mentionner ici; puis laissant, quoique à regret, la bibliothèque Bodléienne, je fouillai celles des collèges d'Oxford. La seule chose importante que j'y aie découverte est un manuscrit sur vélin, du treizième siècle, contenant en entier la relation du voyage en Orient du moine François Bernard-le-Sage <sup>2</sup>, dont j'ai déjà eu l'honneur de vous parler à propos de Guillaume de Rubruquis.

Dois-je mentionner ici, monsieur le Ministre, que, désireux de fournir à mes compatriotes qui voudroient étudier le gothique et l'anglo-saxon, une bibliographie spéciale qui pût les guider à leurs premiers pas, j'ai dressé avec M. John et M. Kemble, un catalogue de tous les ouvrages anglo-saxons et gothiques, ou sur l'anglo-saxon et le gothique, que j'ai pu trouver dans mes recherches? Me permettrez-vous d'ajouter que ce catalogue, que j'ai lieu de croire aussi complet que possible, est maintenant avec votre autorisation sous presse, à Paris, chez le libraire Silvestre?

Je crois convenable de vous indiquer, monsieur le Ministre, deux ouvrages dont l'importance ne sauroit être mise en doute, et dont cependant il m'a été impossible, faute de temps, de prendre copie. Je veux parler d'une chronique latine sur des faits passés en France de 683 à 820, et surtout d'un poëme en vers anglo-normands de douze syllabes, composé par Jordan Fantome, trouvère du douzième siècle, sur la guerre que suscita Henri-le-Jeune à son père Henri II. roi d'Angleterre : deux manuscrits qui se trouvent dans la bibliothèque de la cathédrale de Durham <sup>3</sup>. Je n'ai pu également me ren-

<sup>1</sup> *Canonici Mss.* n° 94, in-folio oblong, vél., treizième siècle, de 173 folios, écriture d'environ 1200.

<sup>2</sup> Ms. du Lincoln College, n° 29, in-4°.

<sup>3</sup> *Codicum manuscriptorum ecclesiæ cathedralis Dunelmensis catalogus classicus, descriptus a Thoma Rud* (edidit James Raine). *Dunelmia: excudebat* F. Humble, etc. 1805, in-folio. p. 500. Ms. C. IV. 15. 4°. *Chronica Pipini*, contenant 27 folios. M. Rud les croit

dre à Lincoln, où se conservent aussi quelques précieux manuscrits en langue anglo-normande, entre autres un exemplaire de la chronique de Geoffroi Gaimar, dont il a déjà été question dans ce rapport. Un autre sera plus heureux que moi, et publiera bientôt, je le souhaite vivement, l'ouvrage de Jordan Fantome. Dieu veuille que l'éditeur soit un François!

Je m'arrête, monsieur le Ministre, et suis tenté de me reprocher d'avoir été trop long<sup>1</sup>; mais j'ai dû vous rendre avec scrupule compte de mon temps et des résultats de mon travail. Maintenant j'attends avec confiance ce que vous jugerez à propos de prononcer sur la manière dont j'ai rempli ma mission. Quelles que soient vos paroles, quel que soit le dédommagement que vous voudrez bien m'accorder, je suis et serai toujours, etc.

FRANCISQUE MICHEL.

*La Numismatique du moyen âge, depuis sa naissance jusqu'à l'apparition du gros d'argent, considérée en rapport de son type, et éclaircie sur différents points*; par JOACHIM LELEWEL, publiée par JOSEPH STRASZEWICZ.<sup>2</sup>

LES journaux ont déjà beaucoup parlé d'un travail numismatique entrepris par notre savant compatriote M. Le-

inédites, l'écriture est du douzième siècle. — P. 511. Ms. C. IV. 27. 4°. le *Brut* de Wace; l'Histoire des rois anglo-saxons de G. Gaimar; et du fol. 138 à 165, la chronique de Jordan Fantome. — Ms. C. IV. 276. Le *Roman d'Alexandre*, quatorzième siècle. Catal. p. 512.

<sup>1</sup> J'aurais dû terminer en adressant des remerciements à Sir Frederick Madden, garde-adjoint des manuscrits du Musée britannique, à MM. Thomas Wright, Antonio Panizzi, O'Gilvie, H. J. Rose, J. Stevenson, W. Pickering, John Holmes, Young, W. Whewel; aux docteurs Lamb, Bukland et Bandinel; à M. W. Cureton, Jacobson, Calcott, qui m'ont fourni les moyens de continuer mes travaux, et m'ont introduit dans les dépôts littéraires publics et particuliers que je désirois fouiller.

<sup>2</sup> L'ouvrage de M. Lelewel, annoncé depuis plus d'un an, étoit impatientement attendu; il mérite les encouragements des amis de l'histoire du moyen âge, dont il éclaire un des sujets les plus curieux et les plus imparfaitement connus. Le *Traité des Monnoies françoises* que M. Ch. Lenormant doit publier dans le *Trésor de Numismatique*, et la *Revue de numismatique françoise* de MM. Cartier et de La Saus-

lewel. Interrompu à plusieurs reprises dans ses recherches, par suite d'événements imprévus, il a enfin pu le terminer aujourd'hui. C'est avec un orgueil vraiment national, et certes à la satisfaction de tous les savants, que j'annonce la publication du premier ouvrage que M. Lelewel s'est décidé à livrer au public, depuis son émigration.

C'est à ses longues veilles dans l'exil, à ses heureuses recherches, et à son érudition connue dans la science numismatique, que nous serons redevables de la correction de plusieurs erreurs et de plusieurs découvertes ensevelies jusqu'à cette heure dans la nuit des siècles.

C'est aussi au burin, guidé par sa propre main, que nous devons toutes les planches et toutes les cartes gravées sur cuivre, qui formeront l'atlas joint à l'ouvrage que je publie.

L'exactitude la plus minutieuse et la patience sans bornes de l'auteur dans la confection des planches, leur donnent un mérite inappréciable.

L'auteur s'occupe particulièrement, dans cet ouvrage, d'abord de la monnaie de France de la première et de la deuxième race et de ses barons, puis de la monnaie des Anglo-Saxons établis en Angleterre. Le type est l'objet principal des recherches : son origine, ses changements, ses relations avec les autres antérieurs ou connus chez les voisins, et son influence sur la monnaie des autres pays.

Par cette sorte de recherches, l'auteur embrasse la monnaie de tous les États de l'Europe qui frappoient la monnaie latine : ostrogothe, visigothe, lombarde et même vandale; la monnaie d'Italie, de Bénévent, de Rome, des empereurs et des républiques; la monnaie d'Espagne, d'Irlande, d'Écosse, de Danemarck, de Suède, d'Allemagne dans toutes ses ramifications, de la Lorraine, de la Belgique, de la Bavière et de la Saxe; la monnaie de Bohême, de Hongrie, de Pologne.

Cet ouvrage étant une espèce de traité de la numismatique du moyen âge, il renferme aussi une histoire de la monnaie du moyen âge, depuis sa naissance, lorsque l'empire d'Occident disparut sous la domination des barbares, jusqu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, qui fut une époque pour la monnaie,

saye, dont le premier numéro est sur le point de paroître, contribueront aussi aux progrès de cette branche de l'archéologie du moyen âge. (J. D.)

et lui donna une autre impulsion, une autre direction, et lui prescrivit de nouvelles règles.

Pour réussir dans un si vaste plan, l'auteur a cherché à exploiter des ouvrages nombreux, du moins autant que sa position le lui permettoit. Il a été secouru dans ses efforts par plusieurs savants et amateurs, et par différentes exhumations de monnoies de ces siècles reculés, qui ont été faites en Pologne, et qui sont parvenues à sa connoissance. Il réunit donc, dans un cadre assez modique, des recherches assez variées, et toutes les principales notions qui furent dispersées dans différents ouvrages recherchés et de rareté connue. Il réunit aussi un grand nombre de pièces inédites et inconnues, qui, au nombre de plus de cent, fournissent pour les curieux les nouveautés singulières de différents pays, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Lorraine, de la Belgique, du Danemarck, et surtout de la France et de l'Angleterre. Il y a aussi des curiosités particulières pour la monnoie kufique.

J. STRASZEWICZ.

*Conditions de la souscription.*

L'ouvrage entier se composera :

1°. D'un volume in-8° d'environ 30 feuilles de texte.

2°. D'un atlas in-4°, composé d'au moins vingt tables chronologiques, et de plus de vingt planches de monnoies ou de cartes géographiques relatives à l'ouvrage, toutes gravées sur cuivre par l'auteur.

On y trouvera plus de 500 pièces gravées, dont la moitié dessinées d'après nature, par l'auteur, avec l'exactitude la plus minutieuse.

Le prix de l'ouvrage, y compris l'atlas, est de 30 francs. <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Annoncé pour paroître en juillet dernier, l'ouvrage doit être en vente en ce moment. On souscrit, sans rien payer d'avance, à Paris, chez l'éditeur, rue du Colombier, n° 3; chez Treuttel et Würtz, rue de Lille, n° 17; et chez Renouard, rue de Tournon, n° 6.



## SECTION V.

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DE LA FRANCE.*Catalogues des Manuscrits relatifs à l'Histoire de France, conservés dans les Bibliothèques publiques de Saint-Omer, de Boulogne, de Calais, d'Arras et de Lille.*

(Extraits communiqués par M. Piers, bibliothécaire de la ville de Saint-Omer.)

*Manuscrits de la Bibliothèque de Saint-Omer, concernant l'Histoire de France.<sup>1</sup>*

112. Martyrologium Ghisnense. 12<sup>e</sup> siècle. Vélin. In-fol.

On y trouve quelques notes chronologiques concernant plusieurs personnages illustres du pays.

298. Varia Opera.... Sur papier. 15<sup>e</sup> siècle.

On y trouve un traité de paix en latin, conclu en 1426 entre les rois de France et d'Angleterre.

387. On lit dans ce manuscrit du 16<sup>e</sup> siècle quelques anecdotes concernant l'histoire d'Artois.

486. Extrait du procès-verbal de l'assemblée du clergé de France, tenue à Paris en 1682. Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

<sup>1</sup> La bibliothèque de Saint-Omer, composée principalement des débris des collections diverses qui se trouvoient jadis dans les communautés religieuses de cette ville, ouverte au public depuis l'année 1805, contient aujourd'hui 5232 ouvrages imprimés, et 842 ouvrages manuscrits, ou 921 volumes, formant ensemble 12666 volumes. — Voir sur le catalogue des manuscrits de cette bibliothèque, l'une des bibliothèques de France les plus riches en manuscrits anciens, la note de M. Piers, insérée au Bulletin d'août, p. 379. — Nous regrettons que ces catalogues ne présentent pas une méthode de classification plus rigoureuse et des renseignements plus précis. — M. Piers nous fait espérer des notices détaillées des plus importants de ces manuscrits. (J. D.)

499. Recueil de pièces concernant les états d'Artois. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
522. Quelques traités sur les provinces de Flandres et d'Artois, par Jean d'Auffai de Béthune. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
- 525, 526, 527, 532, 534, 541. Ces six manuscrits sont relatifs aux coutumes de l'Artois.
533. Extrait d'une assemblée de notables, faite à Fontainebleau en 1560. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
558. Différents traités de paix. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
564. Coutumes de Douai et d'Orchies. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
- 565, 566, 568. Ces trois manuscrits concernent des actes de procédure du conseil d'Artois.
567. Leges antiquæ Sodalitatis de Clairmarais. 17<sup>e</sup> siècle. Papier. In-4°.
581. Privilegia comitis de Guisnes. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
698. Vita sancti Audomari. Vél. In-4°. 11<sup>e</sup> ou 12<sup>e</sup> siècle. Ce manuscrit est très précieux par ses peintures historiques.
699. Vita ejusdem sancti Audomari. Vél. 14<sup>e</sup> siècle. In-fol.
706. Gregorius Turonensis : de Gestis Francorum. App. Fredegarii. Vél. 10<sup>e</sup> siècle.
707. Chroniques de France. Vél. 15<sup>e</sup> siècle. 2 vol. in-fol. C'est le précieux manuscrit dont Lambecius a donné connoissance, et qui a échappé aux recherches du père Lelong. M. Buchon l'a cité dans son Froissart, tome II, page 460. Il contient 600 feuillets.
708. Chroniques de Monstrelet. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
712. Guido de Columna Messana<sup>1</sup>. Vél. 15<sup>e</sup> siècle.
723. La Toison d'Or. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
725. Guerre des Albigeois, par Pierre Desvaux de Cernai. Papier. 15<sup>e</sup> siècle. In-4°.
728. Vita Brunichildis Francorum reginæ. Papier. 17<sup>e</sup> siècle. In-fol.
729. Historia Hierosolimitana. Jacob. de Vitri auct. Vél. 14<sup>e</sup> siècle.
730. Extraits de quelques chroniques manuscrites de Flandre. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
731. Comté de Flandre. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
734. Les Chroniques de Froissart. Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

<sup>1</sup> Ce manuscrit est désigné dans le catalogue d'Haënel, *Chronique sur Edward I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre*. (J. D.)

735. Recueil de plusieurs Chartes des comtes de Flandre. Vélin. siècles divers.
736. De Gestis Longobardorum Pauli Cassinensis monachi. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
747. Annales Bertiniani. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
750. Cartularium Folquini. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.  
Copie plus complète que le manuscrit plus ancien de Boulogne.
751. Recueil de Pièces concernant l'histoire de Saint-Pol. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
752. Histoire d'Artois. Papier. 15<sup>e</sup> siècle. Du 12<sup>e</sup> siècle à 1347.
753. Diplomata regum et comitum Flandriæ. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
754. Des forestiers, comtes et comtesses de Flandre. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
756. Julii Cæsaris Commentarium Belli Gallici. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
757. Julii Cæsaris Bellum Gallicum. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
767. Pièces relatives à la satisfaction donnée au duc de Bourgogne. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
769. Genealogia comit. Flandrens. Vélin. 14<sup>e</sup> siècle.
771. Historia comitum Sancti Pauli ad Ternam. Papier. 18<sup>e</sup> siècle.
772. Mémoires pour servir à l'histoire des comté et ville de Saint-Pol. Papier. 18<sup>e</sup> siècle.
774. Baronii Apparatus in Annales ecclesiastic. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
776. Varia Opera :  
1°. La Chronique de Flandre, par Denis Sauvage. 16<sup>e</sup> siècle.  
2°. Genealogia nobilissimorum Francorum imperatorum et regum dictata à Carolo rege. 10<sup>e</sup> siècle. (Pièce inédite très importante.)  
3°. Gesta Francorum in Jerusalem. 11<sup>e</sup> siècle.  
4°. Chronica imperatorum francorumque regum gesta ad Carolum Calvum. 12<sup>e</sup> siècle.  
5°. Vita clarissimorum Amici et Amelii. 11<sup>e</sup> siècle.  
6°. Ganalonis proditoris perfidia. 11<sup>e</sup> siècle.  
7°. Fragmentum vitæ Caroli Magni Cæsaris, Turpini archiepiscopi. 9<sup>e</sup> siècle.

778. *Compendium Chronologicum à Monachis Dunensibus compilatum.* Papier. 15<sup>e</sup> siècle.

On trouve dans ce manuscrit une chronique abrégée des faits de l'histoire de France, depuis 1400 jusqu'à 1471.

779. *Fondation du Couvent des Frères prêcheurs de Saint-Omer, hors des murs.* Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

781. *Liber Collectaneus rerum memorandarum Cœnobii Sancti Benigni Divionensis.* Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

782. Discours contenant les portraits des personnes de qualité attachées au service du roi d'Espagne dans les Pays-Bas. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.

784. *Essai sur l'histoire du Régiment du Roi.* Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

787. *Recueil concernant la ville d'Arras.* Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

790. *Histoire généalogique de la famille de Jauche.* Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

793. *Tractatus Ordinis Angliæ de la Jarretière.* Vêlin. 15<sup>e</sup> siècle.

798. *Recueil d'Anecdotes.* Papier. 17<sup>e</sup> siècle.

799. *Annales, par dom Jean Ballin de Clairmarais.* Papier. 16<sup>e</sup> siècle.

800. *Recueil des plus mémorables faits et gestes de Charles-Quint, par Jacques Vignon.* Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

803. *Le grand Cartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin.* 11 vol. gr. in-fol. 18<sup>e</sup> siècle.<sup>1</sup>

808. *Recueil historique de Jean Hendricq, bourgeois de Saint-Omer.* 1594 à 1623.

809. *Les Annales de la ville de Saint-Omer, par Deneufville.* Papier. 18<sup>e</sup> siècle.

810. *Histoire de la ville et cité de Saint-Omer.* Papier. 17<sup>e</sup> siècle.

821. *Anciens Mémoires et Chroniques sur l'Artois.* Papier. 19<sup>e</sup> siècle.

822. *Discours des troubles et séditions advenus en la ville d'Arras, l'an 1578.* Papier. 17<sup>e</sup> siècle.

829. *Recueil de Chartes.* Vêlin. 15<sup>e</sup> siècle.

<sup>1</sup> Collection précieuse enrichie des dessins d'un très grand nombre de sceaux. Il en existe une copie au cabinet des chartes de la Bibliothèque Royale. (J. D.)



832. Armoiries de diverses familles des Pays-Bas. Papier. 18<sup>e</sup> siècle.
833. Abrégé chronologique de l'abbaye d'Eaucourt, diocèse d'Arras. Pap. 18<sup>e</sup> siècle.
834. Notice historique sur la ville de Saint-Omer, par le général Vallongue. Papier. 19<sup>e</sup> siècle.
836. Mémoires sur l'Artois. 1700-1744.
838. Essai historique, topographique et statistique sur l'arrondissement communal de Saint-Omer, par Cottet.

Les n<sup>os</sup> 549, 570, 578, 579, 732, 733, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 748, 749, 755, 785, 796, 797, 801, 804, 805, 806, 807, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 825 et 831 concernent l'abbaye de Saint-Bertin.<sup>1</sup>

Les n<sup>os</sup> 710, 711, 715, 716, 724, 762, 763, 764, 765, 773, 775, 783, 788, 791, 792 et 794 sont relatifs à des vies de saints.

### *Bibliothèque de Boulogne.*

Cette bibliothèque contient de 20 à 22,000 volumes imprimés et 300 manuscrits<sup>2</sup>. Plusieurs de ces manuscrits sont relatifs à l'Histoire de France; les principaux sont :

- De l'ancien pays des Morins, par le père Lequien. 217 feuillets.
- Le Siége de Boulogne en 1544, poème par le baron d'Ordre, avec des notes de M. Alexandre Marmier : toutes ces notes ne figurent point dans l'ouvrage imprimé. Gr. in-fol. magnifiquement relié; hommage de l'auteur.
- Autre copie du même ouvrage. In-fol., 18 feuillets.

<sup>1</sup> Plusieurs de ces manuscrits ont un grand intérêt historique; M. Piers en promet une description détaillée. (J. D.)

<sup>2</sup> M. Haënel n'en indique que 166. — La plus grande partie de ces manuscrits provient des couvents de Saint-Vast d'Arras et de Saint-Bertin. Plusieurs, antérieurs au XI<sup>e</sup> siècle, sont fort précieux pour l'histoire de la calligraphie. — Le bibliothécaire actuel en prépare une description détaillée. (J. D.)

— *Diplomata Bertiniana*. Vél., 13<sup>e</sup> siècle.

C'est un extrait du grand Cartulaire de Saint-Bertin; la plus ancienne chartre qui s'y trouve est de 1190.

— *Cartularium Folquini*. Petit in-fol. vél., 58 feuillets, 12<sup>e</sup> siècle.— *Cronica sive historia monasterii Sancti Bertini*. Vél., 15<sup>e</sup> siècle, 590 à 1294; 126 feuillets.

C'est une copie d'Ipérius (Jean d'Ypres).

— *Hugonis floriacensis Historia*, seu *chronicon Sigeberti gemblacensis ordinis Sancti Benedicti*.

Ce manuscrit contient en outre une chronique sur Saint-Bertin, de 1114 à 1164, et un supplément de Robert, abbé de Monte-Narali.

— *Traité sur le Port itius*, attribué à l'abbé Leroy, auteur de l'Histoire de Notre-Dame de Boulogne.

Ce manuscrit renferme encore une copie de la chronique du prêtre Antoine Morin sur le siège de Boulogne, à la suite de laquelle se trouvent des notes historiques bien plus complètes que celles que nous possédons, et offrant aussi des variantes assez importantes. In-4<sup>o</sup> de 479 pages.

— *Voyage de Henri II en Boulonnois; siège et prise des forts, château et ville d'Ambleteuse par l'armée royale*, en 1549. 24 pages in-4<sup>o</sup>.— *Dissertation sur le Port itius*, par Charles Dufresne (Ducange?). 20 p. in-4<sup>o</sup>.— *Ci après s'ensuit le livre des admirables histoires des nobles princes de Hénaut.*

Ce manuscrit consiste dans les tomes 2 et 3 de l'Histoire du Hainaut; il est en françois : son caractère est du 15<sup>e</sup> siècle. C'est une traduction libre de Jacques de Guyse, avec diverses interpolations; ces deux volumes sont d'une exécution magnifique; ils sont ornés de brillantes vignettes et de nombreuses miniatures qui peuvent soutenir la comparaison avec ce que la Bibliothèque du Roi peut offrir de plus beau en ce genre. Cet ouvrage, auquel il manque le tome 1<sup>er</sup>, porte le n<sup>o</sup> 215 du catalogue des MSS. de l'abbaye de Saint-Bertin; il se termine en 1244 à la mort de la comtesse Jeanne, femme de Ferdinand de Portugal; et l'on voit ces mots au bas du dernier feuillet du tome 3 : « *Fin du tiers volume de l'histoire des nobles princes du Hainaut.* »

— *Histoire abrégée du pays et comté d'Artois*, composée par François Bauduin, jurisconsulte, natif d'Arras. In-4.

Ce joli manuscrit, de 300 et quelques pages, contient les écussons des comtes et principales familles de cette province, jusque vers le milieu du 16<sup>e</sup> siècle.

— *Troubles des Pays-Bas*, par messire Hénon Defrance, sieur de Noyelles, président d'Artois. 1612.

Ce manuscrit est en 4 volumes in-folio, mauvaise écriture du 17<sup>e</sup> siècle.

- Manuscrit très curieux touchant la ville et la cité d'Arras, et les comtés de Flandre et Artois. Grand in-folio, écriture du 18<sup>e</sup> siècle, et se terminant aux entreprises de Robert d'Artois au commencement du 14<sup>e</sup> siècle devant Théroouanne.
- Recherches historiques sur le pays des anciens Morins, par dom Ducrocq, bénédictin de Saint-Maur, de l'abbaye de Samer, en 1700. In-folio de 1056 pages, terminé en 1715.
- Relation du siège d'Arras, provenant de la Société littéraire d'Arras, précédée de divers autres documents historiques, par M. de Gassion Belgré. 14 feuillets.
- Description de ce qui s'est passé dedans la ville d'Arras durant son siège, décrit par un assiégé (1640). 19 feuillets.
- Mémoires sur la division des fermes de l'Artois. 81 pages in-fol., 18<sup>e</sup> siècle.
- Divers mémoires concernant le pays d'Artois, la fondation de la ville d'Aire, les rois de l'Epinette, le siège d'Arras en 1654, la campagne de 1708, la ville de Béthune, l'Inhumation du roi Thierry, la Comtesse Jeanne, les Vaudois, la Description de Calais, etc.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Outre ces articles, qui ne figurent pas pour la plupart dans le catalogue général de M. Haënel, on trouve indiqués dans celui-ci les manuscrits suivants, qui sont aussi relatifs à l'histoire de France.

Freculphi Chronicon. — Chronica fratris Martini. — Chronica Britanniae et Francorum. — Vitae S. Audomari et Bertini. — Chronique des abbés de Saint-Bertin, en vers, x<sup>e</sup> siècle, avec de très belles peintures. — Lib. II de l'histoire des guerres et choses mémorables sous Charles V et Philippe, roi d'Espagne, depuis 1545. — De Geldeorum principum, seu ducum origine; de rebus gestis usque ad Car. V. — Recueil des choses les plus mémorables arrivées aux Pays-Bas en 1628-1638. — Histoire des Pays-Bas, du xvi<sup>e</sup> siècle. — Histoire de la Révolution des Pays-Bas. 2 vol. in-fol. — Cette bibliothèque possède aussi un très bel exemplaire du poème françois de Guillaume-au-cort-Nez (xiii<sup>e</sup> siècle), désigné faussement par M. Haënel sous le titre de Guillaume de Normandie; et un poème latin astronomique, considéré à tort comme la sphère d'Aratus. Les magnifiques dessins de ce manuscrit, qui paroît être du x<sup>e</sup> siècle, ajoutent encore au prix de cet ouvrage, qui mériterait d'être publié avec des *fac simile*. (J. D.)

*Bibliothèque de Calais.*

Cette bibliothèque est composée de 5000 volumes environ. Il s'y trouve quelques manuscrits concernant l'Histoire de France, dont voici l'indication sommaire :

- Mélanges historiques sur les Morins, le Calaisis, l'Artois, le pays conquis et reconquis, par Pigault de Lepinois (père de Pigault-Lebrun), maire de Calais en 1768. 5 volumes petit in-fol.

Le dernier est un journal de notes et d'éphémérides. L'auteur l'a continué jusqu'en juillet 1796, et M. Mory, bibliothécaire, y a inséré depuis lors les principaux événements généraux ou de localité. Ce recueil contient des anecdotes fort intéressantes pour nos annales.

- Dialogues critico-comiques aux Champs-Élysées sur l'histoire de Calais, par Bernard, composés par M. Visconti, avocat à Saint-Omer. 53 feuillets in-fol.
  - Critique des annales de Calais, par le père Ducrocq, bénédictin de Samer, sous le nom d'Abdiel Thanacly. 80 pages in-fol.
  - Annales de Calais et du pays reconquis, par Bernard. In-fol. Autographe.
  - Antiquités les plus remarquables de la ville et port de Calais et pays reconquis, par Marin Bailleul, curé de Sanguette en 1649. La chronologie se termine à la fin du 16<sup>e</sup> siècle. 221 feuillets.
  - Autre copie du même auteur. In-fol., 124 feuillets.
  - *Ardensis ecclesiæ presbyteri Lamberti super ghisnensiam historiam et Arnoldum de Ghisecier.* Grand in-folio, 67 feuillets.
  - Mémoires divers de M. de Visconti sur l'Histoire de France.
  - Recepte du domaine de Calais et pays reconquis en l'an 1623, par M. Claude Monet.
  - Papier terrier du domaine du roi en la ville de Calais, par Pierre de Miraulmont, conseiller au trésor, donné en 1782 par ses héritiers.
  - Divers terriers manuscrits concernant Audruicq et le pays de Brédénarde.
  - Relation de la peste dont la ville de Toulon fut affligée en 1721. In-4<sup>o</sup> de 167 pages.
-



*Bibliothèque de Dunkerque.*

La bibliothèque de Dunkerque est composée de 5000 volumes environ; un seul manuscrit s'y trouve : c'est l'autographe de la *Description historique de Dunkerque*, 2 volumes in-folio réunis en 1, par Pierre Faulconnier, ouvrage imprimé à Bruges en 1730; cet auteur est encore le seul écrivain qui ait traité avec quelque étendue l'histoire de cette cité importante.

---

*Bibliothèque de Bergues.*

A la page 56 de l'Histoire de Bergues, nous avons fait une courte mention de la bibliothèque de cette ville : son dépôt littéraire, où gisent divers manuscrits, mérite d'être examiné avec la plus grande attention.

---

*Manuscrits de la Bibliothèque d'Arras, concernant l'Histoire de France.*<sup>1</sup>

« Cette bibliothèque est excellente et distinguée, soit pour le nombre, soit pour la qualité des livres, et passe avec justice pour la meilleure et la plus nombreuse qui soit en province. » (*Voyage des deux bénédictins de Saint-Maur.*) On y trouve le manuscrit autographe de Duclercq, qui contient 638 feuillets in-folio.

Voici l'ordre chronologique des manuscrits de cette bibliothèque :

8<sup>e</sup> siècle, 1 manuscrit. — 9<sup>e</sup> siècle, 0. — 10<sup>e</sup> siècle, 23. — 11<sup>e</sup> siècle, 48. — 12<sup>e</sup> siècle, 143. — 13<sup>e</sup> siècle, 266. — 14<sup>e</sup> siècle, 217. — 15<sup>e</sup> siècle, 76. — 16<sup>e</sup> siècle, 116. — 17<sup>e</sup> siècle, 123. — 18<sup>e</sup> siècle, 13. — Indéterminés, 14. — Total, 1040 manuscrits.

Ces ouvrages forment 775 volumes sur vélin, et 424 volumes sur papier. Les 775 volumes sur vélin contenoient 143,405 feuillets; mais 37,422 en ont été arrachés.

<sup>1</sup> Extrait par M. Piers du catalogue publié par sir Phillips.

26. Enterrements de Rois, Reines, Princesses du sang, etc.  
2 vol. in-fol., pap. 16<sup>e</sup> siècle.
34. Chroniques de Flandres, escriptes par Jean de Fœucy,  
abbé de Saint-Eloi et de Hénin-Liétard. In-fol., pap.  
17<sup>e</sup> siècle.
40. Godefroy. Inventaire des archives d'Artois, déposées à  
Arras, depuis 1102 jusqu'en 1287. In-fol., pap. 18<sup>e</sup>  
siècle.
41. Répertoire des 15 registres aux mémoriaux, depuis  
1538 jusqu'en 1720, déposé au conseil provincial d'Ar-  
tois. In-fol., pap. 17<sup>e</sup> siècle.
50. Hebert, sur les coutumes d'Artois. In-fol., pap. 18<sup>e</sup>  
siècle.
51. Nicolas Gosson et autres, sur les coutumes d'Artois,  
recueillies par François Jacquet, en 1648.
67. 1°. Traité de Paix, fait à Péronne en 1468.  
2°. Mémoires de la ville d'Arras.  
3°. Inventaire de Chartes.  
4°. De Origine comitum Artesiæ:  
5°. Antiquités de la ville de Hénin-Liétard.  
6°. Troubles d'Arras, en 1578. In-fol., papier. 16<sup>e</sup>  
siècle.
- 118 et 144. Panagii Salii, Audomarensis, Vedastiados.  
In-4°, vél. 16<sup>e</sup> siècle.
140. Res gestæ Atrebatenses, quandò *separârunt* ab Eccle-  
siâ cameracensi.... In-4°, vélin. 17<sup>e</sup> siècle.
143. Troubles d'Artois, ou Pièces touchant la réconcilia-  
tion des Etats d'Artois, en 1579. In-4°, pap. 16<sup>e</sup> siècle.
145. Insignia familiarum Flandriæ, et genealogiæ Franciæ  
(un écusson armorié sur chaque page), an. 1555. In-4°,  
papier. 16<sup>e</sup> siècle.
- 145 *bis*. Insignia militum Velleris aurei, depicta. In-4°  
pap. 16<sup>e</sup> siècle.
148. Stephani Le Pez. Genealogiæ Flandriæ. In-4°, papier.  
17<sup>e</sup> siècle.
167. Chronicon Marchianense, ab origine gentis Franco-  
rum ad annum 1286. In-4°, pap. 16<sup>e</sup> siècle.
168. Chronique de la ville de Lille. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
175. Chronique de Froissart. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.

184. 1°. Turpini Gesta Caroli Magni.  
2°. Genealogia comitum Bononiæ. Vélin. 12<sup>e</sup> siècle.
187. Chroniques de Nicaise l'Adam, natif de Béthune, et roi d'armes de l'Empereur Charles V. 2 vol., papier. 16<sup>e</sup> siècle.
- 187 *bis*. Léonor le François, de Obsidione Philipsburgi, an. 1676. Pap. 17<sup>e</sup> siècle.
190. Stephani Le Pez. Les Armoiries et généalogies d'Artois. Pap. 17<sup>e</sup> siècle.
192. Step. Le Pez. Epitaphes et monuments de plusieurs églises de Paris. Pap. 17<sup>e</sup> siècle.
193. Perry. Inventaire de chartes et donations d'Artois, reposant aux archives du conseil d'Artois. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
- 194 et 195. Step. Le Pez. Mémoires généalogiques et Epitaphes. Pap. 17<sup>e</sup> siècle.
- 196, 197, 198 et 199, 294 et 295. Step. Le Pez. Généalogies, Epitaphes et Extraits de Registres. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
- 200, 201, 202, 203, 204. — 212. Step. Le Pez. Généalogies, Epitaphes, Armorial. Pap. 17<sup>e</sup> siècle.
208. Step. Le Pez. Extraits du cartulaire de St.-Vast. Pap. 17<sup>e</sup> siècle.
- 210 et 800. Franç. Bauduin. Chroniques d'Artois. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
230. Histoire des Ducs de Bourgogne. Vélin. 15<sup>e</sup> siècle.
246. Walerand Obert, sur les troubles des Pays-Bas, en 1572 et 1578. Papier. 17<sup>e</sup> siècle.
256. Mémoires de l'Ordre de la Toison-d'Or. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
264. Chronique de Flandres, depuis 1058 jusqu'en 1528. Pap. 17<sup>e</sup> siècle.
267. Raoul Lefevre. Histoire de Troye. 1464.
286. Jean d'Outremeuse. Chronique de Liège. 1555.
288. Philippe Wielant. Histoire de Flandre. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
296. Antoine Taverne, sur la paix d'Arras. 1435. Papier. 15<sup>e</sup> siècle.
306. Iperii Chronicon Sti.-Bertini. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.

310. *Gesta abbatum Sti.-Bertini*, ad annum 1473. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
315. *Guerres de Flandres*. Papier. 16<sup>e</sup> siècle.
- 337, 968 et 980. *Necrologium atrebatense*. Vêlin. 13<sup>e</sup> siècle.
353. *Recueil d'anecdotes historiques*. In-4°, pap. 17<sup>e</sup> siècle.
378. *Res gestæ in Duaco*, ab anno 662 ad annum 1589. In-8°, pap. 17<sup>e</sup> siècle.<sup>1</sup>
409. *Stephani Le Pez. Tombeaux des Hommes illustres qui ont paru au conseil privé du Roi aux Pays-Bas*, de 1517 à 1673. In-4°, pap. 17<sup>e</sup> siècle.
419. *Caroli Magni Vita*. In-4°, pap. 17<sup>e</sup> siècle.
420. *Meyeri Excerpta ex annalibus Flandriæ*. In-4°, papier. 17<sup>e</sup> siècle.
- 427 et 428. *Steph. Le Pez. Généalogies, naissances, mariages et morts des hommes nobles d'Artois*. In-4°, papier. 17<sup>e</sup> siècle.
439. *Généalogies des Rois de France*. In-fol., papier. 16<sup>e</sup> siècle.
471. *Georges Lepreuve. Histoire des guerres de France, entre Louis XI et le duc de Bourgogne*. In-fol., papier. 16<sup>e</sup> siècle.
516. *Les guerres de France*, par Georges Chastelain, panetier de Philippe de Bourgogne. In-fol., pap. 16<sup>e</sup> siècle.
558. *Répertoire des Chartes d'Arras*. 2 vol. in-fol., pap. 17<sup>e</sup> siècle.
574. *Histoire des Croisades*, de 1096 à Richard I<sup>er</sup>. In-fol., vêlin. 13<sup>e</sup> siècle.
578. *Jacques du Clercq, sieur de Beauvais en Ternois. Mémoires historiques*; ab anno 1448 ad 1467. In-fol., pap. 16<sup>e</sup> siècle.<sup>2</sup>
583. *Hist. Britonum*. — *Chronicon quoddam Angliæ*. In-fol., vél. 13<sup>e</sup> siècle.
594. *Johannis Molinet Historia*, ab 1474 ad 1506. 2 vol. in-fol., pap. 16<sup>e</sup> siècle.
- 600, 601 et 604. *Steph. Le Pez. Généalogies, titres, ex-*

<sup>1</sup> On lit dans le catalogue de Haënel cette désignation, qui paroît s'appliquer au même ouvrage : *Histoire de Douai*, depuis 1662. (J. D.)

<sup>2</sup> Le catalogue de Haënel indique de 1348 à 1448. (J. D.)



- traits de cartulaires concernant l'Artois. In-fol. , papier. 17<sup>e</sup> siècle.
- 607 et 608. Généalogies de la maison de Limbourg et Boulogne. 2 vol. in-fol. , pap. 16<sup>e</sup> siècle.
609. Bauduin. Histoire des comtes d'Artois. In-fol. , pap. 17<sup>e</sup> siècle.
- 610, 611 et 614. Généalogies de Lorraine et Bar, de Luxembourg, de Hornes, Lalaing et Berlaymont. In-fol. , pap. 16<sup>e</sup> siècle.
612. Steph. Le Pez. Armorial général de Flandre. In-fol. , pap. 17<sup>e</sup> siècle.
642. Conseils provinciaux d'Artois, par Bernard de Rasière, écuyer, sieur Dauby. 1730. In-fol. , papier.
643. Mémoires des Magistrats d'Arras. Papier. 18<sup>e</sup> siècle.
647. Chronologie des Empereurs d'Allemagne et des Rois de France. In-fol. , pap.
650. Galbertus. De Occisione Caroli, comitis Flandriæ. In-fol. , pap. 17<sup>e</sup> siècle.
651. Joachim Abbatis, Prædictiones de eventu Peregrinationis Regum Franciæ et Angliæ in Terrâ Sanctâ. Ann. 1180. pap. 14<sup>e</sup> siècle.
655. Edm. Dinteri Chronicon Brabantiae. In-fol. , papier. 15<sup>e</sup> siècle.
658. Monstrelet. Chroniques de France et d'Angleterre. In-fol. , pap. 15<sup>e</sup> siècle.
661. Inventaire des Chartes d'Artois. In-fol. , papier. 16<sup>e</sup> siècle.
666. Baldricus, Episcopus noviomensis et tornacensis. Eccl. Atrebatensis et Cameracensis Episcoporum vitæ, à S. Vedasto ad Gerardum I et Liedbertum. In-fol. , pap. 17<sup>e</sup> siècle.
- 652 et 712. Steph. Le Pez. Epitaphes et Généalogies. In-fol. , pap. 17<sup>e</sup> siècle.
742. Jennette Greberd. Poème sur les guerres de Henri, roi d'Angleterre. 1471. In-8°, pap.
756. Inscriptions recueillies dans les châtelainies de Lille, Douai et Orchies. In-4°, pap. 17<sup>e</sup> siècle.
808. Troubles d'Arras, en 1577. In-4°, pap. 16<sup>e</sup> siècle.

1020. Cartularium Abbatiae Sti.-Bertini. In-4°, vélin.  
14<sup>e</sup> siècle.

Il se trouve en outre dans cette bibliothèque de nombreuses Vies de Saints, et divers Recueils concernant l'abbaye de Saint-Vast.

Ouvrages manuscrits qui se trouvent parmi les imprimés :

10876. L'Etat de la situation de la ville de Douai. 1767.

11056. 1°. La prise d'Arras, par Louis XIII.

2°. Réglemens du Roi, faits à Fontainebleau, le  
29 juillet 1661.

11146. Recueils pour l'histoire du Parlement de Flandre, séant à Douai. De 1733 à 1750. 3 vol.

Extrait, fait par M. Piers, du Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque d'Arras, par sir Thomas Phillipps. In-8°. Paris, 1829; catalogue reproduit avec plus de détails, mais sans plus de méthode, dans le Catalogue général des Manuscrits, par M. Haënel. Pages 32 à 45.

*Manuscrits de la Bibliothèque de Lille, concernant  
l'Histoire de France.*

- Chroniques de Monstrelet. In-fol., pap., 15<sup>e</sup> siècle.
- Motifs de la France pour la guerre d'Allemagne. In-fol., pap., 18<sup>e</sup> siècle.
- Le duc de la Rochefoucault sur les mouvemens de la cour et des princes après la mort de Louis XIII. In-fol., pap., 18<sup>e</sup> siècle.
- Le siège de Nuits en 1474. In-fol., pap., 18<sup>e</sup> siècle.
- Couronnement de Charles V.
- Histoire de Lille, à l'usage de M. Herreng, trésorier de la France.
- Privilèges de la comtesse Jeanne.
- Actes des eschevins de Lille. Pap., 1404.

- Actes de la ville de Lille.
- Entrée d'Albert et d'Isabelle à Lille. 1600.
- Histoire du Couvent des Frères-Prêcheurs de Lille.
- Censuale abbatiae de Laude (Los).
- Sur la châellenie de Lille.
- Louis de Baudouin, comte de Haynaut.
- Privilège donné à la ville de Tournay. In-4°, pap., 17<sup>e</sup> siècle.
- Cartularium fratrum Prædicatorum (de Lille). En partie sur vélin, et du 13<sup>e</sup> siècle; en partie sur papier, et du 16<sup>e</sup> siècle.
- Cartularium eccl. cathedralis S. Petri (de Lille). In-fol. vél., 13<sup>e</sup> siècle, avec addit. du 14<sup>e</sup> siècle.
- Les biens et charges de la trésorerie de Saint-Pierre à Lille. In-4° vél., 17<sup>e</sup> siècle.
- Répertoire des titres de la ville de Lille, fait par Rogier Hangouart. In-fol., pap., 16<sup>e</sup> siècle.
- Notes sur les villages de la châellenie de Lille, *seu topographia castellanix de Lille, in qua continentur domini maneriorum et terrarum, cum monumentis eorum ex eccl.* In-4°, pap., 18<sup>e</sup> siècle.
- Registres du renouvellement de la loy de la ville de Lille. 2 in-fol., pap., 18<sup>e</sup> siècle. (Ce sont des listes d'officiers, de magistrats de cette ville, depuis 1375 jusqu'en 1741.)
- Sommaire des édits de la ville de Lille. In-fol., pap.
- Recueil de pièces sur l'histoire de Lille. Pap., 17<sup>e</sup> siècle.
- Collection d'auteurs nés à Lille. In-fol., pap., 18<sup>e</sup> siècle.
- Rentale eccl. cathedralis S. Petri de Lille. In-fol., pap., 17<sup>e</sup> siècle.
- Fondation et chronique de la ville de Lille. In-fol., pap., 17<sup>e</sup> siècle.
- Extraits du registre des chartes de la ville de Lille, depuis 1423 jusqu'à 1640. In-fol., pap.
- Services à la maison d'Autriche par les nobles familles de Gand et Villain en Flandres. In-fol., pap., 17<sup>e</sup> siècle.
- Registre des coutumes du pays de Lalewe à Saint-Waast, fait par Regnault et Denis le Guillebert père et fils. In-fol., pap. 16<sup>e</sup> siècle.
- Coutumes de Lille. — Recueil de terres, bois, etc., de la châellenie de Lille, Douai, Orchies. In-fol., pap., 17<sup>e</sup> siècle.

- Extraits de Roisin sur l'histoire de Lille. In-fol. , pap. , 18<sup>e</sup> siècle.
- Recueil de lois, chartes et privilèges de la ville de Lille. In-fol. vél. , 14<sup>e</sup> siècle, avec add. des 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles.
- Coutumier de Lille. In-fol. , pap.
- Consuetudines urbis et castellanix Insulensis. [In-fol. , pap. , 17<sup>e</sup> siècle.
- Usages de Lille. In-fol. , pap. , 18<sup>e</sup> siècle.
- Hist. abbatix de Laude (à Lille). 5 vol. in-4<sup>o</sup> , 17<sup>e</sup> siècle.
- Extraits des Reg. de la Chambre des Comptes de Lille.
- Mémoire sur la généralité de la Flandre gallicane , et la ville et châtellemie de Lille, Orchies, Douai, etc. , 1698.
- Sur les antiquités de Flandre. Pap. , 16<sup>e</sup> siècle.
- Festes de l'Epinette depuis 1283, avec les armoiries des rois coloriées. In-fol. , pap.
- Deux autres recueils sur le même sujet.
- Histoire des châtelains de Lille et des comtes de Flandre. In-fol. , pap. , 17<sup>e</sup> siècle.
- Mémoires du baron de Vuorden sur la campagne de l'année 1653, jusqu'au traité des Pyrénées 1657.
- Le siège de Marchiennes (en 1712) écrit par un assiégé. In-4<sup>o</sup> , pap.
- Plusieurs vies de saints ; MSS. du 13<sup>e</sup> siècle et des siècles suivants.
- Mémoire sur la Navarre. In-4<sup>o</sup> , pap. , 18<sup>e</sup> siècle.
- L'ordre de la Toison-d'Or. Vél. , 16<sup>e</sup> siècle.
- Philippiques contre les bulles et autres pratiques de la faction d'Espagne. Pap. , 17<sup>e</sup> siècle.
- Chroniques de Flandres. Vél. , 14<sup>e</sup> siècle.
- Chroniques de Jean Molinet. 3 v. in-fol. , pap. , 17<sup>e</sup> siècle.
- Blasons des enterrements qui se sont faits à Bruges. T. I, de 1654 à 1674.
- Recueil historique des hommes et des femmes célèbres.
- Généalogie du duc de Bouillon. In-4<sup>o</sup> , pap. , 17<sup>e</sup> siècle.
- Cérémonies de l'ordre du Saint-Esprit, avec les armoiries. In-8<sup>o</sup>.
- Armoiries de Flandres. In-4<sup>o</sup> , pap.
- Recueil des anciens monuments funèbres et héraldiques de la noblesse flamande et françoise, depuis 1300 jusqu'à 1650. Pap.

- Recueil de tous les chapitres et festes de la Toison-d'Or, institués par Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, en 1429, en la ville de Bruges. In-fol., pap.
- Arms of gentry of Flanders in the 15<sup>e</sup> sæc.
- Institution du parlement de Malines, par Charles, duc de Bourgogne, 1473.
- Privilèges de la ville de Malines, etc. In-fol., pap.
- Guerres de l'Europe, de 1618 à 1657. 2 in-4°, pap.
- Chroniques de France, depuis 1295 à 1464. In-fol., pap., 15<sup>e</sup> siècle.
- Tractatus Pacis inter Franciæ et Angliæ reges apud Bertigniacum, anno 1360.
- Chronique de la bataille du duc de Bourgogne avec les Suisses. In-fol., pap., 15<sup>e</sup> siècle.
- Ponthus Payen, sieur des Essarts : Troubles de la ville d'Arras en 1578. In-fol., pap., 16<sup>e</sup> siècle.
- Journal d'un voyage en France en 1690 et 1697, et aussi dans les Pays-Bas. 2 in-12, pap.
- Olivier de la Marche, Mém. hist. In-fol., pap.
- Procès-verbal de l'assemblée générale du clergé de France tenue à la ville de Mantes, 1641. In-fol., pap.
- Antiquités des forestiers de Flandre. In-fol., pap., 16<sup>e</sup> siècle.
- Comtes et comtesses de Flandre depuis 808. In-fol., pap., 16<sup>e</sup> siècle.
- Actes et pièces relatifs à l'histoire de France, Flandre et Artois. In-fol., pap., 16<sup>e</sup> siècle.
- Chroniques du duché de Bourgogne. Pap., 15<sup>e</sup> siècle.
- Chroniques de Flandre, de 621 à 1490. Pap., 15<sup>e</sup> siècle.
- Généalogies de Flandre et d'Artois. 4 vol. in-fol., pap., 16<sup>e</sup> siècle.
- Généalogie d'Artois. In-fol., pap.; 17<sup>e</sup> siècle.
- Généalogies extraites de la Chambre des Comptes à Lille, depuis 1399 à 1403 et à 1570. In-fol., pap.
- Guillaume Rugher, hérault d'armes de Haynaut et de Lille; collect. des obsèques et funérailles des princes et nobles. In-fol., pap. (avec curieux dessins).
- Jacques Bouvier Berry, hérault de Charles VII; Chronique de Normandie, depuis Rou le Danois jusqu'à la mort de Henri II, roi d'Angleterre. In-4°, pap., 15<sup>e</sup> siècle.
- Généalogie des ducs de Nivernois avec les blasons de leurs armes. In-fol., pap., 16<sup>e</sup> siècle.



- Recueil de plusieurs pièces historiques dont suivent les titres :

Extraits des registres en la trésorerie de Polligny, sur les descendants de la maison de Bourgogne ;

Chroniques des guerres de 1520 à 1525 ;

La conquête faite par le roi d'Angleterre de Théroouanne et de Tournai ;

Institution de la Procession de Lille et du Rouge chevalier ;

Triomphe célébré à Cambray en 1529 ;

La prinse de Milan et siège de Pavie, et la prinse du roy Franchois, avec plusieurs lettres écrites dans ce temps-là ;

Poème par les habitants de Hesdin sur la prise de Théroouanne ;

L'Entrée de l'empereur Charles-Quint à Boulogne, 1529 ;

Traité de Madrid, 1526. — De Cambray, 1529, et plusieurs autres pièces historiques du 16<sup>e</sup> siècle.

- Recueil de l'estat des roys, hérauts, poursuivants et officiers d'armes.

- Recueil des Généalogies de Flandre.

- Recueil historique contenant, entre autres pièces du 16<sup>e</sup> siècle :

Extraits des annales d'Acquitaine, par J. Bouchet ;

Entrées de Charles-Quint en plusieurs villes ;

Recueil d'aucunes lettres, etc., par lequel se comprend la vérité des choses passées entre Charles-Quint et François I<sup>er</sup> ;

L'Entrée de Charles-Quint à Poitiers ;

Lettres de l'empereur Charles-Quint ;

Lettres de François I<sup>er</sup> à l'empereur des Turcs, trouvées par André Doria ; et plusieurs autres pièces relatives à la guerre contre les Turcs ;

Traité entre Charles-Quint et François I<sup>er</sup> ;

Recueil des déclarations du roi et arrêts du conseil d'état, depuis 1686 à 1691 ;

- Extraits historiques par le père Séraphin de Saint-Bernard, du couvent des Carmes déchaussés à Lille. 4 vol. in-4<sup>e</sup>. 1658.

Recueil contenant entre autres :

*Chronica Tornacensis* ;

Le traictiez de maistre Jan du Fay, de la querelle laquelle est de piecha d'entre le roy de Franche et les prinches de pardecha ;

*Transcripta chartarum de rebus gestis in Flandria inter annos 1176 et 1310.*

Extrait du Catalogue de sir Thomas Phillipps, publié en 1828 à cent exemplaires, et reproduit dans le catalogue général des manuscrits de M. Haënel, p. 178.

*Quelques Manuscrits de la Bibliothèque de sir Phillipps, concernant l'Histoire de France.*

- Sidonii Apollinaris opera. In-fol. vél., 12<sup>e</sup> siècle.
- Dépenses de bouche de Charles IX et de Henri III.
- *Vita Sti. Germani*. In-fol. vél., 13<sup>e</sup> siècle.
- Argenterie portée à la Monnoie, 1759.
- *Tractatus historici de Galliâ*. Ex bibliothecâ de de Thou.
- Filiation des officiers du conseil du Parlement.
- Mémoires sur les différends entre la France et l'Autriche.
- *Petrus bibliothecarius, de Historiâ Gallorum, ab anno 715 ad 898*. In-fol., 15<sup>e</sup> siècle.
- Alani Chartier *Planctus super captivitatem Franciæ*.
- Turpini *Vita Caroli Magni*. In-fol. vél., 15<sup>e</sup> siècle.
- Dom Denis Briant : *Histoire du Maine*. In-fol., 17<sup>e</sup> siècle.
- Dom Lobineau : *Traité historique des barons de Bretagne*. In-fol., 18<sup>e</sup> siècle.
- Correspondance autographe et inédite de Montcalme. 4 vol. in-4<sup>o</sup> et 2 in-fol.
- Remontrances de l'assise de La Flèche. In-fol. vél., 14<sup>e</sup> siècle.
- *Rentale abbatiae de Corbie*.
- *Rentale abbatiae de Saint-Denis*. 4 vol. vél., 18<sup>e</sup> siècle.
- Fragment du cartulaire de Mathilde, comtesse d'Artois. In-fol. vél., 14<sup>e</sup> siècle.
- Chroniques de Jean Molinet.

- Procès contre Baudouin li Cordier, faux monnoyeur, écrit par un Artésien. 13<sup>e</sup> siècle.
- La Vie de saint Amé.
- Compte de la recette des finances de Caen. 2 vol. in-4<sup>o</sup> vél., 17<sup>e</sup> siècle.
- Dépenses de Marie, reine d'Écosse, pendant son séjour en France. 16<sup>e</sup> siècle (rouleaux).
- Computus villæ d'Amiens.
- Registrum causarum baroniæ de Vaulx.
- Cartulaire de Fontevrault. 12<sup>e</sup> siècle.
- Cartulaire de Sammer. Vél., 11<sup>e</sup> siècle.
- Cartulaire de Vendôme. Vél., 11<sup>e</sup> siècle.
- Cartulaires de l'abbaye de Saint-Waast, de Sainte-Marie-des-Prés, de Metz, de Laon, de la famille d'Armand, de la famille de Vernon.
- Chronique de Normandie, de Guillaume de Jumiège.
- Bonner, Arbre des Batailles.

Extrait certifié par

PIERS.

---



## SECTION II.

## EXTRAITS ET ANALYSES.

---

*Monumenta Germaniæ Historica inde ab anno Christi quingentesimo usque ad annum millesimum et quingentesimum, etc., etc.* Edidit. G. H. Pertz. Hanoveræ, 1835, in-fol. Tomus III.<sup>1</sup>

Le troisième volume de la Collection des Monuments germaniques, confiée aux soins de M. Pertz, vient de paraître. Il contient les capitulaires rendus par les empereurs depuis le vi<sup>e</sup> siècle jusqu'au x<sup>e</sup>.

Cette publication est importante, et mérite de fixer l'attention de tous ceux qui s'occupent de l'histoire, et en particulier des premiers temps de la monarchie française : aussi nous croyons utile de consacrer à son examen quelques unes des pages de ce recueil. — Et, pour entrer tout d'un coup en matière, voici la traduction presque complète de la préface que M. Pertz a placée en tête de ce recueil.

..... Dans cette collection, nous avons compris les ordonnances royales (*Constitutiones regię*) relatives aux plaids ou à l'armée, les capitulaires que les rois et les empereurs ont promulgués dans les assemblées tenues pour examiner les jugements rendus par leurs délégués ou par les cours particulières des comtes ou des évêques, les rapports au prince, les pétitions des leudes présentées au roi, la réponse de celui-ci et les discours publics, les lois, les établissements, les traités ou capitules généraux ou particuliers, les édits royaux relatifs à l'explication ou à l'observation des lois, les lettres encycliques, les capitulaires relatifs aux envoyés du roi (*Missi regii*).

Nous y avons compris encore les encycliques de ces en-

<sup>1</sup> Voir dans le Bulletin de la Société de l'Histoire de France, mars 1835, la table des matières contenues dans les deux premiers volumes de cette collection.



voyés aux prélats et aux comtes de leur juridiction; les formules employées dans la promulgation et l'acceptation des lois dans les différentes assemblées (*in mallis*), avec la subscription des hommes libres; les formules des serments, des approbations des couronnements, et tous les actes enfin relatifs aux lois et au gouvernement, cherchant ainsi à présenter le tableau fidèle de la forme et du mode d'administration en usage chez nos aïeux.

Ces actes, écrits sur de petites feuilles de parchemin dans l'intérieur du palais, puis proposés dans les plaids à un examen général, et de là transmis aux archevêques, évêques, abbés et comtes, qui les faisoient connoître au peuple, étoient conservés dans les archives du palais, dans celles des églises cathédrales ou des monastères, et se trouvoient généralement transcrits avec les livres de droit canonique, de manière à ce qu'ils fussent mieux conservés. Cependant les originaux de tous ces capitulaires ont péri, à l'exception d'une feuille qui est dans le monastère de Saint-Paul en Carinthie, par laquelle Charlemagne ordonne aux ôtages saxons répandus en Allemagne de venir à Mayence, et des lettres encycliques de l'évêque Riculfe, qui se trouvent au monastère de Saint-Gall. Mais les livres de droit ecclésiastique ou civil dans lesquels on retrouve des capitulaires, et qui ont été écrits en Allemagne, en Italie, en France, et sur les marches d'Espagne (*marca Hispanica*), sont assez nombreux. Ainsi nous avons visité avec succès l'église Saint-Martin de Mayence, les cathédrales d'Augsbourg et de Frisingues, les monastères de Saint-Emmeram de Ratisbonne, de Tegernsée, de Chiemsee, de Sangalle, de Weissenau, de Weissembourg, de Corwée; en Italie, ceux du Mont-Cassin, de Cave et de Suse, et l'église de Sainte-Eufémie de Vérone; en France, nous avons retrouvé les manuscrits des anciens monastères de Paris, de Mâcon, de Saint-Vincent de Laon, de Saint-Pierre de Beauvais, de Saint-Remi de Reims, de Saint-Vincent de Metz, de Sainte-Marie et de Saint-Etienne de Sens, de Corbeil, de Luçon, de Tours, et plusieurs autres encore dont l'origine ne nous est pas connue. Quant à leur âge, quelques uns sont du ix<sup>e</sup> siècle; un plus grand nombre, du ix<sup>e</sup> au x<sup>e</sup>; d'autres encore, des xi<sup>e</sup>, xii<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles.

Tant que la législation des capitulaires fut observée dans

tout l'Empire, ces monuments furent recopiés aussitôt que le temps et l'usage les altéroient. Au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, quand les lois, écrites en langue vulgaire, devinrent d'un commun usage en Allemagne et en Italie, les capitulaires tombèrent peu à peu dans l'oubli, bien que la législation exprimée dans ces anciens monuments fût toujours en vigueur, et que les empereurs rappelassent très souvent cette grande source du droit national.<sup>1</sup>

Cette observation est surtout applicable au recueil d'Ansegise<sup>2</sup>, bien que les monuments du même genre n'aient jamais été négligés par les légistes du moyen âge, ni même par ceux des temps modernes.

L'autorité des capitulaires dura, suivant Baluze, jusqu'au règne de Philippe IV (1314). Cependant les manuscrits des trois siècles antérieurs ne se trouvent pas communément.

Quant à l'Italie, je ne sais si les capitulaires, joints aux édits des rois lombards et mêlés aux collections des lois, ont jamais cessé d'être en vigueur. Muratori cependant, dans l'édition qu'il a donnée de ces lois, paroît douter que les capitulaires aient eu quelque influence sur la législation établie de son temps. Certes, la loi des Lombards, jointe aux capitulaires, étoient en usage au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, et nous avons trouvé dans le monastère de Cave une charte de *Moringab*<sup>3</sup>, de l'an 1423.

Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, Beatus Rhenanus et Vadian furent les premiers qui fixèrent leur attention sur les capitulaires. Après eux vint Vitus Amerpachius, qui, en 1545, publia pour la première fois quelques uns des capitulaires d'après un manuscrit de Tegernsée, se proposant d'augmenter plus tard son travail.<sup>4</sup>

Il fut suivi de très près par Dutillet, qui, en 1548, donna,

<sup>1</sup> Ici M. Pertz cite en notes quelques unes des ordonnances relatives aux capitulaires, rendues par Frédéric I<sup>er</sup>, Othon IV, Louis IV et même François II.

<sup>2</sup> Voyez sur Ansegise et sa collection la fin de cet article.

<sup>3</sup> Moringab, *dos à marito profecta, donum matutinale*, etc., etc. Ducang. Gloss. ad verb. *Morganogiba*.

<sup>4</sup> Ce livre est intitulé : *Præcipuæ constitutiones Caroli Magni de rebus ecclesiasticis et civilibus à Lothario nepote ex avi constitutionum libris collectæ et nuper à cenobio Tegernseensi prolatæ, cum annotationibus et præfatione Viti Amerpachii*. Ingolstadii. 1545, in-8°.

Voyez, pour d'amples détails sur les différentes éditions des Capitulaires, la préface de Baluze dans son Recueil, et la traduction française qu'a donnée à part M. de Chiniac de cette préface, sous ce titre :

dans un recueil de lois anciennes, une partie de la collection d'Ansegise et de Benoît. Mais il fut arrêté au milieu de son travail, et la gloire de la première publication d'Ansegise lui fut enlevée par Hérolde. Nous parlerons plus bas de son travail et de celui de Pithou, en examinant la collection d'Ansegise.

Ici, M. Pertz analyse en quelques lignes les publications partielles que plusieurs savants ont faites de capitulaires, et qui se trouvent en différents recueils.

Ainsi, Baronius, en ses *Annales*; Canisius, en ses *Lectures anciennes*; Goldast, en ses *Constitutions impériales*; Sirmond et Labbe, dans leur *Collection des Conciles*; et, après eux, Holstein et Charles Date<sup>1</sup>, ont tous publié un plus ou moins grand nombre de capitulaires. Enfin, il arrive à Baluze, qu'il nomme avec raison le réformateur des capitulaires (*Restaurator*).

Sa première intention, dit-il, avoit été de publier les collections d'Ansegise et de Benoît, après les avoir bien corrigées; mais, à l'exemple de Sirmond et de Goldast, qui avoient suivi l'ordre chronologique, ayant réuni les leçons d'un grand nombre de manuscrits de l'Espagne, de la Suisse, de la Belgique, de Rome, d'Helmstadt, et principalement de la France, il publia dans un ordre chronologique, outre la loi salique, celle des Ripuaires, des Bava-rois, des Allemands; il y joignit des lettres, des diplômes, extraits du livre de Benoît, et les collections des formules de Marculfe. Puis à ses notes il ajouta celles de Pithou, de Bignon et de Sirmond. Enfin, après un labeur infatigable, il éleva un monument qui lui méritera l'éternelle reconnaissance des siècles à venir.<sup>2</sup>

Nous devons à présent, continue M. Pertz, rendre compte de cette nouvelle édition.

Nous en avons eu la pensée après avoir connu le manuscrit du monastère de Saint-Paul en Carinthie, qui, avec une copie des capitulaires de Charlemagne et de son fils,

*Histoire des Capitulaires des Rois françois de la première et seconde race, ou Traduction de la Préface mise par Etienne Baluze à la tête de son édition des Capitulaires, etc., etc., par M. de Chiniac. Paris, 1779, 1 vol. in-8°.*

<sup>1</sup> Page xv de la Préface.

<sup>2</sup> Voyez sur cette collection l'ouvrage de M. de Chiniac, dont il est parlé dans une note précédente.

et quelques unes de Lothaire, contient les édits des rois lombards.

Ayant trouvé ce monument en 1820, nous n'avons pas cessé depuis de chercher à le rendre complet en visitant toutes les bibliothèques. Après les trésors de la Bibliothèque impériale de Vienne, nous avons visité, en 1821, 22 et 23, ceux d'Italie, et nous avons pu y compléter les capitulaires de Charlemagne, de Louis son fils, et de Lothaire, surtout d'après les manuscrits de Chise (*Chisianum*), de Cave et du Vatican.

Nous avons encore visité, en 1823, les manuscrits de Saint-Gall, ceux de la Bibliothèque ducale de Wolfenbutel, parmi lesquels nous avons aussi retrouvé des capitulaires inédits de l'empereur Charles et de ses fils..... Enfin, nous avons consacré les années 1826 et 1827 à la Bibliothèque royale de Paris, et nous devons à la bienveillance empressée de MM. Abel Rémusat, Gail, Hase et Guérard, la communication d'un grand nombre de manuscrits précieux que nous avons étudiés ou copiés.

Nous n'avons pas non plus négligé les bibliothèques d'Angleterre. . . . .

M. Pertz a fait suivre cette exposition de son travail d'une notice bibliographique de tous les manuscrits qu'il a consultés ou copiés, et dont le nombre ne s'élève pas à moins de quatre-vingt-dix. Nous ne traduirons aucun des détails, souvent curieux, qu'il a donnés en cette partie de sa préface; ils nous mèneraient trop loin. Voici seulement un tableau succinct de ces nombreux monuments, divisé par siècles :

Quatre-vingt-dix manuscrits, dont 33 appartenant à la Bibliothèque royale de Paris; 4, du <sup>viii</sup> siècle; 33, du <sup>ix</sup> ; 27, du <sup>x</sup> ; 11, du <sup>xi</sup> ; 9, du <sup>xii</sup> et du <sup>xv</sup> ; 1, du <sup>xvi</sup> , et 3 sans date.

Nous allons entrer maintenant dans quelques détails sur le texte des monuments publiés par M. Pertz; adoptant les divisions de sa table des matières, nous les examinerons par règne, et dans l'ordre chronologique où nous les trouvons placés.

Le volume commence par huit décrets, établissements ou édits rendus par les princes de la famille mérovingienne de 554 à 614. Tous ces actes avoient déjà été publiés, quelques uns plusieurs fois, dans les ouvrages dont nous



avons parlé plus haut. En tête de chacun de ces monuments, le nouvel éditeur a eu soin d'en faire la bibliographie, et d'indiquer d'après quel manuscrit il a donné les nombreuses variantes qui sont au bas des pages. Il s'est borné jusqu'ici à perfectionner les textes de ses devanciers. Viennent après deux capitulaires de Carloman, des années 742 et 743, ils avoient l'un et l'autre été publiés : le premier, par Sirmond et Baluze; le second, par Baluze et Goldast; M. Pertz n'y a rien ajouté d'important.

Ils sont suivis d'un monument très court, il est vrai, mais d'un grand intérêt, et qui jette un grand jour sur les superstitions païennes encore au usage en VIII<sup>e</sup> siècle. Nous croyons pouvoir le citer ici :

*Forma Abrenuntiationis diaboli.  
Indiculus superstitionum et paganiarum.*

Forsachistu diabolæ? Et respondeat : Ec forsacho diabolæ.

End allum diobolgelde? Respondeat : End ec forsacho allum diobolgeldæ.

End allum dioboles uuercum? Respondeat : End ec forsacho allum dioboles uuercum and uuerdum Thunær ende Woden ende saxnote ende allem them unholdum the hira genotas sint.

Gelobistu in Got alamehtogan fadaer ac gelobo in Got alamehtigan fadaer.

Gelobestu in Crist Godes suno? ec Gelobo in Crist Gotes suno.

Gelobistu in Halogan Gast? ec Gelobo in Halogan Gast.

De sacrilegio ad sepulchra mortuorum.

De sacrilegio super defunctos, id est dadsisas.

De spurcalibus in februario.

De casulis, id est fanis.

De sacrilegiis per Ecclesias.

De sacris silvarum quæ nimidas vocant.

De hiis quæ faciunt super petras.

De sacris Mercurii, vel Jovis.

De sacrificio quod alicui sanctorum.

De filacteriis et ligaturis.

De fontibus sacrificiorum.

De incantationibus.



De Auguriis vel avium vel equorum, vel bovum stercora,  
vel sternutationes.

De divinis vel sortilegiis.

De igne fricato de ligno, id est *nodfyr*.

De cerebro animalium.

De observatione Paganorum in foco;

Vel in incoatione rei alicujus.

De incertis locis quæ colunt pro sanctis.

De petendo quod boni vocant sanctæ Mariæ.

De feriis quæ faciunt Jovi vel Mercurio.

De lunæ defectione quod dicunt *Vinceluna*.

De tempestatibus et cornibus et cocleis.

De sulcis circa villas.

De Pagano cursu quem Irias nominant.

De scissis pannis vel calcimentis.

De eo quod sibi sanctos fingunt quos libet mortuos.

De simulacro de comparsa farina.

De simulacris de pannis factis.

De simulacro quod per campos portant.

De ligneis pedibus vel manibus pagano ritu.

De eo quod credunt quia femine lunam comendent, quod possint corda hominum tollere juxta paganos.

En comparant cette curieuse nomenclature des superstitions pratiquées alors avec la lettre de Childebert, publiée page 1<sup>re</sup> de ce volume; même page, tome 1<sup>er</sup>, des Capitulaires de Baluze, et le Capitulaire de Paderbrunne ou des Saxons, page 49 de ce recueil, et qui a aussi été publié par Baluze, on aura certainement de curieuses notions sur les restes que le paganisme avoit laissés dans les Gaules aux premiers siècles de notre ère. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Dans un Mémoire présenté en 1852 au concours de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, sur la *Destruction du Paganisme en Occident*, Mémoire qui obtint une mention très honorable, M. J. Desnoyers a réuni et commenté ces mêmes documents, et un grand nombre d'autres extraits des historiens ou des poètes du Bas-Empire, des Capitulaires, des Conciles, des Vies des Saints et des Chroniques du moyen âge. Depuis, l'auteur de ce travail a beaucoup ajouté à ses premières recherches, qu'il se prépare à publier prochainement. Le Mémoire couronné à ce même concours fut celui que M. le comte Arthur Beugnot, aujourd'hui membre de l'Académie, vient de publier en deux volumes in-8°. Se restreignant davantage aux limites indiquées par l'Académie, celui-ci a surtout envisagé la décadence du paganisme greco-romain, en Italie, pendant les iv<sup>e</sup> et v<sup>e</sup> siècles; son ouvrage, des plus intéressants et des plus instructifs, et dont les éléments sont

Quant à ce monument, il fut trouvé dans un manuscrit du Vatican, à la fin d'un capitulaire. Il se rapporte à l'an 765, époque à laquelle Boniface convertit à la religion du Christ un grand nombre de Saxons et de Thuringiens.

Huit capitulaires, appartenant au règne de Pepin, et rendus des années 744 à 765, viennent après ces formules du paganisme. Ils ont tous été publiés par Pithou, Baluze ou Labbe; mais le texte donné par M. Pertz est enrichi d'un grand nombre de variantes, de quelques corrections, et nous avons remarqué au capitulaire de Verneuil, de l'an 755 (page 24), treize articles ajoutés à ceux connus jusqu'ici (page 26 et 27).

Depuis le règne de Charlemagne, nous comptons un bien plus grand nombre de monuments que dans toutes les collections de ce genre publiées jusqu'à présent.

Les capitulaires, formules, et autres actes relatifs à ce règne, commencent à la page 32 et ne finissent qu'à la page 191, en y comprenant la collection d'Ansegise, dont nous parlerons plus tard. Afin de mettre nos lecteurs à même de juger des nouveaux documents fournis à l'histoire par le travail de M. Pertz, voici les capitulaires nouvellement publiés par lui, qui ne se trouvent pas dans Amerspache, Pithou, Baluze, Sirmond, Labbe, et quelques autres collections :

Page 50, un capitulaire de l'an 786, rendu en Lombardie, publié pour la première fois d'après le n° 4613, fol. lat. des manuscrits de la Bibliothèque royale de Paris.

Page 69, additions au capitulaire général de l'an 789.

Page 75, un capitulaire saxon de l'an 797, publié par Holstenius, revu sur un manuscrit du ix<sup>e</sup> siècle.

Page 77, les statuts synodaux de Rispach et de Frisingues, de l'an 799, publiés pour la première fois d'après un manuscrit du x<sup>e</sup> siècle.

Pag. 82 et 83, deux capitulaires des années 800 et 801, publiés d'après les manuscrits de la Bibliothèque royale de Paris.

Page 101, une allocution de l'empereur Charlemagne aux grands du royaume, dans une assemblée tenue en l'an-née 802.

aussi empruntés aux sources les plus authentiques, offre un tableau fidèle et animé de la civilisation romaine à son déclin, et des derniers efforts de sa lutte contre le christianisme. (J. D.)

Page 103, un capitulaire de la même année, d'après plusieurs manuscrits d'Italie.

Page 105, un capitulaire général rendu à Aix, après une assemblée générale, de l'an 802, d'après un grand nombre de manuscrits.

Page 109, un autre de l'an 803.

Pag. 110 à 119, plusieurs autres publiés seulement dans le Recueil des Lois lombardes de Muratori.

Page 143, capitulaire double de Nimègue, de l'an 806.

Pag. 153 à 157, capitulaires des années 808 et 809.

Page 159, un fragment sur les monnoies.

Pag. 175 et suiv., des formules de description de bénéfices appartenant à l'empereur, publiées par Eckard, augmentées d'après plusieurs manuscrits.

Pag. 206 à 217, des additions nombreuses au capitulaire général rendu à Aix en 817, et dont une partie seulement avoit été publiée par Baluze et Carpentier.

Pag. 235 à 256, plusieurs autres capitulaires d'après des travaux récents, publiés en Allemagne.

Dans un second article, nous examinerons la vie d'Ansegise et le recueil de capitulaires qu'il nous a laissé, et nous terminerons l'analyse de cette importante publication.

LEROUX DE LINCY.

*Histoire ancienne et moderne d'Abbeville et de son arrondissement.* Un vol. in-8°, 1834-35. Abbeville, imprimerie de Boulanger; Paris, chez Techener, libraire, place du Louvre, n° 12. — *Biographie d'Abbeville et de ses environs.* Un vol. in-8°, 1829; Abbeville, imprimerie de Devérité. Par M. F.-C. LOUANDRE.

LE nom et l'origine des peuples qui habitèrent primitivement le Ponthieu<sup>1</sup>, dont Abbeville devint plus tard la capitale, sont enveloppés d'épaisses ténèbres; les opinions se

<sup>1</sup> Un savant Abbeillois, M. Morel de Campennelle, place le Portus itius entre la Canche et l'Authie, et croit reconnoître l'étymologie du nom de *Ponthieu*, que les manuscrits écrivent aussi *Pontieu*, dans *Pontus itius*.

sont partagées entre les *Britanni* les *Morini* et les *Ambiani*. N. Sanson, le célèbre géographe, notre compatriote, se prononce pour les premiers, et croit qu'Abbeville occupe le sol de l'antique *Britannia* ; M. Louandre, au contraire, pense que cette ville et son territoire faisoient partie de la cité des *Ambiani*, représentée par l'ancien diocèse d'Amiens ; à cet égard, comme à l'égard des autres points qu'il traite, l'historien d'Abbeville appuie son opinion d'autorités imposantes.

Il seroit vivement à désirer que les antiquités de l'arrondissement d'Abbeville, parmi lesquelles on remarque un assez grand nombre de monuments celtiques connus sous le nom de *tombelles*, des vestiges de camps retranchés, de voies romaines, négligés jusqu'à présent, fussent soigneusement explorés ; elles offriroient sans doute de précieuses découvertes pour l'histoire et l'archéologie.

La ville la plus ancienne du Ponthieu, *Centule*, depuis nommée Saint-Riquier, a été fondée sous le règne de Clovis ; la fondation de l'abbaye de Saint-Valery-sur-Somme, à laquelle la ville de ce nom doit son origine, date de 611<sup>1</sup> ; c'est dans la Chronique de Saint-Riquier écrite par le moine Hariulf, et seulement à l'année 831, qu'Abbeville (*Abbatisvilla*) est citée pour la première fois. Cependant, on croit généralement qu'à l'apparition des Romains les habitants des contrées environnantes se retirèrent dans une île de la Somme, où ils construisirent une espèce d'*oppidum*, qui, sous le nom de *Refuge*, devint le berceau d'Abbeville ; l'existence d'une ancienne forteresse dans l'île qui forma sa première enceinte, donne un grand poids à cette opinion.

Voisin de la Neustrie, le Ponthieu fut une des contrées les plus exposées aux invasions et aux ravages des Normands, et jusqu'à l'avènement de Hugues Capet au trône de France, l'histoire de cette province ne présente, pour ainsi dire, qu'un tissu d'envahissements, de guerres, de crimes, de malheurs publics et privés ; le nouveau roi, appréciant la position d'Abbeville, enleva cette ville aux moines de Saint-Riquier, et la fit ceindre de murailles. Depuis ce temps, les comtes de Ponthieu, devenus héréditaires, abandonnèrent le séjour de Montreuil-sur-Mer, et vinrent s'établir à Abbeville ; cette ville ne tarda pas à recevoir des accroissements

<sup>1</sup> Les ruines et l'emplacement de cette célèbre abbaye appartiennent aujourd'hui à la famille Renouard.



considérables, et dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle on la comptoit parmi les cités les plus importantes de la France.

Quelque intérêt que présente l'histoire des comtes de Ponthieu dans l'ouvrage de M. Louandre, nous devons ici nous borner à esquisser deux ou trois des faits les plus saillants qui les concernent. Gui I<sup>er</sup>, l'un d'eux, à la tête de ses vassaux, combattit à Hastings, et contribua au succès de cette journée, qui plaça la couronne d'Angleterre sur la tête de Guillaume-le-Conquérant. Les hauts faits des barons normands et de leurs alliés dans cette guerre ont été célébrés par le fils de ce même Gui I<sup>er</sup>, Gui, évêque d'Amiens, dans un poëme latin qui, retrouvé dans la bibliothèque publique de Bruxelles, après huit siècles d'oubli, est sur le point d'être publié à Rouen et à Londres.

Par un caprice non moins singulier du sort, s'il en faut croire Malbranq, la fille de Gui II, qui suivit son père en Orient, tombée entre les mains des Sarrasins, donna le jour au grand Saladin, sultan d'Égypte et de Syrie. Une aventure plus tragique et beaucoup plus certaine, c'est celle d'Adèle petite-fille de ce même Gui II, et femme de Thomas de Saint-Valery : cette princesse, que des brigands avoient outragée, fut précipitée dans les flots par ordre de son père, qui croyoit effacer ainsi l'injure faite à son sang.

Un trouvère du commencement du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle nous a transmis les aventures de ces deux hautes et puissantes dames, dans un récit vraiment curieux, et qui toutefois s'accorde peu avec la version de Malbranq. <sup>1</sup>

Dès 1130, Guillaume Talvas avoit vendu quelques privilèges aux habitants d'Abbeville, mais leur charte de commune ne fut souscrite qu'en 1184 par Jean, petit-fils de ce même Talvas. Cet acte, qui leur assuroit l'exercice de plu-

<sup>1</sup> *Le Voiage d'oultre-mer du comte de Pontieu*, inséré t. I, p. 437, du *Nouveau Recueil de Fabliaux et Contes*, publié par Méon. « L'Istoire de très vaillans princes monseigneur Jehan d'Avennes, du « conte de Ponthieu son fils, de monseigneur Thibault de Dommart, « et du souldan Salhadin.... quy d'eulz et de leur lignie descendy », très beau manuscrit, pet. in-fol., sur vélin, <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, trois vignettes, conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal, sous le n<sup>o</sup> 295, reproduit l'ancienne tradition du *Voiage d'oultre-mer*. Les malheurs d'Adèle de Ponthieu ont fourni également le sujet de plusieurs compositions littéraires modernes, parmi lesquelles nous citerons un récit de M. de Pongerville, de l'Académie Française, et un poëme de M. Mondelot ; ces deux écrivains sont nés à Abbeville.



sieurs droits précieux, fit de leur cité une espèce de petite république, dont la puissance s'éleva en raison de l'affaiblissement de l'autorité des comtes de Ponthieu.

Peu satisfaits de la charte que leur avoient octroyée les moines leurs souverains, les bourgeois de Saint-Riquier ne tardèrent pas à l'éluder; les premiers eurent recours à l'intervention de Louis-le-Gros, et, en 1126, les bourgeois furent obligés de signer un accord tout à l'avantage de l'abbaye. Les petites communes du Ponthieu, à leur tour, obtinrent bientôt l'abolition légale de leur servitude.

Montreuil-sur-Mer, qui figure au premier rang parmi ces communes, a très probablement vu naître Gyrbert ou Gibert de Montreuil, auteur d'un poème fort remarquable, qu'il dédia à Marie, comtesse de Ponthieu, vers 1226.<sup>1</sup>

L'organisation politique du Ponthieu n'admettoit pas le principe de la représentation, et la coutume locale d'Abbeville offroit une preuve singulière de la puissance du clergé au moyen âge. Les chanoines de l'église de Saint-Vulfran tenoient sous leur obéissance féodale une grande partie de la ville, et au nombre de leurs droits, si étendus et si multipliés, ils comptoient celui de s'emparer de l'autorité municipale pendant l'octave de la Pentecôte. Après avoir décrit le curieux cérémonial observé lors de l'élection du mayer-chanoine, M. Louandre rapporte le texte d'un arrêt de mort prononcé par un des officiers du chapitre. Il paroît néanmoins, ajoute l'historien, que les officiers municipaux ne se dépouilloient pas de toute autorité; ils se retiroient dans un des quartiers de la ville, dans la vicomté du *Pont-aux-Cardons*, suivis d'une escorte, pour garder les droits, justice et privilèges de la ville durant la prévôté de Saint-Vulfran.

A l'ombre des garanties stipulées dans sa charte, Abbeville ne tarda pas à voir fleurir son industrie et son commerce; ses richesses et sa population s'accrurent au point que, dans les premières années du XIII<sup>e</sup> siècle, on fut obligé de comprendre dans une nouvelle enceinte les bourgs qui s'étoient groupés autour de ses remparts. La situation de

<sup>1</sup> *Roman de la Violette ou de Gerard de Nevers*, en vers du XIII<sup>e</sup> siècle, publié, d'après deux manuscrits de la Bibliothèque Royale, par M. Francisque Michel; Paris, 1854, un vol. gr. in-8°, orné de six belles miniatures et trois *fac-simile*; chez Silvestre, libraire, rue des Bons-Enfants, n° 30.

cette ville près de l'embouchure de la Somme, qui lui avoit attiré tant de malheurs lors des invasions des hordes du Nord, lui ouvroit alors une voie naturelle et facile pour l'exportation de ses nombreux produits; les Abbevillois en profitèrent pour établir les relations commerciales les plus étendues. Douze navires et quinze cents matelots qu'Abbeville fournit au combat de l'Ecluse en 1340, peuvent donner une idée de l'importance de sa marine au xiv<sup>e</sup> siècle; des navigateurs picards alloient très anciennement pêcher la morue à Terre-Neuve; Jean de Béthencourt, qui montra le premier le chemin des Indes orientales, étoit né dans le Ponthieu; en 1541, François de la Roque, sire de Roberval, que François I<sup>er</sup> appelloit *le petit roi du Vimeu*, alla fonder le cap Breton au Canada; et en 1604, un Abbevillois, Jean de Biencourt, sieur de Pontricourt, après avoir formé un établissement au Port-Royal, jetoit les fondations de Quebec. L'histoire nous a transmis le nom de deux intrépides marins d'Abbeville, qui bravèrent tous les dangers pour ravitailler Calais assiégée par Edouard III peu après la funeste journée de Crécy. Le commerce d'Abbeville, à l'intérieur, n'étoit pas moins florissant que sa marine; ses draps surtout jouissoient d'une haute réputation, qu'ils ont conservée jusqu'aujourd'hui; on les trouve souvent cités dans nos anciens manuscrits; en voici deux exemples:

*Le Concile d'Apostole :*

Escarlate de Gant,  
Saie de Bruges,  
Pers d'Ypres,  
Bleu d'Abbeville.<sup>1</sup>

*Ce sont les moissons des dras qui viennent as foires :*

Monstereul, xxv aunes;  
Saint-Quentin, xxv aunes;  
Blans et noirs de chaudière  
et camelines, xxiiii aunes;  
Aubeville, xxiiii aunes.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Manuscrit 7218, xiii<sup>e</sup> siècle, fol. 226, r<sup>o</sup>, col. 2; Bibl. du Roi.

<sup>2</sup> Manuscrit du commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, fonds de Notre-Dame, n<sup>o</sup> 274 bis, fol. 16, r<sup>o</sup>, col. 1, Bibl. du Roi. — M. Crapelet a publié le morceau entier, p. 127 des *Proverbes et Dictons populaires aux xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles*. Paris, 1831, gr. in-8<sup>o</sup>.

Le nom d'Abbeville figure en tête de quelques unes des productions littéraires du moyen âge; M. Louandre cite le fabliau si original du *Bouchier d'Abbeville*; il en existe un autre non moins curieux, intitulé le *Marchand d'Abbeville*; celui-ci offre une leçon très ingénieuse de morale, et se fait remarquer en même temps par l'absence de toute obscénité. Tous deux ont été analysés par Legrand d'Aussy, et mis en vers françois modernes par Imbert. L'exclamation *par saint Richier*, répétée si fréquemment dans les ouvrages de nos anciens trouvères, nous porte à croire que plusieurs ont dû naître à Abbeville ou dans les environs.

Les longues guerres avec les Anglois et les calamités qui en furent la conséquence portèrent un coup funeste à l'industrie et à la prospérité du Ponthieu. Le récit de la bataille de Crécy, un des actes de cette longue et sanglante tragédie, occupe une place importante dans l'ouvrage de M. Louandre, qui l'a traité d'une manière fort remarquable. En vertu d'un article du traité de Bretigny, le Ponthieu passa sous la domination angloise. Voici un des traits de dévouement et de patriotisme qu'offrent les annales d'Abbeville à cette époque désastreuse. Un bourgeois de cette ville nommé Ringois, arrêté dans une émeute contre les Anglois, refusa d'employer son influence en leur faveur. Ne pouvant le contraindre à prêter serment d'obéissance et de fidélité au roi d'Angleterre, on le conduisit dans la forteresse de Douvres; là, placé debout sur le parapet d'une tour qui dominoit la mer : « Reconnoissez-vous pour maître Edouard III? lui cria-t-on. » Ringois répondit : « Non, je ne reconnois pour maître que Jean de Valois; » et à l'instant il fut précipité dans les flots.<sup>1</sup>

Ses compatriotes, indignés, ne tardèrent pas à venger la mort de ce généreux citoyen par l'expulsion totale des Anglois. Charles V, dont les troupes avoient contribué à la délivrance d'Abbeville, accorda aux habitants les privilèges les plus étendus et les plus honorables, et entre autres celui de prendre pour devise le mot *Fidelis*, que leur conduite de tous les temps a si bien justifiée.

Lors des conférences pour la paix avec l'Angleterre tenues à Lelighen, village situé sur les frontières du Pon-

<sup>1</sup> Il existe une tragédie intitulée *Ringois, ou le Citoyen d'Abbeville*, par Delacour. Cette pièce, jouée à Abbeville en 1778, y fut imprimée l'année suivante par Devérité.

thieu, Charles VI vint s'établir quelque temps à Abbeville, pour être plus à portée de suivre les négociations. L'historien Froissart, qui avoit suivi la cour « pour ouïr et savoir des nouvelles », nous apprend que « là le roi de France s'esbattoit et tenoit moult volontiers; car en Abbeville et environ Abbeville a tant d'esbattement et de plaisance qu'en ville ni en cité qui soit en France. » En effet nos ancêtres étoient avides de fêtes, de divertissements, de jeux de toute espèce, dont la musique et la poésie faisoient le plus bel ornement. Les registres de la commune, cités par M. Louandre, contiennent des détails curieux sur ces fêtes, et viennent jeter un nouveau jour sur une question littéraire vivement débattue dans ces derniers temps. On y lit, entre autres, sous l'année 1401 : « A Jehan Torne, chanteur en place, qui payés li ont esté de don à li fait des graces de le ville, par courtoisie à li faite pour se paine et travail qu'il eut de canter en son *roman des istoires des seigneurs anchiens*, le jour des quaresmiaux deesrain passé, au bos d'Abbeville, paravant le cholle<sup>1</sup> commenchié. » Il résulte évidemment de ce passage que les anciens romans de nos trouvères se chantoient, et que c'est à juste titre qu'ils les nommoient *chansons de geste*.

On trouve dans l'*Histoire d'Abbeville* des détails non moins intéressants sur les mystères, qui attiroient un tel concours de spectateurs qu'on envoyoit des gardes pour faire le guet autour de la ville, et veiller à la sûreté des habitations demeurées désertes pendant toute la durée des représentations. La ferveur religieuse des Abbevillois produisoit la même affluence dans les églises aux jours de fête et nécessitoit les mêmes mesures.

De 1417 à 1452 nos contrées furent le théâtre des combats acharnés qu'Anglois, Bourguignons, François, se livroient presque chaque jour. C'est au milieu de ces calamités que l'héroïne de la France, Jeanne d'Arc, tombée au pouvoir des Anglois, fut amenée dans la forteresse du Crottoy, où les dames d'Abbeville, touchées de son malheur, s'empressèrent de la visiter et de lui porter des consolations.

Lorsqu'Abbeville, qui, par suite du traité d'Arras, avoit été cédée au duc de Bourgogne avec les autres villes sur la Somme, retourna enfin à la couronne de France, Louis XI,

<sup>1</sup> *Le cholle*, espèce de jeu de ballon, dont l'usage s'est conservé jusqu'aujourd'hui dans les environs d'Abbeville.



pour reconnoître la belle conduite de ses habitants, les exempta du ban et de l'arrière-ban, et les affranchit de plusieurs autres charges onéreuses.

Pendant la lutte entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, les Impériaux, après avoir brûlé Crécy, livrèrent la ville de Rue au pillage, et portèrent le fer et la flamme dans le Vimeu; n'osant point attaquer Abbeville, dont les milices avoient souvent battu leurs détachements, ils se portèrent sur Saint-Riquier, qui ne comptoit pour toute garnison qu'une centaine d'hommes armés. Mais les habitants combattirent avec tant de valeur que les assaillants furent vivement repoussés. Les femmes, dans cette circonstance, firent preuve du plus grand courage : deux d'entre elles arrachèrent chacune un étendard à l'ennemi. Malheureusement, des noms de ces dignes héroïnes, l'histoire n'a conservé que celui de *Becquetoille*, qu'on peut placer à côté des noms de Marie Fourrée et de Jeanne Hachette, dont la Picardie se glorifioit déjà.

La ville de Saint-Riquier, tant de fois saccagée, et ruinée définitivement en 1544 par les Anglois, alliés de Charles-Quint, éprouva un dernier désastre en 1719 : la foudre tomba sur le dortoir de l'abbaye, et en peu d'heures ce magnifique couvent ne fut plus qu'un monceau de décombres. On doit surtout regretter la destruction de la riche bibliothèque, qui renfermoit des documents précieux pour l'histoire du pays, et entre autres la chronique autographe d'Hariulf. On ne put sauver que l'église, la sacristie et le trésor, où étoit gardé le manuscrit si remarquable de l'Evangile dont Charlemagne fit présent à Angilbert, abbé-comte de Saint-Riquier; ce manuscrit est conservé maintenant à la bibliothèque d'Abbeville.

Egarés par des fanatiques qui exploitèrent habilement leur zèle religieux, les Abbevillois prirent une part assez active aux troubles de la réforme et aux guerres de la ligue. Cependant la ville d'Abbeville fut la première de la province à reconnoître l'autorité de Henri IV; le 18 décembre 1594, ce monarque y fit son entrée solennelle. En réponse au discours que le maire lui adressa en cette occasion, ce bon roi dit que deux motifs surtout l'avoient déterminé à se rendre dans cette ville : sa qualité premièrement, et *pour ce qu'il avoit esté engendré à Abbeville.*

Le luxe extraordinaire déployé pour la réception de



Henri IV donne une haute idée de l'industrie et des richesses d'Abbeville à cette époque de troubles et de guerres civiles; elle n'offrit jamais tant d'éclat et de magnificence.

Depuis Charles VI jusqu'à Louis-Philippe, il est peu de nos rois qui n'aient visité la capitale du Ponthieu; le séjour de quelques uns y fut même signalé par des événements intéressants pour l'histoire générale. Louis XII y fit célébrer son mariage avec Marie d'Angleterre; et ce fut dans l'église d'un couvent de cette ville que Louis XIII voua le royaume de France à la Vierge en 1637.

Au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle, la population d'Abbeville s'élevait à quarante mille âmes; on y compte à peine aujourd'hui vingt mille habitants. Les ravages de la peste en 1636 et 1674, les troubles de la Fronde, les guerres du règne de Louis XIV, minèrent sa prospérité, malgré l'administration vraiment patriotique de Colbert; et plus tard la révocation de l'édit de Nantes et l'explosion d'un magasin à poudre, qui renversa presque entièrement plusieurs quartiers (2 novembre 1773), sont autant de causes qui ont accéléré et prolongé cette décadence. La révolution de 1789 et les guerres de l'empire n'ont pas permis à Abbeville de recouvrer son ancienne splendeur; mais depuis le rétablissement de la paix, l'industrie y a fait des progrès notables; la navigation de la Somme a été rouverte; la fabrication des anciens produits s'est ranimée et perfectionnée; d'autres branches de commerce, telles que la filature et le tissu de coton, l'ébénisterie, la sellerie, la carrosserie, le sucre de betteraves, etc., etc., y sont exploitées avec beaucoup d'activité et de succès.

M. Louandre cite plusieurs rencontres dans lesquelles les milices d'Abbeville ont fait preuve de sang-froid et de bravoure; il sait rendre également justice à la prudence et à la modération qui caractérisent les Abbevillois. Dans les moments de la plus vive effervescence, dans les crises les plus terribles de la révolution, Abbeville a su se garder des affligeants excès dont d'autres populations ont donné le triste spectacle: le sang d'aucune victime politique ne souilla ses remparts.

La terrible invasion du choléra en 1832, année à laquelle l'auteur s'est arrêté, a fourni aux Abbevillois une nouvelle occasion de se montrer sous le jour le plus favorable. « Disons-le à la gloire de nos concitoyens, ajoute l'auteur en

terminant, disons-le surtout à ceux qui vantent constamment le passé aux dépens du présent : chacun resta à son poste ; aucun fils n'abandonna son père, aucune femme n'abandonna son mari, aucun prêtre n'abandonna le lit des mourants ; les hommes de la science n'épargnèrent ni les veilles, ni les fatigues ; et le peuple, au milieu de sa douleur et de sa misère, fut admirable de courage et de résignation. »

L'*Histoire d'Abbeville* a offert à l'auteur de fréquentes occasions de faire l'éloge de ses concitoyens ; néanmoins son impartialité ne leur a pas toujours épargné le blâme, et, fidèle à sa mission, M. Louandre n'a point déposé la plume de l'historien pour prendre celle du panégyriste.

Dans de curieuses notices placées à la fin du volume, l'auteur passe en revue les principaux établissements, les édifices les plus remarquables de la ville : au nombre des premiers on distingue surtout la Société royale d'Émulation, à laquelle le pays doit, entre autres, l'institution d'une exposition des produits de l'industrie et la création d'un musée d'antiquités<sup>1</sup>. Cette seconde partie de l'ouvrage offre des faits et des détails non moins intéressants que la première.

Nous nous sommes attaché à faire connoître quelques uns des faits principaux dont se compose l'*Histoire d'Abbeville* ; mais c'est dans l'ouvrage même qu'on devra chercher les détails et l'enchaînement de ces faits, toujours exposés avec clarté, avec précision, et souvent racontés d'une manière piquante, et dans les termes mêmes des documents originaux, sur l'autorité desquels l'auteur s'appuie constamment, et dont il fait un habile et judicieux emploi.

La *Biographie d'Abbeville*<sup>2</sup>, riche galerie où l'on voit figurer des poètes, des savants, des artistes, des hommes d'état, des guerriers renommés, a paru il y a cinq ou six ans ; cet ouvrage est écrit avec le même talent, et se recommande

<sup>1</sup> Voir *Mémoires de la Société royale d'Émulation d'Abbeville*. 1835, p. 435 et 589.

<sup>2</sup> La publication de cet ouvrage a répondu d'avance aux désirs du rédacteur d'une note insérée dans le *Journal des Savants*, n° d'avril 1835, p. 248-49, qui, après avoir fait l'éloge de l'*Histoire d'Abbeville*, exprime le regret de n'y pas trouver quelques notices sur les hommes célèbres de cette ville : « L'on s'étonne d'autant plus d'une omission si grave, dit-il, que le nom de M. Louandre est destiné à continuer cette liste honorable. »

aux mêmes titres que celui dont nous venons de rendre compte; on ne peut qu'applaudir à la pensée généreuse qui a présidé à sa composition, et que l'auteur expose ainsi : « Puisse l'hommage que nous allons offrir à la mémoire de nos concitoyens illustres entretenir parmi nous une louable émulation, le respect pour la vertu, le mérite et les talents, l'amour des arts et des travaux utiles et l'attachement à la patrie! »

Le talent et le patriotisme de M. Louandre ont trouvé une bien juste et bien douce récompense dans la faveur avec laquelle ses ouvrages ont été accueillis par ses concitoyens; et malgré leur spécialité, nous ne doutons pas que les études consciencieuses, les longues recherches et les soins constants dont ils sont le résultat, ne soient appréciés par les amis éclairés de notre histoire nationale. \*

P. CHABAILLE,

Editeur du supplément au *Roman du Renart*.

\* Outre les titres si nombreux cités par M. Louandre, et conservés aux Archives d'Abbeville, les dépôts publics de Paris possèdent un grand nombre de documents sur cette ville; parmi ceux que nos études personnelles nous ont fait connoître, nous citerons les suivants :

An 1158. — Lettres de Jean, comte de Ponthieu et de Montreuil, datées d'Abbeville, par lesquelles, de concert avec Béatrix sa femme, du consentement des doyens et chanoines de Saint-Vulfran, il fonde six canonicats et prébendes outre les vingt que son père avoit déjà fondés.

Cette pièce vient à l'appui de l'opinion du P. Ignace, auteur de l'*Histoire ecclésiastique d'Abbeville*, sur l'époque de la fondation du chapitre de Saint-Vulfran, opinion que M. Louandre, d'après l'autorité de Formentin, ne croit pas devoir adopter.

Mai 1308. — Prisée et information faite de la valeur de la terre du comté de Ponthieu, par Pierre de Saint-Denis, archidiacre du Vexin-le-François, et Guillaume Thibout, bailli de Senlis, du commandement du roy d'Angleterre. — Appert par cette prisée que du comté de Ponthieu dépendent Abbeville, Rue, Vaben, Crotoy, Crécy, Airaines, Port, Arguel, Tranley, Martaigneville, Treste, Cambron et Montreuil.

— Mémoire pour la conservation des droits du comte de Ponthieu, compris en plusieurs articles.

— Accord entre le roy d'Angleterre, comte de Ponthieu, et les maire et échevins de la ville d'Abbeville, touchant le serment à faire par lesdits maire et échevins au comte de Ponthieu, et autres points.

Juillet 1320. — Accord entre le roy et la royne d'Angleterre, comte et comtesse de Ponthieu, et les maieur et échevins de la communauté d'Abbeville. Par cet accord, le comte de Ponthieu est reconnu

*Joannis Calvinii, Theod. Bezæ, Henrici IV regis, aliorumque illius ævi hominum, literæ quædam nondum editæ.... ex autographis in Biblioth. Ducali Gothana, edidit C. G. Bretschneider. Lipsiæ, 1835, 1 vol. in-8° de xij et 228 pages, avec quatre fac-simile.*

Ce volume contient, 1°. trente-quatre lettres ou petits écrits de Calvin, en latin et en françois; la première lettre est de 1542; la dernière, de 1563. Elles sont adressées à Viret, à Bullinger, à Farel, à Th. de Bèze, etc. 2°. Vingt-cinq lettres de Th. de Bèze, écrites entre 1552 et 1600; toutes sont en latin. 3°. Neuf lettres en françois de Henri IV, de Jeanne d'Albret, du prince de Condé. Les lettres de Henri IV sont du 5 août 1572, à Sturm; du 13 janvier 1584, au sénat de Genève; sans date (vers 1588), et du 21 juin 1597, à Th. de Bèze. 4°. Diverses lettres, de Viret, de Farel, de Fauste Socin, etc. Il faut y distinguer, entre autres, le *Sommaire du massacre fait en la ville et cité Dacs, située entre la ville de Bayonne et celle de Saint-Sèvre*, page 221-223.

Toutes ces pièces historiques, dont quelques unes ne

seigneur d'Abbeville, et doit avoir le ressort et la souveraineté en tout cas, sy ce comte estoit encore contre les maire et échevins. Les maire et échevins doivent être élus par la commune.

Février 1350. — Confirmatio institutionis communitalis Abbatisvillæ.

Novembre 1360. — Traditio villæ Abbatisvillæ ad regem Angliæ.

Mai 1369. — Carta pro civibus et habitantibus Abbatisvillæ, videlicet quod de cætero non ponantur extra coronam seu domanium regium.

Mai 1369. — Carta per quam rex promittit confirmare omnia privilegia Abbatisvillæ.

Mai 1369. — Carta pro habitatoribus Abbatisvillæ, scilicet quod non possit fieri castrum infra clausuram illius villæ.

Juin 1369. — Comment ceux d'Abbeville en Ponthieu ont permission et congé de porter perpétuellement une partie des armes de France avec celles de Ponthieu.

juillet 1399. — Confirmatio statutorum operarum pannorum de Abbeville en Ponthieu.

Mai 1411. — Licentia data habitatoribus Abbatisvillæ quod non possint de cætero alienari à corona Franciæ.

sont point sans intérêt, sont publiées, ainsi que l'annonce le titre du volume, d'après les originaux manuscrits que possède la Bibliothèque ducale de Gotha. La plupart des lettres ont été imprimées d'après les autographes mêmes; leur authenticité est à l'abri de tout soupçon, et nous croyons qu'il n'y a nulle raison de douter de la scrupuleuse fidélité de l'éditeur à reproduire leur contenu.

On ne sait comment ces pièces sont parvenues à la Bibliothèque de Gotha. Il y a lieu de présumer seulement qu'elles avoient passé des mains de Th. de Bèze, à qui elles paroissent avoir appartenu, dans celles de MM. de Zastrisel, d'une famille noble de Moravie. C'est de cette dernière maison qu'elles ont pu arriver à Gotha, soit par don, soit par achat.

M. Bretschneider, l'éditeur de ce petit recueil, est le même savant qui publie à Halle la vaste collection des écrits des réformateurs, *Corpus reformatorum*, dont nous avons eu déjà un volume in-4°, renfermant les lettres et les opuscules de Mélanchton.

G. FALLOT.

---



## SECTION V.

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DE LA FRANCE.*Notice sur la Collection des Manuscrits de Granvelle, conservée à la bibliothèque publique de Besançon.*<sup>1</sup>

LE rapport que M. Guizot, ministre de l'instruction publique, a présenté au roi des François, le 27 novembre dernier, relativement à la publication des monuments inédits de l'histoire de France<sup>2</sup>, a rappelé l'attention de toutes les personnes que nos fastes nationaux intéressent, sur une collection de pièces qui est plus belge que française, quoiqu'elle se conserve à la bibliothèque de Besançon : je veux parler des manuscrits du fameux cardinal de Granvelle.

Il y a long-temps que cette collection a été signalée à la curiosité des savants. Dans le 17<sup>e</sup> siècle, l'abbé Boizot, qui l'avait formée, écrivit une lettre à Pélisson, où il donnoit quelques détails sur les documents dont elle se composoit ; cette lettre est insérée dans le tome IV des *Mémoires de littérature* du P. Desmolets, qui sont entièrement oubliés aujourd'hui. Bernard de la Monnoye en parla, à son tour,

<sup>1</sup> Cette Notice de M. Gachard a été insérée, sous forme de lettre, dans le journal belge *l'Émancipation*, à la date du 25 décembre 1854.

<sup>2</sup> Voir Bulletin de la Société de l'Histoire de France, t. I, p. 245, novembre 1854. « La bibliothèque publique de Besançon est depuis long-temps dépositaire des papiers du principal ministre de Charles-Quint et de Philippe II, d'un homme qui a été mêlé à toutes les grandes affaires du xvi<sup>e</sup> siècle, du cardinal Perrenot de Granvelle. Ce vaste recueil se compose des correspondances de ce ministre, des notes de ses agents, et de toutes les pièces relatives à son administration dans les Pays-Bas et dans le royaume de Naples.... J'ai formé à Besançon, sous la présidence du savant bibliothécaire de cette ville, M. Weiss, une commission chargée de procéder à l'analyse complète de ces matériaux. Elle en fera le dépouillement, et mettra à part ceux qui présentent assez d'intérêt pour être livrés à la publicité.... » (*Extr. du rapport de M. Guizot.*) — Depuis un an, les travaux de la commission de Besançon ont été activement poursuivis, et de nombreuses analyses, rédigées avec la plus scrupuleuse exactitude, ont été adressées au ministère de l'instruction publique. L'impression d'une première série pourra sans doute être prochainement commencée. (J. D.)

dans l'édition qu'il fit paroître, en 1715, du *Ménagiana*. Plus tard, elle fut encore citée dans les *Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal de Granvelle*<sup>1</sup>, par dom Prosper Lévêque, dans la préface de l'édition, imprimée à Bruxelles, de l'*Histoire du cardinal*, par Luc Denans de Courchetet<sup>2</sup>, dans le mémoire historique lu à l'académie de Besançon par dom Grappin, le 24 août 1787; enfin tout récemment M. Capefigue, dans sa lettre à M. le baron Pasquier, président de la Chambre des Pairs, qui sert de préface à son *Histoire de la réforme, de la ligue et du règne de Henri IV*, en a fait mention aussi.

C'est dans les *Mémoires* de dom Prosper Lévêque qu'on trouve le plus de renseignements sur les manuscrits de Granvelle; toutefois ils sont loin de suffire pour l'appréciation d'une collection aussi vaste et aussi importante.

Un religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Vannes, qui fut, pendant de longues années, bibliothécaire de l'abbaye de Saint-Vincent, à Besançon, où elle étoit déposée, et qui, en 1784, vint à Bruxelles s'associer aux travaux des Bollandistes, dom Anselme Berthod, avoit rédigé, dans le temps qu'il habitoit Besançon, des *anecdotes*, ou plutôt des extraits tirés de ces manuscrits. Il les avoit présentés à l'académie de cette ville, dont il étoit membre; mais ils ne furent pas rendus publics.<sup>3</sup>

Me trouvant à Paris au commencement de 1828, j'appris, par une *Notice* que M. Champollion-Figeac venoit de mettre au jour *sur le cabinet des chartes et diplômes de l'histoire de France*<sup>4</sup>, l'existence, dans ce cabinet, de « deux volumes in-folio : Extraits analytiques des 85 volumes de « manuscrits historiques de Nicolas et Antoine de Granvelle, « ministre de Charles-Quint et de Philippe II. » M. Champollion, à la rare complaisance duquel je suis heureux d'avoir cette occasion de rendre hommage<sup>5</sup>, ayant bien voulu les mettre à ma disposition, je reconnus qu'ils

<sup>1</sup> Paris, Desprez, 1754, 2 vol. in-12, sans nom d'auteur.

<sup>2</sup> Bruxelles, Ermens, 1784, 2 vol. in-12.

<sup>3</sup> Il en a été publié une analyse dans les *Mémoires de l'Académie de Bruxelles*, t. II, p. XLIV; séance du 19 février 1777. (J. D.)

<sup>4</sup> Paris, imprimerie de Firmin Didot, 1827, in-8° de 32 pages.

<sup>5</sup> M. Champollion-Figeac est aujourd'hui conservateur de la section des manuscrits de la Bibliothèque du Roi, dont le cabinet des chartes et diplômes forme une dépendance. Tous ceux qui ont eu à faire des recherches dans ce vaste dépôt des connoissances humaines, s'empres-seront de rendre hommage, avec moi, à l'inépuisable complaisance de ce savant.

étoient la copie des *anecdotes* de dom Berthod, envoyée, en 1787, par son successeur à Besançon, dom Grappin, à M. Moreau historiographe de France et directeur du cabinet des chartes<sup>1</sup>. Inutile de dire que je les parcourus avec avidité. Mais je ne me bornai pas à les lire; j'en pris des extraits assez étendus.

C'est ce travail qui me met aujourd'hui en état de fournir aux amis de notre histoire nationale, sur la *Collection de Granvelle*, des notions qui, je l'espère, seront accueillies par eux avec plaisir.

Mais, avant de décrire ce Recueil, il importe de faire connoître quelques particularités qui se rattachent à sa formation; ici je laisserai parler l'auteur des *Mémoires pour servir à l'Histoire du Cardinal*: « Peu de ministres, dit dom  
« Prosper Lévêque, ont été aussi laborieux, aussi exacts,  
« aussi attentifs, que le cardinal de Granvelle. Il conservoit  
« toutes les lettres qu'on lui écrivoit, jusqu'à celles de pur  
« compliment..... On peut juger par-là du soin qu'il avoit  
« de rassembler les lettres d'affaires et de *conséquence*; il en  
« a laissé un grand nombre écrites en différentes langues,  
« toutes chargées d'apostilles de sa propre main..... Cepen-  
« dant, après la mort du cardinal; ces riches monuments  
« de son habileté, ces preuves fidèles et solides de la con-  
« fiance de ses maîtres, ces dépôts les plus secrets et les plus  
« précieux des affaires politiques de son siècle, furent re-  
« gardés comme des paperasses inutiles; on les transporta  
« dans un galetas, puis chez un épicier: triste sort, mais  
« trop ordinaire! Il ne fallut pas moins que toutes les re-  
« cherches de M. l'abbé Boizot, pour recouvrer ce trésor, et  
« empêcher qu'il ne fût dissipé en grande partie. M. Jules  
« Chifflet, abbé de Balerne, conseiller-clerc au parlement  
« de Bourgogne et ancien chancelier de l'ordre de la Toison-  
« d'Or, avoit déjà *réchappé* du naufrage beaucoup de ces  
« lettres; M. le comte de Saint-Maurice et le baron de Tho-  
« raise en avoient conservé plusieurs autres, comme des  
« effets de famille; diverses autres personnes en gardèrent,  
« par la seule vénération qu'on a encore dans Besançon pour

<sup>1</sup> On conserve aussi, au cabinet des chartes et diplômes, une copie du « Mémoire sur quelques manuscrits de la bibliothèque publique de  
« l'abbaye de Saint-Vincent de Besançon, lu à la séance de l'Académie,  
« le 28 novembre 1770, par dom Berthod, sous-prieur et bibliothé-  
« caire de cette abbaye. » Mais ce Mémoire est beaucoup moins riche  
en renseignements sur la collection de Granvelle, que les deux volumes  
d'*Anecdotes*.

« tout ce qui vient de la maison de Granvelle. Tous ceux  
 « dont je viens de parler cédèrent à l'abbé Boizot chacun  
 « leur part de ces papiers; il rassembla le reste de côté et  
 « d'autre. »

La collection de Granvelle se compose de 85 volumes, lesquels portent les titres suivants :

|                                                             |             |
|-------------------------------------------------------------|-------------|
| Mémoires de Granvelle. . . . .                              | 35 volumes. |
| Lettres de Morillon. . . . .                                | 8           |
| Lettres d'Hoppérus. . . . .                                 | 7           |
| Apologie de l'empereur Charles V. . .                       | 1           |
| Ambassade de Saint-Mauris. . . . .                          | 1           |
| Ambassade de Simon Renard. . . . .                          | 5           |
| Ambassade de Chantonay. . . . .                             | 8           |
| Lettres de M. Champagney. . . . .                           | 8           |
| Lettres de et à M. de Bellefontaine. .                      | 3           |
| Lettres de et à M. de Vergy. . . . .                        | 2           |
| Mémoires pour servir à l'histoire. . .                      | 2           |
| Traités de paix. . . . .                                    | 4           |
| Journal des voyages de l'empereur<br>Charles-Quint. . . . . | 1           |

---

85 volumes.

Chacun de ces recueils a un caractère d'intérêt qui lui est propre, et qu'indique en général le titre qui lui a été donné. Un aperçu des principaux documents que les uns et les autres contiennent fera mieux apprécier cet intérêt.

*Mémoires de Granvelle, 35 volumes.*

Lorsque l'abbé Boizot recueillit et classa les manuscrits de Granvelle, il voulut d'abord les ranger tous, sans exception, selon l'ordre des dates : mais ensuite, trouvant des séries considérables de papiers ayant rapport au même objet, il jugea préférable de former de ceux-ci des recueils distincts et séparés. Ce fut dans ce système qu'il composa des collections particulières des lettres de Morillon, de celles de Champagney, de celles d'Hoppérus; etc. : tous les documents qu'il ne put pas faire entrer ainsi dans un cadre spécial, il les réunit, en les soumettant à l'ordre chronologique, sous le titre de *Mémoires de Granvelle*.

Cette dernière partie de la collection, qui est la plus considérable, est aussi la plus précieuse pour l'histoire.



Les quatre premiers volumes contiennent des pièces du xv<sup>e</sup> et de la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, savoir : des lettres de Jean-sans-Peur, de Philippe-le-Bon, de Charles-le-Téméraire, de Maximilien, de Philippe-le-Beau, de Charles-Quint, de Marguerite, duchesse de Savoie, de François I<sup>er</sup>, lors de sa captivité, des lettres et des instructions de Charles-Quint, de la reine Marie, et du chancelier Perrenot, aux ambassadeurs de France, etc.

On trouve, dans le 5<sup>e</sup> (années 1554-1557), des lettres de l'évêque d'Arras à l'empereur et à Philippe, son fils;

Dans les 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> (1558-1563), un grand nombre de lettres de Granvelle au roi et *vicissim*, tant avant qu'après le départ de ce prince pour l'Espagne, jusqu'au moment où le cardinal se retira des Pays-Bas;

Dans le 10<sup>e</sup> et les suivants jusques et compris le 24<sup>e</sup>, des lettres de Granvelle au roi, à l'empereur, à la duchesse de Parme, avec les réponses de ces princes; nombre de lettres de Viglius, du secrétaire Bave, de l'écuyer Bordey et de quelques autres amis du cardinal restés aux Pays-Bas par lesquelles ils l'instruisoient régulièrement de tout ce qui se passoit à Bruxelles et dans les provinces: ces quinze volumes embrassent une des époques les plus intéressantes des troubles des Pays-Bas, les années 1564 à 1567.

La correspondance du cardinal avec Claude Bélin, Franco-Comtois qui, par le crédit de Granvelle, avoit été appelé à siéger au conseil des troubles, est ce qui mérite le plus d'attention dans les 25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> volumes, qui se rapportent aux années 1567 et 1568.

Les 27<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> volumes n'offrent rien de bien remarquable, non plus que les 34<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup>.

Des correspondances de Granvelle avec le roi, avec don Juan d'Autriche, avec la duchesse de Parme et le prince Alexandre son fils, sont contenues dans les 30<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup>, 32<sup>e</sup> et 33<sup>e</sup>.

*Lettres de Morillon, 8 vol.*

Maximilien Morillon, prévôt d'Aire et depuis évêque de Tournai, étoit l'ami particulier de Granvelle, qui l'avoit chargé, après sa retraite des Pays-Bas, de l'administration de l'archevêché de Malines. Ce n'est pas toutefois sur cette administration que roule principalement la correspondance dont il est question ici, mais sur les affaires publiques, dont



le prévôt d'Aire tenoit son patron exactement informé, et il puisoit aux meilleures sources.

Chacun des six premiers volumes des lettres de Morillon embrasse une année, à partir de 1564. Le 7<sup>e</sup> renferme des lettres de l'année 1572; le 8<sup>e</sup>, des pièces mêlées de 1573, 1575, 1576, 1578, 1581.

*Lettres d'Hoppérus à Philippe II, 7 vol.*

Joachim Hoppérus, ou Hopper, fut appelé à Madrid par Philippe II, en 1567, pour remplacer Charles Tisnacq comme garde des sceaux des Pays-Bas. Ce fut en cette qualité, qu'il adressa au roi les rapports (plutôt que les lettres) dont est composé ce recueil, et sur la plupart desquels Philippe mit des apostilles. Les cinq premiers volumes appartiennent aux années 1571 à 1575; les deux derniers sont relatifs à l'année 1576. Il ne paroît pas qu'ils répandent un grand jour sur les ressorts de la politique de Philippe, ni sur les causes secrètes des événements du temps.

Comment les rapports d'Hoppérus se trouvèrent-ils ensuite parmi les papiers de Granvelle délaissés à Besançon? C'est un point qui n'est pas éclairci : seulement, je présume qu'ils parvinrent dans les mains du cardinal, lorsque, en 1579, appelé par Philippe auprès de lui, il se trouva de nouveau chargé, quoique sans commission expresse, des affaires des Pays-Bas.

*Apologie de l'empereur Charles V, 1 vol.*

Dom Berthod avoit une estime singulière pour ce recueil, qui contient des traités, des lettres, des instructions et autres papiers d'état, la plupart en original, relatifs aux démêlés de Charles V et de François I<sup>er</sup>. Plusieurs de ces pièces sont retouchées de la main propre de l'empereur et de celle de son chancelier Nicolas Perrenot, père du cardinal de Granvelle.

*Ambassade de Saint-Mauris, 1 vol.*

Jean de Saint-Mauris, seigneur de Montbarrey, fut envoyé ambassadeur en France sur la fin de 1544, et il y demeura jusqu'en 1548. L'objet de sa mission étoit de terminer quelques difficultés survenues dans l'exécution du traité de Crépy.

C'est de cet objet que traitent les pièces rassemblées dans ce volume : elles sont des années 1544 et 1545.

*Ambassades de Simon Renard, 5 vol.*

Simon Renard succéda à Saint-Mauris dans son ambassade à la cour de France. Il fut ensuite chargé de négocier, en Angleterre, le mariage de Philippe II avec la reine Marie, fille de Henri VIII, et il prit part aussi à la conclusion de la trêve de Vaucelles.

Des instructions, des dépêches de l'empereur et de Nicolas et Antoine Perrenot, des lettres et rapports de Renard, pendant les années 1548, 1549, 1550, 1551, 1553, 1554, 1555 et 1556, tels sont les documents dont sont formés, pour la plus grande partie, les quatre premiers volumes de ce recueil. La 5<sup>e</sup> ne concerne pour ainsi dire que la famille de Renard : on y trouve entre autres, le procès de son maître d'hôtel Quiclet, condamné à perdre la vie par arrêt du parlement de Dôle, procès dans lequel Renard lui-même se trouva impliqué, et qui fut dans la suite la cause de sa perte.

*Ambassade de Chantonay, 8 vol.*

Thomas Perrenot, comte de Cantecroix, baron de Chantonay, fut nommé par Philippe II, en 1565, ambassadeur à Vienne, avec la charge principale de détourner l'empereur du projet, qu'on lui attribuoit, de solliciter, à la cour de Rome, le mariage des prêtres.

Les huit volumes de son ambassade ne concernent pas seulement cet objet ; on y trouve aussi des pièces qui offrent un intérêt plus particulier pour notre histoire ; je mentionnerai, entre autres, celles qui font connoître les conseils, que l'empereur donna à Philippe, d'user de clémence envers les Pays-Bas, lorsqu'il y envoya le duc d'Albe, et celle encore par où l'on voit les instances que firent le même prince et les électeurs de l'Empire en faveur des comtes de Hornes et d'Egmont, ainsi que leurs démarches pour procurer une réconciliation entre le prince d'Orange et Philippe. Il y a dans le même recueil un monument curieux de l'arrogante vanité du duc d'Albe : ne trouvant en Espagne aucun parti digne de son fils, il chargeoit Chantonay de s'informer si l'une des filles de l'électeur de Bavière ne pourroit pas lui convenir.

Les pièces de l'*ambassade de Chantonay*, lesquelles sont pour la plupart des lettres et des mémoires à lui adressés, se rapportent aux années 1565 à 1570.

*Lettres de M. de Champagney, 8 vol.*

Cette correspondance appartient aux années 1590 à 1597; ainsi elle est postérieure à la mort du cardinal et aux événements principaux du xvi<sup>e</sup> siècle : c'est assez dire que les lettres dont elle est formée ne sont pas d'un intérêt majeur. On peut toutefois y puiser quelques notions curieuses sur le caractère de ce frère de Granvelle et de plusieurs autres personnages du temps.

*Lettres de et à M. de Bellefontaine, 3 vol.*

N. de Saint-Mauris-Montbarrey, prieur de Bellefontaine, étoit le cousin de Granvelle, qui avoit en lui la plus grande confiance : c'est leur correspondance que renferme le présent recueil. L'abbé Boizot ne faisoit d'aucune des parties de sa collection autant de cas que de celle-ci, et dom Prosper Lévêque en parle également avec la plus grande estime. Je ne saurois lui accorder la même valeur. J'ai parcouru les *Lettres de Bellefontaine* dans une copie en trois volumes in-folio, qui se conserve, je ne sais pourquoi, à la section des *livres imprimés* de la Bibliothèque Royale de Paris; elles offrent, il est vrai, des particularités dignes d'être recueillies; mais, sous le rapport historique, elles sont loin d'avoir à mes yeux autant de prix que les *Mémoires de Granvelle* et la correspondance de Morillon.

Les lettres contenues dans les deux premiers volumes sont des années 1561, 1562, 1563, 1567, 1568, 1572, 1574, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1586.

Le troisième volume concerne exclusivement la famille de Saint-Mauris-Montbarrey.

*Lettres de et à M. de Vergy, 2 vol.*

Ces lettres, qui sont du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle, n'offrent nul intérêt pour l'histoire de la Belgique; elles n'en ont que pour la famille de Vergy et la Franche-Comté, dont un membre de cette famille étoit gouverneur sous Philippe II.

*Mémoires pour servir à l'histoire, 2 vol.*

J'en dirai autant de ce recueil, dont le contenu s'applique principalement au ministère du cardinal de Richelieu et à des événements postérieurs.

*Traité de paix, 4 vol.*

On trouve dans le premier volume le traité conclu à Madrid entre l'empereur et François I<sup>er</sup>, avec plusieurs actes y relatifs; puis les traités de Cambrai, de Crépy et de Cateau-Cambresis.

Le 2<sup>e</sup> contient divers traités entre les ducs de Bourgogne et les rois de France.

Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> sont consacrés au traité de Vervins.

*Journal des voyages de l'empereur Charles V, 1 vol.*

Voici le titre littéral de ce volume, qui est l'original même de l'auteur; dédié et présenté par lui à *révérendissime et illustrissime seigneur monseigneur le cardinal de Granvelle*.

« Sommaire des voyaiges faicts par Charles, cinquième de  
« ce nom, toujours auguste, empereur des Romains, etc.,  
« depuis l'an mil cinq cent et quatorze jusques le vingt-  
« cinquième de may l'an mil cinq cent cinquante et ung  
« inclusivement, recueillis et mis par escript par Jehan de  
« Vandenesse, contrôleur, ayant suivi S. M. en tous lesdits  
« voyaiges; continué pour Philippe II depuis 1551 jusqu'à  
« 1560. »

Dom Berthod parle avec les plus grands éloges de ce manuscrit, qu'il s'étoit proposé de publier; on ignore les circonstances qui l'empêchèrent de donner suite à ce dessein. Mon savant collègue à la commission d'histoire, M. le baron de Reiffenberg, en a donné des extraits fort curieux dans des *Particularités inédites sur Charles-Quint et sa cour*, insérées au 8<sup>e</sup> volume des Mémoires de l'Académie belge, qui doit bientôt paraître.

Par cette simple indication des documents dont se compose en général la *Collection de Granvelle*, on peut se faire

une idée de son importance pour l'histoire de la Belgique. Peut-être n'en est-il aucune, sans excepter même celle des papiers d'Etat, qui se conservoit autrefois à Bruxelles, et que la cour de Vienne n'a pas encore restituée, qui répande plus de lumières sur les causes de la révolution du xvi<sup>e</sup> siècle, et sur le caractère des personnages qui y jouèrent les principaux rôles, sur celui surtout de ce célèbre cardinal, émule des Ximenès et des Mazarin, qui, malgré les portraits que tant de mains habiles en ont tracés, n'a pas encore été représenté sous son vrai jour.

C'est dans cette collection que l'on peut voir, démontrée par les faits, l'influence qu'exerça Granvelle sur les résolutions de Philippe II, soit lorsque ce prince, au moment de partir pour l'Espagne, organisa le gouvernement général de Bruxelles, soit ensuite dans les instructions que, de Madrid, il faisoit passer à la gouvernante. Les motifs qui déterminèrent Granvelle à se retirer des Pays-Bas, et qui ont été ignorés des historiens, lesquels attribuent, à tort, cette sortie à un ordre de Philippe, les circonstances qui l'accompagnèrent et la suivirent, s'y trouvent retracés avec beaucoup de détails. Elle en offre aussi de peu connus sur l'érection des nouveaux évêchés, sur l'acceptation du concile de Trente; sur le procès des comtes d'Egmont et de Hornes; sur l'imposition des 10<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> et 100<sup>e</sup> deniers; sur l'envoi, en 1572, du duc de Médina-Cœli pour remplacer le duc d'Albe, mesure qui, accordée à l'indignation universelle, fut rendue infructueuse par l'audacieuse persistance de ce dernier; sur les démêlés qu'il y eut entre Marguerite de Parme et son fils, lorsque, après la mort de don Juan d'Autriche, la duchesse fut de nouveau chargée du gouvernement des Pays-Bas.

On y apprend encore que ce fut Granvelle qui détourna constamment Philippe d'autoriser la convocation des Etats-Généraux, et que ce fut lui aussi qui, nourrissant contre Guillaume-le-Taciturne une haine invétérée, donna au roi le conseil de mettre à prix la tête de ce chef de l'insurrection, circonstance qui n'est point non plus parvenue à la connoissance des historiens.

Dans sa volumineuse correspondance, le cardinal dévoile plus d'une fois les traits caractéristiques de Philippe, «*voulant tout faire, et faisant peu ou rien, toujours abhorrant les résolutions et les conclusions.*» Ce monarque supersti-



tieux semble avoir pris le soin de se peindre lui-même dans une lettre à Hoppérus, où il se montre plein de joie de l'horoscope donné par un astrologue que celui-ci avoit consulté à l'occasion de la naissance du prince d'Espagne.

Guillaume, Egmont, Hornes, Marguerite de Parme, Alexandre son fils, le duc d'Albe, Viglius, Hoppérus, et nombre d'autres qui prirent part aux affaires du temps, sont peints dans une foule d'anecdotes extrêmement curieuses. Une lettre de Champagney au cardinal bouleverse toutes les idées qu'on s'étoit formées, d'après les récits des historiens, du caractère du vainqueur de Lépante, de don Juan d'Autriche : par cette lettre, qui est de l'année 1584, Champagney mande à son frère que les seigneurs regardoient don Juan comme un stupide ; que, pendant qu'on délibéroit au conseil, on le surprit caché derrière une tapisserie ; que, à l'époque de ses discussions avec les Etats, il pensoit à sortir furtivement des Pays-Bas, etc.

J'aurois à m'étendre longuement si je voulois reproduire tout ce que j'ai noté de remarquable dans les extraits de dom Berthod, lesquels ne présentent pourtant qu'une analyse décolorée de la collection même. L'examen que j'y ai consacré m'a convaincu plus que jamais que ; malgré les livres de Van Meteren, de Le Petit, de Pierre Bor, de Benvoglio, de Strada, de Vander Vynckt, une histoire exacte et complète de la révolution du xvi<sup>e</sup> siècle est encore à écrire.

Je terminerai cette notice par quelques observations.

Aujourd'hui que l'on attache, et à juste titre, tant de prix aux travaux qui ont pour objet de faire connoître l'une ou l'autre des époques, d'éclairer une des faces quelconques de notre histoire nationale ; aujourd'hui que tout le monde sent le besoin de recourir aux monuments originaux pour avoir enfin des annales qui ne renferment plus des faits de convention, mais des faits authentiquement établis, ne seroit-ce pas une mesure qui obtiendrait l'assentiment du pays tout entier, que l'allocation, dans le budget de l'Etat, d'une somme destinée à couvrir les frais de copie des documents intéressants pour la Belgique qui existent à l'étranger, et nommément ceux de Besançon ? Ce fut ainsi que procéda le gouvernement françois dans le siècle dernier, lorsqu'il voulut rassembler les monuments de l'histoire de la monarchie ; et cet exemple est imité par le gou-

vernement britannique, qui, depuis plusieurs années, fait copier dans toutes les archives, dans toutes les bibliothèques du continent, les documents concernant l'histoire d'Angleterre qui s'y trouvent.

On objectera peut-être, quant à la *Collection de Granvelle*, que M. Guizot a annoncé l'intention d'en faire publier la partie principale. Mais il est fort probable que cette publication ne comprendra que les pièces qui se rapportent aux affaires de la France ou aux affaires générales de l'Europe, et qu'on laissera de côté celles qui n'intéressent que la Belgique, c'est-à-dire les plus essentielles pour nous : cela est dans l'ordre. Au surplus, on pourroit s'entendre à cet égard avec la commission que M. Guizot a établie à Besançon, sous la présidence du bibliothécaire, M. Weiss : je puis d'avance garantir qu'on trouveroit dans ce savant, avec lequel je m'honore d'avoir eu quelques relations, la plus obligeante disposition à faciliter l'examen et la copie des pièces.

Je dois déclarer ici que la mesure que j'indique étoit entrée dans les vues du gouvernement précédent ; j'en conserve la preuve dans une lettre que le département de l'instruction publique m'écrivit en 1827, d'après quelques notions que je lui avois fournies (les seules que je possédasse à cette époque) sur la *Collection de Granvelle*, et ce fut même à cette occasion que j'entraï en correspondance avec M. Weiss, pour préparer les voies à l'exploration des manuscrits, dont on désiroit que je me chargeasse. En 1764, le comte de Cobenzl, ministre plénipotentiaire de l'impératrice Marie-Thérèse aux Pays-Bas, avoit conçu un dessein plus grand encore, il vouloit acquérir la *Collection de Granvelle*, qui étoit alors la propriété de l'abbaye de Saint-Vincent. Ce projet n'eut point de suite ; mais il ne fut pourtant pas sans résultat : car, le comte de Cobenzl en ayant fait part à l'abbé de Nélis, celui-ci en prit occasion de signaler au ministre l'existence, dans la bibliothèque des jésuites du faubourg Saint-Antoine à Paris, dont la vente étoit annoncée, de trois portefeuilles de lettres qui avoient la même origine que les manuscrits de Besançon<sup>1</sup>, et le ministre les fit acheter pour la bibliothèque de Bourgogne<sup>2</sup>. Ce n'est pas

<sup>1</sup> Lettre originale de l'abbé de Nélis au comte de Cobenzl, en date du 26 novembre 1764, conservée aux Archives du royaume.

<sup>2</sup> Ils furent payés 800 livres. De ces trois portefeuilles, il n'y en a

sans intention que j'ai cité ces deux faits. Si des gouvernants étrangers se sont autant occupés d'un objet qui intéresse la Belgique, que ne doit-on pas attendre du gouvernement national auquel sont maintenant confiées les destinées du pays?

Au reste, je me propose, en acquit de mes devoirs d'archiviste, d'appeler, sur cet objet et sur d'autres qui s'y rattachent, l'attention de M. le ministre de l'intérieur. M. De Theux n'a cessé de donner des marques de sa sollicitude pour la mise en ordre de nos dépôts de titres, pour le rassemblement et la publication des monuments de l'histoire nationale : les vues que je lui soumettrai trouveront en lui un appréciateur éclairé; et si, comme j'en ai l'espoir, il les approuve, son patronage ne leur manquera pas.

GACHARD,

*Archiviste général du royaume de Belgique.*

---

*Notice de quelques Manuscrits des Bibliothèques de la Belgique qui ont rapport à la publication des Mémoires du cardinal de Granvelle, ordonnée par M. Guizot, ministre de l'instruction publique.*

M. Guizot, qui, par la protection éclairée qu'il accorde aux entreprises utiles, et principalement aux recherches historiques, s'est attiré les applaudissements des gens de lettres de tous les pays, a chargé M. Weiss de la publication de la correspondance du cardinal de Granvelle. On ne pouvoit choisir une personne plus capable. Comme le travail du savant bibliothécaire de Besançon intéresse encore plus la Belgique que la France, j'ai essayé de le faciliter en rassemblant quelques indications sur des manuscrits qui ne seroient peut-être pas inutiles à l'habile éditeur.

plus que deux à la bibliothèque de Bourgogne; l'autre est dans la bibliothèque délaissée par feu M. van Hulthem, qui en fit l'acquisition lors de la vente des livres et manuscrits de M. de Nélis.

## BRUXELLES.

*Bibliothèque de Bourgogne.*

(N. B. J'ai signalé un grand nombre d'autres manuscrits de ce riche dépôt dans mes Archives historiques, VI, pag. 100, 115, 165, 170.)

8486. Discours de Gaspart de Coulligny (sic), auquel sommairement sont contenues les choses qui se sont passées durant le siège de Saint-Quentin, en l'an 1557.

10051. Discours des choses advenues depuis l'arrivée de Philippe II aux Pays-Bas, jusqu'au temps où il y annonça son second voyage.

9594. Recueil et mémorial des troubles depuis le départ de Philippe II, jusqu'au temps où il avoit résolu de retourner aux Pays-Bas.

4706. Translation faite de langue espagnole en françois des actes et résolutions de l'inquisition d'Espagne pour invader et occuper le Pays-Bas.

5112. *De Inquisitione in Belgio.*

7616. Lettres concernant le cardinal de Granvelle; lettres de ce ministre adressées à Philippe II et apostillées par ce prince. En deux cartons intitulés : *Deuxième et troisième Recueil.*

On ne sait ce qu'est devenu le premier portefeuille, qui étoit déjà égaré, lorsque dom Poirier dressa, le 21 avril 1796, l'inventaire qui se trouve à la Bibliothèque royale de Paris. <sup>1</sup>

4785 et 4786. *Gensianismus Flandriæ occidentalis, auctore R. P. Carolo Wynchio.* In-4° de 107 pages.

Il s'en trouve une copie dans la bibliothèque de La Haye, fonds Gérard. J'en ai dit quelques mots à la fin des Mémoires de Vander-vynckt, III, p. 321. L'original in-12 étoit dans la bibliothèque des chanoines gradués d'Ypres.

7410. Recueil de lettres et autres pièces des années 1576 à 1578.

5567. Collection de pièces concernant les troubles en 1577, 78 et 79.

7630. Van Meteren, Pastillen der Waerheit (en vers flamands).

<sup>1</sup> M. Gachard (note 2, p. 475 de la notice précédente) fait connoître le sort du premier de ces recueils qui manque à la bibliothèque de Bourgogne. (J. D.)

7563. *Haræi tumultuum Belgicorum Annales.*

Cet ouvrage a été publié ; mais le savant Desroches, qui a examiné ce manuscrit, le trouve préférable au texte imprimé. Au commencement se trouve même une note de Gaspar Gevaerts, conçue en ces termes : « *Accuratus et temporum designatione certiore habita Annales hosce tumultuum Belgicorum curis secundis a se scriptos esse, mihi asseruit ipse D. Franc. Haræus, operis auctor.* (Gevartius.) » Il provient de la bibliothèque de J. F. Verdussen, à la vente de laquelle il fut acheté 48 florins de change pour l'académie de Bruxelles en 1776, catal. n° 6, p. 209.

## 4512. Pontus Payen, de la Guerre civile aux Pays-Bas.

Dans la bibliothèque de Lille, il se trouve marqué D. B. 11. folio, pap., un manuscrit provenant de Verdussen, avec ce titre : *Discours véritable des grands troubles et séditions advenues en la ville d'Arras l'an 1578, par Ponthus Payen, sieur des Essarts.*

N. B. Il y a aussi à la bibliothèque de Bruxelles un Recueil de lettres de Hopperus à Viglius. Ce Recueil étoit primitivement en 5 volumes : il en manque 2. Voir à ce sujet les procès-verbaux de la Commission d'histoire de Belgique, p. 10, 11, 12, 13.

## MALINES.

*Bibliothèque de l'Archevêché.*

Lettres originales de Marguerite de Parme à Florent de Montmorency, seigneur de Montigny, gouverneur de Tournai, avec ses réponses à la gouvernante par rapport aux troubles du Tournesis en 1563. In-fol.

M. J.-F. Willems, dans ses *Mengelingen van vaderlandschen inhoude*, I, 325, a publié une lettre intéressante tirée de ce recueil.

Lettres du roi d'Espagne Philippe II, de son secrétaire don Sicas Idiaquez, etc., en espagnol. In-fol.

## TOURNAY.

*Bibliothèque de la ville.*

(En 1828, M. Victor Deslinne a publié une notice historique sur la bibliothèque publique de Tournay, Bruxelles, Talier, in-12 de 124 pages, y compris un aperçu des bibliothèques les plus célèbres de l'antiquité, qui commence à la page 45. Cette notice assez légère n'apprend rien sur les manuscrits du dépôt qu'elle concerne.)



Histoire des choses remarquables arrivées à Tournay depuis 1566 jusqu'au 20 juillet 1570. In-fol.

Il y manque quelques pages.

Relation du siège de Tournay en 1581, par Warnier, natif de Saint-Maur de Visempier. In-4°.

Mélanges sur Tournay, de l'an 1289 à l'an 1590, recueillis par Dufief. In-4°.

Ce manuscrit, écrit de la main même de Dufief, né à Tournay en 1578, est difficile à lire. Dufief étoit chanoine de Tournay, et nommé à l'évêché d'Arras. Il mourut le 22 novembre 1651. Il y a une notice sur sa vie, en tête de son *Recueil d'arrêts du grand conseil de Malines*, Lille, 1773, in-4.

#### LOUVAIN.

*Bibliothèque de l'Université supprimée en 1835.*

Recueil de diverses pièces concernant les troubles de la religion du royaume (de France), depuis 1589 jusqu'en 1592, par M. Talon. 4 vol. in-fol.

#### GAND.

*Bibliothèque de l'Université.*

(Il a paru en 1816 un *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque publique de la ville de Gand*, classés par le bibliothécaire Joseph-Antoine Walwein de Terwieliet. Gand, Houdin, in-8° de 56 pages. Le manuscrit mentionné plus bas n'y est pas indiqué.)

Histoire de Gand, depuis le 12 août 1566 jusqu'en novembre 1593. 3 vol. in-fol., n° 49 du supplément.

#### MONS.

*Bibliothèque de la ville.*

Recueil de ce qui est advenu plus digne de mémoire depuis l'an de salut 1575 jusques à l'an 1585; quatrième volume. Tout recueilli par Jean Ballin, religieux à Clermarretz-lès-Saint-Omer. In-fol., pap., manuscrit du temps.

Très intéressant et contenant beaucoup de pièces relatives aux troubles des Pays-Bas. Ce volume est autographe, et a été possédé jadis par Claude-Bernard Rousseau, auditeur des comptes.

Les mots suivants, écrits sur la page qui se trouve après le titre,

font craindre que les trois premiers volumes de ce précieux ouvrage ne soient perdus pour jamais. <sup>1</sup>

*Ha! pereat potiùs legum veneranda potestas  
Quam tot consumptos noctesque diesque labores  
Hauserit una dies flammis!*

Le baron DE REIFFENBERG,  
Correspondant de l'Institut (Académie  
des Inscriptions et Belles-Lettres).

*Manuscrits de la Bibliothèque Royale de La Haye  
qui pourroient servir aux travaux de la Société de  
l'Histoire de France. (Fonds de Gérard.)*

(SUITE.) <sup>2</sup>

#### VIII. TROUBLES DES PAYS-BAS AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE.

48. *Lettres de Marguerite, duchesse de Parme, gouvernante des Pays-Bas, écrites en 1564 et 1565, à différents évêques, et aux Conseils de Flandre, de Hainaut et d'Artois, au sujet de la publication du Concile de Trente dans les Pays-Bas, avec les avis rendus par lesdits Conseils sur les décrets du Concile, qui étoient contraires aux hauteurs et préheminences de Sa Majesté, ainsi qu'aux privilèges de ses sujets; le tout tiré des registres des Etats de Flandre et d'Artois. In-fol. de 109 pages; écriture du commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle. Inédit.*

49. *Lettres de Marguerite à Philippe II, roi d'Espagne, avec*

<sup>1</sup> La bibliothèque de Saint-Omer possède (sous le n<sup>o</sup> 799 des manuscrits) un manuscrit d'écriture du XVI<sup>e</sup> siècle, des *Annales de D. Jean Ballin de Clairmarais*. Peut-être complètera-t-il l'exemplaire de la bibliothèque de Mons. (J. D.)

<sup>2</sup> Voyez le Bulletin du mois de mars 1835, pages 129-132, et celui du mois de juin, pages 235-238. On y a imprimé *Guérard* pour *Gérard*. Nous remarquerons encore une autre inexactitude qu'explique l'impossibilité où nous sommes de revoir les épreuves. — Au tome II, page 224, il faut dire que la seconde édition des *Annales* de Jacques de Meyer a été imprimée en 1580 (non pas en 1581), et dédiée à *Philippe de Reiffenberg*, au lieu de *Frédéric*. Celui-ci étoit occupé d'autres affaires que de publications historiques : il fut mis au ban de l'Empire par Charles-Quint, contre lequel il avoit osé prendre les armes. — Page 225, au lieu de *Ferré de Locre*, lisez *Ferri de L.*

*les réponses de ce prince. In-fol. de 158 pages. Écriture du XVIII<sup>e</sup> siècle.*

Ces lettres ont été écrites depuis le 24 mars 1565 avant Pâques, jusqu'au 28 juillet 1568. Elles sont très intéressantes. Il en existe plusieurs copies dans les cabinets des curieux, mais elles n'ont pas été imprimées.

50. *Interrogatoire en original du comte d'Egmont, avec ses réponses signées de lui, en espagnol. — Traduction originale en françois, faite par le secrétaire du conseil des troubles, Prats. In-fol.*

Pièce authentique signée par le secrétaire Prats. Elle ne se trouve point, chose remarquable, parmi celles du procès des comtes d'Egmont et de Hornes, imprimées à Bruxelles en 1719, comme supplément à Strada. C'est là que nous avons découvert le véritable lieu de naissance de l'illustre défenseur de la Belgique. Egmont étoit né au château de la Hamaide, dans le Hainaut, circonstance que nous avons révélée le premier.

51. *Diarium Francisci Sonnii, legati Philippi II ad summum pontificem, ou Journal du voyage fait à Rome, en 1558, par ordre du roi Philippe II, par François Sonnius, pour solliciter du pape Paul IV la division des anciens évêchés et l'érection de nouveaux dans les Pays-Bas : contenant les instructions données à Sonnius, ses harangues au pape, ce qui s'est passé dans les congrégations des cardinaux au sujet de cette division et érection, les différents mémoires et plans présentés par Sonnius, etc., avec deux lettres signées par le même. Manuscrit original de 327 pages, in-fol.*

Ce sont les minutes originales de Sonnius; les ratures et corrections de sa main le prouvent. Il ne faut pas croire que ce qui concerne la mission de Sonnius dans le supplément du recueil diplomatique de Miræus, rende ce document inutile. — On voit, par une note écrite au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, qu'il a été acheté en 1600 dans une maison mortuaire, à Anvers.

52. *Dessin de la colonne que le duc d'Albe fit placer en 1568 sur le terrain de l'hôtel de Culembourg, à Bruxelles, hôtel démoli par ses ordres, avec l'inscription et l'état des frais que coûta cette colonne. Manuscrit in-4<sup>o</sup>, copié sur le dessin et les états originaux de la chambre des comptes à Bruxelles.*

Cette colonne ayant été abattue peu après le départ du duc d'Albe, on n'en trouve la représentation nulle part.

53. *Mémoires remarquables concernant les troubles des Pays-Bas, contenant les commissions des inquisiteurs, plusieurs lettres de Philippe II au duc d'Albe, plusieurs sentences rendues contre les confédérés, quelques*

libelles semés dans les villes des Pays-Bas, des dépêches du duc d'Albe aux gouverneurs des villes et provinces, etc. In-fol. de 834 pages, écriture de la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, à l'exception des dernières pages et de la table, qui sont d'une écriture moderne.

Ce volume, orné d'une figure qui représente l'habillement des gueux ou confédérés, contient des pièces qui ont été inconnues à Pierre Boz, et aux autres historiens des troubles des Pays-Bas.

54. *Journal abrégé des troubles des Pays-Bas, de 1566 à 1579.* In-4°, d'une écriture du temps.

55. *Par quel moyen les Espagnols entrèrent à Anvers le 26 avril 1574, et relation des excès qu'ils commirent.* In-8° moderne de 106 pages, copié sur un manuscrit du temps.

56. *Histoire des choses les plus mémorables qui se sont passées dans la ville et comté de Valenciennes, au commencement des troubles des Pays-Bas, jusqu'à l'année 1611.* In-4° de 154 pages, écriture du commencement du xvii<sup>e</sup> siècle.

C'est la copie de la relation d'un témoin oculaire, comme on le voit à la page 28, où, à propos d'un événement arrivé à Valenciennes, il est dit : *Je me souviens très bien de tout ce qui se passa dans ceste abominable journée.*

57. *Poème historique et satyrique sur les troubles de Cambrai, pendant le xvi<sup>e</sup> siècle.* In-4° de 267 pages, écriture du milieu du xviii<sup>e</sup> siècle.

Ce manuscrit provient de la bibliothèque de l'abbé Mutte, que M. Le Glay a fait suffisamment connoître dans son ouvrage sur la cathédrale de Cambrai, ainsi que dans son curieux catalogue des manuscrits de cette ville. La satire qu'il contient sort de la plume d'un contemporain, qui, exilé de sa patrie par les ennemis du roi Philippe II, les a nommés par noms et surnoms, en n'oubliant aucun des excès qu'ils avoient commis ou qui leur étoient imputés. C'est probablement par égard pour les descendants de ces personnages, dont la plupart des familles existent encore, qu'on n'a point rendu cet ouvrage public par l'impression, car, malgré son mauvais style, il est très curieux. En voici quelques lignes qui pourront faire juger de la versification :

Succinctement y est contenu,  
Amy lecteur, ce qui est advenu  
Au Cambrésis, de Cambrai en la ville,  
Depuis qu'elle a changé son ancien style,  
Suivant Inchy, et que nos beaux estats  
Ont renversé l'ordre des Pays-Bas.  
Pardonne-moi si ma rime est piquante,  
Raison le veut, car la plaie sanglante  
Qu'on voit en moy, et encore à plusieurs  
Bons citoyens par des méchans pipeurs

Donnée au vif, ce qui est bien le pire,  
 Mon dur exil, hélas! me le fait dire,  
 Dur vraiment, l'hiver au plus froid tems  
 A moy dix-sept surpassant soixante ans,  
 Privé de biens, de demeure, patrie,  
 Par ung tyran tyranisant ma vie.  
 Non pas pourtant que je veuille inférer  
 Le contenu ne pouvoir avérer, etc.

58. *Histoire de la Guerre civile des Pays-Bas, par Pontus Payen.* In-fol. de 425 pages, copié sur un manuscrit du xvi<sup>e</sup> siècle de la bibliothèque du duc Charles de Lorraine, gouverneur général des Pays-Bas.

59. *Discours véritable de ce qui s'est passé dans la ville d'Arras, depuis l'union et confédération des états d'Artois avec les autres provinces des Pays-Bas, par Pontus Payen.* In-fol. de 265 pages, copié sur un manuscrit de la bibliothèque du duc Charles de Lorraine.

La copie qui étoit dans la bibliothèque de Verdussen, se trouve maintenant dans celle de Lille; in-fol. DB 11. Pontus ou Ponthus Payen prend la qualification de sieur des Essarts. On lit dans les registres de la Chambre des Comptes à Lille, que cet écrivain obtint, le 19 mai 1582, lettres de confirmation de noblesse, ce qui prouve qu'il tint le parti de Philippe II.

60. *Joachimi Hopperi, domini de Walhem, primò supremæ curiæ Mechliniensis, et sanctioris concilii senatoris, dein status Germaniæ inferioris apud Philippum II præfecti, Epistolæ ad Viglium, sanctioris concilii præsidem, scriptæ à 9 juliû 1554 ad 6 decembris 1562.* In-fol. de 504 pages.

Lettres copiées sur les originaux conservés, alors, dans la biblioth. publiq. de Bruxelles. Elles n'ont pas seulement trait aux affaires générales des Pays-Bas, mais aussi aux belles-lettres. Ce sont des réponses inédites aux lettres de Viglius, imprimées dans les *Analecta Belgica*, publiées en 1745 par Hoynck Van Papendrecht. Les lettres d'Hopperus à Viglius, de 1562 à 1574, ont été imprimées, vers la fin du dernier siècle, à l'imprimerie de l'Université de Louvain, par les soins de Nélis; mais elles n'ont pas été exposées d'abord en vente, à cause que le titre et la préface y manquoient. Le libraire Altheer d'Utrecht, qui en avoit acheté le fonds, en a fait enfin jouir le public. Ce manuscrit pourroit être utile au savant M. Weiss, chargé par M. le ministre Guizot de la publication de la correspondance du cardinal de Granvelle.

61. *Recueil et Mémoial des troubles des Pays-Bas, depuis le départ du Roi jusqu'à ce que S. M. prit la résolution de retourner aux Pays-Bas.* In-fol., xvii<sup>e</sup> siècle.

62. *Responsum Philippi II, Hispaniæ regis, Daniæ regi concordiam et pacem cum Belgis ineundam suadente*



*anno 1586, et plus quam CCC litteræ regum et principum quorum aliquot res Belgicas spectant. In-fol., de différentes écritures, du xvii<sup>e</sup> siècle.*

Ce manuscrit, qui semble avoir été copié sur les originaux, vient de la bibliothèque de M. de Kernois, dont le père avoit été secrétaire de guerre de l'Empereur Charles VI, aux Pays-Bas.

63. *Rapport fait aux Etats-Généraux, le 31 décembre 1577, par le marquis d'Havrech et Adolf de Meetkercke, de leur légation de la part des dits Etats, vers la reine d'Angleterre. In-fol. de 121 pages, écriture du temps, très lisible.*

Pièce authentique, intéressante et inédite.

64. *Discours sur la translation d'anciennes provinces du roi d'Espagne en la personne de Monsieur, fils et frère de rois de France. In-fol., de 38 pages, d'une écriture du xvi<sup>e</sup> siècle, très serrée.*

Ce discours est l'ouvrage d'un partisan du roi d'Espagne.

65. *Un volume contenant une pièce en flamand contre le duc d'Albe, quelques lettres et extraits de lettres écrites au duc de Parme, des lettres écrites, en 1583, par le cardinal de Granvelle à la duchesse de Parme; une lettre originale et signée du prince d'Orange, à l'infante Isabelle, des lettres du comte de Mansfeld au roi; quelques pièces concernant la cession des Pays-Bas à l'infante Isabelle, et plusieurs autres documents, la plupart d'une écriture du xvi<sup>e</sup> siècle. In-fol.*

66. *Recueil de pièces pour servir à l'Histoire des troubles des Pays-Bas, depuis l'année 1580 jusqu'à l'année 1585. In-fol.*

Le baron DE REIFFENBERG,  
Correspondant de l'Institut.

(Cette liste sera continuée.)

*Nota.* Ce catalogue, communiqué à M. Weiss de la part de M. le ministre de l'instruction publique, a présenté plusieurs recueils qui pourront être en effet très utiles aux travaux de la Commission-Granvelle. M. de Reiffenberg a été prié en conséquence de vouloir bien en procurer, s'il se peut, des copies ou des extraits détaillés. (J. D.)

*Débris des anciennes Archives de l'abbaye d'Aniane (en Bas-Languedoc), oubliées dans cette localité, et retrouvées dans un réduit de sa maison commune.*

RÉSOLU de recueillir tous les matériaux qui auroient quelques rapports avec l'histoire de l'abbaye de Saint-Guillem-du-Désert, j'allois dans cette intention à la maison commune de la ville d'Aniane, dont l'abbaye avoit eu des relations nombreuses avec la première, et dans l'espoir de trouver quelques restes de ses archives. — Tous ceux qui auroient pu me donner des éclaircissements à ce sujet, et à qui je m'adressai, m'assurèrent avec regret que rien n'avoit été conservé, que tous les manuscrits avoient été jetés par les fenêtres à l'époque des orages révolutionnaires, et de là brûlés ou perdus. J'insistai toutefois, demandant si l'on ne possédoit pas dans quelques coins de vieux parchemins, ou des papiers quelconques. Cette dernière demande fut mieux comprise, et l'on me montra un réduit, où je ne vis d'abord que de la poussière et des araignées.

Là, je trouvai, et on y retrouvera quand on voudra, une foule de chartes, de sacs pleins de pièces et d'énormes rouleaux de parchemin, dont plusieurs déroulés avoient neuf ou dix mètres de long. On fit alors de nouvelles recherches; et au-dessus des armoires on trouva de nouveaux parchemins.

Voici les titres de quelques unes des chartes que j'ai parcourues :

1°. Un volumen de parchemin, de cinq ou six mètres de longueur, et en écriture très petite. — Cet acte original en latin contient seulement les tenues pour la séparation du terroir d'Aniane et de Gignac. — Fait en 1213.

2°. Autre rouleau de parchemin. — Original en latin. — Compromis et sentence arbitrale sur une controverse d'entre les consuls de la communauté d'Aniane et ceux de Saint-Guillem, par laquelle ceux-ci ayant des possessions et biens au terroir d'Aniane, sont condamnés à payer et contribuer pour iceux leur quote-part au paiement et collectes des frais et entretiens des ponts, murs, chemins publics, fontaines, armées du Roi, et autres objets quelconques servant à l'utilité de ladite ville. — Reçu par M<sup>c</sup> Durand Gallerie, notaire d'Aniane. — Fait en 1272.

3°. Autre rouleau de parchemin. — Original en latin. —

Compromis et sentence arbitrale rendue entre D. Pons, abbé, et autres officiers et religieux du monastère d'Aniane, d'une part, et les syndic et autres habitants de ladite ville, de l'autre, qui fixe la quote et la façon de percevoir audit lieu les dîmes et prémices des grains, légumes, amandes, raisins, olives, fruits des arbres et jardins, foin, herbes; l'usage des eaux au portail de Montpellier, la mesure du vin pour le corétier Carpesche, et l'exemption d'une émine de terre pour les fourrages des animaux de chaque habitant, franche de toute dîme et prémices, etc. — Fait en 1293.

4°. Autre rouleau de parchemin, fort gros. — Original en latin. — Charte du roi Philippe-le-Valois, qui divise le siège de la viguerie de Béziers en juges royaux à Pézénas et à Gignac, leur donnant les mêmes droits, prérogatives et immunités qu'avoit celui de Béziers ès ressorts et lieux respectifs y nommés, que le Roi soumet à la juridiction de ces deux nouvelles vigueries : avec les actes et procédures d'opposition, et autres sur ce élevées et y relatives. — Fait en 1347.

5°. Autre rouleau de parchemin, de huit ou dix mètres de longueur. — Original écrit en latin. — C'est une transaction passée entre l'abbé d'Aniane et les consuls et communauté de ladite ville au sujet des droits, et la ferme des élections des consuls, collecteurs et autres officiers de la même ville, l'administration et régime d'icelle, etc. — Fait en 1385.

6°. Autre rouleau de parchemin. — Texte en latin. — Copie de la transaction passée entre l'abbé et les consuls de la communauté d'Aniane. — Fait en 1382.

7°. Une charte en latin. — Faite en 1386. — Lettre d'exemption du péage du droit de leude et de passage à Montarnaud pour toutes les marchandises des habitants de la juridiction de l'abbaye d'Aniane, à eux accordée par le seigneur dudit Montarnaud.

8°. Un volumen ou rouleau de parchemin. — Original d'une transaction passée entre les monastère et syndic des habitants d'Aniane, d'une part; les procureur du Roi et fiscal de la sénéchaussée de Carcassonne et Béziers, d'autre part; pour terminer un procès élevé entre eux au sujet des limites et divisions des terroirs d'Aniane et de Gignac,

qu'on y fixe par des bornes à planter aux lieux y désignés.  
— Fait en 1403.

9°. Autre rouleau de parchemin, très gros. — Texte latin. — Contenant les actes relatifs à la controverse survenue entre le camérier de l'abbaye d'Aniane d'une part, et les syndic et communauté des habitants de ladite ville, d'autre : au sujet des droits des lits funéraires dus audit camérier : le tout terminé par un compromis fait entre eux, suivi d'une sentence arbitrale, qui règle ces droits pour toutes les classes desdits habitants. — Fait en 1413.

10°. Autre rouleau de parchemin, très gros. — Texte latin. — Transaction faite entre les syndic et habitants d'Aniane et ceux de Saint-Guillem : au sujet des droits de ban à exiger pour leurs troupeaux, dans les terroirs réciproques : par laquelle on convient que ceux de Saint-Guillem ayant des possessions sur Aniane, y contribueront pour icelle, et à rate (au prorata), dans les frais communs des boudriers, et autres à supporter à ce sujet par ceux d'Aniane, qui feront garder lesdites possessions de ceux de Saint-Guillem par leurs boudriers sermentés, avec le même soin que celles de leurs citoyens. Y joint les actes de syndicat et de confirmation de ladite transaction par le viguier et habitants d'Aniane, et le cellerier et habitants de Saint-Guillem-le-Désert. — Fait en 1363.

11°. Autre rouleau de parchemin. — Texte latin. — Acte de renonciation à tout droit et prétentions que Girard de Lobrieu avoit aux prés de la Cabaresse à Aniane, acquis par ceux de ladite ville, auxquels il les cède et abandonne.  
— Fait en 1502.

12°. Transaction avec ceux de Saint-Guillem sur les impositions, compoix, gardes-terres, etc.

Arrêt de la cour des aides rendu entre les consuls d'Aniane, et ceux de Saint-Guillem sur les contributions des logemens des gens de guerre, etc.

Autre arrêt de la cour des aides relatif à la formation d'un nouveau compoix, etc.

*N. B.* Ces dernières pièces, sur parchemin, datent du commencement du *xvii*<sup>e</sup> siècle. Elles sont très volumineuses : nous en avons remarqué un très grand nombre du même genre. Il y a en outre un grand nombre de sacs remplis de vieux actes en écriture cursive des *xv*<sup>e</sup> et *xvi*<sup>e</sup> siè-

cles. L'un d'eux, daté de l'année 1542, renferme les papiers d'un « Procès d'entre le procureur du Roi et les consuls et conseillers de la ville d'Aniane pour crime de rébellion. Y joint la sentence qui prive ladite ville de ses portes, qu'on ordonne d'être ôtées pour être exposées à la place publique, la maison consulaire fermée pour trois ans, sans y pouvoir tenir conseil, et à la porte d'icelle clouées les clefs des portes de la ville, lesdits consuls condamnés à faire amende honorable, et aux amendes y spécifiées. »

*Restes des Archives de l'abbaye d'Aniane, conservés aux Archives de la préfecture du département de l'Hérault.*

1°. Cartulaire des anciens diplômes et chartes de la dotation et fondation de l'abbaye de Saint-Sauveur d'Aniane, commencé la dix-neuvième année du règne de Charlemagne.

Cet ancien cartulaire est un grand in-fol. en parchemin, contenant environ 140 feuillets, avec une table dressée en 1681. Le manuscrit a été fait successivement; et on y remarque, si ma mémoire ne m'induit point en erreur, des écritures des x<sup>e</sup>, xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles.

On y trouve d'abord la vie de saint Benoît, en 28 feuillets, écrite par saint Ardon; et suivie de la lettre de saint Benoît à l'abbé George. C'est sur cet exemplaire manuscrit que Mabillon a publié une vie de saint Benoît, plus complète que celle des Bollandistes. Le reste du cartulaire est composé ainsi qu'il suit :

1°. De privilèges, confirmations et donations par Charlemagne et Louis-le-Débonnaire.

2°. De bulles confirmatives des privilèges d'Aniane et de brefs de divers papes.

3°. De donations successives faites par les seigneurs ou habitants de la contrée; de confirmations, ventes, achats et transactions.

La première charte est de Charlemagne, donnée la dix-neuvième année de son règne, au palais de Ragenenburg : la série des actes est très irrégulière pour l'ordre des dates. La moins ancienne, sauf erreur, descend jusqu'au règne de Philippe-Auguste, en l'année 1194.

2°. Recueil d'actes et contrats de toutes espèces, passés au profit du chapitre de l'abbaye d'Aniane, et reçus par



différents notaires de cette ville. — Grand in-fol. très épais, appelé le *Livre Noir*, commençant en 1537 et finissant en 1602.

3°. Recueil de toutes sortes de contrats et instruments concernant les intérêts des religieux et chapitre d'Aniane, commençant en 1603 et finissant en 1657. — Petit in-fol. très épais, de 704 pages, et offrant un grand désordre dans la série chronologique de ses actes.

4°. Second registre, appelé *Livre des Transactions*, commençant en 1658 et finissant vers 1675. — Grand in-fol., renfermant toutes sortes de conventions.

5°. Recueil des différents contrats d'affermes, et d'autres contrats du chapitre d'Aniane reçus par divers notaires dudit lieu : commençant en 1675 et finissant en 1690.

N. B. A la fin de ce manuscrit on trouve le commencement d'un autre, allant au rebours, et ayant pour titre : *Livres des lots, ensaisinevements et investitures du monastère d'Aniane*. Il commence en 1655 et se poursuit durant plusieurs années.

Ce recueil contient une table alphabétique des lauzimes.

6°. Livre des dépenses commencées en janvier 1788. — Grand in-fol.

7°. Inventaire général des titres et documents des abbés et religieux d'Aniane, et qui sont à présent dans le *Chartrier* de ladite abbaye. — Grand in-fol., portant n° 5878. — Fait en 1790.<sup>1</sup>

8°. Les comptes généraux des revenus d'Aniane, présentés en exécution des lois de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée législative.

9°. Plus, quelques pièces ayant un rapport assez indirect avec l'histoire de l'abbaye d'Aniane, et quelques copies de chartes relatives à l'abbaye de Saint-Guillem.

R. THOMASSY,

*Ancien élève de l'École des Chartes.*

<sup>1</sup> Cet inventaire général des titres et documents qui se trouvoient dans le chartrier de l'abbaye d'Aniane avant les orages révolutionnaires, est très précieux en ce qu'il fait connoître tout ce qui a été perdu depuis, et par conséquent ce qui doit être l'objet des recherches de MM. les membres correspondants du ministère de l'instruction publique, et de la commission chargée de publier les pièces inédites relatives à l'histoire de France.

---



## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

SÉANCE DU CONSEIL DU 2 NOVEMBRE 1835.

Après l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président proclame membres de la Société :

MM. SPENCER SMITH, à Caen.  
DE GODEFROY, à Lille.  
LUCIEN FOUCHÉ, à Évreux.

#### *Ouvrages offerts à la Société.*

1<sup>o</sup>. *Biographie des Hommes célèbres, des savans, des artistes et des littérateurs du département de la Somme*, tome I<sup>er</sup>, 1<sup>re</sup> livraison. In-8<sup>o</sup>, Amiens, 1835. Offert par l'un des auteurs, M. H. Dusevel.

2<sup>o</sup>. *Mémoires de la Société d'Émulation de Cambray*, 1832-1833. Cambray, 1835. De la part de M. le docteur Le Glay, président de cette Société.

Les Mémoires relatifs à l'histoire de France, contenus dans ce volume sont : *Complainte romane sur la mort d'Enguerand de Créquy*, annotée par M. Ed. Le Glay, de l'Ecole royale des Chartes. — *Incendie de l'abbaye d'Origni*, épisode du poëme de Raoul de Cambrai, extr. et trad. par le même. — *Notice sur des monnoies françoises anciennes*, trouvées à Avesnes en 1832 ; par M. Émile Tordeux. — *Mémoire sur Jehan Molinet*,

historien et poète, par M. de Reiffenberg. — *Fragments d'un journal écrit à la Guyanne*, par Gilbert Desmolières, déporté après le 18 fructidor. — *Notice sur le village d'Esne, en Cambresis*, suivie des chartes octroyées à cette commune et à celle de Walincourt, par M. Le Glay. — *Galerie historique des conquêtes de Louis XIV*, texte latin, par le baron de Vuorden; imitation inédite, en vers françois, par La Fontaine, précédée d'une Notice, par M. Le Glay.

3°. *Mémoires de la Société royale des sciences, lettres et arts du département du Nord*. In-8°, 509 p., Douai, 1834.

Ce volume contient les Mémoires historiques suivants : *Notice sur les institutions gallo-frankes (420-752)*, par M. Taillard. — *La Croix pèlerine, notice historique sur un monument des environs de Saint-Omer*, par M. Quenson.

4°. *Procès-verbaux de la commission royale de Belgique*, séance du 20 août 1835, 4° bulletin.

De la part de M. de Reiffenberg, secrétaire de la commission.

5°. *Rapport sur les Monuments historiques de l'arrondissement d'Argentan*, par MM. de Caumont, de Brix, et Fr. Galeron, rapporteur (extr. des Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, à Caen, 1835).

De la part de M. Fr. Galeron.

6°. *L'Indicateur d'Auvergne, ou Guide du voyageur aux lieux et monuments remarquables du département du Puy-de-Dôme, du Cantal, et de la Haute-Loire*, par M. Lecoq. 1<sup>re</sup> livr. 4 feuilles, Clermont, 1835.

De la part de M. Léon de Chazelles.

7°. *Analyse du roman de Garin le Loherain*, précédée de quelques observations sur les romans de chevalerie, etc., par M. Leroux de Lincy, 1 vol. in-12, Paris, Techener, 1835. Offert par l'auteur.

8°. *Quelques Souvenirs de la révolution française à*

*Saint-Omer* (notice extr. du journal de cette ville, par M. Piers, une feuille; Saint-Omer, 1835.)

9°. *Monuments des anciens diocèses du Bas-Languedoc*, expliqués dans leur histoire et leur architecture, par MM. J. Renouvier et R. Thomassy, ancien élève de l'École des Chartes; lithographiés par M. Laurens. A Paris, chez Techener, place du Louvre. 1<sup>re</sup> livr. : *Abbaye de Valmagne*, un cahier in-4°. 2 feuilles et 8 pl., 1835.

Cet ouvrage, tiré à 100 exemplaires, formera 10 ou 12 livraisons. — Offert par les auteurs.

10°. M. de Monmerqué offre à la Société, de la part de M. G. Carlo Gregori, l'ouvrage suivant : *Istoria di Corsica di Pietro Cirneo, sacerdote d'Aleria, divisa in 4 libri, recata per la prima volta in lingua italiana, ed illustrata da G. Carlo Gregori, e quindi pubblicata per munificenza di S. E. il Conte Pozzo di Borgo*. 1 vol. in-8°, 508 pag. Paris, chez Pihan de La Forest, 1835.

Cet ouvrage de Pierre de Corse (*P. Cirneus*), qui se termine à l'année 1506, année voisine de la mort de l'auteur, et qui est principalement relatif aux troubles civils de la Corse pendant le xv<sup>e</sup> siècle, a déjà été publié, en 1732, par Muratori, dans le tome 24 des *Script. rer. ital.*; la nouvelle édition de M. Gregori et sa traduction italienne, accompagnées de notes instructives, commencent, dit-on, une série de documents originaux sur l'histoire de la Corse.

11°. M. de Monmerqué présente aussi le *Prologue des chroniques de France*, qui lui a été adressé comme specimen d'une réimpression des *Grandes Chroniques de Saint-Denis*, entreprise à Lyon par les soins de M. de Terrebasse.

12°. *Lettre à M. Crapelet, pour servir d'appendice au discours sur les publications littéraires du moyen âge*, par M. l'abbé Prompsault. In-8°. Paris, 1835.

13°. *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire* (de Paris), mai, juin, juillet et août 1835. In-8°.



*Correspondance.*

— MM. Spencer Smith (à Caen) et Lucien Fouché (à Évreux) écrivent pour exprimer le désir d'être inscrits au nombre des membres de la Société.

— M. Le Glay, conservateur général des archives du département du Nord, témoigne le même vœu pour M. de Godefroy (de Lille), digne descendant des archivistes et historiens de ce nom.

M. Le Glay rappelle aussi qu'il a adressé dans le courant de l'année, la collation des premiers livres de Grégoire de Tours sur l'ancien manuscrit de Cambray, demandant s'il doit faire continuer ce travail. — En lui adressant les remerciements de la Société, le secrétaire priera M. Le Glay de vouloir bien y donner suite.

— Le secrétaire donne lecture de deux lettres de M. Hipp. Royer-Collard, chef de la division des lettres et sciences au ministère de l'instruction publique, annonçant que M. le Ministre a souscrit à 25 exemplaires du Bulletin de la Société pour l'année 1835 et les années suivantes; et aussi à 25 exemplaires de la chronique de *li Normant de Sicile*. Des remerciements seront adressés à M. le Ministre.

— Le secrétaire de l'Académie royale d'Histoire de Madrid adresse, au nom de cette Académie, des remerciements pour les volumes I et II (1834) du Bulletin de la Société qui lui ont été envoyés; il annonce qu'elle entrera avec le plus grand plaisir en relations littéraires et en relations d'échange avec la Société de l'Histoire de France. Il adresse une liste des ouvrages publiés jusqu'à ce jour par l'Académie de Madrid, à l'effet que la Société désigne ceux qui lui seroient utiles pour ses travaux. Ce choix est renvoyé à une commission désignée par M. le président.

— M. Léon de Chazelles adresse de Clermont-Ferrand

une liste très détaillée d'ouvrages imprimés ou manuscrits concernant l'histoire de l'Auvergne.

Ce catalogue est renvoyé à la rédaction du Bulletin.

— La Société reçoit de M. de Reiffenberg :

1°. *La Suite de la Notice des Manuscrits de la Bibliothèque royale de La Haye, relatifs à l'Histoire de France* (fonds de Gérard).

2°. *Une Notice sur Pierre Van Diève, historien belge du xvi<sup>e</sup> siècle.*

Suivant le désir de M. de Reiffenberg, la première de ces notices a été aussi communiquée par le secrétaire à M. le Ministre de l'instruction publique, afin qu'il juge si plusieurs des manuscrits indiqués ne pourroient point être utiles aux travaux de la commission chargée à Besançon, sous la présidence de M. Weiss, de la publication des manuscrits du cardinal de Granvelle.

M. de Reiffenberg adresse aussi quelques renseignements sur le manuscrit de Grégoire de Tours que possède la bibliothèque de la ville de Namur. Cette note est renvoyée aux éditeurs du Grégoire de Tours.

— M. Piers adresse des extraits des catalogues des manuscrits des bibliothèques de Saint-Omer, Lille, Douai, Boulogne et Calais, concernant l'histoire de France.

MM. de La Saussaye, de Blois, et Cartier, de Vendôme, adressent au Conseil des remerciements pour l'insertion, dans le Bulletin du mois d'août, du prospectus détaillé de la *Revue de Numismatique française*, dont ils ont entrepris la publication périodique. Ils annoncent l'envoi prochain du 1<sup>er</sup> n°, et le désir qu'ils auroient de trouver, auprès des membres de la Société de l'Histoire de France, des communications et des encouragements.

M. de La Saussaye annonce qu'il s'occupe d'une notice descriptive des manuscrits des bibliothèques publiques de l'arrondissement de Blois, dont il communiquera à la Société les articles qui peuvent intéresser l'histoire de France.

— M. Renouvier de Montpellier, en exprimant sa sa-

tisfaction de faire partie de la Société, adresse des offres de service pour les recherches et renseignements historiques que le Conseil jugeroit utile de recueillir dans le Bas-Languedoc.

— M. Pol Nicart annonce que MM. Perricaud, bibliothécaire de la ville de Lyon, et Monin, professeur d'histoire, s'occupent d'un nouveau catalogue des manuscrits de la bibliothèque de cette ville; celui de Delandine étant souvent incorrect et incomplet. Il fait part aussi du désir qu'auroit eu M. Monin de publier *la Chanson de geste de Roncevaux ou de Roland* sous les auspices de la Société. Plusieurs membres font remarquer à ce sujet que M. Fr. Michel en prépare une édition d'après des manuscrits d'Angleterre plus anciens et plus complets que les nôtres, et que d'ailleurs ces publications, plutôt littéraires qu'historiques, ne rentrent pas assez directement dans les travaux de la Société pour qu'elle puisse penser à les entreprendre.

M. Nicart, parti récemment pour un voyage de plusieurs années en Allemagne et en Italie, pendant lequel il se propose tout spécialement de visiter et d'étudier sous le point de vue des manuscrits historiques relatifs à la France, les principales bibliothèques de ces contrées, promet d'adresser de temps en temps, au Conseil de la Société, des résultats de ses études.

#### *Communications verbales.*

— M. Guérard, auquel il est demandé des renseignements sur l'état d'impression du Grégoire de Tours, annonce que la 13<sup>e</sup> feuille est composée depuis long-temps, et que la collation du 1<sup>er</sup> volume, par M. Teulet, étant prête, ainsi que la traduction des livres correspondants, rien n'empêche plus la publication du tome 1<sup>er</sup> pour la réunion générale de février 1836.

— A l'occasion de cet ouvrage, le secrétaire annonce que, dans le catalogue des manuscrits de M. Haënel, sont

mentionnés, comme existant dans la bibliothèque de l'École de Médecine de Montpellier, deux manuscrits de fragments de l'Histoire de Grégoire de Tours des <sup>viii</sup><sup>e</sup> et <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècles, qui ne paroissent pas avoir été remarqués ni utilisés jusqu'à ce jour. M. Thomassy s'offre de transmettre à M. Renouvier, à Montpellier, la note relative à la recherche indiquée par le secrétaire.

— M. Lacabanne donne quelques détails sur l'état de ses travaux relatifs à la publication des *Chroniques de Froissart*, dont il a été précédemment chargé par le Conseil. Depuis long-temps le 1<sup>er</sup> volume est préparé, ainsi que les nombreuses pièces justificatives qui s'y rapportent. M. Lacabanne n'attend plus que les corrections et notes géographiques et historiques que M. de Reiffenberg a bien voulu proposer d'y ajouter.

Quelques membres demandent si la publication actuelle de la nouvelle édition de *Froissart*, par M. Buchon, ne doit pas arrêter, au moins temporairement, le Conseil dans une entreprise aussi importante et d'aussi longue haleine; mais il est répondu que le travail d'éditeur de M. Lacabanne étant autre que celui de M. Buchon, et que la 2<sup>e</sup> édition de celui-ci étant plutôt destinée à populariser cet historien qu'à fournir aux hommes studieux et s'occupant d'études historiques tous les éléments d'une édition raisonnée de Froissart, le succès de l'une des deux éditions ne nuirait que très foiblement à celle entreprise sous les auspices de la Société.

En conséquence, M. Lacabanne est engagé à continuer activement les recherches qu'il poursuit avec tant de zèle et de conscience depuis plusieurs années.

M. Lacabanne offre de faire bientôt au Conseil un rapport plus détaillé sur l'état de ses travaux.

— M. Ravenel remet au Conseil, de la part de M. Monin, professeur d'histoire à Lyon, une notice sur un manuscrit anonyme de la Bibliothèque royale (*les Chroniques de Flandre*), qu'il regarde comme étant la chronique originale jusqu'ici inconnue de Jean Le Bel, maître de Froissart, et sur plusieurs copies d'un autre manuscrit,

qui lui paroissent en être un abrégé. M. Monin désireroit publier cette chronique sous les auspices de la Société, et faire insérer sa notice dans le Bulletin. <sup>1</sup>

M. Lacabanne ne pense pas qu'il y ait des motifs suffisants à l'appui de la restitution indiquée par M. Monin.

— M. P. Paris annonce qu'il s'occupe activement du *Ville-Hardouin*.

— M. Ravenel est prêt à livrer à l'impression la copie des Lettres inédites de Mazarin, qu'il a été chargé d'éditer. L'ouvrage sera imprimé sous deux mois.

<sup>1</sup> Cette notice a été depuis imprimée pour faire partie du dernier numéro du Bulletin, mais l'auteur ayant changé d'opinion, ou l'ayant modifiée, a désiré que sa notice ne vît pas le jour.

---



## SECTION II.

## EXTRAITS ET ANALYSES.

---

*Galerie historique de Louis XIV*, texte latin, par le baron de Vuordern; imitation en vers françois, par La Fontaine. (*Mémoires de la Société d'Émulation de Cambrai*. 1835; p. 337-380.)

M. le docteur Le Glay, archiviste général du département du Nord, connu déjà par tant d'utiles travaux et par plusieurs découvertes historiques importantes, vient de signaler l'existence, dans la bibliothèque publique de Cambrai, d'inscriptions françoises inédites de La Fontaine, en mémoire des conquêtes de Louis XIV. Quoique cette découverte soit plutôt littéraire qu'historique, nous la croyons cependant assez intéressante pour la reproduire avec les notes et développements dont M. Le Glay l'a accompagnée.

Le baron Michel-Ange de Vuordern, bailli des États de Lille, homme d'ailleurs d'un mérite fort remarquable, s'étoit constitué le panégyriste, en style lapidaire, de tous les hauts faits de Louis XIV, de ses ministres et de ses généraux d'armée. Chaque bataille gagnée, chaque prise de ville, chaque traité glorieux, lui fournissoit la matière d'une inscription latine, qu'il se hâtoit de faire imprimer, et dont il adressoit des exemplaires aux personnages les plus éminents, qui lui en savoient fort bon gré, et s'en servoient pour faire eux-mêmes leur cour au grand Roi.

De tous ceux qui accueilloient ainsi les productions du baron flamand, le marquis de Louvois fut peut-être le plus soigneux à encourager l'auteur et à le combler de faveurs. Le premier commis de ce ministre, Du Fresnoy, à qui Voltaire a donné une espèce de célébrité dans son *Candide*, lisoit sans doute, ou se faisoit lire et expliquer les inscriptions qui arrivoient de Lille. Possesseur d'une jolie maison de campagne à Glatigny, près Pontoise, il imagina un jour d'y faire construire une galerie historique et pittoresque, où seroient représentées les principales conquêtes

de l'époque <sup>1</sup>. Il falloit joindre à chaque tableau une inscription explicative : l'adroit courtisan voulut même que chaque inscription fût en deux langues. Il s'adressa , pour le texte latin , au baron de Vuoerden , et il pria La Fontaine , qui étoit son ami , de se charger des inscriptions françoises. Ceci se passoit en 1694, c'est-à-dire dans les derniers temps de la vie de La Fontaine , qui est mort , comme on sait , en 1695. La galerie se composoit de vingt-deux tableaux , dont chacun devoit avoir sa double inscription. La Fontaine n'en avoit fait que seize quand il mourut. Tous ces détails sont consignés dans les manuscrits du baron de Vuoerden , que possède à la bibliothèque de Cambrai. Le baron , fier d'avoir été traduit par le grand homme , n'a pas manqué , lui qui écrivoit tout , de transcrire les inscriptions françoises ainsi que deux lettres de Du Fresnoy , qui y ont rapport , et qui donnent quelques notions curieuses sur ce dernier travail du bonhomme. Il n'y a pas moyen de révoquer en doute l'authenticité des inscriptions et des deux lettres. Le baron de Vuoerden étoit l'homme le plus probe et le plus consciencieux. D'ailleurs tout ce qu'il dit à ce sujet porte un caractère de franchise et de vérité auquel on ne peut se méprendre. Les lettres de Du Fresnoy ne sont pas moins dignes de foi. Elles sont piquantes par la manière dont le premier commis de la guerre s'exprime sur le compte de notre fabuliste , qu'il traite de *bonhomme* , de *pauvre bonhomme*.

*Lettre de Du Fresnoy au baron de Vuoerden.*

A Versailles , le 9 juin 1697.

Monsieur , je n'ai pas oublié que vous m'avez demandé copie de ce que ce pauvre feu M. de La Fontaine a fait pour ma galerie , ensuite des belles inscriptions que vous avez eu la bonté de me donner , mais il m'a été impossible d'y satisfaire jusqu'ici ; ce pauvre homme ayant voulu y retoucher , je n'ai pu recouvrer ce qu'il avoit fait que depuis son décès , par l'entremise d'un de ses amis , qui a bien voulu prendre ce soin pour moi. Vous trouverez ici-joint , Monsieur , copie de ce qui m'est revenu , qui ne vous paroîtra ni de la force de *Fatiscebat sub bellorum pondere* , etc. , ni des autres inscriptions qui

<sup>1</sup> Il ne reste plus de traces du château ni de la galerie.

sont sorties de votre étude. Ce n'est pas que ce bonhomme ne m'ait dit plusieurs fois que vos inscriptions lui avoient beaucoup servi à échauffer son génie, sans quoi il auroit eu peine à venir à bout de ce qu'il a fait.

Je n'ai point trouvé, Monsieur, dans les inscriptions que j'ai de vous, celles pour Aire et Condé, dont j'ai pourtant besoin, ayant dans ma galerie les tableaux de la prise de ces deux places, et c'est pourquoi il n'en a point été aussi fait en françois; vous m'obligerez sensiblement de me les envoyer, et vous n'obligerez pas peu aussi le public, si vous ne vous rétractez pas du dessein que vous avez formé de faire imprimer et mettre au jour toutes les belles inscriptions que vous avez faites sur les divers événements arrivés depuis 1667. Car, sans flatterie, il ne s'en voit point de ce genre-là de plus fortes ni de plus énergiques. J'en dirois davantage si j'écrivois à un autre, et que je lui exprimasse ce que j'en ressens : je suis toujours très véritablement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Du FRESNOY.

*Première inscription du baron de Vuoerden pour l'entrée  
de la Galerie.<sup>1</sup>*

Locus hic sacer esto  
 Quæsita maximis rebus gestis perenni gloria  
 Ludovici Magni,  
 Omnium, omnibus bellis feliciter exhaustis, hostium,  
 Seu data, seu etiam imperata pace victoris;  
 Quem mutuo consensu imperatoriae virtutes,  
 Maturitas in capiendis consiliis,  
 In exequendis celeritas,  
 Labor in expeditionibus, constantia in laboribus,  
 Fortitudo in periculis, fides in socialibus pactis,  
 Robur et fortuna in obsidionibus et præliis,  
 Clementia et moderatio  
 In ipsis manu partæ victoriæ arbitriis,  
 Supra clarissimos gentium reges,  
 Supra omnium mortalium laudes evexere;  
 In optimi, fortissimi, fortunatissimi principis  
 Æternum decus.

<sup>1</sup> Nous ne reproduisons cette partie des inscriptions latines que comme spécimen du style lapidaire historique du baron de Vuorden, et pour indiquer le genre d'imitation libre adopté par La Fontaine.

## INSCRIPTIONS FRANÇOISES PAR LA FONTAINE.

*Inscription pour l'entrée de la Galerie.<sup>1</sup>*

Loin du tumulte de la cour,  
 C'est ainsi que nos cœurs vénèrent le monarque.  
 Voici le temple où chaque jour  
 Il a de notre zèle une nouvelle marque ;  
 Ses hauts faits y seront respectés par la Parque ,  
 Si la Parque a jamais épargné quelques lieux.  
 O vous dont ses exploits ont attiré les yeux !  
 Admirez-en la suite. Elle doit vous apprendre  
 Que dans chaque dessein Louis fait éclater  
     De la prudence à l'entreprendre,  
     De la force à l'exécuter.

*Prise de Tournai le 24 juin 1667.<sup>2</sup>*

Tributaire des lys, je reçus autrefois  
 Clovis en son berceau, Childéric en sa tombe,<sup>3</sup>  
 J'étois ville des Francs ; je le suis des François.  
 Un vainqueur sous qui tout succombe  
 Sut à ce premier joug ranger ma liberté.  
 Ce qu'on crut mon malheur fait ma félicité :  
 Aux efforts de Louis je dus d'abord me rendre ;  
 Ce prince sur Clovis l'emporte en pitié,  
     En grandeur il passe Alexandre.

*Prise de Douai, 1<sup>er</sup> juillet 1667.<sup>4</sup>*

Douay, ville à Pallas si chère ,  
 Soit que Pallas se considère

<sup>1</sup> Imitation de l'inscription latine précédente.

<sup>2</sup> Louis XIV commandant en personne l'expédition qui avoit pour but de reprendre les villes des Pays-Bas sur lesquelles sa femme, la reine Marie-Thérèse, avoit des droits incontestables, s'empara de Tournai, après une attaque de quatre jours. Le marquis de Traze-gnies, qui s'étoit retiré dans le château avec sa foible garnison de trois cents hommes, capitula honorablement deux jours après.

<sup>3</sup> En 1653, on avoit découvert, à Tournai, le tombeau de Childéric avec tous les ornements de la royauté, dans les ruines d'un vieil édifice, près du cimetière de Saint-Brice.

<sup>4</sup> Six jours après la réduction de Tournai, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> juillet 1667, Louis XIV vint investir la ville de Douai. Le 4, il s'empara du fort de Scarpe, qui étoit défendu par don Alvarado. Le 6, après une

Un armet à la teste ; où l'aiguille à la main ,  
 Douay, la fille de Louvain ,  
 Bénit le conquérant dont le bras l'a soumise.  
 Elle n'a jamais cru la révolte permise ,  
 Ni suivi des Flamands les cœurs séditieux ;  
 Cette ardeur si fidelle à Louis est acquise ;  
 Car quel roy la mérite mieux ?

*Prise de Lille, le 28 août 1667.<sup>1</sup>*

Lille , cette cité qui vaut une province ,  
 Par l'effort de Louis notre grandeur accroist.  
 Qu'en couste la conquête aux armes de ce prince ?  
 Dix jours. Qui le croira ? celui qui le connoist.

*Conquestes du Roy en Hollande. 1672.<sup>2</sup>*

Triompher en courant d'un climat invincible ,  
 Pénétrer un pays que de leurs propres mains  
 La nature avec l'art rendoient inaccessible  
 Aux entreprises des humains ;  
 Lasser le Rhin , l'Issel , et lasser la victoire ,  
 Faire à plus de cent forts son tonnerre esprouver ,  
 C'est ce qui de cent roys pourroit remplir l'histoire ;  
 En trois mois cependant un seul sceut l'achever.

vive attaque contre tous les ouvrages extérieurs, il reçut la ville à composition. Le gouverneur, M. d'Ostiche, qui avoit été blessé pendant le siège, sortit de la place avec la garnison, composée de quatre cents hommes.

<sup>1</sup> Ce fut le 10 août 1667 que le Roi se présenta devant cette place. Après en avoir reconnu lui-même tous les abords, il la fit investir par un corps de six mille cavaliers que commandoit le marquis d'Humières. Le 17, la tranchée fut ouverte en deux endroits, vers la porte de Fives ; le Roi passa au bivouac les dix nuits suivantes ; et le 28, le gouverneur, comte de Bruay, obtint une capitulation honorable, avec tous les avantages qui furent demandés en faveur des habitants et du commerce de cette grande ville.

<sup>2</sup> Le 5 juin 1672, tandis que Louis XIV obligeoit le gouverneur de Rimberg de se rendre à discrétion, le vicomte du Turenne s'empara de la place de Burich ; le lendemain, le prince de Condé prenoit le fort de la Lippe et Wesel. Le 8, les villes de Rees et d'Emmerick, situées sur le Rhin, se rendent à Louis XIV, qui, le 12, opère le passage du Rhin et du Vahal. Ce furent là les débuts de la glorieuse conquête de la Hollande.



*Prise de Maestricht. 1673.<sup>1</sup>*

Louis sçait commander ; c'est le mestier des roys ,  
 C'est celuy que font les dieux mesme ;  
 Les héros par cet art faisoient joindre autrefois  
 Les honneurs de l'Olympe à ceux du diadème ;  
 Notre prince le porte en un degré suprême.  
 Contemplez de quel air il sçait aux champs de Mars  
 Comme au throsne exercer le plus noble des arts ;  
 Maestricht en est témoin : cette ville fameuse  
 Change bientôt de souverain.  
 Peu de temps la réduit ; douze jours... et la Meuse  
 En faveur de Louis suit l'exemple du Rhin.

*Prise de Besançon.<sup>2</sup>*

Je louerois Besançon ; mais César l'a dépeint.  
 On sçait que dans les airs son rocher va s'estendre ,  
 Quoique voisin du ciel nos armes l'ont contraint  
 Après huit veilles à se rendre ;  
 Tout concouroit pour le défendre :  
 Le nom de ses guerriers , l'aspect de ses remparts.  
 Ibères et Germains , venus de toutes parts ,  
 Voyoient entrer pour lui l'hiver même en leurs ligues ,  
 Huit retours de l'aurore ont décidé son sort :  
 Louis est un torrent dont les plus fortes digues  
 Ne sçauroient arrêter l'effort.

*Prise de Dôle.<sup>3</sup>*

Besançon fut suivi de Dôle , et ces projets  
 Entassèrent bientôt conquête sur conquête.  
 Louis mène une troupe aux combats toujours preste ;  
 En autant de héros il change ses sujets.

<sup>1</sup> Le 29 juin 1673, cette place fut reçue à composition par Louis XIV, après treize jours de tranchée. Le sergent général de bataille, Fariaux, qui en étoit gouverneur, et à qui il ne restoit que quatre mille hommes sous les armes des huit mille qui composoient la garnison, sortit à la tête de cette troupe valeureuse, et reçut les félicitations du Roi.

<sup>2</sup> Besançon a été pris deux fois par les armes de Louis XIV : d'abord le 6 février 1668, puis le 16 mai 1674.

<sup>3</sup> Dôle, comme Besançon, a ouvert deux fois ses portes à Louis XIV : le 14 février 1668 et le 6 juin 1674.

Rien ne résiste aux mains conduites par sa tête :  
 Qu'on soit ministre ou chef, qu'on soit sage ou vaillant ,  
 Il connoît de chacun le zèle et le talent.  
 Sous ses ordres Louvois, d'une peine assidue ,  
 Par l'exemple du prince au travail animé,  
 Suffit seul à cent soins d'une immense étendue ,  
 Quel génie ! Il est vrai que Louis l'a formé.

*Prise de Limbourg, 20 juin 1675.<sup>1</sup>*

Rien ne sauva Limbourg, les forces de l'Empire,  
 Le Batave, l'Ibère, enfin le monde entier.  
 Condé formoit le siège, instruit en ce mestier :  
 Mars et lui ne font qu'un, c'est ce que l'on peut dire ;  
 Louis couvroit son camp et le favorisoit ;  
 Aux secours assemblés ce prince s'opposoit.  
 Où sont ces Ilions qui coustoient dix années ?  
 Limbourg après dix jours tomba sous nostre fer :  
 Eust-il pu retarder l'arrêt des destinées  
 Et la foudre de Jupiter ?

*Prise de Bouchain, 12 mai 1676.<sup>2</sup>*

Bouchain servoit de clef à deux superbes villes ;  
 Sa prise les rendoit à dompter plus faciles :  
 Ni Valenciennes, ni Cambray,  
 N'eussent tombé sitôt sans ce premier essay.  
 Philippe l'entreprend ; Bouchain voit une armée  
 Sous l'un et l'autre frère à vaincre accoutumée.  
 Orange accourt en vain ; Bouchain cède à Louis.  
 Tenant presque en ses mains une double victoire ,  
 L'ennemi se retire , envieux de la gloire  
 Dont ce prince eust comblé tant de faits inouis.

<sup>1</sup> Le prince de Condé et le duc d'Enghien avoient mis le siège devant Limbourg, en juin 1675, lorsque le prince d'Orange passa la Meuse avec une armée de soixante-dix mille hommes pour tenter de secourir cette ville. De son côté, Louis XIV protégeoit les opérations du siège avec quarante-cinq mille hommes. Le prince de Nassau, qui commandoit dans cette place, se rendit à composition le 20 juin.

<sup>2</sup> Tandis que le duc d'Orléans assiégeoit Bouchain, le prince d'Orange s'étoit présenté en face des bastions de cette place, dans la plaine d'Hurtebise, avec cinquante mille Hollandois et Espagnols. Louis XIV l'ayant appris, vint lui-même y offrir la bataille aux alliés, qui se retirèrent. Druhot, gouverneur de Bouchain, capitula le 12 mai 1676.

*Prise de Valenciennes, mars 1677.<sup>1</sup>*

Valenciennes estoit l'écueil de nos guerriers ;  
 Elle avoit arrêté le cours de nos lauriers :  
 Ses enfants rappeloient de tristes funérailles ,  
 Nous montrant nos tombeaux creusés sous leurs murailles ;  
 Que les temps sont divers ! Il n'est que notre Roy  
 Qui se puisse vanter d'avoir toujours pour soi  
     La faveur du dieu des batailles ;  
 Bientost cette cité fut soumise à ses loix.  
 Nous pouvions nous venger des pertes d'autrefois ;  
 Le soldat renonça de lui-même au pillage ;  
 Il eut horreur d'un droit acquis à son courage :  
 Ce miracle n'est dû qu'au plus clément des rois.

*Prise de Cambray.<sup>2</sup>*

Cambray portoit son nom aux terres inconnues ;  
 Ses plus fiers ennemis n'osoient en approcher ;  
 Ils passoient ; et ce lieu , plus ferme qu'un rocher ,  
 Gardoit un air tranquille , et menaçoit les nues.  
 Qu'ont servi ses châteaux , ni leurs cimes chenues ?  
 Ce rempart s'est soumis ; c'étoit le seul recours  
     Que l'Ibère opposât au cours  
 D'un torrent qui sans doute eust emporté le reste ;  
 La paix a suspendu ces rapides efforts.  
 Flandres, ton sort dépend d'un conquérant modeste ,  
     Et non des ligues et des forts.

<sup>1</sup> Parti de Saint-Germain le 28 février 1677, le Roi fait ouvrir la tranchée devant Valenciennes le 8 mars; le 17, il prend cette ville d'assaut, et fait la garnison prisonnière. La présence du Roi fut cause que la ville ne fut pas pillée, et que les habitants furent traités avec toute la douceur possible en pareille circonstance.

<sup>2</sup> Après avoir réduit Valenciennes, Louis XIV investit Cambrai le 20 mars 1677. Le 4 avril, il reçoit la ville à composition. Don Pédro Zavala se retire dans la citadelle avec la garnison, composée de quatre mille hommes, après avoir fait égorger les chevaux de la cavalerie, n'ayant ni assez d'espace, ni assez de vivres pour les conserver. La citadelle se rend le 17 avril.

*Prise de Saint-Omer.*<sup>1</sup>

Cambray résistait encore ;  
 Saint-Omer voit de ses tours  
 Le défenseur qu'il implore  
 Accourir à son secours.  
 On se bat ; le sort chancelle :  
 Philippe enfin est vainqueur ;  
 Louis laisse agir son zèle ,  
 Et sa conduite , et son cœur.  
 Saint-Omer se rend ensuite ;  
 Et par tant d'exploits divers  
 On crut la Flandre réduite ,  
 Et l'Europe , et l'univers.

*Prise de Gand.*<sup>2</sup>

Qui ne sçait des Gantois les dures destinées ,  
 La colère de Charle indigné justement ,  
     Et de ces villes mutinées  
     Le sévère et long châtement ?  
 Ce sont événements trop marqués dans l'histoire ;  
 Ils ne le sont pas moins dans le cœur des Gantois ;  
     Et l'Espagne avoit lieu de croire  
 Que Gand feroit des vœux en faveur des François.  
 Ce n'est point ce qui fit incliner la balance ;  
 Le ciel n'entend les vœux des mutins qu'à regret ;  
 Louis força ces murs , mais par sa vigilance ,  
     Par sa valeur , par le secret.

<sup>1</sup> Dix jours après la victoire de Cassel, le duc d'Orléans se rend maître de Saint-Omer le 22 avril 1677. Le prince de Robecq, qui en étoit gouverneur, sort de la place avec trois mille hommes de pied et cinq cents chevaux.

<sup>2</sup> Le Roi, après des préparatifs de guerre dont on ne connoissoit pas le motif, fait tout à coup marcher cent mille hommes sur la Flandre. Le maréchal d'Humières investit la ville de Gand le 1<sup>er</sup> mars 1678 ; il la fait capituler le 9, et entre dans la citadelle le 11. Cette place étoit défendue par le lieutenant-général don Francisco de Pardo,

*Prise d'Ipres.*<sup>1</sup>

La Jalousie aux yeux incessamment ouverts  
 Fut toujours attentive au progrès de nos armes.  
 Près d'Ipres menacée on vit les champs couverts  
 D'escadrons accourus sur le bruit des alarmes.  
 L'Anglois avec fierté, l'Espagnol avec larmes,  
     Représentoient à l'univers  
     Que de l'Europe et des deux mers  
 Notre prince vouloit régler seul la fortune ;  
 Qu'Ipres prise, la Flandre entière alloit tomber ;  
 Ipres, malgré leur plainte aux peuples importune ,  
     Ne laisse pas de succomber.

*La Paix de Nimègue.*<sup>2</sup>

Louis maintient la Paix, qu'il rappelle ici-bas.  
 Alexandre soupire au sein de la victoire ;  
 Rien ne remplit son cœur que l'amour des combats ;  
 Malheureux de n'aimer qu'une sorte de gloire ,  
 Il fut grand, il ne fut sage ni modéré ;  
 Louis l'est. O toi ! chef dont la Grèce se vante ,  
 Et vous, dont Rome a vu le mérite adoré ,  
 Mânes des deux Césars, Louis vous représente.  
 En ce monarque seul on peut tous trois vous voir ;  
 Arbitre de l'Europe il en fait le partage.  
 Il sait vaincre, régner, maintenir son ouvrage ;  
 Le détruisse quiconque en aura le pouvoir !

<sup>1</sup> Le lendemain de la prise de la citadelle de Gand, 12 mars 1678, Ipres est investie. Le marquis de Conflans, qui y commandoit, est obligé de capituler le 25. Le siège avoit été fort meurtrier de part et d'autre. On compta trois mille hommes tués ou blessés.

<sup>2</sup> Le traité de Nimègue, conclu en 1678, assure à la France la Franche-Comté bourguignonne, Cambrai et le Cambrésis, Valenciennes, Ipres, Cassel, Bailleul, Bouchain, Condé, Menin, Charlemont et leurs dépendances.



*Note sur la Méthode adoptée par la Commission historique des Records d'Angleterre dans la reproduction des textes originaux; par M. P. Cooper, secrétaire de la Commission.*<sup>1</sup>

Le but de la Commission des archives d'Angleterre dans ses publications est de perpétuer les documents d'intérêt public en en multipliant les copies, et de les rendre accessibles sans compromettre les originaux. Ces originaux sont écrits en caractères qui, à l'exception d'un petit nombre de cas que l'on a soin d'indiquer dans l'occasion, peuvent être suffisamment représentés avec les signes ordinaires de l'imprimerie. Mais on sait aussi qu'ils sont écrits dans un système d'abréviations tel, que le moindre écart, la plus légère méprise de traduction, peut détruire ou entièrement changer le sens d'un acte. Il étoit donc important de présenter au public ces documents imprimés de manière à ce que chacun pût en toute liberté en reconstruire le texte sans être passible des erreurs que les hommes les plus instruits peuvent commettre en suppléant les mots ou les syllabes abrégés.

En l'absence d'un original, l'authenticité d'une transcription ou d'une copie imprimée peut-être mise en question par le fait seul d'un mot mal déchiffré. Si, par exemple, l'abréviation *Witts* étoit traduite par *Willielmus* dans un acte de Guillaume-le-Conquérant ou de son fils, cet acte pourroit être regardé comme apocryphe parce que ces deux rois ont constamment écrit leur nom *Willielmus*. Le même inconvénient résulteroit encore d'une mauvaise ponctuation, par laquelle on sépareroit d'une phrase des mots qui s'y rattachent ou *vice versa*. Ainsi, dans un acte dressé à York, on lit à la fin *Apud Falesiam*. Or, toute l'autorité de cette pièce est détruite si l'on imprime ces mots comme faisant partie de la date, tandis qu'ils doivent être joints au nom du dernier témoin, lequel étoit sénéchal de Falaise.

<sup>1</sup> Voir dans le Bulletin de la Société de l'Histoire de France, février 1835, pages 76-85, les détails que nous avons donnés sur les nombreuses et importantes publications historiques de la Commission des Records. La note de M. Cooper est en réponse à des objections qui lui avoient été adressées dans un recueil littéraire de Belgique; elle a été communiquée par M. Teulet. (J. D.)

La partie la plus difficile de la reproduction *in extenso* des textes diplomatiques, consiste à remplir des cas et des temps abrégés dans les originaux, et qui sont souvent d'une grande importance pour le véritable sens, mais qu'il faut représenter tels qu'on les trouve si l'on veut éviter toute méprise. Car si l'on se décide une fois à adopter le système de la transcription *in extenso* pour les actes publics, il faut, pour être conséquent, aller jusqu'au bout, quelque vaste que soit la carrière d'erreurs dans laquelle on s'engage, et marquer constamment la ponctuation, quelque douteuse qu'elle puisse être. Mais si l'on a réellement à craindre de si tristes résultats, qui ne se montrent que trop dans la plupart des recueils diplomatiques édités sur ce plan, un corps publiquement constitué, qui a toute raison de s'acquitter scrupuleusement de la mission qui lui est confiée, pouvoit-il mieux faire pour éviter de si graves inconvénients que de reproduire fidèlement l'aspect des originaux dans les publications des textes anciens?

La Commission royale ne fait pas la profession d'être l'interprète, mais l'éditeur des archives publiques. Toutefois elle s'est empressée de fournir à ceux qui veulent étudier ses publications, tous les secours convenables, témoins les tables d'abréviations mises en tête des *Closes Rôles*, des *Actes du conseil privé* et des *Rôles normands*. A l'École des Chartes de Paris, comme on le fait observer dans la préface de ce dernier Recueil, on demande aux élèves une transcription *in extenso*, et non le *fac simile* des documents sur lesquels on les fait travailler. C'est une bonne méthode d'enseignement, car si on n'étoit pas en état de transcrire une pièce *in extenso* on ne seroit pas capable de bien comprendre ce qui est abrégé. Mais on auroit tort d'en conclure que le système de la Commission soit le résultat de l'ignorance ou un voile destiné à couvrir des erreurs scientifiques. Elle n'a fait, au contraire, quoi qu'en pensent certaines personnes, qu'obéir aux exigences de la diplomatique. Si les livres populaires doivent être exempts de formes techniques, ces formes peuvent et doivent être employées dans des livres destinés aux savants. Telles sont les publications de la Commission des archives d'Angleterre, et ceux qui prétendent au titre de diplomates sont supposés devoir les comprendre.

Ajoutons une dernière remarque : comment se confier à des transcriptions de documents pleins de noms géographi-

ques bien connus en Angleterre, mais inconnus des étrangers, à moins d'avoir sous les yeux la représentation exacte des éléments de l'écriture, tels qu'ils sont dans les originaux ? Toutes les lettres doivent donc, autant que possible, être figurées comme on les trouve, toute faute apparente doit être conservée ; quand il existe un doute il faut l'exprimer sans hésitation si l'on veut qu'une publication inspire de la confiance. Qu'un adversaire de ce système traduise un texte *in extenso*, et l'on verra combien d'erreurs il sera possible d'y découvrir. Quelle est en effet la personne qui, même en Angleterre, voudroit se charger de transcrire ainsi quelques pages du Domsday Book, sans se condamner d'avance à une foule d'incertitudes et de méprises ? Au reste, la publication de ce monument en caractères *fac simile* est le glorieux prototype des publications qui ont paru depuis, et une comparaison entre cet admirable ouvrage et les Rôles du Parlement, publiés par la même autorité et vers le même temps, mais qui ont été édités sans tenir compte des abréviations originales, fournit la meilleure de toutes les réponses aux objections de nos adversaires. Le Domsday vivra éternellement, lors même que le dépôt où il est conservé seroit enseveli par un tremblement de terre, tandis que les Rôles du Parlement ont besoin d'une nouvelle collation, sinon d'une nouvelle édition.

---

*Sujets de Prix proposés pour le concours du 19 décembre 1836 par la Société des Antiquaires de la Morinie.*

CETTE Société, connue déjà par la publication d'un premier volume d'intéressants Mémoires d'histoire et d'archéologie, dont la suite doit paraître prochainement, rend un nouveau service aux études historiques par les sujets de prix qu'elle propose chaque année. Le secrétaire perpétuel de cette Société, M. de Givenchy, ne néglige rien pour qu'elle produise d'aussi utiles résultats que les Sociétés des Antiquaires de Caen, de Toulouse et de Poitiers.

1°. Il sera décerné une médaille d'or, du prix de 200 fr., au meilleur Mémoire qui sera présenté sur cette question :

Quelles sont les similitudes et les dissemblances qui doi-

vent être remarquées entre l'établissement de la Seigneurie, plus tard comté d'Artois, au XIII<sup>e</sup> siècle, et la formation successive des autres grands fiefs, dans les siècles qui l'ont précédé et dans ceux qui l'ont suivi?

Faire surtout ressortir les causes morales et politiques qui ont occasionné ces similitudes et ces différences.

2°. Il sera décerné une médaille d'or, du prix de 150 fr., au meilleur Mémoire sur cette question :

Quelles ont été et quelles sont encore, pour les peuples de la Morinie et pour leurs voisins, les conséquences de la domination espagnole?

Ces questions devront être envisagées sous les points de vue moraux et artistiques.

3°. Il sera décerné une médaille d'or, du prix de 150 fr., au meilleur Mémoire présenté sur cette question :

De tout temps, les mœurs des habitants des côtes, dans les provinces maritimes, ont présenté de nombreuses différences, comparées à celles des habitants de l'intérieur des terres : tels étoient les habitants des côtes, depuis l'embouchure de la Canche jusqu'à celle de l'Yser, comparés à ceux des terres intérieures ; ce cachet différentiel s'est perpétué, pour ainsi dire, jusqu'à nos jours : ainsi la société, se reportant au moyen âge, propose la question suivante :

Quel étoit l'état politique et commercial, quelles étoient les mœurs des habitants des côtes sus-indiquées, à l'époque de l'invasion des Anglois?

Quelle influence a été exercée, sous ces mêmes rapports, par la longue occupation étrangère et par les nombreuses luttes qu'elle a suscitées?

Les Mémoires qui seront présentés à la Société devront, pour être admis au concours, être adressés, *franc de port*, à M. de Givenchy, secrétaire perpétuel de la Société, à Saint-Omer, avant le 30 octobre prochain, terme de rigueur. Ils ne doivent point être signés, et porteront en tête une épigraphe ou sentence, qui sera répétée à la suscription d'un billet cacheté, lequel contiendra le nom et l'adresse de l'auteur. Ce billet ne sera ouvert que dans le cas où le Mémoire auroit été jugé digne d'un prix ou d'une mention honorable ; sinon, il sera brûlé publiquement, séance tenante.

Passé le 30 octobre, aucun Mémoire ne sera admis au concours.

---

## SECTION V.

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DE LA FRANCE.

*Manuscrits de la Bibliothèque Royale de La Haye  
qui pourroient servir aux travaux de la Société de  
l'Histoire de France. (Fonds de Gérard.)*

(SUITE.)<sup>\*</sup>

## IX. HISTOIRE DES PAYS-BAS DEPUIS LE RÈGNE DE PHILIPPE II.

67. *Actes de la cession des Provinces des Pays-Bas faite par le roi Philippe II à l'infante Isabelle, sa fille.* In-4° de 72 pages; écriture du xvii<sup>e</sup> siècle.
68. *Actes des négociations qui ont précédé la trêve de 1609 entre le roi d'Espagne, les archiducs et les Etats-Généraux des Provinces-Unies.* In-4° de 62 pages, non compris la table; écriture du xvii<sup>e</sup> siècle.
69. *Convention faite entre les commissaires de Louis XIII, roi de France, et ceux des archiducs Albert et Isabelle, au sujet des limites entre le comté de Bourgogne et le duché, le vicomté d'Auxonne, Bassigny, la Bresse et autres pays contigus audit comté, comme aussi des terres demeurées en surséance, et dont la souveraineté est contestée.* 856 pages, avec un grand nombre de cartes enluminées et sur vélin.

Manuscrit original signé par J. de La Barre, secrétaire de la commission nommée par les archiducs pour fixer les limites de concert avec les représentants de la France.

70. *Recueil des Lettres écrites en 1619, pendant le siège de Bois-le-Duc, par le magistrat de cette ville, à l'infante*

<sup>\*</sup> Voyez les Bulletins de Mars 1835, pages 129-132; de juin, pages 235-238; et d'octobre, pages 480-484.



*Isabelle, aux Etats de Brabant, au comte de Berghes et autres.* In-folio de 32 pages.

Ces lettres ont été transcrites sur des copies authentiques conservées par MM. Van Velde, dont un des ancêtres, Gisbert Van Velde, étoit secrétaire de la ville de Bois-le-Duc pendant le siège.

71. *Déclaration du comte Henri de Berghes, du 24 juin 1632; Confession du duc d'Uerschot, du 16 avril 1634. — Lettre du roi Philippe aux Etats des Pays-Bas, au sujet du comté de Berghes et de l'empoisonnement du duc d'Uerschot, du 18 juin 1634, et justes plaintes des Flamands adressées au clergé, à la noblesse, aux villes et communautés, en juin 1634.* In-fol.; écriture du XVII<sup>e</sup> siècle.

Pièces concernant le projet formé par la principale noblesse des Pays-Bas, d'ériger ce pays en république après la mort de l'infante Isabelle.

72. *Liste des dames, chambellans, menins et gentilshommes de la cour de l'infante Isabelle. — Etat de la chapelle de la cour et de quelques officiers domestiques de la cour de l'archiduc Léopold, en 1630. — Etat de la chapelle de la cour de Bruxelles, en 1693.* In-folio.

Copié sur les originaux reposant à la Chambre des Comptes à Bruxelles.

73. *Mémoire de ce qui s'est passé de plus considérable aux Pays-Bas, pendant la campagne de 1709, par M. M. C. van Werve.* In-4<sup>o</sup> de 195 pages, avec des cartes de la bataille de Taisnière et du siège de Mons. Ecriture du temps.

Journal qu'on croit être original, tenu par un officier hollandois qui entre dans les plus grands détails, et rapporte jusqu'aux mots d'ordre de chaque jour.

74. *Recueil des pièces en vers, la plupart satyriques, qui ont été distribuées clandestinement dans les villes des Pays-Bas pendant les troubles, depuis 1787 jusqu'en 1790.* In-4<sup>o</sup> de plus de 200 pages.

Cette collection, peut-être unique, n'annonce pas de grands talents littéraires. Dans un mauvais ouvrage de Beaunoir, intitulé *les Masques arrachés*, on attribue à Gérard lui-même des rimes aussi stupides qu'atroces, dont il est difficile de le croire l'auteur. Au reste, les pamphlets politiques de cette époque, soit en vers, soit en prose, sont presque tous écrits d'une manière plate et barbare, sans en excepter ceux de quelques François, tels que Beaunoir, Sabatier, Linguet, etc. Les meilleurs vers qui parurent alors, et ce n'est pas beaucoup dire, sont une ode au cardinal-archevêque de Malines, par M. Le Mayeur, le Pindare et le Tyrtée de ce temps-là, et qui a fait tant de vers ridicules.

75. *Journal de ce qui s'est passé dans les Pays-Bas, notamment à Bruxelles, pendant le séjour que les François y firent depuis le 7 novembre 1792 jusqu'au 25 mars 1793.* In-fol. de 398 pages.
76. Item, sous le gouvernement de l'archiduc Charles-Louis, depuis le 25 mars 1793 jusqu'au 28 juin 1794, avec la liste des pièces historiques et critiques qui ont été imprimées. In-fol. de 213 pages.
77. Item, depuis le départ des troupes autrichiennes jusqu'au 13 août 1795. In-fol. de 289 pages.

## X. HISTOIRE DES PROVINCES PARTICULIÈRES. — BRABANT.

78. *Genealogia ducum Brabantiae et Vita sanctae Gertrudis.* In-fol. de 251 pages, copié sur un ancien manuscrit en vélin de la Bibliothèque des ducs de Bourgogne.

On lit dans le manuscrit original la note suivante, écrite et signée par le célèbre Aubert Le Mire : *Liber I<sup>us</sup> est a clerico aut canonico Nidollensi conscriptus circa annum 1000, sed liber II<sup>us</sup> est scriptus a vetusto autore J. Gertrudis coetaneo, hortante Dominicâ, tertia abbâtissa Nivellensi; liber III<sup>us</sup> est partim a vetustâ partim a recentiori manu.*

79. *Chronicon ducum Brabantiae a tempore Caroli Calvi, fratris Lotharii Francorum regis, usque ad Philippum, Burgundiae et Brabantiae ducem. Accedunt diplomata varia et codex diplomatum quæ in archivis ecclesiae S. Gudulae Bruxellis asservantur.* In-fol. de 407 pages, copié sur un cartulaire du chapitre de Sainte-Gudule, dont l'écriture étoit du xv<sup>e</sup> siècle.

Les diplômes inédits sont copiés en entier; les diplômes imprimés sont indiqués par leurs titres avec renvoi aux ouvrages où on peut les trouver.

80. *Chronicon ducum Brabantiae ex archivis capituli S. Gudulae; Chronicon ducum Brabantiae ex archivis capituli Nivellensis. — Generatio ducum Brabantiae, auctore Edmundo Dyntero.* Manuscrit moderne de 155 pag. in-fol.

81. *Chronicon Brabantiae ab anno 615 ad annum 1509.* In-4° de 177 pages; xvii<sup>e</sup> siècle.

Les ratures et corrections qu'on remarque dans ce manuscrit annoncent que c'est la minute originale.

82. *Catalogus et acta episcoporum Leodiensium principum,*

*Tungrensium, ducum quoque Brabantinorum, auctore Joanne Brustemio.*

La Chronique de Brustem se trouvera parmi les appendices du second volume de notre édition de Philippe Mouskes. Dans la courte notice que nous avons consacrée à Brustem dans la *Biographie universelle*, nous n'avons cité ni ce manuscrit, ni celui de la bibliothèque de Bourgogne, provenant de mademoiselle Lecandèle, dont tous les manuscrits ont été achetés par ordre de M. le ministre de l'intérieur, de Theux. Cette Chronique, du reste, est assez maigre.

83. *Scripta annotata quædam, quibus perhibetur quomodo comitatus Lossensis pervenerit ad ecclesiam leodiensem.*

In-fol. de 160 pag., copié sur un manuscrit de la Bibliothèque de l'abbaye d'Everbode, dont l'écriture étoit du xvi<sup>e</sup> siècle.

84. *Cronick von Brabant.* In-fol. de 398 pages.

Chronique rimée, extraite d'un manuscrit sur vélin, grand in-fol., d'une écriture du xv<sup>e</sup> siècle, des Archives de la ville de Bruxelles.

85. *Traduction de la Chronique d'Edmond de Dwynter, contenant l'histoire du duché de Brabant jusqu'à l'année 1300.*

In-folio.

Gérard observe, dans une note, qu'on ignore si cette traduction a été achevée. On en rencontre, au surplus, quelquefois des copies. Le libraire Verbiest, de Bruxelles, en vendit une en 1829 à un Anglois; et en 1854, on en offrit une à la Commission royale d'histoire.

86. *Prælium Wæringanum, etc.* In-folio; écriture du xvii<sup>e</sup> siècle, avec le portrait du duc Jean et des armoiries enluminées.

C'est le manuscrit original que Schoepflin donna à Gérard. On sait que l'auteur de cette imitation fut Henri-Charles de Dongelberghe, baron de Reves, et que son travail a été imprimé par les soins d'Erycius Puteanus, en 1641. Le texte même de Jean Van Heelu va paraître. L'éditeur est M. J. F. Willems, membre de la Commission royale d'histoire de Belgique.

87. *Observations sur un diplôme remarquable de Jean II de Brabant, avec la notice des diplômes, tant imprimés que manuscrits, qui nous restent de ce duc.* In-4<sup>o</sup> de 102 pages.

88. N<sup>o</sup> 1. *Le total ressort du Roman-Pays de Brabant, duché de Lothier, par Henri Vander Heyden, greffier de la cour de Lothier.*

N<sup>o</sup> 2. *Liste des villes, villages, comtés, vicomtés, baronnies, franchises et hameaux gisans au Roman-Brabant, sous le terroir de Lothier.*

N° 3. *Plusieurs pièces concernant le duché de Lothier, les provinces de Hainaut, de Flandres et de Malines. In-fol. de 258 pages.*

La première partie est authentiquée par maître Biourge, greffier de la cour de Lothier. On y trouve entre autres les noms des seigneurs qui relevoient de la cour de Lothier.

89. *Inventaire raisonné des fiefs qui étoient tenus des ducs de Brabant, dont l'on trouve enseignement, soit par lettres originales, authentiques, ou aucunes fois par VIDIMUS des lettres, en la trésorerie des chartes, reposant au château de Vilvorde. Gros in-folio, vélin.*

Inventaire d'autant plus intéressant, que c'est peut-être l'unique document par lequel on peut connoître quels étoient les fiefs relevant des ducs de Brabant, la plupart des titres originaux ayant péri depuis long-temps.

Le baron DE REIFFENBERG,  
*Correspondant de l'Institut (Académie  
des Inscriptions et Belles-Lettres).*

(Celle liste sera continuée.)

---





## SECTION PREMIÈRE.

ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE  
DE FRANCE ET DU COMITÉ HISTORIQUE.

---

### PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

#### *Modifications au Règlement de la Société, proposées par le Conseil.*

Le retard apporté à l'impression de ce dernier cahier du Bulletin de 1835 a été surtout occasionné par le désir de faire connoître à MM. les membres de la Société plusieurs propositions discutées et adoptées par le Conseil dans les premières séances de 1836, et tendant à modifier le règlement, et en partic le plan de publication précédemment adopté.

Ces modifications, dont la plus importante est la *suppression du Bulletin*, devant être soumises à la Société dans la séance générale, fixée au 10 mai prochain, il a paru convenable de les communiquer à MM. les sociétaires avant l'époque de cette réunion, afin qu'elles pussent y être discutées en toute connoissance de cause.

Dans la séance du 4 janvier dernier, M. J. Taschereau, membre de la Société, proposa au Conseil de supprimer le Bulletin : il exposa que cette publication absorboit une assez forte part du fonds social, qui pourroit être plus utilement reversée sur l'impression des ouvrages historiques ; il offrit d'insérer gratuitement les procès-verbaux des séances du Conseil dans *la Revue Rétrospective*, recueil mensuel dont il est directeur, et qui, fondé depuis plus de deux ans, a rassemblé un nombre suffisant

de souscripteurs pour assurer ses frais et une longue existence, et, par le bon choix de ses articles, a mérité une honorable réputation. M. Taschereau s'engageoit à consacrer deux ou trois feuilles de chaque numéro de sa Revue à cet objet, déclarant que cette partie seroit entièrement à la disposition du Comité de rédaction et tout-à-fait distincte des documents originaux, dont cette Revue a été jusqu'ici exclusivement composée, de même que l'étoient les deux parties du Bulletin. Il offrit en outre de réduire à 40 fr., pour les membres de la Société, le prix annuel de l'abonnement, libre et facultatif, à son Recueil.

Ces offres ayant été prises en considération par le Conseil, une Commission fut désignée pour les examiner; et dans l'une des séances suivantes, M. Taillandier, au nom de cette Commission, a fait un rapport tendant à les adopter et à supprimer le Bulletin.

Les conclusions de ce rapport sont fondées sur ce que, la publication d'un Recueil périodique étant tout-à-fait accessoire pour le but que s'étoit primitivement proposé la Société, il paroît en effet plus utile d'appliquer aux frais d'édition d'ouvrages historiques les fonds consacrés depuis deux ans à l'impression du Bulletin <sup>1</sup>.

En outre, la Commission a reconnu que les efforts et le zèle désintéressés du secrétaire pour donner à la première partie de ce Recueil toute l'utilité dont elle étoit susceptible, conformément au plan qu'il avoit soumis au Conseil, n'ayant pas été assez activement secondés par les autres membres, la rédaction en étoit devenue une charge laborieuse, et que souvent le rédacteur avoit été entraîné à reproduire des notices déjà imprimées, quoique rares et peu connues.

La publication périodique des documents originaux de la deuxième partie entraînoit aussi l'inconvénient de rapprocher des pièces disparates, sans aucun ordre de dates ni de faits, inconvénient auquel on pourra remé-

<sup>1</sup> Pour l'année 1855 seulement, les frais d'impression ont été de 5,200 fr.

dier en publiant par intervalles de petits recueils de pièces relatives à une même époque ou à un même sujet ;

Toutefois, en acceptant les offres de M. Taschereau comme source d'une économie réelle et fort importante pour la Société, et comme un nouveau moyen de publicité régulière et sans frais des travaux du Conseil, la commission a dû aviser aux moyens d'indemniser MM. les membres de la réception gratuite du Bulletin, qui leur étoit assurée par l'article 2 du Règlement.

Dans cette vue, elle a proposé<sup>1</sup> qu'à l'avenir tous les ouvrages imprimés aux frais de la Société fussent délivrés gratuitement à ses membres, en commençant par les deux volumes terminés<sup>2</sup>, qui seront présentés à la prochaine assemblée générale ;

Qu'au mois de janvier de chaque année parût un *Annuaire*, consacré aux mêmes sujets que la première partie du Bulletin, et dont le plan ci-après rapporté a été de même approuvé par le Conseil<sup>3</sup> ;

Qu'immédiatement après l'assemblée générale de chaque année, fixée dorénavant au mois de mai, fût aussi imprimé, pour être également adressé gratis à tous les membres, ainsi que l'Annuaire, le rapport détaillé des travaux de la Société pendant l'année, rédigé par le secrétaire ;

Enfin, que toute l'activité du Conseil se reportât vers les ouvrages historiques dont la publication a été précédemment décidée et vers quelques autres dont il sera parlé dans la prochaine réunion générale.

Tout en reconnoissant les avantages incontestables de ces modifications, plusieurs membres du Conseil, et notamment le secrétaire, ont insisté sur la convenance de

<sup>1</sup> Ces propositions ont été adoptées par le Conseil, sauf l'approbation de l'assemblée générale.

<sup>2</sup> Le premier volume de l'*Histoire de Grégoire de Tours*, texte et traduction, et le volume de la *Correspondance inédite du cardinal Mazarin*. — La *Chronique de Villehardouin* est aussi en partie imprimée.

<sup>3</sup> Le projet de cet Annuaire a été proposé par M. Duchesne aîné, membre du Conseil, et conservateur du département des gravures à la Bibliothèque Royale.

pouvoir obtenir de *la Revue Rétrospective*, au prix d'une indemnité quelconque, un tirage à part des procès-verbaux de la Société, destiné à être distribué gratuitement à tous les membres; mais jusqu'ici cette demande, dont le Conseil a senti toute la justesse, n'a point été agréée par M. le Rédacteur de cette Revue.

Toutefois, il a été bien expressément entendu qu'en acceptant l'insertion de ses procès-verbaux dans *la Revue Rétrospective*, le Conseil n'obligeoit aucunement les membres de la Société à s'abonner à ce Recueil.

---

Dans les séances de février et de mars, le Conseil a entendu et discuté les modifications proposées au règlement, et le plan d'*Annuaire* ci-après rapporté.

*Règlement modifié. Proposition faite par le Conseil d'administration à l'assemblée générale.*

#### TITRE PREMIER.

##### *But de la Société.*

ART. 1<sup>er</sup>. Une société littéraire est instituée sous le nom de Société de l'Histoire de France.

ART. 2. Elle se propose de publier :

1°. Les documents originaux relatifs à l'histoire de France, pour les temps antérieurs aux États-Généraux de 1789;

2°. Des traductions de ces mêmes documents, lorsque le Conseil le jugera utile;

3°. Un compte-rendu annuel de ses travaux et de sa situation;

4°. Un *Annuaire*.

ART. 3. Toutes les publications de la Société sont délivrées gratis à ses membres.

ART. 4. Elle entretient des relations avec les savants qui se livrent à des travaux analogues aux siens; elle nomme des associés correspondants parmi les étrangers.

#### TITRE II.

##### *Organisation de la Société.*

ART. 5. Le nombre des membres de la Société est illimité.

On en fait partie après avoir été admis par le Conseil, sur la présentation faite par un des sociétaires.

ART. 6. Chaque sociétaire paie une souscription annuelle de trente francs.

ART. 7. Les sociétaires sont convoqués au moins une fois l'an, au mois de mai, pour entendre un rapport sur les travaux de la Société et sur l'emploi de ses fonds, et pour le renouvellement des membres sortants.

### TITRE III.

#### *Organisation du Conseil.*

ART. 8. Le Conseil se compose de quarante membres<sup>1</sup>, parmi lesquels sont choisis :

Un président,  
Un président honoraire,  
Deux vice-présidents,  
Un secrétaire,  
Un secrétaire adjoint,  
Un archiviste,  
Un trésorier.

ART. 9. Les membres du Conseil, à l'exception du président honoraire, sont renouvelés par quart, à tour de rôle, chaque année. Le sort désignera, les premières années, ceux qui devront sortir; les membres sortants peuvent être réélus. Le secrétaire continuera ses fonctions pendant quatre ans.

ART. 10. L'élection des membres du Conseil a lieu à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

ART. 11. Le Conseil nomme chaque année un comité des fonds, composé de trois de ses membres.

Il nomme aussi les commissions spéciales.

Les nominations sont faites au scrutin. La présidence appartient à celui qui réunit le plus de suffrages.

ART. 12. L'assemblée générale nomme chaque année deux censeurs chargés de vérifier les comptes et de lui en faire un rapport.

ART. 13. Le Conseil est chargé de la direction des travaux qui entrent dans le plan de la Société, ainsi que de l'administration des fonds.

Les décisions du Conseil pour l'emploi des fonds ne pourront être prises qu'en présence de onze membres au moins, et à la majorité des suffrages.

<sup>1</sup> Le nombre n'avoit été que de trente jusqu'à ce jour.



ART. 14. Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

ART. 15. Le Conseil règle les rétributions à accorder à chaque éditeur.

Le commissaire responsable aura droit à cinq exemplaires de l'ouvrage à la publication duquel il aura concouru.

ART. 16. Tous les volumes porteront l'empreinte du sceau de la Société. Après la distribution gratuite faite aux membres de la Société (art. 3.), les exemplaires restants seront mis dans le commerce aux prix fixés par le Conseil.

ART. 17. Le Conseil se réunit en séance ordinaire au moins une fois par mois. Tous les sociétaires sont admis à ses séances.

ART. 18. Nulle dépense ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une délibération du Conseil.

ART. 19. Les délibérations du Conseil d'administration, portant autorisation d'une dépense, sont immédiatement transmises au comité des fonds par un extrait signé du secrétaire de la Société.

ART. 20. Le comité des fonds tient un registre dans lequel sont énoncées au fur et à mesure les dépenses ainsi autorisées, avec indication de l'époque à laquelle leur paiement est présumé devoir s'effectuer.

Le comité des fonds tient un registre dans lequel sont inscrits tous ses arrêtés portant mandat de paiement.

ART. 21. Le Conseil se fera rendre compte tous les trois mois au moins de l'état des impressions, ainsi que des autres travaux de la Société.

ART. 22. Le comité devra se faire remettre, dans le cours du mois qui précédera la séance où il doit faire son rapport, tous les renseignements qui lui seront nécessaires.

ART. 23. Les dépenses seront acquittées par le trésorier, sur un mandat du président du comité des fonds, accompagné des pièces de dépense dûment visées par lui; ces man-

dates rappellent les délibérations du Conseil d'administration par lesquelles les dépenses ont été autorisées.

Le trésorier n'acquitte aucune dépense si elle n'a été préalablement autorisée par le Conseil d'administration, et ordonnancée par le comité des fonds.

ART. 24. Le comité des fonds et le trésorier s'assemblent une fois par mois.

ART. 25. Tous les six mois, en septembre et en mars, le comité des fonds fait, d'office, connoître la situation réelle de la caisse, en indiquant les sommes qui s'y trouvent et celles dont elle est grevée.

Le même comité présentera au Conseil, dans les premiers mois de l'année, l'inventaire des exemplaires des ouvrages imprimés existants dans les fonds de la Société.

ART. 26. A la fin de l'année, le trésorier présente son compte à la commission des fonds, qui, après l'avoir vérifié, le soumet à l'assemblée générale, pour être arrêté et approuvé par elle. La délibération de l'assemblée générale sert de décharge au trésorier.

### *Annuaire de la Société.*

#### *Plan proposé.*

Son titre seroit, *Annuaire historique de France pour 1837*, publié par la Société de l'Histoire de France.

Son format, carré in-18, contiendrait 5 ou 6 feuilles, environ 200 pages.

Les frais de composition, de tirage et de papier, pour 2,000 exemplaires se monteroient à 1,000 francs.

#### SAVOIR :

|                                              |     |     |
|----------------------------------------------|-----|-----|
| Composition et tirage d'une feuille. . . . . | 72  | fr. |
| Papier. . . . .                              | 54  |     |
| Indemnité de travail et de copie. . . . .    | 54  |     |
| Total de la feuille. . . . .                 | 180 |     |
| Gravure du frontispice. . . . .              | 100 |     |

Le prix de vente au public seroit d'un franc, comme celui de l'Annuaire du bureau des longitudes.

Il en seroit adressé gratuitement un exemplaire à chacun des membres de la Société.

L'Annuaire, pour 1836, se composeroit ainsi :

Frontispice, représentant un monument de la Normandie.

Titre et faux titre.

Calendrier grégorien.

Règlement de la Société.

Liste des membres de la Société et composition de son Conseil.

Liste des ouvrages publiés par la Société avec leur prix, et ouvrages en train pour être publiés.

Liste chronologique des rois de France, avec les dates de naissance et d'avènement à la couronne.

### *Géographie.*

Anciennes divisions et subdivisions territoriales de la France.

Concordance des provinces avec les départements.

Liste des grands fiefs, avec l'époque de leur réunion à la couronne.

Liste des parlements et indication de leur ressort.

Liste des chambres des comptes.

Liste des universités.

Liste des anciennes pairies.

Liste des anciens archevêchés et évêchés de France.

### *Histoire.*

Description d'une province (la Normandie).

Histoire et antiquités (pièces diverses).

Biographie.

### *Bibliographie historique.*

Liste des publications de l'année.

### *Littérature.*

Pièces littéraires du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle.

### *Beaux-Arts.*

Notices diverses sur des monuments.

Chansons, musique ancienne, avec une traduction en noté moderne.

Une commission de cinq membres dont fera de droit partie le secrétaire de la Société, sera chargée de la composition de l'Annuaire.

Cette commission sera nommée par le Conseil à la majorité des voix ; celui qui aura le plus grand nombre de voix, sera déclaré président de la commission. La publication de l'Annuaire sera sous sa direction spéciale.

Chacun des commissaires sera chargé d'une des divisions suivantes.

Géographie.

Chronologie et histoire.

Biographie, et mélanges.

Bibliographie.

Littérature.

Beaux-Arts.

Ils auront la faculté de s'adjoindre d'autres collaborateurs.

Tous les travaux pour l'impression seront déposés par le président de la commission sur le bureau du Conseil, dans la séance du 1<sup>er</sup> lundi de juillet.

Une indemnité de frais de travail ou de copie sera allouée aux collaborateurs.

Cette indemnité sera de 1 fr. 50 c. par page.

Une préface indiquera le cadre général de l'Annuaire.

---

#### SÉANCE DU CONSEIL DU 7 DÉCEMBRE 1835.

APRÈS l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le Président proclame membre de la Société :

M. TARDIF, substitut du procureur général, à Paris.

#### *Ouvrages offerts à la Société.*

1°. *Histoire de la Flandre*, par M. Warnkœnig (trad. du 1<sup>er</sup> vol. par M. Geldolf). 1 vol. in-8°, Gand, 1836.

2°. *Notice sur l'établissement romain de Jort, près Falaise*, par M. Frédéric Galleron. Broch. in-8°.

3°. *Notice sur le Mss. de la Chronique des Normands*, et sur l'édition que M. Champollion en a faite pour la Société de l'Histoire de France, par M. L. Paris. Brochure in-8°.

*Correspondance.*

M. L. A. Warnkœnig, membre ordinaire de l'Institut des Pays-Bas, a fait hommage à la Société du 1<sup>er</sup> volume de son Histoire de la Flandre, traduit par M. Geldolf, de Gand.

M. de Reiffenberg adresse aussi la suite du catalogue raisonné des Mss. de la bibliothèque royale de La Haye (fonds Gérard), relatifs à l'histoire de France.

M. de Reiffenberg envoie une notice de quelques Mss. des bibliothèques de la Belgique qui ont rapport à la publication des Mémoires du cardinal de Granvelle, ordonnée par M. le Ministre de l'instruction publique. Il donne en même temps quelques détails sur l'état des publications historiques qui se font actuellement en Belgique. Il annonce qu'il met la dernière main à son édition de la Chronique de Philippe Mouskes en 2 gros volumes in-4°, et qu'il publie une édition de l'Histoire des ducs de Bourgogne, par M. de Barante, à laquelle il ajoute de nombreuses notes. Cette édition aura 10 vol. in-8°; le cinquième est terminé. — M. Geldolf de Gand vient de traduire en françois le premier volume (le seul qui ait encore paru) de l'ouvrage de M. Warnkœnig sur la Flandre. Enfin M. Lavallée, de Liège, prépare la publication de l'Histoire inédite du Limbourg, de feu M. Ernst, chanoine de Bois-le-Duc.

M. Pol Nicart adresse de Berne quelques notices et extraits des manuscrits de la bibliothèque publique de cette ville.

*Communications verbales.*

M. le Président expose, de la part de M. le Secrétaire, absent pour cause d'indisposition, que les ouvrages offerts à la Société forment dès à présent une quantité de livres assez considérable, qui ne peut que s'augmenter de jour en jour, et que pour en faire profiter les membres de la



Société, il seroit urgent de se procurer un local et d'y former une bibliothèque. Sur cette communication, M. Guérard offre de mettre à la disposition de la Société un local dont il est en jouissance, rue Neuve des Petits-Champs, n° 10.

Cette offre est acceptée par le Conseil, qui renvoie à la commission des fonds l'examen de la question relative aux dépenses à faire.

— De nouvelles observations sont faites sur l'importance de la publication immédiate des Chroniques de Froissart. En conséquence l'éditeur, M. Lacabane, est invité à travailler avec plus d'activité que jamais pour livrer le plus tôt possible son premier volume à l'impression.

M. Guérard annonce que le premier volume de Grégoire de Tours sera publié pour l'assemblée générale de la Société. La collection des Lettres de Mazarin réunies par M. Ravenel sera terminée pour la même époque.

M. Paris offre de livrer à l'imprimerie le commencement de la Chronique de Villehardouin. Le Conseil accepte cette offre avec empressement et engage vivement M. Paris à faire tous ses efforts pour avoir terminé son ouvrage avant l'assemblée générale. Le Conseil décide que la Chronique de Villehardouin sera tirée à 750 exemplaires.

Le Comité des fonds est invité à présenter un aperçu des comptes de la Société pour l'exercice 1835.

---

## SECTIONS II ET III.

## NOTICES HISTORIQUES ET ANALYSES.

*Notice sur JEAN LATOMUS, historien du xvi<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.*

Jean Latomus (*Masson, Maçon* ou *Metselaren*) étoit de Bergen-op-Zoom. Il entra parmi les chanoines réguliers de la règle de saint Augustin, et fut nommé prieur des chanoines du *Trône-de-la-Vierge*, à Grobbendonck, près d'Herentals dans le Brabant<sup>2</sup>. On le choisit aussi pour aller plaider à Rome, auprès du pape Grégoire XIII, les intérêts du chapitre de Windesheim, lequel appartenoit à son ordre. L'auteur de la *Bibliotheca Belgica* dit qu'il a peu écrit et qu'il s'est exercé principalement dans la versification latine. C'est lui qui composa, pour les Éloges de Paul Jove, des *epigrammata* souvent réimprimés.

Il traduisit de l'allemand en latin les sermons de Jean Ferus pour le carême, mit en vers le psautier, s'il faut s'en rapporter à Sweertius, et composa un traité de l'origine et des progrès des chanoines de Corsendonck avec le catalogue des prieurs : *Corsendonca, sive origo ac progressus canonice corsendoncanæ*. Cet ouvrage fut publié pour la première fois, en 1644, à Anvers, chez Jérôme Verdussen, par les soins de Jean Van Hayberg, prieur de Corsendonck.

Enfin il laissa en manuscrit un travail analogue sur une maison du même ordre, dite du *Paradis-de-la-Vierge*, près de Romerswal en Zélande, et un abrégé de l'histoire de l'abbaye de Saint-Trond, de l'ordre de Saint-Benoît, dont ne parle point Ghesquière, au tome V des *Acta sanctorum Belgii*, où est contenue la vie de saint Trudon.

La bibliothèque de l'Université de Liège possède une

<sup>1</sup> Dans l'article précédent de M. de Reiffenberg, sur P. van Diève, page 392, ligne 1, supprimez le mot *ermite*; et ajoutez à liste des ouvrages de cet écrivain, que parmi les manuscrits de la bibliothèque de Bourgogne le n<sup>o</sup> 5029 est intitulé : *Divæ Bellum Grimberganum*.

<sup>2</sup> Cette maison fut fondée, en 1414, par Arnoul de Craeyenhem, seigneur de Grobbendonck, et Jeanne de Steynvoordt, sa femme, sur un terrain appelé *Nieuwermolen*. Le baron Le Roy rapporte le diplôme de fondation, *Notitia Marchionatus, S. R. J.*, page 225. Voyez FOPPENS, *Historia episc. Antuerpiensis*, 185. La ruine de ces chanoines date des troubles civils du xvi<sup>e</sup> siècle. (D. R.)

copie de ce dernier travail, qui est contenu avec d'autres pièces dans un volume petit in-4°, papier, écrit en 1662 et 1667 par le frère Pierre Cruels de Ghinghelim. Il y occupe 50 pages et y porte ce titre : *Historia cœnobii divi Trudonis apud Trudonopolim in Hasbanis, a Joanne Latomo Bergano succincte descripta*. En voici le début, dans lequel l'auteur remarque avec raison qu'un grand nombre de monastères ont servi de berceau à des villes plus ou moins importantes :

« Non pauca Germaniæ et Galliæ oppida à conditis olim  
« iis in locis monasteriis vel ortum, vel incrementum, acce-  
« pisse nemo qui in christianorum temporum historiis versa-  
« tus est ignorat. »

Vient ensuite un éloge des monastères, puis l'origine de celui de Saint-Trond. Latomus se moque de ceux qui font venir ce nom de la ville des *Centrones*, et il ajoute :

« *Sarcinium* (vulgo *Serkingen*), veterem illum et non in  
« celebrem pagum, in cuius agro conditum fuit monasterium,  
« jam tum oppidum fuisse, quod ita ad divi Trudonis gloriam  
« pertineret, arbitrarentur qui ibidem fertur natus, memoriæ  
« est proditum. Atqui quum et hoc è veterum monumentis  
« facile sit refellere, illud pro vero non dubitamus tradere a  
« proximo Sarcinio novæ postea huic civitati nomen perinde  
« atque habitatores tantisper accepisse, quoad divi Trudonis  
« nomen invaluerit, oppidoque ceu permanserit. Sane Sarcini  
« nomen pro oppido publicis in tabulis scriptum reperi-  
« tur anno supra MLXX, a quo tempore sancti Trudonis  
« cognomen tam oppido quam monasterio permansit. »

Latomus n'adopte point l'opinion de ceux qui font descendre saint Trudon du sang royal des Francs d'Austrasie, et qui prétendent qu'il étoit comte de Hesbaye ; mais il est convaincu qu'il sortoit d'une famille considérable : « Patre  
« Swigboldo, matre Adela, natum fuisse manifestius est  
« quam ut negari possit ; idque christianæ salutis anno 628,  
« quum Francorum regnum obtineret Lotarius secundus,  
« Hilperici filius. »

L'auteur ne peut admettre que le père de saint Trudon ait gouverné toute la Hesbaye, qui étoit alors fort étendue, et qu'il ait eu la dignité de comte ; car, dans ces temps, dit-il, le comte de Hesbaye étoit Lambert, père du comte Robert qui dota magnifiquement l'abbaye.

Latomus fait observer qu'il est une opinion, réputée fa-  
buleuse, suivant laquelle saint Trond avoit possédé de grands

biens en Flandre, aux lieux où est Bruges, attendu que, dans le voisinage de cette ville, étoit encore une abbaye de femmes, sous l'invocation de ce saint. Pour éclaircir ce point d'histoire, il s'adressa à l'abbesse, et il transcrit la lettre que lui adressa la mère Jeanne Van den Plas.

Dans cette lettre, on lit que saint Trond étoit le seigneur de la contrée; qu'il y créa un monastère au lieu où est l'église Notre-Dame, et y plaça un abbé et 80 moines suivant la règle de saint Benoît; que, 239 ans après, cette maison fut détruite par les Danois et les Huns, et resta en ruines jusqu'au temps de Baudri, évêque de Noyon, qui la repeupla et joignit des religieuses aux moines, en 1110, etc.

Voici la liste des successeurs de saint Trudon, mort en 693, selon Latomus; ce qui peut servir pour la *Gallia christiana*.

|                                        |                                       |
|----------------------------------------|---------------------------------------|
| <i>Lotharius.</i>                      | <i>Herimannus II</i> , 1095.          |
| <i>Grimo</i> , vers 726.               | <i>Theodoricus</i> , 1098.            |
| <i>Reirannus.</i>                      | <i>Rodolphus</i> , 1108.              |
| <i>Hardebenus.</i>                     | <i>Folcardus</i> , 1138.              |
| <i>Columbanus.</i>                     | <i>Gerardus</i> , 1145, fils du comte |
| <i>Ingelramnus.</i>                    | Gislebert, qui demeuroit à            |
| <i>Ambrosius.</i>                      | Cluny.                                |
| <i>Giselbertus.</i>                    | <i>Guiricus</i> , 1156.               |
| <i>Drogo</i> , évêque de Metz, fils de | <i>Nicolaus</i> , 1181.               |
| Charlemagne.                           | <i>Christianus</i> , 1193.            |
| <i>Adelboldus.</i>                     | <i>Joannes I à Xantis</i> , 1221.     |
| <i>Hildradus.</i>                      | <i>Libertus</i> , 1228.               |
| <i>Sabbatinus.</i>                     | <i>Joannes II</i> , 1232.             |
| <i>Emmemarus.</i>                      | <i>Thomas</i> , 1239.                 |
| <i>Radulphus.</i>                      | <i>Guilielmus I à Rykele</i> , 1248.  |
| <i>Ludovicus.</i>                      | <i>Henricus I à Walbeke</i> , 1272.   |
| <i>Robertus.</i>                       | <i>Guilielmus II</i> , 1278.          |
| <i>Rodegangus.</i>                     | <i>Adam ab Ardingen</i> , 1298, sur-  |
| <i>Imizo.</i>                          | nommé <i>Abbas absque latino</i> .    |
| <i>Reynerus</i> , 933.                 | <i>Amelius</i> , 1330.                |
| <i>Adelbero</i> , évêque de Metz, 938. | <i>Reynerus à Cranenwgt</i> , 1350.   |
| <i>Thietfridus</i> , 964.              | <i>Zachæus</i> , 1366.                |
| <i>Herenfridus</i> , 995.              | <i>Guilielmus III ab Ardingen</i> .   |
| <i>Adelardus I</i> , 999.              | <i>Robertus à Rykele</i> , 1401.      |
| <i>Guntrannus</i> , 1034.              | <i>Joannes III à Beesde, Gelriæ</i>   |
| <i>Adelardus II</i> , de Lovenjoul,    | <i>vico</i> , 1421.                   |
| près de Louvain, 1055.                 | <i>Henricus II à Cruninghem</i> ,     |
| <i>Lanzo</i> , 1082.                   | 1443.                                 |
| <i>Herimannus I</i> , 1090.            | <i>Arnoldus à Beringen</i> , 1469.    |

*Antonius à Bergis*, 1484, frère de Henri de Berghes, évêque de Cambrai, et de Jean, chef de sa maison. *Guilielmus IV à Bruxellâ*, 1516. *Georgius Sarens*, 1533. *Christophorus, a Bluckeryc*, 1559.

Le manuscrit est terminé par une biographie de Georges Sarens, de Malines, laquelle ne fait pas partie de l'ouvrage de Latomus.

La bibliothèque de l'Université de Liège offre encore d'autres matériaux pour l'histoire de l'abbaye de Saint-Trond, tels que :

27. *Cartularium monasterii Sancti Trudonis*, in-4°, vél. de l'an 1372.
28. *Fragmentum historice abbatum monasterii Sancti Trudonis, continens historiam integram Guilielmi à Brusellâ, abbatis*, in-fol. vélin, xvi<sup>e</sup> siècle.
41. *Vita sancti Trudonis confessoris*. — *Sermo Theodorici abbatis, de Translatione sanctorum Trudonis et Eucherii, quæ facta est iij idus augusti, Nortmannis populantibus Flandriam et Lotharingiam*. — *Stipelinus monachus, de Miraculis sancti Trudonis*, etc., in-4°, pap. xvi<sup>e</sup> siècle.

Latomus célébra, en 1576, à l'âge de cinquante-trois ans, son jubilé de vingt-cinq ans de vie monastique, et cessa de vivre, à Anvers, le 1<sup>er</sup> août 1578. On l'enterra dans le prieuré dit *Facons-Hof in Valckenbroeck*, où on lisoit cette épitaphe :

« Hanc urbem, mortemque simul vidique adique,  
 « Atque hic ignota condor, ut exul, humo.  
 « Quod tamen haud refert; quando omnis terra sepulchrum  
 « Est homini, aut verum verius exilium.  
 « Quis tamen hic jaceam, paucis cognosce, viator,  
 « Conveniunt vitæ carmina curta suæ.  
 « Patria erant Bergæ, vitæ ordo monasticus, in quo  
 « Lustris quinque Throni cœnobiarcha fui.  
 « Nomen Joannes Latomus : trieteride primâ  
 « Post decimum accubui. Dic bona verba et abi. »

Latomus n'étoit pas sans doute un esprit supérieur, un écrivain remarquable, un historien profond, un critique hors de ligne, mais c'étoit un écrivain de bonne foi, un bon prêtre qui aimoit à cultiver son esprit, et qui cherchoit la vérité sans croire nuire à sa robe.

Nicolas Oudart, son ami, chanoine et official de l'église



métropolitaine de Malines, lui a consacré ces vers, à la fois idolâtres et chrétiens :

« Flent Charites Latomum, flent Musæ, Phoebus et ipse  
 « A gemitu lacrymas continuasse nequit.  
 « Quin sacra religio tam cari funus amici  
 « Non potis est siccis concomitare genis.  
 « At vos, elogiis quos demeruit sibi, docti  
 « Perpetuo Latomum concelebrate viri. »

(Sweertius, *Athenæ Belg.* 442; Val. Andreas, *Bibl. belg.* 1<sup>re</sup> édit., 500; 2<sup>e</sup> édit., 524, Foppens, *Bibl. belg.*, 673; *Scriptores antuerpienses*, MS. II, 9.)

Le Baron DE REIFFENBERG,  
 Correspondant de l'Institut (académie des  
 Inscriptions et Belles-Lettres, etc.)

### ANALYSES.

*Biographie de la ville de Saint-Omer*, par M. H. Piers, bibliothécaire, secrétaire-archiviste de la Société des Antiquaires de la Morinie, etc. Saint-Omer, impr. de Lemaire, 1835, un vol. in-8° (portraits).

DEPUIS quelques années, le goût des antiquités et des études historiques nationales s'est développé parmi nous d'une manière tout-à-fait remarquable. Privés de la plupart des secours de tout genre qu'offre la capitale, nos départements n'étoient cependant pas demeurés étrangers à cet heureux mouvement des esprits; on y comptoit beaucoup d'hommes éclairés et laborieux, qui « loin des puissants du jour, et sans idée de spéculation, se livrent solitairement « et avec de foibles ressources à des publications dispendieuses et sans prétention; » lorsque l'adoption du vaste plan conçu en 1833 par M. le Ministre de l'instruction publique pour la recherche et la publication de documents inédits de notre histoire est venue donner une activité nouvelle à ces travaux, auxquels les Chambres se sont en quelque sorte associées en votant un crédit qui atteste l'intérêt qu'inspire cette entreprise si éminemment nationale.

Tout en lui accordant le haut degré d'attention qu'elle mérite, l'histoire ancienne cessera d'être l'objet presque exclusif de nos études, et l'on ne pourra plus nous adresser

le reproche de savoir mieux ce qui s'est passé il y a deux ou trois mille ans, en Égypte, dans la Grèce, ou à Rome, que les événements dont nos pères furent les témoins, les acteurs ou les victimes. Il est permis d'espérer qu'avant un demi-siècle il n'y aura pas en France une localité de quelque importance qui ne puisse citer son historien.

Dans un des derniers numéros du Bulletin, nous avons rendu compte de l'Histoire et de la Biographie d'Abbeville, aujourd'hui nous allons dire quelques mots de la *Biographie de Saint-Omer*.

M. Piers<sup>1</sup>, auteur de ce dernier ouvrage, reconnoît dans son Introduction que l'opinion des historiens est, que « les lettres ont brillé avec un éclat beaucoup plus foible en Artois que dans les provinces du centre et du midi; » et c'est dans le louable dessein de détruire cette prévention, qu'il s'est fait le biographe de sa ville natale.

« Excité, dit-il, par une émulation désintéressée et trop confiant peut-être dans cette indulgence qui manque rarement, toutefois, à celui qui essaie de rendre hommage à son pays, nous désirons surtout dans cette *Biographie de la ville de Saint-Omer*, de ne commettre aucune omission dans la légende chronologique des Audomarois (décédés avant et depuis le xix<sup>e</sup> siècle) qui ont procuré un lustre quelconque à cette cité chérie; car nous donnerons une approbation égale, sans distinction d'état ou de rang, au pieux bénédictin, au brave guerrier, au laborieux écrivain, au député courageux et au bon bourgeois. » (P. 12.)

Toutefois ce livre n'offre pas seulement la biographie des personnages nés à Saint-Omer; l'auteur a cru devoir y comprendre aussi « la notice succincte de tous les hommes remarquables qui, nés dans d'autres lieux, ont acquis dans celui de leur résidence les droits de citoyens par un séjour plus ou moins prolongé, et de ceux même à qui l'on y a accordé le coin de terre où reposent leurs cendres. » (P. 110.)

La lecture de cet ouvrage prouve que dès le moyen âge les Audomarois ont cultivé les lettres, sinon avec un succès

<sup>1</sup> On doit déjà à cet estimable écrivain l'*Histoire de la ville de Théroutanne*, et *Notices historiques sur Fauquembergues et Renti*, et l'*Histoire de la ville de Bergues-Saint-Vinoc*, analysées dans le Bulletin, tome II, p. 257 et 261; et plusieurs autres notices historiques, toutes relatives à l'Artois.

européen, du moins avec application, conscience et désintéressement. Peu de villes du troisième ordre ont produit un aussi grand nombre de laborieux chroniqueurs, d'annalistes érudits, de savants théologiens; la plupart de leurs travaux, il est vrai, avoient surtout l'Artois pour objet et sont restés manuscrits, ou n'ont joui que d'une publicité assez restreinte. Presque tous ont écrit en latin; M. Piers nous apprend que Godefroy Lecoispelier, bénédictin, est le premier Audomarois qui ait fait usage de la langue françoise, dans un petit traité de morale composé en 1342 et intitulé *la Violette*.

Les arts ne paroissent pas avoir brillé d'un éclat bien vif à Saint-Omer; c'est à peine si l'on rencontre parmi les Audomarois le nom d'un peintre, d'un statuaire, d'un architecte; et le dessin <sup>1</sup>, la gravure, la musique <sup>2</sup>, y sont demeurés sans interprète.

Le livre s'ouvre par une notice curieuse dans laquelle l'auteur « signale avec un juste orgueil la *maison de Saint-Omer*, « dont l'origine remonte au moins au milieu du XI<sup>e</sup> siècle; « aux chefs de laquelle on attribuoit une parenté avec Charlemagne, et qui compte au nombre de ses membres le « fondateur du fameux ordre du Temple. » Ce n'est pas sans quelque surprise que, parmi les hauts et puissants rejetons de cette noble race, à l'écusson surmonté d'une couronne de comte, on voit figurer deux honnêtes industriels, *Gui et Etienne de Saint-Omer*, orfèvres de la *rue aux Lavandières*.

Le portrait de l'abbé Suger, de ce grand homme dont le lieu de naissance bien établi seroit le plus beau titre de gloire de la ville de Saint-Omer, ce portrait tracé par le biographe n'est peut-être pas d'une ressemblance parfaite; un critique sévère pourroit du moins voir une légère teinte

<sup>1</sup> « Dellepierre de Neuve-Église observoit, en 1761, que les marmiers de Saint-Omer et des autres villes de l'Artois n'avoient pas encore le goût et le dessin convenables dans la formation des ornements des meubles dont l'usage est le plus fréquent. Depuis quelques années, cette autre branche de l'industrie que nous n'avons pas cru devoir passer sous silence, car tout ce qui sert à marquer le progrès des arts doit être constaté, a pris un développement étonnant et flatteur pour notre cité. » (p. 231.)

<sup>2</sup> Le célèbre Monsigny, seul musicien dont il soit fait mention dans la Biographie de Saint-Omer, est né à Fauquembergues, et dans son travail sur cette ville M. Piers lui avoit déjà consacré une notice écrite avec chaleur.

d'anachronisme dans cette phrase appliquée à un ministre du XII<sup>e</sup> siècle : « Ce grand citoyen, dont la vie peut être « proposée pour modèle à tous les conseillers du pouvoir, « fit entendre le premier en Europe le cri sacré de liberté; « son âme grande et généreuse palpitoit à ce beau nom et « à celui plus saint encore de patrie. »

Un peu plus loin, dans le même article de Suger, le paragraphe où il est question de l'éditeur de l'*Année littéraire*, rapproché de celui (p. 209) où le biographe peint « L'enthousiasme extraordinaire et sans répugnance qui « accueillit le noble proscrit (Louis XVIII) sur nos rives « enchantées », fait craindre que l'auteur n'ait confondu Manuel, le fougueux procureur de la commune, avec Manuel membre de la Chambre des Députés.

M. Piers n'avance aucun fait important qui ne soit appuyé par de nombreuses autorités puisées aux bonnes sources; il faut avouer cependant qu'il en est quelques unes qui sont loin d'être irrécusables. <sup>1</sup>

Parmi les nombreuses notices dont se compose la *Biographie de Saint-Omer*, celle de l'infortuné Montbailly, qui périt victime de l'erreur de ses juges, le 19 novembre 1770, est écrite d'un style nerveux, animé, plein de chaleur; en général cependant, l'écrivain ne se montre pas assez sobre d'épithètes, ce qui nuit à la simplicité, à la rapidité, à la précision qu'exige un ouvrage de ce genre. On sent parfois que M. Piers ne s'est pas assez défié de sa facilité.

Les observations que nous venons de faire témoignent de l'attention et de l'intérêt avec lesquels nous avons lu la *Biographie de Saint-Omer*. L'auteur y fait preuve d'érudition, de connoissances variées; M. Piers ne se borne pas, pour les auteurs morts, à donner une nomenclature sèche de leurs ouvrages; souvent il en fait connoître le sujet, le plan, le mérite, et ses jugements décèlent un esprit droit, judicieux et éclairé. Les fréquentes citations des livres manuscrits et imprimés conservés à la bibliothèque de Saint-Omer témoignent de la conscience, du savoir et du zèle qu'il apporte dans les honorables fonctions qui lui sont confiées.

Nous ne pouvons terminer plus heureusement cet article

<sup>1</sup> Voir les *Additions et Observations* placées à la fin du volume, p. 273, où l'auteur avertit que, induit en erreur par un ouvrage, il a dans le paragraphe de la page 150 attribué à *Monsigny*, ce qui appartient à M. de *Monmigny*.



qu'en transcrivant l'appel que M. Piers fait aux hommes qui, comme lui, s'efforcent « de rallumer dans le cœur de nos contemporains le noble goût de l'amour de la contrée originaire et des choses intimes du lieu sacré, tombe de nos aïeux et berceau de notre enfance »<sup>1</sup>.

« Que nos antiquaires redoublent donc de zèle pour faire revivre tous les titres glorieux pour la patrie, en ajoutant, s'il est possible, quelque lustre ignoré à notre légende biographique; qu'ils tâchent d'exécuter, pour leur canton, le travail généreux de Walter Scott pour sa chère Écosse, et qu'en récompense ils éprouvent un bonheur *que je ne saurois dire* aussi, semblable à celui du spirituel *Berthoud*, alors qu'enfoncé dans son grand fauteuil de forme gothique, il se met à feuilleter des livres épars sur son vieux bureau de chêne! »

P. CHABAILLE.

*Traité de Matériaux manuscrits de divers genres d'Histoire*, par M. Amans-Alexis MONTEIL. 2 vol. in-8°. Paris, novembre 1835, chez Janet et Cotelle, rue Saint-Honoré, n° 123; chez Blaise jeune, place de la Sorbonne, n° 3; et rue de Verneuil, n° 4. Prix : 15 fr.

M. Al. Monteil, auteur de l'*Histoire des François des divers états, aux cinq derniers siècles*<sup>3</sup>, ouvrage non moins remarquable par l'emploi judicieux d'un grand nombre de documents historiques inconnus, que par la physionomie toute nouvelle donnée à l'étude des différentes classes de la société, étude jusqu'ici presque entièrement négligée quoique si digne d'intérêt, s'est décidé à vendre les manuscrits originaux qui lui ont servi à la composition de cet important ouvrage. Il a profité de cette occasion pour publier un traité des matériaux manuscrits de divers genres d'histoire, qui,

<sup>1</sup> Page 65.

<sup>2</sup> Page 135.

<sup>3</sup> Six volumes de l'*Histoire des François* sont publiés, et comprennent les xiv<sup>e</sup>, xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles. Le xvii<sup>e</sup> siècle est aussi terminé, et ne tardera sans doute pas à paraître. M. Monteil a annoncé une deuxième édition de cet ouvrage, qui doit être publiée par livraisons de trois feuilles chaque semaine, au prix de 50 c. la livraison. La publication n'en est pas encore commencée.



tout en servant de catalogue méthodique à la vente annoncée, auroit encore l'avantage d'attirer de plus en plus l'attention des amis de l'histoire sur les documents originaux, source de tous les faits historiques, la plus riche, la plus réelle, et pourtant la moins connue et la moins consultée.

Nous croyons faire une chose juste et utile, en recommandant aux membres de la Société de l'Histoire de France et à tous les amis de l'histoire du moyen âge, un ouvrage dont l'auteur a voué, avec tant de zèle et de désintéressement, sa carrière à un genre d'études qui entraîne à tant de frais par la recherche et la copie de documents originaux, et produit si peu de résultats profitables. Les lecteurs des ouvrages de M. Monteil savent qu'on ne peut lire cet écrivain sans l'aimer; et ceux qui le connoissent plus intimement savent mieux encore que ses ouvrages, sans en excepter ce dernier catalogue, portent tous un cachet particulier, celui de son esprit, mélange d'érudition, d'aperçus fins et délicats, de candeur et d'originalité piquante.

Si la collection de M. Monteil a été formée à la faveur des ressources que présentoient aux amateurs des documents historiques l'état déplorable d'abandon dans lequel nos dépôts d'archives ont été jusqu'à ces derniers temps, et la dispersion inconcevable des documents les plus précieux, son nouvel ouvrage pourra contribuer à arrêter ces déprédations en ouvrant de plus en plus les yeux des conservateurs de ces dépôts sur l'importance réelle, pour l'histoire, de parchemins en apparence les plus étrangers au récit des événements politiques. Nous appelons d'autant plus volontiers l'attention sur la collection et sur le catalogue de M. Monteil, que cette vente, à peine annoncée par les feuilles publiques et commencée peu de jours après l'impression du catalogue, n'a point produit les résultats qu'on étoit en droit d'en attendre. Une grande partie des manuscrits est restée en la possession de M. Monteil, et l'intérêt tout particulier que leur donnent les travaux historiques dont ils ont fourni les matériaux, doit faire désirer qu'ils ne sortent point de notre pays. Les prix généralement modérés fixés par M. Monteil lui-même à chacun de ses manuscrits peuvent aussi, jusqu'à un certain point, servir de base pour la valeur vénale de documents analogues<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Parmi les manuscrits de cette riche collection, on remarque un manuscrit avec peintures, d'une ancienneté de mille ans; deux autres d'une ancienneté de onze cents ans; deux manuscrits autographes de

Laissons parler l'auteur lui-même ; mieux que personne il sait et peut faire apprécier la valeur réelle des manuscrits qu'il a recueillis pendant trente années avec tant de soins, d'ardeur et de dépenses.

« Les découvertes de manuscrits précieux près d'être effeuillés, de périr par la main du commerce de détail, qui sont annoncées avec tant d'éclat par les journaux, qui réjouissent tant le public, affligent les hommes éclairés. Ils se disent que, pour quelques uns fortuitement ou merveilleusement sauvés, une infinité d'autres aussi précieux, et sans doute plus précieux, sont journellement détruits sur tous les points de la France et de l'Europe. Ils cherchent le moyen de prévenir ces irréparables pertes ; ils demandent un traité de la conservation des manuscrits : un traité de leur valeur commerciale ou pécuniaire, corrélative à leur importance historique ou littéraire, offrant ainsi le plus grand moyen de conservation : un traité qui ne fût pas si volumineux qu'on ne pût se le procurer à un prix modique, qui cependant le fût assez pour que, sans exception, il intéressât toutes les classes, tout le monde : ce traité, le voilà !

« Quelques personnes ne manqueront pas de dire : « Nous concevons que ce traité soit un manuel de conservation, de classification de manuscrits, indispensable aux archivistes, aux bibliothécaires, même aux professeurs d'histoire, aux archéographes, aux savants, aux gens de lettres de la France, et, si vous le voulez, nous ajouterons des autres pays ; mais il ne peut intéresser toutes les classes, tout le monde sans exception. Qu'ont à faire de manuscrits les artisans et surtout les villageois ? qu'en ont à faire les femmes ? » Ce traité vous répond que les manuscrits ont, dans plusieurs arts, renouvelé les formes actuelles par les anciennes formes des siècles anciens ; que l'agriculture a souvent trouvé dans de vieux manuscrits d'excellentes méthodes, oubliées tout comme les mauvaises ; que les manuscrits font d'ailleurs l'histoire des agriculteurs et des

Louis XIV, dont un fort gros ; cinq cartulaires, dont un, en trois tomes, est au moins aussi volumineux qu'aucun de ceux qui existent dans les dépôts publics ; un recueil de chartes (t. I, p. 210), *Excerpta membranæ*, composé de 623 pièces, depuis le VII<sup>e</sup> siècle jusqu'au XIX<sup>e</sup>, et présentant les éléments d'un cours complet de paléographie. On pourroit citer une foule d'autres articles la plupart inconnus et tous plus ou moins intéressants pour l'histoire d'une statistique morale et matérielle de la France au moyen âge et dans les trois derniers siècles.

artisans; qu'ils font l'histoire de toutes les classes, comme on peut s'en convaincre en lisant la série des chapitres de l'ouvrage : et quant aux dames, bien que leurs beaux yeux ne soient certainement pas destinés à déchiffrer les vieux parchemins, toutefois la lecture d'un traité de manuscrits ne pourroit que diversifier agréablement leur littérature, en les introduisant dans des régions pour elles entièrement inconnues, où elles verroient pour la première fois les faces natives des âges successifs. »

Ce traité répond de même à grand nombre d'autres objections qui ne manqueront pas d'être faites.

On n'apprendra peut-être pas sans quelque intérêt qu'un ouvrage si nécessaire, et qu'appellent tant de besoins toujours croissans, soit né du hasard, ait été fait à l'occasion fortuite d'une vente de manuscrits. L'auteur dit, dans l'introduction, qu'en travaillant au catalogue de vente des manuscrits cités dans son *Histoire des François des divers états*, l'idée d'en faire un traité de conservation et de classification de manuscrits s'offrit à lui subitement, et qu'il abandonna le catalogue pour ne s'occuper que du traité, aux différens articles duquel il a donné, comme support ou tablettes, les différens manuscrits de cette vente.

Il ne s'est pas borné là. Il a voulu prévenir la perte des manuscrits de tout genre; il a proposé :

L'histoire particulière de chaque état, c'est-à-dire de chaque partie de l'ordre social, des seuls éléments de l'histoire nationale;

L'histoire de chaque village ou l'histoire communale, grand, immense bienfait pour les campagnes de la France et de l'Europe;

L'histoire de chaque famille, autre grand et immense bienfait pour les mœurs des villes.

Tout ce que l'auteur dit à cet égard mérite d'être lu, pesé, discuté, examiné avec la plus grande attention.

Si, dans ce moment d'une profonde paix et d'une ferveur littéraire toujours croissante, d'autres exemplaires de ce traité, qu'on regardera avec raison et qu'on voudra avoir comme une nouvelle histoire de France bibliographique, ou comme un appendice de l'*Histoire des François des divers états*, ou comme un appendice des traités de diplomatique, sont de toutes parts demandés, l'auteur offre gratuitement aux administrations de consentir à ce que, dans trois ans, il en soit tiré tel nombre d'exemplaires qu'elles jugeront

convenable. Il offre gratuitement aussi aux libraires de Paris et des provinces de consentir, dans un pareil délai, aux éditions qu'ils désireront de faire, à la seule condition d'obtenir son approbation sur le format, le papier et les caractères.

La table des chapitres dans lesquels les manuscrits sont classés, peut servir à donner une excellente idée de la méthode, de la variété et de l'intérêt historique que présente ce Recueil :

*Tome I.*

- I. De l'Agriculture et des Agriculteurs.
- II. Des Arts mécaniques et des Artisans.
- III. Des Beaux-Arts et des Artistes.
- IV. De l'Art militaire et des Gens de guerre.
- V. Des Chemins et des Ingénieurs, des Postes et des Maîtres des Postes, des Travaux hydrauliques, des Rivières et des Canaux.
- VI. Du Commerce et des Commerçants.
- VII. De la Cour et des Courtisans.
- VIII. Des Douanes et des Douaniers.
- IX. Des Écoles, des Écoliers et des Maîtres.
- X. De l'Église et des Ecclésiastiques.
- XI. De la Féodalité et des Hommes féodaux, seigneurs, censitaires, serfs.
- XII. Des Finances et des Financiers.
- XIII. De la Géographie et des Géographes, des Voyages et des Voyageurs.

*Tome II.*

- I. Des Hôpitaux et des Pauvres.
- II. De la Langue et des Grammairiens.
- III. Des Lois et des Hommes de loi.
- IV. De la Marine et des Marins.
- V. De la Médecine et des Médecins, de la Chirurgie et des Chirurgiens, de la Pharmacie et des Pharmaciens.
- VI. Des Mines et des Mineurs.
- VII. De la Noblesse et des Nobles.
- VIII. Des Prisons et des Prisonniers.
- IX. De la Représentation nationale et des Représentants de la Nation.
- X. De la Royauté et des Rois, du Gouvernement et des Ministres.
- XI. Des Sciences et des Savants, des Lettres et des Gens de Lettres.
- XII. De plusieurs autres états, dont il n'est point parlé dans les chapitres précédents.
- XIII. Des Villages, des Villes, des Provinces; histoire de France.

C'est dans cet ordre que M. Monteil a rédigé le catalogue descriptif des chartes, titres et autres manuscrits qu'il a mis en vente à la fin du mois de novembre dernier, et dont la plupart ont été cités dans les indications de pièces ori-



ginales qui terminent chacune des parties de son *Histoire des François de divers Etats*.

Les descriptions suivantes de deux des manuscrits de cette collection, pourront faire juger de la manière neuve et piquante dont M. Monteil a su orner et utiliser l'annonce de vieux parchemins. Ces deux articles ont le mérite de l'à-propos, à une époque où l'histoire descriptive et locale de la France tend à se subdiviser de plus en plus, et où l'esprit de décentralisation donnera bientôt un historien à chaque clocher.

*Histoire des Villages* <sup>1</sup>. (Tome II, p. 256.)

« Je rêve en ce moment que par la philanthropie des journalistes et des autres gens de lettres, ce feuillet peut voler par-dessus les Pyrénées, les Alpes, au-delà du Rhin, au-delà des mers, pour semer en tous lieux, en toutes les plus petites divisions territoriales de l'univers, l'idée d'histoires de villages, d'histoires communales, qui partout, dans le tableau local du passé, prépareront le tableau local d'un meilleur avenir; qui partout perfectionneront la pensée, l'action, qui accroîtront partout le bonheur et la vie. Assurément ce n'est pas le rêve d'un homme méchant, ni même d'un homme insensé; car enfin, voyons si ce projet est inexécutable, ou, ce qui en approche, d'une difficile exécution. Voyons en quoi doit consister l'histoire communale.

« Et d'abord considérons une commune rurale comme un petit État, ayant, mais en petit, toutes les parties de l'ordre social. Premièrement l'étendue du territoire : l'histoire communale devra donc parler des limites, de la variation des limites; elle devra parler des communes, des pâturages, des friches, des bois; elle en trouvera les documents dans les vieux terriers, les vieux cadastres, les vieux rôles d'impositions. Secondement l'agriculture : combien de vieux baux à ferme, de vieilles conventions écrites, de vieux comptes de salaires, du prix de la main-d'œuvre agricole, qu'on jette au rebut; combien de vieilles traditions sur des essais de nouveaux assolements, de nouvelles rotations de récoltes; sur des essais de nouvelles introductions de grains, de plantes, qu'on dédaigne de conserver, qu'on oublie, qui serviroient à faire ce chapitre, qu'il s'agiroit

<sup>1</sup> *Titres des habitants du village de Saint-Jean-de-Savigny*, manuscrit de différents âges, contenant soixante-quinze pièces originales. Un vol. in-4°. Prix : 40 fr.



d'animer par le récit des contrariétés qu'ont eu à essayer les habiles et expérimentés novateurs. Troisièmement les arts mécaniques : il y a dans chaque village les arts de première nécessité, ceux de la fabrication des instruments aratoires, ceux de la maréchallerie ; il y a ceux du tailleur, du sabotier, du cordonnier ou savetier, du meunier, du boulanger, du boucher, du barbier : il s'agiroit aussi d'animer ce chapitre par l'histoire de l'artisan villageois, de son état, de sa condition, et en même temps de nombrer les arts qui ont pu prospérer, et ceux qui n'ont pu subsister. Quatrièmement le commerce, qui a dû être toujours le même depuis le X<sup>e</sup> siècle, quant aux productions agricoles, mais non quant aux productions artistielles, mal nommées industrielles.

« Là, sans doute, sont les quatre principales parties de l'histoire des villages ; mais là elles ne sont pas toutes. Il ne faut pas omettre l'histoire des chemins, à laquelle les vieux terriers, les vieilles matrices de rôles, suffiront. Pour l'histoire des finances, il suffira encore des vieux et des nouveaux rôles. On ne peut guère supposer que, dans un village, il n'y ait quelqu'un qui possède d'anciens papiers de procès ; voilà pour l'histoire de la justice. On ne peut guère non plus supposer que la commune, dans un temps ou dans un autre, n'ait plaidé ; voilà probablement d'excellents matériaux pour plusieurs parties de son histoire.

« C'est ici le moment de m'interrompre et de parler du recueil de titres annoncés en tête de cet article. Saint-Jean-de-Savigny, auquel il a appartenu, et auquel je désire qu'il appartienne de nouveau, est un beau village. Un autre village voisin, celui de Notre-Dame-de-Couvains, se croyoit plus beau, et lui contesta le droit de s'intituler paroisse, disant qu'il n'étoit qu'une annexe. Aussitôt procès, et procès fort âpre, car ces deux villages sont en Normandie. Le dossier des pièces produites par le village de Saint-Jean-de-Savigny est tombé entre mes mains, et il y deviendra le premier recueil des matériaux manuscrits d'une histoire communale. En effet, l'histoire du territoire s'y trouve dans l'extrait du cartulaire de l'abbaye de Cerisy, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, coté n<sup>o</sup> 61 ; la division du territoire se trouve aussi dans un petit terrier de Rochefort, même cote. Plusieurs autres cotes ou pièces cotées peuvent servir à l'histoire de diverses autres parties de l'ordre social de cette commune : la cote n<sup>o</sup> 4 et autres, aux arts mécaniques ; la cote n<sup>o</sup> 20 et autres

au commerce ; ainsi des autres cotes. J'ai lu dans ce recueil un acte d'association ou de formation de confrairie, dont les statuts sont fort naïfs et fort curieux ; on y remarquera une aumône de pain blanc et une autre de pain bis. J'ai encore lu dans un autre acte que la commune avoit fait planter le cimetière en pommiers, dont elle affermoit le produit. Cet acte a deux faces : une bonne, une mauvaise, mais si mauvaise, que je prends la liberté de dire à ces bons et honnêtes habitants de la commune de Savigny, que le champ des morts ne doit porter d'autres récoltes, que les douloureux souvenirs ou les pensées religieuses.

« On le voit, les documents ne manqueront pas, et je reprends plus tranquillement la série de quelques autres chapitres, qui doivent aussi faire partie d'une histoire communale. Vient maintenant celui des écoles. Les anciens titres sont à cet égard fort rares ; la mémoire des hommes âgés peut alors un peu y suppléer par la comparaison des anciennes écoles avec les nouvelles. Mais je m'aperçois qu'il seroit beaucoup trop long de donner ici le titre du reste des chapitres ; je me bornerai aux suivants, qui gagneront le plus de monde : à celui des institutions dont la révolution a détruit un grand nombre ; à celui des usages, qui autrefois étoient innombrables, qui bigarroient si joyeusement le cours du temps, qui dans les villes ont été détruits par la révolution, grande raisonneuse, grande amie de l'uniformité, qui dans les villages ont lutté contre elle, et se sont en général conservés ; à celui des antiquités, des romances, des proverbes, des dictons, des traditions ; enfin à celui des hommes localement célèbres...

« Grand nombre de curés ont employé à des institutions de bienfaisance l'argent que les pauvres ne leur ont pas demandé ; ils doivent à ce seul titre, et tous les fondateurs de pareilles institutions doivent être mentionnés dans ce chapitre ; car la bienfaisance envers le public est seule un titre de célébrité. Le maire est un curé politique presque aussi intimement uni au village que le curé clérical ; aux mêmes conditions, même honneur, même mention... Si l'ancien seigneur, ses fils ou ses successeurs à son château, à ses possessions, ont, comme s'ils continuoient à percevoir des cens et des rentes, continué à être les bienfaiteurs de la commune, inscription de leur nom dans ce chapitre. Tout le monde connoît un notaire dont la bourse, la plume, ont toujours été au service, non des querelleurs, mais des op-

primés ; tout le monde connoît un ancien jurisconsulte qui est venu consacrer le reste de sa vie à la pacification des guerres judiciaires, qui, ainsi que Saint-Louis, tient ses assises de conciliation au pied des arbres, auprès des fontaines : inscription du nom de l'un et de l'autre dans ce chapitre. Un habitant du village a perfectionné un instrument, une méthode d'agriculture : inscription de son nom. Un autre a délivré le pays d'une bête féroce, ou d'un brigand : inscription de son nom. Un autre a fait construire un abreuvoir, un autre un lavoir, un autre un petit pont, une partie de chemin vicinal : inscription de leur nom et sur le monument et sur les pages de ce chapitre. Je me permettrai ici une petite digression pour inviter nos législateurs à nous donner une loi qui accorderoit à celui, ou à la famille de celui qui auroit fait construire un pont, une partie de grand chemin, le droit d'en perpétuer le souvenir par un marbre, une colonne. Il me semble que souvent un homme riche emploie plus mal son argent qu'à élever sur le bord d'une grande route une fontaine monumentaire, où son nom seroit béni par tous les voyageurs qui viendroient s'y désaltérer. Je voudrois surtout qu'au milieu d'une grande plantation d'arbres, sur un sol stérile, s'élevât un cippe où seroit gravé le nom de celui qui auroit, pour ainsi dire, mis une pièce à la robe de verdure que Dieu avoit si bénévolement donnée à la terre.

« Mais je n'ai pas dit comment doit être le livre de cette histoire communale ; il doit être sur parchemin, format petit in-folio, d'une reliure solide. Le prix en seroit de quatre-vingts ou cent francs, ce qui ne feroit pas plus d'un sou ou deux par habitant, qui tous, riches, pauvres, grands, petits, hommes, femmes, seroient glorieux de donner leur sou ou leurs deux sous pour l'histoire du village. Quand ce volume seroit plein, on en commenceroit un second, un troisième ; et, de proche en proche, dans la France, dans l'Europe, dans tout le monde, les plus petites divisions territoriales, les plus petits villages, auroient tous leur livre d'annales. Je désirerois, d'ailleurs, qu'il y eût des figures, et entre autres la représentation de l'église et du clocher, du vieux château avec ses fortifications, des anciens édifices, des monuments antiques. Il faudroit encore que, sur une autre feuille, se trouvât la représentation d'un villageois et d'une villageoise vêtus du costume local. Il faudroit encore d'autres dessins, mais si l'on n'avoit pas un des-

sinateur sous la main, le notaire ou le secrétaire greffier en sauroient assez pour figurer, avec leur plume, les formes carrées des bâtiments d'un école ou d'une salle d'asyle, ou d'une halle, portant écrit au-dessus ou au-dessous le nom de ceux aux dépens de qui ils auroient été élevés. Maintenant on me dira, sans doute, qu'aux chapitres dont j'ai donné les titres, j'aurois peut-être dû joindre celui de la population, et du nombre des familles, ou aura raison; le recueil des titres de Saint-Jean-de-Savigny contient un pareil état. Je désirerois de plus que les magistrats, le curé, les hommes publics de la commune, fussent en tête; je voudrois aussi qu'on écrivît, avec les noms des chefs de famille, ceux de leurs épouses, et que, dans différents chapitres, il fût encore parlé des femmes, surtout de celles qui, dans les épidémies, se seroient dévouées au service de leurs voisins malades; qu'il fût encore parlé des courageux médecins qui seroient venus braver les dangers de la contagion. Peut-être, si je l'omettois, on omettroit le chapitre des années abondantes, des années disetteuses, des années de sécheresse, de pluie, de gelées, de vents, de grêles, d'ouragans. Naturellement les histoires des villages doivent avoir le chapitre de la pluie et du beau temps. »

*Journal de Famille* <sup>1</sup>. ( T. II, p. 313.)

« Ainsi que je l'ai dit, l'histoire des familles agricoles se place d'elle-même et naturellement dans l'histoire communale ou des villages; mais il n'est pas possible que l'histoire des villes, dont les habitants sont si nombreux, puisse recevoir l'histoire des familles; aussi proposerai-je à chaque famille, dans les villes, d'avoir la sienne. On va secouer la tête, on la secoue déjà; n'importe, je poursuis. Je propose d'établir dans chaque maison un gros volume, solidement relié, rempli des annales domestiques. Sans doute la louange l'emportera sur le blâme, cela doit être; malgré cela ce livre ne sera pas moins utile. Pourquoi la noblesse fut-elle instituée? N'est-ce pas afin que les vertus des pères fissent naître les vertus des enfants? Avec ce livre de famille toute la nation seroit noble, toutes les familles, sans exception, auroient des aïeux, d'honorables aïeux, dont les différents genres de mérite auroient de même leur généalogique des-

<sup>1</sup> Manuscrit autographe du XVIII<sup>e</sup> siècle. Un vol. in-8°. Prix : 20 fr.



cendance. Dans le livre de famille se trouveroit l'évaluation de la fortune de chaque génération. L'industrie, la probité seroient louangées; aussi le seroit l'économie. Les petits-fils ne voudroient point dilapider la fortune patrimoniale, s'exposer aux reproches de la postérité, qui seroit leur postérité. L'histoire de toutes les professions, de toutes les conditions, de tous les talents, se trouveroit encore, et cela va sans dire, dans ces livres. J'ajoute que les femmes, les mères, les filles, y auroient leurs chapitres. Elles voudroient avoir de beaux chapitres, et elles les mériteroient. Le monde, m'objecte-t-on, seroit blanchi de papier. Autant vaudroit, répondrai-je, qu'il le fût de bon papier que de papier barbouillé de poisons, d'erreurs et de platitudes. On secoue moins la tête, on cesse de la secouer : je le vois, on fera bientôt, çà et là, des histoires de famille. Je puis donc passer à l'analyse de ce journal manuscrit, qui a servi de texte pour la proposition que je fais à la bonne France, ma chère et immortelle patrie. C'est un journal tenu par un homme du beau monde, où il parle tantôt de lui, tantôt de ses enfants, tantôt des personnages qui, plusieurs années avant la révolution, ont occupé le scène politique. Ce n'est certes pas là, il s'en faut, l'histoire ou livre de famille que je demande aux François, au nom de leur bonheur et de celui de leurs descendants. »

Il seroit facile de montrer par d'autres citations qu'à chaque page du livre de M. Monteil on reconnoît l'érudit consciencieux à côté de l'homme de bien et du partisan éclairé de toute amélioration sociale. Une autre sorte d'intérêt attache encore à la lecture de ce catalogue. Dans la recherche, la disposition et l'étude des recueils de titres anciens qui y figurent en grand nombre, M. Monteil avoit eu pour collaborateur son fils, jeune homme d'une très grande espérance, qu'il avoit formé lui-même à la connoissance de la paléographie, et qui jouissoit de l'estime toute particulière du savant directeur des Archives du Royaume, où il fut quelque temps employé. Depuis deux ans, M. Monteil a eu le malheur de perdre cet ami de ses vieux jours, ce compagnon de ses plus chers travaux, et il a pu trouver à peine dans ces mêmes études, la force d'âme et la distraction nécessaire pour supporter une si profonde douleur.

J. DESNOYERS.



## SECTION IV.

## MÉLANGES.

*Sujet d'un Prix proposé par l'Académie de  
Clermont-Ferrand.*

L'Académie royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Clermont-Ferrand décernera, dans sa séance publique de 1837, une médaille d'or de la valeur de 300 fr. à l'auteur de la meilleure *Histoire des guerres religieuses en Auvergne au xvi<sup>e</sup> siècle*.

Cette histoire devra être complète et détaillée; on y joindra l'indication exacte des sources où l'on aura puisé tous les détails.

Les concurrents trouveront à la bibliothèque de Clermont-Ferrand de nombreux documents tant imprimés que manuscrits, et relatifs à la Ligue en Auvergne. Les principaux sont :

*Manuscrits.*

- Annales d'Issoire.
- Manuscrit d'Audigier.
- Mémoire de J. Vernyer, président en la cour des aides de Montferrand, etc. (sur l'état politique de l'Auvergne en 1589, adressé à Henri IV).
- Mémoire contenant l'état sommaire auquel se trouve à présent (mars 1590) cette province d'Auvergne, pour être représenté à Sa Majesté par l'un des échevins de cette ville de Clermont, à cette fin député par ladite ville.
- Discours sur la prise de la ville d'Issoire, siège d'icelle, etc., au 14 mars 1590.
- Relation du siège d'Issoire, 1590, extraite des archives du château de Barmontel.
- Deux Mémoires pour servir à l'histoire des sièges d'Issoire en 1577 et 1590, par M. de Féligoude.
- Lettres pour servir aux sièges d'Issoire; à la Bibliothèque Royale, fonds de Béthune, vol. cotés 8688, 8785, 8823,

9037, 9059, 9071, 9072, 9074, 9075, 9082, 9098, 9022, 9529, etc., etc., etc.

*Imprimés.*

- Le vrai discours du siège tenu devant la ville d'Issoire, par Mgr. le duc d'Anjou, etc., etc., et la prinse d'icelle. Paris, 1577, in-8°.
- Rerum in Arvernâ gestarum præcipuè in Amberti, et Issoduri obsidione luctuosa narratio, per Lud. de Villebois. 1577, in-8°.
- La fleur des chansons nouvelles, traitant partie de l'amour, partie de la guerre, selon les occurrences du temps présent, etc. Lyon, 1586.
- La résolution des trois états du bas pays d'Auvergne, avec la prise de la ville d'Issoire, par M. le comte de Randan. Paris, 1589, in-8°.
- La prise et réduction de plusieurs villes et châteaux du bas pays d'Auvergne, etc.; extraits d'un Mémoire envoyé par un gentilhomme auvergnat. Paris, 1589, in-12.
- Véritable discours de l'heureuse victoire obtenue par la noblesse et autres serviteurs du Roi, en la bataille donnée au bas pays d'Auvergne, etc., le xiiij<sup>e</sup> jour de mars 1590. Clermont, L. Durand, 1590, in-12.
- Lettre de MM. du conseil du Roi établi à Clermont pour le gouvernement du bas pays d'Auvergne, à MM. des treize villes et plat pays. Clermont, L. Durand, 1590, in-12; etc., etc., etc.

*Nota.* On pourra encore consulter plusieurs des ouvrages qui concernent l'Auvergne, tels que : Savaron, *Orig. de Clairm.*; Dulaure, *Descrip. de l'Auv.*; Chabrol, *Coutume*, tome IV, etc., etc.

---

*Académie royale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen. — Sujet de prix pour l'année 1837.*

L'Académie royale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen propose un prix d'une médaille d'or de la valeur

de 300 francs, qui sera décerné, en 1837, à l'auteur du meilleur Mémoire sur la question suivante :

QUEL ÉTOIT, AU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE, L'ÉTAT DES LETTRES, DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE DANS LA NORMANDIE.

Les Mémoires devront être adressés, francs de port, au secrétaire de l'Académie, avant le 1<sup>er</sup> mai 1837.

Le manuscrit portera en tête une épigraphe, qui sera répétée sur l'enveloppe d'un billet cacheté où se trouvera le nom de l'auteur.

Les membres résidents de l'Académie sont seuls exclus du concours.

---

**SECTION V.****BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DE LA FRANCE.**

---

*N. B.* Des circonstances particulières ayant empêché l'insertion, dans ce numéro, de la revue des travaux historiques publiés en 1835; cette notice, destinée à continuer celle insérée dans les n<sup>os</sup> de juillet, août et décembre 1834, sera imprimée à la suite du Rapport que doit présenter le secrétaire dans la prochaine assemblée générale.

FIN DU TOME SECOND.

# BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

## PREMIÈRE PARTIE.

ACTES DE LA SOCIÉTÉ ET REVUE HISTORIQUE.

### TABLE DU TOME DEUXIÈME.

(1835.)<sup>1</sup>

#### ACTES ET TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Séance annuelle générale du 28 février 1835; — Discours de M. le baron de Barante, président; — Rapport sur les travaux de la Société pendant l'année 1834, par M. J. Desnoyers, secrétaire; — Rapport de M. Dusomerard, au nom des censeurs, sur les recettes et dépenses de la même année..... | Page 42 |
| Procès-verbaux des séances ordinaires du Conseil.                                                                                                                                                                                                                                                |         |
| 2 février.....                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 37      |
| 9 mars.....                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 101     |
| Correspondance de M. le lieutenant-général Pelet, directeur du dépôt de la guerre, au sujet de la nouvelle carte de France.....                                                                                                                                                                  | 107     |
| 6 avril.....                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 133     |
| 4 mai.....                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 165     |
| 1 <sup>er</sup> juin.....                                                                                                                                                                                                                                                                        | 172     |
| 4 juillet.....                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 245     |
| 10 août.....                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 323     |
| 7 septembre.....                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 387     |
| 2 novembre.....                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 491     |
| 7 décembre.....                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 527     |
| Changements proposés au Règlement et au mode de publication de la Société, dans les premières séances de 1836....                                                                                                                                                                                | 519     |

<sup>1</sup> Les deux parties du Bulletin, pour 1835, doivent être brochées séparément et former chacune un volume distinct, comme pour 1834.



## NOTICES HISTORIQUES ET ARCHÉOLOGIQUES.

|                                                                                                                                                                                                                         |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Mémoire sur les causes principales de la popularité du clergé en France sous les deux premières races; par M. Guérard. (Introduction).....                                                                              | Page 272 |
| Communication de M. Aug. Thierry, relative au Mémoire précédent.....                                                                                                                                                    | 293      |
| Recherches sur la date précise de la réunion du comté de Lyon à la couronne de France, en 1313, par M. Péricaud, bibliothécaire de la ville de Lyon.....                                                                | 26       |
| Notice sur les registres manuscrits du Parlement de Paris, par M. Taillandier.....                                                                                                                                      | 175      |
| Notice sur les recherches et publications des Documents historiques de la Grande-Bretagne. — Travaux de la Commission anglaise des Archives publiques ( <i>Record's Commission</i> ). (Article de M. J. Desnoyers)..... | 74       |
| Questions adressées par M. Cooper, secrétaire de cette même Commission, aux savants et antiquaires français.....                                                                                                        | 85       |
| Note sur la méthode adoptée par cette Commission dans la reproduction fidèle des textes originaux, par M. Cooper..                                                                                                      | 509      |
| Notice sur les publications de la Société de l'Histoire germanique ( <i>Monumenta Germaniæ historica</i> ): par MM. Pertz et Boehmer. Tomes I et II. (Article de M. J. Desnoyers).....                                  | 154      |
| — Tome III. (Article de M. Leroux de Lincy).....                                                                                                                                                                        | 443      |
| Notice sur les Mémoires inédits d'Eustache Piémont, historien dauphinois du xvi <sup>e</sup> siècle; par M. J. Ollivier, de Valence.....                                                                                | 116      |
| Notice sur les Cartulaires de Saint-Hugues, évêque de Grenoble, au xi <sup>e</sup> siècle; par M. Jules Ollivier.....                                                                                                   | 294      |
| Notice sur les débris des anciennes Archives de l'abbaye d'Aniane, en Bas-Languedoc, par M. Thomassy.....                                                                                                               | 485      |
| Notice sur les Archives de la Chambre des Comptes de Bruxelles; par M. Gachard, archiviste général de Belgique.                                                                                                         | 327      |
| Notice sur les Archives de la Chambre des Comptes de Lille; par M. Le Glay, archiviste du département du Nord.....                                                                                                      | 345      |
| Notice sur deux Manuscrits des Archives de la commune de Montpellier, le <i>Memorial des Nobles</i> et le <i>Petit Thalamus</i> ; par M. Renouvier.....                                                                 | 359      |
| Notice sur un Manuscrit des <i>Statuts</i> de la ville de Montpellier; par M. Thomassy.....                                                                                                                             | 370      |
| Notice sur les sources d'une Histoire inédite de la ville de Péronne, et de son arrondissement; par M. Hiver.....                                                                                                       | 376      |

---

|                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Notice sur diverses Antiquités romaines du département des Ardennes; par M. Traullé..... | 140 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## TABLE DU TOME SECOND.

555

|                                                                                                                    |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Notice sur une Découverte de Monnoies romaines, faite en 1834<br>aux environs de Maintenon ; par M. Lamé-Fleury... | Page 228 |
| Revue de la Numismatique française, par MM. Cartier et de<br>La Saussaye. (Introduction).                          | 304      |
| Considérations sur l'Histoire monétaire de la France ; par<br>M. Cartier                                           | 315      |

## NOTICES BIOGRAPHIQUES.

|                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Notice sur Lefebvre de Saint-Remy, chroniqueur français du<br>xv <sup>e</sup> siècle ; par mademoiselle L.-M.-E. Dupont | 1   |
| Notice sur Jacques de Hemricourt, historien belge du xiv <sup>e</sup> siècle ;<br>par M. de Reiffenberg                 | 119 |
| Notice sur Jacques Meyer, historien belge du xvi <sup>e</sup> siècle, par<br>le même                                    | 201 |
| Notice sur Pierre van Diève, historien belge du xvi <sup>e</sup> siècle,<br>par le même                                 | 390 |
| Notice sur Jean <i>Latomus</i> , historien belge du xvi <sup>e</sup> siècle, par<br>le même                             | 530 |
| Notice sur Jean Levasseur et Enguerrand de Monstrelet ; par<br>M. Dusevel                                               | 226 |

## EXTRAITS ET ANALYSES.

|                                                                                                                                                                                                       |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Histoire de la ville d'Auxerre, par M. Chardon (art. de<br>M. Nigon de Berty)                                                                                                                         | Page 189 |
| Essai historique sur Miribel, en Bresse, par M. Th. Laurent<br>(art. de M. Guérard)                                                                                                                   | 194      |
| Histoire du château de Tancarville. — Histoire de l'église et<br>de l'abbaye de Saint-Georges de Bocheville. — Histoire<br>du château Gaillard, par M. Ach. Deville (art. de M. Le-<br>roux de Lincy) | 195      |
| Notice sur l'hôtel de Cluny, par M. Dusomerard. — L'hôtel<br>de Cluny au moyen âge, par madame de Saint-Surin (art.<br>de M. Desnoyers)                                                               | 201      |
| Histoire du siège d'Orléans en 1408, et Lettres sur le fort des<br>Tourelles, par M. Jollois (art. de M. Desnoyers)                                                                                   | 251      |
| Histoire ancienne et moderne d'Abbeville et de son arrondis-<br>sement, par M. Louandre (art. de M. Chabaille)                                                                                        | 451      |
| Lettres inédites de Calvin, Th. de Bèze, Henri IV, publiées<br>par M. Bretschneider (art. de M. Fallot)                                                                                               | 462      |
| Galerie historique de Louis XIV ; inscriptions françaises inéd-<br>ites de La Fontaine, découvertes par M. Le Glay                                                                                    | 499      |
| Biographie de la ville de Saint-Omer, par M. Piers (art. de<br>M. Chabaille)                                                                                                                          | 535      |

Traité de matériaux manuscrits de divers genres d'histoire ,  
par M. A. Monteil (art. de M. Desnoyers).....Page 538

## MÉLANGES.

|                                                                                                                                                                                                                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Nouvelle circulaire adressée par M. Guizot, ministre de l'instruction publique, aux correspondants du Comité historique, relativement aux recherches concernant l'histoire des sciences, de la philosophie et de la littérature en France pendant le moyen âge..... | 138 |
| Rapport de M. S. de Sacy, secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions, sur les travaux des diverses commissions de cette académie pendant le 2 <sup>e</sup> semestre de 1834..                                                                              | 30  |
| Rapport du même sur les mêmes travaux pendant le 1 <sup>er</sup> semestre de 1835.....                                                                                                                                                                              | 382 |
| Séance publique de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, du 14 août 1835.....                                                                                                                                                                              | 396 |
| Rapport sur le concours des antiquités nationales, fait à la même séance; par M. de Laborde.....                                                                                                                                                                    | 401 |
| Rapport de M. Fr. Michel à M. le ministre de l'instruction publique, sur ses recherches historiques et littéraires dans les Bibliothèques d'Angleterre.....                                                                                                         | 407 |
| Congrès scientifique de Douai, septembre 1835. Programme.                                                                                                                                                                                                           | 231 |
| Sujets de prix proposés par la Société des Antiquaires de la Morinie pour 1836.....                                                                                                                                                                                 | 511 |
| Sujet de prix proposé par l'académie de Clermont en Auvergne.....                                                                                                                                                                                                   | 549 |
| Sujet de prix proposé par l'académie de Caen.....                                                                                                                                                                                                                   | 550 |

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE. <sup>1</sup>

|                                                                                                                                |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Mémoires de la Société royale des Antiquaires de France, t. XI.....                                                            | 161        |
| Mémoires de la Société archéologique de Montpellier, n° 1, 1835.....                                                           | 126        |
| Mémoires de la Société archéologique du midi de la France (Toulouse), t. II, 1 <sup>re</sup> livr.....                         | 127        |
| Archives curieuses de l'histoire de France, depuis Louis XI jusqu'à Louis XVIII; par MM. Cimber et Danjou, t. II, III, IV..... | 128 et 278 |

<sup>1</sup> N. B. Le tableau général de la Bibliographie historique de la France pour 1835, destiné à faire suite à ceux des années 1833 et 1834, publiés par M. Desnoyers dans le tome I du Bulletin, pages 86 à 123 et 307 à 348, sera joint au compte-rendu des travaux de la Société pour 1835.

|                                                                                                                                                                           |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| La Numismatique du moyen âge ; par M. Lelewel. (Prospectus).....                                                                                                          | Page 423 |
| Liste des Manuscrits de la Bibliothèque royale de La Haye, pouvant servir aux travaux de la Société de l'Histoire de France ; par M. de Reiffenberg.....                  | 129      |
| —— Suite.....                                                                                                                                                             | 233      |
| —— Suite.....                                                                                                                                                             | 480      |
| —— Suite.....                                                                                                                                                             | 513      |
| Notice sur la Collection des manuscrits du cardinal de Granvelle, conservée à la bibliothèque de Besançon ; par M. Gachard.....                                           | 464      |
| Notice de quelques Manuscrits des bibliothèques de la Belgique, relatifs à la même époque historique que les Mémoires du cardinal de Granvelle ; par M. de Reiffenberg... | 480      |
| Note sur le Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de Saint-Omer ; par M. Piers.....                                                                                 | 379      |
| Extraits des Catalogues des manuscrits des bibliothèques de Saint-Omer, Arras, Lille, Calais et Boulogne, concernant l'histoire de France ; par M. Piers.....             | 426      |





# BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

---

TOME II.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

# BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

DE

## L'HISTOIRE DE FRANCE.

---

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS HISTORIQUES ORIGINAUX.

---

TOME SECOND. — 1835.



A PARIS,

CHEZ JULES RENOUARD,

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE,

RUE DE TOURNON, N° 6.

---

1836.



# BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

TOME II.

---

## DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS HISTORIQUES ORIGINAUX.

---

### I.

#### LETTRE DE MAZARIN

A LA REINE.<sup>1</sup>

Le 12 may (1651).

LA passion que j'ay pour ce qui vous touche, et le *Confident* (le Roi), et l'*Amy* (Mazarin), m'a obligé de vous envoyer le Mémoire cy-joint. Je suis marry de la peine que vous donnera sa longueur; mais l'affaire est trop important pour m'en empêcher. Pour vous donner plus de facilité à le lire, je l'ay fait copier par un autre moy-mesme. Je vous coniure de le bien considérer, et la lettre aussy, et de vouloir lire le tout

<sup>1</sup> Nous avons publié dans le premier volume, page 253, une première lettre de Mazarin à la reine, datée du 11 mai 1651. Il y annonce pour le lendemain un mémoire important. C'est celui qui accompagne la présente lettre. Dans l'une et l'autre il parle de lui-même comme d'une tierce personne; mais il lui arrivera plus d'une fois de se trahir. (J. R.)



au moins trois fois , quand ce ne seroit qu'en trois iours. Vous le pouvés faire dans vos retraites ; et croyés que cela importe au service de Dieu, du Roy, au vostre, et à celuy du plus passionné pour la moindre de vos volontés.

Prennés garde de cacher ces papiers , en sorte que personne le puisse voir, et faire grand réflexion à ce qu'il contient ; car c'est la pure vérité, laquelle, pour vostre malheur et pour le mien , vous est desguisée de ceox qui vous approchent le plus.

Vous ne me respondés iamais sur aucune chose des celles que je vous escriis ; vous vous remettez au *Correspondant*, qui ne me dit que ce que luy plaist ; et je crois qu'il me prend pour un enfant. Il me mande, entre autres choses , qu'il avoit conseillé la Reyne avec son oncle à maltraitter madame de Cheverose , afin de l'obliger à avoir recours au Cardinal , comme sy on ne connoissoit qu'ils l'ont fait pour servir M. le Prince, et luy donner des marques du service que luy ont promis de luy rendre auprès de la Reyne, particulièrement pour esloigner tout ce que pourroit venir du costé de la Fronde.

Vous estes environée des personnes qui ne songent presque toutes que à leur intérêt : je parle de celles qui sont dans les affayres ; c'est pourquoy vous devés vous donner un peu plus de peyne pour y appliquer.

Je croy que vous pourriés prendre entière confiance aux conseils du Premier Président, qui n'est pas satisfait des princes ni des ministres ; et estant homme d'honneur et résolu, vous dira librement ce qu'il croyra estre de vostre service. Milet y pourroit traiter de vostre part avec luy ou avec Champlatreux ; et je vous réplique que vous pouvez prendre entière confiance en la capacité et fidélité du dit Milet y, lequel ,

comme je vous ay desia dit, me pourroyt mander vos intentions sur beaucoup de choses. Il a escrit à un des miens ces mesmes motz : « Tous se servent de deça du nom du Patron pour faire leurs affaires auprès de la Reyne, et perdre les siennes et celles de S. M. »

Généralement chacun escrit de la mesme façon ; mais cela ne seroit rien sy on n'en voyoit les effectz.

Je vous prie de caresser tout le monde, et particulièrement ceux qui se sont tennus fermes dans leurs devoirs, et dire au *Confident* de le fayre aussy. J'apprend que le comte d'Harcourt se playnt que vous n'en faisés pas de cas.

Vous pourriés dire à Lionne, pour le faire revenir et l'eschoffer à l'esgard du Cardinal, que le iour qu'il reviendra à la cour, vous le fairés secrétaire d'Estat.

Je vous supplie de nouveau de faire plus de cas de ce que j'escris que de tout ce que on vous scauroit dire au contraire, et enfin de ne vouloir pas oublier le plus malheureux de tous les hommes, puisqu'il est esloigné de vous. Il donneroit volontier sa vie après vous avoir entretenu un moment, et croyt qu'il vous rendroit un gran service et au *Confident*.

On mande que Servient et Lyonne travaillent à s'emparer de l'autorité et des affaires, assistés de M. le Prince, avec intention de donner après un morceau de payn au Cardinal. Ils ne le connoissent pas bien.

Vous pourrés descouvrir beaucoup de choses de *Gabriel* (la princesse palatine) et de son *Confident*, si vous le tuchez adroyttement.

Je vous demande pardon des peynes que je vous donne : c'est pour vostre service, et parce que je suis persuadé que vous recevés grand satisfaction quand on s'employe pour celle de vostre *Amy*, qui vous est plus

obligé de la fermeté que vous avez pour luy, sans que rien l'esbranle, que de toutes les graces que vous luy sçauriés jamais despartir. Il y a seulement celle d'Espaigne que vous prie de luy continuer; car ces nouvelles-là sont très ravissantes, pourveu que elles soyent véritables. A Dieu.

---

### MÉMOIRE.

Je suis trop intéressé dans le service de la Reyne et de M. le Cardinal pour ne vous dire librement toutes mes pensées, sachant que vous en profitterés comme serviteur de S. M. et bon amy de S. Éminence.

Je suis bien trompé sy l'y a pas un de ceux qui ont part dans les affayres qui suhète le retour du Cardinal : les uns parce que leur crédit diminueroit; d'autres parce que, ayant manqué au Cardinal, ne voudroint pas le voir en poste de s'en venger; d'autres parce que sont ses enemys de longue main; et d'autres, pour s'estre engagés à M. le Prince à l'empêcher toujours, n'osent pas rien fayre au contrayre, pour appréhension que ont de luy.

Enfin il est certain qu'il n'y a que la Reyne pour luy, et quantité des personnes qui, n'ayant pas part aux affaires, quelque bonne volonté qu'il ayent, ne sont pas en estat de le servir.

Tous ceux qui, cregnant le retour, s'y opposent, le font adroytement, pour ne se rendre pas désagréables à la Reyne, et entretiennent S. M. d'espérances que cela pourra estre bientost par le moien des divisions qui arriveront à la court, qui donneront lieu à S. M. de reprendre l'autorité. Cependant ces gens gaignent le temps que employent à s'affermir dans

l'esprit de la Reyne, à establir d'autres personnes qui ont les mesmes sentiments que eux, et à proeurer des grâces à M. le Prince ou à M. le duc d'Orléans, pour s'assurer de leur appuy; et quoyque ceux qui agissent pour S. A. R. et pour M. le Prince soyent contrayres, et qu'il volussent se détruire, néomoyns, sans concerter ensemble, conviennent en ce point de barrer les uoyes du retour du Cardinal, et par les raysons que j'ay dit sy-dessus, et parce que reconessent que c'est l'intention des susdits princes.

De façon que la bonne volonté de la Reyne se rend inutile par la movaise volonté des ceux qui deveroynt agir en favor du Cardinal, et qui employent le temps à s'affermir et rendre impossible son retour, et, subs prétexte de servir le Cardinal, engagent la Reyne à des choses qui luy sont tout-à-faict préjudiciables, comme il ont fait dans l'accomodement de S. M. avec M. le Prince, dans lequel S. M. a donné les mains à l'exception que M. le Prince a fait du retur de S. Éminence; ou lieu que les avantages que on luy a accordé, et ceux que le Prince tira de l'abbesement de l'autorité de S. A. R., du descréditement du party de la Fronde, et de la routture du mariage, donoïnt lieu de prétendre et engazer M. le Prince au rappel du Cardinal, au moins dans quelque temps.

Il n'y a rien au monde de plus certayn que M. Le Tellier a manqué à M. le Cardinal; et sy, après tout ce que on a escrit à la Reyne, S. M. en doutoyt encore, elle auroyt grand tort, et l'y auroyt moyen de luy fayre voir la chose démonstrativement.

De Servient et Lionne, on ne croit point qu'ils ayent fait une liaison contre le Cardinal, et qu'ils l'ayent traÿ; mays on voit qu'ils ont songé plus à lors intérès que à ceux du Cardinal, quelque flaterie que

ayent faicte à la Reyne là-dessus, pour se mettre bien dans son esprit, et luy imprimer que eoux seuls estoynt les véritables serviteurs du Cardinal, et que agissoint sincèrement et avec affection pour letablissement des ses affayres, ne perdant aucune occasion de battre Le Tellier et obliger la Reyne à le chasser, se servant pour cela de la movayse satisfaction que le Cardinal en avoit, pour en avoir esté trompé.

Cependant, ayant esté les entremetteurs de l'accomodement de M. le Prince, ont songé à s'assurer de son appuy, et s'affermir, par ce moyen, de plus en plus dans les bonnes grâces de la Reyne, à qui font conestre que ne porroit faire un plus grand coup que gagner M. le Prince, quelque cher qu'il aye cousté; et, par eoux et par leurs émissaires, insinuent à la Reyne qu'elle a faict des merveilles; que, sans cela, estoyt perdue; qu'elle avoit faict plus en huit jours que dans les huit ans de la régence, luy donant tous les esloges et loanges imaginables, lesquelles réjalissoint sur lors conseils, quoyque, en effect, ils eussent dit plus vray s'ils eussent ajuté que on avoit faict en huit jours plus pour M. le Prince que en toute la régence; et la Reyne voyra les crieries que l'y aura quand on publiera l'eschange des gouvernements, que c'est le plus grand affaire que peut jamais fayre M. le Prince, par les raysons que la Reyne pourra voir en un autre papier à part, que ou luy envoyera dans trois jours.

Et le plus grand bonheur que le Cardinal peut avoir, a esté que son retour n'aye pas esté stipulé dans un accomodement par lequel on accordoyt à M. le Prince des establissemens au-delà de l'imagination, et tèles que, sy ont lieu, est impossible que, tost ou tard, ne soit ruiné par le Roy, ou que ne se rende plus puissant aux dépenses de S. M.; car le Car-



dinal ayment comme faict le service du Roy, il eust esté au désespoyr de se voyr restably par un moyen qui est sy préjudiciable à l'Estat; et c'est la seule consolation qu'il a eu d'avoyr esté oblié dans l'accomodement.

On ne doute point que M. le Prince ne se soyt engagé au sustien de Servient et Lionne, assistant le premier pour luy fayre avoyr les seaux, et le pussant après à la qualité de premier ministre, et l'autre à la charge de secrétayre d'Estat, pour marque de que il escrit que sy la Reyne luy en faict la grâce, espère que M. le Prince ne s'y opposera pas.

Il ne faut pas que la Reyne croye le Cardinal léger et playntif, parce que, après s'estre déclaré mal satisfait de M. Le Tellier, tesmoigne aussy de n'estre pas content des autres. Il est très fâché d'estre réduit à se playndre avec des raysons évidentes des personnes qui luy ont les derniers obligations, et auxquèles la Reyne a faict l'honneur de donner sa confiance, pour se conformer à la suplication que le Cardinal en avoit faicte à S. M.; mays trayroit la Reyne, et se trayroit soy-mesme, sy dissimuloyt des choses de cest importance, et ne déclaroyt à S. M. la vérité de ce qui se passe, dans un temps que le Cardinal voyt visiblement que luy est desguisée, et que chacun travaille à fayre ses affayres et s'establir aux dépens de l'Estat, de la Reyne et du Cardinal, et que on employe tous les artifices pour persuader S. M. qu'elle faict des miracles quand elle donne les mayns à tout ce que peut servir à eslever la puissance de M. le Prince, et à laisser le Cardinal dans l'exil.

Et ce qui augmente ma douleur, c'est de voyr que M. le Prince ne songera, dans les quatre moys qui restent de minorité, que à s'establir de plus en plus,

ou par luy, ou par ces amis; à que la Reyne aura plus de peyne de résister, estant plus fort qu'il n'estoyt, et ayant tout le conseil pour luy, qui n'oseroyt pas luy refuser de fayre à S. M. les istances qu'il voudra, et les appuier, parce que, ayant à fayre de l'appuy dudit Prince, il se le voudront asseurer toujours de plus en plus; et enfin agiront enver luy comme des esclaves. Et la rayson principale qui oblige le Prince à s'opposer de toutte sa force au retour du Cardinal, c'est que, ayant desseign de s'aggrandir de plus en plus, il est persuadé que le Cardinal s'y opposeroyt toujours, quand il luy deveroyt couster mille vies.

Vous ne soriés croire le tort que a faict à la Reyne le sacrifice du Premier Président, parce que sa promotion à la charge de garde des seaux avoyt esté approuvé généralment. En estant ferme et résolu, et ne reconessant ceste grâce que de la bonté de S. M., l'auroyt servie utilment, et eût tenu teste à tous ceux qui eussent voulu entreprendre sur l'autorité du Roy et de la Reyne; et c'est la rayson véritable par laquelle S. M. a esté consiglié de luy redemander les seaux; car et les princes et les ministres l'apréhendoient; et sy M. le Prince eût voulu bien agir, S. A. R. n'auroyt pas ésité à y donner les mayns, dans l'estat où il estoyt réduit, d'autant plus que M. le Prince estoyt déjà engagé à la Reyne, à laquelle firent croire que S. A. R. et M. le Prince s'en iroynt pour obliger S. M. à retirer les seaux, quoyque pas un d'eux ne l'eût pas faict, et je le sçais asseurément. Et comme chacun a creu, à Paris et partout, que le premier article de l'accomodement de S. M. avec M. le Prince estoyt le rappel du Cardinal (et à un tel puint qu'il a receu des lettres de tout le monde de réjoissance, et diverses personnes luy ont despêché des gentilhommes pour

cest effect), vous vérés ce que on dira quand on voyra le contrayre, et povés penser ce que on diroyt sy on pavoit sçavoir que la Reyne avoit consenty à l'exception du retour du Cardinal dans ledit accomodement.

M. le Prince a grand rayson à ne suhéter le restablissement du Cardinal; car ne pourroyt jamays espérer que conseilla Lors MM. à accorder tout ce que ledit Prince demande tous les jours pour se rendre mestre; et s'y opposeroyt, quand il en devroyt estre ruiné mil foys. Vous le conessés, c'est por que je m'assure que n'aurés pas gran peyne à estre persuadé des ses sentiments sur ce chapitre.

Tous ceoux qui suhètent que le bannissement du Cardinal dure toujours sont au désespoyr que l'absence, aydé par leurs diligenzes et artifices, ne fasse dans l'esprit de la Reyne ce que faict d'ordinayre en celuy de presque tout le monde; et voyant que c'est temps perdu de prétendre que S. M. l'oblie, ou que diminue l'affection qu'il a pour luy, travaillent, à ce qu'on voyt, à troys choses. La première à se mettre, eoux et M. le Prince, en estat que ne soyt pas possible à la Reyne de toucher ceste corde, parce que feroynt voyr aysément à S. M. que seroyt perdue si elle voyloyt rien fayre contre leur intention; et alhors S. M. conesteroyt, mays trop tard, ce que voudroit dire de s'estre mise entre les mayns de M. le Prince et de ceoux qui dépendent entièrement de luy, puisque seroyt réduite de voyr, sans y povoyr remédier, le Roy en movais estat, et le Cardinal perdu sans ressource. La seconde, à fayre perdre peu à peu à S. M. l'estime et la bonne opinion qu'elle a de sa capacité et de son espérience, attribuant à sa movaise conduite divers malheurs qui sont arrivés à l'Estat, et ne luy donnant aucune part des tant des bon succès que on

a obtenu par son ministère. Et comme ils ont les affaires entre les mayns, et qu'ils povent desguiser toutes choses comme bon leur semble, sans que la Reyne s'en puisse apercevoir, ne manqueront pas d'entretenir S. M. des merveilles que font, ne perdant aucune occasion de donner des coups au Cardinal, et cela pendant que tout va mal au-dehors, et que personne ne songe que au cabinet, et non pas pour l'intérêt du Roy, mais pour le sien particulier. Et quoyque le Cardinal soyt, sans vanité, plus abile que eux, sans aucun intérêt, plus zélé pour l'Estat et mieux intentionné, et qu'il n'auroyt pas grand peyne à les confondre, s'il povoyt leur parler à la présence de la Reyne, il arrive que les raysons movaysses des autres font force à S. M., parce que personne les contexte, et que les absents ne povent pas se défendre. Et lorsqu'il expliquent comme bon leur semble à la Reyne les pensées du Cardinal, pour tâcher d'en mètre quelque une en ridicule, disent à S. M. qu'il le faut compâtir, car estant esloigné des affaires, il a peyne à rencontrer, et il s'escarte du bout, comme on a veu en une despêche de Lionne, qui mande au Cardinal que la Reyne l'avoit insy déclaré, sur ce que le Cardinal avoit proposé d'estre employé à la paix; mayz S. M. voyra, par la response que S. Ém. lui a faicte, que la proposition estoit très bien fondée. Il est pourtant très périlleux au Cardinal d'escrire sur les affayres, et ceux qui lisent les despêches leur povent donner le tour que veulent, et rencontrant quelque chose contre leur sens, le destruire par des raysons que auront auperavant préparés; et celuy qui a escrit ne pouvant répliquer, la Reyne faut nécessairement que approuve ce que diront, et croye pout-estre une sottise ce que aura esté escrit avec beaucoup de fondement et



de rayson; et pourroyt mesme arriver, sy les deux personnes estoynt entièrement engazés à M. le Prince, que fissent escrire au Cardinal ce à que ne songe pas, afin de persuader la Reyne en ce que voudroynt par le moyen des despêches du Cardinal. C'est pourque S. M. y doyt prendre garde. L'autre chose à laquelle ils travaillent, c'est à persuader la Reyne que les intérêts du Cardinal et ceux de l'Estat sont très différens, et ne s'accordent en aucune façon, et que la bonne volonté que on a pour luy ne doyt pas obliger à mettre l'Estat en danger pour le servir; et, avec ce prétexte, ils ont beau champ d'éluder tout ce qui pout contribuer au retour du Cardinal, tesmoignant qu'ils suhéteroynt donner de leur sang pour cela; mais que ne povent estre d'avis des certainnes choses qui le pourroyt avanser, mais qui nouiroynt au service des L<sup>rs</sup> MM.; et ayant moyen de forger des inconveniens et des périls comme bon leur semble, et d'accomoder le tout en sorte que l'y aye de l'apparence, est impossible que la Reyne puisse desmêler ces artifices, quelque esclaré qu'elle soyt.

Il est certain que c'est un point délicat que le retour du Cardinal, et que il faut ajuster beaucoup des choses pour l'asseurer; mais cela n'est pas difficile, pourveu que ceux qui ont les affayres entre les mayns y vouillent travailler sincèrement, préférer les intérêts du Cardinal aux l<sup>rs</sup> propres, et profiter des ouvertures que l'y a pour cela, particulièrement dans l'estat présent des affayres. Mays tant s'en faut que l'intérêt de l'Estat et du Cardinal soyent contrayres, qu'ils sont extrêmement unis; et l'Estat et L<sup>rs</sup> MM. suffrent et suffriront encor davantage sy le Cardinal est sacrifié aux arrest du parlement et à la passion de ses ennemis, qui le sont de l'autorité royale; et sy on



pout establir cest exemple que un cardinal, premier ministre, qui a bien et fidèlement servy, malgré le Roy soyt puny et chassé ignominieusement, il n'est pas possible d'espérer que le Roy fasse ce qui sera de son service en des choses de meyndre importance, et il faut que se résolve à donner les mayns à tout ce que on voudra de luy, et à laysser establir dans l'esprit des tous les roys et princes de la chrétienté, que l'y a une puissance en France supérieur à celle des roys. Tout le monde en parle déjà de la sorte, et la reyne de Suède n'a pas hésité à dire que la cause du Cardinal, c'est la cause des roys, et que la Reyne devroyt fayre ses derniers efforts pour y remédier, dans le temps de sa régence, que a l'autorité, comme vous pourrés voyr dans la copie de la lettre que l'ambassadeur Chanut escrit au Cardinal.

De façon que ceux qui auroint véritablement passion pour l'Estat et pour la réputation de la Reyne, quand mesme ayroient le Cardinal, deveroynt apliquer tout lour esprit pour disposer ducement les choses à réparer le plus grand attentat qui aye esté jamais faict à l'autorité royale.

L'assiète de la court présentement est tèle que, sy veulent bien agir, le rapel du Cardinal pout aysément réussir, comme je feray voir cy-après.

Pour les fayre bien agir, il faut que la Reyne, premièrement, tesmoigne d'avoir plus d'estime et meilleur opinion du Cardinal qu'elle n'a jamais eue, et de croire que s'il estoyt auprès d'elle, les affayres seroynt en autre estat; qu'elle n'aura jamais de satisfaction que cela ne soyt, son honeur et l'intérêt du Roy et du royaume requérant absolument cela; qu'elle en est sy persuadé, que n'y a party que S. M. ne prenne pour en venir à bout, et que comme S. M. voit fort bien

que on ne le peut espérer sans que les princes y donnent les mayns, S. M. donnera des marques considérables de son affection à ceux qui s'employeront auprès desdits princes pour les disposer à consentir audit rappel; concluant à la fin précisément qu'elle ne peut estre persuadé que l'intérêt du Cardinal soyt incompatible avec celuy de l'Estat, mays, au contrayre, que celuy-cy souffre tant que le Cardinal sera esloigné et maltraytté. Et S. M. pourroit prendre occasion de parler de la sorte, quand on luy lira ce que Chanut escrit avoir esté dit par la reyne de Suède.

Ces discours, la Reyne ne les doyt faire que à Servient et Lionne, à Le Tellier et Chavigni, tesmoignant aux deux premiers que S. M. sçait de ne leur pouvoir faire un plus grand plaisir, estant comme ils sont attachés au Cardinal, que les faire conestre la passion qu'elle a pour son pront retour; car il faut absolument que la Reyne tesmoigne à ces deux-là et à M. Le Tellier d'estre persuadé qu'il suhètent mon restablisement, dissimulant, comme le Cardinal fayt, toutes les choses qu'il font au contrayre; mais les pressant continuellement d'agir, et de luy rapporter ce que avanceront sur cest affayre, que S. M. désire au dernier puint, et auquel, par les obligations que ont au Cardinal, se doivent appliquer de toute la force de leur esprit.

Il faut poser en fait que Le Tellier, et parce que M. le Prince le veut perdre, et parce que il est enemy de Lionne et Servient, se jettera entièrement du costé de M. le duc d'Orléans, et celuy-cy le recevra et le protégera, n'estant pas satisfait de M. le Prince, ny de Servient et Lionne, que croit ses partiaux et adhérents; et il faut poser aussy que Servient et Lionne s'attacheront toujours de plus en plus à M. le Prince;

car outre l'avoyr accomodé avec la Reyne, et l'avoyr engazé à les sustenir et ayder à l'avanzement de leur fortune, sont obligés à se tenir fermes et attachés comme des chens audit Prince, pour estre garantis de la persécution de S. A. R. et du party de la Fronde.

Tous ces gens-là, comme j'ay dit, par les raysons allégués et par leur conduite, ne voudroynt pas le retour du Cardinal; au contrayre, y fayre naistre des obstacles, sauvant toujours les apparences pour leur honneur; mays crignant l'un de l'autre que la Reyne n'embrasse le party qui luy offrira de travailler audit retour, chacun voudroyt que, devant arriver, le Cardinal luy deut son restablisement.

J'oublie de dire que, quoyque on ne puisse pas avoir conessence isy de l'estat de la court en destail, néomoyns l'y a certaynes choses que on juge sy bien de louign, que on ne se peut pas tromper, comme, par exemple, la deffiance de S. A. R. contre M. le Prince; la crinte de celui-cy que la Reyne, povant fayre retourner le Cardinal par le moyen de S. A. R. et de madame de Cheverose et du Coadjuteur, ne se lie avec Saditte A.; l'intérêt qu'il a le duc d'Orléans de se remettre bien auprès de la Reyne par ce moyen, afin de s'opposer à la trop grande élévation de M. le Prince, et se vanger (excité à cela par lesdittes personnes) du tour que le Prince luy a joué; et enfin, nonobstant que Lionne mande positivement que S. A. R. a abandonné le Coadjuteur et madame de Cheverose, on croit isy avec grand fondement que n'est q'une grimace; que eux-mesme luy ont conseillé d'en user de la sorte pour endormir le monde, et tâcher de se racrocher auprès de la Reyne. Mays je metteroie ma vie que S. A. R. ne se conduit que par l'avis des susdittes personnes et de M. de Chatteaneuf, et que,

par leur conseil, le duc d'Orléans s'opposera à l'exécution de tous les avantages qui ont esté promis à M. le Prince, en quoy aura grand monde de son costé, le Prince n'estant pas aymé, et chacun souffrant avec peyne son élévation et puissance estraordinayre, sans que l'y aye jamays de fin.

Je retourne à présent aux moyens d'avancer le retour du Cardinal. Ayant dit cy-dessus que l'assiete présente de la court est très favorable pour cela, et que la Reyne, parlant aux personnes nommés, come j'ay marqué, lour imprimant que S. M. ne peut avoir jamays d'autres pensées, l'y a apparence que pourront agir à l'avenir d'un autre façon, d'autant plus que les raysons susdittes le convieront encor à le fayre.

En que la Reyne doyt seulement prendre garde que sy Servient, Lionne et Chavigni, et tous ceoux qui sont attachés à M. le Prince, voyent que M. Le Tellier et ceoux qui sont attachés à l'autre party puissent venir à bout de réunir S. M. avec S. A R., et raccomoder madame de Cheverose et le Coadjuteur, quand mesme verroynt que, par ce moyen, le Cardinal sera restably, metteront tout en confusion, plus-tost que laisser fayre cest accomodement, qui causeroit leur ruine; et les autres en feroynt de mesme s'il voyent la Reyne preste à fayre une plus estroytte liaison avec M. le Prince, pour fayre retourner le Cardinal. Et comme Servient et Lionne ont conessence de tout ce qui se passe et des toutes les propositions que on pout fayre à la Reyne, de quelque endroyt que ce soyt, n'oblieront rien pour barrer toutes celles qui iront à raccomoder le party de la Fronde avec la Reyne, quelque avantage que le Cardinal en peut retirer; et pour oster les gélosies de ces négociations à M. le Prince, conseilleront la Reyne de ne



rien escouter de l'autre party, et de maltraytter ceux qu'ils en sont; ce que feront pour la crinte que auront de M. le Prince, qui les pourroyt subsoner d'y avoyr part, et pour ne voyr pas M. Le Tellier relevé par la réunion de S. A. R. avec la Reyne, et surtout, comme j'ay déjà dit, parce que S. A. R. prévalant avec madame de Cheverose et le Coadjuteur, lesdits Servient et Lionne crinderoynnt avec rayson d'estre perdus.

Après ceste digression, qui estoit nécessaire, je retourne à l'assiette de la court, qui me semble favorable.

Premièrement, quelque chose qu'on puisse dire à la Reyne au contraire, les esprits n'y sont pas si aigris contre le Cardinal, comme ils estoynnt par les diligences innumerables que ses enemys avoynt faict pour cela; outre que d'ordinayre, parmy toutes les nations, et particulièrement la françoise, la ayne et la persécution cèdent à la compassion; et il est impossible que les violences que luy ont esté faites contre toute sorte de justice, les movays traytements que Lors MM. ont receus, ensuite le peu de repos que l'y a eu après le départ du Cardinal, le peu d'acheminement à la paix, la continuation des bruilleries de ceux qui avoynt poussé le Cardinal, la movayse conduite de M. le Prince après sa sortie de prison et son restablisement en tout ce qu'il avoit aupervant, et le paiement de tout ce que ly estoit deu, est impossible, di-je, que toutes ces choses-là ne fassent regretter aux personnes bien intentionnés son esloignement.

En outre, le retour des commissaires destinés à informer contre le Cardinal, n'y ayant pas apparence qu'ils ayent peu trouver la meyndre chose contre luy touchant les crimes sur lesquelles avoynt ordre de



prendre information, donnera lieu de povoyr parler de ces affayres, et de ly rendre justice; en que la Reyne aura droit de déclarer son intention, avec apparence que S. M. ayant à présent du crédit dans la compagnie, laquelle n'est pas contente de M. le Prince, fort mal satisfaicte du Coadjuteur, s'il n'y a aucun des princes qui sollicite au contrayre, se pourroyt porter à réparer le tort que le Cardinal a receu.

Le Premier Président, et par la bonne volonté que a pour le Cardinal, et par la conessence de l'injustice que on luy a faict, et par la movayse satisfaction qu'il a de S. A. R., de M. le Prince et des ministres, à cause de ce que luy est arrivé, et par l'attachement qu'il a toujours, luy et son fis, à la Reyne; et enfin, pour mettre ces affayres en meilleur estat, se portera volontier à contribuer tout ce que pourra dépendre de luy pour le rappel du Cardinal en France, mays non pas dans les affayres; et je croys qu'il pourra mesme donner conseil à la Reyne des biès (biais) qu'elle devera prendre pour avanser cest affayre. Et la Reyne se pourroyt servir secrètement, enver le Premier Président ou Champlatreau, de Milet, en quy peut prendre toutte confiance, et luy raccomandant le secret, le gardera religieusement; et il a l'esprit qu'il faut pour se bien démêler et porter avec adresse les affayres que on luy mettera entre les mayns. Sy S. M. veut aussy fayre escrire au Cardinal quelque chose en chiffre, que persone en aye conessence, en peut donner la commission audit Milet.

Le parti de madame de Longueville, dont l'âme est la princesse palatine, voulant bien agir, rangera M. le Prince à tout ce que luy voudront persuader; et à cause de ce que vous sçavez, il y a apparence que

laditte princesse travaillera sincèrement et de toute sa force pour engager ledit party en favor du Cardinal, afin de gagner par ce moyen la Reyne, s'asseurer de sa bienveillance et protétion, et empêcher S. M. d'escuter rien de la part de madame de Cheverose et du parti de la Fronde, et, par conséquence, du duc d'Orléans, que l'autre party appréhend au dernier puint, le croyant irréconciliable après les choses qui se sont passés.

M. le Prince, de soy-mesme, pour les raysons sudittes, se doutant que l'autre party pourroyt estre embrassé de la Reyne, sy S. M. le reconoit en povoyr et en volonté de restablir l'autorité royale par la réparation de l'honneur du Cardinal, et que celuy de M. le Prince veut s'y opposer tousjours, pourra songer, pour se deslibrer de ces subsons, et s'asseurer entièrement des bonnes grâces de la Reyne, à proposer une plus estroytte liayson avec S. M., la satisfaisant sur le puint du Cardinal, parce que il considérera que ses affayres ne seroynt pas en trop bon estat s'il se mettoyt Lors MM. sur les bras, assistés de S. A. R., du parti de la Fronde, de la plus grande partie du Parlement, du duc de Lorayne, qui asseurément fayra ce que madame de Cheverose luy dira, et des tous les princes de ceste mayson, et de quantité d'autres princes et gens de condition qui, soyt pour l'attachement qu'il ont à leur devoyr, soyt pour la ayne qu'ils ont contre M. le Prince, ne manqueront pas de servir Lors MM. avec fidélité et chaleur.

Pour le parti de madame de Cheverose, le Coadjuteur et les autres, qui ont à la teste S. A. R., je ne dis rien, parce que vous aurez sceu les offres que ont faict au Cardinal, et la passion qu'ils ont de s'attacher à la Reyne, pour se garantir de M. le Prince, qu'ils

croient leur mortel enemy, et pour s'en vanger mesme s'ils pourroynt.

Hors (or), comme tous travaillent à adquerir les bonnes grâces de la Reyne, S. M., estant bien servie, peut avec facilité relever son autorité dans ces divisions et les subsons que ont les uns des autres, avancer le service du Roy et fayre cesser le bannissement du Cardinal, et conduire par divers resorts tous ces esprits, quelque contrayres que soyent, à donner les mayns à la mesme chose.

Vous verrés ce que on escrit au *Correspondent* sur cela, en dacte du 12 du corrent, qui est fort estendu; et il est nécessaire que vous l'entendies lire au moyns deux foyes, car assurément l'y a quelque chose de bon; et vous verrés que on dissimule bien, et on n'oblie rien pour eschoffer certaynes personnes à bien fayre.

En un mot, sy M. le Prince pousse son élévation, et ne veut pas revenir pour ce qui est d'estre amy du Cardinal et consentir à son rappel, en ce cas, il faut absolument prendre les mesures avec les autres; car il ne faut pas douter que la seule rayson que fayct agir le Prince de la sorte, c'est pour estre persuadé qu'il se pourra rendre le mestre, et que la Reyne n'oseroyt luy refuser rien tant qu'il n'y aura auprès d'elle d'autres personnes que celles qui, par crinte et par lors intérêts, luy sont assurés.

Et pour ce qui est de madame de Cheverose, la Reyne la doyt obliger à luy donner une véritable marque de sa sincérité et affection, et de celle du Coadjuteur et des autres, en faisant cesser l'exil du Cardinal; et après cela, S. M. luy peut promettre la jouissance de ses bonnes grâces, et aux autres amys qu'elle a.

Et il ne faut pas que S. M. aye aucun escrupul de se raccomoder avec des gens que luy ont faict du mal, et qu'elle a juste sujet d'ayr et de perdre; car les princes les plus sages ils en ont usé mille foyes de la sorte quand le bien de leur service l'a insy volu; puisque la reigle de leur conduite ne doyt jamays estre la pasion de la ayne ou de l'amour, mays l'intérêt et l'avantage de l'Estat, et le sustien de leur autorité.

Pour conduire les choses qui, estant du service du Roy, sont aussy à l'avantage du Cardinal, la Reyne doyt se servir des personnes qui sont dans les affayres qu'elle sçayt certainement estre bien intentionés pour le Cardinal. Je sçays qu'il n'y en a puint; mays il se pourroyt fayre que M. Le Tellier, par la ayne qu'il a contre M. le Prince et ses partisans, revînt à son devoyr et serve bien le Cardinal. C'est à la Reyne de reconestre ce que en est.

M. de Seneterre est capable de donner des bons conseils à la Reyne, S. M. luy déclarant en confidence son intention de ne voloyr pas que le bannissement du Cardinal dure davantage, estant asseuré que sy va jusques à la tenue des Estas, l'affayre sera sans ressource; et sy S. M. défend audit Seneterre de ne communiquer à personne le conseil que luy aura donné, n'y manquera puint.

Rovigni a bon esprit, il est prudent et fort amy du Cardinal; la Reyne s'en pourroyt servir aussy; mays il faut prendre garde qu'il est fort attaché à M. de Buillon, et par conséquent affectionné à M. le Prince, par le moyen duquel vouldroyt que le Cardinal revînt. Navailles est homme d'honneur, et ne manquera pas, ny M. de Mercoure.

La Reyne doyt prendre bien garde à madame d'Esguillon, car elle est très fine, artificieuse et intéressée,

n'ayme pas le Cardinal et ne subète pas son retour; cela est certain, et, pour cela, fayra jouer mil resorts par le moyen de M. Vincent<sup>1</sup>, qu'elle gouverne, et du costé de S. A. R., laditte dame estant lié avec madame de Seaugon et le payre Léon; elle est aussy la meilleure amie que M. Le Tellier aye. S. M. ne se doyt pas ovrir à elle, et croyre que si parle à l'avantage du Cardinal, le fayra pour luy playre, mays ne manquera pas de luy donner des coups adroyttement. Enfin, on la conoit, et après ce que on sçait et on a veu, que seroyt trop long de mander présentement, on seroyt fol de la croyre bien intentionné pour le Cardinal.

Paleau l'ayné a manqué tout nett au Cardinal, ayant pris les derniers engazements avec M. le Prince; c'est pour que sy la Reyne peut empêcher qu'il n'aye le gouvernement de Poitou, fayra un bon coup; car je vous laysse penser ce que cela veut dire, sy on donne à M. le Prince le gouvernement de Guienne; et s'yl est vray que on aye remys sur le tapis le mariage de madame de Chatillon avec Doignon, jamais aucun roy aura esté sy puissant dans ses quartiers-là que M. le Prince le sera.

Le surintendant ne vaut rien ny pour l'Estat, ny pour la Reyne, ny pour ses serviteurs; il convertit tout en sa propre substance, et, pour se maintenir, faict aveuglément tout ce que S. A. R. et M. le Prince volent pour eux et pour leurs serviteurs, au mesme temps que mesprise les ordres de la Reyne, laquelle, pour sauver de la perte entière les affayres du Cardinal, se doyt mettre en colère contre le surintendant, et luy dire que, sans autre réplique, S. M. veut que

(1) Probablement Vincent de Paul, nommé par la reine chef du conseil de conscience. (J. R.)



ly donne ordre, ce que S. M. pout fayre sans aucun risque, veu que les princes en sont convenus.

Le maréchal de Gramont est entièrement à M. le Prince, et lié avec Servient, Lionne et Chavigni, et c'est un homme amy des ceoux ou que crint d'avantage, ou que croyt plus capables de luy fayre du bien; et ne parlera pour le Cardinal, auquel a tant d'obligation, comme vous sçavés, que lorsque voyra que ses affaires se disposent au bien, insy qu'il a fayt à l'esgard de M. le Prince, avec lequel estoyt lyé d'une dernière amitié.

S. M. se doyt souvenir que ly est deu ou une somme d'argent au moyns de douce cent mil livres, ou des charges et des gouvernements, en eschange de l'ammirauté, et ne doyt pas négliger de prendre ceste récompense, qui est sy juste, et s'en déclarer, afin que arrivant quelque vacanze, personne y trouve à redire.

Le gouvernement d'Overgnie est au Cardinal, et S. M. ne doyt permettre par aucune rayson que on luy oste. M. Servient, Lionne et Le Tellier sçavent fort bien comme cest affayre se (s'est) passé.

Le plus grand bonheur que puisse arriver à l'Estat, au Roy et à la Reyne, seroyt sy se rencontrassent des tel obstacles que l'eschange des gouvernements promys par la Reyne n'eût pas lieu; et il n'y a rien que S. M. ne doyve fayre pour cela; car ce sera une playe qui saignera long-temps, et qui, peut-estre, sera fatale au Roy. Et pleut à Dieu que je soys un movays profète!

[En un billet à part ce que s'ensuit, etc.]

---

## II.

## LETTRE DE MAZARIN

A LA PRINCESSE PALATINE.<sup>1</sup>

Le 30 juin 1651.

IL me feut impossible de me satisfaire par la lettre que je vous escrivois par l'ordinaire de Flandres ; c'est pourquoi je suppléray par celui de *Sedan* (Mazarin). Je ne doute point que *Gabriel* (la princesse Palatine) ne se soit servy des toutes les plus fortes raysons pour disposer *l'Incertain* (le prince de Condé) aux choses que *l'Ange* (la princesse Palatine) souhaytoit de luy, sachant fort bien qu'il n'y a rien à adjuter à son esprit, à son affection et à la connoissance parfaite qu'il a des humeurs et des intérêts des personnes à qui il a à faire. Mais je croy qu'il peut faire un bon effect, pour empescher les batteries contraires de faire brèche, de dire *all'Incer-*

(1) Le contenu de cette lettre nous fait présumer qu'elle fut adressée à Anne de Gonzague, princesse palatine, sœur de la reine de Pologne. On sait que cette princesse prit une part fort active à toutes les intrigues politiques de son temps, et principalement à celles qui eurent pour but le rappel de Mazarin et son accommodement avec ses principaux ennemis. Nous publions la lettre que nous supposons lui avoir été écrite par le cardinal d'après une copie, sans suscription, faite sous les yeux de ce dernier et souvent corrigée de sa main. Elle eût été inintelligible pour nous, comme pour le lecteur, si nous n'avions eu le bonheur de trouver dans le recueil de Mémoires et Lettres d'où nous l'avons extraite une traduction du chiffre de la cour à cette époque, écrite de la main de Mazarin. Nous avons fait suivre chaque nom ou chiffre de l'explication que cette traduction nous a fournie, sans nous astreindre cependant à la répéter chaque fois que le nom se représentoit. Il en est un petit nombre dont nous n'avons pas pu donner l'interprétation que ne nous fournissoit point la note de Mazarin. (J. R.)

*tain* (Condé) que ceux qui lui parlent contre *la Mer* (Mazarin), subs prétexte de son bien et de son avantage, c'est assurément pour le leur, et pour satisfaire à la passion et à la mauvaise volonté qu'ils ont contre *le Ciel* (Mazarin), que ont désobligé, et craygnent que, s'il devenoit seren, ilz auroient à souffrir, eoux qui n'ont rien oublié pour le troubler; et ilz connoissent fort bien que *le Ciel* (Mazarin), uny avec *le Vaillant* (Condé) d'une telle amitié que tous les deux s'en tinsent assurés, ny *le Misérable* (Chavigny), ny  $\ominus$  (Servien), ny *le Brave* (Arnaud) seroient trop nécessaires, ny mesme *le Postillon* (le président de Maisons), *la Momie* (Servien), *le Vieux* (de Lyonne) et *le Véritable* (Longueil), et se tiendroient très heureux de vivre en repos; au lieu que à présent, par leurs intrigues, embarassent tout le monde, et empeschent l'establissement d'une bonne amitié entre 33 (Condé), et 37 (la reine) et *Conorit* (Mazarin). Enfin, *Conorit* (Mazarin) me mande positivement que 89 (Condé) peut estre, s'il le veut, le plus heureux des hommes (car uny avec 37 (la reine), n'aura rien à appréhender de ses ennemys), et estre assuré en tous temps de l'amitié de *la Barque* (le roi), et, en conséquence, des moyens d'estre considérable et en estat de faire pour *l'Incertain* (Condé) et pour ses amys, et *la Vigne* (Bartet) sçait désia qu'on ne refusera pour cela les seuretés que *Gabriel* (la princesse Palatine) estimera pouvoir le plus satisfaire l'esprit de *l'Incertain* (Condé). *Le Rocher* (La Rochefoucauld), *Vienne* (madame de Longueville) et 10, avec *la Fortune*, ont un tel intérêt en cette union, qu'on ne doibt pas doubter qu'ilz ne s'employent de toute leur force pour l'establir.

A ce que 6 (Bartet) m'escrivit, *Antelme* (Siron)

devoit estre auprès de *la Mer* (Mazarin) il y a longtemps; et n'ayant pas paru, il faut que *la Confusion* (le parlement de Paris) luy en ayt osté les moyens.

A moins que *le Cher* (Bartet) m'eust parlé si positivement comme il l'a fait de la conduite de 34 (de Lyonne), il m'eust esté impossible de le croire capable d'infidélité au point de me tendre luy-mesme des pièges pour me perdre, et se servir des moyens que je luy met entre les mains pour mon avantage à ma destruction. Je vous jure que je perd le jugement là-dessus, car quel moyen de vivre plus dans ce monde et se fier aux hommes, sy 34 (de Lyonne) manque, obligé par tant de raisons au contraire. Vous sçavez les sentiments que j'avois pour ses intérêts et satisfaction, nonobstant le peu de chaleur qu'il avoit tesmoigné pour la mienne; mais ce coup du *Postillon* (le président de Maisons) et du *Véritable* (Longueil) m'estourdit, et non pas moyns l'union avec *le Polonois* (Chavigny), contre lequel *l'Asseuré* (Chavigny) s'estoit déclaré sy animé; et ce qui m'accable entièrement en cette affaire, c'est de voir que 58 (le président de Maisons) et 32 (Servien) perdent *la Barque* (le roi) et *Zabaot* (la reine), rendent inutiles tous les remèdes qu'on propose pour les sauver. Au nom de Dieu, que 47 (la princesse Palatine) et 6 (Bartet) se donnent la peine d'examiner de nouveau s'il est bien certain, ce qu'ilz affirment de 34 (de Lyonne), et ne vous estonnez pas si je vous coniure de faire vos diligences là-dessus; car, comme cette trahison, par ces circonstances, est sans exemple, il me fait horreur de conclure définitivement là-dessus. Quoy! un domestique de tant d'années, obligé de bien, d'honneur, de confiance et de tout; envoyé à Paris pour servir auprès du mestre avec le secret à

l'exclusion de tous les autres; établi dans le crédit par tous les expédients qu'il a proposé et par les derniers effortz de son bienfacteur, employer les armes qu'on lui a donné pour avancer les intérêts de son mestre, pour le combattre et le perdre! sont des choses incompréhensibles, et vous me devez excuser si j'ay répugnance à le croire, lorsque vous le voyés, et j'en ressent les effects.

Peut-estre qu'il sera revenu et qu'il vous aura fait connoistre que le chemin contraire qu'il a pris a esté par adresse, afin de mieux parvenir au bout de servir et faire réussir les choses qu'on souhaittoit de luy. Le premier ordinaire en apportera des éclaircissements plus grands; car il faut que la cloche ayt esté fondue d'une façon ou d'autre. En tout cas, je vous prie de dire à *la Vigne* (Bartet) et à *Gabriel* (la princesse Palatine) qu'ilz doivent croire comme un article de foy que 82 (la reine) ne perdonnera jamais le manquement de 34 (de Lyonne), non seulement parce que la justice le veut ainsy, quand mesme il auroit esté commis contre un Turc, mais parce que ne se présentera occasion dans laquelle 82 (la reine) puisse donner des marques de son amitié à *la Mer* (Mazarin) qu'il ne le facet. Je vois que 82 (la reine), sachant ce que je sçay, a eu peine à croyre des actions sy noires; mais, touchant la chose au doigt, vous devés estre assuré que 34 (de Lyonne) n'aura plus fier ennemy que luy, et *la Vigne* (Bartet) et *Gabriel* (la princesse palatine) ne luy soroient rien proposer pour s'en venger et remédier au mal que 34 (de Lyonne) a fait à *la Mer*. (Mazarin) que 82 (la reine) ne s'en servît du meilleur de son cœur. Vous tomberez d'accord avec moy que *l'Ange* (la princesse palatine) et 6 (Bartet) ont grand intérêt, la chose estant comme *la Vigne*



(Bartet) et *Gabriel* (la princesse palatine) ont assuré, à discréditer *le Vieux* (de Lyonne), et obliger *Séraphin* (la reine) à n'estre plus de ses amys; car, après ce qui avoit esté fait contre *le Ciel* (Mazarin), *l'Ange* (la princesse palatine) et 6 (Bartet) ne seroyent pas espargnés, et s'employant utilement pour l'avantage du *Ciel* (Mazarin), en retireront deux biens grands : celui de plaire à *Séraphin* (la reine) et de mettre *le Ciel* (Mazarin) en estat que son influence leur soyent utiles.

J'ay esté un peu surpris de voyre en vostre lettre l'opinion que vous et 47 (la princesse palatine) avez de 58 (le président de Maisons), et que nonobstant cela, a eu connoissance du plus secret que luy aura peu servir à détruire avec facilité ce que vous bastissiez. *Le Vieux* (de Lyonne) m'a escrit la visite du *Fidèle* (Le Tellier) à *Gabriel* (la princesse palatine), et la négociation du *Brutal* (madame de Rhodes). J'avoue que je n'ay pas entendu cette politique; mais puisque cela s'est fait, je captive mon entendement, et je suis persuadé que *Gabriel* n'en auroit pas usé ainsy que par des fortes raysons. *La Mer* (Mazarin) a sçeu de *l'Assuré* (de Lyonne) que 47 (la princesse palatine) luy avoit dit que *Courtin*, intime de *Perpignan* (Châteauneuf), l'avoit assuré qu'on estoit résolu de perdre 36 et 26 (Mazarin). *Antelme* (Siron) m'a escrit d'une façon qui monstre bien qu'il n'ignore rien de la croyance que 6 (Bartet) a de 34 (de Lyonne), et comme a sçeu la chose du commencement, et qu'il n'a pas le don de se taire, il ne faut pas doubter qu'il n'en ayt entretenu beaucoup des personnes, et particulièrement celles auxquelles il aura creu de dire une nouvelle agréable pour n'estre pas amys de 34 (de Lyonne); et, ensuite, que celui-cy n'en ayt esté in-

formé. Je vous puis jurer que jamais ie me suis plus réiouy de chose que de la nouvelle que *Antelme* (Siron) me porta ; mais me fut grand peine de la recevoir par luy, ayant autant de passion et de zèle qu'il a peu des autres qualités requises pour conduire un affaire important, et dont le secret est principalement nécessaire. Vous sçavez ce que je vous ay dit là-dessus.

Vous volés bien que je vous die que vous vous trompés quand vous croyés que le voyage de *la Vigne* (Bartet) a faict de très bons effects, à cause des soubçons et mesfiances que a causés parmis tous ; car cette rayson est cause qu'on a veu sur le tapis tant des projets de réunion et le remuement de la *Confusion*, où chascun enchérira contre *la Mer* (Mazarin) pour guérir tout ce qu'on pourroit avoir creu de leurs négociations avec *la Mer* (Mazarin), laquelle pourtant a esté ravvyé, par des plus forts motifs, dudit voyage. Celuy de 15 (le maréchal de La Vieuville) feroit un bon effect sy 58 n'estoit informé de la chose, et donneroit l'eschange au *Postillon* (le président de Maisons) et le *Misérable* (Chavigny) ; mais 58 estant uny avec eux, ils sçauront tout comme 58 le sçait, et donneront bon ordre à leur faict. Cependant, je vous prie d'asseurer 15 que *Séraphin* tiendra punctuellement ce qu'il a promis et qu'il sera content, et que *Conorit* sera tousiours uny avec luy et les frères ; et il sera bon que *la Vigne* (Bartet) receu des nouvelles assurances de *Séraphin* en cest affaire, lequel, peut-estre, sera achevé devant que vous ayez cette lettre. 37 (la reine) a escrit à *l'Amy* (Mazarin) que vous avez isy pour la descharge de *l'Asseuré* (de Lyonne), lequel avoit prié 37 d'en user ainsy. Le remors de la conscience parroit, et ces diligences ne servent qu'à faire voyre plus clair dans un affaire ; et je vous respond que *Zabaot*

(la reine) voyt fort bien tout, quoyqu'il excuset 36. On m'assure des divers endroits que ma mauvaise costellation sera passée dans la fin du mois prochain, et que je seray vengé de mes ennemys sen que je m'en mette en peine. Je ne croi pas à ces choses-là; mais il faudra voir ce qu'en arrivera. Je voudrois bien avoir un peu de repos et mon honneur à couvert, afin de ne songer qu'à satisfaire à mon devoir envers la personne à qui je doibs tout; et pour mes ennemys, je souhaite de tout mon cœur qu'ilz soyent heureux, pourveu qu'il ne soit à mes despences.

Sy je puis avoir une retraite, et qu'il n'y ayt pas moyen de disposer le Parlement à donner quelque déclaration pour faire parroistre mon innocence, je crois que je me pourrois contenter en eschange de l'honneur de voir Leurs MM. hors de Paris, ainsy que vous sçavez qui a esté proposé par le confident du *Brutal*; et on peut en ce cas promettre que je me retireray, très ou quattres iours après, au lieu duquel on auroit convenu, et la reyne mesme et tous mes amys se pourroient engager que j'exécuterois punctuellement cette promesse sans y manquer d'un seul moment. Après cela, je vous jure que je me tiendray très heureux sy on faisoit le sacre du roy. Ce seroit une bonne occasion pour faire à Reims la révérence à Leurs MM. et me retirer après. Quoy qu'il puisse arriver, je vous prie de dire à 47 que je seray constamment son serviteur et son amy jusqu'à la mort.

Je vous réplique que s'il y a quelque chose à faire avec 37 (la reine) pour le soulagement du *Ciel* (Mazarin), *Gabriel* (la princesse palatine) luy en parlant, ly donnera les mains avec plaisir, ou je suis le plus trompé homme du monde; mais je respond que je ne le suis pas. Il faut un peu compâtir *Zabaot* (la reine)

de ce que un chacun l'accable et le veut surprendre; et à tout moment on lui faict craindre la perte de *la Barque* (le roi), et ceux qui ont plus meschante intention se préparent mieux pour paroistre les plus zélés pour le bien de *Zabaot*, du *Patron* (le roi) et du *Ciel* (Mazarin), et on colore sy bien les choses que, nonobstant les lumières et l'esprit que a *Zabaot*, est impossible qu'il ne soit d'abord surpris; et en doubte des résolutions qu'il doit prendre; d'autant plus que ceux à qui il a à faire sont bien concertés à luy porter leurs coups et ne manquent pas d'esprit pour cela. Je crois donc qu'il n'y aura rien de difficile que *Zabaot* ne facet, quand *Gabriel* prendra la peine de luy dire que sans cela *la Mer* (Mazarin) ne sera jamais calme. Je metteray mille fois ma vie pour soustenir cette vérité. Vous sçavez en quels termes je vous en ay parlé; mais si le malheur du ciel estoit à ce point que *Zabaot* feust autre envers luy qu'il croit et que la fin de *Conorit* (Mazarin) feust venue, je vous demande seulement la grâce de luy despescher *la Vigne* (Bartet) pour luy en apporter la nouvelle, afin qu'il puisse rapporter après ce qu'il aura veu. Je conclus pourtant que plus tôt tout changera que cela soit.

Celuy qui vous entretint dans un bois (Mazarin) me mande qu'il est asseuré comme de devoir mourir un iour, que sy vostre amy, j'entends 37 (la reine), ne sort de Paris, luy arrivera du malheur, et *la Barque* (le roi) ne se sauvera pas, et qu'il vous le diroit pour descharger son cœur. Là-dessus, je suis entièrement de son advis, et ceux qui sont du contraire, c'est pour leurs intérêts particulièrement; car cela est plus visible que le jour. Je prie Dieu que 37 ne le reconnoisset tard et sans y pouvoir remédier, et je vous



respond que celui qui m'a escrit là-dessus n'a aucun intérêt dans l'affaire, que le bien et le repos de 37. *Le Brutal* (madame de Rodés) pourroit utilement agir avec *Perpignan* (Châteauneuf), auquel faudroit faire trouver son compte, afin de disposer *la Force* (le duc d'Orléans) à estre de la partie, comme il a désia proposé, mais lorsque tout le monde seroit plus contraire, je croirais encor la chose plus nécessaire. *L'Incertain* (Condé) y a grand intérêt, s'il continue dans les bons sentiments de lier une sincère et estroicte amitié avec *Séraphin* (la reine).

J'ay esté prié de vous escrire afin que *l'Ange* (la princesse palatine) et 6 (Bartet) appuyent un affaire de très grand considération que nostre *Amy* (Mazarin) a escrit à 82 (la reine), lequel leur en parlera. Ce seroit un grand coup, et j'estime très aysé de le faire réussir. Il faudroit que *l'Ange* y fit consentir 89 (Condé), luy proposant la chose comme une pensée qui luy feust tombée dans l'esprit; mais quand il n'y voudroit pas mordre, je crois que 82 (la reine) pourroit permettre à nostre *Amy* d'y travailler, et en tout cas le pourroit désavouer sy son service le requiéroit ainsy. Il est bon que *l'Ange* et 6 sachent que 58 est à *Conorit*, car *Zabaot*, lorsque à l'instance de *Conorit*, le receust à elle, feut avec déclaration que seroit comme auparavant à *Conorit*, et 58 mesme poursuivit et feut ravvy de cette condition, et en qualité de domestique de *Conorit* feut envoyé auprès de *Zabaot* pour y solliciter ses affaires, ce que *l'Ange* pourra savoir de *Zabaot*. Je conseilleray nostre *Amy* de se retirer du monde, car après tant de méchansetés que ses plus obligés luy ont faictes, s'il y demeurait, il courreroit grande risque de devenir aussy très meschant.



Il faut que l'affaire duquel je vous ay parlé cy-devant soit tenu dans le dernier secret; car, par divers prétextes, à leur accoustumé, s'ilz en avoient connoissance, 32 (Servien) et *l'Asseuré* (de Lyonne) s'employeroient pour empescher que nostre *Amy* n'y eust aucune part ne craynant rien tant que cela.

Le parent de *la Disgrâce* (madame de Navailles) est entièrement à moy. Il est ardy et très zélé et capable de faire tout pour mon service. Luy et *la Disgrâce* diront fortement à *Zabaot* les choses qu'il faudra pour son service et pour mon intérêt, et *l'Ange* en peut faire estat.

Parmi les maux que 32 et *l'Asseuré* ont faict à *la Mer* (Mazarin), ce n'a pas esté le moindre d'avoir restabli *le Misérable* (Chavigny). *Zabaot* (la reine) en voit les effects, qui seront tousiours plus préjudiciables à *Séraphin* (la reine) et au *Ciel* (Mazarin); et cependant *la Momie* (Servien) et *le Vieux* (de Lyonne) iuent (jouent) la comédie.

Je crois qu'il ne seroit pas difficile à *l'Ange* (la princesse palatine), s'il l'entreprendoit, de bien disposer *le Brave* (Arnaud). Est homme d'intérêts, et l'y faudroit faire trouver son compte agissant auprès de *l'Incertain* (Condé) de la bonne manière. Il faut pourtant prendre garde que je crois qu'il soit confident de *la Momie* (Servien). Δ (le président Viole) est encore intéressé, et il a grand envie de s'establiir à la cour; et sans *le Riche* (Chavigny), il seroit désia, il y a long-temps, en bonne amitié avec nostre *Amy* (Mazarin); mais *le Riche* l'a tousiours empesché, ce que ne faut pas doubter qu'il ne facet encor plus fortement à présent. *La Belle Vefve* a pouvoir sur luy. Enfin, il ne faut négliger aucune voye, mesme celles qu'on croit les plus contraires, sy on juge que,

par quelque moyen, on les puisset applanir, et *l'Ange* (la princesse palatine) doibt estre persuadé que *le Ciel* (Mazarin) ne luy manquera jamais, et qu'il aymera ceux qui luy ont fait plus de mal, quand *l'Ange*, qui est son intelligence, l'engagera à cela; et je suis assuré que 82 (la reine) et 6 (Bartet) en répondront.

Je vous prie de bien observer la conduite de 3 (Rossereau), et me le mandez.

Je finiray ceste lettre vous conjurant de dire à *Gabriel* que les moments sont précieux, et que après tant de diligences qu'il a faict, il est juste d'estre promptement esclayré des intentions précises de *l'Incertain* (Condé). Je crois, d'un costé, qu'il tiendra la parole qu'il a donné à 68 (M. de Mercœur); mais, de l'autre, tant des remises me font extrêmement subsonner le contraire. Il est bon aussi que 68 sache que, pour *la Mer* (Mazarin), l'affaire mancant avec 89 (Condé), il est mieux que on traitte avec *Narbonne* (Château-neuf) que avec pas un de ses amis, parce que 41 ne se portera à l'avantage de *la Mer* que par force.

---

## III.

## ANALYSE

## DE LA CORRESPONDANCE DE MAZARIN,

RELATIVE A L'AFFAIRE DU DUC DE BOUILLON<sup>1</sup> EN 1642.<sup>2</sup>

VOLUME CXXIII.

[N<sup>o</sup> 125.] Lettre de M. de La Meilleraye<sup>3</sup> au cardinal Mazarin, écrite au camp devant Perpignan, le 4 juillet 1642, luy mandant que M. de Turenne est sensiblement touché de l'affaire de M. de Bouillon, et qu'il appréhende que M. de Thou, léger comme il est, ne l'ait embarqué dans quelque intrigue de mesme nature; laquelle, quoyque très fastidieuse pour luy et désavantageuse pour la réputation de son frère, ne luy seroit néanmoins pas tout-à-fait si insupportable qu'une trahison entière, telle qu'on luy impute, laquelle il avoue qu'elle le mettroit au désespoir. Il espère beaucoup en la bonté de M<sup>sr</sup> le Cardinal, lequel il supplie de la faire parestre, non seulement envers luy, mais encore envers tous ceux de sa maison par sa considération.

[N<sup>o</sup> 127.] Lettre de M. de Montmartin pendant la

<sup>1</sup> Frédéric-Maurice de La Tour, prince de Sedan, duc de Bouillon, frère aîné de Turenne. (J. R.)

<sup>2</sup> Les deux feuilles qui contiennent les extraits qu'on va lire, sont écrites de la main de Mazarin. On y remarquera, aux numéros 127 et 202, quelques mots qui semblent indiquer qu'une partie des lettres ici analysées a été livrée à l'impression. (J. R.)

<sup>3</sup> Charles de La Porte, duc de La Meilleraye, avoit le commandement en chef de l'armée de Roussillon : Turenne servoit sous ses ordres. (J. R.)

prise de M. de Bouillon. — Il faut la copier. — Je l'ay copiée.

[N<sup>o</sup> 148.] Lettre de M. de Bouillon au cardinal Mazarin, aux Cassines de Juarde, du 18 juillet 1642, pour luy demander sa protection auprès du cardinal de Richelieu. — Je l'ay copiée. <sup>1</sup>

[N<sup>o</sup> 151.] Mémoire envoyé à Lyon à M. le cardinal Mazarin par M. le cardinal de Richelieu, lorsque M. de Bouillon devoit y arriver, pour luy dire de voir M. de Bouillon, se faisant désirer de luy. « Luy dira le voir sans charge, mais d'estre bien ayse de s'estre trouvé par occasion à Lyon, puisqu'il a désiré le voir; ferra le personnage d'escoutant et non de proposant; battra fort froid avec luy, si ce n'est qu'il vienne à son point, et si ledit sieur fait le renchéri, il tesmoignera ne s'en soucier pas, et luy fera connoistre que le

<sup>1</sup> Voici cette lettre, dont nous avons sous les yeux la copie faite par Mazarin :

« MONSIEUR,

« Les assurances qu'il a pleu à V. E. me donner de me despartir des marques de l'honneur de sa bienveillance et celles que mon frère en a si souvent receues, me donnent bien lieu d'espérer qu'Elle ne me les voudra desnier en ce fascheux rencontre, qui ne peut que s'estendre sur toute ma maison, si monseigneur le cardinal, usant de toute sa bonté, y estant convié par vos intercessions, ne me fait la grâce de m'accorder sa protection, dont il n'honorera pas un ingrat. Et comme ce bienfait me mettra en état de lui rendre service, aussy n'auray-je autre pensée toute ma vie que de m'acquitter, par mes obéissances et fidélités de cette obligation infinie.

« N'ayant point mérité de Vostre Éminence la peine que j'ose très humblement le supplier de prendre pour moy, je lui en seray doublement redevable, et jamais satisfait que par effects je ne luy aye fait cognoistre qu'entièrement je suis,

« MONSIEUR,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« F.-M. DE LA TOUR.

« Aux Cassines de Juarde, ce 18 juillet 1642. »

compte du Roy se trouve plus à faire un coup de partye en cette occasion, qui assure le repos de l'Estat, qu'à luy pardonner à quelques conditions que ce soit. Le coup de partye consiste à faire chastier M. le Grand et luy, et mettre MONSIEUR hors du royaume, en estat de ne nuire jamais, pour éviter toutes les récidives qui sont déjà arrivées plusieurs fois et audit duc de Bouillon et à MONSIEUR.

« Au reste, il luy fera connoistre que le Roy pense avoir Sedan plus sûrement en le chastiant qu'en luy pardonnant, parce que sa punition emportera confiscation de tous les biens; ensuite de quoy il sera plus avantageux à ceux qui agiront pour ses enfants de tascher d'avoir leurs biens en quittant Sedan, que de le livrer aux Espagnols sur de grandes promesses qu'il sçait bien n'estre jamais suivies de rien de solide. Enfin, il luy tesmoignera qu'il n'est pas allé là pour luy faire dire quelque chose qui vérifie son crime, parce qu'on en a assez de preuves, mais qu'il y est allé pour voir s'il luy voudroit dire quelque chose qui luy peust ayder à luy en faire obtenir le pardon; ce qu'il a fait d'autant plus volontiers qu'estant intime amy de M. de Turenne, il seroit bien ayse si, en servant l'aisné, il pouvoit tirer le cadet de la peine en laquelle il est.

« Faut sçavoir de M. de Castelan et de tous ceux qui ont amené M. de Bouillon, s'il n'a rien dit de conséquence.

« Faut establir la garde bien seure avec M. de Ville-roy, et voir si on ne luy laissera point quelqu'un de ceux qui l'ont amené, jusqu'à ce que l'officier des gardes-du-corps soit arrivé.

« Faut mettre ordre que M. de Bouillon ne sache point ce qui se passe avec MONSIEUR. »



[N<sup>o</sup> 152.] Lettre de M. de Bouillon à M. le cardinal Mazarin, écrite de Pignerol, le 22 juillet 1642, implorant son assistance auprès de M. le cardinal de Richelieu, auquel il promet que luy et les siens seront sans aucune réserve attachés toujours à ses intérêts et à ceux de sa maison.

[N<sup>o</sup> 169.] Lettre de madame de Bouillon à M. le cardinal Mazarin, du 3 août 1642, de Sedan, luy demandant sa protection pour monsieur son mary et pour sa maison.

[N<sup>o</sup> 171.] Lettre de M. de Bouillon à M. le cardinal Mazarin, du 5 août 1642, luy demandant sa protection auprès de M. le cardinal de Richelieu. <sup>1</sup>

[N<sup>o</sup> 178.] Grande lettre de M. de Bouillon à M. le

<sup>1</sup> Nous trouvons dans les papiers de Mazarin copie de la lettre suivante, qui trouve ici sa place naturelle :

#### LETTRE DU CARDINAL MAZARIN

A M. DE CASTELLANE.

Lyon, le 10 aoust 1642.

« MONSIEUR, le sieur de Lamothe, après m'avoir cherché à Tarascon, m'a rencontré près de Vienne, où il m'a rendu vostre despesche avec la lettre de M. le duc de Bouillon, lequel je voudrois bien servir, ayant toujours eu cette passion pour toute sa maison. Mais je ne vois pas que l'estat auquel sont maintenant ses affaires m'en puisse donner aysément le moyen. A vous parler franchement, on se moqueroit de toutes les assurances que je pourrois donner de sa part après ce qui s'est passé depuis son accommodement à Sedan, où il fit tant de protestations de sa fidélité au Roy et d'amitié à monseigneur le cardinal. Je ne refuse pourtant pas de m'employer pour son service, en cas qu'il me donne le moyen de le faire; et je me réjouis qu'estant venu icy pour presser beaucoup de choses qui regardent l'Italie et m'en aller après à la rencontre de M. le chancelier, M. le duc me pourra faire dire tout ce qu'il croit pouvoir servir à obtenir son pardon. Cependant, je vous prie de l'asseurer que je seray très aysé de le servir.

« M. le marquis de Villeroy vous avoit envoyé son carrosse à Bourgouin; mais luy ayant dit que vous veniez par Vienne, nous y envoyons ceux de M. l'intendant avec les gardes dudit sieur marquis, vous attendant icy demain à bonne heure. »

cardinal Mazarin, écrite de Pierre-Encise, le 12 août 1642, contenant une relation de ce qui s'étoit passé entre luy et MONSIEUR, et entre M. le Grand et M. d'Aubijoux<sup>1</sup>, M. de Fontrailles et M. de Thou. Il adjouste à la fin : « Ce qui me donne la hardiesse de luy représenter qu'outre les raysons cy-dessus alléguées, qui peuvent servir en quelque façon de justification près du roy, appuyées du crédit de M<sup>gr</sup> le cardinal, il me peut faire la grâce de luy représenter les services de mon frère, l'honneur que j'ay d'appartenir à la pluspart des bonnes maisons de France, que M. le prince d'Orange est mon oncle, et madame la Landgravine<sup>2</sup>, ma cousine germaine, que tant plus ma faute est grande, plus en auront-ils d'obligation et croiront qu'on les aura eus en quelque considération; que Dieu m'ayant bien pardonné et receu en sa grâce, m'ayant retiré de l'erreur, je puis la demander hardiment au Roy, y allant du salut de cinq petits enfants qui sont entre les mains de personnes de religion contraire, pour lesquels je suis obligé devant Dieu de tascher de me conserver pour tascher de les conserver en la religion catholique. »

[N<sup>o</sup> 182.] Lettre du cardinal Mazarin au cardinal de Richelieu, du 13 août 1642.

« Ritorno di vedere il duca di Buglione.

« Primieramente dirò d'haverlo trovato persuaso che io mi fossi per accidente incontrato qui al suo arrivo; sopra di che à dimostrato di rallegrarsi molto della sua buona fortuna. M'ha protestato che voleva intieramente rimettersi alla bontà di S. Em<sup>a</sup>, dalla quale voleva

<sup>1</sup> François-Jacques d'Amboise, comte d'Aubijoux, chambellan de Gaston, duc d'Orléans. (J. R.)

<sup>2</sup> Amélie-Elisabeth de Hanau, veuve de Guillaume V, landgrave de Hesse-Cassel. (J. R.)

riconoscere l'essere in questa occasione per dependere intieramente e senza alcuna riserva da' suoi servi in ogni tempo. »

[N<sup>o</sup> 185.] Response de M. le cardinal de Richelieu à M. le cardinal Mazarin, de Tarascon, le 16 août 1642 : « J'ay veu ce que vous a dit M. de Bouillon. Il n'est pas fin en confessant une partie de son crime suffisant pour le faire mourir, de desnier l'autre. Cependant il est aysé à concevoir pourquoy il le fait. Il sçait bien que Sedan n'est à craindre qu'en tant que ceux qui le posséderont voudroient s'entendre avec les Espagnols. En cette considération, le désir et l'espérance qu'il a de pouvoir conserver cette place luy fait desnier qu'il ait voulu traiter avec eux, et dire ce qu'il peut pour faire croire qu'il n'estime pas qu'on puisse rien faire avec telles gens, afin que, nous ostant par ce moyen la crainte des intelligences qu'il pourroit avoir à l'avenir avec de bons seigneurs, il nous oste aussy l'envie de luy oster Sedan. »

[N<sup>o</sup> 187.] — « Aussitost que M. le Grand sera jugé, et que son arrest aura esté mis à effect, M. de Bouillon priera instament le sieur de Boislouet d'aller trouver M. le Chancellier pour le supplier qu'il le puisse voir. M. le Chancellier y ira, s'il luy plaist, accompagné de six des commissaires, et lors M. de Bouillon luy dira qu'ayant sceu le jugement et l'exécution de M. de Cinq-Mars, et connoissant, par les charges qui sont contre luy et sa propre confession, qu'il ne sçauroit éviter un pareil événement, s'il estoit jugé, il le supplie, au nom de Dieu, de différer à mettre son procès sur le bureau jusqu'à ce qu'il ayt responce d'une proposition qu'il veut faire au Roy; que la place de Sedan ayant esté cause de tous ses malheurs, et estant extrêmement importante pour la France, il

supplie le Roy de la recevoir et de la prendre en ses mains et luy donner grâce (A), et que si S. M. l'agrée, il prétend luy faire remettre ladite place en dix jours. »

[N° 196.] Lettre de M. le cardinal de Richelieu au Roy, du Pont-Saint-Esprit, le 23 août 1642 :

« Sire, M. de Bouillon ayant commencé à reconnoistre ingénument sa faute, je supplie très humblement Votre Majesté de trouver bon que je le puisse assurer de sa grâce, au cas qu'il achève de faire une ingénue déclaration de tout ce qu'il sçait, sans esparagner personne, et qu'il remette Sedan entre vos mains. Je sçay bien que Votre Majesté dira d'abord que je suis trop facile; mais quand j'aurai l'honneur d'estre auprès d'Elle, je me fais fort de luy faire voir que cet expédient luy est plus utile et plus glorieux qu'aucun autre qu'Elle puisse prendre. »

[N° 202.] Lettre de M. de Bouillon au cardinal de Richelieu, pour la remise de Sedan (B). (Imprimée dans les Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu, page 225; mais le n° 202 est fort différent de l'autre. Voicy la différence) : « Ayant fait ce matin. . . . dont je jouis aux environs †<sup>1</sup>. Et, bien

(A) Le reste est comme dans le procez-verbal de M. le chancelier, du 15 septembre, jusques à *ses beaux-frères à cet effect*. — Voyez ci-après le n° 224. (J. R.)

(B) Ce premier mémoire n'estoit qu'un project envoyé au cardinal de Richelieu, lequel mit une croix à l'endroit où je l'ai marquée et envoya par escrit le reste pour y estre mis à la place de ce que j'ay copié.

<sup>1</sup> Voici le commencement de cette lettre, rapportée dans le *Journal de Monsieur le cardinal duc de Richelieu*, Amsterdam, 1664, in-12, deuxième partie, page 263 :

« MONSIEUR, *Ayant fait ce matin* une ouverture à Monsieur le chancelier, qu'il n'aura pas manqué de faire sçavoir à Vostre Eminence, qui est de remettre la place de Sedan entre les mains du Roy pour obtenir une grâce, et promis de donner par détail les conditions que je désirerois, si la bonté du Roy me permettoit de demander au-

que je ne veuille faire aucun autre marché avec S. M. que me soumettre à ses volontés, je me promets qu'Elle aura agréable de me donner autant de revenu en autres domaines que celui que je luy remettray. N'ayant autre demeure que Sedan, je supplie Sa Majesté qu'en la récompense qu'il luy plaira me faire, il y ait une terre bastie où je puisse demeurer ; je la supplie aussi de donner à ladite terre ou à l'une des miennes le titre de duché et pairie, parce que ny moy ny mes enfants n'en aurions plus en quittant Sedan. Je me promets aussi de la bonté du Roy qu'en recevant la place de Sedan, Elle aura agréable de me faire payer les poudres, mousquets, picques, corselets et bleds qui se trouveront en magasin, remettant tout le canon, boulet et autres choses semblables dépendant de l'artillerie, sans aucune récompense.

« Pour me donner lieu de faire la remise de la place à S. M. plus facilement, il sera bon qu'on croye, lorsque celui que mettra le Roy dans Sedan y entrera, que j'ay supplié S. M. de ne point changer l'ordre politique avec lequel cette ville est gouvernée, et qu'on fasse entendre aux habitants de l'intention de Sa Majesté, laquelle toutefois y apportera avec le temps tel changement qu'elle estimera à propos. »

[N<sup>o</sup> 214.] Lettre de M. le cardinal de Richelieu à

tre chose qu'un effet de sa clémence, j'ay creu ne pouvoir mieux faire que d'adresser mes pensées à Vostre Eminence, que je sou mets non seulement à Sa Majesté, mais à Vostre Eminence ; estant résolu de les changer ou diminuer, ainsi qu'elle estimera d'estre à propos.

« Mon intention seroit donc de remettre, sans aucune récompense que celle de la vie, ou de ma liberté que je demande, dans quinze jours au plus tard, le chasteau de la ville de Sedan entre les mains du Roy, pour estre possédé par Sa Majesté et à l'advenir par ses successeurs, comme leur propre, ainsi qu'Elle fait des autres places de ce royaume ; entendant aussi de remettre entre les mains de Sa Majesté tout le domaine de Sedan, et celui dont je jouis aux environs. » (J. R.)



MM. de Chavigny et de Noyers, du 30 août 1642. Il faut par nécessité prendre, l'année qui vient, Rose et Tortose, et M. de Turenne doit estre, à mon avis, employé au premier dessein.

[N° 224.] « Nous, Pierre Séguier, chancelier de France, garde-des-sceaux et commandeur des Ordres du Roy, sur l'avis que nous aurions eu par le sieur de Boislouet, lieutenant des gardes-du-corps du Roy, commis à la garde de M. le duc de Bouillon, prisonnier au chasteau de Pierre-Encise, que ledit sieur de Bouillon l'avoit envoyé vers nous pour nous prier d'aller jusques audit chasteau, et qu'il avoit quelque proposition d'importance à nous faire, nous nous serions transporté audit chasteau, assisté des sieurs Frère, conseiller du Roy en ses conseils, et premier président en sa cour de parlement de Grenoble, de Laubardemont, Dyel, le sieur de Mirosménil et de Marca, conseillers en son conseil d'Estat, de La Coste, aussy conseiller en ses conseils et président en ladite cour du parlement de Grenoble, et de La Guette, sieur de Chazé, conseiller du Roy en sesdits conseils, et maistre des requêtes ordinaire de son hostel; où estant, nous aurions fait venir par-devant nous ledit sieur duc de Bouillon, lequel nous auroit représenté qu'ayant sçeu le jugement et exécution des sieurs de Cinq-Mars et de Thou, et connoissant, par les charges qui sont au procès contre luy et sa propre confession, qu'il ne scauroit éviter une pareille condamnation, s'il estoit jugé, il nous supplioit, au nom de Dieu, de différer à mettre son procès sur le bureau jusques à ce qu'il eût response d'une proposition qu'il veut faire au Roy; que la place de Sedan ayant été cause de tous ses malheurs, et estant extrêmement importante pour la France, il supplie le Roy de la recevoir et de la

prendre en ses mains et luy donner grâce; qu'il n'a point de condition à faire avec son maître; qu'il la luy remettra purement et simplement pour en user ainsy qu'il semblera bon à Sa Majesté, et que cependant il prendra la hardiesse d'escire à M. le cardinal duc pour faire connoistre à S. E., et par le destail, tout ce qui est de son intention, laquelle soumet toutesfois entièrement à la volonté du Roy; qu'il ne fait point cette proposition pour gagner temps et allonger son affaire, parce qu'il prétend, si Sa Majesté l'agrée, luy faire remettre ladite place de Sedan dans dix jours, envoyant expressément à Sedan, comme il le fera, l'un de ses beaux-frères à cet effet. Sur quoy nous aurions donné parole audit sieur duc de Bouillon de différer pour quelque temps à procéder au jugement de son procès, et cependant que nous donnerions avis au Roy de la proposition qu'il nous auroit faite, pour recevoir les commandemens de Sa Majesté. Ce fait, avons fait signer ledit sieur duc de Bouillon en nostre procès-verbal, que nous avons pareillement signé, après luy en avoir fait lecture. Fait à Lyon le treizième jour de septembre 1642. *Ainsy signé* : F.-M. DE LA TOUR, SÉGUIER, FRÈRE, DE LAUBARDEMONT, DYEL, MARCA, DE SIMIANE et DE LA GUETTE. *Signé* : SÉGUIER, et plus bas, par monseigneur, CEBERET. »

[N° 227.] Billet donné à M. le duc de Bouillon par M. le cardinal Mazarin. « Monseigneur le cardinal duc de Richelieu, n'estant pas en estat de signer une promesse pour l'assurance de la liberté de M. le duc de Bouillon, suivant le pouvoir que le Roy luy en a donné, et m'ayant donné charge de la faire et de la signer au nom de Son Eminence, je promets audit sieur duc de Bouillon que tout aussitost que la ville et le chasteau de Sedan seront entre les mains de S. M.,

on donnera tous les ordres nécessaires pour faire sortir ledit sieur duc de Bouillon du chasteau de Pierre-En-cise, pour aller à Roissy, Turenne ou autres de ses maisons, telle qu'il luy plaira. Fait à Lyon, le 15 septembre 1642.

## VOLUME CXXIV.

[N° 5.] Lettre de M. de Villeroy à M. le cardinal Mazarin, le 5 octobre 1642 <sup>1</sup> : « J'ay reçu la lettre que V. E. m'a fait l'honneur de m'escire par ce gentilhomme qui arriva icy hier, le 4 du mois, sur le midy ; et, demy-heure après, on mit M. le duc de Bouillon en pleine liberté, selon que vous luy aviez promis. Il ne se peut dire, monseigneur, la joie qu'il receut de se voir hors de prison, ne considérant en aucune façon la perte de Sedan, que V. E., par ses soins et sa bonne conduite, a fait tomber entre les mains du Roy. »

<sup>1</sup> Voici encore une lettre, concernant la même affaire, dont Mazarin avoit fait copie :

## A M. LE CARDINAL MAZARIN.

« MONSEIGNEUR,

« Vostre Eminence ne pouvoit pas mander au Roy une plus agréable nouvelle que celle de la prise de possession de Sedan. Sa Majesté ayant souvent veu cette place et en connoissant l'importance, en sçait mieux estimer la valeur qu'aucun autre. Ainsy, monseigneur, je ne doute pas que S. M., qui sçait aussy qu'Elle est maistre de Sedan par l'adresse et conduite de V. E., en aura tous les ressentiments que peuvent désirer vos véritables serviteurs. Si j'ause faire comparaison avec mon maistre, je diray avec respect qu'ils approchent de ceux de son serviteur. V. E. sera aussy abondamment et aussy largement recogneue que l'ait jamais esté aucun serviteur de nos roys. Ce sont mes vœux. Mais il faut que j'en face de nouveaux, afin qu'ils passent en effects, et que V. E. soit bientost au haut degré de contentement que luy souhayte,

« MONSEIGNEUR,

« Son très humble et très obéissant serviteur,

« DE NOVERS.

« Au chastelet en Brie, ce 2<sup>e</sup> octobre 1642. »

---

## IV.

## LETTRES DE MAZARIN

A L'ABBÉ FOUQUET.<sup>1</sup>

I.

De Brull, 23 may 1651.

J'AY receu vostre lettre du 13; mais je me plains qu'elle est trop succinte. J'ay encor des plaintes à vous faire des choses que l'Amy présuppose que vous luy ayés dittes; mays j'espère de povoir avoir bientost un long entretien avec vous là-dessus.

Je ne vous dis rien de l'affaire de Tallon; car je vous ay faict assés conestre l'estat dans lequel je suis.

Je suis fâché au dernier point de la vente de mes belles tapizeries, que j'engajois il y a trois ans pour assister l'armée de M. de Turaine, espérant de les povoir retirer un mois après, insy que M. Dhémery m'en avoit asseuré. J'ay travaillé vingt ans pour les mestre ensemble, et je lè perd en un instant. Je vous prie de conférer avec M. de Lionne, pour voir sy je porrois au moins sauver le *Scipion* et le *Pâris*, et quel expédient on pourroit prendre pour cela; je vous en seray obligé au dernier point. C'est une grande cruauté de messieurs dè finances de me traiter comme il font, après avoir donné tout ce que j'avois au Roy, et estre réduit en estat que je n'ay de que vivre, ny de que meubler seulement un appartement.

<sup>1</sup> Voyez, dans le tome 1<sup>er</sup>, la note de la page 259. (J. R.)

## 2.

D'Amiens, le 13<sup>e</sup> septembre 1653.

LE sieur Chovel m'a rendu votre lettre du x<sup>me</sup>, et j'ay aussi receu celle que vous m'avez escrite depuis son départ. Je ne vous respondray rien ny sur ce que contient celle-cy, ny sur toutes les choses qu'il m'a dittes de votre part, parce que, sçachant que c'est un homme en qui vous prenez toute confiance, je luy ay parlé aussi ouvertement que j'aurois fait à vous-mesme, et je me remets à sa vive voix. Le sieur Chovel portera tous les ordres que l'on demande; on les envoyera aussitost après luy par un courrier exprès. Je vous diray seulement que la lettre du Roy, que l'on escrit à M. le chancelier, est fort pressante, et que j'y ay fait insérer diverses choses pour l'eschauffer à employer tous ses soins et son autorité afin de réprimer la licence avec laquelle on recommence à parler, à publier des libelles séditieux, et à faire de nouvelles assemblées, et en public, et en particulier, contre le service du Roy; car il faut faire en sorte que l'on soit délivré de toute inquiétude du costé de Paris pendant l'absence de Sa Majesté, et procéder avec la dernière sévérité contre ceux qui s'en voudroient prévaloir pour exciter de nouveaux troubles; et on marque expressément à M. le chancelier que quand on jugera à propos d'arrester quelqu'un prisonnier, ou de faire quelque autre action de rigueur, il ne faudra pas pour cela avoir recours icy, parce que Sa Majesté approuvera tout ce que l'on résoudra à Paris; et mesme que s'il est nécessaire que l'on envoie quelques gens pour assister le prévost de l'Isle, et faire exécuter ce que aura esté résolu, on le fera aussitost.



Je vous prie de voir avec M. votre frère par quel moyen on pourroit retirer les douze mil livres que l'on a donnez à M. de Lègue, par ordre du Roy et de la Reyne, pour ajuster le différend qu'il avoit avec le sieur de Méru touchant sa charge.

Il faut bien garder Courcy. J'attens avec impatience que vous me mandiez ce que contiennent ses papiers, qu'il faut aussi conserver avec soign.

Souvenez-vous que le meilleur amy que vous ayés, c'est

Le cardinal MAZARINI.

*P. S.* Je vous prie de faire rendre toutes les lettres cy-jointes.

---

3.

De Soissons, le 23<sup>e</sup> septembre 1653.

J'AY receu vos deux lettres des 26 et 28<sup>e</sup>. On trouve fort bon tout ce que vous me mandez touchant M. le cardinal de Retz, et que l'on envoie le sieur de Vessou au bois de Vincennes, pour voir en quel estat il est, et assister son médecin ordinaire; ce qu'il faut faire de concert avec M. de Pradel, auquel vous montrerez cet article, qui servira pour luy aussi bien que pour vous, que je prie de tâcher d'exécuter tout ce que vous me proposés, pour reconnoistre effectivement s'il est malade.

Vous pourrez dire confidemment à MM. les surintendans ce que vous me marquez que vous a dit le sieur de Pradel touchant les gardes-du-corps, qui compatissent si fort à M. le cardinal de Retz, afin qu'ils donnent ordre à leur payement.

J'ay receu par Roussereaux un paquet de M. Ros-

signol, auquel je feray response. Je ne sçay pas si vous m'en avez adressé quelque autre; c'est M. d'Arsy qui l'a apporté.

Vous pourrez dire de ma part à M. de La Vrillière que le Roy trouve bon qu'il fasse les expéditions de la lieutenance de Roy de Nivernois pour M. le baron de Joux. Vous pourrez faire voir cet article à M. de La Vrillière, afin qu'il prenne la peine d'expédier les provisions pour ledit baron, comme c'est l'intention du Roy.

J'ay veu la monstre des manteaux et justs-au-corps que vous faictes faire. Il ne faut pas davantage de manteaux que ce qu'il y en a de faicts; mais pour les justs-au-corps, il en faut avoir la plus grande quantité et le plus promptement qu'il se pourra. Je voudrois seulement qu'ils fussent un peu plus forts, quand le drap n'en devroit pas estre si fin, parce qu'on les fait principalement pour garantir les soldats du froid; et il faut tâcher d'en avoir le meilleur marché que se pourra, sans laisser d'achepter aussy à la friperie celles que se trouveront faictes, quoyque vieilles.

Je parleray ce soir au Roy pour faire accorder aux héritiers de M. de Chasteauneuf ce que propose M. le premier président, de qui la recomandation me sera tousjours fort considérable.

Je vous envoie la response que je fais à madame de Chevreuse, qui a parlé trop tard pour la personne pour qui elle demande une pension ou un bénéfice de mil escus, Sa Majesté ayant disposé de tous ceux qui sont vacants. Ceste response sera donnée à laditte dame par M. de Coustanze, que j'ay chargé de la visiter de ma part.

J'ay déjà parlé à M. le mareschal Du Plessis, afin qu'il escrive à son frère de ne renvoyer pas son grand-

vicaire aux prochains Estats de Languedoc, et il m'a promis de le faire.

On advisera ce qu'il y aura à faire pour la confiscation de la quelle vous me parlés.

J'ay parlé au Roy en faveur des éritiers de M. de Chatteuneuf, faisant connoistre à S. M. que M. le premier président en fesoit instanze, et S. M. a accordé très volontier la grâce.

Tout le monde doit estre assés persuadé que je ne suis pas un grand assassinateur, et mes enemis mesme me peuvent faire la justice de le croire insy. Avec tout cela, je vous assure que j'ay un très sensible desplaisir que on publie que l'homme que le prince de Condé a fait arrester a déclaré que estoit envoyé auprès de luy par mon ordre, pour luy faire du mal. Le temps, qui protège la vérité, decouvrira celle-cy, à la confusion des imposteurs; et s'il arrive audit prince autre mal que celuy que je luy feray par des semblables moyens, il vivra long-temps. Il ne tiendra que à luy de faire, s'il veut, avec moy trêve d'assassinats, et vous tomberez bien d'accord que je ne perdray rien dans la conclusion de ce traitté.

Je vous prie de faire partir au plustost Mouchet avec les choses que je luy donnay ordre de conduire.

Le cardinal MAZARINI.

*P. S.* Vous voirés ce que j'escris, par la lettre cy-jointe, au sieur de La Bachellerie, etc.

AVANT que respondre à votre lettre du 10<sup>e</sup>, que je viens de recevoir, je vous diray qu'il est important

que vous nous envoyez le plus promptement qu'il vous sera possible les bas qu'on a demandez, et les mille paire de souliers que M. le procureur général devoit encore faire faire, pour achever les quatre mille. Quand les justs-au-corps ne seroient pas sitost prests, il ne faut pas laisser d'envoyer tousjours les bas et les souliers dont l'on a le plus de besoiing; et si, au lieu des deux mille paires de bas, on en pouvoit avoir trois, ce seroit le meilleur.

Je suis très obligé à M. le procureur général de la manière dont il en use, et pour ce qui regarde le service du Roy, et pour mes intérêts particuliers. Je l'en remercie par la lettre que je luy escriis; mais je vous prie de luy tesmoigner encore le ressentiment que j'en ay.

On a bien fait de ne donner pas la lettre de cachet à M. Laisné; on avoit esté mal informé icy.

Je seray bien aise que vous me mandiez souvent l'estat de la santé de monseigneur le cardinal de Retz.

Tout présentement vient d'arriver Joyeux, qui a aporté la novelle de la condennation de ces malheureux, sur quoy je vous entretiendray une autre fois. Je vous diray seulement que je suis mary qu'il y aye des gens si abbandonnés que puissent songer à faire certaines meschancetés pour lesquelles j'auray horreur toute ma vie, et je vous jure que je suis touché du chattiement qu'ils souffriront.

Le cardinal MAZARINI.

*P. S.* Je vous prie de parler à M. le procureur général pour faire payer le sieur de Villoutrais de son ordonnance.

Je vous prie aussy, et de tout mon cœur, de vouloir donner une bonne assination à M. de Vandy, afin qu'il

puisse, après cela, retourner en prison en Flandres, comme son honneur l'y oblige; et je vous en auray une particulière obligation. Ce gentilhomme mérite que on aye soin de luy; car la Fortune luy en veut depuis quelques années, en sorte qu'il est réduit en très mauvais estat; et, par sourcroît, le prince de Condé luy vient de piller et brusler sa maison.

Le cardinal MAZARINI.

---

5.

A Châlons-sur-Marne, le 23 octobre 1655.

J'AY receu votre lettre du 18<sup>e</sup> de ce mois. Je vous remercie de tout mon cœur du soin que vous avez eu de toutes les choses dont je vous avois prié.

Je n'ay rien à répliquer à ce que vous me mandez que madame de Chevreuse vous a dit.

Je vous prie de dire de ma part à MM. le chancelier, garde-des-seaux et procureur général, que le Roy approuve la pensée qu'ils ont pour ne pas commettre le parlement avec la chambre de justice, laquelle Sa Majesté entend qui soit soutenue hautement, cognoissant qu'il n'y a rien de plus important pour restablir l'autorité royale dans le point où elle doit estre. C'est pourquoy S. M. approuvera tout ce que on fera à l'esgard de Descoutures, pourveu qu'il demeure à la Bastille.

Dites à monsieur votre frère que l'intention du Roy est que l'on veille soigneusement à ce que le parlement de Rouen ne fasse rien qui puisse ranverser l'envoy des maîtres des requêtes dans la province, et que l'on s'oppose avec vigueur à tout ce que la compagnie pourra entreprendre pour cet effet.



Le Roy approuve le choix de M. de Bersy-Malon ou bien de M. Le Lieure, puisque son indisposition ne luy permet pas d'aller aux estats de Languedoc.

La parole que vous avez donnée au sieur de Coursy sera exécutée.

Au nom de Dieu, prenez garde à vous, car il est certain que la rage des amis du prince de Condé est au dernier point contre vous.

J'ay esté estonné d'apprendre, par une lettre de La Bachellerie, que la ville de Paris n'offrist à présent que quinze cent justs-au-corps et autant de paires de bas ; cela est bien esloigné des 40,000 <sup>fr</sup> dont on avoit parlé d'abord. Néanmoins, si l'on ne peut obtenir une assistance plus considérable, il se faudra contenter de ce que on aura ; et je vous prie de faire partir le tout avec les mil paires de soliers que M. le procureur général avoit ordonné, afin que nous pussion le recevoir isy au plus tost.

Le cardinal MAZARINI.

---

6.

A Châlons, le 31<sup>e</sup> octobre 1653.

JE vous escrivy hyer au long ; depuis, j'ay receu votre lettre du 28<sup>e</sup>. Je ne m'expliquay pas davantage sur l'advis qui concerne M. de La Suze, parce que je creus que celuy à qui M. d'Espéron escrivoit seroit mieux informé de tout. C'est une affaire que j'ay à cœur, ainsy que toutes les autres qui sont de cette importance au service du Roy, lequel est mon seul motif en cela comme en tout le reste. Enfin, il est certain que ce coup, après ce que ledit comte a fait,

et le mal qu'il peut faire encor, seroit très avantageux au service de Sa Majesté. Vous trouverez cy-joint un ordre pour faire monter à cheval le prévost de l'Isle en cas que vous le jugiez à propos. S'il y a quelque autre chose que vous désiriez d'icy, vous n'avez qu'à m'en donner advis.

Je vous remercie de celuy que vous me donnez touchant les trésoriers de France; on en usera comme vous me marquez.

M. de La Vrillière a ordre d'envoyer dès demain toutes les expéditions pour Toulouse, en conformité de l'arrest que messieurs les surintendans ont envoyé isy, lequel a esté trouvé fort bon.

Je n'ay rien à répliquer sur ce qui regarde les correspondans du prince de Condé, si ce n'est pour louer vos soins et votre zèle, et vous recommander de nouveau de bien prendre garde à vous. Je vous offre de bon cœur de vous envoyer de mes gardes pour demeurer près de votre personne comme particuliers, et vous conjure de ne point faire difficulté de vous en prévaloir, si vous croyez que cela puisse contribuer à votre seureté.

J'ay peine à croire que le comte de La Suze vienne en Brie, non obstant l'avis qui en a esté donné à M. de Pernon; néomains, comme il ne peut pas aller à la chasse en secret, il est mal aysé qu'il vienne sans que on en aye connoissance. Il ne faut pas que vous alliés en personne, mais que prenniés la peine de donner les ordres qui pourront dépendre de vous, afin que le prévost de l'Isle puisse exécuter ceux du Roy.

S. M. est entièrement guérie d'un rheume qui l'a pressé trois ou quatre jours, et Dieu mercy se promenera demain en très parfaite sainté.

Tout présentement, j'ay avis que les chariots de la

court qui menoient des batteaux et des munitions au camp, ont esté pris, de fazon que les principaux qui sont auprès du Roy sont sans équipage; et il faudra achepter des chevaux pour leur rendre ce qu'ils ont perdu. Voilà tout le mal, car pour le reste, j'y remédieray dans la journée.

Le cardinal MAZARINI.

---

7.

A Châlon, le x<sup>e</sup> novembre 1653.

LA deuxième voiture d'habits est arrivé; et j'en remercie de nouveau, avec la lettre cy-jointe, M. le prévost des merchants.

Si les mil paires de soliers sont encore à Paris, je vous prie de les y faire conserver, car ils pourront servir pour les Irlandois.

J'ay esté bien ayse d'apprendre la conférence que vous avez eue avec le prisonnier, et de l'espérance que vous avez de découvrir d'autres mistères. Je vous conjure de n'y perdre pas de temps, car la chose peut estre de grande conséquence.

Leurs MM. ont fort approuvé ce que c'est fait à l'égard du président Maurivet, et l'on fera là-dessus ce que vous mandés pour l'ordre de l'arrestar.

Pour madame de Chattillon<sup>1</sup>, j'ay fait différer l'ordre du Roy, afin qu'elle eût le temps de se donner à ses affaires; mais comme on juge absolument nécessaire de l'esloigner, en sorte qu'elle ne puisse avoir facilité dans le commerce avec Paris et le prince de Condé, je ne pourray pas empêcher que on ne luy

<sup>1</sup> Voyez ci-après la lettre du 20 juin 1657. (J. R.)

envoye dans trois ou quatre jours. Cependant, je suis très-ayse qu'elle aye escrit comme vous me mandez, et je vous suis obligé des continuelles déclarations qu'il vous plaît de faire à mon avantage; vous assurant qu'il n'y a personne qui vous ayme et vous estime avec la tendresse que je fais.

Je vous remercie de l'assistenze que vous vouliez donner à mon neveu; mais si Langlade est arrivé à temps, comme je crois, son voyage aura esté sursis.

Je vous prie d'asseurer M. le procureur général de mon amitié et service, et luy dire qu'il importe extrêmement que je sache au plus tost si les deux termes du quartier d'iuer (hiver) sont prests comme on m'a promis, et j'en ay assuré toutes les troupes de la part du Roy.

Les assiégés se défendent avec grande vigueur; mais on en viendra à bout à la fin.

Je sçais d'ailleurs que la dame s'applique soigneusement à se rendre mestresse de l'esprit du personage, et assurément ce n'est pas avec bonne intention; et quoyque je soye persuadé qu'elle ne réussira pas en son dessein, néomains, il faut adroitement travailler pour l'empêcher; et je m'assure que M. le procureur général et vous le ferés de la bonne manière.

Le cardinal MAZARINI,

---

8.

A Châlons, le 14<sup>e</sup> novembre 1653.

Je n'ay rien à adjouster à ce que je vous ay escrit en dernier lieu. Je vous envoye seulement les lettres cy-jointes, que l'on a interceptées, et quoyqu'elles ne soient pas fort importantes, je seray bien aise

néanmoins de voir ce qu'elles contiennent, quand elles seront déchiffrées. Je vous adresse aussy l'ordre du Roy, pour l'arrest et l'emprisonnement du président de Maurivet.

Depuis ce que dessus escrit, le sieur de Varangeville m'a rendu votre lettre du 10<sup>e</sup>. Je verray les choses qu'il demande pour achever son affaire, et je l'obligeray en ce que je pourray.

Personne que moy ne verra les escritz que vous m'envoyez de Courcy. Si vous croyez de delà qu'il soit innocent, je parleray au Roy pour sa liberté, et on la luy pourra accorder aussy tost après le retour de Sa Majesté à Paris, qui sera dans la fin de ce mois. Car, quoy qu'on soit tousjours dans la résolution de faire le sacre, on le remettra à un autre temps, et on ne songe présentement qu'à retourner à Paris.

Je remets aussi à examiner alors ce qu'il sera à propos de faire pour Descoutures.

Si M. le procureur général et vous estes d'avis que l'on expédie la lettre de cachet dont le procureur du Roy vous a parlé, touchant son frère, je vous l'envoyerai aussi-tost.

Il sera bon de faire arrester le cappitaine que vous me marquez, qui est à Paris de la part de monsieur le prince de Condé, si on le peut trouver.

Je ne connois point le nommé Du Cot, mais on verra aussi, quand nous serons à Paris, ce qu'il y aura à faire pour ce qui le regarde.

Je vous envoie l'ordre que vous avez demandé pour le président Maurivet.

---



## 9.

A Han , le 27<sup>e</sup> novembre 1655.

J'AY receu vos deux lettres du 21<sup>e</sup> de ce mois. Si on peut trouver la femme qui parla si insolemment dans l'église de Sainte-Élisabeth, on fera bien de la mettre aux Petites-Maisons.

Vous verrez ce que je vous escrivois par ma lettre cy jointe touchant M. de Lusignan. Il est certain que ç'a tousjours esté un fort méchant homme; mais il ne faut pas donner matière de dire qu'on le recherche à présent pour les choses passées, et qu'il paroisse clairement qu'il n'est arrêté que pour ce qu'il a faict depuis l'amnistic; et, en cas qu'il ne se trouve pas coupable, le Roy veut qu'il soit relâché.

Il est vray que j'ay promis à M. le premier président de m'employer auprès du Roy pour obtenir de Sa Majesté le retour de M. de Thou, et vous luy pouvez confirmer qu'à notre retour à Paris, je feray en cela ce qu'il désirera; mais il se souviendra aussi qu'il m'a promis que luy et les autres amys du sieur de Thou l'obligeroient à tenir doresnavant une conduite contraire à celle qu'il a tenue jusques icy.

Je crois qu'il seroit fort à propos de faire faire le procès aux payeurs des rentes qui se sont le plus signalés dans la révolte qu'ils ont voulu esmouvoir dernièrement.

L'arrest que M. le chancelier a envoyé est conçu sur un fondement qui n'est pas véritable; mais à notre retour à Paris, on verra ce qu'il y aura à faire là-dessus, et sur ce qui regarde M. le cardinal de Retz.

Il ne faut pas que M. de Piennes songe à la lieutenance de roy de Picardie, puisque, entre les autres

raisons , par le traité que l'on a fait avec M. de Chaunes , on ne peut pas en disposer présentement.

Je voy par les papiers que M. d'Amiens m'a envoyé , que l'on en veut à vous ou à moy , ou à quelque autre personne de considération. Ils en parlent assez clairement ; mais comme je ne doute point que vous ne les ayez veus , je ne vous en diray rien davantage. Il faut seulement se bien tenir sur ses gardes , tâcher de descouvrir qui sont ces gens-là , et n'autoriser pas le crime par trop d'indulgence.

Du reste , je prétens vous voir si tost , le Roy faisant estat de partir mercredi ou geudy de Châlons pour retourner à Paris , que je remets à ce temps-là à vous entretenir de toutes les autres choses.

Il ne faut rien espargner pour descouvrir les correspondants de M. le Prince à Paris , estant certain qu'il y en a beaucoup qui luy escrivent et qui y demeurent pour quelque mauvais dessein ; ce que vous avés pu assez connoistre dans les papiers que M. d'Amiens m'a envoyez. La meilleure diligence est celle que vous faites , de faire visiter les cabarets et chambres garnies , et il faut continuer.

Je vous prie de faire mes compliments à M. le premier président , et luy dire que j'ay grande impatience de luy dire moy-mesme qu'il n'aura jamais un plus véritable amis et un serviteur plus asseuré que

Le cardinal MAZARINI.

*P. S.* J'escris à MM. les surintendans en commun , touchant le changement qu'ils veulent apporter maintenant à ce qui avoit esté arrêté pour les quartiers d'hyver , et le préjudice que l'on reçoit de n'avoir encore aucun argent pour donner aux troupes qui , s'en allant en quartier dans des grandes villes , où on ne

leur donnera quoy que ce soit sans payer, y périront faute de subsistence. Je vous prie d'en parler à M. le procureur général comme d'une affaire de la dernière importance pour le service du Roy, et que j'ay extrêmement à cœur.

---

10.

A Pérone, le 22 aoust 1654.

J'AY reçu votre lettre du 19<sup>e</sup>, et vous devés estre assuré avec M. le procureur général que personne aura connoissance de ce qu'elle contient, ayant voulu pour cela vous répondre de ma propre main.

J'ay esté très ayse de voir toutes les résolutions qui ont esté prises en exécution des ordres du Roy. M. le chancelier ne m'a pas encor rien escrit là-dessus; mais cela n'importe. C'est une suite de l'imprudence de ceux qui adhèrent au cardinal de Retz, et contribuent à l'émotion qui voudroit faire dans Paris, d'avoir mis dans le mandement pour exposer le saint-sacrement, pour demander à Dieu un heureux succès aux armes du Roy, de verser ses bénédictions, etc.; car jamais cela a esté, non pas fait, mais imaginé; et, sans exagération, c'est un crime d'en avoir usé de la sorte.

L'arrest du conseil m'a semblé foible, comme à tout le monde; car chacun jugera que on n'a pas osé nommer le cardinal de Retz.

On vous enverra la copie de l'économat expédié par M. Le Tellier, lequel dit que on doit laisser les abéyes que j'avois donnés au cardinal susdit, comme elles sont à présent, n'estant pas l'usage de nommer d'économe pour des bénéfices que on résigne, veu

que celui à qui on les résigne n'en doit estre en possession que en vertu des bulles; némoins, après que M. le procureur général aura examiné la chose avec M. le premier président, je feray ce que vous me manderés; et cependant je ne toucheray à rien.

On donnera les ordres pour la sésie des abéyes que ledit cardinal avoit.

On approuve ce que a esté résolu à l'esgard des curés et chanoines; et le Roy met seulement en considération s'il ne seroit pas à propos d'arrester le nommé Joly <sup>1</sup>, que tout le monde connoît pour un factieux, et qui, outre qu'il a esté un des chef en la dernière rencontre, s'est toujours signalé, et a composé le libre de l'Éducation du Roy <sup>2</sup>, qui est un libelle.

Je suis persuadé que le chapitre de Notre-Dame purgé fayra son devoir; mais, en tout cas, on aura recours à M. l'archevêque de Lion; et M. Le Tellier a déjà ordre d'en parler à M. de Villeroy, afin que luy escrive.

L'arrest sur le sujet du *Te Deum* est fort bon, et réparera avantageusement l'injure que le Roy a receue.

Il faut tesmoigner à M. le doyen de Notre-Dame et à M. Tevenin que le Roy leur sait bon gré de ce qu'ils ont fait, et que S. M. en conservera le souvenir; mais je ne crois pas que la révocation de la démission de l'archevêché de Paris puisse estre empêchée de quelque manière qu'elle soit faicte, de la part du cardinal de

<sup>1</sup> Claude Joly, chanoine de Notre-Dame. (J. R.)

<sup>2</sup> *Recueil des maximes véritables pour l'institution du Roy, contre la pernicieuse politique du cardinal Mazarin*; Paris, 1652, in-8°. Cet ouvrage fut brûlé par la main du bourreau. (J. R.)

Retz; ce n'est pas qu'il n'y aye d'autres moyens pour soutenir qu'il n'y peut plus rien prétendre.

On a donné bon ordre pour assister M. de La Meilleray, non seulement des troupes, mais des vaisseaux et de tout ce que luy peut estre nécessaire pour mettre à la raison les fauteurs de l'évasion dudit cardinal.

Je sçais que la maréchalle de La Meilleray travaille incessamment pour adoucir son mary. Je n'oublie rien pour empêcher qu'elle ne vienne à bout de son dessein; mais je crois que serviroit beaucoup à cela, si, par quelque lettre non signé, ledit maréchal pouvoit estre informé de beaucoup des choses qui se passent. Je vous prie d'y songer.

Dans le paquet cy jooint, vous trouverez les ordres du Roy que on vous devoit envoyer; et je vous prie de n'espargner aucun soin pour l'exécution.

Leurs MM. ont esté très ayses des deux personnes qui ont esté arrestées par la diligenze de M. le procureur général.

Il faut conserver ce que le maréchal de La Meilleray propose à l'esgard des édits qui peuvent estre vérifiés en Bertagne.

J'ay peine à croire ce que vous me mandés avoir esté dit par M. Servien à M. de Nouvion; et, si vous l'approuvés, je luy escriray là-dessus en forme que, si la chose est vraye, il sera embarrassé à me répondre. Répondez-moy sur cet article; et cependant je vous suis obligé de la manière dont vous en avez usé pour l'amour de moy.



## II.

A Pérone, le 25 aoust 1654.

LE sieur Scaron m'a rendu votre lettre sans date. Les ordres avoient été déjà donnés pour Comercy, et M. de La Ferté n'aura aucune difficulté à les exécuter.

Je ne sçais pas que le nommé Monfort aye donné aucune nouvelle.

N'estant venus isy que deux curés, je ne comprend pas comme les autres soyent sy animés du départ de tant de leur confrères. On renvoyera celui de Saint-Cosme et le chanoine qui a fait chanter le *Te Deum* à l'Ostel-Dieu; car on a bien reconneu qu'ils n'ont pas péché par malice. Joly estant le plus coupable de tous, Leurs MM. ont esté surprises qu'il n'a y pas accompagné les autres chanoines.

Pour le curé de Saint-Paul<sup>1</sup>, je suis très ayse qu'il veuille changer de conduitte et bien servir le Roy à l'avenir, et je le seray encor davantage si je voys qu'il tienne parole; mais pour ce qu'il demande de poursuivre contre les jésuites, il seroit bon, auparavant de donner aucun ordre, de sçavoir les sentiments de M. le chancelier, lequel, si je m'en souviens bien, arresta, par l'avis de tout le conseil, les procédures contre les jésuites, lors que l'on fit revenir le curé de Saint-Paul, et que le Père confesseur du Roy s'en estant meslé, on le creut renconcilié avec lesdits jésuites.

Je suis mary que les ordres que vous attendiés ne soyent arrivés plus tost; mais j'espère qu'il n'y aura rien de gasté pour cela; et vous en avez usé très prudemment de différer par les raysons que vous m'escrivés.

<sup>1</sup> Nicolas Mazure. (J. R.)

On me mande que Vasse tient des très méchants discours sur le sujet du cardinal de Retz, de qui il est parent. Je vous prie de vous en informer, et m'en faire sçavoir la vérité.

Je ne m'estonne pas de ce que Poncarré dit. Il seroit bon que M. le premier président en eust connoissance comme d'une chose que je vous ay escrite; car c'est un esprit qui ne fera jamais bien à Paris.

J'ay sceu que le président Lothin a fait rage dans la dernière assemblée du Parlement, ayant ouvert l'avis de continuer le Parlement pour faire et establir les députés des rentes.

Il ne faut pas s'estonner de la liberté avec laquelle vous me dites que l'on parle à Paris, car cela arrive toujours quand le Parlement s'assemble et tesmoigne mauvaise volonté, et quand des personnes de qualité font connoistre d'estre disposés au remuement. Je suis persuadé que chacun modérera ses passions voyant, contre leur attente, les bénédictions qu'il plaît à Dieu verser sur le Roy par tant d'importans et glorieux succès qu'il fait remporter à ses armes, et que l'on voudra bien attendre d'autres occasions moins favorables pour monter leur venen; mais comme ce seroit une grande imprudence de prétendre, à force de victoires et de conquêtes, contenir un chacun dans son devoir, aussy il est absolument nécessaire que le Roy donne ordre à ses affaires en sorte que, quelque événement que ayent ses desseins et ceux des ennemis, il ne soit pas exposé à esprouver la mauvaise volonté des malintentionnés de son royaume.

Je me réjouis avec vous et M. le procureur général de l'avantage que le Roy a remporté à Arras, qui est assez décisif. Vous en aurez reçu le premier la nouvelle. Je vous prie de faire mes compliments là-dessus

à M. le premier président et l'asseurer toujours de mon amitié et de la passion que j'ay de luy en donner des marques.

Les potences, les libelles, les assemblées de noblesse, les méfiances parmy les rentiers, les remuements des curés et choses semblables, sont des armes avec lesquelles combat d'ordinaire le cardinal de Retz ; mais, à mon avis, elles seront foibles pour résister à celles avec lesquelles on l'attaque et ses principaux fauteurs ; et, pour moy, je vous diray ce que le duc de Savoye et le duc d'Ossone dirent quand ils eurent avis d'avoir esté, l'un pendu à Gênes et l'autre à Venise : que, pourveu que l'original se porta bien, il ne se mettoit pas en peine de ce que arriveroit à l'effigie.

Je vous remercie de ce que vous avez fait à l'esgard de La Bachellerie et de Marsac ; et vous me manderés l'argent que vous avez donné, afin que je fasse expédier une ordonanze pour votre remboursement.

Jamais agents du clergé n'ont esté si bien traittés en leur particulier et pour les intérez de leur corps, que ceux qui en exercent la charge présentement ; et il est estrange qu'ils se cabrent quand quelqu'un dans le conseil soutient l'intérêt du Roy. S'ils vouloint prendre la peine de se ressouvenir comme les choses alloint du temps de M. de Bullion, je m'asseure qu'ils seroient ravys du traitement qu'ils reçoivent à présent.

J'attenderay à mon retour, comme vous dites, d'esclarcir l'affaire de M. de Novion.

Soyés en repos que l'on fera à Machecou ce qu'il faut, et que le Roy en sera absolument le mestre. Je feray partir au plus tost des mes gardes.

*P. S.* Je vous envoie la lettre que on avoit oblié pour M. de Gondy, etc.

---

12.

Le 24 aoust 1654, à Péronne.

MAGNI est arrivé, et m'a rendu toutes les despêches. Le Roy a approuvé tout ce qui a esté résolu ; et on a seulement changé quelque parole en deux ou tres expéditions, parce qu'il sembloit que on estoit en grande appréhension que le cardinal de Retz vint à Paris, estant certain que on seroit bien ayse qu'il en prist la résolution.

Pour les curés, on en usera comme vous mandés ; mais vous voulés bien que je vous die que ceux qui ont esté d'avis de chanter le *Te Deum* sont assez criminels, et que celuy de Saint-Paul a des très méchantes intentions. Je le sçais de certaine science, et qu'il est le plus ambitieux des hommes. Il a prétendu d'estre évesque, et, par ceste raison, a caché quelque temps le jansénisme qu'il avoit dans le cœur, et a fait ostentation d'estre ennemy du cardinal de Retz ; mais n'ayant pas esté élevé à ceste dignité, n'a rien oublié pour tesmoigner son chagrin, allumant le feu par tout, et se signalant en tout ce que pouvoit croire qu'il despleroit au Roy. L'on m'a escrit que c'est luy qui a fait la response au nom des curés à la lettre que le cardinal de Retz leur a escrite ; elle est fort imprudente, et je m'assure que M. le procureur général et vous l'aurez jugé de mesme.

Vous ne me mandés, ny M. le chancelier, que on aye rien fait contre le curé de Saint-Merry, qui, assurement, est le plus coupable de tous, n'y ayant rien de plus séditionnel et de plus grand mespris pour le Roy que ce qu'il a dit dans son prosne, et d'autant plus qu'il a eu l'insolence de le faire après les deffenses

du Roy. Je vous prie de me faire savoir quelle résolution on prendra là-dessus.

On ne manquera pas de faire connoistre à Rome l'intention du cardinal de Retz dans le retranchement que les prétendus vicaires ont fait des deux mots sy essentiels *apostolique et romaine*, et, au surplus, obliant de prier pour la Reyne; et concluant que on prie pour le prince de Condé, qui est de la maison royale, ils se contredisent, n'estant pas possible de demander à Dieu de bons succès pour le Roy contre ses ennemys, et le prier aussy pour le prince de Condé, puisque ledit prince travaille autant pour la prise d'Arras que le Roy pour l'empêcher.

Le mareschal de Villeroy m'a dit que Chatteau-Renaud estoit passé à Lion pour venir à Paris, ce qui est contraire à ce que vous me mandés. Je vous prie de vous en informer afin que, vostre avis estant véritable, on puisse donner en Provence les ordres qu'il faut.

J'ay receu le papier de M. l'archevêque de Toulouse. Je vous prie de l'en remercier de ma part, et l'asseurer du secret; au surplus, il y aura temps de résoudre ce qu'il y aura à faire; et pour moy, je crois que l'expédient contenu dans vostre lettre c'est le meilleur.

Vous avez esté bien averty que le cardinal de Rhetz envoyeroit isy; car, à l'instant que je receus votre lettre, il arriva un gentilhomme de sa part avec des lettres pour le Roy et M. de Brienne, auquel il s'adressa; mais il a refusé de les recevoir, et luy a dit qu'il estoit bien hardy de se présenter isy, après ce que ledit cardinal a fait, et que S. M. n'entenderoit parler de lui que lorsqu'il seroit prisonnier à Nantes. On fera ce qu'il faut à Machecou, et on donne à M. le maré-



chal de La Meilleray toutes les troupes, officiers d'artillerie, canons, vaisseaux, galères, petits bastiments, et généralement tout ce qu'il pourra desirer pour pousser l'affaire à bout. Et c'est à mon avis le langage qu'il faut tenir au cardinal de Rhetz pour l'obliger à prendre les résolutions auxquelles il tesmoigne estre si contraire.

Je suis très aise de ce qui s'est passé au Parlement, et je n'ay pas manqué de faire valoir auprès de Leurs MM. l'adresse et la sagesse conduite de M. le premier président. Il sera bon de sçavoir quelle response il faudra faire à la lettre qu'il écrira au Roy; bien entendu que S. M. n'accordera pas de procéder à ceste députation des syndics que les bruillons et malintentionnés poursuivent subs le nom et le prétexte des rentiers, qui n'ont rien à souhéter, estant payés avec punctualité, et le Roy voulant que cela continue toujours, sans que, par quelque accident que se puisse estre, il y puisse avoir le meindre changement. Je vous diray aussy que le Roy est sy résolu à empêcher la continuation du Parlement pendant les vacations, qu'il n'y a moyen duquel S. M. ne se serve pour l'empêcher.

Je n'ay pas manqué de faire remarquer à Leurs MM. l'utilité que leur service ressent d'avoir suivy le conseil de gagner temps en l'affaire du Parlement. On songe sérieusement aux précautions pour l'assemblée générale du clergé, et j'espère que tout ira bien. J'envoye les nouvelles du siège d'Arras à M. le chancelier, qui en fera part au conseil. Je vous prie de le dire à M. le premier président de ma part; en un mot, ce qu'il y a d'essentiel, c'est que demain, jour de Saint-Louis, on donnera aux lignes, avec les 3 armées composées de 17<sup>m</sup> hommes de pié, xi<sup>m</sup> chevaux,

4<sup>m</sup> officiers , et ce qui sortira d'Arras pour le mesme effet, qui fera bien son devoir. Le succès est entre les mains de Dieu, et le Roy va à gagner beaucoup, sans azarder que Arras.

Je vous prie d'assurer M. le procureur général de mon amitié, insy que je suis persuadé que vous l'estes entièrement.

---

13.

A Compiègne, le 16 may 1657.

JE suis persuadé que M. le procureur général fait au-delà de ce qui est possible, et je suis au désespoir lorsque, pressé des nécessités indispensables, je suis contraint à le solliciter. Il y a isy 500 officiers à qui on a promis des gratifications, et on est obligé à les laisser consumer faute d'argent. L'artillerie, les voitures, les travaux, l'ospital et la subsistence des Anglois, Suizes et Italiens demandent un payement puntuel tout le mois, comme aussy les despenses d'Italie et de Catalogne, et je voudrois une fois pour toutes n'avoir pas à solliciter les fonds que M. le procureur général est convenu de fournir tous les mois. Je vous conjure de faire ensorte que cela s'exécute insy; car vous ne sçauriés vous imaginer la *renitense*<sup>1</sup> que j'ay à faire ce mestier, et qu'il n'y a rien de si constant que ma conduite à donner plus tost jusques au dernier sol de mon argent que importuner avec mes poursuites.

Je suis satisfait au dernier point de M. le procureur général, et j'ay une entière confiance en luy, m'ayant parlé aussy bien et aussy sincèrement que je pouvois

<sup>1</sup> Du mot italien *renitenza*, répugnance. (J. R.)

souhater. C'est pourquoy je vous escriis ce que dessus avec liberté, comme je feray toujours, et je m'assure qu'il n'oblira rien pour me sortir des avances que j'ay fait en dernier lieu : car effectivement je n'ay pas un sol.

Il y a deux petites parties qu'il m'avoit promis de me faire rendre; mais il l'aura oblié. L'une, c'est une ordonanze que je luy donnois avec le blanc de madame de Chevereuse, et l'autre, concernant le chevalier du guet, que j'ay fait payer de mon argent.

J'ay embrassé Becherel, et je luy ay dit ce qui pouvoit servir pour redoubler sa passion et sa tendresse pour vous, quoyque je sçais bien qu'elle est à un puynt de ne pouvoir plus augmenter.

J'eusse volontier demandé pour le sieur de Saint-Thomas ce que Lignerolles avoit, si la chose ne se feust trouvé donnée à madame de Venelle le jour auparavant; mais, en un autre rencontre, je m'employerai volontier pour luy procurer quelque bienfait.

Je suis touché de ce que vous me dites de l'affection que vous avez pour moy; aussy, je suis persuadé qu'elle ne manquera jamais, et que vous fériés, en des rencontres très difficiles, encor plus que vous ne dites; mais soyés assuré de la mesme manière que mon amitié vous est assuré au dernier puint.

Je vous remercie du soin que vous prenez touchant les colporteurs de libelles. Il semble important d'en punir quelqu'un, pour intimider les autres et oster la facilité qu'on a d'en trouver. Je crois que, pour faire

honte à l'ambassadeur de Savoie de sa curiosité indiscrète, il seroit bon que vous l'allassiez trouver pour luy dire que l'on a sceu icy la recherche qu'il faisoit de tout ce qui a été imprimé, durant les derniers mouvements, contre la cour et particulièrement contre le cardinal Mazarin, et que, comme l'on a arrêté depuis peu quelques uns de ceux qui faisoient le débit, contre les deffenses qu'ils en avoient receues, on sera bien aise de sçavoir si ce sont des gens qu'il appuye, parce qu'en ce cas, on feroit beaucoup de considération de ses offices; mais que, du reste, n'estant pas juste que sa curiosité demeure sans estre satisfaite, et mesme pour luy espargner la peine de recouvrer tous lesdits libelles, on luy en fera faire un recueil qu'on luy enverra relié fort proprement à son logis, s'il le désire. Vous en userez néanmoins comme vous jugerez à propos.

Je m'estonne que l'on n'ayt pas fait arrester le sieur de Memon, s'il est vray que de son sceu l'on ayt distribué des libelles chez luy, et de là ailleurs.

J'ay veu l'imprimé que vous m'avez envoyé, où j'ay remarqué, au commencement de la 78<sup>e</sup> page, qu'il y a un équivoque important, y ayant *l'archevesché de Rheims* au lieu de *l'évesché de Chartres*, et en la 63<sup>e</sup>, que l'on fait une répétition, qui semble trop proche, de ces mots : *une infinité de fois*. Ce sont des fautes qu'il faut corriger, si ce n'est que, pour la seconde, celui qui a soin de l'impression jugeast que ceste répétition fust plus tost un ornement qu'un deffaut dans l'expression; et quand la pièce sera achevée d'imprimer, je vous prie seulement de m'en envoyer une douzaine d'exemplaires, et qu'on ne la rende point publique que je ne vous le mande. Il y en a encore une autre que vous aurez eue, qu'il

faut faire mettre soubz la presse le plus promptement qu'il se pourra.

Je résoudray ce qu'il y aura à faire à l'esgard du sieur de Chasteauregnaud ; cependant ne luy tesmoignez rien. Je souhaiterois seulement que vous pussiez descouvrir qui sont les personnes de considération qui ont le plus de partialité pour le cardinal de Retz, ou correspondance avec luy.

Je vous prie d'asseurer madame la duchesse de Chevreuse de mon très humble service.

Je vous conjure de ne rien oblir pour la punition de ces colporteurs, lesquels, quoy que l'on puisse dire au contraire, sont esgalment coupables pour le délit de vieux libelles comme pour les nouveaux. Si vous avés quelque nouvelle de Rémi, je vous prie de me les mander. <sup>1</sup>

Le cardinal MAZARINI.

---

15.

Le 20 juin 1657, à Lafère.

J'AY esté très ayse de l'arrest de Dorat <sup>2</sup>, et j'espère que vous me donnerés bientost des grandes connoissances du lieu où est le cardinal de Rhetz et de tous ces intrigues ; car vous pratiquerés tous les moyens imaginables pour faire parler ledit Dorat.

Pour ce qui est des intendents, après avoir examiné soigneusement la chose, je suis obligé de vous dire que toutes les raisons obligent à se tenir à ce qui a esté résolu auperavant de partir de Pa-

<sup>1</sup> Ce dernier alinéa seul est de la main du cardinal. (J. R.)

<sup>2</sup> Voyez dans le tome 1<sup>er</sup>, page 259, une lettre de Mazarin où il est question du même Dorat. (J. R.)



ris et à la déclaration publique que on a fait là-dessus ; et je vous prie de le dire à M. le procureur général.

Je vous conjure de tenir la main afin que les imprimeurs arrêtés soyent exemplarment punis , car, sans cela , on ne derrasinera jamais ceste canalle , qui fait plus de mal à l'Estat que les Espagnols.

Je suis estonné de ce que vous me mandés de la pieze que on vous a joué auprès de madame de Chastillon<sup>1</sup> ; mais elle n'aura pas tardé d'en reconnoistre la fausseté.

M. le chancelier m'a escrit en faveur du prévost de Lisle , pour une compagnie de chevaux-légers que on vouloit lever à Paris ; et comme je n'en ay pas ouy parler, je vous prie de m'en informer si vous en sçavez quelque chose, et me remettant à ce que j'escris à M. le procureur général et à ce que M. Servient luy dira. Je vous assure plus que jamais de mon amitié.

Le cardinal MAZARINI.

J'ay receu un petit billet que vous m'avez escrit ; mais non pas les pièzes dont vous me parlés ; et il faut que vous ayés oblié de me les envoyer.

C'est un grand malheur que on ne puisse empêcher à Paris l'impression et le débit des libelles. Pour ce qui est de M. Brutel, il pourra traitter avec qui il voudra , pourveu qu'il le fasse bientost et que ce soit une personne capable d'avoir un vieux corps.

<sup>1</sup> On trouve dans les *Mémoires de mademoiselle de Montpensier* quelques détails sur le degré d'intimité des relations qui existoient entre cette dame et l'abbé Fouquet. (J. R.)

---

16.

A Steney, le 16 juillet 1657.

Vous voirés ce que j'escris à M. le procureur général; c'est pourquoy je n'ay autre réponse à faire à vostre lettre que à vous remercier, comme je fais de tout mon cœur, de nouvelles assurances que vous me donnés de vostre amitié, et de l'application avec laquelle vous alliés metre toutes pièzes en euvre pour empêcher les libelles. Le grand et unique remède est de châtier sévèrement ceux qui les composent et les impriment, et je vous advoue que je suis un peu surpris de voir que on ne prend pas encor aucune résolution contre ceux qui sont en prison, et que on ne croye pas devoir faire autre chose à l'esgard de Bernière que de le faire venir par une lettre de cachet; car s'il appartient à des gens de condition et qui servent bien le Roy, S. M. doit récompenser et donner des marques de sa bienveillance aux uns et de son indignation à l'autre, le faisant punir: n'estant pas de la justice ni de la prudenze de récompenser, par exemple, les services d'un père en pardonnant les crimes du filz, n'y ayant rien de si danjeureux et préjudiciables dans un estat bien policé que des semblables compensations.

Le cardinal MAZARINI.

17.

A Dijon, le 9<sup>e</sup> novembre 1658.

JE vous suis fort obligé du soin que vous avez pris de m'advertir en diligence de ce qui s'est passé à l'hostel de Soissons. J'en escris assez fortement à

M. le duc de Longueville, selon vostre advis, afin qu'il oblige madame la duchesse de Nemours à réparer ce qu'elle a fait, et qu'il prévienne les mauvaises suites que pourroit avoir une semblable violence, dans laquelle je me trouve intéressé en mon particulier. Je verray la response qu'il me fera, et, comme vous me faites espérer que vous serez à Lyon en mesme temps que la cour, je vous en pourray entretenir alors plus en détail, et vous confirmer de vive voix que vous n'aurez jamais un meilleur amy que moy.

Je vous réplique que vous m'avez fort obligé de la manière dont vous en avez usé en ce rencontre, car je vois la passion avec laquelle l'amitié que vous avez pour moy agit lors qu'il y a occasion de la faire paroistre. Par la mesme raison qu'il seroit très aysé de repusser la violence de madame de Nemours, j'ay juggé à propos de ne le faire pas jusques à voir quel effect produira ce que je viens d'escrire à M. de Longueville, apprez quoy, si l'on y est contraint, on prendra les résolutions qui seront nécessaires, qui seront appuyées de la justice, puisqu'elles seront fondées sur l'arrest du Parlement. Je vous prie de conférer là-dessus avec le sieur Colbert, afin que s'il y aura quelque chose à exécuter pendant vostre absenze, il le puisse faire; et je m'asseure que M. le premier président et M. Nemon, sy on leur en fait instance de ma part, feront tout ce qui se pourra pour autoriser ce qui aura esté résolu pour ceste affaire, sy M. de Longueville ne fait promptement réparer l'affront qu'il en a receu. Je vous prie de dire au sieur Colbert que s'il a quelque chose à m'envoyer à lire, vous prendrez la peine de me l'apporter, et comme je prie M. le procureur général de vous assister sans aucun délai, vous me ferez

grand plaisir si vous, venant en diligence, m'apportés l'expédition des choses que je luy demande.

Le cardinal MAZARINI.

---

18.

A Saint-Jean-de-Luz, le 3 septembre 1659.

J'ay receu trois de vos lettres, dont la dernière est du 17<sup>e</sup> du passé, ausquelles l'accablement d'affaires où je suis, m'a empesché de respondre avec ma ponctualité ordinaire. Si vous pouvez recouvrer le libelle qui a esté fait contre la paix, vous me ferez plaisir de me l'envoyer; et j'ay escrit à M. le surintendant qu'il me semble qu'on pourroit traiter un semblable ouvrage comme il le mérite. Je croy bien employée la gratification que vous avez faite à la personne qui vous a donné les advis que vous m'escrivés sur les affaires de Normandie; mais je vous advoue que je suis surpris que depuis si long-temps que l'on travaille à prendre quelques-uns de ces gentils-hommes condamnez, on n'en ayt encore pu venir à bout: et s'il vous peut réussir de faire arrester celui qui devoit aller à Paris, vous rendrez un service considérable. Si vous apprenez quelque chose de la continuation des assemblées de l'archevesque de Sens, ou de quelques cabales parmi les curez de Paris, vous m'obligerez de m'en donner part. Je vous prie aussy de me mander en détail qui sont ceux qui font des avances à M. le Prince dans cette conjoncture, ou de vous en bien informer pour me le dire quand nous nous verrons. Je ne juge pas à propos qu'on envoie aucun corps de troupes en Normandie, parce que cela asseurement

pourroit faire plus de mal que de bien. Il faudra seulement y en envoyer quelques-unes pour appuyer l'exécution de l'arrest du grand conseil, s'il y a à raser des maisons ou abbattre des bois des coupables. Vous n'avez qu'à envoyer au P. Annat un mémoire sur la permutation dont vous m'escrivés : et quand je seray à la cour j'en parleray au Roy, et vous y rendray tout le service qui dépendra de moy.

Je viens présentement de recevoir votre lettre du 4<sup>e</sup> aoust qui ne me donne aucune matière de rien adjoûter à ce que dessus. — Au mesme instant on m'a aussy rendu celle du 29<sup>e</sup> qui me donne de l'impatience d'apprendre qu'on eust arresté le gentilhomme qui estoit allé à Rouen trouver M. de Matignon. Je vous remercie des autres advis que vous me donnez, et je vous prie d'asseurer la personne de qui vous en recevés souvent, que je conserveray toujours beaucoup d'estime et de reconnoissance pour elle.

Je vous prie d'estre assuré de mon amitié, et de croire que je vous en donneray tousjours des marques.

---



## V.

## MÉMOIRE DU CARDINAL MAZARIN

CONTRE LE DUC D'ORLÉANS.<sup>1</sup>

(FÉVRIER 1651.)

S. A. R., la veille de la Chandeleur, interrogé par la Reyne à la présence du Roy, du Garde-des-Sceaux, M. Le Tellier et moy, que est qu'il faudroit faire si le Parlement, après les remontrances pour la liberté des princes et la response que on luy fit avec toute bonté, continuoit à prester et donner des arrests en leur faveur, respondit qu'il ne falloit plus rien faire et casser tout ce que diroit.

S. M. luy demanda après ce que l'y avoit à faire sy le Parlement donnoit quelque arrest contre moy, estant assés public que le coadjuteur sollicitoit depuis quelques jours les conseillers pour cest effect, et S. A. R. respondit qu'il falloir casser les arrests; que le Parlement ne devoit pas se mesler des ministres, et que une telle entreprise mériteroit bien que on fit autre chose que casser; mais que les conjonctures présentes ne permettoient pas de faire davantage.

Cependant, un jour après, MONSIEUR, conseillé par le Coadjuteur, va au Parlement pour se déclarer contre le Cardinal, les chambres assemblées, et se rendit

<sup>1</sup> Madame de Motteville parle avec détail de la rupture inattendue de la bonne intelligence entre la reine et le duc d'Orléans, rupture qui donna lieu au projet de *Mémoire* qu'on va lire. Son récit, qui s'y trouve tour à tour confirmé et contredit, peut être utilement comparé au *Mémoire*, dont nous n'avons trouvé que ce fragment inachevé. (J. R.)

dénonciateur d'un autant imprudent que méchant discours, auquel le Cardinal n'avoit pas solement songé. Mais S. A. R., assuré par le Coadjuteur que je l'avois dit devant Leur MM., en assura le Parlement et m'accusa, sans considérer le préjudice que cela luy fesoit à cause de sa naissance, de sa qualité et du poste de lieutenant-général et chef des conseigles, et par beaucoup d'autres raisons qui tombent dans le sens d'un chacun, puisque, quand oroit été vray que j'eusse esté si mal advisé de tenir de si sots propos, S. A. R. ne devoit dénoncer ce qui se passoit au conseil, les roys donant de tout temps la liberté à ceux à qui faict l'honneur de les y appeler de dire sans aucune réserve ce qu'ils estiment à propos pour son service. Et, parce que le Coadjuteur croioit, pour ne manquer le coup, de devoir dresser toutes ses batteries contre moy, il fit aussy que S. A. R. déclara dans le Parlement et ratifia apprès en diverses compagnies, devant quantité de noblesse, que j'avois dit aussy que, parmy la noblesse, l'y avoit quantité de Cromwels et de Farfax, afin que cela dona lieu à les eschoffer contre moy dans l'assemblée que on avoit résolu de tenir par la permission de S. A. R., et dont les chefs devoient estre des factieux liés au Coadjuteur et à madame de Chevreuse, comme Montrésor, Béthune, Fiesque, . . . . ., Faussose et des semblables.

Jamays l'y eut une tel imposition; et, outre que S. A. R. feroit un notable tort à son rang, et sa qualité et son honeur, que de se rendre accusateur, quand cela seroit vray, il se le faict encor plus grand lorsqu'il n'y a pas la moyndre apparence, et il ne peut pas faire son salut, s'il ne se desdit; car il sçait bien qu'il n'ayt rien de si faux. Il me poret bien avoir ouï dire que le Coadjuteur avoit dit assés en public que sy

Beaufort estoit Farfax, luy estoit Cromwel<sup>1</sup>; mais cela est bien différent.

La déclaration de MONSIEUR, au mareschal de Gramont, en faveur des princes feut faicte par le conseil de madame de Chevreuse et le Coadjuteur, afin de gagner l'esprit des partisans des princes et s'an pouvoir servir à ma ruine; son intention ayant esté, s'ils en poyoient venir à bout, de laisser les princes en prison et s'an rendre les mestres, le Coadjuteur ayant eue toujours ceste pensée.

Il crurent que la crainte de la sortie des princes obligeroit le Cardinal à faire tous les avanzen à S. A. R. et aux deux conseillers pour l'empêcher; et que cela estant, la perte dudit Cardinal seroit infaillible, car tous les partis s'uniroient contre luy, qui seroit considéré comme le seul qui empêchoit laditte liberté, après la déclaration favorable que S. A. R. avoit faict.

Le Cardinal parla, le soir mesme que MONSIEUR luy envoya le maréchal de Gramont, à S. A. R. devant la Reyne et le Garde-des-Sceaux; et ce que luy dit estant important que on s'en souvienne, on le mestra à part. Pour à présent, sera assés de dire que luy parla si bien et si fortement que Sadite A. ne sceut luy respondre une sole parole et demeura très confuse; et il parut bien que le Garde-des-Sceaux avoit esté de la caballe, car la Reyne remarca que, au lieu d'ayder à fayre des reproches à MONSIEUR pour le ramener, ou ne disoit mot, ou l'excusoit, nonobtant que la Reyne, qui estoit dans le lit, le poussât plusieurs fois avec le pié. Et le Garde-des-Sceaux, croyant que sa conduite le descouvriroit, en fit des excuses au Cardinal, luy disant qu'il avoit si bien parlé, qu'il n'avoit pas esté de besoin qu'il dit un sol mot.

<sup>1</sup> Voyez tome premier, p. 235. (J. R.)

Après ce discours, le Garde-des-Sceaux demanda, le jour après, d'aler voir S. A. R.; et, revenant du Luxembourg, ala voir le Cardinal, à qui parla, à la présence du mareschal de Villeroy et de M. Le Tellier, concluant que l'on feroit retraitter (rétracter) S. A. R. pourveu que on fit un traité avec luy, qu'on ne songeroit en aucune façon à fayre sortir les princes, et que ce traité seroit signé non seulement de la Reyne et de Sadite A., may du Cardinal et de tous les autres ministres qui en auroient conessence; et ajusta que on verroit sy l'y avoit quelque autre chose à faire. Madame de Chevreuse parla au Cardinal en ceste mesme conformité deux fois, et à la présence de la Reyne, mettant toujours sur le tapis l'accomodement avec le Coadjuteur, et le Garde-des-Sceaux fit encor une autre tentative.

Le Cardinal reconnut fort bien que on luy voloit mestre tout le monde sur les bras, et faire parestre que luy avoit faict retraitter MONSIEUR de ce qu'il avoit dit au mareschal de Gramont; que l'on voloit extorquer le cardinalat pour le coadjuteur, et que on voloit resserrer plus que jamais les princes en prison; et vit par là que, ne povant se garantir d'une persécution que le Parlement luy fesoit, assisté de S. A. R. mesme subs main, et que, le Coadjuteur devant estre le maistre, la perte de l'Estat estoyt infaillible, respondit toujours que, après les déclarations de S. A. R., il ne voloit pas s'attirer tout le monde contre.

Et c'est alors qu'ils résolurent la liberté des princes par quelque violence à Leurs MM., puisqu'ils veioient bien que S. M. l'accorderoit pour se valoir d'eux contre la cabale du Coadjuteur, lequel pensa de pouvoir oster tout le mérite au Cardinal par ceste sortie et creut de devoir azarder tout, puisque aussy bien il estoyt

perdu sy ne s'eschapoit par ce moyen; mit sur le tapis le mariage de mademoiselle de Chevreuse, sa mestresse, avec le prince de Conti, et gaigna par cest effect Arnau et Viole, et en fit un article du traitté auquel s'engaza S. A. R., comme aussy pour un cardinalat, et comme cela creut que s'estoit un bon moien pour s'assurer l'engagement de S. A. R. et de M. le Prince, le changement de profession du prince de Conty, au des-pense duquel récompensoit sa dame, et espéra mesme pouvoir par ce moien avoir une partie des ses bénéfices, aussi qu'il obtenoit ce que suhetoit le plus, que estoit de mettre tout en confusion, et achemina la ruine de l'Estat, à laquelle travaille avec tant d'aplication depuis plusieurs années. La sortie du Cardinal de Paris estoit absolument nécessaire parce que le rendoit mestre des princes pour en user conformément à ce que jugeroit à propos après les avoir veus, fortifioit la Reyne pour toutes les résolutions qu'elle eût volu prendre, particulièrement contre le Coadjuteur. Le prétexte du Cardinal, manquant par sa sortie, désarmoit S. A. R. et sa caballe, qui avoient résolu de findre la même chose que firent lorsqu'ils mirent des gardes aux portes subs prétexte que la Reyne voloit amener le Roy, en faisant bruit la nuit par des émissaires qui aloient frappant aux portes pour en advertir les bourgeois, et enfin, par sa sortie, povoit faire agir les troupes, assurer les places....

---



## VI.

## ENTREPRISES

SUR LA PERSONNE DU ROY LOUIS XIII<sup>e</sup>.<sup>1</sup>

— LE nommé Marin, de Sedan, a donné avis, le 8<sup>e</sup> de juillet <sup>2</sup>, qu'il y avoit en ladite ville un jeune homme qui luy avoit dit avoir esté sollicité par un nommé La Roche, gentilhomme du mareschal de Marillac, d'empoisonner le Roy avec une certaine poudre qu'il luy devoit donner; et luy fit offre de mille pistoles à descouvert pour l'y engager.

— On eust aussi avis qu'on avoit envoyé de la poudre à un capucin à mesme dessein.

— Le sieur Cornillau, envoyé de la part de M. de Chaulnes pour advertir le Roy de ce qui se passoit en Picardie, dit à Sa Majesté, le 14 mars 1632, qu'Auger, qui conduit l'entreprise de . . . . , estant allé pour parler à Chantemesle de ceste affaire, ledit Chantemesle estant chez un gentilhomme du comté de Bourgoigne, appelé Baratre, en la maison duquel on retire les eschelles et pétards pour ladite entreprise, après que lesdits Chantemesle et Baratre eurent parlé de la facilité ou difficulté de ladite entre-

<sup>1</sup> Le compilateur anonyme du *Journal de Monsieur le cardinal duc de Richelieu* a connu ces notes, dont il a inséré un court fragment dans son ouvrage (aux pages 102-105 de la première partie, édition d'Amsterdam, 1664, in-12). Avec le dessein d'attribuer au cardinal ces Mémoires, écrits, dit-il, *de sa main*, il ne pouvoit publier en leur entier des documents qui, en plus d'un endroit, démentent cette assertion. Nous les donnons ici d'après un manuscrit ayant appartenu au séminaire de Saint-Magloire, et qui, en dernier lieu, passa de la Bibliothèque de l'abbé de Terssan dans celle du Roi. (J. R.)

<sup>2</sup> 1631. (J. R.)

prise, ils dirent en sa présence que si les affaires continuoient, il y avoit bien un moyen plus court, qui estoit d'empoisonner *le Chesne*, ce qui se pourroit faire par du linge.

— Le 16<sup>e</sup> mars, M. le cardinal de La Valette me monstra une lettre du sieur Frangipani par laquelle le duc de Santo-Gemini luy escrit qu'il faut bien prendre garde à la personne du Roy et à celle du cardinal, parceque des religieux Neapolitains ont dit que dans peu de jours, il arriveroit un grand coup d'importance.

---

## HAINE DES ESPAGNOLS

CONTRE MONSEIGNEUR LE CARDINAL,

ET ATTENTATS SUR SA PERSONNE.

— Le Roy dit à monsieur le cardinal, le 10<sup>e</sup> febvrier, que Mazarin luy avoit decouvert, en partant, qu'en toutes les négociations qu'il avoit faictes, il avoit tousjours cognu que les Espagnols avoient un dessein particulier à perdre ledit sieur cardinal et qu'il devoit bien prendre garde à luy, veu que le Comte-Duc <sup>1</sup> feroit tout ce qu'il pourroit pour le faire périr.

— Mazarin escrit, du 27<sup>e</sup> avril, que les Espagnols voudroient bien que le cardinal fust hors de la cour au lieu de MONSIEUR, et qu'ils aimeroient bien mieux que ce fust luy qu'un autre.<sup>2</sup>

— Monsieur de Savoye <sup>3</sup> et ses ministres aussi, et

<sup>1</sup> Gaspard-Guzman, comte-duc d'Olivarez, ministre du roi d'Espagne Philippe IV. (J. R.)

<sup>2</sup> Le *Journal* imprimé ajoute : « Qui gouvernast les affaires. » (J. R.)

<sup>3</sup> Victor-Amédée I<sup>er</sup>, duc de Savoie. (J. R.)

principalement les comtes de Veruë et de Drouin, ont tesmoigné au sieur d'Emery estre en peine de la seurété de la personne de monsieur le cardinal.

— Le comte de Drouin a recommandé plusieurs fois audit sieur d'Emery de bien faire garder ledit sieur cardinal, ce qui semble indiquer qu'ils ayent quelque connoissance qu'on vouloit entreprendre sur luy.

— Montaignu a dit à monsieur le cardinal que le comte d'Olivarez donneroit des millions d'or pour que le cardinal fust hors des affaires, et qu'il le sçavoit très bien.

— Mazarin excita fort monsieur le cardinal, le 5<sup>e</sup> de febvrier, à se bien garder, disant qu'il sçavoit que les Espagnols pensoient gagner tout en le perdant, et qu'ils estimoient que par là ils remettroient toutes leurs affaires.

Il a dit que le cardinal de Savoye<sup>1</sup> luy avoit advoué, depuis la mort de son père, qu'il y avoit divers François qui s'estoient offerts à lui pour tuer monsieur le cardinal.

— Un nommé Clarissime<sup>2</sup>, de la maison de Guise, a dit par deux fois à Mazarin : « La maison de Guise subsistera et le cardinal ne subsistera pas. »

— M. de Brassac<sup>3</sup> escrit à monsieur le cardinal, du 19<sup>e</sup> avril, qu'un dominicain nommé Campanella luy

<sup>1</sup> Maurice, fils du duc Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>. Ce dernier mourut à Savillano, en Piémont, le 26 juillet 1630. (J. R.)

<sup>2</sup> Le *Journal* imprimé porte ici : « *Domestique* de la maison, a dit... » (J. R.)

<sup>3</sup> Jean de Gallard de Béarn, comte de Brassac, mort le 14 mars 1645, âgé de soixante-six ans. Il remplit de 1628 à 1632, les fonctions d'ambassadeur à Rome. Tallemant des Réaux lui a consacré un article dans ses *Historiettes*, III, 363. (J. R.)

a dit qu'estant à Naples, il avoit ouy dire à des Espagnols, plusieurs fois, qu'il n'y avoit moyen de se délivrer des incommoditez qu'ils reçoivent qu'en faisant attenter sur la personne de monsieur le cardinal.

— Le sieur Servien, du 24<sup>e</sup> avril, luy escrit qu'on luy a donné des advis de la hayne extrême que les Espagnols ont contre luy, qu'ils reconnoissent pour la plus certaine cause du malheur et de la décadence de leurs affaires, dont ils ne croient pouvoir jamais éviter la ruine que par celle de monsieur le cardinal; que le despit<sup>1</sup> du Comte-Duc est à un point, qu'il n'y a crime ny artifice qu'ils n'essayent d'esprouver contre luy: (ce) qui oblige tous ses serviteurs à le supplier de faire bien prendre garde à sa personne.

— Monsieur de Mende<sup>2</sup> adressa La Cliette à monsieur le cardinal, le 1<sup>er</sup> de febvrier, pour lui dire que MONSIEUR estant chez la Choisy, un nommé Pomme-nard dit, voyant passer le chevalier de Valencey: « Voilà un homme qui feroit bien un coup, si la reine se fioit en lui. » Ce qui tesmoigne que dans cette maison on parle de venir à cette extrémité.

— Le jour que le Roy chassa dans le parc du Bois-le-Vicomte, M. de Montmorency dit à monsieur le cardinal que Le Coigneux luy avoit clairement désigné qu'on avoit voulu attenter à sa personne et qu'on n'y avoit pas voulu entendre.

— Le 1<sup>er</sup> mars, M. de Bussy fist la decouverte de l'achapt des poignards fait par la princesse de Conty, qui s'est trouvé véritable au point où l'information le justifie; ce qui fait bien voir quel estoit son dessein.

<sup>1</sup> Le *Journal* imprimé porte: « Que l'esprit... » (J. R.)

<sup>2</sup> Silvestre de Crusy de Marcillac, évêque de Mende. (J. R.)

— On escrit de Bretagne qu'il se fault garder d'un archer des gardes nommé Saubion , qui a mauvais dessein contre le Roy et monsieur le cardinal.

— Un prisonnier du Chastelet a desclaré au procureur du Roy savoir, par ce qu'il avoit ouï dire en une conférence de madame d'Elbeuf avec M. de Rouannez , que le cardinal se debvoit garder d'entreprises sur sa personne par des femmes. Cela se rapporte à ce que le fourbisseur a dit des poignards vendus à des femmes.

— Il y a un prisonnier, nommé Cussy, entre les mains du sieur du Chastelet <sup>1</sup>, qui dit que dans Pasques, il sçait un homme qui doit donner un coup de pistolet à l'une de trois personnes, au Roy , à MONSIEUR ou au cardinal ; mais qu'il ne veut pas dire à qui. M. du Chastelet sçaura à qui, par son interrogatoire.

— Le procureur des Jésuites de Paris ouït , dans la cour du logis de monsieur le cardinal , deux hommes qui disoient : « Le moyen de le tuer, estant gardé comme il est ! » <sup>2</sup>

— M. de Barraut a envoyé son secrétaire, qui est arrivé le 26 de may, pour advertir que dom Gaspard de Leves, qui vient d'Espagne, amène avec luy seize ou dix-sept hommes qui ont tous esté repris de justice en Espagne.

— La Cliette et le sieur Seton sont venuz, le 15<sup>e</sup> juillet, advertir le cardinal, à Maison, que deux hommes

<sup>1</sup> Paul Hay, sieur du Chestelet, maître des requêtes et conseiller d'état, auteur d'une satire en prose latine contre les deux frères Marillac, et de quelques ouvrages historiques qui sont encore recherchés (J. R.)

<sup>2</sup> Ici s'arrête le *Journal*. Ce qui va suivre est inédit. (J. R.)



logez proche de l'hostel de Richelieu faisoient estat qu'il estoit aisé de tuer le cardinal d'une arquebusade par la fenestre du lieu où ils sont.

*N. B.* On a obmis à mettre en ce papier quantité d'avis semblables à ceux ci-dessus et dessous.

— *Certa foemina, ut non esset ingrata beneficii accepti dum restituta est, detexit* l'entreprise qui autrefois a esté faicte contre *Amadeau, per morbum sonticum et sectatores; quæ quidem est dignissima notatu.*

— Dans le procès-verbal que le sieur de Mont Caurel<sup>1</sup> a envoyé de ce que luy a dit La Louvière en le voulant corrompre, entr'autres choses il rapporte qu'il luy a dit que dans le mois de septembre le cardinal seroit mort; ce qui monstre que ceux de son parti ont quelque dessein de l'entreprendre, et que Hébert se fonde toujours en la vanité de son astrologie.

Dans le mesme procès-verbal, parlant des sieurs de Tresmes<sup>2</sup> et de Blerencourt<sup>3</sup>, il dit que ceux de cette maison ont toujours été affectionnés à la Reine.

— Le 17<sup>e</sup> septembre la Lapidaire l'advertit que Seguin, qui l'estoit desjà venu trouver de la part de Hébert, estoit de retour à Gournay et venoit de Flandres. On le fit arrester sur cet avis. Ledit Seguin dit la première fois à la Lapidaire tout ce qui se peult imaginer pour la destourner de favoriser le cardinal, et ensuite tout ce qui se peult imaginer pour la porter

<sup>1</sup> Gouverneur d'Ardres. La Louvière l'avoit engagé à livrer cette place à MONSIEUR. (J. R.)

<sup>2</sup> René Potier, comte de Tresmes, créé duc et pair en novembre 1648. (J. R.)

<sup>3</sup> Bernard Potier, seigneur de Blérencourt, frère du précédent. (J. R.)

à faire contre luy, luy proposant que si elle vouloit servir Hébert, ledit Hébert feroit pour elle tout ce qu'elle scauroit desirer; luy dit que Le Secq<sup>1</sup> l'avoit chargé de l'en assurer et luy dire que si elle vouloit escrire deux lignes à Hébert, ledit Hébert luy escriroit amplement et luy en donneroit toute assurance. Il luy dit encore que *Calori* ne pouvoit subsister, et qu'il y avoit tant d'entreprises contre luy qu'il falloit bien qu'il périst, et quand il n'y auroit que luy, il l'entreprendroit.

Il a dit à madame de Jouarre qu'il falloit qu'il fist un coup, sans s'expliquer, et ladite dame l'a dit à son frère le Lapidaire.

— Le 20<sup>e</sup>, le colonel Miche dit au Roy qu'il s'estoit trouvé en Flandres en la compagnie du duc d'Arscot et de plusieurs Espagnols qui, parlant de brouillerie d'entre la France, l'Espagne, la Reine et MONSIEUR, avoient conclu que s'ils ne pouvoient faire mal à la France par force ouverte, au moins n'oublieroient-ils rien de ce qu'ils pourroient pour faire tuer le cardinal.

— Le 2<sup>e</sup> octobre, La Grange-aux-Ormes escrivit avoir veu un prestre de l'Oratoire qui venoit de Troyes, lequel luy avoit dit que le cardinal devoit bien prendre garde à luy, parce que la Reine, MONSIEUR et tout le parti estoient résoluz de le faire périr par quelque voie que ce pust estre.

— Monsieur de Feuquières, du 10<sup>e</sup>, a escrit qu'un jeune religieux dominicain estant arrivé à Toul et venant de Louvain, avoit dit qu'il s'estonnoit que l'on tenoit en France le Roy pour un saint, veu que du

<sup>1</sup> Il avoit été secrétaire de la Reine. (J. R.)

lieu d'où il venoit on tenoit communément le Roy et le cardinal pour des athées, et qu'il se trouveroit quelques gens de bien qui en déferoient le monde.

— Berruyer, revenant de Flandres, a rapporté deux choses notables : l'une que Monsigot <sup>1</sup> luy avoit dit ouvertement que les prophéties estoient passées, mais qu'en l'an 1633 le Roy et le cardinal devoient mourir, et qu'il falloit se résoudre à la patience pour un temps. Un autre m'a dit la mesme chose plusieurs fois.

L'autre est que Le Secq, madame Doriaire et La Lande, estant allez voir madame de Barlaimont, qui est en religion, Le Secq luy avoit dit, en présence des autres, que la Reine avoit trouvé, par de bons casuistes, qu'après qu'elle auroit fait son possible pour ramener sa créature à son devoir, elle le pourroit faire périr par toutes sortes de voies, c'est-à-dire, en bon françois, le faire tuer.

Ledit Berruyer rapporte encore que la Reine a toujours plusieurs devineurs. Au mesme temps, Hébert escrit qu'il y a une demye-douzaine de telles gens qui s'assemblent tous les jours, et qu'entre autres, on a assuré que, dans le 20 décembre, le cardinal seroit tué d'une arquebusade; qu'on cherche toutes voies pour le faire mourir.

— Le 17<sup>e</sup> octobre 1632, la Lapidaire me dit que le neveu de la Lunette, *qui laborat morbo comitali*<sup>2</sup>, avoit dit à Chenelle que son oncle luy avoit escrit qu'il fist chercher le chapelet qu'il avoit perdu et qu'on en donnast tout l'argent qu'on voudroit; qu'il avoit sceu, par un magicien, que le mareschal de Brézé l'avoit et

<sup>1</sup> Secrétaire des commandements de MONSIEUR. (J. R.)

<sup>2</sup> *Qui souffre du mal caduc.* (J. R.)

estoit résolu de luy faire rendre ; que Chenelle lui dit sur ce subject, qu'il luy avoit dit qu'il avoit parlé au magicien, qu'il debvoit s'en confesser, à quoy il respondit qu'il avoit bien autre chose sur la conscience, parce qu'il avoit ouy dire qu'on vouloit faire le procès à son oncle, et qu'en ce cas, il estoit résolu de faire un coup, et qu'il vouloit attendre ce qui en seroit.

— Un homme qui a parlé à un des plus relevez de la maison de S. A., disant qu'il estoit fort aisé de faire l'affaire, d'autant qu'il connoissoit fort l'homme qui gouverne la santé dudit cardinal et le hantoit sans soubçon, dit aussy que ledit cardinal prend deux fois la sepmaine médecine, et s'il pouvoit approcher cet homme portant le remède, il luy estoit facile de mettre fin à l'affaire, car il n'avoit qu'à y toucher.

Ce relevé ne luy respondit rien, et n'en parla à personne qu'à moy.

Dès lors je me résolus d'entretenir cet homme pour voir s'il me diroit la mesme chose, et l'entretenant souvent en chemin faisant, il m'advoua quelque chose.

Arrivant à Béziers, je feignis d'estre malade, et le conviay à disner, en résolution de voir le fond de cette affaire, et le remettant sur ce discours, me dit la mesme chose qu'il avoit dit au relevé, sinon que la chose ne luy seroit plus si facile que devant, d'autant qu'on le connoissoit pour estre à S. A., et que devant, la chose luy estoit facile ; que néanmoins cela estoit encore faisable.

Depuis, le sieur Delfin a confirmé la même chose à monseigneur le cardinal.

— Le 14<sup>e</sup> juillet 1632, le sieur Hubert, résidant à Bruxelles, a donné advis que l'on avoit dessein d'attenter sur la personne de M. le cardinal, et qu'il estoit

nécessaire qu'il prist garde à sa personne ; qu'il tenoit cet advis de M. Hardy.

— Au mesme temps on a aussy donné advis que deux valets de pied de MONSIEUR, frère du Roy, estoient partis d'auprès de luy, et arrivés à Paris a dessein d'attenter sur la personne de M. le cardinal.

— Le sieur Carmin a dit à M. le cardinal que les Espagnols, ne pouvant faire la guerre, n'avoient autre dessein ny autre soing que de faire périr *Calori*.

— La Lapidaire a adverti *Amadeau* que Le Secq luy avoit envoyé, de la part de Hébert, René, qui luy a dit qu'il y avoit diverses entreprises contre le cardinal, et qu'on ne tenteroit plus celle de guerre, mais bien les assassinats particuliers contre luy, et qu'il y en avoit de plus de quinze endroitz ; que Trichasteau luy avoit mandé la mesme chose.

— Le prévost de Milly a escrit à M. le garde des sceaux que par tout ce qu'il sçait et apprend, il connoît qu'il fault bien prendre garde à la vie de *Calori*, sur laquelle il n'y a pas peu d'entreprises.

— *Le Mont-Etna* a dit, au mois d'octobre, à M. Bouthillier, et depuis, le 9<sup>e</sup> dudit mois, m'a descouvert une chose bien importante, que le P. B. luy avoit dit un dessein qui estoit de porter *le Chesne* à perdre *Calori*. *Le Mont-Etna*, estonné de cette proposition, luy dit : « Eh bon Dieu, que voudriez-vous faire ! tout seroit perdu. — En ce cas, je fourniray un homme qui fera toutes choses aussi bien que *Calori*. »

L'autre le pressant de nommer cet homme, se nomma luy-mesme et luy dit qu'il ne demandoit pour faire tout aller comme il fault, qu'une chose, qui est que *le Chesne* fist mettre *Amadeau* dans la Bastille.



Celui-cy luy disant : « Eh ! comment le feroit-il ? Le Tremblay est fort de ses amys. — J'entendrois aussy qu'on l'en tirast devant » ; et luy dit 14. 19. 26. 19. 31. <sup>1</sup> lieutenant des gardes feroit à son advis bien la capture.

Il vouloit persuader *le Mont-Etna* de parler au *Chesne* quand il en verroit l'occasion. Sur quoy, luy disant qu'il ne croyoit pas qu'il y eust homme qui l'osast faire, parce que *le Chesne* chastieroit quiconque le feroit, et de plus qu'il ne croyoit pas qu'on le peust en conscience, veu les services du cardinal, il luy parla du *Chesne* en termes très injurieux, disant... <sup>2</sup>

Sur tout *le Mont-Etna* luy dit qu'il debvoit se confesser, que c'estoit une tentation du diable qui donne ces fantaisies. Il luy dit qu'il le feroit, et le fit, à ce qu'il croit, et après l'avoir fait il luy dit encore qu'il ne pouvoit voir *Calori* sans crever, et *le Mont-Etna* dit que sa hayne est extraordinaire ; à quoy il fault adjos-ter que sa folie n'est pas moindre, puisqu'il s'imagine capable de gouverner l'Estat.

— Est à noter que le frère de P. B. ne bouge d'avec 14. 27. 13. 16. 27. 24. 31. 30. 16.; qu'il a estroite confiance avec luy, et que ledit frère a dit au *Mont-Etna* que 42. 13. 16. 27. 24. 31. 30. 16. avoit conseillé P. B. de ne s'approcher pas tant du *Chesne*, de peur de donner jalousie ; ce qui tesmoigne dessein. Ledit frère a parlé encore au *Mont-Etna* comme improuvant tout ce que fait *Calori*.

— L'Estang, revenant de servir son quartier auprès de la Reine, dit ce qui s'ensuit :

Qu'il se fault bien garder, y ayant des desseins pour

<sup>1</sup> *Que un ?* (J. R.)

<sup>2</sup> Suivent quelques mots effacés. (J. R.)

assassiner. Baradat disoit dernièrement, en pleine table : « Je ne sçais ce qui m'arrivera, mais j'ay songé par deux nuits suivantes que je tuois *Calori* » ;

Que Chaulnes, qui est là, dit qu'il n'y a rien qu'il n'entreprenne contre luy ;

Que Chanteloube, quy a esloigné Santerre à cause d'une querelle qu'il avoit eue avec Baradat, qu'il cuida tuer proche de la chambre de la Reine, disoit : « Vraiment, c'est un meschant garçon ; il ne parloit d'autre chose que de tuer le cardinal. »

— Le 11<sup>e</sup> d'octobre, M. le mareschal de Schomberg a leu des mémoires, apportés par Guichard, dans lesquels il y a que ledit Guichard a des tesmoins quy ont ouï dire au jeune Besme et à.... qu'ils vouloient tuer le cardinal.

— Desbordes, prétendu parent, dit aussy qu'il vérifiera une entreprise faite par Beauclert et autres qui sont à Paris.

— Un capucin de Colomiers a adverti qu'on avoit fait une entreprise sur la personne du cardinal, qui est de ne le tuer qu'au mesme temps que MONSIEUR et ceux de son parti entreront en France, parce que, s'ils le faisoient auparavant, un autre prendroit sa place : au lieu que, attendant jusques alors à exécuter leur dessein, ils estiment d'estre assez puissans pour surprendre, par les intelligences et la force qu'ils auront, le Roy et le tondre.

Il a aussy dit que B. avoit dit qu'ils voyoient bien que *Calori* subsistant, il estoit si prévoyant et si actif qu'ils ne pouvoient rien faire ; qu'ils l'appelloient le cerveau du *Chesne* ; qu'ils sçavoient comme il le falloir tuer, et qu'il ne dureroit pas quinze jours quand ils seroient prest d'entrer dans le royaume avec force ;

qu'ils le vouloient tuer dans une ville, avec une arquebusade, par une fenestre du logis où il y auroit deux portes. Il adjousta qu'une chose les mettoit grandement en peine, sçavoir : que le cardinal s'estoit saisi des meilleures places maritimes du royaume; que ses parens, quand il seroit mort, les conserveroient au Roy : ce qui monstre bien qu'ils en veulent à sa personne et à sa couronne.

— Le 2<sup>e</sup> septembre, le nommé Vallette, envoyé de la part de la Reine trouver MONSIEUR en Languedoc, dit avoir eu charge du père Chanteloube de dire à MONSIEUR que l'homme qui debvoit aller en France faire le coup qu'il sçavoit, n'estoit parti de Bruxelles que le 4<sup>e</sup> juillet; et que, l'ayant dit à MONSIEUR, il appella Puylaurens et luy dit : « Vous ne sçavez pas ? La Rive n'est parti de Bruxelles que le 4<sup>e</sup> juillet. Il aura pris mon argent et ne fera rien; je le ferai pendre un jour. »

— L'abbé de Coursan, au retour d'un voyage qu'il avoit fait en Bourgoigne, dit que son frère de Saint-Cyr, qui venoit d'auprès de MONSIEUR, l'avoit adverti qu'un nommé Ouaille s'estoit ouvert à luy d'un dessein qu'on a de faire périr le cardinal; et, entre autres choses, a dit que MONSIEUR avoit donné charge audit Ouaille, qui a esté au Roy et est esloigné pour un combat, de se venir jetter aux pieds du Roy avec sessantes mousquetaires et un autre qui sont en pareilles peines, pour lui demander pardon, feignant, pour obtenir leur grace, sçavoir beaucoup de secrets de MONSIEUR, très importants, mais très longs à déduire; ce qui fera, selon leur advis, que le Roy les renvoiera au cardinal, qu'ils prétendent aller trouver quelque heure du soir ou quelque jour qu'il ait pris médecine, où il y ait peu

de monde et se disposer en sorte que deux demeurent à la porte, et le troisième entre soubz prétexte de parler en secret et fasse le coup; mais qu'ils diffèrent à l'exécuter maintenant que le Roy est dans son armée et qu'il chemine, parce que estant en dessein de guerre, une telle injure le porteroit à en tirer vengeance : ce qui fait qu'ils veuillent attendre qu'il soit sédentaire quelque part pour exécuter ce dessein et faire agir par après quelque personne dans l'esprit du Roy pour moyenner la réconciliation de MONSIEUR.

Nota qu'à mon jugement ils attendent que Rayts soit auprès du Roy.

— Gerbier a donné advis à la Lapidaire qu'il y avoit dessein formé de tuer le cardinal, et a envoyé le mémoire suivant (contenant) la désignation d'un homme qui, à la suscitation de la Reine, le doit faire. Le sieur de La Chaussée a rapporté ledit mémoire, y ayant esté envoyé, sur ce que Gerbier avoit mandé qu'on luy envoyast une personne confidente pour sçavoir ce qu'il vouloit descouvrir. La Vieuville est celluy de qui Gerbier a ses habitudes particulières en Flandres.

— Billet apporté par La Chaussée :

« Gigoulet, Bourguignon, de moyenne taille, barbe claire aux joues, espaisse à la pointe, les yeux gros, enfoncés, gros sourcils, porte la teste haute à l'évent, homme déterminé plus qu'aucun des Pays-Bas; a tué Manantel, François, dans la Porte-Rouge, en traistre; est pétardier, mathématicien, a acheté pour quatre à cinq florins de dentelles et deux bons chevaux, et est parti de Flandres le 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> de décembre par Amiens.

L'infante a assuré cinquante philippes par mois à sa vefve, s'il est tué au service qu'il va faire pour la maison d'Autriche. Il est grand jureur et blasphémateur. »

— L'abbé d'Ouille vint trouver à Esme *Calori*, et lui dit que son frère l'avoit envoyé pour l'avertir que La Rivière avoit envoyé un homme vers MONSIEUR qui avoit dessein d'assassiner *Calori*, et croyoit que cet homme s'appelloit Bernadière.

— Le dernier jour de janvier 1632, *l'Aréopage* a mandé à *Calori*, par l'évesque de Madaure, qu'un des principaux qui avoit dessein contre sa personne et avoit promis de le tuer, s'appelloit le chevalier de Beaujeu, qui estoit lors en Flandres.

— La chambre de justice établie à l'Arsenac a fait exécuter un médecin de Nyort, nommé Bernard, pour la fausse monnoie, qui a déclaré qu'un de ses amys, nommé d'Espagner, l'avoit sollicité pour empoisonner M. le cardinal, luy avoit délivré le poison pour cet effect, et qu'il estoit venu expressément à Paris pour exécuter ce dessein.

— Par la consultation de Laborde et Navire, il résulte qu'un nommé Leval Saint-Martin, ou autre qu'il connoît, a le mesme dessein.

— Le dernier janvier, le chevalier du guet a adverti qu'on avoit dessein de poignarder M. le cardinal; qu'il tenoit cet avis du père Doles, qui avoit non seulement veu un des poignards qui ont esté faits à ce dessein, entre les mains d'un nommé Jourdain, mais que ledit Jourdain le luy avoit remis entre les siennes et luy avoit dit qu'on en avoit fait douze pareils qui avoient esté envoyés à Nancy, et que le coustelier, nommé Millefleurs, les avoit faits et vendus. Le mesme avis a esté confirmé par ledit père Doles, qui l'a signé de sa main et a envoyé ledit poignard que Jourdain luy avoit donné.



— Le Coigneux a mandé à *Calori*, par l'évesque de Madaure, le 16<sup>e</sup> febvrier 1632, que la princesse de Phalsbourg<sup>1</sup> lui avoit dit que, par une voie ou autre, ils feroient mourir *Amadeau*.

— Le mesme Coigneux, dudit jour, a fait dire audit *Calori*, par ledit évesque, que le dessein de Puylauréus va à desfaire *Amadeau*, faire et desclarer le mariage<sup>2</sup> et s'establis avec la princesse de Phalsbourg.

— Le nonce d'Espagne a escrit à M. le nonce de France, du 28<sup>e</sup> janvier, que le comte d'Olivarez, luy parlant, peu auparavant sa lettre, du cardinal, luy avoit dit, pour monstres qu'il ne luy vouloit point de mal, qu'on luy avoit depuis peu voulu faire signer un traité qui alloit à sa diminution, auquel il avoit fermé l'oreille et l'avoit rejetté.

— Le 4<sup>e</sup> mars, Chenelle a dit à . . . . . :  
« Le cardinal semble maintenant vouloir m'obliger en mes affaires, mais depuis peu j'en ay pris revanche en quelque chose très importante et que je ne dirai jamais. »

Par conjecture, il y a apparence que ce que veult dire Chenelle, est ce qu'a voullu dire le comte d'Olivarez au nonce d'Espagne, et que c'est une entreprise.

— Le 14<sup>e</sup> mars 1632, le sieur de La Nasse, gentilhomme huguenot, demeurant auprès de La Réole, dit, en présence du marquis d'Alluye, de Charpentier, Saint-George et Fortescuière, et du Petit Mont, estre venu exprès de Bourdeaux pour advertir du mauvais dessein d'un nommé Touton, qui a autrefois esté des gens

<sup>1</sup> Henriette de Lorraine, mariée en premières noccs au prince de Phalsbourg. (J. R.)

<sup>2</sup> Du duc d'Orléans avec la princesse Marguerite de Lorraine. (J. R.)

d'armes de M. de Mayenne, qui est de tuer *Calori*. Ledit La Nasse dit que ledit Touton luy a dit, en termes exprès, qu'il ne le manqueroit pas, et qu'il est parti de Bourdeaux depuis quelque temps pour venir à la court. Il dépeint ledit Touton un homme entre deux tailles, gros, le poil noir, le nez enfoncé par le haut et gros par le bas, vestu d'ordinaire en gentilhomme, homme déterminé et résolu.

— Un homme de condition s'est adressé à un confesseur, disant que luy et autres faisoient une cabale contre des personnes employées à l'Estat, pour forcer des maisons pour la cause de la Reine-mère et de MONSIEUR; n'avoit point de scrupule de la chose, pour estre entièrement persuadé que leur cause estoit juste, et qu'il faudroit un concile pour luy persuader le contraire. Seulement doutoit-il qu'il y eust du péché dans son dessein, pour y estre porté d'ambition. Le confesseur ne luy voulut pas donner l'absolution qu'il ne désistast de son mauvais dessein et révélast l'affaire en sorte qu'on la pust éviter. Il promit de se désister, mais non de révéler l'affaire.

— M. de Montmorency a escrit, le 12<sup>e</sup> avril 1632, au sieur Soudeille pour dire au cardinal que l'évesque de Vintimillia, ambassadeur extraordinaire du duc de Savoye, revenant d'Espagne luy avoit dit entre autres choses, devant M. d'Emery, que l'abbé Scaglia avoit tiré quelques caisses d'argent du comte d'Olivarez, pour employer à quelque dessein contre la personne de M. le cardinal.

— M. le Nonce a dit au Roy, le 20<sup>e</sup> may, dans la chapelle Saint-Germain, et où il me le dit aussi, que Navas luy avoit dit que le conseil qu'on prenoit en

Flandres près la Reine-mère du Roy, estoit de faire mourir le cardinal. Il usa de ces termes : « L'on trouve par le conseil que *expedit unus moriatur pro populo.* » <sup>1</sup>

— Un nommé Claude Du Bois, natif de Chaalons en Champagne, prisonnier (16 janvier 1633) à la Bastille, est accusé par trois tesmoins qui déposent unanimement contre luy, d'avoir eu dessein sur la personne de M. le cardinal, disant avoir un moyen infaillible de l'exécuter, estant mesme au milieu de ses gardes.

— Le lieutenant civil a donné advis, le 23<sup>e</sup> may 1633, qu'un gentilhomme nommé Lonchamps, prisonnier au petit Chastelet, luy avoit fait sçavoir qu'on l'avoit voulu, peu de temps auparavant, engager d'entreprendre un attentat contre la personne de M. le cardinal par le moyen du pacquet de despaches dans lequel on enfermeroit du poison si subtil que, pourvu que le pacquet fust ouvert par Son Eminence à jeun ou peu à près son réveil, il seroit impossible de le garantir; que ceux qui le vouloient engager en ce dessein estoient les nommez Croisilie, La Bernardière, et Bois-le-Hou. Le sieur de Lonchamps a confirmé le mesme advis par un escrit signé de sa main ledit jour 23 may, et envoyé à M. le cardinal.

— Le père de La Rivière, minime, escrit à M. le cardinal, de Rome, du 18<sup>e</sup> décembre 1632, que le 7<sup>e</sup> dudit mois, estant dans le logis d'un des plus éminens cardinaux de faction espagnole, comme l'ambassadeur d'un des plus puissans princes de l'Europe en sortoit avec lequel il estoit eschauffé de discours contre le roi et M. le cardinal sur la mort de M. de

<sup>1</sup> Erat autem Caiphas qui consilium dederat Judæis : Quia expedit unum hominem mori pro populo. — JOAN., XVIII, 14. (J. R.)

Montmorency, ledit père ayant accompagné en sa chambre ledit cardinal, comme il venoit de conduire ledit ambassadeur, il eschappa au cardinal de luy dire par deux fois : « *Sarà amazzato questo cardinale di Richelieu.* » Il remarqua la chose, et creut que ce discours venoit dudit ambassadeur, conjurant le roi et M. le cardinal de bien prendre garde à eux, veu que les Impériaux et les Espagnols font d'horribles menaces pour leurs personnes.

— Le 13<sup>e</sup> septembre 1632, le marquis de Fossé a donné advis à M. le cardinal, par son secrétaire, qu'un Jacobin ou un autre religieux devoit attenter sur sa vie, le mesme mois; et qu'il avoit sceu cette entreprise par le moyen de La Roche, receveur des tailles du diocèse de Mende, auquel La Roche un prestre de l'armée de MONSIEUR l'avoit dit auparavant; lequel prestre le savoit du père Dufour, Jacobin, prédicateur qui avoit presché le caresme à Beziers, qui luy avoit dit qu'il falloit tuer le cardinal et qu'un religieux de son Ordre ou autre le feroit dans le mesme mois.

— Le 3<sup>e</sup> jour de décembre 1632, le sieur de La Lande a donné advis à M. le cardinal qu'un nommé Sainte-Croix, qui est à MONSIEUR, luy avoit dit dans le lieu de Saint-Martin d'Armagnac, luy parlant des affaires du Languedoc, qu'il y avoit un homme qui avoit promis à MONSIEUR de tuer M. le cardinal, et qu'il avoit saigné du nez; mais qu'il s'en trouveroit quelqu'autre qui ne le manqueroit pas, et que quand il n'y auroit que luy, il estoit résolu de le faire, à la première fois qu'il verroit mondit sieur le cardinal, auquel il donneroit un coup de pistolet et de son épée jusques aux gardes.

— M. de Saint-Ferjeux a donné avis à M. le cardinal que la princesse de Phalsbourg et Puylaurens avoient mis hommes en campagne pour tuer M. le cardinal , soit en se promenant en quelque jardin , ou de quelque maison voisine de son logis , ou allant çà et là.

— Madame de Barlemont a mandé la mesme chose à M. de Chateaufort, pour en avvertir M. le cardinal.

— Le sieur de Lisle , de Provence , a donné aussy avis du pareil dessein , et a mandé l'avoir appris d'un religieux de ces quartiers-là.

— Le sieur de La Baste a aussy avverti que l'on prist garde à la personne de M. le cardinal de trois façons.

— Au mois de septembre 1632, on donne avis d'Avignon , qu'un nommé d'Andron , qui estoit dans le chasteau de Beaucaire , contre le Roy, et qui, après la capitulation , s'estoit retiré audit Avignon , avoit dessein d'entreprendre contre la personne de M. le cardinal ; qui estoit créature de M. de Montmorency.

— On a aussy donné avis de Bruxelles à M. le cardinal que le sieur de La Ferté Senneterre <sup>1</sup> savoit toutes les intelligences qui se passoient et se devoient passer dans peu de jours contre sa personne.

— Le 23<sup>e</sup> mars , il a esté exécuté à Metz un nommé Gabriel Lavenard, religieux profez de l'abbaye d'Esseuri en Barrois , prévenu et convaincu d'avoir eu dessein d'entreprendre sur la personne de M. le cardinal.

<sup>1</sup> Ce nom a été effacé. (J. R.)



— Le 17<sup>e</sup> may 1633, le nommé La Rivière a donné advis qu'on cherchoit toutes sortes de moyens pour faire mourir M. le cardinal ; que la Reine-Mère l'avoit voullu engager à son service à ce dessein ; que quantité des siens recherchoient des inventions pour en venir à bout ; que Bernardière avoit été six mois à Paris à cette fin , et que la Reine-Mère vouloit faire surprendre le Mont Saint-Michel par les Espagnols.

— Le 17<sup>e</sup> septembre 1632, le père Claude , Augustin de Mariage, a donné advis d'un dessein qu'un certain Savoyard, nommé Thomas, avoit d'entreprendre sur la personne de M. le cardinal, par le moyen d'une certaine paste ou poison, soit en graissant les pommeaux de la selle de son cheval, la bride, ou le tapis où il s'agenouilloit ; en jetter dans l'eau où on lavoit son linge, voire mesme sur le linge. Que ledit Thomas avoit esté à Saint-Jehan de Morienne afin de tenter les moyens ci-dessus contre M. le cardinal, mais qu'il n'avoit peu ; qu'il y avoit diverses personnes parties à mesme fin.

— Le 1<sup>er</sup> d'aoust 1633, un nommé Cousturier de Vouxailles manda à M. de La Melleraye avoir fait rencontre d'un homme qui luy descouvrit un dessein d'entreprendre sur les personnes du Roy et de M. le cardinal.

— Le 10<sup>e</sup> dudit mois et an, une nommée mademoiselle d'Anstienville a adverti M. le cardinal des mauvais desseins que les nommez le Baron de Revillon et Alliot ont contre sa personne.

— M. de Saint-Malo a adverti M. le cardinal, au mois de décembre 1633, qu'un doyen de Magny tenoit de fort mauvais discours contre le gouvernement,

et disoit que Son Eminence ne vivroit pas long-temps, qu'il le savoit bien ; que ledit doyen avoit été surpris en disant des exécutions contre M. le cardinal , ayant un cousteau à la main. Ledit doyen a été emprisonné au Chastelet vers ledit temps.

— Le nommé Clerbourg a fait sçavoir à M. le cardinal , vers le mois de mars 1633, que les Espagnols estoient résoluz , au cas qu'ils ne vinssent pas à bout du dessein qu'ils avoient d'entreprendre sur les places de la frontière, de faire tuer Son Eminence jusques dans la chambre du Roi ; que, pour cet effet, ils avoient fait venir un nommé La Ramée d'Allemagne , et un autre nommé Graneham , qui se devoient mettre dans le régiment des Gardes ; qu'Alfeston<sup>1</sup> estoit aussy de la partie.

— Le 1<sup>er</sup> de septembre 1633, le colonel Trouville a donné advis, signé de sa main, à M. de La Chapelle , gouverneur de Charleville, pour le faire savoir à M. le cardinal, d'une proposition qu'un nommé Saint-Quentin luy avoit faite à Liège , pour faire mourir le cardinal , qui estoit de faire entrer un nommé Marian , chirurgien , dans le régiment de La Bloguerie et faire courir le bruit qu'il estoit rare et excellent pour guérir de la gravelle et de la pierre, afin que M. le cardinal , qui en estoit travaillé, en entendant parler l'envoyast quérir pour s'en servir, et que lors ledit chirurgien luy donneroit un coup de poignard empoisonné.

— Le 6<sup>e</sup> dudit mois et an , le sieur de La Rivière a envoyé à M. le cardinal une desclaration, escrite et signée de sa main, de la connoissance qu'il a des di-

<sup>1</sup> Voyez la note 1 de la page 107. (J. R.)

vers desseins que la Reine et MONSIEUR ont contre sa personne , et de madame de Combalet , par laquelle il paroist ouvertement qu'on n'a rien oublié de ce qu'on s'est pu imaginer pour faire mourir le cardinal , soit par attentat , poison ou charmes , et que quantité de personnes desnommées dans ladite desclaration travaillent encore à ce dessein.

— Le 8<sup>e</sup> dudit mois , M. du Plessis-Praslin a donné advis à M. le cardinal , qu'un gentilhomme Bressan l'estoit venu trouver pour luy dire que le comte de La Roque n'avoit pas seulement dessein de mettre des gens en campagne pour entreprendre sur la personne de M. le cardinal , mais qu'il luy avoit advoué avoir intention pour le tuer ; qu'il y avoit un homme en Espagne qui avoit des secrets à telz effects qu'il espéroit , faisant présenter quelque chose audit sieur cardinal , dans une cassette , qu'il ne s'en sauroit pas quand il viendrait à y toucher ; que ledit comte de La Roque luy avoit donné charge de luy faire faire à Bresse des petits canons pour mettre dans ladite cassette , et qu'il promettoit toujours de la part du Roy d'Espagne grande somme d'argent à qui entreprendroit de faire le coup ; que Son Eminence doit prendre garde , si on lui présente quelque chose dedans une cassette , de ne la point faire ouvrir devant luy , ou sy on luy présente quelques tableaux où il y eût de grosses bordures attachées , parce que c'est en l'une de ces deux façons qu'on se propose de faire le coup.

— Le 16<sup>e</sup> dudit mois , M. de Saint-Malo a fait savoir à M. le cardinal qu'un prestre de sa connoissance l'estoit venu trouver pour l'advertir que le dimanche , 4<sup>e</sup> dudit mois , un homme hotté , assez bien

vestu, mais tout effaré, estoit venu se confesser à luy, et luy avoit dit qu'il avoit abandonné à Troyes une compagnie la plus détestable qui ait jamais esté; qu'ilz estoient treize entre lesquels il y avoit un Espagnol, (ce luy sembloit à la mine, bien qu'il parlât très bon françois), lequel leur donnoit argent pour chevaux, habitz et vivres tant qu'il leur plaisoit; qu'un magicien leur avoit fait tremper à tous les mains dans du sang tout bouillant qu'il apporta, et après avoir renié Dieu et Jésus-Christ, leur fit promettre de tuer M. le cardinal et deux autres, et venger la mort des uns et des autres jusques au dernier vivant; et outre cela, leur avoit fait signer cette promesse de leur propre sang, et qu'ilz ne se sépareroient jamais de leur dessein; que ce mesme magicien avoit déjà essayé par toutes voies à faire mourir le cardinal, mais qu'il n'en avoit pu encore venir à bout. Il y a plusieurs autres circonstances dans le mémoire contenant cet advis.

— Le 16<sup>e</sup> d'octobre, M. d'Aluin donna advis à M. le cardinal, qu'un nommé Vallestein, et quelques fois Gesault, Alleman, avoit deux desseins contre la personne du Roy et du cardinal. Le premier estoit de loger en une rue dans laquelle Sa Majesté et son Eminence passent d'ordinaire, et avec quatre petites carabines de grand calibre, qu'il ajusteroit sur un ais et les mettroit à la fenestre d'une maison qui respond par derrière à un cul de sac, frappant à l'endroit où il decouvriroit que seroit le Roy et M. le cardinal, il ne pourroit manquer de les tuer. Le second estoit qu'il avoit un poison si subtil que, l'appliquant à une chaise, siège ou oreiller de litière ou carosse, il n'y avoit point de contre-poison qui en pust empescher l'effet, et que

ledit poison avoit esté fraîchement esprouvé sur un homme condamné à mort ; que ledit Vallestein estoit sur le point de partir d'auprès de Barcelonne, où il estoit demeuré malade, pour tascher d'exécuter ce dessein ; que la principale raison qui luy faisoit entreprendre estoit que les affaires d'Espagne ne prospéreroient point que le Roy et le cardinal ne fussent morts.

— Le 19<sup>e</sup> febvrier, M. l'abbé de Coursan a donné un mémoire à M. le cardinal, de la part de . . . , contenant les mauvais desseins du marquis de Bonnivet et de sa femme contre sa personne, et les moyens qu'ils se proposoient pour le faire mourir, sçavoir : dans le Louvre, en portant par ladite marquise une saucisse sous sa robe, à laquelle on mettroit le feu lorsque le cardinal entreroit chez le Roy, et à la faveur de la fumée, qui seroit espoisse et qui empescherait qu'on ne se pust voir, ledit marquis, avec deux des siens affidés, chacun avec un pistolet chargé de balles ramées, tireroient leur coup dans le corps dudit cardinal : à la campagne, en se cachant par ledit marquis de Bonnivet, avec cinq ou six autres, armés de bonnes arquebuses, derrière les hayes des chemins de Picardie où le cardinal devoit passer par nécessité, ou bien avec de petites arbalestes, qu'il devoit faire venir de Venise, qui tireroient deux flèches à la fois, sans faire bruit ; et que les flèches estant empoisonnées, ils pourroient faire leur coup au milieu de la presse sans qu'on s'en apperceust.

— Le 12<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> mars dernier, 1634, le sieur de Laffemas a donné avis, de Troyes, à M. le cardinal, qu'on se donnast de garde de la personne du Roy et de la sienne, et qu'un homme, désigné en son avis, des-



guisé comme en habit de Jésuite, estoit parti à dessein d'entreprendre sur leurs vies.

Ledit advis a esté donné au sieur de Laffemas, par un nommé Nivelles, receveur de Troyes. On croit assurement que celui qui a ce mauvais dessein est Lorrain de nation.

— Un peu après l'establisement du parlement de Metz, le nommé Alfeston<sup>1</sup>, de Chaalons, y fust condamné à estre rompu tout vif<sup>2</sup> pour avoir esté convaincu d'une entreprise sur la personne de M. le cardinal.

— Le 14<sup>e</sup> avril 1634, les nommés Bouchard et Nicolas Gargand furent condamnés par la chambre de justice établie à l'Arsenal, à estre pendus et bruslés pour avoir esté convaincus d'avoir voulu, par magie et sortilège, entreprendre contre la vie de M. le cardinal.<sup>3</sup>

— Le mesme jour, le nommé Sermenté fut condamné à mort par ladite chambre pour pareil dessein dont il fut convaincu.

— Ledit jour, on donna advis à M. le cardinal qu'un nommé Le Moine conspiroit contre sa vie en la mesme manière que Bouchard.

— Le 14<sup>e</sup> mars 1634, M. de Paulo, conseiller au parlement de Provence, a donné advis à M. le cardinal qu'un religieux, appelé le père Perrier, correcteur

<sup>1</sup> François Delphinston, dit Alfeston, fils du lieutenant criminel de Vitry. *Le Mercure françois* (XIX, 175-195) contient un extrait du procès criminel instruit contre lui. (J. R.)

<sup>2</sup> L'arrêt fut exécuté le 23 septembre 1633. (J. R.)

<sup>3</sup> L'arrêt donné contre Adrien Bouchard, prêtre, et Nicolas Gargand, a été recueilli dans *le Mercure françois*, tome XX, p. 809. Il y porte la date du huit avril 1634. (J. R.)

au couvent de la ville d'Aix, tenoit des discours fort scandaleux contre la personne du Roy et de M. le cardinal, et disoit souvent que comme il s'estoit bien trouvé un Ravaillac pour tuer le feu Roy, il s'en trouveroit bien encore pour faire le mesme à ceux-cy. A adjousté qu'il n'oublie rien de ce qu'il peult pour porter le peuple à se soustraire de l'obéissance qu'il doit au Roy, et se jetter entre les bras des Espagnols.

---

## VII.

## LETTRE DE MADAME DE LONGUEVILLE

A MADAME LA COMTESSE DE FIESQUE.

De Moulins, ce 28 mars (1653).

Le panneau est grossier et la pièce est mal inventée. J'en loue Dieu de tout mon cœur, car enfin, outre l'intérêt de *MADemoiselle*, j'y ai encore le mien, et vous voyez bien que la belle <sup>1</sup> dont est question avoit envie de faire ce qu'on appelle, en méchant proverbe, d'une pierre deux coups : car enfin, si *MADemoiselle* eust escrit de cette manière, on eust pris le courier, assurément et on n'eust pas douté que je n'eusse part à son envoy. Enfin, nous avons là une bonne amie qui veille pour nous quand nous dormons, et qui songe à nos intérêts quand nous les négligeons. Vraiment, voilà la plus digne histoire que cette dame ait encore fabriquée, et je vous trouve bien heureuse de l'avoir en vostre voisinage pour estre récréés de temps en temps de ses comédies. J'en sçais quelques unes et je voudrois fort que celui <sup>2</sup> qui en est le principal subject en fust instruit : car enfin, avec toutes ces tracasseries, elle luy gaste ses affaires, car je sçai qu'il n'y a sorte de sottise qu'elle ne dise pour monstrier qu'elle en est la maîtresse. Ce sera une digne action que de la servir auprès de lui, mais il faudroit qu'il rompist avec elle sans esclarcissement. Je m'en vais me mettre en prière pour soutenir par là ce que vous ferez : je serai vostre

<sup>1</sup> Madame de Chastillon.<sup>2</sup> Le prince de Condé.

Sainte en cette entreprise, et ce sera moi qui demanderai la bénédiction de Dieu sur vos discours. Je serois ravie d'écrire, mais je n'oserois; car, si le courier estoit pris, M. de Longueville ne me le pardonneroit jamais. Mais faites mille complimens pour moi sans me nommer, si ce n'est du nom de son martir; car enfin je le suis', le prince de Conti ayant dit à M. le cardinal que, si on me laisse retourner en Normandie, je m'y mettrai à la teste des désordres que monsieur mon frère y soulèvera. Enfin, M. de Chennailles sçait mes affaires comme moi-mesme, et comme le bon homme n'est pas mon confident, je voi bien qu'il en est instruit par une dame qui a part au secret du ministère par son galant nouveau, je veux dire par nostre assassinateur<sup>1</sup>. Vraiment je suis estonnée de toutes ces fripponneries-là; c'est le vrai nom qu'on peut donner à un tel procédé.

Vous pouvez m'écrire par la voie de la poste et mettre au-dessus de vos lettres : *A M. Genin, à Moulins*, et dedans : *A madame de Longueville*; mais il faut un chiffre. J'en demande un à MADEMOISELLE. Vous vous en servirez, afin qu'on se parle plus librement, et surtout des pauvres absens. C'est toute ma joie de sçavoir un peu de leurs nouvelles et de souffrir pour eux au moins, puisque je ne les puis servir. Faites ma cour auprès d'eux, je vous prie, mais ne me nommez point dans les lettres que par des noms de chiffres, si vous en avez. Mais si le porteur des lettres est tel que vous dittes, vous lui pouvez parler de moi et de mes sentimens, pourveu qu'il n'en parle qu'à celui qui les cause<sup>2</sup>. J'en ay pour vous de fort tendres, n'en

<sup>1</sup> L'abbé Fouquet. Voyez page 49. (J. R.)

<sup>2</sup> Le prince de Condé.

doutez point. Mendez-moi comment on vous peut escrire.

*Suscription* : « A madame la comtesse de Fiesque. Il y a un billet dans cette lettre. »

---

## VIII.

### LETTRE DU MARÉCHAL D'ODENEHAM

AUX COMMUNES DE LANGUEDOC,

ASSEMBLÉES A TOULOUSE.<sup>1</sup>

(VERS 1357.)

TRÈS chiers et très espécials amis. Comme vous povés assés assavoir j'ay esté prins, et pour aucunes haynes que les Anglois et Gascons m'avoient, j'ai esté mis à greigneur <sup>2</sup> finance, que en aucune manière je ne pourrois payer, sans l'aide du roy et de mes seigneurs et amis; et jà soit ce que je sache bien que vous n'estes point tenu à moy fors de vostre grâce, toutes foyes pour le besoing ou quel vous me véés <sup>3</sup>, j'ay espérance de vostre aide. Si vous prie, tant et si à certes comme je puis, que à ceste nécessité vous trais me veuillés estre bons seigneurs et amis, et se Dieu plaist moy delivré à l'aide de Dieu, je vous serviray au temps à venir; et sur ce je escriis plus à plain à messieurs J. de Saint-Cerny et à Jehan le Juif, lesquels vous en pourront parler plus à plain; et vous plaise à iceulx res-

<sup>1</sup> Communiqué par M. Thomassy.

<sup>2</sup> De *grandior*. T.

<sup>3</sup> Voyez. T.



pondre vostre voulement sur ce. Toutefois se je eusse cuidé que vous deussies estre assemblés à Tholose si briefvement, je eusse attendu le jour. Je vous recom-mande mon fait. Le Saint-Esprit vous ait en sa sainte garde. Escript au Mesnil Lambert, le XXIII<sup>e</sup> jour de février.

Le sire d'AUDENEHAM, *maréchal de France*.

Au dos est écrit : *A nos très chiers et très espécials amis, les communes de la Languedoc, assemblés à ce prochain conseil mandé à Toulouse.*

---

## IX.

### LETTRES DE COLBERT

A LE TELLIER.<sup>1</sup>

I.

(Juin, 1650.)

MONSEIGNEUR, je trouve enfin que M<sup>sr</sup> le cardinal se radoucit un peu, et qu'il permettra que je traite avec luy à l'ordinaire. Je luy ay fait résoudre ce matin presque toutes les affaires dont vous m'aviez chargé, comme vous verrez par la coppie de votre mémoire avec ses réponses que je vous envoie. J'ay appris de deçà que S. E. vous avoit escrit que je m'estois emporté au-de-là de la charge que j'avois de vous en luy parlant de l'abbaye de Lannoy. Vous en pouvez juger, s'il vous

<sup>1</sup> M. Desnoyers a publié, dans le premier volume de ce recueil, diverses lettres qui peuvent, ainsi qu'il l'a remarqué, servir à l'histoire des commencements de la fortune de Colbert. Celles qu'on va lire me semblent propres à compléter ces documents. (J. R.)

plaist, Monseigneur, puisque je vous puis asseurer que dans la déduction que je vous en ay faite, il n'y a point un mot ny obmis ny adjousté. Bien est vray que l'accent, quelques monosyllabes et quelques actions du corps n'y ont peu estre remarquées, par l'impossibilité qu'il y a de le faire; et de plus que j'ay rangé les discours de S. E., qui ont esté faits avec quelque confusion et mesme quelque galimatias, soit par mesgarde, soit exprès, pour tascher à me donner le change.

Hier sur le soir en présence de M. de Brienne, S. E. continuant, ce qu'elle avoit commencé dès les cinq heures du matin, à faire force despêches pour faire agir l'armée et se plaignant de temps en temps qu'il estoit obligé de tout faire, à la fin me parla plus précisément, et demanda qui feroit mon autre charge, ce que M. Longuet faisoit au voyage de Bourgogne. Je luy dis que vous croyiez que S. E. renvoyeroit les principales dépesches qui pourroient souffrir quelque retards.... à Paris, et que celles qui seroient pressées que M. de la Mothe les expédieroit. Il me respondit, avec un desdain, qu'il n'avoit pas ouy dire que la guerre se peust faire de cette sorte; qu'il demeueroit bien d'accord de renvoyer à Paris tout ce qui concernoit la guerre esloignée; mais que pour celle de la frontière, la diligence estoit assez nécessaire pour n'en renvoyer pas les expéditions à Paris.

On croit ici certain que les ennemis vont attaquer Arras, et qu'il sera investi ce soir.

Je suis comme je dois, etc.

---

## 2.

## DU MÊME AU MÊME.

( Juin, 1650. )

MONSEIGNEUR, je me présentai encor hier au soir à S. E., qui me receut de la mesme façon que le matin, en me tournant le derrière, et ne me donnant pas la liberté de l'approcher ; ce qui me fit croire qu'il ne vouloit plus que je traittasse d'affaires avec luy ; et me fit prendre résolution de faire un grand mémoire de toutes celles dont vous m'avez chargé, et de le faire mettre sur sa table avec le mémoire déchiffré et cacheté qui estoit joint à la vostre du..... de ce mois : ce que j'ay exécuté sans effect, m'ayant renvoyé le tout sans le vouloir voir. Je vous puis assurer, monseigneur,<sup>1</sup> que toutes ces rebuffades me touchent sy sensiblement, que n'estoit l'obéissance aveugle que je doibs à vos commandemens, je me serois retiré, ne pouvant me résoudre à souffrir qu'avec beaucoup de peine et de répugnance ces sortes de traitemens, *particulièrement d'un homme pour lequel je n'ay aucune estime* <sup>1</sup>. Enfin cela a finy par le besoin qu'il a eu de sçavoir de moy en quel temps les cent cinquante chevaux d'artillerie levez à Paris debvoient arriver à l'armée, et pourquoy ils n'y estoient pas encore ; comme aussy quand les armes qu'il m'a ordonné de faire achepter à Amiens pourroient arriver à Péronne. Après luy avoir rendu raison de ces deux articles, il a trouvé bon de se radoucir et de permettre que je luy fisse voir vostre mémoire en chiffre, sur lequel il m'a chargé de vous faire la response cy-jointe. Pour le surplus des affayres

<sup>1</sup> Ces mots, destinés sans doute à être mis en chiffre, sont soulignés dans le brouillon original. (J. R.)

contenues au mémoire escrit de votre main, il m'a remis à demain matin. Je le solliciteray incessamment de me donner sa résolution sur tous les articles qu'il contient pour vous l'envoyer aussy tost.

Il m'a encore chargé de vous demander sy M. Longuet a envoyé les expéditions nécessaires pour recevoir les soixante mille livres de Bresse, disant qu'il ne tient qu'à cela que cette somme ne soit receue. Sy vous desirez qu'on la satisfasse, comme je vois qu'il s'attache extraordinairement à l'artillerie, je crois qu'il seroit bien à propos que vous prissiez la peine de faire tirer de MM. de l'artillerie et de m'envoyer un mémoire des lieux où ils font rebattre les ..... de poudre pour lesquels on leur a fourni seize mille livres, et un (état) général de tous les poids et mesures d'artillerie qui sont dans les places de Picardie, Arthois et Champagne qui peuvent servir dans les armées; ensemble un mémoire des lieux où ont esté envoyées les pièces et munitions d'artillerie de cette armée, acheptées pour la Normandie, Bourgogne et Picardie.

Je suis comme je dois, etc.

---

3.

DU MÊME AU MÊME.

A Compiègne, ce xiii<sup>e</sup> juin 1650.

MONSEIGNEUR, S. E. m'a envoyé quérir dès six heures du matin, après l'avoir pressé hier de me donner un demy-quart-d'heure d'audience pour résoudre toutes les affaires dont vous m'avez chargé; ce qui me faisoit croire que j'allois terminer le tout, et que je pourrois vous faire sçavoir ses résolutions par Saint.....

Mais inutilement j'ay demeuré dans sa chambre jusques à midy, et tout ce que j'espérois sçavoir de S. E. s'est terminé à deux ordres qu'elle m'a donnés : le premier de vous envoyer le récépissé cy inclus du sieur Vautier, de Troies, de la somme de ving-six mille livres qu'il a en ses mains, affin que vous preniez la peine d'envoyer quelqu'un les prendre et les apporter à Paris suivant ce que S. E. vous en escrit. Le second concerne M. d'Esclainvilliers, pour lequel elle désire que vous fassiez expédier une commission de maistre-de-camp d'un reggiment de cavallerie, dattée du mois d'octobre ou de novembre 1645, encore que la sienne ne soit dattée que du mois de febvrier 1646; laquelle il faut feindre avoir été perdue. C'est pour aviser à ce qui arriveroit entre luy et M. de Chapes, s'il y avoit contestation pour le commandement de la cavallerie, la commission de celuy-cy estant dattée quinze jours avant l'autre. S. E. trouve qu'il y a justice parce que Esclainvilliers a esté destaché aux deux compagnies du régiment royal, et a commandé en qualité de maistre-de-camp, par ordre de S. A. R., dès la campagne 1645, au premier siège de Mardik, et de plus que cela ne fera aucun tort à M. de Villequier, ny à son fils, parce que ils ne s'attendent pas de commander en présence dudit sieur d'Esclainvilliers. Je suis comme je dois, etc.

---



## X.

## LETTRE DE COLBERT

A MAZARIN.

A Paris, ce 8 avril 1660.

SUR ce que Vostre Éminence m'ordonne par son billet du 15 du passé, de luy faire sçavoir si mon frère et moi n'avons pas d'engagemens pour une chanoinie de Luçon, demandée par M. Sallo, conseiller en la cour, je dois luy dire que si mon frère estoit évesque, le plus grand honneur et la plus grande satisfaction qu'il püst recevoir, ce seroit que Vostre Éminence eust la bonté de donner quelque bénéfice qui fust à sa collation; mais ne l'estant point, il n'a aucun droit, et ce droit appartient au Roi à cause de la régalle, et par conséquent il ne nous reste qu'à rendre nos très humbles actions de grâce à Vostre Éminence avec le respect que nous devons de la lettre qu'il lui a plu m'escire sur ce sujet.

Après avoir rendu un million de grâces à Vostre Éminence de la bonté qu'elle a de donner l'évesché de Luçon à mon frère, lui protestant une éternelle reconnaissance accompagnée d'un amour et zèle très ardent pour sa gloire, et d'un abandonnement entier en tout ce qui concernera ses intérêts et ceux de sa maison, reconnoissant que nous ne pouvons jamais rien faire qui mérite la moindre marque de ses bontés, dont nous avons reçu et recevons tous les jours des effets qui surpassent infiniment toutes nos espérances, je ne laisserai de la supplier très humblement et avec tout le respect que je lui dois, d'avoir encore ceste bonté pour nous de souffrir nos deffauts et d'y compatir,

comme elle a la bonté de faire si souvent, et qu'elle a si heureusement pratiquée pour le salut de l'Etat envers ceux qu'elle a honoré de quelque affection particulière. Sur ce fondement, j'oserois appeller de sa bonté à sa bonté mesme de la résolution de charger ceste évesché d'une pension; et après avoir protesté que nous ne pouvons mériter la seule dignité d'évesque, encore moins accompagnée de quelque petit revenu que ce soit, et encore moins d'un revenu assez considérable comme celui-là, j'oserai néanmoins lui représenter avec le respect et la soumission que je dois :

Qu'il y a deux ans entiers que j'eus l'honneur de demander à Vostre Éminence, la grâce de la coadjutorerie, à la sollicitation du défunt évesque; que Vostre Éminence eust la bonté de me dire qu'elle me l'accorderoit volontiers, mais que cela lui pourroit attirer sur les bras quantité d'évesques qui demanderoient la mesme grâce; depuis ce temps je n'en ai point ouvert la bouche, et m'employai seulement à empescher que l'évesque n'en parlât à qui que ce soit, afin que ceste demande demeurast secrète, comme cela réussit;

Qu'il y a quinze mois que M. de Rhodes ayant demandé la mesme coadjutorerie, Vostre Éminence lui dist qu'elle l'avoit promise à mon frère, en sorte que ledit sieur de Rhodes rendit cette grâce si publique que nous ne peusmes jamais empescher que tout le monde ne nous en fist compliment, et quoy qu'il y eust beaucoup d'apparence que Vostre Éminence voulust nous l'accorder dans ce temps-là, à mesure qu'il n'y eust point de conséquence à craindre, puisqu'aucun évesque ne se servit de ceste déclaration publique pour demander la mesme chose, néanmoins je me retins dans le silence, et y serois encore, sans que Vostre Éminence eust la bonté de m'en parler à Aix;

Que lorsque M. de Rhodes demanda la coadjutorie pour lui , Vostre Éminence me dit qu'elle destinoit l'évesché de La Rochelle pour mon frère; lui ayant représenté que j'avois pensé à l'évesché de Luçon , à cause de son revenu modique , et que celui de La Rochelle estoit trop fort pour lui , Vostre Éminence approuva ma raison , et me dit qu'on pourroit mettre une pension sur celui de La Rochelle , en sorte que cela me fist connoistre que Vostre Éminence estimoit celui de Luçon de sa portée ;

Que cest évesché n'est affermé que 18,000 livres : et quoique l'on dise qu'il augmentera , néantmoins il n'y a guère d'apparence de fonder une diminution assurée du plus liquide d'un revenu si modique sur une augmentation , dont on n'a aucune connoissance certaine ;

Qu'en effect ledit évesché ne passe dans l'opinion commune que pour 18,000 livres de revenu ; et s'il paroist dans le monde que Vostre Éminence ne nous a pas estimés dignes de la grâce entière , il ne se peut que cela ne fasse un mauvais effect contre nous : et quoique ceste raison ne soit pas de grand poids à l'égard de Vostre Éminence , j'espère néantmoins qu'elle voudra bien la considérer avec les autres.

Pour ce qui est de la descharge de ceste pension , que Vostre Éminence me fait espérer dans peu , je la supplie de me permettre de lui dire qu'elle eust la bonté de me promettre la mesme chose pour un remboursement des 18,000 livres que je donnai lorsqu'elle accorda la lieutenance aux gardes à mon frère , et que depuis ce temps-là je ne lui en ai pas ouvert la bouche : et si Vostre Éminence veut bien faire quelques petites réflexions sur ma petite conduite , elle trouvera que si la pension est à vie , elle n'en entendra ja-

mais parler, et que l'évesché et l'évesque en seront chargés tant que leurs pensionnaires vivront.

Quant à la conséquence que Vostre Éminence pourroit craindre, ou qu'elle veut confirmer en ma personne, il me semble que Vostre Éminence n'a pas guère accoustumé de mettre des pensions sur des éveschés de si modique revenu : quoiqu'il me semble que ceux qu'elle favorise de ses grâces auroient peine de pouvoir m'alléguer pour exemple ; quoiqu'ils aient tous beaucoup de mérite, et tesmoignent leur fidélité au service du Roy, et zèle pour Vostre Éminence en quelques occasions ; en quoi je suis fortifié par l'exemple, n'y ayant eu aucun évesque qui se soit servi de la déclaration publique que Vostre Eminence fist à M. de Rhodes d'avoir accordé à mon frère la coadjutorerie de cest évesché, pour obtenir la mesme grâce.

Enfin, monseigneur, Vostre Éminence a fait jusqu'à présent ma fortune et celle de toute ma famille : quand elle en demeurerait là, nous ne pouvons jamais porter nos services, ni nostre reconnoissance à l'esgal de ses bienfaits, et pour comble, je la supplie très humblement de me pardonner la liberté que j'ai prise de lui représenter mes foibles raisons.

---

## XI.

## TRAITÉ D'UNION DES CHEFS DE LA FRONDE

CONTRE LE CARDINAL MAZARIN.<sup>1</sup>

(1649.)

Nous jurons et promettons sur les saints évangiles de garder inviolablement la parole que nous nous sommes donnée les uns aux autres de faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution de l'arrêt du parlement par lequel le cardinal Mazarin a esté déclaré perturbateur du repos public, empescher la violence qui avoit esté préparée contre le parlement et la ville de Paris, et faire généralement tout ce qui sera jugé utile par ledit parlement pour le bien du service du Roy; en suite de quoy nous nous obligeons de n'entendre à aucune proposition d'accommodement que le cardinal Mazarin ne soit sorty du royaume pour n'y plus rentrer, et de nous rendre compte fidèlement les uns aux autres de tout ce qui nous sera proposé de la part de la cour, et de n'accepter aucunes conditions que par l'avis et autorité du parlement<sup>2</sup>, n'ayant autre intention par le présent escrit que de nous unir pour le bien du service du Roy, pour la seureté de la vie et du bien de ses sujets et pour la deffense de la justice, laquelle a esté depuis long-temps opprimée par la mau-

<sup>1</sup> L'original de ce traité, revêtu des signatures ci-après rapportées, se trouve à la Bibliothèque Royale dans l'un des volumes du fonds de Béthune. (J. R.)

<sup>2</sup> Il y avoit d'abord : « que *du consentement* et par l'avis du parlement. » Les signataires, appartenant tous à l'ordre de la noblesse, éprouvèrent probablement quelque honte de se mettre ainsi sous la tutelle des gens de robe. De là le changement de rédaction qui paroît effectué de la main du prince de Conti. (J. R.)



vaie conduite dudit cardinal Mazarin, sans que nous voulions prétendre autres avantages que de rendre ce service au Roy et à l'Estat et conserver les biens, honneurs et charges <sup>1</sup> qui nous pourroient estre ostées en hayne du secours que nous sommes présentement résolu de donner au public, protestans de vivre et mourir en l'obéissance que doivent de fidèles sujets au Roy et à la Reyne régente.

*J. Henry de Durasfort de Duras, Charles de Lorraine, le mareschal de Lamotte, Armand de Bourbon, François de Vandosme, Louis de La Tremoille, Noirmoutier, J. F. P. de Gondy, coadjuteur de Paris, Bourdeille, Mata, François de l'Hospital, Vitry, F. de Montmorency, Laigue, le chevalier de Sévigné, F. M. de La Tour d'Auvergne, Louis de Cossé, Pierre de Perrieu Crenan, F. de La Rochefoucauld, Marcillac, Louis de Rochechouart, Maximilien Eschallard, La Boulaye, chevalier de Fontaine, Chalandray, Louis Charles d'Albert, Henri de Taillefer, Barrière, d'Adesson, l'Escuyer de Gressy, M. d'Argouges.*

Pour monsieur le comte de Carcès, lieutenant du Roy en Provence, pour messieurs *de la Barben*, le baron *de Bras et de la Verdière, Barrière, ..... Charles de Lorraine, prince d'Harcourt, Caumont, Cugnac, d'Alluye, Rosan de Durasfort de Duras, François de Lorraine, conte (sic) de Lislebonne, Charles de Fiennes, François de Lorraine, conte de Rieux, René de Latour-Montauban-Gouvernet, Eduard Palafox, Charles-Léon de Fiesque, Fontrailles d'Astarac.*

<sup>1</sup> Ici ont été ajoutés, en interligne, ces deux mots : « *et bénéfices* » ; addition qu'explique la présence, sur la liste des signataires, du nom de J.-F.-P. de Gondy, coadjuteur de Paris. (J. R.)

## XII.

## MOUVEMENTS SÉDITIEUX EN NORMANDIE.

## LEUR CAUSE.

(1659.)

Des mouvements séditieux, occasionnés par des assemblées de la noblesse, éclatèrent en Normandie dans le courant de l'année 1659. Ils étoient, en apparence, fomentés par les principaux partisans du prince de Condé. Les lettres qu'on va lire, et que je publie d'après les originaux autographes, font connoître quel en fut le véritable instigateur. Quelques hommes de cœur payèrent de leur tête la folle entreprise à laquelle ils furent entraînés par un lâche provocateur.

En l'absence de raisons qui puissent, je ne dirai pas justifier (cela est impossible), mais du moins expliquer l'emploi de moyens de gouvernement si odieux, le champ est ouvert aux conjectures, et peut-être celle que je propose ne paroîtra pas sans vraisemblance.

Les longues négociations du traité des Pyrénées tiroient à leur fin : il ne restoit à régler que ce qui concernoit le prince de Condé et son retour en France. Mazarin, vivement irrité contre lui, opposoit la résistance la plus opiniâtre à toutes les propositions faites en sa faveur par don Louis de Haro. L'insistance du ministre espagnol, les raisons puissantes dont il se servoit pour soutenir les intérêts du prince, alloient arracher au cardinal un consentement presque forcé, lorsqu'éclatèrent les troubles de Normandie qu'une répression sanglante apaisa aussitôt, et dans lesquels se trouvèrent compromis plusieurs partisans du prince de Condé. Cette échauffourée, suscitée par Mazarin, dut lui fournir un nouvel et fort argument à l'appui de son refus. Ne seroit-il pas permis de croire qu'elle n'eut pas d'autre but ? (J. R.)

## I.

## LETTRE DU COMTE DE SAINT-AIGNAN A COLBERT.

De Saint-Aignan, ce 1<sup>er</sup> novembre 1659.

MONSIEUR, je vous envoie une lettre de monseigneur le Cardinal que S. E. m'a fait l'honneur de me commander de vous faire tenir surement. Je vous supplie, monsieur, de me faire celui de me marquer sy elle

vous aura esté mise entre les mains. N'ayant rien à adjouster à ce qu'elle contient, je me contenteray de vous assurer que je suis avec toute la chaleur et la reconnaissance possibles, monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur,

SAINT-AIGNAN.

---

2.

LETTRE DE MAZARIN A COLBERT.

A Saint-Jean-de-Luz, le 25 octobre 1659.

Vous irez, incontinent la présente receue, trouver M. le Chancelier, et vous luy direz de ma part que l'intention du Roy est que, dans les procédures qui regardent les assemblées de la noblesse, il ne soit fait aucune chose ny laissé aucune marque dont M. le comte de Saint-Aignan puisse recevoir le moindre préjudice ny à présent ny à l'advenir, parce qu'il n'a rien fait en cela que par le commandement très exprès de Sa Majesté et d'intelligence avec moy; que je le prie donc d'y tenir la main et d'en user en la manière qu'il jugera plus convenable et plus propre pour cet effect.

Il n'est pas besoin de luy dire que ceci doit estre tenu dans le dernier secret; je ne crois pas nécessaire aussy de vous le recommander. Au reste, j'apprends qu'il n'y a pas un moment de temps à perdre, à cause de la diligence dont on use au grand conseil.

Le cardinal MAZARINI.

---

## XIII.

## ENTREPRISE

SUR LA PERSONNE DU PRINCE DE CONDÉ.<sup>1</sup>

(1653.)

I.

LETTRE DE LOUIS DE BOURBON, PRINCE DE CONDÉ,

AU DUC DE NOIRMOUTIER.

Du camp devant Rocroy, ce 17 septembre 1653.

MONSIEUR, je suis sensible au dernier point à toutes vos boutés, tant sur le déplaisir que vous me tesmoignez de ma maladie, laquelle, comme j'espère, n'aura aucune mauvaise suite, que sur la manière avec laquelle il vous plaist de m'escire de l'entreprise de Lebrun. Je vous enverrai au premier jour une copie de sa confession; cependant, la passion que j'ai de rendre service à M. le cardinal de Retz m'oblige de vous dire que, si mes ennemis ont eu un tel dessein sur moi, qui suis esloigné d'eux, ils pourroient bien en avoir un de semblable nature sur sa personne, puisqu'il n'est qu'à leurs portes. C'est pourquoi il faut bien prendre garde au poison. Je ne puis ni vous nommer, ni vous marquer ceux qui doibvent venir pour l'entreprise de ce coquin de Lebrun, ayant asseuré qu'il ne les cognoissoit pas lui-mesme, et qu'ils devoient lui estre envoyés par M. de Beaujeu, dans les

<sup>1</sup> Dans une lettre rapportée ci-dessus, page 49, Mazarin repousse l'accusation, intentée contre lui par le prince de Condé, d'être l'instigateur de cette tentative d'assassinat. (J. R.)

troupes duquel il n'a point passé. Au surplus, je vous remercie du rafraîchissement qu'il vous a pleu de m'envoyer; si, pendant ma maladie, j'ai besoin de quelque autre chose, je m'adresserai librement à vous, puisque vous trouvez bon que j'en use de la sorte; en revanche, si vous avez besoin de mon service, en quelles occasions que ce puisse estre, employez-moi avec la mesme liberté, et vous cognoistrez que je suis, monsieur, vostre très affectionné cousin et serviteur,

LOUIS DE BOURBON.

Je vous supplie d'asseurer madame vostre femme de mon très humble service, et d'asseurer M. de Lamet que je suis son serviteur.

Je vais tout présentement donner ordre à l'affaire dont vous avez escript à M. de Saint-Ibal, touchant cet officier d'Holac. Il se peut faire plusieurs désordres par les Lorrains ou d'autres troupes qui ne sont pas à moi, ausquels je ne puis pas remédier; j'empescherai tout autant que je pourrai le désordre des miennes, et particulièrement le feu; et si, au préjudice de cela, ils viennent à faire quelque chose au contraire, particulièrement dans vostre gouvernement, je les en ferai chastier le plus exemplairement que je pourrai.

---

2.

DU MÊME AU MÊME.

Du camp devant Rocroy, le 25 septembre 1653.

MONSIEUR, cette lettre n'est que pour accompagner la copie que je vous envoie de la confession de Lebrun, dans laquelle vous verrez d'estranges desseins de mes ennemis. Je loue Dieu de ce qu'ils ont esté



heureusement découverts, et le prie qu'il me fasse naistre les occasions de vous tesmoigner avec quelle passion je suis, monsieur, vostre très affectionné cousin et serviteur,

LOUIS DE BOURBON.

---

3.

CONFESSION DU SIEUR LEBRUN.

Au camp devant Rocroy, le 14 septembre 1653.

Le sieur Lebrun estant arrivé à Paris au mois de juillet dernier, l'abbé de Lignerac le fit sçavoir à M. le cardinal Mazarin, lui dénonçant son nom et son logis. M. le Cardinal lui envoya à mesme temps le sieur Dorignac, qui a esté capitaine dans Champagne, qui est présentement dans les troupes de M. le Cardinal, et lui dit que s'il vouloit servir le Roi et Son Eminence, estant auprès de la personne de monseigneur le Prince, il n'avoit qu'à demander ce qu'il désiroit pour cela, et qu'on lui feroit toute sorte de reconnoissance. Il lui donna rendez-vous au lendemain pour le faire parler à M. l'abbé Fouquet, où ledit sieur abbé lui fit les propositions en détail qui ensuivent.

Premièrement de s'en retourner dans l'armée de M<sup>sr</sup> le Prince, et, y estant, lui donner advis de toutes choses générales et particulières, soit de l'armée, soit du domestique de Son Altesse; de donner advis à M. de la Ferté ou à M. de Beaujeu des troupes, des partis, qui pourroient aller en campagne, et de toutes les autres choses qui viendront à sa connoissance; M. le Cardinal et l'abbé Fouquet lui ayant dit

que Son Éminence avoit parlé auxdits sieurs de la Ferté et Beaujeu, pour prendre créance en ce qu'il leur manderoit ou leur diroit lui-mesme.

Ledit sieur abbé lui ayant promis, de la part et au nom de M. le cardinal, que, de tous les cavaliers et fantassins qui tomberoient par ses advis dans les mains dudit sieur de Beaujeu, ou autre de leur parti, il lui seroit donné comptant, à Paris, deux pistolles pour chaque cavalier, et deux escus pour chasque fantassin.

Que, si M<sup>gr</sup> le Prince se rencontroit dans quelqu'un de ces partis, que ledit sieur Lebrun en donnast advis, et qu'en suite de ces advis, on allast à la rencontre de M<sup>gr</sup> le Prince, et que, dans le mesme parti, M<sup>gr</sup> le Prince y soit tué ou pris prisonnier, on lui donnera cent mille escus.

De tascher de gagner le sieur Caillet, secrétaire de M<sup>gr</sup> le Prince, afin qu'il donne toutes sortes d'advis, et qu'il fasse sçavoir les affaires les plus secrètes de son maistre, et que pour cela il pouvoit lui promettre jusqu'à cent mille livres, lesquelles, dès à présent, l'on consignerait entre les mains de telle personne qu'il voudroit à Paris, après que ledit sieur Caillet auroit signé un escrit par lequel il promettroit d'exécuter le contenu du présent article.

Que ledit Lebrun se pouvoit transporter dans quelqu'une des places qui sont au pouvoir de M<sup>gr</sup> le Prince, et y gagner un lieutenant du Roi, ou un major, ou quelque autre officier, par le moyen duquel on se puisse rendre maistre de la place; on donneroit à celui qu'il auroit gagné une pareille charge que la sienne dans une autre place, ou qu'on le conserveroit dans sa charge à la mesme place, à son choix, avec dix mille escus de récompense, et autant pour ledit Lebrun.

Que, pour venir plus facilement à bout de cette proposition, il lui donneroit dès à présent cinquante hommes de pied et un officier, pour les mettre dans les troupes de M<sup>gr</sup> le Prince, où ledit Lebrun feroit donner une compagnie à l'officier, et s'il pouvoit dans le régiment de Son Altesse, afin qu'estant envoyé dans quelqu'une des places, on peust la surprendre le tour que ledit officier seroit de garde.

Que, comme M<sup>gr</sup> le Prince se hazarde de passer souvent sans escorte, et qu'il lui pourroit arriver de prendre le dessein d'aller voir Son Altesse Royale ou Mademoiselle incognito, s'il se peut faire que ledit sieur Caillet en donne des avis, et que M<sup>gr</sup> le Prince fût pris en suite du mesme avis, on lui feroit un présent de cent mille escus, et mesme beaucoup plus.

Ensuite de cet entretien, l'abbé Fouquet dit audit Lebrun qu'il le vouloit faire parler à M. le Cardinal, pour lui faire connoistre que c'estoit de sa part qu'il lui faisoit toutes ces propositions. L'ayant mené deux ou trois jours après, M. le Cardinal le fit entrer dans sa chambre, où il le trouva seul. Son Éminence lui proposa de sa propre bouche la mesme chose qu'avoit fait ledit sieur abbé, sur quoi ledit Lebrun dit qu'il prendroit ses résolutions, et qu'après le retour de M. le Cardinal, qui devoit aller à l'armée avec le Roi, il conclueroit toutes choses.

De tout cela, ledit abbé Fouquet fit dresser un mémoire en forme d'articles par ledit Lebrun, et de sa main, dans lequel mémoire ledit abbé avoit fait mettre que si M<sup>gr</sup> le Prince pouvoit estre tué ou venoit à mourir, de quelque façon que ce puisse estre, par le moyen du ministère dudit Lebrun, on lui donneroit les mesmes cent mille escus ci-devant déclarés.

Lequel mémoire estant signé dudit Lebrun , l'abbé Fouquet le fut porter à M. le Cardinal , qui en raya le dernier article , disant que , dans un parti de guerre , il approuvoit que M<sup>r</sup> le Prince y fût tué ou prisonnier , mais qu'il fût tué par un attentat prémédité , il ne le pouvoit proposer.

M. le Cardinal rendit le mémoire audit sieur abbé Fouquet , pour le faire remettre au net par ledit Lebrun : ce qu'il a fait de sa main et signé en la présence dudit sieur abbé Fouquet , qui estoit dans son lit , lequel mémoire a esté aussi signé par M. le Cardinal et par ledit abbé Fouquet , en la présence dudit Lebrun , dans la chambre de Son Éminence , trois ou quatre jours avant le départ du Roi pour Compiègne , et mis entre les mains dudit sieur abbé Fouquet. Après cela , ledit sieur lui demanda , de la part de M. le Cardinal , ce qu'il désiroit présentement. Sur cela , ledit Lebrun lui dit qu'il désiroit trois choses : la première , une pension ; la seconde , qu'au cas que la paix se fist , que M. le Cardinal ni lui ne parleroient jamais à M<sup>sr</sup> le Prince de ce mémoire ; et la troisième , qu'au cas que ledit Lebrun ne fist pas ce qu'il promettoit , il ne demandoit point de quartier ; et dès lors , M. le Cardinal lui fit donner un brevet de huit cens escus par an , et depuis le commencement de ces propositions jusqu'à ce qu'il estoit parti de Paris , qui fut le 5<sup>e</sup> du mois de septembre de cette année , l'abbé Fouquet lui a donné à diverses fois trois mille et tant de livres.

Que ledit sieur abbé Fouquet lui a dit que si M. le Cardinal l'avoit voulu croire , et s'il eust fait ce qu'il lui avoit voulu persuader , il y auroit long-temps que M<sup>sr</sup> le Prince seroit à bout.

Je certifie tout ce que dessus estre véritable , en foi de quoi j'ai signé le présent escrit. Au camp devant

Rocroy, le 13<sup>e</sup> jour de septembre 1653. Escrit et signé de sa main ,

LEBRUN.

Outre ce que dessus, je déclare avoir pouvoir de M. le Cardinal , par la bouche de l'abbé Fouquet , de gagner telle personne que je pourrois dans la maison de M<sup>gr</sup> le Prince, et de les asseurer qu'à mesme temps qu'ils auroient fait le moindre service, on donneroit à Paris l'argent à qui ils voudroient selon les services qu'ils auroient rendus.

L'abbé Fouquet m'a dit qu'ils avoient un de leurs amis auprès de M<sup>gr</sup> le Prince, qui leur donneroit les avis qu'il pouvoit, duquel l'ayant prié de lui dire le nom afin d'agir de concert, il a refusé de lui nommer, disant qu'il ne pouvoit pas le lui découvrir qu'il n'eust rendu quelque service considérable.

Je certifie encore que l'abbé Fouquet m'a dit en ces mesmes termes : « Quand vous aurez rendu quelque service considérable, quand M. le Cardinal ne vous tiendrait pas parole, j'ai assez de bien pour y satisfaire, et mon frère est surintendant, et je vous permets de me donner cent coups de poignard si je n'exécute ponctuellement tout ce que je vous promets ; aussi, si vous manquez de vostre côté, on ne vous pardonnera, non plus qu'à Villars, si on le tenoit. »

*Signé* LEBRUN.

L'abbé Fouquet m'a dit de plus que, pour faciliter leur dessein, il manderoit à M. de Beaujeu de m'envoyer huit ou dix cavaliers et deux officiers, lesquels officiers feroient ce que je leur dirois, et lesquels je devois employer pour aller donner les avis.

*Signé* LEBRUN.

Fait, le 14 septembre 1653, au camp devant Rocroy.



## XIV.

## LETTRES DE RÉMISSION

ACCORDÉES A ENGUERRAN DE MONSTRELET.<sup>1</sup>

(1424.)

HENRY, par la grâce de Dieu, roy de France et d'Angleterre, savoir faisons à tous présens et à venir nous avoir esté humblement exposé de la partie de Enguerran de Monstrelet, cappitaine du Chastel de Freneuch<sup>2</sup> pour nostre très chier et très amé cousin le conte de Saint-Pol, comme environ le mois de février l'an iiij c xxij, ou quel temps les villes du Crotoy, Noëlle, Rue et Maisons-lez-Pontieu tenoient parti contraire à Nous, desquelles villes isoist souvent plusieurs gens d'armes Armignaz pour aler à Guise et es Mectes d'environ et passoient parmy les pays obéissans à Nous, un nommé Jehan le Sergent, parent dudit Enguerran, feust venu audit chastel de Freneuch pour le veoir, et arriva avec lui Jehan de Molliens, qui long-temps a servy les guerres de Nous et de nostre très chier et très amé cousin le duc de Bourgongne, et jeurent la nuitie audit chastel de Freneuch. Et landemain au matin le dit Jehan de Molliens dist audit Enguerran : « Enguerran, si vous voulez estre prest vous iij<sup>e</sup> quant vous manderay, je vous feray gangnier bon bustin et de bonne prise : car j'ay aucuns, qui sont mes féables,

<sup>1</sup> Communiqué par M. A. Berbrugger, ancien élève de l'école des Chartes, délégué en France de la Commission royale des archives d'Angleterre.

<sup>2</sup> Une dame de Freneuch, de la maison de Saint-Paul, est citée dans l'*Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France*, t. vi, p. 107, 3<sup>e</sup> édit. (J. R.)

qui m'ont promis de moy livrer Armignaz portand grans finances d'or et d'argent. » Et le dit Enguerran lui respondist qu'il seroit tout prest, et qu'il lui fist savoir le jour. Et environ six ou huict jours après revint ledit Molliens parler audit Enguerran, et lui dist qu'il avoit parlé à son homme, nommé Colinet de Grant-Champ, dit l'Eschopier, et qu'il seroit heure de partir au bout de deux jours; et dist ledit Molliens qu'il orroit certaines nouvelles à Lisle. Et sur ce parti ledit Enguerran, Quilbin de Croix, son frère, et Jacob de Croisectes, son varlet, et ledit Molliens, lui ij<sup>e</sup>, et alèrent droit à Lisle; et là vint ledit Colinet de Grant-Champ et dist ausdits Molliens et Enguerran que ceulx qui quéroient passeroient à venir de Guise à Tournay et de Tournay au pont à Vendin, et delà au Crottoy ou es places ennemis d'entour. Et fu par lesdis Molliens, Enguerran et Colinet conclud que ledit Colinet les yroit garder et il les actendrait au pont à Wendin; et au second jour ou environ vindrent passer ceulx mesmes et ledit Colinet avec, qu'il fist des signes telz que diz estoient; et tantost eulx passez, ledit Molliens et ledit Enguerran et leurs gens vinrent montez à cheval, et à demie-lieue dudit pont les vindrent rataindre et destrousser de iiij à v<sup>e</sup> escuz d'or, et avec ce leur ostèrent plusieurs bouges esquelles il avoit plusieurs menues besoignes et leur décoppèrent leurs sangles et brides. Et lors, ceste chose ainsi faicte, vindrent chevauchier, les dis Enguerran et Molliens vers Saint-Pol; et environ de iiij à six lieues partirent leur bustin, et s'en ala chascun où bon lui sembla; et quant est dudit Enguerran, il tira au chastel de Freneuch, dont il estoit capitaine.

Et au bout de viij jours après, vint Colart Janglet, qui avoit espousée la suer dudit Colinet Eschopier,

audit chastel de Freneuch devers ledit Enguerran , et lui dist comment ledit Colinet avoit fait destroucer Jehan Levaasseur, son beau-frère, et iij ou iiij merchans d'Abbeville; et dist audit Enguerran qu'il estoit renommé de y avoir esté. Et lors ledit Enguerran lui dist la vérité, et comment ledit Molliens et ledit Colinet lui avoient donné bourde à entendre, et que, se ilz n'estoient de bonne prise, il estoit prest, se il l'avoit maulement pris, de bien rendre : et que ceulx qui avoient fait ceste perte ne se souciasent de ce que ledit Enguerran, son frère et varlet, en avoient eu, et que il ne perdroyent riens. Et, après ce, feust Hue le Sergent, parent dudit Enguerran, et Colart Jon-glet, alez à Ligny-sur-Tanche, et ledit Enguerran avecques eulx, et là lui distrent qu'ilz estoient mau-vairement trahiz, et que ceulx que on avoit destroussé estoient de la ville d'Abbeville; et lors ledit Enguer-ran fut de ce grandement courroucié, et dist qu'il courrouceroit ledit Molliens et ledit Colinet, qui ce lui avoient donné à entendre.

Et depuis ce fut mandé Jehan Levaasseur, Jehan Brunet et ceulx qui ceste perte avoient faicte, par ledit Hue le Sergent, et vindrent à Arras; et là fut ledit Enguerran parler à eulx, et conclud icellui Enguerran de eulx récompenser ce que lui, son frère et varlet, en avoient eu, dont ledit Jehan Levaasseur et ledit Brunet dirent, présent ledit Hue le Sergent : « En-guerran, nous sommes bien acertenez que vous avez esté trahy, et ce vous a fait ledit Jehan de Molliens, et ferez bien, pour vostre descharge, de prendre ledit Molliens et le nous livrer. » Et adonc ledit Enguerran dist aux dessusdis qu'il le prendroit de bon cuer, et mecteroit grant peine de à eulx le livrer. Et depuis fut ledit Enguerran, bien accompagné, en la maison

dudit Molliens pour le prendre et livrer audit Vaasseur et Brunet. Mais il sailli par une petite fenestre et s'en fouy, et ne l'a depuis ledit Enguerran peu prendre, combien qu'il s'en est mis en grant peine. Et depuis toutes ces choses ainsi faictes, fut traictié par Jehan de Maillefeu, parent dudit Enguerran, à Abbeville, ausdis Jehan Levaasseur, Jehan Brunet et autres, que pour tout ce que ledit Enguerran, Guilbin, son frère, et Jacob, son varlet, avoient eu, furent lesdis merchans récompensez tout plainement, et passa ledit Jehan Levaasseur lettres obligatoires royaulx, lui faisant fort de tous ceulx qui perte avoient eu à ceste besoingne et en quicta ledit Enguerran, sondit frère et varlet; promectant de eulx en jamais poursuivre, en disant qu'il estoit d'eux bien récompensé. Mais, non obstant toutes les choses ainsi faictes a esté faite informacion par nos officiers des choses dessusdites, pour laquelle chose ledit Enguerran doubte que nostre procureur ou autres le veuillent de ce poursuivre, qui seroit en son grant préjudice, en nous humblement suppliant que, attendu que ledit Enguerran cuidoit certainement que les choses dessusdites ainsi prises fussent à nos ennemiz, et ainsi lui avoit esté donné à entendre, et que, quand la vérité est venue à sa cognoissance, il a restitué ce que lui, sesdis frère et varlet en avoient eu, et se sont lesdis merchans tenus pour contens, comme dit est, Nous, sur ce, vueillons audit Enguerran nostre grâce et miséricorde impartir. Pourquoy Nous, ces choses considérées, et actendu les bons et agréables services faiz à Nous et à nostredit cousin de Bourgongne par ledit Enguerran en nos guerres et autrement, et espérons que face ou temps à venir, audit Enguerran de Moustrelet, ou cas dessusdit, avons remis, quicté et par-

donné, remectons, quictons et pardonnons de nostre grâce espécial, plaine puissance et auctorité royal, le fait et cas dessusdit, avec toute peine, amende et offense corporelle, criminelle et civile, en quoy il puet estre encouru envers nous et justice pour occasions des choses dessusdites, et le remectons et restituons à sa bonne fame et renommée, au païs et à ses biens non confisquez. Satisfaccion faicte à partie civilement tant seulement, se faicte n'est et aucune en y a qui se plaigne. Et sur ce imposons silence perpétuel à nostre procureur. Si donnons en mandement par ces présentes aux bailli d'Amiens et sénéchal de Pontieu, et à tous nos autres justiciers et officiers ou à leurs lieux-tenans présens et à venir, et ad chascun d'eulx, si comme à lui appartenoit, que de nostre présente grâce et rémission facent, seuffrent et laissent ledit Engueran joïr et user paisiblement, sans le molester, traueillier ou empeschier, ne souffrir être molesté, traueillé ou empesché en corps ne en biens en aucune manière; mon son corps et ses biens non confisquez, se aucuns en sont pour ce prins, saisiz, levez ou arrestez, lui mectent ou facent mettre sans délay à plaine délivrance. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, au mois de novembre, l'an de grâce mil cccc xxiiij, et de nostre règne le tiers.

Ainsi signé : Par le Roy, à la relacion du conseil,

G. FERREBOUC.

---



## XV.

## LETTRE DE BALUZE

A M. LAFAILLE,

ANCIEN CAPITOUL DE TOULOUSE.

Du 2 septembre 1702.

QUAND je pris dernièrement la liberté de vous écrire, pour vous supplier de me faire envoyer par votre libraire le second volume de vos *Annales*, je n'avois pas prétendu que vous m'en fissiez un présent. Il m'auroit bien suffi que vous eussiez pris la peine de me le faire envoyer; mais, puisque vous avez voulu me le donner, je ne dois pas le refuser, ains au contraire vous en remercier, comme je le fais, du meilleur de mon cœur.

J'ai employé une matinée entière à parcourir ce tome de vos *Annales*, que j'ai trouvé plus rempli de matière que le premier : car vous savez, monsieur, que je m'étois plaint qu'il étoit trop sec.

Je vous sais très bon gré d'avoir fait l'attention que vous avez faite sur l'histoire de Dolet : car au fond c'étoit un bel esprit habile homme. Il eut le malheur d'être entraîné dans le torrent des nouvelles opinions. Vous trouverez son épitaphe dans la première édition des poèmes de Bèze, page 51.

Je ne sais si ce que vous dites, page 103, du président Minut, qu'il se faisoit descendre de Minutius Felix, est bien fondé : car on ne connoissoit pas cet auteur avant l'an 1543, qu'il fut imprimé pour la première fois comme faisant le huitième livre d'Arnobé, et il ne fut connu sous son véritable nom qu'en l'an-

née 1561, que M. Baudouin le fit réimprimer séparément avec une savante préface, pour faire voir qu'il étoit non le huitième livre d'Arnobé, mais l'ouvrage de Minutius Felix, intitulé *Octavius*, duquel Lactance et saint Hiérôme font une si honorable mention.

A l'égard de M. de Mansencal, on ne sauroit trop vous louer d'avoir entrepris sa défense. C'étoit un savant personnage dont la mémoire mérite d'être respectée. J'ai de lui un livre assez rare, imprimé à Toulouse en 1552, intitulé : *De recte interpretandi præceptis*.

Vous n'avez pas été bien informé de l'histoire de Muret au sujet des vers envoyés à Joseph Scaliger. Celui-ci avoit une si bonne et si grande opinion de son savoir, qu'à l'âge de dix-huit ans se vançoit, à ce qu'on dit, de pouvoir discerner le style de tous les anciens auteurs, grecs et latins, et prétendoit n'y pouvoir être trompé. Muret fit, pour se divertir, les six vers que vous avez réimprimés et encore autres huit sur le même sujet, qu'il attribua à Accius et à Trabeas, et les envoya à Scaliger, lequel travailloit pour lors à ses *Conjectanea in Varronem*, imprimé en 1573, où il avança hardiment que les six de Trabeas étoient tirés *ex fabula Harpaxe*, et les autres de la tragédie d'Accius intitulée *OEnomaus*, sans faire aucune mention de Muret, qui les lui avoit envoyés. Muret eut tant de plaisir de l'avoir attrapé, qu'il ne put pas le dissimuler. Même ayant fait réimprimer ses oraisons et ses vers à Venise, en 1575, il fit mention de cette histoire sur la fin du volume, sans nommer Scaliger, se contentant de dire : *Unus etiam, et eruditione minime vulgari et judicio acerrimo prædictus, repertus est qui ea a me accepta pro veteribus publicaret. Ne quis igitur amplius fallatur, et rem totam detegendam, et car-*

*mina ipsa hic subjicienda duxi.* C'est ce qui attira à Muret la sanglante épigramme de Scaliger, lequel re-trancha ces vers et tout ce qu'il en avoit dit dans la nouvelle édition qu'il fit faire, en 1581, de ses *Conjectanea in Varronem*. Vous trouverez dans les *Juvenilia Mureti*, pages 109-110, des vers de Frémiot à la louange de Muret, lesquels j'estime que vous trouverez beaux. Et Muret marque dans son commentaire sur Catulle, imprimé à Venise en 1558, qu'une certaine correction lui a été suggérée par Frémiot, qu'il appelle *nobilissimum summoque præditum ingenio adolescentem*. Ce qui pourroit faire penser que l'accusation contre Muret et Frémiot étoit fausse, n'étant guères à présumer que Muret eût osé louer si hautement son disciple après cette diffamation, si la chose eût été vraie.

Le public vous est obligé, monsieur, de la judicieuse critique que vous avez faite touchant les cardinaux de Chastillon et de Lenoncour. Elle servira pour rectifier l'histoire de ces cardinaux et des archevêques de Toulouse. Mais je prendrai la liberté de vous dire, en passant, qu'on ne traite pas d'éminence les cardinaux avant l'an 1630, comme vous en avez usé à l'égard du cardinal de Lenoncour, page 251; non plus qu'on n'appelle pas boursiers les écoliers qui sont dans les collèges de Toulouse, mais collégiats. Aussi ne sont-ils pas boursiers, attendu qu'on les y nourrit et qu'on ne leur donne pas de bourses pour se nourrir, comme on fait à Paris. Je ne suis pas surpris que les avocats de Paris appellent boursiers les écoliers des collèges de Toulouse. Ils ne connoissent d'autre manière d'entretenir les écoliers qui sont dans les collèges que par les bourses.

Les héritiers de messire Paul de Foix avoient raison

de dire que le cardinal d'Armagnac s'étoit réservé la jouissance de tous les fruits de l'archevêché de Toulouse, lorsque M. de Foix en fut pourvu. J'ai la bulle originale du pape Grégoire XIII, de l'an 1582, que j'achetai à Toulouse, lorsque j'y étois écolier. Il y est dit que ce cardinal fit une démission pure et simple de son archevêché entre les mains du pape; lequel en pourvut incontinent messire Paul de Foix, et accorda au cardinal la faculté de jouir de tous les revenus de cet archevêché, *excepta tamen summa mille scutorum auri in auro, eidem Paulo electo quoad vixerit et quibuscumque successoribus suis, dictæ ecclesiæ Tolosance præsulibus, annis singulis, prædicta reservatione durante; per te præstanda.*

Je suis surpris que, parlant de l'ambassade de messire Paul de Foix à Rome, vous n'avez pas fait mention de M. d'Ossat, que ce seigneur mena avec lui à Rome pour être son secrétaire, ce qui mit M. d'Ossat dans le beau chemin qu'il a tenu depuis.

Dans la page 394, vous marquez que tous les archevêques de Toulouse, excepté M. de Montchal, en faisant leur première entrée à Toulouse, s'étoient contentés d'une procession générale où l'on portoit le saint-sacrement. Vous y pourriez avoir ajouté M. de Marca, lequel non seulement ne voulut pas qu'on lui fit une entrée solennelle la première fois qu'il fut à Toulouse, pour les raisons que j'ai marquées dans sa vie, mais la refusa même en 1659, après les États de Narbonne, quoique MM. les capitouls et le Parlement même l'en eussent beaucoup fait presser, ainsi que je l'ai marqué au même endroit.

Je finirai cette lettre, Monsieur, par le livre *De ritibus ecclesiæ catholicæ* de M. le président Duranti, duquel vous dites que *des savans ont douté s'il étoit*

de lui. C'est de quoi je doute beaucoup, ne m'étant pas encore aperçu qu'aucun savant en ait douté jusqu'à présent. Il est vrai que depuis quelque temps il s'est élevé un soupçon sur ce sujet, soupçon fondé sur le témoignage de feu M. Lebret, prévôt de l'église cathédrale de Montauban, auteur peu savant, et dont le nom est très peu connu parmi les gens de lettres. Il a publié que feu messire Pierre Bertier, évêque de Montauban, qui étoit, à ce qu'il dit, intime ami de M. Danes, évêque de Lavaur, et de M. le président Duranti, assuroit que ce dernier n'étoit pas auteur de cet ouvrage, que c'étoit M. Danes, et que M. Duranti se l'étoit attribué parce qu'il en étoit devenu possesseur après la mort de M. Danes. Un religieux de mérite a donné dans ce panneau, mais très mal à propos; en voici la preuve évidente et manifeste. Io. Aug. Papius, lequel, en l'année 1591, fit imprimer ce livre à Rome, certifie que Duranti, l'ayant envoyé à Rome au cardinal de Pellevé pour y être imprimé par ses soins, il l'appela *suas nocturnas lucubrationes*; ce qui seroit d'une grande imprudence (laquelle il n'est pas permis de soupçonner d'un tel personnage) si cet ouvrage n'eût pas été de lui. D'ailleurs, écrivant au P. Jean Barrière, abbé de Feuillans, trois jours avant sa désastreuse mort, il le prie de prendre soin que *son livre* soit approuvé et imprimé à Rome. Enfin, M. Danes étant mort en l'année 1577, et M. Duranti en 1589, il est évident que Pierre Bertier, évêque de Montauban, qui n'avoit que vingt-six ans en l'année 1634, qu'il fut fait coadjuteur de Mautauban, ne pouvoit pas être leur intime ami, puisqu'il étoit né très long-temps après leur décès: ce qui ruine entièrement la relation de M. Lebret. J'ai cru que je devois cet éclaircissement à la mémoire de M. le président Duranti, lequel, outre



qu'il étoit bon serviteur du Roi, étoit aussi un excellent homme.

Je suis toujours, comme je dois, monsieur, etc.

## XVI.

### APPENDICE

#### AUX MÉMOIRES DU CARDINAL DE RETZ.<sup>1</sup>

(1649-1651-1660.)

##### I.

*Instruction au sieur de Loyacque, héraut d'armes de France du titre de NAVARRE, s'en allant à Paris de la part du Roi.*<sup>2</sup>

ARRIVANT à Paris, il demandera d'être mené au Palais, à la séance que continue de tenir la cour de Parlement, où étant introduit, il lui parlera aux termes qui suivent :

« A vous, président et conseillers !

« Le Roi, mon maître et le vôtre, m'a envoyé ici de l'avis de la Reine régente sa mère, pour vous signifier

<sup>1</sup> Les pièces qu'on va lire sont extraites d'un ancien manuscrit des *Mémoires du cardinal de Retz*, auxquels elles se trouvoient annexées comme pièces justificatives. Je les donne ici d'après une copie qui existe à la Bibliothèque de l'Arsenal. (J. R.)

<sup>2</sup> Voyez les *Mémoires du cardinal de Retz*, tome 1<sup>er</sup>, page 328 de l'édition faisant partie de la *Collection des Mémoires relatifs à l'histoire de France*. « Le lendemain, qui fut le 12 février, Michel, qui commandoit la garde de la porte Saint-Honoré, vint avertir le parlement qu'il s'y étoit présenté un héraut, revêtu de sa cotte d'armes et accompagné de deux trompettes, qui demandoit à parler à la compagnie, et avoit trois paquets, l'un pour elle, l'autre pour M. le prince de Conti, et l'autre pour l'Hôtel-de-Ville. » (J. R.)

et mettre en main la *Déclaration*, qu'il a fait expédier, portant suppression de toutes vos charges, en cas que dans huitaine vous ne sortiez de la ville de Paris; voulant bien conserver, néanmoins, les offices de ceux qui se rendront près de lui dans ledit temps.

« Et d'autant que Sa Majesté a appris que ladite *Déclaration*, quoique expédiée dès le 23 du mois passé, n'est pas venue à la connoissance de la plupart de vous, par les diligences qu'on a faites pour l'empêcher, Sa Majesté, outre les huit jours qui doivent être comptés du jour de la date, et qui sont expirés, vous en donne encore quatre pour y obéir, qui ne courront que d'aujourd'hui, que je vous en fais la signification de sa part.

« Et comme Sa Majesté est sensiblement touchée des misères et des souffrances de son pauvre peuple de Paris, et qu'elle ne veut rien omettre de son côté pour les en délivrer, Sa Majesté m'a commandé, de l'avis de la Reine régente, sa mère, de vous déclarer qu'afin qu'aucun de vous n'ait excuse, ni même le moindre prétexte apparent de demeurer plus longtemps dans la désobéissance, elle donne pleine et entière sûreté pour la personne et pour les charges et biens de tous ceux de vous qui sortiront de Paris, sans exception d'aucun; et Sa Majesté promet, en foi et parole de Roi, qu'il ne sera touché ni fait aucun tort à leurs personnes, ni à leurs dits biens et charges, obéissant dans le temps qu'elle vous prescrit. Que si, après un si grand effet de clémence et de bonté, vous vous opiniâtrez encore dans la désobéissance à votre maître et souverain, j'ai charge de vous dire que vous n'en devez plus attendre à l'avenir, d'autant plus que vous serez la seule cause des souffrances du peuple de Paris, et des autres maux qui en arriveront. »

Ayant achevé il leur baillera la *Déclaration* du Roi

et la présente instruction , signée de Sa Majesté même pour leur servir de sûreté de la fidèle exécution de tout ce qu'il leur aura dit de la part de Sa dite Majesté.

De là , il ira à l'Hôtel-de-Ville , où étant introduit , il leur dira :

« A toi , prévôt des marchands , échevins et conseillers , quarteniers et peuple de Paris !

« Le Roi , mon maître et le vôtre , m'a envoyé vers vous , pour vous porter cette *Déclaration* , que j'ai charge de vous lire. »

Et après qu'il l'aura lue , il leur dira que le plus fort motif qu'ait eu le Roi pour l'envoyer porter des marques de sa bonté au Parlement et au prince de Conti , et autres princes et adhérents , ainsi qu'ils verront par les déclarations , a été celui de donner le repos à sa bonne ville de Paris , retirer les habitants du mauvais pas où ils se sont laissés entraîner , et les délivrer des malheurs qui leur sont inévitables s'ils persistent plus long-temps dans leur aveuglement ; et qu'ils peuvent bien connoître si l'affection de Sa Majesté pour eux et sa tendresse est extraordinaire puisqu'elle prend plus de soin de leur en donner des preuves lors même que Dieu favorise plus ouvertement la justice de ses armes par le bon succès qu'il leur a donné depuis peu.

Après avoir exécuté les ordres du Roi au Parlement et à l'Hôtel-de-Ville , il demandera à être mené chez M. le prince de Conti , et y étant introduit , il leur parlera en ces termes :

« A toi , Armand de Bourbon !

« Le Roi , mon maître et le tien , m'a envoyé ici , de l'avis de la Reine régente , sa mère , pour te signifier et mettre en main la *Déclaration* qui te déclare et les princes , ducs , pairs , seigneurs et autres , tes adhérents , criminels de lèse-majesté , à faute de se rendre

près de sa personne dans trois jours; et d'autant que, peut-être, ladite *Déclaration* n'est pas venue à ta connaissance ni des autres, tes adhérents, Sa Majesté, de l'avis de la Reine régente, sa mère, m'a commandé de te dire qu'elle te donne encore, et à tous les autres, tes adhérents, quatre jours, qui ne courront que d'aujourd'hui, pour se rendre près d'elle; et, afin que ni toi, ni eux n'ayez aucune excuse de demeurer plus long-temps dans la désobéissance, Sa Majesté, de l'avis de la Reine régente, sa mère, m'a commandé de te dire qu'elle te donne pleine et entière sûreté pour ta personne, pour tes charges, biens et gouvernements, comme aussi qu'elle accorde la même grâce et sûreté aux princes, ducs, pairs, seigneurs et autres, tes adhérents, en cas que toi et eux se rendent dans ledit temps auprès d'elle; à faute de quoi, et ledit temps passé, j'ai commandement de te dire que toi et tes adhérents auront encouru les peines portées par ladite *Déclaration*, sans espérance de pouvoir obtenir autre délai. »

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le 12<sup>e</sup> jour de février 1649.

*Signé, LOUIS :*

*Et plus bas, DE GUÉNÉGAUD.*

*Réponse de la part du Parlement de Paris audit héraut.*

Les gens du Roi ont dit au héraut envoyé de la part du Roi, qu'ils ont ordre du Parlement de lui dire que, par respect, par soumission et par obéissance, ils n'ont osé le recevoir ni l'écouter, et que le Parlement les a députés vers Sa Majesté, si elle a agréable de les recevoir, pour lui faire entendre les respects et les soumissions de la compagnie.

## 2.

*Traité d'union du parti de la Fronde avec celui des Princes contre Mazarin.<sup>1</sup>*

(1651.)

Nous, soussignés, reconnoissant par expérience le préjudice que le Roi et l'État reçoivent de la détention de MM. les princes de Condé, de Conti et du duc de Longueville; qu'elle donne de nouveaux avantages aux ennemis de la France par le mécontentement qu'en témoignent plusieurs personnes considérables; qu'elle met le désespoir dans l'esprit des peuples, qui ont déjà beaucoup souffert des désordres que leur emprisonnement a causé, et qui ont un juste sujet d'en appréhender la suite, s'il n'y est promptement pourvu par leur liberté, avons estimé que nous ne pouvions rien faire de plus avantageux ni de plus utile au public que de nous unir afin de faire cesser, par tous moyens légitimes et possibles, l'oppression de ces trois princes, arrêtés et détenus prisonniers contre les lois du royaume, et reconnus innocents par l'aveu du Parlement, qui a ordonné des remontrances en faveur de leur liberté par l'arrêt du 23 décembre 1650.

Et d'autant que le cardinal Mazarin est entièrement l'auteur de leur détention et la cause des désordres qui l'ont précédée et suivie; qu'il ne les a fait arrêter que pour éloigner la paix générale et affermir dans le trouble l'autorité qu'il a usurpée pendant la Régence, et

<sup>1</sup> Le cardinal de Retz donne dans ses *Mémoires* (tome 2, page 188-194 de l'édition faisant partie de la *Collection des Mémoires relatifs à l'histoire de France*) quelques détails sur les négociations qui précédèrent cet acte d'union. « Nous convînmes, dit-il, que ce traité seroit mis en dépôt entre les mains de Blancmesnil. » (J. R.)



que sa conduite expose manifestement la France à tous les malheurs que les guerres étrangères et civiles peuvent causer dans un État épuisé d'hommes et d'argent, et que l'on ne peut espérer de le voir paisible tandis qu'il demeurera dans les affaires, nous avons cru aussi qu'il étoit nécessaire pour le bien de l'État, pour la réunion de la maison royale, pour la délivrance de MM. les princes, la sûreté commune de tous les particuliers qui ont témoigné du zèle pour le bien public, et se sont opposés, au Parlement et ailleurs, aux mauvais conseils du cardinal Mazarin, pour l'établissement du repos dans le royaume et de la paix avec les étrangers, de ne rien omettre de ce qui pourroit servir à obtenir de Leurs Majestés son éloignement; ce qui nous a obligés de faire ensemble le présent traité, savoir : Nous, Anne de Gonzague, princesse palatine, Charles-Amédée de Savoie, duc de Nemours, Pierre Viole, conseiller du Roi en ses conseils et président dans son Parlement, Louis de Rochechouart, comte de Maure, et Izac Arnauld, maréchal-de-camp, A. de Croissy, au nom de MM. les princes et en vertu de pouvoirs qu'ils nous en ont donnés, dont l'un desdits pouvoirs sera remis en dépôt avec l'original du présent traité, qui doit être mis entre les mains de M. le coadjuteur aux conditions dont on est demeuré d'accord, d'une part; et nous, François de Vendôme, duc de Beaufort, François-Paul de Gondî, coadjuteur à l'archevêché de Paris, et François de Montmorency, marquis de Fosseuse, d'autre; et comme nous, coadjuteur, avons été autrefois plus particulièrement honoré des bonnes grâces de MM. les princes, aussi nous trouvons-nous plus obligé de témoigner, comme nous avons déjà fait dans les assemblées du Parlement et à leurs amis et serviteurs, que nous avons eu autant de

douleur de voir que les artifices du cardinal Mazarin nous avaient attiré leur disgrâce, que nous avons toujours eu de respect pour leur naissance et d'estime pour leur vertu; et que, si nous avons tardé quelque temps d'entrer dans les intérêts de la justice et de travailler à leur liberté, ç'a été à dessein d'attendre une conjoncture favorable qui nous fit naître les moyens de les servir plus utilement, et donner des témoignages publics de nos bonnes intentions.

Suppliant aussi mademoiselle de Longueville de la passion que nous avons témoignée de servir monsieur son père, et de satisfaire à tous les devoirs non seulement de respect, mais aussi au ressentiment et à la gratitude de toutes les obligations personnelles dont nous leur sommes redevable.

#### ARTICLES.

Nous, François-Paul de Gondi, coadjuteur à l'archevêché de Paris, François de Vendôme, duc de Beaufort, François de Montmorency, marquis de Fosseuse, promettons à madame la princesse palatine, M. le duc de Nemours, M. le président Viole, le comte de Maure, et M. Arnauld, A. de Croissy, tous acceptans au nom de MM. les princes, d'employer nos offices envers M. le duc d'Orléans, et nos soins et ceux de nos amis au Parlement et partout ailleurs, par tous moyens possibles, afin de leur procurer la liberté, nous réservant néanmoins de demeurer dans les intérêts et la dépendance de M. le duc d'Orléans, à cause de la protection qu'il nous a donnée jusques à présent, sans toutefois que cette dépendance nous empêche de nous trouver au Parlement, ni opiner pour leur liberté, et de faire agir nos amis conformément à ce dessein, nous trouvant obligés, par le motif de la jus-

tice, par celui de l'honneur et par l'engagement que nous prenons, de suivre ce sentiment, d'autant que le Parlement a assez déclaré par son arrêt du 23 décembre 1650 que leur liberté étoit juste et nécessaire pour le bien de l'État.

Et au cas que M. le duc d'Orléans se joignît au parti du cardinal Mazarin contre les intérêts du Parlement et de la ville de Paris, ou vînt à nous abandonner, nous promettons d'agir et faire agir nos amis au Parlement et partout ailleurs, sans aucune réserve, même à l'égard de M. le duc d'Orléans.

Que s'il prend l'autorité, par l'éloignement du cardinal Mazarin, ou autrement, nous promettons de faire tous nos efforts auprès de lui afin de le porter à mettre MM. les princes hors de prison, et au cas que nous ne le pussions obtenir, nous continuerons, nous et nos amis, d'opiner dans le Parlement pour leur liberté, et, conjointement avec les amis et serviteurs de MM. les princes, proposerons de faire une députation vers M. le duc d'Orléans pour ce sujet; et au cas qu'il vînt au Parlement, nous et nos amis nous joindrons aux amis et serviteurs de MM. les princes, pour lui demander leur liberté. Et pour témoigner avec combien de franchise, nous, François-Paul de Gondi, coadjuteur à l'archevêché de Paris, voulons agir en cette occasion, si M. le duc d'Orléans prend l'autorité comme il est dit ci-dessus, et qu'il ne mette pas MM. les princes en liberté, nous promettons de nous retirer dans l'une de nos maisons de campagne, et d'y demeurer aussi long-temps qu'ils seront en prison, sinon que nous fussions priés par les soussignés de vouloir demeurer, afin de continuer nos offices et nos soins auprès de M. le duc d'Orléans, et partout ailleurs où nous en serons requis

Et d'autant que M. le duc de Beaufort, M. le coadjuteur et M. le marquis de Fosseuse promettent et s'engagent de s'unir avec leurs amis aux amis et serviteurs de MM. les princes, en intention de leur procurer la liberté, si quelqu'un dans le Parlement parlait contre eux et leurs amis, nous, princesse palatine, duc de Nemours, comte de Maure, président Viole, Izac Arnould, A. de Croissy,

Promettons que les amis et serviteurs de MM. les princes les soutiendront et témoigneront dans leurs places de n'approuver pas qu'on mêle des invectives particulières dans les délibérations des affaires publiques ;

Et réciproquement, nous, François-Paul de Gondî, duc de Beaufort, et marquis de Fosseuse, promettons d'appuyer et faire appuyer par nos amis les avis des amis et serviteurs de MM. les princes, et de les soutenir, si l'on s'adessoit à leurs personnes.

Les principaux motifs de cette union étant la liberté de MM. les princes et l'éloignement du cardinal Mazarin, nous, princesse palatine, duc de Nemours, comte de Maure, président Viole, Izac Arnould, A. de Croissy,

Promettons que les amis et serviteurs de MM. les princes poursuivront dans le Parlement, avec MM. le coadjuteur, le duc de Beaufort, et le duc de Brissac et leurs amis, la liberté desdits princes par toutes les voies et moyens qui auront été concertés, et en cas que quelqu'un, dans la compagnie, voulût contredire les avis dont l'on sera convenu, ou en faveur de leur liberté, ou contre le cardinal Mazarin, les amis des uns et des autres se réuniront afin de faire passer l'avis qui, de concert, aura été ouvert.

Comme pour le succès d'une affaire de cette impor-



tance il est besoin de beaucoup d'union, d'intelligence et de correspondance, nous, princesse palatine, duc de Nemours, comte de Maure, président Viole, Arnauld et de Croissy,

Nous obligeons, sur notre foi et notre honneur, de communiquer à M. le coadjuteur toutes les propositions qui nous pourront être faites de la part du cardinal Mazarin pour son accommodement avec les princes; déclarons néanmoins que nous ne refuserons ni ne rejetterons aucun des moyens qui nous seront présentés à fin d'alliance sans liberté, et que c'est sur la parole que M. le coadjuteur donne de garder ce secret et de ne découvrir à personne, pas même à M. le duc d'Orléans, aucune des choses que nous lui confierons, de n'apporter aucun empêchement auxdits traités, négociations et propositions, ains au contraire de les favoriser en la manière que nous désirons de lui; ce que nous, coadjuteur, avons promis, et nous sommes obligés sur notre honneur de donner aussi part aux soussignés de tous les traités et négociations que le cardinal Mazarin ou quelqu'un de son parti pourroit proposer pour nous ou nos amis, et de n'en conclure aucun que du consentement des amis et serviteurs de MM. les princes, et donner avis aux susnommés de toutes les choses qui viendront à notre connoissance, par quelque voie que ce soit, qui pourroit servir ou nuire, directement ou indirectement, à leur liberté, nous princesse palatine, duc de Nemours, comte de Maure, président Viole, et Arnauld, promettant aussi de lui garder un entier secret.

Nous promettons pareillement, et ce au nom et par ordre de MM. les princes, à MM. le duc de Beaufort, coadjuteur, et marquis de Fosseuse et leurs amis qui s'uniront pour faire réussir ce traité, que MM. les



princes les considéreront comme leurs amis et serviteurs, et qu'en cas que le cardinal Mazarin ou autre les fît arrêter prisonniers, ou aucun de ceux qui s'emploieront utilement pour l'exécution des choses y contenues, ou entreprît quelque autre violence sous quelque prétexte ou occasion que ce pût être, que nous et les amis et serviteurs de MM. les princes emploierons tous nos offices, soit au parlement ou ailleurs, et prendrons tous les moyens convenables pour la faire cesser le plus promptement que nous pourrons.

Comme pareillement nous, coadjuteur, duc de Beaufort et marquis de Fosseuse, promettons de prendre tous les moyens possibles, soit agissant auprès de M. le duc d'Orléans, au parlement et ailleurs, afin d'empêcher ou faire réparer toutes les violences qui pourroient être, sous quelque prétexte que ce fût, à madame la princesse palatine, M. le duc de Nemours, M. le comte de Maure, M. le président Viole, et M. Arnould, A. de Croissy et aux autres amis et serviteurs de MM. les princes.

Que s'ils étoient délivrés sans qu'il parût que messieurs le coadjuteur, le duc de Beaufort et le marquis de Fosseuse et leurs amis fussent la seule et principale cause de leur liberté, nous leur promettons de rendre témoignage à MM. les princes qui leur en sont obligés et que dans la délibération sur la requête de madame la princesse, ils ont agi et opiné dans le parlement en faveur de MM. les princes et par concert avec leurs amis et serviteurs, et que le cardinal Mazarin n'auroit jamais consenti qu'on les mît hors de prison s'il n'y avoit été nécessité par la conduite desdits sieurs et leurs amis; et nous obligeons encore, en notre nom, de faire en sorte que MM. les princes les considéreront comme les principaux auteurs de leur liberté, qu'ils exécute-

ront en ce qui les concerne et feront exécuter par MM. les princes le présent traité, en tous les articles, selon sa forme et teneur, sans qu'aucun des traités faits ou à faire ci-après avec le cardinal Mazarin ou autres par MM. les princes, et leurs amis et serviteurs, puisse dégager lesdits princes et les soussignés des choses contenues dans le présent traité, ni y déroger en quelque manière que ce puisse être, même en ce qui concerne l'éloignement du cardinal Mazarin : et pour faire connaître la sincérité des intentions de M. le coadjuteur et qu'il préfère l'honneur de les servir à tous autres intérêts, nous avons cru lui devoir ce témoignage qu'il n'a pas désiré obliger par ce traité MM. les princes à aucune condition qui regardât l'avancement de sa fortune particulière, ni qu'on fit un engagement nécessaire des propositions qui lui ont été faites que M. le prince de Conti se désisterait en sa faveur du chapeau de cardinal qui est dû à sa naissance, et que M. le prince appuierait et favoriserait sa promotion, se contentant de mériter, par ses soins et par sa conduite, l'honneur de leurs bonnes grâces.

En conséquence des articles par lesquels nous, duc de Beaufort, coadjuteur et marquis de Fosseuse, nous sommes réservés de comprendre dans le traité nos amis, nous avons nommé et nommons M. le marquis de Noirmoutier, M. de Vitry, M. de Laboulaie, MM. de Comeny, MM. d'Annery, MM. Sevigny et Argenteuil pour jouir des clauses et conditions du traité ainsi que nous; promettant aussi en leur nom qu'ils emploieront les moyens possibles dont l'on sera convenu pour l'exécution des choses y contenues : et, encore que la conduite de M. de Brousselles soit éloignée de toutes sortes d'engagements, néanmoins, considérant ce qui s'est passé, nous croyons, quoiqu'à son

insu, le devoir aussi comprendre dans ledit traité, et demander que MM. les princes l'honorent et ses enfants de leurs bonnes grâces. Et nous, princesse palatine, duc de Nemours, comte de Maure, président Viole et Arnauld, A. de Croissy, promettons, au nom et par ordre de MM. les princes, qu'ils considéreront les susnommés et tous ceux qui travailleront à faire réussir ce traité comme leurs amis et serviteurs, et qu'ils donneront particulièrement à M. de Brousselles et ses enfants des marques de leur bienveillance : et encore pour plus grande sûreté de l'observation de ce qui est contenu au présent traité, nous avons promis de le faire approuver par MM. les princes le plus tôt que faire se pourra.

Et avons mis en dépôt le pouvoir que nous avons de MM. les princes, à condition de le rendre, avec un des originaux qui sera fait en double, à M. le coadjuteur, aux conditions et aux temps qui seront déclarés et mis en écrit sur l'enveloppe desdits originaux, et avons promis de le tenir secret, et l'avons, audit nom, accepté et acceptons, signé de notre main.

Comme aussi nous, François-Paul de Gondy, duc de Beaufort, et marquis de Fosseuse,

Avons reconnu que les originaux et le pouvoir ont été déposés, avons promis et promettons de le tenir secret, et l'avons accepté et agréé et promis de l'exécuter selon sa forme et teneur : en témoin de quoi nous avons signé.

Fait en double, le    janvier mil six cent cinquante et un.

*Signé* : ANNE DE GONZAGUE, duc de NEMOURS, DE GONDY, coadjuteur de Paris, FRANÇOIS DE VENDOME, LOUIS DE ROCHECHOUART, FRANÇOIS DE MONTMORENCY, ARNAULD, VIOLE, A. FOUQUET-CROISSY.

*Au dos de cette pièce est la note suivante :*

« Cet original a été mis en dépôt entre les mains de M. de Blanmesnil à condition qu'il sera rendu à M. le coadjuteur, et, à son défaut, entre les mains de M. le marquis de Fosseuse, sitôt que M. le prince sera en liberté; et jusques à ce, il ne pourra être délivré ni ouvert que du consentement de M. le président Viole, et, à son défaut, de madame la princesse palatine ou de M. Arnauld. »

---

3.

PROTESTATION DU CARDINAL DE RETZ

CONTRE LE PROJET D'ALIÉNATION DU DOMAINE DE BELLE-ISLE.

Nous, Jean-François-Paul de Gondy, cardinal de la Sainte-Église romaine, du titre de Sainte-Marie sur la Minerve, dit de Retz, archevêque de Paris, ne pouvant, en l'oppression ou persécution où nous sommes, agir ni procéder, n'osant pas même être ni paraître au royaume de France et sous l'autorité du roi, notre souverain seigneur, et étant réduit, par la puissance et violence de nos ennemis qui causent notre persécution et se prévalent de notre oppression, pour vivre en sûreté, de nous tenir inconnu, à couvert et caché, ayant eu quelque bruit que messire Pierre de Gondy, duc de Retz, pair de France, et dame Catherine de Gondy, son épouse, pourraient être en quelque délibération, poussés ou contraints de vendre, ou engager, ou autrement aliéner la terre ou seigneurie de Belle-Isle, propre et ancien domaine et le plus commode,

estimable et considérable de notre famille et maison ; contre laquelle vente pourrions nous pourvoir, ainsi que verrions bon être, et sur ladite terre avoir et exercer droits, promesses et retrait lignager et tous autres qui nous y peuvent et pourraient compéter et appartenir, si nous en étions en liberté, protestons expressément de nous y conserver et le pouvoir faire, et pour ce, agir et nous pourvoir toutes et quantes fois que bon nous semblera, et que, jusques alors, quoique ce soit ne nous en puisse dépérir, ni courir à notre préjudice et au profit des acquéreurs, ni de qui que ce soit, et que ces protestations que, par les raisons, violences et persécutions, nous sommes encore contraint d'en faire et tenir à couvert et en secret, et tous tels actes que nous ne pourrons avoir et obtenir de même, ne le pouvant autrement, plus ouvertement, en sûreté, sans péril évident et qu'en nous exposant visiblement et incontestablement, nous puissent pour ce valoir et servir comme s'ils étaient plus publics dans les formes et avec toutes les formalités qui autrement pourraient être requises, donnant d'en faire encore pour nous en France les dites protestations, et d'en requérir les actes tels et en telles formes en manières et sous tel couvert et prétexte qu'il pourra pour en conserver le secret et ne se pas exposer, tout pouvoir, charge et mandement spécial à messire Nicolas Fourcault, bénéficié en notre église de Paris et secrétaire du chapitre d'icelle, que nous avons à cet effet créé, nommé et constitué, nommons et constituons notre procureur général et spécial.

Fait à Munster, sous notre seing, le huitième septembre 1659.

*Signé* : le cardinal DE RETZ, archevêque de Paris.



Je soussigné, procureur spécialement fondé d'éminentissime Jean - François - Paul de Gondî, cardinal de la Sainte Église romaine, du titre de Sainte-Marie sur la Minerve, dit de Retz, archevêque de Paris, par son écrit, pouvoir et procuration ci-dessus de l'autre part sous son seing, en date du 8 septembre 1659, à Munster, et aux causes y portées, proteste pour et au nom dudit seigneur cardinal, formellement, par exprès, comme il a fait par son dit écrit, pouvoir de se conserver tous les droits, noms, raisons et actions et promesses et retrait lignager et tous autres qui lui compètent et appartiennent, peuvent, pourraient compéter et appartenir, et qu'il exercerait, s'il en était en liberté, sur les terres, domaines, droits et seigneuries de Belle-Isle, propre et ancien héritage, et domaine le plus estimable, utile et considérable de sa famille, maison de Retz, sur et à cause de la vente, engagement ou autre disposition et aliénation qu'en ont faite ou pourraient faire messire Pierre de Gondî, dit de Retz, pair de Franc, frère dudit seigneur cardinal, et la dame Catherine de Gondî, son épouse, et de ce pouvoir faire agir, et se pourvoir par celui seigneur cardinal de Retz, toutes et quantes fois que bon lui semblera, et qu'il en sera en liberté et pouvoir, protestant que jusques alors rien ne lui en puisse dépérir, ni courir à son préjudice et au profit des acquéreurs, ni de qui que ce soit, suivant ledit écrit et procuration, et ainsi qu'il y est porté; et dont et de quoi j'ai requis, aux notaires signés sur le pli, le présent acte clos et scellé comme si c'était mon testament, ne le pouvant autrement, ni plus ouvertement avec sûreté, et sans m'exposer visiblement en péril évident et inévitable.

*Signé : FOURCAULT.*

Fait à Paris, ce 20 avril 1650.

*N. B.* Au dos est écrit :

« Aujourd'hui est comparu par-devant les notaires gardes-notes du Roi au Châtelet de Paris soussignés, M<sup>e</sup> Nicolas Fourcault, prêtre, chanoine - diacre de Saint-Denis-du-Pas, en l'église de Paris, secrétaire du chapitre de ladite église, demeurant dans le cloître d'icelle; lequel, étant en bonne santé de corps, d'esprit et d'entendement, ainsi que par ses paroles et maintien il est apparu auxdits notaires, a déclaré et reconnu avoir écrit et signé de sa main le contenu en cette feuille de papier, ainsi cacheté, en trois endroits, de son cachet ordinaire, qu'il a dit être son testament olographe de dernière volonté, qu'il veut sortir son effet pour être exécuté selon la teneur, dont il a requis acte à lui octroyé en personne. En l'étude de L'Évêque, l'un des notaires, le 29 avril 1660, après midi.

*Signé* : FOURCAULT, L'ÉVÊQUE, CARLES.

---

## XVII.

## LE PARLEMENT DE PARIS

## DÉNONCÉ AU CARDINAL DE RICHELIEU

PAR LE SIEUR DE LAFFEMAS.<sup>1</sup>

(1626.)

MONSEIGNEUR,

Je sais qu'on vous a voulu persuader que certaines gens essayoient à vous servir dans leurs compaguies, qui néantmoins font des actions fort contraires au voeu qu'ils ont fait. Je ne sais pas si c'est pour mieux couvrir leur momon<sup>2</sup>, mais je vous puis dire que les meilleurs mots de réjouissance que ces gens-là aient en leurs festins sont les brocards dont les libelles qu'on fait courir contre le gouvernement sont remplis. Je suis trop étroitement obligé à votre bonté pour dissimuler ce que j'en découvre, et souhaiterois qu'il me

<sup>1</sup> Isaac de Laffemas, successivement avocat au parlement de Paris, maître des requêtes et lieutenant civil, étoit fils d'un tailleur de Paris. Il dut son avancement dans la magistrature beaucoup moins à son mérite qu'au dévouement sans bornes qu'il témoigna toujours pour les ordres de Richelieu, dévouement qu'il poussa jusqu'à l'abnégation complète de tout sentiment de conscience ou d'humanité. Son nom est devenu une flétrissure. Tallemant des Réaux, qui lui a consacré un article de ses *Historiettes* (IV, 31), cite le mot de Despeisses, qui définissoit ainsi Laffemas : *Vir bonus, strangulandi peritus*; et cet autre de Bois-Robert, qui disoit que quand Laffemas voyoit une belle journée, il s'écrioit : « Ah ! qu'il feroit beau pendre aujourd'hui ! » (J. R.)

<sup>2</sup> Déguisement, masque. Molière a employé cette expression dans *le bourgeois gentilhomme*, acte V, scène 1<sup>re</sup>, où madame Jourdain s'écrie en voyant son mari vêtu en mamamouchi : « Ah ! mon Dieu, miséricorde ! Qu'est-ce que c'est donc que cela ? Quelle figure ! Est-ce un momon que vous allez porter, et est-il temps d'aller en masque ? » (J. R.)

fût permis de faire châtier ceux qui donnent cours à tous ces mauvais écrits. Il y a de bons remèdes pour cela, si l'on en vouloit user; mais il semble que chacun connive au mal, et que ceux qui sont établis pour y prendre garde, sont ceux qui s'en formalisent le moins, et qui, peut-être, aident à débiter toutes ces mauvaises pièces où le Roi n'est pas moins offensé que vous. Je voudrois que Sa Majesté m'eût autorisé pour lui en faire raison, je les aurois bientôt mis en mauvaise posture, encore que ceux qui se mêlent de décrier le gouvernement croient avoir un grand appui dans les compagnies souveraines.

Je vous ai bien mandé, par ma précédente, l'entreprise du parlement contre notre commission; mais je ne vous ai pas dit à quel dessein cela se faisoit. A présent que j'en suis mieux averti, je vous dirai qu'on croyoit, en rompant les prisons du Fort-l'Évêque, obliger nos archers à quelque défense sur laquelle on eût pris sujet de faire une émotion populaire, étant très véritable qu'il y avoit déjà des quartiers armés à la persuasion de ceux qui désiroient le trouble, soit pour obliger le Roi à revenir deçà<sup>1</sup> ou par quelque autre dessein qui ne valoit guère mieux.

Nous attendons ici la réparation de cet attentat par quelque expédient digne de votre générosité et de votre courage. Et, néanmoins, quoi qu'il en arrive, nous interpréterons toujours toutes vos actions au bien et à l'avantage du Roi (qui ne souffrent pas toujours que le parlement connoisse de toutes matières).

Je vous envoie la copie d'un arrêt notable donné par François I<sup>er</sup> en son conseil étroit, qui vous peut

<sup>1</sup> Louis XIII étoit à Nantes, où s'instruisoit le procès du comte de Chalais. (J. R.)

servir à cela ; et vous supplie, monseigneur, de trouver bon que je vous die qu'il n'y a jamais eu de brouilleries dans l'État, que le parlement n'ait entrepris ou attenté quelque chose d'extraordinaire. Aussi ai-je bien reconnu que les gens de dessein se servent de toutes sortes de moyens et d'occasions pour attirer les autres à leurs volontés, dont les mouvemens seroient peut-être contraires, s'ils connoissoient l'artifice de ceux qui les veulent engager. Le temps vous fera connoître ce que je vous dis, si le Roi ne rompt les cabales de deçà aussi bien que celles de Bretagne.

Je crains que vous trouviez mon zèle indiscret ; mais, comme je puis faillir pour trop dire, je manquerois peut-être aussi pour ne dire pas assez, étant comme je suis par toutes sortes d'obligations, monseigneur, votre très humble, très obéissant et très assuré serviteur,

DE LAFFEMAS.

A Paris, ce 30<sup>e</sup> juillet 1626.

## XVIII.

### LETTRE DE HENRI IV

AU MARÉCHAL DE BIRON,

GOUVERNEUR DE BOURGOGNE.

(1599.)

MON cousin, depuis peu de jours je suis averti que l'on a fait courir un bruit aussi peu véritable qu'il est éloigné de toute humanité, aucuns présupposant que, par mon commandement, l'on faisoit surprendre et



tuer quelque quantité d'enfants pour en tirer du sang<sup>1</sup> et faire servir à quelque indisposition que l'on présume être en mon neveu le prince de Condé. Aussitôt que j'en ai eu la nouvelle, désireux d'en prouver la fausseté et réprouver un si cruel dessein, j'ai mandé à mon procureur général comme aussi au prévôt des marchands de ma ville de Paris, que chacun d'eux fit tout devoir possible de reconnoître les auteurs de tels bruits pour les faire châtier selon leur témérité. Ils ont mille peines d'apprendre la source connue de tels bruits; mais ils ont trouvé personne quelconque plaintive de la perte d'aucun enfant, non seulement ès-villes et faubourgs, mais aussi ès-villages circonvoisins. Tout ce que l'on a pu enfin tirer de lumière et éclaircissement de la cause de ce bruit, est, comme l'on estime, qu'un certain Guy, distillateur, fréquentant la maison du sieur marquis de Pizani, qui a la conduite et gouvernement de mon dit neveu, a recherché quelquefois des barbiers et chirurgiens de Paris pour lui faire recouvrer du sang humain pour s'en servir, comme il dit, à quelques distillations ès-quelles il est expert : ce qu'étant entendu d'aucuns, ignorants ou autrement mal affectionnés, par équivoque ont inventé et mis en avant le bruit susdit. J'en fais continuer l'information et poursuivre la recherche des personnes tant ignorantes ou malicieuses, afin que leur punition fasse connoître la vérité de cet imposture, laquelle, je me doute, pourra parvenir jusques en votre gouvernement ou ailleurs, et donner, si elle étoit négligée, quelque mauvaise impression à mes sujets. C'est le

<sup>1</sup> Cent cinquante ans plus tard, un petits-fils d'Henri IV se voyoit en butte à d'aussi injustes et odieux soupçons. Voyez l'*Histoire de France pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle*, par M. de Lacretelle, tome III, page 180 (1809, in-8°). (J. R.)

sujet qui me fait vous écrire la présente, afin que soigneusement et fort exactement vous fassiez prendre garde que cette mauvaise nouvelle ne prenne cours et pied en l'esprit de mesdits sujets : faisant entendre, si besoin est, ce que vous en apprenez par la présente, et incontinent punir et châtier ceux que vous savez la mettre en avant, sans exception, ne acception de personne quelconque.

M'assurant que vous n'y ferez faute, je prîrai Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte garde.

Écrit au bois Malesherbes, le 11<sup>e</sup> jour de juin 1599.

*Signé, HENRY.*

*Et plus bas, POTIER.*

## XIX.

### LETTRES DE JEANNE D'ALBRET

AU ROI DE NAVARRE, SON FILS,

ET AU SIEUR DE BEAUVOIR. <sup>1</sup>

(1572.)

I.

A MON FILS. <sup>2</sup>

MON FILS, je suis en mal d'enfant, et en telle extrémité que, si je n'y eusse pourveu, j'eusse esté extré-

<sup>1</sup> Des deux lettres qui vont suivre il n'en est qu'une, la seconde, qui soit inédite, mais comme elles furent écrites à peu de jours de distance et comme elles traitent du même sujet, le mariage de Henri IV, il a semblé convenable de les offrir réunies ainsi qu'elles le sont dans le volume 658 des manuscrits de Dupuy, où je les ai trouvées. (J. R.)

<sup>2</sup> Imprimée, mais avec quelques différences, parmi les *Additions* de Le Laboureur aux *Mémoires de Michel de Castelnau*; Bruxelles, 1731, in-folio, tome 1<sup>er</sup>, page 859. (J. R.)

mement tourmentée. La haste en quoy je despêche ce porteur me gardera de vous envoyer un aussi long discours que celuy que je vous envoie. Je luy ai seulement baillé des petits mémoires et chiefs sur lesquels il vous dira tout. Je vous eusse envoyé Richardière, mais il est trop las, et aussy que lors comme les choses se mainent<sup>1</sup>, il y pourra aller bientost après ce porteur, que je despêche exprès pour une chose : c'est qu'il me faut négotier tout au rebours de ce que j'avois espéré et que l'on m'avoit promis : car je n'ay nulle liberté de parler au Roy ny à MADAME, seulement à la Reine-Mère, qui me traicte à la fourche, comme verrez par le discours du présent porteur. Quant à MONSIEUR, il me gouverne et fort privément ; mais c'est moitié en badinant, comme vous le cognoissez, moitié en dissimulant. Quant à MADAME, je ne la vis que chez la Reyne sa mère, lieu mal propre d'où elle ne bouge, et ne va en sa chambre qu'aux heures qui me sont malaisées, aussy que madame de Curton ne s'en recule point ; de sorte que je ne puis parler qu'elle ne l'oye. Je ne luy ay point encore montré vostre lettre, mais je la lui montreray : je le luy ay dict. Elle est fort discrète, et me respond toujours en termes généraux d'obéissance et révérence à vous et à moy, si elle est vostre femme.

Voiant donc, mon fils, que rien ne s'avance et que l'on me veut faire précipiter les choses et non les conduire par ordre, j'en ay parlé trois fois à la Reyne, qui ne faict que se mocquer de moy, et, au party de là, dire à chacun le contraire de ce que je luy ay dict : de sorte que mes amis m'en blasment, et je ne sçay comment démentir la Reyne ; car, quand je luy dicts : « Madame, l'on dit que je vous ay tenu tel et tel

<sup>1</sup> Le Laboureur a lu *manient*. (J. R.)

propos », encores que ce soit elle-même qui l'ayt dit, elle me le renie comme beau meurtre, et me rit au nez, et m'use de telle façon que vous pouvez dire que ma patience passe celle de Grisélidis. Si je cuide avec raison luy montrer combien je suis loing de l'espérance qu'elle m'avoit donné de privaulté, et négotier avec elle de bonne façon, elle nie tout cela; et parceque ce porteur a par mémoire les propos, vous jugerez par là où j'en suis logée. Au party d'elle, j'ay un escadron des huguenots qui me viennent entretenir plus pour me servir d'espions que pour m'assister, et des principaux et de ceux à qui je suis contrainte dire beaucoup de languages que je ne puis éviter sans entrer en querelle contr' eux. J'en ay d'une autre humeur qui ne m'empeschent pas moins (mais je m'en deffends comme je puis), qui sont aux hermaphrodites religieux. Je ne puis pas dire que je sois sans conseil, car chacun m'en donne un, et pas un ne se ressemble.

Voyant donc que je ne fais que vaciller, la Reyne me dict qu'elle ne se pouvoit accorder avec moy, et qu'il falloit que de vos gens s'assemblassent pour trouver des moyens. Elle m'a nommé ceux que vous verrez, tant d'un costé que de l'autre. Tout est de par elle, qui est la principale cause, mon fils, qui m'a faict despêcher ce porteur en diligence pour vous prier m'envoyer mon chancelier; car je n'ay homme icy qui puisse ny qui sache faire ce que celuy-là fera. Autrement je quitte tout là; car j'ay esté amenée jusques icy sous promesse que la Reyne et moy nous accorderions. Elle ne faict que se mocquer, et ne veut rien rabattre de la Messe, de laquelle elle n'avoit jamais parlé comme elle faict. Le Roy, de l'autre costé,

veut que vous luy escripviez. Ils m'ont permis d'envoyer quérir des ministres, non pour disputer, mais pour avoir conseil. J'ay envoyé quérir MM. Desprins, Merlin et d'autres, que j'adviseray; car je vous prie noter que l'on ne tasche que vous avoir, et pour ce advisez-y, car si le Roy l'entreprend, comme l'on dict, j'en suis en grand' peine.

J'envoye ce porteur à deux occasions : l'une pour vous advertir comme l'on a changé de façon de négotier envers moy, que l'on m'avoit promise, et pour cela qu'il est nécessaire que M. de Francourt vienne comme je le lui escrips; vous priant, mon fils, s'il en faisoit quelque difficulté, le luy persuadez et commandez; car je m'assure que si vous sçaviez la peine en quoy je suis, vous auriez pitié de moy; car l'on me tient toutes les rigueurs du monde et des propos vains et mocqueries, au lieu de traiter avec moy avec gravité comme le faict le mérite. De sorte que je crève, parce que je me suis si bien résolue de ne me courroucer point, que c'est un miracle de voir ma patience. Et si j'en ay eu, je sçay que j'en auray encore plus affaire que jamais, et m'y résoudray aussi davantage. Je crains bien d'en tomber malade, car je ne me treuve guères bien.

J'ay trouvé votre lettre fort à mon gré, je la montrerai à MADAME, si je puis. Quant à sa peinture, je l'enverray quérir à Paris. Elle est belle et bien avisée, et bonne grâce, mais nourrie en la plus maudicte et corrompue compagnie; car je n'en vois point qui ne s'en sente. Votre cousine la marquise en est tellement changée qu'il n'y a apparence de religion, sinon qu'elle ne va point en la Messe; car au reste de la façon de vivre, hormis l'idolâtrie, elle faict comme les



papistes, et ma sœur la princesse encore pis. Je vous l'escriis privément. Ce porteur vous dira comme le Roy s'émancipe, c'est pitié. Je ne voudrais pas pour chose du monde que vous y fussiez pour y demeurer. Voilà pourquoy je désire vous marier, et que vous et votre femme vous retiriez de cette corruption; car encores que je la croyais bien grande, je la trouve davantage. Ce ne sont pas les hommes, icy, qui prient les femmes : ce sont les femmes qui prient les hommes. Si vous y estiez, vous n'en eschapperiez jamais sans une grande grâce de Dieu. Je vous envoie un bouquet pour mettre sur l'oreille puisque vous estes à vendre, et des boutons pour un bonnet. Les hommes portent, à ceste heure, force pierreries, mais on achèpte pour cent mille escus et on achèpte tous les jours. L'on dit que la Reyne s'en va à Paris; et moy, si je demeure icy, je m'en iray en Vendômois. Je vous prie, mon fils, me renvoyer ce porteur incontinent, et, quand vous m'escrirez, me mandez que vous n'osez escrire à MADAME, de peur de la fascher, ne sachant comment elle a trouvé bon celle que vous lui avez escripte. Votre sœur se porte bien.

J'ai veu une lettre que M. de la Caze vous a escript. Je serois d'advis, sauf meilleur conseil, que vous seussiez pour qui il parle; je vous prie encore, puisque l'on me retranche ma négociation particulière, et qu'il faut parler par advis et conseil, m'envoyer Francourt. Je demeure en ma première opinion, qu'il faut que vous retourniez en Béarn. Mon fils, vous avez bien jugé, par mes premiers discours, que l'on ne tasche qu'à vous séparer de Dieu et de moy; vous en jugerez autant par ces dernières, et de la peine en quoy je suis pour vous. Je vous prie prier bien Dieu; car vous avez bien besoin en tous temps, et mesmes en cestuy-cy,

qu'il vous assiste, et je l'en prie, et qu'il vous donne, mon fils, ce que vous désirez.

De par votre bonne mère et meilleure amie,

JEHANNE.

De Blois, ce 8<sup>e</sup> jour de mars (1572).

MON FILS, depuis ma lettre escripte, n'ayant nul moyen encore de monstrier votre lettre à MADAME, je luy ay dict ce qu'il y avoit. Elle m'a dict que quand ces propos se sont commencez, que l'on sçavoit bien qu'elle estoit de la religion qu'elle estoit et bien affectionnée. Je lui ay dict que ceux qui avoient embarqué cecy ne disoient pas cela, et que l'on me faisoit le faict de la religion si aisé, et que elle-mesme y avoit quelque affection : que, sans cela, je ne fusse entrée si avant, et que je lui suppliois d'y penser. Les autres fois que je luy en avois parlé, elle ne m'en avoit respondu si absolument ny si rudement, et crois qu'elle parle comme on la faict parler, et aussi que les propos que l'on nous en avoit dict touchant son désir à la religion, n'estoient que pour nous y faire entendre. Je ne perds nulle occasion d'en tirer d'elle quelque chose qui me puisse contenter. Je lui demandai, arsoir<sup>1</sup> si elle vous vouloit rien mander : elle ne me sonna mot, et, la pressant, me dict : « Je ne luy puis rien mander sans congé. » L'autre que me commanda vous faire ses recommandations et qu'il faut que vous veniez ; mais je vous dis le contraire.

<sup>1</sup> Hier soir.

## 2.

A M. DE BEAUVOIR,

CHEVALIER DE L'ORDRE DU ROI, FORT AIMÉ DE MON FILS.

MONSIEUR DE BEAUVOIR, la lettre de mon fils où j'ay mis tout ce que je sçavois, et le discours dont j'ay baillé le mémoire à ce porteur, que je m'assure qui vous le sçaura bien redire, me gardera de vous faire longue lettre. J'ay été bien ayse d'avoir veu par votre lettre, comme vous avez trouvé bon mon discours. Si j'eusse eu loisir de mettre cettuy-cy dernier par escrit, vous l'eussiez trouvé mieux faict; mais la nécessité du temps et la bonne mémoire de ce porteur m'en acquittera; et, de vray, vous avez grande occasion d'avoir pitié de moy et me plaindre, car jamais je ne fus menée à la cour, comme je suis, avec desdain. Quant aux honneurs externes, l'on m'en faict assez encore, comme vous sçaurez par ce porteur. Ils me voulurent bien faire perdre par subtilité celuy que j'avois accoustumé, que le roy viendroit au-devant de moy, et me rameneroit jusques vers la reine; mais, par contre-finesse, je l'emportay. Sur ce que l'on veult avoir de bon icy, il le faut avoir par surprise et avant qu'ils y pensent; encores ce qu'ils promettent, ils ont leur dit et leur dédict, comme du contract d'Angleterre; car parce que la reine cuydoit qu'il fût vray, elle m'assure que le roy ne feroit difficulté de faire pour mon fils ce que le roy Henry avoit faict pour le roy d'Angleterre. Maintenant qu'elle le trouve vray, et mesme qu'elle est pressée par les ambassadeurs d'Angleterre de me l'accorder, ayant charge de la reine leur maî-

tresse de fonder l'assurance de leur négociation et de la nouvelle ligue qu'ils font, sur la probité de quoy l'on usera en ce mariage. Les Allemans autant, qui est cause qu'elle bransle, tantost par leur crainte, tantost par celle du pape et des catholiques; elle voudroit bien les pouvoir tous tromper. Quant à moy, je me fortiffie d'heure à autre, par la grâce de Dieu; et vous assure que je retiens bien votre leçon, de ne me mettre en colère; car l'on m'en tente jusques au bout. J'ay la plus belle patience que vous ouïstes jamais dire. Je pense bien que l'on me rebute ainsi pour me faire rapporter à des arbitres.

J'ay esté contente que l'on mist par escript, mais à la charge de n'en croire pas ce qu'ils diront, sinon d'autant que ma conscience m'y conduira. Et parce que je vois que cette dispute vient en longueur, n'ayant homme icy qui sache mettre la main à la plume, comme faict monsieur de Francourt, j'ay pensé l'envoyer quérir; vous priant, monsieur de Beauvoir, qu'il vienne le plus tost qu'il luy sera possible. Je voudrois bien aussy que monsieur Du Lac, Vivier ou La Mire peussent venir: car il y a des gens assez icy qui s'offrent à moy, mais je ne m'y fie pas; Cavayne, Brodeau et d'autres, qui entretiennent fort la reine. Et puis ils me disent ce qui leurs plaist de leur parlement; mais je vois bien qu'ils ne marchent point droict. Cela est venu de la reine d'envoyer quérir le sieur de Francourt, lorsque je lui dis que je n'avois icy personne de mon conseil, et que j'avois tout laissé avec mon fils. Elle me dict aussy qu'il falloir que vous vinssiez; je luy dis que vous ne pouviez laisser mon fils; mais nous avons advisé, monsieur de Beauvoir, que si le faict de la religion s'arreste, que pour les articles du contract il sera nécessaire que vous y soyez. Car, quant à mon fils,

encores qu'ils ne traictent que pour le faire venir, si est-ce qu'il n'est pas besoing que tout ne soit résolu; et encore, s'il faut qu'il espouse par procureur, comme il s'en parle, il ne bougera de là, qu'il ne vienne faire l'office qui ne se faict point par procureur.

Vous me mandez que cuidez que le faict sera bien avancé avant que j'aye votre lettre. Vous verrez bien par cette-ci que non; parceque l'on a changé tout ce que l'on m'avoit mandé, et me vent-on couper toutes les espérances sous lesquelles ils m'ont faict venir. Vous sçavez combien de fois je vous l'ay dict, je m'y attendois bien. Quant au faict de Navarre et Béarn, vous voyez comme vos présences y sont requises, vous priant que mon fils s'en approche et tienne toujours la main que ce que j'ay faict tienne.

Quant à ce que me mandez, que le retour de mon fils donneroit allarme icy, cuidant que mon fils feroit ce que je luy avois mandé, j'avois desjà dict à la reine qu'il y estoit retourné; et luy ay dict encore, à ceste heure, qu'ayant veu monsieur le prince, son cousin, il le meneroit voir le pays de Béarn, qui vous est la plus belle excuse du monde. Elle me dict bien toujours qu'il faut qu'il s'approche, mais je ne suis nullement de cet avis: et plus je vois les choses, et plus je crains qu'il y vienne, si ce n'est pour un bon effect. Je suis bien ayse aussy de quoy vous vous contentez de mon fils; surtout tenez la main qu'il persiste en la piété: car l'on ne le croit pas icy; et dit-on que l'on s'assure qu'il ira à la messe, et que pour luy, il n'en fera pas la difficulté que je fais. Quant au ministre, je pense vous avoir mandé que les églises de Béarn vous en pourvoyeroient. Pratiquez de bonne heure monsieur Sarazier, pour si mon fils vient.

Quant au faict que je vous ay mandé, advisez ce



qu'il faut faire. Quant aux artisans de mon fils, je les envoyerez quérir : je verray comme l'on s'habille icy.

La reine m'a presque voulu confirmer ce que Brodeau m'avoit dict de vous ; disant que vous luy aviez baillé des espérances de mesme pour faire espouser mon fils à la messe par procureur. Je luy dis : « Madame , a grand peine que M. de Beauvoir vous ait dict cela ; car luy-mesme me dict qu'il vous avoit assuré que cela ne se pouvoit faire. » Elle me dit : « Il m'a donc dit qu'il le vous diroit ? — Je croy que non , madame », luy dis-je. A la fin , se voyant pressée et que je ne la croyois pas : « Il m'a donc dit quelque chose ? — Je crois bien qu'ouy , madame ; mais c'est quelque chose qui n'approche point de cela. » Elle se prit à rire : car notez qu'elle ne parle à moy qu'en badinant , comme vous verrez par le propos que nous avons eu ensemble. Elle m'a bien desdit beaucoup de choses qu'elle m'avoit dictes , à M. de Biron et en sa présence mesme. Ledict sieur de Biron est au bout de ses finesses , il ne sçait ce qu'il doibt dire : car , d'un costé , il craint la reine ; de l'autre , je luy ay reproché , mais en riant , qu'il m'a trompée. Il leva les espaules , et essaya à bailler des excuses pour la reine , au mieux qu'il put.

Quant à l'office de juge-mage , j'ay vu ce que m'en escrit aussy M. de Francourt ; M. de La Mire m'en a escript , et M. de Fontrailles m'en importune pour ledict La Mire. Mon fils et vous autres m'en manderez votre advis. J'ay remis cela à sçavoir des nouvelles de mon fils.

Monsieur de Beauvoir , vous verrez bien par le discours de ceste despesche qu'il y a trois jours qu'elle est commencée. Durant ce temps et voyant que l'importunité que la reine me faict de mettre par escrit

l'avis de ceux que j'ay icy, j'ay commencé ce que j'envoye à mon fils. La reine mère m'a dict qu'elle le montreroit au roy après-demain ; car il ira demain à la chasse, et je fais continuer d'escire. Il est plus que nécessaire que monsieur de Francourt vienne ; car ceux que j'ay icy, hormis les réservez qui sont fort uniques et que cognoissez, le reste je ne m'y puis fier ; car chacun gouverne la reine en son tour, et ne rapportent au butin que ce qui leur plaît. Tant plus je vois le roy et sa cour, tant plus je trouve à dire de ce que l'on nous en avoit dict. Je trouve MADAME toute refroidie depuis deux jours. L'on dict que le roy s'en va à Paris ; je dis la reine mère, MONSIEUR et mon frère : car le roy demeure, qui faict l'amour extrêmement ; mais c'est d'une façon qu'il cuide que personne n'en sache rien. C'est qu'il a faict loger sa maîtresse, mademoiselle Datrie, en une chambre à part, où il va de son cabinet, et est sur les neuf ou dix heures du soir. Il feint d'aller escire en un livre qu'il compose, et va là, où il demeure quelquefois jusques à une heure après minuit. L'on dict qu'il fera la diète ; mais ce n'est que pour avoir plus de liberté d'aller là. C'est pitié que cette cour ! je m'y fasche extrêmement.

Le roy fit hier un beau combat. M. de Lansac veult laisser l'évesché, et le roy luy doit donner récompense. Quant à la beauté de MADAME, j'advoüe qu'elle est de belle taille, mais aussi elle se serre extrêmement. Quant au visage, c'est avec tant d'aide que cela me fasche, car elle s'en gastera ; mais en cette cour, le fard est presque commun comme en Espagne. Vous ne sçauriez croire comme ma fille est jolie parmi cette cour ; car chacun l'assault de sa religion. Elle leurs faict teste, et ne se rend nullement : tout le monde l'aime.

M. de Vaus, le ministre, est arrivé aujourd'hui. La Roche-Chandun n'est pas de l'opinion de son compagnon. J'ay retiré ce que je voulois; tout va bien de ce costé-là. Madame Dusor est une faulse femelle; elle ne faict que me prescher. Il vous souvient bien de quant elle me vouloit faire donner mon bien? elle m'en faict de mesme pour ce mariage, et je l'escoute et ne sonne mot. Ce qui me fasche le plus, c'est que l'on ne parle que d'avoir mon fils; encores ce soir, la reine m'a dict qu'il faut qu'il vienne, et que l'on veut avoir affaire à luy, pour ce qu'il est bien sage. Monsieur de Beauvoir, pour le fond de ma lettre, je vous prie, plaignez-moy pour estre la plus travaillée personne du monde; car comme vous m'escrivez, je suis assaillie estrangement d'ennemis et d'amis; et ne suis assistée de guières de gens. M. le comte Ludovic me sert infiniment et se range tout à moy. Ce porteur vous dira ce qu'on luy a dict. Je vous recommande mon fils.

Renvoyez-moy ce porteur incontinent, sans le retenir: car, encores que la reine m'ait dict que j'envoyasse quérir mon chancelier et ceux que je voudrois, si est-ce que je ne luy ay point dict la despêche de ce porteur. Je vous diray encores que s'il me falloit estre encores un mois comme je suis, je serois malade, et ne sçay si je le suis, car je ne me trouve point à mon ayse. Je vous en manderay plus amples nouvelles par Richardière, que je vous despescheray dans huict jours, ou j'attendray à le despescher que ce porteur revienne. Il m'a promis de faire bonne diligence; renvoyez-le bientost, je vous prie. Plaignez-moy, et je prieray Dieu, M. de Beauvoir, qu'il vous donne sa sainte grâce.

De par votre bonne bonne maîtresse et meilleure amie,

JEHANNE.

De Blois, ce 11 de mars.

Monsieur de Beauvoir, depuis ma lettre escripte, j'ay parlé à MADAME, comme j'escris à mon fils. Je baillai au soir le papier que nous vous envoyous. Quant à votre seconde lettre, je vous prie de m'envoyer les besongnes de mon brodeur. Je suis bien aise de la venue de monsieur le prince, mon nepveu : ce sera un moyen sans soupçon, que mon fils le mène voir le pays de Béarn, veu mesme que les choses tournent en longueur de deçà. J'ay veu la lettre de M. de La Caze, qui est très meschante; et ce mot importe tant, qu'il me semble, sauf meilleur advis, que mon fils en devroit avoir l'interprétation. Je le luy mande et à M. de Francourt, afin que vous y advisiez ensemble; car il semble, par cela, qu'il veuille entendre que ce mariage luy aprêtera à rire de ceux de qui il parle. Cela m'a autant fasché que chose que j'aye veu depuis long-temps; cette crainte n'est pas pour moy seule, comme vous pouvez penser. Je vous ay demandé touchant le faict du juge-mage, je m'en remets à ce que en adviserez avec mon fils : voilà pourquoy, quand M. de Fontrailles m'en a parlé, je l'ay remis à la response que j'en fais à mon fils. J'ay bruslé votre lettre. Je suis en grand peine avec les reistres; car ils sont après, voyant leur argent qui ne peut venir, à pourchasser leurs congez.

L'on n'a point encores accordé le faict de M. l'admiral, car ils le voudroient faire d'ailleurs, pour luy laisser une querelle pendante, sous l'ombre d'accord. M. l'admiral veut faire....

Je vous diray encores que je m'esbahis comme je puis porter les traverses que j'ay; car l'on me gratte, l'on me picque, l'on me flatte, l'on me brave, l'on me veut tirer les vers du nez, l'on se laisse aller; bref, je n'ay que Martyre seul, qui marche droit, encores qu'il ait

la goutte, et M. le comte, qui me faict tous les bons offices qu'il peut, et vois bien qu'il n'y a pas grande fiance aux hommes courtisans. Cavaigne est le subelin. Voilà, M. de Beauvoir, ce qu'il me restoit à vous mander. Je vous prie encores me renvoyer bientost le dict porteur. Je fais mon compte qu'il demeurera trois jours et demy à aller, et autant à venir, et un ou deux jours là; car vous n'avez qu'à me mander votre advis. J'ay délibéré ne passer outre, que ce porteur ne soit de retour. Je suis mal logée, car l'on me faict des trous sur mes chambres et garderobes. Madame d'Uzès, qui est la maîtresse d'atours, y est logée : voilà ce que je vous puis mander. La Marsillière m'avoit mandé qu'il s'en vouloit venir, et que j'envoyasse là un autre; si mon fils s'en peut passer, il lui peut donner congez. Mandez-moy qui je pourray vous envoyer en sa place; car Caboche est employé icy à la cause; Cahier est icy assez mortifié, et je ne m'y fie pas trop.

---



## XX.

## CORRESPONDANCE,

## TRAITÉS, NÉGOCIATIONS ET ACCOMMODEMENTS

DES PRINCIPAUX AMIS DU CARDINAL DE RETZ AVEC MAZARIN.

(1650-1655.)

Les lettres qu'on va lire peuvent servir d'éclaircissement et parfois de pièces justificatives aux *Mémoires* du cardinal de Retz. Elles serviront surtout, ce me semble, à justifier le duc de Noirmoutier des imputations du coadjuteur, et à prouver que dans toutes ces négociations il se conduisit avec loyauté et franchise, n'hésitant point à offrir, pour la rançon de son ami, le sacrifice des places dont il avoit le commandement. Madame de Motteville, moins intéressée que le cardinal de Retz à présenter sous un faux jour les actions du duc de Noirmoutier, nous l'a dépeint comme un homme qui *faisoit profession d'honneur* : ces lettres viennent à l'appui du jugement porté par madame de Motteville. Elles sont extraites des volumes 9355 et 9358 des manuscrits du *Fonds Béthune* appartenant à la Bibliothèque du Roi. (J. R.)

## I.

## LETTRE DE MAZARIN AU MARQUIS DE NOIRMOUTIER.

Rheims, le 26 décembre 1650.

MONSIEUR, M. le coadjuteur a levé le masque; il a fait sa déclaration contre moi en plein parlement, et il faut sans doute que je sois bien criminel et bien incapable, puisque le respect qu'il doit au Roi et à l'Église, ni les obligations qu'il a à la Reine, ne l'ont pu empêcher, ayant le caractère qu'il a, de déclamer contre un cardinal qui a l'honneur d'être premier ministre. Je veux croire que ce n'est ni passion, ni intérêt, ni ambition qui l'aient porté à cela, mais le

seul zèle qu'il a pour le service de Leurs Majestés et pour le bien de l'État. Et, à la vérité, après tant de crimes que j'ai commis, dont ceux de cette année ont fait assez voir que j'étois incorrigible, quelque amitié qu'il m'eût jurée si solennellement, comme vous savez, je ne devois pas prétendre qu'un homme que chacun sait qui ne vise qu'au soutien de la monarchie et à relever l'autorité royale, me laissât en repos. Je suis marri de ne pouvoir faire pour lui la prière du saint d'aujourd'hui<sup>1</sup>, parce qu'il n'ignore pas ce qu'il fait : je ne laisserai pas pourtant de prier Dieu de tout mon cœur de lui inspirer une meilleure conduite. Je m'assure que vous en seriez ravi, n'y ayant personne qui sache mieux que vous s'il a raison en ce qu'il fait. Vous vous pouvez souvenir de ce que j'eus le bien de vous dire dernièrement ; je vous le confirme encore, vous priant de croire que comme j'ai une entière confiance en votre amitié, aussi vous devez faire état assuré de la mienne, et que je serai en tous temps et en toutes rencontres, monsieur, votre très affectionné serviteur,

Le cardinal MAZARINI.

---

2.

DU MÊME AU DUC DE NOIRMOUTIER.

Au camp de Sorcy, le 3 janvier 1653.

MONSIEUR, je n'aurois point été surpris qu'ayant toujours été des amis de M. le cardinal de Retz, vous m'eussiez témoigné quelque déplaisir de sa détention ; mais je vous avoue que je l'ai été un peu de ce que

<sup>1</sup> Saint Étienne. (J. R.)

vous m'écrivez là-dessus, et que le sieur de Longue-rue<sup>1</sup> m'en ait parlé comme si vous étiez persuadé que j'ai les clefs de sa prison et que je m'en dois servir pour le mettre promptement en liberté. La créance que l'on peut avoir de mon pouvoir à la cour ne m'est pas si avantageuse que je doive beaucoup m'étudier à la détruire dans l'esprit du monde; je veux bien néanmoins vous dire que j'ai été sensiblement touché que la conduite de M. le cardinal de Retz ait obligé le Roi de s'assurer de sa personne. J'ai la consolation de ne me reprocher point à moi-même d'avoir négligé de lui faire suggérer les moyens qui lui pouvoient faire éviter ce malheur, et lui faire recevoir de nouvelles marques de la bonté et de la confiance de Sa Majesté. C'est tout ce que je vous puis dire sur cette matière, et je demeure, Monsieur, votre très affectionné et très véritable serviteur,

Le cardinal MAZARINI.

---

3.

LETTRE DU DUC DE NOIRMOUTIER

AU CARDINAL MAZARIN.

Charleville, 2 mai 1653.

MONSEIGNEUR, un mois et demi tout entier s'est écoulé depuis la lettre que Votre Éminence m'a fait l'honneur de m'écrire, et je ne vois pas pour cela qu'il y ait rien de plus avancé pour la liberté de M. le cardinal de Retz. Vous m'avez témoigné, Monseigneur, que vous n'oublieriez rien pour la lui procurer auprès de Sa Majesté aussitôt que ses parents et ses amis vous

<sup>1</sup> Lieutenant de roi de la place de Charleville. (J. R.)

auroient donné les sûretés nécessaires pour sa conduite à l'avenir. Cependant madame la duchesse de Chevreuse est à Paris et M. le Père de Gondy à Villepreu, qui ont pu, depuis ce temps-là, vous satisfaire plusieurs fois dans une affaire de cette nature, laquelle se doit traiter de part et d'autre sincèrement et avec candeur. Les moments doivent être chers à tout le monde : à vous, Monseigneur, parce qu'il vous doit être rude de voir un cardinal dans une prison, et à moi, parce qu'il m'est sensible au dernier point de voir traiter de la sorte une personne de cette dignité, à laquelle mon honneur et ma reconnoissance m'attacheront toute ma vie inséparablement. Je supplie Votre Éminence, avec tout le respect que je lui dois, de mettre une fin à ses souffrances, et de ne pas trouver à redire si je lui demande un temps limité pour recevoir les sûretés qu'elle souhaite. Si vous les voulez agréer de la bonne sorte, Monseigneur, c'est une affaire de peu de jours ; mais si la chose tire en longueur, j'aurai justes sujets de croire que les ennemis de M. le cardinal de Retz auront prévalu dans votre esprit, et alors je cesserai de vous être importun. Cependant, je suis très véritablement, etc.

---

4.

DU MÊME AU MÊME.

Du 16 juin 1653.

MONSEIGNEUR, bien qu'il nous soit sensible au dernier point de voir toujours M. le cardinal de Retz en prison, néanmoins les assurances qu'il vous a plu nous donner par M. de Fabert nous font tout espérer. Vous

nous promettez, Monseigneur, de travailler puissamment à sa liberté, pourvu que le Roi puisse trouver des sûretés dans sa conduite à l'avenir. Après cela, nous ne pouvons aucunement douter que la chose ne réussisse dans peu de jours, puisqu'il n'y a pas de lieu de mettre en compromis ce que vous pouvez auprès de Sa Majesté, et qu'on ne peut aussi, sans blesser l'honneur de M. le cardinal de Retz et le vôtre, refuser les offres que nous faisons pour le tirer du lieu où il est. La vertu de celui qui vous les proposera doit encore rendre la chose plus sacrée et plus inviolable; et parce que Votre Éminence nous a témoigné qu'elle n'étoit poussée d'aucune passion que de celle qui regarde le bien de l'État, elle peut en cette rencontre le servir fort utilement et nous donner sujet d'être de plus en plus, Monseigneur, etc.

---

5.

A M. DE NOIRMOUTIER.

Le 9 août (1653).

DEPUIS ma dernière, madame de Chevreuse a encore vu Son Éminence, qui lui dit qu'il vouloit que tout le monde fût témoin de son procédé vers le cardinal de Retz; qu'il avoit écrit à Rome, et qu'il publieroit par toute la France que son dessein est de le rendre libre et heureux; qu'on lui offre plus de bien que ne peut jamais valoir l'archevêché; qu'on lui assureroit, outre cela, de quoi subsister honorablement à Rome, s'il y vouloit aller pour un temps servir la France, et qu'après le refus d'un parti si avantageux, il étoit facile de juger que le cardinal de Retz ne s'at-



mer, ils puisèrent principalement dans les registres du conseil et dans ceux des plaidoiries.

Ce sont ces collections, faites sur un plan plus ou moins étendu, qui sont connues sous le nom de *Registres manuscrits du parlement*. Elles commencent ordinairement à la Saint-Martin 1364, et se continuent jusqu'à des époques qui se rapprochent de la suppression du parlement en 1790.

Les deux plus vastes collections de ce genre que nous connoissons, sont celles qui ont appartenu à M. Boissy d'Anglas et au président de Cotte, et qui font partie aujourd'hui des bibliothèques de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés.

Pour ne parler que de cette dernière collection, nous dirons qu'elle se compose de 823 volumes presque tous in-folio manuscrits. Les parties principales de cette collection sont les *jugés, lettres et arrêts du parlement* (11 vol.), les *registres du conseil* de 1400 à 1741 (114 tomes en 145), les *plaidoiries* de 1395 à 1597 (37 tomes en 39), les *registres des après-dîners* de 1405 à 1541 (37 tomes en 39), la *table des matières des registres du parlement* (83 tomes en 80), la *table alphabétique* (15 vol.), la *table chronologique* (98 vol.), les *principaux procès faits aux grands*, les *procédures et jugements contre les évêques pour crime de lèse-majesté*, les *registres de la chambre ardente tenue de 1679 à 1682* (Ce manuscrit, qui est unique, contient la note des procédures et interrogatoires qu'ont subis à cette époque tous ceux qui furent accusés du crime d'empoisonnement), etc.

Nous devons ajouter que cette collection est grossie par une foule de documents qui n'appartiennent que de fort loin à l'histoire officielle du parlement, ou même qui y sont

points de droit public, de droit civil et administratif, et accompagnés presque toujours des anciennes ordonnances relatives aux mêmes objets ou de copies tirées soit des registres du Parlement, soit du Trésor des Chartres; 2°. de dix cartons renfermant des mémoires rédigés par Jean-François Joly de Fleury, intendant de Bourgogne, conseiller d'état et directeur général des finances, sur des questions importantes et des pièces d'un haut intérêt sur les finances de l'Angleterre et de la France; 3°. de 46 cartons renfermant les ouvrages de toute espèce composés par Omer Joly de Fleury; 4°. de 400 vol. in-4° d'ordonnances; 5°. enfin d'un grand nombre de volumes in-fol. et in-4° manuscrits, contenant les registres *Olim*, les registres du Parlement jusqu'en 1732, l'inventaire du Trésor des Chartres, etc., etc.

Il seroit vivement à désirer qu'un si vaste et si important recueil fût acquis par le Gouvernement pour être placé dans un dépôt public.

tout-à-fait étrangers. C'est ainsi qu'on y voit figurér les mémoires d'Omer Talon (qui ont été plusieurs fois imprimés), des recueils de traités avec la cour de Rome et avec d'autres puissances, les registres du trésor des Chartes de 1234 à 1568 (64 tomes en 65), les registres de la chambre des comptes, les journaux des assemblées du clergé, etc.

On conçoit que si l'on veut faire rentrer dans une collection relative au parlement tous les recueils et ouvrages qui, de près ou de loin, touchent au droit public du royaume, on en composeroit une immense bibliothèque. Les dépôts publics seuls pourroient posséder de semblables richesses.

Mais, ainsi que je l'ai dit plus haut, on entend ordinairement par registres du parlement les extraits manuscrits faits depuis 1364 jusqu'à des époques plus ou moins rapprochées de la suppression de ce grand corps politique et judiciaire, en 1790, et contenant les délibérations les plus importantes, les lits de justice, les remontrances, tout ce qui touche, en un mot, à l'histoire politique, civile, administrative et religieuse de la France. »<sup>1</sup>

M. Taillandier signale ensuite dans cette immense collection plusieurs lacunes réelles ou présumées.

Ces lacunes s'étendent,

1°. De 1395 à 1400.

2°. De 1428 à 1435.

3°. De 1589 à 1594.

4°. De 1647 à 1652.

La première lacune est indiquée dans la plupart des copies

<sup>1</sup> On peut voir, sur les différentes collections des registres du Parlement, la *Bibliothèque historique* du P. Lelong, t. III, p. 255-259. La plupart de ces collections ont été détruites au commencement de la révolution, ou sont passées dans les bibliothèques publiques et dans celles qui existent auprès de quelques grands corps de l'État; nous avons déjà cité les bibliothèques de la Chambre des Pairs et de celle des Députés; nous devons ajouter celle du Roi, la Bibliothèque de la Cour de cassation, la Bibliothèque particulière du Roi au Louvre et celle du Palais-Royal. La Bibliothèque de l'Arsenal possède un vaste recueil manuscrit fait par l'académicien Conrart, qui en contient des extraits. Nous pensons que peu de bibliothèques particulières possèdent aujourd'hui la collection des registres du Parlement; nous savons cependant que M. Benjamin Delessert en a une fort belle. La nôtre provient originairement du chancelier Letellier; elle fut achetée par M. Dulaure, et lui a servi pour son *Histoire de Paris*; il a bien voulu nous la céder, il y a peu de temps. Elle s'étend de 1364 à 1664, est d'une

Je n'ai point reçu de vos lettres ce voyage ; cela me met en peine.

---

7.

## LETTRE DE MAZARIN A MADAME DE CHEVREUSE.

Compiègne, le 19 septembre 1653.

MADAME, j'ai eu beaucoup de joie de voir, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, que vous me conservez si avantagement dans celui de votre souvenir et de vos bonnes grâces ; mais vous me permettrez de vous dire, Madame, que c'est un bien que vous ne pouvez me refuser sans quelque injustice, puisque je n'ai rien oublié pour le mériter par mes très humbles services. Je suis bien aise de ce que vous prenez la peine de me mander de l'ami de la frontière<sup>1</sup>. Vous savez mieux que personne l'estime particulière que j'ai toujours fait de lui. Il seroit à souhaiter qu'il en eût un peu pour moi, et j'ose dire que la manière dont j'ai agi dans le public et celle dont j'ai usé à son égard rendroient cette estime assez juste.

Je suis avec toute sorte de respect, Madame, votre très humble et très obéissant serviteur,

Le cardinal MAZARINI.

---

8.

## LETTRE DE MADAME DE CHEVREUSE

A M. DE NOIRMOUTIER.

MADAME de Noirmoutier a une lettre du Père de Gondi et une de madame de Chevreuse, qu'elle n'a

<sup>1</sup> Noirmoutier, gouverneur de Charleville. (J. R.)

osé envoyer, de crainte qu'elles ne fussent arrêtées. Elle vous prie de ne lui rien mander de conséquence, le paquet de Charleville, du dernier ordinaire, ayant été pris.

Le 30 décembre (1653).

Je vous ai déjà mandé que vos amis trouvent que vous devez écrire à M. le cardinal, pour le prier de considérer qu'il seroit plus avantageux, pour son intérêt même, que M. le cardinal de Retz fût à Rome que de le tenir en prison; je vous avois mandé, par ma dernière, que vous pouviez offrir ce qui dépend de vous pour caution de la parole que le Roi lui demanderoit; mais j'ai vu M. de Laigue, qui m'a dit qu'il ne falloit point mettre au hasard Charleville. Après tout, on ne peut répondre que de soi; et même, par cette vue, je vous dis que vous ne devez prendre conseil de personne que de vous, et que la plupart des gens disent tantôt d'une façon et tantôt d'autre.

Les amis et parents de M. le cardinal de Retz vous veulent faire expliquer, en cas qu'ils ne puissent rien gagner auprès de la Reine; mais pour cela, je suis certaine que vous ne manquerez jamais à ce que vous devez au Roi. A la cour, ils sont alertes sur votre sujet. Je vous ai déjà mandé que l'abbé Fouquet m'est venu voir, et m'a beaucoup sondée; mais il n'a reconnu qu'une créature qui ne sait rien.

M. de Laigue est fort chagrin, et si on le croyoit, on seroit dans une perpétuelle défiance; c'est pourquoi n'agissez que par vous, et demeurez au lieu où vous êtes.

Madame de Noirmoutier a ouvert la lettre du Père de Retz, qui n'est qu'un remerciement; elle vous prie de lui mander si vous désirez qu'elle l'envoie.

## LETTRE DE NOIRMOUTIER AU CARDINAL MAZARIN.

1654.

J'AVOIS cru que Votre Éminence feroit considération sur ce que j'avois prié ma femme de lui représenter de ma part touchant les intérêts de M. le cardinal de Retz; et parce que c'est la seule chose qui peut me toucher présentement, c'est aussi la seule dont elle m'a dit vous avoir entretenu à fond. Cependant, Monseigneur, la réponse que vous lui avez faite est si vague, et les sûretés qu'elle avoit à vous proposer, si vous aviez voulu entrer dans le détail, étoient si solides que, ne voulant pas par respect me plaindre de Votre Éminence, je ne puis faire moins que de me plaindre de mon malheur. Il n'est pas croyable, Monseigneur, que M<sup>sr</sup> le cardinal de Retz demeure toute sa vie en prison; et puisqu'il faut qu'il en sorte une fois, je vous avoue que je ne puis voir sans étonnement que Votre Éminence ne veuille pas tirer mérite d'une chose dont la longueur ne peut apporter que de fâcheuses suites. Je les connois avec douleur; mais je doute que le temps soit toujours aussi propre à y apporter les remèdes nécessaires. Ceux qui aiment le bien de l'État et qui prévoient le mal qui le menace ont plus de passion que les autres de chercher les moyens de le prévenir. Vous m'avouerez un jour, Monseigneur, que j'ai raison, et je prie Dieu que ce soit bientôt; cependant je vous supplie très humblement de considérer que M<sup>sr</sup> le cardinal de Retz est fort malheureux, que je ne le serai pas moins que lui tant qu'il sera en prison, et que toute la France a la vue attachée sur ma conduite. Vous savez, Monseigneur,



que je vous ai toujours parlé fort sincèrement, et si j'en usois d'une autre sorte, vous n'auriez pas sujet de me croire aussi véritablement que je suis, etc.

---

## 10.

## LETTRE DE DU ROSSAY

A MM. DE BUSSY ET DE NOIRMOUTIER.

MA lettre perdue portoit que M. le cardinal Mazarin avoit dit à madame de Chevreuse les mêmes choses qu'il écrivit à M. Fabert, et qu'ayant eu ordre de lui de vous mander, j'avois communiqué le tout avec madame de Chevreuse, qui avoit été d'avis que M. de Bussy et M. de Noirmoutier proposassent à M. le cardinal Mazarin que s'il vouloit obtenir du Roi la liberté de M. le cardinal de Retz, à condition qu'il fût six ou huit mois à Charleville ou à Mézières, et de là qu'il allât à Rome, et que le temps qu'il demeureroit à Charleville, M. de Noirmoutier demeureroit à la cour, si on vouloit, tant que M. le cardinal de Retz sera dans sa place, et la laisseroit entre les mains de personnes qui la garderoient bien l'un et l'autre; que si on le vouloit mettre à Mézières, M. de Bussy feroit la même chose. Madame de Chevreuse écrivoit aussi ses sentimens, de sa main, à M. de Noirmoutier. Elle est fort persuadée des bonnes intentions de M. le cardinal Mazarin en toutes choses; mais madame de Chevreuse ne veut croire que les effets, et est d'avis que M. de Bussy et M. de Noirmoutier soient toujours sur leurs gardes. Madame de Chevreuse croit que l'affaire de Rome éclatera bientôt, et qu'à même temps il sera à propos de faire la proposition ci-dessus. C'est

pourquoi je juge nécessaire que M. de Bussy et M. de Noirmoutier m'envoient promptement une lettre de créance pour M. le cardinal Mazarin, afin que je la fasse moi-même ou la fasse faire par madame de Chevreuse, s'il est à propos, et si la conjoncture se trouvoit favorable avant que ladite lettre fût venue. Je me gouvernerai selon l'avis de madame de Chevreuse pour faire ladite proposition, ou la faire faire par madame de Chevreuse, selon qu'elle trouvera plus à propos, connoissant qu'avec la liberté de M. le cardinal de Retz, madame de Chevreuse considère absolument la conservation de M. de Bussy et M. de Noirmoutier, pour le procédé desquels madame de Chevreuse a une parfaite estime. Voilà ce que j'ai à vous dire sur ce sujet, et que madame de Chevreuse a une entière confiance en la fidélité de M. de Noirmoutier et de M. de Bussy, et qu'il ne sera jamais su qu'il m'ait rien dit de ce que je vous mande de sa part. Madame de Chevreuse fait tout ce qu'elle peut pour que M. le cardinal de Retz soit traité avec la douceur possible, et c'est l'intention de M. le cardinal Mazarin. Madame de Chevreuse m'a dit qu'elle en seroit caution, et même est persuadée qu'en ce point-là le cardinal Mazarin donnera satisfaction entière à M. de Bussy et à M. de Noirmoutier; mais, pour la liberté, qu'il veut amuser.

Conclusion : Madame de Chevreuse approuve fort qu'on se serve de la première conjoncture favorable pour presser le cardinal Mazarin, en lui faisant ladite proposition; c'est pourquoi j'en userai selon son conseil, et donnerai participation de tout à madame de Chevreuse et à vous de ce qui se passera. Je vous écris ceci de concert avec madame de Chevreuse, afin que MM. de Bussy et Noirmoutier soient informés

du procédé qu'on tiendra ici , ensuite de ce qu'ils ont écrit à Fabert et à madame de Chevreuse.

Madame de Chevreuse a désiré que j'ajoute ces deux marques  $\phi \phi$  pour la nommer.

## II.

### LETTRE PRÉSENTÉE AU CARDINAL MAZARIN

PAR LES AMIS DU COADJUTEUR.

N'AYANT rien à désirer avec tant de passion que de voir Votre Éminence et M<sup>sr</sup> le cardinal de Retz en une parfaite intelligence , et la chose ne se pouvant sans que Votre Éminence ait la bonté de lui procurer sa liberté , nous avons chargé ce gentilhomme de lui expliquer la conduite que nous avons jugé devoir prendre pour lui faire entendre les sûretés que nous avons cru lui devoir proposer. Nous supplions donc Votre Éminence d'y vouloir prendre une entière créance , et d'être persuadée que nous sommes , avec le respect que nous devons , etc.

## 12.

### PROJET DE LETTRE

A PRÉSENTER AU CARDINAL MAZARIN AU NOM DES AMIS  
DU COADJUTEUR.<sup>1</sup>

LA douleur que nous ressentons de la captivité de M. le cardinal de Retz étant infiniment augmentée par la longueur de sa prison , nous avons chargé ce

<sup>1</sup> Il ne fut pas employé. (J. R.)

gentilhomme de proposer à Votre Éminence des moyens par lesquels le prisonnier pourra trouver son soulagement. Ils sont tels que le repos public en sera plus assuré, et Votre Éminence y acquerra la gloire d'avoir rétabli un prince de l'Église dans un état duquel ils ne doivent point déchoir dans un royaume très chrétien. Nous savons que si Votre Éminence suit ses inclinations, elle ne nous dénierait pas la satisfaction que nous lui demandons ; c'est la plus chère que nous puissions jamais recevoir de votre main. Comme ce sera la dernière fois que nous importunerons Votre Éminence si nous apprenons qu'elle n'agrée pas notre proposition, nous la faisons avec une intention fort droite et dans une parfaite connoissance que Votre Éminence n'en pourra jamais avoir que toute sorte de contentements. Pour nous, Monseigneur, nous ne saurions goûter de joie solide tant que notre ami sera dans les fers, et le temps, qui diminue les maux des autres, n'a servi qu'à mettre à bout notre patience et nous porter au désespoir. Nous espérons de la bonté de Votre Éminence qu'elle changera bientôt le malheureux état de notre condition présente, et alors nous n'aurons rien plus pressant que de lui en rendre toutes les reconnoissances imaginables et lui témoigner que personne du monde n'est tant que nous, etc.

Vous remarquerez, s'il vous plaît, que lorsque la lettre ci-dessus fut faite, la résolution avoit été prise que Angers feroit toute la négociation. Depuis, pour de bonnes raisons, on jugea plus à propos de la remettre au prélat dont je vous parle dans le chiffre, et Angers ne devoit point faire ouverture de la proposition, s'il n'étoit fort pressé par §§ (le cardinal Mazarin).

---

## 13.

## LETTRE DE NOIRMOUTIER AU PRINCE DE CONDÉ.

Avril 1654.

LE mardi dernier jour de mars, M. le cardinal de Retz sortit du bois de Vincennes et alla coucher à Chilly, accompagné de M. le maréchal de la Meilleraye et de M. le premier président. Celui-là le doit conduire à Nantes, d'où il ne partira point que le pape n'ait envoyé des bulles pour pourvoir de l'archevêché de Paris celui que Sa Majesté y doit nommer, en vertu de la démission que mon dit sieur le cardinal de Retz en a donnée.

On donne à M<sup>sr</sup> le cardinal de Retz, pour récompense de l'archevêché de Paris, cent dix mille livres de rente en sept abbayes qui sont : Saint-Lucien de Beauvais, Saint-Marc de Soissons, Saint-Aubin d'Angers, Saint-Martin de Pontoise, Préau en Normandie, et deux autres petites abbayes dont on a oublié le nom.

L'archevêché de Paris ne pouvoit pas qu'elle ne fût possédée par un prélat très capable, puisque, sortant des mains de M<sup>sr</sup> le cardinal, on croit que le Roi la donnera à M. l'abbé de Mesme, archevêque de Bourges. Aussitôt que les bulles seront venues de Rome, M<sup>sr</sup> le cardinal de Retz doit partir pour y aller; et cependant, M. de la Meilleraye, comme ami commun, s'est chargé de le garder civilement à Nantes, où apparemment il pourra bien être six semaines.

---



14.

## DU MÊME AU MÊME.

MONSEIGNEUR, aussitôt que j'ai appris les conditions sous lesquelles on a fait sortir du bois de Vincennes M<sup>gr</sup> le cardinal de Retz, je n'ai pas voulu perdre un moment d'en donner avis à Votre Altesse. Les offres obligeantes et généreuses qu'elle m'a faites pour avancer sa liberté me font croire qu'elle recevra cette nouvelle avec quelque sorte de satisfaction. En mon particulier, Monseigneur, j'en aurois la plus grande du monde, si je pouvois, par mes très humbles respects, vous témoigner ma reconnoissance sur ce sujet. Je puis assurer Votre Altesse que j'en conserverai le souvenir tant que je vivrai, et que je n'aurai jamais rien plus à cœur que les occasions de me faire voir aussi sincèrement que je le suis, etc.

---

15.

## DU MÊME AU MÊME.

Le 13 avril 1654.

MONSEIGNEUR, aussitôt que j'appris que M<sup>gr</sup> le cardinal de Retz étoit sorti du bois de Vincennes, et les conditions qu'on avoit exigées de lui, je fis partir un trompette à l'heure même, pour en aller rendre compte à Votre Altesse, et s'il ne lui est point arrivé d'accident en chemin, il doit être arrivé à Bruxelles le 8 de ce mois. De sorte, Monseigneur, qu'ayant satisfait à ce qu'il vous plaît de me commander sur ce point, il ne me reste plus qu'à dire à Votre

Altesse, sur ce que vous voulez faire l'honneur à Monseigneur le cardinal de Retz de lui écrire, que j'estime qu'il est à propos que vous différiez de lui donner cette marque de votre bonté, qu'il soit tout-à-fait libre, et parti pour aller à Rome : car, outre les raisons que Votre Altesse me mande, lesquelles sont les plus obligeantes du monde pour lui, je doute encore, Monseigneur, qu'on lui laisse recevoir aucunes lettres, jusqu'à ce que le Pape ait envoyé ce qu'on désire de lui<sup>1</sup>. Cependant, puisque vous me faites l'honneur de vous reposer en cela sur moi, je me charge de tenir Votre Altesse exactement avertie de ce qui se passera en cette affaire ; et je ne cesserai jamais d'être, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur.

---

16.

#### LETTRE DE NOIRMOUTIER AU CARDINAL MAZARIN.

(Charleville) avril 1654.

MONSEIGNEUR, lorsque j'ai écrit à Votre Éminence touchant le pain de munition de cette place, il est certain que la considération de l'intérêt n'étoit pas celle qui me touchoit le plus sensiblement ; mais il m'étoit fâcheux au dernier point de me voir\*traiter différemment de tous les autres, pour avoir tenu une conduite à laquelle je ne pouvois pas manquer sans me perdre tout-à-fait dans l'estime du monde. Je supplie très humblement Votre Éminence d'entrer un peu dans mes sentimens avec quelque bonté, et j'ai d'autant

<sup>1</sup> L'acceptation de la démission, donnée par le Coadjuteur, de l'archevêché de Paris. C'est à cette condition que le cardinal consentoit à sa sortie de prison. (J. R.)

plus de lieu de l'espérer, que M<sup>gr</sup> le cardinal de Retz étant hors du bois de Vincennes, je ne puis pas mettre en doute qu'il ne soit entièrement libre, aussitôt que le Pape aura envoyé les expéditions desquelles on est convenu. Cependant, Monseigneur, quoique la proportion ne soit pas égale de vous à moi, néanmoins si vous voulez que je croie que mes prières et mes instances ont obligé Votre Eminence de travailler avec chaleur à cette liberté, il faut, s'il vous plaît aussi, que vous demeuriez d'accord que je n'ai pas pu, sans manquer à mon honneur, tenir une autre conduite. Si vous me faites cette justice, je la mettrai beaucoup au-dessus de toutes les grâces que j'ai jamais reçues de Votre Eminence, et je ne douterai plus à l'avenir que vous n'ayez la même confiance en moi, et que vous ne me croyiez aussi véritablement que je l'ai toujours été, Monseigneur, votre très humble, très obéissant et très obligé serviteur,

NOIRMOUTIER.

---

17.

DU MÊME AU MÊME.

Charleville, le    mai 1654.

MONSEIGNEUR, après avoir satisfait à mon devoir sur le sujet de M<sup>gr</sup> le cardinal de Retz, je ne veux pas différer davantage de satisfaire à ma parole touchant le Mont-Olympe. Je suis tout prêt, Monseigneur, de vous le remettre entre les mains, et Votre Eminence se souviendra, s'il lui plaît, qu'il n'a pas tenu à moi que la chose n'ait été exécutée à Rethel, après la bataille, et depuis encore, lorsque vous étiez à Bouillon. Je veux croire, Monseigneur, que vous

n'avez pas mis en doute que je n'en usasse de la sorte. Cependant, comme tout le monde n'a peut-être pas pour moi la même équité que Votre Eminence, et que beaucoup de gens ont la vue attachée sur ma conduite, je vous avoue que j'ai un extrême intérêt de finir bientôt cette affaire. Je vous supplie donc très humblement, Monseigneur, de donner à M. de Longuerue les ordres nécessaires pour cela, et d'ajouter créance à ce qu'il vous dira de ma part, et surtout aux protestations qu'il vous fera de la sincérité, avec laquelle je veux être toute ma vie, Monseigneur, votre très humble, très obéissant et très obligé serviteur,

NOIRMOUTIER.

---

18.

A M. DU ROSSAY.

Mai 1654.

LA confiance que MM. de Bussy et Noirmoutier ont dans l'expérience et dans la conduite de madame de Chevreuse est telle, qu'ils croient qu'il n'est pas nécessaire de marquer aucun chef particulier pour l'acheminement de la négociation avec M. le cardinal Mazarin touchant la liberté de M. le cardinal de Retz. Et parce qu'ils savent avec combien d'affection et de générosité elle s'y porte, ils la supplient très humblement de vouloir agréer qu'ils remettent le tout à sa conduite. Ainsi, ils approuvent extrêmement la proposition qu'elle leur a faite, et souhaiteroient avec passion que M. le cardinal Mazarin la voulût exécuter : c'est de quoi vous la pouvez assurer de notre part, et pour ce sujet, nous vous envoyons deux blancs-signés, sur lesquels, par l'ordre de madame de Chevreuse, vous ferez

les lettres de créance dont vous aurez besoin , ayant jugé à propos qu'elles fussent de la sorte , afin qu'elles soient comme il faut. Il y a une circonstance que nous estimerions qu'il seroit à propos d'observer, qui est, avant que de faire la proposition , d'en donner part au père de Gondy. Ce n'est pas que l'on doute de son approbation en cette rencontre ; mais comme il est père, et que l'on a toujours entretenu avec lui un commerce très sincère , il semble que l'on lui doive ce respect, et d'autant que MM. de Bussy et Noirmoutier, faisant tout de leur mieux pour servir M. le cardinal de Retz , seroient marris de l'engager à rien qui ne lui fût agréable , et de plus , qu'il seroit fâcheux de promettre une chose laquelle peut recevoir le moindre doute ou la moindre explication. MM. de Bussy et Noirmoutier estiment, avant que de venir à la dernière exécution , qu'il seroit à propos que l'on pût faire entendre à M. le cardinal de Retz les choses auxquelles on se veut obliger pour lui. Si l'affaire prend un bon chemin , la cour ne peut pas trouver à dire à celle-là. Et, quant à la proposition que madame de Chevreuse a donné ordre à M. du Rossay de nous faire entendre<sup>1</sup>, que M. de Noirmoutier demeureroit à Paris autant de temps que M. le cardinal de Retz demeureroit à Charleville, il n'y a que deux choses qui peuvent faire entrer dans cette pensée, qui sont, ou la sûreté de la cour, ou la satisfaction de M. de Noirmoutier. Pour la sûreté de la cour, elle ne seroit pas plus grande quand M. de Noirmoutier seroit à Paris, parce qu'à moins que d'y être gardé, il lui seroit fort facile de se rendre à Charleville, sans que l'on l'en pût empêcher ; et pour la satisfaction de M. de Noirmoutier, elle se rencontrera beaucoup plus grande dans sa place qu'à

<sup>1</sup> Voyez, ci-dessus, n° 10. (J. R.)



la cour, particulièrement dans un temps où il a les ennemis fort proches, et dans lequel sa présence est nécessaire; de sorte qu'il sera bien aise de n'être point obligé d'aller à la cour par le traité que l'on fera.

M. de Bussy est aussi dans le même sentiment pour lui, et tous deux souhaiteroient extrêmement que, sans différer davantage, ni attendre nouvelles de Rome, on fit la proposition. Néanmoins ils remettent le tout à la conduite de madame de Chevreuse, à laquelle M. du Rossay fera voir celle-ci, après l'avoir déchiffrée.

Quand vous voudrez nommer le père de Gondy, faut mettre ces deux marques suivantes, MN.

---

19.

A M. DE NOIRMOUTIER.

(1654).

MADAME de Chevreuse trouve vos raisonnements fort judicieux sur la paix générale. Laigue lui mande que le cardinal Mazarin parle de M. de Noirmoutier fort avantageusement, et qu'il dit qu'il peut être assuré que le Roi n'a aucune pensée sur Charleville; mais que pour Mézières, là où il n'y a que des gens qui n'ont point de caractère pour y commander, il est vrai que le Roi sera toujours bien fondé de les dépouiller d'une autorité qu'ils usurpent. Cela fait juger que le cardinal Mazarin pourroit avoir dessein contre MM. le vicomte et le chevalier de Lamet; c'est pourquoi madame de Chevreuse est d'avis que non seulement ils se gardent soigneusement, mais aussi qu'ils fassent toutes les choses possibles, tant publiquement que tacitement, pour ôter au cardinal Mazarin toute espérance d'y faire des pratiques ou de les surprendre

en quelque façon que ce soit. Madame de Chevreuse dit que s'il n'avoit plus la croyance d'y réussir par ce moyen, qu'il deviendrait plus traitable sur le chapitre du cardinal de Retz.

---

## 20.

## LETTRE DE MAZARIN A M. DE FABERT.

(EXTRAIT.)

De Rethel, le 19 juin 1654.

Je suis bien aise de ce que vous me mandez avoir parlé à M. de Noirmoutier; vous pouvez lui confirmer qu'il n'y aura point de faute à l'exécution de ce que vous lui avez dit.

Je vous ai déjà mandé que l'on m'écrivoit de Rome que, l'abbé Charier ayant changé de conduite, l'on espéroit que le Pape donneroit aussi les mains à ce qui est nécessaire pour exécuter l'accommodement de M. le cardinal de Retz. Je vous le réplique ici, afin que si vous n'aviez pas reçu ma lettre, vous le puissiez dire à M. de Noirmoutier, qui sera bien aise, sans doute, de recevoir cette bonne nouvelle.

Le cardinal MAZARINI.

## 21.

A M. DE NOIRMOUTIER.<sup>1</sup>

Le 5 juillet (1654).

M. de Châlons a eu une fort longue conversation avec M. le cardinal Mazarin, dont la conclusion a été

<sup>1</sup> Cette lettre paroît écrite par de Laigue. Il est vraisemblable que les mots *Lion*, *Mouton* et *Oiseau* désignent *Noirmoutier*, madame de *Chevreuse* et de *Laigue*. (J. R.)

que si M. le cardinal de Retz veut changer sa coadjutorerie avec d'autres bénéfices, il aura la liberté, et autrement il ne faut rien espérer. M. le cardinal Mazarin dit que le Roi ne peut pas se vanter d'être roi de Paris tant que M. le cardinal de Retz sera archevêque de Paris.

Le cardinal Mazarin a parlé à madame de Chevreuse si avantageusement du *Lion* que cela n'est pas croyable. Le *Mouton* et l'*Oiseau* vous prient vous souvenir que le dessein des amis du cardinal de Retz pourroit bien être de pousser le vicomte de Lamet à s'engager si avant avec l'Espagne, que vous-même eussiez de la peine à vous en dédire. Madame de Chevreuse doit aujourd'hui voir le cardinal Mazarin ; il la veut entretenir. Au premier voyage, le *Lion* saura ce qui se sera passé.

---

22.

A M. DE NOIRMOUTIER.<sup>1</sup>

Le 20 juillet (1654).

PAR votre lettre du 13 du courant, vous me mandez que M. de La Barre vous a fait une déclaration bien plus ample qu'à moi sur le sujet de la négociation que l'évêque de Châlons a eue avec le cardinal Mazarin. Il est vrai que je vois des particularités dans sa lettre que je n'ai point apprises de l'évêque de Châlons, mais je ne sais si M. le cardinal Mazarin les a dites à La Barre ou si l'évêque de Châlons me les céla à dessein : je ne suis pas assez pénétrant pour démêler cette fusée. Je parlai à l'évêque de Châlons comme il reve-

<sup>1</sup> Cette lettre est sans doute de de Laigue. (J. R.)

noit de chez le Roi ; il avoit l'esprit embarrassé et si chagrin que je fus assez long-temps avec lui sans qu'il me dît aucune chose ; enfin j'en tirai ce que je vous écrivis à l'heure même. Il est vrai qu'il me promit de vous informer de toutes les particularités de la négociation , et trois jours après il m'envoya une lettre que je copiai et chiffrai le mieux que je pus ; je crois que vous l'aurez reçue , ou bien elle a été perdue par le chemin.

Je vous supplie très humblement de croire que je ne négligerai jamais rien de tout ce qui pourra contribuer à votre satisfaction. Madame de Chevreuse est aux champs ; je crois qu'elle reviendra dimanche. A son retour, j'espère vous mander plus de nouvelles.

Les amis du cardinal de Retz sont partagés dans leurs sentiments touchant la coadjutorerie : les uns sont d'avis qu'il la change pour d'autres bénéfices , et les autres qu'il ne la donne point. Le père de Gondi , qui au commencement témoignoit y avoir autant d'attaché qu'à la vie même du cardinal de Retz <sup>1</sup>, commence à dire que si ses amis jugent à propos qu'il s'en démette , qu'il y consentira. Il est vrai que La Barre est de ceux qui insistent qu'il donne la coadjutorerie. Je la marquerai à l'avenir comme cela (cc.) <sup>2</sup>

<sup>1</sup> « Le P. de Gondi fut celui de tous qui en fut le plus touché, ayant répondu à ceux qui lui annoncèrent cette nouvelle comme devant lui être agréable , à cause de la liberté du cardinal son fils, qu'il auroit bien mieux aimé l'embrasser mort dans sa prison, que vivant en liberté à ces conditions ; sans pouvoir rien ajouter autre chose, à cause des larmes qu'il répandoit en abondance. » (*Mémoires de Guy Joly.*)

<sup>2</sup> Dans l'original les deux cc sont traversés horizontalement par une barre. (J. R.)

---

23.

## LETTRE A MM. DU CHAPITRE DE NOTRE-DAME

DE PARIS. <sup>1</sup>Proche Beaupréau, le 8<sup>e</sup> août (1654).

MESSIEURS, l'état où j'ai été jusques à cette heure m'ayant obligé de retenir les véritables sentiments des obligations que je vous ai, j'emploie ce premier moment de ma liberté <sup>2</sup> pour vous les expliquer : et puisqu'ayant eu le bonheur d'être élevé parmi vous, et que ç'a été le premier degré qui m'a fait venir à la dignité de votre archevêque, laquelle vous avez travaillé à me conserver avec tant de générosité, jusques à vous exposer à toutes sortes d'événements pour l'amour de moi, je veux aussi vivre et mourir avec vous en cette même qualité, espérant que, comme vos affections iront toujours en augmentant, ma gratitude aussi et ma reconnoissance seront immortelles. C'est ce que je vous conjure de croire et de me donner la part dans votre souvenir et dans vos prières, que souhaite, Messieurs, votre très acquis et très affectionné serviteur,

Le cardinal DE RETZ.

<sup>1</sup> Cette lettre et la suivante ont été imprimées, avec quelques différences, dans les *Mémoires* de Claude Joly concernant le cardinal de Retz, page 508-9 du tome XLVII (seconde série) de la *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, publiée par MM. Petitot et Monmerqué (J. R.)

<sup>2</sup> Le cardinal de Retz s'étoit évadé de sa prison le jour même. (J. R.)



24.

## LETTRE A MM. LES CURÉS.

Proche Beaupréau, le 8<sup>e</sup> août (1654).

MESSIEURS, aussitôt que je me suis vu en lieu de sûreté, et qu'il m'a été permis de rendre publics les sentiments de mon cœur sur l'affection que vous avez fait universellement paroître pour ma personne, je n'ai voulu différer plus long-temps de vous rendre les justes ressentiments et de vous donner les assurances que je passerai inséparablement le reste de mes jours avec un clergé que j'aurai toujours aussi cher que je l'ai expérimenté généreux. Ma translation a été l'ouvrage de votre fermeté et ma liberté celui de vos prières; je vous en rends toutes les reconnoissances dont je suis capable, et dans l'espérance que me continuerez toujours vos bons offices, je demeurerai votre très acquis et affectionné serviteur,

Le cardinal DE RETZ.

25.

## LETTRE DU PRINCE DE CONDÉ

A M. DE NOIRMOUTIER.

Au camp devant Arras, le 18<sup>e</sup> août 1654.

MONSIEUR, j'ai appris avec la plus grande joie du monde que M. le cardinal de Retz s'est sauvé. J'aurois souhaité lui être utile dans son malheur; si cela n'a pas été, il n'a pas tenu à moi. Je lui écris pour lui témoigner ma joie; je vous prie de lui faire tenir ma lettre, si vous le jugez à propos. Cependant, je vous

prie de croire que personne au monde n'est plus que moi, Monsieur, votre très affectionné cousin et serviteur,

LOUIS DE BOURBON.

---

26.

LETTRE DE M. DE NOIRMOUTIER

A MADAME DE CHEVREUSE.

Le 12 septembre 1654.

JE n'eusse jamais cru qu'une lettre remplie de tant de bonté eût pu causer tant de douleur ; cependant la vôtre, du 8 de ce mois, m'en a donné une mortelle. Vous excuserez donc, s'il vous plaît, la confusion de mon esprit ; et comme je n'écris que pour vous seule, vous agréerez aussi que je suive mes pensées comme elles viennent et sans ordre. Je vous avoue que j'attendois un succès tout autre de la conversation que vous avez eue avec M. le cardinal Mazarin. Ce n'est pas qu'il ne soit difficile, après tant de choses passées, qu'il n'ait eu du chagrin contre le cardinal de Retz ; mais je me consolais dans la créance qu'une prison de vingt mois auroit effacé cela d'une âme que j'ai toujours connue portée à la douceur et à la réconciliation. Je sais que le cardinal de Retz ne souhaite rien plus que cela, et je n'en parlerois pas avec tant de certitude, si je n'avois en main de quoi me rendre maître de la chose ; je l'ai dit il y a quatre jours à Fabert, qui l'a écrit au cardinal Mazarin. C'est une lettre par laquelle le cardinal de Retz me rend arbitre de ses intérêts ; il ne souhaite qu'une condition, laquelle il prétend qu'il est impossible de lui ôter, qui est de

garder l'archevêché, et je vous confesse ingénument que je n'ai jamais été si surpris que de cette lettre-là. Je m'imaginois d'y trouver une bile fort allumée, et telle que je la pourrois avoir si j'étois sorti de prison malgré ceux qui m'y retenoient; mais, bien loin de cela, je n'y ai rencontré que de la modération. Il proteste d'oublier tout le tort qu'on lui a fait; il me donne sa parole de ne s'en souvenir jamais, et sans m'alléguer son honneur ni tous les autres termes que vous savez, lesquels ont autrefois causé tant d'embarras et d'ambiguïté dans ses affaires, il me prie de m'en mêler, et il déclare fort distinctement qu'il fera avec joie tout ce que l'on voudra, en demeurant archevêque. D'autre part, vous me mandez que l'on lui donnera tout contentement, pourvu qu'il quitte l'archevêché.

N'est-ce pas une aventure bien bizarre que nous ayons en main une si belle affaire sans en pouvoir venir à bout? Cependant, il faut que je vous ouvre mon cœur là-dessus; et, sans prendre le parti ni de l'une ni de l'autre Éminence, attachons-nous à la raison seulement et à l'état présent des affaires. Est-il au pouvoir de la cour d'empêcher le cardinal de Retz de s'embarquer et de passer en Allemagne (comme le bruit court qu'il a déjà fait), et de là d'aller à Rome? Je sais que le cardinal Mazarin y a plus de crédit que lui par la faction des Barberins, qui lui est tout acquise, et, de plus, parce qu'il a beaucoup d'argent et que le cardinal de Retz en a peu; mais avec tout cela, il n'est pas au pouvoir du Pape de l'obliger à quitter l'archevêché quand il le voudra garder. Il y a même des gens qui disent que le cardinal de Retz, à Rome, peut faire beaucoup de choses désavantageuses au cardinal Mazarin. Pour moi, je ne

vais pas si vite; mais je suis persuadé qu'il est bon au cardinal Mazarin d'avoir à Rome le cardinal de Retz pour ami, et je veux perdre la tête, si je ne viens à bout, avec vous, de les mettre bien ensemble. J'ajoute encore à cela qu'il ne faut point avoir d'animosité dans la vie; mais quand les lois du monde permettroient d'en avoir, et que le cardinal Mazarin seroit bien fondé dans cette rencontre, il ne peut exercer la sienne que contre le temporel du cardinal de Retz. Croyez-moi, madame, c'est un petit intérêt de faire retenir quatre-vingt mille livres de rentes, au prix de gagner l'amitié d'un homme tel que le cardinal de Retz, et les suites de ce mauvais traitement (si on lui fait) ne peuvent être que fâcheuses.

Je n'ai que faire de vous dire que j'ai les intentions fort droites; vous connoissez assez le fond de mon âme et si je suis véritable, et c'est pour cela que je vous jure que l'affaire est dans mes mains. Le cardinal de Retz ne m'a jamais rendu maître de ses intérêts que cette fois. Vous jugerez par-là, madame, s'il veut ni s'il oseroit manquer à ce qu'il promettra; et quand il le voudroit, qui est une présupposition inutile, je suis certain que nous cimenterons la chose de telle sorte qu'il ne sera pas en son pouvoir de le faire. Quant à l'infraction de parole que l'on lui impute, et par laquelle le cardinal Mazarin me prétend quitte envers le cardinal de Retz, je m'estimerois bien malheureux si on me croyoit capable d'une vilénie, et je me le croirois encore davantage si, après avoir lu cette lettre, vous n'entriez pas un peu plus dans mes sentiments que lorsque vous m'avez écrit la vôtre. Je passe légèrement sur les raisons pour lesquelles le cardinal de Retz m'a mandé qu'il s'étoit sauvé, qui sont qu'on le vouloit resserrer sans sujet;

qu'on lui a dit que les paroles réciproquement données n'étoient que des paroles de civilité, et qu'il n'a obligation à personne de sa liberté; mais je vous dis fort sincèrement que si le pape avoit admis sa démission, et qu'ensuite de cela, étant sorti, il eût remué cette affaire, de laquelle je m'étois mêlé pour lui faire plaisir, je me serois déclaré le plus cruel de ses ennemis, comme je ferai toujours quand on me manquera de parole; car je dois plus à mon honneur qu'à tout le monde ensemble. Après tout, madame, il faut chercher la paix et le repos, car c'est un bien que tout homme qui a de la conscience et de la vertu doit souhaiter; mais par-dessus cela, je suis persuadé (comme je le suis qu'il n'y a qu'un Dieu) que c'est rendre un service considérable au cardinal Mazarin (puisque'il est impossible d'empêcher que le cardinal de Retz n'aille à Rome) de ne l'y laisser pas aller le poignard dans le sein, et, bien loin de cela, de l'obliger à y aller son ami. Je suis certain que nous ne ferons jamais d'action, ni vous ni moi, plus agréable à Dieu et aux hommes. Je me croirai le plus heureux de ceux de ce monde, si je puis réussir dans ce dessein; mais si je n'en puis pas venir à bout, n'attendez pas que je voie jamais votre petit appartement, car je suis capable d'en mourir de douleur.

Le bruit qui court que le cardinal de Retz a passé à Hambourg ne doit pas empêcher que la chose ne réussisse, si le cardinal Mazarin le veut. Au contraire, cela la doit avancer, car il est à propos qu'elle soit terminée avant qu'il arrive à Rome, et je ne ferai nulle difficulté d'aller chercher le cardinal de Retz en Allemagne, pourvu que la cour l'agrée et que j'aie des passeports de Sa Majesté.

Adieu, madame; pardonnez un peu à la confusion



de mes raisonnements : je demeure d'accord qu'ils ne sont pas bien suivis, mais ils sont sincères. Vous m'avez souvent dit que vous vouliez des pensées naissantes et que vous n'aimiez pas un cœur étudié, vous aurez contentement cette fois ; surtout croyez-moi inviolablement à vous.

---

27.

## BILLET DU CARDINAL DE RETZ

A M. DE NOIRMOUTIER.

De Rome, le 9 janvier (1655).

Je supplie monsieur le duc de Noirmoutier de prendre toute créance à ce que lui écrira, de ma part, M. l'abbé de Lamet.

Le cardinal DE RETZ.

28.

## LETTRE AU CARDINAL DE RETZ.

MONSEIGNEUR, les personnes du mérite et de la vertu de M. l'abbé de Lamet ne portent jamais de longues lettres ; ce qu'ils disent vaut incomparablement mieux que tout ce que l'on peut écrire. Il rendra compte à Votre Éminence du détail de ce qui s'est passé ici (*et quorum pars magna fuit*). Vous voyez, Monseigneur, que je n'ai pas oublié Virgile. Il me reste seulement à supplier Votre Éminence de considérer qu'elle va paroître à Rome sur un nouveau théâtre : les hommes y sont fainéants, les spectateurs y sont cruels, et par conséquent le nombre de ceux qui auront la vue atta-

chée sur votre conduite sera grand. Je sais , Monseigneur, que votre prudence est au-dessus de tout ; mais il est impossible , lorsque l'on a beaucoup d'affaires , que l'on ne se confie à plusieurs personnes. C'est sur cela , Monseigneur, que mon honneur m'oblige de vous dire que vous devez examiner davantage , à l'avenir, le choix de vos amis. Ceux qui sont demeurés à Paris durant votre prison , et auxquels vous aviez jugé à propos de donner votre secret , ou vous ont trahi , ou du moins vous ont fort mal servi ; et parce que ce sont gens de peu de mérite et qui étoient capables de faire ce qu'ils soupçonnoient des autres , ils n'ont rien oublié pour rendre ma conduite suspecte aussitôt que vous fûtes arrêté. Vous auriez peut-être lieu de croire que mon ressentiment me fait parler ; mais comme je n'ai pas besoin d'apologie , et que ces misérables-là ne sont dignes que de mon mépris , Votre Éminence se doit persuader sans peine que je ne considère en cela que sa personne et ses intérêts. Je me suis prescrit une forme de vie , laquelle m'empêche d'en avoir jamais d'autres que ceux de vous servir. C'est une dette à laquelle je satisferai fort exactement , quand vous iriez à la Chine aussi-bien qu'à Rome. Je ferai toujours mon devoir en France ; et c'est à mon avis une action si ordinaire de suivre ce que l'on a commencé , que je ne prétends nul avantage ni de Votre Éminence ni de l'estime du public pour être toute ma vie avec la même fidélité , inviolablement , Monseigneur, etc.

---

29.

A \*\*\*. 1

LE 2 janvier 1655, le cardinal de Retz m'a commandé de vous écrire pour assurer M. de Noirmoutier, de sa part, des très grandes obligations de la fermeté que M. de Noirmoutier a eue pour ses intérêts. Il souhaiteroit que le duc de Retz eût été aussi circonspect dans ce qui le regardoit que Noirmoutier a été, parce que ses affaires sont de nature qu'elles ne peuvent avoir trop de secours, vu la disposition de la cour et toutes les menaces du cardinal Mazarin, qu'il publie parce que tout le dessein qu'il a est d'employer toutes choses pour persécuter le cardinal de Retz; lequel a été bien surpris quand il a su l'accommodement du duc de Retz, auquel il n'a pas contribué, comme vous pourrez voir par la copie d'une lettre que je vous envoie en réponse d'une qu'il avoit reçue, pour le porter à donner sa démission dans la vue de la persécution que l'on faisoit souffrir à sa famille. Vous y connoîtrez, Monsieur, qu'il est tout-à-fait inébranlable sur ce sujet, et qu'il n'a pas changé de sentiment, et qu'il est toujours dans les mêmes résolutions qu'il étoit quand il vous a écrit par M. Boisroger.

Son voyage d'Espagne n'a rien produit de considérable que vous ne sachiez, et les avis que j'ai reçus des circonstances, quand j'avois l'honneur d'être auprès de vous, sont très véritables. Tout Rome, qui n'est pas mal informé, publie le refus qu'il fait des offres du roi d'Espagne avec admiration, et je vous puis dire, en vérité (vous savez que je ne mens pas),

<sup>1</sup> Cette lettre paroît être de l'abbé de Lameth et adressée au duc de Noirmoutier. (J. R.)

que je suis témoin du concours du peuple qui s'assemble quand on sait le lieu où il doit passer.

Au reste, Monsieur, j'ai ordre de vous assurer qu'il ne souhaite rien tant que de s'accommoder; mais qu'il ne consentira jamais à la condition que M. le cardinal Mazarin met pour préalable, et que, ainsi, il est persuadé que Noirmoutier l'aidera à lui faire changer son dessein, tant que vous et MM. de Lamet demeurerez au même état auquel vous avez été durant sa détention; et il vous supplie de considérer que vous apporterez un grand poids à toutes les longueurs qui se feront, si on voit que deux places comme les vôtres auront quelque respect pour les censures de Rome, qui sont inévitables.

---

30.

#### LETTRE DE NOIRMOUTIER AU CARDINAL MAZARIN.

A Charleville, le 2 février 1655.

MONSIEUR, durant la prison de M. le cardinal de Retz, et depuis encore, jusques à ce que nous ayons reçu de ses nouvelles de Rome, je n'ai point écrit à Votre Éminence touchant le gouvernement de Mézières, parce que j'ai cru que MM. de Lamet ne devoient pas espérer de bienfaits de Sa Majesté dans un temps où leur conduite n'avoit pas votre entière approbation. A présent, Monseigneur, que cette affaire est finie à leur égard, et que la porte m'est ouverte pour parler à Votre Éminence à mon ordinaire, je crois être obligé de lui représenter que MM. de Lamet n'ont jamais eu la moindre pensée de rien faire au préjudice du service du Roi, ayant toujours fort bien fait le discernement entre les offices que l'on veut

rendre à un ami et un proche parent, et l'obéissance aveugle que l'on doit à son maître. De sorte, Monseigneur, qu'étant appuyé sur la connoissance parfaite de cette vérité, je ne puis que je ne joigne mes très humbles supplications aux leurs pour vous demander le gouvernement de Mézières en faveur d'un fils dont le père a toujours très dignement servi le Roi, et avec un esprit si désintéressé que ses affaires domestiques n'en sont pas demeurées en trop bon état. Le grand-père, qui a été tué à La Capelle à la veille d'être maréchal de France, ne les avoit pas aussi trop bien établies; et il est certain que ce gouvernement lui avoit été donné pour récompense du bien qu'il avoit dépensé dans les armées. Le feu Roi eut encore la même considération pour M. de Bussy, le dernier mort, afin de le dédommager des frais d'une prison qui lui avoit infiniment coûté. Enfin, Monseigneur, si vous avez la bonté de procurer ce gouvernement au fils, et, à cause de son jeune âge, le commandement à MM. le vicomte et le chevalier de Lamet, vous ferez en même temps une justice et une grâce qui n'est pas sans exemple, la même chose ayant été accordée au marquis d'Uxelles et au comte de Grandpré pour Mouzon; et de plus, vous laisserez dans la plus reconnoissante maison du monde le seul titre d'honneur qui lui reste de tous les services qu'elle a jamais rendus à l'État.

Je veux espérer, Monseigneur, que la seule considération d'une famille si grande, et que vous vous acquerrez tout-à-fait par ce moyen, doit exiger de vous cette marque d'estime pour eux et de votre générosité en leur endroit, sans que personne s'en mêle; mais si je croyois que mes très humbles instances y pussent contribuer quelque chose auprès de



Votre Éminence, il n'y a rien au monde que je ne fisse pour cela. Examinez donc, s'il vous plaît, Monseigneur, quelles sûretés vous désireriez de moi dans cette rencontre; je vous donne ma parole, dès à cette heure, que je n'en excepte aucune, puisqu'il est certain que, leur accordant cette grâce, je veux vous en avoir la même obligation que si vous me la faisiez à moi-même, et être pour ce seul sujet (outre mille autres qui m'y engagent déjà) inviolablement pour jamais, etc.

---

## 31.

## LETTRE DU PRINCE DE CONDÉ

AU DUC DE NOIRMOUTIER.

De Bruxelles, le 12 février 1655.

MONSIEUR, j'ai vu la réponse que vous avez faite au sieur Dumontal, sur ce qu'il vous avoit écrit de ma part, par une copie qu'il m'a envoyée de votre lettre. Sur quoi je vous dirai que, comme j'ai toujours vécu avec vous dans une bonne amitié et dans une parfaite intelligence, particulièrement depuis que la prise de Rocroy m'a donné diverses occasions d'avoir à faire à vous, et mon dessein étant de continuer à vivre avec vous dans la même franchise et sincérité que j'ai fait jusques ici, je me suis aussi promis que vous en useriez de même avec moi, et que dans les bruits qui courent de votre accommodement vous trouveriez bon que je vous demandasse, comme une faveur particulière, que vous eussiez la bonté de me faire savoir en quel terme vous êtes avec la cour, afin que là-dessus je prenne mes mesures pour ce que j'aurai à faire, la campagne prochaine, touchant mes places. Je ne prétends point par-là

d'exiger aucune chose de vous qui soit contre les intérêts de M. le cardinal de Retz ni contre les vôtres particuliers ; mais seulement d'être averti de ce que je dois attendre de vous pour l'avenir : car si vous n'étiez plus dans les sentiments du passé, et que, dans le dessein que la cour pourroit avoir d'assiéger Rocroy, vous vous fussiez engagé d'assister de vos places mes ennemis en cette entreprise, il m'y faudroit, en ce cas, prendre beaucoup d'autres précautions que si vous étiez toujours dans la même résolution que vous avez été ci-devant. Ainsi, c'est une chose qu'il m'importe au dernier point de savoir au plus tôt. C'est pourquoi je vous conjure de me vouloir mander, avec la franchise que j'ai toujours reconnue en vous, si, en cas que Rocroy soit assiégé pendant la campagne prochaine, vous donnerez ou refuserez à la cour les secours qui vous pourront être demandés ; car, en cas de refus, j'userai moins de précaution que je ne ferois si vous vous étiez engagé à quelque chose.

Je m'assure que vous ne ferez aucune difficulté de m'éclaircir au plus tôt de la vérité de l'affaire, vous donnant parole de tenir la chose dans le dernier secret. Prenez donc, s'il vous plaît, la peine de me mander quelle est votre résolution, afin que, si vous avez changé de sentiments (ce que j'ai assez de peine à croire, vu ce qui s'est encore passé depuis peu de jours sur le sujet des lettres que M. le cardinal de Retz avoit écrites au clergé de France<sup>1</sup>, en quoi la cour ne fait que trop connoître l'aigreur qu'elle conserve contre lui), je puisse munir Rocroy assez à temps de toutes les choses nécessaires : ce que je n'aurai pas besoin de faire tant que Charleville et Mézières de-

Ces lettres avoient été brûlées par la main du bourreau. (J. R.)

meureront dans les termes de la dernière parole que j'en ai de vous.

Tout ce que je vous puis représenter là-dessus n'est point pour vous persuader à prendre un parti contraire à vos intérêts et à ceux de M. le cardinal de Retz , mais seulement pour vous témoigner celui que j'ai d'être informé du véritable état auquel vous êtes avec la cour. Vous avez divers moyens de me faire savoir là-dessus de vos nouvelles , soit par une lettre que je vous renverrois , comme a fait le sieur Dumontal de celle que vous lui avez écrite , soit en m'envoyant quelqu'un , avec un billet de créance de vous , qui me puisse expliquer toutes choses de votre part et de celle de MM. de Lamet ; ou bien en mandant toutes choses au long audit sieur Dumontal , qui prendra soin de m'en informer. Enfin , vous pourrez prendre pour cela telle voie qu'il vous plaira et que vous croirez la moins dangereuse : car je ne voudrois pas pour rien du monde vous engager à aucune chose qui pût vous attirer une mauvaise affaire à la cour ; et sans la nécessité où je suis d'en savoir bientôt des nouvelles , je ne vous en ferois pas tant d'instance. Assurez-vous , au surplus , que , quelque chose qui en puisse être , cela ne pourra jamais altérer en moi l'amitié que je vous ai jurée , ni empêcher que je ne vive avec vous dans la même franchise et sincérité que j'ai fait jusques à cette heure , et que je ne continue d'être , aussi véritablement que j'ai toujours été , Monsieur , votre très affectionné cousin et serviteur ,

LOUIS DE BOURBON.

---

## LETTRE DE NOIRMOUTIER AU PRINCE DE CONDÉ.

1655.

MONSEIGNEUR, avant que de répondre à ce que Votre Altesse m'ordonne de lui mander, je la supplierai très humblement de croire que rien ne m'a obligé de prier M. Dumontal de me renvoyer ma lettre que parce qu'il m'avoit redemandé votre billet. Il ne m'entrera jamais aucun soupçon dans l'esprit de toutes les choses qui se passeront entre Votre Altesse et moi; et voulant agir toute ma vie avec vous sur ce fondement, je vous dirai, Monseigneur, fort sincèrement que le traitement que l'on a fait, à Paris, à la lettre de M. le cardinal de Retz aux évêques de France, n'empêchera nullement MM. de Lamet et moi de terminer nos affaires avec la cour, lorsque nous pourrons y trouver notre sûreté; ce sera à nos amis à nous la procurer, et c'est à quoi ils travaillent présentement. Et Votre Altesse peut bien croire qu'ayant attendu le retour de celui que nous avons envoyé, à Rome, vers M. le cardinal de Retz, nous n'agissons de la sorte qu'après avoir appris de lui qu'il ne veut conduire ses intérêts que par les voies ecclésiastiques, et que toutes les autres sont absolument contraires à son dessein. Cependant, Monseigneur, il est du tout impossible de vous dire le temps que durera cette négociation, laquelle dépend absolument de la cour; mais comme il y a plus d'apparence qu'elle réussira qu'autrement (quoique nous n'ayons pas encore la réponse des lettres que nous avons écrites), j'estime que Votre Altesse ne doit pas perdre le temps qu'il y a entre ci et la campagne sans se précautionner, car ne pouvant

faire la chose à demi en nous accommodant, il est certain que lorsque l'on nous demandera les assistances que l'on peut attendre de ces places ici, ce sera avec beaucoup de déplaisir que nous les donnerons pour vous nuire, mais nous ne pourrons pas l'éviter. En mon particulier, je crois Votre Altesse si juste qu'elle n'exigera pas de moi plus que ce que je dois et ce que je puis; et la manière dont vous me faites l'honneur de m'écrire et de mettre confiance en moi dans cette occasion est si sincère et si obligeante, qu'il faudroit que tous ces sentiments de reconnoissance fussent éteints en moi si je n'étois, quoi qui puisse arriver, avec passion, etc.

Je vous donne encore ma parole positive que notre accommodement n'est pas plus avancé que ce que je vous en mande, et que vous en serez averti exactement.

---

33.

## LETTRE DU PRINCE DE CONDÉ

A M. DE NOIRMOUTIER.

De Bruxelles, le 26 février 1655.

MONSIEUR, vous m'avez fait savoir vos sentiments et l'état de vos affaires à la cour avec tant de sincérité, que j'ai tout sujet de me louer d'un procédé si généreux. Je n'attendois pas autre chose de vous, et c'est aussi ce qui m'avoit obligé de vous en écrire avec la franchise que j'ai fait, me doutant bien que vous ne feriez pas de difficulté de m'éclaircir sur une chose où j'ai un si notable intérêt, et où le vôtre n'est point du tout engagé. Je vous demande en grâce que vous continuiez à me tenir informé du train que vos af-



faïres et celles de MM. de Lamet prendront à la cour, afin que, suivant ce qu'il vous plaira de m'en écrire ( en quoi je prendrai toujours une entière confiance ), je diligente ou je retarde les précautions que j'aurai à prendre pour mes places. Comme c'est sur vos avis que j'ai résolu de me régler en cela, je vous prie d'être un peu ponctuel à m'avertir de toutes choses afin que j'aie le temps de songer et de donner ordre à mes affaires; cependant je vous proteste que quelque chose qui puisse arriver je n'en serai pas moins votre ami, ni moins reconnoissant de la manière obligeante dont vous en avez usé; et en cas que, dans l'exécution des choses qu'on vous aura promis à la cour, et à MM. de Lamet, on vienne à vous manquer de parole, je vous offre toujours toutes les assistances qui pourront dépendre de moi. Je souhaite que vous n'en ayez aucun besoin; mais le peu de fondement qu'il y a à faire sur les paroles de la cour me donnent sujet de vous faire ces offres-là en cas de besoin. Il n'y a rien qui me puisse donner du déplaisir en cela, sinon de ce que je n'y aurai peut-être pas aussi souvent que je le souhaiterois, les occasions de vous être utile, et de vous témoigner la forte passion avec laquelle je veux toujours demeurer, Monsieur, votre très affectionné cousin et serviteur,

LOUIS DE BOURBON.

34.

## LETTRE DU CARDINAL DE RETZ

A MM. DE NOIRMOUTIER ET DE LAMET.

De Rome, le 1<sup>er</sup> de mars (1655).

Je supplie MM. les duc de Noirmoutier et vicomte de Lamet de prendre toute confiance à ce que leur dira Malcler de ma part, et de croire que je suis absolument à eux.

Le cardinal DE RETZ.

35.

## LETTRE DU VICOMTE,

DU CHEVALIER DE LAMET ET DE NOIRMOUTIER

AU CARDINAL DE RETZ.

1655.

MONSIEUR, si les services que Votre Éminence exige de nous étoient praticables, nous n'eussions pas attendu vos ordres pour nous mettre en état de vous les rendre. Durant votre prison, Monseigneur, nous n'avons pas examiné un seul moment si notre conduite pouvoit attirer la ruine de nos maisons; il s'agissoit alors de votre vie et de votre liberté. A présent il n'est plus question ni de l'une ni de l'autre; et ne pouvant maintenir ce que nous avons fait depuis deux ans, que par la jalousie et par le secours des Espagnols ou de M. le Prince, nous ne voyons pas de quelle manière ni avec quel prétexte on pourroit tirer de l'assistance d'un endroit contre lequel vous avez fait une déclaration publique dans votre lettre aux évêques.

Nous avons espéré, Monseigneur, que M. l'abbé de Lamet feroit entendre à Votre Éminence l'impossibilité de cette conduite, comme nous l'en avons supplié expressément; et parce que nous savons que vous avez des sentiments plus hauts et plus relevés que le reste des hommes, nous nous étions aisément persuadés que vous seriez bien aise de vous faire honneur d'une chose qui ne se pouvoit exécuter autrement. Nous croyons même encore que vous tomberez d'autant plus dans cette pensée que, vous en rapportant à nous, dont l'affection et la fidélité ne vous peuvent être suspectes, vous nous ferez la justice que nous méritons, non pas seulement par les hautes lumières que vous avez de toutes les affaires, mais par la considération de la connoissance que nous avons de notre métier, et de ce qui se peut faire dans des places où le moindre secours est un crime de tous les côtés. Après cela, Monseigneur, nous ne pouvons pas mettre en doute que Votre Éminence ne nous considère dans cette rencontre, dans laquelle nous ne saurions suivre vos intentions qu'en gâtant absolument vos intérêts et en nous perdant sans réserve. C'est pourquoi nous espérons que Votre Éminence ne trouvera pas à redire si, en cherchant toujours les occasions de la servir (à quoi nous ne manquerons jamais), nous essayons de nous mettre en quelque sorte de sûreté afin d'être d'autant plus en état de lui témoigner à l'avenir, dans les occurrences, que nous sommes et serons toujours inviolablement, etc.

---

36.

## LETTRE DE NOIRMOUTIER

AU PRINCE DE CONDÉ.

A Charleville, le 29 avril 1655.

MONSEIGNEUR, l'avis que j'ai donné à Votre Altesse de la conclusion de nos affaires étoit si légitimement dû à toutes les bontés que vous avez eues pour nous, qu'en vous l'envoyant j'ai cru simplement satisfaire à une bien petite partie de ce que je vous dois, et non pas attirer un remerciement tel que celui qu'il vous plaît de me faire. Nous attendons, Monseigneur, de moment en moment, celui qui est allé à la cour pour l'exécution du traité de Mézières; et vingt-quatre heures après qu'il sera arrivé, M. de Fabert prendra possession de la place, à quoi je ne m'imaginais pas qu'il puisse arriver aucun obstacle, puisque je sais qu'il y a plus de quatre jours que tout l'argent est consigné entre les mains de M. le premier président.

Je ne sais pas encore qui sera gouverneur de Mézières, ce qui est assez extraordinaire, car il me semble qu'en France les choses ne se font pas si secrètement; mais entre les mains de qui que ce soit que cette place tombe, il faudroit qu'il fût d'une nature bien bizarre s'il n'acceptoit la bonté que vous voulez avoir de continuer les mêmes choses avec lui que vous avez fait avec MM. de Lamet. Dès qu'il y en aura un nommé, je saurai, soit ici, soit à Paris (où je fais état d'aller bientôt), ses intentions là-dessus, et je les ferai savoir à Votre Altesse comme elle me le commande. Cependant, Monseigneur, quoi qu'il arrive, rien ne m'empêchera jamais d'être, avec toute la passion et tout le respect imaginable, Monseigneur, votre, etc.

## XXI.

## DOU PAPE (CLÉMENT V),

## DOU ROY (PHILIPPE-LE-BEL) ET DES MONNOIES.

(1305 ENVIRON.)

« Les grandes guerres que Philippe-le-Bel eut à soutenir contre ses voisins ayant épuisé ses finances, il fut obligé d'affaiblir sa monnaie pour avoir de l'argent. Ce moyen étoit très prompt et très assuré, mais d'une si pernicieuse conséquence pour l'État qu'il le mit en très grand péril. Philippe-le-Bel fut le premier, à ce qu'il paroît, qui se servit de ce dangereux moyen, ce qui a fait tort à sa gloire, et lui attira le nom de *Faux-Monnoyeur* »<sup>1</sup>. Clément V attira sur lui une partie de l'animadversion publique qui poursuivoit le roi de France, par une bulle d'absolution qu'il accorda à ce prince en 1305. Cette bulle, pourtant, ne contient rien qui ait rapport au fait de l'altération des monnoies, mais concerne seulement les biens de l'Église enlevés pour la défense de l'État.<sup>2</sup>

La pièce qui suit est une protestation poétique contre ces désastreuses mesures financières. Elle nous a été communiquée, ainsi que la traduction littérale qui l'accompagne, par M. Chabaille, auquel on doit la publication récente d'un *Supplément au Roman du Renart*.<sup>3</sup>

(J. R.)

## OBSERVATIONS.

On ne s'étonnera pas que cette satire, malgré les réticences de l'auteur, et tout inoffensive qu'on la trouveroit aujourd'hui, soit anonyme. Elle est tirée du manuscrit du fonds de l'église Notre-Dame de

<sup>1</sup> LE BLANC, *Traité historique des monnoies de France*. Paris, 1690, in-4°, pag. 201-2. (J. R.)

<sup>2</sup> IDEM, *ibid.*, p. 224-5. (J. R.)

<sup>3</sup> Paris, Silvestre, 1835, in-8°. (J. R.)



Paris, 74 *bis* (olim N 2), fol. 17, r<sup>o</sup>, c. 2, écriture du temps. La coupe des vers qui a été adoptée n'est pas celle du manuscrit. Voici comment les strophes, réduites à quatre vers, y sont disposées :

Ce<sup>1</sup> que j'oi dire ne quier desdire,  
Car Jhesucris  
Nous fait savoir que nez pour voir  
Est Entecris.

(C.)

1.

Ce que j'oi dire  
Ne quier desdire,  
Car Jhesucris  
Nous fait savoir  
Que nez pour voir  
Est Entecris.

3.

C'est à savoir,  
Jou di por voir,  
Coustume bonne  
Par tout se<sup>2</sup> mue  
Et se remue  
De droite bonne.

2.

Plus n'est liés,  
Car desliés  
Court par le règne;  
Le Pape sert,  
Au Roi desert  
Commant il règne.

4.

Pape Climent,  
Li homs qui ment  
Repris doit estre:  
Bien y apert  
Tout en apert;  
Car de ton estre

#### DU PAPE, DU ROI ET DES MONNOIES.

Ce que j'entends dire je ne cherche pas à le contredire; car Jésus-Christ nous fait savoir que l'Antechrist est né réellement.

Il n'est plus lié, car il court en liberté par le monde; il sert le pape, il dessert le roi par la manière dont il règne.

C'est-à-dire (je le dis avec vérité), en tout lieu la bonne coutume change et se transforme de loyale et bonne.

Pape Clément, l'homme qui ment doit être repris, c'est bien clairement démontré; car de ta conduite

<sup>1</sup> Se, au MS.<sup>2</sup> Ce, ib

5.

Se plaint l'Esglise ,  
Qui est demise ,  
A tort partie :  
Nus n'en parole ,  
Pour ta parole ,  
De ta partie.

6.

Tu dois savoir  
Se fais savoir  
Ou se fouloies :  
La loy saint Père  
Comme vrais père  
Garder devroies ;

7.

Par charité ,  
En amité  
La gent commune ;  
Çou ne fais mie ,  
Tu n'as amie  
Fors la pécune.

8.

Mal fu forgie :  
D'une corgie  
Fort te manace  
La Mors obscure ,  
Vers toi murmure  
Et sieut par trace.

9.

Rois fors et sains ,  
Atrais de sains  
Trop nous meschiet ,  
Kant vacelaiges  
Et bons usaiges  
Par toi dechiet.

10.

Rois , que n'i pances ?  
Tu n'ies mais enfes :  
Se tu savoies  
C'on va disant  
En despisant  
De tes monnoies !

L'Eglise se plaint, qui est dépouillée et injustement partagée. Personne en ta contrée n'en parle à cause de ta menace.

Tu dois savoir si tu agis sagement ou follement. Tu devrois observer la loi de saint Pierre, comme vrai père ;

Aimer le peuple avec charité ; tu ne le fais pas : tu n'as d'autre ami que l'argent.

Il fut forgé pour ton malheur : tu es menacé fortement d'une correction par la sombre Mort, qui murmure contre toi, et suit tes traces.

Roi sain et fort, artifice de saint nous nuit trop quand la loyauté et les bonnes mœurs déchoient à cause de toi.

Roi, pourquoi n'y penses-tu pas ? tu n'es pourtant plus un enfant. Si tu savois ce qu'on va publiant avec mépris de tes monnoies !

11.

Nus ne t'an loe ,  
 Ains t'an desloe  
 Et homme et famme ;  
 Mais à mon vueil  
 Dire ne vueil  
 Le grant diffame.

13.

La gent menue  
 Est esperdue  
 Et en contens ,  
 Et se desvoient  
 De ce qu'il voient  
 Falir bon tens ,

12.

Non dirai pas ,  
 Qu'inele pas  
 Le dois savoir  
 Comment desvoie  
 Pour ta monnoie  
 Ta gent , pour voir.

14.

Le droit muer  
 Et remuer  
 Tout en apert ,  
 Changier raison  
 En desraison ,  
 Bien y appert.

15.

N'i vaut riens braire ,  
 Si m'an vueil taire  
 D'or en avant ,  
 C'on en parole  
 Et tient escole  
 Sans moi souvant.

## EXPLICIT DOU PAPE, DOU ROY ET DES MONNOIES.

Personne ne t'en loue : loin de là tu en es blâmé de tout le monde ; mais je n'en veux de mon bon gré rapporter la grande diffamation.

Non , je ne le dirai pas ; car bientôt tu sauras comment ton peuple se perd réellement à cause de ta monnoie.

Le menu peuple est éperdu et en contestation , et ils se désespèrent de voir faillir le bon temps ,

Changer la droiture et se transformer , la raison changer ouvertement en déraison , comme il est démontré.

Crier n'y peut rien , ainsi dorénavant je veux m'en taire , puisqu'on en parle et qu'on en disserte souvent sans moi.

## FIN DU PAPE, DU ROI ET DES MONNOIES.

## XXIII.

## TESTAMENT

DE GUILLAUME BUDÉ.<sup>1</sup>

(1536.)

*Gloria Patri, et Filio, et Spiritui Sancto.*

Je, Guillaume Budé, conseiller du Roy, maistre des requestes ordinaire de son hostel, et maistre de sa librairie, seigneur de Marly-la-Ville, ne voulant mourir instestat, et ayant esgard à la condition de nature humaine, qui tousjours doit vivre en suspens et en expectation de la mort, pour autant que l'heure en est à un chascun incertaine, ai faict ce présent codicille au lieu de plein testament.

Premièrement, je professe vouloir avoir la perception des sacremens constitués par l'Église, quand je viendrai à la mort ou que je seray en maladie pernicieuse, si Dieu m'en donne le loisir et commodité, et mesmement de sacrement de l'Eucharistie viatique du passage de mortalité à perpétuelle immortalité, institué par le Fils de Dieu éternel, nostre benoist

<sup>1</sup> *Manuscripts de Dupuy*, tome 581. M. Peignot, auquel on doit un *Choix de Testaments anciens et modernes, remarquables par leur importance, leur singularité, ou leur bizarrerie, avec des détails historiques et des notes* (Paris et Dijon, 1829, 2 vol. in-8°), a compris dans sa collection (I, 92) le testament de Budé, dont un fragment avoit été publié par le P. Niceron (VIII, 379); mais il a fait erreur en croyant publier cette pièce *dans son intégrité*. La copie que me fournit Dupuy est plus ample du double et contient une partie importante, la profession de foi, qui manque à la version de M. Peignot. Ce document servira de réfutation à l'opinion qui représenta Budé comme disposé à soutenir les doctrines de la réforme. (J. R.)

Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ, en la miséricorde duquel et merveilleuse efficace de sa mort et Passion célébrée par l'Écriture Sainte, j'ay mis toute mon espérance de salut, considérant la grande multitude de mes péchez et petit nombre de biensfaictz, aiant confiance en l'intercession de la glorieuse et unique mère Vierge, de saint Pierre et de saint Paul princes des Apostres, et de la benoiste Magdelaine, à laquelle le dict Seigneur et Sauveur a tant faict de grâces, desquels en ma vie j'ai eu la commémoration recommandable pour préciput.

J'ordonne mon corps estre inhumé en l'église Saint-Nicolas, pour ce que mon domicile et maison par moy bastie, *in spem perpetuæ memoriæ*, y est assise, et que je m'attends d'y mourir; à la fabrique de laquelle je laisse douze livres dix sols tournois pour l'ouverture de la terre et son des cloches durant mon obit et temps d'iceluy.

Je laisse au curé ou à celui qui tiendra son lieu durant ledit obit, quarante sols tournois, et dix sols aux clercs de l'église.

Je veux estre porté en terre de nuict et sans semonce, à une torche ou à deux seulement, et ne veux estre proclamé ni à l'église ni par la ville, ni alors que je seray inhumé ni le lendemain : car je n'approuvay jamais la coustume des cérémonies lugubres et pompes funèbres que l'on faict, mesmement pour tels personnages que moy. Quoy qu'il soit, je deffends qu'on ne m'en face point, tant pour ce que pour autres choses qui se peuvent obmettre sans scandale.

Et si je ne veux qu'il y ait ceinture funèbre, ni autre représentation à l'entour du lieu où je seray enterré le long de l'année de mon trespas, parce que il me semble estre l'imitation des cénotaphes dont les



gentils anciennement ont usé; combien que j'estime les coustumes de ce faire à l'entour des sépulchres des princes, prélatz et autres grands personnages, dont la mémoire se doit célébrer es lieux esquels ils ont eu domination, prélature ou magistrat éminent.

Je fais exécuterresse du présent codicille ou ordonnance ma femme et Dreux Budé, mon fils aisné, et chascun d'eux seul pour le tout. Je me rapporte de mon service et obit, en leur enjoignant de ne dire le dict jour grand nombre de messes pour crainte de la confusion et irrévérence du Saint-Sacrement, qui souventes foiz s'en ensuit.

Je laisse mes habillemens domestiques aux pauvres, jusques à l'estimation de douze livres, et à donner à la discrétion de mes dicts exécuteurs à pauvres hon-teux.

Si autre chose y a qui requière satisfaction, dont je ne me sois souvenu, mes dicts exécuteurs y pourvoiront, comme aussi au luminaire qui conviendra avoir pour mes funérailles, en quoy pareillement je veux qu'on évite toute superfluité, qui plus approche vanité que de dévotion.

Et de cette forme testamentaire n'est besoing de disposer de mes biens, veu le nombre des enfans que je laisse.

Escrit et signé de ma main, le vingt-deuxiesme jour de juing 1536.

G. BUDÉ.

---

## XXIV.

## SURPRISE D'ARRAS

PAR LES BOURGUIGNONS.<sup>1</sup>

(1492.)

Charles VIII ayant épousé Anne de Bretagne, quoique fiancé à Marguerite d'Autriche, l'archiduc Maximilien, furieux de l'affront fait à sa fille, déclara aussitôt la guerre à la France. Ce fut alors que quelques habitants d'Arras conçurent le dessein de rentrer sous la domination des Autrichiens, en leur livrant cette ville. Le complot s'exécuta de la manière suivante :

L'an mil quatre cens quatre-vingt et douze, le cinquiesme jour de novembre, fut la ville d'Arras prinse, robée et vendue par aucuns des manans bourgeois de la ville de petit estat, et furent au nombre de cinq : le premier s'appeloit Grisart<sup>1</sup> ; le second l'orlogeur, qui manioit l'orloge de la ville ; le troisiemes ung sayetteur ; l'autre ung paintre<sup>2</sup> ; et le dernier ung placqueur.<sup>3</sup>

Ledit Grisart estoit de sy grand crédit qu'il rappor-

<sup>1</sup> Extrait du MS. de la Bibliothèque d'Amiens ayant pour titre : *Auchunes Choses mémorables advenues en ce pays d'Arthois, et nomément en la ville d'Arras et lieux circonvoisins*, et communiqué par M. H. Dusevel, membre de l'académie d'Arras et de la Société de l'Histoire de France.

Les *Archives historiques et littéraires du nord de la France* contiennent (III, 401-412) un récit de la *Prise d'Arras sur les François en 1492*. La présente relation du même fait historique, quoique plus concise, donne quelques détails que ne contient pas l'autre. (J. R.)

<sup>2</sup> Jean Lemaire, dit *Grisart*. (J. R.)

<sup>3</sup> Pierre Wartel, *natif de Béthune, peintre de son stil*, dit l'auteur du récit publié dans les *Archives historiques et littéraires du nord de la France*. (J. R.)

<sup>4</sup> Maçon ou plafonneur. (H. D.)

toit tous les jours les clefz de la porte ; et sur le point du jour avoit crédit du capitaine d'ouvrir la porte du matin , et rapportoit les clefz devant que ledĩ capitaine ouisse l'enguettement.

Pour lors estoient en Arras le capitaine des gardes de Bretons avecq assez bonne compagnie , un autre capitaine en cité, nommé Dinanche Requier, ayans charge des piedtons, et aussy le lieutenant du bastard de Cordonne.

A la venue des Bourguignons entour de la basse ville, le guet de Saint-Maurice oyant grant murmur advertit ceulx de la Halle, dont s'en allèrent vers le capitaine Torlemont, luy estant en son lict. Il respondit que c'estoient vacquiers pour robber les vaches des bonnes gens au villaige, et avoit deffendu qu'on ne sonnasse pour effroye sans son congié.

Le jour précédent ladĩe prise, estoient en Arras tous leurs facteurs et aucuns Bourgoignons adherans à iceulx, lesquels se mirent sur la muraille en la nuict entour la porte de *Hagerue*, par laquelle se fait l'empreinse, quy voyans la compagnie près de la porte se retirèrent sur le guet en les enfermans en une tour, et le capitaine Dinanche susdit faisant son tour ; et lors ledĩ Grisart chantoit ce qu'il avoit acoustumé chanter quasy deux ans auparavant, assavoir ceste chanson : « *Marchiez, marchiez la Dureau*, etc. »

Entrans en ladĩe porte, laquelle estoit ouverte grande espace devant, vint le sieur Duforest, Robert de Melun, Louis de la Wandre<sup>2</sup>, capitaine des Wallons, et le capitaine des Allemands nommé Stambertz, lesquels estoient en nombre, par estimation, de deux à trois milz hommes, à l'heur de cinq heures du ma-

<sup>2</sup> De Vaudry. (H. D.)

tin, et n'eut oncques occision de sang que six à huict hommes qui furent trouvez par les rues. Tous les capitaines et gens de guerre furent prins et amenez, sinon que ceulx qui se sauvèrent par la muraille et au chasteau, comme Tirlémon, capitaine; le lieuteñ d'Arras, Pierre de la Vacquerie et aultres.

En venant de la porte de *Hagerue* en la place du Chastelain, divisèrent leurs compaignies en deulx, une partie allant au grand Marchiez et l'autre en la cittée, laquelle estoit fermée contre Arras. Néantmoins subi<sup>t</sup> ils gagnèrent la muraille et rompirent la porte, car il y avoit peu de résistance.

Yceulx tirèrent au grand Marchiez tous en bataille tant qu'ils furent maistres de la ville; néantmoins un grand nombre se tirèrent en aulcunes maisons des plus riches de la ville, coñe celle de Rolland de Chables, recepveur des aydes d'Arthois; et les aultres à l'hostel Jean Gasson, lieutenant de la ville d'Arras; et aussy à l'hostel Tartelemont, où le sieur Duforest vint en personne. Lesd. Bourguignons estant au-dessus de la ville et de la cittée furent tellement....<sup>2</sup> par ceulx du chasteau, que personne n'osoit estre sur le marchiez; et néantmoins eulx, assistés du petit peuple d'Arras, allèrent assiéger cestuy de la cittée par dedans et par dehors de la ville: ce que voyans ceulx de dedans parlementèrent ensemble, tellement que leur vie fut saine et sauve en rendant la place aux Bourguignons.

Ce faict, toute la puissance retourne au chäu<sup>3</sup> d'Arras, lequel estoit en la porte de Saint-Michel, et vindrent en deux bandes: l'une par-devant les Trois-Lassart au grand Marchiez; les aultres par la rue de *Lol-*

<sup>1</sup> Subitement. (H. D.)

<sup>2</sup> Il manque ici un mot sur le MS. (H. D.)

<sup>3</sup> Château. (H. D.)

*liette*, au-dessous du moulin à vent, par-derrière ledit chasteau, lequel fut assailly soubi<sup>1</sup>, quelq<sup>2</sup> fossal<sup>2</sup> qu'il y eust. Les Bourguignons montèrent par leurs picques, les autres par la muraille, chemargeans les combles des maisons, dont eust ung Allemand perché d'une harquebuze par ceulx du chasteau, en telle façon que les entrailles wuidèrent; néantmoins les tenoit en sa main, ne laissant pourtant à besoigner luy et ses compagnons, faisant telle force que ceulx du chasteau se rendirent en plus brief temps que ceulx de la cittée, par faulte de gens et de vivres, et furent tous prisonniers.

La police n'estoit encoires mise dedans la ville; le mareschal d'Esquerde estant advertie de la prinse d'Arras et des chasteaulx, vint avecq<sup>3</sup> quelque armée par nuict au cartier de *Dinville* et *Roenville*<sup>3</sup>, faingnant avoir la vassal du roi des Romains par son maistre d'hostel pour amuser les portiers, cependant qu'il y avoit deulx milles piedtons à Hochette, et le reste du camp à Dinville et à Beneville<sup>4</sup>; mais ledit maistre d'hostel fut examiné entre deux fermetures, et fut trouvé que ce n'estoit qu'espiant quy recepvoit argent, tellement qu'on crya incontinent *alarme*, à telle effect que les Franchois perdirent leur peine.

<sup>1</sup> Subitement. (H. D.)

<sup>2</sup> On croit que ce mot veut dire *fossés*. (H. D.)

<sup>3</sup> On ne connoît pas cette commune. (H. D.)

<sup>4</sup> *Barneville*, canton de Beaumetz. (H. D.)



## XXV.

MEURTRE DU SIEUR DE LA BASTIE,  
AMBASSADEUR DU ROI DE FRANCE EN ÉCOSSE.

(1517.)

Jean Stuart, duc d'Albanie, régent d'Écosse pendant la minorité du jeune roi Jacques V, ayant cru nécessaire de sévir contre lord Home, l'un des plus zélés partisans de la reine-mère Marguerite, ne fit, par cet acte de rigueur, qu'exciter la haine publique. « Il crut prudent de se retirer en France, et, pendant son absence, il confia la garde des frontières à un brave chevalier françois nommé de La Bastie<sup>1</sup>.... Cette charge de gardien avoit appartenu à lord Home, et ses nombreux et puissants amis.... brûloient également de venger la mort de leur chef et de secouer le joug d'un étranger.... Sir David Home de Wedderburn.... dressa une embuscade au malheureux gardien.... De La Bastie fut obligé de prendre la fuite.... Mais son cheval s'enchevêtra dans un terrain marécageux; ceux qui le poursuivoient l'atteignirent et le mirent à mort. »<sup>2</sup>

## I.

## AU ROY TRÈS CHRESTIEN.

TRÈS HAULT, très excellent, très puissant et très chrestien prince, tant et si très humblement que faire puy à vostre bonne grâce me recommande.

Sire, des lettres qu'il vous a pleu escrire à Messeigneurs du conseil de ce royaume, ce présent pourteur vous en fera tenir responce: car jusques à présent lesdits seigneurs sont en bon vouloir et délibérez de ensuyure tousiours vos honnestes et raisonnables requestes, pour ce que c'est le vouloir et entention du roy nostre souuerain seigneur, et de monseigneur son tutteur et gouverneur, et de moy.

Sire, en ce qu'il a pleu à Vostre Excellence m'escripre en particulier, je ne pourroys moins faire de

<sup>1</sup> Buchanan (*Rerum Scotticarum historica*, Edimburgi, 1582, in-f°, f. 157) le nomme Antonius Darsius. (J. R.)

<sup>2</sup> W. SCOTT, *Histoire d'Écosse*. (J. R.)

raison que les aultres; et quant mon possible seroit de plus, seroit usé de gratuité, considéré les grans biens et honneurs que j'ay receuz du feu roi vostre beau-père, que Dieu absocille, et du bon traictement que vostre haulte grâce m'a tousiours fait en vostre royaume; et, de plus, pour les bonnes lettres que continuez d'escripre en ma faueur au pape et aultres lieulx à Romme. A ceste cause, Sire, pour enssuyure vos dites dernières lettres, m'y suis employé de la sorte que mon dit sieur le gouuerneur vous pourra dire et déclarer, enssemble de l'exécution de tout le reste, comme porte la créance du dit pourteur.

Sire, vous pouez estre seur qu'il n'y a homme vivant qui, de meilleur cueur, s'employe et mette poine à vous faire seruice de moi, pourueu que se ne feust aller encontre du roy mon dit seigneur et son dit gouuerneur que, j'espère, ne sera veu, Dieu aidant; mais en toutes aultres choses concernantes le fait de vostre personne et de vostre royaume, je suis délibéré viure et mourir.

Sire, despuys qu'il a plu à Vostre Maiesté tant de foyes escripre pour mes affaires à Romme, je supplie icelle très humblement vouloir continuer jusques que quelque effect s'en puisse enssuyure, et de tant plus me sentiray tenu et obligé à vous.

Sire, il vous plaira, au demourant, me commander vos bons plaisirs.

Sire, je supplie le benoist Créateur vous donner très bonne vie et longue. Escript à Édenbourg, le xxix<sup>e</sup> jour de mars.

Voustre très humble et très obéissant seruitteur.

ANDRÉ<sup>1</sup>, *arceuesque de ..... et  
légal d'Escosse.*

<sup>1</sup> Peut-être André Stuart, évêque de Cathnes. (J. R.)

## 2.

## AU ROY TRÈS CHRESTIEN.

SIRE, après toute très humble recomandacion, plaise à Vostre Grâce sçauoir que je ay reçue les lettres qu'il a pleu à ycelle Grâce me mander, datées du xvi<sup>e</sup> jour de nouembre dernier passé, èsquelles estoit mencion de la mort du feu sieur de La Bastie, vostre ambassadeur et lieutenant du roy nostre seigneur, et que vostre plaisir et intencion estoit que le cas ne demorast pas inpugny, non seulement au grief de Vostre Grâce, de qui il estoit ambassadeur, mais ausy au très grande proudice tant du roi nostre seigneur, que de tous estrangers.

Sire, plaise à Vostre Grâce sçauoir qu'il ne pas tenu à messeurs les gens du conseil et des Esta de ce réalme que le cas ne esté pugny à toute extrémité de justice, et selon la desarte du cas, et ensuiuant la teneur de vos lettres : et si ont tellement exploeté contre les dis rebelles qui ce sont retirez en Engleterre, leurs places prins et teres et biens confisquez, et ceux que on a peu appréhender, exécutés à la regeur, ainsi que je y plus à plain aduarty mon seigneur le guerneur, et ay enuoyé ung hérault ou roy de Engleterre, de par le roy nostre seigneur, luy signifier des dis rebelles, qui sont recueillis dedans son réalme et la requérir de les liurer ou les vider hors de son réalme, ainsi qui il est tenu de faire en ensuiuant la trèue, de quoi il n'en a riens faite; et pourtant le fais à sçauoir à Vostre Grâce, ainsi que ay faict à nostre dit seigneur le guerneur, afin qu'il vous plaise, par son auis, puruoir de remède et de y mestre ordre tel qui bon vous samblera et que le cas requert, en tuchant le roy nostre seigneur, la seurté

et garde de sa parsonne et le faict de la justice, tant ez marches de ce réalme que aleurs. Et non seulement en cela, mais ausi en tous aultres saruices qui plaise à Vostre Grâce me commander, en tant qui il me sera posibyl, suis et seray vostre très humble et très obéissant seruiteur.

Sire, je prie à nostre Seigneur Jésus-Crist vous garder et présaruer de tous maulx et vous ottroyer ce que vostre très noble cueur desire. Escript à Edenbrogche, le xxix<sup>e</sup> jour de mars 1517, par vostre très humble et déuot orateur et très obéissant seruiteur,

JACQUES', *archeuéque de Glascow  
et chancelier d'Escoce.*

---

3.

AU ROY TRÈS CHRESTIEN.

SIRE, tant et si très humblement que faire pouons à vostre bonne grâce nous nous recommandons.

Sire, nous auons receu les lettres qu'il vous a pleu de nous escrire de la Ferté, le xv<sup>j</sup><sup>e</sup> jour de nouembre dernier, contenant de l'oultraige et offence faicte à Vostre Grâce et au roy nostre souuerain, pour le meurtre et traïson commise en la personne du feu sieur de La Bastie. Nous exhortans y donner ordre à ce que telle cruauté et meschanseté ne demourast impugny, et oultre par vos dites lettres auons entendu vostre bon vouloir et affection enuers le roy nostre souuerain, vostre bon frère, cousin et allyé, son royaulme et chose publicque d'icelluy, dont si très humblement que faire pouons vous en remercions.

Sire, au regard du décès et cruelle mort dudit feu

sieur de La Bastye, voustre ambassadeur et lieutenant de nostredit souuerain sur ses marches des frontières, Vostre Grâce peult estre assurée qu'il ne mourut homme ny aduint aultre fortune en ce royaulme, puis le trespas du feu roy nostre souuerain seigneur, que Dieu absoeille, que nous fust plus desplaisante que la mort du feu dit sieur de La Bastye, et pour ce incontinent après et devant la réception de vos dites lettres, nous donnasmes tous noz entendemens en faisant toutes extrêmes diligences pour la pugnition d'icelle dite mort, tellement que les malfaiteurs furent semonds de trayson, et le parlement pour ce assis et tenu en ceste ville, ouquel lesdits traistres ont esté déclairés traistres et rebelles et forfaitz de leurs terres, vies et biens quelzconques, pour lesquelles choses mectre à exécution en toute briefueté et nonobstant le temps non accoustumé à faire guerre pardeçà en telle saison de l'an, fut ordonné que vostre seruiteur le conte d'Aran, ung des régens de ce royaume et lieutenant du roy sur ses frontières, conduyroit une grosse armée pour inuader et appréhender les dits traistres; lequel dit conte les a poursuis de telle sorte et avecques si grande diligence pour leur perpétuelle destruction et extinction de toute la mémoire d'eulx à jamais, qu'il a gagné et mis ez mains du roy nostredit seigneur, tous leurs chasteaulx et forteresses, et les a chassez hors de ce royaulme et jusques en Angleterre, où, sans aucun doubte, ils sont reçuz, fauorisés et supportez encontre les trefues prises entre le roy nostre dit seigneur et le roy d'Angleterre, et aussi contre la comprehension faicte par Vostre Grâce sur lesdites trefues; et n'a l'on peu voir ne treuver nulz desdits traistres, sauf ung qui a esté trayné, pendu et escartelé.



Sire, nous vous supplions très humblement escrire au roy d'Angleterre, le requerant charger, et commander à ses lieutenans et gardians sur ses marches, de liurer et rendre lesdits traistres, rebelles et fugitifs, entre les mains des lieutenants, gardians et officiers du roy nostre seigneur, ensuyuant et accordant à l'article de la paix d'entre eulx, et comprehencion faicte par vostre bonne grâce sur icelle, contenant que nulle réception de rebelles, traistres ou fugitifs deust auoir lieu de nul des coustez, affin que punition, laquelle sur toutes choses désirons, puisse estre faicte des dits traistres, comme leur énorme offence a mérité.

Sire, en cest affaire vous informera plus applain vostre seruiteur messire Jacques Hammecton, présent porteur, auquel vous plaira donner créance : car il a continuellement esté en l'exécution et poursuite de ses choses, et a mérité de Vostre Grâce que l'ayez pour recommandé enuers monseigneur son maistre, nostre gouverneur, vostre cousin et seruiteur, lequel nous espérons et tenons seur que vostre bonne grâce l'en-uoyra hastiement par deçà, tant pour le bien et seruice d'icelle vostre bonne grâce et vostre royaume que pour celui du roy nostredit seigneur, vostre bon frère, son royaume, et de noz, ses et vos bons seruic-teurs.

Sire, priant atant noustre Seigneur vous auoir en sa très sainte garde. Escript à Edenbourgh, le xxix<sup>e</sup> jour de mars.

Vos très humbles seruiteurs,

ANDRÉ, *archevêque de. . . . et légat.*

JACQUES, *chancelier.*

---

## 4.

## AU ROY TRÈS CHRESTIEN.

SIRE, j'ai receu les lettres qui vous a pleu m'escripre avec ce présent pourteur.

Sire, deuant que vous faire aultre responce, il vous plaira scauoir que le Roy icy se porte très bien, Dieu mercy, et estre en aaige, espère sera de bon vouloir vous faire seruice comme ses prédécesseurs.

Sire, pour enssuyure vos dites lettres ay fait toute ma possibilité, et me suis transporté vers messieurs les régens et seigneurs du conseil, lesquelz ont tousiours esté bien disposés s'employer de mettre à exécution les lettres que a pleu à Vostre Grâce et monseigneur d'Albanye, nostre gouuerneur, leur escripre, et en ont esté fort joyeulx.

Sire, le contenu d'icelles estoit pour l'oultraige, meurtre et cruauté fait à feu monsieur de La Bastye, que Dieu absoeille, et ce considéré et bien entendu, et aussy pour satisfaire à l'offence faicte à la personne du Roy, nostre souuerain seigneur, et à vous, proposèrent incontinent après les dits seigneurs inuader les traistres, ennemys et détestables meurtriers, lesquelz furent déclairés traistres en plein parlement et bannys, leurs terres confisquées ès mains de nostre dit seigneur; mais pour les chercher et appréhender personnellement, fut ordonné que M. le conte d'Aran, ung des dits régens, comme lieutenant du Roy, avecques une grosse armée et exercisse les iroit asséger en leurs maisons, ce qui a esté fait; et pour ce partit le xxi<sup>e</sup> jour de ce présent mois de mars avecques gros nombre de gens et en bon ordre. Estant arriué là pour mettre le siège, l'on trouua que les ennemys s'estoient mis en fuicte en Angleterre, où de présent sont; mais toutes

leurs maisons et forteresses sont prinses et rendues ès mains du Roy, et, sans doubte, s'ilz eussent peu estre appréhendez en personne, icelle justice s'en feust ensuïte que tous les princes chrestiens en eussent peu auoir nouuelles.

Sire, ce royaume est encores en bon estat, Dieu mercy, considéré les troubles qui sont suruenuz puis le partement de mon dit seigneur le gouuerneur, et en espérance qu'il sera en brief de retour, je croy qu'il y aura bonne pacification; mais aultrement, et qu'il soit de guères plus retardé et que ne l'enuoyez bien-tost, je me doubte que paix et tranquillité y saichent longuement régner.

Sire, s'il suruient chose par-deçà dont il soit besoing vous aduertir, j'espère estre des premiers, aidant Dieu.

Sire, je supplie le benoïst Rédempteur vous donner très bonne vie et longue. Escript à Edenbourg, le pénultième jour de mars.

Vostre très humble et très obéissant seruiteur,

ALLAIN STUARD.

5.

AU ROY TRÈS CHRESTIEN.

SIRE, tant et sy très humblement que faire puy mon seruice à vostre bonne grâce recommande.

Sire, j'ay receu les lettres qu'il a pleu à Vostre Grâce m'escríre par mon filz, vostre seruiteur, présent porteur, faisant mention de l'oultraige et cruaulté faicte de la mort de feu monsieur de La Bastye, que Dieu absoeille, vostre ambassadeur, et l'injure faicte pour ce à Vostre Grâce et au Roy mon souuerain seigneur, d'autant qu'il estoit son lieutenant en ses frontières.

Sire, pour ensuyure vosdites lettres, obtempérant à vostre désir et en satisfaction du service que je doibs à mon dit seigneur, me suis employé à la poursuite des traistres meurtriers, comme serez plus applein aduertuy par messieurs les régens de ce royaume; par façon que, avec l'aide de Dieu et bonne conduite, j'ay gaigné et mis ez mains du Roy, mon dit seigneur, leurs chasteaulx, places et forteresses; et si les heusse peu appréhender de corps, soyez seur que justice eust ensuyuy leur énorme et détestable offence; mais à cause que, entre les marches d'Escosse et d'Angleterre, le chemin est de petite limite et terre ferme, les ennemys se sont retirez en Angleterre, où sont bien receuz, fauorisés et supportés encontre l'article de la paix et trefues faicte entre le roy mondit seigneur et le roy d'Angleterre, et compréhension faicte par vostre bonne grâce. Par quoy, Sire, il sera vostre bon plaisir, et de tant que faire puy vous supplie très humblement, vouloir escrire audit roy d'Angleterre, vouloir commander et donner en charge à ses lieutenants et gardians sur ses frontières vouloir déliurer lesdits traistres ez mains de moy ou d'autres officiers depputez de par le Roy mon dit seigneur, affin que justice se puisse faire, laquelle est désirée par tous messieurs de ce royaume extrêmement.

Sire, de toutes choses vous aduiera plus applain vostre bon seruiteur monseigneur d'Albanye, nostre gouverneur.

Sire, il vous plaira me commander vos bons plaisirs pour les aconplir.

Sire, je supplie le benoist Jésus vous donner sa gloire éternelle pour la fin. Escript à Edenbourg le dernier jour de mars.

Vostre très humble seruiteur,

Conte DE ARAN.

## XXVII.

MÉMOIRE SUR L'ÉTAT CIVIL,  
MILITAIRE ET FINANCIER DE LA CORSE.<sup>1</sup>

(1765.)

Ce Mémoire sur l'état civil, militaire et financier de la Corse se trouve à la Bibliothèque du Roi, dans les cartons de l'Ordre du Saint-Esprit, où il fut déposé par M. de Beaujon, généalogiste du Roi, auquel il fut donné en 1768 par le marquis Des Lacs-d'Arcambal, colonel du régiment de Rouergue. M. de Beaujon s'occupoit alors à dresser les preuves de noblesse du marquis d'Arcambal, qui sollicitoit l'honneur d'être présenté au Roi.

Quoiqu'on ne lise nulle part dans ce Mémoire qu'il soit l'ouvrage même de d'Arcambal, on ne peut raisonnablement se refuser à reconnoître qu'il en soit l'auteur. Son séjour et ses succès en Corse durent le mettre à même de connoître ce pays, et en donnant au cabinet du Saint-Esprit le curieux Mémoire que nous publions, il voulut sans doute s'en faire un titre de plus pour obtenir la faveur de sa présentation au Roi. C'est dans la persuasion où nous sommes que ce travail est bien réellement l'ouvrage de d'Arcambal, que nous croyons intéressant de donner ici quelques détails biographiques sur cet officier, que recommandent d'ailleurs des services militaires distingués.

Antoine-Joseph DES LACS, connu d'abord sous le titre de *chevalier du Bousquet*, et ensuite sous celui de *marquis d'Arcambal*, naquit à Cahors, le 10<sup>e</sup> mai 1727, d'une noble et ancienne famille. Il étoit le troisième fils de François Des Lacs, seigneur d'Arcambal et du Bousquet, et d'Élisabeth Des Lacs de Pern. Destiné jeune à l'état militaire, il dut en parcourir assez rapidement

<sup>1</sup> Communiqué par M. Lacabanne, employé à la Bibliothèque Royale, section des manuscrits, membre de la *Société de l'Histoire de France*.

(J. R.)

<sup>2</sup> Ou le 19, suivant les Archives du ministère de la guerre. (J. R.)



les premiers grades, puisqu'il étoit déjà parvenu, dès 1765, à celui de colonel du régiment de Rouergue. Ce fut à la tête de ce régiment que le marquis d'Arcambal prit une part active et brillante à la conquête de l'île de Corse. Placé successivement sous les ordres du marquis de Chauvelin et du comte de Vaux, il les seconda avec un dévouement et un succès que les journaux du temps se plurent à remarquer. Au mois d'octobre 1768, le marquis d'Arcambal fut blessé à la jambe dans une action meurtrière; et lorsque le comte de Vaux eut pris le commandement des troupes françaises, que l'inexpérience présomptueuse de Chauvelin avoit compromises, d'Arcambal le seconda puissamment dans cette campagne de quarante jours, qui eut pour résultat de réunir à la France cette patrie de Paoli et de Bonaparte, contre laquelle échouoient depuis tant d'années tous les efforts de la république de Gênes. Voici en quels termes la *Gazette de France*, du vendredi 9 juin 1769, annonça ces rapides succès :

« Les troupes du Roi, sous les ordres du comte de Vaux, après  
 « avoir passé, le 16 (mai), le Guolo, où elles n'avoient trouvé  
 « aucune résistance, sont arrivées en trois marches, le 11, à  
 « Corte. Le comte de Marbeuf, avec sa réserve, a assuré la com-  
 « munication de la Bastie à Corte. Le marquis Des Lacs d'Arcam-  
 « bal a reçu en même temps la soumission de la province de la  
 « Balagne, et s'est emparé de l'île Rouge par capitulation. Dans  
 « ces différentes marches et expéditions, les troupes de Sa Majesté  
 « n'ont eu que sept hommes des volontaires de Soubise de blessés,  
 « parmi lesquels il n'y a aucun officier. »

Le marquis d'Arcambal rentra en France vers la fin de juin, et fut présenté au Roi le 7 d'août suivant. Élevé au grade de maréchal des camps et armées en 1780, il mourut quelque temps après<sup>1</sup> dans la capitale, où il faisoit sa résidence habituelle, avec la réputation d'un militaire aussi recommandable par les vertus guerrières que par les qualités du cœur et de l'esprit. (L.)

« LA Corse est une île de la Méditerranée, sur la côte d'Italie, située entre le 41<sup>e</sup> et le 43<sup>e</sup> degré de

<sup>1</sup> Suivant la *Biographie des hommes célèbres du département du Lot*, par Vidaillet; mais, d'après les Archives du ministère de la guerre, il ne seroit mort qu'en novembre 1789. (J. R.)

latitude, et entre le 26° 10 minutes et le 27° 15 minutes de longitude. Elle a quarante lieues de longueur du nord-est au sud-ouest, depuis le cap Corse jusqu'à Bonifacio, et vingt lieues de largeur du sud-est au nord-ouest d'Aleria à Calvi.

L'île de Corse est partagée en dix provinces et quatre fiefs. Six de ces provinces et trois fiefs sont en deçà des monts, et se nomment Capo-Corso, Balagna, Calvi, Bastia, Corte, Aleria. Les fiefs sont : Mouza, Brando et Canari. Les quatre provinces au-delà des monts sont : Vico, Ajaccio, Sartène, Bonifacio et le fief d'Istria.

Cinq évêchés partagent la Corse pour le spirituel : leurs sièges sont Mariana, Aleria, Nebio, Sagona et Ajaccio. Chaque province est subdivisée en pièves, formées de la réunion de plusieurs villages ou hameaux sous la même régie, quoiqu'ils dépendent de diverses paroisses ; ce qui compose une juridiction. Il y a soixante-six pièves dans l'île, dont quarante-quatre en-deçà des monts, et vingt-deux au-delà : elles contiennent à peu près cent trente mille habitants, divisés en trente mille feux.

Les affaires intérieures de cette île étoient presque ignorées du reste de l'Europe avant l'année 1714. C'est à cette date que commença la grande révolte dont l'époque principale peut être fixée à l'année 1729.

L'Empereur y envoya quelques troupes au commencement de 1731 ; elles revinrent en 1733, après avoir fait accepter une espèce de règlement qui parut, dans l'exécution, également désagréable aux deux partis, et qui, laissant subsister les mêmes principes de mécontentement, occasionna bientôt une seconde révolte. Quelques puissances voisines de cette île ayant annoncé, à cette occasion, des vues que la cour de France n'ap-

prouvoit point <sup>1</sup>, elle se détermina à y faire passer un corps de troupes au mois de mars 1738. Elle y en a envoyé depuis à différentes époques. Les événements arrivés dans cette île depuis 1738 jusqu'en 1764 étant trop connus pour avoir besoin d'être rappelés dans ce Mémoire, on ne parlera de ce qui s'est passé dans cet intervalle que pour ramener au tableau de l'état actuel des affaires de cette île.

Si les Corses ne sont ni laborieux ni industriels, c'est parce que l'instinct d'une liberté, peut-être mal entendue, en les éloignant de la culture des arts, les a bornés jusqu'ici à ne s'occuper que des besoins physiques.

Les guerres civiles ont quasi toujours tenu le peuple en armes, et l'habitude en a fait l'unique métier des hommes. Leur sobriété les rend contents du peu de bien que la terre semble leur fournir d'elle-même; et ce pays, qui ne présente que des surfaces rudes et pierreuses, surtout dans l'intérieur de l'île, est presque généralement susceptible de culture. Les montagnes sont chargées de bois, les coteaux les plus élevés sont remplis de vignes, d'oliviers, de châtaigniers et d'autres arbres de toute espèce. Les petits vallons qui séparent les montagnes sont d'une fertilité admirable, et les plaines, presque inhabitées aujourd'hui, ne le céderoient peut-être pas à celles de la Toscane, si elles étoient également cultivées.

#### INTRODUCTION.

Avant de parler de l'état actuel de la Corse, il est, je crois, nécessaire de dire un mot de Pascal Paoli et

<sup>1</sup> Lorsque les troupes allemandes se retirèrent, le nouveau duc de Toscane avoit formé le projet d'en envoyer dans cette île.

de quelques faits historiques qui ont précédé et amené l'époque qui a placé ce général à la tête de la nation.

Il y a des hommes pour qui la fortune prépare les événements, et d'autres qui savent se les rendre tous favorables : Pascal Paoli semble avoir réuni ces deux avantages. Son père, Hyacinthe Paoli, s'étoit rendu recommandable par son zèle pour la liberté de sa nation. La chaleur éloquente avec laquelle il en soutint les droits au congrès qui fut assemblé dans le temps que M. le maréchal de Maillebois étoit en Corse, lui mérita l'estime, la considération de ses compatriotes, et lui attira la disgrâce de la république, qui le força bientôt à s'expatrier. Il se réfugia à Naples, amenant avec lui Pascal Paoli, et laissant en Corse un autre de ses enfants, nommé Clément, qui, par dévotion ou pour se faire des amis, s'affilia bientôt après à l'ordre des Franciscains. Il se distingua dans tous les combats entre les différents partis, et il a rendu depuis de grands services à son frère. Hyacinthe Paoli, rendu à Naples, fit entrer Pascal au service de cette couronne. Il étoit capitaine d'infanterie lorsque le hasard le ramena dans sa patrie, dans le temps où Gafforio, chef des mécontents, venoit d'être assassiné. Les Corses n'avoient jamais été conduits par un homme plus zélé, plus capable et plus ennemi des Génois. La nation parut si abattue et si consternée de cette perte, que la république se crut au moment d'en triompher ; les troupes firent même quelques mouvements qui donnèrent de l'inquiétude à la nation, et la déterminèrent à indiquer une consulte générale à Corte.

Toute assemblée du peuple est toujours tumultueuse. Celle-ci le fut d'autant plus, que de tous les hommes considérables que les mécontents avoient eu à leur

tête, il ne restoit que le signor Maria Madra <sup>1</sup>, que son âge avancé avoit forcé de s'éloigner des affaires. Il ne parut point à cette consulte. Cependant toutes les voix se réunirent en sa faveur, et l'on députa à son château d'Aleria, pour lui offrir le commandement, qu'il refusa, et ce ne fut que par complaisance qu'il consentit à être du nombre des magistrats que l'on élut pour gouverner la nation; elle fut obligée de renouveler souvent ses assemblées aux consultes générales. Pascal Paoli y parut enfin, suivi de Clément, son frère : c'étoit pour ainsi dire la première fois qu'il se présentoit aux yeux de sa nation. Son uniforme, sa bonne mine, la réputation de son père et celle de son frère, qui passoit pour un des plus braves du parti, tout enfin prévint en sa faveur, et le peuple crut apercevoir en lui le digne successeur de Gafforio, et le défenseur de la patrie. Il fut élu tout d'une voix pour être un des magistrats, et mérita bientôt après qu'on lui offrit le commandement général, qu'il eut la modestie ou la sagesse de demander à partager avec Maria Madra. Ces deux chefs réunis agirent quelque temps de concert; mais, soit jalousie, inconstance ou complaisance de part et d'autre pour l'ambition de leurs parents ou amis, ils se séparèrent, et cherchèrent bientôt à s'entre-détruire. Comme toute discussion se termine, dans ce pays-là, par le sort des armes, Paoli assembla en secret ses amis afin de surprendre et de pouvoir arrêter Maria Madra; mais la mèche fut éventée par un moine qui avoit le secret

<sup>1</sup> L'ancienneté et les grandes possessions de la famille de Madra la faisoit regarder comme la plus distinguée d'en deçà des monts. On ne lui compare en noblesse que les Gentili de Brando et les Juliani. D'ailleurs la maison de Madra avoit une parenté très étendue, et le préjugé des Corses les rapproche de ces premiers âges du monde où les hommes n'étoient puissants qu'à proportion que leurs familles étoient nombreuses.



de Paoli. Madra se mit en campagne , et rassembla ses parents et amis. Son parti étoit certainement plus nombreux , mais celui de Paoli se conduisoit mieux. On en vint aux mains plus d'une fois , et les succès furent d'abord assez partagés ; mais enfin Paoli ayant eu du dessous dans un combat très considérable , il fut obligé de se réfugier dans un couvent avec un petit nombre d'amis. Il cherchoit à s'y ménager une capitulation honnête , et eût peut-être été perdu sans ressource si , pendant les pourparlers de la négociation , il n'avoit eu l'adresse de jeter quelques soupçons sur la conduite de Madra. Il le rendit suspect pour avoir eu ou permis quelques conférences avec les agents de la république. Il fit si bien enfin , que le plus grand nombre des partisans de Madra , corrompus ou séduits , l'abandonnèrent plusieurs jours après avoir combattu et triomphé pour lui. Ils allèrent en foule offrir leurs services à Paoli , qui , profitant à propos de leur zèle et du désordre de son ennemi , le poursuivit avec une telle vivacité , qu'il eut à peine le temps de repasser les montagnes pour se rendre dans ses terres. Il se réfugia avec un petit nombre de ses parents dans son château d'Aleria , d'où il fut obligé de s'évader pour ne pas tomber entre les mains de ses adversaires. Il se retira ensuite à Gênes , où il paroît qu'il avoit réellement toujours entretenu quelques correspondances <sup>1</sup> , et revint quelque temps après pour recommencer la guerre. Il eut d'abord quelques succès , mais il fut tué dans une rencontre , et laissa , par sa mort , Pascal Paoli paisible possesseur du généralat.

<sup>1</sup> Tous les chefs des mécontents , si on en excepte Gafforio et Paoli , en avoient toujours usé de même.

## ÉTAT ACTUEL DE LA CORSE.

Dès que Pascal Paoli eut triomphé du chef Maria Madra, et fait emprisonner, bannir ou chasser tous ceux du parti qui pouvoient lui donner de l'inquiétude ou de la jalousie, il ne se contenta pas de mettre en usage tous les moyens de répandre la terreur parmi ses ennemis, il chercha à s'attacher plus intimement ses partisans par l'attrait des récompenses, et voyant en même temps combien il lui seroit nécessaire de trouver des fonds pour l'entretien de quelques troupes, il jugea d'un coup d'œil que le seul moyen pour remplir ces objets étoit de confisquer les biens que les partisans de Madra, les habitants des villes, et surtout les ecclésiastiques soumis aux Génois, possédoient dans l'intérieur de l'île. Cette confiscation fut proposée et unanimement approuvée par le conseil général, qui ordonna sur-le-champ que toutes les terres, les biens et les maisons compris dans le fisc seroient affermés comme fiefs de la patrie. Paoli eut soin de les faire adjuger, sous une redevance très légère, aux principaux chefs qui avoient embrassé son parti; et c'est en les unissant d'intérêt qu'il a su jeter les fondements d'une domination durable. Mais pour l'affermir à jamais et détruire les menées sourdes de la république, il défendit tout accès, toute communication et tout commerce entre les habitants de la campagne et ceux des places occupées par les Génois. Ce fut enfin en ayant l'art de susciter un schisme entre le clergé du parti corse et celui du parti génois, qu'il acheva de saper la puissance de la république. Tous les prêtres, moines et religieux de l'intérieur refusèrent à la fois de reconnoître les supérieurs, les provinciaux et même les évêques qui

demeuroient dans les villes. Ils élurent d'autres chefs, tant pour les églises que pour les couvents de l'intérieur de l'île, et la cour de Rome, éblouie par quelques propositions de Paoli, et mécontente des Génois, autorisa cette espèce de schisme, et nomma un visiteur apostolique pour y régler la liturgie et faire les ordinations dans l'intérieur de l'île.

On vient de voir que ce ne fut qu'après la mort de Maria Madra que Pascal Paoli chercha à faire adopter la forme de gouvernement et d'administration qui existe aujourd'hui ; mais il eut soin avant tout de se faire élire par son parti comme l'unique et perpétuel général de la nation. Conséquemment, il se fit revêtir de pouvoirs presque illimités par lesquels on reconnut que, dans les occasions pressantes, il pourroit prononcer seul, et que ses ordres seroient exécutés sans avoir besoin d'être avoués ni autorisés par le sénat. Il est arrivé même depuis que le conseil n'a rien osé ni voulu statuer dans ses délibérations sans l'approbation du général. Ainsi le sénat, qui représente la nation lorsqu'elle n'est point assemblée, a, depuis cette époque, reçu toute son activité par la voix du général. Le sénat est composé de neuf sénateurs, dont trois doivent toujours rester à Corte pour ordonner et juger sur tout ce qui leur est déféré. Ils sont remplacés alternativement tous les quatre mois. Les neuf sont changés tous les ans. Chaque province particulière a trois magistrats qui jugent les différends des citoyens, et qui ordonnent provisoirement pour les choses pressées et momentanées : on a recours par appel aux magistrats de la ruota. La ruota est composée de trois ecclésiastiques prêtres, nommés par le conseil et par Paoli, qui résident toujours à Corte. Il se tient tous les ans deux grands conseils de la nation ; ils sont

composés des députés de toutes les paroisses , qui y sont élus dans chaque piève par une assemblée du peuple , qui se fait le 1<sup>er</sup> mai , conformément aux anciennes lois du royaume. Ces députés nomment les nouveaux magistrats et approuvent les délibérations.

Telle est la forme du gouvernement actuel. Paoli préside à tout , et ceux qui ont osé le contrarier ont , pour l'ordinaire , perdu la vie ou la liberté , et se sont vus forcés de s'expatrier.

Le général reçoit tous les revenus de l'État : il pourroit même en disposer sans en rendre compte ; mais , soit droiture ou politique , il présente ordinairement des états de dépense. Il condamne à mort et fait exécuter sur-le-champ ceux qui , ayant été reconnus ennemis de l'Etat , lui semblent mériter d'être traités avec rigueur. Il absout de même à son gré ceux qu'il veut traiter avec indulgence. Il ordonne de prendre les armes et fait marcher le nombre de volontaires de chaque piève qu'il juge à propos. Il fait licencier ou soudoyer le nombre d'hommes ; il en place dans les tours ou châteaux la quantité qu'il juge convenable , il les fait commander par ceux qui ont sa confiance ; enfin , il dispose de tout à sa volonté , parce qu'il a su s'y faire autoriser par le conseil suprême , qui n'est jamais composé que de personnes qui lui sont extrêmement dévouées.

#### FINANCES.

Les revenus qui passent entre les mains de Paoli consistent dans les articles ci-après :

1°. Ce qu'on appelle gabelle , qui est une imposition de 5 pour 100 sur toute exportation ou importation qui se fait par mer ; elle est évaluée à 50,000 liv.

La gabelle ou imposition de 5 pour 100, affermée à un prix très modique à ses plus fidèles partisans. On m'a assuré que toute celle depuis la pointe d'Aco de Bastia jusqu'à celle de Brunetto est donnée à Butta-Fuoco et Casa-Bianca pour six mille liv., tandis qu'elle en produit annuellement trente à trente-cinq mille. Il est vrai qu'ils lèvent ce droit avec une rigueur extrême, ce qui commence à déplaire aux habitants.

2°. L'imposition de 2 liv. par feu, évaluée à 20,000 l.

L'imposition de deux liv. par feu, au lieu de quarante mille qu'elle produisoit à la république, n'en donne guère plus de moitié par la difficulté qu'il y a à la lever dans certains cantons de l'île.

3°. Les passeports, évalués à 60,000 liv.

Celle sur les passeports, quoique de nouvelle création, est une des meilleures, et produit, à ce qu'on assure, beaucoup plus de soixante mille liv.; mais personne ne le sait au juste que le général et son secrétaire.

Outre les passeports pour l'intérieur, tous les petits bâtiments pêcheurs de la rivière de Gênes, de la côte d'Italie et ceux des places que nous occupons et qui font le cabotage, ont soin de s'en pourvoir pour n'être pas inquiétés dans les cales de l'île par les petits corsaires de Paoli. On les paie cent cinquante liv. par an.

4°. Le sel, évalué à 20,000 liv.

Le sel, affermé ainsi que la gabelle aux partisans de Paoli. Le gouvernement n'en retire que vingt mille liv., quoique la république en retirât plus de soixante mille.

5°. Les biens confisqués, à 150,000 liv.

Les biens confisqués, quoique affermés comme le



sel et la gabelle, produisent plus de cent cinquante mille liv. On peut juger par là de leur étendue.

6°. La monnoie.

Personne ne connoît exactement ce que produit la monnoie. On estime que Paoli en a déjà fait frapper de nouvelle pour plus de deux millions. On sait seulement qu'elle est altérée à peu près de moitié. Tout l'argent étranger qui entre dans l'île doit être mis au trésor public pour être employé à la monnoie, dont le détail est confié à Barbagi, neveu de Paoli.

Voilà les revenus dont dispose Paoli, qui sont considérables pour le peu de dépense qu'il a à faire. Il ne soudoie ordinairement que cent quarante ou cent quatre-vingts hommes pour la garde de Fonriani, Herba-Longa, Manivagio, Fornati, Mortella, Isola, Rossa et autres tours, y compris le château de Corte et le petit nombre d'hommes que le général retient auprès de lui.

Les Corses prétendent qu'en cas de besoin ils pourroient mettre vingt mille hommes sur pied. Je ne crois pas qu'il leur fût possible d'en réunir la moitié dans quelque partie de l'île que ce soit. Jamais Paoli n'en a eu plus de quinze cents contre Madra, qui en avoit environ deux mille cinq cents, et l'on compte qu'alors toute l'île étoit en armes.

Lorsque le général a résolu quelques expéditions, il rassemble ce qu'on appelle (les) volontaires, qui sont en effet des hommes de bonne volonté, les plus habitués à porter les armes, et qui se sont le plus distingués dans les différents partis. On compte qu'ils peuvent former un corps de deux à trois mille hommes. Dès qu'ils sont avertis, ils se rendent chacun par le plus court chemin, au lieu indiqué pour le rendez-vous.

On les divise en corps de deux ou trois cents hommes, dont les plus expérimentés prennent le commandement. Chacun porte des vivres pour plusieurs jours, et le général a soin d'en faire venir ensuite si l'opération est longue, ce qui est fort rare.

Lorsqu'il est nécessaire de rassembler un plus grand nombre de gens armés, on convoque tout ce qui peut porter les armes dans chaque paroisse pour en former des divisions, qui s'entre-relèvent tour à tour. Au reste, chaque piève en fournit plus ou moins, à proportion de la distance et de l'intérêt qu'elle prend à l'événement.

Tel est à peu près, quoique très abrégé, l'état actuel de la Corse tant pour le civil que pour le militaire.

---

## XXVIII.

### NOTICE NÉCROLOGIQUE

SUR J.-N. LENOIR, BÉNÉDICTIN,

PAR SON CONFRÈRE G. POIRIER.<sup>1</sup>

(1792.)

Le dimanche 18 mars 1792 est décédé, dans cette abbaye, à l'infirmerie, dom Jacques-Nicolas Lenoir, né à Alençon le 7 janvier 1721, l'un des fils de M. Thomas-Jacques Lenoir, sieur Des Veaux, capitaine au régiment de Lafère, et de dame Marie-Louise Peuvret, son épouse, profès de la congrégation de Saint-Maur

<sup>1</sup> Extrait du Nécrologe de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Le savant et laborieux bénédictin auquel cette notice est consacrée, n'a encore trouvé place dans aucune biographie. (J. R.)

dans l'abbaye de Saint-Evroul , diocèse de Lizieux en Normandie , le 13 décembre 1741.

Après avoir professé la philosophie et la théologie pendant plusieurs années , il fut destiné à travailler à l'histoire de Normandie. S'en étant occupé quelque temps , il s'aperçut que l'on ne pouvoit avoir une connoissance complète de l'histoire de cette province sans fouiller dans le dépôt de la chambre des comptes de Normandie. Ce dépôt avoit été transporté à Paris ; c'est ce qui détermina dom Lenoir à s'y établir , et sa résidence y fut fixée dans cette abbaye de Saint-Germain-des-Prés , par le chapitre de 1766. Il y continua ses recherches avec une ardeur et surtout une assiduité dont il n'y a pas d'exemple , pendant plus de vingt-cinq ans , y consacrant tout son temps , à l'exception des heures du sommeil et des repas , et celui des offices divins , les dimanches et fêtes chômées. Il alloit à la chambre des comptes deux fois par jour , y entroit le premier et s'en retiroit le dernier. La confiance bien méritée que lui accordèrent les magistrats de cette cour , à qui il rendoit service en mettant en ordre les titres sur lesquels il travailloit , lui fit obtenir la permission d'y entrer même pendant les vacances. Le dépouillement ou la copie de plus de cent mille titres , la plupart ignorés et tous relatifs à l'histoire de Normandie , surtout pour les <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, <sup>xiv</sup><sup>e</sup>, <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles , furent le fruit d'un travail si constant et si assidu.

Il avoit fait imprimer , en 1760 , un très bon *Mémoire relatif au projet d'une histoire générale de la province de Normandie*. Il concourut , en 1778 , au prix de l'Académie de Caen , dont le sujet étoit l'état et les principales branches de commerce de la ville de Caen depuis le commencement du <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle , et quelles

seroient celles qu'il seroit plus facile d'y établir et d'y étendre , etc. Il ne traita que la première partie comme plus analogue à l'objet de son travail , et déclara lui-même qu'il ne prétendoit pas au prix , s'étant seulement proposé de présenter à l'Académie un ouvrage utile. Mais l'Académie de Caen , désirant de s'attacher un sujet qui consacroit entièrement ses travaux à l'histoire de la province , le choisit pour Académicien associé le 7 janvier 1779 , et lui en fit expédier les lettres.

Avant la tenue des États-généraux de 1789 , dom Lenoir avoit rassemblé les titres authentiques qui prouvoient l'existence des assemblées des États provinciaux de Normandie ; mais l'attaque de paralysie qu'il éprouva sur la fin de 1788 ne lui permit d'y mettre la dernière main et de la publier qu'en 1790. Cette collection parut in-12 , sous le titre de *la Normandie , anciennement pays d'État*.<sup>1</sup>

Dom Lenoir ne fut jamais bien guéri de sa première attaque. Il ne laissoit pas , néanmoins , de travailler aux tables de son immense recueil , et ce travail le dissipoit ; mais il s'affoiblissoit insensiblement. Il fut frappé d'une seconde attaque , le dimanche 11 de mars 1792 , qui le priva absolument de connoissance et dont il mourut huit jours après.

Dom Lenoir étoit d'un caractère doux , tranquille , paisible. Uniquement occupé de son travail , il s'étoit assujetti à une ponctualité dont il ne s'écartoit jamais , disant que c'étoit le seul moyen de pousser à un certain point la vaste carrière qu'il avoit embrassée. Dans le temps qu'il nous a été enlevé , il avoit été arrêté par le Département que l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés seroit incessamment évacuée , et que les religieux qui ne voudroient pas renoncer à la vie de communauté seroient transférés à l'abbaye de Saint-Denis

<sup>1</sup> Paris , Firmin Didot ; 1790 , in-8° de LXVI et 262 p. (J. R.)

en France, que le Département avoit assignée pour la demeure des religieux de la congrégation de Saint-Maur qui ne se soucieraient pas de vivre hors du cloître. Dom Lenoir fit sa déclaration pour continuer de vivre en communauté; néanmoins, à cause de ses infirmités et en considération de ses occupations littéraires, on lui permit (et à quelques autres confrères) de conserver son logement dans Saint-Germain-des-Prés.

La nouvelle paroisse de Saint-Germain-des-Prés ayant été érigée depuis un an, M. Roussineau, curé, voulant honorer la mémoire du respectable défunt, lui fit faire un enterrement des plus distingués par le nombreux clergé, les flambeaux, le reste du luminaire, la sonnerie des trois clochers et la sépulture qu'il lui a donnée au milieu de la nef de la grande chapelle de la Vierge, où dom Lenoir a été enterré le lundi, à sept heures du soir. M. le curé s'est chargé de tous les frais de cet enterrement, et il n'en a coûté à la succession du défunt que dix-huit livres pour la bière, les porteurs et les fossoyeurs.

Dom Lenoir est le dernier religieux de la congrégation de Saint-Maur enterré à Saint-Germain-des-Prés, lorsqu'il subsistoit encore une ombre de communauté. Au mois de mai suivant, cette communauté a été entièrement dissoute, les uns ayant pris le parti de vivre hors du cloître et les autres s'étant retirés dans l'abbaye de Saint-Denis, que le Département avoit assignée pour ceux qui voudroient vivre en communauté. Ainsi a fini la société religieuse établie par le roi Childébert, fils de Clovis, et par saint Germain, évêque de Paris, après avoir subsisté sans interruption l'espace d'environ douze cent cinquante années. RIEN DE STABLE SOUS LE SOLEIL.

G. P. (Germain POIRIER.)



## XXIX.

## LETTRE DU CARDINAL DE RICHELIEU

AU DUC D'ORLÉANS.<sup>1</sup>

(1625.)

MONSEIGNEUR, je ne saurois vous témoigner le contentement extrême que j'ai de votre bonne disposition, que je souhaite et souhaiterai toujours beaucoup plus que vous-même, qui assez souvent en faites fort peu de compte. Au reste, je ne sais, Monseigneur, si je dois me réjouir et vous remercier de l'honneur qu'il a plu à Votre Altesse faire à ma nièce, étant en doute si c'est parce que vous croyez qu'elle puisse devenir telle que vous avez jusques ici témoigné désirer les dames, ou parce que vous commencez à faire cas des femmes de bien. Si la première considération a porté Votre Altesse à l'excès de sa courtoisie, au lieu de lui en rendre grâce, j'ai sujet de me plaindre : si la seconde en est cause, m'en réjouissant pour sa conversion, je la supplie de croire que je me souviendrai à jamais de sa bonté et serai ravi quand j'aurai occasion de la pouvoir reconnoître par toutes sortes d'effets de la servitude de celui qui sera à jamais, Monseigneur, de Votre Altesse Royale, le très humble et très obéissant serviteur,

Le cardinal DE RICHELIEU.

On a pourvu à ce que Votre Altesse a désiré pour ses

<sup>1</sup> L'original autographe de cette lettre ne porte aucune date. Il y a lieu de croire qu'elle est postérieure à l'avènement de Richelieu à la direction suprême des affaires du royaume, et antérieure au mariage de Gaston avec mademoiselle de Montpensier. (J. R.)

bâtimens , M. de Chavigny faisant partir vingt mille livres et en outre mille pistoles pour vos menus plaisirs , auxquels je prie Dieu que M. de Saint-Remy ait part.

---

### XXX.

#### COMMERCE DE VINS

EXERCÉ PAR L'AUTEUR DES *MAXIMES*.<sup>1</sup>

(1642.)

MONSIEUR, il y a deus ou troisans que mon fils de Marsillac continue un petit commerce, en Angleterre, quy luy a réussy jusques à ceste heure, et il espère encores mieus soubz vostre protection le succès qu'il en désire, quy est de pouvoir tirer des chevaus et des chiens pour du vin qu'il envoie. Son adresse ordinaire est à *Monsieur Graf*; mais dans l'incertitude du lieu où il sera, il ose prendre la liberté de vous suplier par moy, de commender à quelqu'un des vostres de prendre soin de ce porteur qu'il envoie pour la conduite des chevaus et des chiens qu'il espère tirer du pris de son vin.

Sy, pour surcroist de faveur, vous avés agréable de vous souvenir de ce que je vous gaigné à Chantilly, et m'envoyer ce qu'il vous plaira du país où vous estes, je le recevray avec grande estime; et vous tesmoigneray toutte ma vie et à tout ce quy vous appartient, que

<sup>1</sup> Tiré de la collection d'autographes de M. Crapelet. Ce curieux document nous apprend de quelle manière le prince de Marsillac occupoit les loisirs forcés qu'il devoit à la haine de Richelieu, et à son obéissance pour les ordres de la reine. (J. R.)

je suis très véritablement, Monsieur, vostre très humble et très obéissant serviteur,

LA ROCHEFOUCAULD.

A La Rochefoucauld, ce 20<sup>e</sup> février 1642.

*La suscription, d'une autre main, est : A Monsieur, Monsieur de la Ferté, embasadur pour le Roy en Angletere.*

## XXXI.

### FACTUM DU SIEUR DE GAUCOURT

CONTRE LOUIS D'ESTOUTEVILLE.<sup>1</sup>

(1427?)

Le cas de moi, Gaucourt, duquel dépend le procès que j'ay aux Requestes, à Paris, à l'encontre de M. Loys, à présent seigneur d'Estouteville, comme héritier de son feu père, en son vivant seigneur d'Estouteville, est tel comme il s'ensuit :

Et premièrement, il est vray que du temps que le feu roy d'Angleterre<sup>2</sup> derrenier trespasé mit son siège devant la ville de Harfleu, en laquelle estoit ledit feu seigneur d'Estouteville, ledit de Gaucourt, avec plusieurs autres chevaliers et escuiers, il nous convint, par deffault de secours, de vivres et de la mortalité qui estoit dedans ladite ville, rendre icelle ville et feusmes tous prisonniers au roy d'Angleterre;

<sup>1</sup> Ce *Factum*, cité dans la *Bibliothèque historique de la France*, tome II, p. 176, n° 17130, contient quelques renseignements curieux relatifs à la bataille d'Azincourt. Ils ont été mis à profit en partie par M. de Barante dans son *Histoire des Ducs de Bourgogne*. (J. R.)

<sup>2</sup> Henri V, mort à Vincennes, le 31 août 1422. (J. R.)

Item, et pour ce que la plus grant part d'entre nous qui estions dedans Harfieu estions très griefment malades, le roy d'Angleterre nous donna respit, parmi ce que nous jurasmes et promeismes, et baillasmes scellé de nous rendre tous à Calaiz devers luy à la Saint-Martin, lors prochainement venant, laquelle chose nous feismes;

Item, et nous venus audit Calaiz, luy requismes, M. d'Estouteville et moy, que ainsi comme nous luy avions tenues nos promesses, que les promesses qui nous avoient estéés faites par ceulz qui, de par luy, avoient fait le traitié audit Harfieu nous feussent tenus, et il nous respondit quelque chose que il nous eussent dit, il nous tenoit tous ses prisonniers;

Item, et après nous dit que il avoit plusieurs de ses serviteurs et subjets prisonniers en France, jusques au nombre de VII à VIII<sup>xx</sup>, qui estoient très durement traittiez, et se nous voulions estre délivrés, que nous feissions qu'ilz le fussent : et pour ce que ils n'estoient point de si grant estat comme nous, seroit advisé, par deux gentilzhommes de France et par deux d'Angleterre à ce commis, que chacun devoit raisonnablement payer, et par ceste manière nous serions délivré;

Item, et sur ce nous parlasmes, mousieur d'Estouteville et moy, à messeigneurs les ducs d'Orléans et de Bourbon, à messieurs les contes d'Eu, de Richemont, de Vendôme et monsieur le mareschal Bouchicaut, tous lesquelz estient ensemble prisonniers à Calaiz : et, tout regardé, nous dirent se nous n'acordions à nous y employer, veues les condicions du roy d'Angleterre, nous serions en grant péril que ledit roy ne nous tensist longuement en Angleterre sans pourveoir à nos délivrances;

Item, et sur ce luy deismes, monsieur d'Estoute-

ville et moy, que nous ferions tout notre pouvoir à la délivrance des dessusdits prisonniers anglois ;

Item, et pour ce que moy, Gaucourt, n'estoie point bien gary de ma grant maladie, il me donna respit de retourner en France pour pourchasser la délivrance desdits prisonniers : et, en oultre, nous dit qu'il avoit perdu plusieurs de ses joyaulx à la bataille d'Agincourt, et se nous povyons trouver manière de les recouvrer, ilz le recongnoistront grandement au fait de nos délivrances, et avec ce nous requist que luy feissiens amener II<sup>c</sup> queues de vin de Beaune à Londres, et que pareillement le recongnoistroit envers nous ;

Item, et, sur lesdites paroles, m'en retournay en France, et feys tant, à très grant poine et meschief, que je traitay de recouvrer jusques à VI à VII<sup>xx</sup> prisonniers, tant gentilz hommes, marchans que archers, et baillay erres afin de les pouvoir recouvrer à certain jour en payant le surplus ;

Item, et aussi feys-je diligence de recouvrer lesdits joyaulx, qui estoient desia despartis en pluseurs mains, et feys tant que je mis en seurté de recouvrer la couronne du roy d'Angleterre, qui estoit en ses coffres, et une croix d'or et de pierrie bien riche, en quoy avoit de la vraye croix de demi-pié de long, et la croisure de mesure de plus de ung grand pouce de large, et l'abillement de quoy on sacroit le roy d'Angleterre, et pluseurs autres choses qu'il avoit grant désir de recouvrer : et si recouvray les seaulx de sa chancellerie et les feys sceller du contre-seau de la chancellerie dudit roy ;

Item, aussi feys-je acheter II<sup>c</sup> queues de vin de Beaune, et en baillay erres avant mon partement, et sur ce m'en retournay en Angleterre et luy raportay



et présentay ses seaulx, et luy dis comment, à très grant poine, je avoie mis à seurté la délivrance de VI à VII<sup>xx</sup> prisonniers anglois, et ses joyaulx dessus déclairés, et les II<sup>c</sup> queues de vin de Beaune; mais monsieur d'Estouteville ne moy ne povriens trover manière envers nos seigneurs et amis de les pouvoir délivrer ne amener en Angleterre, que nosdits seigneurs et amis ne veissent que nous eussions seurté de avoir par ce moien nos délivrances;

Item, et lors ledit roi d'Angleterre dit qu'il estoit bien content de la diligence que en avons faite, et que nous feissions tout amener à Londres, et lors il apointeroit de notre délivrance en la fourme et manière qu'il nous avoit dit à Calaiz, et que nous n'en faisons aucune doubte;

Item, et sur ce nous nous conseillames à messeigneurs les ducs et contes dessusdits, et en leur présence fu la chose bien débatus, et leur sembla que le parti estoit dur pour nous et n'estoit pas bien raisonnable : d'autre part fu débatu que se nous ne fasiens comme ledit roy d'Angleterre vouloit, que, veu ses condicions, il pouvoit dire que puisque nous n'avions fiance en ses paroles, il sçauroit bien qu'il auroit à faire touchant nos délivrances;

Item, et en fu advisé et conclu, tout bien regardé, qu'il vaudroit mieulz que nous feissions tout mener à Londres devers luy, et que, veu ce que sur ce nous avoit dit à Calaiz et audit Londres et devant plusieurs notables gens, qu'il le devoit ainsi faire et accomplir : et aussi, se nous ne les faisons mener à Londres, que perderiens ce que y avons mis, et serions en voie d'estre longuement en prison et très mal traitiez;

Item, et sur ce moy, Gaucourt, employay tous mes seigneurs et amis, et feys tant, par responses et

obligacions, que je feys délivrer tous les prisonniers anglois dessusdits de VI à VII<sup>xx</sup>, et les feys chausser et vestir tous de neuf et d'une livrée, et feys louer une nef dedans laquelle ils vindrent à Londres; et si luy feys apporter tous lesdits joyaulx, et ordonna que luy rendissons lesdits joyaulx et que lesdits prisonniers fussent mis en la Tour de Londres : et environ quinze jours après vint à Londres la nef qui aporta les II<sup>c</sup> queues de vin de Beaune dessusdites;

Item, et ce fait et accompli, nous luy requesmes et feismes requérir que, ainsi que nous avions fait et accompli tout ce qu'il nous avoit dit, que aussi luy pleust apointer de nos délivrances, ainsi comme il nous avoit dit audit lieu de Calais et de Londres;

Item, et quelque grant diligence que en feissions, il se parti de Londres sans nous en faire aucune response, et me fist payer les despens des dessusdits anglois prisonniers estans dedans ladite Tour par l'espace de quatre mois et demi : et après ce, sans parler à monsieur d'Estouteville ne à moy, il fist délivrer tous lesdits prisonniers pour tele finance qu'il luy plut, sans notre sceu et consentement et sans nous en faire aucune récompensacion de ce qu'ils avoient cousté à racheter, ne de toutes les mises et despens que j'avois faites pour eulx, ne aussi desdites bagues et joyaulx, qui se montoient, lesdites mises et rachatz plus de XIII<sup>m</sup> escuz : et depuis, j'à soit ce que avant qu'il partist d'Angleterre pour retourner en France, et aussi en France quant il y fu, nous luy eussions fait présenter plusieurs requestes par escript pour nos délivrances, néantmoins oncques ne nous en vout faire aucune response, ne donner apointement aucun; et ainsi cheut ladite somme de XIII<sup>m</sup> escus ou plus, en partie sur ledit feu monsieur d'Estouteville et moy,

dont icellui d'Estouteville, ou sondit fils pour luy, il est encores tenu à moy, Gaucourt, pour la moitié, qui se monte VII<sup>m</sup> escus et plus ;

Item, et par ainsi demourasmes, ledit feu sieur d'Estouteville et moy, tousiours prisonniers encores jusques après la mort dudit roy d'Angleterre ;

Item, mais après la mort et trespasement dudit roy d'Angleterre, les parens et amis de moy, Gaucourt, firent tant, par le moien du conte de Hontindon, qui estoit prisonnier en France, que en faisant le traité de sa délivance, il me délivreroit pour IX<sup>m</sup> salus, et de ce bailla ses lettres à mesdits seigneurs et amis ;

Item, et quant ce vint à la congnoissance du seigneur de Cornouaille, qui avoit en garde ledit sieur d'Estouteville et moy, ledit de Gaucourt, il dit et jura que, se ledit sieur d'Estouteville ne se mettoit à finance, jamais il ne me délivreroit : et, à ceste cause, demouray empeschié pour ledit sieur d'Estouteville, et tellement qu'il me convint mettre à autre finance avec ledit sieur d'Estouteville : et fusmes mis à finance les deux à la somme de XX<sup>m</sup> escus, qui estoient pour chacun de nous X<sup>m</sup> escus ;

Item, et après ce que nous feusmes ainsi mis à finance, fu délibéré tant par nous, lesdits sieurs d'Estouteville et de Gaucourt, que par les autres seigneurs de France, que moy, ledit de Gaucourt, vendrons en France faire diligence de recouvrer ladite somme en France de XX<sup>m</sup> escus : et lors me fist ledit sieur d'Estouteville bonnes lettres de moy rendre et payer bien et loyaument tout ce que je payeroye pour luy à l'acquit de sa finance et raençon ;

Item, et pour avoir et recouvrer la somme de X<sup>m</sup> escus pour ledit sieur d'Estouteville et pour sa

moitié, il me bailla une procuration espéciale pour vendre sa terre de Hontot et autres choses contenues et plus à plain déclairées en ladite procuration : et avec ce escripvy par moy à de ses amis qui estoient en France, pour luy aydier au fait de sa délivrance, qui en tindrent pou de compte ;

Item, et moy, Gaucourt, voyant le peu d'ayde que les amis dudit feu sieur d'Estouteville luy faisoient, et pour la grande et bonne amour que je avoye à luy, je feys tant du mien propre que, aussi par emprunts et pourchatz envers mes seigneurs et amis, je recouvray jusques à la somme de XX<sup>m</sup> escus, et sans vouloir procéder à la vente de ladite terre de Hontot, comme je eusse peu faire par le moyen et vertu de ladite procuration dudit feu sieur d'Estouteville, je payay pour ledit sieur d'Estouteville et pour l'acquit de sa finance et raençon jusques à la somme de IX<sup>m</sup> IX<sup>c</sup> LXIII escus d'or, espérant que ledit feu sieur d'Estouteville, luy délivré, m'en deust bien et loyaument payer, comme tenu et obligié m'estoit, et comme je croy qu'il eust fait, se Dieu luy eust donné plus longue vie ;

Item, et est vray que luy estant malade au lit de la mort, il manda quérir ledit sieur d'Estouteville, qui est à présent son fils, et luy encharga expressément de l'acquitter envers moy, Gaucourt, de tout ce en quoy il me povoit estre tenu, et ce a dit et rapporté le beau père qui confessa ledit feu sieur d'Estouteville, luy estant malade au lit de la mort ;

Item, et après la mort et trespas dudit feu sieur d'Estouteville, moy, ledit de Gaucourt, ay requis par plusieurs fois ledit messire Loys, à présent son fils, qu'il me vouldist contenter et payer de ladite somme de XVII<sup>m</sup> escus en quoy sondit feu père m'estoit tenu, tant pour le principal de sadite finance que autres frais et mises,

comme dit est dessus, dont ledit monsieur Loys a esté contredisant et en demeure ;

Item, et par ce s'est assis procès entre nous aux Requestes à Paris, à cause de ladite somme de XVII<sup>m</sup> escus, pour le principal et pour frais et mises que moy, ledit Gaucourt, demande audit sieur d'Estouteville, comme dit est ;

Item, et à quoy, par ledit d'Estouteville, fu seulement respondu qu'il nyoit les lettres, seings et seaulx d'icelles que produisoit ledit de Gaucourt, et qu'elles estoient de nulle valeur : et si de valeur estoient, qu'il n'estoit tenu en la demande dudit demandeur, parce qu'il ne s'estoit fondé héritier de sondit feu père ;

Item, et sur ce a tant esté procédé entre nous, lesdites parties, que enquestes ont esté faites de la part de moy, Gaucourt, et depuis avons esté apointiés à produire lettres et à mettre devers la Court et soubz droit ;

Item, et pendant ledit délai pour oyr droit, ledit sieur d'Estouteville, ou son procureur pour luy, plus de cinq ans après la production desdites lettres, a obtenu ung relièvement pour estre receu à produire nouvelles lettres : à quoy il a esté receu, et a produit, entre autres choses, une petite lettre par laquelle il veut dire et maintenir que tous les dons et aydes qui furent fais en France audit sieur de Gaucourt, pour le fait de sa finance et raençon, doivent venir et redonder par moitié à la descharge de la finance dudit sieur d'Estouteville ;

Item, et laquelle dite lettre ledit sieur de Gaucourt contredit et rédargue de faux, comme il appert par les articles et alégances de droit plus à plain contenues en ung quayer de papier, signé en teste A.



Et ce est en effet tout le démené de ceste présente matière.

## XXXII.

### LETTRE MISSIVE

ENVOYÉE PAR M. DE BELLÈVRE,

DEPUIS CHANCELIER DE FRANCE,

A M. LE DUC D'ESPERNON,

*Sur le mécontentement qu'il avoit d'être refusé par le Roi  
du gouvernement de Provence.<sup>1</sup>*

(1595.)

MONSIEUR, il ne me pouvoit arriver chose plus pénible que d'avoir assisté à ce qui fut dernièrement traité avec vous touchant le gouvernement de Provence. Je revins de ce voyage malade du corps et encore plus de l'esprit, qui n'a pu depuis ce temps-là être en repos, ayant entendu ce qu'il vous plut déclarer de votre résolution; et craignant qu'il n'advînt ce que je sais maintenant du mécontentement du Roi votre maître, j'entrepris d'aller à Valence contre l'opinion

<sup>1</sup> La forme et le ton de cette lettre autorisent, ce me semble, à penser qu'elle fut écrite pour être rendue publique. Je l'ai cependant vainement cherchée dans les recueils où elle pouvoit le plus convenablement trouver place, entre autres dans l'ouvrage de Girard, qui a composé un énorme in-folio sur l'*Histoire de la Vie du duc d'Espèrnon*.

Jean-Louis de Nogaret de Lavalette, créé duc d'Espèrnon par Henri III, dont il acheta la faveur par d'infâmes complaisances, sut au moins justifier par quelques louables qualités les préférences dont il fut l'objet. Les conseils de Bellèvre furent sans effet sur cet esprit hautain : les armes du duc de Lesdiguières le rangèrent seules à son devoir. (J. R.)

de ceux qui avoient le soin de ma santé. Mais, en une telle occasion, je ne voulus défaillir au Roi ni à vous. Si votre bonheur eût été tel que vous eussiez pu obtenir de la bonne grâce de Sa Majesté ce dont vous l'aviez requise, il n'y a homme en France qui eût reçu plus de contentement de votre bien et de la faveur qu'il eût plu au maître vous départir que j'eusse fait; mais puisque ce que nous désirons n'a succédé, voulons ce que nous pouvons, et n'estimons pas de pouvoir ce qui ne se peut avoir avec la raison et le devoir. Ce mot de devoir doit servir de règle et aux rois et aux sujets; voyons donc en l'affaire qui se présente ce qui est du devoir du Roi.

Le prince nous doit conservation, et nos bons services méritent d'être rémunérés; nous devons tous service, fidélité et obéissance à notre Roi. Vous l'avez dignement servi en son pays de Provence; feu M. de La Valette, votre frère, y a laissé la vie combattant vaillamment pour le service de Sa Majesté; vous avez empêché que les ligueurs, portant les armes contre leur Roi, ne se soient fait maîtres du pays : la terreur des armes a donné occasion à plusieurs d'entre eux de rentrer en l'obéissance, en laquelle nous les voyons maintenant. Vous avez consommé une partie de votre bien pour l'entretien des forces qui vous ont assisté pour recouvrer et conserver la Provence au Roi; vous y avez arrosé la terre de votre sang et couru un extrême danger de mort en bien servant votre maître. J'estime que toutes ces choses sont dignes d'une belle et grande récompense. Vous avez désiré du Roi que son bon plaisir soit de vous honorer du titre de gouverneur de Provence. Sa Majesté, pour divers respects, a estimé que le bien de son service ne lui permettoit de vous accorder cette demande; mais, en vous faisant

cette réponse, elle n'a pas omis ces deux points dont j'ai parlé ci-dessus, car elle vous a assuré la jouissance des premières charges et dignités de ce royaume, dont vous avez été honoré par le feu Roi, et a étendu cette faveur à M. le duc de Candale, votre fils aîné, lui accordant la survivance des gouvernemens d'Angoumois et Xaintonge; et pour le regard de la récompense, elle vous fit don d'une notable somme de deniers, et en outre, vous a accordé le gouvernement de Poitou.

Sur ce vous dites deux choses, laissant à part ce qui est de l'argent : premièrement, qu'il est fait préjudice à votre honneur si l'on ne vous accorde le gouvernement de Provence, ayant bien servi le Roi comme vous avez fait. Si cela n'est trouvé bon de Sa Majesté, demandez, en vous pourvoyant du gouvernement de Poitou, que, par même moyen, vous soit donné pouvoir d'établir tels capitaines et gouverneurs que vous voudrez dans les villes de Nyort, Fontenay et autres, qui sont commandées par certains gentils-hommes qui font profession de la religion prétendue réformée. En cela l'on trouve deux difficultés : l'une que ce n'est pas chose qui se puisse effectuer de faire sortir pour le présent desdites villes les gentilshommes qui y commandent sans apporter quelque grand trouble en l'État; l'autre que ce que vous demandez est chose qui n'a pas coutume de se faire, au contraire est de mauvais exemple et dangereuse conséquence, qu'en pourvoyant un prince ou un gentilhomme d'un gouvernement, on mette, par même moyen, toutes les places de la province entre ses mains. On dit que cela s'appelleroit donner la province au gouverneur, et non pas le gouverneur à la province. Nous avons vu feu M. le connétable gou-

verneur de Languedoc : pour cela , il ne tenoit pas une seule forteresse. Feu M. de Guise, l'ayeul, gouverneur du Dauphiné, n'y tenoit pas une seule place; comme en semblable les trois derniers rois de Navarre, gouverneurs de Guyenne, ne prétendoient pas pour cela que le gouvernement particulier des places fût en leur disposition. Au contraire, j'ai vu le double d'une lettre du roi François I<sup>er</sup>, qu'il écrivoit au gouverneur de Bayonne, d'avoir trouvé mauvais ce qu'il avoit laissé entrer audit Bayonne le feu roi Henri d'Albret, bien qu'il fût gouverneur de Guyenne, son beau-frère, et qu'il eût toute fiance en lui. En le duché de Milan, don Ferrand de Gonzaga voulant visiter le château de la ville de Milan, l'entrée lui en fut refusée par don Juan de Luna, que nous avons depuis vu en France.

Étant donc ainsi, que la coutume et une par trop grande difficulté résiste à votre demande, vous ne devez pas estimer que le Roi se montre peu affectonné à vous gratifier, vous offrant le gouvernement de Poitou sans vouloir déposséder les gouverneurs particuliers des places où ils sont établis. Sur la déclaration qui vous est faite pour ce regard, vous vous tenez ferme de vouloir demeurer en Provence, et dites en ces termes *qu'il y va du salut de votre honneur* si l'on vous ordonne d'en sortir. Et sur ce point d'honneur, il est dit tout haut et clair que c'est chose qui vous est si chère qu'il n'y a extrémité à laquelle vous ne vous résolviez pour la conservation d'icelui, et qu'en ce cas vous serez contraint d'appeler l'Espagnol et lui adhérer.

Monsieur, me trouvant avec vous, j'accordai volontiers ce que vous me dites de vos mérites et de feu M. de La Valette, votre frère; mais je n'ai pu comprendre ni apprendre que, pour avoir bien servi le

Roi à la conquête d'une province, Sa Majesté soit obligée d'en laisser le gouvernement à celui qui l'a conquise. Le prince peut avoir plusieurs raisons pour lesquelles il ne le peut ni ne doit; et quand toutes les raisons cesseroient, la volonté du prince en doit faire le jugement.

Un, qui s'appeloit le cardinal de Sienne, au temps du pape Léon X, lui fit une demande que Sa Sainteté jugea injuste et lui refusa. Le cardinal lui dit : « Père saint, c'est moi qui vous ai fait pape. » La réponse du pape fut : « Si vous m'avez fait, laissez-moi être pape. » Le feu duc d'Albe conquit au roi d'Espagne le royaume de Portugal, pour cela il n'a pas prétendu qu'on le dût laisser vice-roi en Portugal.

Si vous étiez en possession du gouvernement de Provence, vous pourriez avec beaucoup de raison supplier le Roi de vous y vouloir conserver; mais, n'ayant qu'une simple commission de commander aux forces, vous n'en pouvez retenir le titre que de la seule grâce et volonté du maître. Si vous me dites : « Ayant bien servi, il y va de mon honneur de m'en ôter », je répondrai qu'il y va bien plus avant de l'honneur du Roi que vous reteniez contre sa volonté ce qui ne se peut et ne se doit avoir que par sa seule volonté. Quand un mien compagnon m'auroit sauvé la vie, et qu'il retînt contre ma volonté mille écus qui sont à moi, chacun diroit qu'il me fait tort et injure, encore que l'on jugeât qu'il méritât que je lui fisse plus grande récompense. Si c'est injure entre pareils de vouloir retenir le bien de son ami contre son gré, que dirons-nous en ce fait, qui est entre le Roi et son sujet? Si vous êtes curieux d'honneur en une demande que l'on estime ne se pouvoir fonder en raison, que doit faire le Roi votre maître en une ré-



solution qu'il a prise, fondée en toute raison? C'est à lui à nous donner la loi; l'obéissance est tombée en notre partage. Il juge que, par les aigreurs et inimitiés qui sont conçues contre vous par plusieurs des principaux de la Provence, son service requiert que le gouvernement en soit donné à un autre. Ce n'est pas à vous à juger des jugemens de celui qui est votre Roi et votre juge. Si donc, par ce que dessus, il vous apprend que la raison est du côté du Roi, je vous supplie de vous résoudre que l'honneur est de faire les choses raisonnables, et que celui qui fait le contraire, au lieu d'honneur, se couvre de blâme. J'estime que le gentilhomme qui fait tort à son pareil perd l'honneur: que dira-t-on de celui qui entreprend de faire tort au Roi?

Les Rhodiens, en une remontrance qu'ils firent aux Romains qui leur vouloient commencer la guerre, dirent que les victoires des Romains ne procédoient pas seulement de leur valeur, mais aussi et principalement de la justice de leurs armes. Tout homme qui entreprend une guerre doit premièrement considérer si l'entreprise est juste: qui entreprend contre le devoir est tenu pour ennemi commun de tous les bons. Les peuples françois ont assez fait connoître aux chefs de la Ligue qu'ils sont las des guerres civiles. L'expérience du passé, les grands maux que l'on a soufferts à l'occasion des changemens que l'on a voulu introduire en cet État, nous enseignent assez et nous conseillent de nous tenir en l'obéissance que nous devons à notre Roi, hors de laquelle il n'y a celui de nous qui ne connoisse qu'il n'y a point de salut. Ceux qui entreprendront de nouveaux remuemens pourront, à l'aventure, faire beaucoup de mal; mais, si nous jugeons de l'avenir par le passé, la fin n'en peut être que très malheu-

reuse, la justice de Dieu ne permettant pas que ceux qui, par leur cupidité et impatience, seront cause de la ruine de leur patrie, des violences, crimes et méchancetés exécrables auxquels se débordent plusieurs gens de guerre de ce malheureux siècle, vivent longuement sur la terre sans une grande et exemplaire punition. Les larmes, les cris et les justes plaintes du pauvre peuple innocent sont ouïs et vengés de Dieu.

Monsieur, si quelque nécessité vous contraignoit d'entrer en ces précipices, je compâtirois à votre douleur et serois plus retenu en cet écrit que je ne puis être. Mais, monsieur, je vois votre Roi et votre maître qui vous ouvre les bras pour vous recueillir, honorer et recevoir en sa bonne grâce; je vous vois plein d'honneurs, de biens et de faveurs; je vois cette belle France, votre patrie, qui vous a comblé de tant de faveurs et grandeurs que nul autre particulier peut égaler sa bonne fortune à la vôtre; votre patrie, dis-je, vous prie maintenant et conjure, par tous les devoirs et par toutes les grâces qu'elle vous a si libéralement départis, que vous vous résolviez à penser et veiller pour sa conservation, de servir de votre valeur et grands moyens que Dieu vous a élargis, à la mettre et assurer en un bon et honorable repos, que vous rejetiez au loin toutes pratiques et intelligences avec l'Espagnol, Savoyard et autres quelconques qui ont entrepris votre ruine par la subversion de ce beau royaume où vous êtes né, et pour la conservation duquel, comme vrai gentilhomme françois, fils d'un très valeureux chevalier, vous devez libéralement exposer votre sang, votre vie et tous les moyens que Dieu vous a donnés.

Faites donc, monsieur, que nous n'entrions justement en opinion que, pour une passion particulière, vous abandonniez le nom de François; exposiez, en tant

qu'en vous est , votre patrie en proie à l'étranger ; renoncez, pour une plainte mal fondée, à l'amitié de tous les gens de bien de ce royaume, qui ne vous pourront aimer si vous vous résolvez de désobéir aux commandements de votre Roi, s'ils vous voient joint, à leur ruine et à la désolation de l'État, avec l'Espagnol, notre ennemi commun. Regardez, monsieur, quel changement ce vous sera si, au lieu de ce grand connétable, votre grand ami, vous avez pour ami et associé le connétable de Castille, au lieu d'un si grand nombre de noblesse françoise, qui vous est liée d'une si étroite amitié et bienveillance, vous vous trouviez accompagné, suivi et assisté d'Espagnols, Hennuyeurs, Siciliens et autres, qui n'ont rien de conforme à votre valeur ni à vos mœurs. Ayez compassion de la fortune de messieurs vos enfants, qui ont l'honneur d'appartenir aux plus illustres familles de la chrétienté. Ne leur faites pas perdre l'héritage de la gloire, qui leur a été laissée par leurs prédécesseurs, d'avoir vertueusement hasardé leurs biens et leurs vies pour la grandeur et soutien de cette couronne. Considérez par votre prudence l'incertitude de l'événement d'une telle guerre, le danger qu'il y a d'éprouver ses forces contre le plus puissant, qui fera toujours sa paix quand il voudra avec celui qui a pris son sujet en sa protection, dont s'en ensuivra nécessairement la perte, laquelle, outre le dommage, pourroit traîner avec soi des marques bien fâcheuses. Considérez en quelle perplexité vous réduirez tous vos amis qui vous assistent maintenant, qui seront contraints ou de vous abandonner, ou, demeurant avec vous, souffrir la rigueur des jugements, à la ruine totale d'eux et de leur postérité.

Il vous plaira, monsieur, de prendre en bonne

part la liberté dont j'use en votre endroit , qui ne procède que de l'amour, fidélité et affection que j'estime vous devoir, qui n'a permis, quoi que puisse advenir, que j'omette ce dernier office, de vous supplier, comme je fais bien humblement et de tout mon cœur, de surmonter la violente passion qui a si avant gagné sur votre esprit, et de vouloir accroître la gloire de votre maison, en vous conformant en tout et partout aux bonnes volontés du Roi votre maître, en la bonne grâce duquel je désire comme j'estime qu'il est encore en votre pouvoir que vous ayez aussi bonne part que seigneur qui soit en ce royaume. Il est à votre choix de regagner et conserver la bonne grâce de votre Roi à vous et aux vôtres, ou d'encourir son indignation. Montrez en cette occasion votre bonté et votre bon jugement. L'indignation du prince, comme dit le sage, est la mort du sujet; et il n'y a point de juste querelle ni contre son Roi, ni contre sa patrie.

---

### XXXIII.

#### PROJET DE MÉDIATION DE LA RUSSIE

ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE,

A L'OCCASION DE L'INDÉPENDANCE AMÉRICAINE, ETC.

(1780-1782.)

Les lettres suivantes, sans avoir un rapport bien spécial à l'histoire de France, peuvent du moins servir à celle de nos relations extérieures à l'époque où elles furent écrites. Elles contiennent d'ailleurs d'importantes révélations sur l'état et les vastes projets d'une puissance qui, de nos jours, semble vouloir réaliser les rêves ambitieux de Catherine.

M. Monmerqué, à qui l'on doit la communication et la conservation de ces lettres, sauvées par lui de la destruction, les a extraites d'un plus ample recueil dont il est possesseur. Cette collection provenoit de feu Antoine-Bernard Caillard, secrétaire de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg, de 1780 à 1783, chargé depuis de missions importantes en Hollande, en Prusse, etc., mort, à Paris, archiviste du ministère des relations extérieures, le 6 mai 1807.

## I.

## DE M. LE COMTE DE VERGENNES

A M. LE MARQUIS DE VÉRAC.

Versailles, le 13 octobre 1780.

Vous êtes, monsieur le marquis, bien plus en état que nous de juger si l'ouverture que M. le comte de Panin vous a faite relativement à l'indépendance Américaine, et qui fait le sujet de mon expédition, est une idée qui lui soit personnelle, ou si elle lui a été suggérée. Quoi qu'il en soit, elle nous a paru si intéressante, que le Roi a voulu que je vous fisse connoître, le plus promptement possible, le jugement qu'il en a porté. Comme il ne présente rien que de très obligeant pour M. le comte Panin et pour sa souveraine, vous pouvez lui communiquer sans détour notre façon de penser, et même, si vous croyez que cela peut ajouter à sa confiance, vous pouvez lui faire lire ma dépêche. Ne vous effrayez pas, monsieur le marquis, de l'arbitrage dont nous présentons la perspective et l'appât à la Russie: je sens que ce seroit lui assigner un grand rôle, mais je ne le croirois pas dangereux dans ses mains. Il semble que les Anglois ont pris à tâche d'égarer son affection; d'ailleurs l'éloignement où cette puissance est de nous, prévient bien des inconvénients; un contre lequel il sera difficile de se prémunir, et que je vous



confie pour vous seul , est le peu de propension du roi d'Espagne pour toute médiation quelconque. Ce prince, flatté de l'avance que les Anglois lui ont faite de lui envoyer un émissaire, quoiqu'il ne soit pas à s'apercevoir qu'il n'a pas grand fruit à en attendre, paroît espérer cependant que tôt ou tard il pourra diriger les conditions de la paix. Nous pouvons moins que tout autre le guérir de cette illusion , et c'est aussi pourquoi il est très essentiel que M. Normandès ne puisse pénétrer les instructions que je vous envoie. Si la cour de Russie sait y mettre du ton et de l'adresse, il ne doit pas lui être difficile de circonvenir celle d'Espagne de manière à ce qu'elle ne puisse décliner les ouvertures qui lui seront faites.

Ce dont vous pouvez être assuré , monsieur le marquis, est qu'on vous saura ici le plus grand gré de tout ce que vous ferez pour accélérer le rétablissement de la paix. M. le comte de Maurepas me charge de vous le dire et de vous faire ses compliments. Il ne vous écrit pas, sa main droite étant encore entreprise par la goutte, dont il vient d'essuyer un accès assez fort.

En travaillant à la paix, il faut éviter que le désir puisse être interprété comme un besoin ; mais tant de motifs honorables concourent à légitimer ce désir, qu'il doit vous être facile d'écarter tout ce qui pourroit faire supposer l'idée de la nécessité. Nous nous en remettons, à cet égard, à votre prudence et à votre dextérité.

Dans le besoin de donner au chargé d'affaires d'Espagne une raison de cette expédition, vous la trouverez dans les chiffres dont on vous fait l'envoi.

Que penser et que dire du Danemarck, s'il est d'accord avec l'Angleterre touchant les restrictions mises

à la liberté de ses transports? Je suis bien impatient d'être instruit du jugement qu'on en portera où vous êtes. Il ne peut avoir puisé cette jurisprudence dans son traité de 1670. Les copies que nous en avons n'autorisent point une pareille interprétation.

Rendez justice , je vous prie , au sincère et inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, monsieur le marquis, votre très humble et très obéissant serviteur.

DE VERGENNES.

---

2.

DU MÊME AU MÊME.

Versailles, le 12 octobre 1780.

J'ai mis sous les yeux du Roi, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le premier du mois dernier.

Sa Majesté, qui s'est montrée très satisfaite des différents détails dans lesquels vous entrez, s'est arrêtée principalement au compte que vous y rendez d'un entretien avec M. le comte Panin dans lequel ce ministre vous auroit donné quelques idées tendantes à résoudre la grande difficulté de l'indépendance américaine. C'est en effet le noeud gordien de la présente guerre; si celui-là étoit tranché, il n'y a pas de doute que la paix n'en fût la conséquence immédiate.

Il y a trop peu de temps, monsieur, que vous êtes séparé de nous pour que vous ayez perdu de vue les désirs et les dispositions du Roi pour atteindre au terme d'une paix honnête, juste et décente. L'Europe doit être bien convaincue que ce n'est pas par choix que Sa Majesté a pris les armes, et qu'elle n'y a

été déterminée que par la nécessité, la plus impérieuse de toutes les lois. Je ne rappellerai pas ici ce qui a été consigné dans divers écrits et étayé par des pièces justificatives nullement équivoques. Il est question de penser à la paix ; l'impératrice de Russie et son sage ministre paroissent la désirer par-dessus tout. N'hésitez pas à les assurer que le Roi en partage le vœu avec eux ; que rien ne peut lui être plus agréable que de devoir ce bienfait à leurs bons offices, et que Sa Majesté a tant de confiance dans la délicatesse de l'impératrice de Russie, dans le soin qu'elle prend de sa propre dignité et dans la considération qu'elle a pour celle des couronnes, que Sa Majesté n'hésitera pas à se prêter à tout expédient que cette auguste souveraine estimera juste et honorable.

Celui dont M. le comte Panin vous a donné l'idée réunit éminemment ces deux qualités, puisqu'il conserve à chacun ce qui lui appartient légitimement et ne froisse en quoi que ce soit la dignité d'aucune des puissances belligérantes.

Qu'y auroit-il en effet de plus raisonnable, cette campagne finie sans qu'aucune des parties puisse se glorifier d'aucun avantage notable sur l'autre, que de convenir immédiatement d'un armistice pour pouvoir entamer la négociation d'après un point fixé ? L'armistice arrêté, le Roi, soit seul, soit conjointement avec l'Angleterre ou en participation avec les puissances qui s'intéresseroient au rétablissement de la paix, ne se refuseroit pas à consulter séparément les provinces-unies de l'Amérique, et à exiger de chacune d'elles une déclaration authentique de leur intention de se maintenir dans l'état d'indépendance qu'elles se sont arrogé ; rien ne s'opposeroit à ce que Sa Majesté se prêtât à cette démarche : elle ne blesseroit en rien ni sa di-

gnité ni la foi de ses engagements. Les Américains resteroient les arbitres et les maîtres de leur condition. Si quelques unes des provinces-unies préféroient de rentrer sous la domination de l'Angleterre, les obligations du Roi n'en seroient pas moins intactes, la garantie de Sa Majesté ne portant que sur l'état où ces mêmes provinces seront conservées à la paix.

Autant cet expédient paroît convenable pour la France, autant semble-t-il honorable pour l'Angleterre. Tous les efforts qu'elle a faits si infructueusement jusqu'à présent pour rappeler ces provinces à son obéissance, doivent l'avoir désabusée de l'espérance de les soumettre et de les réduire par la force : c'est donc plus par point d'honneur que par la confiance du succès que l'Angleterre continue une guerre dont elle ne doit pas se dissimuler que l'objet est manqué. Mais il en coûteroit trop à son amour-propre de paroître céder ce point à la France; ce n'est pas aussi ce que nous prétendons : l'état de guerre ne fait point perdre de vue au Roi les justes ménagements qu'exige la dignité de la couronne Britannique, et Sa Majesté sera toujours disposée à les remplir autant qu'ils pourront se concilier avec la fidélité religieuse qu'elle doit à ses engagements. C'est pour cela, monsieur, qu'en résumant l'idée dont M. le comte Panin vous a entretenu, j'ai établi que les Anglois pourroient intervenir dans la consultation à faire avec les provinces américaines; il doit être entendu que cette consultation devroit être exempte de tout appareil hostile et menaçant. Le Roi en consentant à mettre les Anglois vis-à-vis les Américains ne se dissimule pas les inconvénients qui pourroient en résulter. Il seroit très possible que l'Angleterre, profitant de la facilité qu'elle auroit de communiquer avec eux, ne s'en servît que pour

les séduire par l'appât même de leur indépendance, et pour les entraîner dans une paix séparée qui feroit la dissolution de leurs liens politiques avec la France ; mais cet aperçu n'influe en aucune manière sur les dispositions de Sa Majesté. Elle se repose et se reposera sans inquiétude sur la prévoyance de la cour de Pétersbourg, persuadée que si elle avoit pu amener les affaires à ce point, elle n'omettroit aucune des précautions ou des mesures nécessaires pour assurer et consolider une œuvre également glorieuse et salulaire.

L'indication d'un congrès dans lequel tous les objets relatifs à la paix devroient être traités, pourroit être un moyen de contenir les Anglois, parce que, en même temps qu'on leur laisseroit toute liberté de traiter directement avec les députés américains, il devroit être convenu que les différentes négociations marcheroient d'un pas égal et que la signature des traités n'auroit lieu qu'au même jour.

Toute noble et salulaire que soit l'idée dont M. le comte Panin vous a entretenu, on peut craindre, Monsieur, qu'elle ne rencontre pas un applaudissement général si elle n'est étayée par une volonté ferme et bien exprimée.

L'Angleterre a fait suffisamment connoître que toute intervention ne lui est pas agréable, et le parti qu'elle a pris d'envoyer en Espagne un émissaire qu'elle y tient à demeure, indique que sans être encore disposée à la paix, elle veut se ménager une voie ouverte pour la traiter lorsqu'elle pourra craindre que le vœu des puissances neutres lui en fasse une nécessité. Quelle autre cause pourroit-on assigner à une mission aussi étonnante que celle du sieur de Cumberland, qu'on peut dire avoir été jusqu'à présent sans objet ? Sûrement le ministère Britannique rend trop de justice à



la probité et à la vertu du Roi catholique pour s'être flatté de l'induire à une paix séparée de la France. S'il a fait quelque ouverture dans la vue d'une paix générale, elle doit avoir été bien insignifiante, puisqu'il ne nous a été encore communiqué autre chose que des désirs excessivement vagues, et pas la plus mince proposition.

Si l'impératrice de Russie, qui, pour le bien de l'humanité, désire de coopérer au prochain rétablissement de la paix, veut avoir à ce glorieux ouvrage la part que sa considération personnelle et sa puissance doivent lui assigner, il est indispensable qu'elle se presse et que ses insinuations, dictées par l'amitié et par l'onction, soient assaisonnées d'une force suffisante pour faire sentir qu'on ne les repousseroit pas sans la mécontenter. L'impératrice a déjà fait un grand pas pour s'assurer l'exercice de ce rôle glorieux en formant une confédération qui ne sera pas moins l'objet de l'admiration de la postérité que de la reconnaissance de notre siècle.

A la tête d'une ligue aussi respectable, elle peut se décerner à son gré le rôle de médiateur ou d'arbitre; le dernier, quoique plus imposant, ne seroit pas le moins juste. La cause véritable de la guerre actuelle est celle de toutes les nations; c'est de la liberté de la mer qu'il s'agit; il n'en est aucune qui n'ait droit à cet héritage universel. Dans le partage d'une grande famille, un seul individu ne peut au gré de sa cupidité faire le lot à chacun des autres, tous ont un droit égal à une portion égale : ce ne seroit donc pas blesser la justice ni la bienséance, si les puissances que l'impératrice de Russie a réussi à associer pour le bien de tous, se saisissoient du trident de Neptune pour arrêter le cours d'une guerre dont la continuation est un mal

très pénible pour les nations même qui ne devroient pas y participer.

Un grand bien, un bien universel qui résulteroit encore d'un pareil arbitrage, est que les principes sur lesquels l'impératrice de Russie a fondé son système de confédération, recevant à la paix une sanction universelle, l'établissement d'un code maritime acquerrait force de loi, et préviendrait le retour de ces guerres de mer dont la jalousie du commerce a toujours été l'occasion et la cause.

Les réflexions que je vous expose, monsieur, et dont Sa Majesté vous permet de faire l'usage que vous croirez le plus avantageux au bien de son service et le plus favorable à l'humanité; ces réflexions, dis-je, doivent vous servir à convaincre M. le comte Panin, et par lui l'Impératrice sa souveraine, que si leurs louables intentions pour faire cesser le plus tôt possible les calamités de la guerre, n'ont pas le succès le plus complet, l'obstacle ne vient pas de la part du Roi, lequel, toujours empressé à seconder les vues bienfaisantes de l'impératrice de Russie, est prêt non seulement à adopter l'expédient imaginé par M. le comte Panin relativement à l'indépendance des Américains, mais entrera encore avec plaisir dans les vues ultérieures de Sa Majesté impériale pour avancer et accélérer autant que possible l'ouvrage de la pacification.

Je dois cependant, monsieur, vous faire quelques observations dont je me flatte que M. le comte Panin sentira la justesse et la convenance. Comme l'Amérique est fort éloignée de nous et que la correspondance ne peut être que lente et sujette à bien des incertitudes, si l'on peut s'accorder sur un armistice, il sera nécessaire : 1°. qu'il soit à long terme, au moins de quatre à cinq ans, et 2°. qu'il soit stipulé qu'on dés-

armera entièrement, ou du moins qu'on convienne d'une proportion fixe, dans laquelle chaque puissance restera armée, sans qu'on puisse l'excéder pour quelque motif que ce puisse être; enfin que, si contre toute attente, la paix ne pouvoit se rétablir, on dénoncera un an à l'avance le renouvellement des hostilités sans que, pendant cette même année, on puisse en commettre aucune.

Ces articles, garantis par Sa Majesté Impériale de toutes les Russies seule, ou conjointement avec les puissances qui forment la confédération des neutres, si elle juge à propos de les appeler, le Roi fera tout ce qui dépendra de lui pour engager ses alliés, et notamment les Américains, à souscrire ces conditions préliminaires. Le consentement de ceux-ci ne seroit pas douteux si la remise de l'île de New-Yorck devoit être immédiate. Ce poste leur tient fort à cœur parce qu'il est très intéressant; cependant, si l'indépendance de l'Amérique devoit être le résultat du vœu exprimé de chaque province consultée séparément, il n'en est point dont le zèle pour l'indépendance soit mieux constaté que celui de la province de New-Yorck. Aux réfugiés près, qui sont retirés dans cette petite île, toute cette province tient singulièrement à son indépendance, sans que la présence de l'ennemi ait pu, par aucun moyen de force ou de séduction, ébranler ses principes à cet égard.

Nous ne doutons pas, monsieur, que M. le comte Panin ne soit disposé à nous garder le secret religieux que nous lui promettons; nous répondons à la confiance de sa souveraine en nous expliquant avec autant de franchise; mais c'est le sentiment particulier du Roi que je vous exprime, Sa Majesté ayant jugé qu'il seroit prématuré d'entrer en communication et en concert

avec l'Espagne sur une idée dont M. le comte Panin ne vous a parlé que comme lui étant propre, et que nous ne pouvons encore regarder comme une base établie de négociation. D'ailleurs, comme l'a très bien remarqué ce judicieux ministre, l'Espagne n'a pas comme nous des engagements avec l'Amérique. Vous voudrez donc bien, monsieur, recommander à M. le comte Panin de ne rien laisser connoître à M. Normandès des explications dans lesquelles vous entrerez avec lui, et vous vous tiendrez avec ce chargé d'affaires dans la plus exacte réserve sur le contenu de cette dépêche.

J'ai l'honneur d'être, etc.

DE VERGENNES.

---

3.

DU MARQUIS DE VÉRAC

AU COMTE DE VERGENNES.

Pétersbourg, le 14 novembre 1780.

MONSIEUR LE COMTE, je réponds avec le plus grand empressement à la lettre n° 9, par laquelle vous me chargez de suivre l'ouverture qui m'a été faite par M. le comte Panin, relativement à l'ouvrage de la pacification générale, et je vais avoir l'honneur de vous rendre un compte exact des démarches que j'ai faites, et des dispositions actuelles de la cour de Pétersbourg sur cet objet.

Il étoit indispensable de communiquer cette dépêche en son entier à M. le comte Panin : c'étoit une marque de confiance à laquelle je savois qu'il seroit fort sensible, et je m'attendois bien que ce ministre m'en



demanderoit une copie pour en faire la lecture à l'Impératrice. Je le désirois aussi vivement que lui, persuadé de l'excellent effet que produiroit sur l'esprit de cette princesse une dépêche aussi flatteuse pour elle et pour son ministère, et dans laquelle les sentiments du Roi sont exprimés dans toute leur noblesse et toute leur pureté. Une seule chose étoit à craindre, c'étoit que l'Impératrice ne gardât cette copie, que le prince Potemkin n'en eût connoissance, et n'en fit part à M. Harris, que le secret n'arrivât ainsi jusqu'à M. le comte de Cobenzl, et que celui-ci, par le seul désir de brouiller, ne se hâtât d'en instruire ou d'en faire instruire M. Normandès. J'en fis l'observation à M. le comte Panin, qui la trouva très juste, et donna sa parole d'honneur que la copie ne sortiroit pas de ses mains, et qu'il me la remettroit aussitôt qu'il en auroit fait la lecture à sa souveraine : ce qu'il a fidèlement exécuté.

L'effet de cette lecture a été tel que je l'attendois. L'Impératrice, m'a dit M. le comte Panin, étoit infiniment sensible à la marque de confiance qu'elle recevoit du Roi en cette occasion, et donnoit les applaudissements les plus sincères à sa modération, son désintéressement et son amour pour la paix ; elle n'avoit elle-même d'autre vue, d'autre but dans toute sa conduite que la tranquillité générale de l'Europe ; ses vœux à cet égard étoient si étendus, et l'idée du bien universel l'emportoit tellement sur celle de sa gloire particulière, qu'elle verroit avec une égale satisfaction la paix se rétablir entre les puissances belligérantes, quand même elle ne devoit y intervenir ni comme arbitre, ni comme médiatrice ; mais cependant elle feroit très volontiers toutes les démarches qu'elle jugeroit capables d'accélérer ce salutaire ouvrage, et



les circonstances seules , et la tournure que prendroient les négociations détermineroient son rôle du côté de l'arbitrage ou de la médiation.

Vous vous apercevrez facilement , monsieur le Comte , qu'il n'y a que des assurances vagues dans ce discours , que je vous rends fidèlement tel que M. le comte Panin me l'a transmis ; mais il me semble d'abord qu'on ne pouvoit guère attendre quelque chose de plus précis d'une première ouverture ; et secondement , ce qui pourra peut-être vous étonner , c'est que le point fondamental de la lettre dont j'ai procuré la lecture à l'Impératrice étoit entièrement nouveau pour elle. L'idée de consulter les Américains sur leur indépendance s'étoit offerte à l'esprit de M. le comte Panin , et il me l'avoit communiquée sans espérer que le Roi voulût l'adopter , et lui donner aussi promptement la suite qu'elle paroît mériter. Mais il m'a assuré qu'il n'en avoit jamais parlé ni au conseil , ni à l'Impératrice dans ses conversations particulières avec cette princesse ; et je suis d'autant plus porté à le croire , qu'effectivement en me demandant la copie qu'il devoit lire à l'Impératrice , il m'avoit prié d'adoucir tous les endroits qui pouvoient donner lieu de penser qu'il m'eût fait la moindre ouverture revêtue d'une forme ministérielle. Au surplus , voici quelque chose d'un peu plus positif.

M. le comte Panin avoit communiqué à M. Harris , à peu près en même temps qu'à moi , l'idée dont j'ai eu l'honneur de vous faire part ; mais M. Harris n'en ayant plus fait mention depuis cette première ouverture , M. le comte Panin croyoit qu'il avoit laissé tomber cette proposition , et me promit cependant de le remettre sur la voie à la première occasion , et de me confier le résultat de cette conversation. En effet ,

quelques jours après, il lui demanda s'il avoit fait usage de l'idée qu'il lui avoit suggérée, en lui disant que si l'Angleterre désiroit véritablement la paix, il sembloit que le moment de s'en occuper étoit arrivé, et que la Russie, en son particulier, désiroit infiniment que les puissances belligérantes travaillassent à terminer une guerre onéreuse pour elles et inquiétante pour les autres. Il ne négligea pas non plus de lui faire observer que la cour de Londres s'étoit épuisée cette année en efforts pour une campagne qui, dans le fond, lui avoit été fort désavantageuse par les pertes réelles qu'elle y avoit faites, et qu'enfin il n'étoit pas possible qu'elle se flattât de résister longtemps aux forces réunies de la France, de l'Espagne et de l'Amérique. M. Harris a semblé reconnoître ces vérités, et avouer que le ministère britannique ne se les dissimuloit pas. Quant à l'idée de consulter les Américains sur leur propre sort, il a répondu qu'il en avoit fait part à sa cour; qu'il étoit facile de voir en examinant les dates qu'il ne pouvoit pas encore avoir de réponse à ce sujet; qu'il espéroit que l'Angleterre goûteroit tout projet qui promettroit un acheminement vers la paix, et qu'aussitôt qu'il auroit reçu les premières nouvelles de sa cour sur cette ouverture, il seroit très empressé de les lui communiquer.

« Voilà, m'a dit M. le comte Panin, où j'en suis avec M. Harris. Je ne lui ai jamais dit que je vous eusse communiqué la même idée, je n'ai pas voulu même pousser la dernière conversation, de peur qu'il ne devinât le motif de l'expédition de votre courrier par mon empressement à lui demander trop d'explications sur cet objet dans le moment actuel. Il faut donc rester tranquilles jusqu'à ce que nous sachions les intentions de l'Angleterre. Du moment qu'elle nous les aura

fait connoître, on fera de nouvelles ouvertures à ce sujet à la France et à l'Espagne, et ce sera de concert avec la cour de Versailles qu'on prendra les moyens d'engager celle de Madrid à entrer en négociation. »

Si l'Angleterre fait une réponse convenable à la proposition de M. le comte Panin, nous sommes convenus, ce ministre et moi, qu'il diroit à M. Harris qu'il fera directement les premières ouvertures à la cour de France, sans m'en rien communiquer jusqu'à ce que l'affaire soit en train. J'ai cru devoir lui suggérer cette idée pour prévenir l'effet des confidences de M. Harris et de M. de Cobenzl, et les inquiétudes qu'on pourroit donner à M. de Normandès. Celui-ci ne me supposant pas dans le secret, il me sera toujours plus facile de le calmer et de l'empêcher de faire à la Cour des rapports qui pourroient retarder la marche de la négociation.

Je dois vous donner, monsieur le Comte, la raison qui me fait tant désirer d'écarter M. de Cobenzl du secret dont Sa Majesté daigne me charger. Il y a quelque temps, on indiqua assez crûment, dans un papier public, que l'Empereur appuyoit à Madrid les négociations de M. Cumberland. Le ministre autrichien fut saisi d'étonnement en lisant cette gazette, et alla trouver, sur-le-champ, M. le comte Panin, avec lequel il eut une conférence de plus d'une heure, pour disculper la Cour de Vienne sur cet objet. C'est M. le comte Panin lui-même qui m'a confié ce fait ; et M. le comte Cobenzl a jugé à propos d'entrer même avec moi dans de longues discussions pour me faire l'apologie de son maître à cet égard. Or, dans un moment où ce ministre se croit obligé de justifier l'empereur contre l'inculpation de vouloir faire faire à l'Espagne sa paix particulière sans la France, il me paroîtroit dangereux qu'il eût

quelque notion dont il pourroit abuser pour publier que c'est au contraire la France qui cherche à faire la sienne sans l'Espagne.

Je me suis expliqué confidentiellement avec M. le comte Panin sur cette prétendue négociation de l'Angleterre avec l'Espagne, mais il paroît qu'il n'y attache aucune importance. Quant au rôle qu'on assure que le ministre impérial y joue, il ne trouvoit pas non plus beaucoup de vraisemblance à ce fait. Cependant M. de Cobenzl a mis tant d'affection à justifier sa cour à cet égard, qu'il commence à y soupçonner de la vérité. Au reste, il est bien persuadé que ce n'est pas de là que nous viendra la paix. « Un nouveau parlement en Angleterre, m'a-t-il dit, offre au ministère britannique un ordre de choses entièrement différent. L'intérêt de leur conservation propre est probablement le seul motif qui a engagé milord North et les autres à continuer une guerre ruineuse par l'Angleterre. Ils seront moins difficiles sur les propositions de paix, lorsqu'ils seront certains que leurs têtes seront en sûreté : et, sans doute, ils auront cette certitude sous un parlement qu'ils tâchent de ne composer que de gens qui leur soient entièrement dévoués. »

Ils adopteront ou rejetteront l'idée que M. le comte Panin a mise en avant relativement aux Américains ; mais dans l'un et l'autre cas, et quelle que soit la voie qu'on ouvre aux négociations, ce ministre sent la nécessité d'un armistice et de lui donner un terme aussi étendu que l'exige la distance à laquelle les puissances belligérantes sont les unes des autres. « L'Impératrice en convient, m'a-t-il dit, et cette princesse pense que c'est là le premier point dont il faudra s'occuper. » Mais ce point renferme une difficulté relative au sort dont jouira l'Amérique pendant cet



espace de temps. Sur quel pied sera-t-elle avec l'Angleterre ? Comment son commerce sera-t-il réglé ? La cour de Londres consentira-t-elle que ce commerce soit ouvert avec toutes les puissances maritimes de l'Europe ? J'ai cru devoir proposer cette difficulté à M. le comte Panin sans attendre qu'il m'en fit l'objection, afin de le mettre à portée de la résoudre lui-même, et de m'instruire plus positivement de sa façon de penser sur cet objet. Effectivement il m'a répondu, sans hésiter, qu'il falloit mettre l'Amérique absolument à son aise, qu'elle eût la liberté la plus entière de décider de son sort, et que durant l'armistice elle pût librement faire son commerce avec toutes les nations. Qu'il avoit lieu de croire que les Anglois feroient d'autant moins de difficulté sur cet article qu'ils avoient déjà offert cette même liberté à la Virginie ; mais qu'en tous cas s'ils refusoient de se prêter à cette proposition, il ne faudroit pas cesser d'insister pour l'obtenir en la présentant comme une condition *sine quâ non*. Il pense que cet article une fois réglé, il ne sera pas difficile de s'entendre sur les autres, et particulièrement sur la proportion dans laquelle il faudra désarmer, puisqu'en conservant toutes leurs forces, les puissances belligérantes s'engageroient dans des dépenses aussi onéreuses qu'inutiles.

Il ne s'éloigne pas de l'idée d'un congrès, persuadé cependant que si les trois autres puissances montrent pour la paix un désir aussi sincère que le Roi, elle pourra se conclure sans y mettre un appareil et des formalités qui pourroient encore en éloigner la conclusion. Mais si l'on en vient à ce parti, il regarde la ville de Leipzig comme la plus favorable pour le congrès, et, dans ce cas, son idée seroit que chacune des Provinces-Unies de l'Amérique y envoyât ses députés,



qui n'auroient à rendre de compte qu'à l'assemblée particulière de leurs provinces respectives, et non un congrès général, lequel resteroit suspendu jusqu'à ce que chacune de ces provinces eût statué définitivement sur son sort.

Voilà, monsieur le Comte, le résultat des différents entretiens que j'ai eus avec M. le comte Panin, dans lesquels il n'y a de ministériel, à proprement parler, que ce qu'il m'a dit au nom de l'Impératrice. Le reste ne doit être regardé que comme la façon de penser particulière de ce ministre exprimée dans une conversation confidentielle et amicale, mais qu'il n'étoit pas moins intéressant de connoître. Vous verrez, monsieur le Comte, en résumant ces différents points :

1°. Que l'Impératrice se chargera volontiers de coopérer à la pacification, soit comme médiatrice, soit comme arbitre, suivant que les circonstances l'exigeront ;

2°. Que l'idée de consulter les Américains sur leur sort, conçue par M. le comte Panin, est déjà communiquée à l'Angleterre, et qu'on attend sa réponse pour aller en avant, ou chercher d'autres mesures ;

3°. Que quelle que soit cette réponse, on est ici dans la disposition de proposer un armistice, et il y a grande apparence que les conditions en seront avantageuses à l'Amérique.

Je voudrois pouvoir ajouter, monsieur le Comte, que cette négociation se poussera avec la plus grande activité ; mais, pour peu que l'on connoisse ce pays-ci, on voit bientôt, à la manière dont s'y traitent les affaires, qu'il ne faut pas se flatter de les voir arriver à leur terme avec une certaine célérité. Ce que je puis vous promettre, c'est que je ne négligerai rien pour abrégier les lenteurs, et exciter autant qu'il me sera

possible le zèle de M. le comte Panin à l'avancement d'un ouvrage dont il paroît désirer aussi vivement la conclusion.

J'imagine aussi , monsieur le Comte, que tout ce qui précède vous persuadera que l'idée sur laquelle M. le comte Panin cherche à asseoir un plan de conciliation n'est point une idée qui lui ait été suggérée par l'Angleterre. Il s'en est expliqué avec moi d'une manière trop franche et trop naturelle ; il m'a montré trop de penchant pour l'indépendance des Américains, et trop de mécontentement contre l'Angleterre et contre M. Harris en particulier pour que je puisse supposer qu'il ait voulu le favoriser en me faisant un pareil mystère.

---

## 4.

## DE M. LE COMTE DE VERGENNES

A M. LE MARQUIS DE VÉRAC.

Versailles, le 30 janvier 1781.

JE ne suis pas inquiet , monsieur le Marquis, que vous ne suppléiez parfaitement à ce qu'il n'est pas possible de vous dire dans l'expédition dont le courrier est porteur. Le mouvement qui se fait auprès de vous doit vous éclairer sur les affections et vous faire distinguer celles qui sont plus ou moins pour nous. Il est une certaine cour dont je suis persuadé que les intentions ne vous échappent pas, et dès lors vous sentez combien il seroit dangereux qu'elle acquît la principale influence. L'amour-propre doit vous fournir de grands secours pour écarter les inconvénients, et, manié par vous, j'ai toute confiance dans le succès.

Ma mauvaise santé ne me permet pas de m'étendre davantage. Je suis à peine convalescent, monsieur le Marquis, d'une maladie assez grave que je viens de faire. La foiblesse de ma tête, plus encore celle de ma main, me défendent les longues écritures ; mais je n'ai pu refuser à mon empressement de vous renouveler les sentiments qui vous assurent du sincère et inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, monsieur le Marquis, etc.,

DE VERGENNES.

---

5.

DU MÊME AU MÊME.

A Versailles, le 7 avril 1781.

JE suis bien reconnoissant, monsieur le Marquis, de l'intérêt que vous prenez à ma santé ; elle est assez bonne maintenant : celle de M. le comte de Maurepas ne l'est pas moins. Nous en avons grand besoin l'un et l'autre pour faire face aux circonstances dont le poids devient chaque jour plus pesant. Il seroit bien allégé si les dispositions étoient aussi favorables partout qu'elles le paroissent en Russie. Mon expédition de ce jour vous fera connoître que nous avons quelque sujet de craindre qu'elles ne soient pas les mêmes partout. Il seroit prématuré de se livrer à la défiance ; il conviendrait avant tout de bien examiner, et c'est sur vous que nous comptons principalement, Monsieur, pour éclaircir les soupçons qu'on cherche à nous donner. J'ai peine à m'y livrer : les assurances de l'Empereur sont si prévenantes, que je ne vois pas pourquoi il emploieroit une fausseté aussi gratuite.

Nous sommes sans nouvelles d'aucune part, monsieur le Marquis. Les Anglois sont en mer pour aller ravitailler Gibraltar, et nous pour porter à nos îles les différents secours dont elles ont besoin. Une division de l'escadre, partie de Brest, doit prendre la route du cap de Bonne-Espérance : il est à désirer qu'elle y prévienne le commodore Johnston, ou du moins qu'elle l'y rencontre. Celui-ci a si peu d'avance que, à moins de contrariétés fâcheuses, nous devons arriver à temps de faire échouer son dessein, s'il en a effectivement un, comme on le suppose, sur cette possession hollandoise.

J'ai recommandé à M. le marquis de Castries, et de la manière la plus forte, les intérêts de M. Raimbert. Il paroît bien prévenu pour lui et fort disposé à l'obliger. Ce n'est ni par mécontentement ni par défiance qu'on lui a retranché une partie des approvisionnements dont il étoit chargé. C'est la suite d'un arrangement général qui a présenté plus d'économie. Le ministre de la marine semble occupé des moyens d'indemniser M. Raimbert; mais je ne sais s'ils sont bien faciles.

J'espère, monsieur le Marquis, que les légères altérations que votre santé a éprouvées pendant l'hiver auront disparu avec le retour de la belle saison. Je désire qu'elle ait été aussi précoce en Russie qu'ici. Nous jouissons depuis un mois d'un très beau printemps.

Madame de Vergennes est bien sensible, monsieur le Marquis, au souvenir que vous lui conservez. Elle me charge de vous en remercier, et de vous assurer qu'elle partage ce sincère et inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, monsieur le Marquis, etc.

DE VERGENNES.

## 6.

## DU MARQUIS DE VÉRAC

AU COMTE DE VERGENNES.

Saint-Petersbourg, le 4 septembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, le courrier que vous avez eu la bonté de me réexpédier est arrivé hier matin et m'a remis vos dépêches du 16 août dernier, n<sup>os</sup> 21, 22, 23, 24 et 25, avec toutes les autres lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sur différentes affaires particulières.

J'ai reçu également la table de chiffre n<sup>o</sup> 9, que vous aviez fait joindre au paquet de dépêches, ainsi que mon instruction de finances.

Le courrier d'Espagne qui doit apporter la réponse de la cour de Madrid aux propositions des cours médiatrices n'est point encore arrivé, mais ne tardera probablement pas long-temps. Aussitôt qu'il sera rendu à Pétersbourg, je prendrai avec M. de Normandès les mesures convenables pour communiquer à M. le comte d'Osterman et faire parvenir à l'Impératrice les observations du Roi sur ces propositions préliminaires.

Je reviendrai incessamment, monsieur le Comte, sur quelques points de vos lettres que je n'aurois pas le temps de traiter aujourd'hui avec toute l'étendue convenable. Il en est d'autres sur lesquels je me dispenserai d'entrer dans aucun détail, jusqu'à ce que je trouve une occasion plus sûre que la voie de la poste.

Le départ du grand-duc est fixé au 26 ou 27 de ce mois. On fait encore un mystère de l'itinéraire de ce



prince : cependant des gens à portée d'être instruits m'assurent qu'il traversera la France à son retour ; mais M. le comte d'Osterman ne m'en a pas encore prévenu. M. le comte de Goertz est dans une plus grande incertitude encore sur le passage de LL. AA. II. à Berlin , et il est vivement affecté parce que si Berlin est excepté de la route , il sent le chagrin que causera au Roi son maître l'air de préférence donné sur lui , dans une occasion aussi publique , à l'Empereur , dont les liaisons avec la cour de Russie lui causent déjà assez d'ombrage. Au reste , une circonstance , dans ce plan de voyage du grand-duc , qui donnera probablement lieu à bien des commentaires partout où ce prince passera , est le nom que l'Impératrice veut qu'il porte dans les pays étrangers , et qui effectivement ne se devineroit pas facilement. Il est décidé qu'il s'appellera *le Comte du Nord* , et vous comprenez , monsieur le Comte , que les ministres de Suède et de Danemarck ne sont que médiocrement contents de cette dénomination. Le dernier ne dit rien , mais le ministre suédois n'épargne pas les sarcasmes , et je doute que la cour de Stockholm en soit plus satisfaite.

M. Dana , que vous avez eu la bonté de m'annoncer par votre lettre du 7 avril dernier , est arrivé depuis trois jours. Je désirerois beaucoup pouvoir lui être ici de quelque utilité , mais une circonstance arrête toute ma bonne volonté : c'est l'impossibilité où il est de s'expliquer autrement qu'en anglois , dans un pays où les deux seules langues étrangères en usage sont la françoise et l'allemande. J'ai senti cet embarras dès sa première visite , malgré la précaution qu'il avoit eue d'amener avec lui le fils de M. Adams , qui parle médiocrement le françois. Dans l'impossibilité de nous entendre parfaitement , il a pris le parti de m'écrire une lettre pour

me faire part de l'objet de sa mission et des négociations qu'il se proposoit de suivre auprès du ministre russe, et des espérances qu'il fondeoit sur la protection du Roi dans cette occasion. Cette lettre étoit écrite en anglois. Heureusement j'ai auprès de moi le marquis de La Coste, mon gendre, qui entend assez l'anglois pour le lire, et qui m'en a fait la traduction. A la manière dont elle étoit conçue, j'ai craint que M. Dana ne fût tenté de déployer sur-le-champ son caractère politique, et je suis à peu près sûr qu'une pareille démarche, dans le moment présent, seroit précipitée et lui feroit perdre le fruit que les circonstances peuvent, par la suite, lui faire retirer de son voyage. J'ai donc cru travailler au bien de la chose de chercher, dans ma réponse, à lui faire quitter cette idée, sans cependant l'en détourner directement, mais en l'instruisant en gros des dispositions de la cour de Russie relativement aux puissances en guerre, en insistant beaucoup sur l'exacte impartialité dont l'Impératrice avoit fait profession depuis le commencement des hostilités, et sur l'attention qu'elle avoit eue de ne donner aucun sujet légitime de plainte contre elle, et de chercher à ne mécontenter ni les cours de France et d'Espagne, ni celle de Londres, et en concluant de ces dispositions qu'il étoit fort à craindre que son ministère, pour éviter de se compromettre avec l'Angleterre, ne refusât de reconnoître un ministre des États-Unis de l'Amérique, c'est-à-dire d'une puissance qui n'a pas encore une existence politique à l'égard de la Russie. Au surplus, j'ai ajouté que s'il parvenoit à franchir cette difficulté, s'il entamoit ici quelque négociation et si le ministère russe vouloit m'en donner connoissance, il pouvoit être assuré que je le seconderois très volontiers dans tout ce qui concerneroit les intérêts communs. Tel

est, monsieur le Comte, le sens de ma réponse; c'est, comme vous le voyez, la substance de ce que je lui aurois dit de vive voix, si j'avois pu m'expliquer avec lui dans la conversation. Au reste, monsieur le Comte, pour vous dire ce que je pense de la mission de M. Dana, je ne vois guère qu'un seul cas où elle pourroit être utile, c'est celui où toutes les puissances belligérantes commenceroient à s'entendre sur les préliminaires de la paix, et surtout, sur la manière d'admettre les députés des États-Unis au congrès. Alors je conçois qu'il seroit commode pour l'avancement des choses d'avoir, non seulement à Pétersbourg, mais encore à Vienne, un ministre américain qui pût sur-le-champ répondre aux difficultés qu'on pourroit proposer. Mais tant que l'Angleterre montrera autant d'éloignement pour toute voie de conciliation, on ne doit pas espérer que la cour de Russie admette un député des États-Unis de l'Amérique; et, dans tous les cas, il auroit été à désirer qu'on eût choisi pour la place de Pétersbourg un homme qui, avec les mêmes talens que M. Dana, eût une connoissance au moins passable de la langue françoise; c'est un article plus essentiel qu'on ne pense dans un pays où il y a du risque à compter aveuglément sur la fidélité et la discrétion des interprètes.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*P. S.* Le départ du grand-duc et de la grande-duchesse est suspendu jusqu'au 26 ou 27 de ce mois. L'Impératrice a fait venir de Londres le docteur Dimsdale pour inoculer les jeunes grands-ducs Alexandre et Constantin : le moment de l'opération est arrivé, et LL. AA. II. désirent de savoir quel en sera le succès avant de commencer leur voyage.

---

## DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 10 septembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, par ma lettre du 30 mai dernier n° 20, j'ai eu l'honneur de vous proposer de faire par la voie de la mer Noire l'extraction des munitions navales nécessaires à l'approvisionnement de la marine du Roi, et d'indiquer quelques uns des moyens que je croyois le plus convenables pour assurer le succès de ce plan. J'attendois vos ordres à ce sujet, pour faire les premières démarches auprès du ministère russe, mais comme je n'ai pas reçu de réponse à cette lettre, je crains de ne m'être pas expliqué d'une manière assez claire, ou de ne pas avoir donné à cet objet le développement qu'il méritoit et dont il étoit susceptible, et c'est ce qui m'engage à y revenir aujourd'hui.

L'idée d'approvisionner la marine du Roi par la mer Noire n'est pas une idée neuve; plusieurs l'ont proposée avant moi; mais la difficulté consiste à trouver les moyens d'exécution. Les obstacles viennent de la part des Russes et de la part des Turcs : de celle des Russes, qui, jusqu'à présent, paroissent vouloir garder pour eux le commerce et la navigation de la mer Noire, et défendre aux vaisseaux étrangers l'accès du port de Kerson : de la part des Turcs, qui, ne voyant déjà qu'avec la plus grande peine le pavillon russe flotter sur la mer Noire, en permettront très difficilement l'entrée à un autre pavillon étranger.

Il ne seroit peut-être pas absolument impossible de surmonter ces obstacles, et d'obtenir, tant de la Porte que de la cour de Pétersbourg, la permission indéfinie,

absolue et illimitée de porter notre navigation dans la mer Noire et à Kerson ; mais certainement on n'en viendrait à bout que par des négociations fort longues. Or, l'objet est d'un intérêt trop présent pour qu'on doive le soumettre à des délais dont le terme ne seroit pas prévu, et le faire dépendre des hasards d'une discussion dont le succès seroit incertain.

Si la Russie avoit à Kerson un assez grand nombre de vaisseaux et de navigateurs pour fournir aux besoins de la marine du Roi, il n'y auroit plus de difficultés, et réservant pour un autre temps la question de l'admission du pavillon françois à Kerson, il suffiroit dans le moment actuel de faire nos achats et de fréter le nombre de vaisseaux russes qui nous seroient nécessaires. Mais la marine marchande russe à Kerson consiste, quant à présent, en quatre navires tout au plus ; et ce nombre est tellement insuffisant, qu'il faut bien songer à y suppléer, de quelque manière que ce soit, si nous voulons tirer quelque parti de ce nouveau débouché des munitions navales du Nord.

Pour accorder la jalousie de commerce des Russes avec notre intérêt du moment, et lever, autant qu'il est possible, toute difficulté de leur part, en leur ôtant tout sujet d'inquiétude de la nôtre, j'avois imaginé une ressource qui, à la vérité, ne seroit non plus qu'une ressource du moment, mais qui, ce me semble, nous procureroit de grands avantages. La Russie ne redoute la concurrence des étrangers à Kerson que par la crainte que des étrangers actifs et industrieux s'emparant de toutes les affaires, ne laissent plus rien à faire aux nationaux, et ne les réduisent à être simples spectateurs de leur commerce et de leurs profits. Or, cette crainte n'auroit plus lieu si la cour de France, en demandant à la Russie la permission d'envoyer



charger des munitions navales à Kerson sur le nombre de vaisseaux qu'elle jugeroit à propos, ne la demandoit que pour cette expédition seulement, sans que cette permission pût tirer par la suite à aucune conséquence, ni que la France pût en tirer aucun argument en sa faveur lorsqu'il sera question de régler par un traité les intérêts de commerce des deux nations, en se soumettant même à demander une nouvelle permission à chaque expédition que la guerre nous mettroit dans la nécessité de faire à Kerson. Il est aisé de voir que cet arrangement procureroit un grand débouché de denrées à la Russie sans lui causer aucun préjudice, puisque sa marine marchande est pour ainsi dire nulle sur la mer Noire, et que cette puissance ne pourroit se fonder sur les vues d'une politique ultérieure pour s'y refuser, puisque l'arrangement n'étant que momentanément laisseroit cette politique ultérieure *in statu quo*. Que si la Russie craignoit qu'une expédition de cette nature ne laissât sans occupation le petit nombre de vaisseaux marchands qui sont à Kerson et qui appartiennent tous au sieur Falleyew, on pourroit sans aucun inconvénient, à ce que je pense, commencer par employer les vaisseaux mêmes du sieur Falleyew, afin de mieux convaincre les Russes que le but de cette expédition n'est pas de les priver des profits du commerce, mais simplement de suppléer à l'état actuel de leur marine marchande, qu'ils n'ont pas encore eu le temps de rendre plus considérable à Kerson. Enfin, le fond de cette idée n'étant que de procurer la plus grande facilité possible pour les approvisionnements de la marine du Roi, je pense qu'il ne faudroit balancer sur aucune des sûretés que le ministère russe pourroit demander pour l'avenir.

Mais comment parvenir à faire paroître le pavillon

françois sur la mer Noire? Les Turcs n'y feront-ils pas une opposition insurmontable? Tout ce que j'entends dire de leurs préjugés, de leurs craintes, de l'ignorance où ils sont de leurs véritables intérêts, me fait craindre qu'il ne soit impossible d'obtenir d'eux cette faveur, même en prenant avec eux la tournure que je propose à l'égard des Russes, c'est-à-dire en se bornant à une permission momentanée; et dans ce cas il est clair qu'il ne reste qu'un moyen de surmonter cet obstacle, c'est de demander à la Russie la permission de se servir de son pavillon; peut-être même est-il à propos de fondre les deux demandes en une seule, car les raisons qui doivent faire accorder l'une, sont aussi celles qui doivent faire accorder l'autre.

Cependant, comme le parti anglois domine encore dans le ministère de Sa Majesté Impériale, je ne serois pas étonné qu'on ne refusât le pavillon russe, sous prétexte que ce seroit accorder à une des nations belligérantes en particulier une faveur par laquelle l'Impératrice croiroit déroger à son exacte impartialité; mais certainement je ne laisserois pas cette objection sans réponse; car, 1°. ce n'est pas pour nous défendre des Anglois que nous demanderions le pavillon russe, nous pourrions même nous engager à remettre pavillon françois au moment que nos vaisseaux sortiroient de la domination ottomane. En second lieu, nous prétendons si peu que l'Impératrice nous accorde ce privilège exclusivement à toute autre nation, que si M. Harris veut demander la même faveur pour l'Angleterre, nous ne trouverons pas mauvais que Sa Majesté Impériale le lui accorde, aux mêmes conditions qu'à nous.

Voilà, monsieur le Comte, les raisons sur lesquelles je m'appuierai dans cette négociation et que je soutiendrai par celles que vous aurez la bonté de me sug-

gérer, si vous approuvez cette idée. Si elle réussit auprès du ministère russe, elle nous fournira un moyen de plus pour les approvisionnements de la marine du Roi : si elle ne réussit pas, elle nous éclairera du moins sur les véritables sentiments de la Russie à notre égard, et cette connoissance n'est pas inutile à acquérir. Je vous serai très obligé de vouloir bien me faire passer vos ordres à cet égard aussi promptement qu'il vous sera possible.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## 8.

## DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 10 septembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, je réponds à la fois à quelques articles des deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 16 août dernier, n<sup>os</sup> 23 et 25, et qui ont trop de rapport ensemble pour devoir être traités séparément.

Je commence par ce qui concerne mon silence à l'égard de M. le comte de Saint-Priest. Il est très vrai, monsieur le Comte, que j'ai reçu de cet ambassadeur, dans les premiers mois de cette année, quelques lettres que j'ai laissées sans réponse. Vous en savez vous-même la raison, monsieur le Comte, et lorsque les intrigues de la cour de Pétersbourg avoient ôté au ministère de M. le comte Panin toute son activité, lorsque ce ministre n'avoit rien à nous dire sur les affaires les plus importantes et qui nous regardoient le plus directement, il est certain que je ne pouvois en tirer aucune lumière sur les affaires de la cour de

Russie avec la Porte, ni donner à M. le comte de Saint-Priest quelques éclaircissements utiles. Depuis ce temps, j'ai eu l'honneur d'écrire à cet ambassadeur et de lui expliquer les raisons de mon silence. Il sait, à présent, comment il est arrivé que je n'aie pas pu l'instruire des arrangements de cette cour-ci par rapport au consul russe en Moldavie.

On vous a fait, monsieur le Comte, un rapport peu exact, en vous annonçant que plusieurs négociants françois étoient établis à Kerson, et y faisoient déjà assez d'affaires pour exciter la jalousie des Russes. Il est possible que quelques François établis déjà dans l'intérieur de la Russie aient porté leur domicile dans cette nouvelle ville, attirés par les concessions de terrains qu'on y fait à ceux qui se déterminent à venir l'habiter. Mais je ne connois de vrai négociant que M. Anthoine, de Constantinople, dont j'ai eu l'honneur de vous parler dans ma dépêche n° 30, qui ait essayé d'y fonder une maison de commerce, et qui se propose d'y apporter des capitaux. M. le comte de Saint-Priest, dans la dernière lettre qu'il m'a fait l'honneur de m'écrire, m'avoit annoncé que j'avois dû ou que je devois recevoir vos ordres au sujet de ce négociant ; vous avez, sans doute, monsieur le Comte, oublié de m'en parler, en sorte que je ne puis agir auprès du ministère russe en faveur de M. Anthoine aussi vivement qu'il seroit à désirer. Il cultive avec beaucoup d'assiduité le prince Potemkin et M. le comte Voron-zoff. Il a remis au premier un mémoire fort bien fait sur l'établissement des étrangers à Kerson, et la manière dont il est à désirer qu'ils y soient traités par le gouvernement russe. Ce prince a gardé le mémoire sans le lire, en lui promettant qu'il en feroit une note qu'il mettroit sous les yeux de l'Impératrice ; mais

comme il semble qu'il est dans le génie russe de ne rien finir, et que ce défaut est éminemment celui du prince Potemkin, il est à craindre que cette affaire ne traîne prodigieusement en longueur, à moins que vous ne m'autorisiez, monsieur le Comte, à mettre le ministère russe dans la nécessité de s'expliquer.

Il est très vrai que c'est à la persuasion de M. de Stachieff que M. Anthoine a entrepris le voyage de Kerson. Il est très vrai encore qu'à son arrivée en cette ville le général Annibal lui a donné un terrain, non seulement pour bâtir une maison, mais encore pour construire des magasins, et malgré cela, l'établissement des négociants étrangers est encore un problème; du moins c'est ainsi que M. le comte Voronzoff s'en explique avec M. Anthoine. Mais voici le fait qui lève cette espèce de contradiction. Le conseil de Sa Majesté Impériale a rassemblé tout ce qu'il a pu de mémoires sur cette question, et après bien des délibérations on a conclu qu'il falloit admettre les étrangers à Kerson, et les y établir sur le même pied qu'à Pétersbourg; mais comme on n'a rien réglé encore avec la Porte sur la nature des matières dont l'exportation par la mer Noire sera permise aux Russes, et qu'on veut aussi s'arranger avec les barbaresques pour mettre le commerce russe à l'abri de leurs incursions, M. de Bulgakoff est parti pour Constantinople avec les ordres et les instructions nécessaires pour travailler à ces deux traites, et ce n'est qu'au moment de leur conclusion qu'on publiera l'oukase par lequel on permet aux négociants étrangers de s'établir à Kerson : ce qui peut devenir fort long.

Au reste, monsieur le Comte, je dois vous prévenir que M. de Bulgakoff a ordre de concerter toutes ses démarches dans cette affaire avec M. le comte de Saint-



Priest. Cet ambassadeur m'avoit mandé, dans sa dernière lettre, que c'étoit maintenant à l'internonce de la cour de Vienne que la cour de Russie s'adressoit dans ses discussions avec la Porte, et, en lui annonçant dans ma réponse la rupture du traité projeté entre les deux cours impériales, je crus pouvoir lui ajouter que selon toute apparence on ne tarderoit pas à revenir à lui ; ma prédiction s'est vérifiée plus tôt que je ne pensois. Mais voici, monsieur le Comte, une observation plus importante. La cour de Russie met beaucoup de chaleur dans cette affaire, et désire de terminer promptement ce traité. D'un autre côté, elle évite autant qu'elle le peut de former des liaisons de commerce avec nous, et la prétendue impartialité de l'Impératrice est le prétexte vrai ou supposé sous lequel on élude toute proposition. Il est très possible que la politique de la Russie soit de temporiser avec nous jusqu'à ce qu'elle ait tiré de la France tous les services qu'elle peut en attendre, afin que lorsqu'elle n'aura plus rien à en espérer, elle soit la maîtresse de traiter avec nous comme elle le voudra, et de nous imposer les conditions qu'elle jugera à propos. Vous sentez, monsieur le Comte, que ceci n'est qu'une conjecture ; mais j'avoue que ce pays-ci m'inspire de la méfiance, et que je n'y crois guère qu'aux choses faites. Au surplus, ce soupçon n'est pas impossible à vérifier ; il ne s'agiroit que de faire quelque proposition dans le genre de celle que j'ai l'honneur de vous proposer dans ma dépêche d'aujourd'hui, n° 33. La manière dont on recevrait cette proposition pourroit nous donner quelques lumières sur les véritables sentiments des Russes à notre égard, et servir à régler la marche de M. le comte de Saint-Priest dans l'affaire de leur traité avec la Porte.

Par la même raison, il auroit été peut-être à désirer que le Roi n'eût pas eu la générosité de faire un abandon pur et simple du droit de 20 pour 100 sur les marchandises russes importées par la mer Noire à Marseille. Si on eût exempté de ce droit le premier vaisseau seulement du sieur Falleyeff, en annonçant la disposition d'accorder la même faveur, *lorsqu'on la demanderoit*, pour les expéditions subséquentes, cette grâce auroit produit à peu près le même bon effet ici, mais nous auroit procuré l'avantage de garder un grand point à accorder ou à refuser aux Russes, suivant le plus ou le moins de difficultés qu'ils nous feront lorsque nous serons dans le cas de faire avec eux un traité de commerce. Je soumets cette réflexion à vos lumières, monsieur le Comte ; vous en ferez l'usage que vous trouverez le plus convenable au bien général.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

9.

DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 10 septembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, je n'ai jamais cru convenable de vous entretenir directement d'un des projets favoris de l'Impératrice, celui de renouveler l'empire grec en faveur du jeune grand-duc Constantin. Je n'en ai fait mention auprès de vous que dans la dépêche que j'eus l'honneur de vous écrire le 14 avril dernier, n° 15 ; encore ne l'ai-je fait que d'une manière fort épisodique, et en ajoutant que j'avois toujours trouvé cette idée trop au-dessous de la raison de Sa Majesté Impériale pour arrêter votre attention sur ce projet.

Ce n'est pas que, depuis mon arrivée à Pétersbourg, je n'eusse appris bien des particularités propres à me faire croire qu'une pareille idée avoit pu occuper un moment l'Impératrice. On ne m'avoit pas laissé ignorer quelques propos échappés à cette princesse à l'époque de la naissance du jeune grand-duc. On m'avoit appris que l'intention avoit été de lui donner une nourrice grecque, ce qui, par des circonstances particulières, n'avoit pu avoir lieu, mais que cependant l'Impératrice l'avoit environné de femmes de cette nation, qui ne lui parloient que la langue grecque, en sorte qu'au moment présent ce jeune prince sait incomparablement plus de grec que de russe. On m'avoit parlé d'un tableau, peint par ordre de l'Impératrice, qui représente le grand-duc Constantin tenant en main le *labarum* des Grecs. Je savois que cette princesse, dans la conversation familière, appeloit ses deux fils, l'un l'*Étoile du Nord*, et l'autre l'*Étoile d'Orient*. Je n'ignorois même pas qu'on élève au corps des cadets un certain nombre de jeunes gens, grecs de nation, sur la destination desquels on garde le silence; mais j'avoue que ces indices me paroissent encore trop foibles et trop peu certains pour me faire conclure la réalité d'une idée aussi vaste. Le tableau, entre autres, que j'avois eu occasion de voir, n'étoit pas pour moi une pièce de conviction, parce que représentant non seulement le grand-duc Constantin avec le *labarum*, mais encore son frère *Alexandre* coupant le noeud gordien, je n'y voyois qu'une allégorie vague qui n'exprimoit pas plus l'envie de mettre l'un sur le trône de Constantinople, que l'autre sur le trône des Persans.

Mais ces mêmes indices changent de nature et prennent beaucoup de consistance par la connoissance que

je viens d'acquérir d'un monument qui ne permet pas de douter que l'Impératrice ne se soit sérieusement occupée de ce projet. C'est une médaille que cette souveraine a fait frapper dans le temps, et qui exprime ses idées de la manière la moins équivoque. Cette médaille, excessivement rare<sup>1</sup>, m'a été communiquée ces jours derniers; et s'il est possible de me la procurer, j'aurai l'honneur de vous l'envoyer lorsque j'en trouverai l'occasion. En attendant, j'en joins ici deux empreintes en cire, pour vous mettre à portée d'en juger sûrement. Le groupe du milieu représente les trois Vertus théologiques, debout sur les bords du canal de Constantinople : la Charité tient le grand-duc Constantin; l'Espérance lui montre l'étoile d'Orient, qui est à l'horizon et très peu élevée au-dessus de la surface de la mer. Entre l'étoile et la figure de l'Espérance on distingue sur l'eau deux navires de grandeur inégale qui, par la direction des voiles, paroissent s'avancer vers Constantinople : derrière la figure de la Foi est représentée la basilique de Sainte-Sophie. Le haut de la médaille est occupé par une Gloire terminée par quelques nuages. L'inscription d'en haut se rapporte à l'enfant et aux figures des trois Vertus : elle est composée de ces deux mots russes : СБ СИМИ. qui signifient *cum illis* : c'est avec ces Vertus que, etc. Voici l'inscription d'en bas : ВЕЛ. КН. КОНСТАНТИНЪ ПАВЛОВИЧЪ. РОДИЛСЯ ВЪ ЦАРСКОМЪ. СЕЛѢ АПРѢЛЯ 27 ДНЯ 1779 ТОДА. C'est-à-dire : grand-duc Constantin, né à Czarskoe Seloe, le 27<sup>e</sup> jour d'avril de l'année 1779. L'autre côté de la médaille est occupé par le portrait de l'Impératrice, avec l'inscription ordinaire.

Tous ces indices, dont on pourroit peut-être contester chacun en particulier, se prêtent mutuellement

<sup>1</sup> La Bibliothèque Royale en possède un exemplaire. (J. R.)

une si grande force , ils s'expliquent si bien les uns par les autres , qu'ils forment par leur réunion un corps de preuves auquel il paroît difficile de se refuser.

L'Impératrice a fait part de ces projets à l'Empereur, qui, bien loin de l'en désabuser, a paru au contraire entrer parfaitement dans ses vues, et s'est servi de ce moyen pour se mettre plus avant dans ses bonnes grâces. Nous savons cette particularité par plusieurs propos de l'Empereur qui nous sont parvenus, et par quelques passages qui ont transpiré de ses lettres à cette princesse. Je dois croire même que la communication de ce projet à l'Empereur s'est faite d'une manière très sérieuse, et que ce prince n'a pas cru devoir s'en cacher tout-à-fait auprès du roi de Prusse. La preuve que j'en ai consiste dans une lettre de M. le baron de Hertzberg à M. le comte de Goertz, lettre dont ce ministre, en me demandant le secret, m'a lu un passage conçu à peu près en ces termes : « M. de Nugent est venu ici, et nous a dit que l'Empereur ne croyoit pas devoir laisser ignorer au roi de Prusse que sa majesté l'impératrice de Russie lui avoit fait part de ses projets sur l'Orient. » M. de Hertzberg n'ajoutoit rien à cette phrase, et n'en a plus reparlé depuis à M. le comte de Goertz. Ce M. de Nugent est un lieutenant-général au service de l'Empereur, qui a déjà résidé à Berlin comme ministre de la cour de Vienne, et que le roi de Prusse goûtoit beaucoup. L'Empereur l'a envoyé de nouveau à Berlin, en le chargeant de quelques commissions pour sa majesté prussienne. Au surplus, M. le marquis de Pons pourroit peut-être se trouver à portée de vérifier ce fait ; il seroit essentiel seulement qu'il ne citât personne, et surtout M. le comte de Goertz ni moi.

Il seroit fort difficile de déterminer jusqu'à quel



point l'Empereur peut se prêter à ces vastes projets ; mais il ne seroit pas étonnant qu'il ne cherchât à profiter de ces dispositions pour s'agrandir et s'arrondir du côté de la Turquie : et lorsque nous avons vu M. le comte Cobenzl négocier avec tant d'ardeur auprès du ministère russe, il est très possible que le fond du traité n'eût que les Turcs pour objet. Ce traité est rompu à la vérité, mais les liaisons subsistent également, et les deux souverains peuvent très bien suivre les mêmes vues sans aucune stipulation écrite. Il m'est revenu que l'Empereur avoit fait prendre les éclaircissements les plus détaillés sur les grandes forêts de la Moldavie et de la Valachie, et sur le cours et la navigation du Danube, et si ce fait étoit bien constaté, il me semble qu'il annoncerait des vues ultérieures. Il est assez naturel de penser d'ailleurs que la paix de Belgrade pèse encore à ce prince, et un orage qui éclateroit entre la Porte et la Russie lui fourniroit une occasion de revanche dont il est difficile de croire qu'il ne fût pas au moins tenté de profiter.

D'un autre côté, monsieur le Comte, vous verrez par les notions que M. Anthoine vient de me remettre sur Kerson, que cette nouvelle ville s'élève autant avec l'appareil d'un arsenal de guerre que d'une place de commerce. Oczallow est sans défense comme toute la Crimée : le maréchal Romanzow, qui commande dans ces contrées, peut rassembler autour de lui trente à quarante mille hommes <sup>1</sup> en quinze jours ou trois semaines de temps. La marine militaire de Kerson est heureusement encore au berceau, mais le projet est d'y construire douze vaisseaux de ligne et autant

<sup>1</sup> IV. B. Je m'occupe en ce moment du soin de me procurer des éclaircissements détaillés sur les forces militaires des Russes dans cette contrée.

de frégates, et cette flotte peut être prête dans deux ans. Une pareille masse de puissance ne peut que rendre la situation des Turcs fort critique, et elle le deviendrait bien davantage si la cour de Vienne et celle de Pétersbourg se réunissoient contre eux dans la vue de partager leurs dépouilles.

Je vous communique toutes mes notions, monsieur le Comte, en vous laissant le soin de combiner ces faits, et de peser mes conjectures sur une affaire qui est ou tout-à-fait chimérique, ou de la plus grande importance ; mais cette alternative même ne me permettoit pas de remettre à un autre temps les détails que j'ai l'honneur de vous transmettre.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

10.

DU MÊME AU MÊME.

Pétersbourg, le 21 septembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, M. le comte Panin est de retour de ses terres depuis huit jours, et j'ai attendu, pour avoir l'honneur de vous en informer, que je fusse en état de vous mander si sa présence à Pétersbourg produiroit un effet favorable à son crédit, et apporteroit quelque changement dans le train des affaires. C'est avec beaucoup de regret que je me vois dans la nécessité de vous apprendre que l'événement vient de justifier entièrement les craintes que nous avions conçues à son égard. Ce n'est point une disgrâce formellement prononcée. L'Impératrice ne lui a pas fait demander la démission de ses emplois, mais c'est aussi le seul désagré-

ment qu'on lui ait épargné ; car d'ailleurs , au moment même de son retour , l'Impératrice a écrit de sa propre main à M. le comte d'Osterman une lettre par laquelle Sa Majesté lui marquoit toute sa satisfaction de la manière dont il avoit géré les affaires pendant l'absence de M. le comte Panin , en lui ajoutant que son intention étoit qu'il conservât dorénavant la direction du département des affaires étrangères , et de tout ce qui peut y avoir quelque rapport. Elle lui ordonnoit , en conséquence , de continuer les conférences avec les ministres étrangers , comme il l'avoit fait pendant le cours de l'été , et de prévenir chacun de nous en particulier sur ce nouvel arrangement. Dès le lendemain , cette princesse a envoyé un oukaze au sénat pour l'informer que désormais ce seroit à M. le comte d'Osterman qu'il faudroit s'adresser pour tout ce qui seroit relatif aux affaires étrangères : en sorte qu'il ne manque plus rien à ce nouvel ordre de choses et à la ruine totale du crédit de M. le comte Panin. Il n'en conserve pas moins son titre de ministre et le droit d'assister au conseil , ce qui pourroit laisser l'espérance éloignée de quelque changement dans l'avenir ; mais cette espérance seroit mal fondée , parce que nous ne savons pas si M. le comte Panin ne prendra pas le parti de se retirer tout-à-fait. Secondement , et c'est une particularité dont il est bon que vous soyez informé , monsieur le Comte , le conseil de l'Impératrice , du moins pour ce qui concerne la politique extérieure , n'est un conseil que pour la forme , auquel Sa Majesté Impériale n'assiste presque jamais , et M. le comte Panin lui-même se dispensoit habituellement de s'y trouver. Ainsi le droit d'assister à ce conseil est un droit purement illusoire , et qui ne peut lui rendre la moindre influence dans les affaires.

La manière de traiter de M. le comte d'Osterman est d'écouter ce que lui disent les ministres étrangers, d'en tenir un protocole pour soulager sa mémoire, d'en rendre compte à l'Impératrice, et de nous transmettre les réponses de cette souveraine ; mais on ne discute rien avec ce ministre, qui n'ose avoir un avis qu'après que la souveraine a prononcé : d'où il suit qu'à proprement parler, l'Impératrice n'a plus de ministre, et que le parti qu'elle a pris par rapport à M. le comte Panin n'est qu'une façon d'annoncer qu'elle veut désormais être son propre ministre à elle-même. Je n'ajoute rien, monsieur le Comte, sur les difficultés que ce système nous prépare ; vous sentez combien les négociations doivent devenir longues et pénibles quand on n'a pas la ressource de discuter et éclaircir les objets dans des conversations ministérielles.

Je pense, monsieur le Comte, que vous êtes instruit du dessein de l'Empereur d'accéder à la neutralité armée. Cette affaire se traite actuellement ici, mais avec beaucoup de secret, ce qui n'empêche pas qu'on n'en ait connoissance jusqu'à un certain point. Il paroît que l'Empereur ne veut pas mettre de solennité dans cette affaire, qu'il voudroit se borner à reconnoître la légitimité des principes sur lesquels est établi le système de la neutralité armée, et à consigner cet aveu dans un acte remis à la cour de Russie seulement. Il est probable qu'il voudroit engager la Russie à protéger le petit nombre de ses vaisseaux marchands, mais on ne parle pas des engagements réciproques qu'il prendroit avec la Russie en échange de cette protection. Peut-être juge-t-il sa marine marchande trop peu considérable pour exiger des stipulations de sa part envers la Russie, et c'est peut-être la même raison qui le détermine à traiter avec la Russie seule, à l'exclusion des autres

cours du Nord ; exclusion qui ne laisse pas de scandaliser beaucoup les ministres de Suède et de Danemarck.

Il est question , et avec plus de secret encore , d'un traité de commerce entre la Russie et le Portugal, sur lequel il m'est impossible de vous donner, monsieur le Comte, aucun détail dans le moment présent. On prétend ici que l'Impératrice pose pour première condition l'accession du Portugal à la neutralité armée ; mais c'est une notion que je ne puis donner jusqu'à présent que comme un bruit.

L'inoculation des jeunes grands-ducs a eu tout le succès qu'on pouvoit désirer ; on espère les voir dans peu de jours parfaitement rétablis l'un et l'autre.

J'ai l'honneur d'être , etc.

*P. S.* Le courrier d'Espagne, sur le sort duquel nous commençons à être fort inquiets, est arrivé cette nuit.

---

Un projet de lettre , dont celle qu'on vient de lire offre la rédaction définitive , fournit quelques autres détails qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de conserver ; les voici :

« Ce qui vous paroîtra peut-être assez singulier, monsieur le Comte, c'est que quand le comte Panin a été à Czarsko-Zelo , le surlendemain de son arrivée , l'Impératrice l'a traité en public avec autant de bonté et de distinction que si elle ne lui avoit pas retiré sa confiance. Il est vrai qu'on prétend que dans l'intérieur elle lui avoit fait un accueil assez froid ; mais les faits prouvent plus que toutes ces vaines démonstrations, et ceux dont je viens d'avoir l'honneur de vous rendre



compte ne permettent pas de douter que la disgrâce de M. le comte Panin ne soit consommée. Je ne puis vous exprimer, monsieur le Comte, combien j'en suis affligé, et pour le bien des affaires et pour moi personnellement. Au reste, on ne peut attribuer cet événement ni aux intrigues des ennemis du comte Panin, ni à la confiance que peut avoir l'Impératrice dans les talents et les lumières du comte d'Osterman; elle le connoît pour un homme trop borné et trop foible pour combattre ses idées, et c'est précisément ce qui a parlé en sa faveur. Persuadée qu'elle peut tout faire par elle-même, et voulant surtout le persuader à l'Europe, son amour-propre seul l'a décidée à éloigner du ministère un homme qui, par son expérience, sa sagesse et la réputation qu'il s'étoit acquise, jouissoit de la confiance de presque toutes les cours, et qui, tant qu'il seroit resté, même en apparence, à la tête des affaires, auroit toujours été censé les diriger.

« J'ai cru, dans ces premiers moments-ci, monsieur le Comte, devoir, ainsi que la plupart de mes collègues, éviter à M. le comte Panin l'embarras d'un entretien particulier; je sais même que c'est me conformer à ses désirs, et qu'entouré de gens qui l'observent, il craint avec raison qu'on interprète mal ses moindres démarches. Bien des gens sont persuadés qu'il se retirera à Moscou peu de temps après le départ du grand-duc; mais je crois qu'il attendra l'été pour aller dans sa terre, et y restera au moins jusqu'au retour de Leurs Altesses Impériales. »

---

## II.

## DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 5 octobre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, dimanche dernier, 30 du mois précédent, le grand-duc et la grande-duchesse ont quitté Czarsko-Zelo, et se sont mis en chemin pour le voyage qui les occupoit depuis si long-temps. Deux jours auparavant les ministres étrangers eurent l'honneur de faire leur cour à Leurs Altesses Impériales pour la dernière fois. La veille du départ, elles reçurent les compliments de toutes les personnes de distinction de la ville, et le jour même, elles firent leurs adieux à tout ce qui se trouvoit à Czarsko-Zelo. Ce fut une scène d'attendrissement, dont il est impossible, monsieur le Comte, que vous vous fassiez une idée. Les larmes couloient, les sanglots éclatoient de tous les côtés. Leurs Altesses Impériales ne purent résister long-temps à ce spectacle touchant, et s'abandonnèrent librement à toute l'émotion qu'il leur inspiroit; la grande-duchesse, apercevant M. le comte Panin au milieu de la foule, fendit la presse pour aller se jeter dans ses bras. Elle tomba en foiblesse, et étoit encore sans connoissance lorsqu'on l'a portée dans sa voiture. Sur la route, depuis Czarsko-Zelo jusqu'à la première station, Leurs Altesses Impériales éprouvèrent les mêmes marques d'amour dans le peuple, qui accouroit en foule sur leur passage, jetoit des cris, et vouloit se précipiter sous les roues de leur voiture; c'étoit une espèce de consternation universelle. Personne, sans doute, n'a été plus fortement remué par ce départ que M. le comte Panin. Aussi le spectacle qu'il

avoit eu sous les yeux, et peut-être aussi le sentiment des chagrins qu'il a essayés depuis son retour, ont opéré en lui une révolution qui a eu son effet avant-hier au soir. Au milieu de sa société, il a tout à coup perdu connoissance, et cet évanouissement a été suivi d'une fièvre violente accompagnée de transport, qui a mis sa vie dans le plus grand danger. Il est un peu moins mal aujourd'hui, mais sa situation est encore fort alarmante. Je suis obligé, monsieur le Comte, de me servir du chiffre pour vous mander ces détails, parce que je sais, à n'en pouvoir douter, que l'Impératrice est infiniment offensée de la sensation qu'a produite le départ du grand-duc. Cette princesse ne comptoit pas sur des marques d'attachement aussi énergiques et aussi universelles de la part de la nation envers Leurs Altesses Impériales. Il paroît même qu'elle auroit désiré que ce moment se fût passé sans aucune sorte de solennité ni d'éclat; mais l'amour des peuples est un sentiment auquel on ne commande pas. Quoi qu'il en soit, on n'a pas voulu comprendre dans l'itinéraire des augustes voyageurs la ville de Moscou, où les mêmes scènes pourroient se renouveler avec d'autant plus de force que rien n'en gêneroit la liberté.

Sa Majesté Impériale s'étoit proposé de profiter de l'absence du grand-duc pour aller faire à Kerson un voyage, qui sans doute nous auroit appris des choses intéressantes. On assure maintenant que le projet est changé, et que cette princesse trouve plus convenable de ne pas s'éloigner de Pétersbourg pendant tout ce temps. Au surplus, monsieur le Comte, il y a très grande apparence que Leurs Altesses Impériales passeront par la France, et si on ne me l'a pas assuré ministériellement, c'est qu'il y a un cas possible qui les empêcheroit de suivre ce plan. J'ai compris que ce

cas étoit celui d'une grossesse, qui obligerait la grande-duchesse de se rendre immédiatement à Montbéliard.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## 12.

## DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 19 octobre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, depuis quelque temps M. Harris s'est donné des mouvements extraordinaires, a expédié et reçu des courriers dont il ne nous étoit pas possible de pénétrer l'objet. Le mystère vient de s'éclaircir, et voici de quoi il s'agit.

Vous vous rappelez sûrement, monsieur le Comte, que dans les premiers moments qui suivirent la rupture de l'Angleterre avec la Hollande, l'Impératrice s'empressa d'offrir sa médiation particulière à ces deux puissances dans l'espérance de les amener à un prompt accommodement. Sa Majesté Impériale avoit fait cette démarche de son propre mouvement, et sans consulter les cours de Suède et de Danemarck ses alliées. Le succès ne répondit point à son espérance, et l'Angleterre, déclinant sa médiation particulière, renvoya à la médiation générale la discussion de ses intérêts avec la Hollande.

Vous savez également qu'après avoir refusé aux États-Généraux les secours stipulés par la convention des neutres, les trois cours du Nord firent une démarche combinée auprès de la cour de Londres, pour l'engager à terminer cette nouvelle querelle à l'amiable, démarche que le refus de l'Angleterre rendit pa-

veillement infructueuse. L'Angleterre revenant aujourd'hui sur ses pas, accepte la médiation de la Russie, qu'elle avoit refusée au commencement de cette année. Cette nouvelle vient d'arriver ici par un courrier expédié par M. Simolin, qui avoit été précédé de huit jours par un autre que le ministère britannique avoit dépêché à M. Harris. C'est la médiation de l'Impératrice seule que la cour de Londres demande pour faire sa paix particulière avec la Hollande, sans l'intervention des autres cours du Nord, ni même de l'Empereur. Le ministère britannique s'excuse de n'avoir point accepté les premières propositions de cette princesse, en disant que les affaires en étoient alors à un point qui ne permettoit pas d'espérer que ses bons offices pussent avoir le succès désirable, et qu'ainsi leur conduite, en cette occasion, n'avoit eu d'autre but que celui d'épargner à Sa Majesté Impériale le désagrément de voir ses soins inutiles; mais qu'aujourd'hui, les circonstances paroissant leur promettre une issue plus favorable, on croiroit manquer aux égards dus à cette souveraine, si on ne s'empressoit pas d'accepter cette même médiation, que l'état des choses les avoit mis dans la nécessité de refuser auparavant.

Indépendamment de la frivolité de cette excuse, vous verrez facilement, monsieur le Comte, une contradiction assez frappante dans cette conduite du ministère britannique, qui, d'abord, vouloit l'Empereur et l'Impératrice pour médiateurs entre l'Angleterre et la Hollande, et qui, aujourd'hui, met la cour de Vienne de côté, et ne veut d'autre juge que celle de Pétersbourg. Je ne sais que penser d'un pareil procédé, qui me paroît une espèce d'affront pour l'Empereur, à moins que cette démarche ne se fasse de son propre aveu.



Quoi qu'il en soit , il me semble qu'une démarche faite avec cet appareil, dans les circonstances présentes, annonce plus certainement un autre but, celui d'embrouiller de plus en plus les affaires en Hollande, d'y ranimer la faction angloise, en fournissant à ses intrigues un point d'appui qui la mette en état de traverser les mesures que pourroient proposer les bons patriotes, en sorte que l'hiver puisse se passer en discussions, et qu'à l'ouverture de la campagne prochaine la république ne se trouve pas dans un état de défense plus imposant que dans le moment actuel. Il ne sera pas difficile alors à l'Angleterre de rompre la négociation avec la cour de Russie, et les Hollandois auront perdu un temps précieux, trompés par des propositions auxquelles il est très probable que la cour de Londres ne veut donner de suite qu'autant qu'elle trouvera les États-Généraux disposés à renoncer aux avantages que leur accordent leurs anciens traités.

Je ne manquerai pas, monsieur le Comte, de vous faire part des propositions de la Russie aussitôt qu'elles seront déterminées, et qu'elles arriveront à ma connaissance. J'instruis M. le duc de La Vauguyon de ce détail par le courrier d'aujourd'hui, pour le mettre à portée de prendre les mesures qu'il jugera les plus convenables au bien de la chose.

La santé de M. le comte Panin se rétablit. Il est hors de danger, mais il n'est pas encore en état de recevoir chez lui sa société accoutumée; il désire d'ailleurs que les ministres qui veulent bien donner de ses nouvelles à leurs cours, ne le fassent qu'en chiffre.

*P. S.* L'Impératrice a bien voulu agréer le changement que vous avez proposé dans l'arrangement des courriers, de substituer à la malle qui devoit contenir

les dépêches, seulement un portefeuille fermé à clef, avec les armes du Roi gravées sur la plaque de la serrure.

---

13.

DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 26 octobre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, j'ai reçu la lettre n° 26, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 du mois dernier.

Depuis celle que j'ai eu l'honneur de vous adresser il y a huit jours, il ne s'est rien fait ici d'intéressant relativement à la médiation de la Russie entre l'Angleterre et la Hollande. Nous avons d'abord imaginé que l'Impératrice s'occuperait immédiatement de trouver des termes d'accommodement entre les deux puissances, et que les premiers courriers que Sa Majesté Impériale ferait expédier, porteroient les conditions de paix qu'elle avait jugées les plus convenables. On nous assure aujourd'hui que son intention, avant tout, est d'envoyer à ses ministres, à Londres et à La Haye, l'ordre d'engager la cour de Londres et les États-Généraux à lui faire part de leurs prétentions respectives dans cette affaire, espérant que la comparaison qu'elle en fera, pourra lui fournir quelque expédient capable de contenter les deux parties. Si cela est, il est évident que les premières propositions de paix ne pourront partir de Pétersbourg au plus tôt que dans deux mois d'ici, et le simple calcul de la marche des courriers, fondé sur la distance de Londres à Pétersbourg, me fait croire qu'il est impossible de terminer cette né-

gociation avant l'ouverture de la campagne prochaine, quand bien même l'Angleterre agiroit de bonne foi en cette occasion, ce dont on ne paroît pas bien persuadé ici.

Vous êtes instruit, monsieur le Comte, de l'affaire du duc de Meklenbourg, relativement au droit de *non appellando*, qu'il sollicite en vertu des stipulations de la paix de . . . . .; vous connoissez les difficultés qu'il a éprouvées, et la décision de l'Empereur, qui, en lui accordant ce droit, y met des restrictions qui ne satisfont point Son Altesse Sérénissime. Ce prince s'adresse aujourd'hui à la Russie pour tâcher d'obtenir, par ses bons offices, la jouissance pleine et entière de ce droit, et l'Impératrice, désirant de lui procurer la satisfaction qu'il demande, est disposée à faire en sa faveur les démarches qu'elle croira nécessaires, et M. le vice-chancelier m'a prié, de la part de Sa Majesté Impériale, de rappeler cette affaire à votre souvenir. Cette princesse désireroit que le Roi eût la bonté d'ordonner à son ambassadeur à Vienne d'agir de concert avec le prince Gallitzin, auprès de l'Empereur, en faveur du duc de Meklenbourg. Je n'ajoute rien sur cette affaire, sur laquelle M. de . . . . . aura sûrement l'honneur de vous entretenir fort en détail.

M. le comte d'Osterman m'a fait l'honneur de me dire, il y a quelques jours, que l'Impératrice daigne honorer de sa protection madame d'Épinay, auteur de l'ouvrage intitulé *les Conversations d'Émilie*, dont elle a fait hommage à Sa Majesté Impériale, et prendre quelque intérêt au rétablissement d'une petite pension accordée à cette dame, et supprimée depuis quelque temps. Le ministre, en me priant de vous faire parvenir ce détail, m'a ajouté que vous en aviez déjà connoissance; ainsi, monsieur le Comte, je me borne à

vous rappeler cette petite affaire, en vous priant de vouloir bien recommander la dame d'Épinay aux bontés du Roi, et faire connoître à Sa Majesté les bontés dont l'Impératrice daigne l'honorer.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

## 14.

## DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 2 novembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, dans ma dépêche du 19 octobre dernier, n° 39, j'ai eu l'honneur de vous informer de la nouvelle démarche que faisoit l'Angleterre auprès de la Russie, en acceptant la médiation de l'Impératrice pour faire sa paix particulière avec la Hollande. Au moment du départ de la poste, la nouvelle étoit encore trop fraîche pour qu'il me fût possible de vous écrire plus en détail. Depuis ce temps nous avons appris que cette acceptation de l'Angleterre étoit accompagnée d'une espèce de commentaire, par lequel la cour de Londres donnoit à entendre qu'en soumettant sa querelle à la médiation particulière de Sa Majesté Impériale, le roi de la Grande-Bretagne comptoit que la Hollande ne feroit nulle difficulté de reconnoître ses premiers principes, et de reprendre ses anciens engagements avec l'Angleterre : ce qui signifie, dans le langage du ministère britannique, que les Hollandois renonceroient à la liberté du commerce, si expressément stipulée dans le traité de 1674, et donneroient des secours à l'Angleterre pour l'aider à soutenir le poids de la guerre présente. Vous sentez,

monsieur le Comte, qu'une pareille insinuation n'est pas faite pour donner une grande idée du succès de cette médiation : aussi paroît-il que le ministère russe lui-même n'y compte guères; et d'ailleurs comment se figurer que la Hollande abandonne le système de la liberté des mers, pour le soutien duquel elle a jugé convenable d'entrer solennellement dans la confédération des neutres, et que cet abandon se fasse sous la médiation de la Souveraine même qui s'est rendue le chef de cette association, et qui a entrepris d'ériger ce système en loi universelle? La Hollande pourroit-elle le proposer à la cour de Pétersbourg sans craindre de manquer à l'Impératrice, et Sa Majesté pourroit-elle le proposer à la Hollande sans craindre de mettre sa conduite en contradiction ouverte avec ses principes? Cependant, malgré le peu d'apparence de succès, malgré l'espèce de dépit que doit causer aux cours de Vienne, de Stockholm et de Copenhague l'exclusion que leur donne l'Angleterre dans une circonstance aussi intéressante, l'Impératrice paroît avoir saisi avec chaleur ces ouvertures de la cour de Londres, et Sa Majesté Impériale a fait remettre, en conséquence, à M. l'ambassadeur de Hollande des insinuations verbales, dont j'ai l'honneur de joindre ici une copie. Cette conduite peut paroître difficile à concilier avec les lumières de l'Impératrice, qui, sans doute, ne s'en impose pas sur le peu de fond qu'elle doit faire sur la bonne foi de l'Angleterre en cette occasion; mais nous croyons ici que cette princesse, embarrassée des engagements qu'elle a pris avec les États-Généraux par leur accession à la neutralité armée, saisira toujours avec empressement tout ce qui pourra lui donner, à leur égard, le caractère de médiatrice, et prolongera, autant qu'il sera possible, un rôle qui la dispense de prendre en



leur faveur des mesures vigoureuses stipulées dans la convention, et pour lesquelles il paroît dans le fond qu'elle ne se sent aucune disposition.

Quoi qu'il en soit, vous verrez, monsieur le Comte, par la manière dont cette princesse s'exprime sur le lieu du congrès, que, sans nommer Pétersbourg, elle indique cette ville comme celle qui lui seroit le plus agréable. Cette circonstance peut paroître indifférente dans une négociation dont on n'espère aucun succès; mais la médiation de l'Impératrice, inutile aujourd'hui, peut, par la suite, se reprendre dans des circonstances plus favorables, et il seroit fâcheux que le lieu du congrès fût fixé d'avance, si ce lieu se trouvoit entièrement désavantageux à la Hollande. Or, c'est une chose sur laquelle nous n'avons ici aucun doute. M. l'ambassadeur de Hollande, parfaitement honnête d'ailleurs et très bon patriote, mais haut, vif, peut-être même un peu emporté, et ne s'accordant pas toujours avec M. le comte d'Osterman, ne se battoit point à armes égales contre M. Harris, plein de feu et d'activité, mais souple, adroit, insinuant, fertile en intrigues et en expédiens, parfaitement au fait de la carte du pays, qui s'est acquis des droits sur la plupart de ceux qui doivent avoir quelque influence dans une affaire de cette nature, et qui a beaucoup regagné de faveur depuis la disgrâce de M. le comte Panin. C'est une vérité si bien reconnue ici, que c'est dans ce sens que M. Swart doit en écrire aujourd'hui à Leurs Majestés, malgré l'intérêt particulier qu'il auroit à ce que le lieu du congrès restât fixé à Pétersbourg. Je crois, par la même raison, devoir faire part à M. le duc de La Vauguyon de ma façon de penser sur cet objet. C'est à vous, monsieur le Comte,

à lui donner sur cela les ordres que vous jugerez convenables.

L'Impératrice vient de nommer M. Marcoff son ministre plénipotentiaire à La Haye, où il sera adjoint au prince Gallitzin. Tout ce que je puis avoir l'honneur de vous dire, monsieur le Comte, c'est que si on eût demandé l'avis de M. Harris, il n'auroit pas fait un autre choix. M. Marcoff, d'abord secrétaire de légation en Espagne, eut à Madrid une conduite qui obligea M. de Stackelberg à le renvoyer en Russie. A la suite de cette disgrâce, il fut employé dans une affaire subalterne, qui demandoit beaucoup de dissimulation, d'intrigue et de fausseté. Il y réussit à merveille : ce qui le remit un peu en crédit. Il fut depuis placé au collége des affaires étrangères, où il est resté jusqu'à présent, connu publiquement comme l'espion de M. Harris et de M. le comte de Cobenzl. Il est parent de ce M. . . . . , dont j'ai eu l'honneur de vous parler dans ma dépêche du 24 avril, n° 15; et c'est sans doute à cette circonstance qu'il doit sa nomination, sur laquelle je n'oublie pas de prévenir M. le duc de La Vauguyon, en lui mandant combien il doit se méfier de ce personnage.

L'accession de l'Empereur à la neutralité armée a été signée mardi, 30 du mois dernier. M. le comte de Cobenzl, en m'en donnant avis, a cru inutile de me donner une copie de cet acte, persuadé que vous le recevriez plus tôt par la cour de Vienne, attendu qu'il a expédié son courrier le jour même de la signature. Je ne doute donc pas, monsieur le Comte, que vous n'en ayez déjà une parfaite connoissance au moment même où cette lettre vous parviendra.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

15.

## DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 16 novembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, j'ai reçu la lettre n° 27, que vous m'aviez fait l'honneur de m'écrire le 18 du mois dernier ; elle contient quelques points sur lesquels je crois nécessaire de revenir pour vous mettre autant qu'il m'est possible, monsieur le Comte, au courant de l'état actuel des choses en cette cour.

Je dois d'abord vous désabuser de l'espérance que vous paraissez conserver de voir M. le comte Panin reprendre quelque influence dans les affaires, s'il persiste dans la résolution de rester auprès de sa souveraine. Il pourroit y avoir quelque espoir de réconciliation si la disgrâce de ce ministre avoit été seulement l'ouvrage de l'intrigue, ou l'effet d'un moment d'humeur ; mais toutes les circonstances nous portent à croire que M. le comte Panin a trouvé son plus grand ennemi dans l'amour-propre de l'Impératrice elle-même. Aussitôt que cette princesse s'est crue capable de régler elle-même, et sans les avis de personne, les grandes affaires de la politique extérieure, ce ministre n'a plus été pour elle qu'un objet de jalousie ; elle n'a plus aperçu en lui qu'un homme qui pouvoit lui dérober, en tout ou en partie, la gloire que pouvoient procurer à la cour de Russie et le système de la neutralité armée et l'espérance de rendre la paix à l'Europe ; et elle s'est déterminée sans peine à sacrifier à ce mouvement de vanité offensée un homme que, d'ailleurs, elle n'avoit jamais aimé bien sincèrement. Il est donc très probable que M. le comte Panin est le dernier que

L'Impératrice consultera , à moins d'une révolution dont il n'y a pas jusqu'à présent le moindre indice. Ce ministre en paroît lui-même parfaitement convaincu : il a renvoyé toute sa chancellerie , et s'il s'obstine à rester à Pétersbourg , c'est bien moins par un reste d'espérance de reprendre le timon des affaires , que par une espèce de dépit , et pour que l'Impératrice ait , dit-il , perpétuellement sous les yeux un monument de son ingratitude. Au surplus , il a changé entièrement son genre de vie , et la crainte de causer le moindre ombrage et de donner la moindre prise contre lui l'a déterminé à se borner à la société des Russes , et à ne recevoir les ministres étrangers qu'avec beaucoup de réserve.

Depuis la retraite de ce ministre , il faut convenir que la cour de Pétersbourg semble ne plus avoir de plan fixe , mais se laisser entraîner par les événements , et aller , pour ainsi dire , au jour le jour. C'est ce qui a paru surtout lorsque l'Impératrice a accepté la médiation particulière entre l'Angleterre et la Hollande , démarche qui a mécontenté les cours du Nord , et surtout celle de Vienne : car vous n'ignorez sûrement pas , monsieur le Comte , que dans ce moment-là même , l'Empereur alloit se compromettre d'une manière assez désagréable , en proposant à la cour de Londres et aux États-Généraux de soumettre leur querelle à la médiation générale , lorsque le courrier de M. le comte Cobenzl est arrivé assez à temps pour empêcher qu'on expédiât celui qu'on destinoit à cet effet pour Londres et La Haye. Vous voyez d'un autre côté comment vont les affaires de la neutralité armée : l'Impératrice ne paroît plus y jouer que le second rôle , et les Anglois en sont au point de respecter infiniment plus le pavillon prussien que celui de l'Impératrice. Ce sera

peut-être un bien pour la cause générale, et l'Angleterre, en mettant en jeu l'amour-propre de cette princesse, lui donnera peut-être l'énergie qu'elle a négligé de développer jusqu'à présent : voici du moins deux faits qui pourroient le faire croire. Un vaisseau russe, chargé de munitions navales pour l'Espagne, a été arrêté par les Anglois qui, dans le même instant, ont laissé passer librement six prussiens ayant la même charge. L'Impératrice, instruite de l'événement et de ses circonstances, et humiliée des égards accordés aux vaisseaux prussiens et refusés aux siens, a fait expédier sur-le-champ un courrier à M. Simolin, avec ordre de se plaindre hardiment du procédé, et de déclarer que Sa Majesté Impériale ne pouvoit plus souffrir que ses vaisseaux essayassent désormais la moindre vexation de la part des puissances belligérantes. Le vaisseau avoit été relâché trois jours après sa saisie, mais quand on en reçut la nouvelle le courrier de l'Impératrice étoit parti, et d'ailleurs M. Harris n'aura pas manqué d'instruire sa cour de l'humeur que cet événement avoit causée à Sa Majesté Impériale.

Tandis que ces choses se passaient, M. Schumacher entamoit ici une négociation pour faire intervenir l'Impératrice dans la querelle du Danemarck avec l'Angleterre, au sujet de ce convoi que les corsaires anglois ont enlevé à une frégate danoise aux Antilles. Vous savez, monsieur le Comte, que la cour de Londres prétend que cet accident n'a eu lieu que par l'obscurité d'un article de la dernière convention faite, sous le ministère de M. le comte de Bernstorst, entre le Danemarck et l'Angleterre, et qu'il ne s'agit pour terminer le débat que de donner une explication de cet article. Le ministère danois tergiversant, selon sa coutume, agréant d'abord et rejetant ensuite cette



explication, mais n'osant prendre lui-même un parti définitif, a fini par soumettre cette contestation au jugement de l'Impératrice. Le rapport a été fait à cette princesse justement dans son premier moment d'humeur contre le procédé peu respectueux des Anglois envers son pavillon : ainsi la décision n'a pu être que favorable au Danemarck. M. Schumacher a eu avant-hier une conférence à ce sujet avec M. le comte d'Osterman, qui lui a déclaré, de la part de sa souveraine, que Sa Majesté Impériale trouvoit que les droits des puissances neutres, dans les mers d'Amérique comme partout ailleurs, étoient trop clairs pour qu'il fût besoin d'une nouvelle explication à cet égard ; qu'elle chargeoit son ministre à Londres de s'expliquer dans ce sens avec le ministère britannique, en déclarant de plus, qu'elle prenoit hautement sous sa protection le commerce et les vaisseaux danois, pour les faire jouir dans cette partie du monde de la même liberté qui leur est accordée dans les mers d'Europe. M. le comte d'Osterman a promis à M. Schumacher une copie des ordres qui devoient être expédiés à M. Simolin sur cette affaire.

Il me reste, monsieur le Comte, à vous ajouter ici quelques mots sur le commerce. Je dois avoir l'honneur de vous dire d'abord que les faveurs que le Roi veut bien accorder dans ses ports aux vaisseaux russes, produisent ici un excellent effet ; et, dernièrement, l'Impératrice m'a fait dire par M. le comte d'Osterman les choses les plus agréables pour le Roi et la nation, au sujet de la suspension du droit de fret. Cette princesse juge que le moment n'est pas favorable pour former des liaisons de commerce plus réglées, mais paroît décidée à s'en occuper aussitôt que les circonstances le permettront. Quant à l'idée de se servir du

sieur Falleyeff pour ouvrir les voies du nouveau commerce par la mer Noire, je me bornerai à vous dire qu'il ne se trouve aucun François en Russie qui soit disposé à entamer des affaires en société avec lui. Ses capitaux sont énormes, à la vérité, mais ses affaires sont dans un désordre effroyable. Comme il est très ignorant, il est obligé de s'en rapporter à une foule de subalternes, qui ne s'occupent que des moyens de le voler avec impunité. Les dépenses incroyables qu'il est obligé de faire, d'ailleurs, pour contenter la cupidité des gens en place, achèveront de le ruiner, et par-dessus tout cela, la fortune d'un négociant russe, même la mieux établie, dépend toujours plus ou moins du caprice des gens puissants, et elle devient bien plus précaire encore lorsque le centre des affaires de ce négociant se trouve, comme dans le cas présent, à huit cents lieues de la résidence du souverain. Je n'oserois donc pas conseiller à nos négociants de Marseille d'entrer en société avec cet homme, de crainte de les embarquer dans de mauvaises affaires.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

16.

#### DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 20 novembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, c'est avec la joie la plus vive que j'ai reçu l'heureuse nouvelle des couches de la Reine, et de la naissance de M<sup>gr</sup> le Dauphin : la lettre par laquelle vous avez la bonté de m'apprendre cet événement si intéressant, est arrivée ici le vendredi 16, après la clôture et le départ de ma dépêche de ce jour. Sa-

medi matin je me suis rendu chez M. le vice-chancelier, auquel j'ai remis, suivant l'usage, la copie des lettres de notification jointe à votre lettre, en le priant de vouloir bien demander à l'Impératrice quel jour Sa Majesté Impériale jugeroit à propos de m'accorder mon audience de notification, et cette auguste Souveraine n'a pas voulu la remettre plus tard qu'au lendemain. C'est donc avant-hier que j'ai eu l'honneur d'être admis chez Sa Majesté Impériale, et de lui présenter la lettre du Roi. Je ne puis vous exprimer, monsieur le Comte, combien j'ai eu lieu d'être satisfait de l'accueil que l'Impératrice a daigné me faire en cette occasion. J'ai déjà eu l'honneur de vous marquer, dans ma lettre particulière du 16, que la nouvelle lui étoit parvenue dès le mercredi, par la voie de Vienne; elle avoit eu la bonté de donner des ordres pour que j'en fusse informé sur-le-champ. Sa Majesté Impériale m'exprima toute la part qu'elle prenoit à un événement aussi agréable pour le Roi et aussi heureux pour la France, en me disant que, depuis que le Roi étoit sur le trône, elle n'avoit reçu de lui que des marques de son amitié, et de son désir d'entretenir la plus parfaite harmonie entre les deux cours; qu'il étoit impossible qu'elle ne fût pas très sensible à cette suite de bons procédés, et qu'elle ne s'intéressât pas très vivement à tout ce qui pouvoit lui arriver d'heureux; qu'elle me chargeoit donc, de la manière la plus expresse, de transmettre à Sa Majesté les assurances de la sincérité avec laquelle elle partageoit sa joie dans la circonstance présente.

Je n'ai pas moins à me louer, monsieur le Comte, des honnêtetés que j'ai reçues, à cette occasion, de tout ce qui compose la cour de Sa Majesté Impériale, et de tous les ministres étrangers. On ne peut rien ajouter à l'empressement qu'ils m'ont témoigné dans ce mo-

ment, et auquel je n'ai pu qu'être infiniment sensible.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

17.

DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 23 novembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, M. le marquis de Pons vous aura donné sans doute connoissance de la déclaration que la cour de Berlin vient de faire paroître, pour prévenir les abus qu'on pourroit faire du pavillon prussien dans le cours de la guerre présente. Cette déclaration, que M. le comte de Goertz nous a communiquée ces jours-ci, nous a causé d'autant plus d'étonnement, que nous l'aurions attendue de Sa Majesté Prussienne moins que de toute autre puissance neutre. Ce prince veut obliger les capitaines de navire, ses sujets, de prendre à leur départ des ports de sa domination des passeports de son ministère, et non des magistrats des villes. Ce règlement peut avoir son utilité, et personne, sans doute, n'a le droit de s'y opposer; mais Sa Majesté Prussienne ajoute ensuite que ces passeports ne doivent être accordés que lorsqu'il sera constaté que les propriétaires et frêteurs des navires et des cargaisons seront des sujets prussiens, et cette clause, en même temps qu'elle porte un préjudice irréparable au commerce prussien même, réduit presque à rien l'avantage qu'on devoit se promettre du pavillon de cette nation. Si les cargaisons doivent être de propriété prussienne, on ne peut donc plus

charger en France, par exemple, un vaisseau prussien pour aller d'un port à l'autre, et le pavillon nous devient inutile pour le cabotage. Si le fréteur doit également être sujet du roi de Prusse, il faut donc aussi renoncer au commerce de commission, sous ce pavillon, dans tel port ou place de commerce que ce puisse être. La propriété étrangère ne sera donc plus libre sous le pavillon prussien; il ne sera donc plus vrai que le pavillon couvre la marchandise, et quoique la neutralité armée n'ait été imaginée que pour faire reconnoître ce principe, il aura reçu sa première atteinte du roi de Prusse, qui n'est guère gêné par aucun traité avec l'Angleterre. Cette dernière réflexion présente un point de vue sous lequel l'affaire intéresse directement la cour de Russie, et nous nous occupons en ce moment à connoître sa façon de penser à cet égard. Plusieurs circonstances, qu'il n'est pas nécessaire de détailler, ont en quelque sorte obligé M. de Normandès à présenter au ministère russe un mémoire fort bien rédigé pour exposer la chose, et en développer toutes les conséquences, et soumettre le tout au jugement et aux lumières de Sa Majesté Impériale. J'aurois pu, de mon côté, faire la même démarche, mais j'ai jugé qu'il étoit inutile que les ministres de France et d'Espagne se missent, en même temps, tous les deux en avant sur une affaire à laquelle la cour de Russie n'a point participé; et j'ai cru qu'il suffisoit d'appuyer verbalement M. de Normandès dans mes conférences avec M. le comte d'Osterman. C'est ce que je n'ai pas manqué de faire avant-hier; mais M. le vice-chancelier s'est renfermé avec moi dans les expressions les plus vagues et les plus insignifiantes, se bornant à dire que chaque souverain étoit bien le maître chez soi; et que, dans le fait, puisque le plus



grand mal résultant de cette déclaration tomboit sur le commerce prussien, il ne voyoit guère ce que d'autres pouvoient y trouver à redire. La timidité et la crainte de se compromettre dictoient ce langage à M. le comte d'Osterman, qui n'en aura pas d'autre jusqu'à ce que l'Impératrice, s'expliquant sur le Mémoire de M. de Normandès, ait fait connoître son sentiment sur cette affaire.

Au surplus, monsieur le Comte, je ne puis donner trop d'éloges à la conduite de M. le comte Goertz en cette occasion : c'est lui qui nous a donné la première connoissance de la déclaration, en nous témoignant combien il en étoit peiné, parce qu'il sentoit toutes les conséquences fâcheuses qu'elle pouvoit avoir. Il est persuadé qu'il est impossible que ces conséquences soient entrées dans le plan de sa cour, et croit que c'est l'effet d'une méprise ou une faute d'inadvertance. Il a été le premier à nous exciter à réclamer contre, afin de lui fournir un motif pour en écrire fortement à M. le baron de Hertzberg, qui est le seul auteur de cette déclaration. Sa lettre est partie mardi dernier, en sorte que j'espère encore que ce malheureux ouvrage pourra bientôt recevoir toutes les interprétations nécessaires pour en arrêter les mauvais effets.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

18.

## DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 4 décembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE, j'ai reçu la lettre n° 28, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le premier du mois dernier.

M. le comte de Goertz avoit raison de soupçonner de la méprise ou de l'inadvertance dans l'ordonnance qui lui avoit été envoyée de sa cour, au sujet du pavillon prussien, et qui nous paroissoit si contraire aux intérêts de la neutralité. En effet, cette ordonnance se trouve imprimée aujourd'hui dans les papiers publics, et nous n'y trouvons plus l'expression qui établissoit la nécessité que les cargaisons fussent de propriété prussienne pour être garanties par le pavillon. L'exemple envoyé à M. le comte Goertz portoit que les passeports du ministère de Berlin ne seroient accordés que sur des certificats qui attesteroient que les propriétaires et frêteurs des navires et des cargaisons seroient sujets de Sa Majesté prussienne, et ce sont ces mots qui nous avoient donné l'alarme. M. de Normandès a envoyé à M. le comte d'Aranda une copie de la note qu'il avoit remise sur cet objet à M. le comte d'Osterman, avec l'ordonnance du Roi de Prusse, telle qu'elle nous a été communiquée par M. le comte de Goertz, et qui justifie pleinement sa démarche. Ce malentendu a probablement sa source dans la précipitation avec laquelle on aura traduit cette pièce : on s'en sera rapporté à un traducteur, qui, sans doute, ignoroit les conséquences de ce qu'il écrivoit.

Au reste, monsieur le Comte, il est fort heureux

que ce ne soit qu'un malentendu, et si la cour de Berlin avoit réellement adopté un pareil principe, il n'auroit pas fallu compter sur les efforts de la Russie pour engager Sa Majesté prussienne à prendre un parti plus conforme aux intérêts de la neutralité armée. Le mémoire de M. de Normandès n'avoit eu aucun succès auprès de l'Impératrice; il auroit été très simple, et surtout très commode, de lui répondre qu'il falloit attendre jusqu'à ce qu'on se fût assuré plus positivement de la façon de penser du Roi de Prusse, puisque M. le comte de Goertz avoit commencé lui-même à jeter des doutes sur le vrai sens de l'ordonnance. Au lieu de cette réponse naturelle on a persisté à nous dire que chaque souverain étoit parfaitement le maître dans ses États, et que si Sa Majesté prussienne jugeoit à propos de se faire un pareil principe, l'Impératrice n'avoit aucun droit de s'y opposer. Voilà donc ce à quoi se réduit aujourd'hui l'intérêt que prend à la neutralité armée la cour de Russie, qui s'est mise, il n'y a pas plus d'une année, à la tête des cours du Nord pour soutenir et faire recevoir ce système. Ce langage vous fera sentir de plus en plus, monsieur le Comte, la vérité de ce que j'ai eu l'honneur de vous dire dans ma dépêche n° 42, sur le manque total de plan fixe depuis la retraite de M. le comte Panin, de l'esprit de négligence qu'on porte dans les affaires et le relâchement des principes auxquels on paroisoit le plus attaché dans les commencements.

L'Impératrice a donné à l'amirauté l'ordre de construire, avec toute la promptitude possible, huit vaisseaux de cent canons à Cronstadt, et quelques autres de moindre force; elle a également ordonné qu'on travaillât aux douze vaisseaux de ligne qui doivent se construire à Kerson, son intention étant de porter sa

marine militaire à cinquante-deux vaisseaux de ligne ; et de se rendre, dit-elle , la quatrième puissance maritime de l'Europe.

J'ai l'honneur d'être , etc.

---

19.

DU MÊME AU MÊME.

Saint-Pétersbourg, le 14 décembre 1781.

MONSIEUR LE COMTE , M. le comte d'Osterman m'a remis, mercredi dernier, la copie des observations de l'Impératrice sur la réponse du Roi aux offres de médiation de cette Princesse. Il a bien voulu y joindre en même temps la copie de la réponse que la cour de Londres a faite à celle de Pétersbourg sur ces mêmes offres de médiation ; il seroit inutile de vous envoyer ces deux pièces, que vous aurez reçues déjà depuis quelque temps de la cour de Vienne. La réponse de l'Angleterre seroit faite pour déconcerter les plans de conciliation les mieux combinés. Peut-être les événements de la guerre en Amérique, dont nous avons reçu hier la première nouvelle, détermineront-ils la cour de Londres à mettre quelque adoucissement dans son langage ; en tout cas, nous conserverons auprès des médiateurs ce mérite que les grandes difficultés ne seront pas venues de notre part.

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte dans ma dépêche n° 41, du 2 novembre dernier, de la nomination de M. Marcoff, comme ministre plénipotentiaire adjoint au prince Gallitzin auprès des États-Généraux. Je viens d'être instruit d'un propos tenu à cette occa-

sion dans le cabinet même de l'Impératrice, et qui mérite de vous être transmis. Il falloit, disoit-on, envoyer promptement M. Marcoff à La Haye pour y contrebalancer, autant qu'il seroit possible, l'activité de la maison de Bourbon, et anéantir les efforts de M. le duc de La Vauguyon pour porter la Hollande à une alliance avec la France et l'Espagne, alliance qui, si elle avoit lieu, ne manqueroit pas de faire échouer la médiation. On ne m'assure pas que la nomination de M. Marcoff ait été décidée par cette considération, on m'assure simplement que le propos a été tenu, et peut-être est-ce là le germe de ce que nous voyons aujourd'hui dans quelques papiers publics sur la prétendue opposition de la Russie à ce projet d'alliance. Au reste, ce fait ne tardera pas à s'éclaircir lorsque M. Marcoff sera rendu à La Haye.

Vous avez sans doute connoissance, monsieur le Comte, de la discussion de la Suède avec l'Angleterre sur le refus qu'a fait un officier suédois, commandant un vaisseau de la marine royale, de laisser visiter les vaisseaux marchands qui se trouvoient sous son escorte; la cour de Stockholm a chargé M. le baron de Nolken de déférer ce fait à l'Impératrice, qui a hautement approuvé les principes du Roi de Suède en cette occasion. En conséquence, les ministres des puissances neutres à Londres vont se réunir tous pour suivre cette affaire comme si elle intéressoit chacune de ces cours en particulier. L'Impératrice désire même qu'ils soient autorisés à se réunir ainsi dans tous les cas particuliers, sans être obligés de rendre préalablement compte des faits, pour obtenir des nouvelles instructions de leurs cours. En voyant Sa Majesté Impériale saisir avec autant de justesse et soutenir avec autant de dignité les vrais principes de la neutralité armée, on



est fâché quand on songe que quinze jours auparavant cette Souveraine approuvoit également une ordonnance du Roi de Prusse, par laquelle on croyoit que ce prince attaquoit cette même neutralité armée dans un de ses points les plus essentiels.

J'ai l'honneur d'être, etc.

---

20.

DE M. LE COMTE DE VERGENNES

A M. LE MARQUIS DE VÉRAC.

Versailles, le 23 juin 1782.

JE vous ferois, monsieur, une lettre bien intéressante, mais trop longue, si je voulois vous instruire de tout ce qui s'est passé pendant le séjour que le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ont fait à notre cour. J'espère qu'ils ont été satisfaits de l'accueil qu'ils ont reçu du Roi, de la Reine, de la famille royale, et je puis dire de tous ceux qui ont eu l'avantage de les approcher. Je m'en rapporte, à cet égard, à ce que ces princes pourront en mander à leur auguste mère; mais ce que je ne dois pas taire, monsieur, parce que leur rare modestie les empêchera sûrement d'en faire mention, est la sensation profonde qu'ils ont produite ici, et l'idée qu'ils ont laissée de leurs rares et éminentes qualités. Je le dis sans flatterie, monsieur, et vous pouvez le répéter avec confiance: il n'est pas possible d'avoir une conduite plus noble, plus mesurée, et mieux soutenue que celle de ces augustes princes. L'Impératrice doit s'applaudir avec raison du fruit précieux de ses soins.

M. le comte du Nord a montré, dans toutes les occasions, un grand fonds de connoissances acquises, un jugement sain et une affabilité qui ne peut venir que d'une âme douce et sensible. Celle de madame la comtesse du Nord ne s'est pas annoncée moins avantageusement; sa bonté s'étend à tout, sa sensibilité ne laisse échapper aucun objet; partout on remarque un tact sûr et un goût fin et délicat.

Je souhaite, monsieur, que les augustes voyageurs emportent de ce pays-ci une impression aussi heureuse que celles qu'ils y ont faite. Leurs Majestés conserveront avec plaisir le souvenir des moments qu'elles ont passés avec eux. Ces princes ont pu s'apercevoir des regrets sincères que Leurs Majestés ont donnés à leur départ.

J'ai reçu en mon particulier des marques de bonté de Leurs Altesses Impériales qui me pénètrent de la plus parfaite reconnaissance; mais ce qui m'a flatté particulièrement, c'est qu'elles ont daigné me faire connoître que j'avois quelque part à l'estime de l'Impératrice, leur auguste mère.

Le Roi, sensible à l'intention que l'Impératrice a eue de faire passer ses enfants en France, m'ordonne de vous recommander, monsieur, de lui en témoigner sa reconnaissance, et de lui faire revenir les sentiments que ces princes ont inspirés ici. Cette circonstance forme une époque dont on se rappellera longtemps avec beaucoup de plaisir.

J'ai l'honneur d'être avec un sincère et inviolable attachement, monsieur, votrès humble et très obéissant serviteur.

DE VERGENNES.

---

## XXXIV.

## DÉTENTION A LA BASTILLE

DE MARMONTEL ET MORELLET.

(1760.)

M. Delort a publié, en 1829<sup>1</sup>, plusieurs documents relatifs à l'embastillement de Marmontel et Morellet. Les pièces suivantes en forment le complément. La plupart sont annotées de la main de M. de Sartine, lieutenant-général de police, et semblent provenir des Archives de l'administration dont il étoit le chef. Elles ont été communiquées par M. Monmerqué.

## I.

## MARMONTEL.

Marmontel a tracé dans le sixième livre de ses *Mémoires* un récit très détaillé des causes et des circonstances de sa détention à la Bastille. L'imprudence qu'il eut de réciter chez madame Geoffrin une satire mordante, où le duc d'Aumont, premier gentil-homme de la chambre du Roi, étoit cruellement maltraité, le fit soupçonner d'en être l'auteur. Dénoncé comme tel au duc d'Aumont, et par celui-ci au Roi, il vit se former sur sa tête un violent orage qu'il crut conjurer en désavouant les vers incriminés. « J'écrivis, dit-il, au duc d'Aumont pour l'assurer que les vers qu'on m'attribuoit n'étoient pas de moi, et que, n'ayant jamais fait de satire contre personne, je n'aurois pas commencé par lui.... Je me souvins qu'à propos.... de mensonges publiés contre moi, le duc d'Aumont m'avoit écrit qu'il falloit mépriser ces choses-là, et qu'elles tomboient d'elles-mêmes lorsqu'on ne les relevoit point. Je trouvai naturel et juste de lui renvoyer sa maxime, en quoi je

<sup>1</sup> *Histoire de la Détention des philosophes et des gens de lettres à la Bastille*, etc. Paris, 1829, in-8°, tome II, pages 289 et suivantes.

fis une sottise. Aussi ma lettre fut-elle prise pour une nouvelle insulte. » Voici cette lettre ; c'est la première pièce du dossier :

A M. LE DUC D'AUMONT.

Le 30 novembre 1759.

MONSEIGNEUR, j'apprends qu'on vous a donné comme de moi des vers remplis d'impertinences : je les désavoue hautement. J'ai retenu de mémoire quelques vers d'une parodie faite en société, et quoique cette parodie n'eût rien d'injurieux, j'ai constamment refusé d'en donner des copies. Des personnes qui vous sont attachées peuvent en rendre témoignage. Elles ont pu vous certifier de même, que les vers qu'elles m'ont demandés et que je n'ai pas fait difficulté de leur dire, n'ont rien qui ressemble aux grossières platitudes qu'on y a substituées. Si ce n'est point assez de leur témoignage et de ma protestation, j'offre, Monseigneur, de remettre entre les mains du ministre les vers que j'ai retenus de mémoire, tels que je les ai récités, et de prendre à témoin de la fidélité de ma déposition les personnes qui les ont entendus de ma bouche. Il y en a de respectables et dont le témoignage est de poids ; mais j'ai l'honneur de vous représenter qu'il sera plus convenable de laisser cela dans l'oubli ; que cette parodie n'existe que dans la mémoire des auteurs et dans la mienne ; qu'ils se sont promis mutuellement de ne la donner à personne ; que je me suis fait la même loi, et qu'enfin une plaisanterie, bonne ou mauvaise, tombe d'elle-même quand on la laisse tomber.

J'ai l'honneur d'être avec respect, etc.

MARMONTEL.

Le duc d'Aumont, loin de se laisser fléchir par ce désaveu, n'en

fut que plus irrité. « Ma lettre, dit Marmontel, ne fit qu'attiser sa colère et celle de toute la cour. » Il se rend donc chez le duc de Choiseul, en obtient un rendez-vous, à la sortie duquel il le laisse convaincu de son innocence. « Je *vous* crois, dit-il; vous me parlez en bonnête homme. Cependant vous allez être envoyé à la Bastille. » Le crédit du duc d'Aumont l'emportoit sur la propre conviction du ministre. M. de Saint-Florentin ne fut pas moins facile à persuader que son collègue. « Mais que voulez-vous? *lui* dit-il; M. le duc d'Aumont vous accuse, et veut que vous soyez puni. C'est une satisfaction qu'il demande pour récompense de ses services et des services de ses ancêtres. Le Roi a bien voulu la lui accorder. Allez-vous-en trouver M. de Sartine; je lui adresse l'ordre du Roi. » L'ordre étoit conçu en ces termes :

#### A M. DE SARTINE.

A Versailles, le 27 décembre 1759.

LE Roi a jugé à propos, monsieur, d'envoyer M. de Marmontel à la Bastille. Ainsi je vous envoie la lettre de Sa Majesté pour l'y faire recevoir, étant inutile de l'y faire conduire. Il suffira, je crois, que vous l'envoyiez chercher, et que vous lui ordonniez de s'y rendre. Vous ferez dire à M. le gouverneur de lui faire donner une des bonnes chambres.

Vous connoissez les sentiments avec lesquels je suis, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

S. FLORENTIN.

On peut lui faire donner des livres, des plumes et du papier.

En marge de cette lettre on lit l'annotation suivante :

« Répondu, le 28 décembre, que le sieur Marmontel est entré ledit jour à la Bastille, et que je me conformerai à ce qu'il me marque. »



Cet ordre, où se laisse apercevoir la bienveillance que le ministre avoit pour Marmontel, fut exécuté avec beaucoup de ménagements ; et dès le lendemain, il étoit reçu à la Bastille. Le gouverneur accusa réception de son nouveau prisonnier par la lettre suivante :

A la Bastille, le 28 décembre 1759.

MONSIEUR, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu le sieur Marmontel, conduit par le sieur d'Hémery, inspecteur de police, sur un ordre du Roi contre-signé Phelypeaux, daté du 27 de ce mois. J'ai donné à ce prisonnier la meilleure chambre du château, avec des livres, des plumes et du papier, conformément aux intentions de monseigneur le comte de Saint-Florentin, et je recevrai le domestique du sieur Marmontel, qui va revenir tout à l'heure, suivant vos intentions, suivant ce que le sieur d'Hémery m'a dit de votre part.

Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DABADIE.

Marmontel eut beaucoup à se louer des bons procédés du gouverneur à son égard, et s'est plu à en consigner le souvenir dans ses *Mémoires*. On retrouve les mêmes sentiments dans la lettre suivante adressée à M. de Sartine, ou peut-être à M. Berrier<sup>1</sup> :

A M. DE SARTINE.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1760.

MONSIEUR, permettez-moi de vous offrir, au commencement de l'année, les vœux d'un citoyen qui s'intéresse au bien que vous faites, et ceux d'un prison-

<sup>1</sup> Voyez la lettre de ce dernier au comte de Saint-Florentin dans l'ouvrage précité de M. Delort, page 306.

nier sensible au soin que vous avez bien voulu prendre d'adoucir sa captivité.

J'ai trouvé, pour l'honneur de l'humanité, dans M. le gouverneur de la Bastille, l'âme la plus généreuse et la plus compatissante. Mais quoique ses bontés pour moi me semblent un effet naturel de son caractère, je ne me dissimule point que les devoirs rigoureux de sa place l'auroient empêché de les étendre si loin, si vous ne l'y aviez engagé vous-même. Je vous supplie d'en recevoir mes très humbles remerciements.

Assuré comme je le suis de mon innocence, l'inquiétude où j'ai laissé mes amis est ma seule peine d'esprit. Je voudrois bien, monsieur, pouvoir les tranquilliser sur ma santé. Je frémis de l'impression que leur a dû faire le seul mot de *Bastille*.

Il seroit essentiel pour moi d'avoir avec les personnes que j'ai chargées du travail du *Mercure*, une relation détaillée et suivie. Si la règle le permet, je vous prie d'agréer qu'en passant par vos mains, mes lettres parviennent à mon imprimeur, et qu'avec la même précaution j'en reçoive les réponses. Je prévois avec douleur que cet événement, dans le mois où l'on renouvelle les souscriptions, va porter un coup mortel à cette besogne, qui nourrit dix ou douze gens de lettres.

Je suis dans l'usage de donner tous les ans, à pareil jour, à M. le comte de Saint-Florentin, un témoignage de mon zèle et de ma reconnoissance. La circonstance où je me trouve, loin de m'en dispenser, rend ce devoir plus intéressant; je vous conjure de vouloir bien lui faire rendre, ce soir même, s'il est possible, la lettre que je prends la liberté de joindre à celle-ci. Ma plus cruelle inquiétude est que madame de Pompadour,

prévenue comme elle l'a été, ne me croie coupable. Si vous vouliez bien, monsieur, être auprès d'elle le protecteur de l'innocence, ce seroit pour moi une consolation que je n'oublierois jamais.

Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

MARMONTEL.

*En marge est écrit : « Envoyé la lettre de M. de Marmontel à M. de Saint-Florentin, le 2 janvier 1760. »*

Les amis de Marmontel, inquiets de sa détention, qu'ils voyoient se prolonger, tâchèrent de pénétrer jusqu'à lui : un nommé Durand, entre autres, *brave homme et qui avoit de l'amitié pour lui*, adressa à M. de Sartine la demande qui suit :

A M. DE SARTINE.

Paris, du 2 janvier 1760.

MONSIEUR, j'ai une grâce à vous demander, si elle est possible et convenable : c'est la liberté de voir à la Bastille Marmontel. J'ai à communiquer avec lui de choses qui m'intéressent. Je vous en aurai une vraie obligation, et suis avec un très parfait respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DURAND.

A Paris, rue Montmartre, proche Saint-Joseph.

Ordre est aussitôt donné, par le lieutenant-général de police, de savoir de Marmontel ce que c'est que le sieur Durand. Le major répondit en ces termes :

A M. DE SARTINE.

A la Bastille, le 3 janvier 1760.

MONSIEUR, suivant votre ordre du 2 de ce mois, dont M. Duval nous a fait part, j'ai demandé à M. Marmontel ce que c'étoit que M. Durand. Le prisonnier m'a répondu que M. Durand étoit un vieil homme vivant de son bien, intime ami de madame Harenc, laquelle loge rue du Sentier, à côté de M. l'abbé de Breteuil, fort honnête homme et son ami à lui-même.

J'ai remis au sieur Marmontel le paquet de quatre lettres que vous nous avez envoyées, suivant votre ordre du premier de ce mois.

Je suis avec un profond respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

CHEVALIER.

Vous trouverez ci-joint un paquet du sieur Marmontel, composé de deux feuilles à lettres et l'enveloppe.

Ces informations, et surtout l'*air grave et froid* avec lequel le major procéda à son enquête, alarmèrent Marmontel sur le sort de Durand, qui, peut-être, irrité de la détention injuste de son ami, *se sera répandu en murmures contre une autorité partielle, oppressive*, et aura été lui-même arrêté. Plein de ces tristes idées et des réflexions qu'elles font naître dans son esprit, il s'adresse à M. de Sartine :

A M. DE SARTINE.

3 janvier 1760.

MONSIEUR, je vous supplie de vouloir bien faire tenir à mon imprimeur la lettre ci-incluse, et de recevoir mes remerciements de celle que vous avez eu la bonté de m'envoyer.

Pardonnez à l'amitié l'inquiétude que me cause la question que m'a faite M. le Major sur M. Durand, mon vieil ami, homme incapable de faire du mal avec connoissance de cause. Si le motif de cette question me regarde, et n'a rien qui exige le secret, ce sera pour moi un grand soulagement de l'apprendre. Ce lieu inspire la mélancolie, et tout s'y peint des plus noires couleurs. C'est votre humanité, Monsieur, qui m'encourage à vous faire cette prière; si elle est indiscreète, votre silence m'en punira sévèrement.

Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

MARMONTEL.

La détention de Marmontel se prolongea encore pendant cinq jours, au bout desquels les portes de sa prison s'ouvrirent. Il étoit déjà en liberté lorsque le major de la Bastille envoya au lieutenant-général de police les papiers laissés par le prisonnier.

A la Bastille, le 8 janvier 1760.

MONSIEUR, vous trouverez ci-joint un petit paquet du sieur Marmontel, composé de deux feuilles de poste et une enveloppe.

Je suis avec un profond respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

CHEVALIER.

*En marge* : « Le sieur Marmontel a été mis en liberté de la Bastille avec son laquais, le 7 janvier 1760, en vertu d'ordre du Roi en forme. »

Le véritable auteur de la satire contre le duc d'Aumont étoit, au dire de Marmontel; l'ancien intendant des Menus-Plaisirs du Roi, Curys<sup>1</sup>, son ami intime, de la confiance duquel il avoit en

<sup>1</sup> Louis Bay de Curys n'étoit sans doute pas *intendant*, comme



quelque sorte abusé en récitant, dans un cercle nombreux, des vers que sa mémoire avoit retenus, mais dont l'auteur ne lui avoit point donné de copie. Il explique dans ses *Mémoires* les raisons qu'avoit Cury pour ne point se découvrir lorsque son ami fut injustement arrêté. Ces raisons, qui ne semblent guère concluantes, ont fait douter de la véracité de Marmontel. La lettre suivante ne diminuera pas, je pense, les soupçons :

A M. DE SAINT-FLORENTIN.

A Clichy, le 5 janvier 1760.

MONSEIGNEUR, des personnes de marque, qui ont la bonté de s'intéresser à moi, m'apprennent, à la campagne où je suis depuis quinze jours, que M. de Valbelle, que je ne connois point et dont je ne crois pas être connu, répand dans Paris, qu'une parodie de *Cinna*, qui a fait beaucoup de bruit, a été composée chez moi à souper. Une pareille calomnie me seroit aisée à détruire. Je n'ai point donné à souper chez moi depuis plus de six mois; et d'ailleurs n'allant presque point à la comédie depuis quatre ans, je suis très peu au fait et fort indifférent sur tout ce qui s'y passe. Quels que soient les motifs qui ont fait avancer cette fausseté, je vous supplie de vouloir bien faire approfondir un fait qui doit être appuyé de quelques preuves. Je ne crains point les recherches qu'on peut faire là-dessus. Je serois très blâmable si elles parviennent à donner quelque réalité au bruit qu'on répand; mais s'il n'est fondé que sur la méchanceté, il n'est pas juste de me laisser en proie à la calomnie.

Je suis avec un profond respect, Monseigneur, votre très humble et très obéissant serviteur,

DE CURYS.

l'écrit Marmontel, mais simplement *contrôleur* des Menus-Plaisirs du Roi, comme il est dit dans la *Bibliothèque historique de la France*, tome IV, page 144 de la *Liste de Portraits*.

Marmontel évalue à quinze mille livres la perte annuelle que lui fit éprouver sa détention, à l'expiration de laquelle le privilège du *Mercur* lui fut retiré. Il paroît y avoir erreur de compte, si la note suivante, écrite de la main de M. de Sartine, est exacte :

Marmontel avoit 6000 <sup>#</sup> du *Mercur*, et puis on lui avoit donné la pension de Cahusac, de 2000 <sup>#</sup>. Cela fait 8000 <sup>#</sup> qu'il est sur le point de perdre.

Décembre 1759.

---

2.

MORELLET.

« Le sieur Palissot venoit de donner sa comédie des *Philosophes*, où Helvétius, Rousseau, Diderot, d'Alembert, etc., étoient traduits sur la scène comme des coquins, ennemis de toute autorité, et destructeurs de toute morale. J'avois assisté à la seconde représentation avec M. de Malesherbes.... Je revins chez moi indigné, et j'écrivis presque d'un trait, et pendant une grande partie de la nuit, la *Préface de la comédie des Philosophes*. » (MORELLET, *Mémoires*, seconde édition, tome I, page 89.)

Malesherbes, à ce qu'il paroît, ne fut pas mis dans la confidence. La lettre suivante en fait foi :

A M. DE SARTINE.

A Paris, ce 29 mai 1760.

J'AI l'honneur de vous donner avis, Monsieur, qu'il se débite, depuis ce matin, deux brochures, dont l'une est intitulée *Préface de la comédie des Philosophes*, à Paris, chez l'auteur de la comédie; et l'autre, la *Prière universelle*, traduite de l'anglois de M. Pope.

La *Préface de la comédie* n'est point la véritable

préface de Palissot ; c'est, au contraire, une brochure sanglante non seulement contre Palissot, mais contre des personnes respectables, et qui, par leur état, devroient être à l'abri de pareilles insultes. Ces deux brochures ne sont sûrement revêtues d'aucune permission, et cependant elles ont été vendues ce matin chez les marchands établis au Palais-Royal et ailleurs, avec la même publicité qu'un ouvrage imprimé avec privilège.

Je vous supplie, Monsieur, de vouloir bien faire cesser ce scandale ; mais ce n'est pas assez : il y a plus de cinq cents exemplaires de débités, et il est temps de mettre un frein à cette licence. Les distributeurs ne peuvent pas échapper à vos recherches, puisque le débit a été public, et la rigueur dont on usera contre eux doit les forcer à faire connoître ceux de qui ils tiennent les exemplaires qu'ils ont vendus, et vous aidera à remonter aux auteurs.

Je crois, Monsieur, qu'il est de l'ordre public que la punition soit très sévère, et que cette punition ne se termine pas à la Bastille ou au Fort-l'Évêque, parce qu'il faut mettre une grande différence entre le délit des gens de lettres qui se déchirent entre eux, et l'insolence de ceux qui s'attaquent aux personnes les plus considérables de l'État, et je ne crois pas que Bicêtre soit trop fort pour ces derniers.

Si vous avez besoin de demander des ordres du Roi à M. de Saint-Florentin pour le parti que vous aurez à prendre, j'espère que vous voudrez bien l'instruire de la demande que je vous fais. Je ne peux pas avoir l'honneur de le voir, ni vous non plus, parce que je suis dans l'air de la petite-vérole.

Vous connoissez l'attachement inviolable avec lequel

j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

DE LAMOIGNON DE MALESHERBES.

*En marge* : « J'ai vu M. de Malesherbes, et écrit, le 31 mai, au commissaire Rochebrune d'interroger Robin. »

Les perquisitions de la police ne tardèrent pas à amener la découverte du colporteur de la brochure, et, par suite, de l'auteur. Le comte de Saint-Florentin fut informé de la double capture par la lettre suivante :

A M. LE COMTE DE SAINT-FLORENTIN.

Du 11 juin 1760.

MONSIEUR, j'ai l'honneur de vous rendre compte que, sous votre bon plaisir, j'ai fait arrêter hier au soir et conduire à la Bastille le sieur Desauges, colporteur, ayant eu avis que c'étoit lui qui avoit envoyé à Robin, le libraire du Palais-Royal, la *Préface* contre Palissot, et la *Prière universelle de Pope*, pour lesquels ouvrages Robin est prisonnier, de l'ordre du Roi, au petit Châtelet.

Desauges ayant déclaré, dans son interrogatoire, que c'étoit un abbé Morellet, demeurant au collège de Bourgogne, rue des Cordeliers, qui étoit l'auteur de la *Préface* et du commentaire de la *Prière de Pope* qu'il avoit fait imprimer à Genève, et lui en avoit fait adresser ici l'édition pour les faire vendre par Robin, j'ai pris le parti de donner des ordres pour s'assurer du dit abbé Morellet, et il a été arrêté ce matin et conduit à la Bastille avec tous ses papiers, qui sont sous le scellé; et la besogne est bien faite, puisqu'il est convenu au

sieur d'Hémery qu'il étoit l'auteur des deux ouvrages.

Je ne perds point de temps à vous en informer, et j'aurai l'honneur de vous en rendre compte incessamment dans un plus grand détail.

Je suis, etc.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien m'envoyer les ordres du Roi nécessaires, de la date du 10, pour arrêter ces deux particuliers, et autoriser les perquisitions faites chez eux par un commissaire au Châtelet.

A peine Morellet fut-il arrêté, que les sollicitations les plus actives furent faites en sa faveur. Il s'est plu à témoigner sa reconnaissance à ceux qui s'employèrent à lui rendre la liberté. Il paroît avoir ignoré les démarches de l'auteur de la lettre suivante, qu'il ne nomme pas :

A M. DE SARTINE.

A Paris, ce 11 juin 1760.

J'APPRENDS dans le moment, Monsieur, que M. l'abbé Morellet a été arrêté, et qu'on l'accuse d'avoir travaillé à quelques uns de ces écrits périodiques qui paroissent depuis quelque temps. Je ne sais si en effet il est coupable de ce dont on l'accuse. J'ai fait connoissance avec lui à l'occasion de plusieurs mémoires qu'il avoit faits sur des matières de commerce, ce qui m'avoit donné occasion d'être en relation avec lui. Nous l'avions même prié quelquefois de se charger de l'examen de quelques unes de ces matières. Je puis vous assurer que j'ai toujours eu lieu d'être très content de sa droiture et de son bon esprit. Je ne puis que m'intéresser très vivement à ce qui le regarde, et vous supplier de vouloir bien adoucir ou abrégé autant qu'il vous sera possi-



ble le temps de sa détention. Je vous prie de croire que personne ne peut être plus reconnoissant que je le serai des égards que vous voudrez bien avoir pour ma recommandation.

J'ai l'honneur d'être avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

TRUDAINE DE MONTIGNY.

*En marge* : « Répondu le 12 juin. » <sup>1</sup>

Interrogé par M. de Sartine, Morellet n'hésita pas à s'avouer l'auteur de l'ouvrage poursuivi : « Je lui dis ensuite.... que je le priois seulement de m'accorder que l'imprimeur ne fût pas compromis dans cette affaire, qu'il étoit mon ami, que c'étoit un père de famille..... Je lui tins ce discours d'une manière si vive.... qu'il me donna sa parole d'honneur qu'il ne seroit rien fait à mon libraire. » <sup>2</sup>

Bruyzet en fut quitte, en effet, pour une forte réprimande, ainsi que le prouvent les deux pièces qui suivent :

A M. DE LA MICHODIÈRE,

INTENDANT DE LYON.

Le 17 juin 1760.

MONSIEUR, il a paru ici, au commencement du mois, une brochure très satirique intitulée : *Préface de la comédie des Philosophes, ou vision de Charles Palissot*, ouvrage qui ne respecte ni la religion ni plusieurs personnes en place et de distinction.

Je me suis donné tous les mouvements imaginables pour en découvrir l'auteur et l'imprimeur, et ils n'ont pas été infructueux, puisque j'ai fait arrêter et conduire à la Bastille l'auteur, le 11 de ce mois, qui m'est con-

<sup>1</sup> La réponse de M. de Sartine a été publiée par M. Delort, page 337 du volume précité.

<sup>2</sup> *Mémoires*, I, 94.

venu de tout dans son interrogatoire, et m'a dit qu'il l'avoit fait imprimer à Genève par les soins et le canal de Jean-Marie Bruizet, libraire à Lyon, qui avoit fait l'envoi de l'édition, à Paris, à un particulier qui a pareillement été arrêté.

Sur le compte que j'ai rendu de l'affaire à M. le comte de Saint-Florentin, ce ministre m'a chargé, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous écrire pour vous faire connoître tout le tort et l'imprudence de Bruizet, vous priant de le mander chez vous, et de lui faire la plus sévère réprimande.

Je suis, etc.

#### RÉPONSE.

A Paris, le 20 juin 1760.

MONSIEUR, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, au sujet de Jean Marie Bruyzet, qui s'est donné des soins pour faire imprimer à Genève la *Préface de la comédie des Philosophes*, qu'il a ensuite adressée à Paris.

Je crois qu'il est à propos que mon premier secrétaire, qui est en même temps subdélégué général, envoie chercher le libraire, et lui fasse la réprimande qu'il mérite, plutôt que d'attendre mon retour à Lyon, où je compte ne me rendre que dans deux mois d'ici. L'intervalle seroit trop long pour suspendre l'exécution des ordres de M. de Saint-Florentin, et mon secrétaire s'en acquittera tout aussi bien que je le pourrois faire moi-même : en conséquence je lui adresse par le courrier d'aujourd'hui votre lettre, et je le charge d'agir en ma place.

Je suis avec respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

DE LA MICHODIÈRE.

# BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

## DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS HISTORIQUES ORIGINAUX.

---

### TABLE

#### DES DEUX PREMIERS VOLUMES.<sup>1</sup>

1196. Donation à l'abbaye de Pontlevoy par Mathilde d'Amboise et ses enfants (charte latine). APPENDICE. I, 157\*.
1270. Donation du quart d'un homme de corps et de ses enfants à l'abbaye de Pontlevoy, par Praxède de Montrésor (charte latine). APPENDICE. I, 161\*.
- 1270? La Dispute du croisé et du non-croisé, pièce de vers du trouvère Rutebeuf (avec traduction). I, 53.
1281. Lettre de Joseph de Cancy, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, à Edouard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, contenant la relation de la bataille d'Emesse, et des événements qui se sont passés dans la Terre-Sainte vers la fin de l'année 1281. I, 1.
- 1305? Dou Pape, dou Roy et des Monnoies. II, 221.
1310. Remontrances des grands d'Angleterre à Edouard Caernarvon (Edouard II). I, 37.
1354. Lettres closes, en forme de circulaires, de Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, relatives à l'assassinat de Charles d'Espagne, connétable de France (lettre adressée aux habitants de Reims). I, 25.
- 1357? Lettre du maréchal d'Odeneham aux communes de Languedoc, assemblées à Toulouse. II, 111.
1370. Lettres closes de Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, au vicomte de Valognes. I, 27.
1402. Relation d'un combat de sept gentilshommes françois contre sept Anglois. I, 109.

<sup>1</sup> On a cru devoir reproduire dans cette table l'indication des pièces contenues dans le premier volume, pour rendre les recherches plus promptes et plus faciles.

1424. Lettres de rémission accordées à Enguerran de Monstrelet. II, 132.
- 1427? Factum du sieur de Gaucourt contre Louis d'Estouteville. II, 259.
1492. Surprise d'Arras par les Bourguignons. II, 228.
1517. Meurtre du sieur de La Bastie, ambassadeur du roi de France en Écosse. II, 232.
- 1521-1522. Procès-verbaux et enquêtes faits en 1521 et 1522, au sujet du pillage de la ville de Nesle en 1472, par Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne. I, 11.
1525. Lettres de Charles de Lannoy et de Charles-Quint relatives à la bataille de Pavie. I, 42.
1525. Complainte de la bataille de Pavie. I, 262.
1525. Chanson du noble roy de France (François I<sup>er</sup> à la bataille de Pavie). I, 264.
1525. Chanson de la captivité du Roy (François I<sup>er</sup> à Madrid), composée par le Roi lui-même. I, 265.
1525. Défaite de la bataille de Pavie. I, 266.
1525. Chanson satirique sur le même événement. I, 267.
- 1525-1526. Défaite des luthériens (d'Alsace) pendant la captivité de François I<sup>er</sup>. I, 268.
1536. Folle entreprise des Flamans et Bourguignons (guerre de Picardie entre les François et les Impériaux). I, 270.
1536. Chanson de Péronne (campagne de Picardie). I, 271.
1536. Guerre de Picardie et siège de Péronne par les Impériaux. I, 272.
1536. Testament de Guillaume Budé. II, 225.
1537. Chanson du Retour de la campagne de Piémont. I, 273.
1538. Estat de la noblesse, tant du Roy que de l'Empereur, en Provence. I, 274.
1538. Réception et parlement du Roy et de l'Empereur à Aigue-Mortes en Provence. I, 275.
1538. Accordz entre le Roy et l'Empereur. Cette chanson et les deux précédentes sont relatives à la trêve conclue à Nice, en 1538, entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint. I, 277.
1539. Venue de l'Empereur (Charles-Quint) à la ville de Gand, et son passage à travers la France (chanson). I, 278.
1544. Le Prince d'Orange (chanson). I, 279.

1566. La guerre des Pannonceaux, à Remiremont en Lorraine (lettres). I, 67.
1566. Marcel, prévost des marchands de Paris (chanson populaire contre les huguenots). I, 165.
- ..... Autre chanson contre les huguenots, sous Charles IX, peu avant la Saint-Barthélemy. I, 280.
1572. Lettres de Jeanne d'Albret au roi de Navarre, son fils, et au sieur de Beauvoir. II, 163.
1572. Lettre de Charles IX au duc de Longueville, gouverneur de Picardie. I, 18.
1572. Lettre de Léonor d'Orléans, duc de Longueville, à Marie de Bourbon, duchesse d'Estouteville et de Longueville, sa femme. I, 20.
- ..... Lettre de Marie de Bourbon-Vendôme, duchesse de Longueville, à la marquise de Rothelin, sa belle-mère. I, 22.
1586. De la Réjouissance des François sur l'heureux advènement de la paix (chanson). I, 281.
1587. Lettre de la princesse de Condé à la duchesse de Longueville, sa belle-sœur. I, 23.
1588. Lettres relatives à la mort du prince de Condé (Henri I<sup>er</sup> de Bourbon), attribuée à un empoisonnement. I, 73.
1588. Assassinat des duc et cardinal de Guise aux Estats de Blois (Relation de Jehan Patte, bourgeois d'Amiens). I, 77.
1589. Comment Chartres entra dans le parti de la ligue. I, 47.
1589. Mort du roy Henri III (chanson nouvelle). I, 282.
- 1590-1595. Chanson contre les ligueurs rebelles au Roi (Henri IV). I, 285.
1594. Documents relatifs au soulèvement des paysans du Périgord, du Limousin, etc., sous le nom de Croquants. I, 28.
- 1595? Complaincte du décès de la Ligue. I, 286.
1595. Lettre missive envoyée par M. de Bellièvre, depuis chancelier de France, à M. le duc d'Espernon, sur le mécontentement qu'il avoit d'être refusé par le Roi du gouvernement de Provence. II, 267.
1599. Lettre de Henri IV au maréchal de Biron, gouverneur de Bourgogne. I, 161.
1600. Cartel de Zamet à Balagny. I, 87.
1602. Exécution du maréchal de Biron. I, 33.
1603. Démêlés entre Sully et le comte de Soissons. I, 88.



1603. Parolles tenues en l'accord fait entre le prince de Joinville et M. le Grand (Cinq-Mars). I, 90.
1611. Lettre ou cartel de deffy de Charles IX, roy de Suède, à Christian IV, roy de Danemarck. I, 91.
1616. Le grand Guéridon italien et espagnol, venu nouvellement en France contre les jésuites. Aux hypocrites du temps présent. I, 288.
1622. La prière du Gascon, ou lou diable soit des houguenaux. I, 167.
- 1625? Lettre du cardinal de Richelieu au duc d'Orléans. II, 257.
1626. Paix jurée entre le Roy et Monsieur, par l'entremise de leur mère, Marie de Médicis. I, 113.
1626. Le Parlement de Paris dénoncé au cardinal de Richelieu par le sieur de Laffemas. II, 159.
- ..... Harangue faite à M. le cardinal par un des ministres de Montpellier, pour ceux de la religion de la ville. I, 100.
1627. Lettre de Marie de Médicis à Gaston d'Orléans. I, 103.
1627. Lettre de Marie de Médicis à Gaston, duc d'Orléans. I, 118.
1628. Chanson sur l'Entrée de Louis XIII à Paris, après la prise de La Rochelle. I, 291.
- 1631-1634. Entreprises sur la personne du roi Louis XIII. — Haine des Espagnols contre monseigneur le cardinal (de Richelieu), et attentats sur sa personne. II, 82.
1632. Traité de Beziers entre Louis XIII et son frère Gaston. I, 119.
1634. Accord fait à Ecouen entre Louis XIII et son frère Gaston. I, 123.
1635. Responce du Roy aux affaires de Monsieur. I, 127.
1636. Advis sur ce que doit faire l'armée du Roy que Monsieur va commander en Picardie. I, 130.
1637. Concessions de Louis XIII à son frère. I, 135.
1637. Soumission de Gaston d'Orléans au Roi son frère, et réponse du Roi. I, 138.
1641. Harangue du duc de Strasfordz, vice-roy d'Irlande, sur l'eschaffault, où il fut décapité. I, 95.
1642. Commerce de vins exercé par l'auteur des *Maximes*. II, 258.
1642. Analyse de la correspondance de Mazarin, relative à l'affaire du duc de Bouillon. II, 34.
1648. Les Alleluya sur les Barricades. I, 293.

1648. Le Salut des partisans. Souhait des bons François sur la conférence de Saint-Germain-en-Laye. I, 294.
1649. Traité d'union des chefs de la Fronde contre le cardinal Mazarin. II, 121.
- 1649-1650. La Fronde à Paris. I, 292.
1649. Enlèvement du Roy, fait par le cardinal Mazarin, le jour des Rois. I, 295.
1649. La Chasse donnée à Mazarin par les paysans des bourgs et villages, sur le tocsin. I, 297.
- 1649? Les Honny-soit-il de ce temps. I, 299.
- 1649-1660. Appendice aux *Mémoires* du cardinal de Retz. II, 142.
1650. Lettres de Colbert à Le Tellier. II, 112.
- 1650-1655. Correspondance, traités, négociations et accommodements des principaux amis du cardinal de Retz avec Mazarin. II, 177.
1651. Mémoires du cardinal Mazarin contre le duc d'Orléans. II, 77.
1651. Lettre d'Anne d'Autriche au cardinal Mazarin. I, 140.
1651. Déclaration de Gaston, duc d'Orléans, relative à la convocation des Etats-Généraux. I, 141.
1651. Mémoire de Mazarin contre le cardinal de Retz, madame de Chevreuse et autres partisans des princes. I, 229.
1651. Lettre du cardinal Mazarin à la Reine. I, 253.
1651. Lettre de Mazarin à la Reine. II, 1.
1651. Lettre de Mazarin à la princesse Palatine. II, 23.
1651. Lettre de Louis XIV au cardinal Mazarin. I, 142.
- 1651-1659. Lettres de Mazarin à l'abbé Fouquet. II, 45.
1652. Union des princes pour l'exil de Mazarin. I, 143.
1652. Traité de Limours entre Louis XIV et son oncle Gaston d'Orléans. I, 152.
- 1652? Lettre de Marianne Mancini à son oncle le cardinal Mazarin. I, 161.
- 1652? Lettre de l'une des demoiselles Mancini à son oncle le cardinal Mazarin. I, 163.
1653. Lettre de madame de Longueville à madame la comtesse de Fiesque. II, 109.
1653. Entreprise sur la personne du prince de Condé. II, 125.
1656. Partage secret des dons du Roi entre le chancelier Séguier et le cardinal Mazarin. I, 170.

364      TABLE DES DEUX PREMIERS VOLUMES.

1657. Lettre de Mazarin à l'abbé Fouquet. I, 259.  
 1659. Mouvements séditieux en Normandie. Leur cause. II, 123.  
 1659. Lettre du cardinal Mazarin à Colbert. I, 176.  
 1659. Lettre du cardinal Mazarin à Colbert. I, 171.  
 1659. Lettre du cardinal Mazarin à Colbert. I, 174.  
 1660. Lettre du cardinal Mazarin à Colbert. I, 192.  
 1660. Lettre de Colbert au cardinal Mazarin. I, 188.  
 1660. Lettre de Colbert au cardinal Mazarin. I, 195.  
 1660. Lettre de Colbert au cardinal Mazarin. I, 203.  
 1660. Lettre de Colbert au cardinal Mazarin. I, 208.  
 1660. Lettre du cardinal Mazarin à Colbert. I, 213.  
 1660. Lettre de Colbert au cardinal Mazarin. I, 215.  
 1660. Lettre de Colbert au cardinal Mazarin. I, 217.  
 1660. Lettre de Colbert au cardinal Mazarin. I, 220.  
 1660. Lettre de Colbert à Mazarin. I, 117.  
 1671. Mademoiselle de Montpensier et le comte de Lauzun. I, 104.  
 1702. Lettre de Baluze à M. Lafaille, ancien capitoul de Toulouse. II, 137.  
 1706. Lettre de Duguay-Trouin au ministre de la marine, sur l'insulte faite à la marine françoise dans le port de Cadix. I, 225.  
 1760. Détention à la Bastille de Marmontel et Morellet. II, 344.  
 1765. Mémoire sur l'état civil, militaire et financier de la Corse, par le marquis des Lacs d'Arcambal. II, 241.  
 1780-1782. Projet de médiation de la Russie entre la France et l'Angleterre, à l'occasion de l'indépendance américaine, etc. II, 275.  
 1792. Notice nécrologique sur J.-N. Lenoir, bénédictin, par son confrère G. Poirier. II, 253.

FIN DE LA TABLE DES TOMES I ET II DES DOCUMENTS HISTORIQUES.



















